

# Résolutions et décisions du Conseil de sécurité

1<sup>er</sup> août 2013 – 31 juillet 2014

Conseil de sécurité

Documents officiels



Nations Unies • New York, 2015

## NOTE

Le présent recueil des *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité* contient les résolutions adoptées et les décisions prises par le Conseil durant la période du 1<sup>er</sup> août 2013 au 31 juillet 2014 au sujet des questions de fond ainsi que les décisions prises par le Conseil sur certaines des plus importantes questions de procédure. Les résolutions et décisions figurent dans la première et la deuxième partie sous un titre général désignant la question dont il s'agit. Dans chaque partie les questions sont classées d'après la date à laquelle le Conseil les a examinées pour la première fois ; sous chaque question les résolutions et décisions figurent dans l'ordre chronologique.

Les résolutions sont numérotées dans l'ordre de leur adoption. On a fait suivre le texte des résolutions des résultats du vote. En règle générale, les décisions ne sont pas mises aux voix.

S/INF/69
----------

# Table des matières

	<i>Page</i>
<b>Membres du Conseil de sécurité en 2013 et 2014.....</b>	vii
<b>Résolutions adoptées et décisions prises par le Conseil de sécurité du 1<sup>er</sup> août 2013 au 31 juillet 2014 .....</b>	1
 <i>Première partie. Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales</i>	
Questions concernant la situation au Moyen-Orient :	
A. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne .....	1
B. La situation au Moyen-Orient.....	5
Communications concernant la question Inde-Pakistan .....	38
La situation à Chypre.....	39
La situation concernant le Sahara occidental .....	44
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies.....	48
La situation au Libéria.....	53
La situation en Somalie .....	61
Questions concernant la situation dans l'ex-Yougoslavie :	
A. La situation en Bosnie-Herzégovine.....	82
B. Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité .....	87
C. Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 .....	88
Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994.....	90
Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991	
Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 <sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994.....	91
La question concernant Haïti .....	92
La situation au Burundi .....	98
La situation en Afghanistan.....	103
La situation en Sierra Leone .....	127
Relations entre le Cameroun et le Nigéria.....	129
La situation dans la région des Grands Lacs.....	129
La situation concernant la République démocratique du Congo.....	129
La situation en République centrafricaine .....	150
Le sort des enfants en temps de conflit armé .....	189

## Table des matières

	<i>Page</i>
La situation en Guinée-Bissau .....	194
Protection des civils en période de conflit armé .....	201
Armes de petit calibre .....	301
Les femmes et la paix et la sécurité.....	306
Exposé du Président de la Cour internationale de Justice.....	312
Exposé du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe .....	313
Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) :	
A. Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre .....	313
B. Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement .....	314
C. Force intérimaire des Nations Unies au Liban.....	314
D. Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental .....	315
E. Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo .....	315
F. Mission des Nations Unies au Libéria.....	315
G. Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire .....	316
H. Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti .....	316
I. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali .....	317
Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme .....	317
Exposés des présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité.....	354
La situation en Côte d'Ivoire .....	354
Mission du Conseil de sécurité.....	370
Promotion et renforcement de l'état de droit dans le cadre des activités de maintien de la paix et de la sécurité internationales.....	377
Région de l'Afrique centrale.....	380
Non-prolifération des armes de destruction massive .....	388
Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud .....	389
Consolidation de la paix après les conflits .....	419
La situation concernant l'Iraq .....	420
Menaces contre la paix et la sécurité internationales .....	425
Non-prolifération.....	427
Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest .....	429
Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée .....	432

## Table des matières

	<i>Page</i>
Maintien de la paix et de la sécurité internationales :	
A. La guerre, ses enseignements et la quête de la paix permanente .....	433
B. Réforme du secteur de la sécurité : obstacles et possibilités .....	433
C. Questions d'ordre général .....	438
Paix et sécurité en Afrique .....	439
Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales .....	446
La situation en Libye .....	454
La situation au Mali .....	463
Questions concernant l'Ukraine :	
A. Lettre, en date du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136) .....	475
B. Lettre, en date du 13 avril 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/264) .....	479
 <b><i>Deuxième partie. Autres questions examinées par le Conseil de sécurité</i></b>	
Documentation, méthodes de travail et procédure du Conseil de sécurité :	
A. Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité (S/2010/507) .....	480
B. Questions d'ordre général .....	486
Examen du projet de rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale.....	490
<b>Questions inscrites pour la première fois à l'ordre du jour du Conseil de sécurité entre le 1<sup>er</sup> août 2013 et le 31 juillet 2014.....</b>	<b>491</b>
<b>Répertoire des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité du 1<sup>er</sup> août 2013 au 31 juillet 2014 .....</b>	<b>493</b>
<b>Projets de résolution examinés en séance officielle et non adoptés .....</b>	<b>495</b>
<b>Répertoire des déclarations faites par le Président du Conseil de sécurité du 1<sup>er</sup> août 2013 au 31 juillet 2014.....</b>	<b>497</b>



## Membres du Conseil de sécurité en 2013 et 2014

En 2013 et 2014, les membres du Conseil de sécurité étaient les suivants :

### 2013

Argentine  
Australie  
Azerbaïdjan  
Chine  
États-Unis d'Amérique  
Fédération de Russie  
France  
Guatemala  
Luxembourg  
Maroc  
Pakistan  
République de Corée  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord  
Rwanda  
Togo

### 2014

Argentine  
Australie  
Chili  
Chine  
États-Unis d'Amérique  
Fédération de Russie  
France  
Jordanie  
Lituanie  
Luxembourg  
Nigéria  
République de Corée  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord  
Rwanda  
Tchad





# **Résolutions adoptées et décisions prises par le Conseil de sécurité du 1<sup>er</sup> août 2013 au 31 juillet 2014**

## ***Première partie. Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales***

### **QUESTIONS CONCERNANT LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT**

#### **A. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne<sup>1</sup>**

##### **Décisions**

À sa 7020<sup>e</sup> séance, le 20 août 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Oscar Fernandez-Taranco, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques.

À sa 7032<sup>e</sup> séance, le 17 septembre 2013, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Robert H. Serry, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne.

À sa 7047<sup>e</sup> séance, le 22 octobre 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite, du Bangladesh, du Botswana, du Brésil, de Cuba, de Djibouti, de l'Égypte, de l'Équateur, de l'État plurinational de Bolivie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Islande, d'Israël, du Japon, de la Jordanie, du Kirghizistan, du Liban, de la Malaisie, de la Namibie, du Nicaragua, de la Norvège, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République islamique d'Iran, de Sri Lanka, de la Tunisie et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, et à M. Abdou Salam Diallo, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Carl Hallergard, Premier Conseiller de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a également décidé, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de l'État observateur du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 7063<sup>e</sup> séance, le 19 novembre 2013, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

---

<sup>1</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2000 des résolutions et décisions sur cette question.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À sa 7084<sup>e</sup> séance, le 16 décembre 2013, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Robert H. Serry, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne.

À sa 7096<sup>e</sup> séance, le 20 janvier 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite, du Brésil, de Cuba, de Djibouti, de l'Égypte, du Guatemala, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iraq, d'Israël, du Japon, du Kazakhstan, du Liban, de la Malaisie, du Maroc, de la Namibie, de la Norvège, du Pakistan, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République islamique d'Iran, de Sri Lanka, de la Tunisie, de la Turquie et de l'Ukraine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Abdou Salam Diallo, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a également décidé, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de l'État observateur du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 7118<sup>e</sup> séance, le 25 février 2014, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À sa 7140<sup>e</sup> séance, le 18 mars 2014, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À sa 7164<sup>e</sup> séance, le 29 avril 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afrique du sud, de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, du Bangladesh, du Brésil, de Cuba, de l'Égypte, de l'État plurinational de Bolivie, du Guatemala, de la Guinée, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Islande, d'Israël, du Japon, du Koweït, du Liban, de la Malaisie, du Maroc, de la Namibie, d'Oman, du Pakistan, du Pérou, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République islamique d'Iran, de Sri Lanka et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Robert H. Serry, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix

au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne, et à M. Abdou Salam Diallo, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, et à M. Ahmed Fathalla, Observateur permanent de la Ligue des États arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 7178<sup>e</sup> séance, le 20 mai 2014, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Oscar Fernandez-Taranco, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques.

À sa 7204<sup>e</sup> séance, le 23 juin 2014, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À sa 7214<sup>e</sup> séance, le 10 juillet 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant d'Israël à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 7220<sup>e</sup> séance, le 18 juillet 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant d'Israël à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À sa 7222<sup>e</sup> séance, le 22 juillet 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, du Bangladesh, du Brésil, du Canada, de Cuba, de l'Égypte, d'El Salvador, de l'Équateur, de l'État plurinational de Bolivie, du Guatemala, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Islande, d'Israël, de la Jamaïque, du Japon, du Kazakhstan, du Koweït, du Liban, de la Malaisie, des Maldives, du Maroc, du Mexique, de la Namibie, du Nicaragua, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, du Pérou, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République islamique d'Iran, de la République populaire démocratique de Corée, de la Tunisie, de la Turquie, du Viet Nam et du Zimbabwe à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Abdou Salam Diallo, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

À sa 7225<sup>e</sup> séance, le 28 juillet 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant d'Israël à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>2</sup> :

Le Conseil de sécurité se déclare gravement préoccupé par la dégradation de la situation en raison de la crise qui sévit à Gaza et par le nombre de victimes et de morts parmi les civils.

Le Conseil demande que soit pleinement respecté le droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne la protection de la population civile, et rappelle qu'il est indispensable de prendre les mesures voulues pour garantir la sécurité et le bien-être des civils et les protéger.

Le Conseil appuie fermement l'appel lancé par les partenaires internationaux et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et sans conditions pour raisons humanitaires, pour que puisse être fournie d'urgence l'assistance nécessaire, et appelle instamment toutes les parties à accepter et respecter intégralement cette trêve humanitaire à la veille de l'Aïd et au-delà. Le Conseil salue les efforts déployés à cet égard par le Secrétaire général et le Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique, M. John Kerry.

Le Conseil appelle également les parties à s'employer à parvenir à un cessez-le-feu durable qui soit pleinement respecté, sur la base de l'initiative lancée par l'Égypte. À cet égard, le Conseil se félicite des efforts entrepris par les partenaires internationaux et de la tenue d'une réunion internationale pour appuyer le cessez-le-feu, à Paris le 26 juillet 2014, et appelle instamment toutes les parties concernées, à l'échelle régionale et internationale, à appuyer vigoureusement les efforts visant à consolider un accord entre les parties.

Le Conseil souligne que les installations civiles et humanitaires, y compris celles des Nations Unies, doivent être respectées et protégées, et il appelle toutes les parties à agir d'une manière conforme à ce principe.

Le Conseil demande que soit pleinement appliquée sa résolution 1860 (2009) et souligne qu'une aide humanitaire doit être immédiatement apportée à la population civile palestinienne dans la bande de Gaza, notamment au moyen du versement de contributions supplémentaires d'urgence à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Le Conseil reconnaît et salue le rôle vital joué par l'Office, aux côtés des autres organismes des Nations Unies et des organisations humanitaires, pour faire face aux besoins humanitaires critiques à Gaza.

Le Conseil appelle instamment les parties et la communauté internationale à parvenir à une paix globale fondée sur l'ambition d'une région où deux États démocratiques, Israël et la Palestine, vivent côte à côte, en paix, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, comme il l'a envisagé dans sa résolution 1850 (2008).

À sa 7232<sup>e</sup> séance, le 31 juillet 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant d'Israël à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

---

<sup>2</sup> S/PRST/2014/13.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Valerie Amos, Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordinatrice des secours d'urgence, et M. Pierre Krähenbühl, Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Ils ont participé à la séance par visioconférence.

## **B. La situation au Moyen-Orient<sup>3</sup>**

### **Décision**

À sa 7025<sup>e</sup> séance, le 29 août 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Espagne, d'Israël et du Liban à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Moyen-Orient

« Lettre, en date du 31 juillet 2013, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2013/457) ».

### **Résolution 2115 (2013) du 29 août 2013**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* toutes ses résolutions concernant le Liban, en particulier les résolutions 425 (1978) et 426 (1978) du 19 mars 1978, 1559 (2004) du 2 septembre 2004, 1680 (2006) du 17 mai 2006, 1701 (2006) du 11 août 2006, 1773 (2007) du 24 août 2007, 1832 (2008) du 27 août 2008, 1884 (2009) du 27 août 2009, 1937 (2010) du 30 août 2010, 2004 (2011) du 30 août 2011 et 2064 (2012) du 30 août 2012, ainsi que les déclarations de son Président concernant la situation au Liban,

*Répondant* à la demande formulée par le Gouvernement libanais dans la lettre, en date du 12 juillet 2013, adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères et des émigrés du Liban, tendant à ce que le mandat de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban soit prorogé, sans modification, pour une nouvelle période d'un an, et accueillant avec satisfaction la lettre, en date du 31 juillet 2013, adressée à sa Présidente par le Secrétaire général pour recommander cette prorogation<sup>4</sup>,

*Réaffirmant son ferme attachement* à l'intégrité territoriale, à la souveraineté et à l'indépendance politique du Liban,

*Réaffirmant son attachement* à l'application intégrale de toutes les dispositions de la résolution 1701 (2006) et conscient de la responsabilité qui lui incombe d'aider à parvenir à un cessez-le-feu permanent et à une solution à long terme du conflit, comme l'envisage ladite résolution,

*Demandant* à toutes les parties concernées de redoubler d'efforts pour appliquer intégralement sans plus tarder toutes les dispositions de la résolution 1701 (2006),

*Exprimant* la vive préoccupation que lui inspirent toutes les violations liées à la résolution 1701 (2006) et comptant que l'enquête de la Force sera rapidement achevée afin que de telles violations n'aient plus lieu à l'avenir,

*Saluant* le rôle constructif que joue le mécanisme tripartite pour désamorcer les tensions et témoignant son soutien à la Force dans l'action qu'elle mène pour inciter les deux parties à continuer de mettre en place des dispositifs de liaison et de coordination,

*Soulignant* qu'il importe que l'interdiction de la vente et de la fourniture d'armes et de matériel connexe imposée par la résolution 1701 (2006) soit strictement respectée,

---

<sup>3</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1967 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>4</sup> S/2013/457.

*Rappelant* qu'il est extrêmement important que toutes les parties concernées respectent la Ligne bleue dans sa totalité, se félicitant que les progrès se poursuivent dans le marquage de la Ligne bleue et encourageant les parties à redoubler d'efforts, en coopération avec la Force, pour marquer la totalité de la Ligne bleue de façon visible et progresser dans la matérialisation des points litigieux, comme le recommande le bilan stratégique de la Force,

*Condamnant dans les termes les plus vifs* toutes les tentatives d'atteinte à la sécurité et à la stabilité du Liban, réaffirmant qu'il est déterminé à ce que de tels actes d'intimidation n'empêchent pas la Force de s'acquitter de son mandat conformément à la résolution 1701 (2006) et rappelant à toutes les parties qu'elles sont tenues de garantir la sécurité des soldats de la paix et de faire en sorte que la Force jouisse d'une liberté de circulation complète et sans entraves,

*Rappelant* les principes pertinents énoncés dans la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé<sup>5</sup>,

*Rendant hommage* au dynamisme et au dévouement du personnel de la Force, exprimant sa vive gratitude aux États Membres qui apportent leur contribution à la Force et soulignant qu'il faut impérativement doter celle-ci de tout le matériel et de tous les moyens nécessaires à l'exécution de son mandat,

*Rappelant* la demande du Gouvernement libanais tendant à ce qu'une force internationale soit déployée pour l'aider à exercer son autorité sur l'ensemble du territoire, et réaffirmant que la Force est autorisée à prendre toutes mesures nécessaires dans les secteurs où opèrent ses forces et, quand elle le juge possible dans la limite de ses capacités, à veiller à ce que son théâtre d'opérations ne soit pas utilisé pour des activités hostiles de quelque nature que ce soit, et à résister à toute tentative visant à l'empêcher par la force de s'acquitter de son mandat,

*Se félicitant* des efforts que déploie le Secrétaire général pour suivre de près toutes les opérations de maintien de la paix, y compris la Force, et soulignant qu'il est nécessaire que lui-même adopte une approche rigoureuse et stratégique en ce qui concerne le déploiement des missions de maintien de la paix,

*Exprimant son soutien sans réserve* aux priorités stratégiques et aux recommandations formulées par le Secrétaire général dans sa lettre du 12 mars 2012 adressée à son Président à l'issue du bilan stratégique de la Force<sup>6</sup>, et priant le Secrétaire général de continuer à le tenir informé de la suite donnée à ce bilan,

*Appelant* les États Membres à fournir au besoin une assistance à l'Armée libanaise en la dotant des moyens nécessaires pour qu'elle puisse s'acquitter de sa mission, conformément à la résolution 1701 (2006),

*Constatant* que la situation qui règne au Liban continue de menacer la paix et la sécurité internationales,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 31 août 2014 le mandat actuel de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban;

2. *Salue* le rôle positif de la Force, dont le déploiement avec l'Armée libanaise a contribué à créer un nouvel environnement stratégique dans le sud du Liban, se félicite que la Force et l'Armée libanaise coordonnent davantage leurs activités et demande à celles-ci de coopérer encore plus;

3. *Se félicite*, à cet égard, que la Force et l'Armée libanaise participent au dialogue stratégique ayant pour but d'analyser les forces terrestres et les moyens maritimes et de définir une série de critères reflétant la corrélation entre les capacités et les responsabilités de la Force par rapport à celles de l'Armée libanaise afin de déterminer ce dont cette dernière a besoin pour mener à bien les tâches prescrites dans la résolution 1701 (2006), et juge encourageants à cet égard les progrès accomplis en vue de donner un caractère officiel au mécanisme de dialogue stratégique entre l'Armée libanaise et la Force;

4. *Félicite*, dans ce contexte, l'Armée libanaise pour les efforts qu'elle a consentis en vue de mettre sur pied son plan de développement des capacités, dont le plan de dialogue stratégique fait partie intégrante tout en étant un élément distinct, conformément aux recommandations issues du bilan stratégique de la Force<sup>6</sup>, et demande donc aux donateurs de coopérer davantage afin d'aider l'Armée libanaise, un des piliers fondamentaux de la stabilité du pays, à renforcer ses capacités, notamment en menant des activités de formation;

---

<sup>5</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2051, n° 35457.

<sup>6</sup> S/2012/151.

5. *Demande instamment* à toutes les parties intéressées de respecter la cessation des hostilités, de prévenir toute violation de la Ligne bleue et de respecter celle-ci dans sa totalité, et de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies et avec la Force ;

6. *Demande de même instamment* à toutes les parties d'honorer scrupuleusement l'obligation qu'elles ont de respecter la sécurité du personnel de la Force et des autres membres du personnel des Nations Unies et de veiller à ce que la liberté de circulation de la Force soit pleinement respectée et exempte d'entraves, conformément à son mandat et à ses règles d'engagement, notamment en évitant toute conduite qui mette en danger le personnel des Nations Unies, demande à cet égard que la Force et l'Armée libanaise continuent de coopérer, surtout en menant des patrouilles coordonnées et adjacentes, salue la détermination des autorités libanaises à protéger le personnel de la Force lors de ses déplacements, et demande à nouveau que l'enquête ouverte par le Liban sur les attentats du 27 mai, du 26 juillet et du 9 décembre 2011 soit rapidement menée à bien afin que les auteurs soient traduits en justice ;

7. *Prie instamment* toutes les parties de coopérer pleinement avec lui et avec le Secrétaire général pour réaliser des progrès tangibles vers un cessez-le-feu permanent et une solution à long terme, comme le prévoit la résolution 1701 (2006), et souligne que les parties doivent en faire plus pour progresser vers la pleine application de la résolution 1701 (2006) ;

8. *Engage* le Gouvernement israélien à procéder sans plus tarder au retrait de son armée de la partie nord de Ghajar, en coordination avec la Force, qui a activement collaboré avec Israël et le Liban pour faciliter ce retrait ;

9. *Demande de nouveau* à tous les États d'appuyer et de respecter pleinement l'instauration, entre la Ligne bleue et le Litani, d'une zone d'exclusion de tous personnel armé, biens et armes autres que ceux du Gouvernement libanais et de la Force ;

10. *Se félicite* des dispositions que prend la Force pour appliquer la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et faire intégralement respecter le code de conduite de l'Organisation par son personnel, prie le Secrétaire général de continuer à faire tout le nécessaire en ce sens et de le tenir informé, et engage vivement les pays qui fournissent des contingents à prendre des mesures préventives et disciplinaires pour que les actes de ce type fassent l'objet d'enquêtes en bonne et due forme et soient dûment sanctionnés toutes les fois que leur personnel serait en cause ;

11. *Prie* le Secrétaire général de continuer à lui faire rapport tous les quatre mois sur l'application de la résolution 1701 (2006), ou toutes les fois qu'il le jugera nécessaire ;

12. *Souligne* combien il est important et nécessaire de parvenir à une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient, sur le fondement de toutes ses résolutions pertinentes, notamment les résolutions 242 (1967) du 22 novembre 1967, 338 (1973) du 22 octobre 1973, 1515 (2003) du 19 novembre 2003 et 1850 (2008) du 16 décembre 2008 ;

13. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7025<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 7037<sup>e</sup> séance, le 27 septembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Yémen (Ministre des affaires étrangères) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jamal Benomar, Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Yémen.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Abdul Latif bin Rashid Al Zayani, Secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe.

À sa 7038<sup>e</sup> séance, le 27 septembre 2013, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

**Résolution 2118 (2013)  
du 27 septembre 2013**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* les déclarations de son Président, en date du 3 août 2011<sup>7</sup> et des 21 mars<sup>8</sup> et 5 avril 2012<sup>9</sup>, et ses résolutions 1540 (2004) du 28 avril 2004, 2042 (2012) du 14 avril 2012 et 2043 (2012) du 21 avril 2012,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne,

*Réaffirmant* que la prolifération des armes chimiques et de leurs vecteurs constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales,

*Rappelant* que la République arabe syrienne a adhéré le 22 novembre 1968 au Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève le 17 juin 1925<sup>10</sup>,

*Notant* que le 14 septembre 2013 la République arabe syrienne a déposé auprès du Secrétaire général son instrument d'adhésion à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (la Convention)<sup>11</sup> et déclaré qu'elle se conformerait à ses dispositions et les observerait fidèlement et de bonne foi, et appliquerait la Convention à titre provisoire en attendant son entrée en vigueur à son égard,

*Se félicitant* de la création par le Secrétaire général de la Mission d'enquête des Nations Unies concernant les allégations d'emploi d'armes chimiques en République arabe syrienne (la Mission), conformément à la résolution 42/37 C de l'Assemblée générale, en date du 30 novembre 1987, réaffirmée par sa résolution 620 (1988) du 26 août 1988, et se félicitant du travail accompli par la Mission,

*Prenant note* du rapport de la Mission, en date du 16 septembre 2013<sup>12</sup>, soulignant qu'il faut que la Mission s'acquitte de son mandat et soulignant également que les allégations crédibles relatives à l'emploi d'armes chimiques en République arabe syrienne qui seraient faites à l'avenir devront donner lieu à une enquête,

*Profondément indigné* que des armes chimiques aient été utilisées le 21 août 2013 à Rif-Damas, comme l'a constaté la Mission dans son rapport, condamnant le fait que des civils ont été tués à cette occasion, affirmant que l'emploi d'armes chimiques constitue une violation grave du droit international et soulignant que ceux qui y ont recouru doivent répondre de leurs actes,

*Rappelant* l'obligation qui incombe à tous les États, aux termes de sa résolution 1540 (2004), de s'abstenir d'apporter un appui, quelle qu'en soit la forme, à des acteurs non étatiques qui tenteraient de mettre au point, de se procurer, de fabriquer, de posséder, de transporter, de transférer ou d'utiliser des armes de destruction massive, y compris des armes chimiques, ou les vecteurs d'armes de ce type,

*Accueillant avec satisfaction* le Cadre de référence pour l'élimination des armes chimiques syriennes mis au point à Genève le 14 septembre 2013 par les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie<sup>13</sup>, pour veiller à ce que le programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne soit détruit dans les meilleurs délais et de la façon la plus sûre qui soit, et se disant déterminé à ce que les armes chimiques et leurs composantes qui se trouvent en République arabe syrienne soient immédiatement placées sous contrôle international,

*Se félicitant* de la décision du 27 septembre 2013, contenue dans l'annexe I de la présente résolution, dans laquelle le Conseil exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a mis en place des procédures

---

<sup>7</sup> S/PRST/2011/16.

<sup>8</sup> S/PRST/2012/6.

<sup>9</sup> S/PRST/2012/10.

<sup>10</sup> Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. XCIV, n° 2138.

<sup>11</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1975, n° 33757.

<sup>12</sup> S/2013/553.

<sup>13</sup> S/2013/565, annexe.



spéciales pour la destruction rapide du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne, sous vérification rigoureuse, et se disant déterminé à assurer la destruction du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne selon le calendrier prévu dans la décision du Conseil exécutif,

*Insistant* sur le fait que la seule solution à la crise en République arabe syrienne est un processus politique sans exclusive, dirigé par les Syriens, fondé sur le communiqué final du Groupe d'action pour la Syrie (communiqué de Genève) en date du 30 juin 2012, contenu dans l'annexe II de la présente résolution, et soulignant que la conférence internationale sur la Syrie doit être convoquée dès que possible,

*Considérant* que l'emploi d'armes chimiques en République arabe syrienne constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales,

*Soulignant* que l'Article 25 de la Charte des Nations Unies fait obligation aux États Membres d'accepter et d'appliquer ses décisions,

1. *Considère* que l'emploi d'armes chimiques, où que ce soit, constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales ;

2. *Condamne avec la plus grande fermeté* l'emploi d'armes chimiques en République arabe syrienne, qui constitue une violation du droit international, en particulier l'attaque du 21 août 2013 ;

3. *Souscrit* à la décision du 27 septembre 2013 du Conseil exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, contenue dans l'annexe I de la présente résolution, qui prévoit des procédures spéciales pour la destruction rapide du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne, sous vérification rigoureuse, et demande qu'elle soit intégralement appliquée, de la manière la plus rapide et la plus sûre qui soit ;

4. *Décide* que la République arabe syrienne doit s'abstenir d'employer, de mettre au point, de fabriquer, d'acquérir d'aucune manière, de stocker et de détenir des armes chimiques ou d'en transférer, directement ou indirectement, à d'autres États ou à des acteurs non étatiques ;

5. *Souligne* qu'aucune des parties en République arabe syrienne ne doit employer, mettre au point, fabriquer, acquérir, stocker, détenir ou transférer des armes chimiques ;

6. *Décide* que la République arabe syrienne se conformera à tous les éléments de la décision du 27 septembre 2013 du Conseil exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques ;

7. *Décide également* que la République arabe syrienne coopérera pleinement avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et l'Organisation des Nations Unies, notamment en se conformant à leurs recommandations, en acceptant le personnel désigné par l'une ou l'autre de ces organisations, en prenant les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des activités de ce personnel et en donnant à ce personnel un accès immédiat et sans entraves à tous sites et le droit de les inspecter dans l'exercice de ses fonctions, et en donnant un accès immédiat et sans entraves aux personnes dont l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a des motifs de croire qu'elles sont importantes pour l'exécution de son mandat, et décide que toutes les parties en République arabe syrienne coopéreront pleinement à cet égard ;

8. *Décide en outre* d'autoriser une mission préparatoire composée de membres du personnel des Nations Unies à fournir rapidement un appui aux activités de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques en République arabe syrienne, prie le Directeur général de cette Organisation et le Secrétaire général de coopérer étroitement aux fins de l'application de la décision du 27 septembre 2013 du Conseil exécutif et de la présente résolution, y compris dans le cadre de leurs activités opérationnelles sur le terrain, et demande au Secrétaire général, agissant en consultation avec le Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et, selon qu'il conviendra, le Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, de lui présenter, dans les 10 jours qui suivront l'adoption de la présente résolution, des recommandations sur le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans l'élimination du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne ;

9. *Note* que la République arabe syrienne est partie à la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies<sup>14</sup>, décide que le personnel désigné par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques qui

---

<sup>14</sup> Résolution 22 A (I) de l'Assemblée générale.

mène les activités visées dans la présente résolution ou dans la décision du 27 septembre 2013 du Conseil exécutif jouira des privilèges et des immunités visés à la section B de la deuxième partie de l'Annexe sur l'application et la vérification de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (la Convention)<sup>11</sup>, et demande à la République arabe syrienne de conclure avec l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques des accords sur les modalités d'application de ces dispositions ;

10. *Engage* les États Membres à fournir un appui, y compris du personnel, des experts techniques, des renseignements, du matériel et des ressources financières et autres et une assistance, en coordination avec le Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et le Secrétaire général, afin de permettre à ces organisations de procéder à l'élimination du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne, et décide d'autoriser les États Membres à acquérir, à contrôler, à transporter, à transférer et à détruire les armes chimiques recensées par le Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, conformément à l'objectif de la Convention, pour garantir l'élimination du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne dans les meilleurs délais et de la façon la plus sûre qui soit ;

11. *Exhorte* toutes les parties syriennes et tous les États Membres intéressés qui disposent des capacités nécessaires à collaborer étroitement entre eux et avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et l'Organisation des Nations Unies pour assurer la sécurité de la mission de surveillance et de destruction, considérant qu'à cet égard la responsabilité première incombe au Gouvernement de la République arabe syrienne ;

12. *Décide* d'examiner régulièrement l'application en République arabe syrienne de la décision du 27 septembre 2013 du Conseil exécutif et de la présente résolution, prie le Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques de lui présenter un rapport, par l'entremise du Secrétaire général, qui y inclura des informations pertinentes sur les activités de l'Organisation des Nations Unies ayant trait à l'application de la présente résolution, 30 jours au plus tard après l'adoption de cette résolution puis tous les mois, et prie également le Directeur général et le Secrétaire général de l'informer en se coordonnant, selon que de besoin, en cas de non-respect de la présente résolution ou de la décision du Conseil exécutif ;

13. *Réaffirme* qu'il est prêt à examiner promptement tout rapport présenté par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques en application de l'article VIII de la Convention, qui prévoit qu'il soit saisi en cas de non-respect ;

14. *Décide* que les États Membres l'informeront immédiatement de toute violation de sa résolution 1540 (2004), y compris de l'acquisition par des acteurs non étatiques d'armes chimiques, de leurs vecteurs et d'éléments connexes, afin qu'il puisse prendre les mesures nécessaires à cet égard ;

15. *Se déclare fermement convaincu* que les personnes responsables de l'emploi d'armes chimiques en République arabe syrienne doivent répondre de leurs actes ;

16. *Souscrit pleinement* au communiqué de Genève du 30 juin 2012, contenu dans l'annexe II de la présente résolution, qui énonce des mesures clefs, à commencer par la mise en place d'une autorité de transition dotée des pleins pouvoirs exécutifs qui pourrait comprendre des membres de l'actuel Gouvernement, de l'opposition et d'autres groupes, et sera formé sur la base du consentement mutuel ;

17. *Demande* qu'une conférence internationale sur la Syrie soit organisée dans les meilleurs délais aux fins de la mise en œuvre du communiqué de Genève, engage toutes les parties syriennes à participer avec sérieux et de manière constructive à la conférence de Genève sur la Syrie et souligne qu'elles doivent être pleinement représentatives du peuple syrien et résolues à mettre en œuvre le communiqué de Genève et à instaurer la stabilité et la réconciliation ;

18. *Réaffirme* que tous les États Membres doivent s'abstenir d'apporter un appui, quelle qu'en soit la forme, à des acteurs non étatiques qui tenteraient de mettre au point, de se procurer, de fabriquer, de posséder, de transporter, de transférer ou d'utiliser des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou leurs vecteurs, et demande à tous les États Membres, en particulier ceux qui sont voisins de la République arabe syrienne, de lui signaler immédiatement toute violation du présent paragraphe ;

19. *Exige* que les acteurs non étatiques s'abstiennent de mettre au point, de se procurer, de fabriquer, de posséder, de transporter, de transférer ou d'utiliser des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou leurs vecteurs,

et demande à tous les États Membres, en particulier ceux qui sont voisins de la République arabe syrienne, de lui signaler immédiatement tout acte incompatible avec le présent paragraphe ;

20. *Décide* que tous les États Membres interdiront l'acquisition d'armes chimiques et de matériel, d'articles, de technologies et d'assistance connexes auprès de la République arabe syrienne par leurs ressortissants ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, qu'ils proviennent ou non du territoire de la République arabe syrienne ;

21. *Décide également* qu'en cas de non-respect de la présente résolution, y compris de transfert non autorisé ou d'emploi d'armes chimiques par quiconque en République arabe syrienne, il imposera des mesures en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies ;

22. *Décide en outre* de demeurer activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7038<sup>e</sup> séance.*

## **Annexe I**

### **Conseil exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques**

#### **Décision sur la destruction des armes chimiques syriennes<sup>15</sup>**

*Le Conseil exécutif,*

*Rappelant* que suite à sa trente-deuxième réunion, le 27 mars 2013, la Présidente du Conseil exécutif (ci-après dénommé « le Conseil ») a publié une déclaration (EC-M-32/2/Rev.1 du 27 mars 2013) dans laquelle le Conseil « s'[était] déclaré profondément préoccupé du fait que des armes chimiques aient pu être employées dans la République arabe syrienne » et a souligné que « l'emploi d'armes chimiques, par qui que ce soit et quelles qu'en soient les circonstances, serait répréhensible et absolument contraire aux règles et normes juridiques qui prévalent dans la communauté internationale »,

*Rappelant également* que la troisième Conférence d'examen (RC-3/3\* du 19 avril 2013) a réitéré sa « profonde préoccupation devant l'emploi qui a pu être fait d'armes chimiques en République arabe syrienne et [a] souligné que l'emploi d'armes chimiques par quiconque et dans quelques circonstances que ce soit, est répréhensible et contraire aux normes et principes juridiques de la communauté internationale »,

*Notant* le rapport sur l'utilisation qui aurait été faite d'armes chimiques dans la Ghouta, faubourg de Damas, le 21 août 2013<sup>16</sup>, préparé par la Mission d'enquête des Nations Unies concernant les allégations d'emploi d'armes chimiques en République arabe syrienne, en date du 13 septembre 2013, qui conclut que « des armes chimiques ont été utilisées à relativement grande échelle dans le cadre du conflit qui continue d'opposer les parties syriennes, y compris contre des civils, dont des enfants »,

*Condamnant avec la plus grande fermeté* l'emploi d'armes chimiques,

*Se félicitant* du Cadre prévu pour l'élimination des armes chimiques syriennes, convenu par les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie le 14 septembre 2013 (EC-M-33/NAT.1 du 17 septembre 2013)<sup>17</sup>,

*Notant* que le 12 septembre 2013, dans sa communication au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, la République arabe syrienne a annoncé son intention d'appliquer provisoirement la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (ci-après dénommée « la Convention »)<sup>18</sup>,

*Notant également* que, le 14 septembre 2013, la République arabe syrienne a déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies son instrument d'adhésion à la Convention et a déclaré qu'elle s'engageait à se conformer aux dispositions de la Convention et à les observer fidèlement et de bonne foi, et qu'elle

---

<sup>15</sup> Distribuée sous la cote S/2013/580.

<sup>16</sup> S/2013/553.

<sup>17</sup> S/2013/565, annexe.

<sup>18</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1975, n° 33757.

appliquerait provisoirement la Convention en attendant l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, démarche qui a été notifiée à tous les États parties à la même date par le dépositaire (C.N.592.2013.TREATIES-XXVI.3), et tenant compte que le dépositaire n'a reçu des États parties aucune communication opposée au sujet de cette déclaration,

*Notant en outre* que la Convention entrera en vigueur à l'égard de la République arabe syrienne le 14 octobre 2013,

*Reconnaissant* le caractère exceptionnel de la situation que créent les armes chimiques syriennes et déterminé à veiller à ce que les activités requises au titre de l'élimination du programme d'armes chimiques syrien démarrent immédiatement dans l'attente de l'entrée en vigueur officielle de la Convention à l'égard de la République arabe syrienne, et à s'assurer qu'elles soient menées le plus rapidement possible et dans les meilleures conditions de sécurité,

*Reconnaissant également* que le Gouvernement de la République arabe syrienne a invité l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à envoyer immédiatement une délégation technique et qu'il s'est déclaré prêt à coopérer avec l'Organisation dans le cadre de l'application provisoire de la Convention avant l'entrée en vigueur de la Convention à son égard et notant que la République arabe syrienne a désigné son autorité nationale et l'a fait savoir au Secrétariat technique (ci-après dénommé « le Secrétariat »),

*Soulignant* que l'application provisoire de la Convention fait immédiatement entrer en vigueur ses dispositions à l'égard de la République arabe syrienne,

*Notant* que, le 19 septembre 2013, la République arabe syrienne a présenté des informations détaillées, en précisant notamment les noms, types et quantités de ses agents d'armes chimiques, les types de munitions, ainsi que l'emplacement et le type d'installations de stockage, de fabrication et de recherche-développement,

*Notant également* que, conformément au paragraphe 36 de l'article VIII de la Convention, lorsqu'il examine des doutes ou des préoccupations quant au respect de la Convention et des cas de non-respect, si la situation est particulièrement grave et urgente, le Conseil porte directement le problème ou la question, y compris les informations et les conclusions pertinentes, à l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies,

*Considérant* l'Accord sur les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques du 17 octobre 2000<sup>19</sup>,

*Engageant vivement* tous les États qui ne sont pas encore parties à la Convention à la ratifier ou à y adhérer d'urgence et sans conditions préalables, par souci de renforcer leur propre sécurité nationale et de contribuer à la paix et à la sécurité internationales,

*Rappelant* que, conformément au paragraphe 8 de l'article IV et au paragraphe 10 de l'article V de la Convention, un État qui adhère à la Convention après 2007 doit détruire ses armes chimiques et ses installations de fabrication d'armes chimiques dès que possible, et que le Conseil établit l'« ordre de destruction des armes et les procédures à suivre pour vérifier rigoureusement leur destruction »,

1. *Décide* que la République arabe syrienne :

*a)* Au plus tard sept jours après l'adoption de la présente décision, soumettra au Secrétariat de plus amples informations venant compléter celles fournies le 19 septembre 2013 sur les armes chimiques, telles que définies au paragraphe 1 de l'article II de la Convention, dont la République arabe syrienne est propriétaire ou détentrice, ou qui se trouvent en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle, en indiquant notamment :

- i)* Le nom chimique et la nomenclature militaire de chaque produit chimique contenu dans son stock d'armes chimiques, y compris les précurseurs et les toxines, ainsi que leurs quantités ;
- ii)* Le type spécifique de munitions, de sous-munitions et de dispositifs contenus dans son stock d'armes chimiques, y compris les quantités spécifiques de chaque type, que ces éléments soient remplis ou non ; et

---

<sup>19</sup> Ibid., vol. 2160, n° 1240.

iii) L'emplacement de toutes ses armes chimiques, installations de stockage d'armes chimiques, installations de fabrication d'armes chimiques, y compris les installations de mélange et de remplissage, ainsi que toutes ses installations de recherche-développement d'armes chimiques, en fournissant des coordonnées géographiques spécifiques ;

b) Au plus tard 30 jours après l'adoption de la présente décision, présentera au Secrétariat la déclaration requise au titre de l'article III de la Convention ;

c) Achèvera l'élimination de tous les équipements et matières liés aux armes chimiques au cours du premier semestre de 2014, en tenant compte des conditions détaillées, y compris des échéances de destruction intermédiaires que le Conseil arrêtera au plus tard le 15 novembre 2013 ;

d) Achèvera dès que possible, et en tout état de cause avant le 1<sup>er</sup> novembre 2013, la destruction de l'équipement de fabrication et de mélange/remplissage d'armes chimiques ;

e) Apportera sa pleine coopération à tous les aspects de la mise en œuvre de la présente décision, notamment en accordant au personnel de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques le droit immédiat et sans restriction d'inspecter tout site en République arabe syrienne ;

f) Désignera un responsable qui sera l'interlocuteur principal du Secrétariat et lui accordera les pouvoirs nécessaires pour veiller à ce que la présente décision soit intégralement appliquée ;

2. *Décide également* que le Secrétariat :

a) Mettra à la disposition de tous les États parties, dans les cinq jours suivant sa réception, toute information ou déclaration à laquelle il est fait référence dans la présente décision, qui sera traitée conformément à l'annexe de la Convention sur la protection de l'information confidentielle<sup>18</sup> ;

b) Dès que possible et en tout état de cause avant le 1<sup>er</sup> octobre 2013, déclenchera des inspections en République arabe syrienne conformément à la présente décision ;

c) Inspectera au plus tard 30 jours après l'adoption de la présente décision toutes les installations figurant sur la liste à laquelle il est fait référence à l'alinéa a du paragraphe 1 ci-dessus ;

d) Inspectera dès que possible tout autre site recensé par un État partie comme ayant été concerné par le programme syrien d'armes chimiques, à moins que le Directeur général n'estime que cela n'est pas justifié, ou à moins que cette question n'ait été résolue grâce au processus de consultations et de coopération ;

e) Sera autorisé à recruter, dans le cadre de contrats à court terme, des inspecteurs qualifiés et d'autres experts techniques et à recruter de nouveau, dans le cadre de contrats à court terme, des inspecteurs, d'autres experts techniques ainsi que tout autre fonctionnaire qui pourrait être requis et dont le contrat a récemment expiré, afin de garantir une application efficace et effective de la présente décision conformément au paragraphe 44 de l'article VIII de la Convention ; et

f) Fera mensuellement rapport au Conseil sur l'application de la présente décision en évoquant notamment les progrès accomplis par la République arabe syrienne pour satisfaire aux dispositions de la présente décision et de la Convention, sur les activités menées par le Secrétariat vis-à-vis de la République arabe syrienne, ainsi que sur ses besoins en ressources supplémentaires, notamment en ressources techniques et humaines ;

3. *Décide en outre* :

a) D'examiner sans attendre les mécanismes de financement des activités menées par le Secrétariat vis-à-vis de la République arabe syrienne et d'appeler tous les États parties qui sont en mesure de le faire à verser des contributions volontaires au bénéfice d'activités qui seront menées en application de la présente décision ;

b) De se réunir dans les 24 heures si le Directeur général signale que la République arabe syrienne tarde à satisfaire aux obligations de la présente décision ou de la Convention, en ce qui concerne notamment les cas visés au paragraphe 7 de la deuxième partie de l'annexe sur l'application de la Convention et la vérification<sup>18</sup>, ou s'il constate un manque de coopération de la part de la République arabe syrienne ou un autre problème lié à l'application de la présente décision, et, lors de cette réunion, de déterminer s'il est nécessaire de porter la question, y compris les informations et les conclusions pertinentes, à l'attention du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies conformément au paragraphe 36 de l'article VIII de la Convention ;

- c) De rester saisi de la question ; et
- d) De considérer que la présente décision est prise en raison du caractère extraordinaire de la situation posée par les armes chimiques syriennes et ne crée aucun précédent pour l'avenir.

## Annexe II

### Communiqué final du Groupe d'action pour la Syrie<sup>20</sup>

Genève, le 30 juin 2012

1. Le 30 juin 2012, les Secrétaires généraux de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes, les Ministres des affaires étrangères de la Chine, de la France, de la Fédération de Russie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des États-Unis d'Amérique, de la Turquie, de l'Iraq (Président du Sommet de la Ligue des États arabes), du Koweït (Président du Conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue des États arabes) et du Qatar (Président du Comité arabe de suivi de la situation en Syrie de la Ligue des États arabes), et la Haute-Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité se sont réunis à l'Office des Nations Unies à Genève, constitués en Groupe d'action pour la Syrie, sous la présidence de l'Envoyé spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes en Syrie.
2. Les membres du Groupe d'action ont tenu cette réunion en raison de leur vive inquiétude devant la situation en République arabe syrienne. Ils condamnent fermement la poursuite et la multiplication des meurtres, des actes de destruction et des atteintes aux droits de l'homme. Ils sont profondément préoccupés par l'absence de protection des civils, l'intensification de la violence, le risque d'une nouvelle aggravation du conflit dans le pays et les dimensions régionales du problème. Du fait de son caractère inacceptable et de son ampleur, la crise exige une position commune et une action internationale conjointe.
3. Les membres du Groupe d'action sont attachés à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité nationale et à l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne. Ils sont résolus à s'employer d'urgence et sans relâche à mettre fin aux violences et aux violations des droits de l'homme et à mettre en train un processus politique mené par les Syriens, conduisant à une transition qui réponde aux aspirations légitimes du peuple syrien et lui permette de déterminer lui-même son avenir en toute indépendance et de façon démocratique.
4. Afin de parvenir à ces objectifs communs, les membres du Groupe d'action : a) ont défini les dispositions et les mesures que doivent prendre les parties pour garantir l'application intégrale du plan en six points<sup>21</sup> et des résolutions 2042 (2012) et 2043 (2012) du Conseil de sécurité, notamment un arrêt immédiat de toutes les formes de violence ; b) sont convenus de lignes directrices et de principes pour une transition politique qui réponde aux aspirations légitimes du peuple syrien ; et c) sont convenus des mesures qu'ils prendraient pour atteindre ces objectifs de façon à appuyer les efforts entrepris par l'Envoyé spécial conjoint en vue de faciliter un processus politique conduit par les Syriens. Ils sont convaincus que cela pourra favoriser et étayer les progrès sur le terrain et contribuera à faciliter et à soutenir une transition conduite par les Syriens.

### **Dispositions et mesures devant être prises par les parties pour garantir l'application intégrale du plan en six points et des résolutions 2042 (2012) et 2043 (2012) du Conseil de sécurité, y compris l'arrêt immédiat de toutes les formes de violence**

5. Les parties doivent intégralement appliquer le plan en six points et les résolutions 2042 (2012) et 2043 (2012) du Conseil de sécurité. À cette fin :
  - a) Toutes les parties doivent s'engager à nouveau à faire cesser durablement la violence armée sous toutes ses formes et à mettre en œuvre le plan en six points, immédiatement et sans attendre que d'autres agissent. Le Gouvernement de la République arabe syrienne et les groupes armés d'opposition doivent coopérer avec la Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne en vue d'assurer l'application du plan conformément au mandat de celle-ci ;

---

<sup>20</sup> Distribué sous la cote S/2012/522.

<sup>21</sup> Résolution 2042 (2012), annexe.

b) L'arrêt de la violence doit être durable et assorti de mesures immédiates, crédibles et visibles du Gouvernement visant à mettre en œuvre les autres éléments du plan en six points, à savoir :

i) Accélérer et multiplier les mesures d'élargissement des personnes arbitrairement détenues, notamment celles qui appartiennent à des catégories particulièrement vulnérables ou qui ont pris part à des activités politiques pacifiques, communiquer sans tarder par les voies appropriées la liste de tous les lieux où ces personnes sont détenues, prendre immédiatement des dispositions en vue d'assurer l'accès à ces lieux et répondre rapidement, par les voies appropriées, à toutes les demandes écrites d'information, d'accès et d'élargissement concernant lesdites personnes ;

ii) Assurer la liberté de circulation des journalistes dans tout le pays et appliquer une politique de visas non discriminatoire à leur égard ;

iii) Respecter la liberté d'association et le droit de manifester pacifiquement dans les conditions prévues par la loi ;

c) Les parties doivent toutes, en toutes circonstances, montrer un respect absolu pour la sécurité et la sûreté de la Mission, pleinement coopérer avec elle et lui faciliter la tâche à tous égards ;

d) En toutes circonstances, le Gouvernement doit donner immédiatement et pleinement accès à des fins humanitaires aux organisations humanitaires dans l'ensemble des zones touchées par les combats. Le Gouvernement et toutes les parties doivent permettre l'évacuation des blessés et autoriser tous les civils qui souhaitent partir à le faire. Toutes les parties doivent adhérer sans réserve aux obligations que leur impose le droit international, notamment en ce qui concerne la protection des civils.

#### **Lignes directrices et principes convenus pour une transition conduite par les Syriens**

6. Les membres du Groupe d'action sont convenus des principes et lignes directrices énumérés ci-après pour une transition conduite par les Syriens.

7. Tout règlement politique doit assurer au peuple syrien une transition qui :

a) Offre pour l'avenir une perspective susceptible d'être partagée par tous les Syriens ;

b) Fixe des étapes clairement définies assorties d'un calendrier rigoureux en vue de la réalisation de cette perspective ;

c) Puisse être mise en œuvre dans un climat de sécurité pour tous, de stabilité et de calme ;

d) Se concrétise rapidement sans nouvelles effusions de sang ni violences et soit crédible.

8. **Perspective pour l'avenir.** Les aspirations du peuple syrien ont été clairement exprimées par le large éventail des Syriens consultés. Dans leur immense majorité, ils souhaitent un État qui :

a) Soit véritablement démocratique et pluraliste et donne aux acteurs politiques existants et nouveaux la possibilité de participer à des élections de façon équitable et dans des conditions d'égalité. Cela signifie aussi que l'attachement à une démocratie multipartite doit être durable et persister au-delà des premières élections ;

b) Se conforme aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, à l'indépendance de l'appareil judiciaire et aux principes de la responsabilité des dirigeants et de la primauté du droit. Il ne suffit pas d'énoncer un tel engagement. Des mécanismes doivent être mis à la disposition de la population pour qu'elle puisse faire en sorte que les détenteurs du pouvoir s'y tiennent ;

c) Offre des possibilités et des chances égales à tous. Ni le sectarisme, ni la discrimination fondée sur l'origine ethnique, la religion, la langue ou quelque autre caractéristique que ce soit ne sont acceptables. Les communautés les moins nombreuses doivent recevoir l'assurance que leurs droits seront respectés.

9. **Des mesures claires pendant la transition.** Le conflit syrien ne prendra fin que lorsque toutes les parties auront l'assurance qu'il existe une voie pacifique vers un avenir commun pour tous dans le pays. Il est donc essentiel que tout règlement prévoie des mesures claires et irréversibles devant être prises pendant la transition selon un calendrier précis. Dans tout processus de transition, les mesures clefs sont les suivantes :

a) La mise en place d'une autorité transitoire dotée des pleins pouvoirs exécutifs, capable d'instaurer un climat de neutralité dans lequel la transition pourra se faire, pouvant comprendre des membres de l'actuel Gouvernement, de l'opposition et d'autres groupes, et formée sur la base du consentement mutuel ;

b) C'est au peuple syrien qu'il appartient de décider de l'avenir du pays. Tous les groupes et tous les segments de la société syrienne doivent avoir les moyens de participer à un dialogue national qui doit non seulement être ouvert mais aussi avoir réellement du sens, ses principaux résultats devant être suivis d'effet ;

c) Sur cette base, l'ordre constitutionnel et le système juridique peuvent faire l'objet d'une révision. Le résultat du processus de rédaction de la constitution serait soumis à l'approbation du peuple ;

d) Dès que le nouvel ordre constitutionnel sera établi, il faudra préparer l'organisation d'élections multipartites libres et équitables, en vue de la mise en place des nouvelles institutions et des nouveaux bureaux qui auront été créés, et tenir ces élections ;

e) Les femmes doivent être pleinement représentées dans tous les aspects du processus de transition.

10. **Sécurité, stabilité et calme.** Toute transition implique des changements. Il est toutefois essentiel que la transition soit menée de manière à garantir la sécurité de tous dans un climat de calme et de stabilité. Cela requiert :

a) L'instauration d'un environnement parfaitement calme et stable. Toutes les parties doivent coopérer avec l'autorité transitoire pour que la violence cesse définitivement, notamment que tous les retraits soient menés à bien et que la question du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration des groupes armés soit réglée ;

b) Des mesures concrètes pour que les groupes vulnérables soient protégés et une action immédiate visant à régler les problèmes humanitaires dans les zones où la population est dans le besoin. Il est également nécessaire d'assurer la libération rapide des détenus ;

c) Le maintien en place des institutions de l'État et du personnel qualifié. Les services publics doivent être préservés ou rétablis, y compris les forces armées et les services de sécurité. Toutes les institutions de l'État, dont les services de renseignement, doivent respecter les droits de l'homme et les normes déontologiques et être placées sous une direction qui inspire confiance à la population, ainsi que sous le contrôle de l'autorité transitoire ;

d) L'attachement aux principes de responsabilité et de réconciliation nationale. La question de la responsabilité pour les actes commis pendant l'actuel conflit doit être réglée. Il faut également que soit élaboré un train de mesures relatives à la justice transitionnelle, notamment des mesures d'indemnisation et de réadaptation pour les victimes du conflit et des mesures favorisant la réconciliation nationale et le pardon.

11. **Mesures visant à parvenir rapidement à un accord politique crédible.** C'est au peuple syrien qu'il appartient de conclure un accord politique, mais le temps presse. Il est clair que :

a) La souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne doivent être respectées ;

b) Le conflit ne doit être réglé que par un dialogue pacifique et des négociations. Des conditions favorables à un règlement politique doivent à présent être mises en place ;

c) Les effusions de sang doivent cesser. Toutes les parties doivent s'engager à nouveau de manière crédible à respecter le plan en six points, notamment à mettre un terme à la violence armée sous toutes ses formes et à faire des efforts immédiats, crédibles et visibles pour appliquer les points 2 à 6 du plan en six points ;

d) Toutes les parties doivent collaborer réellement avec l'Envoyé spécial conjoint. Elles doivent être prêtes à présenter des interlocuteurs valables chargés de travailler promptement à l'élaboration d'un règlement conduit par les Syriens qui réponde aux aspirations légitimes du peuple. Le processus doit être entièrement ouvert afin que tous les segments de la société syrienne puissent exprimer leur avis pendant l'élaboration du règlement politique pour la transition ;

e) La communauté internationale organisée, qui comprend les membres du Groupe d'action, est prête à appuyer vigoureusement l'application d'un accord conclu par les parties, éventuellement en mettant en place une présence internationale à des fins d'assistance, sur la base d'un mandat de l'Organisation des Nations Unies, si la demande en est faite. Des fonds importants seront dégagés pour appuyer la reconstruction et le relèvement.

#### **Actions concertées**

12. Les mesures que les membres du Groupe d'action prendront, en application de ce qui précède, à l'appui des efforts de l'Envoyé spécial conjoint pour faciliter un processus politique conduit par les Syriens sont les suivantes :

a) Les membres du Groupe d'action interviendront selon que de besoin et exerceront conjointement une pression soutenue sur les parties en République arabe syrienne pour qu'elles prennent les mesures définies au paragraphe 5 de la présente annexe ;



- b) Les membres du Groupe d'action sont opposés à la militarisation accrue du conflit ;
- c) Les membres du Groupe d'action appellent l'attention du Gouvernement sur l'importance de la désignation d'un interlocuteur valable doté des pouvoirs nécessaires lorsque l'Envoyé spécial conjoint en fera la demande, en vue d'une action fondée sur le plan en six points et le présent communiqué ;
- d) Les membres du Groupe d'action demandent instamment à l'opposition de renforcer sa cohésion et de faire en sorte de pouvoir désigner des interlocuteurs valables et représentatifs en vue d'une action fondée sur le plan en six points et le présent communiqué ;
- e) Les membres du Groupe d'action apporteront leur plein appui à l'Envoyé spécial conjoint et à son équipe dans les contacts immédiats qu'ils auront avec le Gouvernement et l'opposition et procéderont à de vastes consultations avec la société syrienne ainsi qu'avec d'autres acteurs internationaux afin de continuer de préparer l'avenir ;
- f) Les membres du Groupe d'action seraient favorables à ce que l'Envoyé spécial conjoint convoque une réunion du Groupe d'action, s'il le juge nécessaire, en vue d'examiner les progrès concrets accomplis sur tous les points convenus dans le présent communiqué et de déterminer si d'autres mesures doivent être prises par le Groupe d'action pour régler la crise. En outre, l'Envoyé spécial conjoint tiendra informées l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes.

### Décisions

À sa 7039<sup>e</sup> séance, le 2 octobre 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>22</sup> :

Le Conseil de sécurité rappelle ses résolutions 2042 (2012), 2043 (2012) et 2118 (2013) et les déclarations de son Président en date du 3 août 2011<sup>7</sup> et des 21 mars<sup>8</sup> et 5 avril 2012<sup>9</sup>.

Le Conseil réaffirme son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne et de tous les autres États touchés par le conflit en République arabe syrienne, ainsi qu'aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Le Conseil demande à toutes les parties de respecter les principes directeurs des Nations Unies concernant l'aide humanitaire d'urgence, soulignant qu'il importe que cette aide soit fournie en fonction des besoins, sans préjugés ou motivations politiques.

Le Conseil est consterné par le niveau inacceptable et l'escalade de la violence et par la mort de plus de 100 000 personnes en République arabe syrienne, dont font état des rapports du Secrétaire général et de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. Il est profondément alarmé par la sérieuse et rapide détérioration de la situation humanitaire dans ce pays et note avec une vive préoccupation que plusieurs millions de Syriens, en particulier des déplacés, dont près de la moitié sont des enfants, ont besoin d'une aide humanitaire immédiate et que, si l'action humanitaire ne redouble pas d'urgence, leur vie sera menacée.

Le Conseil condamne les violations généralisées des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par les autorités syriennes, ainsi que les atteintes aux droits de l'homme et les violations du droit international humanitaire perpétrées par des groupes armés.

Le Conseil condamne également, quels qu'en soient les auteurs, tous les actes de violence commis en République arabe syrienne, en particulier tous les actes de violence et sévices de caractère sexuel ou sexiste, et rappelle que le droit international interdit le viol et les autres formes de violence sexuelle.

Le Conseil condamne en outre toutes les violations et exactions graves commises contre des enfants en contravention du droit international applicable, telles que l'enrôlement et l'utilisation d'enfants, le meurtre et la mutilation, le viol et toutes les autres formes de violence sexuelle, les attaques perpétrées contre des écoles ou des hôpitaux, l'arrestation arbitraire, la détention, la torture, les mauvais traitements et l'utilisation comme boucliers humains.

---

<sup>22</sup> S/PRST/2013/15.

Le Conseil condamne l'augmentation du nombre d'attentats terroristes menés par des organisations et des personnes associées à Al-Qaida, qui font de nombreuses victimes et des dégâts considérables, et demande à toutes les parties de s'engager à mettre fin aux actes terroristes commis par ces organisations et personnes. Il réaffirme, à cet égard, que le terrorisme constitue, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, l'une des menaces les plus graves contre la paix et la sécurité internationales, et que tous les actes de terrorisme sont criminels et injustifiables, quels qu'en soient le mobile, le lieu, l'époque et les auteurs.

Le Conseil rappelle que toutes les obligations imposées par le droit international humanitaire doivent être respectées en toutes circonstances. Il rappelle, en particulier, l'obligation de faire la distinction entre civils et combattants, l'interdiction de mener des attaques aveugles ou des attaques contre les populations et les installations civiles et l'interdiction de recourir à des armes chimiques et à des armes, projectiles, matières et moyens de guerre qui sont de nature à infliger des blessures superflues ou des souffrances inutiles. Il exhorte toutes les parties à mettre fin immédiatement à toutes les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme et leur demande de respecter pleinement les obligations que leur impose le droit international humanitaire et de prendre toutes les mesures voulues pour protéger les civils, notamment de s'abstenir d'attaquer des installations civiles telles que centres médicaux, écoles et points de ravitaillement en eau, ainsi que d'éviter d'établir des positions militaires dans des zones habitées. Il rappelle à cet égard que les autorités syriennes ont la responsabilité première de protéger la population.

Le Conseil rappelle également que, selon le droit international humanitaire, les blessés et les malades doivent recevoir, dans toute la mesure possible et avec le moins de retard possible, les soins médicaux et l'attention qu'exige leur état, et que le personnel et les installations médicaux et humanitaires ainsi que les moyens de transport servant à l'acheminement de l'aide, doivent être respectés et protégés. À cet effet, il demande instamment que le personnel médical et les fournitures, en particulier les articles chirurgicaux et les médicaments, puissent arriver sans entraves dans toutes les régions du pays.

Le Conseil souligne que l'ampleur de la tragédie humanitaire provoquée par le conflit qui sévit en République arabe syrienne appelle une action immédiate visant à faciliter l'acheminement sûr et sans entraves de l'aide humanitaire dans tout le pays, notamment dans les régions et districts où les besoins humanitaires sont particulièrement urgents. Il condamne tous les refus d'accès humanitaire et rappelle que le fait de priver arbitrairement des civils de biens indispensables à leur survie, notamment en entravant intentionnellement l'acheminement des secours, peut constituer une violation du droit international humanitaire.

Le Conseil engage instamment toutes les parties, en particulier les autorités syriennes, à prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre à l'Organisation des Nations Unies, aux institutions spécialisées et à tous les intervenants humanitaires qui mènent des activités de secours humanitaires de porter rapidement assistance aux populations touchées en République arabe syrienne, notamment en faisant sans tarder le nécessaire pour que l'aide arrive en toute sécurité et sans entraves aux populations qui ont besoin d'aide dans toutes les zones contrôlées par elles et de part et d'autre des lignes de conflit. Il invite également l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et toutes les parties concernées, y compris les organisations de la société civile syrienne, à resserrer leur coopération en vue de faciliter l'acheminement de l'aide sur tout le territoire syrien.

Le Conseil exhorte les autorités syriennes à prendre immédiatement des mesures pour permettre l'intensification des opérations de secours humanitaires et à lever les obstacles administratifs et les autres entraves, notamment :

a) À autoriser rapidement d'autres organisations non gouvernementales nationales et internationales à mener des activités de secours humanitaires ;

b) À simplifier et à accélérer les procédures pour la mise en service d'autres centres humanitaires, pour l'entrée et la circulation du personnel et des convois humanitaires sur le territoire syrien, en délivrant les visas et les autorisations selon des modalités prévisibles, pour l'importation de biens et de matériel, tels que le matériel de communication, les véhicules blindés de protection et le matériel médical et chirurgical nécessaires pour les opérations humanitaires ;

c) À faire sans tarder le nécessaire pour que l'aide humanitaire soit acheminée en toute sécurité et sans entraves aux populations dans le besoin par les moyens les plus efficaces, y compris en traversant les

lignes de conflit et, le cas échéant, les frontières des pays voisins, conformément aux principes directeurs des Nations Unies concernant l'aide humanitaire d'urgence ;

d) À accélérer l'approbation des projets humanitaires, y compris ceux qui sont prévus dans le plan d'aide humanitaire révisé pour la Syrie.

Le Conseil demande instamment à toutes les parties :

a) De prendre toutes les mesures voulues pour assurer la sécurité du personnel des Nations Unies, des institutions spécialisées et de tout autre organisme participant à l'action humanitaire, sans compromettre sa liberté de circulation et d'accès, et souligne que c'est aux autorités syriennes qu'incombe au premier chef la responsabilité à cet égard ;

b) De démilitariser immédiatement les installations médicales, les écoles et les points de ravitaillement en eau, de s'abstenir de prendre des installations civiles pour cible et de s'entendre sur les modalités de trêves humanitaires, ainsi que sur les principaux itinéraires afin que ceux-ci puissent rapidement, sur notification des organismes humanitaires, être empruntés en toute sécurité et sans entraves par les convois humanitaires qui acheminent l'aide aux populations dans le besoin ;

c) De nommer des interlocuteurs habilités à traiter avec les intervenants humanitaires des questions d'ordre opérationnel et politique.

Le Conseil est profondément préoccupé par les incidences de la crise des réfugiés causée par le conflit en République arabe syrienne, qui déstabilise toute la région. Il salue les efforts considérables faits par les pays voisins et les pays de la région, en particulier la Jordanie, le Liban, la Turquie, l'Iraq et l'Égypte, pour accueillir les réfugiés ayant fui la République arabe syrienne, qui sont plus de deux millions.

Le Conseil réaffirme l'importance du principe de non-refoulement et le droit des réfugiés de retourner librement en République arabe syrienne et invite les pays voisins de la République arabe syrienne à protéger tous ceux qui fuient la violence dans ce pays, y compris les Palestiniens. Il prie instamment tous les États Membres, compte tenu du principe de l'entraide, d'aider ces pays à porter assistance aux réfugiés et aux groupes touchés. Il souligne qu'il est indispensable que toutes les parties respectent et préservent la sécurité et le caractère civil des camps de réfugiés et de déplacés.

Le Conseil exhorte tous les États Membres à répondre rapidement aux appels humanitaires des Nations Unies destinés à faire face aux besoins croissants des populations qui se trouvent en République arabe syrienne, en particulier les personnes déplacées, et des réfugiés syriens dans les pays voisins, et à veiller à ce que toutes les contributions annoncées soient versées. Il exhorte également tous les États Membres, agissant en coordination avec les institutions financières internationales et les organismes des Nations Unies, à offrir un appui accru pour compenser les incidences politiques, socioéconomiques et financières de plus en plus marquées de la crise des réfugiés sur les pays d'accueil.

Le Conseil souligne qu'il faut mettre fin à l'impunité des auteurs de violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, et réaffirme que ceux qui ont commis de telles violations en République arabe syrienne ou en sont responsables de quelque manière que ce soit doivent être traduits en justice.

Le Conseil souligne également que la situation humanitaire continuera à se détériorer tant que la crise n'aura pas trouvé de règlement politique, réaffirme qu'il approuve le communiqué final du Groupe d'action pour la Syrie (communiqué de Genève) en date du 30 juin 2012<sup>23</sup> et exige que toutes les parties s'emploient à appliquer immédiatement et intégralement ce communiqué, qui vise à mettre fin sans tarder à tous les actes de violence et à toutes les violations du droit international, et à faciliter le lancement d'un processus politique dirigé par la République arabe syrienne en vue d'une transition qui réponde aux aspirations légitimes du peuple syrien et lui permette de décider en toute indépendance et de manière démocratique de son propre avenir. Il réaffirme qu'une conférence internationale doit être organisée dès que possible en vue de la mise en œuvre du communiqué, afin de faciliter le lancement d'un processus politique dirigé par la République arabe syrienne et devant mener à une transition qui mette rapidement fin au conflit dans le pays.

---

<sup>23</sup> Résolution 2118 (2013), annexe II.

Le Conseil prie le Secrétaire général de l'informer régulièrement de la situation humanitaire en République arabe syrienne et de ses incidences pour les pays voisins, y compris de la suite donnée aux différentes dispositions de la présente déclaration.

Le 11 octobre 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>24</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 7 octobre 2013 relative à la création d'une Mission conjointe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies chargée d'éliminer le programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne<sup>25</sup> a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

Après avoir dûment examiné votre proposition, le Conseil a décidé d'autoriser la création de la Mission conjointe Organisation pour l'interdiction des armes chimiques-Organisation des Nations Unies.

Le 16 octobre 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>26</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 13 octobre 2013 concernant votre intention de nommer M<sup>me</sup> Sigrid Kaag (Pays-Bas) Coordinatrice spéciale de la Mission conjointe Organisation pour l'interdiction des armes chimiques-Organisation des Nations Unies<sup>27</sup> a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note.

À sa 7049<sup>e</sup> séance, le 25 octobre 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Valerie Amos, Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordinatrice des secours d'urgence.

Le 27 novembre 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>28</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 20 novembre 2013, dans laquelle vous exprimiez votre intention de constituer un jury de sélection pour le Tribunal spécial pour le Liban conformément à l'alinéa *d* du paragraphe 5 de l'article 2 de l'annexe à la résolution 1757 (2007)<sup>29</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui ont pris bonne note de votre intention et des informations que vous leur avez communiquées.

Le 11 décembre 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>30</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 10 décembre 2013 concernant la facilitation et la coordination des activités menées par la communauté internationale pour aider à l'élimination du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne<sup>31</sup> a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui ont pris bonne note de vos intentions et des informations que vous leur avez communiquées.

À sa 7089<sup>e</sup> séance, le 18 décembre 2013, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation au Moyen-Orient

« Rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour la période du 12 septembre au 3 décembre 2013 (S/2013/716) ».

---

<sup>24</sup> S/2013/603.

<sup>25</sup> S/2013/591.

<sup>26</sup> S/2013/609.

<sup>27</sup> S/2013/608.

<sup>28</sup> S/2013/703.

<sup>29</sup> S/2013/702.

<sup>30</sup> S/2013/731.

<sup>31</sup> S/2013/730.

**Résolution 2131 (2013)  
du 18 décembre 2013**

*Le Conseil de sécurité,*

*Notant avec préoccupation* que la situation au Moyen-Orient est tendue et semble devoir le rester tant que l'on ne sera pas parvenu à un règlement d'ensemble de la question du Moyen-Orient sous tous ses aspects,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général, en date du 3 décembre 2013, sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement<sup>32</sup> et réaffirmant sa résolution 1308 (2000) du 17 juillet 2000,

*Soulignant* que les deux parties doivent se conformer aux dispositions de l'Accord sur le dégagement des forces israéliennes et syriennes, en date du 31 mai 1974, et respecter scrupuleusement le cessez-le-feu,

*Convenant* avec le Secrétaire général que les activités militaires actuellement conduites par l'une ou l'autre partie dans la zone de séparation risquent toujours d'exacerber les tensions entre Israël et la République arabe syrienne et continuent de remettre en cause le cessez-le-feu entre les deux pays et de mettre en danger la population locale comme le personnel des Nations Unies présent sur le terrain,

*Se déclarant gravement préoccupé* par toutes violations de l'Accord sur le dégagement des forces,

*Soulignant* qu'à l'exception de la Force il ne doit y avoir aucune force militaire dans la zone de séparation,

*Condamnant fermement* les violents combats survenus récemment dans la zone de séparation et demandant à toutes les parties au conflit interne syrien de cesser leurs opérations militaires dans la zone d'opérations de la Force, prenant note en particulier des sérieux affrontements qui se sont produits les 12 et 16 septembre et du 1<sup>er</sup> au 4 octobre 2013, et du recours de plus en plus fréquent à des engins explosifs improvisés par des éléments de l'opposition syrienne et d'autres groupes dans la zone d'opérations de la Force,

*Condamnant de même fermement* les atteintes portées à la sûreté et à la sécurité du personnel des Nations Unies ces derniers mois, en particulier les combats survenus le 1<sup>er</sup> octobre 2013 à proximité de Khan Arnabé, au cours desquels un membre du personnel de la Force a été blessé, les tirs dirigés par les Forces armées arabes syriennes contre des véhicules de la Force transportant du personnel les 15 octobre et 5 novembre 2013 dans le village de Samdaniyé et aux abords de Jaba, dans la zone de limitation, les tirs dirigés contre quatre membres du personnel de la Force et la détention de ceux-ci par des éléments armés de l'opposition syrienne le 1<sup>er</sup> novembre 2013 à proximité du village de Moughr el-Mir, dans la zone de limitation, et les tirs dirigés contre un convoi de la Force par des éléments armés de l'opposition syrienne le 28 novembre 2013 aux alentours de Roueihina dans la zone de limitation, qui ont blessé un agent des Nations Unies,

*Soulignant* que la Force doit pouvoir disposer de tous les moyens et ressources dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat en toute sécurité, et rappelant que le vol d'armes, de munitions, de véhicules et d'autres biens des Nations Unies ainsi que la destruction et le pillage d'installations des Nations Unies sont inacceptables,

*Exprimant sa profonde reconnaissance* au personnel militaire et civil de la Force, y compris celui du Groupe d'observateurs au Golan, pour son service et la contribution qu'il continue d'apporter dans des conditions de plus en plus difficiles, soulignant que le maintien de la présence de la Force contribue grandement à la paix et à la sécurité au Moyen-Orient, se félicitant des mesures prises pour renforcer la sûreté et la sécurité du personnel de la Force, y compris celui du Groupe d'observateurs au Golan, et soulignant la nécessité de continuer à faire preuve de vigilance à cet effet,

1. *Appelle* les parties concernées à mettre immédiatement en œuvre sa résolution 338 (1973) du 22 octobre 1973 ;

2. *Souligne* l'obligation faite aux deux parties de respecter pleinement et scrupuleusement les dispositions de l'Accord sur le dégagement des forces, en date du 31 mai 1974, appelle les parties à faire preuve de la plus grande retenue et à prévenir toutes violations du cessez-le-feu et incursions dans la zone de séparation et souligne qu'il ne devrait y avoir aucune activité militaire de quelque sorte que ce soit, notamment aucune opération militaire des Forces armées arabes syriennes, dans la zone de séparation ;

---

<sup>32</sup> S/2013/716.

3. *Souligne également* qu'il ne devrait y avoir aucune activité militaire des groupes d'opposition armés dans la zone de séparation et prie instamment les États Membres de signifier clairement aux groupes d'opposition armés syriens présents dans la zone d'opérations de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement qu'ils doivent cesser toute activité susceptible de mettre en danger les soldats de la paix des Nations Unies présents sur le terrain et d'accorder au personnel des Nations Unies la liberté dont il a besoin pour s'acquitter de son mandat en toute sécurité ;

4. *Appelle* toutes les parties à pleinement coopérer avec la Force, à respecter ses privilèges et immunités et à assurer sa liberté de circulation ainsi que la sécurité et l'accès immédiat et sans entraves du personnel des Nations Unies s'acquittant de son mandat, y compris en envisageant l'utilisation, le cas échéant et à titre provisoire, d'un autre point d'arrivée et de départ pour assurer la relève des contingents en toute sécurité, en application des accords existants, et demande au Secrétaire général de lui signaler immédiatement, ainsi qu'aux pays fournisseurs de contingents, tous actes entravant l'aptitude de la Force à s'acquitter de sa mission ;

5. *Se félicite* des efforts déployés par la Force pour mettre en œuvre la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et veiller à ce que son personnel se conforme strictement au code de conduite de l'Organisation des Nations Unies, prie le Secrétaire général de continuer à prendre toutes les dispositions nécessaires à cet égard et à le tenir informé, et demande instamment aux pays qui fournissent des contingents de prendre des mesures préventives et disciplinaires pour que ces actes fassent l'objet d'enquêtes en bonne et due forme et soient dûment sanctionnés toutes les fois que leur personnel serait en cause ;

6. *Décide* de renouveler pour une période de six mois, soit jusqu'au 30 juin 2014, le mandat de la Force et prie le Secrétaire général de veiller à donner à la Force les moyens de s'acquitter de son mandat et à améliorer sa capacité à le faire en toute sécurité ;

7. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport tous les 90 jours sur l'évolution de la situation et les mesures prises pour appliquer la résolution 338 (1973).

*Adoptée à l'unanimité à la 7089<sup>e</sup> séance.*

### **Décision**

À sa 7116<sup>e</sup> séance, le 22 février 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République arabe syrienne à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

### **Résolution 2139 (2014) du 22 février 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions 2042 (2012) du 14 avril 2012, 2043 (2012) du 21 avril 2012 et 2118 (2013) du 27 septembre 2013, ainsi que les déclarations de son Président, en date des 3 août 2011<sup>7</sup>, 21 mars<sup>8</sup> et 5 avril 2012<sup>9</sup> et 2 octobre 2013<sup>22</sup>,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne, ainsi qu'aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

*Consterné* par le niveau inacceptable de la violence qui s'intensifie en République arabe syrienne et par les bien plus de 100 000 morts, dont plus de 10 000 enfants, dont ont fait état le Secrétaire général et sa Représentante spéciale pour le sort des enfants en temps de conflit armé,

*Se déclarant vivement alarmé* par la nette et rapide détérioration de la situation humanitaire en République arabe syrienne, en particulier la situation désastreuse dans laquelle se trouvent des centaines de milliers de civils piégés dans les zones assiégées en majorité par les forces armées syriennes, mais aussi, pour certaines, par des groupes d'opposition, et la situation tout aussi désastreuse de plus de trois millions de personnes vivant dans des zones difficiles d'accès, et déplorant les difficultés qu'il y a à faire parvenir l'assistance humanitaire à tous les civils qui sont dans le besoin en République arabe syrienne, et l'échec de cette entreprise,

*Soulignant* qu'il faut respecter les principes directeurs des Nations Unies concernant l'aide humanitaire d'urgence et qu'il importe que cette aide soit fournie en fonction des besoins, sans préjugés ou motivations politiques, saluant l'action de l'Organisation des Nations Unies et de l'ensemble du personnel humanitaire et médical en République arabe syrienne et dans les pays voisins, et condamnant tous les actes et toutes les menaces de violence visant le personnel des Nations Unies et les acteurs humanitaires, dont beaucoup ont déjà été tués, blessés ou détenus,

*Se déclarant gravement préoccupé* par l'augmentation du nombre de réfugiés et de déplacés résultant du conflit en République arabe syrienne, qui a un effet déstabilisant sur toute la région, et soulignant qu'il apprécie les efforts remarquables et admirables que font les pays de la région, notamment le Liban, la Jordanie, la Turquie, l'Iraq et l'Égypte, pour accueillir plus de 2,4 millions de réfugiés ayant fui la République arabe syrienne sous l'effet du déchaînement de violence, tout en étant conscient de l'ampleur considérable des conséquences politiques, socioéconomiques et financières de la présence d'importants groupes de population dans ces pays, et soulignant que toutes les parties doivent respecter le caractère civil des camps de réfugiés et de déplacés et y préserver la sécurité,

*Se félicitant* des promesses d'un montant total de 2,5 milliards de dollars des États-Unis faites à la deuxième Conférence internationale d'annonce de contributions pour l'aide humanitaire à la Syrie, tenue au Koweït le 15 janvier 2014, remerciant les États Membres et les organisations régionales et sous-régionales qui se sont engagées à fournir leur assistance humanitaire aux personnes qui en ont besoin partout en République arabe syrienne, y compris aux déplacés, ainsi qu'à celles qui ont trouvé refuge dans les pays voisins, et appelant tous les États Membres à veiller à verser en temps utile les sommes promises et à continuer d'apporter un soutien à la hauteur des besoins humanitaires croissants,

*Appelant* toutes les parties à mettre immédiatement fin à toutes formes de violence qui ont infligé des souffrances aux habitants de la République arabe syrienne, à préserver la diversité de la société syrienne qui fait sa richesse et le patrimoine culturel du pays, et à prendre les mesures nécessaires pour protéger les sites du patrimoine mondial qui se trouvent en République arabe syrienne,

*Condamnant fermement* la multiplication des attentats terroristes perpétrés par des organisations et des personnes associées à Al-Qaïda, aux entités qui lui sont affiliées et à d'autres groupes terroristes, qui ont fait de nombreuses victimes et d'importants dégâts, et appelant de nouveau toutes les parties à s'engager à mettre un terme aux attentats perpétrés par ces organisations et ces personnes, tout en réaffirmant que le terrorisme constitue, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, l'une des menaces les plus graves pour la paix et la sécurité internationales, et que tous les actes de terrorisme sont des crimes injustifiables, quels qu'en soient les motivations, le lieu, l'époque et les auteurs,

*Regrettant* que la déclaration de son Président en date du 2 octobre 2013 n'ait pas eu l'effet escompté et n'ait pas encore donné lieu à des progrès significatifs sur le terrain, et que l'action humanitaire reste entravée partout en République arabe syrienne, tout en condamnant tous les cas de refus d'accès aux populations et rappelant que les refus arbitraires d'accès humanitaire et la privation des civils de biens indispensables à leur survie, notamment en entravant intentionnellement l'acheminement des secours, peuvent constituer une violation du droit international humanitaire,

*Soulignant* que la situation humanitaire continuera de se détériorer tant que la crise n'aura pas trouvé de règlement politique, réaffirmant qu'il approuve le communiqué final du Groupe d'action pour la Syrie (communiqué de Genève) en date du 30 juin 2012<sup>23</sup> et exigeant que toutes les parties s'emploient à appliquer immédiatement et intégralement le communiqué de Genève, qui vise à mettre fin sans tarder à tous les actes de violence et à toutes les violations des droits de l'homme et du droit international, et à faciliter le processus politique dirigé par les Syriens lancé le 22 janvier 2014 à Montreux (Suisse) en vue d'une transition qui réponde aux aspirations légitimes du peuple syrien et lui permette de décider en toute indépendance et de manière démocratique de son propre avenir,

1. *Condamne fermement* les violations généralisées des droits de l'homme et du droit international humanitaire perpétrées par les autorités syriennes, ainsi que les atteintes aux droits de l'homme et les violations du droit international humanitaire commises par des groupes armés, y compris toutes les formes de violence sexuelle et sexiste, ainsi que toutes les violations et exactions graves commises contre des enfants, en contravention du droit international applicable, telles que l'enrôlement et l'emploi d'enfants, le meurtre et la mutilation, le viol, les attaques perpétrées contre des écoles ou des hôpitaux, l'arrestation arbitraire, la détention, la torture, les mauvais traitements

et l'utilisation comme boucliers humains, comme décrit dans le rapport du Secrétaire général sur les enfants et le conflit armé en République arabe syrienne<sup>33</sup> ;

2. *Exige* que toutes les parties mettent fin immédiatement à toutes formes de violence, quels qu'en soient les auteurs, s'abstiennent de toute violation du droit international humanitaire et de toute violation des droits de l'homme et atteinte à ces droits, réaffirme les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, et appelle l'attention sur le fait que certaines de ces violations pourraient constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ;

3. *Exige également* que toutes les parties mettent immédiatement fin à toutes attaques contre les civils, ainsi qu'à l'emploi sans discrimination d'armes dans des zones peuplées, tels que les tirs d'obus et les bombardements aériens, tels que l'emploi de barils d'explosifs, et de méthodes de guerre qui sont de nature à causer des maux superflus ou des souffrances inutiles, rappelle à cet égard l'obligation de respecter et de faire respecter le droit international humanitaire en toutes circonstances, et rappelle également, en particulier, l'obligation de faire la distinction entre populations civiles et combattants et l'interdiction de mener des attaques sans discrimination ou des attaques contre les populations ou les installations civiles ;

4. *Exige en outre* que toutes les parties, en particulier les autorités syriennes, mettent intégralement en œuvre les dispositions de la déclaration de son Président en date du 2 octobre 2013<sup>22</sup>, notamment en facilitant l'expansion des activités de secours humanitaires, conformément aux dispositions applicables du droit international humanitaire et aux principes directeurs des Nations Unies concernant l'aide humanitaire d'urgence ;

5. *Demande* à toutes les parties de lever immédiatement le siège des zones peuplées, notamment dans la vieille ville de Homs (Homs), à Noubl et Zahra (Alep), à Moudamiyet el-Cham (périphérie rurale de Damas), à Yarmouk (Damas), dans la Ghouta orientale (périphérie rurale de Damas), Daraya (périphérie rurale de Damas), exige que toutes les parties autorisent l'acheminement de l'aide humanitaire, y compris l'aide médicale, cessent de priver les civils de denrées alimentaires et de médicaments indispensables à leur survie, et permettent l'évacuation rapide, en toute sécurité et sans entraves, de tous les civils qui souhaitent partir, et souligne que les parties doivent se mettre d'accord sur des pauses humanitaires, des jours de tranquillité, des cessez-le-feu localisés et des trêves afin que les organismes humanitaires puissent avoir un accès sûr et sans entraves à toutes les zones touchées en République arabe syrienne, rappelant qu'utiliser la famine contre les civils comme méthode de combat est interdite par le droit international humanitaire ;

6. *Exige* que toutes les parties, en particulier les autorités syriennes, autorisent immédiatement un accès humanitaire rapide, sûr et sans entraves aux organismes humanitaires des Nations Unies et à leurs partenaires d'exécution, y compris à travers les lignes de conflit et à travers les frontières des pays voisins, afin de veiller à ce que l'aide humanitaire parvienne par les routes les plus directes aux personnes qui en ont besoin ;

7. *Demande instamment* à toutes les parties, en particulier aux autorités syriennes, de prendre toutes les mesures appropriées pour faciliter les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et tous les acteurs humanitaires engagés dans des activités de secours, de fournir une assistance humanitaire immédiate aux personnes touchées en République arabe syrienne, notamment en facilitant immédiatement un accès humanitaire sûr et sans entraves aux populations ayant besoin d'aide dans toutes les zones sous leur contrôle, et encourage la poursuite de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et toutes les parties concernées, y compris les organisations de la société civile syrienne, en vue de faciliter l'accès et l'acheminement de l'aide sur tout le territoire syrien ;

8. *Exige* que toutes les parties respectent le principe de neutralité du corps médical et facilitent le libre passage, dans toutes les zones, du personnel médical, du matériel, des transports et des fournitures connexes, y compris des articles chirurgicaux, rappelle qu'en vertu du droit international humanitaire, les blessés et les malades doivent recevoir, dans toute la mesure possible et dans les plus brefs délais, des soins médicaux et l'attention qu'exige leur condition, et que le personnel médical et humanitaire, ainsi que les installations et les transports connexes, doivent être respectés et protégés, et se dit profondément préoccupé, à ce propos, par le retrait des fournitures médicales des convois humanitaires ;

---

<sup>33</sup> S/2014/31.



9. *Exige également* de toutes les parties qu'elles prennent toutes les mesures appropriées pour protéger les civils, y compris les membres des communautés ethniques, religieuses et confessionnelles, et souligne à cet égard que c'est aux autorités syriennes qu'incombe au premier chef la responsabilité de protéger la population du pays ;

10. *Exige en outre* de toutes les parties qu'elles démilitarisent les installations médicales, les écoles et les autres établissements civils, évitent d'établir des positions militaires dans des zones habitées et s'abstiennent de lancer des attaques dirigées contre des installations civiles ;

11. *Condamne fermement* la détention arbitraire et la torture de civils en République arabe syrienne, notamment dans les prisons et autres lieux de détention, ainsi que les enlèvements, les rapt et les disparitions forcées, et exige l'arrêt immédiat de ces pratiques et la libération de toutes les personnes arbitrairement détenues, prioritairement les femmes et les enfants, de même que les malades, les blessés et les personnes âgées, et y compris le personnel des Nations Unies et les journalistes ;

12. *Demande instamment* à toutes les parties de prendre toutes les mesures appropriées pour assurer la sûreté et la sécurité des membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées, et de tout autre organisme participant à l'action humanitaire, sans compromettre leur liberté de circulation et d'accès, souligne que c'est aux autorités syriennes qu'incombe au premier chef la responsabilité à cet égard et met également l'accent sur la nécessité de ne pas entraver cette action ;

13. *Souligne* qu'il faut mettre fin à l'impunité des auteurs de violations du droit international humanitaire et des violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits, et réaffirme que ceux qui ont commis de telles violations ou atteintes en République arabe syrienne ou en sont responsables de quelque manière que ce soit doivent être traduits en justice ;

14. *Condamne fermement* l'augmentation du nombre d'attaques perpétrées par des organisations et des personnes associées à Al-Qaïda, des entités affiliées à ce réseau et d'autres groupes terroristes, qui font de nombreuses victimes et des dégâts considérables, exhorte les groupes d'opposition à continuer de rejeter ces organisations et les personnes responsables de graves violations du droit international humanitaire commises dans les secteurs tenus par l'opposition, demande aux autorités syriennes et aux groupes d'opposition de s'engager à combattre et neutraliser les organisations et les personnes associées à Al-Qaïda, les entités affiliées à ce réseau et les autres groupes terroristes, exige que tous les combattants étrangers se retirent immédiatement de la République arabe syrienne et réaffirme que le terrorisme constitue, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, l'une des menaces les plus graves contre la paix et la sécurité internationales, et que tous les actes de terrorisme sont criminels et injustifiables, quels qu'en soient les motivations, le lieu, l'époque et les auteurs ;

15. *Souligne* que la situation humanitaire continuera de se détériorer en l'absence d'une solution politique, se félicite à cet égard de la Conférence de Genève sur la Syrie qui s'est ouverte à Montreux (Suisse) le 22 janvier 2014 et exige que toutes les parties œuvrent en faveur de l'application intégrale des dispositions du communiqué de Genève en date du 30 juin 2012<sup>23</sup> pour parvenir à organiser une véritable transition politique qui réponde aux aspirations légitimes du peuple syrien et lui permette de décider en toute indépendance et de manière démocratique de son propre avenir, et souligne également que, pour progresser rapidement sur la voie d'une solution politique, il faudrait assurer la pleine participation de tous les groupes et segments de la société syrienne, y compris les femmes, et que c'est le seul moyen viable qui peut être envisagé pour régler pacifiquement la situation en République arabe syrienne, et que l'application de la présente résolution revêt une importance capitale pour ce qui est de répondre aux besoins humanitaires de la population syrienne ;

16. *Engage vivement* tous les États Membres à apporter ou à accroître leur soutien aux appels humanitaires lancés par l'Organisation des Nations Unies pour répondre aux besoins grandissants des personnes touchées par la crise, à fournir ce soutien en coordination avec les organismes compétents des Nations Unies en veillant à ce que toutes les contributions annoncées soient versées, et engage aussi vivement tous les États Membres à épauler les pays d'accueil voisins, sur la base du principe du partage des charges, pour leur permettre de faire face aux besoins humanitaires croissants, y compris en leur apportant un appui direct ;

17. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport sur l'application de la présente résolution par toutes les parties en République arabe syrienne, et plus particulièrement sur l'application des paragraphes 2 à 12, dans les 30 jours suivant son adoption et tous les 30 jours par la suite, et exprime son intention de prendre des mesures supplémentaires au vu du rapport du Secrétaire général en cas de non-respect de la présente résolution ;

18. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7116<sup>e</sup> séance.*

### Décision

À sa 7119<sup>e</sup> séance, le 26 février 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Yémen à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

### Résolution 2140 (2014) du 26 février 2014

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions 2014 (2011) du 21 octobre 2011 et 2051 (2012) du 12 juin 2012 et la déclaration de son Président en date du 15 février 2013<sup>34</sup>,

*Réaffirmant son ferme attachement* à l'unité, à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Yémen,

*Saluant* l'engagement pris par le Conseil de coopération du Golfe d'accompagner la transition politique au Yémen,

*Se félicitant* des résultats de la Conférence de dialogue national sans exclusive, entérinés par tous les partis politiques, dont les décisions viennent baliser le chemin pour la poursuite de la transition démocratique dirigée par les Yéménites, sous le signe de l'adhésion à la démocratie, à la bonne gouvernance, à l'état de droit, à la réconciliation nationale et au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous au Yémen,

*Rendant hommage* à ceux qui ont facilité l'issue de la Conférence de dialogue national sans exclusive, en particulier le Président yéménite, M. Abd Rabbuh Mansour Hadi, pour son esprit d'initiative,

*Constatant avec inquiétude* les problèmes d'ordre politique, économique, humanitaire et de sécurité, y compris la violence que continue de connaître le Yémen,

*Rappelant* l'inscription d'Al-Qaida dans la péninsule arabique et de personnes qui y sont associées sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida créée par le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011), et soulignant à ce propos la nécessité d'une vigoureuse application des mesures édictées au paragraphe 1 de la résolution 2083 (2012) du 17 décembre 2012, comme outil majeur de lutte contre le terrorisme,

*Condamnant* tous attentats terroristes et autres agressions contre les civils, les infrastructures pétrolières, gazières et électriques et les autorités légitimes, y compris celles visant à remettre en cause le processus politique au Yémen,

*Condamnant également* les attaques contre les installations militaires et de sécurité et en particulier celle du 5 décembre 2013 contre le Ministère de la défense et celle du 13 février 2014 contre la prison du Ministère de l'intérieur, et soulignant combien il importe pour le Gouvernement yéménite de poursuivre efficacement la réforme de l'armée et des services de sécurité,

*Réaffirmant* sa résolution 2133 (2014) du 27 janvier 2014 et demandant à tous les États Membres d'empêcher les terroristes de profiter directement ou indirectement de rançons ou de concessions politiques et de faire en sorte que les otages soient libérés sains et saufs,

*Constatant* que le Yémen fait face à de redoutables problèmes économiques, sociaux et de sécurité, du fait desquels de nombreux Yéménites ont cruellement besoin d'une aide humanitaire, réaffirmant son appui au Gouvernement yéménite en ce qu'il fait pour préserver la sécurité, promouvoir le développement économique et social et proposer des réformes dans les domaines politique, économique et de la sécurité, et se félicitant des travaux du Bureau exécutif du Cadre de responsabilité mutuelle, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international visant à accompagner le Gouvernement yéménite dans son entreprise de réforme économique,

*Soulignant* que la meilleure solution à la situation qui règne au Yémen passe par une transition politique pacifique, ordonnée et sans exclusive, dirigée par les Yéménites, répondant aux exigences et aspirations légitimes du peuple yéménite qui réclame un changement pacifique et de véritables réformes politiques, économiques et sociales,

---

<sup>34</sup> S/PRST/2013/3.

comme il découle de l'initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre et de l'issue de la Conférence de dialogue national sans exclusive, se félicitant des mesures prises par le Yémen pour renforcer la participation des femmes à la vie politique et publique et veiller notamment à ce que 30 pour cent des candidats aux élections nationales législatives et aux conseils élus soient des femmes,

*Rappelant* ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, et ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010, 2106 (2013) du 24 juin 2013 et 2122 (2013) du 18 octobre 2013 sur les femmes et la paix et la sécurité,

*Reconnaissant* que la transition exige de tourner la page de la présidence de M. Ali Abdullah Saleh et se félicitant de la participation et de la coopération de toutes les parties prenantes yéménites, y compris les groupes qui n'étaient pas partie à l'initiative du Conseil de coopération du Golfe et à son mécanisme de mise en œuvre,

*Rappelant* que les violations des droits de l'homme qui auraient été commises doivent faire l'objet d'enquêtes approfondies menées en toute indépendance et impartialité dans le respect des normes internationales, tel qu'envisagé par la Conférence de dialogue national et l'initiative du Conseil de coopération du Golfe, afin que leurs auteurs répondent pleinement de leurs actes,

*Estimant* qu'il importe d'opérer des réformes en matière de gouvernance à l'occasion de la transition politique au Yémen et notant à ce propos les propositions figurant dans le rapport du Groupe de travail sur la bonne gouvernance de la Conférence de dialogue national, y compris celles relatives aux conditions requises des candidats à des postes de responsabilité au Yémen et à la déclaration de leurs avoirs financiers,

*Rappelant* sa résolution 2117 (2013) du 26 septembre 2013 et se préoccupant vivement de la menace contre la paix et la sécurité au Yémen qui découle du transfert illicite, de l'accumulation déstabilisatrice et du détournement d'armes légères et de petit calibre,

*Soulignant* la nécessité d'aller de l'avant dans la mise en œuvre de l'initiative du Conseil de coopération du Golfe et de son mécanisme de mise en œuvre pour éviter toute nouvelle dégradation de la situation humanitaire et de la sécurité au Yémen,

*Prenant note avec satisfaction* de l'œuvre accomplie par l'équipe de pays et les organismes des Nations Unies au Yémen,

*Se félicitant* des mesures prises par le Secrétariat pour étoffer et améliorer le registre d'experts du Service de ses organes subsidiaires, compte tenu des indications résultant de la note du Président du Conseil en date du 22 décembre 2006<sup>35</sup>,

*Considérant* que la situation au Yémen constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Réaffirme* la nécessité de procéder rapidement et intégralement à la transition politique à la suite de la Conférence de dialogue national sans exclusive, comme le prévoient l'initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, en application des résolutions 2014 (2011) et 2051 (2012), au vu des attentes du peuple yéménite ;

### **Déroulement de la transition politique**

2. *Se félicite* des récentes avancées de la transition politique au Yémen et se dit ferme partisan de voir franchir les prochaines étapes de la transition, dans le respect du mécanisme de mise en œuvre, y compris :

a) La rédaction d'une nouvelle constitution ;

b) L'élaboration et l'adoption d'une nouvelle loi dans le cadre de la réforme électorale, conformément à la nouvelle Constitution ;

---

<sup>35</sup> S/2006/997.

c) La tenue d'un référendum sur le projet de constitution, qui sera précédé d'une campagne d'information appropriée ;

d) La réforme de l'appareil d'État dans la perspective de la transition d'un État unitaire à un État fédéral ;

e) La tenue rapide d'élections générales, à l'issue desquelles le Président Abd Rabbuh Mansour Hadi achèverait son mandat actuel et le Président élu prendrait ses fonctions, conformément à la nouvelle Constitution ;

3. *Encourage* toutes les parties prenantes, y compris les mouvements de jeunes et les associations de femmes, dans toutes les régions du pays, à continuer de participer de manière active et constructive à la transition politique et de s'employer, dans un esprit de consensus, à mettre en œuvre les prochaines étapes de la transition et les recommandations de la Conférence de dialogue national, et demande au Mouvement sudiste Hirak, au Mouvement houthiste et à d'autres d'y concourir de manière constructive et de rejeter le recours à la violence à des fins politiques ;

4. *Se félicite* de l'intention du Gouvernement yéménite de se donner une loi sur le recouvrement des avoirs et appuie la coopération internationale à cet effet, y compris à la faveur du Partenariat de Deauville avec les pays arabes en transition ;

5. *Se dit inquiet* du recours aux médias pour inciter à la violence et contrarier les aspirations légitimes du peuple yéménite au changement pacifique ;

6. *Attend avec intérêt* les mesures que le Gouvernement yéménite prendra en application du décret présidentiel n° 140 de 2012, portant création d'une commission chargée d'enquêter, en toute transparence et indépendance et dans le respect des normes internationales, sur les allégations de violations des droits de l'homme commises en 2011, en application de la résolution 19/29 du Conseil des droits de l'homme, en date du 23 mars 2012<sup>36</sup>, et invite le Gouvernement yéménite à arrêter sans tarder un calendrier en vue de la désignation rapide des membres de ladite commission ;

7. *Note avec préoccupation* que les enfants continuent d'être recrutés et utilisés par les groupes armés et par les forces gouvernementales yéménites en violation du droit international applicable et appelle les autorités à continuer de tout faire pour décourager l'emploi et le recrutement d'enfants soldats, le Gouvernement yéménite devant notamment adopter et mettre en œuvre le plan d'action visant à faire cesser et empêcher le recrutement et l'emploi d'enfants au sein des forces gouvernementales yéménites, conformément aux résolutions 1612 (2005), 1882 (2009) et 1998 (2011) du Conseil de sécurité, et exhorte les groupes armés à donner au personnel des Nations Unies accès en toute sécurité et liberté aux territoires sous leur contrôle, à des fins de suivi et d'établissement de rapports ;

8. *Attend avec intérêt* de voir adopter rapidement une loi sur la justice transitionnelle et sur la réconciliation nationale qui, tout en tenant compte des recommandations issues de la Conférence de dialogue national, sera conforme aux obligations et engagements internationaux souscrits par le Yémen et aux pratiques optimales en la matière, selon qu'il conviendra ;

9. *Exhorte* toutes les parties à s'acquitter des obligations que leur impose le droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme applicables ;

### Mesures supplémentaires

10. *Souligne* que la transition dont sont convenues les parties à l'initiative du Conseil de coopération du Golfe et à l'accord relatif au mécanisme de mise en œuvre n'a pas encore été pleinement achevée, et demande à tous les Yéménites de respecter pleinement le déroulement de la transition politique et d'adhérer aux valeurs consacrées par ledit accord ;

11. *Décide* que tous les États Membres doivent, pour une période initiale d'un an à compter de l'adoption de la présente résolution, geler immédiatement les fonds, autres avoirs financiers et ressources économiques se trouvant sur leur territoire qui sont en la possession ou sous le contrôle direct ou indirect des personnes ou entités désignées par le Comité créé au paragraphe 19 de la présente résolution ou de toute personne ou entité agissant pour le compte ou sur les ordres de celles-ci, ou de toute entité en leur possession ou sous leur contrôle, et décide en outre que tous

---

<sup>36</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-septième session, Supplément n° 53 (A/67/53), chap. III, sect. A.

les États Membres doivent veiller à empêcher que leurs nationaux ou aucune personne ou entité se trouvant sur leur territoire ne mettent à la disposition de ces personnes ou entités aucuns fonds, avoirs financiers ou ressources économiques, ou n'en permettent l'utilisation à leur profit ;

12. *Décide également* que les mesures prévues au paragraphe 11 ci-dessus ne s'appliquent pas aux fonds, autres avoirs financiers ou ressources économiques dont les États Membres concernés auront déterminé :

a) Qu'ils sont nécessaires pour régler des dépenses ordinaires, notamment pour payer des vivres, loyers ou mensualités de prêts hypothécaires, médicaments et soins médicaux, impôts, primes d'assurance, factures de services collectifs de distribution, ou exclusivement pour le règlement d'honoraires d'un montant raisonnable et le remboursement de dépenses engagées dans le cadre de services juridiques, conformément à la législation nationale, ou des frais ou commissions liés, conformément à la législation nationale, au maintien en dépôt de fonds, autres avoirs financiers ou ressources économiques gelés, après que lesdits États Membres ont informé le Comité de leur intention d'autoriser, dans les cas où cela serait justifié, l'accès auxdits fonds, autres avoirs financiers ou ressources économiques, et en l'absence de décision contraire du Comité dans les cinq jours ouvrables suivant cette notification ;

b) Qu'ils sont nécessaires pour régler des dépenses extraordinaires, à condition que l'État ou les États Membres concernés en aient avisé le Comité et que celui-ci ait donné son accord ;

c) Qu'ils font l'objet d'un privilège ou d'une décision judiciaire, administrative ou arbitrale, auquel cas les fonds, autres avoirs financiers ou ressources économiques peuvent être utilisés à cette fin, à condition que le privilège ou la décision soient antérieurs à la date de la présente résolution, que le créancier privilégié ou le bénéficiaire de la décision judiciaire, administrative ou arbitrale ne soit pas une personne ou une entité désignée par le Comité et que le privilège ou la décision judiciaire, administrative ou arbitrale aient été portés à la connaissance du Comité par l'État ou les États Membres concernés ;

13. *Décide en outre* que les États Membres pourront autoriser le versement aux comptes gelés en vertu des dispositions du paragraphe 11 de la présente résolution des intérêts et autres rémunérations acquis par ces comptes ou des paiements effectués au titre de marchés, d'accords ou d'obligations souscrits avant la date à laquelle ces comptes ont été assujettis aux dispositions de la présente résolution, étant entendu que ces intérêts, rémunérations et paiements resteront assujettis auxdites dispositions et resteront gelés ;

14. *Décide* que les mesures prévues au paragraphe 11 de la présente résolution n'interdisent pas à toute personne ou entité désignée d'effectuer des paiements au titre d'un contrat passé avant l'inscription de cette personne ou entité sur la liste, dès lors que les États concernés se sont assurés que le paiement n'est pas reçu directement ou indirectement par une personne ou entité visée au paragraphe 11 de la présente résolution, et que ces États ont signifié au Comité leur intention d'effectuer ou de recevoir de tels paiements ou d'autoriser, selon qu'il conviendrait, le déblocage à cette fin de fonds, avoirs financiers et ressources économiques, 10 jours ouvrables avant cette autorisation ;

#### *Interdiction de voyager*

15. *Décide* que tous les États Membres doivent, pour une période initiale d'un an à compter de l'adoption de la présente résolution, prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'entrée ou le passage en transit sur leur territoire des personnes désignées par le Comité créé au paragraphe 19 de la présente résolution, étant entendu que rien dans les dispositions du présent paragraphe n'oblige un État à refuser l'entrée sur son territoire à ses propres nationaux ;

16. *Décide également* que les mesures imposées par le paragraphe 15 ci-dessus ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

a) Lorsque le Comité établit, au cas par cas, que le voyage se justifie par des raisons humanitaires, y compris un devoir religieux ;

b) Lorsque l'entrée ou le passage en transit sont nécessaires aux fins d'une procédure judiciaire ;

c) Lorsque le Comité conclut, au cas par cas, qu'une dérogation favoriserait la réalisation des objectifs de paix et de réconciliation nationale au Yémen ;

d) Lorsqu'un État détermine au cas par cas que l'entrée ou le passage en transit sont indispensables à la promotion de la paix et de la stabilité au Yémen et qu'il en avise en conséquence le Comité dans un délai de 48 heures après avoir établi un tel constat ;

*Critères de désignation*

17. *Décide* que les dispositions prévues aux paragraphes 11 et 15 de la présente résolution s'appliquent aux personnes et entités que le Comité aura désignées comme se livrant ou apportant un appui à des actes qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité du Yémen ;

18. *Souligne* que les actes décrits au paragraphe 17 ci-dessus peuvent comprendre, sans s'y limiter :

a) Le fait d'entraver ou de compromettre la réussite de la transition politique prévue dans l'initiative du Conseil de coopération du Golfe et l'Accord sur le mécanisme de mise en œuvre ;

b) Le fait d'empêcher la mise en œuvre des décisions énoncées dans le rapport final issu de la Conférence de dialogue national sans exclusive en se livrant à la violence ou en s'attaquant aux infrastructures essentielles ;

c) Le fait de préparer, de donner l'ordre de commettre ou de commettre des actes qui violent le droit international des droits de l'homme ou le droit international humanitaire, ou qui constituent des atteintes aux droits de l'homme au Yémen ;

*Comité des sanctions*

19. *Décide* de créer, conformément à l'article 28 de son Règlement intérieur provisoire, un comité du Conseil de sécurité composé de tous ses membres (ci-après « le Comité »), qui s'acquittera des tâches suivantes :

a) Suivre l'application des mesures prévues aux paragraphes 11 et 15 de la présente résolution en vue de renforcer, de faciliter et d'améliorer la mise en œuvre des mesures par les États Membres ;

b) Chercher à obtenir des informations concernant les personnes et entités qui se livreraient aux actes décrits aux paragraphes 17 et 18 de la présente résolution et les passer en revue ;

c) Désigner les personnes et entités visées par les mesures imposées aux paragraphes 11 et 15 de la présente résolution ;

d) Arrêter les directives qui pourraient être nécessaires pour faciliter la mise en œuvre des mesures imposées ci-dessus ;

e) Adresser au Conseil dans un délai de 60 jours un rapport sur ses travaux et faire ensuite rapport au Conseil lorsque le Comité l'estimera nécessaire ;

f) Favoriser le dialogue entre le Comité et les États Membres intéressés, en particulier ceux de la région, notamment en invitant leurs représentants à le rencontrer afin d'examiner la question de l'application des mesures ;

g) Solliciter de tous les États toutes informations qu'il jugerait utiles concernant les actions que ceux-ci ont engagées pour appliquer les mesures de façon effective ;

h) Examiner les informations faisant état de violations ou du non-respect des mesures imposées par les paragraphes 11 et 15 de la présente résolution et y donner la suite qui convient ;

20. *Charge* le Comité de coopérer avec les autres comités des sanctions du Conseil de sécurité, notamment le Comité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) concernant Al-Qaida et les personnes et entités qui lui sont associées ;

*Présentation de rapports*

21. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Comité, de créer pour une période initiale de 13 mois, le Groupe d'experts sur le Yémen composé au maximum de quatre experts (le « Groupe d'experts ») et de prendre les dispositions voulues sur le plan financier et en matière de sécurité pour épauler le Groupe d'experts dans ses activités, lequel sera placé sous la direction du Comité et s'acquittera des tâches suivantes :

a) Aider le Comité à s'acquitter de son mandat, défini dans la présente résolution, notamment en lui fournissant à tout moment des informations pouvant servir à désigner éventuellement par la suite des personnes et entités qui se livreraient aux activités décrites aux paragraphes 17 et 18 de la présente résolution ;

b) Réunir, examiner et analyser toutes informations provenant des États, d'organismes des Nations Unies compétents, d'organisations régionales et d'autres parties intéressées concernant l'application des mesures édictées dans la présente résolution, en particulier celles qui portent sur des faits entravant la transition politique ;

c) Faire à l'intention du Conseil, après concertation avec le Comité, le point sur la situation le 25 juin 2014 au plus tard, et remettre au Conseil un rapport d'activité le 25 septembre 2014 au plus tard et un rapport final le 25 février 2015 au plus tard ;

d) Aider le Comité à préciser et à actualiser les informations concernant la liste des personnes visées par les mesures édictées aux paragraphes 11 et 15 de la présente résolution, notamment en fournissant des renseignements concernant leur identité et d'autres renseignements pouvant servir à établir le résumé des motifs présidant à leur inscription sur la liste, qui est mis à la disposition du public ;

22. *Charge* le Groupe d'experts de coopérer avec les autres groupes d'experts créés par le Conseil de sécurité pour épauler ses comités des sanctions, notamment l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par la résolution 1526 (2004) du 30 janvier 2004 ;

23. *Demande instamment* à toutes les parties et à tous les États Membres, ainsi qu'aux organisations internationales, régionales et sous-régionales de coopérer avec le Groupe d'experts, et prie instamment tous les États Membres concernés d'assurer la sécurité des membres du Groupe d'experts et de leur donner libre accès aux personnes, documents et sites pour permettre au Groupe de s'acquitter de son mandat ;

#### *Suivi de la situation*

24. *Affirme* qu'il suivra en permanence la situation au Yémen et se tiendra prêt à examiner l'opportunité des mesures énoncées dans la présente résolution, y compris de leur renforcement, de leur modification, de leur suspension ou de leur levée, selon ce que dicterait l'actualité ;

#### **Réforme économique et aide au développement à l'appui de la transition**

25. *Invite* les donateurs et les organisations régionales à verser l'intégralité des contributions annoncées à la Conférence des donateurs tenue à Riyad le 4 septembre 2012 afin de financer les priorités énoncées dans le Cadre de responsabilité mutuelle arrêté à Riyad, et encourage les donateurs qui n'ont pas encore versé leurs contributions à collaborer étroitement avec le Bureau exécutif afin de déterminer les projets à financer en priorité, compte tenu de l'état de sécurité sur le terrain ;

26. *Souligne* combien il importe que le Gouvernement d'unité nationale entreprenne d'urgence d'opérer la réforme des politiques énoncée dans le Cadre de responsabilité mutuelle et encourage les donateurs à apporter leur concours technique à l'exécution de ces réformes, notamment par l'intermédiaire du Bureau exécutif ;

27. *Se dit préoccupé* par les atteintes graves aux droits de l'homme et par les violences contre les civils dans les provinces du nord et du sud, y compris dans celle de Daleh, engage toutes les parties à mettre fin aux conflits et à respecter les obligations à elles faites par le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme et souligne que les parties doivent prendre toutes mesures nécessaires pour prévenir toutes pertes civiles et respecter et protéger la population civile ;

28. *Encourage* la communauté internationale à continuer d'apporter une assistance humanitaire au Yémen et demande que le Plan d'intervention stratégique de 2014 pour le Yémen soit financé dans son intégralité et, à ce propos, prie toutes les parties au Yémen de faciliter l'accès sans entraves et en toute sécurité du personnel humanitaire aux populations ayant besoin d'assistance, et demande à toutes les parties de faire le nécessaire pour assurer la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire, du personnel des Nations Unies et du personnel associé, ainsi que de leurs biens ;

29. *Condamne* les attaques de plus en plus nombreuses menées ou commanditées par Al-Qaida dans la péninsule arabique et se dit résolu à écarter cette menace conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international applicable, notamment au droit des droits de l'homme, au droit des réfugiés et au droit humanitaire, et dans le cadre du régime de sanctions administré par le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) et se déclare à nouveau prêt à sanctionner, au titre du régime susmentionné, tous autres personnes, groupes, entreprises et entités qui ne rompraient pas tout lien avec Al-Qaida et les groupes qui lui sont affiliés ;

30. *Demande* que se poursuivent les efforts nationaux entrepris pour contrer la menace que toutes les armes, y compris les engins explosifs et les armes légères et de petit calibre, constituent pour la stabilité et la sécurité au Yémen, notamment ceux tendant à organiser en toute sûreté et efficacité la gestion, l'entreposage et la sécurité de

leurs stocks et la collecte ou la destruction des restes explosifs et des stocks excédentaires et des armes et munitions saisies, non marquées ou détenues illicitement, et souligne à nouveau qu'il importe d'englober ces éléments dans la réforme du secteur de la sécurité ;

31. *Constata* que les réfugiés et déplacés qui souhaitent regagner leurs foyers après des années de conflit se heurtent à de sérieuses difficultés d'ordre économique, politique et de sécurité, encourage le Gouvernement yéménite et la communauté internationale à faciliter leur retour, et appuie les efforts qu'ils font en ce sens ;

#### **Participation de l'Organisation des Nations Unies**

32. *Prie* le Secrétaire général de continuer à exercer ses bons offices, prend note avec satisfaction du travail accompli par le Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Yémen, M. Jamal Benomar, souligne combien il importe que le Secrétaire général et son Conseiller spécial coordonnent leur action avec celle des partenaires internationaux, notamment le Conseil de coopération du Golfe, le Groupe des ambassadeurs et d'autres parties prenantes, afin de concourir à la réussite de la transition et, à ce propos, prie en outre le Secrétaire général de continuer à coordonner l'assistance que la communauté internationale apporte à la transition ;

33. *Prie également* le Secrétaire général de continuer de lui rendre compte tous les 60 jours de l'évolution de la situation au Yémen, notamment de la mise en œuvre des décisions issues de la Conférence de dialogue national sans exclusive ;

34. *Décide* de demeurer activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7119<sup>e</sup> séance.*

#### **Décisions**

À sa 7175<sup>e</sup> séance, le 14 mai 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

À sa 7180<sup>e</sup> séance, le 22 mai 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Andorre, de l'Arabie saoudite, de l'Autriche, de la Belgique, du Botswana, de la Bulgarie, du Canada, de Chypre, de la Côte d'Ivoire, de la Croatie, du Danemark, des Émirats arabes unis, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la Géorgie, de la Grèce, de la Hongrie, des Îles Marshall, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, de la Libye, du Liechtenstein, de Malte, du Mexique, de Monaco, du Monténégro, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Panama, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, de la République de Moldova, de la République tchèque, de la Roumanie, de Saint-Marin, du Samoa, du Sénégal, de la Serbie, des Seychelles, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Turquie et de l'Ukraine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

À la même séance, le Conseil a procédé à un vote sur le projet de résolution figurant dans le document S/2014/348. Les voix se sont réparties comme suit : 13 voix pour (Argentine, Australie, Chili, États-Unis d'Amérique, France, Jordanie, Lituanie, Luxembourg, Nigéria, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda et Tchad) et 2 contre (Chine et Fédération de Russie). Un membre permanent du Conseil ayant voté contre, le projet de résolution n'a pas été adopté.

À sa 7190<sup>e</sup> séance, le 29 mai 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Liban à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>37</sup> :

Le Conseil de sécurité rappelle ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président sur la situation au Liban.

---

<sup>37</sup> S/PRST/2014/10.



Le Conseil rend hommage à M. Michel Sleiman, Président sortant du Liban pour l'œuvre qu'il a accomplie, et se déclare déçu et préoccupé de voir qu'un nouveau président du Liban n'a pas été élu dans les délais fixés par la Constitution. Il invite le Gouvernement à rester fidèle à sa longue tradition démocratique et à faire en sorte que l'élection présidentielle se tienne dès que possible et sans ingérence extérieure.

Le Conseil réaffirme qu'il prête son plein concours au Gouvernement libanais afin qu'il s'acquitte de ses fonctions durant cette période de transition conformément à la Constitution, jusqu'à l'élection du nouveau président.

Le Conseil se réjouit à l'idée que les autorités libanaises continueront de coopérer avec la communauté internationale, en particulier le Groupe international d'appui au Liban, en vue de mobiliser un soutien en faveur du Liban. Il réaffirme qu'une assistance internationale soutenue est nécessaire pour aider le pays à faire face aux problèmes qu'il rencontre sur les plans économique, humanitaire et en matière de sécurité et à honorer ses obligations internationales.

Rappelant la déclaration de son Président en date du 10 juillet 2013<sup>38</sup>, le Conseil invite toutes les parties libanaises à protéger l'unité nationale face aux atteintes à la stabilité du pays, comme elles s'y sont engagées dans la Déclaration de Baabda<sup>39</sup>, et souligne qu'il importe qu'elles respectent la politique libanaise de dissocation et se tiennent à l'écart de la crise syrienne.

Le Conseil souligne également que l'application effective de sa résolution 1701 (2006) et de toutes ses autres résolutions pertinentes demeure essentielle pour assurer la stabilité au Liban et le plein respect de sa souveraineté, de son intégrité territoriale, de son unité et de son indépendance politique.

Le 16 juin 2014, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>40</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 12 juin 2014, dans laquelle vous faites part de votre intention de nommer le général de division Luciano Portolano (Italie) Chef de mission et commandant de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban<sup>41</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note.

À sa 7209<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2014, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation au Moyen-Orient

« Rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement pour la période allant du 11 mars contre 28 mai 2014 (S/2014/401) ».

### **Résolution 2163 (2014) du 25 juin 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Notant avec préoccupation* que la situation au Moyen-Orient est tendue et semble devoir le rester tant que l'on ne sera pas parvenu à un règlement d'ensemble de la question du Moyen-Orient sous tous ses aspects,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général, en date du 10 juin 2014, sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement<sup>42</sup> et réaffirmant sa résolution 1308 (2000) du 17 juillet 2000,

*Soulignant* que les deux parties doivent se conformer aux dispositions de l'Accord sur le dégagement des forces israéliennes et syriennes, en date du 31 mai 1974, et respecter scrupuleusement le cessez-le-feu,

*Convenant* avec le Secrétaire général que les activités militaires actuellement conduites par l'une ou l'autre partie dans la zone de séparation risquent toujours d'exacerber les tensions entre Israël et la République arabe syrienne, de remettre en cause le cessez-le-feu entre les deux pays et de mettre en danger la population locale comme le personnel des Nations Unies présent sur le terrain,

---

<sup>38</sup> S/PRST/2013/9.

<sup>39</sup> S/2012/477, annexe.

<sup>40</sup> S/2014/412.

<sup>41</sup> S/2014/411.

<sup>42</sup> S/2014/401.

*Se déclarant gravement préoccupé* par toutes violations de l'Accord sur le dégagement des forces,

*Soulignant* qu'à l'exception de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement, il ne doit y avoir aucune force militaire dans la zone de séparation,

*Condamnant fermement* les violents combats survenus récemment dans la zone de séparation et demandant à toutes les parties au conflit interne syrien de cesser leurs activités militaires dans la zone d'opérations de la Force, et condamnant le recours de plus en plus fréquent à des engins explosifs improvisés par des éléments de l'opposition syrienne et d'autres groupes dans la zone d'opérations de la Force,

*Condamnant* l'emploi d'armes lourdes, y compris de chars, aussi bien par les forces armées syriennes que par les membres armés de l'opposition, au cours des affrontements qui se déroulent actuellement dans la zone de séparation,

*Condamnant également* les crimes effroyables commis par certains membres armés de l'opposition et demandant à toutes les parties au conflit de respecter le droit international humanitaire,

*Se faisant l'écho* de l'appel lancé par le Secrétaire général à toutes les parties au conflit syrien pour qu'elles cessent leurs opérations militaires dans tout le pays, y compris dans la zone d'opérations de la Force,

*Condamnant fermement* les atteintes portées à la sûreté et à la sécurité du personnel des Nations Unies ces derniers mois,

*Soulignant* que la Force doit pouvoir disposer de tous les moyens et ressources dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat en toute sécurité, et rappelant que le vol d'armes, de munitions, de véhicules et d'autres biens des Nations Unies ainsi que la destruction et le pillage d'installations des Nations Unies sont inacceptables,

*Exprimant sa profonde reconnaissance* au personnel militaire et civil de la Force, y compris celui du Groupe d'observateurs au Golan, pour son travail et la contribution qu'il continue d'apporter dans des conditions de plus en plus difficiles, précisant que le maintien de la présence de la Force contribue grandement à la paix et à la sécurité au Moyen-Orient, se félicitant des mesures prises pour renforcer la sûreté et la sécurité du personnel de la Force, y compris celui du Groupe d'observateurs au Golan, et soulignant la nécessité de continuer à faire preuve de vigilance à cet effet,

1. *Appelle* les parties concernées à mettre immédiatement en œuvre sa résolution 338 (1973) du 22 octobre 1973;

2. *Souligne* l'obligation faite aux deux parties de respecter pleinement et scrupuleusement les dispositions de l'Accord sur le dégagement des forces, en date du 31 mai 1974, appelle les parties à faire preuve de la plus grande retenue et à prévenir toutes violations du cessez-le-feu et incursions dans la zone de séparation, et souligne qu'il ne devrait y avoir aucune activité militaire de quelque sorte que ce soit, notamment aucune opération militaire des forces armées arabes syriennes, dans la zone de séparation;

3. *Souligne également* qu'il ne devrait y avoir aucune activité militaire des groupes d'opposition armés dans la zone de séparation et prie instamment les États Membres de signifier clairement aux groupes d'opposition armés syriens présents dans la zone d'opérations de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement qu'ils doivent cesser toute activité susceptible de mettre en danger les soldats de la paix des Nations Unies présents sur le terrain et d'accorder au personnel des Nations Unies la liberté dont il a besoin pour s'acquitter de son mandat en toute sécurité;

4. *Appelle* toutes les parties à coopérer pleinement avec la Force, à respecter ses privilèges et immunités et à garantir sa liberté de circulation ainsi que la sécurité et l'accès immédiat et sans entrave du personnel des Nations Unies s'acquittant de son mandat, y compris l'acheminement sans entrave du matériel de la Force et l'utilisation, le cas échéant et à titre provisoire, d'un autre point d'arrivée et de départ pour assurer la relève des contingents en toute sécurité, en application des accords existants, et demande instamment au Secrétaire général de lui signaler immédiatement, ainsi qu'aux pays fournisseurs de contingents, tous actes entravant l'aptitude de la Force à s'acquitter de sa mission;

5. *Se félicite* des efforts déployés par la Force pour mettre en œuvre la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et veiller à ce que son personnel se conforme strictement au Code de conduite de l'Organisation des Nations Unies, prie le Secrétaire général de continuer à

prendre toutes les dispositions nécessaires à cet égard et à le tenir informé et demande instamment aux pays qui fournissent des contingents de prendre des mesures préventives et disciplinaires pour que ces actes fassent l'objet d'enquêtes en bonne et due forme et soient dûment sanctionnés toutes les fois que leur personnel serait en cause ;

6. *Décide* de renouveler pour une période de six mois, soit jusqu'au 31 décembre 2014, le mandat de la Force et prie le Secrétaire général de veiller à doter la Force des moyens et ressources dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat en toute sécurité ;

7. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport tous les 90 jours sur l'évolution de la situation et sur les mesures prises pour appliquer la résolution 338 (1973).

*Adoptée à l'unanimité à la 7209<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 7212<sup>e</sup> séance, le 26 juin 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République arabe syrienne à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Moyen-Orient

« Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2139 (2014) du Conseil de sécurité (S/2014/427) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M<sup>me</sup> Valerie Amos, Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordinatrice des secours d'urgence.

À sa 7216<sup>e</sup> séance, le 14 juillet 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République arabe syrienne à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Moyen-Orient ».

### Résolution 2165 (2014) du 14 juillet 2014

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions 2042 (2012) du 14 avril 2012, 2043 (2012) du 21 avril 2012, 2118 (2013) du 27 septembre 2013 et 2139 (2014) du 22 février 2014 et les déclarations de son Président en date des 3 août 2011<sup>7</sup>, 21 mars<sup>8</sup> et 5 avril 2012<sup>9</sup> et 2 octobre 2013<sup>22</sup>,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne ainsi qu'aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

*Consterné* par le niveau inacceptable de la violence qui s'intensifie en République arabe syrienne et par les plus de 150 000 morts, y compris bien plus de 10 000 enfants, victimes du conflit syrien, dont ont fait état le Représentant spécial du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé,

*Se déclarant vivement alarmé* par la nette et rapide détérioration de la situation humanitaire en République arabe syrienne, par le fait que le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance a dépassé les 10 millions, dont 6,4 millions de déplacés et plus de 4,5 millions vivant dans des zones difficiles d'accès, et que plus de 240 000 personnes sont piégées dans les zones assiégées, comme l'a indiqué le Secrétaire général,

*Déplorant* que les parties syriennes au conflit n'aient pas fait droit aux demandes formulées dans sa résolution 2139 (2014) et aux dispositions énoncées dans la déclaration de son Président en date du 2 octobre 2013, comme l'a indiqué le Secrétaire général dans ses rapports des 22 mai<sup>43</sup> et 20 juin 2014<sup>44</sup>, et considérant que, même si elles ont

---

<sup>43</sup> S/2014/365.

<sup>44</sup> S/2014/427.

pris quelques mesures, ces mesures n'ont pas eu l'effet nécessaire sur l'acheminement de l'aide humanitaire destinée à tous ceux qui en avaient besoin sur l'ensemble du territoire syrien,

*Saluant* l'action indispensable que continuent de mener l'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et l'ensemble du personnel humanitaire et médical en République arabe syrienne et dans les pays voisins pour atténuer les répercussions du conflit sur la population syrienne,

*Réaffirmant* qu'il apprécie les efforts importants et admirables que font les pays de la région, notamment le Liban, la Jordanie, la Turquie, l'Iraq et l'Égypte pour accueillir plus de 2,8 millions de réfugiés ayant fui la République arabe syrienne en raison de la poursuite des violences, y compris environ 300 000 réfugiés supplémentaires depuis l'adoption de la résolution 2139 (2014), et engageant de nouveau vivement tous les États Membres à épauler les pays d'accueil voisins, sur la base des principes régissant le partage des charges, pour leur permettre de faire face aux besoins humanitaires croissants, y compris en leur apportant un appui direct,

*Condamnant fermement* les violations généralisées des droits de l'homme et du droit international humanitaire que continuent de commettre les autorités syriennes, ainsi que les atteintes aux droits de l'homme et les violations du droit international humanitaire perpétrées par des groupes armés,

*Soulignant* qu'il faut mettre fin à l'impunité des auteurs de violations du droit international humanitaire et des violations des droits de l'homme, et réaffirmant que ceux qui ont commis de telles violations ou atteintes en République arabe syrienne ou en sont responsables de quelque manière que ce soit doivent être traduits en justice,

*Se déclarant vivement alarmé*, en particulier, par la poursuite des attaques lancées sans discernement dans des zones habitées, notamment par l'intensification des bombardements aériens et l'emploi de barils d'explosifs à Alep et dans d'autres régions, les tirs d'artillerie et d'obus et les frappes aériennes, et le recours généralisé à la torture, aux mauvais traitements, à la violence sexuelle et sexiste, ainsi que par toutes les violations et exactions graves commises contre des enfants, et réaffirmant que certaines de ces violations pourraient constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité,

*Exigeant de nouveau* de toutes les parties qu'elles démilitarisent les installations médicales, les écoles et les autres établissements civils, évitent d'établir des positions militaires dans des zones habitées et s'abstiennent de lancer des attaques dirigées contre des installations civiles,

*Réaffirmant* que c'est aux autorités syriennes qu'il incombe au premier chef de protéger la population en République arabe syrienne et déclarant une fois encore que les parties au conflit armé ont la responsabilité principale de prendre toutes les mesures possibles pour assurer la protection des civils, et exigeant de nouveau à cet égard que toutes les parties au conflit armé s'acquittent intégralement des obligations que leur impose le droit international pour ce qui est de la protection des civils en temps de conflit armé, y compris les journalistes, les professionnels des médias et le personnel associé,

*Rappelant* que toutes les parties doivent respecter les dispositions pertinentes du droit international humanitaire et les principes directeurs de l'Organisation des Nations Unies relatifs à l'aide humanitaire d'urgence,

*Se déclarant vivement alarmé* par la propagation de l'extrémisme et la multiplication des groupes extrémistes et par le fait que des civils sont pris pour cible en raison de leur appartenance ethnique, religieuse ou confessionnelle, se déclarant en outre vivement alarmé par la multiplication des attaques qui font de nombreuses victimes et causent de graves dégâts, par les bombardements aveugles au mortier, les attentats à la voiture piégée, les attentats-suicides, la pose de bombes dans des tunnels ainsi que les prises d'otages, les enlèvements et les attaques contre des infrastructures civiles, notamment les interruptions délibérées de l'approvisionnement en eau, condamnant le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et rappelant à cet égard ses résolutions 1373 (2001) du 28 septembre 2001, 1624 (2005) du 14 septembre 2005, 2129 (2013) du 17 décembre 2013 et 2133 (2014) du 27 janvier 2014,

*Profondément troublé* par le refus persistant, arbitraire et injustifié opposé aux opérations de secours et par le maintien de conditions qui entravent l'acheminement de secours humanitaires en République arabe syrienne, en particulier dans les zones assiégées et difficiles d'accès, et prenant note de l'avis du Secrétaire général selon lequel le

refus arbitraire d'autoriser l'ouverture de tous les postes frontière concernés constitue une violation du droit international humanitaire et un acte de non-respect des dispositions de la résolution 2139 (2014),

*Soulignant* que la situation humanitaire continuera de se détériorer en l'absence de règlement politique, réaffirmant qu'il souscrit aux dispositions du communiqué final du Groupe d'action pour la Syrie (communiqué de Genève) en date du 30 juin 2012<sup>23</sup> et exigeant que toutes les parties s'emploient à appliquer immédiatement et intégralement ce communiqué, qui vise à mettre fin sans tarder à tous les actes de violence et à toutes les violations des droits de l'homme et du droit international et atteintes à ces droits, et à faciliter le processus amorcé à Montreux (Suisse) le 22 janvier 2014 sous la conduite des Syriens en vue d'une transition qui réponde aux aspirations légitimes du peuple syrien et lui permette de décider en toute indépendance et de manière démocratique de son propre avenir,

*Rappelant* l'intention qu'il a exprimée dans sa résolution 2139 (2014) de prendre des mesures supplémentaires en cas de non-respect de ladite résolution,

*Considérant* que la détérioration continue de la situation humanitaire en République arabe syrienne constitue une menace pour la paix et la sécurité dans la région,

*Soulignant* que l'Article 25 de la Charte fait obligation aux États Membres d'accepter et d'appliquer ses décisions,

1. *Réaffirme* que toutes les parties au conflit, en particulier les autorités syriennes, doivent s'acquitter des obligations que leur imposent le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, et appliquer intégralement et immédiatement les dispositions de sa résolution 2139 (2014) et de la déclaration de son Président en date du 2 octobre 2013<sup>22</sup>;

2. *Décide* que les agences humanitaires des Nations Unies et leurs partenaires d'exécution sont autorisés à utiliser les routes franchissant les lignes de conflit ainsi que les postes frontière de Bab el-Salam, Bab el-Haoua, Yaroubiyé et Ramtha, en sus de ceux déjà utilisés, afin de faire en sorte que l'aide humanitaire, y compris les fournitures médicales et chirurgicales, parvienne par les voies les plus directes aux personnes qui en ont besoin dans toute la République arabe syrienne, en notifiant les autorités syriennes, et à cette fin souligne qu'il est nécessaire que tous les postes frontière soient utilisés de manière efficace pour les opérations humanitaires des Nations Unies;

3. *Décide également* de constituer un mécanisme de surveillance, placé sous l'autorité du Secrétaire général, pour superviser, avec l'assentiment des pays voisins de la République arabe syrienne concernés, le chargement dans les installations de l'Organisation des Nations Unies concernées de tous les envois de secours humanitaires des agences humanitaires des Nations Unies et de leurs partenaires d'exécution, de même que toute inspection subséquente des envois par les autorités douanières des pays voisins concernés, en vue de leur passage en République arabe syrienne aux postes frontière de Bab el-Salam, Bab el-Haoua, Yaroubiyé et Ramtha, avec notification de l'Organisation des Nations Unies aux autorités syriennes confirmant le caractère humanitaire de ces envois de secours;

4. *Décide en outre* que le mécanisme de surveillance des Nations Unies sera déployé dans les plus brefs délais;

5. *Décide* que les mesures prises aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus arriveront à expiration 180 jours à compter de la date d'adoption de la présente résolution et qu'il procédera à leur réexamen;

6. *Décide également* que toutes les parties syriennes au conflit doivent immédiatement permettre l'acheminement sans entrave et direct aux destinataires prévus dans toute la République arabe syrienne de l'aide humanitaire que les agences humanitaires des Nations Unies et leurs partenaires d'exécution fournissent, sur la base des évaluations des besoins effectuées par l'Organisation des Nations Unies, cette aide étant dénuée de tous préjugés ou motivations politiques, et doivent notamment lever immédiatement tous les obstacles à la fourniture de l'aide humanitaire;

7. *Note* à cet égard le rôle que des accords de cessez-le-feu conformes aux principes de l'action humanitaire et au droit international humanitaire pourraient jouer pour faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire

afin d'aider à sauver la vie de civils, souligne que les parties doivent se mettre d'accord sur des pauses humanitaires, des jours de tranquillité, des cessez-le-feu et des trêves localisés afin que les agences humanitaires puissent avoir un accès sûr et sans entrave à toutes les zones touchées en République arabe syrienne, et rappelle que le droit international humanitaire interdit d'utiliser la famine contre les civils comme méthode de combat ;

8. *Décide* que toutes les parties au conflit syrien doivent prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, ainsi que du personnel des institutions spécialisées des Nations Unies et de tous les autres acteurs humanitaires, comme l'exige le droit international humanitaire, sans préjudice de leur liberté de circulation et d'accès, insiste sur la nécessité de ne pas bloquer ou entraver les efforts humanitaires, et rappelle que les attaques contre les travailleurs humanitaires peuvent constituer des crimes de guerre ;

9. *Réaffirme* que la seule solution durable à la crise actuelle en République arabe syrienne passe par un processus politique sans exclusive, dirigé par les Syriens, devant aboutir à la pleine mise en œuvre du communiqué de Genève en date du 30 juin 2012, qu'il a entériné dans sa résolution 2118 (2013) et qui figure à l'annexe II de celle-ci, rend hommage aux efforts déployés par M. Lakhdar Brahimi, et se félicite de la nomination de M. Staffan de Mistura, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie ;

10. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la présente résolution, et de son respect par toutes les parties syriennes au conflit, dans le cadre des rapports qu'il lui soumet concernant l'application de la résolution 2139 (2014) ;

11. *Décide* qu'en cas de non-respect par toute partie syrienne de la présente résolution ou de la résolution 2139 (2014) il prendra des mesures supplémentaires ;

12. *Décide également* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7216<sup>e</sup> séance.*

---

## COMMUNICATIONS CONCERNANT LA QUESTION INDE-PAKISTAN<sup>45</sup>

### Décisions

Le 29 janvier 2014, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>46</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 28 janvier 2014, dans laquelle vous faisiez part de votre intention d'ajouter la Suisse à la liste des pays qui fournissent des observateurs au Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan<sup>47</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note.

Le 30 juin 2014, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>48</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que la lettre du 26 juin 2014, par laquelle vous faites part de votre intention de nommer le général de division Delali Johnson Sakyi (Ghana) Chef du Groupe des observateurs militaires et Chef de mission du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan<sup>49</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité qui en ont pris note.

---

<sup>45</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1948 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>46</sup> S/2014/64.

<sup>47</sup> S/2014/63.

<sup>48</sup> S/2014/459.

<sup>49</sup> S/2014/458.

## LA SITUATION À CHYPRE<sup>50</sup>

### Décision

À sa 7106<sup>e</sup> séance, le 30 janvier 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« La situation à Chypre

« Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre (S/2013/781) ».

### Résolution 2135 (2014) du 30 janvier 2014

*Le Conseil de sécurité,*

*Accueillant avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général, en date du 30 décembre 2013, sur l'opération des Nations Unies à Chypre<sup>51</sup>,

*Notant* que le Gouvernement chypriote convient qu'en raison de la situation qui règne dans l'île il est nécessaire d'y maintenir la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre au-delà du 31 janvier 2014,

*Notant également* que le Secrétaire général compte faire le point de sa mission de bons offices dans son prochain rapport sur la question, se faisant l'écho de la ferme conviction du Secrétaire général selon laquelle c'est aux Chypriotes eux-mêmes qu'il incombe au premier chef de trouver une solution, et réaffirmant le rôle de premier plan qui revient à l'Organisation des Nations Unies pour ce qui est d'aider les parties à parvenir à un règlement global et durable du conflit à Chypre et du problème de la division de l'île,

*Saluant* tout ce qui a été fait à ce jour pour relancer les pourparlers, déplorant que les négociations officielles n'aient toujours pas repris, et engageant les parties à se mettre d'accord dès que possible sur la marche à suivre pour aller concrètement de l'avant,

*Rappelant* combien il importe à la communauté internationale que toutes les parties participent pleinement aux négociations en faisant preuve de souplesse et d'un esprit constructif, notant que le passage à une phase plus active des négociations n'a pas encore abouti à un règlement durable, global et juste fondé sur une fédération bicommunautaire et bizonale et sur l'égalité politique, comme le prévoient ses résolutions sur la question, engageant les parties à reprendre les négociations de fond sur les questions centrales, et soulignant que le statu quo n'est pas viable,

*Se félicitant* des efforts faits par le Secrétaire général, lors de ses rencontres avec les deux dirigeants, les 30 et 31 octobre 2011 et 23 et 24 janvier 2012, pour favoriser les progrès, et lui exprimant son soutien sans faille,

*Notant* qu'il importe de progresser dans l'examen de mesures de confiance militaires et dans les échanges s'y rapportant, et demandant que davantage soit fait pour mettre en œuvre toutes les autres mesures de confiance ainsi que pour parvenir à un accord sur de nouvelles mesures propres à renforcer la confiance entre les communautés et pour les appliquer,

*Réaffirmant* qu'il importe que les Chypriotes puissent continuer à traverser la Ligne verte et préconisant l'ouverture, d'un commun accord, d'autres points de passage,

*Convaincu* des avantages nombreux et importants, notamment des avantages économiques, qu'aurait pour tous les Chypriotes un règlement global et durable de la situation à Chypre, engageant vivement les deux parties et leurs dirigeants à contribuer à nourrir un discours public positif, et les encourageant à exposer clairement les avantages d'un règlement aux deux communautés, suffisamment de temps avant l'organisation de tout référendum éventuel, en leur expliquant qu'il importe de faire preuve à cette fin de davantage de souplesse et d'esprit de compromis,

*Estimant* que porter atteinte à la crédibilité de l'Organisation compromet le processus de paix lui-même,

---

<sup>50</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1963 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>51</sup> S/2013/781.

*Soulignant* l'importance du rôle d'accompagnement que jouent la communauté internationale et, en particulier, les parties intéressées, en prenant des mesures concrètes en vue d'encourager les dirigeants chypriote grec et chypriote turc à tirer pleinement parti des possibilités qui s'offrent actuellement à eux,

*Notant* que le Secrétaire général juge que les conditions de sécurité dans l'île et le long de la Ligne verte demeurent stables, et priant instamment toutes les parties d'éviter toute action susceptible d'accroître les tensions, de remettre en question les progrès accomplis ou d'entamer la bonne volonté dans l'île,

*Rappelant* que le Secrétaire général est fermement convaincu que la situation dans la zone tampon s'améliorerait si les deux parties acceptaient l'aide-mémoire de 1989 utilisé par l'Organisation,

*Déplorant* que les parties bloquent l'accès aux champs de mines qui subsistent dans la zone tampon, sachant que le déminage de Chypre doit se poursuivre, notant le danger que les mines continuent de poser à Chypre, et plaidant pour qu'un accord soit rapidement trouvé pour faciliter la reprise des opérations de déminage des champs de mines restants,

*Soulignant* l'importance des activités du Comité des personnes disparues à Chypre, demandant instamment qu'accès lui soit donné à toutes les zones pour qu'il puisse accomplir ses tâches, et convaincu que cela favorisera la réconciliation des communautés,

*Convenant* que la participation active de groupes de la société civile, y compris les associations de femmes, est essentielle au processus politique et peut contribuer à assurer la viabilité de tout règlement futur, rappelant que les femmes jouent un rôle décisif dans les processus de paix, se félicitant des efforts déployés, notamment par tous les organismes des Nations Unies présents dans l'île, pour promouvoir les contacts et les manifestations bicommunautaires, et exhortant les deux parties à encourager la participation active de la société civile et la coopération entre organismes à vocation économique et organismes à vocation commerciale et à lever tous les obstacles à ces contacts,

*Soulignant* qu'il lui faut adopter une approche rigoureuse et stratégique en matière de déploiement des opérations de maintien de la paix,

*Se félicitant* que le Secrétaire général entende suivre de près toutes les activités de maintien de la paix de façon à en assurer l'efficacité et l'efficience, notamment d'examiner au besoin les activités de la Force, et notant qu'il importe, en prévision du règlement, de prévoir les aménagements nécessaires assortis de recommandations, à apporter au mandat de la Force, à ses effectifs, à ses autres ressources et à son concept d'opération, compte tenu de l'évolution de la situation sur le terrain et des vues des parties,

*Se félicitant également* des efforts que continuent de déployer M. Alexander Downer, en sa qualité de Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre chargé d'aider les parties à mener des négociations véritables en vue de parvenir à un règlement global, ainsi que M<sup>me</sup> Lisa Buttenheim, en sa qualité de Représentante spéciale du Secrétaire général à Chypre,

*S'associant* au Secrétaire général pour exprimer sa gratitude au Gouvernement chypriote et au Gouvernement grec, qui ont versé des contributions volontaires pour le financement de la Force, et pour demander que d'autres pays et organisations versent également des contributions volontaires, et remerciant les États Membres qui fournissent du personnel à la Force,

*Appréciant et encourageant* les efforts que l'Organisation déploie, dans le cadre de toutes ses opérations de maintien de la paix, pour sensibiliser le personnel de maintien de la paix à la question de la prévention du VIH/sida et d'autres maladies transmissibles et à la lutte contre ces maladies,

1. *Prend note* des progrès accomplis à ce jour dans les négociations véritables, mais relève qu'ils ne suffisent pas et n'ont pas encore débouché sur un règlement global et durable, et exhorte les parties à poursuivre leurs échanges pour avancer de façon décisive sur les questions centrales;

2. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général<sup>51</sup>;

3. *Rappelle* sa résolution 2026 (2011) du 14 décembre 2011 et demande aux deux dirigeants :

a) De redoubler d'efforts pour faire converger leurs points de vue sur les questions centrales ;



- b) De continuer à travailler avec les commissions techniques afin d'améliorer la vie quotidienne des Chypriotes ;
- c) D'améliorer le climat général des négociations, notamment en insistant dans les messages publics sur les convergences de points de vue et sur la voie à suivre et en adressant des messages plus constructifs et plus cohérents ;
- d) D'accroître la participation de la société civile au processus, selon qu'il conviendra ;
4. *Demande instamment* l'application de mesures de confiance et espère que de nouvelles mesures seront arrêtées d'un commun accord et mises en œuvre, y compris des mesures de confiance militaires et l'ouverture d'autres points de passage ;
5. *Se félicite* de tous les efforts consentis pour donner suite aux demandes d'exhumation présentées par le Comité des personnes disparues à Chypre et demande à toutes les parties d'assurer au Comité une liberté d'accès totale ;
6. *Réaffirme* toutes ses résolutions pertinentes sur Chypre, en particulier la résolution 1251 (1999) du 29 juin 1999, et les résolutions ultérieures ;
7. *Exprime son plein appui* à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et décide d'en proroger le mandat pour une nouvelle période, jusqu'au 31 juillet 2014 ;
8. *Demande* aux deux parties de continuer à tenir, d'urgence et dans le respect du mandat de la Force, des consultations avec celle-ci sur la démarcation de la zone tampon et sur l'aide-mémoire de 1989 utilisé par l'Organisation des Nations Unies, en vue de parvenir rapidement à un accord sur les questions en suspens ;
9. *Demande* à la partie chypriote turque et aux forces turques de rétablir à Strovilia le statu quo militaire antérieur au 30 juin 2000 ;
10. *Demande* aux deux parties de permettre aux démineurs d'accéder à la zone tampon et d'en faciliter le déminage, et les exhorte à étendre les opérations de déminage au-delà de celle-ci ;
11. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la présente résolution, y compris de la question de la planification en prévision du règlement, le 10 juillet 2014 au plus tard, et de le tenir au informé de la situation en tant que de besoin ;
12. *Se félicite* des efforts que déploie la Force pour appliquer la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et veiller à ce que son personnel respecte strictement le code de conduite de l'Organisation, prie le Secrétaire général de continuer à prendre toutes mesures nécessaires à cette fin et de l'en tenir informé, et demande instamment aux pays qui fournissent des contingents d'adopter des mesures de prévention appropriées, notamment d'organiser des séances de sensibilisation préalables au déploiement et de prendre des mesures disciplinaires et autres pour amener les membres de leurs contingents qui se seraient rendus coupables de tels actes à en répondre pleinement ;
13. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7106<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

Le 9 mai 2014, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>52</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 7 mai 2014, dans laquelle vous faites part de votre intention de nommer la générale de division Kristin Lund (Norvège) au poste de commandant de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre<sup>53</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note.

---

<sup>52</sup> S/2014/329.

<sup>53</sup> S/2014/328.

À sa 7229<sup>e</sup> séance, le 30 juillet 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« La situation à Chypre

« Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre (S/2014/461) ».

**Résolution 2168 (2014)  
du 30 juillet 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Accueillant avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général, en date du 9 juillet 2014, sur l'opération des Nations Unies à Chypre<sup>54</sup>,

*Notant* que le Gouvernement chypriote convient qu'en raison de la situation qui règne dans l'île il est nécessaire d'y maintenir la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre au-delà du 31 juillet 2014,

*Notant également* que le Secrétaire général compte faire le point de sa mission de bons offices dans son prochain rapport sur la question, se faisant l'écho de la ferme conviction du Secrétaire général selon laquelle c'est aux Chypriotes eux-mêmes qu'il incombe au premier chef de trouver une solution, et réaffirmant le rôle de premier plan qui revient à l'Organisation des Nations Unies s'agissant d'aider les parties à parvenir à un règlement global et durable du conflit à Chypre et du problème de la division de l'île,

*Se félicitant* de la reprise des négociations et de la Déclaration conjointe adoptée par les dirigeants chypriote grec et chypriote turc le 11 février 2014, et des visites croisées des principaux négociateurs à Athènes et à Ankara, et exprimant son soutien aux efforts déployés par les dirigeants et les négociateurs pour parvenir à un règlement global dans les meilleurs délais,

*Rappelant* combien il importe à la communauté internationale que toutes les parties s'engagent pleinement dans les négociations, en faisant preuve de souplesse et d'un esprit constructif, notant que le passage à une phase plus active des négociations n'a pas encore produit un règlement durable, global et juste fondé sur une fédération bicommunautaire et bizonale et sur l'égalité politique, comme y appellent ses résolutions pertinentes, engageant les parties à reprendre de manière interdépendante les négociations de fond sur les questions centrales non réglées et soulignant que le statu quo n'est pas viable,

*Notant* qu'il importe de progresser dans l'examen des mesures de confiance militaires et dans les échanges s'y rapportant, et demandant que davantage soit fait pour mettre en œuvre l'ensemble des mesures de confiance restantes ainsi que pour parvenir à un accord au sujet de nouvelles mesures propres à renforcer la confiance entre les communautés et pour les appliquer,

*Réaffirmant* qu'il importe que les Chypriotes puissent continuer à traverser la Ligne verte et encourageant l'ouverture, d'un commun accord, d'autres points de passage,

*Convaincu* des avantages nombreux et importants, notamment sur le plan économique, qu'aurait pour tous les Chypriotes un règlement global et durable de la situation à Chypre, engageant vivement les deux parties et leurs dirigeants à contribuer à faire prévaloir un discours public positif et les encourageant à exposer clairement aux deux communautés, suffisamment de temps avant l'organisation de tout référendum éventuel, les avantages d'un règlement en expliquant qu'il importe de faire preuve à cette fin de davantage de souplesse et d'esprit de compromis,

*Soulignant* l'importance du rôle d'accompagnement que jouent la communauté internationale, et en particulier les parties intéressées, en prenant des mesures concrètes en vue d'encourager les dirigeants chypriote grec et chypriote turc à saisir véritablement l'occasion qui s'offre actuellement à eux,

---

<sup>54</sup> S/2014/461.

*Notant* que le Secrétaire général juge que les conditions de sécurité dans l'île et le long de la Ligne verte demeurent stables et priant instamment toutes les parties d'éviter toute action susceptible d'accroître les tensions, y compris les violations du statu quo militaire, de remettre en question les progrès réalisés ou de porter atteinte à la bonne volonté dans l'île,

*Rappelant* la ferme conviction du Secrétaire général selon laquelle la situation dans la zone tampon s'améliorerait si les deux parties acceptaient l'aide-mémoire de 1989 utilisé par l'Organisation,

*Déplorant* que les parties bloquent l'accès aux champs de mines qui subsistent dans la zone tampon, sachant que le déminage de Chypre doit se poursuivre, notant le danger que les mines continuent de poser à Chypre, ainsi que les récentes propositions et discussions portant sur le déminage, et plaidant pour un accord rapide concernant la facilitation de la reprise des opérations de déminage des champs de mines restants,

*Se félicitant* des activités du Comité des personnes disparues à Chypre, soulignant qu'il doit intensifier ses travaux, demandant instamment l'ouverture d'un accès rapide à toutes les zones pour lui permettre d'accomplir ses tâches et convaincu que cela favorisera la réconciliation des communautés,

*Convenant* que la participation active de groupes de la société civile, y compris les groupes de femmes, est essentielle au processus politique et peut contribuer à assurer la viabilité de tout règlement futur, rappelant que les femmes jouent un rôle capital dans les processus de paix, se félicitant des efforts réalisés, notamment par tous les organismes des Nations Unies présents dans l'île, pour promouvoir les contacts et les activités bicommunautaires et exhortant les deux parties à encourager la participation active de la société civile et la coopération entre organismes à vocation économique et organismes à vocation commerciale et à lever tous les obstacles à ces contacts,

*Soulignant* qu'il lui faut adopter une approche rigoureuse et stratégique en matière de déploiement des opérations de maintien de la paix,

*Se félicitant* de l'intention du Secrétaire général de suivre de près toutes les activités de maintien de la paix de façon à en assurer l'efficacité et l'efficience, notamment de se pencher au besoin sur les activités de la Force, et notant qu'il importe, en prévision du règlement, de prévoir les aménagements, si nécessaire assortis de recommandations, à apporter au mandat de la Force, à ses effectifs, à ses autres ressources et à son concept d'opération, compte tenu de l'évolution de la situation sur le terrain et des vues des parties,

*Se félicitant également* des efforts que déploie M<sup>me</sup> Lisa Bittenheim, en sa qualité de Représentante spéciale du Secrétaire général à Chypre et de Conseillère spéciale par intérim du Secrétaire générale pour Chypre, remerciant le commandant sortant de la Force, le général de division Chao Liu, saluant la nouvelle commandante de la Force, la générale de division Kristin Lund, remerciant M. Alexander Downer des efforts qu'il a faits au cours des six dernières années en qualité de Conseiller spécial, et invitant le Secrétaire général à nommer un conseiller spécial à brève échéance,

*S'associant* au Secrétaire général pour exprimer sa gratitude au Gouvernement chypriote et au Gouvernement grec, qui ont versé des contributions volontaires au financement de la Force, et pour demander que d'autres pays et organisations versent de nouvelles contributions volontaires, et remerciant les États Membres qui fournissent du personnel à la Force,

*Appréciant et encourageant* les efforts que l'Organisation déploie, dans le cadre de toutes ses opérations de maintien de la paix, pour sensibiliser le personnel de maintien de la paix à la question de la prévention du VIH/sida et d'autres maladies transmissibles et à la lutte contre ces maladies,

1. *Prend note* des progrès accomplis à ce jour dans les négociations véritables, mais relève qu'ils demeurent insuffisants et n'ont pas encore débouché sur un règlement global et durable, et exhorte les parties à poursuivre leurs échanges pour réaliser des progrès décisifs concernant les questions centrales ;

2. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général<sup>54</sup> ;

3. *Rappelle* sa résolution 2026 (2011) du 14 décembre 2011 et demande aux deux dirigeants :

a) De s'employer davantage à faire converger leurs points de vue sur les questions centrales ;

b) De continuer à travailler avec les commissions techniques afin d'améliorer la vie quotidienne des Chypriotes ;

- c) D'améliorer le climat général des négociations, notamment en insistant dans les discours publics sur les convergences de points de vue et la voie à suivre et en adressant des messages plus constructifs et plus cohérents ;
- d) D'accroître la participation de la société civile au processus, selon qu'il conviendra ;
4. *Demande instamment* l'application de mesures de confiance et espère que de nouvelles mesures mutuellement acceptables seront arrêtées d'un commun accord et mises en œuvre, y compris des mesures de confiance militaires et l'ouverture d'autres points de passage, susceptibles de créer un climat propice à un règlement ;
5. *Se félicite* de tous les efforts consentis pour donner suite aux demandes d'exhumation présentées par le Comité des personnes disparues à Chypre et engage toutes les parties à assurer rapidement au Comité, lequel doit intensifier ses travaux, une totale liberté d'accès à toutes les zones ;
6. *Réaffirme* toutes ses résolutions pertinentes sur Chypre, en particulier la résolution 1251 (1999) du 29 juin 1999 et les résolutions ultérieures ;
7. *Exprime son plein appui* à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et décide d'en proroger le mandat pour une nouvelle période, jusqu'au 31 janvier 2015 ;
8. *Demande* aux deux parties de continuer à tenir, d'urgence et dans le respect du mandat de la Force, des consultations avec celle-ci sur la démarcation de la zone tampon et sur l'aide-mémoire de 1989 utilisé par l'Organisation des Nations Unies, en vue de parvenir rapidement à un accord sur les questions en suspens ;
9. *Demande* à la partie chypriote turque et aux forces turques de rétablir à Strovilia le statu quo militaire antérieur au 30 juin 2000 ;
10. *Demande* aux deux parties de permettre aux démineurs d'accéder à la zone tampon et d'en faciliter le déminage, et prie instamment les deux parties d'étendre les opérations de déminage au-delà de celle-ci ;
11. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la présente résolution, y compris de la planification en prévision du règlement, le 10 janvier 2015 au plus tard, et de le tenir informé de la situation en tant que de besoin ;
12. *Se félicite* des efforts déployés par la Force pour appliquer la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et veiller à ce que son personnel respecte strictement le code de conduite de l'Organisation, prie le Secrétaire général de continuer à prendre toutes mesures nécessaires en ce sens et de l'en tenir informé, et demande instamment aux pays qui fournissent des contingents d'adopter des mesures de prévention appropriées, notamment de sensibiliser les contingents avant leur déploiement et de prendre des mesures disciplinaires et autres pour amener les membres de leurs contingents qui se seraient rendus coupables de tels actes à en répondre pleinement ;
13. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7229<sup>e</sup> séance.*

---

## LA SITUATION CONCERNANT LE SAHARA OCCIDENTAL<sup>55</sup>

### Décisions

Le 26 août 2013, la Présidente du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>56</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 22 août 2013, dans laquelle vous m'informiez de votre intention de nommer le général de division Imam Edy Mulyono (Indonésie) commandant de la force de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental<sup>57</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité et que ceux-ci ont pris note de l'intention qui y était exprimée.

---

<sup>55</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1975 des résolutions et décisions sur cette question en 1990.

<sup>56</sup> S/2013/508.

<sup>57</sup> S/2013/507.

À sa 7162<sup>e</sup> séance, le 29 avril 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Espagne à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant le Sahara occidental

« Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental (S/2014/258) ».

**Résolution 2152 (2014)  
du 29 avril 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant et réaffirmant* toutes ses résolutions antérieures sur le Sahara occidental,

*Réaffirmant son ferme appui* aux efforts que le Secrétaire général et son Envoyé personnel pour le Sahara occidental font pour mettre en application ses résolutions 1754 (2007) du 30 avril 2007, 1783 (2007) du 31 octobre 2007, 1813 (2008) du 30 avril 2008, 1871 (2009) du 30 avril 2009, 1920 (2010) du 30 avril 2010, 1979 (2011) du 27 avril 2011, 2044 (2012) du 24 avril 2012 et 2099 (2013) du 25 avril 2013,

*Réaffirmant sa volonté* d'aider les parties à parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le cadre d'arrangements conformes aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et notant le rôle et les responsabilités des parties à cet égard,

*Demandant de nouveau* aux parties et aux États voisins de coopérer plus pleinement avec l'Organisation des Nations Unies et les uns avec les autres et de s'impliquer plus résolument pour mettre fin à l'impasse actuelle et aller de l'avant vers une solution politique,

*Reconnaissant* que la solution politique de ce différend de longue date et le renforcement de la coopération entre les États membres de l'Union du Maghreb arabe contribueraient à la stabilité et à la sécurité dans la région du Sahel,

*Se félicitant* des efforts que fait le Secrétaire général pour suivre de près toutes les opérations de maintien de la paix, y compris la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, et soulignant de nouveau que lui-même doit adopter une approche rigoureuse et stratégique en matière de déploiement au service du maintien de la paix et de gestion efficace des ressources,

*Se déclarant préoccupé* par les violations des accords en vigueur et demandant aux parties de se conformer à leurs obligations,

*Prenant note* de la proposition du Maroc présentée au Secrétaire général le 11 avril 2007<sup>58</sup>, et se félicitant des efforts sérieux et crédibles faits par le Maroc pour aller de l'avant vers un règlement et prenant également note de la proposition du Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro présentée au Secrétaire général le 10 avril 2007<sup>59</sup>,

*Engageant* les parties, à ce propos, à faire preuve d'une plus grande volonté politique de parvenir à une solution, notamment en examinant de façon plus approfondie leurs propositions respectives,

*Prenant note* des quatre séries de négociations tenues sous les auspices du Secrétaire général et se félicitant de la volonté des parties de poursuivre les négociations,

*Engageant* les parties à continuer de coopérer avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à la mise en œuvre du plan d'action actualisé sur les mesures de confiance adopté en janvier 2012,

*Soulignant* qu'il importe d'améliorer la situation des droits de l'homme au Sahara occidental et dans les camps de réfugiés de Tindouf, et encourageant les parties à collaborer avec la communauté internationale pour mettre au

---

<sup>58</sup> Voir S/2007/206, annexe.

<sup>59</sup> S/2007/210, annexe.

point et appliquer des mesures indépendantes et crédibles qui garantissent le plein respect des droits de l'homme, en gardant à l'esprit leurs obligations découlant du droit international,

*Encourageant* les parties à poursuivre les efforts qu'elles mènent chacune pour renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme au Sahara occidental et dans les camps de réfugiés de Tindouf, y compris les libertés d'expression et d'association,

*Reconnaissant en s'en félicitant* les récentes mesures et initiatives prises par le Maroc à cet égard pour renforcer les commissions régionales du Conseil national des droits de l'homme à Dakhla et à Laayoune et l'interaction en cours du Maroc avec les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation, y compris celles qui sont prévues pour 2014, ainsi que la visite annoncée du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en 2014,

*Se félicitant* de l'application du programme renforcé de protection des réfugiés que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a élaboré en coordination avec le Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro, qui comprend des activités de formation et de sensibilisation aux droits des réfugiés et aux droits de l'homme,

*Demandant de nouveau* que soit envisagé l'enregistrement des réfugiés dans les camps de réfugiés de Tindouf, et invitant à déployer des efforts à cet égard,

*Accueillant avec satisfaction* l'engagement pris par les parties de poursuivre les négociations dans le cadre des pourparlers tenus sous les auspices de l'Organisation,

*Considérant* que la consolidation du statu quo n'est pas acceptable, et notant en outre qu'il est essentiel que ces négociations progressent pour que tous les aspects de la qualité de vie des habitants du Sahara occidental s'améliorent,

*Affirmant son soutien* à l'Envoyé personnel du Secrétaire général, M. Christopher Ross, et à l'action qu'il mène pour faciliter les négociations entre les parties, et se félicitant à cet égard des initiatives qu'il a prises récemment et des consultations qu'il mène actuellement avec les parties et les États voisins,

*Affirmant également son soutien* au Représentant spécial du Secrétaire général pour le Sahara occidental et Chef de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, M. Wolfgang Weisbrod-Weber,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général en date du 10 avril 2014<sup>60</sup>,

1. *Décide* de proroger le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental jusqu'au 30 avril 2015 ;

2. *Réaffirme* que les accords militaires conclus avec la Mission concernant le cessez-le-feu doivent être pleinement respectés et exhorte les parties à y adhérer pleinement ;

3. *Demande* à toutes les parties de coopérer pleinement aux opérations de la Mission, y compris en ce qui concerne sa liberté d'interaction avec tous ses interlocuteurs, et de prendre les mesures voulues pour garantir la sécurité, ainsi qu'une totale liberté de circulation et un accès immédiat au personnel des Nations Unies et au personnel associé dans l'exécution de leur mandat, conformément aux accords existants ;

4. *Se félicite* que les parties se soient engagées à continuer à préparer une cinquième série de négociations, et rappelle qu'il a fait sienne la recommandation formulée dans le rapport du Secrétaire général, en date du 14 avril 2008, selon laquelle il est indispensable que les parties fassent preuve de réalisme et d'un esprit de compromis pour aller de l'avant dans les négociations<sup>61</sup> ;

5. *Demande* aux parties de continuer de faire preuve de volonté politique et de travailler dans une atmosphère propice au dialogue afin d'engager des négociations plus résolues et plus axées sur le fond et de garantir

---

<sup>60</sup> S/2014/258.

<sup>61</sup> S/2008/251, par. 66.

ainsi l'application de ses résolutions 1754 (2007), 1783 (2007), 1813 (2008), 1871 (2009), 1920 (2010), 1979 (2011), 2044 (2012) et 2099 (2013), ainsi que le succès des négociations ;

6. *Affirme son ferme soutien* aux efforts déterminés que font le Secrétaire général et son Envoyé personnel pour le Sahara occidental pour qu'une solution soit trouvée à la question du Sahara occidental dans ce contexte, et demande que les réunions reprennent et que les contacts soient renforcés ;

7. *Demande* aux parties de poursuivre les négociations sous les auspices du Secrétaire général, sans conditions préalables et de bonne foi, en tenant compte des efforts faits depuis 2006 et des faits nouveaux survenus depuis, en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui pourvoie à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental dans le contexte d'arrangements conformes aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et prend note du rôle et des responsabilités des parties à cet égard ;

8. *Invite* les États Membres à prêter le concours voulu à ces négociations ;

9. *Prie* le Secrétaire général de lui faire régulièrement, et au moins deux fois par an, des exposés sur l'état et l'avancement des négociations tenues sous ses auspices, l'application de la présente résolution, les difficultés auxquelles se heurtent les opérations de la Mission et les mesures prises pour les surmonter, déclare son intention de se réunir pour entendre ces exposés et les examiner et, à cet égard, prie en outre le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur la situation au Sahara occidental bien avant la fin du mandat de la Mission ;

10. *Se félicite* que les parties et les États voisins se soient engagés à tenir des réunions périodiques avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin d'examiner et, autant que faire se peut, de renforcer les mesures de confiance ;

11. *Engage* les États Membres à verser des contributions volontaires pour financer des mesures de confiance convenues par les parties, y compris celles permettant aux membres séparés d'une même famille de se rendre visite ;

12. *Prend note* de la demande du Secrétaire général tendant à l'envoi de 15 observateurs militaires des Nations Unies supplémentaires et souscrit à cette demande, dans la limite des ressources existantes ;

13. *Prie* le Secrétaire général de continuer à prendre les mesures voulues pour faire pleinement respecter par la Mission la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et de le tenir informé, et demande instamment aux pays qui fournissent des contingents de prendre les mesures préventives voulues, notamment de mener avant tout déploiement des activités de sensibilisation à ces questions, et d'adopter d'autres mesures pour faire en sorte que les membres de leur personnel qui seraient mis en cause soient amenés à répondre pleinement de leurs actes ;

14. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7162<sup>e</sup> séance.*

### Décision

Le 8 mai 2014, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>62</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que la lettre du 6 mai 2014, par laquelle vous faites part de votre intention de nommer M<sup>me</sup> Kim Bolduc (Canada) Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Sahara occidental et Chef de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental<sup>63</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note.

---

<sup>62</sup> S/2014/323.

<sup>63</sup> S/2014/322.

## OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES<sup>64</sup>

### Décisions

À sa 7196<sup>e</sup> séance, le 11 juin 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Bangladesh, du Bélarus, du Brésil, de Chypre, de l'Égypte, de l'Espagne, de l'Éthiopie, du Guatemala, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irlande, de l'Italie, du Japon, du Kazakhstan, de la Malaisie, du Malawi, du Maroc, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, des Pays-Bas, du Pérou, des Philippines, de la République démocratique du Congo, de la République-Unie de Tanzanie, du Sénégal, de la Suède, de la Thaïlande, de la Turquie, de l'Ukraine, de l'Uruguay et du Viet Nam à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Opérations de maintien de la paix des Nations Unies

« Nouvelles tendances

« Lettre, en date du 1<sup>er</sup> juin 2014, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/384) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 7228<sup>e</sup> séance, le 28 juillet 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Allemagne, de l'Arménie, du Brésil, de l'Égypte, de l'Espagne, de l'Estonie (Ministre des affaires étrangères), des Fidji, de la Géorgie, du Guatemala, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irlande, de l'Italie, du Japon, de la Malaisie, du Malawi, du Maroc, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan (Ministre d'État chargé des affaires étrangères et Assistant spécial du Premier Ministre), des Philippines, de la Roumanie, de la Suède, de la Thaïlande, de la Turquie et du Zimbabwe à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Opérations de maintien de la paix des Nations Unies

« La collaboration de l'Organisation des Nations Unies avec des partenaires régionaux, et son évolution

« Lettre, en date du 3 juillet 2014, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Rwanda auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/478) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Maciej Popowski, Secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action extérieure de l'Union européenne, à M. Tété António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, et M<sup>me</sup> Eirini Lemos-Maniati, Attachée de liaison principale de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies pour les affaires civiles.

### Résolution 2167 (2014) du 28 juillet 2014

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* le Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies,

*Rappelant également* toutes ses résolutions antérieures, notamment sa résolution 2033 (2012) du 12 janvier 2012 sur la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales en matière de maintien de la paix et de la sécurité, et les déclarations de son Président qui soulignent combien il importe d'établir des partenariats efficaces entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales, en particulier l'Union africaine, conformément à la Charte et aux textes pertinents des organisations régionales et sous-régionales,

---

<sup>64</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1990 des résolutions et décisions sur cette question.



*Rappelant en outre* qu'il a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et considérant que la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales en matière de maintien de la paix et de la sécurité, menée conformément au Chapitre VIII de la Charte, peut améliorer la sécurité collective,

*Réaffirmant* qu'il est déterminé à ce que les buts et les principes consacrés dans la Charte, y compris les principes de l'indépendance politique, de l'égalité souveraine et de l'intégrité territoriale de tous les États, qu'il respecte et auxquels il est attaché, soient observés dans toutes les activités de maintien de la paix, et que les États doivent s'acquitter des obligations que leur fait le droit international,

*Résolu* à renforcer le rôle central de l'Organisation des Nations Unies en matière de maintien de la paix et à veiller au fonctionnement efficace du système de sécurité collective mis en place par la Charte, et se félicitant que le Secrétaire général ait annoncé le 11 juin 2014 une étude d'ensemble des activités de maintien de la paix des Nations Unies,

*Réaffirmant* qu'une opération de maintien de la paix ne peut être couronnée de succès que dans le respect des principes fondamentaux du maintien de la paix, y compris ceux qui concernent le consentement des parties, l'impartialité et le non-recours à la force sauf en cas de légitime défense ou de défense du mandat,

*Considérant* que, grâce à leur connaissance de la région, les organisations régionales sont bien placées pour appréhender les causes profondes des conflits armés, ce qui peut leur être utile pour la prévention ou le règlement de ces conflits, et prenant note des efforts déployés par l'Union africaine pour examiner l'envergure de la Force africaine en attente, conformément aux recommandations formulées en 2013 par le Groupe d'experts indépendant,

*Conscient* du rôle que peuvent jouer les organisations régionales et sous-régionales dans la protection des civils, en particulier des femmes et des enfants touchés par les conflits armés, ainsi que dans l'action menée pour prévenir la violence sexuelle et sexiste et y faire face durant les conflits armés et dans les situations d'après conflit, et attaché au rôle crucial que jouent les femmes dans toutes les initiatives de paix et de sécurité, y compris celles qui visent à prévenir et régler les conflits et à en atténuer les effets,

*Prenant note* de la précieuse contribution des organisations et mécanismes régionaux et sous-régionaux compétents à la protection des enfants touchés par les conflits armés, et se félicitant à cet égard de la déclaration signée le 17 septembre 2013 par le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés et le Département paix et sécurité de la Commission de l'Union africaine, qui vise à intégrer des mécanismes de protection dans toutes les activités de paix et de sécurité de l'Union africaine, en étroite collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ainsi que les orientations de l'Union européenne sur les enfants face aux conflits armés, y compris la liste de contrôle pour l'intégration de mécanismes de protection des enfants touchés par les conflits armés dans les opérations menées au titre de la politique européenne commune de sécurité et de défense,

*Constatant* que les organisations régionales et sous-régionales peuvent jouer un rôle dans toute entreprise de consolidation de la paix au lendemain de conflits, notamment en ce qui concerne la réforme du secteur de la sécurité, les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration, l'état de droit, le relèvement, la reconstruction et le développement, et réaffirmant l'importance des échanges et de la coopération entre la Commission de consolidation de la paix et les organisations et arrangements régionaux et sous-régionaux,

*Soulignant* qu'il est utile d'établir des partenariats efficaces entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales en vue d'interventions rapides en cas de différend ou de crise naissante et du renforcement du rôle de l'Organisation dans la prévention des conflits, et que la coordination des efforts au niveau régional peut être nécessaire pour l'élaboration d'une stratégie globale propre à garantir l'efficacité des activités de maintien de la paix visant à neutraliser les menaces, notamment nouvelles, contre la paix et la sécurité internationales,

*Soulignant également* qu'il est utile de partager les expériences des pays qui ont connu une situation de conflit ou d'après conflit et des transitions comparables, et qu'il importe d'établir une coopération efficace aux niveaux régional, Sud-Sud et triangulaire,

*Se félicitant* que les organismes régionaux et sous-régionaux continuent d'apporter leur concours au maintien de la paix et jouent un rôle plus actif à cet égard, conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions et décisions du Conseil, y compris pour ce qui est de préparer le terrain aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, et invitant les organisations régionales et sous-régionales à promouvoir la cohérence et la coordination de leurs activités à cet égard avec celles des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales, ainsi que celles de l'ensemble des organismes des Nations Unies présents sur le terrain,

*Se félicitant également* des initiatives de maintien de la paix et de la sécurité internationales déjà prises par les organisations régionales ou sous-régionales, notamment l'Union africaine, l'Union européenne, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Communauté d'Afrique de l'Est, l'Organisation des États américains, l'Union des nations de l'Amérique du Sud, la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, la Communauté et le Marché commun des Caraïbes, l'Organisation du Traité de sécurité collective, la Ligue des États arabes, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Union du Maghreb arabe,

*Se félicitant en outre* du partenariat que l'Organisation des Nations Unies a noué avec l'Union africaine dans le domaine du maintien de la paix, notamment de l'appui que l'Organisation apporte aux efforts que fait l'Union africaine pour arrêter des politiques, des directives et des programmes de formation, en particulier dans les domaines de la réforme du secteur de la sécurité, de la reconstruction après les conflits, de la contribution des femmes à la paix et à la sécurité et de la protection des civils, notamment des enfants, de la prévention de la violence sexuelle et sexiste durant les conflits armés et dans les situations d'après conflit et de l'action menée pour y faire face, accueillant avec satisfaction le cadre de coopération entre la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et l'Union africaine signé le 31 janvier 2014, et demandant qu'il soit appliqué,

*Rappelant à cet égard qu'il s'est engagé* à évaluer périodiquement, en consultation avec les parties concernées, les effectifs, le mandat et la composition des opérations de maintien de la paix afin d'y apporter les ajustements voulus en fonction des progrès accomplis ou de l'évolution de la situation sur le terrain, notamment des conditions de sécurité, et de décider, selon le cas, d'une reconfiguration, d'une transition ou d'un retrait,

*Soulignant* que les activités de maintien de la paix des Nations Unies doivent être menées de manière à favoriser la consolidation de la paix au sortir des conflits, à empêcher la reprise de ces conflits et à promouvoir le progrès vers une paix et un développement durables, et considérant que le mandat de chaque mission de maintien de la paix doit être adapté aux besoins et à la situation du pays concerné,

*Considérant* que l'un des facteurs qui font le plus obstacle à ce que les organisations régionales, en particulier l'Union africaine, puissent s'acquitter efficacement de leur mandat de maintien de la paix et de la sécurité régionales est la mobilisation durable de ressources prévisibles et souples,

*Rappelant* sa résolution 1809 (2008) du 16 avril 2008, dans laquelle il a accueilli favorablement la proposition du Secrétaire général visant à créer un groupe conjoint Union africaine-Organisation des Nations Unies chargé d'examiner les options en vue d'appuyer les organisations régionales lorsqu'elles entreprennent des opérations de maintien de la paix au titre d'un mandat du Conseil de sécurité, et se félicitant des mesures prises par la Présidente de la Commission de l'Union africaine pour mobiliser des ressources dans les États membres de l'Union africaine à l'appui des opérations de maintien de la paix,

## Questions politiques

1. *Souligne* l'importance des partenariats et de la coopération avec les organisations et arrangements régionaux et sous-régionaux établis conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies pour ce qui est d'appuyer les opérations de maintien de la paix, y compris en ce qui concerne la protection des civils, compte tenu des mandats respectifs des opérations et des activités de consolidation de la paix, et de favoriser l'appropriation régionale et nationale, réaffirme que la contribution de plus en plus importante des organisations régionales et sous-régionales peut venir compléter utilement l'action que mène l'Organisation des Nations Unies en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales, et souligne à cet égard que cette contribution doit s'inscrire dans le cadre du Chapitre VIII de la Charte, les organisations régionales et sous-régionales étant notamment tenues en tout temps de le tenir pleinement informé des activités entreprises ou envisagées aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales ;

2. *Se déclare résolu* à prendre des mesures efficaces pour resserrer encore les relations entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales, en particulier l'Union africaine, conformément au Chapitre VIII de la Charte ;

3. *Engage* les organisations régionales et sous-régionales à continuer de participer au règlement pacifique des différends, notamment grâce à des initiatives de prévention des conflits, d'instauration de la confiance et de médiation ;

4. *Se félicite*, en les encourageant, des efforts que font l'Union africaine et les organisations sous-régionales pour renforcer leurs capacités de maintien de la paix, entreprendre des opérations de maintien de la paix sur le continent, conformément au Chapitre VIII de la Charte, et agir en coordination avec l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, ainsi que des efforts tendant à mettre en place un système d'alerte rapide à l'échelle du continent, des moyens d'intervention tels que la Force africaine en attente et des moyens de médiation renforcés, notamment dans le cadre du Conseil des Sages ;

5. *Salue*, à cet égard, les récentes mesures adoptées par la Communauté d'Afrique de l'Est pour activer ses moyens en attente et obtenir la contribution nécessaire à cette fin dans le contexte de la Force africaine en attente ;

6. *Insiste* sur la nécessité de renforcer le rôle joué par le Siège de l'Organisation des Nations Unies et ceux des organisations régionales pour ce qui est de fournir les orientations et l'appui stratégiques aux structures de commandement et de contrôle pour veiller à ce que les opérations soient efficacement gérées ;

7. *Se félicite* de l'évolution récente de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine et l'Union européenne, notamment de la contribution de cette dernière au renforcement des capacités de l'Union africaine, et invite en outre les organisations régionales et sous-régionales à resserrer et à intensifier la coopération, notamment les initiatives visant à renforcer leurs capacités respectives dans l'intérêt du maintien de la paix et de la sécurité internationales ;

8. *Constate* que la collaboration et les consultations avec les pays qui fournissent des contingents et du personnel de police doivent encore être renforcées, notamment au moyen d'échanges triangulaires entre lui-même, les fournisseurs de contingents et de personnel de police et le Secrétariat, et engage toutes les parties prenantes à participer activement à des consultations ouvertes et plus fréquentes visant à assurer une exécution plus efficace des mandats ;

9. *Engage* la Commission de consolidation de la paix à continuer de travailler en étroite concertation avec les organisations et arrangements régionaux et sous-régionaux en vue d'arrêter des stratégies plus cohérentes et mieux intégrées en matière de consolidation de la paix et de relèvement au lendemain de conflits ;

10. *Engage* les organisations et arrangements régionaux et sous-régionaux compétents à aider à maîtriser les multiples répercussions des conflits armés sur les enfants, et les invite à continuer d'intégrer la protection des enfants dans leurs activités de sensibilisation, leurs politiques, leurs programmes et la planification des missions, d'élaborer des directives pour la protection des enfants touchés par les conflits armés et à étoffer celles qui existent, ainsi qu'à former leur personnel et à doter leurs missions de maintien de la paix et opérations sur le terrain de spécialistes de la protection des enfants, et leur demande à nouveau de créer des mécanismes de protection des enfants au sein de leurs secrétariats, notamment de nommer des coordonnateurs des questions de protection des enfants ;

#### **Questions opérationnelles**

11. *Réaffirme* qu'il entend envisager de prendre de nouvelles dispositions en vue de resserrer et de rendre plus concrète la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales dans les domaines de l'alerte rapide, de la prévention des conflits, du maintien de la paix et de la consolidation de la paix, et veiller à ce que les efforts de ces entités soient cohérents, synergiques et collectivement efficaces et, à cet égard, salue les initiatives de coopération étroite unissant déjà l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine et l'Union européenne ;

12. *Souligne* qu'il importe que l'Organisation des Nations Unies renforce les moyens dont disposent les organisations régionales et sous-régionales pour déployer rapidement des forces de maintien de la paix à l'appui d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies ou d'autres opérations autorisées par lui, et se félicite des initiatives pertinentes prises dans ce contexte ;

13. *Prie* à cet égard le Secrétaire général d'engager, en étroite coopération avec l'Union africaine, une réflexion sur les enseignements tirés de l'expérience acquise lors du passage des opérations de paix de l'Union africaine aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies au Mali et en République centrafricaine, ainsi que de formuler des recommandations concrètes qui pourraient être mises en œuvre à l'occasion de futures transitions, le 31 décembre 2014 au plus tard ;

14. *Invite* l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales, notamment l'Union africaine, à prendre des mesures concrètes pour renforcer leurs relations et à coopérer plus efficacement sur les questions d'intérêt commun, et insiste sur la nécessité de renforcer les procédures de planification conjointe avant déploiement

et d'évaluation conjointe des missions appliquées par l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales afin d'accroître l'efficacité des missions de maintien de la paix ;

15. *Souligne* que l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine doivent veiller à prendre pleinement en compte les questions liées à la participation des femmes et à la problématique hommes-femmes dans toute entreprise visant à assurer la paix et la sécurité, notamment en se dotant des moyens nécessaires, et engage les organisations régionales et sous-régionales à affecter à leurs opérations de maintien de la paix et à leurs opérations sur le terrain des spécialistes de la problématique hommes-femmes, selon qu'il conviendra, et à renforcer la présence de femmes à des postes de responsabilité dans le cadre des efforts régionaux et sous-régionaux en matière de maintien de la paix ;

16. *Invite* le Secrétaire général et les organisations et arrangements régionaux et sous-régionaux à améliorer l'échange d'informations sur leurs capacités respectives et les enseignements tirés de leurs activités de maintien de la paix et de la sécurité internationales et à continuer de recenser les pratiques optimales, en particulier en matière de médiation, de bons offices et de maintien de la paix, et préconise le renforcement de la coopération et de la concertation entre les organisations régionales et sous-régionales à cet égard ;

17. *Salue* les consultations ouvertes menées par la Division de la police du Département des opérations de la paix du Secrétariat en vue de l'élaboration du Cadre d'orientation stratégique concernant le rôle de la police dans les opérations internationales de maintien de la paix, et engage le Secrétariat et les organisations internationales, régionales et sous-régionales, à resserrer la coordination de la coopération sur les questions de police, y compris au moyen d'activités de formation et moyennant le partage et l'échange de connaissances et de compétences thématiques et la fourniture d'un appui opérationnel, selon qu'il conviendra ;

18. *Souhaite* que l'Équipe d'appui aux activités de paix de l'Union africaine soit davantage associée aux activités des structures de coordination que sont le Département des opérations de maintien de la paix et le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, le but étant d'offrir les compétences et d'organiser le transfert de connaissances techniques nécessaires au renforcement des capacités de la Division des opérations d'appui à la paix de l'Union africaine, notamment en matière de planification et de gestion des missions, et que du personnel du Département des affaires politiques du Secrétariat soit déployé auprès de l'Union africaine pour rendre effectivement opérationnel le Conseil des Sages et autres programmes de médiation ;

19. *Engage* le Secrétaire général à jouer un rôle de coordination et d'appui pour aider la Commission de l'Union africaine à établir la liste des capacités requises et à formuler des recommandations sur ce que l'Union africaine pourrait faire pour étoffer ses moyens militaires et ses capacités de police, ainsi que ses moyens techniques, logistiques et administratifs, se félicite des échanges de personnel, notamment entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine, et préconise la poursuite de cette pratique, en particulier dans les domaines de la gestion financière et de la logistique, et invite l'Union africaine à définir ses priorités en matière de formation du personnel, en particulier dans les domaines financier, logistique et administratif ;

20. *Invite* les organisations régionales et sous-régionales à accélérer la mise en place du Système de forces et moyens en attente pour la prévention des conflits et le maintien de la paix, se félicite à cet égard de l'engagement pris par les dirigeants africains lors du Sommet de Malabo tenu les 26 et 27 juin 2014 et des mesures prises par la Commission de l'Union africaine pour rendre opérationnelle la Capacité africaine de réponse immédiate aux crises, engage les États membres de l'Union africaine à apporter des contributions substantielles pour le financement de cette initiative et engage également la Commission de l'Union africaine à harmoniser ce concept avec celui de la Force africaine en attente ;

### Questions financières

21. *Réaffirme* ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant le rapport Prodi<sup>65</sup>, en particulier les déclarations des 26 octobre 2009<sup>66</sup>, 22 octobre 2010<sup>67</sup> et 6 août 2013<sup>68</sup>, ainsi que les résolutions 1809 (2008), 2033 (2012) et 2086 (2013) du 21 janvier 2013 ;

---

<sup>65</sup> Rapport du Groupe d'experts Union africaine-Organisation des Nations Unies sur les modalités d'appui aux opérations de maintien de la paix de l'Union africaine (voir S/2008/813).

<sup>66</sup> S/PRST/2009/26.

<sup>67</sup> S/PRST/2010/21.

<sup>68</sup> S/PRST/2013/12.

22. *Réaffirme également* qu'il incombe aux organisations régionales de mobiliser les ressources humaines, financières, logistiques et autres dont elles ont besoin, notamment grâce aux contributions de leurs membres et à l'appui de leurs partenaires, et se félicite du précieux soutien financier que ces derniers fournissent à cet égard ;

23. *Insiste* sur la nécessité de rendre plus prévisible, durable et souple le financement des organisations régionales qui entreprennent des activités de maintien de la paix au titre d'un mandat du Conseil de sécurité, et reconnaît les avantages que présentent les missions de planification conjointes et les visites d'évaluation pour ce qui est de définir les besoins des opérations régionales d'appui à la paix ;

24. *Réaffirme* qu'il est résolu à confier aux opérations de maintien de la paix des mandats clairs, crédibles et réalistes, et à les doter de ressources suffisantes ;

25. *Prie instamment* les États Membres et les organisations internationales compétentes de contribuer à renforcer les capacités des organisations régionales et sous-régionales, en particulier africaines, dans les domaines de la prévention des conflits et de la gestion des crises ainsi que de la stabilisation après les conflits, notamment en fournissant du personnel et une aide technique et financière ;

26. *Se félicite* à cet égard de l'appui fourni par l'Union européenne par l'intermédiaire de la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique et tout particulièrement de l'appui fourni à la Mission de l'Union africaine en Somalie et à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine ;

27. *Se félicite également* de l'appui considérable apporté par les partenaires bilatéraux de l'Union africaine en vue du déploiement d'opérations sous conduite africaine et les engage à poursuivre ces efforts ;

28. *Prie* le Secrétaire général, agissant en étroite consultation avec la Commission de l'Union africaine et l'Union européenne, d'établir le 31 mars 2015 au plus tard un rapport d'évaluation assorti de recommandations sur l'évolution de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales en matière de maintien de la paix ;

29. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7228<sup>e</sup> séance.*

---

## LA SITUATION AU LIBÉRIA<sup>69</sup>

### Décisions

À sa 7029<sup>e</sup> séance, le 10 septembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Libéria (Ministre de la défense nationale) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Libéria

« Vingt-sixième rapport périodique du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies au Libéria (S/2013/479) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Karin Landgren, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Libéria et Chef de la Mission des Nations Unies au Libéria, et à M. Staffan Tillander (Suède), en sa qualité de Président de la formation Libéria de la Commission de consolidation de la paix.

À sa 7033<sup>e</sup> séance, le 18 septembre 2013, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation au Libéria

« Vingt-sixième rapport périodique du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies au Libéria (S/2013/479) ».

---

<sup>69</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1991 des résolutions et décisions sur cette question.

**Résolution 2116 (2013)  
du 18 septembre 2013**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions et les déclarations de son Président concernant la situation au Libéria et dans la sous-région, en particulier les résolutions 1509 (2003) du 19 septembre 2003, 1836 (2008) du 29 septembre 2008, 1885 (2009) du 15 septembre 2009, 1938 (2010) du 15 septembre 2010, 1971 (2011) du 3 mars 2011, 2008 (2011) du 16 septembre 2011 et 2066 (2012) du 17 septembre 2012, la résolution 2100 (2013) du 25 avril 2013 sur la situation au Mali et la résolution 2112 (2013) du 30 juillet 2013 sur la situation en Côte d'Ivoire,

*Saluant* les rapports du Secrétaire général, en date des 28 février 2013<sup>70</sup> et 12 août 2013<sup>71</sup>, et prenant note des recommandations qui y sont formulées,

*Se félicitant* des progrès d'ensemble accomplis sur la voie du rétablissement de la paix, de la sécurité et de la stabilité au Libéria, saluant, à l'occasion du dixième anniversaire de l'Accord général de paix<sup>72</sup>, la volonté inentamée du peuple et du Gouvernement libériens de bâtir la paix et des mécanismes et institutions démocratiques et d'opérer d'importantes réformes, et saluant également les efforts que le Gouvernement ne cesse de déployer pour renforcer la coopération en matière de sécurité dans la sous-région, notamment avec les Gouvernements guinéen, sierra-léonais et ivoirien,

*Conscient* que la stabilité durable au Libéria et dans la sous-région dépendra du bon fonctionnement, de la responsabilisation et de la stabilité des institutions de l'État, notamment des secteurs de la sécurité et de l'état de droit,

*Encourageant* le Gouvernement libérien à accélérer ses efforts en vue de promouvoir la réconciliation nationale et le redressement économique, de lutter contre la corruption et de favoriser l'efficacité et la bonne gouvernance, notamment en continuant de faire en sorte que les ressources naturelles soient effectivement gérées de façon plus transparente et responsable par les pouvoirs publics, notant avec préoccupation qu'il existe un risque de conflit au sujet des ressources naturelles du Libéria et de différends s'agissant de la propriété foncière, et constatant que les problèmes de corruption menacent de déstabiliser le pays et de saper des institutions de l'État,

*Prenant note* de la prorogation du mandat de la Commission de la réforme constitutionnelle accordée par le Gouvernement libérien, attendant avec intérêt de voir un processus de révision constitutionnelle global et ouvert à tous ainsi que l'élaboration d'un plan d'action national pour les droits de l'homme et la mise en œuvre de la Feuille de route pour la promotion de la réconciliation nationale, demandant instamment que des efforts soient faits pour renforcer la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, et engageant toutes les forces vives libériennes à intensifier leurs efforts afin de parvenir à une plus grande cohésion sociale,

*Se félicitant* de la contribution apportée par la Commission de consolidation de la paix à la réforme du secteur de la sécurité, à l'état de droit et à la réconciliation nationale, saluant la mise en place à Gbarnga du premier centre pour la justice et la sécurité avec l'appui de la Commission, et encourageant le Gouvernement libérien à tirer les leçons de l'expérience acquise en décidant de l'ordre de priorité des centres supplémentaires qui devront être mis sur pied afin d'élargir la fourniture de services de sécurité et autres à l'ensemble du pays,

*Exprimant sa reconnaissance* au Gouvernement et au peuple libériens pour l'assistance qu'ils ne cessent de fournir aux réfugiés ivoiriens dans l'est du Libéria, et prenant note des progrès accomplis en vue du rapatriement volontaire de ces derniers en Côte d'Ivoire,

*Se félicitant* du lancement du plan « National Vision 2030 » (Les ambitions du Libéria à l'horizon 2030) en décembre 2012, et espérant qu'il permettra de doter les Libériens d'un vaste processus participatif pour surmonter les difficultés politiques, économiques et sociales dont le pays souffre de longue date,

*Prenant note* de l'efficacité de l'opération « Restore Hope » à la frontière entre le Libéria et la Côte d'Ivoire, dirigée conjointement par la Police nationale libérienne, le Bureau de l'immigration et de la naturalisation et les

---

<sup>70</sup> S/2013/124.

<sup>71</sup> S/2013/479.

<sup>72</sup> Voir S/2003/850.

Forces armées du Libéria, et conscient que l'instabilité dans l'ouest de la Côte d'Ivoire menace toujours la sécurité transfrontalière du Libéria et de la Côte d'Ivoire,

*Saluant* le travail qu'accomplit la Mission des Nations Unies au Libéria, sous la direction de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Libéria, et la contribution substantielle que la Mission continue d'apporter au maintien de la paix et de la stabilité au Libéria, prenant note avec satisfaction du renforcement de la coopération de la Mission avec l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, notant avec préoccupation les risques que l'insécurité, notamment la criminalité transnationale organisée, y compris les activités illicites telles que le trafic d'armes, fait peser sur la stabilité, se félicitant de la mise au point par la Mission d'une stratégie globale de protection des civils, et encourageant les efforts faits pour doter la Mission de compétences et de moyens qui lui permettent de mener à bien ses activités de promotion, de protection et de surveillance des droits de l'homme,

*Affirmant* que c'est au Gouvernement libérien qu'il incombe au premier chef de réformer le secteur de la sécurité et l'encourageant, avec le soutien de la Mission, à progresser concrètement dans la réforme et la restructuration du secteur de la justice,

*Se félicitant* de la coopération entre le Gouvernement libérien et la Mission ainsi que des efforts importants qu'ils déploient pour planifier, organiser et mettre en œuvre la première phase du retrait des effectifs militaires de la Mission, conformément à sa résolution 2066 (2012), constatant avec préoccupation que le Gouvernement éprouve toujours des difficultés à financer les coûts persistants associés au déploiement du personnel de sécurité et les moyens nécessaires au fonctionnement et à l'entretien des sites évacués, exhortant le Gouvernement à intensifier ses efforts en faveur de la rétrocession, par la Mission, des compétences en matière de sécurité aux autorités nationales, notamment pour ce qui est d'arrêter des priorités, de combler les lacunes les plus graves et d'améliorer les moyens de la Police nationale libérienne et du Bureau de l'immigration et de la naturalisation ainsi que du secteur de la justice, et demandant instamment au Gouvernement de redoubler d'efforts pour enregistrer et dépister les armes et le matériel connexe utilisés et importés par ses forces de sécurité,

*Conscient* de l'ampleur des défis qui restent à relever dans tous les secteurs, y compris la persistance des crimes violents, notamment l'incidence élevée des cas de violence sexuelle et sexiste, en particulier sur la personne d'enfants, rappelant ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010 et 2106 (2013) du 24 juin 2013 relatives à la question des femmes et de la paix et de la sécurité, se félicitant de ce que le Gouvernement libérien redouble d'efforts, en coordination avec la Mission, pour promouvoir et protéger les droits des civils, en particulier les femmes et les enfants, et, à cet égard, appréciant la signature par le Gouvernement de l'initiative Engageons-nous, lancée par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), et réaffirmant qu'il importe de doter les missions qu'il a créées des compétences techniques et de la formation appropriées en matière d'égalité des sexes,

*Accueillant avec satisfaction* les efforts déployés par le Secrétaire général pour suivre de près toutes les activités de maintien de la paix, y compris celles de la Mission, et réaffirmant que le Conseil doit adopter une approche rigoureuse et stratégique du déploiement d'opérations de maintien de la paix,

*Remerciant* la communauté internationale, y compris la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union africaine, l'Union du fleuve Mano et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, de leur soutien constant à l'entreprise de consolidation de la paix, de la sécurité et de la stabilité au Libéria et dans la région, et prenant note de la réunion de haut niveau qui s'est tenue le 29 juin 2013, coprésidée par le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest, le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et le Secrétaire général de l'Union du fleuve Mano, afin de lancer le processus d'élaboration d'une stratégie sous-régionale pour la région de l'Union du fleuve Mano,

*Considérant* que la situation qui règne au Libéria continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* de proroger le mandat de la Mission des Nations Unies au Libéria jusqu'au 30 septembre 2014;
2. *Souligne* qu'il incombe en premier et dernier ressort au Gouvernement libérien de pourvoir à la sécurité et à la protection de sa population et lui demande instamment de hiérarchiser ses priorités pour se doter

d'organismes de sécurité en toute célérité et efficacité, notamment en fournissant des ressources financières suffisantes et tout autre appui en temps utile ;

3. *Réaffirme* sa décision que la Mission doit avant tout continuer d'aider le Gouvernement libérien à consolider la paix et la stabilité au Libéria et à protéger les civils, mais également appuyer, en tant que de besoin, ses efforts en faveur de la réussite du transfert à la Police nationale libérienne de toutes les compétences liées à la sécurité, ce qui suppose un renforcement des capacités de gestion du personnel de cette dernière, l'amélioration des programmes de formation qui lui permettront d'assumer rapidement ses fonctions en matière de sécurité et la coordination de ces activités avec tous les partenaires, notamment le Gouvernement, la direction de la Police nationale et les donateurs ;

4. *Rappelle* qu'il a approuvé, dans sa résolution 2066 (2012), la recommandation formulée par le Secrétaire général de réduire le personnel militaire de la Mission en rapatriant quatre bataillons d'infanterie et les unités de soutien qui s'y rattachent en trois phases qui s'étaleraient d'août 2012 à juillet 2015, ce qui ramènerait les effectifs militaires, en juillet 2015, à quelque 3 750 hommes, en tenant compte des conditions régnant dans la zone d'opérations, et autorise à cet égard le Secrétaire général à mettre en œuvre la deuxième phase allant d'octobre 2013 à septembre 2014, durant laquelle la composante militaire sera réduite de 1 129 hommes ;

5. *Décide* de maintenir les effectifs de police autorisés de la Mission à leur niveau actuel, soit 1 795 policiers, dont 10 unités de police constituées ;

6. *Souligne* que toutes reconfigurations futures de la Mission seront décidées en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain et de la capacité du Gouvernement libérien de mieux protéger la population grâce à des forces de sécurité viables et efficaces et à la réforme du secteur de la justice, y compris des tribunaux et de l'administration pénitentiaire, en vue de reprendre progressivement les fonctions de la Mission en matière de sécurité ;

7. *Encourage* le Gouvernement libérien et la Mission à accélérer la planification de la transition et à identifier les lacunes graves qu'il convient de combler pour faciliter le succès de la transition, notamment en hiérarchisant les priorités, de manière à faire une place à la promotion des droits de l'homme et à la réconciliation, à évaluer les problèmes de sécurité qui se posent, y compris aux frontières, à renforcer les institutions démocratiques et à étendre l'autorité de l'État et les services publics à l'ensemble du territoire, prie le Secrétaire général de réaliser une étude pour identifier les avantages comparatifs de la Mission et de l'équipe de pays des Nations Unies et de lui présenter ses conclusions dans son rapport final, et dit son intention de déployer une mission d'évaluation technique au Libéria d'ici à la fin de 2014, peu après les élections sénatoriales d'octobre 2014, laquelle serait axée sur la transition en matière de sécurité, y compris les modalités et le calendrier détaillés de la transition future de la Mission dès l'achèvement de sa reconfiguration en cours en juillet 2015, et de lui faire rapport sur ses conclusions au plus tard en mars 2015 ;

8. *Prie* le Secrétaire général de doter la Mission de conseillers spécialisés qualifiés dont les compétences et l'expérience professionnelles conviennent pour cette phase de transition afin de renforcer l'encadrement, le but étant d'accroître les capacités du Gouvernement libérien, en particulier la Police nationale libérienne, et d'accélérer la mise en œuvre de programmes durables dans les domaines de l'état de droit, de la justice, de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité, y compris les mécanismes permettant de juger les auteurs de violences sexuelles et sexistes ;

9. *Souligne* que, pour asseoir durablement la stabilité, le Gouvernement libérien devra se doter d'un secteur de la sécurité suffisamment autonome, capable et compétent pour renforcer la confiance de tous les Libériens et, à cet égard, engage la Mission, conformément à son mandat, à continuer de procéder aux ajustements internes nécessaires et, à la demande du Gouvernement, à aider le peuple et le Gouvernement à aller de l'avant dans les domaines jugés prioritaires, notamment la réconciliation nationale, la réforme constitutionnelle et la décentralisation, tout en continuant d'accompagner les réformes dans les domaines de la sécurité et de l'état de droit, et encourage le Gouvernement à rendre le secteur de la sécurité plus respectueux des droits de l'homme, plus professionnel et plus responsable et à exercer une tutelle efficace sur ce secteur ainsi qu'à redoubler d'efforts pour accélérer la réconciliation nationale ;

10. *Se dit préoccupé* par l'incidence toujours élevée des cas de violence sexuelle et sexiste sur la personne de femmes et de filles au Libéria, demande de nouveau au Gouvernement libérien de continuer à lutter contre la violence sexuelle, en particulier sur la personne d'enfants, ainsi que contre la violence sexiste et, en coordination



avec la Mission, de continuer à lutter contre l'impunité des auteurs de ces crimes et de fournir aux victimes réparation, appui et protection, y compris grâce à des campagnes d'information tout en continuant de renforcer les capacités de la Police nationale libérienne dans ce domaine, ainsi que de faire connaître la législation nationale en vigueur sur la violence sexuelle, et encourage le Gouvernement à raffermir ses engagements à cet égard, y compris en finançant la mise en œuvre de son plan national d'action sur la violence sexuelle et sexiste et en améliorant l'accès des femmes et des filles à la justice ;

11. *Engage* la Mission à continuer d'entretenir le dialogue avec la population civile pour lui faire mieux connaître et comprendre son mandat et ses activités, dans la limite des moyens dont elle dispose ;

12. *Demande* au Gouvernement libérien de continuer à appuyer, dans la limite des moyens existants, avec l'assistance de la Mission, de l'équipe de pays des Nations Unies et des partenaires internationaux, la participation des femmes à la prévention des conflits, au règlement des conflits et à la consolidation de la paix, notamment en tant que décideuses dans les organes de gouvernance créés au sortir du conflit, ainsi qu'aux diverses entreprises de réforme ;

13. *Demande* aux Gouvernements ivoirien et libérien de continuer à resserrer leur coopération, y compris avec le soutien de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et de la Mission ainsi que des deux équipes de pays des Nations Unies, en particulier s'agissant de la zone frontalière, notamment en renforçant la surveillance et l'échange d'informations, en menant des activités coordonnées et en définissant et en appliquant une stratégie pour leur frontière commune dans le but notamment de favoriser le désarmement et le rapatriement d'éléments armés étrangers se trouvant de part et d'autre de la frontière ainsi que le retour volontaire des réfugiés en toute sécurité et dignité ;

14. *Réaffirme* les dispositions de ses résolutions 1609 (2005) du 24 juin 2005 et 2100 (2013) concernant la coopération intermissions, conformément aux conditions énoncées dans la présente résolution, et exhorte les entités des Nations Unies présentes en Côte d'Ivoire et au Libéria, y compris toutes les composantes de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et de la Mission, dans les limites de leur mandat, de leurs moyens et des zones où elles sont déployées, à renforcer l'appui qu'elles apportent aux fins de la stabilisation de la zone frontalière, notamment en resserrant leur coopération et en définissant un projet et un plan stratégiques communs pour aider les autorités ivoiriennes et libériennes ;

15. *Prend note* du transfert de la Mission à l'Opération de trois hélicoptères armés devant être utilisés en Côte d'Ivoire et au Libéria, le long de la frontière entre les deux pays et au-delà, et du transfert de quatre véhicules blindés de transport de troupes et affirme l'importance des mécanismes de coopération entre la Mission et l'Opération dans le cadre de la réduction de leurs effectifs ;

16. *Demande* à la communauté des donateurs de continuer à aider le Gouvernement libérien, ainsi que les entités des Nations Unies et les organismes humanitaires compétents, selon qu'il y a lieu, à mettre en œuvre des mesures concernant les réfugiés ivoiriens qui se trouvent toujours au Libéria ;

17. *Souligne* la nécessité de conjuguer de manière cohérente maintien de la paix, consolidation de la paix et développement, afin d'assurer une intervention efficace au lendemain de tout conflit, prie le Secrétaire général, en concertation avec l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires internationaux, de continuer à coordonner son action et à coopérer avec la Commission de consolidation de la paix, demande que les centres pour la justice et la sécurité soient rapidement créés, en tenant compte des enseignements tirés de l'expérience acquise, et dotés du personnel nécessaire pour être pleinement opérationnels afin que l'accès aux services de justice et de sécurité s'améliore dans tout le Libéria, et engage la Commission, après des consultations étroites avec le Gouvernement libérien, à continuer de rendre compte des conclusions de ses missions et de ses recommandations sur la façon dont elle pourra hâter les progrès en matière de réforme de la sécurité, d'état de droit et de réconciliation nationale ;

18. *Souligne également* combien il importe que le concept d'opérations militaires et les règles d'engagement soient régulièrement actualisés et qu'ils soient parfaitement conformes aux dispositions de la présente résolution et prie le Secrétaire général de lui rendre compte sur ce sujet, ainsi qu'aux pays fournisseurs de contingents ;

19. *Souligne en outre* combien il importe que le Gouvernement libérien, agissant en coordination avec la Mission, l'équipe de pays des Nations Unies et les partenaires internationaux, continue de se doter d'institutions pleinement opérationnelles et indépendantes dans les domaines de la sécurité et de l'état de droit et, à cette fin, préconise que les plans de développement des secteurs de la sécurité et de la justice et le plan d'action national pour les droits de l'homme soient mis en œuvre et appliqués rapidement et dans la concertation, et encourage la

rationalisation de la gestion des activités d'assistance, y compris de la part des partenaires bilatéraux et multilatéraux, afin de soutenir les efforts faits par le Gouvernement pour réformer les secteurs de la justice et de la sécurité ;

20. *Encourage* la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union du fleuve Mano à élaborer, avec l'appui du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et avec l'assistance de l'Opération et de la Mission, selon qu'il y a lieu, une stratégie sous-régionale pour lutter contre la menace constituée par les mouvements transfrontières de groupes armés et d'armes ainsi que par le trafic, et prie le Secrétaire général de faire régulièrement le point des progrès accomplis dans l'élaboration de cette stratégie ;

21. *Prie* le Secrétaire général de l'informer régulièrement de la situation sur le terrain au fil de la reconfiguration de la Mission, des progrès accomplis par rapport aux jalons de la transition, de l'état d'avancement du plan de transition qui doit être établi en concertation avec le Gouvernement libérien, y compris des avancées réalisées dans les domaines prioritaires visés aux paragraphes 3 et 7 à 9 de la présente résolution, et des mécanismes de coopération entre la Mission et l'Opération, et de lui présenter un rapport à mi-parcours, au plus tard le 28 février 2014, et un rapport final, au plus tard le 15 août 2014, concernant la mise en œuvre de la présente résolution ;

22. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7033<sup>e</sup> séance.*

### Décision

À sa 7077<sup>e</sup> séance, le 10 décembre 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« La situation au Libéria »

« Lettre, en date du 19 novembre 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003) concernant le Libéria (S/2013/683) ».

### Résolution 2128 (2013) du 10 décembre 2013

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses précédentes résolutions et les déclarations de son Président concernant la situation au Libéria et en Afrique de l'Ouest,

*Saluant* les progrès constants que le Gouvernement libérien fait depuis janvier 2006 dans la reconstruction du Libéria, pour le bien de tous les Libériens, soutenu en cela par la communauté internationale,

*Notant* que, le 26 septembre 2013, le Tribunal spécial pour la Sierra Leone a confirmé la condamnation de M. Charles Taylor pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité et que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est disposé à accueillir M. Taylor aux fins de l'exécution de sa peine,

*Soulignant* que la réforme du secteur de la sécurité doit encore progresser au Libéria, le but étant que l'armée, la police et les forces de sécurité aux frontières libériennes soient autonomes, capables, compétentes et bien préparées pour protéger les Libériens au moment où la Mission des Nations Unies au Libéria se retire,

*Insistant* sur le fait que la gestion transparente et efficace des ressources naturelles est capitale pour la paix et la sécurité à long terme du Libéria,

*Constatant* que le Gouvernement libérien a pris d'importantes mesures pour mieux gérer et mieux protéger les forêts et autres ressources naturelles du pays, et soulignant que celui-ci doit prendre d'autres mesures pour protéger et bien gérer les ressources naturelles libériennes en toute transparence et efficacité et de manière à ce que la population en tire le plus d'avantages sociaux et économiques possibles et que les droits des Libériens soient protégés,

*Engageant* le Gouvernement libérien à continuer de faire des progrès en mettant en œuvre et en faisant appliquer effectivement la loi portant réforme du domaine national forestier et d'autres nouvelles lois concernant la transparence des revenus financiers (loi intitulée *Liberia Extractive Industries Transparency Initiative Act*) et le

règlement des questions de droits de propriété et de biens-fonds (lois dites *Community Rights Law with respect to Forest Lands* et *Lands Commission Act*),

*Prenant note* de la contribution de la Mission et du rôle important qu'elle continue de jouer pour renforcer la sécurité dans l'ensemble du pays et aider le Gouvernement libérien à asseoir son autorité sur tout le territoire, notamment dans les agglomérations, les régions frontalières et les régions productrices de diamants, d'or, de bois et d'autres richesses naturelles,

*Engageant* le Gouvernement libérien à collaborer avec la Mission pour donner à la Police nationale libérienne et aux autorités douanières les moyens institutionnels de contrôler efficacement les frontières et les points d'entrée et de mener des enquêtes, et soulignant à cet égard qu'il importe d'adopter et d'appliquer la loi sur la police,

*Prenant note* du rapport du Groupe d'experts sur le Libéria<sup>73</sup>,

*Se félicitant* que le Secrétariat s'emploie à étoffer et à améliorer le fichier d'experts du Service du secrétariat des organes subsidiaires du Conseil de sécurité, en ayant à l'esprit les orientations fournies dans la note du Président du Conseil de sécurité en date du 22 décembre 2006<sup>74</sup>,

*Invitant* tous les dirigeants libériens à œuvrer en faveur d'une véritable réconciliation et d'un dialogue sans exclusive en vue d'asseoir la paix et de favoriser la marche du Libéria vers la démocratie,

*Résolu* à accompagner le Gouvernement libérien en ce qu'il fait pour satisfaire aux conditions fixées dans la résolution 1521 (2003) du 22 décembre 2003, se félicitant du travail de la Commission de consolidation de la paix, et invitant toutes les parties concernées, donateurs compris, à accompagner le Gouvernement dans cette entreprise,

*Soulignant* qu'il importe que le Gouvernement libérien et les pays voisins coopèrent étroitement afin de bien surveiller et contrôler les frontières,

*Considérant* que, malgré des progrès notables, la situation au Libéria reste fragile et continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Réaffirme* que les mesures découlant du paragraphe 1 de la résolution 1532 (2004) du 12 mars 2004, restent en vigueur ;

2. *Décide*, pour une période de 12 mois à compter de la date d'adoption de la présente résolution :

a) De reconduire les mesures concernant les voyages imposées au paragraphe 4 de la résolution 1521 (2003) ;

b) De reconduire les mesures concernant les armes, précédemment édictées au paragraphe 2 de la résolution 1521 (2003) et modifiées aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1683 (2006) du 13 juin 2006, à l'alinéa b du paragraphe 1 de la résolution 1731 (2006) du 20 décembre 2006, aux paragraphes 3 à 6 de la résolution 1903 (2009) du 17 décembre 2009, et au paragraphe 3 de la résolution 1961 (2010) du 17 décembre 2010, et de modifier comme suit les obligations de notification :

i) Il n'est plus nécessaire d'adresser notification concernant le matériel non létal et les activités de formation qui y sont associées ;

ii) Il incombe au premier chef aux autorités libériennes de notifier au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003) au moins cinq jours à l'avance l'envoi de toute cargaison d'armes létales et de matériel connexe ou la fourniture au Gouvernement libérien d'assistance ou de services de conseil ou de formation ayant quelque rapport avec la conduite d'activités militaires ou d'autres activités du secteur de la sécurité dont il est question à l'alinéa b du paragraphe 2 ci-dessus ;

iii) Les États Membres fournissant une assistance peuvent, à défaut, procéder à cette notification en application de l'alinéa b du paragraphe 2, en consultation avec le Gouvernement libérien ;

---

<sup>73</sup> Voir S/2013/683.

<sup>74</sup> S/2006/997.

iv) Ces notifications doivent être accompagnées de toutes les informations nécessaires, y compris l'utilisation à laquelle le matériel est destiné et l'utilisateur final, les caractéristiques techniques et le nombre d'articles à expédier ainsi que, le cas échéant, le fournisseur, la date envisagée de livraison, le mode de transport et l'itinéraire de transport ;

3. *Charge* le Comité d'examiner dans les 90 jours toute personne ou entité visée par les mesures imposées au paragraphe 1 de la résolution 1532 (2004) et au paragraphe 4 de la résolution 1521 (2003) et de retirer, au cas par cas, celles qui ne répondent plus aux critères d'inscription sur la liste énoncés dans ces mesures, en tenant dûment compte des vues du Gouvernement libérien ;

4. *Décide* de revoir six mois après l'adoption de la présente résolution toutes les mesures énoncées ci-dessus afin de modifier ou de lever, en tout ou en partie, les dispositions du régime de sanctions subordonnées à l'accomplissement par le Libéria de progrès dans le sens de la satisfaction des conditions énoncées dans la résolution 1521 (2003) pour décider de l'opportunité d'y mettre un terme ;

5. *Décide également* de proroger, pour 12 mois à compter de la date d'adoption de la présente résolution, le mandat du Groupe d'experts sur le Libéria nommé en application du paragraphe 9 de la résolution 1903 (2009), et de lui confier les tâches suivantes, dont il devra s'acquitter en étroite collaboration avec le Gouvernement libérien et le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire :

a) Effectuer deux missions d'évaluation et de suivi au Libéria et dans les États voisins afin d'enquêter et d'établir un rapport d'étape et un rapport final sur l'application des mesures et sur toute violation des dispositions concernant les armes, telles que modifiées par la résolution 1903 (2009), comportant des indications sur les diverses sources de financement du trafic d'armes, sur les progrès accomplis dans les secteurs de la sécurité et du droit en ce qui concerne l'aptitude du Gouvernement libérien à surveiller et contrôler les questions liées aux armes et aux frontières, et sur les progrès faits par le Gouvernement libérien en ce qui concerne le respect des obligations de notification qui lui incombent ;

b) Lui présenter, après en avoir discuté avec le Comité, un rapport à mi-parcours, le 1<sup>er</sup> juin 2014 au plus tard, et un rapport final, le 1<sup>er</sup> décembre 2014 au plus tard, sur toutes les questions énumérées dans le présent paragraphe, et fournir au Comité, s'il y a lieu avant ces dates, des mises à jours informelles ;

c) Coopérer activement avec d'autres groupes d'experts compétents, notamment le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire dont le mandat a été prorogé au paragraphe 18 de la résolution 2101 (2013) du 25 avril 2013 ;

6. *Prie* le Secrétaire général de renouveler la nomination des membres du Groupe d'experts sur le Libéria, désormais au nombre de deux, compte dûment tenu du fait que le mandat de celui-ci a été allégé, et de prendre les dispositions voulues sur le plan financier et sur le plan de la sécurité pour épauler le Groupe dans ses travaux ;

7. *Demande* à tous les États et au Gouvernement libérien de coopérer pleinement avec le Groupe d'experts en ce qui concerne tous les aspects de son mandat ;

8. *Rappelle* que la Convention sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes adoptée par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest en 2006 confie aux autorités publiques compétentes la responsabilité du contrôle de la circulation des armes légères sur le territoire du Libéria et entre celui-ci et les États voisins ;

9. *Prie* le Gouvernement libérien de mener, avec l'aide de la Mission des Nations Unies au Libéria et de tous les autres acteurs concernés, une évaluation des besoins en vue de tout achat futur d'armes et de s'assurer que les armes achetées sont strictement nécessaires pour les opérations de sécurité des services de l'État ;

10. *Encourage* les Gouvernements du Libéria, de la Sierra Leone, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée à renforcer, dans le cadre de l'Union du fleuve Mano, aux niveaux politique et opérationnel, la coordination et l'échange d'informations relatives aux menaces transfrontières contre la paix et la sécurité et au trafic d'armes ;

11. *Exhorte* le Gouvernement libérien à adopter et appliquer sans tarder la législation nécessaire et à prendre toutes autres mesures en vue d'établir le cadre juridique requis pour lutter contre le trafic d'armes et de munitions ;

12. *Encourage* la communauté internationale, y compris les entités des Nations Unies compétentes, à soutenir les réformes engagées par le Gouvernement libérien pour faire en sorte que les ressources naturelles contribuent à la paix, à la sécurité et au développement ;

13. *Encourage* le Gouvernement libérien à coopérer activement avec le Processus de Kimberley, à satisfaire aux conditions minima du Système de certification du Processus de Kimberley<sup>75</sup> et à appliquer les recommandations formulées lors de l'examen par les pairs conduit en 2013 par le Processus et invite les Gouvernements du Libéria, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et de la Sierra Leone à continuer d'œuvrer, dans le cadre du Processus de Kimberley, à la mise au point d'une stratégie régionale d'amélioration du contrôle des diamants dans le bassin du fleuve Mano ;

14. *Réaffirme* qu'il est nécessaire que la Mission et l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire coordonnent régulièrement leurs stratégies et leurs opérations dans les zones proches de la frontière entre le Libéria et la Côte d'Ivoire afin de concourir à la sécurité sous-régionale ;

15. *Réaffirme également* qu'il est nécessaire que le Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat et la Mission coopèrent étroitement et échangent des informations avec les groupes d'experts de ses comités des sanctions ;

16. *Réitère* qu'il importe que la Mission continue d'apporter une aide au Gouvernement libérien, au Comité et au Groupe d'experts, dans les limites de ses capacités et de ses zones de déploiement, et sans préjudice des dispositions de son mandat, de s'acquitter des tâches qui lui ont été assignées dans de précédentes résolutions, dont la résolution 1683 (2006) ;

17. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7077<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 7145<sup>e</sup> séance, le 20 mars 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« La situation au Libéria

« Vingt-septième rapport périodique du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies au Libéria (S/2014/123) ».

À la même séance, le Conseil a décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M<sup>me</sup> Karin Landgren, Représentante spéciale du Secrétaire général au Libéria et Chef de la Mission des Nations Unies au Libéria, et à M. Staffan Tillander (Suède), en sa qualité de Président de la formation Libéria de la Commission de consolidation de la paix.

---

## LA SITUATION EN SOMALIE<sup>76</sup>

### Décisions

À sa 7030<sup>e</sup> séance, le 12 septembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Somalie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2013/521) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Nicholas Kay, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie.

---

<sup>75</sup> Voir A/57/489.

<sup>76</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1992 des résolutions et décisions sur cette question.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Mahamat Saleh Annadif, Représentant spécial de la Présidente de la Commission de l'Union africaine pour la Somalie.

À sa 7054<sup>e</sup> séance, le 30 octobre 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter la représentante de la Somalie (Vice-Première Ministre et Ministre des affaires étrangères) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Lettre, en date du 14 octobre 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2013/606)

« Rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 2077 (2012) du Conseil de sécurité (S/2013/623) ».

À sa 7056<sup>e</sup> séance, le 12 novembre 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Somalie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Lettre, en date du 14 octobre 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2013/606) ».

### **Résolution 2124 (2013) du 12 novembre 2013**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses précédentes résolutions sur la situation en Somalie, en particulier les résolutions 2036 (2012) du 22 février 2012, 2093 (2013) du 6 mars 2013 et 2111 (2013) du 24 juillet 2013, et les déclarations de son Président sur la question,

*Réaffirmant son respect* de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'indépendance politique et de l'unité de la Somalie, et redisant son attachement à un règlement global et durable de la situation en Somalie,

*Prenant note* des conclusions de la mission conjointe Union africaine-Organisation des Nations Unies chargée de définir les critères de déploiement d'une mission de maintien de la paix des Nations Unies en Somalie et de procéder à l'évaluation de la Mission de l'Union africaine en Somalie et des forces de sécurité nationales somaliennes, et soulignant combien il importe d'asseoir la paix, la prospérité et la stabilité dans ce pays,

*Prenant également note* du communiqué du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, publié le 10 octobre 2013 sur l'examen de la Mission de l'Union africaine en Somalie et l'établissement de critères, réalisés conjointement par l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies<sup>77</sup>, et accueillant avec une satisfaction particulière l'invitation à participer au financement de la Mission adressée à tous les États membres de l'Union africaine,

*Se félicitant* de l'esprit constructif dans lequel le Secrétariat et l'Union africaine ont procédé à l'examen conjoint,

*Rendant hommage* à la Mission pour son travail et, en particulier, à ses forces et à son personnel qui font montre d'un dévouement hors du commun au service de la paix en Somalie,

*Rendant également hommage* à la communauté internationale pour son appui en faveur de la paix et de la stabilité en Somalie, en particulier à l'Union européenne qui a apporté une contribution considérable à la Mission, et soulignant qu'il importe que de nouveaux bailleurs viennent concourir au financement de la Mission,

---

<sup>77</sup> Voir S/2013/620, annexe.

*Prenant note avec satisfaction* des manifestations de haut niveau consacrées récemment à la Somalie, qui ont donné lieu à d'importantes annonces de contributions, et soulignant qu'il importe que toute promesse d'appui faite à de telles occasions soit tenue,

*Condamnant* les récentes attaques des Chabab en Somalie et ailleurs, qui viennent remettre en cause le processus de paix et de réconciliation en Somalie, et exprimant sa solidarité avec les populations et les Gouvernements de la Somalie et des autres pays de la région,

*Se déclarant gravement préoccupé* par le constat fait par le Secrétaire général dans la lettre qu'il a adressée au Président du Conseil le 14 octobre 2013<sup>78</sup>, selon lequel les récents acquis de sécurité aux dépens des Chabab risquent sérieusement d'être remis en cause, et notant que l'armée nationale somalienne et la Mission ont désormais adopté une posture plus défensive,

*Notant que*, d'après l'évaluation du Secrétaire général, il convient de relancer et de renforcer de toute urgence la campagne militaire contre Al-Chabab, ce qui exige un renforcement de l'appui apporté par la communauté internationale aux forces de sécurité nationales somaliennes et à la Mission,

*Notant également que*, d'après l'évaluation du Secrétaire général, il faut se donner une stratégie d'ensemble à dimensions politique, économique et militaire pour éliminer la menace asymétrique venant des Chabab,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

### **Mission de l'Union africaine en Somalie**

1. *Décide* d'autoriser les États membres de l'Union africaine à proroger jusqu'au 31 octobre 2014 le déploiement de la Mission de l'Union africaine en Somalie, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la résolution 2093 (2013), la Mission étant autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires, en pleine conformité avec les obligations que lui imposent le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme et dans le strict respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'indépendance politique et de l'unité de la Somalie, pour s'acquitter de son mandat ;

2. *Convient* avec le Secrétaire général que les conditions nécessaires au déploiement d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies ne sont pas encore réunies en Somalie, prend note des critères de déploiement d'une telle opération énoncés dans sa lettre du 14 octobre 2013 adressée à son Président<sup>78</sup>, et entérinés dans la lettre du 11 octobre 2013 que la Présidente de la Commission de l'Union africaine a adressée au Secrétaire général<sup>79</sup>, et prie le Secrétaire général de rendre régulièrement compte de l'évolution de la situation au regard de ces critères, en concertation avec l'Union africaine, dans la perspective de la mise en place de conditions propices au déploiement d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies et du transfert des responsabilités en matière de sécurité aux autorités nationales ;

3. *Prie* l'Union africaine de porter les effectifs de la Mission 17 731 à 22 126 agents en tenue, comme indiqué dans la lettre du Secrétaire général en date du 14 octobre 2013 ;

4. *Décide* d'amplifier le dispositif d'appui logistique à la Mission mentionné au paragraphe 4 de la résolution 2093 (2013) pour soutenir un effectif maximum de 22 126 agents en tenue jusqu'au 31 octobre 2014, en veillant à ce que l'utilisation des fonds de l'Organisation des Nations Unies obéisse aux principes de responsabilité et de transparence rappelés au paragraphe 6 de la résolution 1910 (2010) du 28 janvier 2010 et en appliquant la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme instituée par le Secrétaire général<sup>79</sup> ;

5. *Souligne* que, comme l'a préconisé la mission conjointe Union africaine-Organisation des Nations Unies à l'issue de l'examen de la Mission de l'Union africain en Somalie, l'augmentation des effectifs décidée dans la présente résolution a pour objet d'accroître les capacités militaires de la Mission à court terme, pour une durée de 18 à 24 mois, et dans le cadre d'une stratégie globale de désengagement, après quoi une contraction des effectifs sera envisagée ;

6. *Convient* avec le Secrétaire général qu'il faut impérativement obtenir du matériel appartenant aux contingents, y compris les éléments habilitants et les multiplicateurs de force, comme indiqué au paragraphe 6 de la

---

<sup>78</sup> S/2013/606.

<sup>79</sup> S/2013/110, annexe.

résolution 2036 (2012), auprès des pays qui fournissent déjà des contingents à la Mission ou d'autres États Membres, souligne en particulier qu'une flotte aérienne de 12 hélicoptères militaires est indispensable et engage les États Membres à répondre aux demandes de matériel de l'Union africaine ;

7. *Réaffirme* le paragraphe 5 de la résolution 2093 (2013) concernant l'appui logistique fourni à la Mission ;

8. *Réaffirme également* le paragraphe 13 de la résolution 2093 (2013) relatif au renforcement de la protection des femmes et des enfants dans le cadre des activités et des opérations de la Mission ;

9. *Prie* le Secrétaire général de collaborer étroitement avec l'Union africaine à l'application de la présente résolution, notamment en assurant une planification et une gestion stratégique plus efficaces des activités de la Mission, y compris en renforçant ses structures de commandement et de contrôle, la coordination opérationnelle des contingents, les opérations conjointes avec l'armée nationale somalienne et la gestion de l'information, selon un nouveau concept des opérations à arrêter d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour permettre à la Mission de faire pièce à la tactique toujours plus asymétrique d'Al-Chabab, par le biais d'une relance effective de la campagne militaire contre Al-Chabab, qui réduirait rapidement sa capacité à tenir des positions stratégiques, et le prie également de continuer à fournir à l'Union africaine, par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies auprès de celle-ci, des conseils techniques et une expertise aux fins de la planification, du déploiement et de la gestion de la Mission, et le prie de nouveau, compte tenu de l'accroissement considérable des capacités de la Mission et de l'appui qu'elle apporte à l'armée nationale somalienne, de donner davantage de conseils techniques à l'Union africaine en recourant aux mécanismes de l'Organisation ;

10. *Exhorte* l'Union africaine à aller de l'avant dans la mise en place d'un dispositif d'enquête sur toutes allégations de faute, assorti de procédures claires de dépôt et de constatation d'allégations, ainsi que de suivi des résultats de toutes enquêtes et mesures disciplinaires prises le cas échéant par les pays fournisseurs de contingents, et prie l'Organisation de s'employer plus activement à la conseiller et à la guider dans cette entreprise ;

11. *Demande de nouveau*, de concert avec le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, que la Mission élabore plus avant une stratégie efficace de protection des civils, et souligne que la Mission doit créer, d'urgence, une cellule de suivi, d'analyse et d'intervention concernant les victimes civiles, en application de la résolution 2093 (2013) ;

12. *Souligne* qu'il importe que la Mission respecte toutes les prescriptions qui lui sont applicables en vertu du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire et, en particulier, traite tous les détenus sous sa garde, y compris les combattants désengagés, dans le strict respect des prescriptions du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, notamment en les traitant avec humanité, et demande en outre à la Mission de permettre l'accès aux détenus par un organe neutre et de mettre en place des instructions permanentes relatives au transfert des détenus, y compris des enfants, dont elle est venue à assumer la garde durant une opération militaire ;

13. *Demande une fois de plus* que de nouveaux donateurs appuient la Mission en versant au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la Mission des contributions destinées à financer la solde des troupes, du matériel ou des activités d'assistance technique, ou des contributions sans préaffectation, et souligne que l'Union africaine a exhorté ses États membres à apporter leur appui financier à la Mission ;

#### **Institutions fédérales de sécurité somaliennes**

14. *Prend note* de la recommandation du Secrétaire général tendant à apporter un appui ciblé aux unités de l'armée nationale somalienne déployées sur le front, prie le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie d'appuyer l'armée nationale somalienne en lui fournissant des rations alimentaires et de l'eau, du carburant, des moyens de transport, des tentes et des moyens d'évacuation sanitaire intrathéâtre, décide que cet appui exceptionnel se limitera aux opérations menées conjointement par l'armée nationale somalienne et la Mission dans le cadre du concept stratégique d'ensemble de la Mission, et qu'il doit être financé par un fonds d'affectation spéciale des Nations Unies, et engage les États Membres à verser des contributions sans préaffectation à ce fonds ;

15. *Souligne* que l'appui mentionné au paragraphe 14 ci-dessus doit être apporté dans le strict respect de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme, souligne également qu'il compte que le Secrétaire général rendra compte de toutes les activités menées par le Bureau à l'appui de l'armée nationale somalienne en précisant dans quelle mesure cette politique est appliquée, et prie la Mission de mettre sur pied sa cellule de suivi, d'analyse et d'intervention concernant les victimes civiles et d'insérer les constatations de celle-ci dans ses rapports sur les opérations qu'elle mène conjointement avec l'armée nationale ;



16. *Souligne également* que toutes les forces appuyées par le Bureau doivent agir dans le respect de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme, souligne que, dans ce contexte, il compte que le Gouvernement fédéral somalien l'assurera, y compris par écrit, que toute force appuyée par le Bureau dans des opérations conjointes avec la Mission agira dans le respect de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme, et rappelle, à cet égard, l'importance de la formation ;

17. *Demande* que, pour aider la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, le Chef du Bureau tienne le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie informé de la mise en œuvre du dispositif d'appui à la Mission de l'Union africaine en Somalie, et demande en outre au Secrétaire général de faire figurer ces informations dans les rapports qu'il lui soumet régulièrement ;

18. *Invite* le Gouvernement fédéral somalien à poursuivre son action, avec l'appui de la Mission d'assistance, de la Mission de l'Union africaine (conformément à leurs mandats respectifs) et d'autres partenaires internationaux, en vue de renforcer les forces de sécurité nationales somaliennes, y compris en recensant ces forces, en établissant des systèmes clairs de commandement et de contrôle, en appliquant des procédures, des codes de conduite et une formation appropriés, notamment pour assurer le stockage, l'enregistrement, l'entretien et la distribution du matériel militaire en toute sécurité, en mettant au point et en appliquant un programme national de prise en charge des combattants désengagés et en assurant la promotion des droits de l'homme, y compris par le biais de la mise en œuvre des plans d'action pertinents du Gouvernement relatifs au sort des enfants en temps de conflit armé ;

19. *Prie* la Mission d'assistance, agissant dans le cadre de son mandat, de continuer d'aider à la reconstitution des institutions de sécurité somaliennes et souligne en particulier le rôle que doit jouer la Mission dans la fourniture de conseils stratégiques sur la réforme du secteur de la sécurité et l'aide au Gouvernement fédéral somalien en vue de la coordination de l'aide internationale dans ce secteur ;

20. *Demande* à la Mission d'assistance, agissant en collaboration étroite avec l'Union africaine, d'aider le Gouvernement fédéral somalien à élaborer les grands principes qui doivent encadrer l'action de la police en Somalie, en vue de dégager de nouvelles options pour la mise en place d'une force de police efficace en Somalie ;

21. *Prie* le Gouvernement fédéral somalien d'assurer la protection et le bien-être de toutes les personnes déplacées, y compris contre la violence et l'exploitation sexuelles, en veillant en particulier à ce que les droits fondamentaux des personnes déplacées en Somalie soient respectés en matière de réinstallation, et de mettre en œuvre un processus pleinement consultatif, en donnant des préavis et en proposant de nouveaux sites sûrs, sains et dotés des services de base et en faisant en sorte que les organisations humanitaires aient pleinement accès à ces populations, en toute sécurité et sans entrave ;

#### **Sécurité du personnel des Nations Unies**

22. *Prend note* de l'intention du Secrétaire général de mettre sur pied une unité de gardes stationnaires des Nations Unies pour mieux protéger les installations de la Mission d'assistance, attend avec intérêt de recevoir, aussitôt que possible, des précisions sur son déploiement évoqué dans la lettre du Secrétaire général du 14 octobre 2013 et souligne avec force qu'il importe que la Mission de l'Union africaine assure la protection du complexe de l'aéroport international de Mogadiscio dans la limite des effectifs autorisés par la présente résolution ;

#### **Processus politique**

23. *Prie instamment* l'Union africaine, l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement fédéral somalien de collaborer plus étroitement, notamment à la faveur d'une stratégie opérationnelle d'ensemble prévoyant des activités qui portent sur la situation politique, la sécurité, la consolidation de la paix et le développement, aucune de ces activités ne pouvant porter ses fruits isolément ;

24. *Rappelle* sa déclaration à la presse du 13 septembre 2013, dans laquelle il s'est félicité de l'accord conclu le 28 août 2013 entre le Gouvernement fédéral somalien et l'administration provisoire de Djouba, souligne qu'il importe que toutes les parties veillent au respect du calendrier indiqué dans l'accord et souligne également qu'il importe que le Gouvernement fédéral entreprenne de créer les conditions politiques de la pacification et de la stabilisation de la Somalie ;

25. *Salue*, à cet égard, ce que le Gouvernement fédéral somalien fait pour asseoir la sécurité et l'état de droit dans les zones désormais sous le contrôle de la Mission de l'Union africaine et des forces de sécurité du

Gouvernement fédéral, et encourage ce dernier à continuer de mener, avec l'appui de la Mission d'assistance, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement et de l'Union africaine, un dialogue national ouvert à tous, en vue de définir et de préciser les relations entre le Gouvernement fédéral et les administrations locales existantes ou naissantes et d'entamer des processus de réconciliation nationale, afin de hâter la création de structures de gouvernance locales viables, légitimes et représentatives dans tout le pays, à commencer par les zones reprises aux Chabab ;

26. *Encourage* le Gouvernement fédéral somalien à parachever la Constitution fédérale et à l'adopter d'ici à décembre 2015, à préparer des élections crédibles et à les tenir en 2016, et à veiller à associer équitablement les femmes, les jeunes et les groupes minoritaires et autres groupes marginalisés à la vie politique du pays ;

27. *Encourage également* le Gouvernement fédéral somalien à mettre en œuvre son programme « Vision 2016 », qui souligne l'importance du relèvement économique et d'un processus politique pris en main par les Somaliens, ouvert à tous et transparent, qui soit respectueux de la Constitution provisoire, consacre un régime fédéral efficace et englobe un large processus de réconciliation favorisant la cohésion et l'intégration nationales ;

### **Sanctions**

28. *Constate avec préoccupation* que l'interdiction d'exporter du charbon de bois ne cesse d'être enfreinte et prie le Secrétaire général et son Représentant spécial de sensibiliser les États Membres concernés à l'obligation qui leur est faite de respecter ladite interdiction, telle qu'énoncée dans la résolution 2036 (2012) ;

29. *Souligne* qu'il importe que le Gouvernement fédéral somalien et les États Membres respectent tous les volets de l'embargo sur les armes, y compris l'obligation de notification énoncée dans la résolution 2111 (2013) ;

### **Rapports**

30. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de tous les aspects de la présente résolution dans les rapports qu'il lui fait périodiquement sur la situation en Somalie ;

31. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7056<sup>e</sup> séance.*

### **Décision**

À sa 7061<sup>e</sup> séance, le 18 novembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Espagne et de la Somalie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 2077 (2012) du Conseil de sécurité (S/2013/623) ».

### **Résolution 2125 (2013) du 18 novembre 2013**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures concernant la situation en Somalie, en particulier les résolutions 1814 (2008) du 15 mai 2008, 1816 (2008) du 2 juin 2008, 1838 (2008) du 7 octobre 2008, 1844 (2008) du 20 novembre 2008, 1846 (2008) du 2 décembre 2008, 1851 (2008) du 16 décembre 2008, 1897 (2009) du 30 novembre 2009, 1918 (2010) du 27 avril 2010, 1950 (2010) du 23 novembre 2010, 1976 (2011) du 11 avril 2011, 2015 (2011) du 24 octobre 2011, 2020 (2011) du 22 novembre 2011 et 2077 (2012) du 21 novembre 2012, ainsi que les déclarations de son Président en date des 25 août 2010<sup>80</sup> et 19 novembre 2012<sup>81</sup>,

---

<sup>80</sup> S/PRST/2010/16.

<sup>81</sup> S/PRST/2012/24.

*Accueillant avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général, en date du 21 octobre 2013, présenté comme suite à la résolution 2077 (2012), sur l'application de cette résolution et sur la situation concernant la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes<sup>82</sup>,

*Réaffirmant son attachement* à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance politique et à l'unité de la Somalie, y compris aux droits souverains de la Somalie sur les ressources naturelles se trouvant au large de ses côtes, notamment celles des zones de pêche, conformément au droit international,

*Tout en se félicitant* du net recul des actes de piraterie signalés au large des côtes somaliennes, qui sont à leur plus bas niveau depuis 2006, restant profondément préoccupé par la menace que les actes de piraterie et les vols à main armée commis en mer continuent de faire peser sur la sécurité, la célérité et l'efficacité de l'acheminement de l'aide humanitaire en Somalie et dans la région, sur la sécurité des gens de mer et d'autres personnes, sur la navigation internationale et la sécurité des routes maritimes commerciales et sur les navires vulnérables, y compris les activités de pêche, menées conformément au droit international, et par le fait que les pirates menacent désormais l'ouest de l'océan Indien et les zones maritimes adjacentes et ont accru leurs moyens d'action,

*Se déclarant préoccupé* par les informations faisant état de la participation d'enfants à des actes de piraterie au large des côtes somaliennes,

*Considérant* que l'instabilité qui perdure en Somalie contribue au problème de la piraterie et des vols à main armée au large des côtes somaliennes, soulignant que la communauté internationale doit continuer à mener une action sur tous les fronts pour s'attaquer à la piraterie et aux vols à main armée en mer et à leurs causes profondes, et considérant qu'il est nécessaire de mener une action durable à long terme pour réprimer la piraterie et qu'il faut offrir des perspectives économiques à la population somalienne,

*Considérant également* qu'il faut mener des enquêtes et poursuivre les suspects capturés en mer, mais aussi rechercher et poursuivre quiconque incite à la commission de tout acte de piraterie ou la facilite intentionnellement, y compris les cerveaux des réseaux criminels de piraterie qui planifient, organisent, facilitent ou financent illégalement les attaques ou en tirent un profit illicite, se déclarant une nouvelle fois inquiet que des personnes soupçonnées de piraterie soient libérées sans avoir été jugées, et réaffirmant que la non-poursuite des auteurs d'actes de piraterie ou de vols à main armée commis au large des côtes somaliennes nuit à la lutte menée contre la piraterie,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général, en particulier la section IX sur les allégations concernant la pêche illégale et le déversement illégal de déchets, notamment de substances toxiques, au large des côtes somaliennes,

*Réaffirmant de nouveau* que le droit international, tel que consacré dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982<sup>83</sup>, régit les activités maritimes, y compris la lutte contre la piraterie et les vols à main armée en mer,

*Soulignant* que la lutte contre la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes incombe au premier chef aux autorités somaliennes et prenant note des multiples demandes d'aide internationale présentées par les autorités somaliennes pour combattre la piraterie au large des côtes somaliennes, notamment de la lettre en date du 12 novembre 2013, par laquelle le Représentant permanent de la Somalie auprès de l'Organisation des Nations Unies a fait savoir que les autorités somaliennes lui étaient reconnaissantes de l'aide qu'il leur apportait, se déclaraient disposées à envisager de collaborer avec d'autres États et les organisations régionales pour combattre la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes et demandaient que les dispositions de la résolution 2077 (2012) soient reconduites pour une nouvelle période de 12 mois,

*Encourageant* la mise en œuvre de la Stratégie concernant la sécurité et les ressources maritimes de la Somalie, entérinée par le Président du Gouvernement fédéral somalien et par les États ayant participé à la 14<sup>e</sup> séance plénière du Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes, tenue à New York le 1<sup>er</sup> mai 2013, à la Conférence internationale sur la Somalie tenue à Londres le 7 mai 2013, et à la conférence sur le New Deal pour la Somalie tenue à Bruxelles le 16 septembre 2013 sous l'égide de l'Union européenne,

---

<sup>82</sup> S/2013/623.

<sup>83</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1834, n° 31363.

*Saluant* l'action que mène le Groupe de contact pour que les personnes soupçonnées de piraterie soient traduites en justice et, conformément au droit international, créer un réseau et un mécanisme permanents d'échange d'informations et d'éléments de preuve entre enquêteurs et procureurs, se félicitant de la mise en place du Groupe de coordination pour le renforcement des capacités, qui relève du Groupe de travail 1 du Groupe de contact, et saluant l'action que mène le Groupe de travail 5 du Groupe de contact en vue de bloquer les flux financiers illicites liés à la piraterie,

*Accueillant favorablement* le financement fourni par le Fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir les initiatives prises par les États pour lutter contre la piraterie au large des côtes somaliennes (Fonds d'affectation spéciale) en vue de renforcer les capacités régionales permettant de poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie et d'emprisonner celles reconnues coupables dans le respect du droit international des droits de l'homme en vigueur, notant avec appréciation l'assistance fournie par le Programme de lutte contre la piraterie de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et déterminé à continuer de veiller à ce que les pirates répondent de leurs actes,

*Saluant* les efforts déployés par l'opération Atalante de l'Union européenne, l'opération Bouclier océanique de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, la Force opérationnelle multinationale 151 des Forces maritimes combinées commandée par le Pakistan et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que par les navires des États-Unis d'Amérique affectés à la Force opérationnelle multinationale 151 et à la Force opérationnelle 508 de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, les activités de lutte contre la piraterie menées par l'Union africaine sur le sol somalien, les activités navales de la Communauté de développement de l'Afrique australe et l'action menée par d'autres États agissant individuellement, en coopération avec les autorités somaliennes et d'autres pays, pour réprimer la piraterie et protéger les navires vulnérables qui passent au large des côtes somaliennes, et se félicitant de l'action menée par le groupe SHADE (Shared Awareness and Deconfliction) et par certains pays, notamment la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la République de Corée, la Malaisie, le Pakistan et la Fédération de Russie, qui ont déployé des missions dans la région pour combattre la piraterie, comme le relève le Secrétaire général dans son rapport,

*Notant* les efforts déployés par les États du pavillon pour prendre des mesures permettant aux navires battant leur pavillon et traversant la zone à haut risque d'embarquer des détachements de protection et de recruter du personnel de sécurité armé sous contrat privé, et engageant les États à réglementer ces activités, conformément au droit international applicable, et à autoriser les navires affrétés à privilégier les dispositifs faisant appel à de tels moyens,

*Prenant note* de la demande de certains États Membres selon laquelle il conviendrait de revoir, de façon objective et transparente, les limites de la zone à haut risque en tenant compte des faits de piraterie effectifs, tout en notant que ladite zone est établie et définie par les secteurs des assurances et du transport maritime,

*Se félicitant* des activités de renforcement des capacités menées dans la région grâce au Code de conduite concernant la répression des actes de piraterie et des vols à main armée à l'encontre des navires de l'océan Indien occidental et le golfe d'Aden financé par l'Organisation maritime internationale (Code de conduite de Djibouti) et au Fonds d'affectation spéciale, ainsi qu'aux activités menées par la Mission de l'Union européenne visant au renforcement des capacités maritimes régionales dans la Corne de l'Afrique (EUCAP Nestor), qui aide le Gouvernement fédéral somalien à renforcer son système de justice pénale, et notant qu'il faut que toutes les organisations internationales et régionales concernées se coordonnent et coopèrent pleinement,

*Appuyant* la mise en place d'une force de police côtière, prenant note avec satisfaction de l'action menée par l'Organisation maritime internationale et le secteur du transport maritime pour élaborer et actualiser des principes directeurs, de bonnes pratiques de gestion et des recommandations visant à aider les navires à prévenir et à réprimer les attaques lancées par des pirates au large des côtes somaliennes, y compris dans le golfe d'Aden et l'océan Indien, saluant l'action menée par l'Organisation maritime internationale et le Groupe de contact à ce sujet, prenant acte de l'initiative prise par l'Organisation internationale de normalisation, qui a mis au point des normes en matière de formation et de certification applicables aux sociétés de sécurité maritimes privées qui fournissent du personnel de sécurité armé embarqué sur des navires traversant les zones à haut risque, et saluant en outre le travail de la Mission de l'Union européenne EUCAP Nestor, qui œuvre au renforcement des capacités maritimes en matière de sécurité de la Somalie, de Djibouti, du Kenya, des Seychelles et de la République-Unie de Tanzanie,

*Notant avec préoccupation* que le manque de moyens et l'absence de législation interne permettant de détenir et de poursuivre les pirates présumés après leur capture ont empêché de mener une action internationale plus vigoureuse contre les pirates agissant au large des côtes somaliennes et ont trop souvent eu pour effet de rendre des pirates à la liberté sans qu'ils aient été traduits en justice, et ce, que les éléments à charge aient été suffisants ou non pour justifier des poursuites, et réaffirmant que, aux termes des dispositions relatives à la répression de la piraterie de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime du 10 mars 1988<sup>84</sup> exige des États parties qu'ils érigent en infraction le fait de s'emparer d'un navire ou d'en exercer le contrôle par la violence ou la menace de violence ou toute autre forme d'intimidation, qu'ils établissent leur compétence à l'égard de ces infractions et qu'ils acceptent la remise des personnes responsables ou soupçonnées de tels actes,

*Soulignant* qu'il importe de continuer d'améliorer la collecte, la préservation et la transmission aux autorités compétentes d'éléments de preuve relatifs aux actes de piraterie et aux vols à main armée commis au large des côtes somaliennes, se félicitant de ce que font l'Organisation maritime internationale, l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et les entreprises du secteur maritime pour élaborer à l'intention des gens de mer des instructions quant à la manière de maintenir en l'état, après la commission d'actes de piraterie, les lieux où ces actes ont été commis, et notant qu'il importe, pour que les poursuites intentées contre les auteurs de tels actes aboutissent, de permettre aux gens de mer de témoigner lors des instances pénales,

*Constatant* que les réseaux de pirates continuent de se livrer à des enlèvements et à des prises d'otages et que ces activités les aident à se procurer des fonds pour acheter des armes, attirer de nouvelles recrues et poursuivre leurs opérations, compromettant ainsi la sûreté et la sécurité de civils et portant atteinte à la liberté du commerce, se félicitant des mesures prises par la communauté internationale en matière de collecte et d'échange d'informations pour mettre à bas la piraterie, telle que la mise en place de la Base de données mondiale sur la piraterie maritime d'INTERPOL, et prenant acte de l'action menée par le Centre régional de coordination du renseignement et de la répression pour la sécurité en mer (anciennement Centre régional de coordination du renseignement et des poursuites en matière de lutte contre la piraterie), installé aux Seychelles,

*Réaffirmant* la condamnation que suscitent dans la communauté internationale les enlèvements et les prises d'otages, y compris les infractions visées par la Convention internationale contre la prise d'otages<sup>85</sup>, condamnant fermement la pratique persistante de la prise d'otages par des pirates opérant au large des côtes somaliennes, se déclarant gravement préoccupé par les conditions inhumaines dans lesquelles les otages sont retenus en captivité, conscient des répercussions préjudiciables sur la vie de leur famille, demandant la libération immédiate de tous les otages et constatant l'importance de la coopération entre États Membres concernant la question de la prise d'otages et les poursuites contre les pirates auteurs présumés de prises d'otages,

*Saluant* les efforts faits par le Kenya, Maurice, les Seychelles et la République-Unie de Tanzanie pour poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie devant leurs tribunaux nationaux, notant avec satisfaction l'assistance fournie par le Programme de lutte contre la piraterie de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Fonds d'affectation spéciale et d'autres organisations et donateurs internationaux, en coordination avec le Groupe de contact, afin d'aider le Kenya, Maurice, les Seychelles, la République-Unie de Tanzanie, la Somalie et d'autres États de la région à poursuivre des pirates ou à les faire incarcérer dans un État tiers à l'issue des poursuites, y compris les personnes qui facilitent ou financent les actes de piraterie depuis la terre ferme, en respectant le droit international des droits de l'homme en vigueur, et soulignant qu'il faut que les États et les organisations internationales redoublent d'efforts à cet égard,

*Se félicitant* que les administrations nationales et régionales somaliennes soient prêtes à coopérer entre elles et avec les États qui ont engagé des poursuites contre des personnes soupçonnées de piraterie afin que les pirates condamnés puissent être rapatriés en Somalie dans le cadre d'accords appropriés de transfèrement des détenus, dans le respect du droit international en vigueur, y compris le droit international des droits de l'homme, et prenant acte du retour en Somalie de personnes condamnées et incarcérées aux Seychelles qui souhaitaient purger leur peine en Somalie et y avaient été autorisées,

---

<sup>84</sup> Ibid., vol. 1678, n° 29004.

<sup>85</sup> Ibid., vol. 1316, n° 21931.

*Rappelant* les rapports du Secrétaire général sur les modalités de la création de juridictions somaliennes spécialisées pour poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie, présentés en application du paragraphe 26 de la résolution 1976 (2011) et du paragraphe 16 de la résolution 2015 (2011)<sup>86</sup>,

*Soulignant* qu'il faut que les États examinent les moyens d'aider les gens de mer qui sont victimes des pirates et se félicitant, à cet égard, que le Fonds d'affectation spéciale ait établi, en novembre 2012, le Programme d'aide aux otages en vue d'apporter à ceux-ci un appui au moment de leur libération et de leur retour chez eux, ainsi qu'à leur famille durant toute la période de captivité,

*Saluant* les progrès faits par le Groupe de contact et l'Office en ce qui concerne les outils d'information utilisés pour sensibiliser le grand public aux dangers de la piraterie, faire connaître les meilleures pratiques permettant d'éliminer ces agissements criminels et informer le public des dangers que pose la piraterie,

*Notant avec satisfaction* les efforts que continue de faire l'Office pour renforcer les capacités de la Somalie en matière de sécurité et de police maritimes, et notant ceux de l'Office et du Programme des Nations Unies pour le développement et le financement fourni par le Fonds d'affectation spéciale, l'Union européenne, le Royaume-Uni, les États-Unis et d'autres donateurs pour renforcer à l'échelon régional, dans les domaines de la justice et de la police, les capacités permettant d'enquêter, d'arrêter et de poursuivre les personnes soupçonnées d'actes de piraterie, ainsi que d'incarcérer les pirates condamnés, dans le respect du droit international des droits de l'homme en vigueur,

*Ayant à l'esprit* le Code de conduite de Djibouti, prenant note des activités des centres d'échange d'informations situés au Yémen, au Kenya et en République-Unie de Tanzanie et du Centre régional de formation maritime de Djibouti, et conscient des efforts que font les États signataires pour élaborer des cadres réglementaires et législatifs appropriés visant à combattre la piraterie, à renforcer leurs capacités de patrouille dans les eaux de la région, à intercepter les navires suspects et à poursuivre en justice les pirates présumés,

*Soulignant* que la paix et la stabilité en Somalie, le renforcement des institutions de l'État, le développement économique et social et le respect des droits de l'homme et de l'état de droit sont nécessaires pour créer les conditions d'une élimination permanente de la piraterie et des vols à main armée au large des côtes somaliennes, et soulignant en outre que la sécurité à long terme de la Somalie repose sur la mise en place effective, par les autorités somaliennes, des forces de sécurité nationales somaliennes,

*Notant avec satisfaction* les manifestations de haut niveau concernant la Somalie, qui ont donné lieu à d'importantes annonces de contributions, et soulignant qu'il importe de donner suite aux promesses de contributions faites lors de ces manifestations,

*Prenant note avec satisfaction* de l'intention exprimée par l'Association des États riverains de l'océan Indien, à la treizième réunion du Conseil des ministres, de renforcer la sécurité et la sûreté maritimes, notamment à l'occasion du prochain Dialogue de l'océan Indien en Inde, qui portera sur les moyens concrets de renforcer la coopération en matière de lutte contre la piraterie, notamment l'amélioration des dispositifs de partage d'information maritime et le renforcement des législations et capacités juridiques nationales, et encourageant l'Association à poursuivre ses efforts de manière complémentaire et coordonnée avec le Groupe de contact,

*Notant* que les efforts faits par la communauté internationale et le secteur privé pour combattre la piraterie ont permis de réduire sensiblement le nombre d'attaques et de détournements de navires perpétrés par des pirates depuis 2011 et soulignant que, si de nouvelles mesures ne sont pas prises, les progrès enregistrés dans la diminution du nombre d'attaques menées avec succès par des pirates pourraient s'inverser,

*Constatant* que les actes de piraterie et les vols à main armée commis au large des côtes somaliennes concourent pour une large part à aggraver la situation dans le pays, laquelle continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Réaffirme* qu'il condamne et déplore tous les actes de piraterie et vols à main armée commis au large des côtes somaliennes ;

---

<sup>86</sup> S/2011/360 et S/2012/50.

2. *Considère* que l'instabilité que connaît la Somalie est l'une des causes profondes du problème de la piraterie et des vols à main armée au large des côtes somaliennes et de sa perpétuation, et qu'à son tour, la piraterie aggrave l'instabilité en faisant entrer en Somalie une quantité considérable de liquidités qui viennent financer de nouvelles activités criminelles et alimenter la corruption ;

3. *Souligne* que la communauté internationale doit mener une action sur tous les fronts pour réprimer la piraterie et remédier à ses causes profondes ;

4. *Souligne également* que c'est aux autorités somaliennes qu'incombe au premier chef la lutte contre la piraterie et les vols à main armée commis au large des côtes de la Somalie, prie les autorités somaliennes, avec l'aide du Secrétaire général et des entités compétentes des Nations Unies, d'adopter sans plus attendre un ensemble complet de textes législatifs visant à combattre la piraterie et engage la Somalie à poursuivre, avec le concours de la communauté internationale, ses efforts en vue de déclarer une zone économique exclusive conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer<sup>83</sup> ;

5. *Considère* qu'il faut continuer le travail d'enquête et poursuivre ceux qui planifient, organisent ou financent illégalement des actes de piraterie commis au large des côtes somaliennes ou en tirent un profit illicite, y compris les cerveaux des réseaux criminels de piraterie, et engage les États à coopérer avec les organisations internationales compétentes en vue d'adopter une législation facilitant les poursuites contre les pirates qui sont présumés agir au large des côtes somaliennes ;

6. *Exhorte* les autorités somaliennes à capturer les pirates qui opèrent au large des côtes somaliennes, à mener des enquêtes sur ceux qui ont été appréhendés et à les poursuivre en justice, ainsi qu'à patrouiller dans les eaux territoriales somaliennes afin d'empêcher la commission d'actes de piraterie et de vols à main armée en mer ;

7. *Exhorte également* les autorités somaliennes à tout faire pour traduire en justice quiconque se sert du territoire somalien pour planifier, faciliter ou entreprendre des actes de piraterie et des vols à main armée en mer, engage les États Membres à aider la Somalie, sur la demande des autorités somaliennes et en avisant le Secrétaire général, à renforcer ses capacités maritimes, notamment celles des autorités régionales et souligne que toutes les mesures prises en application du présent paragraphe devront être conformes au droit international applicable, en particulier le droit international des droits de l'homme ;

8. *Demande* aux États de coopérer également, selon qu'il conviendra, au règlement de la question des prises d'otages et à la poursuite des pirates auteurs présumés de prises d'otages ;

9. *Est conscient* qu'il faut que les États, les organisations internationales et régionales et les autres partenaires concernés puissent partager des éléments de preuve et d'information utiles aux services de répression afin que les personnes soupçonnées et reconnues coupables de piraterie soient effectivement poursuivies et incarcérées et que les cerveaux des réseaux criminels de piraterie qui planifient, organisent, facilitent ou financent illégalement les attaques ou en tirent un profit illicite soient appréhendés et poursuivis, continue d'examiner la possibilité d'appliquer des sanctions contre les personnes et entités qui planifient, organisent, facilitent ou financent illégalement des opérations de piraterie ou en tirent un profit illicite et qui répondent aux critères énoncés au paragraphe 8 de la résolution 1844 (2008), et demande à tous les États de coopérer pleinement avec le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée, notamment en matière de partage de l'information sur les violations éventuelles de l'embargo sur les armes ou de l'interdiction d'exporter du charbon de bois ;

10. *Demande à nouveau* aux États et aux organisations régionales qui en ont les moyens de participer à la lutte contre la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes, en particulier, conformément à la présente résolution et au droit international, en y déployant des bâtiments navals, des armes et des aéronefs militaires, en offrant des bases et un appui logistique aux forces antipiraterie, en saisissant les embarcations, navires, armes et autre matériel apparenté qui servent ou dont on a de bonnes raisons de soupçonner qu'ils servent à commettre des actes de piraterie et des vols à main armée au large des côtes somaliennes, et en en disposant ;

11. *Salue* les initiatives prises par le Groupe de contact en vue de faciliter la coordination des activités visant à décourager la commission d'actes de piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes, en coopération avec l'Organisation maritime internationale, les États du pavillon et les autorités somaliennes, et exhorte les États et les organisations internationales à continuer de soutenir ces efforts ;

12. *Engage* les États Membres à continuer de coopérer avec les autorités somaliennes dans la lutte contre la piraterie et les vols à main armée en mer, note que c'est à ces autorités qu'il incombe au premier chef de lutter

contre la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes et décide de reconduire, pour une nouvelle période de 12 mois à compter de l'adoption de la présente résolution, les autorisations visées au paragraphe 10 de la résolution 1846 (2008) et au paragraphe 6 de la résolution 1851 (2008) et renouvelées au paragraphe 7 de la résolution 1897 (2009), au paragraphe 7 de la résolution 1950 (2010), au paragraphe 9 de la résolution 2020 (2011) et au paragraphe 12 de la résolution 2077 (2012), accordées aux États et aux organisations régionales qui coopèrent avec les autorités somaliennes dans la lutte contre la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes et dont les autorités somaliennes auront préalablement communiqué les noms au Secrétaire général ;

13. *Déclare* que les autorisations reconduites dans la présente résolution s'appliquent à la seule situation en Somalie et n'affectent pas les droits, obligations ou responsabilités dérivant pour les États Membres du droit international, notamment les droits ou obligations résultant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, pour ce qui est de toute autre situation, souligne en particulier que la présente résolution ne saurait être regardée comme établissant un droit international coutumier, et déclare en outre que les présentes autorisations n'ont été reconduites qu'à la suite de la réception de la lettre, en date du 12 novembre 2013, par laquelle les autorités somaliennes ont signifié leur accord ;

14. *Décide* que l'embargo sur les armes imposé au paragraphe 5 de la résolution 733 (1992), en date du 23 janvier 1992, précisé par les paragraphes 1 et 2 de la résolution 1425 (2002), en date du 22 juillet 2002, et modifié par les paragraphes 33 à 38 de la résolution 2093 (2013), en date du 6 mars 2013, ne s'applique pas aux livraisons d'armes et de matériel militaire ni à l'assistance exclusivement destinées à appuyer les États Membres et les organisations internationales, régionales et sous-régionales qui prennent des mesures en application du paragraphe 12 de la présente résolution ;

15. *Demande* aux États coopérants de prendre les dispositions voulues pour garantir que les activités qu'ils mèneront conformément aux autorisations accordées au paragraphe 12 de la présente résolution n'aient pas pour effet dans la pratique de refuser ou de restreindre le droit de passage inoffensif des navires d'États tiers ;

16. *Demande* à tous les États, en particulier aux États du pavillon, aux États du port et aux États côtiers, ainsi qu'aux États de nationalité des victimes ou des auteurs d'actes de piraterie ou de vols à main armée et aux États tirant juridiction du droit international ou de leur droit interne, de coopérer en vue de déterminer lequel aura compétence et de prendre les mesures voulues d'enquête et de poursuite à l'encontre de tous les auteurs d'actes de piraterie et de vols à main armée commis au large des côtes somaliennes, y compris quiconque incite à la commission d'un acte de piraterie ou la facilite, dans le respect du droit international applicable, y compris le droit international des droits de l'homme, afin que tous les pirates remis à des autorités judiciaires soient traduits en justice, et de seconder ces efforts, notamment en fournissant une assistance en matière de logistique et d'exercice des voies de droit vis-à-vis des personnes relevant de leur juridiction et de leur contrôle, telles que les victimes, les témoins et les personnes placées en détention à la suite d'opérations menées en vertu de la présente résolution ;

17. *Demande également* à tous les États d'ériger la piraterie en infraction dans leur droit interne et d'envisager favorablement de poursuivre les personnes soupçonnées de piraterie qui ont été appréhendées au large des côtes somaliennes ainsi que celles qui ont facilité ou financé leurs actes et d'incarcérer celles qui ont été reconnues coupables, dans le respect du droit international, y compris du droit international des droits de l'homme ;

18. *Réaffirme* sa décision de continuer d'étudier la possibilité de créer des juridictions spécialisées dans la lutte contre la piraterie en Somalie et d'autres États de la région avec une participation ou une assistance substantielles de la communauté internationale, comme prévu par la résolution 2015 (2011), réaffirme qu'il importe que ces juridictions aient compétence pour juger non seulement les prévenus appréhendés en mer mais également quiconque incite à la commission d'un acte de piraterie ou la facilite intentionnellement, y compris les cerveaux des réseaux criminels de piraterie qui planifient, organisent, favorisent ou financent illégalement des actes de piraterie ou en tirent un profit illicite, et encourage le Groupe de contact à poursuivre ses travaux à cet égard ;

19. *Salue*, à cet égard, l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime qui continue, dans le cadre de son Programme de lutte contre la piraterie, à collaborer avec les autorités de la Somalie et des États voisins pour faire en sorte que les personnes soupçonnées de piraterie soient poursuivies, et les personnes reconnues coupables incarcérées, conformément au droit international, notamment au droit international des droits de l'homme ;

20. *Engage instamment* tous les États à prendre les mesures voulues dans le cadre de leur droit interne en vigueur pour empêcher le financement illicite d'actes de piraterie et le blanchiment du produit qui en est tiré ;



21. *Prie instamment* les États, en coopération avec INTERPOL et l'Office européen de police (Europol), d'enquêter plus avant sur les réseaux criminels internationaux associés à la piraterie au large des côtes somaliennes, y compris ceux qui sont responsables du financement et de la facilitation illicites ;

22. *Félicite* INTERPOL d'avoir mis sur pied une Base de données mondiale sur la piraterie maritime regroupant les informations sur la piraterie au large des côtes somaliennes et facilitant leur analyse dans la perspective d'une action judiciaire, et prie instamment tous les États de communiquer à INTERPOL, par les voies appropriées, des informations à intégrer dans cette Base de données ;

23. *Prend note avec satisfaction* des contributions au Fonds d'affectation spéciale et au Fonds d'affectation spéciale de l'Organisation maritime internationale pour le Code de conduite de Djibouti et demande instamment aux acteurs étatiques et non étatiques affectés par la piraterie, et tout particulièrement au secteur des transports maritimes internationaux, de verser des contributions à ces fonds ;

24. *Exhorte* les États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et à la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime<sup>84</sup> à s'acquitter pleinement des obligations que leur imposent en la matière lesdites Conventions et le droit international coutumier, et à coopérer avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Organisation maritime internationale, ainsi qu'avec d'autres États et organisations internationales, en vue de se donner les moyens judiciaires de poursuivre les personnes soupçonnées d'actes de piraterie et de vols à main armée commis au large des côtes somaliennes ;

25. *Prend note* des recommandations et des orientations de l'Organisation maritime internationale concernant la prévention et la répression des actes de piraterie et des vols à main armée en mer, engage les États, en collaboration avec les secteurs des transports maritimes et des assurances, et l'Organisation à continuer de mettre au point des notes d'information et des pratiques optimales concernant les techniques d'évitement, d'évasion et de défense que doivent appliquer les navires qui sont attaqués ou qui naviguent au large des côtes somaliennes, et engage également les États à mettre leurs ressortissants et leurs navires à disposition aux fins d'enquêtes de police scientifique, s'il y a lieu, au premier port d'escale adéquat, immédiatement après tout acte de piraterie ou vol à main armée en mer ou toute tentative de piraterie ou de vol, ou après une libération ;

26. *Engage* les États du pavillon et les États du port à étudier plus avant la mise au point de mesures de sûreté et de sécurité à bord des navires, y compris, s'il y a lieu, l'établissement de règles applicables au déploiement de personnel de sûreté armé sous contrat privé à bord des navires, en vue de prévenir et de réprimer la piraterie au large de la Somalie, dans le cadre de consultations faisant intervenir, notamment, l'Organisation maritime internationale et l'Organisation internationale de normalisation ;

27. *Invite* l'Organisation maritime internationale à continuer de concourir à la prévention et à la répression des actes de piraterie et des vols à main armée visant des navires, en coordination, notamment, avec l'Office, le Programme alimentaire mondial, le secteur des transports maritimes et toutes les autres parties concernées, et constate le rôle joué par l'Organisation en ce qui concerne l'embarquement de personnel de sûreté armé sous contrat privé à bord des navires dans les zones à haut risque ;

28. *Note* qu'il importe de garantir l'acheminement en toute sécurité par la voie maritime de l'aide fournie par le Programme alimentaire mondial et se félicite de l'action menée par celui-ci, l'opération Atalante de l'Union européenne et les États du pavillon en ce qui concerne les détachements de protection embarqués sur des navires affrétés par le Programme ;

29. *Prie* les États et les organisations régionales qui coopèrent avec les autorités somaliennes de l'informer, ainsi que le Secrétaire général, au bout de neuf mois, de l'application des mesures qu'ils auront prises en exécution des autorisations découlant du paragraphe 12 de la présente résolution, et prie en outre tous les États qui participent à la lutte contre la piraterie par l'intermédiaire du Groupe de contact, notamment la Somalie et les autres États de la région, de faire rapport à la même échéance sur les mesures qu'ils auront prises pour établir leur compétence en matière d'enquête et de poursuite et coopérer dans les affaires de piraterie ;

30. *Prie également* le Secrétaire général de lui rendre compte, dans les 11 mois suivant l'adoption de la présente résolution, de l'application de celle-ci et de la situation concernant la piraterie et les vols à main armée au large des côtes somaliennes ;

31. *Entend* suivre la situation et, le cas échéant, envisager de reconduire pour des périodes supplémentaires les autorisations découlant du paragraphe 12 de la présente résolution si les autorités somaliennes lui en font la demande ;

32. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7061<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 7078<sup>e</sup> séance, le 10 décembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Somalie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2013/709) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Nicholas Kay, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, qui a participé à la séance par visioconférence.

Le 24 décembre 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>87</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 20 décembre 2013 concernant le déploiement d'une unité de garde statique des Nations Unies chargée de renforcer la sécurité du complexe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie à l'intérieur de l'aéroport international de Mogadiscio<sup>88</sup> a été portée à l'attention du Conseil de sécurité, lequel a pris note des informations y figurant et des dispositions qui y sont proposées.

À sa 7127<sup>e</sup> séance, le 5 mars 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Somalie (Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Somalie ».

### Résolution 2142 (2014) du 5 mars 2014

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* les précédentes déclarations de son Président et ses résolutions concernant la situation en Somalie, en particulier les résolutions 2036 (2012) du 22 février 2012, 2093 (2013) du 6 mars 2013 et 2111 (2013) du 24 juillet 2013,

*Réaffirmant son attachement* à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance politique et à l'unité de la Somalie,

*Prenant note* de la lettre, en date du 6 février 2014, que le Gouvernement fédéral somalien lui a adressée, se félicitant des nouveaux éléments d'information qui y figurent tout en constatant les lacunes, prenant note également de la lettre, en date du 20 février 2014, que le Conseiller pour les questions de sécurité nationale du Gouvernement fédéral a adressée au Président du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009), et invitant le Gouvernement fédéral à continuer de le saisir d'informations suffisamment détaillées,

*Se félicitant* des mesures prises par le Gouvernement fédéral somalien pour améliorer la gestion de ses armes et munitions, et attendant avec intérêt les nouvelles mesures qu'il continuera de prendre à cet effet,

---

<sup>87</sup> S/2013/765.

<sup>88</sup> S/2013/764.

*Soulignant* qu'il est impératif que le Gouvernement fédéral somalien s'acquitte mieux des obligations mises à sa charge au titre de la suspension partielle de l'embargo sur les armes,

*Prenant note* du rapport du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée, en date du 6 février 2014, concernant l'exécution par le Gouvernement fédéral somalien de ses obligations résultant de la suspension partielle de l'embargo sur les armes,

*Condamnant* les flux d'armes et de munitions qui arrivent en Somalie ou transitent par celle-ci en violation de l'embargo sur les armes, ainsi que de l'accumulation déstabilisatrice et le détournement de ces armes, qui menacent gravement la paix et la stabilité dans la région,

*Constatant avec une vive inquiétude* que les conditions mises à la suspension de l'embargo sur les armes figurant dans ses résolutions 2093 (2013) et 2111 (2013), n'ont pas été entièrement satisfaites,

*Notant avec préoccupation* que les rapports du Groupe de contrôle font état de détournements d'armes et de munitions, notamment au profit des Chabab qui sont cités au nombre des bénéficiaires potentiels de ces détournements, et notant qu'au paragraphe 7 de la résolution 1844 (2008) du 20 novembre 2008 il est prescrit à tous les États Membres de prendre les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture, la vente ou le transfert, directs ou indirects, d'armes et de matériel militaire aux individus ou entités désignés, dont les Chabab,

*Soulignant* que toute décision de maintenir ou de lever la suspension partielle de l'embargo sur les armes visant le Gouvernement fédéral somalien sera fonction de l'exhaustivité des mesures prises par le Gouvernement fédéral pour satisfaire aux prescriptions résultant de la présente résolution et des autres résolutions du Conseil sur la question,

*Notant* que le Gouvernement fédéral somalien sollicite une aide en matière de gestion des armes, et invitant les acteurs internationaux concernés, dont l'Organisation des Nations Unies, à aider le Gouvernement fédéral à gérer efficacement ses armes et son matériel militaire,

*Rappelant* que tous les États Membres doivent, conformément à ses résolutions pertinentes, respecter et honorer l'obligation qui leur est faite d'empêcher les livraisons non autorisées d'armes et de matériel militaire à la Somalie et de prévenir l'importation directe ou indirecte de charbon de bois à partir de la Somalie en violation de ses résolutions pertinentes,

*Rappelant également* le rapport du Groupe de travail officieux du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions, dans lequel sont présentées des pratiques et méthodes de référence optimales<sup>89</sup>, notamment les paragraphes 21 à 23 consacrés à l'examen de mesures susceptibles de permettre d'arrêter des normes méthodologiques à l'intention des mécanismes de surveillance,

*Considérant* que la situation en Somalie continue de menacer la paix et la sécurité internationales,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Réaffirme* l'embargo sur les armes visant la Somalie énoncé au paragraphe 5 de la résolution 733 (1992) du 23 janvier 1992, précisé aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1425 (2002) du 22 juillet 2002 et modifié aux paragraphes 33 à 38 de la résolution 2093 (2013) et aux paragraphes 4 à 17 de la résolution 2111 (2013) ;

2. *Décide* que, jusqu'au 25 octobre 2014, l'embargo sur les armes visant la Somalie ne s'appliquera pas aux livraisons d'armes, de munitions ou de matériel militaire ni aux activités de conseil, d'assistance ou de formation destinées exclusivement au développement des forces de sécurité du Gouvernement fédéral somalien et visant à assurer la sécurité du peuple somalien, sauf s'il s'agit d'articles répertoriés dans l'annexe à la résolution 2111 (2013) ;

3. *Décide également* qu'il incombe au premier chef au Gouvernement fédéral somalien de notifier au moins cinq jours à l'avance au Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009) (le Comité), pour information, toute livraison d'armes, de munitions ou de matériel militaire, ou les activités de conseil, d'assistance ou de formation destinées à ses forces de sécurité, comme autorisé au paragraphe 2

---

<sup>89</sup> Voir S/2006/997.

de la présente résolution, et excluant les articles énumérés dans l'annexe à la résolution 2111 (2013), comme prévu au paragraphe 7 de cette dernière ;

4. *Décide en outre* que l'État Membre ou l'organisation internationale, régionale ou sous-régionale qui fournit une assistance peut également faire la notification visée au paragraphe 3 ci-dessus en consultation avec le Gouvernement fédéral somalien ;

5. *Décide* que toutes les notifications de livraison d'armes ou de matériel militaire ainsi faites au Comité comprendront les coordonnées du fabricant et du fournisseur des armes et munitions, une description des armes et munitions, dont le type, le calibre et la quantité, la date et le lieu de livraison envisagés et toute information utile concernant l'unité destinataire des forces de sécurité nationale somaliennes, ou le lieu d'entreposage prévu ;

6. *Décide également* que, 30 jours au plus tard après la livraison des armes ou munitions, le Gouvernement fédéral somalien confirmera par écrit au Comité que la livraison a été effectuée, en communiquant le numéro de série des armes et munitions livrées, les données relatives à l'expédition, le connaissance, le manifeste de cargaison ou la liste de colisage, et le lieu précis d'entreposage, et considère qu'il serait utile que l'État Membre ou l'organisation internationale, régionale ou sous-régionale fournisseur en fassent autant, en coopération avec le Gouvernement fédéral ;

7. *Décide en outre* que, dans les cinq jours suivant la distribution des armes et munitions importées, le Gouvernement fédéral somalien informera par écrit le Comité de l'unité destinataire des forces de sécurité nationales somaliennes ou du lieu d'entreposage ;

8. *Réaffirme* que les armes ou le matériel militaire vendus ou fournis aux seules fins du développement des forces de sécurité du Gouvernement fédéral somalien ne sauraient être revendus, transférés ou utilisés par aucune personne ou entité n'étant pas au service des forces de sécurité du Gouvernement fédéral, et souligne qu'il incombe à ce dernier de pourvoir en toute sûreté et efficacité à la gestion, à l'entreposage et à la sécurité de cet arsenal ;

9. *Prie* le Gouvernement fédéral somalien de lui rendre compte le 13 juin 2014 au plus tard, puis de nouveau le 13 septembre 2014 au plus tard, des points suivants :

a) La structure, les effectifs et la composition (y compris le statut des milices alliées) des forces de sécurité du Gouvernement fédéral somalien, ainsi que le nom des commandants actuels, l'emplacement des postes de commandement et la situation concernant les milices ;

b) L'infrastructure mise en place pour que les forces de sécurité puissent en toute sécurité entreposer, enregistrer, entretenir et distribuer le matériel militaire, y compris des renseignements détaillés sur tous arsenaux et magasins disponibles, leur emplacement, les capacités d'entreposage, les effectifs, les systèmes de gestion des armes et des munitions et l'utilisation qui en est faite ;

c) Les procédures et codes de conduite mis en place que les forces de sécurité doivent appliquer pour enregistrer, distribuer, utiliser et entreposer les armes et les besoins en matière de formation, ainsi que les procédures à suivre pour réceptionner, vérifier et enregistrer les importations d'armes à travers tout point d'entrée contrôlé par le Gouvernement fédéral somalien, les modalités de transport des armes et munitions par les forces de sécurité et les systèmes d'enregistrement et d'audit actuellement utilisés dans les forces de sécurité ;

10. *Prie* le Secrétaire général de lui proposer, dans les 30 jours, des options et des recommandations d'assistance technique, notamment, que l'Organisation des Nations Unies (y compris la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie) pourrait fournir au Gouvernement fédéral somalien pour lui permettre :

a) De satisfaire aux prescriptions des paragraphes 3 à 7 de la présente résolution et aux demandes résultant de son paragraphe 9 ;

b) De se doter des moyens de pourvoir en toute sûreté et transparence à l'entreposage, à la distribution et à la gestion des armes et du matériel militaire, y compris dans les domaines du contrôle et de la vérification ;

11. *Exhorte* le Gouvernement fédéral somalien, toutes les autres parties et tous les États, ainsi que les organisations internationales, régionales et sous-régionales, dont la Mission de l'Union africaine en Somalie, à coopérer avec le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée, à assurer la sécurité des membres du Groupe et à lui ménager, en particulier, accès en toute liberté aux personnes, documents et lieux qu'il jugerait utiles aux fins de l'exécution de son mandat ;

12. *Prie* le Groupe de contrôle de faire part au Gouvernement fédéral somalien de ses observations sur les rapports présentés au Comité, et de tenir le Conseil régulièrement informé de l'application par le Gouvernement fédéral de la présente résolution et de ses autres résolutions pertinentes ;

13. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7127<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 7132<sup>e</sup> séance, le 11 mars 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Somalie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2014/140) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Nicholas Kay, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, à participer à la séance par visioconférence.

À sa 7181<sup>e</sup> séance, le 22 mai 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Somalie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2014/330) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Nicholas Kay, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, à participer à la séance par visioconférence.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Mahamat Saleh Annadif, Représentant spécial de la Présidente de la Commission de l'Union africaine pour la Somalie et Chef de la Mission de l'Union africaine en Somalie, à participer à la séance par visioconférence.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>90</sup> :

Le Conseil de sécurité accueille avec satisfaction la lettre, en date du 3 avril 2014, adressée à sa Présidente par le Secrétaire général<sup>91</sup>, dans laquelle ce dernier propose un certain nombre d'options susceptibles d'aider le Gouvernement fédéral somalien à remplir les obligations mises à sa charge au titre de la suspension partielle de l'embargo sur les armes. Le Conseil souligne que l'amélioration de la gestion des armes et munitions en Somalie est un élément essentiel du renforcement de la paix et de la stabilité dans le pays et dans l'ensemble de la région.

Le Conseil souligne que le Gouvernement fédéral somalien doit réaliser des progrès tangibles dans la satisfaction des conditions mises à la suspension partielle de l'embargo sur les armes telles qu'elles ressortent de la lettre du Secrétaire général et de sa propre résolution 2142 (2014). Le Conseil continue de trouver préoccupants les détournements d'armes et de munitions, notamment au profit des Chabab, qui sont également évoqués dans sa résolution 2142 (2014). À ce sujet, le Conseil se félicite de la création par le Gouvernement fédéral d'un Comité directeur des armes et munitions, à qui sera confiée la responsabilité globale de la gestion des armes. Le Conseil souligne le rôle important que le Groupe de travail technique chargé de la gestion des

---

<sup>90</sup> S/PRST/2014/9.

<sup>91</sup> S/2014/243.

armes et munitions (Groupe de travail technique) devrait également jouer dans l'amélioration de la gestion des armes. Il réaffirme que la décision qu'il prendra en octobre 2014 sur l'opportunité de reconduire la suspension de l'embargo sur les armes sera fonction de la mesure dans laquelle le Gouvernement somalien aura rempli ses obligations à cet égard.

Le Conseil souligne qu'il importe que la communauté internationale prête assistance au Gouvernement fédéral somalien dans les domaines énumérés dans la lettre du Secrétaire général. Il souligne en particulier l'urgence avec laquelle une aide internationale doit être apportée au Bureau du Conseiller pour la sécurité nationale qui coordonne l'exécution par le Gouvernement fédéral de l'obligation qui lui est faite de présenter des rapports au Conseil et supervise le dispositif national de gestion des armes et munitions. Le Conseil engage les États Membres et les organisations internationales et régionales concernées à fournir un appui et des matériels qui permettraient :

- i) D'améliorer les rapports du Gouvernement fédéral somalien au Conseil sur la structure des forces de sécurité somaliennes, ainsi que ses notifications au Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009) concernant la Somalie et l'Érythrée (Comité des sanctions) ;
- ii) De lancer une campagne initiale d'enregistrement des effectifs du secteur somalien de la sécurité ;
- iii) De lancer un processus de marquage et d'enregistrement des armes sur lequel pourraient s'appuyer les futures activités de vérification.

Le Conseil invite les États Membres à fournir des moyens financiers et en nature pour accélérer la réalisation des principales activités prévues dans le plan de travail pour 2014 du Comité directeur des armes et munitions et de son Groupe de travail technique.

Le Conseil souligne en particulier qu'il a besoin de cinq appareils de marquage des armes, de matériel pour les unités mobiles de marquage des armureries situées à l'extérieur de Mogadiscio et d'installations provisoires d'entreposage d'armes.

Le Conseil rappelle aux États Membres et aux organisations internationales que toutes les livraisons de matériel militaire et toutes les notifications doivent être coordonnées par l'intermédiaire du Bureau du Conseiller pour la sécurité nationale que le Gouvernement fédéral somalien a désigné comme entité chargée de coordonner la gestion des armes et munitions.

Le Gouvernement fédéral somalien devrait envisager de créer une équipe de vérification mixte comprenant des experts internationaux. Cette équipe devrait s'occuper principalement de la vérification physique des armes et munitions fournies au Gouvernement fédéral, ainsi que des systèmes de contrôle mis en place pour la gestion des armes et munitions. Elle devrait également s'employer à aider le Gouvernement fédéral à appliquer les décisions du Conseil et du Comité des sanctions, en particulier en ce qui concerne la gestion des armes et munitions. Le Conseil souligne que cette équipe effectuerait un travail complémentaire de celui du Groupe de contrôle sur la Somalie et l'Érythrée, avec lequel elle devrait se concerter afin d'éviter tout chevauchement de leurs activités. Le Conseil invite les États Membres, la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies concernés à prêter leur concours à la création de l'équipe. Il invite également les États Membres à fournir des ressources financières suffisantes en appui à la mise en place rapide de l'équipe.

Le Conseil souligne l'extrême importance des activités du Groupe de contrôle. Il réaffirme le paragraphe 32 de la résolution 2111 (2013) et rappelle au Gouvernement fédéral combien il importe de coopérer avec le Groupe. Dans ce contexte, le Conseil invite le Groupe à accroître sa présence à Mogadiscio et à intensifier ses échanges avec le Bureau du Conseiller pour la sécurité nationale, notamment en participant régulièrement aux réunions du Groupe de travail technique.

Le Conseil invite tous les membres concernés de la communauté internationale, la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, les organismes des Nations Unies et l'Union africaine à aider le Gouvernement fédéral somalien à améliorer sa gestion des armes et munitions, y compris en prêtant un concours financier et

en nature au renforcement de ses capacités. Le Conseil souligne que le Gouvernement fédéral est responsable en dernier ressort de la gestion de ses armes et de son matériel militaire. Le Conseil compte fermement que le Gouvernement fédéral fera des progrès importants en ce sens dans les mois qui viennent.

À sa 7188<sup>e</sup> séance, le 29 mai 2014, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation en Somalie

« Rapport du Secrétaire général sur la Somalie (S/2014/330) ».

**Résolution 2158 (2014)  
du 29 mai 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* toutes ses précédentes résolutions et les déclarations de son Président concernant la situation en Somalie,

*Réaffirmant son attachement* à la souveraineté, à l'indépendance politique, à l'intégrité territoriale et à l'unité de la Somalie,

*Saluant* l'action menée par la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie au cours de ses 12 premiers mois de fonctionnement, et se félicitant du concours que la Mission a apporté au Gouvernement fédéral somalien dans le cadre du processus de paix et de réconciliation,

*Soulignant* la nécessité d'aller d'urgence de l'avant dans la mise en place d'un système fédéral, la révision et la mise en œuvre de la Constitution fédérale provisoire somalienne ainsi que dans la préparation des élections de 2016,

*S'inquiétant* de la montée des tensions à Baidoa et du risque de confrontation entre le Puntland et le « Somaliland », et encourageant à cet égard le Gouvernement fédéral somalien à renforcer le dialogue avec le Puntland et à reprendre les pourparlers avec le « Somaliland » en vue de trouver des solutions pacifiques dans le respect de la Constitution fédérale provisoire,

*Considérant* qu'il incombe au premier chef au Gouvernement fédéral somalien, soutenu en cela par la Mission de l'Union africaine en Somalie, la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie et les partenaires internationaux, d'asseoir la sécurité, d'instaurer une gouvernance élémentaire, et d'établir l'état de droit, ainsi que de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire et de fournir des services sociaux de base dans les zones sécurisées par la Mission de l'Union africaine et les forces de sécurité somaliennes,

*Rappelant* que toutes les parties sont tenues de respecter les dispositions applicables du droit international humanitaire et les principes directeurs des Nations Unies relatifs à l'aide humanitaire,

*Se réjouissant* des relations positives qu'entretiennent la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie et la Mission de l'Union africaine en Somalie, soulignant qu'il est fondamental que les deux Missions coopèrent étroitement conformément aux mandats confiés à l'une et à l'autre par le Conseil de sécurité, et notant la nécessité de poursuivre la collaboration avec le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie,

*Soulignant* qu'il importe que la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie collabore étroitement avec le Gouvernement fédéral somalien, et se félicitant dans ce contexte que la Mission prévoie de s'installer à l'extérieur de l'aéroport international de Mogadiscio et d'étendre sa présence et ses activités dans les régions dès que les conditions de sécurité le permettront,

*Se réjouissant* du succès des opérations conjointes que mènent actuellement l'Armée nationale somalienne et la Mission de l'Union africaine, soulignant qu'il compte voir ces opérations se poursuivre, et saluant le personnel de la Mission et de l'Armée nationale somalienne pour l'extraordinaire courage dont il fait preuve et les sacrifices qu'il a consentis dans l'intérêt de la paix et de la stabilité en Somalie,

*Déplorant* que la Mission de l'Union africaine ne se soit pas encore dotée d'une cellule de suivi, d'analyse et d'intervention concernant les victimes civiles, mesure dont il a souligné l'importance dans ses résolutions 2093 (2013) du 6 mars 2013 et 2124 (2013) du 12 novembre 2013,

*Exprimant sa préoccupation* face aux allégations de violations des droits de l'homme, notamment d'exécutions extrajudiciaires, de violences contre les femmes, les enfants et les journalistes, de détentions arbitraires

et de violences sexuelles fréquentes perpétrées en Somalie, y compris dans les camps de déplacés, et soulignant qu'il faut mettre fin à l'impunité, faire respecter les droits de l'homme et amener ceux qui commettent ces crimes à répondre de leurs actes,

1. *Décide* de proroger pour une période de 12 mois le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, dont les tâches seront les suivantes :

*a)* Offrir les bons offices de l'Organisation des Nations Unies à l'appui du processus de paix et de réconciliation mené par le Gouvernement fédéral somalien ;

*b)* Fournir un appui au Gouvernement fédéral somalien et, s'il y a lieu, à la Mission de l'Union africaine en Somalie sous forme d'orientations et de conseils stratégiques en matière de consolidation de la paix et d'édification de l'État, notamment en ce qui concerne :

*i)* La gouvernance, notamment la gestion des finances publiques ;

*ii)* La réforme du secteur de la sécurité, l'état de droit (y compris dans le cadre de la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires), le désengagement des combattants, le désarmement, la démobilisation et la réintégration, la sécurité maritime et la lutte antimines ;

*iii)* La mise en place d'un système fédéral, la révision de la Constitution et la tenue d'un référendum sur la Constitution, et la préparation des élections de 2016 ;

*c)* Aider le Gouvernement fédéral somalien à coordonner l'appui des donateurs internationaux, en collaboration avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux et ce dans le plein respect de la souveraineté de la Somalie, en particulier en ce qui concerne :

*i)* Le secteur de la sécurité, y compris au regard du respect des engagements qu'il a pris en contrepartie de la suspension partielle de l'embargo sur les armes ;

*ii)* La sécurité maritime ;

*d)* Concourir à donner au Gouvernement fédéral somalien les moyens :

*i)* De promouvoir et défendre les droits de l'homme et l'autonomisation des femmes, notamment en mettant à sa disposition des conseillers pour la problématique hommes-femmes et pour les droits de l'homme ;

*ii)* De promouvoir la protection de l'enfance et de mettre en œuvre les plans d'action en faveur des enfants touchés par le conflit armé signés par le Gouvernement, notamment en mettant à sa disposition des conseillers pour la protection de l'enfance ;

*iii)* De prévenir les violences sexuelles et sexistes liées aux conflits, notamment en mettant à sa disposition des conseillers pour la protection des femmes ;

*iv)* De renforcer les institutions judiciaires somaliennes et d'amener les auteurs de crimes, en particulier ceux commis sur la personne de femmes et d'enfants, à répondre de leurs actes ;

*e)* De surveiller et de concourir à toutes enquêtes et mesures de prévention, et de signaler au Conseil :

*i)* Toutes exactions ou violations du droit international humanitaire commises en Somalie, notamment en déployant des observateurs des droits de l'homme ;

*ii)* Toutes violences ou exactions commises sur la personne d'enfants en Somalie ;

*iii)* Toutes violences ou exactions commises sur la personne de femmes, y compris toutes formes de violences sexuelles ou sexistes commises en temps de conflit armé ;

2. *Se félicite* de la création sous forme intégrée de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie sous la direction stratégique du Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie, se réjouit de la réouverture du complexe des Nations Unies à Mogadiscio le 24 avril 2014, encourage l'équipe de pays des Nations Unies à poursuivre sa réinstallation à Mogadiscio dès que les conditions de sécurité le permettront, et réaffirme le paragraphe 5 de la résolution 2102 (2013) du 2 mai 2013 et le paragraphe 17 de la résolution 2124 (2013) concernant la structure et l'organisation hiérarchique de la Mission ;



3. *Souligne* combien il importe que la Mission d'assistance des Nations Unies collabore avec le Gouvernement fédéral somalien à l'occasion de l'entreprise de stabilisation et coordonne l'assistance internationale, en particulier dans les zones reprises aux Chabab ;

4. *Engage* la Mission d'assistance des Nations Unies, la Mission de l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement à continuer, dans les limites de leurs mandats respectifs, d'élaborer et de mettre en œuvre des activités conjointes de consolidation de la paix et d'édification de l'État, et prie à cet égard le Représentant spécial d'aligner étroitement les activités de l'équipe de pays des Nations Unies en Somalie sur les priorités de la Mission d'assistance et de coordonner les activités des organismes des Nations Unies avec le Gouvernement fédéral somalien ainsi qu'avec l'Union africaine (notamment la Mission de l'Union africaine), l'Autorité intergouvernementale, l'Union européenne et les autres partenaires régionaux, bilatéraux et multilatéraux ;

5. *Souligne* que la sécurité à long terme de la Somalie passe par le renforcement de l'Armée nationale somalienne, insiste sur le fait que la communauté internationale doit continuer à apporter de manière coordonnée et transparente son concours au renforcement de l'Armée nationale, souligne en outre que le Gouvernement fédéral somalien a un rôle moteur à jouer dans ce domaine, et engage les États Membres, comme il l'a demandé au paragraphe 14 de la résolution 2124 (2013), à appuyer l'Armée nationale, notamment en versant des contributions au fonds d'affectation spéciale destiné à financer l'appui logistique non létal à lui apporter lors des opérations menées conjointement avec la Mission de l'Union africaine en Somalie dans le cadre du concept stratégique d'ensemble de la Mission ;

6. *Réaffirme* combien il importe que la Mission d'assistance se conforme à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme établie par le Secrétaire général<sup>79</sup> et à la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles ;

7. *Condamne* dans les termes les plus forts les récents attentats terroristes perpétrés par les Chabab en Somalie et dans la région, note avec préoccupation le nombre d'attaques qui ont eu lieu à Mogadiscio, s'inquiète de constater que les Chabab continuent de commettre des actes terroristes en Somalie, souligne qu'il importe d'en amener les auteurs à répondre de leurs actes (dans le plein respect du droit international), et réaffirme que les attentats terroristes n'entameront pas sa détermination à accompagner le processus de paix et de réconciliation en Somalie ;

8. *Se félicite* du récent déploiement d'une unité de gardes des Nations Unies en vue de renforcer la sécurité des complexes de la Mission d'assistance ;

9. *Demande* au Gouvernement fédéral somalien d'élaborer un plan clair dans la perspective des élections de 2016, notamment pour ce qui est de la réalisation d'objectifs clefs comme la tenue d'un référendum sur la Constitution et la création d'administrations étatiques de transition, se déclare disposé à appuyer un tel plan et, à cet égard, engage le Gouvernement fédéral et les administrations régionales concernées à entretenir un dialogue étroit ;

10. *Se déclare gravement préoccupé* par la situation humanitaire en Somalie, souligne en particulier que 2,9 millions de Somaliens ont besoin d'une aide humanitaire, souligne également que la situation risque de se détériorer encore, insiste sur le fait qu'il est urgent de verser des contributions en réponse à l'appel global pour la Somalie, le financement atteignant seulement 19 pour cent du montant total demandé, et prie à nouveau toutes les parties d'autoriser et de faciliter pleinement la fourniture en toute sécurité et liberté de l'aide aux personnes qui en ont besoin dans toute la Somalie ;

11. *Souligne* que le Gouvernement fédéral somalien doit veiller à amener tous les auteurs de violations graves du droit international humanitaire à répondre de leurs actes, et insiste sur le fait que la Mission d'assistance doit aider le Gouvernement fédéral somalien à arrêter et à mettre en œuvre une stratégie nationale de prévention et de répression des violences sexuelles et sexistes ;

12. *Demande* à la Mission d'assistance de s'acquitter de son mandat dans le respect de la résolution 1325 (2000) du 31 octobre 2000, notamment, déplore la fréquence actuelle des violences sexuelles en Somalie, se félicite de l'élaboration par le Gouvernement fédéral somalien d'un plan d'action national de lutte contre la violence sexuelle ainsi que du plan de mise en œuvre du communiqué conjoint du Gouvernement fédéral et de l'Organisation des Nations Unies sur la prévention des violences sexuelles, et invite l'Organisation, les États Membres ainsi que les organisations régionales et internationales à en appuyer l'exécution ;

13. *Condamne fermement* les violations graves commises sur la personne d'enfants dont il est fait état, se réjouit de la signature par le Gouvernement fédéral somalien d'instructions permanentes relatives à la prise en charge et à la remise des enfants rescapés des groupes armés, et demande instamment au Gouvernement fédéral de continuer à mettre en œuvre les plans d'action relatifs aux enfants et aux conflits armés, notamment de traduire en justice les auteurs de telles violations ;

14. *Se déclare préoccupé* par les violations des droits de l'homme signalées à la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie et à ses partenaires, dont certaines auraient été commises dans le contexte de la campagne militaire en cours, et par les expulsions forcées de personnes déplacées, souligne que le Gouvernement fédéral somalien doit veiller à ce que tous les auteurs de ce type de violations répondent de leurs actes, et demande au Gouvernement fédéral de promouvoir le respect des droits de l'homme et de protéger activement ces droits, y compris ceux des personnes dans des centres de détention ;

15. *Prie* le Secrétaire général de le tenir régulièrement informé de l'exécution du mandat de la Mission d'assistance, en lui en rendant compte oralement ainsi que par écrit au moyen de trois rapports au moins, le premier devant lui être présenté le 25 septembre au plus tard et les autres tous les 120 jours par la suite ;

16. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7188<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 7191<sup>e</sup> séance, le 4 juin 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Somalie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Somalie ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M<sup>me</sup> Valerie Amos, Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordinatrice des secours d'urgence.

---

## QUESTIONS CONCERNANT LA SITUATION DANS L'EX-YOUGOSLAVIE

### A. La situation en Bosnie-Herzégovine<sup>92</sup>

#### Décision

À sa 7055<sup>e</sup> séance, le 12 novembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Allemagne, de la Bosnie-Herzégovine et de l'Italie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Bosnie-Herzégovine

« Lettre, en date du 5 novembre 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2013/646) ».

#### Résolution 2123 (2013) du 12 novembre 2013

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* toutes ses résolutions antérieures relatives aux conflits dans l'ex-Yougoslavie et les déclarations de son Président sur la question, y compris les résolutions 1031 (1995) du 15 décembre 1995, 1088 (1996) du

---

<sup>92</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1992 des résolutions et décisions sur cette question.

12 décembre 1996, 1423 (2002) du 12 juillet 2002, 1491 (2003) du 11 juillet 2003, 1551 (2004) du 9 juillet 2004, 1575 (2004) du 22 novembre 2004, 1639 (2005) du 21 novembre 2005, 1722 (2006) du 21 novembre 2006, 1764 (2007) du 29 juin 2007, 1785 (2007) du 21 novembre 2007, 1845 (2008) du 20 novembre 2008, 1869 (2009) du 25 mars 2009, 1895 (2009) du 18 novembre 2009, 1948 (2010) du 18 novembre 2010, 2019 (2011) du 16 novembre 2011 et 2074 (2012) du 14 novembre 2012,

*Réaffirmant son attachement* au règlement politique des conflits dans l'ex-Yougoslavie, qui sauvegarderait la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les États à l'intérieur de leurs frontières internationalement reconnues,

*Soulignant* qu'il appuie pleinement la poursuite de la mission du Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine,

*Se déclarant résolu* à appuyer l'application de l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine et de ses annexes (appelés collectivement Accord de paix)<sup>93</sup> ainsi que des décisions correspondantes du Conseil de mise en œuvre de la paix,

*Rappelant* tous les accords sur le statut des forces visés à l'appendice B de l'annexe 1-A de l'Accord de paix et rappelant aux parties l'obligation qui leur est faite de continuer d'en appliquer les dispositions,

*Rappelant également* les dispositions de sa résolution 1551 (2004) concernant l'application à titre provisoire des accords sur le statut des forces figurant à l'appendice B de l'annexe 1-A de l'Accord de paix,

*Exprimant ses remerciements* au Haut-Représentant, au commandant et au personnel de la force multinationale de stabilisation (Force de l'Union européenne-Althea), au Haut-Représentant militaire et au personnel du quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord de Sarajevo, à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, à l'Union européenne ainsi qu'au personnel des autres organisations et organismes internationaux présents en Bosnie-Herzégovine, pour le concours qu'ils apportent à la mise en œuvre de l'Accord de paix,

*Soulignant* que le retour général et coordonné des réfugiés et déplacés de toute la région reste d'une importance décisive pour l'instauration d'une paix durable,

*Encourageant* les autorités de la Bosnie-Herzégovine à intensifier, avec l'aide de la communauté internationale, les efforts qu'elles accomplissent en vue de l'élimination des munitions excédentaires,

*Rappelant* les déclarations issues des réunions ministérielles du Conseil de mise en œuvre de la paix,

*Conscient* que l'Accord de paix n'est pas encore mis pleinement en application, tout en rendant hommage aux autorités de l'État et des entités de Bosnie-Herzégovine ainsi qu'à la communauté internationale pour les progrès accomplis au cours des 18 années écoulées depuis la signature de l'Accord,

*Constatant* que la situation générale de la sécurité est restée calme et stable et notant que les autorités de Bosnie-Herzégovine se sont jusqu'ici montrées capables de faire face aux menaces qui pèsent sur la sûreté et la sécurité du pays,

*Soulignant* qu'il importe que la Bosnie-Herzégovine progresse sur la voie de l'intégration euro-atlantique sur la base de l'Accord de paix, mais également qu'elle devienne à la faveur de sa transition un pays européen opérationnel, soucieux de réforme, moderne et démocratique,

*Prenant note* des rapports du Haut-Représentant, dont le plus récent transmis le 5 novembre 2013<sup>94</sup>,

*Résolu* à promouvoir le règlement pacifique des conflits conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

*Rappelant* les principes énoncés dans la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, du 9 décembre 1994<sup>95</sup>, ainsi que la déclaration de son Président en date du 9 février 2000<sup>96</sup>,

---

<sup>93</sup> Voir S/1995/999.

<sup>94</sup> Voir S/2013/646.

<sup>95</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2051, n° 35457.

<sup>96</sup> S/PRST/2000/4.

*Accueillant avec satisfaction et encourageant* les efforts que l'Organisation des Nations Unies fait dans toutes ses opérations de maintien de la paix pour sensibiliser le personnel de ces opérations à la nécessité de prévenir et de combattre le VIH/sida et les autres maladies transmissibles,

*Se félicitant* du maintien de la présence de la Force de l'Union européenne-Althea, qui centre avec succès son action sur le renforcement des capacités et la formation, tout en gardant les moyens nécessaires pour contribuer à la capacité de dissuasion des autorités de Bosnie-Herzégovine si la situation l'exige,

*Se félicitant également* de la volonté de l'Union européenne, confirmée dans les conclusions des ministres des affaires étrangères de l'Union le 21 octobre 2013, de continuer à ce stade à jouer un rôle militaire exécutif afin de soutenir les efforts déployés par les autorités de Bosnie-Herzégovine pour maintenir un climat de sûreté et de sécurité, dans le cadre d'un mandat de l'Organisation des Nations Unies renouvelé, et se félicitant en outre que l'Union européenne ait décidé que l'opération ferait l'objet d'une évaluation régulière, notamment sur la base de la situation sur le terrain, l'objectif étant de créer les conditions devant lui permettre d'accomplir son mandat,

*Rappelant* les lettres échangées par l'Union européenne et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, qui lui ont été communiquées le 19 novembre 2004, concernant la manière dont ces institutions coopéreront en Bosnie-Herzégovine<sup>97</sup>, dans lesquelles elles reconnaissent que la Force de l'Union européenne-Althea jouera le rôle principal dans la stabilisation de la paix, s'agissant des aspects militaires de l'Accord de paix,

*Rappelant également* que la présidence de Bosnie-Herzégovine, agissant au nom de la Bosnie-Herzégovine, y compris ses entités constituantes, a confirmé les arrangements concernant la Force de l'Union européenne-Althea et le quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sur place<sup>98</sup>,

*Se félicitant* que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord reste engagée en Bosnie-Herzégovine et que l'Union européenne le soit davantage et ait renforcé son rôle,

*Demandant une nouvelle fois* aux autorités compétentes de Bosnie-Herzégovine de prendre les mesures nécessaires pour mener à bien le programme « 5 plus 2 », qui demeure nécessaire pour la fermeture du Bureau du Haut-Représentant, comme l'a confirmé le Comité directeur du Conseil dans ses communiqués, et constatant que le pays ne progresse toujours pas sur ce point,

*Engageant* tous les dirigeants politiques de la Bosnie-Herzégovine à s'abstenir de tenir un discours clivant et à réaliser de nouveaux progrès concrets et appréciables vers l'intégration dans l'Union européenne, notamment en appliquant l'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Sejdic-Finci*,

*Constatant* que la situation dans la région continue de menacer la paix et la sécurité internationales,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte,

1. *Réaffirme une fois encore son appui* à l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine et à ses annexes (appelés collectivement Accord de paix)<sup>99</sup> ainsi qu'à l'Accord de Dayton sur la mise en place de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, en date du 10 novembre 1995<sup>99</sup>, et engage les parties à respecter scrupuleusement les obligations qu'elles ont souscrites en signant ces Accords ;

2. *Réaffirme* que c'est aux autorités de Bosnie-Herzégovine qu'il incombe au premier chef de continuer à assurer la mise en œuvre efficace de l'Accord de paix et que la communauté internationale et les principaux donateurs seront d'autant plus disposés à assumer la charge politique, militaire et économique que représentent la mise en place et la reconstruction si toutes les autorités de Bosnie-Herzégovine respectent leurs engagements et participent activement à l'application de l'Accord de paix et au relèvement de la société civile, notamment en coopérant pleinement avec le Tribunal et le Mécanisme international, conformément à leurs obligations respectives découlant des résolutions 827 (1993) du 25 mai 1993, 955 (1994) du 8 novembre 1994 et 1966 (2010) du 22 décembre 2010, au renforcement des institutions conjointes qui favorisent la création d'un État autonome

---

<sup>97</sup> Voir S/2004/915 et S/2004/916.

<sup>98</sup> Voir S/2004/917.

<sup>99</sup> S/1995/1021, annexe.

pleinement opérationnel capable de s'intégrer dans les structures européennes, et aux initiatives propres à faciliter le retour des réfugiés et des déplacés ;

3. *Rappelle une fois de plus* aux parties qu'elles se sont engagées dans l'Accord de paix à coopérer pleinement avec toutes les entités participant à la mise en œuvre du règlement de paix, comme le prévoit l'Accord, et celles qui sont par ailleurs autorisées par le Conseil de sécurité, y compris le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux, conformément à leurs obligations respectives découlant des résolutions 827 (1993), 955 (1994) et 1966 (2010), et rappelle que les États ont l'obligation de coopérer avec le Tribunal et avec le Mécanisme, et en particulier de satisfaire sans retard indu aux demandes d'assistance ;

4. *Souligne* qu'il tient à ce que le Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine continue de jouer son rôle dans le suivi de la mise en œuvre de l'Accord de paix, de donner des orientations aux organisations et institutions civiles qui aident les parties à appliquer l'Accord et de coordonner leurs activités, et réaffirme qu'en vertu de l'annexe 10 de l'Accord, c'est en dernier ressort au Haut-Représentant qu'il appartient de statuer sur place sur l'interprétation à donner aux aspects civils de l'application de l'Accord et qu'il peut, en cas de différend, donner l'interprétation, faire les recommandations et prendre les décisions ayant force obligatoire qu'il juge nécessaires touchant les questions dont le Conseil de mise en œuvre de la paix a traité à Bonn (Allemagne) les 9 et 10 décembre 1997<sup>100</sup> ;

5. *Souscrit* aux déclarations issues des réunions ministérielles du Conseil de mise en œuvre de la paix ;

6. *Réaffirme* qu'il entend suivre de près la mise en œuvre de l'Accord de paix et la situation en Bosnie-Herzégovine au vu des rapports présentés en application des paragraphes 18 et 20 de la présente résolution et des recommandations qui y figureront éventuellement, et qu'il est prêt à envisager de prendre des mesures contre toute partie qui faillirait de façon substantielle à ses obligations aux termes de l'Accord ;

7. *Rappelle* que les autorités de Bosnie-Herzégovine soutiennent la Force de l'Union européenne-Althea, approuvent le maintien de la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et confirment que l'une et l'autre succèdent juridiquement à la Force de stabilisation dans l'accomplissement de leur mission aux fins de l'Accord de paix, de ses annexes et appendices et des résolutions qu'il a adoptées sur la question et peuvent prendre toutes décisions nécessaires, y compris celle de recourir à la force, pour faire appliquer les dispositions des annexes 1-A et 2 de l'Accord et les résolutions du Conseil sur la question ;

8. *Rend hommage* aux États Membres qui ont participé à la force multinationale de stabilisation (Force de l'Union européenne-Althea) créée en application de sa résolution 1575 (2004) et prorogée par ses résolutions 1639 (2005), 1722 (2006), 1785 (2007), 1845 (2008), 1895 (2009), 1948 (2010), 2019 (2011) et 2074 (2012) ainsi qu'au maintien d'une présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, et se félicite qu'ils soient disposés à aider les parties à l'Accord de paix en maintenant le déploiement de la force multinationale de stabilisation (Force de l'Union européenne-Althea) et la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ;

9. *Se félicite* de l'intention manifestée par l'Union européenne de poursuivre une opération militaire (Force de l'Union européenne-Althea) en Bosnie-Herzégovine après novembre 2013 ;

10. *Autorise* les États Membres agissant par l'intermédiaire de l'Union européenne ou en coopération avec elle à créer pour une nouvelle période de 12 mois à compter de la date d'adoption de la présente résolution une force multinationale de stabilisation (Force de l'Union européenne-Althea) succédant juridiquement à la Force de stabilisation avec une structure de commandement et de direction des opérations unifiée, qui remplira ses missions liées à la mise en œuvre des dispositions des annexes 1-A et 2 de l'Accord de paix en coopération avec le quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sur place, conformément aux arrangements conclus entre l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et l'Union européenne, tels qu'ils lui ont été communiqués par ces deux institutions dans leurs lettres du 19 novembre 2004<sup>97</sup>, par lesquelles elles conviennent que la Force de l'Union européenne-Althea jouera le rôle principal dans la stabilisation de la paix s'agissant des aspects militaires de l'Accord ;

11. *Se félicite* que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ait décidé de rester présente en Bosnie-Herzégovine sous la forme d'un quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord afin de continuer à concourir à l'application de l'Accord de paix en conjonction avec la Force de l'Union européenne-Althea, et autorise les États Membres agissant par l'intermédiaire de l'Organisation du Traité de

---

<sup>100</sup> Voir S/1997/979, annexe.

l'Atlantique Nord ou en coopération avec elle à maintenir un quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord succédant juridiquement à la Force de stabilisation avec une structure de commandement et de direction des opérations unifiée, qui remplira ses missions liées à l'application des dispositions des annexes 1-A et 2 de l'Accord en coopération avec la Force de l'Union européenne-Althea, conformément aux arrangements conclus entre l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et l'Union européenne, tels qu'ils lui ont été communiqués par ces deux institutions dans leurs lettres du 19 novembre 2004, par lesquelles elles conviennent que la Force de l'Union européenne-Althea jouera le rôle principal dans la stabilisation de la paix s'agissant des aspects militaires de l'Accord ;

12. *Réaffirme* que l'Accord de paix et les dispositions de ses propres résolutions antérieures sur la question s'appliquent à la Force de l'Union européenne-Althea et à la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et à leur égard comme ils s'appliquaient à la Force de stabilisation et à son égard et, par suite, que les mentions de la Force de mise en œuvre, de la Force de stabilisation, de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et du Conseil de l'Atlantique Nord dans l'Accord, notamment dans l'annexe 1-A et ses appendices, ainsi que dans ses propres résolutions, renverront dorénavant et selon le cas à la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, à la Force de l'Union européenne-Althea, à l'Union européenne, au Comité politique et de sécurité et au Conseil de l'Union européenne ;

13. *Entend* envisager de proroger cette autorisation si l'application de l'Accord de paix et l'évolution de la situation en Bosnie-Herzégovine l'y engagent ;

14. *Autorise* les États Membres, agissant en vertu des paragraphes 10 et 11 de la présente résolution, à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire appliquer et respecter les annexes 1-A et 2 de l'Accord de paix, et souligne que les parties continueront d'être tenues responsables à égalité du respect des dispositions de ces annexes et qu'elles encourront à égalité les mesures coercitives que la Force de l'Union européenne-Althea et la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord pourraient juger nécessaires pour assurer l'application des annexes en question et leur propre protection ;

15. *Autorise* les États Membres à prendre, à la demande de la Force de l'Union européenne-Althea ou du quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, toute mesure nécessaire pour défendre la Force de l'Union européenne-Althea ou la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, et à aider ces deux institutions à remplir leurs missions, et reconnaît à la Force de l'Union européenne-Althea comme à la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord le droit de prendre toute mesure de protection nécessaire en cas d'attaque ou de menace ;

16. *Autorise* les États Membres agissant en vertu des paragraphes 10 et 11 de la présente résolution à prendre, conformément à l'annexe 1-A de l'Accord de paix, toute mesure nécessaire pour faire respecter les règles et la procédure organisant la maîtrise de l'espace aérien de la Bosnie-Herzégovine pour l'aviation civile et militaire ;

17. *Exige* des parties qu'elles respectent la sécurité et la liberté de circulation de la Force de l'Union européenne-Althea, de la présence de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et des autres membres du personnel international ;

18. *Prie* les États Membres agissant par l'intermédiaire de l'Union européenne ou en coopération avec elle et les États Membres agissant par l'intermédiaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ou en coopération avec elle de lui faire rapport, par les voies appropriées et tous les trois mois au moins, sur l'activité de la Force de l'Union européenne-Althea et du quartier général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sur place ;

19. *Invite* tous les États, en particulier ceux de la région, à continuer de fournir l'appui et les services, y compris les services de transit, dont ont besoin les États Membres agissant en vertu des paragraphes 10 et 11 de la présente résolution ;

20. *Prie* le Secrétaire général de continuer à lui transmettre les rapports établis par le Haut-Représentant, conformément à l'annexe 10 de l'Accord de paix et aux conclusions de la Conférence sur la mise en œuvre de la paix tenue à Londres les 4 et 5 décembre 1996<sup>101</sup> et des conférences ultérieures sur la

---

<sup>101</sup> Voir S/1996/1012, annexe.

mise en œuvre de la paix, sur la mise en œuvre de l'Accord et, en particulier, sur le respect par les parties des engagements qu'elles ont souscrits en le signant ;

21. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7055<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 7057<sup>e</sup> séance, le 12 novembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie et de la Serbie, à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Bosnie-Herzégovine

« Lettre, en date du 5 novembre 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2013/646) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Valentin Inzko, Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, et à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 7176<sup>e</sup> séance, le 15 mai 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie et de la Serbie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Bosnie-Herzégovine

« Lettre datée du 2 mai 2014, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2014/314) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Valentin Inzko, Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, et à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

### **B. Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité<sup>102</sup>**

### Décisions

À sa 7026<sup>e</sup> séance, le 29 août 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Serbie (Ministre des affaires étrangères) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2013/444) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Farid Zarif, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, à participer à la séance par visioconférence.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Enver Hoxhaj.

---

<sup>102</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1999 des résolutions et décisions sur cette question.

À sa 7064<sup>e</sup> séance, le 19 novembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Serbie (Premier Ministre) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2013/631) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Farid Zarif, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hashim Thaçi.

À sa 7108<sup>e</sup> séance, le 10 février 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Serbie (Premier Ministre) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999)

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2014/68) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Farid Zarif, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, à participer à la séance par visioconférence.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hashim Thaçi.

À sa 7183<sup>e</sup> séance, le 27 mai 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Serbie (Président) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2014/305) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Farid Zarif, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M<sup>me</sup> Atifete Jahjaga.

### **C. Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991<sup>103</sup>**

#### **Décision**

À sa 7088<sup>e</sup> séance, le 18 décembre 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

---

<sup>103</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1996 des résolutions et décisions sur cette question.



« Rapport du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (S/2013/463)

« Lettre, en date du 18 novembre 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (S/2013/678)

« Lettre, en date du 18 novembre 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux (S/2013/679) ».

**Résolution 2130 (2013)  
du 18 décembre 2013<sup>104</sup>**

*Le Conseil de sécurité,*

*Réaffirmant* qu'il est déterminé à combattre l'impunité des auteurs de crimes graves de droit international et que toutes les personnes mises en accusation par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie doivent être traduites en justice,

*Prenant note* de la lettre en date du 21 novembre 2013, adressée à son Président par le Secrétaire général, transmettant des lettres, en date des 30 octobre 2013 et 19 novembre 2013, du Président du Tribunal<sup>105</sup>,

*Rappelant* ses résolutions 827 (1993) du 25 mai 1993, 1503 (2003) du 28 août 2003 et 1534 (2004) du 26 mars 2004, et ses résolutions antérieures concernant le Tribunal,

*Se félicitant* de l'entrée en fonctions, le 1<sup>er</sup> juillet 2013, de la division du Mécanisme correspondant au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, et prenant note du bilan présenté par le Mécanisme<sup>106</sup>,

*Rappelant* ses résolutions antérieures portant prorogation du mandat des juges permanents et des juges *ad litem* du Tribunal siégeant aux Chambres de première instance et à la Chambre d'appel,

*Tenant compte* du bilan dressé par le Tribunal dans son rapport sur sa Stratégie d'achèvement des travaux<sup>107</sup> et du calendrier actualisé des procès en première instance et en appel,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Prie* le Tribunal de tout faire pour achever aussi rapidement que possible ses travaux afin de faciliter sa fermeture, compte tenu de la résolution 1966 (2010) du 22 décembre 2010, aux termes de laquelle le Tribunal est prié d'achever ses procès en première instance et en appel au plus tard le 31 décembre 2014, et exprime son inquiétude à l'idée qu'afin d'achever les travaux du Tribunal, les procès en première instance et en appel continueront au-delà de 2014 ;

2. *Décide* de proroger jusqu'au 31 décembre 2014, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont saisis si celui-ci intervient avant, le mandat des juges *ad litem* du Tribunal siégeant aux Chambres de première instance et à la Chambre d'appel dont les noms suivent :

- M. Koffi Kumelio A. Afande (Togo)
- M. Carmel A. Agius (Malte)
- M. Liu Daqun (Chine)
- M. Theodor Meron (États-Unis d'Amérique)
- M. Fausto Pocar (Italie)

---

<sup>104</sup> Dans une lettre en date du 18 décembre 2013 (A/68/668), le Président du Conseil de sécurité a attiré l'attention du Président de l'Assemblée générale sur le texte de la résolution 2130 (2013).

<sup>105</sup> S/2013/685.

<sup>106</sup> Voir S/2013/679.

<sup>107</sup> Voir S/2013/678.

- M. Patrick Lipton Robinson (Jamaïque)
  - M. Jean-Claude Antonetti (France)
  - M. Guy Delvoie (Belgique)
  - M. Christoph Flügge (Allemagne)
  - M. Burton Hall (Bahamas)
  - M. O-gon Kwon (République de Corée)
  - M. Bakone Melema Moloto (Afrique du Sud)
  - M. Howard Morrison (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
  - M. Alphonsus Martinus Maria Orie (Pays-Bas)
  - M. Melville Baird (Trinité-et-Tobago)
  - M<sup>me</sup> Flavia Lattanzi (Italie)
  - M. Antoine Kesia-Mbe Mindua (République démocratique du Congo)
3. *Souligne* que les États doivent coopérer pleinement avec le Tribunal, notamment en lui fournissant des informations susceptibles de l'aider dans ses travaux, ainsi qu'avec le Mécanisme ;
4. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à la 7088<sup>e</sup> séance  
par 14 voix contre zéro, avec une abstention  
(Fédération de Russie).*

---

**TRIBUNAL INTERNATIONAL CHARGÉ DE JUGER LES PERSONNES  
ACCUSÉES D'ACTES DE GÉNOCIDE OU D'AUTRES VIOLATIONS  
GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMIS  
SUR LE TERRITOIRE DU RWANDA ET LES CITOYENS RWANDAIS  
ACCUSÉS DE TELS ACTES OU VIOLATIONS COMMIS  
SUR LE TERRITOIRE D'ÉTATS VOISINS ENTRE  
LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 1994 ET LE 31 DÉCEMBRE 1994<sup>108</sup>**

**Décision**

Le 9 août 2013, la Présidente du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>109</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 6 août 2013 concernant la composition du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994<sup>110</sup> a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité. Les membres du Conseil appuient votre intention de nommer M. Mandiaye Niang juge permanent du Tribunal conformément au paragraphe 2 de l'article 12 *bis* du Statut du Tribunal.

---

<sup>108</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1996 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>109</sup> S/2013/474.

<sup>110</sup> S/2013/471.

**TRIBUNAL INTERNATIONAL CHARGÉ DE JUGER LES PERSONNES  
ACCUSÉES DE VIOLATIONS GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL  
HUMANITAIRE COMMISES SUR LE TERRITOIRE  
DE L'EX-YOUGOSLAVIE DEPUIS 1991**

**TRIBUNAL INTERNATIONAL CHARGÉ DE JUGER LES PERSONNES  
ACCUSÉES D'ACTES DE GÉNOCIDE OU D'AUTRES VIOLATIONS  
GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMMIS  
SUR LE TERRITOIRE DU RWANDA ET LES CITOYENS RWANDAIS  
ACCUSÉS DE TELS ACTES OU VIOLATIONS COMMIS  
SUR LE TERRITOIRE D'ÉTATS VOISINS ENTRE  
LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 1994 ET LE 31 DÉCEMBRE 1994<sup>111</sup>**

**Décisions**

À sa 7073<sup>e</sup> séance, le 5 décembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie et de la Serbie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994

« Rapport du Tribunal pénal international pour le Rwanda (S/2013/460)

« Rapport du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (S/2013/463)

« Lettre, en date du 13 novembre 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal pénal international pour le Rwanda (S/2013/663)

« Lettre, en date du 18 novembre 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (S/2013/678)

« Lettre, en date du 18 novembre 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux (S/2013/679) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation au juge Theodor Meron, Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux ; au juge Vagn Joensen, Président du Tribunal pénal international pour le Rwanda ; à M. Serge Brammertz, Procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ; et à M. Hassan Bubacar Jallow, Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda et Procureur du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux.

À sa 7192<sup>e</sup> séance, le 5 juin 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie et de la Serbie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

---

<sup>111</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1999 des résolutions et décisions sur cette question.

« Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994

« Lettre, en date du 15 mai 2014, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal pénal international pour le Rwanda (S/2014/343)

« Lettre, en date du 16 mai 2014, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux (S/2014/350)

« Lettre, en date du 16 mai 2014, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (S/2014/351) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, au juge Theodor Meron, Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et Président du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux ; au juge Vagn Joensen, Président du Tribunal pénal international pour le Rwanda ; à M. Serge Brammertz, Procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ; et à M. Hassan Bubacar Jallow, Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda et Procureur du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux.

---

## LA QUESTION CONCERNANT HAÏTI<sup>112</sup>

### Décisions

À sa 7024<sup>e</sup> séance, le 28 août 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, de l'Espagne, d'Haïti, du Japon, du Mexique, du Pérou, de la Trinité-et-Tobago et de l'Uruguay à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La question concernant Haïti

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (S/2013/493) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Sandra Honoré, Représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti et Chef de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 7040<sup>e</sup> séance, le 10 octobre 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Brésil, du Canada, du Chili, d'Haïti, du Pérou et de l'Uruguay à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La question concernant Haïti

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (S/2013/493) ».

---

<sup>112</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1993 des résolutions et décisions sur cette question.

**Résolution 2119 (2013)  
du 10 octobre 2013**

*Le Conseil de sécurité,*

*Réaffirmant* ses précédentes résolutions sur Haïti, en particulier les résolutions 1542 (2004) du 30 avril 2004, 1576 (2004) du 29 novembre 2004, 1608 (2005) du 22 juin 2005, 1658 (2006) du 14 février 2006, 1702 (2006) du 15 août 2006, 1743 (2007) du 15 février 2007, 1780 (2007) du 15 octobre 2007, 1840 (2008) du 14 octobre 2008, 1892 (2009) du 13 octobre 2009, 1908 (2010) du 19 janvier 2010, 1927 (2010) du 4 juin 2010, 1944 (2010) du 14 octobre 2010, 2012 (2011) du 14 octobre 2011 et 2070 (2012) du 12 octobre 2012,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité d'Haïti,

*Constatant* qu'au cours de l'année écoulée Haïti a fait des progrès sur la voie de la stabilisation, y compris en mettant en place le Collège transitoire du Conseil électoral permanent et en présentant à l'Assemblée nationale un projet de loi électorale, qui sont indispensables à la tenue d'élections sénatoriales, municipales et locales partielles différées depuis trop longtemps,

*Notant avec préoccupation* que les préparatifs des élections connaissent encore des retards qui risquent de remettre en cause la tenue des élections annoncées pour 2013 par le Gouvernement haïtien, et demandant à ce dernier et à tous les acteurs concernés d'organiser d'urgence des élections libres, régulières, ouvertes et crédibles, conformément à la Constitution d'Haïti, en vue de favoriser la stabilité politique et de créer un environnement propice au développement socioéconomique,

*Constatant* que, dans l'ensemble, la situation sur le plan de la sécurité est restée relativement stable et s'est un peu améliorée depuis l'adoption de la résolution 2070 (2012), ce qui permet à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti de continuer à réduire progressivement ses effectifs et de revoir sa configuration sans compromettre la sécurité et la stabilité dans le pays, et conscient qu'il importe que les décisions concernant l'avenir de la Mission tiennent compte des conditions de sécurité,

*Conscient* du rôle essentiel que joue la Mission pour garantir la stabilité et la sécurité en Haïti, félicitant la Mission de ce qu'elle continue d'aider le Gouvernement haïtien à créer un environnement sûr et stable, exprimant sa gratitude aux membres du personnel de la Mission et à leurs pays d'origine respectifs et rendant hommage à ceux qui ont été blessés ou tués dans l'exercice de leurs fonctions, et se félicitant également des activités de toutes sortes menées pour assurer la reconstruction d'Haïti et du travail accompli par les unités du génie de la Mission,

*Soulignant* qu'il faut continuer de renforcer les systèmes judiciaire et pénitentiaire haïtien pour améliorer l'intégration et la cohérence du secteur de la sécurité, saluant la détermination du Gouvernement haïtien à asseoir l'état de droit et à continuer d'aller de l'avant dans la réforme du secteur de la sécurité, et encourageant les autorités haïtiennes à persévérer dans ce sens,

*Rappelant* le rôle essentiel que joue la Police nationale d'Haïti dans le maintien de la sécurité et de la stabilité dans le pays, soulignant qu'il importe de continuer de la renforcer, de la professionnaliser et de la réformer pour qu'elle soit à même d'assurer pleinement la sécurité du pays, saluant les progrès faits dans la mise en œuvre du plan quinquennal de développement de la Police nationale d'Haïti pour 2012-2016, et réaffirmant qu'il est essentiel de continuer à appuyer ce plan, en particulier dans le domaine du recrutement et de la rétention du personnel,

*Appréciant* les mesures prises par le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire pour s'acquitter de son mandat et promouvoir le renforcement de l'indépendance de la justice, et indiquant qu'il faut continuer de répondre aux préoccupations que suscitent encore les droits de l'homme dans le système pénitentiaire, comme les détentions provisoires prolongées, la surpopulation carcérale et les conditions sanitaires,

*Constatant* qu'en dépit des progrès importants accomplis Haïti reste en proie à de sérieux problèmes humanitaires, alors que quelque 279 000 déplacés restent tributaires de l'aide pour leur survie, que l'épidémie de choléra persiste et que les conditions de vie dans les camps laissent encore à désirer,

*Soulignant* que pour asseoir durablement la stabilité en Haïti il est essentiel de progresser dans la reconstruction et le développement social et économique du pays, notamment de lui apporter une aide internationale au développement efficace et louable et de renforcer les moyens dont disposent ses institutions pour tirer parti de cette aide, et réaffirmant que la sécurité doit aller de pair avec le développement économique et social, y compris

avec la réduction des risques et la préparation aux catastrophes dans ce pays extrêmement vulnérable aux catastrophes naturelles, et que le Gouvernement haïtien a un rôle de premier plan à jouer dans ces domaines,

*Saluant* la poursuite de l'élaboration du Cadre de coordination de l'aide externe au développement d'Haïti par le Gouvernement haïtien, mécanisme de coordination privilégié des donateurs et moyen de soutenir les priorités de développement du Gouvernement, se félicitant du renforcement de la programmation commune assurée par l'équipe de pays des Nations Unies en Haïti, conformément au Cadre stratégique intégré approuvé par le Gouvernement, et se réjouissant de l'engagement qui a été pris de faire en sorte que l'assistance internationale réponde davantage aux priorités nationales, d'accroître la transparence et de renforcer la responsabilité mutuelle ainsi que la coordination,

*Prenant note* des efforts que le Gouvernement haïtien continue de faire pour tenter de maîtriser et d'éradiquer l'épidémie de choléra, engageant instamment les organismes des Nations Unies à continuer d'aider le Gouvernement, en coordination avec les autres parties concernées, à remédier aux faiblesses structurelles du pays, en particulier celles des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, insistant sur l'importance que revêt le renforcement des institutions nationales de santé publique et conscient de l'action que mènent les organismes des Nations Unies pour lutter contre le choléra, y compris dans le cadre de l'initiative lancée par le Secrétaire général pour appuyer le Plan d'élimination du choléra en Haïti, et soulignant qu'il faut apporter un appui durable et approprié, en particulier aux interventions médicales ciblées visant à lutter rapidement contre les épidémies afin de réduire cette menace,

*Invitant instamment* les bailleurs de fonds à honorer les engagements qu'ils ont pris lors de la conférence qui s'est tenue à New York le 31 mars 2010, afin, notamment, d'aider les plus vulnérables à accéder aux services et à l'emploi, et soulignant qu'il incombe au Gouvernement haïtien de leur indiquer clairement quelles sont ses priorités et de veiller à ce que l'assistance aille à ceux qui en ont le plus besoin,

*Soulignant* le rôle que jouent les organisations régionales dans l'entreprise de stabilisation et de reconstruction en cours en Haïti et demandant à la Mission de continuer à collaborer étroitement avec les institutions financières internationales, les organisations régionales et sous-régionales et d'autres parties prenantes, en particulier l'Organisation des États américains, l'Union des nations de l'Amérique du Sud et la Communauté des Caraïbes,

*Conscient* de l'interdépendance des défis à relever en Haïti, réaffirmant que les progrès durables accomplis dans les domaines de la sécurité, de l'état de droit et de la réforme institutionnelle, de la réconciliation nationale et du développement, notamment dans la lutte contre le chômage et la pauvreté, contribuent les uns aux autres, et saluant la persévérance dont font preuve le Gouvernement haïtien et la communauté internationale pour relever ces défis, conformément aux priorités définies par celui-ci dans son programme des « cinq E » (emploi, éducation, environnement, énergie et état de droit),

*Saluant* les efforts soutenus faits par la Police nationale d'Haïti pour effectuer des patrouilles et accroître sa présence sur le terrain et ses contacts avec la population, conscient du rôle de police de proximité que continue de jouer la Mission, en étroite coordination avec les comités des camps, dans les camps de déplacés, et saluant l'action qu'elle mène auprès de la population,

*Sachant* que la violence sexuelle et sexiste continue de poser de sérieux problèmes, surtout dans les quartiers défavorisés de Port-au-Prince, les camps de déplacés et les régions reculées du pays,

*Conscient* que le renforcement des organismes nationaux de défense des droits de l'homme, le respect des droits de l'homme et du droit à une procédure régulière, et la lutte contre la criminalité, la violence sexuelle et sexiste et l'impunité sont essentiels pour assurer l'état de droit et la sécurité en Haïti, et se félicitant à cet égard de l'établissement de la commission interministérielle des droits de l'homme,

*Réaffirmant* l'autorité donnée à la Représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti pour coordonner et diriger toutes les activités des organismes, fonds et programmes des Nations Unies présents en Haïti, et réaffirmant également son soutien à la Représentante spéciale qui s'emploie à optimiser la coordination et la collaboration entre la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies sur les volets de leurs mandats respectifs qui se recoupent, notamment dans le cadre du plan de consolidation conditionnel de la Mission,

*Soulignant* qu'il importe de donner à la Police nationale d'Haïti les moyens financiers voulus pour renforcer ses capacités logistiques, administratives et opérationnelles, invitant le Gouvernement haïtien à tirer parti du soutien

de la communauté internationale pour garantir à sa population des conditions de sécurité satisfaisantes et demandant à tous les partenaires internationaux de mieux coordonner leurs actions dans ce sens,

*Accueillant avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général en date du 19 août 2013<sup>113</sup>,

*Sachant* que la Charte des Nations Unies lui assigne la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte, ainsi qu'il ressort de la section I du paragraphe 7 de la résolution 1542 (2004),

1. *Décide* de proroger jusqu'au 15 octobre 2014, dans l'intention de le renouveler encore, le mandat de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, tel qu'il résulte des résolutions 1542 (2004), 1608 (2005), 1702 (2006), 1743 (2007), 1780 (2007), 1840 (2008), 1892 (2009), 1908 (2010), 1927 (2010), 1944 (2010), 2012 (2011) et 2070 (2012);

2. *Décide également* que l'effectif global de la Mission comprendra une composante militaire qui pourra atteindre 5 021 soldats à l'issue du retrait d'un nombre équilibré de militaires de l'infanterie et du génie, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 54 du rapport du Secrétaire général<sup>113</sup>, et une composante de police qui pourra compter 2 601 personnes;

3. *Affirme* que tout aménagement de la configuration de la force devrait dépendre des conditions de sécurité sur le terrain, sachant qu'il importe d'assurer un environnement sûr et stable et que les réalités sociales et politiques influent sur la stabilité et la sécurité en Haïti, ainsi que du développement croissant des capacités de l'État haïtien, en particulier du renforcement en cours de la Police nationale d'Haïti, et de l'exercice de plus en plus effectif par les autorités nationales de la responsabilité qui leur incombe d'assurer le maintien de la stabilité et de la sécurité dans le pays, et appelle la Mission à conserver sa capacité de déploiement rapide de troupes dans tout le pays;

4. *Prend note* de la mise en œuvre en cours du plan de consolidation conditionnel de la Mission, réaffirme son intention d'axer les activités de la Mission sur un ensemble de tâches déterminées réalisables dans des délais raisonnables comme convenu avec le Gouvernement haïtien, prend également note du paragraphe 64 du rapport du Secrétaire général et attend avec intérêt les propositions qui figureront dans le prochain rapport qu'il lui présentera après avoir consulté le Gouvernement haïtien et les États Membres;

5. *Considère* que c'est au Gouvernement et au peuple d'Haïti qu'appartiennent la maîtrise et la responsabilité première de la stabilisation du pays sous tous ses aspects, et encourage la Mission à redoubler d'efforts pour fournir un soutien logistique et une assistance technique, dans la limite des moyens disponibles et conformément à son mandat, en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies et les autres entités contribuant à la stabilisation, pour aider le Gouvernement haïtien, lorsqu'il en fait la demande, à continuer d'appliquer les mesures de décentralisation qui ont été prises et de renforcer les capacités de ses institutions aux niveaux national et local, et à lui donner ainsi les moyens d'étendre son autorité sur l'ensemble de son territoire et de promouvoir la bonne gouvernance et l'état de droit à tous les niveaux;

6. *Demande instamment* aux acteurs politiques haïtiens de collaborer pour accomplir toutes les tâches prévues, notamment l'adoption d'une loi électorale, afin d'organiser et de tenir, conformément à la Constitution d'Haïti, des élections sénatoriales, municipales et locales libres, régulières et transparentes, qui n'ont été que trop longtemps différées, de façon à assurer la continuité du fonctionnement de l'Assemblée nationale et des autres organes électifs;

7. *Se félicite* des mesures que la Représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti prend pour appuyer le processus politique engagé en Haïti, demande de nouveau à la Mission de continuer à soutenir ce processus et lui demande de mener et de coordonner, s'il y a lieu, les activités d'assistance électorale internationale destinée au Gouvernement haïtien, en coopération avec les acteurs internationaux intéressés, dont l'Organisation des États américains, l'Union des nations de l'Amérique du Sud et la Communauté des Caraïbes, le cas échéant;

---

<sup>113</sup> S/2013/493.

8. *Rappelle* sa résolution 1325 (2000) du 31 octobre 2000 et invite le Gouvernement haïtien, avec le concours des acteurs intéressés, à promouvoir le renforcement de la participation des femmes à la vie politique haïtienne, conformément à la Constitution nationale ;

9. *Réaffirme* que, dans le contexte de l'amélioration de l'état de droit en Haïti, il est primordial de renforcer les moyens de la Police nationale d'Haïti pour permettre au Gouvernement haïtien d'assumer pleinement et rapidement la responsabilité de la sécurité nationale, qui conditionne la stabilité générale et le développement futur du pays ;

10. *Réaffirme également* que le renforcement des capacités de la Police nationale d'Haïti est une tâche des plus cruciales de la Mission, prie cette dernière de continuer à renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles de la première, en particulier en redoublant d'efforts pour encadrer et former les agents de la police et de l'administration pénitentiaire, notamment ceux de rang intermédiaire, et demande à la Mission d'adapter les compétences du personnel de la Police des Nations Unies aux objectifs à atteindre et d'offrir le concours de formateurs et de conseillers techniques spécialement formés ;

11. *Souligne* qu'il faut veiller à ce que le Gouvernement haïtien et ses partenaires internationaux et régionaux appuient comme il se doit le plan de développement de la Police nationale d'Haïti pour 2012-2016 pour que soient atteint d'ici à 2016 les objectifs consistant à la doter d'un effectif minimum de 15 000 agents pleinement opérationnels et de moyens logistiques et administratifs suffisants, à consacrer le principe de responsabilité, à faire respecter les droits de l'homme et l'état de droit, à instituer une stricte procédure d'agrément, à améliorer les procédures de recrutement et de formation, à renforcer les contrôles aux frontières terrestres et maritimes et à décourager plus efficacement la criminalité transnationale organisée ;

12. *Souligne également* qu'il faut une coordination étroite entre la Mission, les donateurs et le Gouvernement haïtien pour accroître l'efficacité et la viabilité des initiatives de renforcement des capacités de la Police nationale d'Haïti, et prie la Mission de favoriser cette coordination et de continuer d'apporter, sur demande, son concours technique aux projets financés par les donateurs pour remettre en état les locaux de la police et les établissements pénitentiaires ou en construire de nouveaux, et à d'autres projets visant à renforcer la capacité institutionnelle de la Police nationale d'Haïti, selon qu'il conviendra ;

13. *Encourage* la Mission, agissant en coopération avec les acteurs internationaux compétents, à aider le Gouvernement haïtien à contrer efficacement la violence en bande, la criminalité organisée, le trafic de stupéfiants et la traite d'êtres humains, en particulier d'enfants ;

14. *Encourage* les autorités haïtiennes à poursuivre l'exécution du plan de réforme de la justice en prenant les mesures nécessaires, notamment en prêtant un appui constant au Conseil supérieur du pouvoir judiciaire afin d'assurer l'indépendance et l'efficacité des institutions judiciaires, et à continuer de s'attaquer aux problèmes que posent la détention provisoire prolongée, les conditions de détention et la surpopulation carcérale, en s'intéressant spécialement au sort des femmes et des enfants placés en détention ;

15. *Invite* tous les donateurs et les partenaires, y compris les organisations internationales et non gouvernementales, à mieux coordonner leurs actions et à travailler en étroite collaboration avec le Gouvernement haïtien, dans le contexte du Cadre de coordination de l'aide externe au développement d'Haïti, pour aider ce dernier à accroître la transparence, l'appropriation nationale et la coordination de l'aide étrangère, et renforcer les moyens dont il dispose pour gérer l'aide extérieure ;

16. *Prie* l'équipe de pays des Nations Unies, et demande à toutes les parties prenantes, de compléter les mesures prises par le Gouvernement haïtien, avec le soutien de la Mission, dans les domaines de la sécurité et du développement, par des activités visant à améliorer véritablement les conditions de vie des populations concernées, en particulier les femmes et les enfants ;

17. *Prie* la Mission de continuer, en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies, à exécuter des projets à effet rapide qui contribuent à créer un climat de sécurité et de stabilité et renforcent l'appropriation nationale ainsi que la confiance de la population haïtienne envers la Mission, en particulier dans les domaines prioritaires recensés par ses responsables et conformément aux priorités du Gouvernement haïtien, selon qu'il conviendra ;

18. *Condamne fermement* les graves exactions commises contre des enfants particulièrement touchés par la violence criminelle en bande, ainsi que les viols et autres atteintes sexuelles dont sont trop souvent victimes les



femmes et les filles, demande au Gouvernement haïtien de continuer, avec l'appui de la Mission et de l'équipe de pays des Nations Unies, à promouvoir et à défendre les droits des femmes et des enfants, comme le prévoient ses résolutions 1325 (2000), 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1888 (2009) du 30 septembre 2009 et 1889 (2009) du 5 octobre 2009, encourage tous les acteurs du Gouvernement, de la communauté internationale et de la société civile à redoubler d'efforts pour mettre fin à la violence sexuelle et sexiste en Haïti, à mieux donner suite aux plaintes pour viol et à améliorer l'accès à la justice des victimes de viol et d'autres crimes sexuels, et encourage les autorités du pays à promouvoir la législation nationale dans ce domaine ;

19. *Encourage* la Mission à continuer d'aider le Gouvernement haïtien à protéger comme il se doit la population civile, en prêtant tout particulièrement attention aux besoins des déplacés et d'autres groupes de population vulnérables, notamment les femmes et les enfants, y compris en mettant en place des dispositifs conjoints de police de proximité dans les camps, conformément à sa résolution 1894 (2009) du 11 novembre 2009 ;

20. *Prie* le Secrétaire général de continuer à prendre les mesures nécessaires pour que l'ensemble du personnel de la Mission observe scrupuleusement la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et de le tenir informé à ce sujet, et exhorte les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à redoubler d'efforts pour prévenir les comportements répréhensibles et à veiller à ce que tous les actes mettant en cause leur personnel soient dûment constatés et sanctionnés ;

21. *Réaffirme* que les droits de l'homme sont une composante essentielle du mandat de la Mission et déclare que le respect de ces droits, notamment l'engagement de la responsabilité individuelle des auteurs de graves violations commises sous de précédents régimes, est crucial pour la stabilité d'Haïti, invite instamment le Gouvernement haïtien à veiller, au besoin avec le concours de la communauté internationale, à ce que la Police nationale d'Haïti et l'appareil judiciaire respectent et défendent les droits de l'homme, et demande à la Mission d'assurer un suivi et de fournir un appui en la matière ;

22. *Encourage* la Mission à continuer d'utiliser, dans les limites de son mandat, les moyens et les capacités dont elle dispose, y compris en matière de génie, aux fins de renforcer la stabilité en Haïti, tout en encourageant une plus grande implication des Haïtiens dans le contexte de son plan de consolidation conditionnel ;

23. *Prie* la Mission de continuer à lutter contre la violence de voisinage, en étroite collaboration avec le Gouvernement haïtien, en s'intéressant spécialement aux jeunes en situation de risque, aux femmes, aux déplacés et aux habitants des quartiers où règne la violence, et de coordonner ses efforts avec ceux de l'équipe de pays des Nations Unies pour aider cette dernière à renforcer les capacités locales en la matière ;

24. *Prie également* la Mission de continuer d'aider les autorités haïtiennes à maîtriser la circulation des armes de petit calibre, à créer un registre des armes, à revoir la législation en vigueur en matière d'importation et de détention d'armes, à réformer le régime des permis de port d'armes et à définir et à mettre en œuvre une doctrine nationale de police de proximité ;

25. *Souligne* qu'il importe de mettre régulièrement à jour les documents de programmation des composantes militaire et de police de la Mission, tels que le concept d'opérations et les règles d'engagement, selon qu'il conviendra, et de les aligner sur les dispositions de toutes ses résolutions pertinentes, et prie le Secrétaire général de lui faire rapport à ce sujet, ainsi qu'aux pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ;

26. *Prie* le Secrétaire général de le tenir régulièrement informé et de lui rendre compte deux fois par an de l'exécution du mandat de la Mission, en veillant à lui présenter son second rapport 45 jours au moins avant la date d'expiration du mandat de la Mission ;

27. *Prie également* le Secrétaire général de continuer à inclure dans ses rapports une évaluation exhaustive des menaces qui planent sur la sécurité en Haïti, de lui proposer, le cas échéant, diverses solutions pour poursuivre la consolidation et la reconfiguration des effectifs de la Mission et de joindre à nouveau en annexe à son prochain rapport un rapport d'étape sur l'exécution du plan de consolidation conditionnel ;

28. *Décide* de demeurer saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7040<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

Le 11 mars 2014, la Présidente du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>114</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 7 mars 2014, dans laquelle vous faisiez part de votre intention de nommer le général de corps d'armée José Luiz Jaborandy Jr. (Brésil) au poste de commandant de la force de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti<sup>115</sup>, a été portée à la connaissance des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note.

À sa 7147<sup>e</sup> séance, le 24 mars 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Brésil, du Canada, de la Colombie, de l'Espagne, du Guatemala, d'Haïti, de la Jamaïque, du Japon, du Mexique, du Pérou, et de l'Uruguay à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La question concernant Haïti

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (S/2014/162) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M<sup>me</sup> Sandra Honoré, Représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti et Chef de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

---

### LA SITUATION AU BURUNDI<sup>116</sup>

### Décisions

À sa 7104<sup>e</sup> séance, le 28 janvier 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Burundi (Ministre des relations extérieures et de la coopération internationale) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Burundi

« Rapport du Secrétaire général sur le Bureau des Nations Unies au Burundi (S/2014/36) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Parfait Onanga-Anyanga, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Burundi et Chef du Bureau des Nations Unies au Burundi, et à M. Paul Seger, Représentant permanent de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation la paix.

À sa 7110<sup>e</sup> séance, le 13 février 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Burundi à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Burundi

« Rapport du Secrétaire général sur le Bureau des Nations Unies au Burundi (S/2014/36) ».

---

<sup>114</sup> S/2014/176.

<sup>115</sup> S/2014/175.

<sup>116</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1993 des résolutions et décisions sur cette question.

**Résolution 2137 (2014)  
du 13 février 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions et les déclarations de son Président sur le Burundi,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité du Burundi,

*Se félicitant* des progrès que ne cesse de réaliser le Burundi sur la voie de la paix, de la stabilité et du développement et soulignant que le système des Nations Unies et la communauté internationale, y compris les institutions financières internationales et les partenaires de développement du Burundi, doivent continuer d'appuyer la consolidation de la paix au Burundi et le développement à long terme de ce pays,

*Saluant* la contribution que le Bureau des Nations Unies au Burundi et le système des Nations Unies continuent d'apporter à la paix, à la sécurité et au développement du pays,

*Se félicitant* de l'organisation par le Bureau et le système des Nations Unies, en étroite concertation avec le Gouvernement burundais, de plusieurs ateliers en 2013 dans le but de tirer des enseignements des élections, et qu'une feuille de route électorale ait été adoptée en mars 2013, et priant le Gouvernement et tous les partis politiques de mettre pleinement en œuvre cette feuille de route et ses recommandations,

*Encourageant* le Gouvernement burundais à s'employer davantage à faire une place à tous les partis politiques, dont ceux de l'opposition extraparlamentaire, et à continuer d'améliorer le dialogue entre tous les acteurs, y compris la société civile, afin d'instaurer un climat propice de liberté et d'ouverture dans la perspective des élections de 2015,

*Rappelant* qu'il est nécessaire d'organiser de vastes consultations, ouvertes à tous, dans l'esprit de l'Accord d'Arusha du 28 août 2000, et saluant à cet égard la tenue, les 19 et 20 décembre 2013 à Kigobe, de consultations constructives et largement représentatives sur des questions relatives à la révision de la Constitution,

*Exprimant sa préoccupation* face aux restrictions à la liberté de la presse et à la liberté d'expression, d'association et de réunion des partis politiques d'opposition et des représentants des médias et des organisations de la société civile, en particulier dans la perspective des élections de 2015,

*Prenant note* des efforts que le Gouvernement burundais déploie pour améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays, demeurant préoccupé par la persistance des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits, en particulier par les exécutions extrajudiciaires signalées, les mauvais traitements infligés aux détenus et les actes de torture, ainsi que les atteintes aux libertés publiques, notamment les actes d'intimidation, de harcèlement et de violence perpétrés par des organisations de jeunes, et rappelant qu'il ne saurait y avoir d'impunité pour les auteurs de ces violations et atteintes,

*Soulignant* l'importance de la justice transitionnelle pour la réconciliation durable de l'ensemble de la population du Burundi, notant qu'aucun progrès véritable n'a été fait en vue de la création d'une commission Vérité et réconciliation depuis que le Parlement a été saisi d'un projet de loi en ce sens le 12 décembre 2012, comme il ressort du rapport du Secrétaire général<sup>117</sup>, et rappelant, à cet égard, l'engagement pris par le Gouvernement burundais de mettre en place des mécanismes de justice transitionnelle, conformément aux résultats des consultations nationales de 2009, à sa résolution 1606 (2005) du 20 juin 2005 et à l'Accord d'Arusha,

*Rappelant* que le Burundi est un État partie au Statut de Rome de la Cour pénale internationale<sup>118</sup> depuis 2004 et qu'il s'est engagé à lutter contre l'impunité des crimes relevant de la compétence de la Cour, et soulignant que la Cour est complémentaire des juridictions pénales nationales,

*Soulignant* qu'il importe de régler les questions foncières pour asseoir durablement la paix et la sécurité au Burundi, prenant note de la détermination du Gouvernement burundais à remédier à ce problème complexe, et

---

<sup>117</sup> S/2014/36.

<sup>118</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2187, n° 38544.

encourageant le Gouvernement et la Commission nationale des terres et autres biens à traiter les plaintes et les litiges en toute impartialité et à envisager le régime foncier dans le cadre plus large du développement socioéconomique, sans perdre de vue la nécessité de favoriser la réconciliation et la cohésion nationale, en particulier à l'approche des élections de 2015,

*Appuyant* l'adhésion renouvelée du Burundi à la politique de « tolérance zéro » à l'égard de la corruption,

*Saluant* la mobilisation constante de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix, encourageant la poursuite de la coopération constructive établie entre le Gouvernement burundais et la Commission de consolidation de la paix, et se félicitant de la contribution du Fonds pour la consolidation de la paix aux efforts de consolidation de la paix au Burundi,

*Saluant également* l'attachement constant du Burundi à l'intégration régionale et à la coopération avec les États voisins, notamment dans le cadre de la Communauté économique des pays des Grands Lacs, de la Communauté d'Afrique de l'Est et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs,

*Rappelant* ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010, 2106 (2013) du 24 juin 2013 et 2122 (2013) du 18 octobre 2013 sur les femmes et la paix et la sécurité, ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé et ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012 sur le sort des enfants en temps de conflit armé,

*Ayant examiné* le dernier rapport du Secrétaire général sur le Bureau des Nations Unies au Burundi<sup>117</sup> et, en particulier, les conclusions de la mission d'évaluation stratégique et l'analyse qui y est faite des progrès accomplis et des difficultés restant à surmonter au regard des critères que le Secrétaire général a proposés au Conseil en application des résolutions 1959 (2010) du 16 décembre 2010, 2027 (2011) du 20 décembre 2011 et 2090 (2013) du 13 février 2013,

*Ayant également examiné* la demande du Gouvernement burundais, en particulier la déclaration que son Ministre des relations extérieures et de la coopération internationale a faite au Conseil de sécurité le 28 janvier 2014, concernant la transition du Bureau vers une équipe de pays des Nations Unies d'ici au 31 décembre 2014<sup>119</sup>, et notant en outre qu'il a demandé qu'une mission d'observation électorale des Nations Unies soit déployée avant, pendant et après les élections de 2015 au Burundi,

1. *Proroge* jusqu'au 31 décembre 2014 le mandat du Bureau des Nations Unies au Burundi, en lui demandant, conformément aux alinéas *a* à *d* du paragraphe 3 de la résolution 1959 (2010) et aux alinéas *a* et *b* du paragraphe 2 de la résolution 2027 (2011), de s'employer en priorité à appuyer le Gouvernement burundais dans les domaines visés aux alinéas *a* à *e* du paragraphe 1 de la résolution 2090 (2013);

2. *Prie* le Secrétaire général de préparer la transition du Bureau et le transfert des responsabilités appropriées à l'équipe de pays des Nations Unies d'ici au 31 décembre 2014, et de le tenir informé de l'état d'avancement de ce processus dans le rapport d'étape qu'il lui présentera;

3. *Engage* le Bureau, le Gouvernement burundais, la Commission de consolidation de la paix et les partenaires bilatéraux et multilatéraux à créer un groupe de direction de la transition chargé de définir les contours du soutien de la communauté internationale au Burundi, en particulier en ce qui concerne le transfert des fonctions actuellement exercées par le Bureau dont la nécessité s'imposerait après son retrait, et prie le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Burundi de mettre au point un plan de transition d'ici au 15 mai 2014;

4. *Encourage* le Gouvernement burundais à engager des discussions, en concertation avec le Bureau, l'équipe de pays des Nations Unies, les partenaires multilatéraux et bilatéraux, la Commission de consolidation de la paix et les autres acteurs concernés, sur la nature et l'étendue des activités et du rôle susceptibles d'être confiés aux Nations Unies une fois le mandat du Bureau achevé;

5. *Engage* l'équipe de pays des Nations Unies et les organismes des Nations Unies qui la composent à intensifier leurs activités et leurs programmes pendant la transformation du Bureau et après l'achèvement de son

---

<sup>119</sup> Voir S/PV.7104.

mandat et à prendre en compte ces activités dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, et exhorte le Secrétaire général à faire en sorte que lors du retrait du Bureau, la transition vers le modèle de gestion du Coordonnateur résident et de l'équipe de pays des Nations Unies se fasse en douceur ;

6. *Note* que le Gouvernement burundais a demandé qu'une mission d'observation électorale soit déployée avant, pendant et après les élections de 2015 au Burundi, prie le Secrétaire général de créer, dès la fin du mandat du Bureau, une mission chargée de suivre le processus électoral au Burundi et d'en rendre compte, et demande à cette mission de rendre compte de ses travaux au Secrétaire général, à charge pour celui-ci d'en rendre compte au Conseil, avant, pendant et après les élections de 2015 ;

7. *Engage* le Gouvernement burundais à coopérer pleinement avec l'équipe de pays des Nations Unies et la future mission d'observation électorale des Nations Unies ;

8. *Considère* qu'il incombe au premier chef au Gouvernement burundais de pourvoir à la consolidation de la paix, à la sécurité, à la protection de sa population et au développement à long terme dans le pays, et l'encourage à poursuivre ses efforts face aux défis de la consolidation de la paix, en particulier la gouvernance démocratique, la lutte contre la corruption, la réforme du secteur de la sécurité, la protection des civils, la justice et la promotion et la protection des droits de l'homme, en mettant spécialement l'accent sur les droits des femmes et des enfants et les personnes appartenant à des minorités ethniques ;

9. *Encourage* le Gouvernement burundais, avec l'appui du Bureau et d'autres partenaires internationaux, à redoubler d'efforts pour opérer des réformes structurelles, en vue d'améliorer la gouvernance politique, économique et administrative et de lutter contre la corruption, afin de mettre en place les moteurs puissants d'une croissance économique et sociale soutenue et équitable ;

10. *Encourage également* le Gouvernement burundais, avec l'appui du Bureau et d'autres partenaires internationaux, à faire en sorte que toute réforme constitutionnelle se déroule de manière constructive et dans un climat d'ouverture et associe les partis politiques et les acteurs concernés, selon la lettre et l'esprit de l'Accord d'Arusha du 28 août 2000, tout en reconnaissant que l'adaptation de la loi organique est une prérogative du Burundi ;

11. *Invite* le Gouvernement burundais à promouvoir la tenue d'élections ouvertes à tous en 2015, en continuant d'améliorer le dialogue entre tous les acteurs nationaux, y compris la société civile, et à garantir une place à tous les partis politiques, dont ceux de l'opposition extraparlamentaire, afin qu'ils puissent exercer leur droit de s'organiser et de se préparer pour les élections de 2015, et l'encourage en outre à garantir la pleine et effective participation des femmes à tous les stades du scrutin ;

12. *Demande* au Gouvernement burundais de continuer d'œuvrer à la promotion et à la protection des droits de l'homme et de concert avec ses partenaires internationaux, d'appuyer la Commission nationale indépendante des droits de l'homme et le Bureau du Médiateur et de renforcer leurs capacités, conformément à la résolution 48/134 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1993, concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, et lui demande également de continuer à combattre l'impunité et de prendre les mesures qui s'imposent pour garantir la pleine jouissance des droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels, tels que consacrés par la Constitution burundaise et conformément à ses obligations au regard du droit international ;

13. *Demande également* au Gouvernement burundais de prendre les mesures supplémentaires nécessaires pour prévenir les violations des droits de l'homme, en particulier les exécutions extrajudiciaires signalées, les mauvais traitements infligés aux détenus et les actes de torture qui lui sont signalés, et les atteintes aux libertés publiques, ainsi que les actes de harcèlement, d'intimidation et de violence perpétrés par des organisations de jeunes et les restrictions à la liberté de la presse et à la liberté d'expression, d'association et de réunion des partis politiques d'opposition et des représentants des médias et des organisations de la société civile, et de veiller à mettre un terme à ces atteintes aux droits de l'homme et aux libertés publiques ;

14. *Invite* le Gouvernement burundais à prendre des mesures pour combattre l'impunité et à appuyer la conduite d'enquêtes approfondies, crédibles, impartiales et transparentes, y compris en renforçant la protection des victimes, de leurs proches et des témoins, et à redoubler d'efforts pour amener les personnes responsables de violations des droits de l'homme et d'atteintes aux libertés publiques à en répondre ;

15. *Demande* au Gouvernement burundais d'œuvrer avec les partenaires internationaux et le Bureau à mettre en place des mécanismes de justice transitionnelle, notamment d'une commission Vérité et réconciliation crédible et consensuelle, qui viendrait favoriser la véritable réconciliation de tous les Burundais et une paix durable au Burundi, conformément aux résultats des travaux du Comité technique, aux consultations nationales de 2009, à sa résolution 1606 (2005) et à l'Accord d'Arusha ;

16. *Encourage* le Gouvernement burundais à continuer d'œuvrer à la consolidation de la paix et à la reconstruction selon une perspective régionale, en particulier en mettant en œuvre des projets visant à promouvoir la paix, la réconciliation et les échanges dans le cadre de la Communauté d'Afrique de l'Est, de la Communauté économique des pays des Grands Lacs et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs ;

17. *Encourage également* le Gouvernement burundais à pourvoir, avec le concours des partenaires internationaux, le cas échéant, au retour volontaire des réfugiés au Burundi, en toute sécurité et en bon ordre, et à leur réintégration durable ;

18. *Souligne* l'importance de la réforme du secteur de la sécurité, salue la contribution et la participation active du Burundi aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies et de l'Union africaine, et demande instamment à tous les partenaires internationaux de continuer, de concert avec le Bureau, à aider le Burundi à professionnaliser les services nationaux de sécurité et de police et à leur donner les moyens de leur mission, en particulier dans les domaines de la vérification des antécédents de violation des droits de l'homme, de la formation en matière de droits de l'homme et de lutte contre les violences sexuelles et sexistes et de la promotion de la tutelle et du contrôle civils de ces services, en vue de consolider la gouvernance du secteur de la sécurité ;

19. *Demande* au Gouvernement burundais d'honorer, avec l'appui de la Commission de consolidation de la paix et des partenaires internationaux, ses engagements en ce qui concerne les priorités en matière de consolidation de la paix, tels que définis dans le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté de la deuxième génération, et souligne qu'il importe que les partenaires internationaux, agissant en collaboration avec le Gouvernement et avec l'appui du Bureau, du système des Nations Unies au Burundi et de la Commission, continuent d'apporter leur soutien aux initiatives de développement du Burundi et assurent le suivi effectif des engagements mutuels pris à la Conférence des partenaires au développement du Burundi, tenue à Genève, et aux conférences de suivi qui lui ont succédé, afin de permettre la mise en œuvre du document de stratégie et d'accompagner la mise en œuvre du nouveau Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement ;

20. *Prie* le Secrétaire général de lui communiquer, tous les 90 jours, des informations sur les critères arrêtés, l'exécution du mandat du Bureau et la mise en œuvre de la présente résolution, et sur ce qui y fait obstacle, ainsi que sur la transition du Bureau vers une équipe de pays des Nations Unies, en lui présentant un rapport d'étape d'ici à la fin de juillet 2014 et un rapport final d'ici au 16 janvier 2015, et prie également le Secrétaire général de lui présenter un rapport tous les six mois jusqu'après les élections de 2015 ;

21. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7110<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 7174<sup>e</sup> séance, le 14 mai 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Burundi (Ministre de l'intérieur) à participer par visioconférence, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Burundi ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Parfait Onanga-Anyanga, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Burundi et Chef du Bureau des Nations Unies au Burundi, à participer à la séance par visioconférence, et à M. Paul Seger, Représentant permanent de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix.

## LA SITUATION EN AFGHANISTAN<sup>120</sup>

### Décisions

À sa 7035<sup>e</sup> séance, le 19 septembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afghanistan, de l'Allemagne, du Canada, de l'Estonie (Secrétaire adjoint à l'économie et au développement), de l'Inde, de l'Italie, du Japon, de la République islamique d'Iran, de la Slovaquie et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Afghanistan

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2013/535) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ján Kubiš, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Franz-Michael Skjold Mellbin, Représentant spécial de l'Union européenne pour l'Afghanistan.

À sa 7041<sup>e</sup> séance, le 10 octobre 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Afghanistan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Afghanistan

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2013/535) ».

### Résolution 2120 (2013) du 10 octobre 2013

*Le Conseil de sécurité,*

*Réaffirmant* ses résolutions antérieures sur l'Afghanistan, en particulier les résolutions 1386 (2001) du 20 décembre 2001, 1510 (2003) du 13 octobre 2003, 2011 (2011) du 12 octobre 2011, 2041 (2012) du 22 mars 2012, 2069 (2012) du 9 octobre 2012 et 2096 (2013) du 19 mars 2013,

*Réaffirmant également* ses résolutions 1267 (1999) du 15 octobre 1999, 1368 (2001) du 12 septembre 2001, 1373 (2001) du 28 septembre 2001, 1822 (2008) du 30 juin 2008, 1904 (2009) du 17 décembre 2009, 1988 (2011) et 1989 (2011) toutes deux du 17 juin 2011, et 2082 (2012) et 2083 (2012) toutes deux du 17 décembre 2012, et renouvelant son appui à l'action menée à l'échelle internationale pour extirper le terrorisme, dans le respect de la Charte des Nations Unies,

*Rappelant* ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010 et 2106 (2013) du 24 juin 2013 sur les femmes et la paix et la sécurité, et ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, et prenant acte des rapports du Secrétaire général sur les violences sexuelles commises en période de conflit<sup>121</sup> et sur le sort des enfants en temps de conflit armé<sup>122</sup>, et des conclusions de son Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé<sup>123</sup>,

---

<sup>120</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1994 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>121</sup> S/2013/149.

<sup>122</sup> S/2013/245.

<sup>123</sup> S/AC.51/2011/3.

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de l'Afghanistan,

*Considérant* qu'il incombe aux autorités afghanes d'assurer la sécurité et de faire respecter l'état de droit dans l'ensemble du pays, soulignant le rôle que la Force internationale d'assistance à la sécurité joue en aidant le Gouvernement afghan à améliorer la sécurité et à se doter des capacités nécessaires à cet effet, et se félicitant de la coopération entre le Gouvernement et la Force,

*Soulignant* qu'il est essentiel que l'Afghanistan exerce un contrôle et joue un rôle directeur plus important dans tous les domaines de la gouvernance, conformément au Processus de Kaboul,

*Accueillant avec satisfaction* les conclusions de la « Conférence internationale sur l'Afghanistan – l'Afghanistan et la communauté internationale : après la transition, la décennie de la transformation », tenue à Bonn (Allemagne) le 5 décembre 2011<sup>124</sup>, qui prévoient que le processus de transition, qui doit s'achever à la fin de 2014, sera suivi d'une décennie de la transformation (2015-2024) au cours de laquelle l'Afghanistan consolidera sa souveraineté en assurant durablement le bon fonctionnement d'un État au service du peuple, se félicitant en outre du consensus stratégique qui s'est établi entre le Gouvernement afghan et la communauté internationale au sujet d'un partenariat renouvelé et durable, fondé sur des engagements mutuels fermes, en faveur de la décennie, et accueillant avec satisfaction les conclusions de la Conférence de Tokyo sur l'Afghanistan, tenue le 8 juillet 2012<sup>125</sup>, et l'adoption du Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo<sup>126</sup> destiné à favoriser une croissance économique et un développement durables de l'Afghanistan, dans lequel le Gouvernement et la communauté internationale ont réaffirmé leurs engagements mutuels, ainsi que l'issue de la réunion de hauts responsables consacrée au Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo, tenue à Kaboul le 3 juillet 2013,

*Constatant à nouveau* que les défis que l'Afghanistan doit relever sont interdépendants, réaffirmant que des progrès durables dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance, des droits de l'homme, de l'état de droit et du développement ainsi que dans les domaines transversaux de la lutte contre les stupéfiants, de la lutte contre la corruption et de la responsabilisation se renforcent mutuellement et que les programmes de gouvernance et de développement considérés comme devant être prioritaires pendant la période de transition devront être conformes aux objectifs énoncés dans la « Déclaration de Tokyo : Partenariat pour l'autosuffisance en Afghanistan – de la transition à la transformation »<sup>125</sup> et aux programmes prioritaires nationaux, et se félicitant que le Gouvernement afghan et la communauté internationale continuent de s'efforcer à aborder ces défis dans une perspective globale,

*Soulignant*, dans ce contexte, que le Gouvernement afghan doit lutter plus énergiquement contre la corruption, promouvoir davantage la transparence et mieux assumer ses responsabilités, conformément à son engagement d'intensifier la lutte contre la corruption, qu'il a renouvelé avec une vigueur accrue dans les conclusions de la Conférence de Tokyo et le Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo,

*Se félicitant* que les partenaires internationaux de l'Afghanistan, notamment l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, l'Union européenne, les États voisins et les partenaires régionaux, se soient engagés à long terme à continuer d'appuyer l'Afghanistan après la période de transition, y compris au cours de la décennie de la transformation, saluant le processus par lequel l'Afghanistan et ses partenaires régionaux et internationaux concluent des partenariats stratégiques à long terme et d'autres accords en vue de faire de l'Afghanistan un pays pacifique, stable et prospère, et soulignant qu'il importe que ces engagements se complètent mutuellement et soient également complémentaires des futurs partenariats bilatéraux que le Gouvernement afghan déciderait de conclure,

*Soulignant* l'importance de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et les pays qui contribuent à la Force internationale d'assistance à la sécurité lors du sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, tenu à Lisbonne les 19 et 20 novembre 2010, visant à ce que la pleine responsabilité de la sécurité dans l'ensemble du pays soit progressivement transférée au Gouvernement d'ici à la fin de 2014, se félicitant que des progrès continuent d'être accomplis sur la voie de la transition en matière de sécurité, notamment qu'un tournant ait été amorcé le 18 juin 2013, date à laquelle le processus de transition a été étendu à toutes les régions du pays et les forces afghanes ont assumé le rôle principal pour ce qui est d'assurer la sécurité sur tout le territoire, et soulignant le rôle que la

---

<sup>124</sup> S/2011/762, annexe.

<sup>125</sup> S/2012/532, annexe I.

<sup>126</sup> Ibid., annexe II.



Force continue de jouer à l'appui du Gouvernement en faveur de la promotion d'une transition responsable ainsi que l'importance du renforcement des capacités des Forces nationales de sécurité afghanes,

*Constatant* les progrès réalisés et les défis qui restent à relever en matière de réforme du secteur de la sécurité et de gouvernance, se félicitant que les partenaires internationaux, dont l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et l'Union européenne, continuent d'aider les Forces nationales de sécurité afghanes et le secteur de la sécurité, accueillant avec satisfaction l'appui et l'assistance que la mission de formation de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en Afghanistan, la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan et la Force de gendarmerie européenne fournissent à la Police nationale afghane, et, dans le contexte de la transition, se félicitant du renforcement des capacités et des moyens des Forces nationales de sécurité afghanes, soulignant que l'Afghanistan doit renforcer davantage, avec l'aide des donateurs internationaux, l'Armée nationale et la Police nationale afghanes, et demandant instamment, entre autres, que soient poursuivies les activités de formation afin que l'Afghanistan dispose des moyens nécessaires pour assumer durablement des responsabilités et un rôle directeur accru en ce qui concerne les opérations visant à assurer la sécurité et à maintenir l'ordre public, à assurer le respect de la loi, à sécuriser les frontières du pays, à préserver les droits constitutionnels des citoyens afghans et à protéger les droits des femmes et des filles afghanes ainsi qu'à intensifier ses efforts visant à démanteler les groupes armés illégaux et à lutter contre le trafic de stupéfiants, comme rappelé dernièrement dans la Déclaration commune du Sommet de Chicago concernant l'Afghanistan, en date du 21 mai 2012, et la Déclaration de Tokyo,

*Accueillant avec satisfaction* la Déclaration du Sommet de Chicago qui insiste sur l'engagement à long terme, après 2014, en faveur de l'instauration durable de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afghanistan, notant que le Gouvernement afghan a la responsabilité de maintenir des Forces nationales de sécurité afghanes capables et suffisantes, appuyées par la communauté internationale, se félicitant, dans ce contexte, que, lors de la Conférence internationale sur l'Afghanistan tenue à Bonn le 5 décembre 2011, la communauté internationale ait décidé de participer à la formation, à l'équipement, au financement et au renforcement des capacités des Forces nationales de sécurité afghanes après la période de transition, se félicitant que, comme réaffirmé dans la Déclaration du Sommet de Chicago, un soutien financier soit accordé aux Forces nationales de sécurité afghanes, étant bien entendu qu'en 2024 au plus tard, le Gouvernement assumera intégralement la responsabilité financière de ses forces de sécurité, se félicitant que le Gouvernement et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord aient décidé que celle-ci continuerait de s'employer à former, à conseiller et à aider les Forces nationales de sécurité afghanes après 2014, et notant que toute nouvelle mission devra reposer sur une base juridique solide, comme il est indiqué au paragraphe 14 de la Déclaration du Sommet de Chicago,

*Se félicitant* de l'engagement pris par l'Afghanistan et ses partenaires régionaux, avec le concours de la communauté internationale, de promouvoir la sécurité et la coopération régionales aux fins d'instaurer la paix et la stabilité de l'Afghanistan, se réjouissant des initiatives régionales concernant l'Afghanistan, telles que le Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie » sur la sécurité et la coopération régionales pour la paix et la stabilité en Afghanistan<sup>127</sup>, et la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan, des initiatives comme celles mises en œuvre dans le cadre de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, de l'Organisation du Traité de sécurité collective, de l'Union européenne et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et d'autres initiatives ayant pour but de renforcer la coopération économique régionale avec l'Afghanistan, notamment en ce qui concerne le développement des échanges et l'amélioration des infrastructures et des réseaux de transport locaux et régionaux le long des routes commerciales traditionnelles, l'offre énergétique et la gestion intégrée des frontières, se félicitant de l'issue de la Conférence sur la sécurité et la coopération « Au cœur de l'Asie », tenue à Istanbul (Turquie) le 2 novembre 2011, de la Conférence ministérielle de suivi sur la sécurité et la coopération « Au cœur de l'Asie », tenue à Kaboul le 14 juin 2012, de la Conférence ministérielle « Au cœur de l'Asie », tenue à Almaty (Kazakhstan) le 26 avril 2013, à laquelle des plans de mise en œuvre de toutes les mesures de confiance prises dans les domaines de la gestion des catastrophes, de la lutte antiterroriste, de la lutte contre le trafic de stupéfiants, de l'infrastructure, des échanges, du commerce et de l'investissement dans la région et de l'éducation ont été adoptés, ainsi que de la réunion de hauts responsables qui s'est tenue à New York le 23 septembre 2013, attendant avec intérêt la quatrième Conférence ministérielle de suivi de la Conférence sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie, qui se tiendra à Tianjin (Chine) en 2014, et notant que le processus « Au cœur de l'Asie » a pour vocation de compléter et d'accompagner l'action des organisations régionales, en particulier en ce qui concerne l'Afghanistan, et non de la supplanter,

---

<sup>127</sup> S/2011/767, annexe.

*Reconnaissant* l'importance de la contribution des voisins et des partenaires régionaux ainsi que des organisations régionales, y compris l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Organisation de Shanghai pour la coopération, l'Organisation du Traité de sécurité collective et l'Association sud-asiatique de coopération régionale, pour la stabilisation de l'Afghanistan, soulignant qu'il est essentiel de développer la coopération régionale, moyen efficace de promouvoir la sécurité, la gouvernance et le développement en Afghanistan, et se félicitant de l'intensification des efforts menés au plan régional en faveur de la poursuite de la mise en œuvre des déclarations antérieures sur les relations de bon voisinage et appuyant ces efforts,

*Mettant l'accent* sur le rôle central et impartial que l'Organisation des Nations Unies continue de jouer dans la promotion de la paix et de la stabilité en Afghanistan en dirigeant les activités de la communauté internationale, prenant note, à ce propos, du rôle que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan joue à mesure que la transition avance, et soulignant qu'il faut renforcer la coordination et l'appui mutuel entre la Force internationale d'assistance à la sécurité et la Mission, compte dûment tenu des tâches qui sont assignées à l'une et à l'autre ainsi que du caractère évolutif et de la taille réaménagée de la présence de la communauté internationale,

*Se déclarant gravement préoccupé* par l'état de la sécurité en Afghanistan, en particulier par la poursuite des actes de violence et de terrorisme perpétrés par les Taliban, Al-Qaida et d'autres groupes violents et extrémistes, des groupes armés illégaux et des criminels, notamment ceux qui sont impliqués dans la production, le trafic ou le commerce des drogues illicites, comme le Secrétaire général l'a décrit dans ses rapports depuis l'adoption de sa résolution 2011 (2011), et par les liens étroits qui existent entre les activités terroristes et les drogues illicites, qui mettent en péril la population locale, y compris les enfants, ainsi que sur les forces nationales de sécurité et le personnel militaire et civil international,

*Saluant* les mesures qu'a prises le Gouvernement afghan pour actualiser et renforcer la Stratégie nationale de lutte contre la drogue<sup>128</sup>, en privilégiant une démarche de partenariat pour que l'application et la coordination en soient conjointes et efficaces, engageant la Force internationale d'assistance à la sécurité à continuer d'apporter un appui efficace, dans le cadre des tâches qui lui sont assignées, à l'action soutenue menée sous direction afghane, y compris à celle que mènent les Forces nationales de sécurité afghanes, pour contrer la production et le trafic de stupéfiants, en collaboration avec les acteurs internationaux et régionaux concernés, conscient de la menace que la production et le commerce illicites et le trafic de stupéfiants posent pour la paix internationale et la stabilité des différentes régions du monde, ainsi que du rôle important que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime joue dans ce domaine, demeurant préoccupé par les conséquences néfastes de la culture, de la production, du trafic et de la consommation d'opium pour la sécurité, le développement et la gouvernance en Afghanistan, ainsi que pour la région et au-delà, et saluant l'Initiative du Pacte de Paris<sup>129</sup> qui constitue un des cadres les plus importants de la lutte contre les opiacés en provenance d'Afghanistan,

*S'inquiétant* des incidences néfastes des actes de violence et de terrorisme perpétrés par les Taliban, Al-Qaida et d'autres groupes extrémistes violents et des groupes armés illégaux sur l'aptitude du Gouvernement afghan à garantir la primauté du droit, à assurer au peuple afghan la sécurité et les services essentiels et à veiller au plein exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

*Réaffirmant son appui* à l'action que continue de mener le Gouvernement afghan, avec l'aide de la communauté internationale, notamment la Force internationale d'assistance à la sécurité et la coalition de l'opération Liberté immuable, pour améliorer la situation qui règne sur le plan de la sécurité et faire face à la menace que représentent les Taliban, Al-Qaida et d'autres groupes extrémistes violents et des groupes armés illégaux, et soulignant à ce propos la nécessité de poursuivre l'action qui est menée à l'échelle internationale, notamment par la Force et la coalition,

*Condamnant avec la plus grande fermeté* tous les attentats, qu'il s'agisse d'attentats commis à l'aide d'engins explosifs improvisés, d'attentats-suicides, d'assassinats ou d'enlèvements, d'attentats aveugles, d'attentats visant des agents humanitaires ou d'attentats dirigés contre les forces afghanes et internationales, qui nuisent à l'entreprise de stabilisation, de reconstruction et de développement de l'Afghanistan, et condamnant en outre l'utilisation de civils comme boucliers humains par les Taliban, Al-Qaida et d'autres groupes extrémistes violents et des groupes armés illégaux,

---

<sup>128</sup> S/2006/106, annexe.

<sup>129</sup> Voir S/2003/641, annexe.

*Se félicitant* des résultats obtenus par le Gouvernement afghan en ce qui concerne l'interdiction du nitrate d'ammonium comme engrais, demandant instamment que l'action menée pour faire appliquer les règlements relatifs au contrôle de toutes les matières explosives et de tous les précurseurs se poursuive, de sorte que les insurgés soient moins à même de s'en servir pour fabriquer des engins explosifs improvisés, et engageant la communauté internationale à appuyer les efforts que le Gouvernement déploie à cet égard,

*Sachant* que les Taliban, Al-Qaïda et d'autres groupes extrémistes violents et des groupes armés illégaux demeurent une menace, conscient des difficultés auxquelles se heurte l'action menée pour y faire face, et constatant que les mesures qu'il a prises dans ses résolutions 1267 (1999), 1988 (2011), 1989 (2011), 2082 (2012) et 2083 (2012) ont aidé à combattre ces menaces et à soutenir le processus de paix et de réconciliation mené par l'Afghanistan,

*Se déclarant gravement préoccupé* par le nombre élevé de pertes civiles enregistré en Afghanistan, en particulier parmi les femmes et les enfants, qui, pour une part de plus en plus grande, sont causées par les Taliban, Al-Qaïda et d'autres groupes extrémistes violents et des groupes armés illégaux, condamnant avec la plus grande fermeté les nombreux attentats dirigés contre des écoles, y compris le fait qu'elles sont incendiées et contraintes de fermer, leur utilisation par des groupes armés, les enlèvements et assassinats de membres du personnel éducatif et les actes d'intimidation dirigés contre eux, en particulier les attentats perpétrés par des groupes armés, y compris les Taliban, qui visent à faire obstacle à la scolarisation des filles, et se félicitant, à cet égard, que les Taliban aient été inscrits sur la liste figurant dans l'annexe I du rapport sur le sort des enfants en temps de conflit armé que le Secrétaire général lui a présenté en application de sa résolution 2068 (2012)<sup>122</sup>, condamnant également l'accroissement du nombre d'assassinats de femmes et de filles, en particulier de femmes occupant des postes de haut niveau, réaffirmant que toutes les parties aux conflits armés doivent prendre toutes les mesures possibles pour assurer la protection des civils touchés, en particulier des femmes, des enfants et des déplacés, notamment contre les violences sexuelles et toutes les autres formes de violence sexiste, demandant à toutes les parties d'honorer les obligations que leur imposent le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme et de prendre toute mesure utile pour assurer la protection des civils, et considérant qu'il importe que la situation des populations civiles et, plus particulièrement, les pertes civiles soient suivies en permanence, notamment par la Force internationale d'assistance à la sécurité, et qu'il en soit informé, et prenant note à ce propos de l'action menée par l'équipe de la Force chargée de réduire le nombre de victimes civiles,

*Rappelant* que les femmes jouent un rôle crucial dans le processus de paix, comme il l'a affirmé dans sa résolution 1325 (2000) et ses autres résolutions sur la question, et se félicitant de l'engagement pris par le Gouvernement afghan d'élaborer et d'exécuter le Plan d'action national visé dans sa résolution 1325 (2000) et de recenser de nouveaux moyens de promouvoir la participation des femmes au processus de paix et de réconciliation mené par l'Afghanistan, de la présentation par le Gouvernement de son premier rapport d'étape sur l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes<sup>130</sup>, et de l'action menée pour accélérer la pleine mise en œuvre du Plan d'action national en faveur des femmes en Afghanistan, intégrer ses objectifs dans les programmes prioritaires nationaux et élaborer une stratégie visant à faire appliquer intégralement la loi sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes,

*Prenant note* des nouveaux progrès enregistrés par la Force internationale d'assistance à la sécurité et les autres forces internationales pour ce qui est de réduire au maximum le nombre de victimes civiles, comme il ressort du rapport semestriel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan pour 2013 sur la protection des civils dans le conflit armé, engageant vivement la Force et les autres forces internationales à continuer de redoubler d'efforts pour prévenir les pertes civiles, notamment en s'attachant plus encore à protéger la population afghane, cette protection étant considérée comme un élément central de leur mission, et notant qu'il importe de faire continuellement le point des tactiques et procédures et de dresser, avec le Gouvernement afghan, après enquête, le bilan de toute intervention ayant causé des pertes civiles, ou dont le Gouvernement estime qu'elle appelle une investigation conjointe, ainsi que de continuer à coopérer avec les Forces nationales de sécurité afghanes pour poursuivre l'institutionnalisation de la protection des civils, en particulier des femmes et des filles,

*Se déclarant profondément inquiet* que les forces des Taliban opérant en Afghanistan recrutent et emploient des enfants, que le conflit fasse des tués et des blessés parmi les enfants, et que des attentats soient perpétrés contre

---

<sup>130</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1249, n° 20378.

des écoles et des hôpitaux, en violation du droit international applicable, appuyant le décret du Ministre de l'intérieur en date du 6 juillet 2011, dans lequel le Gouvernement afghan réaffirme qu'il est résolu à empêcher les violations des droits de l'enfant, se félicitant des progrès réalisés dans l'application du plan d'action relatif aux enfants associés aux Forces nationales de sécurité afghanes, conclu en janvier 2011, ainsi que de son annexe, en particulier de la création du Comité directeur interministériel pour les enfants et le conflit armé, de la désignation d'un responsable de la protection des enfants, et de l'approbation par le Gouvernement d'une feuille de route visant à accélérer l'application du plan d'action, demandant que les dispositions du plan soient pleinement appliquées, en étroite coopération avec la Mission, notant à cet égard que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord a pris des engagements au plus haut niveau concernant le sort des enfants en temps de conflit armé et a accepté, comme le lui demandait la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé, de faciliter la pleine application du plan d'action et de son annexe, et encourageant la Force internationale d'assistance à la sécurité à aider le Gouvernement à appliquer intégralement cet instrument,

*Soulignant*, dans ce contexte, combien il importe que le Gouvernement afghan progresse encore dans l'action qu'il mène pour éliminer l'impunité, renforcer les institutions judiciaires, reconstruire et réformer le secteur pénitentiaire, et améliorer le respect de la légalité et des droits de l'homme en Afghanistan, y compris à l'égard des femmes et des filles, en particulier le droit constitutionnel des femmes de participer pleinement à la vie politique, économique et sociale du pays, et se félicitant, à cet égard, du plan de la Police nationale et des objectifs qui y sont énoncés au sujet du renforcement des activités de formation relatives aux droits de l'homme, notamment à la problématique hommes-femmes, et du recrutement d'un nombre accru de femmes, ainsi que de l'appui que la Force internationale d'assistance à la sécurité continue d'apporter aux Forces de sécurité nationales afghanes afin que celles-ci recrutent, forment et gardent à leur service un plus grand nombre de femmes,

*Demandant de nouveau* à toutes les parties et tous les groupes afghans de prendre une part constructive au dialogue politique pacifique dans le cadre défini par la Constitution afghane, d'œuvrer avec les donateurs internationaux au développement socioéconomique du pays et de s'abstenir de recourir à la violence, y compris en utilisant des groupes armés illégaux, souscrivant aux objectifs du Haut Conseil pour la paix, et considérant qu'il importe de mobiliser un appui régional en faveur du processus de paix et de réconciliation mené et pris en charge par les Afghans,

*Réaffirmant qu'il est fermement résolu* à soutenir le Gouvernement afghan dans l'action qu'il mène pour faire avancer le processus de paix et de réconciliation, conformément au communiqué de la Conférence de Kaboul, en date du 20 juillet 2010, et aux conclusions de la Conférence de Bonn, en date du 5 décembre 2011, et dans le cadre de la Constitution afghane et des procédures qu'il a énoncées dans les résolutions 1988 (2011) et 2082 (2012), ainsi que d'autres résolutions sur la question,

*Se félicitant* des efforts que continue de déployer le Gouvernement afghan pour faire avancer le processus de paix et de réconciliation, notamment par l'intermédiaire du Haut Conseil pour la paix et dans le cadre de la mise en œuvre du Programme afghan pour la paix et la réintégration, pour faciliter un dialogue sans exclusive mené par les Afghans sur la réconciliation et la participation politique, comme le prévoit le communiqué de la Conférence de Kaboul consacré au dialogue avec ceux qui renoncent à la violence, n'ont pas de liens avec des organisations terroristes internationales, dont Al-Qaida, respectent la Constitution afghane, y compris ses dispositions relatives aux droits de l'homme, notamment leur exercice par les femmes, et souhaitent participer à l'édification d'un Afghanistan pacifique, ainsi que les principes et décisions énoncés dans les conclusions de la Conférence de Bonn approuvés par le Gouvernement afghan et la communauté internationale, dans le respect total de l'application des mesures et procédures définies dans ses résolutions 1267 (1999), 1988 (2011) et 2082 (2012) et dans d'autres résolutions sur la question, demandant à tous les États concernés de continuer à participer au processus de paix, et conscient des effets que les attentats terroristes ont sur le peuple afghan et des conséquences qu'ils risquent d'avoir sur les perspectives d'un règlement pacifique du conflit,

*Constatant* qu'un nombre accru de Taliban se sont réconciliés avec le Gouvernement afghan, ont rejeté l'idéologie terroriste d'Al-Qaida et de ses partisans et soutiennent la recherche d'un règlement pacifique du conflit qui se poursuit en Afghanistan, et constatant également que, malgré l'évolution de la situation qui règne dans le pays et les progrès de la réconciliation, les conditions de sécurité continuent de poser de graves problèmes en Afghanistan et dans la région,

*Constatant également* l'augmentation du nombre de personnes qui participent au Programme afghan pour la paix et la réintégration, et préconisant la poursuite de l'action visant à remédier aux problèmes opérationnels qui

subsistent, notamment par la mise en place d'un mécanisme de vérification approprié, et engageant la communauté internationale à appuyer cette initiative menée par l'Afghanistan,

*Rappelant* les engagements qu'a pris le Gouvernement afghan, en dernier lieu à la Conférence de Tokyo, de renforcer et d'améliorer le processus électoral, notamment en entreprenant une réforme électorale à long terme pour que les prochaines élections soient transparentes, crédibles, ouvertes à tous et démocratiques, se félicitant, à cet égard, de l'adoption d'un cadre juridique régissant les élections, de la nomination de nouveaux membres et de l'élection de nouveaux présidents de la Commission électorale indépendante et de la Commission du contentieux électoral, et réaffirmant que l'avenir pacifique de l'Afghanistan repose sur l'édification d'un État stable, sûr et viable sur le plan économique, à l'abri du terrorisme et des stupéfiants et fondé sur la primauté du droit, des institutions démocratiques solides, le respect du principe de la séparation des pouvoirs, le renforcement du système constitutionnel d'équilibre des pouvoirs et la bonne gouvernance économique, y compris la lutte contre la corruption et la garantie des droits des citoyens,

*Saluant* les efforts que la communauté internationale déploie pour renforcer la cohérence des activités militaires et civiles, y compris celles qui sont menées dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité,

*Se félicitant* de la poursuite de la coordination entre la Force internationale d'assistance à la sécurité et la coalition de l'opération Liberté immuable, ainsi que de la coopération sur le théâtre des opérations, entre la Force et la présence de l'Union européenne en Afghanistan,

*Saluant* le rôle de chef de file joué par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et la contribution que de nombreux pays apportent à la Force internationale d'assistance à la sécurité et à la coalition de l'opération Liberté immuable, qui agit dans le cadre des opérations antiterroristes menées en Afghanistan et conformément aux règles applicables du droit international,

*Considérant* que la situation en Afghanistan continue de constituer une menace pour la paix et la sécurité internationales,

*Résolu* à ce que la Force internationale d'assistance à la sécurité s'acquitte pleinement de sa mission, en coordination avec le Gouvernement afghan,

*Agissant* pour ces motifs en vertu du Chapitre VII de la Charte,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 31 décembre 2014 l'autorisation de la Force internationale d'assistance à la sécurité, telle que définie dans les résolutions 1386 (2001) et 1510 (2003);

2. *Autorise* les États Membres participant à la Force internationale d'assistance à la sécurité à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de son mandat;

3. *Considère* que la Force internationale d'assistance à la sécurité doit pouvoir satisfaire tous ses besoins opérationnels, se félicite de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et les pays qui contribuent à la Force en vue du transfert au Gouvernement, d'ici à la fin de 2014, de toutes les responsabilités relatives à la sécurité pour l'ensemble du pays, et de la mise en œuvre continue, depuis juillet 2011, du processus de transition, et demande aux États Membres de fournir du personnel, du matériel et d'autres ressources à la Force et de poursuivre leurs efforts en faveur de la sécurité, de la stabilité et de la transition en Afghanistan;

4. *Se félicite* que le Gouvernement afghan se soit fermement engagé à continuer de constituer, avec le soutien des pays qui contribuent à la Force internationale d'assistance à la sécurité, des Forces nationales de sécurité afghanes régies par la Constitution afghane, aptes à assurer la paix, la sécurité et la stabilité pour tous les Afghans, placées sous une direction civile efficace, agissant dans le respect de la primauté du droit, respectant et promouvant les droits de l'homme, y compris pour les femmes, et capables de contribuer à la sécurité de la région en stabilisant la situation en Afghanistan;

5. *Salue* la volonté de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et du Gouvernement afghan de renforcer encore tous les aspects du partenariat durable au sujet duquel ils ont conclu un accord à Lisbonne le 20 novembre 2010, jusqu'en 2014 et au-delà, en particulier l'intention exprimée dans cet accord d'apporter, dans le cadre du partenariat, un appui pratique durable visant à maintenir et améliorer les moyens et capacités dont dispose l'Afghanistan pour faire face aux menaces qui continuent de peser sur sa sécurité, sa stabilité et son intégrité, et pour contribuer à la sécurité régionale en stabilisant la situation dans le pays;

6. *Souligne* qu'il importe de poursuivre la coopération visant à renforcer les capacités des Forces nationales de sécurité afghanes, notamment à rendre le secteur de la sécurité afghan plus fonctionnel, plus professionnel et plus responsable, dans le cadre d'un dispositif global, engage la Force internationale d'assistance à la sécurité et les autres partenaires à continuer, dans la limite des ressources disponibles, à former, à encadrer et à responsabiliser les Forces nationales de sécurité afghanes afin qu'elles puissent plus rapidement devenir autosuffisantes, viables, responsables et ethniquement équilibrées, et assurer la sécurité et la primauté du droit dans tout le pays, se félicite que les autorités afghanes jouent un rôle de plus en plus prépondérant dans tout le pays sur le plan de la sécurité, se réjouit des progrès notables réalisés dans l'expansion de l'Armée nationale afghane et de la Police nationale afghane et dans le renforcement de leurs capacités, et souligne qu'il importe d'appuyer la poursuite de la professionnalisation de ces institutions ;

7. *Demande* à la Force internationale d'assistance à la sécurité et au Haut-Représentant civil de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord de continuer d'agir en étroite consultation avec le Gouvernement afghan et le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, conformément à sa résolution 2096 (2013), ainsi qu'avec la coalition de l'opération Liberté immuable, aux fins de l'exécution du mandat de la Force ;

8. *Prie* le commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité de lui communiquer régulièrement, par l'intermédiaire du Secrétaire général, des informations sur l'exécution du mandat de la Force, notamment en lui présentant en temps utile des rapports trimestriels, le rapport final qui sera présenté en décembre 2014 devant être un rapport complet ;

9. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7041<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 7085<sup>e</sup> séance, le 17 décembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Afghanistan, de l'Allemagne, du Canada, de l'Inde, du Japon, de la République islamique d'Iran et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Afghanistan »

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2013/721) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ján Kubiš, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 7139<sup>e</sup> séance, le 17 mars 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afghanistan, de l'Allemagne, du Canada, de l'Inde, de l'Italie, du Japon, du Pakistan, de la République islamique d'Iran, de la Slovaquie, de la Suède et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Afghanistan »

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2014/163) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ján Kubiš, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

**Résolution 2145 (2014)  
du 17 mars 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures sur l'Afghanistan, en particulier sa résolution 2096 (2013) du 19 mars 2013 portant prorogation jusqu'au 19 mars 2014 du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, conformément aux modalités indiquées dans la résolution 1662 (2006) du 23 mars 2006,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de l'Afghanistan,

*Réaffirmant son appui* au processus inégal (transition) qui donnera lieu au transfert de l'entière responsabilité en matière de sécurité aux institutions afghanes, comme prévu lors des Conférences de Londres, de Kaboul, de Bonn et de Tokyo et à l'issue des sommets de Lisbonne et de Chicago, constatant que la transition ne concerne pas la seule sécurité mais aussi l'appropriation et la pleine prise en charge par l'Afghanistan de la gouvernance et du développement, et affirmant que, dans le cadre de l'appui qu'ils apportent à l'Afghanistan, les organismes des Nations Unies tiennent pleinement compte de la transition dans ce pays,

*Mettant l'accent* sur le Processus de Kaboul, qui vise à réaliser l'objectif premier consistant à hâter la conduite et l'appropriation des activités par l'Afghanistan, à consolider les partenariats internationaux et la coopération régionale, à améliorer la gouvernance dans le pays, à renforcer les capacités des forces de sécurité afghanes et à favoriser la croissance économique et la protection des droits de tous les citoyens afghans, notamment les femmes et les filles, et se félicitant particulièrement des engagements pris par le Gouvernement afghan,

*Soulignant* qu'il importe d'adopter une approche globale pour régler les problèmes liés à la sécurité, à la situation économique, à la gouvernance et au développement en Afghanistan, qui ont un caractère interdépendant, et conscient qu'il n'y a pas de solution purement militaire pour assurer la stabilité dans ce pays,

*Réaffirmant son appui continu* au Gouvernement et au peuple afghans qui reconstruisent leur pays et renforcent les fondements d'une paix durable et de la démocratie constitutionnelle,

*Se félicitant* de la tenue à Bonn (Allemagne), le 5 décembre 2011, de la « Conférence internationale sur l'Afghanistan – l'Afghanistan et la communauté internationale : après la transition, la décennie de la transformation » et des conclusions adoptées à cette occasion<sup>124</sup>, ainsi que de la déclaration de Bonn selon laquelle la transition, qui doit être menée à terme d'ici à la fin de 2014, devrait être suivie d'une décennie de la transformation (2015-2024),

*Saluant* le processus par lequel l'Afghanistan et ses partenaires régionaux et internationaux concluent des partenariats stratégiques à long terme et d'autres accords en vue de faire de l'Afghanistan un pays pacifique, stable et prospère,

*Se félicitant* du consensus stratégique qui s'est établi entre le Gouvernement afghan et la communauté internationale au sujet d'un partenariat renouvelé et durable, fondé sur des engagements réciproques fermes, dans la perspective de la décennie de la transformation, accueillant avec satisfaction les progrès réalisés quant aux engagements réciproques fixés dans le Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo<sup>126</sup> destiné à favoriser une croissance économique et un développement durables de l'Afghanistan, et réaffirmant que le Gouvernement et la communauté internationale doivent continuer de s'employer à honorer leurs engagements réciproques,

*Réaffirmant* que des progrès durables accomplis dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance, des droits de l'homme, y compris pour les femmes et les filles, de l'état de droit et du développement, ainsi que dans les domaines transversaux de la lutte contre les stupéfiants et la corruption et de l'application du principe de responsabilité, se renforcent mutuellement, du fait que les programmes de gouvernance et de développement devant être mis en œuvre à titre prioritaire dans le cadre de la transition doivent être conformes aux objectifs énoncés dans la « Déclaration de Tokyo : Partenariat pour l'autosuffisance en Afghanistan – de la transition à la transformation »<sup>125</sup>

et aux programmes prioritaires nationaux, et se félicitant des efforts soutenus que le Gouvernement afghan et la communauté internationale déploient pour s'attaquer à ces problèmes en appliquant une démarche globale,

*Réaffirmant en particulier dans ce contexte son appui* à la mise en œuvre, sous la conduite et la maîtrise du peuple afghan, des engagements énoncés dans les communiqués de la Conférence de Londres sur l'Afghanistan, tenue le 28 janvier 2010<sup>131</sup>, et de la Conférence internationale de Kaboul sur l'Afghanistan, tenue le 20 juillet 2010, de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et de la Stratégie nationale de lutte contre la drogue<sup>128</sup>, dans le cadre de la stratégie globale que le Gouvernement afghan devra promouvoir avec l'aide des pays de la région et de la communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies étant appelée à jouer un rôle de coordination central et impartial, conformément au Processus de Kaboul et aux programmes prioritaires nationaux,

*Soulignant* qu'il est essentiel de favoriser la coopération régionale, moyen efficace de promouvoir la sécurité, la stabilité et le développement économique et social en Afghanistan, rappelant l'importance de la Déclaration de Kaboul sur les relations de bon voisinage, en date du 22 décembre 2002<sup>132</sup>, se félicitant à cet égard que la communauté internationale demeure résolue à promouvoir la stabilité et le développement de l'Afghanistan, et prenant note des initiatives menées à l'échelle régionale et internationale, dont le Processus d'Istanbul sur la sécurité et la coopération régionales pour la paix et la stabilité en Afghanistan, en date du 2 novembre 2011<sup>127</sup>, les sommets quadrilatéraux entre l'Afghanistan, le Pakistan, le Tadjikistan et la Fédération de Russie, ainsi que le sommet trilatéral entre l'Afghanistan, la République islamique d'Iran et le Pakistan, le sommet trilatéral entre l'Afghanistan, le Pakistan et la Turquie et le sommet trilatéral entre l'Afghanistan, le Pakistan et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de même que des initiatives de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, de l'Organisation du Traité de sécurité collective et de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, et du processus de la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan,

*Accueillant avec satisfaction* le texte final de la Conférence ministérielle au cœur de l'Asie, première réunion organisée à Kaboul le 14 juin 2012, dans lequel l'Afghanistan et ses partenaires régionaux ont réaffirmé leur attachement à promouvoir la sécurité et la coopération régionales aux fins d'instaurer la paix et la stabilité dans ce pays en renforçant le dialogue et les mesures de confiance au niveau régional, se félicitant des mesures de confiance relatives à la lutte contre le terrorisme et les stupéfiants et au commerce, aux échanges et aux possibilités d'investissement et de celles relatives à l'éducation, à la gestion des catastrophes et aux infrastructures régionales, se félicitant de la tenue de la quatrième réunion ministérielle au cœur de l'Asie prévue à Tianjin (Chine) en 2014, et notant que le Processus d'Istanbul est censé compléter et faciliter les efforts déployés par les organisations régionales, en particulier en ce qui concerne l'Afghanistan, et non s'y substituer,

*Accueillant également avec satisfaction* le texte final de la Conférence internationale sur une stratégie de recherche de solutions pour les réfugiés afghans et d'appui au rapatriement librement consenti, à la réintégration durable et à l'assistance aux pays d'accueil, qui s'est tenue à Genève les 2 et 3 mai 2012, et attendant avec intérêt la poursuite de la mise en œuvre du communiqué commun établi à l'issue de la Conférence, dont l'objectif est d'assurer le retour à long terme des réfugiés et de continuer à soutenir les pays d'accueil, grâce à l'appui infaillible et aux efforts ciblés de la communauté internationale,

*Mettant l'accent* sur le rôle central et impartial que l'Organisation des Nations Unies continuera de jouer dans la promotion de la paix et de la stabilité en Afghanistan en dirigeant les activités de la communauté internationale, notamment en coordonnant et en contrôlant, avec le Gouvernement afghan, la mise en œuvre du Processus de Kaboul par l'intermédiaire du Conseil commun de coordination et de suivi à l'appui des priorités arrêtées par le Gouvernement afghan et affirmées à la Conférence de Tokyo, et remerciant le Secrétaire général, son Représentant spécial pour l'Afghanistan et, en particulier, les femmes et les hommes de la Mission, qui servent dans des conditions difficiles pour venir en aide au peuple afghan, de leurs efforts, qu'il soutient fermement,

*Réaffirmant* que, dans la logique de la transition, le rôle des acteurs internationaux, qui consiste actuellement à assurer directement un certain nombre de services, est appelé à évoluer encore vers des activités d'appui et de renforcement des capacités des institutions nationales, pour laisser le Gouvernement afghan exercer souverainement toutes ses prérogatives, y compris assurer le retrait progressif de toutes les équipes de reconstruction de province et

---

<sup>131</sup> S/2010/65, annexe II.

<sup>132</sup> S/2002/1416, annexe.



supprimer toute structure dont les fonctions et l'autorité empiètent sur celles des pouvoirs publics afghans aux niveaux national et infranational,

*Soulignant* qu'il est important qu'un processus politique global sans exclusive, dirigé et contrôlé par les Afghans, vienne soutenir l'entreprise de réconciliation de tous ceux qui y sont disposés, ainsi qu'il ressort du communiqué de la Conférence de Kaboul sur le dialogue avec tous ceux qui renoncent à la violence, n'entretiennent pas de liens avec des organisations terroristes internationales, dont Al-Qaida, respectent la Constitution afghane, en particulier ses dispositions relatives aux droits fondamentaux, notamment les droits de la femme, et souhaitent participer à l'édification d'un Afghanistan pacifique, et des conclusions détaillées de la Conférence de Bonn, approuvées par le Gouvernement afghan et la communauté internationale, dans le respect total de l'application des mesures et procédures définies dans ses résolutions 1267 (1999) du 15 octobre 1999, 1988 (2011) du 17 juin 2011 et 2082 (2012) du 17 décembre 2012,

*Rappelant* qu'aux Conférences de Kaboul et de Tokyo le Gouvernement afghan s'est engagé à renforcer et à améliorer le processus électoral, et à entreprendre une réforme électorale à long terme pour veiller à ce que les prochaines élections soient transparentes, crédibles, ouvertes et démocratiques, se félicitant du décret présidentiel du 26 juillet 2012 et des préparatifs des élections à la présidence et aux conseils provinciaux de 2014, et attendant avec intérêt la préparation des élections parlementaires de 2015,

*Réaffirmant* que l'avenir pacifique de l'Afghanistan repose sur la construction d'un État stable, sûr et autosuffisant sur le plan économique, à l'abri du terrorisme et des stupéfiants, et fondé sur la primauté du droit, des institutions démocratiques solides, le respect du principe de la séparation des pouvoirs, le renforcement de l'équilibre entre les pouvoirs constitutionnels, ainsi que la garantie et le respect des droits et des obligations du citoyen, et saluant la contribution du Groupe de contact international sur l'Afghanistan aux efforts déployés par l'Organisation pour coordonner et mobiliser le soutien de la communauté internationale en faveur de l'Afghanistan,

*Mettant à nouveau l'accent* sur les accords conclus entre le Gouvernement afghan et les pays qui fournissent des effectifs à la Force internationale d'assistance à la sécurité, lors des sommets de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord tenus à Lisbonne les 19 et 20 novembre 2010 et à Chicago (États-Unis d'Amérique) les 20 et 21 mai 2012, en vue de transférer progressivement la pleine responsabilité de la sécurité en Afghanistan aux Forces nationales de sécurité afghanes dans l'ensemble du pays d'ici à la fin de 2014, prenant note de la Déclaration de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et du Gouvernement de la République islamique d'Afghanistan sur un partenariat durable, signée à Lisbonne le 20 novembre 2010, prenant note des efforts conjoints déployés dans le cadre du processus intégral (transition), et saluant les progrès accomplis sur la voie de la transition en matière de sécurité, notamment le fait qu'un tournant ait été amorcé le 18 juin 2013, date à laquelle le processus de transition a été étendu à toutes les régions du pays,

*Soulignant* qu'il importe que les Forces nationales de sécurité afghanes soient opérationnelles, professionnelles, largement représentatives et viables pour répondre aux besoins de sécurité du pays, dans la perspective d'une paix, d'une sécurité et d'une stabilité durables, et insistant sur le fait que la communauté internationale s'est engagée à long terme, au-delà de 2014 et durant la décennie de la transformation (2015-2024), à concourir à leur renforcement et à leur professionnalisation, y compris par la formation et le recrutement de femmes et leur maintien dans les Forces nationales de sécurité afghanes,

*Accueillant avec satisfaction* la Déclaration commune du Sommet de Chicago concernant l'Afghanistan qui insiste sur l'engagement à long terme, après 2014, en faveur de l'instauration durable de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afghanistan, notant que le Gouvernement afghan et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ont décidé que celle-ci devrait s'efforcer de continuer à former, à conseiller et à aider les Forces nationales de sécurité afghanes après 2014, notant que toute nouvelle mission devrait avoir une base juridique saine, conformément au paragraphe 14 de la Déclaration du Sommet de Chicago, en soulignant à cet égard l'importance des débats sur l'Afghanistan lors du prochain sommet de l'Organisation au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en septembre 2014, constatant qu'il incombe au Gouvernement afghan d'assurer la pérennité de Forces nationales de sécurité afghanes compétentes et en nombre suffisant, appuyées par la communauté internationale comme il en a été décidé lors de la Conférence internationale sur l'Afghanistan tenue à Bonn le 5 décembre 2011, par le biais de la formation, de la dotation en équipement, du financement et du renforcement de ses capacités au-delà de la période de transition, et se félicitant, comme réaffirmé dans la Déclaration du Sommet de Chicago, du soutien financier en faveur des Forces nationales de sécurité afghanes avec comme objectif clair qu'en 2024 au plus tard le Gouvernement assumera intégralement la responsabilité financière de ses forces de sécurité,

*Conscient* que les avancées dans le secteur de la sécurité doivent s'accompagner de progrès dans les domaines de la gouvernance et du renforcement des capacités afghanes, prenant note, dans ce contexte, des objectifs de la Mission et de la Force internationale d'assistance à la sécurité, comme indiqué également dans la résolution 2120 (2013) du 10 octobre 2012, et soulignant qu'il faut renforcer la coordination et l'appui mutuel, le cas échéant, compte dûment tenu des tâches assignées à l'une et à l'autre,

*Réaffirmant* que tous les organismes, fonds et programmes des Nations Unies doivent, dans le cadre du mécanisme offert par l'équipe de pays et de l'initiative Unité d'action des Nations Unies, et sous la direction du Représentant spécial, redoubler d'efforts, en consultation et en coopération étroites avec le Gouvernement afghan, en vue d'améliorer la cohérence, la coordination et l'efficacité des activités et de les aligner étroitement sur les programmes prioritaires nationaux définis par le Gouvernement,

*Se félicitant* de l'action menée par les pays qui poursuivent leurs efforts civils, pour aider le Gouvernement et le peuple afghans, et encourageant la communauté internationale à accroître encore sa contribution de façon coordonnée avec les autorités afghanes et la Mission, afin de renforcer la prise en main et la direction du pays par les Afghans, comme réaffirmé à la Conférence de Tokyo en juillet 2012,

*Soulignant* qu'il faut continuer à améliorer l'acheminement judicieux et efficace de l'aide humanitaire, notamment grâce à une coordination accrue entre les organismes, fonds et programmes des Nations Unies sous l'autorité du Représentant spécial et entre l'Organisation et d'autres donateurs, surtout dans les zones qui en ont le plus besoin, se félicitant de la création du Fonds humanitaire commun et encourageant le Gouvernement afghan à prendre progressivement la direction de la coordination de l'aide humanitaire destinée à ses citoyens,

*Mettant l'accent* sur la nécessité pour tous, dans le contexte de l'aide humanitaire, de défendre et de respecter les principes humanitaires et les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance,

*Se déclarant de nouveau préoccupé* par l'état de la sécurité en Afghanistan, en particulier par les actes de violence et de terrorisme qui sont le fait des Taliban, d'Al-Qaïda, d'autres groupes extrémistes violents, de groupes armés illégaux, de criminels et de ceux qui se livrent à la production, au trafic ou au commerce de drogues illicites, et par les liens existants entre les activités terroristes et les drogues illicites, qui constituent un danger pour la population locale, y compris les femmes, les enfants, les forces nationales de sécurité et le personnel militaire et civil international, notamment les agents de l'aide humanitaire et de l'aide au développement,

*Conscient* des menaces alarmantes que font continuellement peser les Taliban, Al-Qaïda, d'autres groupes extrémistes violents et des groupes armés illégaux, ainsi que des difficultés rencontrées pour lutter contre ces menaces, et s'inquiétant vivement des incidences néfastes des actes de violence et de terrorisme perpétrés par les Taliban, Al-Qaïda, d'autres groupes extrémistes violents et des groupes armés illégaux sur l'aptitude du Gouvernement afghan à garantir la primauté du droit, à assurer au peuple afghan la sécurité et les services essentiels et à veiller à l'amélioration de la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales et à leur protection,

*Rappelant* ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, se déclarant vivement préoccupé par le nombre élevé des pertes civiles en Afghanistan, en particulier parmi les femmes et les enfants, dont la grande majorité sont causées par les Taliban, Al-Qaïda, d'autres groupes extrémistes violents et des groupes armés illégaux, condamnant les assassinats de femmes et de filles, en particulier de femmes occupant des postes de haut niveau, réaffirmant que tous les belligérants doivent prendre toutes les mesures possibles pour assurer la protection des civils touchés, spécialement des femmes, des enfants et des déplacés, notamment contre les violences sexuelles et toutes les autres formes de violence sexiste, et que les auteurs de tels actes de violence doivent en répondre, demandant à toutes les parties d'honorer les obligations que leur impose le droit international, notamment le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, et de prendre toute mesure utile pour assurer la protection des civils, et soulignant qu'il importe de suivre en permanence la situation des populations civiles, et plus particulièrement les pertes civiles, et de l'en informer, notamment par la Force internationale d'assistance à la sécurité, prenant note des progrès enregistrés par les forces afghanes et les autres forces internationales pour réduire au maximum le nombre de victimes civiles, et prenant note du rapport de la Mission sur la protection des civils en période de conflit armé du 8 février 2014,

*Se déclarant préoccupé* par la grave menace que les mines antipersonnel, restes de guerre et engins explosifs improvisés peuvent représenter pour la population civile et soulignant qu'il faut s'abstenir d'utiliser des armes et dispositifs interdits par le droit international,

*Encourageant* la communauté internationale et les partenaires régionaux à mieux épauler les efforts constants que mènent les Afghans pour lutter contre la production et le trafic de drogues, notamment par le biais du groupe de travail pour la lutte contre les stupéfiants du Conseil commun de coordination et de suivi ainsi que dans le cadre d'initiatives régionales, et conscient de la menace que la production, le commerce et le trafic de drogues illicites font peser sur la paix internationale et la stabilité des différentes régions du monde, ainsi que du rôle important que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime joue à cet égard,

*Préoccupé* par l'augmentation de la production de pavot dont il est fait état dans l'Enquête de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur la production d'opium en Afghanistan pour 2013, constatant les conséquences néfastes de la culture, de la production, du trafic et de la consommation d'opium pour la stabilité, la sécurité, le développement économique et social et la gouvernance de l'Afghanistan, ainsi que pour la région et le reste du monde, et soulignant le rôle important joué par l'Organisation, qui continue de suivre l'évolution de la situation concernant les drogues dans le pays,

*Soulignant* la nécessité de mener une action coordonnée à l'échelle de la région pour lutter contre le problème de la drogue et, à cet égard, se félicitant de la tenue à Islamabad les 12 et 13 novembre 2012 de la Conférence ministérielle régionale sur la lutte contre les stupéfiants, qui avait pour objet de renforcer la coopération régionale dans ce domaine,

*Saluant* les travaux actuellement accomplis dans le cadre de l'Initiative du Pacte de Paris<sup>129</sup>, qui constitue l'un des cadres les plus importants de la lutte contre les opiacés en provenance d'Afghanistan, prenant note de la Déclaration de Vienne<sup>133</sup> et soulignant que le Pacte de Paris vise à établir une vaste coalition internationale pour lutter contre le trafic d'opiacés illicites, dans le cadre d'une action globale en faveur de la paix, de la stabilité et du développement en Afghanistan, dans la région et au-delà,

*Rappelant* la déclaration adressée à l'Organe international de contrôle des stupéfiants par le Gouvernement afghan, dans laquelle celui-ci indiquait que l'anhydride acétique n'avait pas d'utilisation légale en Afghanistan pour le moment et que les pays producteurs et exportateurs devraient s'abstenir d'autoriser l'exportation de cette substance en Afghanistan si le Gouvernement n'en faisait pas la demande<sup>134</sup>, et invitant, conformément à sa résolution 1817 (2008) du 11 juin 2008, les États Membres à resserrer leur coopération avec l'Organe, notamment en se conformant pleinement aux dispositions de l'article 12 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988<sup>135</sup>, et encourageant un renforcement de la coopération à l'échelle internationale et régionale pour prévenir le détournement et le trafic de précurseurs chimiques à destination de l'Afghanistan,

*Soutenant* la poursuite de l'interdiction par le Gouvernement afghan de l'engrais à base de nitrate d'ammonium, et l'exhortant à prendre rapidement des mesures en vue de faire appliquer les règlements relatifs à la lutte contre toutes les matières explosives et les précurseurs et à réduire ainsi la capacité des insurgés de s'en servir pour fabriquer des engins explosifs improvisés, et engageant la communauté internationale à appuyer le Gouvernement dans les efforts qu'il déploie à cet égard,

*Rappelant* ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006), 1738 (2006) et 1894 (2009) sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010, 2106 (2013) du 24 juin 2013 et 2122 (2013) du 18 octobre 2013 sur les femmes et la paix et la sécurité, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011, 2068 (2012) du 19 septembre 2012 et 2143 (2014) du 7 mars 2014 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, et sa résolution 2117 (2013) du 26 septembre 2013 sur les armes légères et de petit calibre, et prenant acte des rapports du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé<sup>122</sup> et sur la protection des civils en période de conflit armé<sup>136</sup>, ainsi que des conclusions de son Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé<sup>123</sup>,

---

<sup>133</sup> Voir E/CN.7/2012/17.

<sup>134</sup> Voir S/2009/235, annexe.

<sup>135</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1582, n° 27627.

<sup>136</sup> S/2013/689.

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général en date du 7 mars 2014<sup>137</sup> ;
2. *Est heureux* de constater que l'Organisation des Nations Unies est déterminée à collaborer durablement avec le Gouvernement et le peuple afghans, notamment au-delà de 2014 et durant la décennie de la transformation, réaffirme son soutien sans réserve aux activités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, et insiste sur la nécessité de continuer à doter la Mission de ressources suffisantes pour qu'elle puisse s'acquitter de son mandat ;
3. *Décide* de proroger jusqu'au 17 mars 2015 le mandat de la Mission, tel que défini dans ses résolutions 1662 (2006), 1746 (2007) du 23 mars 2007, 1806 (2008) du 20 mars 2008, 1868 (2009) du 23 mars 2009, 1917 (2010) du 22 mars 2010, 1974 (2011) du 22 mars 2011, 2041 (2012) du 22 mars 2012 et 2096 (2013), et aux paragraphes 4 à 7 ci-dessous ;
4. *Reconnaît* que le mandat renouvelé de la Mission tient pleinement compte du processus de transition et souscrit à l'idée de voir l'Afghanistan assumer pleinement le contrôle et la prise en charge des domaines de la sécurité, de la gouvernance et du développement, conformément aux accords qu'il a conclus avec la communauté internationale aux Conférences de Londres, de Kaboul, de Bonn et de Tokyo et aux sommets de Lisbonne et de Chicago ;
5. *Demande* à l'Organisation, agissant avec le soutien de la communauté internationale, d'apporter un appui aux programmes prioritaires nationaux du Gouvernement afghan dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance, de la justice et du développement économique et social et de prêter son concours pour que soient intégralement tenus les engagements communs pris sur ces questions aux conférences internationales, et que soit poursuivie la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la drogue<sup>128</sup>, et prie la Mission, exerçant de plus en plus une fonction de soutien, d'aider le Gouvernement à prendre les rênes du pays comme prévu dans le Processus de Kaboul ;
6. *Décide* que la Mission et le Représentant spécial, agissant dans les limites de leur mandat et guidés par l'idée de renforcer la souveraineté, la prise en main et la direction du pays par les Afghans, continueront à piloter et à coordonner les activités civiles internationales, conformément aux communiqués des Conférences de Londres<sup>131</sup>, de Kaboul et de Tokyo et aux conclusions de la Conférence de Bonn<sup>124</sup>, en s'attachant en particulier à réaliser les priorités suivantes :
  - a) Promouvoir, en tant que Coprésident du Conseil commun de coordination et de suivi, une plus grande cohérence au niveau de l'appui offert par la communauté internationale à la poursuite des priorités du Gouvernement afghan en matière de développement et de gouvernance, notamment en apportant un soutien à l'élaboration en cours et au séquençage des programmes prioritaires nationaux, en mobilisant des moyens, en coordonnant l'action des donateurs et organismes internationaux et en orientant les contributions des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, en particulier pour ce qui est de la lutte contre les stupéfiants et des activités de reconstruction et de développement ; en même temps, coordonner les activités des partenaires internationaux aux fins du suivi, en particulier grâce à l'échange d'informations, appuyer les efforts déployés pour accroître la part de l'aide au développement qui est fournie par l'intermédiaire du Gouvernement, conformément aux engagements pris aux Conférences de Kaboul et de Tokyo, ainsi que ceux déployés pour accroître la transparence et l'efficacité de l'utilisation par le Gouvernement des ressources en question ;
  - b) Apporter un appui, à la demande des autorités afghanes, à l'organisation des élections à venir en Afghanistan, y compris des élections à la présidence et aux conseils de province prévues en 2014 et des élections parlementaires prévues en 2015, renforcer, à l'appui de l'action menée par le Gouvernement afghan, la pérennité et l'intégrité du processus électoral et son ouverture à tous, comme convenu aux Conférences de Londres, de Kaboul, de Bonn et de Tokyo ainsi qu'au sommet de Chicago, et offrir aux institutions afghanes participant au processus une aide en matière de renforcement des capacités et une assistance technique ;
  - c) Apporter une aide sous forme de communication aussi bien que de bons offices, si le Gouvernement afghan le demande, au processus de paix et de réconciliation dirigé par les Afghans, notamment pour ce qui est de la mise en œuvre du Programme afghan pour la paix et la réintégration, et en proposant et en facilitant la mise en œuvre de mesures de confiance, dans le cadre posé par la Constitution afghane et dans le respect total de

---

<sup>137</sup> S/2014/163.

l'application des mesures et procédures définies dans ses résolutions 1267 (1999), 1988 (2011), 1989 (2011) du 17 juin 2011, 2082 (2012) et 2083 (2012) du 17 décembre 2012 et toute autre résolution qu'il a adoptée sur la question ;

*d)* Soutenir la coopération régionale, en vue d'aider l'Afghanistan à se prévaloir de la place qu'il occupe au cœur de l'Asie pour promouvoir la coopération régionale, et s'appuyer sur ce qui a déjà été réalisé, pour progresser vers un Afghanistan stable et prospère ;

*e)* Poursuivre, avec l'appui du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, la coopération avec la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan et le renforcement de ses capacités ainsi que la coopération avec le Gouvernement afghan et les organisations non gouvernementales étrangères et afghanes concernées afin d'assurer le suivi de la situation des civils, de coordonner l'action menée pour assurer la protection de ces civils, de promouvoir l'application du principe de responsabilité et d'aider à réaliser intégralement les libertés fondamentales et les dispositions relatives aux droits de l'homme figurant dans la Constitution afghane et dans les traités internationaux auxquels l'Afghanistan est partie, en particulier ceux qui concernent le plein exercice des droits fondamentaux des femmes, y compris la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes<sup>130</sup> ;

*f)* Poursuivre la coopération avec la Force internationale d'assistance à la sécurité et le Haut-Représentant civil de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, à tous les niveaux et dans tout le pays, à l'appui de la transition vers la prise des rênes du pays par les Afghans convenue aux Conférences de Kaboul et de Londres et aux sommets de Lisbonne et de Chicago, et ce, d'une manière propre à assurer la protection et la promotion à long terme des droits de tous les Afghans, conformément à leur mandat actuel, afin de renforcer la coordination entre civils et militaires, de faciliter l'échange rapide d'informations et d'assurer la cohérence entre les activités menées par les forces nationales et internationales de sécurité et les intervenants civils à l'appui d'un processus de développement et de stabilisation mené par les Afghans, notamment en nouant des rapports avec les équipes de reconstruction de province et les organisations non gouvernementales, en particulier en participant en qualité d'observateur aux travaux de la Commission conjointe Afghanistan-Organisation du Traité de l'Atlantique Nord pour l'intégral ;

7. *Réaffirme* que la Mission et le Représentant spécial redoubleront d'efforts en vue d'améliorer la cohérence, la coordination et l'efficacité des organismes, fonds et programmes compétents des Nations Unies en Afghanistan de manière à optimiser leur efficacité collective en pleine conformité avec les programmes prioritaires nationaux définis par le Gouvernement afghan et continueront de piloter les efforts civils internationaux en accordant une attention particulière à la nécessité de favoriser et de renforcer le rôle des institutions afghanes afin qu'elles puissent s'acquitter de leurs responsabilités dans les domaines prioritaires suivants :

*a)* Moyennant une présence adéquate de la Mission, à déterminer en pleine consultation et en étroite coopération avec le Gouvernement afghan, promotion de l'action qu'il mène en faveur de la mise en œuvre du Processus de Kaboul dans tout le pays, notamment grâce au renforcement de la coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et action visant à ce que les politiques gouvernementales favorisent l'ouverture et soient mieux comprises ;

*b)* Appui à l'action menée par le Gouvernement afghan au titre du respect de ses engagements, tels qu'ils ont été énoncés lors des Conférences de Londres, de Kaboul, de Bonn et de Tokyo, pour améliorer la gouvernance et renforcer l'état de droit, y compris la justice transitionnelle, l'exécution du budget et la lutte contre la corruption, dans tout le pays conformément au Processus de Kaboul et au Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo<sup>126</sup>, l'objectif étant d'apporter les bienfaits de la paix et d'assurer des services de façon opportune et durable ;

*c)* Coordination et facilitation de l'acheminement de l'aide humanitaire, à l'appui du Gouvernement afghan et dans le respect des principes humanitaires, en vue de donner au Gouvernement les moyens d'assumer à l'avenir son rôle central et de coordination, y compris en offrant un appui efficace aux autorités nationales et locales en matière d'assistance et de protection des déplacés et de créer des conditions propices au retour volontaire et durable, dans la sécurité et la dignité, des réfugiés et des déplacés des pays voisins et d'autres pays ;

8. *Demande* à toutes les parties afghanes et internationales d'agir en coordination avec la Mission dans l'exécution de son mandat et dans l'action qu'elle mène pour promouvoir dans tout le pays la sécurité et la liberté de mouvement du personnel des Nations Unies et du personnel associé ;

9. *Réaffirme* qu'il faut assurer la sécurité du personnel des Nations Unies et son adhésion aux mesures que le Secrétaire général a déjà prises à cet égard ;

10. *Souligne* qu'il importe au plus haut point de pouvoir compter sur une présence continue de la Mission et des autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies dans les provinces, conformément au processus de transition, à l'appui et avec le concours du Gouvernement afghan, pour assurer les besoins et la sécurité, et conformément à l'objectif d'efficacité de l'ensemble du système des Nations Unies, et soutient fermement l'autorité du Représentant spécial dans la coordination de toutes les activités des organismes, fonds et programmes des Nations Unies en Afghanistan sur la base de l'initiative Unité d'action des Nations Unies ;

11. *Encourage* le Secrétaire général à poursuivre les efforts engagés en vue de prendre les dispositions voulues pour régler les problèmes de sécurité associés à la présence de l'Organisation des Nations Unies et, durant le processus actuel de transition et au-delà de celui-ci, préconise notamment une coordination étroite avec les Forces nationales de sécurité afghanes, appuyées par la Force internationale d'assistance à la sécurité, le cas échéant ;

12. *Souligne* l'importance qu'il attache à un développement démocratique durable de l'Afghanistan dans le cadre duquel toutes les institutions afghanes fonctionneraient dans les limites clairement définies de leurs domaines de compétence respectifs, conformément aux lois applicables et à la Constitution afghane, se félicite, à cet égard, de l'engagement pris par le Gouvernement afghan à la Conférence de Kaboul et réaffirmé aux Conférences de Bonn et de Tokyo d'améliorer encore le processus électoral, y compris en assurant sa viabilité à long terme, et, tenant compte des engagements pris par la communauté internationale et le Gouvernement aux Conférences de Londres, de Kaboul, de Bonn et de Tokyo, réaffirme le rôle de soutien que joue la Mission, à la demande du Gouvernement, pour faciliter la réalisation de ces engagements, prie cette dernière de fournir, à la demande du Gouvernement, une assistance technique aux institutions afghanes compétentes en vue d'appuyer l'intégrité du processus électoral et son ouverture à tous, y compris en prenant des mesures pour faciliter la pleine participation des femmes en toute sécurité, se félicite de la participation des femmes au processus électoral en tant que candidates, électrices inscrites sur les listes ou militantes, et demande en outre aux membres de la communauté internationale de fournir une assistance selon que de besoin ;

13. *Se félicite* des efforts renouvelés du Gouvernement afghan, notamment du Haut Conseil pour la paix, visant à faire avancer le processus de paix et de réconciliation et la mise en œuvre du Programme afghan pour la paix et la réintégration, pour faciliter un dialogue sans exclusive mené et contrôlé par les Afghans sur la réconciliation et la participation politique ainsi qu'il ressort du communiqué de la Conférence de Kaboul consacré au dialogue avec ceux qui renoncent à la violence, n'ont pas de lien avec des organisations terroristes internationales, dont Al-Qaida, respectent la Constitution afghane, en particulier ses dispositions relatives aux droits fondamentaux, notamment les droits de la femme, et souhaitent participer à l'édification d'un Afghanistan pacifique, ainsi que des principes et des résultats détaillés découlant des conclusions de la Conférence de Bonn, et encourage le Gouvernement à se prévaloir des bons offices offerts par la Mission pour faciliter ce processus, le cas échéant, dans le respect total de l'application des mesures et procédures définies dans ses résolutions 1267 (1999), 1988 (2011) et 2082 (2012) et les autres résolutions qu'il a adoptées sur la question ;

14. *Se félicite également* des mesures prises par le Gouvernement afghan et l'encourage à continuer d'accroître la participation des femmes, des minorités et de la société civile aux processus de sensibilisation, de consultation et de prise de décisions, rappelle que les femmes jouent un rôle crucial dans le processus de paix, comme l'affirment sa résolution 1325 (2000) et ses autres résolutions sur la question, rédit par conséquent qu'il est nécessaire qu'elles participent pleinement, effectivement et sur un pied d'égalité à toutes les étapes des processus de paix, et demande instamment qu'elles soient associées à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de lendemain de conflit afin que leur optique et leurs besoins soient pris en compte comme l'ont affirmé les Conférences de Bonn et de Tokyo ;

15. *Prend note* de l'établissement du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011) et de ses méthodes et procédures, y compris les nouvelles procédures visant à faciliter et à diligenter les demandes d'exemption d'interdiction de voyage à l'appui du processus de paix et de réconciliation introduites dans sa résolution 2082 (2012), salue à cet égard la coopération que le Gouvernement afghan, le Haut Conseil pour la paix et la Mission ont instaurée avec le Comité, notamment en lui fournissant des renseignements pertinents pour qu'il puisse tenir à jour la Liste 1988 et en identifiant les personnes, groupes, entreprises et entités associés aux Taliban qui représentent une menace pour la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan selon les critères de désignation énoncés dans la résolution 2082 (2012), et note que le financement ou soutien des personnes, groupes, entreprises et entités peut se faire notamment, mais pas uniquement, au moyen de revenus tirés de la culture et de la production illégales et du trafic de stupéfiants, avec l'Afghanistan comme point de départ ou de transit, ainsi que du trafic de précurseurs à destination de l'Afghanistan, et encourage la poursuite de cette coopération ;

16. *Souligne* le rôle que doit jouer la Mission, si le Gouvernement afghan en fait la demande, dans l'appui à un processus de paix et de réconciliation sans exclusive, mené et pris en charge par les Afghans, y compris au Programme afghan pour la paix et la réintégration, tout en continuant d'évaluer, notamment en collaboration avec la Commission afghane indépendante des droits de l'homme, les incidences sur les droits de l'homme et les droits fondamentaux des femmes, y compris la promotion et la défense des droits de l'homme, et engage la communauté internationale à soutenir les efforts que le Gouvernement déploie dans ce domaine, notamment en continuant d'alimenter le Fonds d'affectation spéciale pour la paix et la réintégration ;

17. *Réaffirme son soutien* à l'action régionale que mène actuellement l'Afghanistan dans le cadre du Processus d'Istanbul sur la sécurité et la coopération régionales pour la paix et la stabilité en Afghanistan, en date du 2 novembre 2011<sup>127</sup>, attend avec intérêt la tenue de la prochaine conférence ministérielle prévue à Tianjin (Chine) en 2014, invite l'Afghanistan et ses partenaires régionaux à maintenir l'élan imprimé et à poursuivre leurs efforts afin de raffermir le dialogue et la confiance dans la région par le biais du Processus d'Istanbul, et note que celui-ci est censé compléter et faciliter les efforts déployés par les organisations régionales, en particulier en ce qui concerne l'Afghanistan, et non s'y substituer ;

18. *Salue* les efforts que font le Gouvernement afghan, ses partenaires des pays voisins et de la région et les organisations internationales, dont l'Organisation de la coopération islamique, pour susciter la confiance et la coopération mutuelles, ainsi que les récentes initiatives de coopération prises par des pays concernés et des organisations régionales, y compris lors des sommets trilatéraux et quadrilatéraux et des initiatives de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et de l'Association sud-asiatique de coopération régionale ;

19. *Appelle* à renforcer le processus de coopération régionale, notamment à prendre des mesures propres à faciliter le commerce et le transit régionaux, y compris par des accords de commerce de transit régionaux et bilatéraux, une meilleure coopération consulaire pour l'octroi de visas et la facilitation des voyages d'affaires, à favoriser le commerce international, à accroître les investissements étrangers et à développer les infrastructures, notamment en ce qui concerne les raccordements, l'offre énergétique, les transports et la gestion intégrée des frontières, afin de renforcer le rôle de l'Afghanistan dans la coopération économique régionale et de promouvoir une croissance économique durable et la création d'emplois dans le pays ;

20. *Souligne*, à cet égard, qu'il importe de renforcer les réseaux locaux et régionaux de transport afin de favoriser le développement économique, la stabilité et l'autosuffisance, en particulier par la construction et l'entretien de voies ferrées locales et de routes, l'élaboration de projets régionaux visant à améliorer encore les liaisons et le renforcement des capacités de l'aviation civile internationale ;

21. *Réaffirme* que le Conseil commun de coordination et de suivi joue un rôle central s'agissant de coordonner, de faciliter et de suivre la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et les programmes prioritaires nationaux, et demande à tous les intéressés de renforcer leur coopération avec le Conseil à cette fin de manière à améliorer encore son efficacité ;

22. *Demande* aux donateurs et organismes internationaux ainsi qu'au Gouvernement afghan d'honorer les engagements qu'ils ont pris à la Conférence de Tokyo et aux conférences internationales précédentes, et réaffirme qu'il importe de faire davantage pour améliorer la coordination et l'efficacité de l'aide, notamment en assurant la transparence, en luttant contre la corruption et en aidant le Gouvernement à être mieux à même de coordonner l'aide ;

23. *Appelle* le Gouvernement afghan, aidé en cela par la communauté internationale, notamment par la Force internationale d'assistance à la sécurité et la coalition de l'opération Liberté immuable, à continuer, conformément à leurs attributions évolutives respectives, de faire face à la menace que font peser sur la sécurité et la stabilité de l'Afghanistan les Taliban, Al-Qaïda, les autres groupes extrémistes violents, les groupes armés illégaux, les criminels et ceux qui se livrent à la production, au trafic ou au commerce de stupéfiants ;

24. *Réaffirme* qu'il importe de rendre le secteur de la sécurité afghan plus fonctionnel, professionnel et responsable, dans un cadre global, par le biais de procédures d'agrément appropriées et d'efforts de formation, notamment en ce qui concerne les droits de l'enfant, d'encadrement, d'équipement et de responsabilisation, à l'intention tant des femmes que des hommes, afin d'accélérer la réalisation de l'objectif consistant à constituer des forces de sécurité afghanes autosuffisantes et ethniquement équilibrées ouvertes aux femmes et qui assurent le maintien de la sécurité et de l'état de droit dans tout le pays, et souligne l'importance de l'engagement à long terme

pris par la communauté internationale d'assurer, au-delà de 2014, une force nationale de sécurité afghane fonctionnelle, professionnelle et pérenne ;

25. *Se félicite*, à cet égard, que l'Armée nationale afghane continue de se développer et soit de plus en plus à même de planifier et de mener des opérations, et se déclare favorable aux efforts de formation qui continuent d'être faits, notamment grâce à l'apport de formateurs, de ressources et d'équipes consultatives par l'intermédiaire de la mission de formation de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en Afghanistan, aux conseils qui sont donnés en vue d'une planification durable de la défense et à l'assistance aux initiatives de réforme de la défense ;

26. *Prend note* des efforts que continuent de faire les autorités afghanes pour renforcer les capacités de la Police nationale afghane, invite à faire des efforts supplémentaires à cette fin et souligne l'importance, dans ce contexte, de l'assistance internationale fournie sous forme d'un appui financier et d'un apport en personnel de formation et d'encadrement, y compris de la contribution qu'apportent la mission de formation de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en Afghanistan, la Force de gendarmerie européenne et l'Union européenne par le biais de sa Mission de police en Afghanistan, de même que l'Équipe allemande pour le projet de police, sachant l'importance que revêt une force de police suffisante et capable pour la sécurité à long terme de l'Afghanistan, se félicite du plan décennal prospectif pour le Ministère de l'intérieur et la Police nationale afghane, notamment de l'engagement pris d'énoncer une stratégie efficace visant à accroître le recrutement des femmes au sein de la Police nationale afghane et à les retenir, les former et les promouvoir davantage, ainsi que de poursuivre la mise en œuvre de leur stratégie d'intégration de la problématique hommes-femmes, et se réjouit de l'appui que la Mission continue de procurer aux associations de femmes policières ;

27. *Se félicite* des progrès accomplis par le Gouvernement afghan concernant le programme de démantèlement des groupes armés illégaux et son intégration au Programme afghan pour la paix et la réintégration, et demande que les efforts soient accélérés et coordonnés pour que de nouveaux progrès soient enregistrés, avec l'appui de la communauté internationale ;

28. *Condamne avec la plus grande fermeté* tous les attentats visant des civils et les forces afghanes et internationales, qu'il s'agisse d'attentats commis à l'aide d'engins explosifs improvisés, d'attentats-suicides, d'assassinats ou d'enlèvements, qui nuisent à l'entreprise de stabilisation, de reconstruction et de développement de l'Afghanistan, et condamne en outre l'utilisation par les Taliban et d'autres groupes extrémistes de civils comme boucliers humains ;

29. *Note avec préoccupation* la persistance des attaques contre les agents de l'aide humanitaire et de l'aide au développement, notamment des attaques contre le personnel médical, les transports médicaux et les installations de santé, les condamne dans les termes les plus énergiques en faisant valoir qu'elles entravent les efforts faits pour venir en aide au peuple afghan, et engage toutes les parties à garantir un accès illimité, sûr et sans entrave à tous les agents humanitaires, y compris au personnel des Nations Unies et au personnel associé, et respecter pleinement le droit international humanitaire applicable et les principes des Nations Unies régissant l'aide humanitaire d'urgence ;

30. *Se félicite* des résultats obtenus à ce jour dans l'exécution du Programme de lutte antimines pour l'Afghanistan et encourage le Gouvernement afghan, avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies et des autres parties intéressées, à poursuivre son action en vue d'enlever et de détruire les mines antipersonnel et antichars et les restes explosifs de guerre et de réduire ainsi les menaces qu'ils font peser sur la vie humaine et sur la paix et la sécurité dans le pays, et note qu'il convient de fournir une aide en vue de soigner les victimes et d'assurer leur réadaptation et leur réinsertion économique et sociale, s'agissant notamment des personnes handicapées ;

31. *Salue* les progrès accomplis par la Force internationale d'assistance à la sécurité et les autres forces internationales en vue de réduire le plus possible les risques de pertes civiles, prend note du rapport de la Mission en date du 8 février 2014 sur la protection des civils en période de conflit armé, et les exhorte à poursuivre leurs efforts à cet égard, notamment en réexaminant constamment leurs tactiques et leurs procédures, en faisant avec les autorités afghanes le bilan de toute intervention qui aurait causé des pertes civiles et en procédant à une enquête en pareil cas et lorsque le Gouvernement afghan estime qu'une enquête conjointe est nécessaire ;

32. *Exprime sa profonde préoccupation* devant l'enrôlement et l'utilisation d'enfants par les Taliban, Al-Qaïda et d'autres groupes extrémistes violents en Afghanistan ainsi que devant le meurtre et les mutilations d'enfants du fait du conflit, condamne à nouveau fermement l'enrôlement et l'utilisation d'enfants soldats en violation du droit international applicable, ainsi que toutes autres formes de violations et tous autres sévices exercés sur des enfants en temps de conflit armé, en particulier les attaques contre les écoles et les établissements



d'enseignement et de santé, notamment leur incendie et leur fermeture forcée, les actes d'intimidation, les enlèvements et les assassinats dont fait l'objet le personnel enseignant, en particulier les attaques contre l'éducation des filles menées par des groupes armés illégaux, dont les Taliban, et notant, dans ce contexte, que les Taliban ont été inscrits sur la liste figurant dans l'annexe I du rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé<sup>122</sup>, et l'utilisation d'enfants pour perpétrer des attentats-suicides, et demande que les responsables soient traduits en justice ;

33. *Souligne* que, dans ce contexte, il importe d'appliquer sa résolution 1612 (2005) sur le sort des enfants en temps de conflit armé et les résolutions suivantes, souscrit au décret publié par le Ministre de l'intérieur réaffirmant l'engagement du Gouvernement afghan à prévenir les violations des droits des enfants, en date du 6 juillet 2011, se félicite des progrès réalisés dans l'application du plan d'action relatif aux enfants associés aux Forces nationales de sécurité afghanes, signé en janvier 2011, ainsi que de son annexe, en particulier de la création du Comité directeur interministériel pour les enfants et le conflit armé, de la désignation d'un responsable de la protection des enfants et de l'approbation par le Gouvernement afghan d'une feuille de route visant à accélérer l'application du plan d'action, demande que les dispositions du plan d'action soient pleinement appliquées, en étroite coopération avec la Mission, et prie le Secrétaire général de continuer à accorder la priorité aux activités et capacités de protection de l'enfance de la Mission et à traiter de la question du sort des enfants en temps de conflit armé dans le pays dans ses rapports futurs conformément à ses résolutions pertinentes ;

34. *Demeure préoccupé* par les conséquences néfastes que la culture, la production, le trafic et la consommation d'opium continuent d'avoir pour la sécurité, le développement et la gouvernance en Afghanistan, ainsi que pour la région et le monde, prend note de l'Enquête de 2013 sur la production d'opium en Afghanistan publiée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en novembre 2013, engage le Gouvernement afghan, aidé en cela par la communauté internationale, à accélérer la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la drogue, notamment en exécutant des programmes offrant d'autres moyens de subsistance, et à faire une place à la lutte contre les stupéfiants dans tous les programmes nationaux, encourage la communauté internationale à appuyer davantage les quatre priorités dégagées dans la Stratégie, et se félicite de l'appui fourni par l'Office à l'Initiative triangulaire et au Centre régional d'information et de coordination pour l'Asie centrale dans le cadre de l'Initiative du Pacte de Paris<sup>129</sup> et de la Stratégie Arc-en-ciel, ainsi que du programme régional de l'Office pour l'Afghanistan et les pays voisins, ainsi que de la contribution de l'académie de police de Domodedovo (Fédération de Russie) ;

35. *Salue* l'action que continue de mener l'Office pour doter le Ministère de la lutte contre les stupéfiants afghan des moyens de mettre en œuvre la Stratégie nationale de lutte contre la drogue, notamment par le biais du Mécanisme de suivi de la lutte contre les stupéfiants du Conseil commun de coordination et de suivi ;

36. *Demande* aux États de renforcer la coopération internationale et régionale pour faire pièce à la menace que la production, le trafic et la consommation de drogues illicites au départ de l'Afghanistan font peser sur la communauté internationale, l'objectif étant d'en venir peu à peu à bout, conformément au principe de responsabilité commune et partagée du règlement du problème de la drogue en Afghanistan, notamment grâce au renforcement des moyens dont disposent les services de répression et de la coopération dans le domaine de la lutte contre le trafic de stupéfiants et de précurseurs et contre le blanchiment d'argent et la corruption liés à ce trafic, et demande que sa résolution 1817 (2008) soit pleinement appliquée ;

37. *Apprécie* les travaux menés au titre de l'Initiative du Pacte de Paris et de son processus dit « Paris-Moscou » pour lutter contre la production, le trafic et la consommation d'opium et d'héroïne afghans, pour éliminer les cultures de pavot, les laboratoires de fabrication de drogues et les stocks et pour intercepter les convois de drogues, insiste sur l'importance de la coopération en matière de gestion des frontières et se félicite que les organismes compétents des Nations Unies aient intensifié leur collaboration avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'Organisation du Traité de sécurité collective à cet égard ;

38. *Souligne de nouveau* qu'il importe que toutes les institutions afghanes concernées et les autres intervenants achèvent la mise en application du programme prioritaire national « Droit et justice pour tous » afin d'instituer dans les meilleurs délais une justice équitable et transparente, de mettre fin à l'impunité et de consolider l'état de droit dans l'ensemble du pays ;

39. *Souligne*, à cet égard, qu'il importe de progresser encore sur la voie de la reconstruction et de la réforme du secteur pénitentiaire en Afghanistan afin que la légalité et les droits de l'homme y soient mieux respectés et que les organisations compétentes aient accès, le cas échéant, à toutes les prisons et à tous les lieux de détention en

Afghanistan, demande que soit pleinement respecté le droit international applicable, dont le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, et prend note des recommandations figurant dans le rapport de la Mission, en date du 20 janvier 2013, et que le Gouvernement afghan a nommé une commission chargée d'enquêter sur les conclusions du rapport ;

40. *Note* avec une forte préoccupation que la corruption nuit à la sécurité, à la bonne gouvernance, à la lutte contre les stupéfiants et au développement économique, salue les engagements pris par le Gouvernement afghan dans le domaine de la lutte contre la corruption à la Conférence de Tokyo, et qu'il a renouvelés avec une vigueur accrue dans le Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo, loue l'action que le Gouvernement mène à cet égard, notamment la publication du décret présidentiel de juillet 2012, l'invite instamment à continuer de s'attacher à les honorer, pour rendre l'administration plus efficace, plus responsable et plus transparente au sein des instances nationales, provinciales et locales de gouvernement, et se félicite du soutien inlassable que la communauté internationale apporte à la réalisation des objectifs de l'Afghanistan en matière de gouvernance ;

41. *Encourage* toutes les institutions afghanes, notamment les pouvoirs exécutif et législatif, à œuvrer dans un esprit de coopération, constate les efforts que continue de déployer le Gouvernement afghan dans le cadre de la poursuite de la réforme législative et de la réforme de l'administration publique afin d'y combattre la corruption et d'y asseoir les principes de bonne gouvernance, comme approuvé à la Conférence de Bonn, y compris la pleine représentation de toutes les Afghanes et de tous les Afghans, et de responsabilité aux échelons tant national que local en saluant la publication du décret présidentiel de juillet 2012, souligne que la communauté internationale doit continuer à prêter son concours technique à cet égard, constate l'action menée par le Gouvernement en la matière, et souligne de nouveau qu'il importe que le programme prioritaire national « Transparence et responsabilité nationales » soit mis en application dans son intégralité et de façon suivie et coordonnée ;

42. *Lance un appel* pour que soient pleinement respectés et protégés les droits de l'homme et libertés fondamentales, y compris ceux des défenseurs des droits de l'homme, ainsi que le droit international humanitaire sur tout le territoire afghan, se félicite que les médias libres afghans se développent, mais constate avec préoccupation que la liberté des médias continue de faire l'objet de restrictions et les journalistes d'être la cible d'attaques de la part de groupes terroristes, ainsi que de groupes extrémistes et criminels, rend hommage à la Commission afghane indépendante des droits de l'homme pour les efforts courageux qu'elle déploie afin de surveiller le respect des droits de l'homme dans le pays, d'assurer la promotion et la défense de ces droits et de favoriser l'avènement d'une société civile pluraliste, souligne qu'il importe que tous les intéressés coopèrent sans réserve avec la Commission, dans le respect de leur indépendance et de leur sécurité, encourage l'ensemble des services de l'État et de la société civile à s'investir largement en faveur du respect des engagements mutuels qu'ils ont pris, notamment celui d'assurer un financement public suffisant à la Commission, réaffirme l'importance de son rôle et appuie les efforts qu'elle déploie pour renforcer ses capacités institutionnelles et son indépendance dans le cadre de la Constitution afghane ;

43. *Constata* qu'en dépit des progrès accomplis sur la voie de l'égalité des sexes, il est nécessaire de redoubler d'efforts, y compris en ce qui concerne des objectifs mesurables et orientés vers l'action, pour garantir les droits et la pleine participation des femmes et des filles et faire en sorte que toutes les femmes et les filles d'Afghanistan soient protégées contre la violence et les mauvais traitements, que les auteurs de ces actes en soient tenus responsables, et que les femmes et les filles bénéficient d'une égale protection devant la loi et de l'égalité d'accès à la justice, souligne qu'il faut que la loi afghane continue de protéger les femmes comme il se doit, condamne fermement les formes de discrimination et de violence dont sont victimes les femmes et les filles, en particulier la violence visant à empêcher les filles d'aller à l'école, et souligne qu'il importe d'appliquer ses résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009), 1960 (2010), 2106 (2013) et 2122 (2013) en prenant note des principaux engagements y énoncés, et de s'assurer que les femmes qui fuient les violences conjugales puissent trouver un refuge sûr ;

44. *Se félicite* de l'engagement du Gouvernement afghan d'accroître la représentation des femmes dans toutes les institutions liées à la gouvernance, y compris les organes dont les membres sont élus et nommés et la fonction publique, note les progrès enregistrés à cet égard, se félicite de l'action que continue de mener le Gouvernement pour promouvoir la pleine participation des femmes au processus électoral et garantir leur protection à cette occasion, appuie les efforts visant à accélérer la mise en œuvre du Plan d'action national en faveur des femmes d'Afghanistan, à intégrer ses objectifs dans les programmes prioritaires nationaux et à élaborer une stratégie destinée à faire appliquer la loi sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, notamment à mettre en place des services d'aide aux victimes et d'accès à la justice, rappelle que la promotion et la protection des droits de la

femme font partie intégrante du programme de paix, de réintégration et de réconciliation, réaffirme que les femmes jouent un rôle crucial dans le processus de paix, se félicite de l'engagement pris par le Gouvernement d'assurer l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du Plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité et de recenser de nouveaux moyens de promouvoir la participation des femmes au processus de paix et de réconciliation mené et contrôlé par l'Afghanistan, prend note du rapport de la Mission sur l'application de la loi sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes en Afghanistan, et de l'importance de l'application intégrale de celle-ci, et prie le Secrétaire général de continuer à donner dans les rapports qu'il lui présente des renseignements sur l'intégration des femmes à la vie politique, économique et sociale de l'Afghanistan ;

45. *Souligne* qu'il importe que les derniers réfugiés afghans rentrent chez eux de leur plein gré, en toute sécurité et en bon ordre, et s'y réintègrent pour de bon, aux fins de la stabilité du pays et de la région, et demande à cet égard à la communauté internationale d'apporter une aide régulière et accrue ;

46. *Affirme* qu'il importe que les déplacés rentrent chez eux de leur plein gré, en toute sécurité et en bon ordre, et s'y réintègrent pour de bon, et se félicite de la participation de l'Afghanistan comme pays pilote à l'initiative du Secrétaire général sur la recherche de solutions durables, et des progrès accomplis dans le cadre de l'élaboration d'une politique en faveur des déplacés pour l'Afghanistan ;

47. *Constate* qu'il faut continuer de renforcer, avec l'aide de la communauté internationale, la capacité d'absorption de l'Afghanistan en vue de la pleine réadaptation et de la pleine réintégration des derniers réfugiés et déplacés afghans ;

48. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter tous les trois mois un rapport sur l'évolution de la situation en Afghanistan dans lequel seront évalués les progrès réalisés au regard des critères définis pour mesurer et suivre l'avancement de la mise en œuvre du mandat, y compris au niveau infranational, et des priorités de la Mission définies dans la présente résolution ;

49. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7139<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 7208<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afghanistan, de l'Allemagne, du Canada, de l'Espagne, de l'Inde, de l'Italie, du Japon, du Kirghizistan, de la Lettonie, du Pakistan et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Afghanistan

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2014/420) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Ján Kubiš, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, à participer à la séance par visioconférence, et à M. Yury Fedotov, Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>138</sup> :

Le Conseil de sécurité se félicite de la tenue du second tour de l'élection présidentielle afghane le 14 juin 2014 et réaffirme l'importance historique de cet événement pour la transition de l'Afghanistan et son développement démocratique. Il salue la participation du peuple afghan et le courage dont il a fait preuve en se

---

<sup>138</sup> S/PRST/2014/11.

montrant déterminé à voter malgré les menaces et les mesures d'intimidation provenant des Taliban et d'autres groupes extrémistes violents et terroristes. Il se félicite de la participation des femmes afghanes au processus électoral, et souligne le rôle essentiel qu'elles ont à jouer pour que le pays parvienne à une paix conduite par les Afghans eux-mêmes, à la démocratie et à la stabilité.

Le Conseil note avec satisfaction les efforts déployés par le peuple afghan pour préparer et organiser ces élections, y compris les dispositifs de sécurité, et réaffirme l'importance du rôle joué par les institutions électorales afghanes, y compris la Commission électorale indépendante et la Commission du contentieux électoral. Il demande aux institutions électorales afghanes de faire respecter les normes d'intégrité les plus strictes tout au long de ce processus important et historique, et souligne que tout doit être fait pour assurer l'intégrité, la neutralité et la transparence du processus électoral, y compris en détectant et prévenant la fraude.

Le Conseil demande à toutes les parties prenantes de faire montre de patience et de respect dans leurs échanges avec les institutions électorales et leurs agents, de s'abstenir de tout acte susceptible d'inciter à la violence imminente ou à des troubles civils ou de conduire à l'instabilité, et de diriger toute plainte vers les mécanismes institutionnels créés en application des lois électorales afghanes et de la Constitution.

Le Conseil attend avec intérêt la conclusion du processus électoral conformément aux lois applicables et aux mandats des institutions électorales, souhaite que la transition vers le nouveau gouvernement se fasse en bon ordre et se félicite de l'appui que continue de fournir la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

Le Conseil demande à toutes les entités politiques de collaborer dans le respect de la Constitution afghane, avec pour but de renforcer la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité nationale de l'Afghanistan, afin d'assurer un avenir pacifique et prospère à l'ensemble de la population du pays.

Le Conseil condamne les actes de ceux qui ont tenté de perturber les élections, notamment les attentats terroristes menés contre des civils, y compris du personnel électoral et des candidats, ainsi que les attaques visant des infrastructures électorales. Il condamne les actes de violence et de terrorisme ayant pour but de déstabiliser le pays qui sont le fait des Taliban, d'Al-Qaida et d'autres groupes violents et extrémistes et groupes armés illégaux.

Le Conseil est conscient des sacrifices consentis par le peuple afghan et les Forces nationales de sécurité afghanes pendant la période électorale, et réaffirme qu'aucun acte de terrorisme ne saurait infléchir l'évolution vers la paix, la démocratie et la stabilité sous direction afghane.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>139</sup> :

Le Conseil de sécurité réaffirme son profond attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de l'Afghanistan.

Le Conseil est conscient de la menace que la production, le commerce et le trafic de drogues illicites font peser sur la paix internationale et la stabilité des différentes régions du monde, ainsi que du rôle important que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime joue à cet égard.

Le Conseil se déclare préoccupé par l'augmentation de la production de pavot dont il est fait état dans l'Enquête de 2013 sur la production d'opium en Afghanistan publiée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, constate les conséquences néfastes de la culture, de la production, du trafic et de la consommation d'opium pour la stabilité, la sécurité, le développement économique et social et la gouvernance de l'Afghanistan, ainsi que pour la région et le reste du monde, et souligne le rôle important joué par l'Organisation des Nations Unies, qui continue de suivre l'évolution de la situation concernant les drogues dans le pays. Il engage la Force internationale d'assistance à la sécurité à continuer d'apporter un appui efficace, dans le cadre des tâches qui lui sont assignées, à l'action soutenue menée sous direction afghane,

---

<sup>139</sup> S/PRST/2014/12.

y compris à celle que mènent les Forces nationales de sécurité afghanes, pour contrer la production et le trafic de stupéfiants, en collaboration avec les acteurs internationaux et régionaux concernés.

Le Conseil note que, selon le *Rapport mondial sur les drogues 2013*, l'Afghanistan reste l'un des principaux pays producteurs d'opiacés et de résine de cannabis.

Le Conseil réaffirme que l'avenir pacifique de l'Afghanistan repose sur la construction d'un État stable, sûr et autosuffisant sur le plan économique, à l'abri du terrorisme et des stupéfiants, et fondé sur la primauté du droit, des institutions démocratiques solides, le respect du principe de la séparation des pouvoirs, le renforcement de l'équilibre entre les pouvoirs constitutionnels, ainsi que la garantie et le respect des droits et des obligations du citoyen. Il réaffirme sa volonté d'aider l'Afghanistan sur la voie de la paix, de la démocratie et de la reconstruction.

Le Conseil se félicite des mesures prises par le Gouvernement afghan pour lutter contre la production de drogues sur son territoire.

Le Conseil souligne qu'il importe d'adopter une approche globale pour régler les problèmes liés à la sécurité, à la situation économique, à la gouvernance et au développement en Afghanistan, qui ont un caractère interdépendant, et est conscient qu'il n'y a pas de solution purement militaire pour assurer la stabilité dans ce pays.

Le Conseil demande à l'Organisation des Nations Unies, agissant avec le soutien de la communauté internationale, d'apporter un appui aux programmes prioritaires nationaux du Gouvernement afghan dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance, de la justice et du développement économique et social et d'apporter son concours pour que soient intégralement tenus les engagements communs pris sur ces questions aux conférences internationales, et que soit poursuivie la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la drogue<sup>128</sup>, et prie la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, exerçant de plus en plus une fonction de soutien, d'apporter son concours au Gouvernement pour qu'il prenne les rênes du pays comme prévu dans le Processus de Kaboul.

Le Conseil réaffirme son appui au processus de transition (intégral) qui donnera lieu au transfert de l'entière responsabilité en matière de sécurité aux institutions afghanes, comme prévu lors des Conférences de Londres, de Kaboul, de Bonn et de Tokyo et à l'issue des sommets de Lisbonne et de Chicago de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

Le Conseil met l'accent sur le rôle central et impartial que l'Organisation des Nations Unies continue de jouer pour promouvoir la paix et la stabilité en Afghanistan en dirigeant les activités de la communauté internationale.

Le Conseil se déclare de nouveau préoccupé par l'état de la sécurité en Afghanistan, en particulier par les actes de violence et de terrorisme qui sont le fait des Taliban, d'Al-Qaïda, d'autres groupes extrémistes violents, de groupes armés illégaux, de criminels et de ceux qui se livrent à la production, au trafic ou au commerce de drogues illicites, et par les liens étroits entre activités terroristes et drogues illicites, qui font peser des menaces sur la population locale, y compris les femmes, les enfants, les forces nationales de sécurité et le personnel militaire et civil international, dont le personnel humanitaire et les agents de développement.

Le Conseil constate avec préoccupation les incidences sur la sécurité internationale du terrorisme, de la criminalité transnationale organisée, du blanchiment d'argent et du trafic de drogues illicites et d'armes illégales, et à cet égard souligne qu'il convient de renforcer la coordination des mesures prises aux niveaux national, sous-régional, régional et international afin de mener une action mondiale renforcée face à ce problème grave, et en particulier face aux liens étroits entre terrorisme international et drogues illicites. Il se félicite des mesures prises récemment par le Groupe d'action financière, sous la présidence russe, aux fins d'identifier les flux financiers illicites en relation avec la production et le trafic de drogue en Afghanistan.

Le Conseil insiste sur la nécessité de renforcer les mécanismes de coopération et de coordination interrégionaux et internationaux existants afin de faire face de manière intégrée, globale et équilibrée au problème de la drogue, y compris dans le cadre d'un programme de sécurité, de développement et de renforcement d'institutions sur le long terme.

Le Conseil engage toutes les entités concernées, notamment l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, la Mission, le Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat, dont la Division de la police, et le Programme des Nations Unies pour le développement, à renforcer leur collaboration afin que l'on dispose d'un mécanisme de coordination efficace et détaillé permettant de hiérarchiser les activités, d'appuyer la Stratégie nationale de contrôle des drogues et d'assurer la coordination d'une approche globale au niveau de l'Organisation. Il invite toutes les entités de l'Organisation des Nations Unies présentes en Afghanistan à intégrer la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée dans leur programme de travail, conformément à leurs mandats respectifs, et demande que l'on s'emploie activement à renforcer les synergies.

Le Conseil réaffirme en particulier dans ce contexte son appui à la mise en œuvre, sous la conduite et la maîtrise du peuple afghan, des engagements énoncés dans les communiqués des Conférences de Londres<sup>131</sup> et de Kaboul, de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et de la Stratégie nationale de lutte contre la drogue, dans le cadre de la stratégie globale que le Gouvernement afghan devra promouvoir avec l'aide des pays de la région et de la communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies étant appelée à jouer un rôle de coordination central et impartial, conformément au Processus de Kaboul et aux programmes prioritaires nationaux.

Le Conseil, soulignant qu'il est crucial de favoriser la coopération régionale et interrégionale, se réjouit à cet égard que la communauté internationale demeure résolue à promouvoir la stabilité et le développement en Afghanistan, et engage le Gouvernement afghan, aidé en cela par la communauté internationale, à accélérer la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la drogue, notamment en exécutant des programmes offrant d'autres moyens de subsistance, et encourage la communauté internationale à appuyer davantage les quatre priorités dégagées dans la Stratégie, se félicite de l'appui fourni par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à l'Initiative triangulaire et au Centre régional d'information et de coordination pour l'Asie centrale dans le cadre de l'Initiative du Pacte de Paris<sup>129</sup> et de la Stratégie Arc-en-ciel, ainsi que du programme régional de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour l'Afghanistan et les pays voisins, de même que des efforts déployés par les participants au Processus d'Istanbul sur la sécurité et la coopération régionales pour la paix et la stabilité en Afghanistan<sup>127</sup>, par l'Union européenne dans le cadre de ses programmes de gestion des frontières en Asie centrale et de gestion des frontières dans le nord de l'Afghanistan, par l'Organisation de Shanghai pour la coopération, par l'Organisation du Traité de sécurité collective, par l'Association sud-asiatique de coopération régionale et par la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan, et aussi de l'engagement continu de l'Organisation pour la sécurité et la Coopération en Europe en Afghanistan, en application de la Déclaration ministérielle de Vilnius prononcée en 2011, sous la forme d'un projet à l'École des cadres pour la gestion des frontières (à Douchanbé), d'un programme de formation des agents des forces de l'ordre afghanes sur la lutte contre les drogues illicites à l'académie de police de Domodedovo (Fédération de Russie) suivi d'une formation approfondie à la Drug Enforcement Administration Training Academy (États-Unis d'Amérique), et en Russie, à l'Institut sibérien du droit et à l'Institut de perfectionnement du nord-ouest géré par le Service fédéral de contrôle des stupéfiants.

Le Conseil demande aux États de renforcer la coopération internationale et régionale pour faire pièce à la menace que la production, le trafic et la consommation de drogues illicites au départ de l'Afghanistan font peser sur la communauté internationale, l'objectif étant d'en venir peu à peu à bout, conformément au principe de responsabilité commune et partagée du règlement du problème de la drogue en Afghanistan, notamment grâce au renforcement des moyens dont disposent les services de répression et de la coopération dans le domaine de la lutte contre le trafic de stupéfiants et de précurseurs et contre le blanchiment d'argent et la corruption liés à ce trafic. Le Conseil encourage également les États Membres à prendre de nouvelles mesures et à envisager, sur la base de propositions concrètes de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, par l'intermédiaire de la Commission des stupéfiants, de nouvelles initiatives internationales visant à renforcer la lutte contre le trafic de précurseurs chimiques.

Le Conseil note combien la lutte contre la drogue reste importante dans le cadre de l'engagement de l'Organisation des Nations Unies en Afghanistan. Il réaffirme qu'il doit être tenu informé de la situation, y compris par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, des menaces que font peser le trafic de

drogue et la criminalité transnationale qui y est associée sur les situations qui sont inscrites à son ordre du jour, notamment lorsqu'il examine les mandats des opérations de maintien de la paix et des missions politiques.

Le Conseil invite de nouveau le Secrétaire général à retenir les menaces découlant du trafic de drogue et des activités illégales connexes parmi les facteurs pris en considération dans les stratégies de prévention des conflits, l'analyse des conflits, les évaluations consacrées aux missions intégrées, les activités de planification et l'appui à la consolidation de la paix, et à envisager de faire figurer dans ses rapports une analyse du rôle joué par ces menaces dans les situations dont le Conseil est saisi.

Le Conseil attend avec intérêt d'être à nouveau informé de la situation relative au trafic de drogue en Afghanistan, selon les besoins, par le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

---

## LA SITUATION EN SIERRA LEONE<sup>140</sup>

### Décisions

À sa 7034<sup>e</sup> séance, le 18 septembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Sierra Leone (Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Sierra Leone

« Onzième rapport du Secrétaire général sur le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (S/2013/547) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jens Anders Toyberg-Frandzen, Représentant exécutif du Secrétaire général pour la Sierra Leone et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone, et à M. Guillermo Rishchynski, Représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la formation Sierra Leone de la Commission de consolidation de la paix.

À sa 7148<sup>e</sup> séance, le 26 mars 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Sierra Leone (Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Sierra Leone

« Rapport final du Secrétaire général sur le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (S/2014/192) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Jens Anders Toyberg-Frandzen, Représentant exécutif du Secrétaire général pour la Sierra Leone et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone, et à M. Guillermo Rishchynski, Représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la formation Sierra Leone de la Commission de consolidation de la paix.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, la Présidente a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>141</sup> :

Le mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone s'achevant le 31 mars 2014, le Conseil de sécurité salue les remarquables avancées réalisées ces 10 dernières années par la Sierra Leone, ainsi que sa contribution à d'importantes initiatives régionales et mondiales. Il

---

<sup>140</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1995 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>141</sup> S/PRST/2014/6.

salue également l'efficacité de la démarche suivie par l'Organisation des Nations Unies, les institutions financières internationales, les organismes régionaux et sous-régionaux et l'ensemble de la communauté internationale en matière de consolidation de la paix en Sierra Leone.

Le Conseil se félicite des progrès considérables que la Sierra Leone a faits pour ce qui est de renforcer les moyens et les ressources humaines de ses institutions publiques, notamment dans les secteurs de la sécurité, de la justice et de la gouvernance, qui sont essentiels pour le maintien de la stabilité et la promotion de la démocratie.

Le Conseil se félicite également des élections présidentielle et législatives tenues en 2012, qui ont concouru à la consolidation des institutions démocratiques de la Sierra Leone.

Le Conseil salue le rôle non négligeable qu'a joué le Bureau dans la promotion de la paix, de la stabilité et du développement en Sierra Leone, notamment lors des élections de 2012. Il remercie le Bureau et l'équipe de pays des Nations Unies de l'œuvre qu'ils ont accomplie sous la direction des représentants exécutifs du Secrétaire général pour la Sierra Leone.

Le Conseil souligne qu'il importe de continuer d'appuyer la Sierra Leone alors qu'elle entre dans la phase suivante de son développement, sans le Bureau, et entame notamment la révision de sa constitution, et note qu'à la demande des autorités sierra-léonaises, l'Organisation des Nations Unies et des partenaires bilatéraux et multilatéraux ont accepté de continuer à jouer un rôle important dans cette entreprise. En outre, le Conseil exhorte la communauté internationale et les partenaires de développement à continuer d'apporter un soutien coordonné et cohérent à la Sierra Leone pour lui permettre de concrétiser ses priorités en matière de consolidation de la paix et de développement.

Le Conseil souligne qu'il reste encore beaucoup à faire pour asseoir la paix et parvenir à une prospérité équitable qui profite à tous les Sierra-Léonais. Il se félicite de l'adoption par le Gouvernement sierra-léonais du Programme pour la prospérité, qui couvre la période de 2013 à 2018, et note qu'il importe qu'il soit mis en œuvre conformément à l'Accord-cadre de responsabilité mutuelle conclu entre le Gouvernement sierra-léonais et le Comité des partenaires de développement de la Sierra Leone en mars 2013.

Le Conseil réaffirme le rôle important que les industries extractives pourraient jouer dans le développement économique de la Sierra Leone et encourage le Gouvernement sierra-léonais et les partenaires internationaux à renforcer la protection des droits des travailleurs et les capacités nationales permettant de réglementer et de contrôler ces industries en toute transparence et d'en retirer des revenus, ainsi qu'à se pencher sur les questions de propriété foncière en vue de mettre en place des dispositifs mutuellement avantageux pour les populations locales et le secteur privé, et engage le Gouvernement à lutter contre la corruption.

Le Conseil souligne qu'il importe, aux fins d'assurer la stabilité à long terme de la Sierra Leone, de veiller à ce que les élections de 2017 soient pacifiques, crédibles et transparentes.

Le Conseil demande, comme il l'a fait dans sa résolution 2097 (2013), que le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest exerce ses bons offices pour apporter, selon que de besoin, un concours au Gouvernement sierra-léonais et au nouveau Coordonnateur résident des Nations Unies.

Le Conseil salue les travaux menés par la Commission de consolidation de la paix siégeant en formation Sierra Leone. Il demande à la Commission, comme il l'a déjà fait dans sa résolution 2097 (2013), de revoir les modalités de sa coopération avec la Sierra Leone de manière à réduire ses activités, et se félicite que la Commission soit passée à une forme de coopération plus légère pour la période de transition couvrant les 12 prochains mois, comme il ressort de son rapport au Conseil<sup>142</sup>. Le Conseil demande à la Sierra Leone de contribuer aux travaux de la Commission consistant à réunir les enseignements tirés de l'expérience et les meilleures pratiques.

---

<sup>142</sup> Voir S/2014/211.



Le Conseil félicite le Tribunal spécial pour la Sierra Leone d'avoir mené à bien sa tâche, réaffirme son soutien sans réserve au Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone au moment où il entame ses activités et demande aux États Membres, comme il l'a fait dans sa résolution 2097 (2013), de contribuer généreusement au financement de ce Tribunal.

---

## **RELATIONS ENTRE LE CAMEROUN ET LE NIGÉRIA<sup>143</sup>**

### **Décision**

Le 8 janvier 2014, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>144</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre en date du 3 janvier 2014, dans laquelle vous faisiez part de votre intention de continuer de financer les activités de l'équipe d'appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria au moyen de ressources prélevées sur le budget ordinaire<sup>145</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris bonne note.

---

## **LA SITUATION DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS<sup>146</sup>**

### **Décision**

Le 16 juillet 2014, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>147</sup>.

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 14 juillet 2014, dans laquelle vous faisiez part de votre intention de nommer M. Said Djinnit (Algérie) Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs<sup>148</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note.

---

## **LA SITUATION CONCERNANT LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO<sup>149</sup>**

### **Décisions**

À sa 7046<sup>e</sup> séance, le 21 octobre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République démocratique du Congo à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant la République démocratique du Congo

« Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région (S/2013/569)

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2013/581) ».

---

<sup>143</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1996 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>144</sup> S/2014/7.

<sup>145</sup> S/2014/6.

<sup>146</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1996 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>147</sup> S/2014/503.

<sup>148</sup> S/2014/502.

<sup>149</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1997 des résolutions et décisions sur cette question.

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Martin Kobler, Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, et à M<sup>me</sup> Mary Robinson, Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, à participer à la séance par visioconférence.

À sa 7058<sup>e</sup> séance, le 14 novembre 2013, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation concernant la République démocratique du Congo ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>150</sup> :

Après 19 mois d'une rébellion qui a exacerbé la crise humanitaire qui sévit dans l'est de la République démocratique du Congo, le Conseil de sécurité se félicite que le Mouvement du 23 mars ait annoncé mettre un terme à sa rébellion et que le Gouvernement de la République démocratique du Congo ait accepté cette annonce et se réjouit de la cessation des hostilités entre la République démocratique du Congo et le Mouvement du 23 mars. Le Conseil condamne les violences provoquées par cette rébellion qui a coûté la vie à de nombreux civils et à des Casques bleus de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et qui a entraîné le déplacement de centaines de milliers de civils.

Le Conseil demande que, conformément aux pourparlers de Kampala, un texte final, détaillé et concerté, qui prévoit le désarmement et la démobilisation des combattants du Mouvement du 23 mars et la poursuite des auteurs de violations des droits de l'homme, soit mis au point et mis en application. Le Conseil salue l'action menée par le Président de l'Ouganda, M. Yoweri Museveni et le Ministre ougandais de la défense, M. Crispus Kiyonga, qui ont favorisé la conclusion de ces pourparlers. Il appelle au désarmement et à la démobilisation immédiats et permanents des combattants du Mouvement du 23 mars, avec le concours de la Mission, conformément à la résolution 2098 (2013).

Le Conseil réaffirme son soutien le plus ferme à l'action que le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et la Mission mènent pour mettre en œuvre la résolution 2098 (2013), et leur demande de poursuivre leurs efforts en ce sens. Le Conseil se félicite des mesures que l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, le Représentant spécial et la Mission ont prises pour favoriser la recherche d'une solution politique dans le cadre d'une stratégie globale visant à instaurer durablement la paix et la sécurité, et salue les mesures actives prises par la Mission pour s'acquitter pleinement de son mandat, en particulier en matière de protection des civils. Il se réjouit des premières mesures que la Mission a prises dans le cadre de son rôle d'appui et de coordination de premier plan dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité dans la République démocratique du Congo, et l'engage à continuer dans ce sens. Il prend acte de ce que tous les pays qui fournissent des contingents à la Mission se sont engagés à s'acquitter de l'ensemble des responsabilités que leur impose le mandat de la Mission, conformément à la résolution 2098 (2013).

Le Conseil reconnaît les sacrifices importants que consentent la Mission et les pays fournisseurs de contingents, et les remercie des efforts qu'ils déploient pour renforcer la paix et la stabilité dans l'est de la République démocratique du Congo. Le Conseil adresse ses condoléances aux familles des soldats de la paix qui ont été tués en protégeant les populations de l'est de la République démocratique du Congo. Il souligne qu'aucune action visant à empêcher la Mission de s'acquitter de son mandat ne sera tolérée et que les auteurs de menaces ou d'attaques contre les soldats de la paix auront à répondre de leurs actes.

Le Conseil se déclare profondément préoccupé par la menace que continuent de faire peser sur la région les Forces démocratiques de libération du Rwanda, groupe soumis à des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies, dont les dirigeants et les membres comprennent des auteurs du génocide de 1994 au Rwanda et ont continué à promouvoir et commettre des tueries fondées sur des facteurs ethniques et d'autres massacres au Rwanda et dans la République démocratique du Congo, et souligne combien il importe de mettre fin une fois pour toutes à cette menace. Le Conseil souligne qu'il importe de mettre hors d'état de nuire

---

<sup>150</sup> S/PRST/2013/17.

les Forces démocratiques de libération du Rwanda et tous les groupes armés, notamment les Forces démocratiques alliées, l'Armée de résistance du Seigneur et les différents groupes maï-maï, conformément à la résolution 2098 (2013).

Le Conseil réaffirme son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo et de tous les pays de la région. Il souligne que le Gouvernement de la République démocratique du Congo est responsable au premier chef de la sécurité, de la protection des civils, de la réconciliation nationale, de la consolidation de la paix et du développement dans le pays et que les récents succès remportés par les Forces armées de la République démocratique du Congo dans la lutte menée contre le Mouvement du 23 mars sur le terrain doivent l'encourager à poursuivre l'action engagée visant à neutraliser les Forces démocratiques de libération du Rwanda et les autres groupes armés. À cet égard, le Conseil se félicite également que le Président de la République démocratique du Congo, M. Joseph Kabila, ait réaffirmé publiquement le 30 octobre 2013 que son gouvernement comptait neutraliser les Forces démocratiques de libération du Rwanda, et souligne qu'il importe de tenir rapidement cet engagement.

Le Conseil se félicite en outre que le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Martin Kobler, ait déclaré le 4 novembre 2013 que la Mission avait l'intention de ne pas laisser les Forces démocratiques de libération du Rwanda et les autres groupes armés tirer parti de l'évolution de la situation de la sécurité sur le terrain et était déterminée à répondre de manière décisive à toute tentative faite pour exploiter la situation.

Le Conseil condamne fermement la poursuite des actes de violence et des atteintes aux droits de l'homme commis par tous les groupes armés, notamment les exécutions sommaires, les violences sexuelles et sexistes et le recrutement et l'emploi à grande échelle d'enfants, exige de tous les groupes armés qu'ils mettent fin immédiatement à toutes les formes de violence et activités déstabilisatrices et que leurs membres soient démobilisés immédiatement et de façon permanente, déposent les armes et démobilisent les enfants enrôlés, et réaffirme que les personnes responsables d'atteintes aux droits de l'homme et de violations du droit international humanitaire devront répondre de leurs actes et ne devraient pas pouvoir prétendre à une intégration dans les Forces armées de la République démocratique du Congo ou d'autres forces de sécurité de l'État.

Le Conseil demande instamment au Gouvernement de la République démocratique du Congo de rester fermement déterminé à créer une armée nationale professionnelle, responsable et viable, comprenant une force d'intervention rapide, conformément à l'engagement qu'il a pris de renforcer la réforme du secteur de la sécurité. Le Conseil prend note de la déclaration faite le 23 octobre 2013 par le Président de la République démocratique du Congo, M. Joseph Kabila, dans laquelle il a indiqué que la réforme de l'armée serait sa principale priorité et annoncé la poursuite du processus électoral, ainsi que son engagement de veiller à ce que le système judiciaire de la République démocratique du Congo prenne des dispositions efficaces pour mettre fin au règne de l'impunité. Il engage vivement le Gouvernement de la République démocratique du Congo à achever la mise au point d'un plan détaillé pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration ainsi que pour la démobilisation, le rapatriement, la réintégration et la réinstallation. Il l'exhorte à consolider l'autorité de l'État, à progresser sur la voie de la décentralisation et de l'instauration d'un état de droit et à promouvoir la réconciliation, la tolérance et la démocratisation, conformément aux dispositions de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région<sup>151</sup> et de la résolution 2098 (2013).

Le Conseil rappelle qu'il ne doit pas y avoir d'impunité pour les personnes responsables d'atteintes aux droits de l'homme et de violations du droit international humanitaire, dans la République démocratique du Congo et dans la région, et, à cet égard, demande instamment à la République démocratique du Congo, à tous les pays de la région et aux autres États Membres concernés de l'Organisation des Nations Unies de traduire les auteurs de ces actes en justice.

Le Conseil rappelle ses résolutions sur les femmes et la paix et la sécurité, et réaffirme que tous les acteurs doivent redoubler d'efforts pour lutter contre l'impunité qui entoure les violences sexuelles liées aux conflits, fournir tous les services nécessaires aux rescapés et faire en sorte que les femmes participent pleinement et sur un pied d'égalité à tous les stades du règlement des conflits, de la reconstruction et de la

---

<sup>151</sup> S/2013/131, annexe.

paix, notamment en tenant compte de l'appel lancé dans la Déclaration de Bujumbura du 11 juillet 2013 pour que les critères, les indicateurs et les mesures de suivi inclus dans le plan de mise en œuvre de l'Accord-cadre fassent une large place à la problématique hommes-femmes. Il demande instamment au Gouvernement de la République démocratique du Congo d'accélérer l'enquête sur les viols à grande échelle qui ont été commis en novembre 2012 par des éléments des Forces armées de la République démocratique du Congo à Minova et de traduire les auteurs de ces exactions en justice.

Le Conseil rappelle ses résolutions et déclarations présidentielles sur les enfants et les conflits armés et réaffirme que toutes les parties dans la République démocratique du Congo doivent arrêter et empêcher le recrutement et l'emploi d'enfants, protéger et traiter comme des victimes les enfants qui ont été libérés ou séparés des forces armées et des groupes armés, et accorder une attention particulière à la protection, à la libération et à la réintégration de tous les enfants associés à des forces et à des groupes armés. Il engage instamment le Gouvernement de la République démocratique du Congo à poursuivre l'exécution du plan d'action visant à prévenir et à faire cesser l'enrôlement et l'utilisation d'enfants et les violences sexuelles commises sur la personne d'enfants signé le 4 octobre 2012.

Le Conseil se déclare gravement préoccupé par la persistance de la crise humanitaire, notamment par les 2,7 millions de déplacés et les 6,4 millions de personnes qui ont besoin d'une aide alimentaire et de secours agricoles d'urgence, et demande à toutes les parties de faire en sorte que le personnel humanitaire puisse acheminer rapidement, en toute sécurité et sans entrave, toute l'aide humanitaire possible aux populations civiles qui ont un besoin urgent d'assistance, conformément aux dispositions pertinentes du droit international, y compris le droit international humanitaire et les principes directeurs des Nations Unies concernant l'aide humanitaire. Il s'inquiète également du sort des plus de 450 000 réfugiés qui ont fui la République démocratique du Congo, et demande à ce pays et à tous les États de la région de s'attacher à créer les conditions d'une paix qui facilitera le rapatriement librement consenti des réfugiés et leur réinsertion en République démocratique du Congo, avec le concours du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le cas échéant. Il se félicite, à cet égard, de l'aide que les pays voisins apportent aux réfugiés congolais. Il engage le Gouvernement rwandais, les organismes des Nations Unies et les organisations internationales à collaborer pour faire face de toute urgence à la situation des ex-combattants du Mouvement du 23 mars détenus dans l'est du Rwanda depuis mars 2013.

Le Conseil prend note avec préoccupation des incidences du conflit dans l'est de la République démocratique du Congo sur la sécurité dans la région et appuie à cet égard les mesures de confiance prises à l'échelon régional, notamment le Mécanisme conjoint de vérification élargi, et demande de nouveau que soient menées à terme les enquêtes sur les incidents transfrontières. Il se félicite du fait que la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs ait décidé d'accorder une représentation permanente à la Mission au sein du Mécanisme. Il se déclare préoccupé par les tirs d'obus atterrissant au Rwanda, qui ont entraîné des pertes en vies humaines parmi la population civile, demande instamment que les enquêtes du Mécanisme sur ces bombardements transfrontières soient rapidement achevées, félicite le Rwanda d'avoir jusqu'ici fait preuve de retenue et l'exhorte à continuer de le faire. Il exhorte également toutes les autres parties à faire preuve de retenue.

Le Conseil souligne qu'il est nécessaire de s'attaquer de façon durable aux causes profondes du conflit dans l'est de la République démocratique du Congo et renouvelle son appui à la mise en œuvre des engagements pris au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération, qui est essentielle à l'instauration d'une paix et d'une sécurité durables dans la région des Grands Lacs. Il demande à tous les signataires d'honorer rapidement, intégralement et en toute bonne foi les engagements respectifs qu'ils ont pris au titre de l'Accord-cadre. Il se félicite de la tenue du sommet conjoint de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et de la Communauté de développement de l'Afrique australe à Pretoria le 4 novembre 2013. Il salue l'action que mène l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, M<sup>me</sup> Mary Robinson, qu'il encourage à continuer, agissant en coordination avec le Représentant spécial du Secrétaire général et avec le concours de celui-ci, de conduire, de coordonner et d'évaluer la mise en œuvre des engagements pris aux niveaux national et régional au titre de l'Accord-cadre.

Le Conseil encourage l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, la Communauté de développement de l'Afrique australe et les autres organisations internationales et régionales concernées à continuer d'œuvrer ensemble, avec la participation et l'appui résolus de la communauté internationale, à la mise en œuvre de l'Accord-cadre et à l'instauration d'un

dialogue élargi entre les principales parties pour s'attaquer aux causes les plus profondes du conflit dans l'est de la République démocratique du Congo.

À sa 7094<sup>e</sup> séance, le 13 janvier 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« La situation concernant la République démocratique du Congo

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2013/757)

« Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région (S/2013/773) ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Martin Kobler, Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Mary Robinson, Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, qui a participé à la séance par visioconférence.

À sa 7107<sup>e</sup> séance, le 30 janvier 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République démocratique du Congo à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant la République démocratique du Congo

« Lettre datée du 22 janvier 2014, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Coordonnatrice du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo reconduit par la résolution 2078 (2012) du Conseil de sécurité (S/2014/42) ».

### **Résolution 2136 (2014) du 30 janvier 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant la République démocratique du Congo,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo et de tous les États de la région, et soulignant que les principes de non-ingérence, de bon voisinage et de coopération régionale doivent être pleinement respectés,

*Soulignant* que c'est au Gouvernement de la République démocratique du Congo qu'il incombe au premier chef d'assurer la sécurité sur son territoire et de protéger les civils, dans le respect de l'état de droit, des droits de l'homme et du droit international humanitaire,

*Prenant note* du rapport intermédiaire<sup>152</sup> et du rapport final<sup>153</sup> du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo (le Groupe d'experts) créé par la résolution 1771 (2007), en date du 10 août 2007, et reconduit par les résolutions 1807 (2008) du 31 mars 2008, 1857 (2008) du 22 décembre 2008, 1896 (2009) du 30 novembre 2009, 1952 (2010) du 29 novembre 2010, 2021 (2011) du 29 novembre 2011 et 2078 (2012) du 28 novembre 2012, ainsi que des recommandations qui y figurent,

*Saluant* la déclaration constatant la fin du Mouvement du 23 mars, la déclaration correspondante du Gouvernement de la République démocratique du Congo, et la signature à Nairobi le 12 décembre 2013 des documents mettant fin aux pourparlers de Kampala, facilités par l'Ouganda exerçant la présidence de la Conférence

---

<sup>152</sup> Voir S/2013/433.

<sup>153</sup> Voir S/2014/42.

internationale sur la région des Grands Lacs<sup>154</sup>, et soulignant qu'il importe de s'assurer que le Mouvement du 23 mars ne se reforme pas et ne reprenne pas ses activités militaires, conformément aux déclarations de Nairobi et à ses propres résolutions sur la question,

*Se déclarant de nouveau profondément préoccupé* par l'insécurité et la crise humanitaire dans l'est de la République démocratique du Congo résultant des activités militaires de groupes armés nationaux et étrangers, soulignant combien il importe de neutraliser tous les groupes armés, dont les Forces démocratiques de libération du Rwanda, les Forces démocratiques alliées, l'Armée de résistance du Seigneur, et divers groupes maï-maï, conformément à la résolution 2098 (2013) du 28 mars 2013,

*Renouvelant sa ferme condamnation* de tout appui intérieur ou extérieur apporté aux groupes armés opérant dans la région, en particulier l'appui militaire, logistique et financier,

*Condamnant* les mouvements illicites d'armes tant à l'intérieur qu'à destination de la République démocratique du Congo en violation des résolutions 1533 (2004) du 12 mars 2004, 1807 (2008), 1857 (2008), 1896 (2009), 1952 (2010), 2021 (2011) et 2078 (2012), et se déclarant déterminé à continuer de surveiller attentivement l'application de l'embargo sur les armes et des autres mesures édictées par ses résolutions concernant la République démocratique du Congo,

*Sachant* à cet égard que l'embargo sur les armes qu'il a lui-même imposé joue un rôle déterminant dans la lutte contre le transfert illicite d'armes légères et de petit calibre en République démocratique du Congo et concourt de façon non négligeable à la consolidation de la paix au sortir du conflit, au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration des combattants, et à la réforme du secteur de la sécurité,

*Rappelant* le lien entre l'exploitation illégale des ressources naturelles, y compris le braconnage et le trafic d'espèces sauvages, le commerce illicite de ces ressources et la prolifération et le trafic d'armes, qui est l'un des principaux facteurs venant alimenter et exacerber les conflits dans la région des Grands Lacs en Afrique, préconisant la poursuite de l'action menée à l'échelle régionale par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et les gouvernements intéressés pour lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, et soulignant à cet égard l'importance que revêtent la coopération régionale et un approfondissement de l'intégration économique en tenant tout particulièrement compte de l'exploitation des ressources naturelles,

*Constatant avec une vive inquiétude* la persistance des atteintes graves aux droits de l'homme et des violations du droit international humanitaire commises à l'encontre de civils dans l'est de la République démocratique du Congo, y compris les exécutions sommaires, les violences sexuelles et sexistes et l'enrôlement et l'utilisation généralisés d'enfants auxquels se livrent des groupes armés,

*Notant en s'en préoccupant vivement* les informations et allégations faisant état de la persistance des violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par les Forces armées de la République démocratique du Congo, dont certaines restent impunies,

*Prenant acte avec une profonde préoccupation* des informations faisant état d'une collaboration entre les Forces armées de la République démocratique du Congo et les Forces démocratiques de libération du Rwanda au niveau local, rappelant que les Forces démocratiques de libération du Rwanda sont un groupe soumis à des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies dont les dirigeants et les membres comprennent des auteurs du génocide de 1994 perpétré contre les Tutsi au Rwanda, au cours duquel des Hutu et d'autres personnes qui se sont opposées au génocide ont également été tués, et qui continuent de promouvoir et de commettre des tueries fondées sur des facteurs ethniques et d'autres tueries au Rwanda et en République démocratique du Congo, et soulignant combien il importe de mettre fin une fois pour toutes à cette menace,

*Demandant* que toutes les personnes responsables de violations du droit international humanitaire et de violations des droits de l'homme ou d'atteintes à ces droits, y compris d'actes de violence ou de sévices à l'égard d'enfants et d'actes de violence sexuelle et sexiste, soient appréhendées rapidement, traduites en justice et répondent de ces actes,

*Se félicitant* des efforts déployés par le Secrétaire général, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, la Communauté de développement de l'Afrique australe et l'Union africaine pour rétablir la paix et la sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo,

---

<sup>154</sup> S/2013/740, annexe.

*Se félicitant également* de la signature à Addis-Abeba, le 24 février 2013, de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région (l'Accord-cadre)<sup>151</sup>, et de la nomination de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, M<sup>me</sup> Mary Robinson, et réaffirmant que tous les signataires doivent honorer promptement, intégralement et de bonne foi les engagements qu'ils ont pris,

*Prenant note* de la Déclaration publiée à l'issue du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs relative à la promotion de la paix, de la sécurité, de la stabilité et du développement dans la région des Grands Lacs, tenue à Luanda le 15 janvier 2014,

*Rappelant* toutes ses résolutions ayant trait aux femmes et à la paix et à la sécurité, au sort des enfants en temps de conflit armé et à la protection des civils en période de conflit armé,

*Demandant* à toutes les parties de coopérer pleinement avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, condamnant de nouveau toutes les attaques dirigées contre les soldats de la paix et soulignant que les auteurs de ces attaques doivent être traduits en justice,

*Considérant* que la situation en République démocratique du Congo continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* de reconduire jusqu'au 1<sup>er</sup> février 2015 les mesures sur les armes imposées par le paragraphe 1 de la résolution 1807 (2008), réaffirme les dispositions des paragraphes 2, 3 et 5 de ladite résolution, et décide également que les mesures relatives aux armes imposées par le paragraphe 1 de la résolution 1807 (2008) ne s'appliquent ni à la fourniture d'armes et de matériel connexe, ni à la prestation de services d'assistance, de conseil ou de formation à l'usage ou à l'appui exclusifs de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine ;

2. *Décide également* de reconduire, pour la période indiquée au paragraphe 1 ci-dessus, les mesures concernant les transports imposées par les paragraphes 6 et 8 de la résolution 1807 (2008) et réaffirme les dispositions du paragraphe 7 de ladite résolution ;

3. *Décide en outre* de reconduire, pour la période indiquée au paragraphe 1 de la présente résolution, les mesures financières et les mesures concernant les déplacements imposées par les paragraphes 9 et 11 de la résolution 1807 (2008), réaffirme les dispositions des paragraphes 10 et 12 de ladite résolution ayant trait aux personnes et entités visées au paragraphe 4 de la résolution 1857 (2008) et réaffirme également les dispositions des paragraphes 10 et 12 de la résolution 1807 (2008) ayant trait auxdites mesures ;

4. *Décide* que les mesures visées au paragraphe 3 ci-dessus s'appliquent aux personnes et, le cas échéant, aux entités ci-après désignées par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) :

a) Les personnes ou entités agissant en violation des mesures prises par les États Membres conformément au paragraphe 1 de la présente résolution ;

b) Les responsables politiques et militaires des groupes armés étrangers opérant en République démocratique du Congo qui font obstacle au désarmement et au rapatriement ou à la réinstallation volontaires des combattants appartenant à ces groupes ;

c) Les responsables politiques et militaires des milices congolaises, dont celles qui reçoivent un soutien de l'extérieur de la République démocratique du Congo qui font obstacle à la participation de leurs combattants aux opérations de désarmement, de démobilisation et de réinsertion ;

d) Les personnes ou entités opérant en République démocratique du Congo qui enrôlent ou utilisent des enfants dans les conflits armés en violation du droit international applicable ;

e) Les personnes ou entités opérant en République démocratique du Congo qui contribuent – en les planifiant, en en donnant l'ordre ou en y participant – aux actes de violence graves dirigés contre des enfants ou des femmes en période de conflit armé, y compris les meurtres et les mutilations, les viols et autres violences sexuelles, les enlèvements et les déplacements forcés, et les attaques contre des écoles ou des hôpitaux ;

f) Les personnes ou entités qui font obstacle à l'accès à l'assistance humanitaire ou à sa distribution dans l'est de la République démocratique du Congo ;

g) Les personnes ou entités qui appuient les groupes armés en République démocratique du Congo à la faveur du commerce illicite de ressources naturelles, dont l'or, les espèces sauvages et les produits en provenant ;

h) Les personnes ou entités agissant au nom ou sur instruction d'une personne ou d'une entité désignée ou agissant au nom ou sur instruction d'une entité appartenant à une personne désignée ou sous son contrôle ;

i) Les personnes ou entités qui planifient, dirigent ou facilitent des attaques contre des soldats de la paix de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ou participent à de telles attaques ;

j) Les personnes ou entités qui fournissent à toute personne ou entité désignée, directement ou pour la soutenir, un quelconque appui financier, matériel ou technologique ou des biens ou services ;

5. *Prie* le Secrétaire général de proroger, pour une période prenant fin le 1<sup>er</sup> février 2015, le mandat du Groupe d'experts créé par la résolution 1533 (2004) et reconduit par des résolutions ultérieures, prie le Groupe d'experts de s'acquitter de son mandat tel qu'énoncé au paragraphe 18 de la résolution 1807 (2008) et élargi aux paragraphes 9 et 10 de la résolution 1857 (2008) et de lui présenter par écrit, par l'intermédiaire du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004), un rapport à mi-parcours d'ici au 28 juin 2014 et un rapport final avant le 16 janvier 2015, salue la pratique consistant, pour le Groupe d'experts, à lui adresser au besoin de nouvelles mises à jour, et prie en outre celui-ci de lui présenter, après discussion avec le Comité, son rapport final à l'expiration de son mandat ;

6. *Condamne fermement* tous les groupes armés opérant dans la région et les violations du droit international humanitaire et d'autres normes applicables du droit international, ainsi que les atteintes aux droits de l'homme qu'ils commettent, notamment les attaques contre la population civile, les Casques bleus des Nations Unies et le personnel humanitaire, les exécutions sommaires, les violences sexuelles et sexistes et l'enrôlement et l'utilisation généralisés d'enfants soldats, et réaffirme que les auteurs de tels actes devront en répondre ;

7. *Exige* que les Forces démocratiques de libération du Rwanda, les Forces alliées démocratiques, l'Armée de résistance du Seigneur et divers groupes maï-maï mettent immédiatement fin à toutes formes de violence et autres activités déstabilisatrices et que leurs membres soient démobilisés immédiatement et de façon permanente, déposent les armes et démobilisent les enfants enrôlés dans leurs rangs ;

8. *Demande* à tous les États, en particulier ceux de la région, de prendre des mesures concrètes pour qu'aucun appui ne soit apporté sur leur territoire ou à partir de leur territoire aux groupes armés dans l'est de la République démocratique du Congo, en saluant les progrès constructifs accomplis sur la scène internationale pour ce qui est de faire face aux risques que représentent les dirigeants de groupes armés dans les diasporas, et demande à tous les États de prendre, le cas échéant, des mesures contre les dirigeants des Forces démocratiques de libération du Rwanda et d'autres groupes armés qui résident dans leurs pays ;

9. *Exige* que le Gouvernement de la République démocratique du Congo, comme il s'y est engagé dans les déclarations de Nairobi du 12 décembre 2013<sup>154</sup>, accélère la mise en œuvre de son programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration, en coordination avec l'Organisation des Nations Unies, les organisations internationales et les pays voisins où des ex-combattants du Mouvement du 23 mars ont trouvé refuge, prie, à cet égard, l'Organisation des Nations Unies et les organisations internationales, conformément aux déclarations de Nairobi et aux engagements pris au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération<sup>151</sup>, d'œuvrer de concert avec les États voisins pour remédier d'urgence au problème des ex-combattants du Mouvement du 23 mars implantés sur leur territoire, et souligne qu'il importe de veiller à ce que le Mouvement du 23 mars ne se reforme pas et ne reprenne pas ses activités militaires, conformément aux déclarations de Nairobi et à ses propres résolutions sur la question ;

10. *Se félicite* des progrès accomplis à ce jour par le Gouvernement de la République démocratique du Congo pour mettre fin à l'utilisation d'enfants en temps de conflit armé et l'engage vivement à honorer les engagements qu'il a pris dans le plan d'action, signé avec l'Organisation des Nations Unies, qui énonce les mesures concrètes et assorties de délais à prendre pour relâcher et réintégrer les enfants associés aux forces armées congolaises et prévenir de nouveaux recrutements et pour protéger les filles et les garçons de la violence sexuelle ;

11. *Souligne* qu'il importe que le Gouvernement de la République démocratique du Congo s'emploie activement à poursuivre les responsables des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis dans le pays et que la coopération à l'échelon régional s'impose dans ce domaine, notamment celle que le Gouvernement entretient avec la Cour pénale internationale, engage la Mission à user de ses pouvoirs actuels pour aider le



Gouvernement à cette fin et demande à tous les signataires de l'Accord-cadre de continuer à tenir leurs engagements et à coopérer pleinement les uns avec les autres et avec le Gouvernement et la Mission pour ce faire ;

12. *Rappelle* qu'il ne saurait y avoir d'impunité pour les responsables de violations du droit international humanitaire, d'exactions et d'atteintes aux droits de l'homme commises en République démocratique du Congo et dans la région et, à ce propos, engage vivement la République démocratique du Congo, tous les pays de la région et les autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies concernés à traduire en justice les auteurs de ces actes et à exiger d'eux qu'ils rendent des comptes ;

13. *Décide* que les mesures imposées par le paragraphe 9 de la résolution 1807 (2008) ne s'appliquent pas dès lors qu'il est satisfait aux critères énoncés au paragraphe 10 de la résolution 2078 (2012) ;

14. *Réaffirme son appui* au Mécanisme conjoint de vérification élargi et se félicite de la décision prise par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs d'accorder à la Mission une représentation permanente au sein du Mécanisme ;

15. *Demande* au Gouvernement de la République démocratique du Congo de renforcer, avec l'aide des partenaires internationaux au besoin et à sa demande, la sécurité, le contrôle comptable et la gestion des stocks d'armes et de munitions, de se pencher d'urgence sur les détournements au profit de groupes armés qui lui ont été signalés et de mettre en œuvre d'urgence un programme national de marquage des armes, en particulier des armes à feu de l'État, dans le respect des normes établies par le Protocole de Nairobi pour la prévention, le contrôle et la réduction des armes légères dans la région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique et le Centre régional sur les armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes ;

16. *Rappelle* que la Mission a pour mandat de surveiller la mise en œuvre de l'embargo sur les armes, en coopération avec le Groupe d'experts, et en particulier d'observer et de signaler les mouvements de personnel militaire, d'armes ou de matériel connexe à travers la frontière orientale de la République démocratique du Congo, notamment en utilisant des moyens de surveillance tels que des systèmes aériens sans pilote, de saisir, collecter et détruire les armes ou le matériel connexe dont la présence en République démocratique du Congo est contraire aux mesures imposées par le paragraphe 1 de la résolution 2078 (2012), conformément à l'alinéa c du paragraphe 12 de la résolution 2098 (2013) ;

17. *Prie* la Mission d'aider le Comité créé par le paragraphe 8 de sa résolution 1533 (2004) et le Groupe d'experts créé par la même résolution, dans la limite de ses capacités, notamment en leur communiquant tout renseignement utile aux fins de l'application du régime de sanctions ;

18. *Souligne* que le renforcement de l'autorité de l'État et de la gouvernance dans l'est de la République démocratique du Congo incombe au premier chef au Gouvernement de la République démocratique du Congo, qui doit notamment mettre en œuvre une véritable réforme du secteur de la sécurité qui permette une réforme de l'armée, de la police et de la justice et mettre fin à l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits et de violations du droit international humanitaire, exhorte le Gouvernement à redoubler d'efforts à cette fin, conformément aux engagements qu'il a pris en vertu de l'Accord-cadre, et l'encourage à continuer d'œuvrer à remédier à l'exploitation illégale et à la contrebande des ressources naturelles ;

19. *Se félicite* à cet égard des mesures prises par le Gouvernement de la République démocratique du Congo pour mettre en œuvre les lignes directrices sur le devoir de diligence concernant la chaîne d'approvisionnement des minéraux<sup>155</sup>, définies par le Groupe d'experts et l'Organisation de coopération et de développement économiques et invite tous les États à aider la République démocratique du Congo, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et les pays de la région à mettre en œuvre ces lignes directrices ;

20. *Se félicite également* des mesures prises par les gouvernements de pays de la région, en particulier ceux du Rwanda et de la République démocratique du Congo, pour mettre en œuvre les lignes directrices sur le devoir de diligence, y compris la transposition dans son droit interne du mécanisme de certification régional établi par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, conformément aux orientations de l'Organisation de coopération et de développement économiques et à la pratique internationale, et demande que le mécanisme de certification soit étendu à d'autres États de la région, conformément aux recommandations figurant dans la Déclaration de Luanda, en date du 15 janvier 2014 ;

---

<sup>155</sup> Voir S/2011/345, annexe I.

21. *Encourage* la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs à agir au plus vite pour déployer les moyens techniques nécessaires afin d'aider les États Membres à lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, et l'engage aussi à prendre des mesures immédiates pour appliquer toutes les dispositions du processus de certification des minerais ;

22. *Engage* tous les États, en particulier ceux de la région, à continuer de faire connaître les lignes directrices sur le devoir de diligence établies par le Groupe d'experts, et de poursuivre leurs efforts pour mettre fin au trafic de minerais, en particulier d'or, dans le cadre plus global de l'action tendant à enrayer la poursuite du financement des groupes armés et des réseaux criminels opérant au sein des forces armées de la République démocratique du Congo ;

23. *Réaffirme* les dispositions des paragraphes 6 à 13 de sa résolution 1952 (2010) et prie le Groupe d'experts de continuer à étudier l'impact du devoir de diligence ;

24. *Réaffirme également* les dispositions des paragraphes 7 à 9 de sa résolution 2021 (2011) et engage à nouveau la République démocratique du Congo et les États de la région des Grands Lacs à exiger de leurs autorités douanières qu'elles renforcent le contrôle à l'exportation et à l'importation de minerais en provenance de la République démocratique du Congo et à coopérer au niveau régional en vue d'enquêter sur les réseaux criminels régionaux et les groupes armés impliqués dans l'exploitation illégale de ressources naturelles, notamment le braconnage et le trafic d'espèces sauvages, et de les combattre ;

25. *Rappelle* que la Mission a pour mandat d'aider les autorités congolaises à s'acquitter des engagements qu'elles ont souscrits dans l'Accord-cadre, conformément à la résolution 2098 (2013), et note que la Mission a un rôle à jouer pour empêcher que tout appui soit apporté à des groupes armés, en particulier grâce à des activités illicites dont l'exploitation et le commerce de ressources naturelles, notamment en effectuant des contrôles inopinés et des visites périodiques sur les sites miniers, les itinéraires commerciaux et les marchés, dans le voisinage des cinq comptoirs pilotes ;

26. *Exprime son plein appui* au Groupe d'experts du Comité, préconise une coopération accrue entre tous les États, en particulier ceux de la région, la Mission et le Groupe d'experts, encourage en outre toutes les parties et tous les États à faire en sorte que les personnes et entités relevant de leur juridiction ou placées sous leur contrôle coopèrent avec le Groupe d'experts, et exige de nouveau de toutes les parties et de tous les États qu'ils garantissent la sécurité de ses membres et de son personnel d'appui, et de toutes les parties et de tous les États, notamment de la République démocratique du Congo et des pays de la région, qu'ils donnent immédiatement au Groupe d'experts accès en toute liberté, en particulier à tels personnes, documents et lieux qu'il estimerait susceptibles de présenter quelque intérêt aux fins de l'exécution de son mandat ;

27. *Demande* au Groupe d'experts de coopérer activement avec les autres groupes d'experts compétents, en particulier celui sur la Côte d'Ivoire, reconduit en vertu du paragraphe 18 de sa résolution 2101 (2013) du 25 avril 2013, pour ce qui est des ressources naturelles, ainsi que le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée, reconduit en vertu du paragraphe 27 de sa résolution 2111 (2013) du 24 juillet 2013 en ce qui concerne les activités des Forces démocratiques alliées et des Chabab ;

28. *Demande* à tous les États, en particulier ceux de la région et ceux dans lesquels se trouvent des personnes et entités désignées en application du paragraphe 3 de la présente résolution, de rendre régulièrement compte au Comité des mesures qu'ils ont prises pour appliquer les mesures résultant des paragraphes 1, 2 et 3 de la présente résolution et recommandées au paragraphe 8 de la résolution 1952 (2010) ;

29. *Décide* de réexaminer, le moment venu, et au plus tard le 1<sup>er</sup> février 2015, les mesures édictées dans la présente résolution, afin de les adapter, selon qu'il conviendra, en fonction des conditions de sécurité en République démocratique du Congo, en particulier de l'avancement de la réforme du secteur de la sécurité, y compris l'intégration des Forces armées et la réforme de la Police nationale, ainsi que du désarmement, de la démobilisation, du rapatriement ou de la réinstallation et de la réintégration, selon qu'il conviendra, des groupes armés congolais et étrangers, l'accent étant mis en particulier sur les enfants qui en font partie ;

30. *Décide également* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7107<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 7137<sup>e</sup> séance, le 14 mars 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République démocratique du Congo à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant la République démocratique du Congo

« Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en République démocratique du Congo et dans la région (S/2014/153)

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2014/157) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Martin Kobler, Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M<sup>me</sup> Mary Robinson, Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, à participer à la séance par visioconférence.

À sa 7150<sup>e</sup> séance, le 28 mars 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République démocratique du Congo à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant la République démocratique du Congo

« Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en République démocratique du Congo et dans la région (S/2014/153)

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2014/157) ».

### Résolution 2147 (2014) du 28 mars 2014

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant la République démocratique du Congo, en particulier les résolutions 2053 (2012) du 27 juin 2012, 2076 (2012) du 20 novembre 2012, 2078 (2012) du 28 novembre 2012, 2098 (2013) du 28 mars 2013 et 2136 (2014) du 30 janvier 2014,

*Rappelant également* sa résolution 2086 (2013) du 21 janvier 2013 et réaffirmant les principes fondamentaux du maintien de la paix, y compris le consentement des parties, l'impartialité et le non-recours à la force, sauf en cas de légitime défense ou pour la défense du mandat, et conscient que le mandat de chaque mission de maintien de la paix est déterminé en fonction des besoins et de la situation du pays concerné,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo et de tous les États de la région, et soulignant que les principes de non-ingérence, de bon voisinage et de coopération régionale doivent être pleinement respectés,

*Soulignant* que c'est au Gouvernement de la République démocratique du Congo qu'il incombe au premier chef d'assurer la sécurité sur son territoire et de protéger les civils, dans le respect de l'état de droit, des droits de l'homme et du droit international humanitaire,

*Constatant* que l'est de la République démocratique du Congo continue d'être le théâtre de conflits récurrents et de violences persistantes perpétrées par des groupes armés tant nationaux qu'étrangers, et insistant sur la nécessité de s'attaquer aux causes profondes du conflit afin de mettre fin à ces cycles récurrents de violence,

*Se félicitant* des efforts que déploient le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, la Communauté de développement de l'Afrique australe et l'Union africaine pour rétablir la paix et la sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo, et engageant le Gouvernement de la République démocratique du Congo à continuer de coopérer étroitement avec ces acteurs et d'autres parties internationales,

*Rappelant* la signature à Addis-Abeba, le 24 février 2013, de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région (l'Accord-cadre)<sup>151</sup>, sous les auspices de ses garants, à savoir le Secrétaire général de l'Organisation, la Présidente de la Commission de l'Union africaine, le Président de la Communauté de développement de l'Afrique australe et le Président de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, et demandant à toutes les parties d'honorer promptement, intégralement et de bonne foi leurs engagements respectifs,

*Se félicitant* de l'appel lancé par le Mécanisme de suivi régional, dans son communiqué du 31 janvier 2014, en faveur d'un dialogue politique plus large ainsi que du lancement par l'Angola, en sa qualité de Président de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, d'un dialogue initial entre les principaux États signataires, préconisant qu'un tel dialogue se poursuive dans le contexte de l'Accord-cadre en vue de l'élimination des causes profondes du conflit en République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs, et saluant le rôle que continue de jouer l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs,

*Réaffirmant son soutien le plus ferme* à l'action que mènent le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo pour exécuter leur mandat, et les engageant instamment à poursuivre leurs efforts,

*Se déclarant de nouveau profondément préoccupé* par l'insécurité et la crise humanitaire dans l'est de la République démocratique du Congo, résultant des activités déstabilisatrices de groupes armés nationaux et étrangers, et soulignant combien il importe de neutraliser tous les groupes armés, dont les Forces démocratiques de libération du Rwanda, les Forces démocratiques alliées, l'Armée de résistance du Seigneur, les Bakata-Katanga et divers groupes mai-mai,

*Se réjouissant* de la fin de la rébellion du Mouvement du 23 mars et de la signature à Nairobi, par le Mouvement du 23 mars, le Gouvernement de la République démocratique du Congo, la Communauté de développement de l'Afrique australe et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, des documents issus du Dialogue de Kampala facilité par l'Ouganda en sa qualité de Président de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs<sup>154</sup>, et soulignant qu'il importe que toutes les dispositions des documents signés soient appliquées rapidement et de bonne foi et, à cet égard et conformément à la Déclaration de Nairobi et à ses résolutions pertinentes, que le Mouvement du 23 mars ne se reforme pas et ne reprenne pas ses activités,

*Se déclarant profondément préoccupé* par la menace que continuent de faire peser sur la région les Forces démocratiques de libération du Rwanda, groupe soumis à des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies, dont les dirigeants et les membres comprennent des auteurs du génocide de 1994 perpétré contre les Tutsis au Rwanda, au cours duquel les Hutus et d'autres personnes opposés au génocide ont également été tués, et continuent de promouvoir et commettre des tueries fondées sur des facteurs ethniques et d'autres massacres au Rwanda et dans la République démocratique du Congo, et soulignant combien il importe de mettre fin une fois pour toutes à cette menace,

*S'inquiétant* que les Forces démocratiques de libération du Rwanda, ainsi que d'autres groupes armés, continuent de circuler librement en République démocratique du Congo, notant avec une profonde préoccupation que, selon certaines informations, les Forces armées de la République démocratique du Congo et les Forces démocratiques de libération du Rwanda collaborent au niveau local, se félicitant à cet égard que les Forces armées de la République démocratique du Congo entendent neutraliser les Forces démocratiques de libération du Rwanda avec le concours de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, et soulignant que cette volonté doit se traduire par une action soutenue,

*Rappelant* les déclarations de son Président concernant la région de l'Afrique centrale et l'Armée de résistance du Seigneur, notamment ses déclarations des 29 mai<sup>156</sup> et 25 novembre 2013<sup>157</sup>, se félicitant de l'action importante

---

<sup>156</sup> S/PRST/2013/6.

<sup>157</sup> S/PRST/2013/18.

que continue de mener la Mission dans la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur, encourageant la Force régionale d'intervention de l'Union africaine à poursuivre ses efforts, et préconisant vivement une collaboration et un partage d'informations accrus entre les organismes concernés des Nations Unies, la Force régionale d'intervention, les forces régionales et les organisations non gouvernementales pour contrer la menace que pose l'Armée de résistance du Seigneur,

*Se déclarant profondément préoccupé* par le nombre croissant de déplacés en République démocratique du Congo, qui dépasse aujourd'hui 2,9 millions, et par plus de 450 000 réfugiés de l'est de la République démocratique du Congo, causés par les divers groupes armés congolais et étrangers opérant dans la région, engageant la République démocratique du Congo et tous les États de la région à s'employer à créer un environnement pacifique propice au rapatriement volontaire et à la réinsertion des réfugiés en République démocratique du Congo, avec le concours du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés le cas échéant, saluant à cet égard l'appui apporté par les pays voisins aux réfugiés de la République démocratique du Congo, et engageant les Gouvernements rwandais et ougandais, l'Organisation des Nations Unies et les organisations internationales à œuvrer de concert en vue de remédier d'urgence au problème des ex-combattants du Mouvement du 23 mars présents en Ouganda et au Rwanda,

*Notant* qu'il y a plus d'un an que des centaines de combattants du Mouvement du 23 mars, dont des personnes désignées par le Conseil de sécurité, ont fui de la République démocratique du Congo au Rwanda le 18 mars 2013, invitant le Gouvernement rwandais, avec le concours d'organismes des Nations Unies et d'organisations internationales compétents à continuer de faire en sorte que ces combattants soient définitivement démobilisés et traités conformément au droit international applicable, une attention particulière étant accordée aux enfants et aux femmes dans leurs rangs, et rappelant les obligations des États Membres, qui ont été réaffirmées par la résolution 2136 (2014),

*Demandant* à toutes les parties au conflit de respecter l'impartialité, l'indépendance et la neutralité des agents humanitaires,

*Demeurant très préoccupé* par la situation humanitaire qui continue de toucher durement la population civile, notamment dans l'est de la République démocratique du Congo, ainsi que par le niveau constamment élevé de la violence, des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits, et des violations du droit international, condamnant en particulier les attaques dirigées contre la population civile, les violences sexuelles et sexistes généralisées, l'enrôlement et l'utilisation systématiques d'enfants par certaines parties au conflit, les déplacements massifs de civils, les exécutions extrajudiciaires et les arrestations arbitraires, et conscient de leur effet néfaste sur les efforts de stabilisation, de reconstruction et de développement en République démocratique du Congo,

*Rappelant* ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010, 2106 (2013) du 24 juin 2013 et 2122 (2013) du 18 octobre 2013 concernant les femmes et la paix et la sécurité, ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 concernant la protection des civils en période de conflit armé et ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011, 2068 (2012) du 19 septembre 2012 et 2143 (2014) du 7 mars 2014 concernant le sort des enfants en période de conflit armé,

*Saluant* les efforts déployés par la Mission et les partenaires internationaux pour dispenser une formation aux droits de l'homme, à la protection de l'enfance et à la protection contre les violences sexuelles et sexistes à l'intention des institutions congolaises chargées de la sécurité, et soulignant l'importance de cette formation, et se félicitant de la création de la Plateforme des femmes pour la paix, la sécurité et la coopération, qui vise à assurer la pleine participation des femmes au processus de paix mené au titre de l'Accord-cadre,

*Prenant note* des efforts que fait le Gouvernement de la République démocratique du Congo pour lutter contre les violences sexuelles commises en période de conflit, notamment par la mise en œuvre de sa stratégie nationale et des engagements énoncés dans le Communiqué commun du Gouvernement de la République démocratique du Congo et de l'Organisation des Nations Unies sur la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits adopté à Kinshasa le 30 mars 2013, et engageant vivement le Gouvernement de la République démocratique du Congo à redoubler d'efforts dans ce domaine,

*Saluant* l'adoption du Cadre de coopération entre le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et la Commission de l'Union africaine sur la prévention des violences sexuelles commises en période de conflit en Afrique et les mesures nécessaires pour y faire face, adopté à Addis-Abeba le 31 janvier 2014,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général, en date du 13 mars 2014<sup>158</sup>, dans lequel figure une liste de parties qui se sont systématiquement livrées à des viols et d'autres formes de violence sexuelle dans des situations de conflit armé,

*Condamnant* les viols à grande échelle qui auraient été commis par des soldats des Forces armées de la République démocratique du Congo à Minova et dans les villages environnants, en novembre 2012, prenant note des enquêtes et arrestations auxquelles ont procédé par la suite les autorités congolaises et des premiers procès qui sont en cours, s'inquiétant des retards pris dans le jugement des personnes mises en cause, et priant instamment les autorités congolaises de faire en sorte que les auteurs de ces actes aient à rendre des comptes tout en veillant à ce que les enquêtes et les procès se déroulent dans le respect des garanties de procédure,

*Demandant* que toutes les personnes responsables de violations du droit international humanitaire ou de violations des droits de l'homme ou d'atteintes à ces droits, y compris d'actes de violence ou de sévices sur la personne d'enfants et d'actes de violence sexuelle et sexiste, soient appréhendées, poursuivies et jugées rapidement,

*Soulignant* que le Gouvernement de la République démocratique du Congo doit coopérer avec la Cour pénale internationale, saluant l'engagement pris par le Gouvernement de la République démocratique du Congo de traduire en justice ceux qui ont commis des crimes graves dans le pays, notamment des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, et soulignant combien il importe de s'employer activement à poursuivre les auteurs des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis dans le pays et de coopérer à l'échelon régional et international à cette fin,

*Rappelant* que le Secrétaire général l'a invité à refuser de cautionner toute amnistie couvrant des crimes de génocide, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou des violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, se félicitant à cet égard de la promulgation d'une loi d'amnistie qui exclut les auteurs de tels crimes de génocide, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et demandant instamment au Gouvernement de la République démocratique du Congo de poursuivre son action en engageant les réformes judiciaires nécessaires pour remédier effectivement à l'impunité,

*Engageant vivement* le Gouvernement de la République démocratique du Congo à demeurer pleinement attaché à la mise en œuvre de l'Accord-cadre, en adoptant notamment un plan d'action prioritaire, et à la protection des civils, en se dotant rapidement de forces de sécurité professionnelles, responsables et pérennes, en mettant en place une administration civile congolaise responsable, en particulier dans les secteurs de la police, de la justice, de l'administration pénitentiaire et de l'administration territoriale, et en renforçant l'état de droit ainsi que la promotion et la protection des droits de l'homme,

*Exhortant* le Gouvernement de la République démocratique du Congo à prendre immédiatement des mesures pour respecter l'engagement qu'il a pris de réformer le secteur de la sécurité, notamment à créer et maintenir une force de réaction rapide, à mettre au point une feuille de route pour les secteurs de la sécurité et de la justice, à élaborer un plan global de désarmement, de démobilisation et de réintégration et de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réinstallation et de réintégration, notant à cet égard que le Gouvernement a proposé un nouveau plan de désarmement, de démobilisation et de réintégration et que toutes ces mesures nécessiteront l'allocation de ressources suffisantes et un engagement sans faille du Gouvernement pour faire de la réforme une priorité, et regrettant que les progrès aient été lents jusqu'à présent,

*Demandant à nouveau* à toutes les parties de coopérer pleinement avec la Mission, réaffirmant sa condamnation de toutes les attaques dirigées contre les soldats de la paix, soulignant que les auteurs de ces attaques doivent répondre de leurs actes, et rappelant sa décision d'étendre les sanctions visées au paragraphe 3 de la résolution 2136 (2014) aux personnes et entités qui planifient des attaques contre des soldats de la paix de la Mission, les dirigent, les facilitent ou y participent,

---

<sup>158</sup> S/2014/181.

*Priant à nouveau* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer les dispositifs de sécurité de l'Organisation sur le terrain et améliorer la sûreté et la sécurité de tous les contingents militaires, des policiers et des observateurs militaires, et notamment des observateurs non armés,

*Conscient* des sacrifices importants consentis par la Mission, la félicitant des mesures actives prises par celle-ci, ainsi que par sa brigade d'intervention avec le concours et la collaboration du reste de la Force, pour s'acquitter pleinement de son mandat, en particulier en matière de protection des civils, et l'engageant à poursuivre dans ce sens,

*Affirmant* que le succès de l'effort de protection des civils est essentiel pour l'exécution du mandat de la Mission et l'amélioration des conditions de sécurité, constatant, à cet égard, que la Mission est parvenue à dissuader les attaques contre les civils par son approche de la protection des civils, et saluant les efforts faits par la Mission pour adapter la Force afin de renforcer la mise en œuvre de sa stratégie globale de protection des civils, notamment en devenant plus souple, polyvalente et susceptible d'être largement déployée partout dans l'est de la République démocratique du Congo,

*Soulignant* qu'il importe que la Mission décourage toute menace contre l'exécution de son mandat,

*Conscient* du rôle joué par la Mission dans la mise en œuvre d'une stratégie globale visant à instaurer durablement la paix et la sécurité, notant avec satisfaction que la Mission participe aux premières phases de la consolidation de la paix, et soulignant que les activités de la Mission doivent être menées de manière à favoriser la consolidation de la paix au sortir du conflit, la prévention de la reprise du conflit armé et les progrès vers une paix et un développement durables,

*Soulignant* qu'il importe d'appliquer intégralement et immédiatement l'Accord-cadre afin d'atténuer définitivement les menaces qui pèsent sur les civils, constatant qu'il faut que la Mission apporte un appui accru au Gouvernement de la République démocratique du Congo pour lui permettre de faire face aux problèmes de sécurité et d'étendre l'autorité de l'État comme indiqué au paragraphe 5 de l'Accord-cadre, et conscient que l'élimination des sources de conflit dans la région passe par un processus de paix global,

*Constatant* que la situation en République démocratique du Congo constitue toujours une menace pour la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

### **Mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo**

1. *Décide* de proroger jusqu'au 31 mars 2015 le mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et de sa brigade d'intervention, à titre exceptionnel, sans créer de précédent et sans préjudice des principes convenus du maintien de la paix, dans les limites de l'effectif maximum autorisé de 19 815 militaires, 760 observateurs militaires et officiers d'état-major, 391 policiers et 1 050 membres d'unités de police constituées ;

2. *Félicite* la Mission, ainsi que sa brigade d'intervention, de l'effet positif que leur action a eu sur la paix et la stabilité dans l'est de la République démocratique du Congo et sur la protection des civils, appuie pleinement les mesures prises par le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo dans le cadre de la mise en œuvre du mandat de la mission, et engage la Mission à optimiser l'interopérabilité, la souplesse et l'efficacité de la Force dans la mise en œuvre de l'intégralité de son mandat, conformément au rapport du Secrétaire général, en date du 5 mars 2014<sup>159</sup>, en ayant à l'esprit la sûreté et la sécurité de tous les contingents, les policiers, les observateurs militaires et surtout les observateurs non armés ;

3. *Note* qu'une stratégie de retrait clairement définie s'impose, y compris pour la brigade d'intervention, et décide que les reconfigurations futures de la Mission et de son mandat seront fonction de l'évolution de la situation sur le terrain et, dans le contexte de la mise en œuvre par le Gouvernement de la République démocratique du Congo et tous les autres signataires de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération<sup>151</sup>, des progrès vers

---

<sup>159</sup> S/2014/157.

la réalisation des objectifs suivants, conformément aux trois priorités énoncées dans le concept stratégique, à savoir la protection des civils, la stabilisation et l'appui à la mise en œuvre de l'Accord-cadre :

a) La réduction de la menace que font peser les groupes armés congolais et étrangers et les violences contre les civils, notamment les violences sexuelles et sexistes et les violences dont sont victimes les enfants, à un niveau que les institutions congolaises chargées de la justice et de la sécurité peuvent effectivement gérer ;

b) La stabilisation de la situation grâce à la mise en place d'institutions publiques (y compris de sécurité) opérationnelles, professionnelles et responsables dans les zones touchées par le conflit, et au renforcement des pratiques démocratiques de façon à réduire les risques d'instabilité, notamment en offrant l'espace politique adéquat, en assurant la promotion et la protection des droits de l'homme et en mettant en œuvre un processus électoral crédible ;

4. *Autorise* la Mission, en vue d'atteindre les objectifs énoncés au paragraphe 3 ci-dessus, à prendre toutes les mesures nécessaires pour s'acquitter des tâches suivantes :

a) *Protection des civils*

i) Assurer, dans ses zones d'opérations, une protection efficace des civils se trouvant sous la menace de violences physiques, notamment au moyen de patrouilles actives, en prêtant une attention particulière aux civils regroupés dans les camps de déplacés et de réfugiés, au personnel humanitaire et aux défenseurs des droits de l'homme, en cas de violences commises par l'une des parties au conflit, et atténuer les risques auxquels sont exposés les civils avant, pendant et après toute opération militaire ;

ii) Assurer la protection du personnel, des installations et du matériel des Nations Unies et la sécurité et la liberté de circulation du personnel des Nations Unies et du personnel associé ;

iii) De concert avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo, déceler les menaces qui pèsent sur les civils et appliquer les plans de prévention et d'intervention existants et renforcer la coopération civilo-militaire, notamment la planification conjointe, pour protéger les civils contre les violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits et contre les violations du droit international humanitaire, y compris toutes les formes de violences sexuelles et sexistes et les violations et sévices sur la personne d'enfants, veiller à ce qu'il soit tenu compte de la protection des enfants et des femmes dans toutes ses opérations et tous les aspects stratégiques de son action, accélérer la mise en œuvre des dispositifs de suivi, d'analyse et de communication de l'information sur les violences sexuelles liées aux conflits et assurer le déploiement rapide des conseillers pour la protection des femmes visés dans les résolutions 1960 (2010) et 2106 (2013) pour amener les parties à prendre des engagements en vue de la prévention des violences liées au conflit et de l'adoption de mesures pour y faire face ;

b) *Neutralisation des groupes armés par la brigade d'intervention*

À l'appui des autorités de la République démocratique du Congo, sur la base des informations recueillies et analysées et compte dûment tenu de la nécessité de protéger les civils et de réduire les risques avant, pendant et après toute opération militaire, mener, par l'intermédiaire de la brigade d'intervention, agissant seule ou avec les Forces armées de la République démocratique du Congo, des offensives ciblées et robustes, en faisant preuve d'une grande mobilité et adaptabilité et dans le strict respect du droit international, y compris le droit international humanitaire, et de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'Organisation des Nations Unies à des forces de sécurité non onusiennes<sup>160</sup>, en coopération avec l'ensemble de la Mission, empêcher l'expansion de tous les groupes armés, les neutraliser et les désarmer de façon à contribuer à réduire la menace que constituent les groupes armés pour l'autorité de l'État et la sécurité des civils dans l'est de la République démocratique du Congo et à préparer le terrain pour les activités de stabilisation ;

c) *Surveillance de la mise en œuvre de l'embargo sur les armes*

Surveiller la mise en œuvre de l'embargo sur les armes visé au paragraphe 1 de la résolution 2136 (2014), en coopération avec le Groupe d'experts créé par la résolution 1533 (2004) du 12 mars 2004, en particulier observer et signaler les mouvements de personnel militaire, d'armes ou de matériel connexe à travers la frontière orientale de la République démocratique du Congo, notamment en utilisant, ainsi qu'il est indiqué dans la lettre du Président du

---

<sup>160</sup> S/2013/110, annexe.



Conseil de sécurité au Secrétaire général, en date du 22 janvier 2013<sup>161</sup>, des moyens de surveillance tels que des systèmes aériens sans pilote, saisir, collecter et détruire les armes ou le matériel connexe introduits en République démocratique du Congo en violation des mesures imposées par le paragraphe 1 de la résolution 2136 (2014), et communiquer les renseignements pertinents au Groupe d'experts ;

*d) Appui aux procédures judiciaires nationales et internationales*

Prêter son appui et son concours au Gouvernement de la République démocratique du Congo en vue de l'arrestation et du jugement des personnes responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis dans le pays, y compris en coopération avec les États de la région et la Cour pénale internationale ;

5. *Autorise également* la Mission à appuyer, en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres acteurs, y compris par l'intermédiaire des bons offices du Représentant spécial, les efforts des autorités de la République démocratique du Congo pour mettre en œuvre les réformes prévues par l'Accord-cadre et pour stabiliser l'est du pays et, à cet effet, à :

*a)* Encourager les autorités nationales de la République démocratique du Congo à s'approprier avec diligence la réforme du secteur de la sécurité, notamment en parachevant et en appliquant d'urgence une stratégie nationale pour la mise en place d'institutions judiciaires et de sécurité efficaces, ouvertes à tous et responsables, et jouer un rôle directeur dans la coordination de l'appui à la réforme du secteur de la sécurité fourni par les partenaires internationaux et bilatéraux et le système des Nations Unies ;

*b)* Promouvoir la consolidation de la paix et un dialogue politique transparent et sans exclusive entre toutes les parties prenantes congolaises en vue de favoriser la réconciliation et la démocratisation et encourager l'organisation d'élections crédibles et transparentes, conformément au cycle électoral et à la Constitution ;

*c)* Encourager la consolidation d'une structure civile nationale efficace chargée de contrôler les principales activités minières et de gérer équitablement l'extraction et le commerce des ressources naturelles dans l'est de la République démocratique du Congo ;

*d)* Constater et dénoncer les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits, y compris celles qui se produisent dans le cadre des élections, et y donner suite, et aider les organismes des Nations Unies présents dans le pays à faire en sorte que l'appui fourni par le système des Nations Unies soit conforme au droit international humanitaire, au droit international des droits de l'homme et au droit international des réfugiés, selon qu'il convient ;

*e)* Prêter bons offices, conseils et concours au Gouvernement de la République démocratique du Congo en vue de l'élaboration et de la mise au point définitive d'une feuille de route claire et globale pour la réforme du secteur de la sécurité, comprenant notamment des critères de référence et des échéanciers pour la mise en place d'institutions de sécurité efficaces et responsables ainsi que de mécanismes de vérification des antécédents ;

*f)* Prêter bons offices, conseils et concours au Gouvernement de la République démocratique du Congo, conformément à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme, en vue de la réforme de l'armée, dont la première étape consistera à mettre en place au sein des Forces armées de la République démocratique du Congo une force de réaction rapide bien équipée, bien formée et dont les éléments ont été agréés et qui constituera le noyau d'une force de défense nationale professionnelle, responsable, dotée des moyens nécessaires et efficace, et appuyer, selon qu'il conviendra et en coordination avec les partenaires internationaux, la formation de la force de réaction rapide, qui, eu égard aux critères et aux calendriers définis dans la feuille de route pour la réforme du secteur de la sécurité, acquerra la capacité d'assumer dès que possible les responsabilités en matière de sécurité dévolues à la brigade d'intervention de la Mission ;

*g)* Prêter bons offices, conseils et concours au Gouvernement de la République démocratique du Congo en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réinstallation et de réintégration pour les combattants étrangers et congolais qui ne sont pas soupçonnés de génocide, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de violations flagrantes des droits de l'homme, afin que ces combattants s'intègrent et mènent une existence pacifique qui contribue à la stabilité des groupes de population dans l'est de la République démocratique du Congo, en accordant une attention particulière aux enfants auparavant associés à des forces ou groupes armés ;

---

<sup>161</sup> S/2013/44.

h) Prêter bons offices, conseils et concours au Gouvernement de la République démocratique du Congo, en coopération étroite avec d'autres partenaires internationaux, en vue de tirer parti du plan de stabilisation et de reconstruction pour les zones sortant d'un conflit armé élaboré par le Gouvernement et de la Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation révisée pour contribuer à instaurer durablement un niveau minimum d'autorité et de contrôle de l'État dans les zones touchées par les conflits dans l'est de la République démocratique du Congo, notamment grâce à des initiatives locales visant à renforcer la sécurité, à rétablir l'autorité de l'État et à enclencher un relèvement socioéconomique durable ;

i) Prêter bons offices, conseils et concours au Gouvernement de la République démocratique du Congo pour la réforme de la police, notamment en contribuant, conformément à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'Organisation des Nations Unies à des forces de sécurité non onusiennes, à la formation de bataillons de la Police nationale congolaise ;

j) Prêter bons offices, conseils et concours au Gouvernement de la République démocratique du Congo pour l'élaboration et l'exécution, conformément à la stratégie congolaise pour la réforme de la justice, d'un programme pluriannuel conjoint des Nations Unies d'appui à la justice visant à développer les institutions et mécanismes de justice pénale indépendants, la police, le système judiciaire et l'administration pénitentiaire dans les zones touchées par le conflit ;

k) Prêter bons offices, conseils et concours au Gouvernement de la République démocratique du Congo en vue de promouvoir les droits de l'homme et la lutte contre l'impunité, notamment grâce à l'application de la « politique de tolérance zéro » du Gouvernement en ce qui concerne la discipline et les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par les éléments des forces de sécurité ;

l) Poursuivre la collaboration avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo en vue de faire appliquer rapidement et rigoureusement le plan d'action visant à prévenir et à faire cesser l'enrôlement et l'utilisation d'enfants et les violences sexuelles commises sur la personne d'enfants par les Forces armées de la République démocratique du Congo et poursuivre le dialogue avec toutes les parties afin d'obtenir qu'elles s'engagent et œuvrent davantage à élaborer et à mettre en œuvre des plans d'action assortis d'échéanciers destinés à prévenir l'enrôlement et l'utilisation d'enfants en violation du droit international applicable et les autres violations du droit international humanitaire, et à y mettre un terme ;

6. *Réaffirme* que la nature multidimensionnelle des opérations de maintien de la paix exige une approche globale, et prie les composantes militaires et civiles de la Mission de définir entre elles une répartition des tâches cohérente en fonction de leurs avantages comparatifs et des capacités disponibles ;

7. *Souligne* qu'une action intégrée sur le terrain des divers acteurs œuvrant dans les domaines de la sécurité et du développement implique une coordination avec les autorités nationales pour stabiliser et améliorer les conditions de sécurité et aider au rétablissement de l'autorité de l'État, et insiste sur le fait que toutes les entités des Nations Unies présentes sur le terrain doivent agir de manière intégrée afin de promouvoir la cohérence de leur action dans les situations de conflit et postconflit ;

### **Transfert des tâches**

8. *Prie* le Secrétaire général de continuer à faire rapport sur l'actuelle répartition des tâches entre la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies, sur les tâches partagées par la Mission, l'équipe de pays et le Gouvernement de la République démocratique du Congo, et sur la feuille de route concernant le transfert des responsabilités à d'autres acteurs, au premier chef le Gouvernement de la République démocratique du Congo mais également l'équipe de pays et les donateurs, de façon à rationaliser les tâches confiées à la Mission, et se propose de continuer à examiner le mandat de la Mission en fonction de ces rapports ;

9. *Demande* à la Mission de continuer à travailler avec l'équipe de pays des Nations Unies et les autorités de la République démocratique du Congo en vue de l'adoption et de la mise en œuvre du programme de consolidation de la paix dans les provinces non touchées par les conflits, et prie la Mission de continuer, selon qu'il conviendra, de transférer des tâches à l'équipe de pays et aux autorités de la République démocratique du Congo dans ces provinces ;

10. *Exhorte* la communauté internationale et les donateurs à appuyer la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies et demande aux Gouvernements de la République démocratique du Congo et des États voisins de continuer à participer au processus de transfert de tâches ;

## Élections

11. *Demande* au Gouvernement de la République démocratique du Congo et à ses partenaires nationaux de veiller à la transparence et à la crédibilité du processus électoral, étant donné que la création de conditions qui permettent la tenue des prochaines élections leur incombe au premier chef, et exhorte le Gouvernement et toutes les autres parties concernées à créer les conditions nécessaires pour que le processus électoral soit libre, juste, crédible, inclusif, transparent, pacifique et conforme au calendrier, pour qu'il s'accompagne d'un débat politique libre et constructif, et pour que soient assurés la liberté d'expression, la liberté de réunion, un accès équitable aux médias, y compris aux médias d'État, et la sécurité et la liberté de circulation de tous les candidats, ainsi que des observateurs et témoins, des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et des acteurs de la société civile, notamment des femmes ;

12. *Demande* au Gouvernement de la République démocratique du Congo d'adopter sans retard la feuille de route et le budget des élections et, sous réserve que le Secrétaire général l'ait informé de l'adoption de ces documents, autorise la Mission à fournir un soutien logistique, selon qu'il conviendra et en coordination avec les autorités de la République démocratique du Congo et l'équipe de pays des Nations Unies, afin de faciliter le processus électoral, et décide que ce soutien sera évalué et examiné en continu au regard des progrès accomplis par les autorités de la République démocratique du Congo concernant le déroulement du processus électoral, selon les critères énoncés au paragraphe 16 de sa résolution 2053 (2012) ;

## Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération

13. *Réaffirme* qu'il importe d'appliquer l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour assurer la stabilité à long terme de l'est de la République démocratique du Congo et de la région ;

14. *Exhorte* les États signataires de l'Accord-cadre à continuer à s'acquitter de bonne foi, intégralement et rapidement de leurs engagements ;

15. *Demande* au Gouvernement de la République démocratique du Congo, auquel incombe au premier chef la responsabilité de protéger la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays, ainsi qu'aux autres signataires de l'Accord-cadre, de continuer à progresser de manière substantielle dans la mise en œuvre des engagements prévus par l'Accord ;

16. *Demande* à l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, agissant en coordination avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et avec le concours approprié de celui-ci, de continuer à diriger, coordonner et évaluer le respect des engagements nationaux et régionaux pris dans l'Accord-cadre et, en s'appuyant sur ledit Accord-cadre, à encourager un dialogue politique régional entre les principaux signataires en vue de traiter les causes profondes du conflit, constate à cet égard qu'un dialogue a été entamé entre les principaux signataires sous la direction de l'Angola, en sa qualité de Président de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, et engage l'Envoyée spéciale à poursuivre sa participation à ce processus ;

## Groupes armés

17. *Condamne fermement* tous les groupes armés opérant dans la région, les violations du droit international humanitaire et d'autres normes de droit international applicables qu'ils commettent, et les violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits qui leur sont imputables, y compris les attaques contre la population civile, les soldats de la paix de la Mission et le personnel humanitaire, les exécutions sommaires, la violence sexuelle et sexiste et l'enrôlement et l'utilisation à grande échelle d'enfants, et réaffirme que les responsables de ces actes devront en répondre ;

18. *Exige* que les Forces démocratiques de libération du Rwanda, les Forces démocratiques alliées, l'Armée de résistance du Seigneur, les Bakata-Katanga et les divers groupes maï-maï mettent immédiatement fin à toutes les formes de violence et d'activités déstabilisatrices, et que leurs membres soient démobilisés immédiatement et de façon permanente, déposent les armes et démobilisent les enfants qui se trouvent dans leurs rangs ;

19. *S'inquiète* que les Forces démocratiques de libération du Rwanda, ainsi que d'autres groupes armés, continuent de circuler librement en République démocratique du Congo, note avec une profonde préoccupation que, selon certaines informations, les Forces armées de la République démocratique du Congo et les Forces démocratiques de libération du Rwanda collaborent au niveau local, se félicite à cet égard que les Forces armées de la République démocratique du Congo entendent neutraliser les Forces démocratiques de libération du Rwanda avec le concours de la Mission, et souligne que cette volonté doit se traduire par une action soutenue ;

20. *Exige* que le Gouvernement de la République démocratique du Congo prenne immédiatement, comme il s'y est engagé dans les déclarations de Nairobi en date du 12 décembre 2013<sup>154</sup>, des mesures pour mettre en œuvre son programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration, en coordination avec l'Organisation des Nations Unies, les organisations internationales et les pays voisins où d'ex-combattants du Mouvement du 23 mars ont trouvé refuge, prie, à cet égard, comme le prévoient les déclarations de Nairobi et conformément aux engagements énoncés dans l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération, l'Organisation des Nations Unies et les organisations internationales de travailler avec les pays voisins de la République démocratique du Congo afin de trouver d'urgence une solution pour les ex-combattants du Mouvement du 23 mars se trouvant sur le territoire de ces pays, souligne qu'il importe que toutes les dispositions des documents signés soient appliquées rapidement et de bonne foi et, à cet égard et conformément à la Déclaration de Nairobi et à ses résolutions pertinentes, que le Mouvement du 23 mars ne se regroupe pas et ne reprenne pas ses activités militaires ;

21. *Demande* au Gouvernement de la République démocratique du Congo de mettre en place et d'appliquer d'urgence des plans complets de désarmement, de démobilisation et de réintégration et de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réinstallation et de réintégration afin de pouvoir traiter efficacement le cas des ex-combattants ;

22. *Constate* que d'ex-combattants du Mouvement du 23 mars, y compris des individus qu'il a désignés, ont fui au Rwanda et en Ouganda, en particulier après la défaite du Mouvement du 23 mars en République démocratique du Congo, engage les Gouvernements rwandais et ougandais à continuer, avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies et des organisations internationales pertinentes, à faire en sorte que ces combattants soient démobilisés de manière permanente, que les combattants congolais retournent en République démocratique du Congo afin de participer au processus de démobilisation, de désarmement et de réintégration, selon qu'il conviendra, et soient traités conformément au droit international applicable, les enfants et les femmes devant bénéficier d'une attention particulière, et rappelle aux États Membres leurs obligations au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération et du régime de sanctions renouvelé par sa résolution 2136 (2014) ;

23. *Réaffirme son soutien* au Mécanisme conjoint de vérification élargi, mécanisme régional de renforcement de la confiance, et se félicite que la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs ait décidé que la Mission serait représentée de façon permanente auprès de ce mécanisme ;

#### **Droits de l'homme et situation humanitaire**

24. *Exhorte* le Gouvernement de la République démocratique du Congo à arrêter et amener à répondre de leurs actes les personnes qui ont commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité dans le pays, et souligne l'importance à cet égard de la coopération régionale et de la coopération avec la Cour pénale internationale ;

25. *Demande* aux autorités de la République démocratique du Congo de faire en sorte que les responsables de violations graves des droits de l'homme commises à l'occasion des élections du 28 novembre 2011 soient traduits en justice ;

26. *Engage* le Gouvernement de la République démocratique du Congo à continuer à développer sa coopération avec la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et d'appliquer énergiquement, avec l'appui de la Mission, selon qu'il conviendra, le plan d'action visant à prévenir et à faire cesser l'enrôlement et l'utilisation d'enfants et la violence sexuelle par les Forces armées de la République démocratique du Congo, et engage le Président de la République démocratique du Congo, M. Joseph Kabila, à nommer rapidement son conseiller sur la violence sexuelle et l'enrôlement d'enfants ;

27. *Prie* la Mission de tenir pleinement compte dans toutes ses activités de la question transversale que constitue la problématique hommes-femmes et d'aider le Gouvernement de la République démocratique du Congo à assurer la participation et la représentation des femmes à tous les niveaux, y compris dans les activités de stabilisation, la réforme du secteur de la sécurité et les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et le dialogue politique national et les processus électoraux, entre autres en mettant à sa disposition des conseillers pour la problématique hommes-femmes, et prie également la Mission de lui présenter des rapports plus détaillés sur cette question ;

28. *Prie également* la Mission de tenir pleinement compte de la question transversale de la protection de l'enfance dans toutes ses activités et d'aider le Gouvernement de la République démocratique du Congo à veiller à ce que la question de la protection des droits de l'enfant soit prise en considération, entre autres dans le cadre des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration et de la réforme du secteur de la sécurité, de façon à faire cesser et prévenir les violations des droits de l'enfance et les violences contre les enfants ;

29. *Demande* à tous les acteurs de redoubler d'efforts pour lutter contre l'impunité qui entoure les violences sexuelles liées au conflit, de fournir tous les services nécessaires aux rescapés et de faire en sorte que les femmes participent pleinement et sur un pied d'égalité à l'application de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération et à tous les stades du règlement des conflits, de la reconstruction et de la promotion de la paix, notamment en tenant compte de l'appel lancé dans la Déclaration de Bujumbura du 11 juillet 2013 pour que les critères, les indicateurs et les mesures de suivi inclus dans le plan de mise en œuvre de l'Accord-cadre fassent une large place à la problématique hommes-femmes ;

#### **Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo**

30. *Demande* à la Mission de coordonner ses stratégies avec les autres missions des Nations Unies dans la région afin d'améliorer le partage des informations, compte tenu des attaques de l'Armée de résistance du Seigneur, et réitère son appui aux initiatives prises tant par l'Organisation que par l'Union africaine pour faciliter une action régionale contre l'Armée de résistance du Seigneur, conformément à l'alinéa *a* du paragraphe 4 de la présente résolution ;

31. *Engage* la Mission à renforcer le dialogue avec la population civile afin de mieux faire connaître et comprendre son mandat et ses activités grâce à un programme d'information approfondi, à recenser les menaces potentielles contre la population civile et à recueillir des informations fiables sur les violations du droit international humanitaire, les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits commises contre des civils ;

32. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour que la Mission se conforme pleinement à la politique de tolérance zéro de l'Organisation à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et de le tenir informé si des cas d'exploitation ou d'agressions sexuelles se produisent ;

33. *Prie* la Mission de veiller à ce que l'appui fourni aux forces de sécurité nationales soit strictement conforme à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme de l'Organisation et exhorte les organismes des Nations Unies présents en République démocratique du Congo à adopter une démarche commune et uniforme concernant la mise en œuvre de la politique de diligence voulue ;

34. *Enjoint* à toutes les parties de coopérer pleinement avec les opérations de la Mission et d'autoriser et de faciliter le libre passage, dans de bonnes conditions de sécurité et sans délai, du personnel des Nations Unies et du personnel associé, afin que la Mission puisse s'acquitter de son mandat et fournir une assistance humanitaire en temps voulu aux personnes qui en ont besoin, en particulier aux personnes déplacées, sur l'ensemble du territoire du pays, dans le respect des principes directeurs concernant l'aide humanitaire et des dispositions pertinentes du droit international ;

35. *Demande* à tous les États Membres de répondre généreusement à l'appel humanitaire lancé par l'Organisation en faveur de la République démocratique du Congo pour que les organismes humanitaires des Nations Unies et les autres organisations internationales disposent des fonds nécessaires et puissent répondre aux besoins des déplacés, des rescapés de violences sexuelles et autres groupes de population vulnérables en matière de protection et d'assistance ;

36. *Demande* aux États Membres de s'engager à fournir et de fournir effectivement les éléments habilitants, en particulier les moyens aériens militaires, dont a encore besoin la Mission, et rappelle qu'il importe de consulter étroitement les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ;

37. *Note* qu'il importe que tous les contingents de la Mission, y compris ceux de la brigade d'intervention, soient dûment préparés et équipés pour s'acquitter de leurs tâches respectives ;

38. *Exprime son plein appui* au Groupe d'experts créé par la résolution 1533 (2004) et appelle au renforcement de la coopération entre tous les États, en particulier ceux de la région, la Mission et le Groupe d'experts, engage toutes les parties et tous les États à veiller à ce que les personnes et entités relevant de leur juridiction ou placées sous leur contrôle coopèrent avec le Groupe d'experts, et exige de nouveau que toutes les

parties et tous les États assurent la sécurité de ses membres et de son personnel d'appui et autorisent ces derniers à accéder librement et sans délai aux personnes, aux documents et aux sites que le Groupe d'experts estime nécessaires à l'exécution de son mandat ;

### Examen stratégique

39. *Prie* le Secrétaire général de procéder à un examen stratégique approfondi de la Mission et de l'ensemble de la présence des Nations Unies en République démocratique du Congo et de lui présenter, le 30 décembre 2014 au plus tard, ses recommandations concernant les objectifs futurs, les activités, la stratégie de retrait et le déploiement efficace des ressources de la Mission, en gardant à l'esprit qu'il convient de continuer d'accroître l'efficacité de la Mission ;

### Rapports du Secrétaire général

40. *Prie également* le Secrétaire général de lui faire rapport tous les trois mois sur :

- i) La situation sur le terrain, notamment les violences sexuelles et les incidences du conflit sur les femmes et les enfants ;
- ii) Les progrès accomplis par la République démocratique du Congo dans le respect des engagements pris dans l'Accord-cadre, notamment l'établissement et la mise en œuvre d'une feuille de route pour la réforme du secteur de la sécurité nationale et la création d'une force de réaction rapide congolaise, et la mise en œuvre de plans de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réinstallation et de réintégration ;
- iii) L'exécution du mandat de la Mission, y compris les activités de la brigade d'intervention, la reconfiguration devant lui permettre de s'acquitter des tâches définies ci-dessus et la poursuite du transfert de ses responsabilités à d'autres acteurs ;
- iv) Les risques associés aux opérations militaires éventuelles et leurs incidences pour la sécurité du personnel et des installations des Nations Unies, ainsi que les mesures prises pour renforcer leur sécurité et pour réduire les risques ;

41. *Prie en outre* le Secrétaire général de lui présenter, tous les six mois, en coordination avec son Envoyée spéciale pour la région des Grands Lacs et son Représentant spécial pour la République démocratique du Congo, un rapport sur le respect des engagements pris dans l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération ;

42. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7150<sup>e</sup> séance.*

---

## LA SITUATION EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE<sup>162</sup>

### Décisions

À sa 7017<sup>e</sup> séance, le 14 août 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République centrafricaine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en République centrafricaine

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine (S/2013/470) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation au général de corps d'armée Babacar Gaye, Représentant spécial du Secrétaire

---

<sup>162</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1997 des résolutions et décisions sur cette question.

général pour la République centrafricaine et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, à M<sup>me</sup> Valerie Amos, Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordinatrice des secours d'urgence, et à M. Ivan Šimonović, Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme.

À sa 7042<sup>e</sup> séance, le 10 octobre 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République centrafricaine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en République centrafricaine ».

**Résolution 2121 (2013)  
du 10 octobre 2013**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* sa résolution 2088 (2013) du 24 janvier 2013 et les déclarations à la presse faites par son Président les 19 et 27 décembre 2012, ainsi que les 4 et 11 janvier, 20, 22 et 25 mars, 29 avril et 14 août 2013,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité de la République centrafricaine, et rappelant l'importance des principes de bon voisinage et de coopération régionale,

*Se déclarant vivement préoccupé* par la situation qui règne en République centrafricaine sur le plan de la sécurité, qui se caractérise par un effondrement total de l'ordre public et par l'absence de l'état de droit, et se déclarant en outre profondément préoccupé par les incidences de l'instabilité de ce pays sur la région de l'Afrique centrale et au-delà, et soulignant à cet égard la nécessité d'une intervention rapide,

*Demeurant gravement préoccupé* par les violations du droit international humanitaire et les nombreuses violations des droits de l'homme qui sont commises, notamment par des éléments de la coalition Séléka, notamment les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, les arrestations et détentions arbitraires, les actes de torture, les violences sexuelles à l'encontre de femmes et d'enfants, les viols, le recrutement et l'emploi d'enfants et les attaques contre des civils,

*Réaffirmant* que tous les auteurs de tels actes doivent en répondre et que certains de ces actes pourraient constituer des crimes au regard du Statut de Rome de la Cour pénale internationale<sup>163</sup>, auquel la République centrafricaine est partie, et rappelant à cet égard la déclaration faite par le Procureur de la Cour le 7 août 2013,

*Notant avec satisfaction* que le Conseil des droits de l'homme a adopté le 25 septembre 2013 la résolution 24/34<sup>164</sup> par laquelle il a décidé de nommer un expert indépendant des Nations Unies chargé de suivre la situation des droits de l'homme en République centrafricaine et de faire des recommandations en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme,

*Se déclarant gravement préoccupé* par la détérioration considérable de la situation humanitaire et par l'insécurité qui entrave l'accès humanitaire, ainsi que par les violations du droit international humanitaire qui ont transformé la crise humanitaire de plus en plus grave que connaît le pays en une situation d'urgence complexe,

*Soulignant qu'il est particulièrement préoccupé* par les informations faisant état de violences ciblant les représentants de groupes ethniques et religieux et d'une aggravation des tensions intercommunautaires,

*Constatant avec inquiétude* que l'Armée de résistance du Seigneur poursuit ses activités en République centrafricaine, à la faveur notamment de l'insécurité qui règne dans le pays,

*Rappelant* sa résolution 2117 (2013) du 26 septembre 2013 et se disant gravement préoccupé par la menace que font peser sur la paix et la sécurité en République centrafricaine, le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre,

*Condamnant fermement* les attaques ciblées visant le personnel des Nations Unies et les agents humanitaires et soulignant que toutes les parties doivent faire le nécessaire pour garantir la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire, du personnel des Nations Unies et du personnel associé, et respecter et faire respecter l'inviolabilité des locaux des Nations Unies,

---

<sup>163</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2187, n° 38544.

<sup>164</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-huitième session, Supplément n° 53A (A/68/53/Add.1)*, chap. III.

*Rappelant* ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010 et 2106 (2013) du 24 juin 2013 sur les femmes et la paix et la sécurité, et ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, et demandant aux parties en République centrafricaine de collaborer avec la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit,

*Comptant* qu'un nouveau président sera nommé rapidement pour la formation République centrafricaine de la Commission de consolidation de la paix,

*Condamnant à nouveau* le fait que la coalition Séléka a pris le pouvoir par la force le 24 mars 2013, ainsi que les violences et pillages que cela a occasionnés,

*Condamnant* la destruction du patrimoine naturel et notant que le braconnage et le trafic dont fait l'objet la faune sauvage comptent parmi les facteurs qui alimentent la crise en République centrafricaine,

*Prenant note* de la décision du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, en date du 25 mars 2013, de suspendre la participation de la République centrafricaine à l'ensemble des activités de l'Union et de la décision qu'a prise cette organisation à l'encontre des dirigeants de la coalition Séléka qui, par leurs actes, ont violé les Accords de Libreville du 11 janvier 2013 et mis en péril la stabilité précaire de la République centrafricaine<sup>165</sup>,

*Saluant* les efforts que continuent de déployer la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et son médiateur, ainsi que l'Union africaine, pour résoudre la crise en République centrafricaine, et l'action menée par le Groupe de contact international pour la République centrafricaine,

*Se félicitant* de la décision du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, en date du 19 juillet 2013, d'autoriser le déploiement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine<sup>166</sup>, ainsi que des conclusions auxquelles sont parvenues l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale concernant les modalités de la transition entre la Mission de consolidation de la paix en Centrafrique et la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, à l'issue de la réunion consultative qui s'est tenue à Addis-Abeba les 2 et 3 septembre 2013<sup>167</sup>,

*Prenant note* de la Déclaration de Kigali faite par les ministres des affaires étrangères des pays membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, le 23 août 2013<sup>168</sup>,

*Prenant note également* du rapport du Secrétaire général en date du 5 août 2013<sup>169</sup> et de ses recommandations sur le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine,

*Prenant note en outre* de la lettre du Secrétaire général en date du 16 septembre 2013, sur la situation en République centrafricaine et les activités du Bureau intégré<sup>170</sup>,

*Réaffirmant* que le conflit armé et la crise que traverse la République centrafricaine constituent une grave menace pour la stabilité de ce pays et celle de la région de l'Afrique centrale et au-delà,

## Transition politique

1. *Exprime son appui* aux Accords de Libreville du 11 janvier 2013, à la Déclaration de N'Djamena du 18 avril 2013 et à la feuille de route adoptée au Sommet de N'Djamena, qui constituent le fondement d'un règlement politique pacifique de la crise en République centrafricaine ;

---

<sup>165</sup> Voir S/2013/202, pièce jointe II.

<sup>166</sup> Voir S/2013/476, pièce jointe 1.

<sup>167</sup> Voir S/2013/566, pièce jointe 1.

<sup>168</sup> A/68/384, annexe.

<sup>169</sup> S/2013/470.

<sup>170</sup> S/2013/557.



2. *Réaffirme* que, selon l'accord politique conclu à Libreville, le Premier Ministre est le Chef du Gouvernement d'union nationale, chargé de concrétiser les priorités définies à l'article 5 dudit accord et exhorte toutes les parties à respecter cet accord ;

3. *Exige* l'application immédiate des dispositions transitoires visées au paragraphe 1 de la présente résolution, qui doivent aboutir à l'organisation d'élections présidentielle et législatives libres, justes et transparentes 18 mois après le début de la période de la transition définie à l'article 102 de la Charte de la transition, qui est entrée en vigueur le 18 août 2013, comme le prévoit la Déclaration de N'Djamena ;

4. *Prie* le Secrétaire général d'appuyer les actuelles initiatives de médiation de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, y compris en usant des bons offices de son Représentant spécial en République centrafricaine, en vue d'appuyer la mise en œuvre des Accords de Libreville et de la feuille de route de N'Djamena ;

5. *Se déclare prêt* à envisager les mesures appropriées qui s'imposent contre ceux dont les agissements compromettent la paix, la stabilité et la sécurité, y compris ceux qui violent les accords de transition, font obstacle au processus de transition et attisent la violence ;

6. *Souligne* qu'il incombe au premier chef aux autorités centrafricaines de protéger la population et de garantir la sécurité et l'unité du territoire, et insiste sur le fait qu'elles sont tenues de faire respecter le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et le droit international des réfugiés ;

7. *Exprime son plein appui* à l'action que mène l'Organisation des Nations Unies en République centrafricaine, notamment par l'intermédiaire du Représentant spécial du Secrétaire général, le général de corps d'armée (à la retraite) Babacar Gaye, et demande de nouveau à la communauté internationale d'appuyer ces efforts ;

8. *Exige* que tous les éléments de la coalition Séléka et tous les autres groupes armés déposent immédiatement les armes, et les prie instamment de participer aux programmes de désarmement, démobilisation et réintégration, ou aux programmes de désarmement, démobilisation, réinstallation ou rapatriement et réintégration ;

#### **Mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine**

9. *Prend note avec satisfaction* des recommandations visant à renforcer le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine que le Secrétaire général a formulées dans sa lettre du 16 septembre 2013<sup>170</sup> ;

10. *Décide* que le mandat du Bureau sera renforcé et actualisé comme suit :

a) *Appui à la mise en œuvre du processus de transition* :

- Aider à rétablir l'ordre constitutionnel en appuyant le processus politique en cours, les institutions de transition et les mécanismes d'application, et soutenir la mise en œuvre des Accords de Libreville et de la feuille de route de N'Djamena ;
- Faciliter la mise en œuvre du processus électoral, en vue de la tenue des élections visées au paragraphe 3 de la présente résolution ;

b) *Appui à la prévention des conflits et à l'assistance humanitaire* :

- User de bons offices et instaurer des mesures de confiance et de facilitation pour anticiper, prévenir, atténuer et régler les conflits et faciliter l'acheminement sûr de l'aide humanitaire sous la direction de civils, conformément aux principes directeurs des Nations Unies régissant l'aide humanitaire ;

c) *Appui à la stabilisation des conditions de sécurité* :

- Concourir à la stabilisation des conditions de sécurité en fournissant des conseils sur la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité, l'état de droit (y compris la police, la justice et le système pénitentiaire), les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration ou de désarmement, démobilisation, réinstallation ou rapatriement et réintégration des combattants, y compris tous les enfants associés à des forces et groupes armés, et la lutte antimines, notamment la neutralisation des restes explosifs de guerre ;

*d) Promotion et protection des droits de l'homme :*

- Surveiller les violations des droits de l'homme ou du droit international humanitaire commises sur l'ensemble du territoire centrafricain, y compris par l'Armée de résistance du Seigneur, concourir aux enquêtes et faire rapport au Conseil, et contribuer aux efforts de prévention de ces violations ;
- Surveiller en particulier les violations commises contre des enfants et des femmes, y compris toutes les formes de violence sexuelle commise en période de conflit armé, aider à mener des enquêtes et faire rapport au Conseil, notamment en déployant des conseillers pour la protection des femmes et des enfants ;
- Aider à renforcer les capacités de l'appareil judiciaire, y compris les mécanismes de justice transitionnelle, et des institutions nationales de défense des droits de l'homme, et contribuer aux efforts de réconciliation nationale ;

*e) Coordination des acteurs internationaux :*

- Assurer la coordination des acteurs internationaux participant à l'exécution des tâches susmentionnées ;

11. *Prend note* de la recommandation formulée par le Secrétaire général selon laquelle le Bureau devrait renforcer sa présence sur le terrain dès que les conditions de sécurité le permettront et, à cet égard, entend examiner rapidement les propositions du Secrétaire général concernant la protection du personnel et des installations des Nations Unies, notamment celle qui porte sur la création d'une unité de gardes, et prie le Secrétaire général de lui donner des précisions à ce sujet ;

**Armée de résistance du Seigneur**

12. *Demande* à tous les pays et organisations sous-régionales et régionales concernés de redoubler d'efforts et de mieux se coordonner, notamment dans le cadre de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine et de la stratégie régionale des Nations Unies, pour faire face à la menace que pose l'Armée de résistance du Seigneur ;

**Droits de l'homme et accès humanitaire**

13. *Condamne fermement* la poursuite des violations du droit international humanitaire et les violations généralisées des droits de l'homme perpétrées par des groupes armés, en particulier les éléments de la coalition Séléka et l'Armée de résistance du Seigneur, qui mettent en péril la population, et souligne que les auteurs de ces violations doivent être traduits en justice ;

14. *Exige* de toutes les parties au conflit en République centrafricaine, en particulier la coalition Séléka, qu'elles permettent un accès sûr et sans entrave pour que l'aide humanitaire puisse être acheminée en toute célérité à ceux qui en ont besoin, conformément aux principes directeurs des Nations Unies régissant l'aide humanitaire ;

15. *Exige également* de tous les groupes armés, en particulier les éléments de la coalition Séléka, qu'ils empêchent le recrutement et l'emploi d'enfants, exige en outre de toutes les parties qu'elles protègent et traitent comme des victimes les enfants qui ont été libérés ou séparés des forces armées et des groupes armés, et souligne qu'une attention particulière doit être apportée à la protection, à la libération et à la réintégration de tous les enfants associés à des groupes armés ;

16. *Demande* à toutes les parties au conflit armé qui sévit en République centrafricaine, y compris les éléments de la coalition Séléka, d'interdire expressément la violence sexuelle, et demande également à ces parties de prendre des engagements précis, et de les respecter, pour que, lorsqu'il est fait état d'exactions, des enquêtes soient ouvertes dans les meilleurs délais afin que les auteurs soient amenés à répondre de leurs actes, conformément à sa résolution 1960 (2010), et de permettre aux victimes de violences sexuelles d'accéder immédiatement aux services disponibles ;

**Désarmement, démobilisation et réintégration, et réforme du secteur de la sécurité**

17. *Souligne* qu'il importe d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration ou rapatriement (ou des programmes de désarmement, démobilisation, réinstallation ou rapatriement et réintégration), y compris pour les éléments de la coalition Séléka qui ne seront pas intégrés dans les forces de sécurité, ainsi que des programmes de réforme du secteur de la sécurité, assortis notamment de procédures de vérification appropriées, souligne qu'il faut que les forces de sécurité de la République centrafricaine soient professionnelles, équilibrées et représentatives, et prie le Secrétaire général de donner, dans le rapport qu'il doit

présenter le 31 décembre 2013, des précisions concernant ces programmes et des propositions concernant l'aide que pourrait éventuellement apporter le Bureau intégré aux fins de leur mise en œuvre ;

18. *Souligne également* qu'il importe de lutter contre le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre en République centrafricaine, et se dit disposé à envisager des mesures appropriées allant dans ce sens ;

#### **Appui à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine**

19. *Compte* sur la mise en place rapide de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, qui contribuera de façon considérable à la création des conditions propices à l'établissement d'une République centrafricaine stable et démocratique exerçant son autorité sur l'ensemble du territoire national et assumant sa responsabilité de protéger la population civile ;

20. *Engage* les pays de la région et les autres pays d'Afrique à participer à la mise en place de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, engage également les États Membres à appuyer rapidement et efficacement la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine et engage en outre l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale à faire fond sur leurs précédentes consultations et à redoubler d'efforts pour assurer une transition efficace entre la Mission de consolidation de la paix en Centrafrique et la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, et prie à cet égard le Secrétaire général et le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine de mettre en place des mécanismes appropriés de coopération avec la Communauté économique et l'Union africaine afin de faciliter ce processus ;

21. *Prend note* de la lettre du Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine au Secrétaire général, en date du 26 juillet 2013, qui souligne l'importance d'un partenariat solide avec l'Organisation des Nations Unies<sup>171</sup> ;

22. *Se dit prêt* à envisager différentes options pour l'appui à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, prie le Secrétaire général de fournir immédiatement des spécialistes de la planification chargés d'aider la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et l'Union africaine, en étroite consultation avec tous les partenaires bilatéraux et organisations internationales intéressés, à préparer ensemble le déploiement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, et prie également le Secrétaire général de lui présenter, en étroite coopération avec l'Union africaine, la Communauté économique et les partenaires susmentionnés, 30 jours au plus tard après l'adoption de la présente résolution, un rapport écrit sur la planification de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine exposant en détail des options possibles pour l'appui que fournira la communauté internationale à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, y compris la possibilité de transformer celle-ci en une opération de maintien de la paix des Nations Unies, sous réserve que les conditions sur le terrain le permettent ;

#### **Rapport**

23. *Demande à nouveau* au Secrétaire général de lui présenter, d'ici au 31 décembre 2013, conformément à sa résolution 2088 (2013), un rapport comprenant une évaluation détaillée des résultats et de l'efficacité du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine ;

24. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7042<sup>e</sup> séance.*

#### **Décisions**

Le 29 octobre 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>172</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 22 octobre 2013, concernant la création d'une unité de gardes pour permettre l'exécution des tâches confiées au Bureau intégré des Nations Unies pour la

---

<sup>171</sup> S/2013/476, annexe.

<sup>172</sup> S/2013/637.

consolidation de la paix en République centrafricaine<sup>173</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui ont pris bonne note des informations y incluses et des dispositions qui y sont proposées.

À sa 7069<sup>e</sup> séance, le 25 novembre 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République centrafricaine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en République centrafricaine

« Rapport du Secrétaire général sur la République centrafricaine, établi en application du paragraphe 22 de la résolution 2121 (2013) du Conseil de sécurité (S/2013/677) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ahmad Allam-mi, Secrétaire général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, et à M. Adonia Ayebare, Conseiller hors classe pour la consolidation de la paix et le développement au Bureau de l'Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 7072<sup>e</sup> séance, le 5 décembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Congo, du Gabon et de la République centrafricaine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en République centrafricaine

« Rapport du Secrétaire général sur la République centrafricaine, établi en application du paragraphe 22 de la résolution 2121 (2013) du Conseil de sécurité (S/2013/677) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tété António, Observateur permanent de l'Union Africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

### **Résolution 2127 (2013) du 5 décembre 2013**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses précédentes résolutions et déclarations sur la République centrafricaine, en particulier la résolution 2121 (2013), en date du 10 octobre 2013,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité de la République centrafricaine, et rappelant l'importance des principes de bon voisinage et de coopération régionale,

*Se déclarant vivement préoccupé* par l'état de la sécurité qui continue de se détériorer en République centrafricaine et se caractérise par l'effondrement total de l'ordre public, l'absence de l'état de droit et des tensions interconfessionnelles, se déclarant en outre profondément préoccupé par les incidences de l'instabilité de ce pays sur la région de l'Afrique centrale et au-delà, et soulignant à cet égard la nécessité d'une intervention rapide de la communauté internationale,

*Demeurant gravement préoccupé* par la multiplication et l'intensification des violations du droit international humanitaire et les violations généralisées des droits de l'homme et exactions qui sont commises, en particulier par d'anciens éléments de la coalition Séléka et des milices, en particulier celles connues sous le nom de « anti-balaka », notamment les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, les arrestations et détentions arbitraires, les actes de torture, les violences sexuelles sur la personne de femmes et d'enfants, les viols, l'enrôlement et l'utilisation d'enfants et les attaques contre des civils,

*Soulignant qu'il est particulièrement préoccupé* par l'apparition d'une nouvelle logique de violences et de représailles et par le risque qu'elle dégénère en fracture religieuse et ethnique à l'échelle nationale, de nature à se

---

<sup>173</sup> S/2013/636.

muer en situation incontrôlable et s'accompagner de crimes graves au regard du droit international, en particulier des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, ce qui aurait des répercussions graves sur le plan régional,

*Préoccupé* par le fait que les institutions policières, judiciaires et pénitentiaires n'ont pas les moyens d'amener les auteurs de ces violations et exactions à répondre de leurs actes,

*Condamnant* toutes violences qui ciblent les membres de groupes ethniques et religieux ainsi que leurs dirigeants, et engageant toutes les parties et les parties prenantes en République centrafricaine à soutenir, avec l'aide de la communauté internationale, le dialogue intercommunautaire et interconfessionnel, et à y concourir, afin d'atténuer les tensions actuelles sur le terrain,

*Réaffirmant* que tous les auteurs de tels actes doivent en répondre et que certains de ces actes pourraient constituer des crimes au regard du Statut de Rome de la Cour pénale internationale<sup>163</sup>, auquel la République centrafricaine est partie, et rappelant la déclaration faite par le Procureur de la Cour le 7 août 2013,

*Condamnant de nouveau* la destruction du patrimoine naturel et notant que le braconnage et le trafic dont fait l'objet la faune sauvage sont au nombre des facteurs qui alimentent la crise en République centrafricaine,

*Notant* la décision prise par le Processus de Kimberley de suspendre la République centrafricaine,

*Saluant* le rapport du Secrétaire général, en date du 15 novembre 2013, sur la situation en République centrafricaine et sur la planification de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine<sup>174</sup> et prenant note des propositions détaillées concernant le soutien que la communauté internationale pourrait apporter à la Mission,

*Rappelant* qu'il incombe au premier chef aux autorités de transition de protéger la population civile,

*Rappelant également* ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, et ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010, 2106 (2013) du 24 juin 2013 et 2122 (2013) du 18 octobre 2013 sur les femmes et la paix et la sécurité, et demandant aux parties en République centrafricaine de collaborer avec la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et la Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit,

*Soulignant* qu'il importe que les autorités de transition assurent la pleine participation des femmes, sur un pied d'égalité, à toutes les discussions portant sur le règlement du conflit et à toutes les phases du processus électoral,

*Soulignant également* que la situation en République centrafricaine risque de créer un climat propice au développement d'activités criminelles transnationales, impliquant notamment le trafic d'armes et l'utilisation de mercenaires, et de constituer un terrain fertile pour les réseaux extrémistes,

*Rappelant* sa résolution 2117 (2013) du 26 septembre 2013 et se disant gravement préoccupé par la menace que font peser sur la paix et la sécurité en République centrafricaine le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre,

*Constatant toujours avec inquiétude* que l'Armée de résistance du Seigneur poursuit ses activités en République centrafricaine, en raison notamment de l'insécurité qui règne dans le pays,

*Se disant de nouveau gravement préoccupé* par la détérioration de la situation humanitaire en République centrafricaine et condamnant fermement les attaques répétées dirigées contre le personnel des Nations Unies et le personnel humanitaire, leurs biens, avoirs et locaux, et le pillage des stocks d'aide humanitaire ayant pour effet d'entraver l'acheminement de cette aide,

*Soulignant* qu'il importe de respecter les principes directeurs des Nations Unies relatifs à l'aide humanitaire, dont la neutralité, l'impartialité, l'humanité et l'indépendance dans la fourniture de l'aide humanitaire,

---

<sup>174</sup> S/2013/677.

*Engageant instamment* toutes les parties à prendre les mesures nécessaires afin d'assurer la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire, du personnel des Nations Unies et du personnel associé, ainsi que de leurs biens,

*Rappelant* la lettre de son Président, en date du 29 octobre 2013, approuvant le déploiement d'une unité de gardes en République centrafricaine, laquelle ferait partie du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine<sup>175</sup>, prenant note de la lettre du Secrétaire général, en date du 26 novembre 2013, dans laquelle il souligne les progrès réalisés en vue du déploiement d'une unité de gardes au sein du Bureau<sup>175</sup>, ainsi que le consentement exprimé le 5 novembre 2013 par les autorités de transition à ce déploiement, et saluant à cet égard la contribution du Maroc à cette unité,

*Se félicitant* de la décision prise par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, le 19 juillet 2013, d'autoriser le déploiement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine<sup>166</sup>, ainsi que l'adoption, le 10 octobre 2013, d'un nouveau concept d'opérations,

*Exprimant de nouveau sa gratitude* à la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et à son médiateur pour les efforts qu'ils déploient concernant la crise en République centrafricaine, à l'Union africaine pour l'action qu'elle mène en vue de régler la crise, et au Groupe de contact international pour la République centrafricaine pour ses efforts,

*Se félicitant* du ferme engagement de l'Union européenne en faveur de la République centrafricaine, en particulier des conclusions que le Conseil des affaires étrangères a formulées le 21 octobre 2013 et de l'engagement pris par l'Union européenne de contribuer financièrement au déploiement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine dans le cadre de la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique, et accueillant favorablement les pourparlers en cours au sein de l'Union européenne sur la possibilité d'apporter un soutien supplémentaire,

*Saluant* les efforts que fait le Secrétariat pour étoffer et améliorer le registre d'experts du Service du secrétariat des organes subsidiaires du Conseil de sécurité, compte tenu des indications données dans la note de son Président en date du 22 décembre 2006<sup>176</sup>,

*Prenant note* de la déclaration que le Groupe de contact international a adoptée à sa troisième réunion, tenue à Bangui le 8 novembre 2013,

*Prenant note également* du communiqué que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a publié le 13 novembre 2013, dans lequel celui-ci exhorte le Conseil de sécurité à adopter rapidement une résolution consacrant et autorisant le déploiement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine,

*Prenant note en outre* de la lettre du Président de la Commission de consolidation de la paix, en date du 22 novembre 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité<sup>177</sup>, dans laquelle il souligne à quel point il importe de répondre aux besoins de la République centrafricaine en matière de consolidation de la paix dès que la situation humanitaire et sur le plan de la sécurité aura été stabilisée, et insiste sur l'importance de ce que la Commission fait pour mobiliser et maintenir l'attention des partenaires et des acteurs à l'appui des efforts correspondants des Nations Unies et des acteurs régionaux, et pour pérenniser leur engagement,

*Prenant note* de la lettre des autorités centrafricaines, en date du 20 novembre 2013, dans laquelle celles-ci demandent que la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine soit appuyée par les forces françaises,

*Soulignant* qu'il importe que toutes les organisations internationales, régionales et sous-régionales présentes en République centrafricaine coordonnent davantage leurs activités,

*Considérant* que la situation en République centrafricaine constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales,

---

<sup>175</sup> S/2013/696.

<sup>176</sup> S/2006/997.

<sup>177</sup> S/2013/687.

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

### **Processus politique**

1. *Affirme son appui* aux Accords de Libreville du 11 janvier 2013, à la Déclaration de N'Djamena du 18 avril 2013, à l'Appel de Brazzaville du 3 mai 2013 et à la déclaration que le Groupe de contact international pour la République centrafricaine a adoptée à sa troisième réunion, tenue à Bangui le 8 novembre 2013 ;

2. *Réaffirme* que, selon l'accord politique conclu à Libreville, le Premier Ministre est le Chef du Gouvernement d'unité nationale chargé de concrétiser les priorités définies à l'article 5 dudit accord et exhorte toutes les parties à respecter cet accord ;

3. *Réaffirme également* que, conformément à la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, aux Accords de Libreville, aux décisions de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale sur la question et à la Charte constitutionnelle de la transition, le Chef de la transition, le Premier Ministre, le Président du Conseil national de transition, les ministres et les membres du Bureau du Conseil national de transition ne peuvent pas participer aux élections organisées en vue de rétablir l'ordre constitutionnel ;

4. *Exhorte* les autorités de transition à prendre toutes les mesures appropriées pour désarmer, cantonner et démanteler immédiatement tous les groupes armés, sur l'ensemble du territoire, dans le respect des normes internationales ;

5. *Exige* l'application immédiate des dispositions transitoires visées au paragraphe 1 de la présente résolution, qui doivent aboutir à l'organisation d'élections présidentielle et législatives libres, justes et transparentes 18 mois après le début de la période de la transition définie à l'article 102 de la Charte de la transition, qui est entrée en vigueur le 18 août 2013, comme le prévoit la Déclaration de N'Djamena ;

6. *Déplore* que les autorités de transition n'aient guère fait de progrès dans la mise en œuvre des éléments clefs du dispositif établi pour la transition, notamment en ce qui concerne l'organisation d'élections en février 2015 au plus tard, et demande à cet égard aux autorités de transition de créer rapidement une autorité nationale électorale, ce qui permettra à l'Organisation des Nations Unies de recenser les besoins qui existent sur le plan technique afin que l'organisation des élections se déroule bien ;

7. *Demande instamment* aux autorités de transition d'appliquer le « Pacte républicain », signé par le gouvernement de transition le 7 novembre 2013 sous l'égide de la Communauté de Sant'Egidio, cadre crédible devant favoriser un dialogue national sans exclusive entre toutes les forces du pays, politiques, sociales et religieuses, et prie le Secrétaire général de prendre les mesures appropriées, par l'intermédiaire de son Représentant spécial pour la République centrafricaine, pour aider les autorités de transition à améliorer leurs capacités de médiation et pour faciliter et renforcer ce dialogue ;

8. *Entend* suivre de près la gestion de la transition et salue le rôle que jouent le Représentant spécial du Secrétaire général et le médiateur de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale ;

9. *Soutient* le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine dans l'action essentielle qu'il mène pour aider à rétablir l'ordre constitutionnel et accompagner le processus politique en cours, dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de Libreville et de la feuille de route de N'Djamena, et soutenir le processus électoral ;

10. *Décide* que toute tentative visant à retarder, entraver ou violer les dispositions transitoires auxquelles il est fait référence au paragraphe 1 de la présente résolution sera interprétée comme un obstacle au processus de paix et pourrait entraîner l'imposition des mesures prévues au paragraphe 56 ci-après ;

### **Désarmement, démobilisation et réintégration, et réforme du secteur de la sécurité**

11. *Exhorte* les autorités de transition à élaborer et à mettre en œuvre des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration ou des programmes de désarmement, de démobilisation, de réintégration, et de réinstallation ou de rapatriement, y compris pour les anciens éléments de la coalition Séléka qui ne seront pas intégrés dans les forces de sécurité et les enfants associés à des forces et groupes armés ;

12. *Exhorte également* les autorités de transition à élaborer et à mettre en œuvre un programme national et global de réforme du secteur de la sécurité, assorti notamment de procédures de vérification appropriées pour

reconstituer des forces de sécurité centrafricaines qui soient professionnelles, équilibrées et représentatives, et dont les membres seront sélectionnés sur la base de leur respect des droits de l'homme et de leur nationalité, et demande aux autorités de transition de coopérer avec le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine et la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine à ces fins ;

13. *Demande* aux États Membres, et aux organisations régionales et internationales, y compris l'Union africaine, l'Organisation des Nations Unies et l'Union européenne, de coordonner l'assistance qu'ils prêtent aux autorités de transition en vue de la réforme du secteur de la sécurité ;

#### **État de droit**

14. *Souligne* qu'il importe de donner aux institutions policières, judiciaires et pénitentiaires les moyens de faire respecter la primauté du droit et de traduire en justice les auteurs de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et d'atteintes aux droits de l'homme ;

15. *Souligne également* qu'il importe de renforcer le concours apporté aux autorités de transition pour qu'elles puissent faire face aux enjeux sur le plan de la sécurité et étendre l'autorité de l'État ;

#### **Protection des ressources naturelles**

16. *Condamne* l'exploitation illégale des ressources naturelles en République centrafricaine, laquelle contribue à la perpétuation du conflit, et souligne qu'il importe de mettre fin à ces activités illégales, y compris en exerçant les pressions nécessaires sur les groupes armés, les trafiquants et tous les autres protagonistes ;

#### **Promotion et protection des droits de l'homme**

17. *Condamne fermement* la poursuite des violations du droit international humanitaire et les exactions et violations généralisées des droits de l'homme perpétrées par des groupes armés, en particulier les anciens éléments de la coalition Séléka, les éléments « anti-balaka » et l'Armée de résistance du Seigneur, qui mettent en péril la population, et souligne que les auteurs de ces violations doivent être traduits en justice ;

18. *Demande instamment* aux autorités de transition de veiller à ce que tous les auteurs d'exactions et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire répondent de leurs actes ;

19. *Dit sa vive préoccupation* face à l'escalade des violences interreligieuses et intercommunautaires, et face aux violences qui visent les membres de groupes ethniques et religieux, ainsi que leurs dirigeants, et exhorte tous les protagonistes et toutes les parties prenantes en République centrafricaine à unir leurs efforts, avec l'aide de la communauté internationale, pour renforcer les dialogues intercommunautaire et interconfessionnel afin d'empêcher que la situation sur le terrain ne se détériore davantage ;

20. *Exige de nouveau* de tous les groupes armés, en particulier les anciens éléments de la coalition Séléka et les éléments « anti-balaka », qu'ils empêchent le recrutement et l'emploi d'enfants et y mettent fin, et de toutes les parties qu'elles protègent et traitent comme des victimes les enfants qui ont été libérés ou séparés des forces armées et des groupes armés, et souligne qu'une attention particulière doit être apportée à la protection, à la libération et à la réintégration de tous les enfants associés à des groupes armés ;

21. *Souligne* qu'il incombe au premier chef aux autorités de transition de protéger la population et de garantir la sécurité et l'unité du territoire, et insiste sur le fait qu'elles sont tenues de faire respecter le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et le droit international des réfugiés ;

22. *Demande* à toutes les parties au conflit armé qui sévit en République centrafricaine, y compris les anciens éléments de la coalition Séléka et les éléments « anti-balaka », d'interdire expressément toutes violations et exactions à l'encontre d'enfants en contravention du droit international applicable (recrutement, emploi, meurtre et mutilation, enlèvement et attaques contre des écoles et des hôpitaux), et demande également aux autorités de transition de prendre des engagements précis, et de les respecter, pour que, lorsqu'il est fait état d'exactions, des enquêtes soient ouvertes dans les meilleurs délais afin que les auteurs soient amenés à répondre de leurs actes, et de veiller à ce que les responsables de ces violations et exactions ne puissent pas travailler dans le secteur de la sécurité ;



23. *Demande également* à toutes les parties au conflit armé qui sévit en République centrafricaine, y compris les anciens éléments de la coalition Séléka, d'interdire expressément la violence sexuelle, et demande également aux autorités de transition de prendre des engagements précis, et de les respecter, pour que, lorsqu'il est fait état de violences, des enquêtes soient ouvertes dans les meilleurs délais afin que les auteurs soient amenés à répondre de leurs actes, conformément aux résolutions 1960 (2010) et 2106 (2013), et de permettre aux victimes de violences sexuelles d'accéder immédiatement aux services disponibles ;

24. *Prie* le Secrétaire général de créer rapidement une commission d'enquête internationale pour une période initiale d'un an, composée notamment d'experts du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, pour enquêter immédiatement sur les informations faisant état de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et d'atteintes aux droits de l'homme qui auraient été perpétrées en République centrafricaine par quelque partie que ce soit depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, de réunir des informations, d'aider à identifier les auteurs de ces violations et atteintes, de mettre en lumière leur éventuelle responsabilité pénale et d'aider à faire en sorte que les responsables répondent de leurs actes, et demande à toutes les parties de coopérer pleinement avec cette commission ;

25. *Prie également* le Secrétaire général de lui faire rapport sur les conclusions de la Commission d'enquête six mois, puis un an, après l'adoption de la présente résolution ;

26. *Prie en outre* le Secrétaire général de prendre, en concertation avec la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, les mesures qui s'imposent pour augmenter le nombre d'observateurs des droits de l'homme en République centrafricaine ;

27. *Engage* les États Membres à prendre des mesures en vue de dissuader fermement leurs ressortissants de se rendre en République centrafricaine pour participer à des activités contribuant à compromettre la paix, à menacer le processus politique ou à concourir à la violation des droits de l'homme ;

#### **Déploiement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine**

28. *Autorise* le déploiement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine pour une période initiale de 12 mois après l'adoption de la présente résolution, décision qui sera examinée 6 mois après l'adoption de la présente résolution, prévoyant toutes les mesures nécessaires, conformément au concept d'opérations adopté le 19 juillet 2013 et revu le 10 octobre 2013, pour contribuer à :

- i) Protéger les civils et rétablir la sécurité et l'ordre public, en ayant recours aux mesures appropriées ;
- ii) Stabiliser le pays et restaurer l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire ;
- iii) Créer les conditions propices à la fourniture d'une aide humanitaire aux populations qui en ont besoin ;
- iv) Soutenir les initiatives de désarmement, de démobilisation et de réintégration ou de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réintégration et de réinstallation menées par les autorités de transition et coordonnées par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine ;
- v) Accompagner les efforts nationaux et internationaux, menés par les autorités de transition et coordonnés par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, visant à réformer et restructurer les secteurs de la défense et de la sécurité ;

29. *Se félicite* des consultations tenues entre la Commission de l'Union africaine et les pays de la région de l'Afrique centrale et du concours apporté par l'Organisation des Nations Unies et les États Membres pour arrêter les modalités de la transition entre la Mission de consolidation de la paix en Centrafrique et la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, notamment les résultats des réunions tenues à Addis-Abeba du 7 au 10 octobre 2013 ;

30. *Prie* l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale de veiller à ce que la passation des pouvoirs entre la Mission de consolidation de la paix en Centrafrique et la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine ait lieu le 19 décembre 2013, note à ce propos que le Conseil de paix et de sécurité a demandé à la Commission de l'Union africaine de prendre d'urgence les mesures voulues afin que la passation des pouvoirs entre la Mission de consolidation de la paix en Centrafrique et la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine soit réussie, et se félicite de la nomination du nouveau commandement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine ;

31. *Souligne* qu'il faut que le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, la Force régionale d'intervention de l'Union africaine et la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine coordonnent bien leurs activités concernant la protection des civils et leurs opérations de lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur, et mettent en commun les informations dont ils disposent ;

32. *Invite* l'Union africaine à lui rendre compte tous les 60 jours, en étroite coordination avec le Secrétaire général et les autres organisations internationales et avec les partenaires bilatéraux concernés par la crise, concernant le déploiement et les activités de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine ;

33. *Souligne* que la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine et toutes les forces militaires présentes en République centrafricaine doivent agir, dans l'exécution de leur mandat, en respectant pleinement la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité de la République centrafricaine ainsi que les dispositions applicables du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et du droit international des réfugiés, et rappelle que la formation est importante à cet égard ;

#### **Soutien international**

34. *Remercie* les pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale qui ont d'ores et déjà déployé des contingents, demande aux pays d'Afrique de contribuer à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine afin de lui donner les moyens de s'acquitter de son mandat, et invite les États Membres et les organisations régionales à coopérer étroitement à cet effet avec l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, l'Organisation des Nations Unies, les pays qui fournissent des contingents et les autres organisations et donateurs ;

35. *Insiste* pour que tous les nouveaux contingents africains soient pleinement intégrés dans les structures de commandement et de contrôle de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, et opèrent conformément au mandat donné à celle-ci au paragraphe 28 de la présente résolution ;

36. *Invite* les autorités de transition et toutes les autres parties en République centrafricaine à apporter un concours plein et entier au déploiement et aux opérations de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, notamment en assurant la sûreté et la sécurité de celle-ci et sa liberté de mouvement, avec accès immédiat et sans entrave à tout le territoire de la République centrafricaine, pour lui permettre de s'acquitter de l'intégralité de son mandat, et invite également les pays voisins à prendre les mesures voulues pour aider la Mission à accomplir son mandat ;

#### **Soutien de l'Organisation des Nations Unies**

37. *Prie* le Secrétaire général de continuer de renforcer la prestation à l'Union africaine de conseils techniques et spécialisés aux fins de la planification et du déploiement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, ainsi que pour la mise en œuvre du concept d'opérations et l'établissement du quartier général de la Mission, en vue de consolider ses structures de commandement et de contrôle ainsi que son administration, d'améliorer l'infrastructure informatique et télématique et de fournir la formation nécessaire ;

38. *Prie également* le Secrétaire général d'apporter un appui à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine pour qu'elle puisse lutter contre la prolifération illicite de tous armements et matériels connexes de tous types, en particulier d'armes légères, sécuriser les stocks d'engins explosifs, éliminer les restes explosifs de guerre et s'occuper de la destruction des munitions classiques ;

39. *Souligne* qu'il faut mettre en place les mécanismes de coordination nécessaires entre le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine et la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine ;

40. *Souligne également* que l'appui envisagé aux paragraphes 37 et 43 de la présente résolution doit être apporté dans le respect intégral de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'Organisation des Nations Unies à des forces de sécurité non onusiennes<sup>178</sup> ;

---

<sup>178</sup> S/2013/110, annexe.

## Financement

41. *Souligne* qu'il incombe aux organisations régionales de mobiliser les ressources humaines, financières, logistiques et autres qui sont nécessaires à leur fonctionnement, y compris par les contributions de leurs membres et l'appui de leurs partenaires ;

42. *Engage* les États Membres et les organisations internationales, régionales et sous-régionales à fournir à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine les moyens financiers et les contributions en nature dont elle a besoin pour son déploiement et pour l'exécution de son mandat, et se félicite que l'Union européenne soit disposée à lui apporter un tel soutien financier par l'intermédiaire de la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique ;

43. *Prie* le Secrétaire général de créer un fonds d'affectation spéciale auquel les États Membres et les organisations internationales, régionales et sous-régionales pourront verser des contributions financières à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine et le prie également d'apporter son concours, en coordination avec l'Union européenne, à la tenue d'une conférence des donateurs, réunissant les États Membres et les organisations internationales, régionales et sous-régionales concernées, qui sera organisée par l'Union africaine pour solliciter le versement, dans les meilleurs délais, de contributions, en particulier à ce fonds ;

44. *En appelle* aux États Membres pour qu'ils versent sans tarder des contributions généreuses au nouveau fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, tout en précisant que l'existence de celui-ci n'empêche pas la conclusion d'accords bilatéraux directs, et invite l'Union africaine, agissant en consultation avec le Secrétaire général, à adresser à ce fonds ses demandes de financement budgétaire ;

45. *Note* que dans son communiqué du 13 novembre 2013, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a exprimé sa gratitude aux partenaires bilatéraux et multilatéraux de l'Union africaine qui se sont engagés à apporter un appui au déploiement et au fonctionnement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine ;

## Opération de maintien de la paix

46. *Prend note* de la position exprimée par l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, selon laquelle la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine pourrait devoir être transformée, à terme, en une opération de maintien de la paix des Nations Unies et, à cet égard, accueille favorablement l'intention exprimée par le Secrétaire général d'engager les préparatifs nécessaires en vue de la transformation éventuelle de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine en une opération de maintien de la paix des Nations Unies ;

47. *Prie* le Secrétaire général d'entreprendre sans tarder les activités de préparation et de planification nécessaires en vue de la transformation éventuelle de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine en une opération de maintien de la paix des Nations Unies, tout en soulignant qu'une décision de sa part sera nécessaire pour que cette mission soit établie ;

48. *Prie également* le Secrétaire général, agissant en consultation avec l'Union africaine, de lui faire rapport au plus tard trois mois après l'adoption de la présente résolution et de lui faire des recommandations sur la transformation éventuelle de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine en une opération de maintien de la paix des Nations Unies, y compris une évaluation des progrès réalisés en vue de réunir les conditions sur le terrain, dont il est question au paragraphe 45 du rapport du Secrétaire général daté du 15 novembre 2013<sup>174</sup> ;

## Forces françaises

49. *Note* que dans son communiqué du 13 novembre 2013, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine s'est réjoui du renforcement envisagé du contingent français pour mieux appuyer la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine et a encouragé la Commission à travailler à une coordination opérationnelle effective entre la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine et les forces françaises ;

50. *Autorise* les forces françaises en République centrafricaine à prendre toutes mesures nécessaires, temporairement et dans la limite de leurs capacités et dans les zones où elles sont déployées, pour appuyer la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine dans l'exécution de son mandat, énoncé au paragraphe 28 ci-dessus, prie la France de lui faire rapport sur l'exécution de ce mandat en République centrafricaine et de coordonner les modalités d'établissement de son rapport avec celles énoncées au paragraphe 32 de la présente résolution s'appliquant à l'Union africaine, décide de revoir ce mandat six mois au plus tard après qu'il aura débuté, demande aux autorités de transition d'apporter leur entière coopération au déploiement et aux opérations des forces françaises, notamment en assurant la sûreté, la sécurité et la liberté de mouvement de celles-ci, avec accès immédiat et sans entrave à tout le territoire de la République centrafricaine, et invite les pays voisins à prendre les mesures voulues pour soutenir l'action des forces françaises ;

#### **Action humanitaire : principes, accès et financement**

51. *Se déclare profondément préoccupé* par la détérioration de la situation humanitaire en République centrafricaine et par le fait que l'accès aux organismes humanitaires soit réduit, en conséquence de l'insécurité accrue et des agressions contre le personnel humanitaire ;

52. *Exige* de toutes les parties au conflit, en particulier les anciens éléments de la coalition Séléka, qu'elles ménagent aux organisations humanitaires et à leur personnel l'accès sans délai, sûr et sans entrave aux zones où se trouvent les populations dans le besoin, afin qu'ils puissent leur apporter rapidement l'aide humanitaire nécessaire, dans le respect des principes directeurs des Nations Unies relatifs à l'aide humanitaire, dont la neutralité, l'impartialité, l'humanité et l'indépendance dans la fourniture de l'aide humanitaire ;

53. *Demande* aux États Membres de répondre rapidement aux appels humanitaires des Nations Unies destinés à faire face aux besoins croissants des populations qui se trouvent en République centrafricaine et à ceux des réfugiés qui se sont enfuis vers les pays voisins, et encourage à cet égard l'exécution sans délai des projets humanitaires des Nations Unies et des organisations humanitaires ;

#### **Régime de sanctions**

##### *Embargo sur les armes*

54. *Décide* que, pour une période initiale d'un an à compter de la date d'adoption de la présente résolution, tous les États Membres devront prendre immédiatement les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects à la République centrafricaine, à partir de leur territoire ou à travers leur territoire ou par leurs ressortissants, ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, d'armements et de matériels connexes de tous types, y compris les armes et les munitions, les véhicules et les matériels militaires, les équipements paramilitaires et les pièces détachées correspondantes, ainsi que toute assistance technique ou formation, et toute aide financière ou autre en rapport avec les activités militaires ou la fourniture, l'entretien ou l'utilisation de tous armements et matériels connexes, y compris la mise à disposition de mercenaires armés venant ou non de leur territoire, et décide également que cette mesure ne s'applique pas :

a) Aux fournitures destinées exclusivement à l'appui de la Mission de consolidation de la paix en Centrafrique, de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, et de son unité de gardes, de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine et des forces françaises déployées en République centrafricaine, ou à l'utilisation par ceux-ci ;

b) Aux livraisons de matériel militaire non létal destiné exclusivement à un usage humanitaire ou de protection et à l'assistance technique ou la formation connexes, qui auront été approuvées à l'avance par le Comité créé en application du paragraphe 57 de la présente résolution ;

c) Aux vêtements de protection, dont les gilets pare-balles et les casques militaires, temporairement exportés en République centrafricaine, pour leur usage personnel uniquement, par le personnel des Nations Unies, des représentants des médias et des agents humanitaires et du développement ou des personnels connexes ;

d) Aux livraisons d'armes légères et d'autres matériels connexes destinés exclusivement à être utilisés dans le cadre des patrouilles internationales qui assurent la sécurité dans l'aire protégée du Trinitational de la Sangha afin de lutter contre le braconnage, la contrebande d'ivoire et d'armes, et d'autres activités contraires au droit interne de la République centrafricaine ou aux obligations que lui impose le droit international ;

e) Aux livraisons d'armes et autres matériels létaux destinés aux forces de sécurité centrafricaines dans le seul but d'appuyer la réforme du secteur de la sécurité ou d'être utilisés dans ce cadre, qui auront été approuvées à l'avance par le Comité ;

f) Aux autres ventes ou livraisons d'armes et de matériels connexes, ou à la fourniture d'une assistance ou de personnel, qui auront été approuvées à l'avance par le Comité ;

55. *Décide également* d'autoriser tous les États Membres qui découvrent des articles dont la fourniture, la vente, le transfert ou l'exportation sont interdits par le paragraphe 54 ci-dessus à les saisir, à les enregistrer et à les neutraliser (en les détruisant, en les mettant hors d'usage, en les entreposant ou en les transférant à un État autre que le pays d'origine ou de destination aux fins d'élimination), et décide en outre que tous les États sont tenus de coopérer à cet égard ;

*Mesures que le Conseil pourra prendre*

56. *Exprime sa ferme intention* d'envisager rapidement l'imposition de mesures ciblées, dont une interdiction de voyager et un gel des avoirs, aux personnes qui, par leurs agissements, compromettent la paix, la stabilité et la sécurité, notamment en se livrant à des actes qui menacent ou violent les accords de transition, en menant des actions qui menacent ou entravent le processus politique ou attisent la violence, en apportant leur soutien à ces actions, y compris en commettant des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, en recrutant et en employant des enfants dans le conflit armé en violation du droit international applicable, en se livrant à des violences sexuelles, ou en soutenant des groupes armés illégaux ou des réseaux criminels par le biais de l'exploitation illicite des ressources naturelles de la République centrafricaine, y compris les diamants, ou encore en violant l'embargo sur les armes visé au paragraphe 54 de la présente résolution ;

*Comité des sanctions*

57. *Décide* de créer, conformément à l'article 28 de son règlement intérieur provisoire, un comité du Conseil de sécurité composé de tous ses membres (le Comité), qui s'acquittera des tâches suivantes :

a) Suivre l'application des mesures prévues aux paragraphes 54 et 55 de la présente résolution en vue de renforcer, de faciliter et d'améliorer la mise en œuvre des mesures par les États Membres ;

b) Passer en revue les informations concernant les personnes qui se livreraient à des actes décrits au paragraphe 54 de la présente résolution ;

c) Arrêter les directives qui pourraient être nécessaires pour faciliter la mise en œuvre des mesures imposées ci-dessus ;

d) Adresser au Conseil dans un délai de 60 jours un rapport sur ses travaux et faire ensuite rapport au Conseil lorsque le Comité l'estimera nécessaire ;

e) Favoriser le dialogue entre le Comité et les États Membres intéressés, en particulier ceux de la région, notamment en invitant leurs représentants à le rencontrer afin d'examiner la question de l'application des mesures ;

f) Solliciter de tous les États toutes informations qu'il jugerait utiles concernant les actions que ceux-ci ont engagées pour appliquer les mesures de façon effective ;

g) Examiner les informations faisant état de violations ou du non-respect des mesures imposées par les paragraphes 54 et 55 de la présente résolution et y donner la suite qui convient ;

58. *Demande* à tous les États Membres de faire rapport au Comité dans un délai de 90 jours après l'adoption de la présente résolution sur les mesures qu'ils auront prises pour donner effet au paragraphe 54 de la présente résolution ;

59. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Comité, de créer pour une période initiale de 13 mois, un groupe composé au maximum de cinq experts (le Groupe d'experts) et de prendre les dispositions voulues sur le plan financier et en matière de sécurité pour épauler le Groupe d'experts dans ses activités, lequel sera placé sous la direction du Comité et s'acquittera des tâches suivantes :

a) Aider le Comité à s'acquitter de son mandat, défini dans la présente résolution, notamment en lui fournissant des informations pouvant servir à désigner éventuellement par la suite des personnes qui se livreraient aux activités décrites au paragraphe 54 de la présente résolution ;

b) Réunir, examiner et analyser toutes informations provenant des États, d'organismes des Nations Unies compétents, d'organisations régionales et d'autres parties intéressées concernant l'application des mesures édictées dans la présente résolution, en particulier les violations de ses dispositions ;

c) Faire à l'intention du Conseil, après concertation avec le Comité, le point sur la situation le 5 mars 2014 au plus tard, et remettre au Conseil un rapport d'activité le 5 juillet 2014 au plus tard et un rapport final le 5 novembre 2014 au plus tard ;

d) Aider le Comité à préciser et à actualiser les informations concernant la liste des personnes qui enfreignent les mesures visées au paragraphe 54 de la présente résolution, notamment en fournissant des renseignements concernant leur identité et des renseignements supplémentaires pouvant servir au résumé des motifs présidant à leur inscription sur la liste, résumé qui est accessible au grand public ;

60. *Demande instamment* à toutes les parties et à tous les États Membres, ainsi qu'aux organisations internationales, régionales et sous-régionales de coopérer avec le Groupe d'experts, et prie instamment tous les États Membres concernés d'assurer la sécurité des membres du Groupe et de leur donner libre accès aux personnes, documents et sites pour que le Groupe puisse s'acquitter de son mandat ;

#### *Suivi de la situation*

61. *Affirme* qu'il suivra en permanence l'évolution de la situation en République centrafricaine et se tiendra prêt à examiner l'opportunité des mesures énoncées dans la présente résolution, y compris de leur renforcement par des mesures additionnelles, en particulier un gel des avoirs, de leur modification, de leur suspension ou de leur levée, en fonction des progrès accomplis en ce qui concerne la stabilisation du pays et le respect de la présente résolution ;

62. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7072<sup>e</sup> séance.*

### **Décisions**

À sa 7092<sup>e</sup> séance, le 6 janvier 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République centrafricaine (Ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine, de la francophonie et des Centrafricains de l'étranger de la République centrafricaine) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en République centrafricaine

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine (S/2013/787) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tété António, Observateur permanent de l'Union Africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 7098<sup>e</sup> séance, le 22 janvier 2014, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation en République centrafricaine ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Leila Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé, à M. Adama Dieng, Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide, à M<sup>me</sup> Zainab Hawa Bangura, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, et à M<sup>me</sup> Kyung-wha Kang, Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence.

Le 22 janvier 2014, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>179</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 20 janvier 2014, dans laquelle vous faisiez part de votre intention de mettre en place la commission prévue par la résolution 2127 (2013) du Conseil de sécurité<sup>180</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil, qui ont pris note de l'information communiquée et de votre intention.

À sa 7103<sup>e</sup> séance, le 28 janvier 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République centrafricaine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en République centrafricaine

« Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine (S/2013/787) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

#### **Résolution 2134 (2014) du 28 janvier 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses précédentes résolutions et déclarations sur la République centrafricaine, en particulier ses résolutions 2121 (2013) du 10 octobre 2013 et 2127 (2013) du 5 décembre 2013,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République centrafricaine, et rappelant l'importance des principes de non-ingérence, de bon voisinage et de coopération régionale,

*Se déclarant vivement préoccupé* par l'état de la sécurité qui continue de se détériorer en République centrafricaine et se caractérise par l'effondrement total de l'ordre public, l'absence de l'état de droit et les meurtres et les incendies volontaires à motivation religieuse, se déclarant en outre profondément préoccupé par les conséquences de l'instabilité de ce pays sur la région de l'Afrique centrale et au-delà, et soulignant à cet égard la nécessité d'une intervention rapide de la communauté internationale,

*Condamnant* les attaques survenues en République centrafricaine et en particulier celles qui se sont produites à Bangui depuis le 5 décembre 2013, qui ont fait plus de 1 000 morts, provoqué le déplacement de centaines de milliers de personnes et déclenché des violences généralisées entre chrétiens et musulmans dans l'ensemble du pays,

*Demeurant gravement préoccupé* par la multiplication et l'intensification des violations du droit international humanitaire et les violations généralisées des droits de l'homme et exactions, notamment les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, les arrestations et détentions arbitraires, les actes de torture, les violences sexuelles sur la personne de femmes et d'enfants, les viols, le recrutement et l'emploi d'enfants et les attaques contre des civils et des lieux de culte, qui sont commises par d'anciens éléments de la coalition Séléka et des milices, en particulier celles connues sous le nom d'« anti-balaka »,

*Alarmé* par l'accélération de la spirale de la violence et des représailles et par le fait qu'elle dégénère en fracture religieuse et ethnique à l'échelle nationale, de nature à se muer en situation incontrôlable et s'accompagner de crimes graves au regard du droit international, en particulier des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, avec des répercussions graves sur le plan régional,

*Prenant acte* de la suspension temporaire de la République centrafricaine du Système de certification des diamants bruts du Processus de Kimberley, s'inquiétant que la contrebande de diamants et les autres formes

---

<sup>179</sup> S/2014/44.

<sup>180</sup> S/2014/43.

d'exploitation illicite des ressources naturelles, y compris le braconnage d'espèces sauvages, soient autant de facteurs de déstabilisation en République centrafricaine, et engageant les autorités de transition et les autorités étatiques à envisager toutes solutions possibles à ces questions,

*Se félicitant* de l'élection du Maroc à la présidence de la formation République centrafricaine de la Commission de consolidation de la paix et rappelant ce que la Commission fait pour mobiliser et maintenir l'attention des partenaires et des acteurs à l'appui des efforts correspondants des Nations Unies et des acteurs régionaux, et pour pérenniser leur engagement,

*Rappelant* que la responsabilité de protéger la population civile de la République centrafricaine incombe au premier chef aux autorités de transition,

*Saluant* l'initiative prise par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale de réunir les 9 et 10 janvier 2014 à N'Djamena responsables gouvernementaux, membres du Conseil national de transition et représentants de la société civile de la République centrafricaine pour tenir des pourparlers sur la transition politique en République centrafricaine, qui se sont déroulés sous les auspices du Gouvernement tchadien, et encourageant la poursuite des efforts à cet égard,

*Prenant note* de la Déclaration issue du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs concernant la promotion de la paix, de la sécurité, de la stabilité et du développement dans la région des Grands Lacs, qui s'est tenu à Luanda le 15 janvier 2014,

*Exprimant sa profonde reconnaissance* à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, aux pays qui lui fournissent des contingents et aux forces françaises, qui s'emploient, depuis l'adoption de la résolution 2127 (2013), à protéger les civils et à stabiliser la situation sur le plan de la sécurité, et remerciant les partenaires qui ont fourni des moyens aériens pour hâter le déploiement des hommes,

*Saluant* le rôle que jouent les autorités religieuses du pays au niveau national pour tenter d'apaiser les relations et de prévenir les violences entre communautés religieuses et estimant que leur message doit être relayé avec force au niveau local,

*Soulignant* la nécessité de donner d'urgence au Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, des moyens et compétences accrus pour lui permettre de s'acquitter pleinement de sa mission,

*Rappelant* qu'il est nécessaire de mettre en place de véritables programmes de désarmement, démobilisation et réintégration ouverts à tous, assortis d'un volet rapatriement en ce qui concerne les combattants étrangers, sans méconnaître l'impératif de lutter contre l'impunité,

*Soulignant* qu'il faut mettre fin à l'impunité en République centrafricaine et traduire en justice les auteurs de violations du droit international humanitaire et de violations des droits de l'homme et d'exactions, et renforcer, dans ce contexte, les mécanismes nationaux d'établissement des responsabilités,

*Rappelant* sa résolution 2117 (2013) du 26 septembre 2013 et se disant gravement préoccupé par la menace que font peser sur la paix et la sécurité en République centrafricaine le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre,

*Rappelant également* la lettre de son Président, en date du 29 octobre 2013, évoquant l'intention du Secrétaire général de déployer une unité de gardes en République centrafricaine, laquelle ferait partie du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine<sup>172</sup>,

*Se félicitant* du ferme engagement de l'Union européenne en faveur de la République centrafricaine, en particulier des conclusions que le Conseil des affaires étrangères a formulées le 21 octobre et le 16 décembre 2013 et de la décision prise par l'Union européenne de contribuer financièrement au déploiement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine dans le cadre de la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique,

*Saluant* la tenue d'une session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme et prenant note avec satisfaction de la nomination de l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine,



*Se félicitant* des engagements pris à la réunion de haut niveau sur l'action humanitaire en République centrafricaine, qui s'est tenue à Bruxelles le 20 janvier 2014, et encourageant la communauté internationale à donner suite rapidement à ces engagements visant à continuer de fournir un appui face à la situation humanitaire en République centrafricaine,

*Se réjouissant* que l'Union européenne ait exprimé sa volonté, à la réunion du Conseil de l'Union européenne tenue le 20 janvier 2014, d'envisager l'établissement d'une opération temporaire de soutien à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine en République centrafricaine, et prenant note de la lettre de la Haute-Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité en date du 21 janvier 2014<sup>181</sup>,

*Prenant note* de la lettre des autorités centrafricaines de transition, en date du 22 janvier 2014, approuvant le déploiement d'une opération par l'Union européenne<sup>182</sup>,

*Considérant* que la situation en République centrafricaine constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales dans la région,

#### **Mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine**

1. *Décide* de proroger jusqu'au 31 janvier 2015 le mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine ;

2. *Décide également* que le mandat du Bureau intégré des Nations Unies sera renforcé et actualisé comme suit :

*a) Appui à la mise en œuvre de la transition :*

- Hâter le rétablissement de l'ordre constitutionnel et l'application des Accords de Libreville en faisant en sorte, notamment au moyen d'actions de facilitation et de coordination, que tous les protagonistes centrafricains, régionaux et internationaux compétents communiquent régulièrement, et en donnant des conseils stratégiques, en apportant une assistance technique et en soutenant le processus politique en cours, les institutions et autorités de transition ainsi que les mécanismes d'application connexes ;
- Jouer un rôle moteur, en collaboration avec les autorités de transition, les parties prenantes, les acteurs régionaux et la communauté internationale, dans la conception de la transition politique, en accompagner la mise en œuvre et apporter une assistance technique pour soutenir la transition ;
- Concourir aux efforts de réconciliation, tant aux niveaux national que local, notamment à la faveur du dialogue interconfessionnel et de mécanismes vérité et réconciliation, de concert avec les autorités de transition et les organes régionaux compétents ;
- Procéder à tous les préparatifs utiles, à titre d'appui aux autorités de transition et en collaborant d'urgence avec l'Autorité nationale des élections, en vue de la tenue dans les meilleurs délais, au plus tard en février 2015 et, si possible, dans le courant du deuxième semestre de 2014, d'élections libres et régulières, auxquelles les femmes participeront véritablement, notamment en évaluant d'urgence les besoins financiers, techniques et logistiques dans cette perspective ;

*b) Appui à la prévention des conflits et à l'assistance humanitaire :*

- User de bons offices et instaurer des mesures de confiance et de facilitation pour anticiper, prévenir, atténuer et régler les conflits et faciliter l'acheminement en toute sécurité de l'aide humanitaire sous la direction de civils, conformément aux principes directeurs des Nations Unies régissant l'aide humanitaire ;
- Concourir à la coordination de l'aide humanitaire ;

---

<sup>181</sup> S/2014/45, annexe.

<sup>182</sup> S/2014/34, annexe.

*c) Extension de l'autorité de l'État :*

- Favoriser et soutenir le rétablissement rapide de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire centrafricain ;
- Aider les institutions publiques centrafricaines, notamment au moyen d'une assistance technique, à se donner les moyens de leur mission administrative première et d'assurer des services de base à la population ;

*d) Appui à la stabilisation de la sécurité :*

- Concourir à la stabilisation de la sécurité en fournissant des conseils et une assistance technique en matière de gouvernance et de réforme du secteur de la sécurité, d'état de droit (y compris la police, la justice et le système pénitentiaire), de programmes de désarmement, démobilisation et réintégration des combattants, y compris tous les enfants associés à des forces et groupes armés – programmes assortis d'un volet rapatriement en ce qui concerne les combattants étrangers – et la lutte antimines, notamment la neutralisation des restes explosifs de guerre ;
- Arrêter, en collaboration avec les autorités de transition et en consultation avec la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine et les forces françaises, une stratégie générale de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement, et concourir à sa mise en œuvre, y compris en apportant une assistance technique et en coordonnant l'appui prêté par les acteurs régionaux et internationaux ;

*e) Promotion et protection des droits de l'homme :*

- Constater les violations du droit international humanitaire et les atteintes et violations des droits de l'homme commises sur l'ensemble du territoire centrafricain, y compris celles qui seraient le fait de l'Armée de résistance du Seigneur, concourir aux enquêtes et faire rapport au Conseil, et aider à en identifier les auteurs et à empêcher la commission de ces violations et d'atteintes ;
- Constater en particulier les atteintes et violations sur la personne d'enfants et de femmes, y compris toutes les formes de violence sexuelle commises en période de conflit armé, concourir aux enquêtes et faire rapport au Conseil, notamment en déployant des conseillers pour la protection des enfants et des femmes ;
- Concourir à renforcer, notamment grâce à une assistance technique, les capacités de l'appareil judiciaire du pays, y compris les mécanismes de justice transitionnelle, et des institutions nationales de défense des droits de l'homme, et contribuer aux efforts de réconciliation nationale, en se coordonnant avec la Commission d'enquête internationale et l'Experte indépendante du Conseil des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, selon qu'il conviendra ;

*f) Coopération avec le Comité et le Groupe d'experts créés en application des paragraphes 57 et 59 de la résolution 2127 (2013) :*

- Aider, dans la limite de ses capacités, le Comité du Conseil de sécurité créé par le paragraphe 57 de la résolution 2127 (2013) et le Groupe d'experts créé par la même résolution, notamment en communiquant les renseignements utiles à l'exécution du mandat du Comité et du Groupe d'experts ;

*g) Coordination de l'action des acteurs internationaux :*

- Assurer la coordination de l'action des acteurs internationaux qui concourent à l'exécution des tâches susmentionnées ;

3. *Prie* le Secrétaire général de renforcer d'urgence le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine et d'accroître considérablement les ressources et l'expertise dont il est doté, afin de lui permettre de s'acquitter pleinement et rapidement de tous les aspects de son mandat, tel qu'il résulte du paragraphe 2 de la présente résolution, et lui donner les moyens de coordonner l'action des acteurs internationaux dans les domaines relevant de son mandat, et à cet égard prie également le Secrétaire général de présenter aux organes compétents, dans les meilleurs délais, des propositions et prévisions de dépenses ;

4. *Rappelle* que les autorités de transition doivent rétablir l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire centrafricain et souligne dans ce contexte qu'il importe que le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine élargisse sa présence dans les provinces ;

5. *Souligne* combien il importe que le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine travaille en étroite collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies et la Commission de consolidation de la paix ;

6. *Se félicite* du déploiement, le 1<sup>er</sup> janvier 2014, d'un premier contingent de l'unité de gardes en provenance du Maroc et prie instamment le Secrétaire général d'accélérer les préparatifs afin que l'unité de gardes puisse se déployer dans son intégralité dans les meilleurs délais ;

7. *Souligne* qu'il importe que le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine s'emploie d'urgence à préparer comme il se doit la tenue des élections avec les autorités de transition et l'Autorité nationale des élections ;

8. *Souligne* combien il importe que les autorités de transition arrêtent, avec le concours du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, une stratégie générale de désarmement, de démobilisation et de réintégration des combattants, y compris tous les enfants associés à des forces et groupes armés, assortie d'un volet rapatriement en faveur des combattants étrangers, en consultation avec la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine et les forces françaises, et prie de nouveau le Secrétaire général de lui faire, dans le rapport qu'il doit lui présenter le 5 mars 2014 au plus tard, des propositions détaillées concernant l'appui que l'Organisation des Nations Unies pourrait apporter ;

9. *Prie* les autorités de transition, aidées en cela par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine et les partenaires internationaux, de s'attaquer au transfert illicite, à l'accumulation déstabilisante et au détournement d'armes légères et de petit calibre en République centrafricaine, et d'assurer de façon sûre et efficace la gestion, l'entreposage et la sécurité de leurs stocks d'armes légères et de petit calibre, ainsi que la collecte ou la destruction des stocks excédentaires et des armes et munitions saisies, non marquées ou détenues illicitement, et souligne à quel point il importe d'intégrer ces éléments à la réforme du secteur de la sécurité et aux programmes de désarmement, démobilisation et réintégration, et rapatriement ;

10. *Souligne* qu'il faut déployer d'urgence, en plus grand nombre dans le pays tout entier, des spécialistes des droits de l'homme relevant du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine afin de permettre à celui-ci de s'acquitter pleinement du mandat qui lui a été confié de constater les violations du droit international humanitaire et les atteintes et violations des droits de l'homme commises sur l'ensemble du territoire centrafricain, concourir aux enquêtes et faire rapport au Conseil, ainsi qu'un nombre adéquat de conseillers pour la protection des enfants et des femmes, comme prescrit au paragraphe 10 de la résolution 2121 (2013) ;

11. *Rappelle* que le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine doit faciliter l'acheminement en toute sécurité de l'aide humanitaire sous la direction de civils, conformément aux principes directeurs des Nations Unies régissant l'aide humanitaire, et ce, en coordination avec tous les acteurs de l'aide humanitaire ;

12. *Souligne* qu'il faut mettre sur pied immédiatement les mécanismes de coordination nécessaires entre le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine et l'opération de l'Union européenne en République centrafricaine ;

13. *Entend suivre de près* l'application des dispositions ci-dessus et prie le Secrétaire général de le tenir informé ;

#### **Processus politique**

14. *Souligne son soutien* aux Accords de Libreville du 11 janvier 2013, à la Déclaration de N'Djamena du 18 avril 2013, à l'Appel de Brazzaville du 3 mai 2013, à la Charte de la transition et à la déclaration adoptée par le Groupe de contact international pour la République centrafricaine à sa troisième réunion, tenue à Bangui le 8 novembre 2013 ;

15. *Se félicite* de la nomination par le Conseil national de transition, le 20 janvier 2014, de M<sup>me</sup> Catherine Samba-Panza aux fonctions de Chef de l'État de transition et de la nomination de M. André Nzapayeké à celles de Premier Ministre de transition, ainsi que de la formation d'un gouvernement de transition ;

16. *Exhorte* les autorités de transition à continuer d'œuvrer en faveur de la stabilisation, de la réconciliation nationale et de l'unité ;

17. *Se réjouit* de la mise en place de l'Autorité nationale des élections le 16 décembre 2013, et souligne combien il importe que les autorités de transition, avec le concours du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, organisent des élections libres et régulières, en pourvoyant notamment à la participation des femmes, dès que possible et au plus tard en février 2015 et, si possible, dans le courant du deuxième semestre de 2014 ;

18. *Rappelle* que les autorités de transition se sont engagées à prendre rapidement des mesures concrètes, notamment à mettre en place un cadre de conciliation avant le 24 février 2014, pour organiser un dialogue national pacifique et sans exclusive, le but étant de promouvoir la réconciliation, et les exhorte à agir rapidement en ce sens, en étroite coordination avec le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine ;

#### **Droits de l'homme et accès de l'aide humanitaire**

19. *Se félicite* de la création le 22 janvier 2014 de la Commission d'enquête internationale, qui a pour mission d'enquêter sans délai sur les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et les atteintes aux droits de l'homme qui auraient été commises en République centrafricaine par les parties depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, demande à toutes les parties de prêter toute leur coopération à cette commission, et engage le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine à coopérer selon qu'il convient avec l'Experte indépendante du Conseil des droits de l'homme et la Commission d'enquête internationale ;

20. *Demande* au Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine d'apporter son concours aux autorités de transition, en coordination avec la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, pour préserver l'état des lieux où les faits ont été commis et conserver tous éléments de preuve dans la perspective d'enquêtes futures ;

21. *Réaffirme* que tous les auteurs de ces violations et atteintes doivent être traduits en justice et que certains des actes commis sont de nature à constituer des crimes au regard du Statut de Rome de la Cour pénale internationale<sup>163</sup>, auquel la République centrafricaine est partie, et rappelle les déclarations faites par la Procureure de la Cour les 7 août et 9 décembre 2013 ;

22. *Demande* à toutes les parties au conflit armé qui sévit en République centrafricaine, y compris les anciens éléments de la coalition Séléka et les éléments « anti-balaka », d'interdire expressément toutes violations et exactions sur la personne d'enfants, en contravention du droit international (notamment le recrutement, l'emploi, le viol et la violence sexuelle, le meurtre et la mutilation, les enlèvements et attaques contre des écoles et des hôpitaux), et demande également aux autorités de transition de prendre des engagements précis, et de les respecter, pour que, lorsqu'il est fait état d'exactions, des enquêtes soient ouvertes dans les meilleurs délais afin d'amener les auteurs à répondre de leurs actes, et de veiller à ce que les responsables de ces violations et exactions ne puissent pas travailler dans le secteur de la sécurité ;

23. *Exige de nouveau* de toutes les parties qu'elles protègent et traitent comme des victimes les enfants qui ont été libérés ou séparés des forces armées et des groupes armés, et souligne qu'une attention particulière doit être apportée à la protection, à la libération et à la réintégration de tous les enfants associés à des forces et des groupes armés ;

24. *Demande* à toutes les parties au conflit armé qui sévit en République centrafricaine, y compris les anciens éléments de la coalition Séléka et les éléments « anti-balaka », d'interdire expressément toute violence sexuelle et sexiste, et demande également aux autorités de transition de prendre des engagements précis, et de les respecter, pour que, lorsqu'il est fait état de violences, des enquêtes soient ouvertes dans les meilleurs délais afin que les auteurs soient amenés à répondre de leurs actes, conformément aux résolutions 1960 (2010) du 16 décembre 2010 et 2106 (2013) du 24 juin 2013, et de permettre aux victimes de violences sexuelles d'accéder immédiatement aux services disponibles ;

25. *Demande de nouveau* à toutes les parties au conflit armé qui sévit en République centrafricaine de collaborer avec la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit ;

26. *Exige* des autorités de transition ainsi que de toutes les milices et parties au conflit, en particulier les anciens éléments de la coalition Séléka et les éléments « anti-balaka », qu'ils permettent aux organisations humanitaires et à leur personnel l'accès sans délai, sûr et sans entrave aux zones où se trouvent les populations dans le besoin, afin qu'ils puissent leur apporter rapidement l'aide humanitaire nécessaire, dans le respect des principes directeurs des Nations Unies relatifs à l'aide humanitaire que sont notamment la neutralité, l'impartialité, l'humanité et l'indépendance ;

27. *Se déclare vivement préoccupé* par l'augmentation du nombre des personnes déplacées par les violences, souligne qu'il est nécessaire de pourvoir aux besoins essentiels de ces populations, et notamment de leur fournir de l'eau, des vivres et des abris, et salue l'action menée par les organismes humanitaires et les partenaires des Nations Unies pour apporter un appui urgent et coordonné aux populations dans le besoin en République centrafricaine, tout en étant conscient qu'il est nécessaire de renforcer l'assistance pour faire face à l'accroissement des besoins ;

28. *Demande* aux États Membres de répondre rapidement aux appels humanitaires des Nations Unies destinés à faire face aux besoins urgents et croissants des populations qui se trouvent en République centrafricaine et à ceux des réfugiés qui se sont enfuis dans les pays voisins, et encourage à cet égard les organisations humanitaires et les partenaires des Nations Unies à mettre en œuvre sans délai leurs projets humanitaires ;

29. *Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, décide ce qui suit :

### **Sanctions**

30. *Décide* que tous les États Membres doivent, pour une période initiale d'un an à compter de l'adoption de la présente résolution, prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'entrée ou le passage en transit sur leur territoire des individus désignés par le Comité créé au paragraphe 57 de sa résolution 2127 (2013), étant entendu que rien dans les dispositions du présent paragraphe n'oblige un État à refuser l'entrée sur son territoire à ses propres nationaux ;

31. *Décide également* que les mesures imposées par le paragraphe 30 ci-dessus ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

a) Lorsque le Comité établit, au cas par cas, que le voyage se justifie par des raisons humanitaires, y compris un devoir religieux ;

b) Lorsque l'entrée ou le passage en transit sont nécessaires aux fins d'une procédure judiciaire ;

c) Lorsque le Comité établit, au cas par cas, qu'une dérogation serait dans l'intérêt de la paix et de la réconciliation nationale en République centrafricaine et de la stabilité régionale ;

32. *Décide en outre* que tous les États Membres doivent, pour une période initiale d'un an à compter de l'adoption de la présente résolution, geler immédiatement les fonds, autres avoirs financiers et ressources économiques se trouvant sur leur territoire qui sont en la possession ou sous le contrôle direct ou indirect des individus ou entités désignés par le Comité, ou de tout individu ou entité agissant pour le compte ou sur les ordres de ceux-ci, ou de toute entité en leur possession ou sous leur contrôle, et décide en outre que tous les États Membres doivent veiller à empêcher que leurs nationaux ou aucune personne ou entité se trouvant sur leur territoire ne mettent à la disposition de ces individus ou entités aucuns fonds, avoirs financiers ou ressources économiques, ou n'en permettent l'utilisation à leur profit ;

33. *Décide* que les mesures prévues au paragraphe 32 ci-dessus ne s'appliquent pas aux fonds, autres avoirs financiers ou ressources économiques dont les États Membres concernés auront déterminé :

a) Qu'ils sont nécessaires pour régler des dépenses ordinaires, notamment pour payer des vivres, loyers ou mensualités de prêts hypothécaires, médicaments et soins médicaux, impôts, primes d'assurance, factures de services collectifs de distribution, ou exclusivement pour le règlement d'honoraires d'un montant raisonnable et le remboursement de dépenses engagées dans le cadre de services juridiques, conformément à la législation nationale, ou des frais ou commissions liés, conformément à la législation nationale, au maintien en dépôt de fonds, autres

avoirs financiers ou ressources économiques gelés, après que lesdits États Membres ont informé le Comité de leur intention d'autoriser, dans les cas où cela serait justifié, l'accès auxdits fonds, autres avoirs financiers ou ressources économiques, et en l'absence de décision contraire du Comité dans les cinq jours ouvrables suivant cette notification ;

b) Qu'ils sont nécessaires pour régler des dépenses extraordinaires, à condition que l'État ou les États Membres concernés en aient avisé le Comité et que celui-ci ait donné son accord ;

c) Qu'ils font l'objet d'un privilège ou d'une décision judiciaire, administrative ou arbitrale, auquel cas les fonds, autres avoirs financiers ou ressources économiques peuvent être utilisés à cette fin, à condition que le privilège ou la décision soient antérieurs à la date de la présente résolution, que le créancier privilégié ou le bénéficiaire de la décision judiciaire, administrative ou arbitrale ne soit pas un individu ou une entité désigné par le Comité et que le privilège ou la décision judiciaire, administrative ou arbitrale aient été portés à la connaissance du Comité par l'État ou les États Membres concernés ;

34. *Décide également* que les États Membres pourront autoriser le versement aux comptes gelés en vertu des dispositions du paragraphe 32 de la présente résolution des intérêts et autres rémunérations acquis par ces comptes ou des paiements effectués au titre de marchés, d'accords ou d'obligations souscrits avant la date à laquelle ces comptes ont été assujettis aux dispositions de la présente résolution, étant entendu que ces intérêts, rémunérations et paiements resteront assujettis auxdites dispositions et resteront gelés ;

35. *Décide en outre* que les mesures prévues au paragraphe 32 de la présente résolution n'interdisent pas à toute personne ou entité désignée d'effectuer des paiements au titre d'un contrat passé avant l'inscription de cette personne ou entité sur la liste, dès lors que les États concernés se sont assurés que le paiement n'est pas reçu directement ou indirectement par une personne ou entité visée au paragraphe 32 de la présente résolution, et que ces États ont signifié au Comité leur intention d'effectuer ou de recevoir de tels paiements ou d'autoriser, selon qu'il conviendrait, le déblocage à cette fin de fonds, avoirs financiers et ressources économiques, 10 jours ouvrables avant cette autorisation ;

36. *Décide* que les mesures prévues aux paragraphes 30 et 32 de la présente résolution s'appliquent aux individus et entités que le Comité aura désignés comme se livrant ou apportant un appui à des actes qui compromettent la paix, la stabilité ou la sécurité de la République centrafricaine, notamment à des actes qui mettent en péril ou violent les accords de transition, qui menacent ou entravent la transition politique, y compris la transition vers des élections démocratiques libres et régulières, ou qui alimentent les violences ;

37. *Décide également*, à cet égard, que les mesures prévues aux paragraphes 30 et 32 de la présente résolution s'appliquent également aux individus et entités que le Comité aura désignés comme :

a) Agissant en violation de l'embargo sur les armes imposé au paragraphe 54 de la résolution 2127 (2013), ont directement ou indirectement fourni, vendu ou transféré à des groupes armés ou à des réseaux criminels opérant en République centrafricaine des armes ou du matériel connexe, ou des conseils techniques, une formation ou une assistance, y compris un financement ou une assistance financière, en lien avec les activités violentes, ou en ont été les destinataires ;

b) Préparant, donnant l'ordre de commettre ou commettant, en République centrafricaine, des actes qui violent le droit international des droits de l'homme ou le droit international humanitaire, ou qui constituent des atrocités ou des atteintes aux droits de l'homme ou des violations (violences sexuelles ou sexistes, attaques dirigées contre les civils, attentats à motivation ethnique ou religieuse, attentats contre les écoles et les hôpitaux, enlèvements, déplacements forcés) ;

c) Recrutant ou utilisant des enfants dans le conflit armé en République centrafricaine, en violation du droit international ;

d) Apportant un appui aux groupes armés ou aux réseaux criminels par l'exploitation illégale des ressources naturelles (diamants, faune et produits provenant des espèces sauvages) de la République centrafricaine ;

e) Faisant obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire destinée à la République centrafricaine, à l'accès à cette aide ou à sa distribution dans le pays ;

f) Préparant, donnant l'ordre de commettre, finançant ou commettant des attaques contre les missions de l'Organisation des Nations Unies ou les présences internationales de sécurité, notamment le Bureau intégré des

Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, l'opération de l'Union européenne et les autres forces qui les soutiennent ;

g) Dirigeant une entité désignée par le Comité en application du présent paragraphe ou du paragraphe 36 de la présente résolution, lui apportant un soutien ou agissant en son nom, pour son compte ou sur ses instructions ;

38. *Se déclare gravement préoccupé* par les informations selon lesquelles certaines personnalités politiques de la République centrafricaine ont prêté leur appui et donné des instructions aux groupes anti-balaka et Séléka se préparant à commettre des violences et de graves violations des droits de l'homme contre la population civile de la République centrafricaine, exige que ces personnalités, ainsi que toutes les autres concernées, mettent immédiatement fin à de telles activités et charge le Comité d'envisager de désigner d'urgence ces personnalités pour qu'elles fassent l'objet de sanctions ciblées si elles se livrent à toute activité visée aux paragraphes 36 et 37 de la présente résolution ;

39. *Prie instamment* les personnalités politiques de la République centrafricaine – y compris les hauts responsables des administrations Bozizé et Djotodia précédentes, notamment M. Francois Bozizé et M. Nouredine Adam – de demander à leurs partisans de mettre fin à toute attaque contre des civils ;

40. *Décide* de reconduire, pour une période d'un an à compter de l'adoption de la présente résolution, l'embargo sur les armes imposé au paragraphe 54 de la résolution 2127 (2013) ainsi que les mesures prévues au paragraphe 55 et décide également que les mesures mises en place par le paragraphe 54 de la résolution 2127 (2013) ne s'appliqueront pas aux fournitures destinées exclusivement à être utilisées par l'opération de l'Union européenne ou à l'appuyer ;

41. *Décide également* que le mandat du Comité s'étend aux mesures imposées par la présente résolution et que le Groupe d'experts créé en application du paragraphe 59 de la résolution 2127 (2013), dont le mandat est prorogé pour une période d'un an à compter de l'adoption de la présente résolution, devra s'acquitter de la tâche supplémentaire consistant à aider le Comité en lui fournissant des renseignements sur les individus et entités désignés ainsi que sur les individus et entités susceptibles de remplir les critères de désignation énoncés aux paragraphes 36 et 37 de la présente résolution, notamment en communiquant au Comité ces renseignements à mesure qu'ils deviennent disponibles, et à inclure dans ses rapports écrits les noms des individus et entités à inscrire éventuellement, les informations permettant de les identifier et tous les éléments tendant à montrer que les critères de désignation susmentionnés sont réunis ;

42. *Demande* à tous les États Membres de faire rapport au Comité, dans les 90 jours de l'adoption de la présente résolution, sur les mesures qu'ils auront prises en vue de donner suite efficacement au paragraphe 54 de la résolution 2127 (2013) et aux paragraphes 30 et 32 de la présente résolution ;

#### **Mandat de l'opération de l'Union européenne en République centrafricaine**

43. *Autorise* l'Union européenne à déployer une opération en République centrafricaine, selon les termes de la lettre de la Haute-Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité en date du 21 janvier 2014<sup>181</sup> ;

44. *Autorise* l'opération de l'Union européenne à prendre toutes les mesures nécessaires, dans la limite de ses capacités et dans ses zones de déploiement, dès son déploiement initial et pendant une période de six mois à compter de la date à laquelle elle aura déclaré être pleinement opérationnelle ;

45. *Prie* l'Union européenne de faire rapport au Conseil sur l'exécution de ce mandat en République centrafricaine et de coordonner ses rapports avec ceux de l'Union africaine, visés au paragraphe 32 de la résolution 2127 (2013) ;

46. *Prie* les États Membres, notamment les pays voisins de la République centrafricaine, de prendre les mesures qui s'imposent pour appuyer l'action de l'Union européenne, notamment en facilitant le transfert sans obstacle ni retard vers la République centrafricaine de la totalité du personnel, du matériel, des fournitures, des réserves et des biens divers, y compris les véhicules et les pièces détachées, destinés à l'opération de l'Union européenne ;

47. *Invite* les autorités de transition de la République centrafricaine à conclure dès que possible un accord sur le statut des forces en vue de l'établissement de l'opération de l'Union européenne ;

48. *Souligne* que toutes les forces militaires présentes en République centrafricaine doivent agir, dans l'exécution de leur mandat, en respectant pleinement la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité de la République centrafricaine ainsi que les dispositions applicables du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et du droit international des réfugiés, et rappelle que la formation est importante à cet égard ;

49. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte de la mise en œuvre du mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine tous les 90 jours après l'adoption de la présente résolution ;

50. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7103<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 7114<sup>e</sup> séance, le 20 février 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République centrafricaine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en République centrafricaine ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Smail Chergui, Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine.

À sa 7128<sup>e</sup> séance, le 6 mars 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République centrafricaine (Ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine, de la francophonie et des Centrafricains de l'extérieur) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en République centrafricaine

« Rapport du Secrétaire général sur la République centrafricaine, établi en application du paragraphe 48 de la résolution 2127 (2013) du Conseil de sécurité (S/2014/142) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, à M<sup>me</sup> Valerie Amos, Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordinatrice des secours d'urgence, et à M. António Guterres, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Tété António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 7153<sup>e</sup> séance, le 10 avril 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la République centrafricaine (Ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine, de la francophonie et des Centrafricains de l'extérieur) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en République centrafricaine

« Rapport du Secrétaire général sur la République centrafricaine, établi en application du paragraphe 48 de la résolution 2127 (2013) du Conseil de sécurité (S/2014/142) ».

### Résolution 2149 (2014) du 10 avril 2014

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses précédentes résolutions et les déclarations de son Président concernant la République centrafricaine, en particulier les résolutions 2121 (2013) du 10 octobre 2013, 2127 (2013) du 5 décembre 2013 et 2134 (2014) du 28 janvier 2014,



*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République centrafricaine, et rappelant l'importance des principes de non-ingérence, de bon voisinage et de coopération régionale,

*Réaffirmant* les principes fondamentaux du maintien de la paix, y compris le consentement des parties, l'impartialité et le non-recours à la force sauf le cas de légitime défense ou pour la défense de mandat, et conscient que le mandat de chaque mission de maintien de la paix est déterminé en fonction des besoins et de la situation du pays concerné,

*Se déclarant vivement préoccupé* par la situation sécuritaire en République centrafricaine,

*Rappelant* qu'il incombe au premier chef aux autorités de transition de protéger la population en République centrafricaine,

*Insistant sur le fait* que tout règlement durable de la crise centrafricaine, y compris le processus politique, doit être aux mains de la République centrafricaine et doit comporter la restructuration des forces de sécurité du pays,

*Soulignant* que le rôle assumé par la région, notamment par le Président et le Médiateur de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, ainsi que par l'Union africaine, demeurera déterminant pour la promotion d'une paix et d'une stabilité durables en République centrafricaine,

*Notant avec satisfaction* les effets positifs et décisifs de l'action menée sur le terrain par la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine pour protéger les civils et prévenir les violations graves du droit international, et les progrès qui ont été accomplis dans l'exécution d'autres tâches qui lui ont été assignées, tel qu'il ressort du premier rapport d'étape sur le déploiement et les activités de la Mission présenté par la Commission de l'Union africaine en application du paragraphe 32 de la résolution 2127 (2013)<sup>183</sup>,

*Demeurant gravement préoccupé* par les multiples violations du droit international humanitaire et les violations généralisées des droits de l'homme et exactions, notamment les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, les arrestations et détentions arbitraires, les actes de torture, les violences sexuelles sur la personne de femmes et d'enfants, les viols, l'enrôlement et l'utilisation d'enfants, les attaques dirigées contre des civils, y compris à l'encontre des musulmans mais non limité à ces derniers, et contre des lieux de culte, et le refus d'accès humanitaire, commises par d'anciens éléments de la coalition Séléka et des milices, en particulier les « anti-balaka »,

*Condamnant dans les termes les plus vifs* toutes les attaques et provocations visant des contingents de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine commises par des groupes armés et demandant instamment aux autorités de transition de la République centrafricaine de prendre toutes les mesures possibles pour garantir que les auteurs de ces actes seront arrêtés et traduits en justice,

*Soulignant* qu'il est urgent et impératif de mettre fin à l'impunité en République centrafricaine et de traduire en justice les auteurs de violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, et qu'il faut renforcer à cette fin les mécanismes nationaux d'établissement des responsabilités, et soulignant également son appui aux travaux de l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine et de la Commission d'enquête internationale,

*Réaffirmant* que tous les auteurs de tels actes doivent en répondre et que certains de ces actes pourraient constituer des crimes au regard du Statut de Rome de la Cour pénale internationale<sup>163</sup>, auquel la République centrafricaine est partie, rappelant les déclarations faites par la Procureure de la Cour les 7 août et 9 décembre 2013 et prenant note de la décision qu'elle a prise, le 7 février 2014, de procéder à un examen préliminaire de la situation en République centrafricaine depuis septembre 2012,

*Soulignant* que la situation en République centrafricaine risque de créer un climat favorable à la criminalité transnationale, notamment au trafic d'armes et à l'emploi de mercenaires, et de constituer un terreau fertile pour les réseaux extrémistes,

---

<sup>183</sup> S/2014/172, annexe.

*Sachant* à cet égard que l'embargo sur les armes imposé par le Conseil joue un rôle déterminant dans la lutte contre le transfert illicite d'armes et de matériels connexes en République centrafricaine et concourt de façon non négligeable à la consolidation de la paix après le conflit, au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration, ainsi qu'à la réforme du secteur de la sécurité, rappelant sa résolution 2127 (2013) et se déclarant gravement préoccupé par la menace que font peser sur la paix et la sécurité en République centrafricaine le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre,

*Rappelant* qu'il a décidé d'instituer un régime de sanctions conformément aux résolutions 2127 (2013) et 2134 (2014) et soulignant que les sanctions ciblées visent notamment les individus et entités désignés par le Comité comme se livrant ou apportant appui à des actes qui compromettent la paix, la stabilité ou la sécurité de la République centrafricaine, qui entravent la transition politique ou attisent la violence et les individus et entités désignés par le Comité comme préparant, donnant l'ordre de commettre ou commettant des actes qui violent le droit international des droits de l'homme ou le droit international humanitaire, ou qui constituent des atrocités ou des atteintes aux droits de l'homme ou des violations,

*Se déclarant de nouveau gravement préoccupé* par la situation humanitaire catastrophique en République centrafricaine, mettant tout particulièrement l'accent, à cet égard, sur les besoins humanitaires des personnes déplacées et des réfugiés dans les pays voisins, dont le nombre dépasse respectivement 760 000 et 300 000 et qui sont pour une grande part de confession musulmane, et s'inquiétant également des répercussions que les flux de réfugiés ont sur la situation au Tchad, au Cameroun et en République démocratique du Congo ainsi que dans d'autres pays de la région,

*Notant avec préoccupation* l'effondrement d'une administration déjà fragile, qui limite l'aptitude des nouvelles autorités de transition à gouverner,

*Engageant instamment* toutes les parties à prendre les mesures nécessaires afin d'assurer la sûreté et la sécurité du personnel humanitaire, du personnel des Nations Unies et du personnel associé, ainsi que des installations, du matériel et des biens appartenant à l'Organisation des Nations Unies,

*Exprimant de nouveau sa gratitude* à la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et à son Médiateur pour les efforts continus qu'ils entreprennent concernant la crise en République centrafricaine, à l'Union africaine pour l'action qu'elle mène en vue de régler cette crise et au Groupe de contact international pour la République centrafricaine, coprésidé par l'Union africaine et le Congo, pour les efforts qu'il déploie, se félicitant du communiqué que ce dernier a publié à l'issue de sa quatrième réunion, tenue à Brazzaville le 21 mars 2014, et notamment des mesures qu'il envisage de prendre pour renforcer l'efficacité de ses travaux et mieux accompagner la transition en République centrafricaine, et encourageant toutes les parties concernées à poursuivre leurs efforts,

*Réaffirmant sa profonde gratitude* à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, aux pays qui lui fournissent des contingents et des effectifs de police et aux forces françaises pour le rôle décisif qu'ils jouent pour assurer la protection des civils et améliorer la sécurité depuis l'adoption de la résolution 2127 (2013), et remerciant également les partenaires qui ont fourni des moyens aériens et d'autres formes d'appui pour hâter le déploiement des troupes et améliorer leur efficacité,

*Saluant* la décision de l'Union européenne, annoncée lors de la réunion du Conseil de l'Union européenne tenue le 1<sup>er</sup> avril 2014, de lancer une opération militaire temporaire de l'Union européenne en République centrafricaine, visant à soutenir la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine,

*Considérant* qu'il est nécessaire d'accélérer la mise en œuvre du processus politique, notamment en ce qui concerne la réconciliation et l'organisation d'élections libres, régulières, transparentes et ouvertes à tous, dès que techniquement possible, mais au plus tard en février 2015,

*Saluant* l'action concertée que certaines autorités religieuses mènent au niveau national pour tenter d'apaiser les relations et de prévenir les violences entre communautés religieuses, et estimant que leur discours doit être relayé avec force au niveau local,

*Rappelant* qu'il est nécessaire de mettre en place de véritables programmes de désarmement, démobilisation et réintégration ouverts à tous et efficaces, assortis d'un volet rapatriement en ce qui concerne les combattants étrangers, sans méconnaître l'impératif de lutter contre l'impunité,

*Rappelant* ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011, 2068 (2012) du 19 septembre 2012 et 2143 (2014) du 7 mars 2014 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, et ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010, 2106 (2013) du 24 juin 2013 et 2122 (2013) du 18 octobre 2013 sur les femmes et la paix et la sécurité, et demandant à toutes les parties en République centrafricaine de coopérer avec la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit,

*Saluant* la conclusion de l'accord de partenariat entre la Commission de l'Union africaine et le Bureau des Nations Unies de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé sur l'intégration de la protection de l'enfance dans les politiques et activités de l'Union africaine, signé à Addis-Abeba le 17 septembre 2013, et l'adoption du Cadre de coopération entre le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et la Commission de l'Union africaine sur la prévention des violences sexuelles commises en période de conflit en Afrique et les mesures nécessaires pour y faire face, adopté à Addis-Abeba le 31 janvier 2014,

*Se félicitant* du ferme engagement de l'Union européenne en faveur de la République centrafricaine, en particulier de sa décision de contribuer au financement du déploiement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine dans le cadre de la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique, et se félicitant aussi des contributions versées par les États-Unis d'Amérique et les autres États Membres au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'appui à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine,

*Se félicitant également* des annonces de contributions faites à la réunion de haut niveau sur l'action humanitaire en République centrafricaine, qui s'est tenue à Bruxelles le 20 janvier 2014, et encourageant la communauté internationale à y donner suite rapidement afin de continuer à fournir un appui face à la situation humanitaire en République centrafricaine, et à planifier la reconstruction en établissant une articulation entre des activités de secours, de relèvement et de développement,

*Se réjouissant* des annonces de contributions de soutien à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine faites lors de la Conférence des donateurs tenue à Addis-Abeba, le 1<sup>er</sup> février 2014, ainsi que de la contribution versée par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, et encourageant la communauté internationale à honorer rapidement ses promesses et à continuer de fournir un appui à la Mission,

*Demandant* aux partenaires internationaux d'aider les autorités de transition à renforcer les capacités institutionnelles de la police nationale et des autorités douanières pour leur permettre de surveiller efficacement les frontières et les points d'entrée, notamment afin de soutenir l'application des mesures prévues au paragraphe 54 de la résolution 2127 (2013) et le désarmement et le rapatriement des éléments armés étrangers,

*Accueillant avec satisfaction* le plan de la Banque mondiale pour 2014 qui a été présenté lors de la réunion de la formation République centrafricaine de la Commission de consolidation de la paix, le 19 février 2014, et encourageant vivement les institutions financières internationales à poursuivre leur collaboration avec les autorités de transition,

*Prenant note* du rapport sur la visite effectuée à Bangui du 4 au 7 mars 2014 par le Président de la formation République centrafricaine de la Commission de consolidation de la paix, se félicitant qu'il continue de s'employer à mobiliser l'attention et l'engagement des partenaires et du Fonds pour la consolidation de la paix, et soulignant également la rôle joué par la Commission pour aider les autorités de transition dans la mise en place d'un dialogue national et d'un processus de réconciliation, ainsi que dans la solution des problèmes auxquels le pays fait face, notamment par l'accompagnement politique et la mobilisation de l'attention et de l'appui de la communauté internationale,

*Demandant* aux partenaires internationaux d'apporter leur contribution financière au titre de l'appui aux activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration et de rapatriement ainsi qu'aux processus électoraux,

*Prenant note* de la lettre du Ministre des affaires étrangères de la République centrafricaine datée du 27 janvier 2014, dans laquelle celui-ci demande le déploiement d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies qui aurait pour mission de stabiliser le pays et de traiter les aspects civils de la crise<sup>184</sup>,

*Prenant note également* de la lettre de la Présidente de la Commission de l'Union africaine en date du 17 février 2014, proposant un certain nombre de mesures pour intensifier l'action internationale en faveur de la République centrafricaine<sup>185</sup>, notamment le renforcement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine grâce à la mobilisation d'un soutien plus prévisible et plus durable, pour lui permettre de s'acquitter efficacement de son mandat et de mener à bien la phase initiale de stabilisation de la situation, l'objectif étant de faciliter le déploiement d'une intervention internationale plus large et plus durable, en particulier par la mise en place d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies, et prenant note en outre du communiqué du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine daté du 7 mars 2014 sur les acquis enregistrés par la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine et la stabilisation à long terme de la République centrafricaine,

*Accueillant avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général du 3 mars 2014<sup>186</sup> et constatant que la situation en République centrafricaine appelle une approche unifiée et intégrée, notamment par le déploiement d'une opération de maintien de la paix multidimensionnelle des Nations Unies, et saluant également les modalités recommandées dans le rapport pour la mise en place d'une telle opération,

*Prenant note* de la lettre, en date du 8 avril 2014, adressée au Conseil de sécurité par le Président de la République centrafricaine,

*Constatant* que la situation en République centrafricaine constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

### **Processus politique**

1. *Se félicite* de la nomination par le Conseil national de transition, le 20 janvier 2014, de M<sup>me</sup> Catherine Samba-Panza aux fonctions de Chef de l'État de transition et de la nomination de M. André Nzapayeké à celles de Premier Ministre de transition, ainsi que de la formation d'un gouvernement de transition ;

2. *Salue* le rôle important joué par la région sous l'impulsion de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, et en particulier la médiation exercée par le Congo, lors de la convocation, les 9 et 10 janvier 2014 à N'Djamena, d'une réunion des responsables gouvernementaux, membres du Conseil national de transition et représentants de la société civile de la République centrafricaine aux fins de pourparlers sur la transition politique dans le pays, sous les auspices du Gouvernement du Tchad en sa qualité de Président en exercice de la Communauté, au cours desquels les dirigeants du gouvernement de transition de l'époque se sont démis de leurs fonctions, et engage la Communauté économique des États de l'Afrique centrale à continuer, sous la conduite de son Président et de son Médiateur, de jouer le rôle attendu d'elle dans l'appui international au processus politique en République centrafricaine ;

3. *Réaffirme son soutien* aux Accords de Libreville du 11 janvier 2013, à la Déclaration de N'Djamena du 18 avril 2013 et à la Charte constitutionnelle de transition du 18 juillet 2013 ;

4. *Se félicite* des mesures initiales prises par l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale en vue de rétablir la paix et la stabilité en République centrafricaine ;

5. *Souligne* qu'il importe de préserver l'unité et l'intégrité territoriale de la République centrafricaine ;

6. *Exige* de toutes les milices et de tous les groupes armés qu'ils déposent les armes, mettent fin immédiatement à toute forme de violence ou d'activité déstabilisante et libèrent les enfants enrôlés dans leurs rangs ;

---

<sup>184</sup> S/2014/83, annexe.

<sup>185</sup> S/2014/117, annexe.

<sup>186</sup> S/2014/142.

7. *Se félicite* de l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur de la redynamisation et de l'accélération des processus politique et de réconciliation pour créer les conditions de sortie de conflit, demande à cet égard aux autorités de transition de manifester leur adhésion à ces processus et de prendre des mesures concrètes pour les appuyer, et souligne par ailleurs l'importance de la société civile dans la redynamisation de ces processus ;

8. *Demande instamment*, dans ce contexte, aux autorités de transition d'accélérer les préparatifs en vue de la tenue d'élections présidentielle et législatives libres, régulières, transparentes et ouvertes à tous au plus tard en février 2015 et d'entamer sans tarder les préparatifs et de prendre les mesures concrètes qui s'imposent à cette fin, notamment avec la mise en place d'urgence d'un cadre de conciliation comme prévu dans le communiqué du sommet de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale de janvier 2014, le lancement d'un dialogue politique ouvert à tous sur le dispositif électoral et la mise au point du cadre juridique et technique nécessaire, et insiste également sur le fait que les déplacés et les réfugiés centrafricains doivent participer aux élections et que leur retour doit être considéré comme un objectif majeur ;

9. *Engage* les États Membres et les organisations internationales et régionales à fournir rapidement un appui concret aux autorités de transition de la République centrafricaine, notamment à verser des contributions pour le paiement des salaires et la couverture d'autres besoins à leur charge ;

10. *Encourage* les autorités de transition, appuyées par les principaux membres du Groupe de contact international pour la République centrafricaine, à prendre des mesures immédiates visant à relancer le processus politique en arrêtant certains paramètres essentiels pouvant comprendre la création éventuelle d'un mécanisme international dans lequel interviendraient les principales parties prenantes, à savoir l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, l'Organisation des Nations Unies et l'Union européenne, et les institutions financières internationales intéressées, en vue d'accompagner la transition dans le respect de la souveraineté de la République centrafricaine, et prie le Secrétaire général de lui faire rapport sur les avancées à ce sujet ;

11. *Engage* les autorités de transition, agissant avec le concours de la communauté internationale et en particulier avec les institutions financières internationales, qui pilotent l'action internationale, à mettre en place, compte tenu des objectifs cruciaux de consolidation de la paix et d'édification de l'État, des mécanismes de renforcement de la gestion des finances publiques et de la responsabilité financière, englobant le recouvrement des recettes fiscales, le contrôle des dépenses et les pratiques en matière de passation de marchés publics et d'attribution de concessions, en s'appuyant sur les données d'expérience internationales en la matière dans le sens de l'appropriation nationale et du respect de la souveraineté de la République centrafricaine ;

12. *Réaffirme* que tous les auteurs de violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme et exactions doivent être traduits en justice et que certains des actes commis sont de nature à constituer des crimes au regard du Statut de Rome de la Cour pénale internationale<sup>163</sup>, auquel la République centrafricaine est partie, rappelle les déclarations faites par la Procureure de la Cour les 7 août et 9 décembre 2013, note que la Procureure de la Cour a décidé de procéder à un examen préliminaire des crimes qui auraient été commis en République centrafricaine depuis septembre 2012, et se félicite de la coopération apportée par les autorités de transition à cet égard ;

13. *Demande* à toutes les parties au conflit armé en République centrafricaine, y compris les anciens éléments de la coalition Séléka et les éléments « anti-balaka », d'interdire expressément toutes violations et sévices commis contre des enfants, en violation du droit international applicable (enrôlement, utilisation, viol et violence sexuelle, meurtre et mutilation, enlèvements et attaques contre des écoles et des hôpitaux), et demande également aux autorités de transition de prendre des engagements précis, et de les respecter, pour que, lorsqu'il est fait état de violations et de sévices, des enquêtes soient ouvertes dans les meilleurs délais afin d'amener les auteurs à répondre de leurs actes, et de veiller à ce que les responsables de ces violations et sévices soient exclus du secteur de la sécurité ;

14. *Exige de nouveau* de toutes les parties qu'elles protègent et considèrent comme victimes les enfants libérés ou séparés des forces armées et des groupes armés, et souligne qu'il faut accorder une attention particulière à la protection, à la libération et à la réintégration de tous les enfants associés à des forces et des groupes armés ;

15. *Demande* à toutes les parties au conflit armé en République centrafricaine, y compris les anciens éléments de la coalition Séléka et les éléments « anti-balaka », d'interdire expressément toute violence sexuelle et sexiste, et demande également aux autorités de transition de prendre des engagements précis, et de les respecter, pour que, lorsqu'il est fait état de telles violences, des enquêtes soient ouvertes dans les meilleurs délais afin

d'amener les auteurs à répondre de leurs actes dans ce sens, conformément aux résolutions 1960 (2010) et 2106 (2013), et de permettre aux victimes de violences sexuelles d'accéder immédiatement aux services disponibles ;

#### **Transition vers une opération de maintien de la paix**

16. *Note* l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur du renforcement de l'appui à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, et en particulier des capacités dans les domaines de la mobilité aérienne et terrestre, des systèmes d'information et de communication, du renseignement, des installations médicales et de la logistique et du soutien autonome, y compris la fourniture urgente d'éléments habilitants, et en faveur de l'amélioration continue des mécanismes de commandement et de contrôle des forces internationales opérant en République centrafricaine ;

17. *Prend note avec satisfaction* de l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur de l'augmentation des effectifs militaires sur le terrain et, à ce propos, se félicite que le Gouvernement français ait annoncé, le 14 février 2014, l'envoi et le déploiement d'effectifs militaires supplémentaires, que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine ait décidé, le 21 mars 2014, d'autoriser le déploiement de personnels de police supplémentaires et de capacités spécialisées, que des dispositions aient été prises pour la mise en œuvre rapide de cette décision, et que des contributions aient été faites par les États membres de l'Union européenne, ayant abouti à la décision du Conseil de l'Union européenne prise à sa réunion du 1<sup>er</sup> avril 2014 de lancer l'opération militaire de l'Union européenne en République centrafricaine ;

#### **Opération de maintien de la paix**

18. *Décide* de créer la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine à compter de la date d'adoption de la présente résolution pour une période initiale venant à expiration le 30 avril 2015 ;

19. *Prie* le Secrétaire général de fonder au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine à compter de la date d'adoption de la présente résolution et d'assurer la transition sans heurt du Bureau à la Mission ;

20. *Décide* qu'à compter du 15 septembre 2014 la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine comprendra initialement un effectif militaire de 10 000 hommes, dont 240 observateurs militaires et 200 officiers d'état-major, et un effectif de police de 1 800 hommes, dont 1 400 membres d'unités de police constituées et 400 policiers, et 20 agents pénitentiaires, demande aux États Membres de fournir des contingents et du personnel de police dotés des capacités et de l'équipement nécessaires pour aider la Mission à fonctionner et à s'acquitter de ses responsabilités efficacement, et prie le Secrétaire général de recruter un personnel qualifié justifiant des compétences, du niveau d'instruction, de l'expérience professionnelle et des aptitudes linguistiques requises pour s'acquitter des tâches décrites aux paragraphes 30 et 31, compte tenu de la nécessité de communiquer des informations et d'apporter une assistance technique de la manière la plus accessible possible aux intéressés ;

21. *Décide également* que le transfert de responsabilités de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine s'effectuera le 15 septembre 2014 et que, pendant la période à partir de l'adoption de la présente résolution à ce transfert de responsabilités, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine exécutera les tâches prescrites aux paragraphes 30 et 31 au moyen de sa composante civile, la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine devant continuer à accomplir son mandat prévu par la résolution 2127 (2013), et que, dès le 15 septembre 2014, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine commencera à exécuter, au moyen de ses composantes militaire et de police, les tâches prescrites aux paragraphes 30 et 31 ci-après ;

22. *Prie* le Secrétaire général d'affecter à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine autant de membres du personnel militaire et de police de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine que possible et selon les normes en vigueur à

l'Organisation des Nations Unies, en coordination étroite avec l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et à compter du 15 septembre 2014, conformément à sa politique de vérification des antécédents de respect des droits de l'homme du personnel travaillant pour les Nations Unies ;

23. *Autorise* le Secrétaire général, sans préjudice des dispositions du paragraphe 21 ci-dessus, à déployer au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine avant le 15 septembre 2014 des éléments habilitants militaires, y compris en transférant depuis d'autres opérations de maintien de la paix qui réduisent leurs effectifs et dans le cadre de la coopération entre missions, dans la mesure nécessaire pour renforcer les composantes militaires et de police de la Mission et leur permettre de s'acquitter dès le 15 septembre 2014 des tâches qui leur ont été confiées, et prie en outre le Secrétaire général de déployer les éléments habilitants nécessaires par la passation de contrats, aux mêmes fins ;

24. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures possibles, notamment en usant pleinement des pouvoirs existants, et à sa discrétion, pour accélérer le déploiement des moyens civils et militaires de la Mission en République centrafricaine, de manière à répondre au mieux aux attentes du Conseil et aux besoins des Centrafricains et le prie de prendre les mesures nécessaires pour rendre la Mission prête à commencer ses activités ;

25. *Demande* au Secrétaire général de transférer l'unité de gardes, conformément à son mandat initial approuvé par la lettre du Président du Conseil de sécurité en date du 29 octobre 2013<sup>172</sup>, du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine de la date d'adoption de la présente résolution au 15 septembre 2014, et décide que de la date d'adoption de la présente résolution au 15 septembre 2014, le mandat de l'unité de gardes tel qu'approuvé dans ladite lettre demeurera inchangé ;

26. *Invite* le Secrétaire général à déployer, en étroite coordination avec l'Union africaine, une équipe de transition chargée de mettre sur pied la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine et d'assurer le transfert de responsabilités sans heurt de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine d'ici au 15 septembre 2014, et à prendre toutes les mesures nécessaires pour préparer et positionner la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, dès que possible, pour son passage sous commandement d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies ;

27. *Demande* au Secrétaire général de lui présenter, à l'issue d'une mission conjointe menée avec l'Union africaine, le 15 août 2014 au plus tard, des informations actualisées sur l'état des préparatifs en vue du transfert sans heurt de responsabilités de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine d'ici au 15 septembre 2014 ;

28. *Prie* le Secrétaire général de nommer un Représentant spécial pour la République centrafricaine et chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, sous l'autorité générale duquel, à compter de la date de sa nomination, seront placées la coordination et la conduite de toutes les activités du système des Nations Unies en République centrafricaine ;

29. *Autorise* la Mission à utiliser tous les moyens nécessaires pour accomplir son mandat, dans les limites de ses capacités et dans ses zones de déploiement ;

30. *Décide* que le mandat de la Mission sera axé initialement sur les tâches prioritaires ci-après :

*a) Protection des civils*

i) Protéger, sans préjudice de la responsabilité principale des autorités de transition, la population civile du risque d'atteinte à l'intégrité physique, dans les limites de ses moyens et de ses zones de déploiement, notamment grâce à des patrouilles actives ;

ii) Assurer une protection particulière aux femmes et aux enfants touchés par le conflit armé, notamment en déployant des conseillers pour la protection de l'enfance et des conseillers pour la protection des femmes ;

iii) Recenser et constater les menaces et les attaques contre la population civile, notamment en entretenant des contacts réguliers avec elle et en collaborant étroitement avec les organismes humanitaires et de défense des droits de l'homme ;

iv) Définir, exploiter et mettre en œuvre, en consultation étroite avec les organismes humanitaires et de défense des droits de l'homme et d'autres partenaires compétents, une stratégie de protection à l'échelle de la mission ;

*b) Appui à la mise en œuvre de la transition, y compris les efforts en faveur de l'extension de l'autorité de l'État et du maintien de l'intégrité territoriale*

i) Jouer un rôle de premier plan dans les efforts internationaux visant à assister les autorités de transition, en collaborant avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, l'Union africaine, les parties prenantes et la communauté internationale, en concevant, facilitant, coordonnant et fournissant une assistance technique pour soutenir la transition politique et le processus électoral ;

ii) Offrir ses bons offices et un appui politique aux efforts visant à s'attaquer aux causes profondes du conflit et à instaurer durablement la paix et la sécurité en République centrafricaine ;

iii) Apporter un soutien adéquat, en coordination avec les autorités de transition, et compte tenu des risques sur le terrain, pour que soit assurée la sécurité des principales parties prenantes nationales, notamment des membres du Gouvernement de transition ;

iv) Aider les autorités de transition dans le cadre des processus nationaux et locaux de médiation et de réconciliation, en coopération avec les organismes régionaux et locaux compétents et les chefs religieux, notamment par le biais d'un dialogue national ouvert à tous, de la justice transitionnelle et de mécanismes de règlement des conflits, tout en assurant la participation pleine et effective des femmes ;

v) Définir, favoriser et fournir l'assistance technique nécessaire au processus électoral et procéder à tous les préparatifs utiles, à l'appui des autorités de transition et en collaborant d'urgence avec l'Autorité nationale des élections, en vue de la tenue, au plus tard en février 2015, d'élections libres, régulières, transparentes et ouvertes à tous, auxquelles les femmes participeront pleinement et effectivement à tous les niveaux, et dès le début, et auxquelles prendront également part les déplacés et les réfugiés centrafricains ;

vi) Favoriser et soutenir l'extension rapide de l'autorité de l'État ;

*c) Faciliter l'acheminement immédiat, complet, en toute sécurité et sans entrave, de toute l'aide humanitaire*

Contribuer, notamment grâce à une coordination civilo-militaire efficace et en étroite collaboration avec les acteurs humanitaires, à l'instauration d'un climat de sécurité en vue de l'acheminement immédiat, complet, en toute sécurité et sans entrave, sous la direction de civils, de toute l'aide humanitaire, conformément aux principes de l'Organisation des Nations Unies régissant l'action humanitaire et aux dispositions pertinentes du droit international, et du rapatriement librement consenti et durable, en toute sécurité et en toute dignité, des déplacés et des réfugiés en étroite coopération avec les intervenants humanitaires ;

*d) Protection du personnel et des biens des Nations Unies*

Protéger le personnel, les installations et le matériel des Nations Unies et assurer la sécurité et la liberté de circulation du personnel des Nations Unies et du personnel associé ;

*e) Promotion et protection des droits de l'homme*

i) Surveiller les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme et exactions sur l'ensemble du territoire de la République centrafricaine, notamment par différents groupes armés, dont les anciens éléments de la coalition Séléka et les éléments « anti-balaka », concourir aux enquêtes et faire rapport publiquement et au Conseil de sécurité à ce sujet, et contribuer aux actions d'identification et de poursuite des auteurs, ainsi que de prévention de ces atteintes et violations, notamment par le déploiement d'observateurs des droits de l'homme ;

ii) Surveiller particulièrement les violations et sévices commis contre les femmes et les enfants, y compris toutes les formes de violences sexuelles commises en période de conflit armé, concourir aux enquêtes et faire rapport à ce sujet, et contribuer aux efforts visant à identifier et poursuivre les auteurs de tels actes, et à prévenir de telles violations et sévices ;

iii) Soutenir la Commission internationale d'enquête et favoriser la mise en œuvre de ses recommandations ;

iv) Aider les autorités de transition à protéger et à promouvoir les droits de l'homme ;



*f) Action en faveur de la justice nationale et internationale et de l'état de droit*

- i) Prêter un appui et travailler avec les autorités de transition pour arrêter et traduire en justice les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis dans le pays, notamment en coopérant avec les États de la région et avec la Cour pénale internationale ;
- ii) Concourir à renforcer, notamment par l'assistance technique, les capacités de l'appareil judiciaire du pays, et des institutions nationales de défense des droits de l'homme, et contribuer aux efforts de réconciliation nationale, en coordonnant son action avec l'Experte indépendante, selon qu'il conviendra ;
- iii) Appuyer et coordonner l'assistance internationale fournie à la police, à la justice et aux institutions pénitentiaires pour remettre sur pied le système de justice pénale, dans le cadre du rôle dévolu au Coordonnateur des Nations Unies pour l'état de droit, notamment par le biais d'une assistance en faveur du maintien de la sécurité et de l'ordre publics, d'une manière qui privilégie l'encadrement civil, l'impartialité et la protection des droits de l'homme, et concourir au rétablissement et au maintien de la sécurité publique et de l'état de droit, notamment par la présence de la Police des Nations Unies autorisée au paragraphe 20 ci-dessus et la fourniture d'assistance par celle-ci ;

*g) Désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement*

- Aider les autorités de transition à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie révisée de désarmement, de démobilisation, de réintégration et de rapatriement des ex-combattants et éléments armés pour traduire les nouvelles réalités sur le terrain, tout en accordant une attention particulière aux besoins des enfants associés à des forces et groupes armés, et appuyer le rapatriement des éléments étrangers ;
- Aider les autorités de transition à élaborer et à exécuter des programmes de lutte contre la violence communautaire ;
- Regrouper et cantonner les combattants, et confisquer et détruire, selon qu'il convient, les armes et munitions de ceux qui refusent de les déposer ;

31. *Décide également* que le mandat de la Mission comprendra les tâches supplémentaires ci-après si les circonstances le permettent, et demande au Secrétariat de commencer à les planifier :

*a)* Appuyer la réforme du secteur de la sécurité et les procédures d'agrément et de sélection, notamment en fournissant des conseils stratégiques et en coordonnant l'assistance technique et la formation ;

*b)* Coordonner l'assistance internationale, comme il convient ;

*c)* Aider, dans la limite de ses capacités, le Comité créé par le paragraphe 57 de la résolution 2127 (2013) et le Groupe d'experts créé par la même résolution, notamment en leur communiquant les renseignements utiles à l'exécution de leur mandat ;

*d)* Surveiller l'application des mesures imposées par le paragraphe 54 de la résolution 2127 (2013), en coopération avec le Groupe d'experts, notamment en inspectant, s'il le juge nécessaire et le cas échéant sans préavis, toutes armes et munitions et tout matériel connexe, où qu'ils se trouvent, et tenir les autorités de transition informées des efforts déployés pour empêcher les groupes armés d'exploiter les ressources naturelles ;

*e)* Saisir et collecter les armes et tout matériel connexe transférés en République centrafricaine en violation des mesures imposées par le paragraphe 54 de la résolution 2127 (2013), les enregistrer et les éliminer selon qu'il conviendra ;

32. *Demande* à la Mission de coordonner ses opérations avec celles de la Force régionale d'intervention créée par l'Union africaine pour lutter contre l'Armée de résistance du Seigneur, et l'invite à échanger les informations pertinentes avec elle et les organisations non gouvernementales engagées dans la lutte contre la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur ;

33. *Prie* les autorités de transition et les partenaires internationaux et les entités des Nations Unies concernées, agissant en coordination avec la Mission, de s'attaquer au transfert illicite, à l'accumulation déstabilisatrice et au détournement d'armes légères et de petit calibre en République centrafricaine, et d'assurer de façon sûre et efficace la gestion, l'entreposage et la sécurité des stocks d'armes légères et de petit calibre, ainsi que la

collecte et/ou la destruction des stocks excédentaires et des armes et munitions saisies, non marquées ou détenues illicitement, et souligne à quel point il importe d'intégrer ces éléments à la réforme du secteur de la sécurité et aux programmes de désarmement, démobilisation et réintégration, et rapatriement ;

34. *Prie* la Mission de tenir pleinement compte, dans tous les aspects de son mandat, de la question transversale que constitue la protection de l'enfance et d'aider les autorités de transition à garantir que la protection des droits de l'enfant soit prise en compte, notamment dans les opérations de désarmement, démobilisation et réinsertion, et rapatriement, et dans la réforme du secteur de la sécurité, afin de mettre un terme aux violations et sévices commis contre les enfants, et de les prévenir ;

35. *Prie également* la Mission de tenir pleinement compte, dans tous les aspects de son mandat, de la question transversale que constitue la problématique hommes-femmes et d'aider le gouvernement à garantir la contribution, la participation et la représentation pleine et effective des femmes dans tous les domaines et à tous les niveaux, y compris dans les activités de stabilisation, la réforme du secteur de la sécurité et les opérations de désarmement, démobilisation et réintégration, et rapatriement, ainsi que dans le dialogue politique national et les consultations électorales, notamment en fournissant des conseillers spécialisés dans la problématique hommes-femmes, et prie en outre la Mission de lui faire rapport en détail sur cette question ;

36. *Prie en outre* la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine d'apporter son assistance, dans la limite de ses ressources et de son mandat, aux efforts politiques déployés par l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale à l'appui de la transition, une fois achevé le transfert d'autorité de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine ;

37. *Décide* que la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, l'opération militaire de l'Union européenne en République centrafricaine, la Force régionale d'intervention de l'Union africaine et les forces françaises présentes en République centrafricaine sont exclues, pour l'exécution de leurs mandats, du champ d'application des mesures imposées au paragraphe 54 de la résolution 2127 (2013), et prie ces forces de l'informer, dans les rapports qu'elles lui adressent régulièrement, des mesures qu'elles prennent dans ce cadre ;

38. *Prie* le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires pour que la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine applique pleinement la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et de l'informer de tout acte de cette nature, et note la pertinence des directives concernant les rapports entre fonctionnaires des Nations Unies et personnes objet d'un mandat d'arrêt ou d'une citation à comparaître devant la Cour pénale internationale<sup>187</sup> ;

39. *Demande* à la Mission de veiller à ce que tout appui fourni à des forces de sécurité non onusiennes soit strictement conforme à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'Organisation des Nations Unies à des forces de sécurité non onusiennes<sup>178</sup>, et prie le Secrétaire général de faire figurer dans les rapports qu'il lui adresse des informations sur tout appui de ce type ;

40. *Décide* que la Mission pourrait, sur demande formelle des autorités de transition et dans les limites de ses capacités et de ses zones de déploiement, adopter, à titre exceptionnel et sans constituer de précédent ni remettre en cause les principes agréés régissant les opérations de maintien de la paix, dans des zones où les forces de sécurité nationale ne sont pas présentes ou ne sont pas opérationnelles, des mesures temporaires d'urgence de portée limitée, assorties de délais et compatibles avec les objectifs énoncés aux alinéas *a* et *f* du paragraphe 30 ci-dessus, pour maintenir l'ordre public fondamental et lutter contre l'impunité, et prie le Secrétaire général de lui faire rapport sur toute mesure ayant été adoptée sur cette base ;

41. *Prie* le Secrétaire général et les autorités de transition centrafricaines de conclure, dans les 30 jours suivant l'adoption de la présente résolution, un accord sur le statut des forces relatif à la Mission en tenant compte de la résolution 58/82 de l'Assemblée générale en date du 9 décembre 2003 sur la portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, et décide que

---

<sup>187</sup> S/2013/210, annexe.

l'accord type sur le statut des forces pour les opérations de maintien de la paix en date du 9 octobre 1990<sup>188</sup> s'appliquera provisoirement en attendant la conclusion de cet accord ;

42. *Souligne* que la Mission internationale de soutien, l'opération militaire de l'Union européenne en République centrafricaine et les forces françaises présentes en République centrafricaine doivent agir, dans l'exécution de leurs mandats, en respectant pleinement la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité de la République centrafricaine ainsi que les dispositions applicables du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et du droit international des réfugiés, et rappelle l'importance de la formation à cet égard ;

#### **Liberté de mouvement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine**

43. *Exhorte* toutes les parties en République centrafricaine à apporter un concours plein et entier au déploiement et aux activités de la Mission, notamment en assurant la sûreté et la sécurité de celle-ci et sa liberté de mouvement, avec accès immédiat et sans entrave à tout le territoire de la République centrafricaine, pour permettre à la Mission de s'acquitter de l'intégralité de son mandat ;

44. *Demande* aux États Membres, en particulier à ceux de la région, de garantir la libre circulation, sans entrave ni retard, à destination et en provenance de la République centrafricaine, de l'ensemble du personnel, du matériel, des vivres et fournitures et autres biens, y compris les véhicules et les pièces détachées, destinés à l'usage exclusif et officiel de la Mission ;

#### **Accès humanitaire**

45. *Enjoint* à toutes les parties d'autoriser et de faciliter le libre accès, sécurisé et sans délai, de l'assistance humanitaire destinée aux personnes qui en ont besoin, en particulier aux personnes déplacées, sur l'ensemble du territoire de la République centrafricaine, dans le respect des principes directeurs concernant l'aide humanitaire et des dispositions pertinentes du droit international ;

#### **Appel humanitaire**

46. *Se félicite* de l'appel humanitaire, déplore l'insuffisance du financement actuel, et demande aux États Membres et aux organisations internationales et régionales d'y répondre rapidement en augmentant leurs contributions et en s'assurant que tous les engagements pris soient honorés pleinement ;

#### **Forces françaises**

47. *Autorise* les forces françaises à utiliser, dans les limites de leurs capacités et zones de déploiement, depuis le démarrage des activités de la Mission jusqu'à l'expiration de son mandat conformément à la présente résolution, tous les moyens nécessaires pour apporter un appui opérationnel aux éléments de la Mission, à compter de la date d'adoption de la présente résolution, à la demande du Secrétaire général, et prie la France de lui faire rapport sur l'exécution de ce mandat à compter du 15 septembre 2014 et de coordonner ses rapports avec ceux du Secrétaire général dont il est question au paragraphe 50 de la présente résolution ;

#### **Suivi**

48. *Rappelle* la déclaration de son Président en date du 5 août 2009<sup>189</sup>, par laquelle il a demandé que lorsqu'une nouvelle mission de maintien de la paix ou une modification importante du mandat d'une mission est envisagée, une estimation des incidences en matière de ressources pour la Mission lui soit communiquée ;

49. *Salue* la recommandation du Secrétaire général selon laquelle les objectifs et priorités d'une opération des Nations Unies et, partant, sa configuration, ses activités et ressources connexes devraient être adaptés au fil du temps à la situation sur le terrain, et le prie à cet égard, dans le premier rapport qu'il lui présentera, de réactualiser le concept de la mission, en définissant notamment son concept d'opérations et les critères régissant la suite de son mandat, et de dégager une stratégie de sortie qui sera arrêtée à l'issue de l'adoption de la présente résolution, y compris en fournissant les informations financières nécessaires, de sorte qu'il puisse en suivre la mise en œuvre ;

---

<sup>188</sup> A/45/594, annexe.

<sup>189</sup> S/PRST/2009/24.

50. *Prie* le Secrétaire général de le tenir régulièrement informé de la situation en République centrafricaine et de l'exécution du mandat de la Mission, de lui rendre compte, le 1<sup>er</sup> août 2014, et tous les quatre mois à partir de cette date, et de lui faire, dans les rapports qu'il lui soumettra, des mises à jour et des recommandations sur la mise en œuvre dynamique des tâches prescrites à la Mission, notamment en fournissant les données financières appropriées, des informations sur la situation sécuritaire, sur l'évolution des éléments politiques prioritaires définis plus haut et sur les progrès accomplis dans la mise en place des mécanismes et des moyens de promotion de la bonne gouvernance et de la saine gestion budgétaire, des renseignements utiles sur l'évolution de la situation des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et sur la promotion et protection de ces droits, ainsi que le bilan des effectifs militaires et de police, de la constitution des forces et du déploiement de tous les éléments constitutifs de la Mission;

51. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7153<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 7206<sup>e</sup> séance, le 24 juin 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter la représentante de la République centrafricaine (Ministre de la santé publique, des affaires sociales, de la promotion du genre et de l'action humanitaire) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en République centrafricaine ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Babacar Gaye, Représentant spécial par intérim du Secrétaire général pour la République centrafricaine et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, à participer à la séance par visioconférence, et à M<sup>me</sup> Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive chargée de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes).

À sa 7215<sup>e</sup> séance, le 11 juillet 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« La situation en République centrafricaine

« Lettre, en date du 26 juin 2014, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République centrafricaine créé par la résolution 2127 (2013) du Conseil de sécurité (S/2014/452) ».

Le 15 juillet 2014, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>190</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 11 juillet 2014, par laquelle vous me faites part de votre intention de nommer M. Babacar Gaye (Sénégal) Représentant spécial du Secrétaire général pour la République centrafricaine et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine<sup>191</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité. Ceux-ci ont pris note de l'intention exprimée dans votre lettre.

Le 28 juillet 2014, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>192</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 24 juillet 2014, dans laquelle vous faisiez part de votre intention de nommer le général Martin Chomu Tumenta (Cameroun) commandant de la Force de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine<sup>193</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note.

---

<sup>190</sup> S/2014/498.

<sup>191</sup> S/2014/497.

<sup>192</sup> S/2014/545.

<sup>193</sup> S/2014/544.

## LE SORT DES ENFANTS EN TEMPS DE CONFLIT ARMÉ<sup>194</sup>

### Décisions

À sa 7129<sup>e</sup> séance, le 7 mars 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Allemagne, de l'Arménie, de l'Autriche, de l'Azerbaïdjan, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Brésil, de la Bulgarie, du Canada, de Chypre, de la Colombie, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la Grèce, du Guatemala, du Honduras, de la Hongrie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Malaisie, de Malte, du Mexique, du Maroc, de Monaco, du Monténégro, du Myanmar, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, de l'Ouganda, du Pakistan, des Pays-Bas, des Philippines, de la Pologne, du Portugal, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République démocratique du Congo, de la République tchèque, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Slovénie, du Soudan, de Sri Lanka, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande, de la Turquie et de l'Uruguay à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Le sort des enfants en temps de conflit armé

« Lettre, en date du 1<sup>er</sup> mars 2014, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente du Luxembourg auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/144) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M<sup>me</sup> Leila Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé, et à M. Anthony Lake, Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Alhaji Babah Sawaneh.

À la même séance, le Conseil a décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

### Résolution 2143 (2014) du 7 mars 2014

*Le Conseil de sécurité,*

*Réaffirmant* ses résolutions 1261 (1999) du 25 août 1999, 1314 (2000) du 11 août 2000, 1379 (2001) du 20 novembre 2001, 1460 (2003) du 30 janvier 2003, 1539 (2004) du 22 avril 2004, 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012, ainsi que les déclarations de son Président en date des 24 juillet 2006<sup>195</sup>, 28 novembre 2006<sup>196</sup>, 12 février 2008<sup>197</sup>, 17 juillet 2008<sup>198</sup>, 29 avril 2009<sup>199</sup>, 16 juin 2010<sup>200</sup> et 17 juin 2013<sup>201</sup>, qui participent à la constitution d'un cadre général pour traiter la question de la protection des enfants touchés par les conflits armés,

*Constatant* que ses résolutions 1612 (2005), 1882 (2009), 1998 (2011) et 2068 (2012) ainsi que les déclarations de son Président sur le sort des enfants en temps de conflit armé ont permis de réaliser des progrès en matière de prévention des violations et violences sur la personne d'enfants et d'adoption de mesures pour faire face à ces violations et violences, en particulier la démobilisation, la réadaptation et la réintégration de milliers d'enfants, la signature de plans d'action entre les parties à des conflits armés et l'Organisation des Nations Unies, et la radiation de parties à des conflits des listes figurant dans les annexes au rapport annuel du Secrétaire général,

---

<sup>194</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1998 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>195</sup> S/PRST/2006/33.

<sup>196</sup> S/PRST/2006/48.

<sup>197</sup> S/PRST/2008/6.

<sup>198</sup> S/PRST/2008/28.

<sup>199</sup> S/PRST/2009/9.

<sup>200</sup> S/PRST/2010/10.

<sup>201</sup> S/PRST/2013/8.

*Demeurant toutefois profondément préoccupé* par l'absence de progrès sur le terrain dans certaines situations préoccupantes où les belligérants continuent de violer impunément les dispositions du droit international relatives aux droits et à la protection des enfants en temps de conflit armé,

*Rappelant* que toutes les parties des conflits armés sont tenues de respecter strictement les obligations mises à leur charge par le droit international aux fins de la protection des enfants en temps de conflit armé, notamment celles résultant de la Convention relative aux droits de l'enfant<sup>202</sup> et de son protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés<sup>203</sup>, ainsi que des Conventions de Genève du 12 août 1949<sup>204</sup> et des Protocoles additionnels de 1977 auxdites Conventions<sup>205</sup>,

*Notant* que l'article 28 de la Convention relative aux droits de l'enfant consacre le droit de l'enfant à l'éducation et définit les obligations des États parties à la Convention à cet égard, l'objectif étant d'assurer la réalisation progressive de ce droit sur la base de l'égalité des chances,

*Se déclarant profondément préoccupé* par l'utilisation par les forces armées et les groupes armés non étatiques d'écoles en violation du droit international applicable, en particulier leur utilisation comme baraquements militaires, installations d'entreposage d'armes, centres de commandement, lieux de détention et d'interrogatoire et postes de tirs et d'observation,

*Préoccupé également* par le nombre élevé d'enfants tués ou mutilés en période ou au lendemain de conflit par des mines terrestres, restes explosifs de guerre, engins explosifs improvisés et autres munitions non explosées,

*Convaincu* que la protection de l'enfance en temps de conflit armé doit être un aspect important de toute stratégie globale de règlement des conflits et de consolidation de la paix,

*Rappelant* que tous les États Membres doivent respecter l'obligation qui leur incombe de mettre fin à l'impunité, d'enquêter sur les cas de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et autres crimes odieux commis sur la personne d'enfants et d'en poursuivre les auteurs, et notant que la lutte contre l'impunité des crimes internationaux les plus graves commis sur la personne d'enfants a été renforcée grâce à l'action et aux poursuites engagées contre les auteurs de ces crimes par la Cour pénale internationale, les tribunaux spéciaux et mixtes et les chambres spécialisées de juridictions nationales,

*Prenant acte* de l'adoption du Traité sur le commerce des armes<sup>206</sup> et notant qu'aux termes du paragraphe 4 de l'article 7 dudit Traité, les États parties exportateurs doivent tenir compte du risque que des armes classiques ou des biens visés puissent servir à commettre des actes graves de violence à l'encontre des enfants, ou à en faciliter la commission,

*Réaffirmant* qu'il a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et, à cet égard, qu'il est résolu à s'attaquer à la question des répercussions considérables des conflits armés sur les enfants,

*Soulignant* que c'est aux gouvernements qu'il incombe au premier chef d'offrir secours et protection à tous les enfants touchés par les conflits armés, conscient qu'il importe de renforcer les capacités nationales à cet égard et réaffirmant que toutes les mesures prises par des entités des Nations Unies dans le cadre du mécanisme de surveillance et de communication de l'information doivent viser à soutenir et, s'il y a lieu, accompagner l'État dans sa mission de protection et de réadaptation,

*Sachant* que le renforcement des capacités de protection des enfants touchés par les conflits armés est une entreprise qui doit s'amorcer dès les premiers jours de l'engagement de la communauté internationale,

*Soulignant* le rôle vital que joue l'Organisation des Nations Unies en aidant, en consultation avec ses partenaires internationaux, les autorités nationales à asseoir la paix et à arrêter des stratégies d'appui aux priorités de consolidation de la paix, en veillant à ce que ces stratégies viennent renforcer la cohérence des interventions dans les domaines de la politique, de la sécurité, des droits de l'homme, du développement et de l'état de droit,

---

<sup>202</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1577, n° 27531.

<sup>203</sup> *Ibid.*, vol. 2173, n° 27531.

<sup>204</sup> *Ibid.*, vol. 75, n° 970 à 973.

<sup>205</sup> *Ibid.*, vol. 1125, n° 17512 et 17513.

<sup>206</sup> Voir résolution 67/234 B de l'Assemblée générale.

*Reconnaissant* le rôle crucial joué par les conseillers pour la protection de l'enfance s'agissant d'institutionnaliser la protection de l'enfance et de prendre la direction des activités de surveillance, de prévention et de notification dans les missions de maintien de la paix, les missions politiques et les bureaux pour la consolidation de la paix concernés des Nations Unies, dans le respect de leur mandat respectif, y compris la fourniture de conseils ainsi que la coopération et la coordination entre ces missions, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et les organisations non gouvernementales spécialisées s'agissant de la démobilisation et de l'intégration des enfants et de la prévention de leur recrutement,

*Soulignant* qu'il importe d'assurer au personnel militaire, de police et civil de maintien de la paix, avant le déploiement et sur le théâtre d'opérations, une formation appropriée aux questions de protection de l'enfance spécifique à la mission ainsi qu'à l'adoption de mesures globales adaptées de prévention et de protection,

*Prenant note* de la précieuse contribution des organisations et mécanismes régionaux et sous-régionaux compétents à la protection des enfants touchés par des conflits armés et se félicitant à cet égard de la déclaration conjointe, en date du 17 septembre 2013, du Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et du Département paix et sécurité de la Commission de l'Union africaine tendant à voir institutionnaliser des mécanismes de protection dans toutes les activités de l'Union africaine dans le domaine de la paix et de la sécurité, en partenariat étroit avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ainsi que des Orientations de l'Union européenne sur les enfants face aux conflits armés, y compris la liste récapitulative en vue de la prise en compte, dans la politique européenne de sécurité et de défense commune, de la protection des enfants touchés par les conflits armés et de l'élaboration par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, en étroite collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat et le Bureau de la Représentante spéciale, de stages de formation et de directives militaires sur les enfants en temps de conflit armé,

1. *Condamne fermement* toutes violations du droit international applicables concernant l'enrôlement et l'utilisation d'enfants par des parties à un conflit armé ainsi que leur enrôlement de nouveau, le meurtre et les mutilations d'enfants, les viols et autres formes de violence sexuelle dont ils sont victimes, les enlèvements, les attaques contre écoles ou hôpitaux et le refus d'un accès humanitaire par les parties à un conflit armé ainsi que toutes autres violations du droit international, y compris le droit international humanitaire, des droits de l'homme et des réfugiés, commises sur la personne d'enfants en temps de conflit armé, et exige que toutes les parties concernées mettent immédiatement fin à de telles pratiques et prennent des mesures spéciales pour protéger les enfants ;

2. *Demande* aux États Membres de trouver des moyens, en étroite consultation avec les équipes spéciales de pays des Nations Unies chargées de la surveillance et de la communication des informations et les équipes de pays des Nations Unies, de faciliter l'élaboration et l'application de plans d'action assortis d'échéances, et l'examen et la surveillance par l'équipe spéciale des Nations Unies au niveau des pays des obligations et engagements concernant la protection des enfants en temps de conflit armé ;

3. *Réaffirme* l'importance des comités interministériels en tant que cadres de partenariat avec les gouvernements pour examiner les engagements à tenir en matière de protection de l'enfance et y donner suite, et encourage les gouvernements à utiliser ces comités, avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies, pour promouvoir la mise en œuvre des plans d'action ;

4. *Souligne* qu'il importe d'examiner périodiquement et rapidement les cas de violations et d'atteintes sur la personne d'enfants en temps de conflit armé, notamment d'insérer, lorsqu'il y a lieu, la question du sort des enfants en temps de conflit armé dans le mandat des visites effectuées par le Conseil de sécurité sur le terrain, et invite son Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé à mettre pleinement en œuvre ses différentes possibilités d'action<sup>207</sup> à la lumière des débats en cours sur les moyens d'accroître le respect de ces prescriptions et à continuer à cet égard d'examiner la question des récidivistes notoires et celle de la mise en œuvre de tout plan d'action ;

5. *Rappelle* que le fait d'enrôler ou d'engager des enfants de moins de 15 ans ou de les faire participer activement aux hostilités en temps de conflit armé tant international que non international constitue un crime de guerre au sens du Statut de Rome de la Cour pénale internationale<sup>208</sup>, et note que le Protocole facultatif à la

---

<sup>207</sup> Voir S/2006/724.

<sup>208</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2187, n° 38544.

Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés<sup>203</sup> prescrit aux États parties de fixer à 18 ans l'âge minimal d'enrôlement obligatoire et de participation aux hostilités et de hausser l'âge minimal de l'enrôlement volontaire fixé au paragraphe 3 de l'article 38 de la Convention relative aux droits de l'enfant<sup>202</sup> et de prendre toutes mesures possibles pour que les membres de leurs forces armées âgés de moins de 18 ans ne prennent pas directement part aux hostilités ;

6. *Se félicite*, dans ce contexte, de la campagne « Des enfants, pas des soldats » lancée par la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, en collaboration avec d'autres partenaires des Nations Unies, en vue de prévenir l'enrôlement et l'utilisation d'enfants en temps de conflit par les forces armées gouvernementales et d'y mettre fin d'ici à 2016 ;

7. *Exhorte* à cet égard les gouvernements concernés à faire tout leur possible pour qu'aucun enfant ne figure dans les rangs de l'armée en temps de conflit, et notamment à élaborer et mettre en œuvre à cet effet des plans d'action assortis d'échéances, et demande aux États Membres, aux entités concernées des Nations Unies, aux organisations non gouvernementales et à la communauté des donateurs d'appuyer, dans leurs domaines de compétence respectifs, la campagne « Des enfants, pas des soldats », sachant que l'objectif de cette campagne ne pourra être atteint qu'à la faveur d'un partenariat et de la participation active de tous ;

8. *Invite* la Représentante spéciale à tenir le Conseil informé de la campagne « Des enfants, pas des soldats », notamment du processus et des progrès réalisés s'agissant de la radiation de parties concernées ;

9. *Exhorte* les États Membres, les entités des Nations Unies et les autres parties concernées à veiller à faire une place dans toutes négociations et tous les accords de paix à des dispositions de protection des enfants, envisageant notamment la libération et la réintégration d'enfants précédemment associés à des forces armées ou groupes armés ;

10. *Se déclare de nouveau disposé* à adopter des mesures ciblées et graduelles contre quiconque persisterait à commettre des violations et sévices sur la personne d'enfants, en tenant compte des dispositions de ses résolutions 1539 (2004), 1612 (2005), 1882 (2009), 1998 (2011) et 2068 (2012), et à envisager de consacrer, à l'encontre des parties à un conflit armé qui contreviendraient au droit international applicable, des dispositions aux droits et à la protection des enfants en temps de conflit armé dans tout régime de sanctions qu'il viendrait à établir, à modifier ou à renouveler ;

11. *Souligne* la nécessité d'exclure le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et autres crimes odieux perpétrés sur la personne d'enfants de toute loi d'amnistie et autre disposition similaire, et encourage vivement les États concernés à mettre en place un mécanisme de contrôle afin que les auteurs de tels crimes ne soient pas intégrés dans les rangs de l'armée ou d'autres forces de sécurité ;

12. *Insiste* qu'il incombe à tous les États de mettre fin à l'impunité, d'enquêter sur les cas de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et d'autres crimes odieux perpétrés sur la personne d'enfants et d'en poursuivre les auteurs, et souligne à cet égard la contribution de la Cour pénale internationale, conformément au principe de complémentarité avec les juridictions pénales nationales tel qu'énoncé dans le Statut de Rome ;

13. *Exhorte* les États Membres concernés à institutionnaliser la protection de l'enfance à l'occasion de toute réforme du secteur de la sécurité, et par exemple à créer des groupes chargés de la question dans les forces nationales de sécurité et à mettre en place des mécanismes efficaces de détermination de l'âge afin de prévenir tout recrutement de mineurs, et souligne à cet égard l'importance d'enregistrer toutes les naissances, même tardivement ;

14. *Exhorte* toutes les parties concernées, y compris les États Membres, les entités des Nations Unies et les institutions financières à appuyer, selon qu'il conviendra et en respectant l'appropriation nationale, le développement et le renforcement des capacités des institutions nationales et des réseaux locaux de la société civile en matière de plaidoyer, de protection et de réadaptation des enfants touchés par les conflits armés ainsi que de mécanismes nationaux d'établissement des responsabilités, et notamment le renforcement des capacités d'enquête et de poursuite et l'adoption de textes incriminant les violations et atteintes commises sur la personne d'enfants en période de conflit armé ;

15. *Demande de nouveau* à la Représentante spéciale de continuer d'œuvrer à mobiliser la communauté des donateurs de façon à répondre aux besoins de financement, et encourage les partenaires bilatéraux, régionaux et internationaux à fournir un appui financier et aux fins de renforcement des capacités, notamment en faveur de l'éducation en période et au lendemain de conflits ;



16. *Rappelle* l'importance de veiller à ce que les enfants continuent d'avoir accès à des services de base en période et au lendemain de conflits, notamment à l'éducation et aux soins de santé ;

17. *Se déclare de nouveau profondément préoccupé* par les attaques et menaces d'attaque contrevenant au droit international applicable et visant des écoles et/ou des hôpitaux, et les personnes protégées qui leur sont liées, ainsi que par la fermeture d'écoles et d'hôpitaux en temps de conflit armé du fait d'attaques et de menaces d'attaque, et demande instamment à toutes les parties à des conflits armés de s'abstenir de toute action qui entraverait l'accès des enfants à l'éducation et aux services de santé ;

18. *Se déclare profondément préoccupé* par l'utilisation d'écoles à des fins militaires en violation du droit international applicable et reconnaît qu'une telle utilisation peut en faire des objectifs légitimes d'attaque, mettant ainsi en danger la sécurité des enfants et des enseignants et empêchant les enfants d'avoir accès à l'éducation et, à cet égard :

a) *Exhorte* toutes les parties à tout conflit armé à respecter le caractère civil des écoles, conformément au droit international humanitaire ;

b) *Encourage* les États Membres à envisager de prendre des mesures concrètes pour dissuader les forces armées et les groupes armés non étatiques d'utiliser les écoles en violation du droit international applicable ;

c) *Exhorte* les États Membres à veiller à ce que toutes attaques menées contre des écoles en violation du droit international humanitaire fassent l'objet d'enquêtes et que les responsables soient poursuivis comme il convient ;

d) *Demande* aux équipes spéciales de pays des Nations Unies de suivre de plus près l'utilisation d'écoles à des fins militaires et de développer la communication d'information à ce sujet ;

19. *Rappelle* l'obligation faite à toutes les parties à un conflit armé, par le droit international humanitaire, de veiller à ce que les blessés et les malades, y compris les enfants, reçoivent, dans toute la mesure possible et avec le moins de retard possible, les soins médicaux et l'attention qu'exige leur état, et que le personnel et les installations médicales et sanitaires, les moyens de transport et les activités connexes soient respectés et protégés conformément au droit international humanitaire ;

20. *Recommande* aux États Membres d'inclure la protection de l'enfance dans les programmes de formation et les consignes militaires ainsi que dans les directives militaires, selon qu'il conviendra, recommande en outre aux entités des Nations Unies et aux pays qui fournissent des contingents et des effectifs de police aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies de dispenser des formations ciblées et opérationnelles afin de préparer leurs personnels à toutes missions des Nations Unies, y compris les effectifs militaire et de police, à contribuer à la prévention des violations sur la personne d'enfants, le but étant que tout le personnel des missions soit capable de reconnaître de telles violations et atteintes, de les signaler et d'y faire face, ainsi que d'appuyer les activités de protection de l'enfance et de permettre ainsi aux missions de mieux s'acquitter de leurs mandats respectifs ;

21. *Exhorte* toutes les entités des Nations Unies, y compris les missions de maintien de la paix, les missions politiques, les bureaux pour la consolidation de la paix et les bureaux, institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies, à accorder toute l'attention voulue aux violations sur la personne d'enfants en vertu de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'Organisation des Nations Unies à des forces de sécurité non onusiennes<sup>209</sup> ;

22. *Exhorte* les États Membres, les entités des Nations Unies, y compris la Commission de consolidation de la paix et d'autres parties concernées, à faire en sorte que les plans, programmes et stratégies de redressement et de reconstruction au lendemain de conflits accordent la priorité qu'il convient aux questions concernant les enfants touchés par des conflits armés ;

23. *Exhorte* les entités concernées des Nations Unies à continuer de prendre des mesures concrètes pour réduire les conséquences de la présence de mines, de munitions non explosées et de munitions en grappes ainsi que de restes explosifs de guerre sur les enfants en érigeant en priorité la destruction des mines, l'éducation aux risques et la réduction des risques ;

---

<sup>209</sup> S/2013/110, annexe.

24. *Décide* de continuer d'insérer des dispositions consacrées spécialement à la protection de l'enfance dans les mandats de toutes les opérations de maintien de la paix et missions politiques concernées des Nations Unies, encourage le déploiement de conseillers en matière de protection de l'enfance auprès de ces missions, demande au Secrétaire général de veiller à évaluer systématiquement les besoins en conseillers en matière de protection de l'enfance, ainsi que le nombre et la mission de ces conseillers, à l'occasion de la préparation et du renouvellement de chaque opération du maintien de la paix et mission politique des Nations Unies, et encourage le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques du Secrétariat à rendre compte de la protection de l'enfance lors de leurs exposés devant le Conseil au sujet de la situation dans tel ou tel pays ;

25. *Encourage* les organisations et mécanismes régionaux et sous-régionaux compétents à aider à résoudre la question des répercussions considérables des conflits armés sur les enfants, les invite à continuer de faire une place à la protection de l'enfance dans leurs activités de sensibilisation, politiques, programmes et activités de planification des missions, à élaborer et à développer des directives de protection des enfants touchés par des conflits armés ainsi qu'à former leur personnel et à affecter à leurs opérations de maintien de la paix et à leurs opérations sur le terrain des spécialistes de la protection de l'enfance, et leur demande à nouveau de créer, au sein de leur secrétariat, des mécanismes de protection de l'enfance, notamment de désigner des coordonnateurs chargés de cette question ;

26. *Prie de nouveau* le Secrétaire général de continuer à traiter expressément de la question des enfants en temps de conflit armé dans tous ses rapports sur la situation dans tel ou tel pays ;

27. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7129<sup>e</sup> séance.*

---

## LA SITUATION EN GUINÉE-BISSAU<sup>210</sup>

### Décisions

À sa 7070<sup>e</sup> séance, le 26 novembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau (Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale) et du Mozambique à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Guinée-Bissau

« Rapport du Secrétaire général sur le rétablissement de l'ordre constitutionnel en Guinée-Bissau (S/2013/680)

« Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (S/2013/681) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. José Ramos-Horta, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, et à M. Antonio de Aguiar Patriota, Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

À sa 7074<sup>e</sup> séance, le 9 décembre 2013, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation en Guinée-Bissau ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>211</sup> :

Le Conseil de sécurité rappelle que la consolidation de la paix et de la stabilité en Guinée-Bissau passe nécessairement par une transition consensuelle, sans exclusive, et prise en main par le pays, le rétablissement

---

<sup>210</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1998 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>211</sup> S/PRST/2013/19.

et le respect de l'ordre constitutionnel, la réforme des secteurs de la défense, de la sécurité et de la justice, la promotion de l'état de droit, la protection des droits de l'homme, la promotion du développement socioéconomique, l'amélioration de la situation humanitaire et la lutte contre l'impunité et le trafic de drogues.

Le Conseil prend note du report de la date des élections présidentielle et législatives au 16 mars 2014 par les autorités de transition et s'inquiète de ce que celles-ci tardent à prendre les dispositions nécessaires pour arrêter et mettre à exécution en temps voulu les décisions qui permettraient de rétablir l'ordre constitutionnel et d'organiser des élections ouvertes à tous. Il exhorte les autorités de transition à prévenir tous autres retards ou reports susceptibles de fragiliser encore la situation socioéconomique, humanitaire et des droits de l'homme et les conditions de sécurité déjà précaires.

Le Conseil déplore vivement l'ingérence répétée des militaires dans les affaires civiles et leur demande de respecter l'ordre constitutionnel, y compris le processus électoral. Il exige à nouveau des forces armées qu'elles se soumettent pleinement à la tutelle du pouvoir civil.

Le Conseil réaffirme qu'il est essentiel que les autorités de transition et les autres parties prenantes de la Guinée-Bissau restent déterminées à œuvrer au rétablissement de l'ordre constitutionnel dans le pays et leur demande de continuer à prendre des mesures pour assurer le bon déroulement de l'opération d'inscription sur les listes électorales. Il exhorte également les parties prenantes à promouvoir le principe du consensus pour régler de manière pacifique les questions en suspens.

Le Conseil se déclare gravement préoccupé par la récente détérioration de la sécurité, y compris les nombreux cas de violations des droits de l'homme et les actes de violence contre les personnes et les biens, les actes d'intimidation, les menaces et les atteintes à la liberté d'expression et de réunion, et note que, dans plusieurs cas, ces actes auraient été le fait d'éléments armés étatiques et non étatiques.

Le Conseil souligne qu'en raison de l'aggravation de l'insécurité la population vit dans un climat de peur et d'intimidation qui, associé aux tensions entre les partis politiques, vient remettre en cause les conditions de la tenue d'élections crédibles, pacifiques et ouvertes à tous dans le respect des échéances.

Le Conseil exhorte les autorités de transition à assurer la sécurité et à créer les conditions de la pleine participation à la vie politique, en toute égalité et sécurité, de tous les acteurs politiques et de toutes les couches de la société, en particulier les femmes, et demande à toutes les parties prenantes d'œuvrer dans ce sens.

Le Conseil prend note de la création du comité de coordination du processus électoral et de l'appui financier à l'organisation des élections présidentielle et législatives de 2013-2014, chargé d'assurer la coordination entre les partenaires, et prie le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau de fournir au comité l'assistance technique voulue, conformément à son mandat.

Le Conseil exhorte les autorités de transition à continuer d'œuvrer avec le Bureau et l'équipe de pays des Nations Unies, ainsi qu'avec les autres parties prenantes régionales et internationales, afin de créer un climat pacifique et stable avant, pendant et après les élections et d'assurer l'issue crédible d'élections pacifiques.

Le Conseil note que la Guinée-Bissau a besoin du concours de ses partenaires pour financer le processus électoral et, à cet égard, rend hommage aux Gouvernements nigérian, timorais et d'autres pays, ainsi qu'à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, à l'Union européenne et à l'Union économique et monétaire ouest-africaine, pour leurs généreuses contributions et annonces de contributions à titre d'appui au processus électoral. Il engage en outre les partenaires concernés à verser toutes contributions annoncées dans les délais, afin de faciliter la tenue des élections en mars 2014.

Le Conseil exhorte les parties prenantes bissau-guinéennes, notamment les responsables politiques et les dirigeants de l'armée, à s'abstenir de toute action de nature à entraver le processus électoral et la mise en œuvre des réformes indispensables à la stabilité à long terme de la Guinée-Bissau. Rappelant sa résolution 2048 (2012), il redit, à cet égard, être prêt à envisager toutes autres mesures qu'il jugerait nécessaires, y compris des sanctions ciblées contre ceux qui cherchent à saper les efforts de rétablissement de l'ordre constitutionnel.

Le Conseil salue l'action que mène la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur le terrain, notamment dans le cadre de sa Mission en Guinée-Bissau, et se réjouit qu'elle ait l'intention de

renforcer cette Mission en vue d'aider les autorités de transition à assurer la sécurité des prochaines élections. Il demande à la Communauté économique et à ses États membres, ainsi qu'à ses partenaires internationaux, d'apporter leur concours à la Mission et de continuer de coordonner les initiatives prises par la communauté internationale pour promouvoir la paix, la stabilité, l'état de droit et la lutte contre l'impunité en Guinée-Bissau.

Le Conseil condamne les atteintes aux droits de l'homme et violations de ces droits en Guinée-Bissau, qui se sont récemment multipliées, et déplore le meurtre d'un citoyen nigérian et les attaques dirigées contre des personnalités politiques, la population civile et un membre du personnel des Nations Unies, ainsi que contre l'ambassade du Nigéria. Il engage les autorités de transition à mener des enquêtes crédibles sur ces faits et à en traduire les auteurs en justice.

Le Conseil se déclare à nouveau préoccupé par le climat d'impunité et d'absence de responsabilité qui règne en Guinée-Bissau. À cet égard, il demande aux autorités de transition de prendre rapidement des mesures pour lutter efficacement contre l'impunité et promouvoir la justice en veillant à ce que les auteurs d'actes criminels soient jugés.

Le Conseil se dit à nouveau profondément inquiet de la persistance du trafic de drogues en Guinée-Bissau et de la menace qu'il représente pour la stabilité du pays et des pays voisins, et réaffirme qu'il est nécessaire de s'attaquer au problème du trafic de drogues dans les pays d'origine, de transit et de destination finale selon le principe de la responsabilité commune et partagée.

Le Conseil se félicite des mesures prises par le Bureau et le Département des affaires politiques du Secrétariat dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues en Guinée-Bissau, engage le Bureau à continuer d'aider les autorités nationales à combattre le trafic de drogues et la criminalité transnationale organisée, en étroite collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et, à cet égard, renouvelle son appel à la communauté internationale pour qu'elle soutienne ces activités.

Le Conseil exhorte les autorités de transition et les institutions nationales de la Guinée-Bissau à œuvrer ensemble à apaiser les tensions sociales et à régler les difficultés humanitaires afin d'instaurer le climat paisible propice à la mise en œuvre des réformes en profondeur nécessaires pour asseoir la paix et la démocratie, renforcer les institutions nationales et promouvoir le respect des droits de l'homme et le développement socioéconomique. Le Conseil se félicite à cet égard que la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix envisage de reprendre ses travaux dès que les conditions seront réunies, se réjouit que le Président de la formation envisage de se rendre en Guinée-Bissau, et engage la Commission à collaborer étroitement avec le Bureau. »

À sa 7121<sup>e</sup> séance, le 26 février 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau et du Mozambique à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Guinée-Bissau

« Rapport du Secrétaire général sur le rétablissement de l'ordre constitutionnel en Guinée-Bissau (S/2014/105) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. José Ramos-Horta, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, à participer à la séance par visioconférence, et à M. Antonio de Aguiar Patriota, Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

À sa 7177<sup>e</sup> séance, le 19 mai 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Guinée-Bissau et du Mozambique à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Guinée-Bissau

« Rapport du Secrétaire général sur le rétablissement de l'ordre constitutionnel en Guinée-Bissau (S/2014/332)

« Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (S/2014/333) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. José Ramos-Horta, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, à participer à la séance par visioconférence, et à M. Antonio de Aguiar Patriota, Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

À sa 7187<sup>e</sup> séance, le 29 mai 2014, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation en Guinée-Bissau

« Rapport du Secrétaire général sur le rétablissement de l'ordre constitutionnel en Guinée-Bissau (S/2014/332)

« Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (S/2014/333) ».

### **Résolution 2157 (2014) du 29 mai 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses précédentes résolutions, les déclarations de son Président et ses déclarations à la presse concernant la situation en Guinée-Bissau, en particulier les résolutions 1876 (2009) du 26 juin 2009, 2030 (2011) du 21 décembre 2011, 2048 (2012) du 18 mai 2012, 2092 (2013) du 22 février 2013 et 2103 (2013) du 22 mai 2013,

*Prenant acte* des rapports du Secrétaire général, en date du 12 mai 2014, sur la Guinée-Bissau<sup>212</sup>, et des recommandations qui y sont formulées, et se félicitant de l'action menée par le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau,

*Saluant* le bon déroulement des élections présidentielle et législatives en Guinée-Bissau et félicitant le peuple bissau-guinéen de s'être rendu en masse aux urnes, ce qui montre à quel point il est attaché à la démocratie,

*Soulignant* que les principes démocratiques doivent être respectés et qu'il importe d'assurer une gouvernance sans exclusive, laquelle est essentielle pour parvenir à une paix durable en Guinée-Bissau,

*Soulignant également* que la consolidation de la paix et de la stabilité en Guinée-Bissau passe nécessairement par une transition consensuelle et sans exclusive conduite par les Bissau-Guinéens, le rétablissement et le respect de l'ordre constitutionnel, la réforme de la défense, de la sécurité et de la justice, la promotion de l'état de droit, la défense des droits de l'homme, la promotion du développement socioéconomique et la lutte contre l'impunité et le trafic de drogues,

*Soulignant en outre* que toutes les parties prenantes bissau-guinéennes devraient œuvrer à garantir la stabilité du pays à court, à moyen et à long termes en manifestant clairement leur volonté d'engager un véritable dialogue politique sans exclusive, le but étant de créer des conditions propices à trouver des solutions viables et durables aux problèmes sociaux, économiques, politiques et militaires du pays de manière à faciliter la mise en œuvre de réformes clefs et le renforcement des institutions de l'État,

*Se déclarant préoccupé* par le fait que le pouvoir civil n'exerce ni autorité ni tutelle effectives sur les forces de défense et de sécurité, ce qui entrave le processus politique et le bon fonctionnement des institutions de l'État, du fait de la collusion entre certains acteurs politiques et les chefs militaires,

*Saluant* les efforts déployés par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest pour créer les conditions nécessaires à la tenue d'élections libres et régulières et à la mise en place d'un processus démocratique, et pour appuyer l'entreprise de réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau par le biais des activités de sa Mission dans ce pays,

---

<sup>212</sup> S/2014/332 et S/2014/333.

*Se déclarant de nouveau gravement préoccupé* par les informations faisant état de la persistance de violations graves des droits de l'homme, ainsi que par la tension politique résiduelle en Guinée-Bissau, et condamnant les atteintes à la liberté d'expression et de réunion et à la liberté de la presse,

*Redisant sa vive préoccupation* face à la menace que le trafic de drogues représente pour la stabilité du pays et insistant de nouveau sur la nécessité de s'attaquer au problème du trafic de drogues dans les pays d'origine, de transit et de destination finale selon une démarche de responsabilité commune partagée,

*Soulignant* que, pour être durable, toute solution à l'instabilité qui règne en Guinée-Bissau devrait comporter des mesures concrètes de lutte contre l'impunité et garantir que les responsables d'assassinats à motivation politique et d'autres crimes graves tels que les activités liées au trafic de drogues et les atteintes à l'ordre constitutionnel seront traduits en justice, et prévoir notamment des mécanismes de justice transitionnelle,

*Redisant* combien l'appui constant du système des Nations Unies et des partenaires internationaux, régionaux, sous-régionaux et bilatéraux à la sécurité et au développement à long terme de la Guinée-Bissau est important, notamment pour la mise en œuvre de la réforme des secteurs de la sécurité et de la justice, la lutte contre le trafic de drogues, la criminalité organisée et la traite d'êtres humains, ainsi que pour la création d'un climat propice à la bonne gouvernance et au développement économique et social durable et sans exclusive,

*Saluant* l'œuvre importante accomplie par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en collaboration avec les entités compétentes des Nations Unies au service de la lutte contre le trafic de drogues et la criminalité transnationale organisée en Guinée-Bissau et dans la sous-région, et encourageant à renforcer la coopération entre l'Office et le Bureau,

*Soulignant* l'urgente nécessité de conserver une capacité d'évaluation continue en Guinée-Bissau et de continuer d'appuyer les institutions nationales, sous-régionales, régionales et internationales chargées de combattre le trafic de drogues,

*Soulignant également* la nécessité d'accroître la cohérence, la coordination et l'efficacité de l'action des partenaires concernés afin de démultiplier leur effort collectif de lutte contre le trafic de drogues en Guinée-Bissau, notamment par des échanges d'informations,

*Insistant* sur le rôle important que les femmes jouent dans la prévention et le règlement des conflits et la consolidation de la paix, comme le reconnaissent les résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009 et 1889 (2009) du 5 octobre 2009, se félicitant de l'œuvre accomplie par la mission à cet égard et soulignant que la perspective d'égalité entre les sexes doit enrichir la mise en œuvre de tous les aspects du mandat du Bureau,

*Condamnant* les activités de pêche illégale et non autorisée dans les eaux territoriales et la zone économique exclusive de la Guinée-Bissau, ainsi que l'exploitation illicite des ressources naturelles, qui hypothèquent les perspectives de développement économique du pays,

*Réaffirmant* que les partenaires de la Guinée-Bissau doivent activement et étroitement coordonner leur action pour aider à apporter des solutions aux défis touchant la politique, la sécurité et le développement et saluant à cet égard les efforts que fait le Représentant spécial du Secrétaire général pour organiser une conférence de donateurs, en étroite coopération avec les partenaires de développement internationaux, régionaux et sous-régionaux, afin de mobiliser des ressources pour les priorités de développement du pays, notamment la mise en œuvre du programme de renforcement de l'efficacité de la gouvernance,

*Prenant note* de la déclaration faite le 19 mai 2014 par le Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix, par laquelle il a signifié que la Commission était résolue à reprendre le dialogue avec la Guinée-Bissau<sup>213</sup>,

*Conscient* que le Bureau doit soutenir les efforts déployés par les autorités du pays pour rétablir complètement et maintenir l'ordre constitutionnel et favoriser un dialogue national à plusieurs niveaux pendant la période postélectorale,

---

<sup>213</sup> Voir S/PV.7177.

*Réaffirmant son attachement sans faille à la consolidation de la paix et à la stabilité en Guinée-Bissau,*

1. *Décide* de prolonger le mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau pour une période de six mois allant du 1<sup>er</sup> juin au 30 novembre 2014 afin qu'il puisse accomplir les tâches suivantes :

*a)* Accompagner la concertation politique sans exclusive et la réconciliation nationale pour faciliter la gouvernance démocratique ;

*b)* Aider à renforcer les institutions démocratiques et donner aux organes de l'État les moyens de fonctionner efficacement et dans le respect des règles constitutionnelles ;

*c)* Fournir des conseils et un appui stratégiques et techniques en vue de la mise en place de systèmes efficaces et rationnels de maintien de l'ordre, de justice pénale et d'administration pénitentiaire qui puissent maintenir la sécurité publique et combattre l'impunité, dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

*d)* Fournir des conseils et un appui stratégiques et techniques aux autorités nationales et aux parties concernées, notamment en coordination avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et sa Mission en Guinée-Bissau, s'agissant de mettre en œuvre les stratégies nationales de réforme du secteur de la sécurité et de renforcement de l'état de droit et de mettre en place des systèmes de justice de droit commun et militaire conformes aux normes internationales ;

*e)* Aider les autorités nationales à lutter contre le trafic de drogues et la criminalité transnationale organisée, en étroite collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ;

*f)* Aider les autorités nationales à promouvoir et à protéger les droits de l'homme, de même que mener des activités de surveillance des droits de l'homme et en rendre compte ;

*g)* Prendre systématiquement en compte le principe de l'égalité des sexes dans l'entreprise de consolidation de la paix, conformément aux résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008) ;

*h)* Œuvrer avec la Commission de consolidation de la paix à la mise en œuvre des priorités de la Guinée-Bissau en matière de consolidation de la paix ;

*i)* Contribuer à mobiliser, à harmoniser et à coordonner l'assistance internationale, y compris pour mettre en œuvre les stratégies nationales de réforme du secteur de la sécurité et de renforcement de l'état de droit, et renforcer la coopération avec l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté des pays de langue portugaise, l'Union européenne et d'autres partenaires, pour concourir au rétablissement et au maintien de l'ordre constitutionnel et à la stabilisation du pays ;

2. *Exige de nouveau* des forces de sécurité et de défense qu'elles se soumettent pleinement à la tutelle du pouvoir civil ;

3. *Condamne* les cas de violation et de non-respect des droits de l'homme, notamment politiques et civils, demande instamment aux autorités bissau-guinéennes de prendre les mesures nécessaires pour protéger les droits de l'homme, mettre fin à l'impunité, diligenter des enquêtes en vue d'identifier les auteurs de ces actes et de les traduire en justice, d'agir pour protéger les témoins afin de faire prévaloir la justice, et leur demande de même instamment de prendre des mesures pour atténuer le climat de peur résultant des atteintes à la liberté d'opinion et de réunion ;

4. *Se félicite* de l'action menée conjointement par les partenaires internationaux, en particulier l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union européenne et la Communauté des pays de langue portugaise, pour accroître leur coopération à l'appui du nouveau Gouvernement démocratiquement élu en Guinée-Bissau et les encourage à continuer d'œuvrer ensemble à la stabilisation du pays ;

5. *Souhaite* que des efforts soient déployés pour appuyer la réforme du secteur de la sécurité, facteur déterminant de la stabilité à long terme de la Guinée-Bissau, et encourage tous les partenaires sous-régionaux, régionaux et internationaux compétents de la Guinée-Bissau à agir de manière coordonnée dans ce domaine pour obtenir rapidement des résultats positifs ;

6. *Demande* aux autorités bissau-guinéennes d'évaluer, d'adopter et d'appliquer des textes législatifs et des mécanismes nationaux pour combattre plus efficacement la criminalité transnationale organisée, notamment le trafic de drogues et le blanchiment d'argent et, dans ce contexte, de fournir un appui supplémentaire à la Cellule de lutte contre la criminalité transnationale mise en place dans le cadre de l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest, les engage instamment, ainsi que les services de sécurité et de défense, à faire preuve d'une pleine détermination à lutter contre le trafic de drogues, et demande aux partenaires internationaux d'appuyer leur action ;

7. *Encourage* les membres de la communauté internationale à intensifier leur coopération avec la Guinée-Bissau, de manière à permettre au pays de contrôler son trafic aérien et de surveiller sa sécurité maritime dans la zone relevant de sa juridiction, notamment pour lutter contre le trafic de drogues et la criminalité organisée ainsi que contre les activités de pêche illégale dans ses eaux territoriales et sa zone économique exclusive et les autres formes d'exploitation illicite de ressources naturelles ;

8. *Prie* le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau de redoubler d'efforts pour gagner en cohérence, coordination et efficacité dans les organismes, fonds et programmes des Nations Unies intervenant en Guinée-Bissau de manière à permettre à ces différentes entités de maximiser leur efficacité collective au service de la lutte contre le trafic de drogues, notamment en communiquant au Représentant spécial tous renseignements utiles sur les individus, groupes, entreprises et entités liés au trafic de drogues qui contribuent à menacer la paix, la stabilité et la sécurité en Guinée-Bissau et dans la sous-région ;

9. *Invite* le Représentant spécial du Secrétaire général à partager tous renseignements utiles avec le Comité du Conseil de sécurité créé par sa résolution 2048 (2012), notamment les noms des personnes répondant aux critères énumérés au paragraphe 6 et précisés au paragraphe 7 de ladite résolution ;

10. *Souligne* les problèmes que pose le trafic de drogues dans la recherche de solutions à la crise politique et économique globale en Guinée-Bissau, et prie le Secrétaire général de donner au Bureau les moyens nécessaires, en continuant à le doter d'une composante antidrogue assortie du personnel spécialisé requis ;

11. *Encourage* les partenaires internationaux bilatéraux et multilatéraux à continuer, par leur soutien technique, d'aider la Guinée-Bissau à combattre plus vigoureusement la criminalité transnationale organisée, notamment les activités illégales telles que le blanchiment d'argent et le trafic de drogues, les engage à accroître leur soutien à l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest et à la Cellule de lutte contre la criminalité transnationale afin de combattre le crime organisé et le trafic de drogues, qui sont autant de menaces pour la sécurité et la stabilité en Guinée-Bissau et dans la sous-région, et les encourage par ailleurs à verser des contributions pour soutenir la présence de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en Guinée-Bissau ainsi qu'au fonds d'affectation spéciale du Bureau afin de répondre aux priorités immédiates et à moyen et à long termes, notamment les réformes postélectorales ;

12. *Souligne avec force* la nécessité d'organiser une conférence internationale des donateurs pour le relèvement de la Guinée-Bissau ;

13. *Prie* le Secrétaire général de procéder à un examen approfondi du mandat du Bureau pour veiller à ce qu'il concorde avec les priorités définies par le Gouvernement démocratique légitime et de rendre compte des conclusions de cet examen le 30 octobre 2014 au plus tard ;

14. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7187<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

Le 14 juillet 2014, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>214</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 10 juillet 2014, dans laquelle vous faisiez part de votre intention de nommer M. Miguel Trovoada (Sao Tomé-et-Principe) votre Représentant spécial pour la Guinée-Bissau et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau<sup>215</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note.

---

<sup>214</sup> S/2014/493.

<sup>215</sup> S/2014/492.



Le 23 juillet 2014, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>216</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 21 juillet 2014 concernant le rapport que vous devez présenter en application de la résolution 2157 (2014)<sup>217</sup> a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

Les membres du Conseil ont pris note de la demande formulée dans votre lettre, visant à ce que le délai de présentation du rapport soit prorogé de trois mois, et aimeraient à leur tour vous demander de communiquer une mise à jour par écrit, d'ici au 12 novembre 2014, que le Conseil puisse étudier préalablement à l'expiration du mandat du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, le 30 novembre 2014.

---

## PROTECTION DES CIVILS EN PÉRIODE DE CONFLIT ARMÉ<sup>218</sup>

### Décisions

À sa 7019<sup>e</sup> séance, le 19 août 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Arménie, de la Belgique, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, de la Croatie, du Danemark, de l'Égypte, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'État plurinational de Bolivie, de la Géorgie, de la Hongrie, de l'Inde, de l'Indonésie, d'Israël, du Japon, du Liechtenstein, de la Lituanie, de la Malaisie, de la Namibie, du Nigéria, de la Nouvelle-Zélande, de l'Ouganda, des Pays-Bas, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République démocratique du Congo, de la République islamique d'Iran, de la Slovaquie, du Soudan, de la Suisse, de la Thaïlande et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Protection des civils en période de conflit armé

« Lettre, en date du 1<sup>er</sup> août 2013, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2013/447) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Navanethem Pillay, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, à participer à la séance par visioconférence.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Valerie Amos, Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordinatrice des secours d'urgence, à participer à la séance par visioconférence.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Philip Spoerri, Directeur du droit international et de la coopération du Comité international de la Croix-Rouge.

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 7109<sup>e</sup> séance, le 12 février 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afghanistan, de l'Allemagne, de l'Arménie, de l'Autriche, de l'Azerbaïdjan, de la Belgique, du Botswana, du Brésil, du Canada, de la Colombie, de la Croatie, de Cuba, de l'Égypte, de l'Espagne, de l'Estonie (Ministre des affaires étrangères), de l'Éthiopie, de la Géorgie, de la Grèce, du Guatemala, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irlande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Kazakhstan, du Koweït, du Liechtenstein, de la Malaisie, du Maroc, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de l'Ouganda, du Pakistan, des

---

<sup>216</sup> S/2014/529.

<sup>217</sup> S/2014/528.

<sup>218</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1999 des résolutions et décisions sur cette question.

Pays-Bas, de la République arabe syrienne, de la Slovaquie, de la Slovénie, du Soudan, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande, de la Turquie, de l'Ukraine et de l'Uruguay à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Protection des civils en période de conflit armé

« Rapport du Secrétaire général sur la protection des civils en période de conflit armé (S/2013/689)

« Lettre, en date du 3 février 2014, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de la Lituanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/74) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Navanethem Pillay, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, à participer à la séance par visioconférence, à M<sup>me</sup> Valerie Amos, Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordonnatrice des secours d'urgence, et à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Yves Daccord, Directeur général du Comité international de la Croix-Rouge, à participer à la séance par visioconférence.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a également décidé, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, la Présidente a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>219</sup> :

Le Conseil de sécurité réaffirme son engagement concernant la protection des civils en période de conflit armé et sa volonté de voir se poursuivre l'application intégrale de toutes ses résolutions sur la question, notamment les résolutions 1265 (1999), 1296 (2000), 1674 (2006), 1738 (2006) et 1894 (2009), ainsi que de toutes ses résolutions sur les femmes et la paix et la sécurité, sur le sort des enfants en temps de conflit armé et sur le maintien de la paix, et de toutes les déclarations faites par son Président sur ces questions.

Le Conseil note que l'année 2014 marque le quinzième anniversaire du moment où il a commencé à étudier progressivement la question thématique de la protection des civils en période de conflit armé, et constate qu'il reste nécessaire que lui-même et les États Membres renforcent encore la protection des civils en période de conflit armé. Il demeure déterminé à entreprendre de porter remède aux effets des conflits armés sur les civils.

Le Conseil réaffirme la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales à lui assignée par la Charte des Nations Unies et sa détermination et sa volonté d'œuvrer à l'instauration d'une paix durable dans la recherche d'une issue à toutes les situations dont il est saisi.

Le Conseil rappelle que c'est aux États qu'il incombe au premier chef de respecter et de garantir les droits de l'homme de leurs citoyens ainsi que de toutes les personnes se trouvant sur leur territoire, comme le prescrit le droit international applicable, et réaffirme que chaque État est tenu de protéger les populations contre le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité.

Le Conseil réaffirme que c'est aux parties aux conflits armés qu'il incombe au premier chef de prendre toutes les mesures possibles pour assurer la protection des civils concernés et exhorte les parties aux conflits armés à répondre à leurs besoins essentiels, en prêtant attention aux besoins particuliers des femmes et des enfants, des réfugiés, des déplacés et des autres civils particulièrement exposés, notamment les handicapés et les personnes âgées.

---

<sup>219</sup> S/PRST/2014/3.

Le Conseil condamne de nouveau fermement toutes les violations du droit international applicable et demande aux parties à des conflits armés de respecter strictement les obligations que leur imposent le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et le droit international des réfugiés et d'appliquer toutes ses décisions en la matière.

Le Conseil insiste sur la nécessité de mettre fin à l'impunité des violations du droit international humanitaire et des atteintes aux droits de l'homme et violations de ces droits et réaffirme que les auteurs ou les responsables de ces violations et de ces atteintes doivent être traduits en justice.

Le Conseil rappelle qu'il est résolu à renforcer le contrôle stratégique des opérations de maintien de la paix vu l'importance que celles-ci ont pour la protection des civils, réaffirme son soutien au Secrétaire général dans les efforts qu'il déploie pour procéder à l'examen des opérations de maintien de la paix et leur fournir des services renforcés de planification et de soutien, et l'encourage de nouveau à accentuer ces efforts en partenariat avec les pays qui fournissent des contingents militaires et du personnel de police et avec les autres parties intéressées.

Le Conseil réaffirme qu'il faut que les missions qui ont un mandat de protection des civils veillent à s'en acquitter dans les faits et insiste sur l'importance qui s'attache à veiller à ce que les hauts responsables des missions continuent de s'investir dans la protection des civils, l'objectif étant de faire en sorte que toutes les composantes des missions et tous les niveaux de la chaîne de commandement soient bien informés du mandat de protection et des responsabilités qui en découlent et s'en acquittent. Le Conseil rappelle que les responsables des missions de maintien de la paix doivent faire preuve d'engagement et de dynamisme et encourage les organismes des Nations Unies et les institutions régionales et sous-régionales à renforcer leur coordination, selon qu'il convient, au sujet des questions liées à la protection des civils dans les opérations de maintien de la paix.

Le Conseil accueille avec intérêt le rapport du Secrétaire général sur la protection des civils en période de conflit armé en date du 22 novembre 2013<sup>220</sup> et les recommandations qui y sont formulées.

Le Conseil note l'importance que revêt, du point de vue de la protection des civils, l'aide-mémoire sur les questions relatives à la protection des civils en temps de conflit armé<sup>221</sup>, dont la version actualisée figure à l'annexe de la présente déclaration, ce document constituant un instrument pratique pour une meilleure analyse des grandes questions de protection et pour un diagnostic amélioré, et souligne qu'il faut qu'il continue d'être utilisé de façon plus systématique et plus cohérente.

## **Annexe**

### **Aide-mémoire**

#### **Questions relatives à la protection des civils en période de conflit armé**

Améliorer la protection des civils en période de conflit armé est au centre de ce que fait le Conseil de sécurité pour le maintien de la paix et de la sécurité. Soucieux de faciliter l'examen des questions relatives à la protection des civils dans tel ou tel contexte, notamment au moment de définir ou de proroger le mandat d'une opération de maintien de la paix, certains membres du Conseil ont proposé en juin 2001, de dresser avec la collaboration de tout le Conseil la liste récapitulative des questions présentant un intérêt pour les débats<sup>222</sup>. Le 15 mars 2002, le Conseil a approuvé le texte d'un aide-mémoire devant servir de guide pratique pour l'examen des questions relatives à la protection des civils ; il a aussi décidé d'en réviser et d'en mettre à jour régulièrement le contenu<sup>223</sup>. L'aide-mémoire a été ensuite mis à jour et adopté le 15 décembre 2003 en tant qu'annexe à la déclaration du Président du Conseil de sécurité<sup>224</sup> puis le 22 novembre 2010 en tant qu'annexe à la déclaration du Président du Conseil de sécurité<sup>225</sup>.

---

<sup>220</sup> S/2013/689.

<sup>221</sup> L'aide-mémoire initial a été adopté le 15 mars 2002 (S/PRST/2002/6, annexe).

<sup>222</sup> Voir S/2001/614.

<sup>223</sup> Voir S/PRST/2002/6.

<sup>224</sup> S/PRST/2003/27.

<sup>225</sup> S/PRST/2010/25.

Cinquième édition de l'aide-mémoire, le présent document est fondé sur les précédentes délibérations du Conseil sur la protection des civils, notamment les résolutions 1265 (1999), 1296 (2000), 1674 (2006), 1738 (2006) et 1894 (2009). Il est le fruit de la concertation du Conseil de sécurité et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat, et de celui-ci et des départements et institutions concernés des Nations Unies et autres organisations à vocation humanitaire.

L'aide-mémoire vise à faciliter l'examen par le Conseil des questions ayant trait à la protection des civils en période de conflit armé. À cet effet, il met en évidence les principaux objectifs de l'action du Conseil, présente, en se fondant sur la pratique du Conseil, les considérations à faire valoir au regard de ces objectifs et donne dans l'additif une sélection d'extraits de résolutions du Conseil et de déclarations de son Président qui traitent de ces questions.

Comme le mandat des opérations de maintien de la paix se définit cas par cas, l'aide-mémoire n'est pas censé être un plan d'action précis. L'utilité et la portée pratique des diverses mesures qu'il présente doivent être examinées au regard des particularités de chaque situation.

Quand une opération de maintien de la paix n'a pas encore été lancée, les civils se trouvent trop souvent dans une situation très difficile, qui peut appeler l'attention urgente du Conseil. Le présent aide-mémoire peut donc aussi servir de référence dans les cas où le Conseil envisage une action qui ne relève pas d'une opération de maintien de la paix.

## **I. Aspects généraux de la protection des populations touchées par un conflit armé**

### **A. Mesures de protection et d'assistance à prendre en faveur des populations touchées**

#### **Obligation faite aux parties au conflit de pourvoir à la protection des populations touchées et à leurs besoins essentiels**

Considérations à faire valoir :

- Faire ressortir la responsabilité qu'ont les parties au conflit de respecter et protéger les populations civiles relevant de leur autorité de fait et de satisfaire leurs besoins essentiels ;
- S'inquiéter des actes, des menaces ou des situations de violence contre des civils, condamner les violations du droit international humanitaire ainsi que celles du droit des droits de l'homme et engager les parties à y mettre un terme immédiatement ;
- Demander aux parties au conflit de respecter strictement le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, en ce qui concerne notamment :
  - L'interdiction de porter atteinte à la vie et à l'intégrité de la personne, c'est-à-dire plus précisément la prohibition du meurtre, des mutilations, des traitements cruels et de la torture, des disparitions forcées, des atteintes à la dignité de la personne, du viol, de l'esclavage sexuel, de la prostitution forcée, de la fécondation forcée, de la stérilisation forcée et de toute autre forme de violence sexuelle ;
  - L'interdiction de toute privation arbitraire de liberté, des châtiments corporels, des peines collectives et des condamnations et des exécutions réalisées sans le jugement préalable d'un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires réputées indispensables ;
  - L'interdiction des prises d'otages ;
  - L'interdiction d'ordonner le déplacement de la population civile pour des raisons liées au conflit, à moins que ne l'exigent la sûreté de cette population ou les impératifs militaires ;
  - L'interdiction d'enrôler ou de faire participer des enfants aux hostilités en violation du droit international ;
  - L'interdiction de l'esclavage et de la traite des esclaves sous toutes leurs formes et du travail forcé, sans contrepartie ou abusif ;
  - L'interdiction de faire délibérément obstacle à l'acheminement des secours fournis sous le couvert du droit international humanitaire ;

- L'interdiction de toute persécution pour des motifs d'ordre politique, religieux, racial ou sexuel ;
- L'interdiction de toute discrimination dans l'application du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou la croyance, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, l'état de fortune, l'extraction ou quelque autre considération ;
- L'obligation de respecter et de protéger les blessés et les malades à quelque partie qu'ils appartiennent, de prendre toutes les mesures possibles, notamment après un engagement, pour rechercher et recueillir les blessés et les malades et leur fournir, dans la mesure pratiquement réalisable et dans les plus brefs délais, l'attention et les soins médicaux requis par leur état sans autre distinction que celle qu'inspirent les considérations médicales ;
- Engager toutes les parties à rendre accessibles aux organismes compétents toutes les prisons et tous les lieux de détention ;
- Donner pour mandat aux missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies autorisées par le Conseil, s'il y a lieu et au cas par cas, de concourir, en toute impartialité, à la protection des civils, notamment en cas de menace imminente d'atteinte à l'intégrité physique d'êtres humains dans leur zone d'opérations. À cette occasion, demander :
  - Que la priorité soit accordée à la protection des civils dans les décisions concernant l'engagement des capacités et des ressources disponibles, informations et renseignements compris, aux fins de l'exécution des mandats ;
  - Que soient données des directives ou consignes claires précisant ce que les missions peuvent faire pour protéger les civils, notamment les mesures pratiques de protection qu'elles peuvent prendre (patrouilles plus nombreuses et plus systématiques dans les zones instables, équipes mixtes de protection des civils, cellules d'alerte rapide, etc.) ;
  - Qu'il y ait une coordination systématique entre les composantes civile et militaire des missions et avec le personnel humanitaire afin que soient intégrées toutes les compétences spécialisées qu'exige la protection des civils ;
  - Que les missions communiquent avec la population civile pour faire connaître et comprendre leurs mandats et leurs activités et pour recueillir des informations dignes de foi sur les violations du droit international humanitaire et les atteintes aux droits de l'homme commises contre des civils ;
- Demander que les missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies mettent au point, en consultation avec les équipes de pays des Nations Unies et les autres parties prenantes intéressées, des stratégies globales de protection, et utilisent aux mieux les moyens dont elles disposent pour les appliquer ;
- Autoriser expressément les missions à employer tous les moyens nécessaires pour s'acquitter de leur mandat de protection ;
- Condamner les obstacles mis délibérément à l'exécution des mandats des missions de maintien de la paix et des autres missions des Nations Unies, en particulier les attaques commises contre le personnel et les difficultés bureaucratiques, et demander aux parties au conflit de cesser immédiatement d'entraver les activités que ces missions mènent en application de leur mandat. Demander que les rapports que le Secrétaire général présente sur la situation de tel ou tel pays comprennent des informations sur la protection des civils, notamment les déplacés et les réfugiés, et sur l'application de la politique de diligence voulue du Secrétaire général en matière de droits de l'homme<sup>226</sup> ;
- Demander aux missions de suivre la situation des droits de l'homme et du droit humanitaire, d'aider à enquêter et de faire rapport périodiquement, tant publiquement qu'au Conseil, sur la situation des droits de l'homme dans les pays où elles sont présentes ;

---

<sup>226</sup> S/2013/110, annexe.

- Demander que les missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies définissent des valeurs de référence et des indicateurs de progrès en matière de protection des civils, afin de mesurer comment évolue leur fonction de protection ;
- Demander aux pays qui fournissent des contingents et du personnel de police d'assurer la formation qui rendra plus sensibles et plus réactives aux questions de protection les personnes affectées à une opération de maintien de la paix ou à une autre mission des Nations Unies autorisée par le Conseil ;
- Engager les organismes régionaux et sous-régionaux concernés à définir et mettre en œuvre des politiques, des initiatives et des activités de mobilisation en faveur des civils touchés par un conflit armé.

## **B. Déplacements**

### **Obligation faite aux parties au conflit et aux autres intervenants de ne procéder à aucun déplacement de population civile et de prendre des mesures pour prévenir et gérer les déplacements éventuels**

Considérations à faire valoir :

- Condamner et demander que cesse immédiatement tout déplacement de population faisant infraction au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme ;
- Demander aux parties au conflit de respecter strictement le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et le droit international des réfugiés, notamment en ce qui concerne :
  - L'interdiction de toute expulsion, de tout transfert ou déplacement forcé de la totalité ou d'une partie de la population civile d'un territoire, à moins que ne l'exigent la sûreté de cette population ou les impératifs militaires ;
  - L'obligation de faire en sorte, en cas de déplacement, que les civils concernés soient dans toute la mesure possible, accueillis dans des conditions satisfaisantes d'hébergement, d'hygiène, de salubrité, de sécurité et d'alimentation et que les membres d'une même famille ne soient pas séparés, et qu'il soit satisfait à leurs besoins élémentaires durant le déplacement ;
  - Le droit de circuler librement et celui de quitter son pays et de demander asile à l'extérieur ;
  - Le principe de non-refoulement consacré par la Convention relative au statut des réfugiés<sup>227</sup>, laquelle ne protège pas celui dont on a de bonnes raisons de penser qu'il est coupable d'agissements contraires aux buts et principes des Nations Unies ;
- Souligner qu'il incombe au premier chef aux États de respecter et de maintenir la sécurité et le caractère civil des camps de réfugiés et de déplacés, notamment en neutralisant les éléments armés, en séparant les combattants, en enrayant la circulation des armes légères dans les camps et en empêchant les groupes armés de recruter dans les camps et aux alentours ;
- Donner pour mandat aux missions de maintien de la paix et autres missions autorisées par le Conseil de tout faire pour assurer la sécurité des camps et de leur voisinage et celle de la population qui y vit ;
- Demander que les rapports que présente le Secrétaire général sur la situation de tel ou tel pays traitent expressément de la protection des déplacés ;
- Engager les organismes régionaux et sous-régionaux concernés à définir et mettre en œuvre des politiques, des initiatives et des activités de mobilisation en faveur des déplacés et des réfugiés ;
- Envisager d'appliquer progressivement des mesures ciblées contre les parties au conflit qui commettent des violations du droit international relatif au déplacement forcé.

---

<sup>227</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, n° 2545.

**Règlement durable du problème des réfugiés et des déplacés, y compris le retour et la réintégration volontaires en toute sécurité et dans la dignité**

Considérations à faire valoir :

- Demander aux parties au conflit de respecter strictement le droit international humanitaire, le droit international des réfugiés et le droit international des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne :
  - Le droit des réfugiés et des déplacés de retourner dans leurs foyers de leur plein gré, en toute sécurité et dans la dignité ;
  - Les droits de propriété des réfugiés et des déplacés, sans discrimination fondée sur le sexe, l'âge ou quelque autre considération ;
- Souligner qu'il importe d'apporter une solution durable au problème des réfugiés et des déplacés, y compris le retour volontaire en toute sécurité et dans la dignité, et d'assurer la pleine participation des intéressés à la préparation et à la mise en œuvre de ces solutions ;
- Demander à toutes les parties concernées de créer les conditions incitant à un retour librement consenti et durable, en toute sécurité et dans la dignité, des réfugiés et des déplacés, à leur intégration sur place ou à leur réinstallation ;
- Demander aux missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies de contribuer au rétablissement de conditions de sécurité propices au retour librement consenti et durable, en toute sécurité et dans la dignité, notamment en effectuant des patrouilles de police dans les zones de retour ;
- Inviter toutes les parties concernées à traiter sans discrimination les réfugiés et les déplacés de retour chez eux ;
- Demander à toutes les parties concernées de garantir la participation des réfugiés et des déplacés et l'intégration de leurs besoins – y compris le droit de revenir chez eux volontairement, sans risque et dans la dignité, et le droit de se réintégrer – dans tous les processus et accords de paix ainsi que dans les plans et programmes de relèvement et de reconstruction prévus en sortie de conflit ;
- Engager les missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies autorisées par le Conseil à appuyer, selon qu'il convient et au cas par cas, les structures nationales compétentes en matière de logement, de biens-fonds et d'autres biens, ou à aider les autorités nationales à en créer ;
- Engager les missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies autorisées par le Conseil à prévenir selon qu'il convient et au cas par cas l'appropriation et la confiscation illégales de terres et de biens appartenant à des réfugiés et des déplacés, et à pourvoir à la sûreté des réfugiés et des déplacés de retour.

**C. Accès des organisations humanitaires aux populations et sûreté et sécurité du personnel humanitaire**

**Obligation faite aux parties au conflit d'accepter et de faciliter les opérations de secours de caractère humanitaire impartial, et de laisser passer les secours sans obstacle ni retard**

Considérations à faire valoir :

- Condamner et demander que soit immédiatement écarté tout ce qui fait obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire en violation du droit international humanitaire ;
- Condamner tous les cas de refus arbitraire d'un accès humanitaire et rappeler que le fait de priver arbitrairement des civils de biens indispensables à leur survie, notamment d'empêcher intentionnellement l'acheminement des secours, peut constituer une violation du droit international humanitaire ;
- Demander aux parties au conflit de respecter strictement le droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne :
  - L'interdiction d'affamer des civils comme méthode de guerre, en les privant des biens indispensables à leur survie, notamment en empêchant intentionnellement l'arrivée des secours envisagés par le droit international humanitaire ;

- L'acceptation des activités de secours de caractère humanitaire impartial et conduites sans aucune discrimination ;
- Demander aux parties au conflit et aux États tiers de respecter strictement l'obligation que leur fait le droit international humanitaire d'autoriser et de faciliter le passage rapide et sans obstacle des convois, du matériel et du personnel de secours, sans préjudice du droit qu'ils conservent de subordonner ce passage à des arrangements techniques, des fouilles par exemple ;
- Donner pour mandat aux missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies autorisées par le Conseil de faciliter, selon qu'il convient et au cas par cas, l'acheminement de l'aide humanitaire ;
- Envisager d'appliquer progressivement des mesures ciblées contre les parties au conflit qui font obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire, en violation du droit international humanitaire, notamment en participant à des attaques dirigées contre des agents et des moyens humanitaires.

**Obligation faite aux parties au conflit de respecter et de protéger le personnel et les installations humanitaires**

Considérations à faire valoir :

- Condamner et demander que cessent immédiatement les attaques délibérément dirigées contre des agents humanitaires ;
- Demander aux parties au conflit de respecter strictement le droit international humanitaire, notamment l'obligation de respecter et de protéger le personnel, les installations, le matériel, les unités et les véhicules participant à l'assistance humanitaire ;
- Donner pour mandat aux missions de maintien de la paix et autres missions autorisées par le Conseil de contribuer à créer les conditions de sécurité nécessaires à l'acheminement de l'aide humanitaire dans la mesure où on le leur demande et dans la limite de leurs moyens ;
- Encourager le Secrétaire général à porter à l'attention du Conseil les situations dans lesquelles l'aide humanitaire est refusée en raison des violences dont font l'objet le personnel et les installations humanitaires ;
- Demander aux États d'inclure les dispositions essentielles de la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé<sup>228</sup> et du Protocole facultatif s'y rapportant<sup>229</sup>, comme celles qui portent sur la prévention des attaques dirigées contre les membres des opérations des Nations Unies, la criminalisation de telles attaques et la traduction en justice ou l'extradition de leurs auteurs, dans les futurs accords sur le statut des forces, le statut des missions et les accords avec le pays hôte qu'ils signeront et, le cas échéant, qu'ils ont déjà signés avec l'Organisation des Nations Unies.

**Obligation faite aux intervenants internationaux, y compris les donateurs et les organismes humanitaires des Nations Unies, d'accroître l'aide humanitaire et d'en améliorer la portée, la quantité et la qualité**

Considérations à faire valoir :

- Demander aux États Membres de contribuer aux procédures d'appel global ;
- Envisager d'adopter des dérogations générales aux sanctions économiques et financières ciblées imposées par le Conseil afin de faciliter la fourniture de l'aide humanitaire ;
- Mettre l'accent sur la nécessité pour tous les intervenants de respecter et de faire respecter les principes humanitaires d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance afin d'accroître la portée et la qualité de l'aide humanitaire.

---

<sup>228</sup> Ibid., vol. 2051, n° 35457.

<sup>229</sup> Résolution 60/42 de l'Assemblée générale, annexe.



#### **D. Conduite des hostilités**

##### **Obligation faite aux parties au conflit de prendre toutes les précautions possibles pour mettre les civils à l'abri des hostilités**

Considérations à faire valoir :

- Condamner et demander que cessent immédiatement tous les actes de violence et toutes les exactions commis contre des civils en violation du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme ;
- Demander aux parties au conflit de respecter strictement le droit international humanitaire, notamment l'interdiction des actes suivants :
  - Lancer une attaque contre la population civile ou contre des civils qui ne prennent pas directement part aux hostilités ;
  - Lancer une attaque contre des biens de caractère civil ;
  - Lancer une attaque sans discrimination, c'est-à-dire de nature à frapper sans distinction des objectifs militaires et des civils ou des biens de caractère civil ;
  - Lancer une attaque de nature à causer incidemment des pertes en vies humaines et des blessures parmi la population civile ou des dommages aux biens de caractère civil, voire plusieurs de ces dommages à la fois, qui seraient disproportionnés par rapport à l'ensemble de l'avantage militaire concret et direct attendu ;
  - Lancer une attaque contre le personnel, les installations, le matériel, les unités ou les véhicules d'une mission d'aide humanitaire ou de maintien de la paix conforme à la Charte des Nations Unies, pour autant qu'ils aient droit à la protection que le droit international humanitaire garantit aux civils et aux biens de caractère civil ;
  - Utiliser la présence d'un civil ou d'une autre personne protégée pour éviter que certains points, secteurs ou unités militaires ne soient la cible d'opérations militaires ;
  - Violenter et pratiquer d'autres formes de violence sexuelle ;
  - Lancer une attaque contre des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à la bienfaisance, contre des monuments historiques et contre des hôpitaux ou des lieux où des malades et des blessés sont rassemblés, pour autant que ces bâtiments ne soient pas alors utilisés à des fins militaires ;
  - Lancer une attaque contre les bâtiments, le matériel, les unités et les moyens de transport sanitaires, et le personnel portant, conformément au droit international, les signes distinctifs établis par les Conventions de Genève<sup>230</sup> ;
  - Détruire ou s'approprier les biens de l'adversaire, sauf nécessité militaire ;
  - Affamer des civils comme méthode de guerre, en les privant des biens indispensables à leur survie, notamment en empêchant intentionnellement l'envoi des secours envisagés par le droit international humanitaire ;
- Demander aux missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies autorisées par le Conseil des rapports réguliers sur les dispositions prises concrètement pour assurer la protection des populations civiles pendant les hostilités et sur les mesures visant à amener les auteurs de violations du droit international humanitaire à répondre de leurs actes ;
- Prier les parties au conflit, y compris les missions des Nations Unies dont le mandat les autorise à mener ou à appuyer des offensives, d'adopter et d'appliquer des mesures visant expressément à atténuer le risque que des dommages soient infligés, en violation du droit international humanitaire, à des civils ou à des biens de caractère civil consécutivement à des hostilités.

---

<sup>230</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 970 à 973.

**E. Armes légères et armes de petit calibre, mines et restes explosifs de guerre**

**Protection des populations civiles par la maîtrise et la réduction de l'offre d'armes légères et de petit calibre illicites**

Considérations à faire valoir :

- S'inquiéter des effets préjudiciables de la prolifération des armes, en particulier des armes légères, sur la sécurité des civils, prolifération qui attise les conflits armés, et demander que les missions contrôlent les armes en possession de la population civile ;
- Demander aux États et aux organisations régionales et sous-régionales d'adopter des mesures pour enrayer et réduire le trafic d'armes légères et de petit calibre (collecte et destruction volontaires, gestion rigoureuse des stocks, embargos sur les armes, sanctions, mesures judiciaires visant les entreprises et les personnes morales et physiques se livrant à de telles activités) ;
- Exhorter les États à envisager de signer et de ratifier dans les meilleurs délais le Traité sur le commerce des armes<sup>231</sup> ;
- Renforcer la coopération pratique entre les missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies autorisées par le Conseil en matière de contrôle et de prévention des mouvements transfrontières des armes légères et de petit calibre ;
- Donner pour mandat aux missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies autorisées par le Conseil de recueillir et de neutraliser ou mettre en lieu sûr les armes légères et de petit calibre illicites ou excédentaires ainsi que les surplus de munitions ;
- Envisager d'imposer des embargos sur les armes et d'autres mesures propres à empêcher la vente ou la fourniture d'armes et de matériel connexe de toute espèce aux parties au conflit qui commettent des violations du droit international ;
- Renforcer la coopération pratique entre les groupes qui contrôlent l'application des sanctions du Conseil, les missions de maintien de la paix et les autres missions autorisées par le Conseil, et les États ;
- Demander l'établissement d'un inventaire initial des armes et l'adoption de systèmes de marquage et d'enregistrement des armes dans le cas où un embargo sur les armes décrété par l'Organisation des Nations Unies coïncide avec un effort de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

**Protection des populations civiles par le marquage, l'enlèvement, le retrait ou la destruction des mines et des restes explosifs de guerre, y compris les restes de munitions à dispersion**

Considérations à faire valoir :

- Demander aux parties au conflit, après la cessation des hostilités actives et dès que possible, de marquer, enlever, retirer ou détruire les mines et les restes explosifs de guerre dans les territoires touchés qu'elles maîtrisent, en donnant la priorité aux secteurs où des mines et des restes explosifs sont considérés comme un risque humanitaire grave ;
- Demander aux parties au conflit d'enregistrer et de conserver les renseignements concernant les mines et les explosifs employés, et les munitions explosives abandonnées, d'en faciliter le marquage, l'enlèvement, le retrait ou la destruction rapides, de faire connaître les risques et de communiquer des renseignements utiles à la partie qui tient le territoire considéré et aux populations civiles qui y vivent ;
- Demander aux parties au conflit de prendre toutes les précautions possibles sur le territoire miné ou contenant des restes explosifs qu'elles maîtrisent pour protéger la population civile, en particulier les enfants, notamment en lançant des mises en garde et des campagnes de sensibilisation aux risques et en procédant au marquage, à l'installation de clôtures et au contrôle continu du secteur où se trouve le danger ;

---

<sup>231</sup> Voir résolution 67/234 B de l'Assemblée générale.

- Demander aux parties au conflit de protéger les missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies autorisées par le Conseil, ainsi que les organisations humanitaires, contre les effets des mines et des restes explosifs de guerre, et de leur fournir des renseignements sur l'emplacement des engins dont elles ont connaissance dans les secteurs où ces missions et organisations opèrent ou vont opérer ;
- Demander aux parties au conflit, aux États et aux autres intervenants de fournir une assistance technique, financière ou matérielle ou du personnel pour faciliter le marquage, l'enlèvement, le retrait ou la destruction des mines et des restes explosifs de guerre ;
- Demander aux parties au conflit, aux États et aux autres intervenants d'aider à soigner les victimes des restes explosifs de guerre et à les réadapter, et à faciliter la réinsertion économique et sociale de ces victimes, de leurs proches et de leur communauté.

#### **F. Respect du droit, responsabilité et état de droit**

##### **Respect par les parties au conflit du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme**

Considérations à faire valoir :

- Demander aux parties au conflit de prendre des mesures pour respecter et faire respecter le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, notamment :
  - D'adopter des sanctions disciplinaires militaires appropriées et de respecter le principe de la responsabilité du supérieur hiérarchique ;
  - D'initier les soldats au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme ;
  - De procéder à des contrôles préalables au recrutement garantissant que les forces armées et les corps de sécurité ne comptent dans leurs rangs que des personnes dont il est attesté qu'elles n'ont pas été impliquées dans des violations du droit international humanitaire ou du droit international des droits de l'homme ;
- Envisager d'appliquer progressivement des mesures ciblées contre les parties au conflit qui menacent la paix, lancent des attaques ou entravent l'action des missions de maintien de la paix ou d'autres missions des Nations Unies, ou commettent des violations du droit international humanitaire ou du droit international des droits de l'homme ;
- Souligner que l'appui apporté par les missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies aux opérations militaires menées par une armée nationale est strictement subordonné au respect par celle-ci du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et du droit international des réfugiés, et à la planification conjointe de ces opérations ;
- Demander aux missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies d'intervenir auprès des armées nationales qu'elles appuient quand des unités de celles-ci sont soupçonnées de violations du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et du droit international des réfugiés et, si la situation persiste, leur enjoindre de retirer leur appui ;
- Demander aux missions de dispenser une formation militaire aux forces armées, y compris en matière de droits de l'homme, de droit international humanitaire, de protection de l'enfance et de prévention des violences sexuelles et sexistes.

##### **Mise en cause de la responsabilité des personnes soupçonnées de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre ou de violations graves du droit des droits de l'homme**

Considérations à faire valoir :

- Souligner qu'il importe de mettre un terme à l'impunité des auteurs de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, dans une logique générale de recherche d'une paix durable, de la justice, de la vérité et de la réconciliation nationale ;

- Rappeler aux États qu'ils sont tenus de mener des enquêtes et de rechercher, poursuivre ou extraditer les personnes soupçonnées de génocide, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité ou d'autres violations graves du droit international, y compris du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme, du droit international de réfugiés, quel que soient leur statut ou leur appartenance politique ;
- Souligner la nécessité de restreindre le bénéfice de l'amnistie, de rejeter toute forme d'amnistie ou de ne pas approuver d'amnistie pour les auteurs de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et d'autres violations graves du droit international des droits de l'homme dans le contexte du règlement du conflit, et prendre garde à ce qu'aucune mesure d'amnistie déjà prise ne fasse obstacle à l'action d'un tribunal créé ou soutenu par l'Organisation des Nations Unies ;
- Donner pour mandat aux missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies autorisées par le Conseil de favoriser avec les États concernés la mise en place des mécanismes qui enquêteront effectivement sur les violations du droit international humanitaire et autres violations graves du droit international des droits de l'homme, et en poursuivront les auteurs ;
- Demander la collaboration des États et des missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies autorisées par le Conseil aux fins de l'arrestation et de la remise des personnes soupçonnées de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre ou d'autres violations graves du droit international des droits de l'homme ;
- Insister sur la nécessité que les atteintes aux droits de l'homme et les violations du droit international humanitaire qui auraient été commises fassent l'objet d'enquêtes approfondies menées en toute indépendance et impartialité, dans le respect des normes internationales ;
- Envisager la création d'instances juridictionnelles spéciales d'ordre national ou international qui enquêteront sur les crimes de guerre et les violations graves du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, et en poursuivront les auteurs, et veiller à l'application des dispositions relatives au droit à réparation en cas d'atteinte aux droits individuels. Envisager de déférer à la Cour pénale internationale les affaires impliquant des actes de génocide, des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre.

**Protection des civils grâce au rétablissement et au respect de l'état de droit, aux programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration et aux réformes du secteur de la sécurité**

Considérations à faire valoir :

- Demander aux États de garantir l'égalité de protection de la loi et l'égalité d'accès à la justice aux victimes de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, notamment les femmes et les enfants, et de pourvoir à la protection des victimes et des témoins ;
- Donner pour mandat aux missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies autorisées par le Conseil d'appuyer le rétablissement de l'état de droit, notamment en concourant à la surveillance, à la restructuration et à la réforme du secteur de la justice ;
- Demander le déploiement rapide d'experts internationaux qualifiés, spécialistes de la police civile et de la justice et des questions pénitentiaires, en tant que composante des missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies autorisées par le Conseil ;
- Demander aux États et aux organisations régionales et sous-régionales d'apporter leur assistance technique aux services de police et de justice et à l'appareil pénitentiaire locaux (sous forme par exemple de mentorat ou de préparation de textes législatifs) ;
- Souligner qu'il importe de désarmer, démobiliser et réintégrer de façon permanente les anciens membres des groupes armés nationaux et de désarmer, démobiliser, rapatrier, réinstaller et réintégrer les ex-combattants de groupes armés étrangers, et d'aider les victimes dans les communautés touchées par les conflits ;

- Souligner l'importance de la réforme du secteur de la sécurité et inviter instamment tous les partenaires internationaux à soutenir l'action menée pour professionnaliser les services de sécurité et la police du pays et faire en sorte que ce soient les autorités civiles qui exercent le contrôle de ces institutions, notamment en procédant à des contrôles préalables au recrutement pour vérifier que des atteintes aux droits de l'homme n'ont pas été commises et en dispensant aux agents une formation aux droits de l'homme, à la protection de l'enfance et à la lutte contre la violence sexiste ;
- Donner pour mandat aux missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies d'offrir leurs bons offices, des conseils et un appui aux gouvernements hôtes afin qu'ils élaborent des programmes complets de désarmement, démobilisation et réintégration, et des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration et réinstallation ou rapatriement à l'intention des combattants qui ne sont pas soupçonnés d'avoir commis des crimes de guerre ou d'autres violations graves des droits de l'homme et d'aider à les mettre en place, dans le plein respect de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme.

**Instauration de la confiance et renforcement de la stabilité grâce à l'action d'organes du type « Vérité et réconciliation »**

Considérations à faire valoir :

- Faire créer des mécanismes locaux d'établissement de la vérité et de réconciliation (assistance technique, financement, réintégration des civils dans leur milieu) ;
- Demander, s'il y a lieu, au Secrétaire général de créer des commissions d'enquête et de prendre des mesures du même ordre dans les cas de génocide, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité ou de violations graves du droit international des droits de l'homme.

**G Médias et information**

**Protection des journalistes, des autres professionnels des médias et du personnel associé**

Considérations à faire valoir :

- Condamner et demander que cessent immédiatement les attaques dont font l'objet les journalistes, les professionnels des médias et le personnel associé travaillant dans les circonstances d'un conflit armé ;
- Demander aux parties au conflit de respecter le droit international humanitaire et le caractère civil des journalistes, des professionnels des médias, du personnel associé, de leur matériel et de leurs installations ;
- Exiger que les États fassent tout pour poursuivre les auteurs des attaques dont sont l'objet les journalistes, les professionnels des médias et le personnel associé en violation du droit international humanitaire.

**Lutte contre l'incitation à la violence**

Considérations à faire valoir :

- Condamner et demander que cessent immédiatement les incitations à la discrimination, à l'hostilité, à la haine et à la violence contre des civils dans le contexte du conflit armé ;
- Exiger que les États traduisent en justice les personnes qui incitent à cette forme de violence ou la provoquent de quelque autre manière ;
- Imposer progressivement des sanctions ciblées en réaction aux émissions de radio et de télévision qui incitent au génocide, aux crimes contre l'humanité, aux crimes de guerre ou à d'autres violations graves du droit des droits de l'homme ;
- Donner pour mandat aux missions de maintien de la paix des Nations Unies et autres missions autorisées par le Conseil de favoriser la mise en place de dispositifs de contrôle permettant effectivement de connaître, d'instruire et de signaler les actes d'incitation à la haine des médias et d'en préciser notamment l'origine et la nature.

### **Promotion et soutien d'une bonne gestion de l'information concernant le conflit**

Considérations à faire valoir :

- Demander instamment aux parties au conflit de respecter l'indépendance professionnelle des journalistes, des autres professionnels des médias et du personnel associé ;
- Inviter les missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies autorisées par le Conseil à se doter d'une composante « médias » pour diffuser des informations sur le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, et des renseignements objectifs sur les activités de l'Organisation des Nations Unies ;
- Demander aux intervenants compétents d'aider techniquement les États à rédiger et faire appliquer des lois réprimant l'incitation à la haine.

### **II. Aspects particuliers de la protection, tels qu'ils ressortent des débats du Conseil de sécurité sur les enfants touchés par les conflits armés**

#### **Obligation faite aux parties au conflit de parer aux besoins de protection, de soins de santé, d'éducation et d'assistance propres à l'enfance**

Considérations à faire valoir :

- Condamner et demander que cessent immédiatement les violations et les atteintes commises contre les enfants pendant le conflit, y compris leur recrutement et leur engagement dans les hostilités en violation du droit international ; le meurtre et les mutilations ; le viol et les autres formes de violences sexuelles, l'enlèvement, l'attaque des écoles ou des hôpitaux et le fait de tenir inaccessibles les enfants à l'aide humanitaire ;
- Demander aux parties au conflit de respecter strictement le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme protégeant les enfants touchés par un conflit armé ;
- Demander aux parties concernées d'arrêter et d'appliquer des plans d'action concrets assortis d'échéances pour mettre fin à l'enrôlement et à l'utilisation des enfants et à d'autres violations graves commises contre des enfants pendant le conflit, en étroite collaboration avec les missions de maintien de la paix et les équipes de pays des Nations Unies et la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé ;
- Demander aux parties concernées de suivre les recommandations du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé ;
- Inviter toutes les parties au conflit à protéger et à considérer comme des victimes les enfants qui ont été relâchés des forces ou des groupes armés, ou qui n'en font plus partie, et insister sur la nécessité de veiller particulièrement à la protection, à la libération et à la réinsertion de tous les enfants servant dans les rangs des forces et groupes armés ;
- Prévoir des dispositions expressément consacrées à la protection des enfants dans le mandat des missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies autorisées par le Conseil, notamment :
  - Prier la mission de mettre en place dans le pays, en collaboration avec les entités concernées de l'équipe de pays des Nations Unies, un mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les violations graves commises contre des enfants, comme prévu dans la résolution 1612 (2005) ;
  - Prier la mission d'aider le gouvernement hôte à promouvoir la protection de l'enfance et à élaborer et exécuter des plans d'action en vue de mettre fin au recrutement et à l'emploi d'enfants dans les conflits armés et aux autres violations graves commises contre des enfants en temps de conflit armé ;
  - Prier la mission d'aider le gouvernement hôte à prendre en compte, dans les procédures de désarmement, de démobilisation et de réintégration, les besoins propres aux enfants ;
  - Demander que soient nommés des conseillers pour la protection de l'enfance dans la mission ;

- Demander que les rapports que le Secrétaire général présente sur la situation de tel ou tel pays traitent de la protection des enfants ;
- Demander aux parties concernées de veiller à ce que les processus de paix, accords de paix, plans et programmes de relèvement et de reconstruction au lendemain du conflit prennent systématiquement en compte la protection, les droits et le bien-être des enfants touchés par le conflit et prévoient notamment des mesures de recherche et de réunification des familles, de réadaptation et de réintégration des enfants séparés, et de libération et de réinsertion des enfants associés aux forces ou groupes armés ;
- Demander instamment aux États, aux organismes des Nations Unies, aux organisations régionales et sous-régionales et aux autres parties concernées de s'employer à lutter contre les activités illicites sous-régionales et transfrontières dangereuses pour les enfants, et contre les atteintes commises contre des enfants en temps de conflit armé en violation du droit international ;
- Engager les organismes régionaux et sous-régionaux concernés à définir et mettre en œuvre des politiques, des initiatives et des activités de mobilisation en faveur des enfants victimes du conflit ;
- Envisager d'appliquer progressivement des mesures ciblées contre les parties au conflit qui commettent des violations graves contre des enfants en temps de conflit armé.

### **III. Aspects particuliers de la protection, tels qu'ils ressortent des débats du Conseil de sécurité sur les femmes touchées par les conflits armés**

#### **Obligation faite aux parties au conflit et aux autres intervenants concernés de s'interdire les violences sexuelles, de les prévenir et d'y répondre éventuellement**

Considérations à faire valoir :

- Condamner et demander que cessent immédiatement les violences sexuelles commises dans le contexte du conflit ou en relation avec celui-ci ;
- Demander aux parties au conflit de respecter strictement les règles du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme interdisant le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la fécondation forcée, la stérilisation forcée et toute autre forme de violence sexuelle ;
- Demander aux parties au conflit de s'abstenir de toute forme de violences sexuelles et de prendre des mesures pour les prévenir et en protéger tous les êtres humains, notamment :
  - De diffuser par les voies hiérarchiques des ordres clairs interdisant la violence sexuelle, d'adopter les sanctions disciplinaires militaires qui s'imposent et de faire respecter le principe de la responsabilité du supérieur hiérarchique ;
  - De former les soldats à la prohibition absolue de toute forme de violences sexuelles ;
  - De dénoncer les préjugés qui alimentent la violence sexuelle ;
  - De procéder à des contrôles préalables au recrutement garantissant que les forces armées et les corps de sécurité ne comptent dans leurs rangs que des personnes dont il est attesté qu'elles n'ont pas été impliquées dans un viol ni dans d'autres formes de violences sexuelles ;
  - D'évacuer en lieu sûr des civils exposés à un danger imminent de violences sexuelles ;
  - De prendre et d'appliquer des engagements précis et assortis d'échéances pour lutter contre la violence sexuelle, conformément à la résolution 2106 (2013) ;
- Demander que les rapports que présente le Secrétaire général sur tel ou tel pays traitent de la violence sexuelle et fournissent autant que possible des données différenciées selon le sexe et l'âge des victimes ; et demander pour chaque mission des stratégies et des plans particuliers de prévention et de réaction éventuelle, dans le cadre de la stratégie plus générale de protection des civils ;

- Prévoir des dispositions expressément consacrées à la protection des enfants dans le mandat des missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies autorisées par le Conseil, notamment :
  - Prier la mission de mettre en place dans le pays, en collaboration avec les entités concernées de l'équipe de pays des Nations Unies, un mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les violations graves commises contre des enfants, comme prévu dans la résolution 1960 (2010) ;
  - Prier la mission d'aider le gouvernement hôte à lutter expressément contre les violences sexuelles lors du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité et de la réforme du secteur de la justice et à élaborer et appliquer des plans d'action concrets assortis d'échéances pour lutter contre les violences sexuelles liées aux conflits ;
- Demander que soient nommés des conseillers pour la protection de la femme dans la mission ;
- Engager les organismes régionaux et sous-régionaux concernés à définir et mettre en œuvre des politiques, des initiatives et des activités de mobilisation en faveur des civils victimes de violences sexuelles ;
- Demander aux pays qui fournissent des contingents et du personnel de police de déployer un plus grand nombre de femmes dans leurs rangs, et de dispenser aux personnels affectés à une opération de maintien de la paix ou à quelque autre mission des Nations Unies une formation en matière de protection des civils, y compris les femmes et les enfants, et de prévention des violences sexuelles pendant et après le conflit.

**Obligation faite aux parties au conflit de parer aux besoins de protection, de soins de santé et d'assistance propres aux femmes et aux filles**

Considérations à faire valoir :

- Condamner et demander que cessent immédiatement les violations et les atteintes commises contre les femmes et les filles pendant le conflit ;
- Demander aux parties au conflit de respecter strictement le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme protégeant les femmes et les filles touchées par un conflit armé ;
- Demander aux parties concernées de veiller à ce que tous les processus de paix, accords de paix, plans et programmes de relèvement et de reconstruction au lendemain d'un conflit prennent systématiquement en compte la protection, les droits et le bien-être des femmes et des filles touchées par le conflit ;
- Inviter le gouvernement hôte à élaborer et appliquer des stratégies multisectorielles sous contrôle national visant à prévenir la violence sexuelle et la violence sexiste et à y faire face ;
- Prévoir des dispositions expressément consacrées à la protection des femmes et des filles dans le mandat des missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies autorisées par le Conseil, prier notamment la mission d'aider le gouvernement hôte à élaborer et appliquer des stratégies multisectorielles sous contrôle national visant à prévenir la violence sexuelle et la violence sexiste et à y faire face ;
- Demander que les rapports que présente le Secrétaire général sur la situation de tel ou tel pays traitent de la protection des femmes et des filles ;
- Engager les organismes régionaux et sous-régionaux concernés à définir et mettre en œuvre des politiques, des initiatives et des activités de mobilisation en faveur des femmes et des filles touchées par le conflit.



### **Intervention à part entière des femmes dans la prévention et le règlement du conflit**

Considérations à faire valoir :

- Demander instamment aux États, aux organismes des Nations Unies, aux organisations régionales et sous-régionales et aux autres parties concernées de faire en sorte que les femmes soient mieux représentées à tous les niveaux de décision dans les institutions et les organes nationaux, régionaux et internationaux de prévention, de gestion et de règlement du conflit ;
- Demander à toutes les parties qui négocient et mettent en application un accord de paix, de garder à l'esprit l'égalité des sexes, en particulier :
  - De tenir compte des besoins particuliers des femmes et des filles dans les opérations de rapatriement et de réinstallation et les activités de relèvement, de réinsertion et de reconstruction après le conflit ;
  - D'appuyer les initiatives de paix prises par les associations féminines locales et les dispositifs traditionnels de règlement des conflits, et de faire participer les femmes à tous les mécanismes d'application des accords de paix ;
  - D'adopter des mesures protégeant et faisant respecter les droits fondamentaux des femmes et des filles, en particulier en matière constitutionnelle, électorale, judiciaire et policière ;
- Demander instamment au Secrétaire général et à ses envoyés spéciaux de faire participer les femmes aux débats sur la prévention et le règlement du conflit, le maintien de la paix et de la sécurité et la consolidation de la paix après le conflit, et encourager tous les participants à faciliter l'intervention à part entière des femmes dans les décisions prises à tous les niveaux ;
- Veiller à ce que les missions du Conseil de sécurité tiennent compte des considérations liées à l'égalité des sexes et aux droits des femmes et des filles, entre autres choses en consultant des associations féminines locales et internationales ;
- Demander aux pays qui fournissent des contingents et du personnel de police d'accroître le rôle, le nombre et les fonctions des femmes dans les opérations des Nations Unies, en particulier parmi les observateurs militaires et les membres de la police civile.

### **Exploitation et atteintes sexuelles**

Considérations à faire valoir :

- Demander instamment aux organisations humanitaires et aux organismes de développement de prendre des mesures pour prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles commises par leur personnel, notamment en menant des activités de sensibilisation avant déploiement et sur site ; dans le cas des organismes des Nations Unies, demander le respect général, y compris de la part du personnel civil des missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies, de la circulaire du Secrétaire général sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels<sup>232</sup> ;
- Engager vivement les pays qui fournissent des contingents militaires et des forces de police à prendre des mesures pour prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles commises par leur personnel, notamment en menant des activités de sensibilisation avant déploiement et sur site pour faire respecter la circulaire du Secrétaire général sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels ;
- Engager vivement les pays qui fournissent des contingents militaires et des forces de police à veiller à ce que les membres de leur personnel impliqués dans des faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles aient à répondre pleinement de leurs actes, et à rendre compte au Secrétaire général des mesures qu'ils auront prises.

---

<sup>232</sup> ST/SGB/2003/13.

**Additif : Sélection d'extraits de résolutions et de déclarations**

<b>I. Problèmes généraux en matière de protection des populations touchées par les conflits</b>			
<b>A. Mesures de protection et d'assistance pour les populations touchées par les conflits</b>			
<b>S'inquiéter des actes, des menaces ou des situations de violence contre des civils, et condamner les violations du droit international humanitaire ainsi que celles du droit international des droits de l'homme</b>	Réaffirmant sa ferme condamnation de toutes les violations du droit international commises dans les situations de conflit armé ou d'après-conflit contre des civils, dont des femmes et des filles, ou les touchant directement, notamment les viols et autres formes de violence sexuelle ou fondée sur le sexe, les meurtres et mutilations, les entraves à l'aide humanitaire et les déplacements forcés de masse,	Résolution 2122 (2013), neuvième alinéa du préambule	Voir aussi, par exemple, résolutions 2113 (2013), quatorzième alinéa du préambule ; 2109 (2013), par. 20 ; 2088 (2013), par. 13 ; 2046 (2012), sixième, neuvième et onzième alinéas du préambule ; 2042 (2012), quatrième alinéa du préambule ; 2040 (2012), par. 4 ; 2021 (2011), onzième alinéa du préambule ; 2009 (2011), quatrième alinéa du préambule ; 1990 (2011), neuvième alinéa du préambule ; 1975 (2011), neuvième alinéa du préambule ; 1925 (2010), onzième alinéa du préambule et par. 18 ; 1923 (2010), quatrième alinéa du préambule ; 1919 (2010), douzième alinéa du préambule et par. 4 ; 1910 (2010), seizième alinéa du préambule et par. 16 ; 1906 (2009), sixième alinéa du préambule et par. 10 ; 1828 (2008), par. 11 ; 1674 (2006), par. 3, 5, 11 et 26 ; 1574 (2004), par. 11 ; 1556 (2004), huitième alinéa du préambule ; 1493 (2003), par. 8 ; 1468 (2003), par. 2 ; et 1296 (2000), par. 2 et 5 ; et déclaration du Président S/PRST/2013/2, par. 7.
	Soulignant qu'il est particulièrement préoccupé par les informations faisant état de violences ciblant les représentants de groupes ethniques et religieux et d'une aggravation des tensions intercommunautaires,	Résolution 2121 (2013), huitième alinéa du préambule	
	Se déclare vivement préoccupé par la recrudescence des conflits localisés et par l'accroissement de la criminalité et de la violence, ainsi que par leurs répercussions sur les populations civiles, et en particulier par la forte augmentation du nombre des affrontements intertribaux, et appelle toutes les parties à faire cesser d'urgence ces affrontements et à s'engager sur la voie de la réconciliation et du dialogue...	Résolution 2113 (2013), par. 23	
	Se déclarant gravement préoccupé par la persistance des violations des droits de l'homme, notamment les arrestations et détentions arbitraires, les actes de torture et les exécutions extrajudiciaires, ainsi que par le pillage de biens par des groupes armés et les institutions nationales chargées de la sécurité ... de même que par l'incapacité des autorités de contraindre les responsables à répondre de leurs actes,	2109 (2013), neuvième alinéa du préambule	
	Condamnant fermement toutes atteintes aux droits de l'homme et violations du droit international humanitaire, y compris les exécutions extrajudiciaires, les arrestations et détentions arbitraires, et la violence sexuelle ou sexiste, les amputations punitives, ainsi que le meurtre, la mutilation, le recrutement et l'utilisation d'enfants, les attaques contre des écoles et des hôpitaux, les déplacements forcés, et la destruction du patrimoine culturel et historique, commis [dans le pays] par tout groupe ou toute personne, ... condamnant énergiquement les représailles dont il est fait état, y compris celles d'inspiration ethnique et celles auxquelles se seraient livrés des membres des Forces de défense et de sécurité [du pays] sur la personne de civils, et engageant les parties à mettre fin à ces violations et atteintes et à s'acquitter des obligations mises à leur charge par le droit international applicable,	Résolution 2100 (2013), neuvième alinéa du préambule	
	Condamne toutes attaques contre les civils en [pays], demande qu'il soit immédiatement mis fin à tous actes de violence, dont la violence sexuelle et sexiste, ou aux exactions contre des civils, notamment les femmes et les enfants, ainsi que contre le personnel humanitaire, en violation du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, ...	Résolution 2093 (2013), par. 26	

	Exige de tous les groupes présents dans [zone ou pays] qu'ils mettent un terme à toutes les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris les attaques ciblées contre la population civile, les violences sexuelles, l'enrôlement d'enfants soldats et les déplacements forcés, et rappelle, à cet égard, toutes ses résolutions pertinentes ... sur la protection des civils en période de conflit armé ;	Résolution 2071 (2012), par. 5	
	Constatant avec inquiétude que les conditions de sécurité restent précaires...	Résolution 2000 (2011), huitième alinéa du préambule	
<b>Demander aux parties au conflit de respecter le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme applicables</b>	[D]emande à nouveau que toutes les parties aux conflits armés respectent strictement les obligations que leur imposent le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et le droit international des réfugiés, et souligne qu'il faut que les parties fassent tout pour éviter de faire des victimes parmi les civils et respectent et protègent la population civile ;	Résolution 2117 (2013), par. 13	Voir aussi, par exemple, résolutions 2122 (2013), dixième alinéa du préambule ; 2121 (2013), par. 6 ; 2100 (2013), par. 24 ; 2067 (2012), seizième alinéa du préambule ; 2051 (2012), par. 11 ; 1979 (2011), onzième alinéa du préambule ; 1975 (2011), neuvième alinéa du préambule ; 1964 (2010), dix-septième alinéa du préambule ; 1935 (2010), douzième alinéa du préambule et par. 9 ; 1906 (2009), troisième alinéa du préambule et par. 11 ; 1892 (2009), par. 15 ; 1890 (2009), quinzième alinéa du préambule ; 1883 (2009), onzième alinéa du préambule ; 1872 (2009), treizième alinéa du préambule ; 1861 (2009), quatrième alinéa du préambule ; 1860 (2009), troisième et quatrième alinéas du préambule ; 1801 (2008), par. 13 ; 1794 (2007), cinquième alinéa du préambule et par. 7 ; 1790 (2007), dix-huitième alinéa du préambule ; 1776 (2007), douzième alinéa ; 1674 (2006), par. 6 ; 1574 (2004), par. 11 ; 1564 (2004), dixième alinéa du préambule ; 1493 (2003), par. 8 ; et 307 (1971), par. 3 ; et déclarations du Président S/PRST/2013/2, quatrième, cinquième, sixième et dix-huitième paragraphes ; et S/PRST/2004/46.
	[D]emande aux [forces armées] de respecter pleinement le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et le droit international des réfugiés et, dans ce contexte, rappelle qu'il importe d'assurer aux organismes chargés de la sécurité et du respect de la loi une formation aux droits de l'homme, à la protection de l'enfance et à la constatation des violences sexuelles et sexistes ;	Résolution 2112 (2013), par. 24	
	Rappelant ... la déclaration de son Président, en date du 12 février 2013, dans laquelle il a considéré qu'il incombait au premier chef aux États de protéger les civils, ainsi que de respecter et de garantir les droits de l'homme de toutes les personnes se trouvant sur leur territoire et relevant de leur juridiction, comme le prescrit le droit international applicable, réaffirmé que c'était aux parties à tout conflit armé qu'il incombait au premier chef de prendre toutes les mesures possibles pour assurer la protection de la population civile, demandé instamment à toute partie à un conflit armé de pourvoir aux besoins essentiels des civils...	Résolution 2109 (2013), onzième alinéa du préambule	
	Soulignant de nouveau qu'il importe que le Gouvernement ... soit en mesure d'apporter une réponse proportionnée aux menaces contre la sécurité de l'ensemble des citoyens de [pays] et demandant au Gouvernement de veiller à ce que ses forces de sécurité demeurent fidèles à l'obligation de respecter les droits de l'homme et le droit international applicable,	Résolution 2101 (2013), dixième alinéa du préambule	
	Souligne ... qu'il importe ... que les organisations compétentes aient accès, le cas échéant, à toutes les prisons et à tous les lieux de détention en [pays], et demande que soit pleinement respecté le droit international, dont le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme...	Résolution 2096 (2013), par. 39	
	Souligne que c'est au Gouvernement [du pays concerné] qu'il incombe au premier chef de maintenir l'ordre, d'améliorer la sécurité et de protéger la population civile, y compris les ressortissants étrangers, dans le plein respect de l'état de droit, des droits de l'homme et du droit international humanitaire applicable...	Résolution 2088 (2013), par. 10	

[R]éaffirmant que toutes les parties à un conflit armé doivent prendre toutes les mesures possibles pour assurer la protection des civils touchés, en particulier les femmes, les enfants et les déplacés, demandant à toutes les parties d'honorer les obligations que leur font le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme et que toute mesure utile soit prise pour assurer la protection des civils, ...	Résolution 2069 (2012), vingt-quatrième alinéa du préambule
[R]éaffirmant que toutes les parties devraient continuer à prendre toutes les mesures possibles et à mettre en œuvre les moyens voulus pour assurer la protection des civils touchés, y compris les enfants, les femmes et les membres de minorités religieuses et ethniques, et qu'elles devraient créer des conditions propices au retour librement consenti, durable, sûr et digne des réfugiés et des déplacés, ou à l'intégration locale des déplacés...	Résolution 2061 (2012), onzième alinéa du préambule
Demande au Gouvernement [du pays concerné] de mettre fin aux détentions prolongées ou arbitraires et de mettre en place, en coopération avec des partenaires internationaux et en s'appuyant sur leurs conseils et leur assistance technique, un système pénitentiaire sûr et humain ;	Résolution 2057 (2012), par. 17
[D]écide en outre que ... [la mission internationale autorisée par l'Organisation des Nations Unies] devra agir en conformité avec le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme applicables...	Résolution 2036 (2012), par. 1
Demande au Gouvernement de s'assurer que les conditions de protection et de détention ... [des] détenus sont conformes aux obligations internationales, et notamment que les organisations ayant pour mission de surveiller les centres de détention puissent avoir des contacts avec les détenus, et de conduire les poursuites et les procédures à l'encontre de ces personnes dans le respect des obligations internationales relatives aux garanties d'un procès équitable et d'une procédure régulière ;	Résolution 2000 (2011), par. 11
Exige des autorités [du pays concerné] qu'elles respectent les obligations qui leur incombent en vertu du droit international, y compris le droit international humanitaire, du droit des droits de l'homme et du droit des réfugiés, et prennent toutes les mesures pour protéger les civils et satisfaire leurs besoins élémentaires, et pour garantir l'acheminement sans obstacle ni contretemps de l'aide humanitaire ;	Résolution 1973 (2011), par. 3
Invite les États de la région à veiller à ce que toute action militaire menée contre les groupes armés respecte le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et le droit international des réfugiés, et à prendre des mesures pour protéger les civils et réduire les répercussions qu'ont sur eux les opérations militaires, notamment en restant régulièrement en relation avec ces populations et en les avertissant d'éventuelles attaques ;	Résolution 1906 (2009), par. 17
[S]ouligne la responsabilité de toutes les parties et de tous les groupes armés en [pays] pour ce qui est de prendre des mesures appropriées afin de protéger la population civile dans le pays conformément au droit international humanitaire, au droit international des droits de l'homme et au droit international des réfugiés, notamment d'éviter tout emploi aveugle ou excessif de la force dans des zones peuplées ;	Résolution 1863 (2009), par. 19

	Le Conseil reconnaît les besoins des civils vivant sous occupation étrangère et souligne, à ce propos, les responsabilités qui incombent à la puissance occupante.	Déclaration du Président S/PRST/2009/1, quatrième paragraphe	
<b>Rôle des missions de maintien de la paix des Nations Unies et des autres missions et acteurs concernés</b>	[E]ncourageant les efforts faits pour doter [la mission] de compétences et de moyens qui lui permettent de mener à bien ses activités de promotion, de protection et de surveillance des droits de l'homme,	Résolution 2116 (2013), onzième alinéa du préambule	Voir aussi, par exemple, résolutions 2121 (2013), par. 10; 2119 (2013), par. 19; 2075 (2012), par. 14; 2063 (2012), par. 3; 2053 (2012), par. 24; 2003 (2011), par. 3 et 21; 1935 (2010), par. 2; 1925 (2010), par. 12, al. a à c, et par. 17; 1919 (2010), par. 4; 1906 (2009), par. 5; 1828 (2008), par. 7; 1794 (2007), par. 2; 1778 (2007), par. 1, 2 et 6; 1769 (2007), par. 15; 1701 (2006), par. 12; 1674 (2006), par. 16; 1590 (2005), par. 4; et 1565 (2004), par. 4.
	[D]emande à [la mission] de continuer d'appuyer les mécanismes locaux de règlement des différends, y compris avec les organisations de la société civile, et autorise [le chef de la mission concernée] à mener des activités de médiation et de réconciliation, en associant les groupes armés [nationaux]...	Résolution 2113 (2013), par. 23	
	Exhorte le Gouvernement ... à prendre des mesures concrètes et tangibles pour prévenir les violences intercommunautaires et en atténuer les conséquences en essayant de dégager un large consensus national sur la manière de régler les questions d'identité et de propriété foncière ;	Résolution 2112 (2013), par. 18	
	Note l'ordre de priorité des tâches dont doit s'acquitter [la mission] ... pour protéger les civils et améliorer les conditions de sécurité, demande instamment à [la mission] de déployer ses moyens en conséquence...	Résolution 2109 (2013), par. 3	
	Précise que, pour s'acquitter de son mandat de protection des civils résultant [de la disposition pertinente], [la mission] prendra les mesures nécessaires pour protéger les civils sous la menace imminente d'actes de violence physique, quels qu'en soient les auteurs ;	Résolution 2104 (2013), par. 4	
	Demande à [la mission] de tenir pleinement compte, en s'acquittant du mandat défini [dans les dispositions aux termes desquelles la mission doit aider activement les autorités nationales à lutter contre les groupes armés], de l'impératif de protéger les civils et de limiter les risques, tout particulièrement ceux auxquels sont exposés les femmes, les enfants et les personnes déplacées ainsi que les installations civiles, lorsqu'elle mène ces activités conjointement avec les Forces de défense et de sécurité [nationales], et d'observer strictement la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'Organisation des Nations Unies à des forces de sécurité non onusiennes ;	Résolution 2100 (2013), par. 26	
	Autorise [la mission], par l'intermédiaire de sa composante civile, à contribuer, en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies ..., à la réalisation des tâches suivantes :	Résolution 2098 (2013), par. 15, al. a	
	a) Constater et dénoncer les violations des droits de l'homme et y donner suite, et aider les organismes des Nations Unies présents dans le pays à faire en sorte que l'appui fourni par le système des Nations Unies dans [la zone] soit conforme au droit international humanitaire, au droit international des droits de l'homme et au droit international des réfugiés selon qu'il convient ;		
	[E]xhorte [la mission] à continuer de s'employer à prévenir les pertes civiles ;	Résolution 2093 (2013), par. 9	
	[R]éaffirme que la protection des civils doit être la priorité lorsqu'il s'agit de décider de l'usage des capacités et ressources disponibles et encourage en outre [la mission] à continuer d'appliquer les mesures novatrices qu'elle a mises en œuvre pour assurer la protection des civils ;	Résolution 2053 (2012), par. 1	

Décide que [la mission] s'acquittera du mandat suivant : Résolution 2000 (2011),  
par. 7, al. g

**Protection et sécurité**

...

g) *Appui à la promotion et à la protection des droits de l'homme*

- Contribuer à la promotion et la protection des droits de l'homme en [pays concerné], en prêtant une attention particulière aux violations et sévices graves commis contre des enfants et des femmes, notamment la violence sexuelle et sexiste, en étroite coordination avec l'Expert indépendant [sur la situation des droits de l'homme dans le pays];

...

- Communiquer au Conseil les noms de toutes les personnes connues pour avoir commis de graves violations des droits de l'homme et tenir le Comité [du Conseil de sécurité créé par la résolution pertinente] régulièrement informé de tout fait nouveau à cet égard;

Rappelle, tout en soulignant qu'il l'a assurée de son plein appui à cet égard, qu'il a autorisé [la mission], dans le cadre de l'exécution impartiale de son mandat, à utiliser tous les moyens nécessaires pour s'acquitter de la tâche qui lui incombe de protéger les civils menacés d'actes de violence physique imminente, dans la limite de ses capacités et dans ses zones de déploiement, y compris pour empêcher l'utilisation d'armes lourdes contre la population civile, et prie le Secrétaire général de le tenir informé de manière urgente des mesures prises et des efforts faits à cet égard; Résolution 1975 (2011),  
par. 6

Souligne que la protection des civils doit être la priorité lorsqu'il s'agit de décider de l'usage des capacités et ressources disponibles et autorise [la mission] à utiliser tous les moyens nécessaires, dans la limite de ses capacités et dans les zones où ses unités sont déployées, pour s'acquitter de son mandat de protection; Résolution 1925 (2010),  
par. 11

Réaffirme sa pratique consistant à prévoir dans les mandats des opérations de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies, lorsqu'il y a lieu et si les circonstances l'y engagent, des dispositions concernant la protection des civils, insiste sur le fait que de telles attributions ont la priorité dans les décisions qui organisent, aux fins de l'accomplissement des mandats, l'emploi des moyens et des ressources disponibles, y compris en matière d'information et de renseignement, et considère que la protection des civils, quand elle est nécessaire et ainsi autorisée, appelle toutes les composantes d'une mission à coordonner leur action; Résolution 1894 (2009),  
par. 19

Décide ... que [la mission de maintien de la paix] aura pour mandat, dans la limite de ses capacités et dans ses zones de déploiement, d'aider le Gouvernement [de l'État concerné] à instaurer dans le pays un environnement stable en matière de sécurité et, à cette fin : Résolution 1756 (2007),  
par. 2

*Protection des civils, du personnel humanitaire et du personnel et des installations des Nations Unies*

a) D'assurer la protection des civils, y compris le personnel humanitaire, sous la menace imminente de violences physiques;

b) De contribuer à l'amélioration des conditions de sécurité dans lesquelles est apportée l'aide humanitaire, et d'aider au retour volontaire des réfugiés et des personnes déplacées ;

c) D'assurer la protection des personnels, dispositifs, installations et matériels des Nations Unies ;

d) De veiller à la sécurité et à la liberté de mouvement du personnel des Nations Unies et du personnel associé ;

e) De mener des patrouilles conjointes avec les unités antiémeutes de la police nationale pour accroître la sécurité en cas de troubles civils ;

Reconnaît le rôle de plus en plus indispensable joué par les organisations régionales et autres organisations intergouvernementales dans la protection des civils et encourage le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organisations régionales et autres organisations intergouvernementales à continuer d'œuvrer à renforcer leur partenariat à cet égard ;

Résolution 1674 (2006), par. 24

**Condamner les obstacles mis à l'exécution des mandats des missions de maintien de la paix, et en demander la facilitation**

Préoccupé par les menaces que le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre continuent de faire peser sur la sécurité des soldats de la paix des Nations Unies et leur aptitude à exécuter les mandats de maintien de la paix...

Se déclarant profondément préoccupé par les obstacles que [la mission] rencontre pour s'acquitter de son mandat, y compris les restrictions imposées à sa liberté d'accès et de circulation,

[S]e dit profondément préoccupé par la multiplication des restrictions et des obstacles bureaucratiques que le Gouvernement ... impose à la liberté de mouvement et aux opérations de [la mission], en particulier dans les zones qui ont récemment été le théâtre d'affrontements ; demande à toutes les parties [dans la zone] de lever tous les obstacles empêchant [la mission] de s'acquitter intégralement et correctement de son mandat, notamment d'assurer sa sécurité et sa liberté de mouvement ; à cet égard, exige du Gouvernement qu'il respecte intégralement et sans délai les dispositions de l'accord sur le statut des forces, notamment celles qui concernent les mouvements des patrouilles et les autorisations de vol et d'importation de matériel, en permettant à [la mission] de faire pleinement usage des moyens aériens à sa disposition, en délivrant rapidement les visas destinés au personnel de [la mission] et en accélérant le dédouanement de son matériel au point d'entrée [dans le pays] ; ... se félicite des progrès accomplis dans la délivrance des visas mais déplore les retards persistants, qui mettent sérieusement en péril la capacité de [la mission] de s'acquitter de son mandat ; et exige du Gouvernement qu'il respecte les droits dont bénéficie le personnel de [la mission] aux termes dudit accord ;

Résolution 2117 (2013), neuvième alinéa du préambule

Résolution 2113 (2013), seizième alinéa du préambule

Résolution 2113 (2013), par. 12

Voir aussi, par exemple, résolutions 2113 (2013), douzième alinéa du préambule et par. 11 ; 2109 (2013), quatorzième alinéa du préambule et par. 19 et 35 ; 2104 (2013), par. 14 ; 2076 (2012), par. 14 ; et 2035 (2012), par. 10.

Exige du Gouvernement ... et de toutes les parties concernées qu'ils coopèrent sans réserve au déploiement et aux opérations de [la mission], ainsi qu'à ses missions de surveillance, de vérification et de constatation, notamment en garantissant la sécurité et l'entière liberté de circulation du personnel des Nations Unies et du personnel associé sur tout le territoire [du pays], exige en outre que le

Résolution 2109 (2013), par. 10

Gouvernement s'abstienne de restreindre les déplacements de [la mission] et, à cet égard, condamne fermement toutes les attaques perpétrées contre le personnel militaire et civil de [la mission], y compris [attaque] ... et exige qu'elles ne se reproduisent plus et que leurs auteurs ne restent pas impunis ;

Demandant à nouveau à toutes les parties de coopérer pleinement avec [la mission] et réaffirmant sa condamnation de toutes les attaques contre les soldats de la paix, ... , et rappelant sa décision d'étendre les sanctions visées au [paragraphe pertinent de la résolution énonçant les sanctions] aux personnes et entités qui planifient des attaques contre des soldats de la paix de [la mission], les facilitent ou y participent,

Résolution 2098 (2013),  
vingt-sixième alinéa du  
préambule

[C]ondamne les attaques, les menaces, les actes d'obstruction et de violence perpétrés par les [forces armées], les milices et les mercenaires contre le personnel des Nations Unies, qu'ils empêchent de protéger les civils, de constater les exactions et les violations des droits de l'homme et d'aider à mener les enquêtes à ce sujet, souligne que les personnes responsables de ces crimes au regard du droit international doivent répondre de leurs actes et engage toutes les parties ... à coopérer pleinement avec [la mission] et à cesser d'entraver les activités que [la mission] mène en exécution de son mandat ;

Résolution 1975 (2011),  
par. 4

**Stratégie et mesures  
concrètes de  
protection**

Souligne que [la mission] doit continuer de faire pleinement usage de son mandat et de ses capacités, en accordant la priorité aux décisions concernant l'utilisation de ses capacités et de ses ressources, pour *a*) assurer la protection des civils dans l'ensemble [de la région], notamment en mettant en œuvre à l'échelle de la mission une stratégie d'alerte rapide assortie d'indicateurs d'alerte précoce, en déployant des troupes à titre préventif et en augmentant le nombre de patrouilles dans les zones à haut risque, en redoublant d'efforts pour intervenir rapidement et efficacement en cas de menaces de violence contre des civils, en sécurisant, par des patrouilles de police supplémentaires, les camps de déplacés, les zones adjacentes et les zones de retour, et en favorisant la mise en place et la formation d'une police de proximité dans les camps de déplacés et dans les zones de retour, ... et prie [la mission] d'utiliser au mieux ses capacités, en coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies et les autres acteurs internationaux et non gouvernementaux, pour mettre en œuvre sa stratégie globale et intégrée et atteindre ces objectifs ;

Résolution 2113 (2013),  
par. 4

Voir aussi, par exemple, résolutions 2112 (2013), par. 6 ; 2109 (2013), par. 3 et 5 ; 2003 (2011), par. 3 ; 1996 (2011), par. 3 ; 1935 (2010), par. 4 ; 1933 (2010), par. 16 ; 1919 (2010), par. 6 et 10 ; 1906 (2009), par. 9 ; et 1794 (2007), par. 18.

Engage [la mission] à renforcer le dialogue avec la population civile afin de mieux faire connaître et comprendre son mandat et ses activités par le biais d'un programme d'information global et à recueillir des informations fiables sur les violations du droit international humanitaire et les atteintes aux droits de l'homme commises contre des civils, conformément aux [paragraphe pertinents] ;

Résolution 2098 (2013),  
par. 25

Le Conseil souligne qu'il importe de faire en sorte que les missions de maintien de la paix ayant mandat de protection des civils fassent une place à des stratégies de protection à l'échelle de la mission, dans leurs plans de mise en œuvre générale des activités et leurs plans d'urgence en consultation avec le gouvernement du pays hôte, les autorités locales, les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et les autres acteurs

Déclaration du Président  
S/PRST/2013/2, vingt-  
deuxième paragraphe



intéressés. Le Conseil insiste sur le fait qu'il importe de veiller à la plus large diffusion possible des outils créés aux fins de la mise au point de stratégies à l'échelle des missions... Il se félicite des progrès accomplis par le Secrétaire général s'agissant d'élaborer un cadre conceptuel, de dégager les ressources et les moyens nécessaires et de mettre au point des outils opérationnels aux fins de l'exécution des mandats de protection des civils...

Engage [la mission] et l'équipe de pays des Nations Unies à reconfigurer, dans la limite des moyens dont elles disposent, et à affermir leur présence sur le terrain, afin de renforcer l'appui qu'elles apportent ensemble aux autorités locales dans [tout le pays], dans les zones où les civils courent le plus de risques, en particulier dans [les régions concernées du pays] mais sans s'y limiter;

Résolution 2062 (2012),  
par. 6

Décide que [la mission] s'acquittera du mandat suivant :

Résolution 2000 (2011),  
par. 7, al. a

**Protection et sécurité**

a) *Protection des civils*

...

- Réviser la stratégie globale de protection des civils et la coordonner avec la stratégie de protection des civils de l'Organisation des Nations Unies, en liaison avec l'équipe de pays des Nations Unies, afin de prendre en compte les réalités nouvelles sur le terrain et les besoins particuliers des groupes vulnérables, et y inclure des mesures de prévention de la violence sexiste, conformément aux résolutions 1960 (2010) et 1882 (2009);
- Travailler en étroite collaboration avec les organismes humanitaires, en particulier dans les zones de tension et de retour des personnes déplacées, afin d'identifier d'éventuelles menaces contre la population civile et de rassembler des informations à ce sujet, ainsi que des renseignements fiables sur les violations du droit international humanitaire et du droit relatif aux droits de l'homme, de les porter à l'attention des autorités [nationales] s'il y a lieu, et prendre les mesures nécessaires conformément à la stratégie de protection établie à l'échelle du système des Nations Unies et en harmonie avec la stratégie de protection de [la mission];

Décide que [la mission] aura le mandat suivant, dans cet ordre de priorité :

Résolution 1925 (2010),  
par. 12, al. f

*Protection des civils*

...

f) Appliquer la stratégie du système des Nations Unies pour la protection des civils [dans le pays] en lui donnant effet au moyen d'une stratégie de protection de [la mission] reposant sur les meilleures pratiques et reproduire les mesures de protection efficaces, comme l'utilisation d'équipes conjointes de protection, d'interprètes de proximité, d'équipes mixtes d'investigation, de centres de surveillance et de conseillers pour la protection des femmes;

[P]rie ... le Secrétaire général de veiller à ce que toutes les missions de maintien de la paix ayant un mandat de protection intègrent des stratégies de protection détaillées

Résolution 1894 (2009),  
par. 24

dans la planification générale de leurs activités et des plans d'urgence qui incluent l'évaluation des risques potentiels ainsi que des mesures de gestion des crises et d'atténuation des risques, et définissent clairement les priorités, les actions à mener et les rôles et responsabilités, sous la conduite et la coordination du représentant spécial du Secrétaire général, avec la participation pleine et entière de tous les acteurs concernés et en concertation avec les équipes de pays des Nations Unies ;

[D]emande à [la mission] de renforcer sa capacité de gestion des conflits en achevant dans les meilleurs délais sa stratégie intégrée de soutien des mécanismes locaux de règlement des conflits tribaux afin de protéger les civils le mieux possible ; se félicite de la mise au point d'une stratégie globale de protection des civils et invite [la mission] à poursuivre et à achever avec diligence son action concernant cette stratégie ; demande de nouveau à [la mission], dans le cadre de son mandat et de ses capacités actuels, de continuer de patrouiller activement dans les zones à haut risque de conflit localisé ;

Résolution 1870 (2009),  
par. 15

**Mise en œuvre de la politique de diligence voulue des Nations Unies en matière de droits de l'homme**

Souligne que l'appui mentionné au [paragraphe pertinent] ci-dessus doit être apporté dans le strict respect de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme, souligne également qu'il compte que le Secrétaire général rendra compte de toutes les activités menées par [la mission] à l'appui [des forces armées nationales] en précisant dans quelle mesure cette politique est appliquée...

Résolution 2124 (2013),  
par. 15

Voir aussi, par exemple, résolutions 2112 (2013), par. 23 ; 2109 (2013), par. 16 ; et 2098 (2013), par. 15.

Prend note de l'élaboration de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme, encourage [la mission] à la mettre pleinement en œuvre et prie le Secrétaire général de lui rendre compte de l'état d'avancement des mesures prises à ce titre dans les rapports qu'il lui présentera ;

Résolution 2113 (2013),  
par. 18

Rappelant ... que la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'Organisation des Nations Unies à des forces de sécurité non onusiennes permet de renforcer le respect du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et du droit international des réfugiés, notamment de lutter contre les violences sexuelles commises en période de conflit armé et d'après conflit,

Résolution 2106 (2013),  
douzième alinéa du préambule

Demande à [la mission] de tenir pleinement compte, en s'acquittant du mandat défini [dans les dispositions aux termes desquelles la mission doit aider activement les autorités nationales à lutter contre les groupes armés], de l'impératif de protéger les civils et de limiter les risques, tout particulièrement ceux auxquels sont exposés les femmes, les enfants et les personnes déplacées ainsi que les installations civiles, lorsqu'elle mène ces activités conjointement avec les Forces de défense et de sécurité [nationales], et d'observer strictement la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'Organisation des Nations Unies à des forces de sécurité non onusiennes ;

Résolution 2100 (2013),  
par. 26

Autorise [la mission], par l'intermédiaire de sa composante militaire, en vue d'atteindre les objectifs énoncés au [paragraphe pertinent] ci-dessus, à prendre toutes les mesures nécessaires pour s'acquitter des tâches

Résolution 2098 (2013),  
par. 12, al. b

ci-après en ayant recours à ses forces régulières ou à sa brigade d'intervention, selon qu'il conviendra :

...

b) *Neutralisation des groupes armés par la brigade d'intervention*

En appui aux autorités [du pays concerné], ... mener ... seule ou avec les [forces armées nationales], des offensives ciblées et robustes ... dans le strict respect du droit international, y compris le droit international humanitaire, et de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'Organisation des Nations Unies à des forces de sécurité non onusiennes...

Réitère ... que le soutien de [la mission] aux opérations militaires menées par ... contre les groupes armés ... doit être strictement subordonné au respect de la part des [forces armées] du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et du droit international des réfugiés, et à une planification conjointe effective, et décide que les responsables militaires de [la mission] confirmeront, avant de fournir tout appui aux opérations en question, qu'une planification conjointe suffisante a été assurée, notamment en matière de protection des populations civiles, et demande à [la mission] d'intervenir auprès du commandement des [forces armées] si certaines des unités appuyées par [la mission] sont soupçonnées de violations graves des droits énumérés ci-dessus et, si la situation persiste, lui demande de ne plus appuyer ces unités ;

Résolution 1906 (2009), par. 22

**Présentation de rapports**

[C]onsidérant qu'il importe que la situation des populations civiles et, plus particulièrement, les pertes civiles soient suivies en permanence, notamment par la [force militaire internationale autorisée par l'Organisation des Nations Unies], et qu'il en soit informé, et prenant note à ce propos de l'action menée par l'équipe de la [force militaire internationale autorisée par l'Organisation des Nations Unies] chargée de réduire le nombre de victimes civiles,

Prie le Secrétaire général de continuer à lui faire rapport tous les 90 jours sur ... les progrès concernant le volet politique, les conditions de sécurité et la situation humanitaire, notamment dans les camps de déplacés et de réfugiés, les mesures prises par toutes les parties pour faire appliquer ... les droits de l'homme, les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, les actions de relèvement rapide et l'ensemble des restrictions et obstacles bureaucratiques imposés à la liberté de mouvement de [la mission]...

Prend note de l'élaboration de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme, encourage [la mission] à continuer de l'appliquer dans son intégralité et prie le Secrétaire général de rendre compte des progrès accomplis en ce sens dans les rapports qu'il lui présentera ;

Prie le Secrétaire général de continuer à lui faire rapport tous les 90 jours sur les progrès réalisés dans l'exécution du mandat de [la mission] dans l'ensemble [de la région], y compris sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie [de protection de la mission] ..., notamment en évaluant ces progrès à l'aune des repères et des indicateurs énoncés dans [le rapport pertinent du Secrétaire

Résolution 2120 (2013), vingt-quatrième alinéa du préambule

Résolution 2113 (2013), par. 14

Résolution 2109 (2013), par. 16

Résolution 2003 (2011), par. 13

Voir aussi, par exemple, résolutions 2104 (2013), par. 1 ; 2098 (2013), par. 15 et 34 ; 2091 (2013), par. 6 ; 2085 (2012), par. 18 ; 2062 (2012), par. 22 ; 2035 (2012), par. 8 ; 1933 (2010), par. 22 ; 1906 (2009), par. 40 ; 1833 (2008), par. 6 ; 1794 (2007), par. 7 ; 1790 (2007), par. 5 ; 1674 (2006), par. 25 ; 1529 (2004), par. 9 ; et déclaration du Président S/PRST/2013/2, vingt-deuxième et vingt-quatrième paragraphes.

général], ainsi que sur les progrès concernant les conditions de sécurité et la situation humanitaire, y compris dans les camps de déplacés et de réfugiés, les droits de l'homme, les violations du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme, et sur les actions de relèvement rapide et le respect par toutes les parties de leurs obligations internationales ;

Décide que [la mission] s'acquittera du mandat suivant :

Résolution 2000 (2011),  
par. 7, al. g

**Protection et sécurité**

...

g) *Appui à la promotion et à la protection des droits de l'homme*

...

- Suivre la situation des droits de l'homme et du droit humanitaire, aider à enquêter et faire rapport, tant publiquement qu'au Conseil, sur les violations en la matière, afin de les prévenir, d'instaurer un environnement protecteur et de mettre un terme à l'impunité et, à cette fin, renforcer ses moyens de surveillance, d'enquête et d'information sur les droits de l'homme ;
- Communiquer au Conseil les noms de toutes les personnes connues pour avoir commis de graves violations des droits de l'homme et tenir le Comité [du Conseil de sécurité créé par la résolution pertinente] régulièrement informé de tout fait nouveau à cet égard ;

[A]utorise ... [la mission] à s'acquitter des tâches suivantes :

Résolution 1996 (2011),  
par. 3, al. b

...

b) Aider le Gouvernement à s'acquitter de ses missions de prévention, d'atténuation et de règlement des conflits et de protection des civils :

...

iii) En procédant régulièrement à toutes activités de surveillance, d'investigations, d'enquêtes et de constatations sur la situation des droits de l'homme et les menaces qui pèsent sur la population civile, ainsi que les violations potentielles ou réelles du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme, et en établissant des rapports périodiques sur la question, si nécessaire en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en attirant l'attention des autorités à ce sujet et en informant promptement le Conseil de toute violation flagrante des droits de l'homme ;

Prie ... le Groupe d'experts [qui tient le comité des sanctions informé] ... d'indiquer, dans ses rapports intermédiaire et final, ... les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et autres atrocités, y compris la violence sexuelle ou à motivation sexiste...

Résolution 1945 (2010),  
par. 4

Prie ... le Secrétaire général de lui soumettre ... un rapport détaillé sur la situation en [pays] et les activités de [la mission], en vue de l'examen stratégique ..., ce rapport devant comporter :

Résolution 1906 (2009),  
par. 41, al. a

a) Des informations précises sur les défis auxquels doit faire face [la mission] pour assurer la protection des civils, une évaluation des mécanismes de protection

	existants, ... , et une étude des mesures spéciales de protection contre la violence sexuelle ;	
	Est conscient de l'importance du rôle joué par le Secrétaire général, qui fournit au Conseil des renseignements à jour sur la protection des civils dans les conflits armés, par le biais notamment de rapports consacrés à un thème particulier ou à un pays donné ou de séances d'information ;	Résolution 1894 (2009), par. 31
	Prie le Secrétaire général d'inclure dans les rapports qu'il présente au Conseil sur la situation de tel ou tel pays des renseignements plus complets et plus détaillés sur la protection des civils dans les conflits armés, y compris sur les incidents relatifs à la protection et sur les mesures prises par les parties à un conflit armé en vue de s'acquitter de leur obligation de respecter et de protéger la population civile, ainsi que sur les besoins de protection des réfugiés, des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, des femmes, des enfants et des autres groupes vulnérables ;	Résolution 1894 (2009), par. 32
<b>Objectifs en matière de protection</b>	Souligne que toutes reconfigurations futures de [la mission] seront décidées en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain et de la capacité du Gouvernement ... de mieux protéger la population grâce à des forces de sécurité viables et efficaces et à la réforme du secteur de la justice, y compris des tribunaux et de l'administration pénitentiaire, en vue de reprendre progressivement les fonctions de [la mission] en matière de sécurité ;	Résolution 2116 (2013), par. 6
	[Le Conseil de sécurité] réaffirme sa pratique consistant à prescrire d'arrêter pour chaque mission, si besoin est, des critères aux fins d'évaluer les progrès accomplis dans l'exécution des mandats de maintien de la paix et souligne à cet égard qu'il importe de veiller à définir clairement les critères concernant toute mission, dans le cadre de la transition d'une phase à l'autre de la mission en question.	Voir aussi, par exemple, résolutions 2119 (2013), par. 3 ; 2098 (2013), par. 11 ; 1925 (2010), par. 6 ; 1923 (2010), par. 2.
	Insiste sur l'importance de définir des objectifs réalisables et réalistes par rapport auxquels on puisse mesurer les progrès des opérations de paix des Nations Unies, prie le Secrétaire général de continuer de lui rendre compte tous les 90 jours sur les progrès réalisés dans l'exécution du mandat de [la mission] dans l'ensemble [de la région], y compris sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie [de protection] et sur les obstacles rencontrés à cet égard, notamment en évaluant ces progrès à l'aune des objectifs fixés dans ... [le] rapport du Secrétaire général...	Déclaration du Président S/PRST/2013/2, vingt-quatrième paragraphe
	[S]ouligne la nécessité d'inclure, pour les missions concernées, des indicateurs relatifs à la protection des civils ;	Résolution 1935 (2010), par. 8
	Note ... que, dans ce contexte, le Gouvernement [du pays] s'engage à œuvrer, conformément au droit international humanitaire, à la satisfaction des critères ci-après, relatifs à la protection des civils et du personnel humanitaire, ...	Résolution 1894 (2009), par. 27
	i) Retour et réinstallation volontaires, dans des conditions sûres et durables, des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ;	Résolution 1923 (2010), par. 3
	ii) Démilitarisation des camps de réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, attestée par une diminution de la présence d'armes, de la violence et des violations des droits de l'homme ;	

	<p>iii) Renforcement des capacités des autorités [nationales], y compris les organes nationaux de police, le pouvoir judiciaire et le système pénitentiaire, d'assurer comme il se doit dans [la zone touchée par la violence] la sécurité des réfugiés, des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, des civils et des travailleurs humanitaires dans le respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme ;</p> <p>Prie le Gouvernement [du pays concerné] et le Secrétaire général de créer un Groupe de travail mixte de haut niveau Gouvernement ... Organisation des Nations Unies qui évaluera chaque mois la situation sur le terrain en ce qui concerne la protection des civils, les dispositions que le Gouvernement aura prises ... pour faire des progrès par rapport aux critères [de protection]...</p>	Résolution 1923 (2010), par. 4	
<b>Relations et complémentarité entre les missions, les équipes de pays des Nations Unies, et les autres parties prenantes</b>	<p>Soulignant l'importance, aux fins de la mise en œuvre du mandat de [la mission], de poursuivre les efforts déployés pour renforcer la collaboration entre les composantes militaire, civile et policière de [la mission] et entre [la mission] et les organisations humanitaires présentes [dans la région],</p> <p>Prie le Secrétaire général de réexaminer le mandat de [la mission] en analysant les avantages comparatifs respectifs de celle-ci et de l'équipe de pays [des Nations Unies], et le prie également de lui rendre compte, dans son rapport à mi-parcours, de ses constatations, en y faisant notamment figurer un compte rendu détaillé assorti d'un tableau renseignant sur la division actuelle des tâches entre [la mission] et l'équipe de pays, et des recommandations issues de cet examen, ... en vue de transférer à l'équipe de pays les tâches dont celle-ci est mieux à même de s'acquitter ou, le cas échéant, au Gouvernement [du pays], et entend garder à l'examen le mandat de [la mission] sur la base de ce rapport ;</p> <p>Réaffirme les dispositions de sa [résolution pertinente] concernant la coopération intermissions et exhorte les entités des Nations Unies présentes [dans les pays concernés], y compris toutes les composantes [des missions concernées], dans la limite de leur mandat, de leurs moyens et des zones où elles sont déployées, à renforcer l'appui qu'elles apportent aux fins de la stabilisation de la zone frontalière, notamment en renforçant leur coopération et en définissant un projet et un plan stratégiques communs pour aider les [autorités nationales concernées] ;</p> <p>Soulignant qu'il est nécessaire de veiller à la cohérence des activités de l'Organisation des Nations Unies [dans le pays concerné], les rôles, les responsabilités et les modalités de la collaboration entre [la mission] et l'équipe de pays des Nations Unies devant être clairement définis à cette fin sur la base de leurs avantages comparatifs respectifs, et notant qu'il importe de coopérer avec les autres acteurs compétents présents dans la région, notamment [acteurs concernés],</p> <p>Rappelle que la protection des civils est une tâche qui requiert l'action coordonnée de toutes les composantes de [la mission] et encourage [la mission] à accroître l'interaction, sous l'autorité du Représentant spécial du Secrétaire général ..., de ses composantes civiles et militaires à tous les niveaux et du personnel humanitaire,</p>	<p>Résolution 2113 (2013), vingt-troisième alinéa du préambule</p> <p>Résolution 2112 (2013), par. 10</p> <p>Résolution 2066 (2012), par. 13</p> <p>Résolution 2057 (2012), sixième alinéa du préambule</p> <p>Résolution 1906 (2009), par. 8</p>	<p>Voir aussi, par exemple, résolutions 2116 (2013), par. 13 ; 2109 (2013), par. 30 ; 2098 (2013), par. 17 et 18 ; 2063 (2012), par. 16 ; 2062 (2012), par. 19 ; 1925 (2010), par. 16 ; 1880 (2009), par. 28 ; et déclaration du Président S/PRST/2013/2, vingt-deuxième et vingt-troisième paragraphes.</p>

	afin d'intégrer toutes les compétences spécialisées qu'exige la protection des civils ;		
	Encourage [la mission] à entretenir des rapports plus étroits avec la population civile pour faire mieux connaître et comprendre son mandat et ses activités et recueillir des informations fiables sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire dont les civils sont victimes ;	Résolution 1906 (2009), par. 14	
<b>Formation du personnel de maintien de la paix</b>	<p>Prie ... le Secrétaire général de veiller à prêter une assistance technique aux pays fournissant des effectifs militaires et de police à [la mission] avant le déploiement et sur le théâtre des opérations, pour notamment donner des directives et dispenser une formation aux personnels militaires et de police sur la protection des civils en cas de menace immédiate et les mesures à prendre, notamment en ce qui concerne les droits fondamentaux, la violence sexuelle et la problématique hommes-femmes ;</p> <p>Prie le Secrétaire général d'engager des consultations avec les intervenants concernés en vue d'intégrer dans les plans stratégiques de déploiement des missions de maintien de la paix dont le mandat comprend la protection des civils, la planification à l'échelle de la mission, la formation préalable au déploiement et la formation aux fonctions d'encadrement sur la protection des civils, et demande aux pays qui fournissent des contingents militaires et du personnel de police d'offrir à leurs personnels participant à des missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies une formation appropriée en vue de les sensibiliser aux questions de protection, et notamment des informations sur le VIH/sida et sur la politique de tolérance zéro de l'exploitation et des abus sexuels pratiquée dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies ;</p> <p>Prie le Secrétaire général de faire en sorte que le personnel des Nations Unies engagé dans les activités de rétablissement, de maintien et de consolidation de la paix reçoive une formation appropriée en ce qui concerne le droit international humanitaire et le droit relatif aux droits de l'homme et aux réfugiés, y compris les dispositions touchant les enfants et les sexospécificités, la négociation et la communication, les spécificités culturelles et la coordination entre civils et militaires, et demande instamment aux États ainsi qu'aux organisations internationales et régionales compétentes de prévoir un volet de formation approprié dans leurs programmes à l'intention du personnel engagé dans des activités analogues ;</p>	<p>Résolution 1906 (2009), par. 13</p> <p>Résolution 1894 (2009), par. 23</p> <p>Résolution 1265 (1999), par. 14</p>	Voir aussi, par exemple, résolutions 1325 (2000), par. 6 ; et 1296 (2000), par. 19.
<b>B. Déplacements</b>			
<b>Protection des réfugiés et des déplacés, et prévention des déplacements forcés</b>	S'inquiétant vivement de la multiplication notable des déplacements de population [au cours de l'année], de l'augmentation correspondante des besoins en matière d'aide humanitaire et de protection, et du fait qu'environ [chiffre] de déplacés et de réfugiés restent en situation de déplacement, et s'inquiétant de même vivement de la détérioration de la situation des déplacés [dans la région], des nouveaux réfugiés dans les pays voisins ainsi que des [ressortissants des pays voisins] qui ont fui [la zone], et de la situation des réfugiés et des déplacés qui n'arrivent pas à rejoindre les camps et qui sont ainsi exposés aux violences incessantes ou hors d'atteinte de l'aide humanitaire, tout en soulignant l'importance que l'action internationale en	Résolution 2113 (2013), dix-septième alinéa du préambule	Voir aussi, par exemple, résolutions 2111 (2013), sixième et treizième alinéas du préambule ; 2099 (2013), douzième alinéa du préambule ; 2098 (2013), douzième alinéa du préambule ; 2076 (2012), huitième alinéa du préambule ; 2063 (2012), quatorzième alinéa du préambule ; 1975 (2011), par. 10 ; 1944 (2010), douzième alinéa du préambule ; et 1674 (2006), par. 12.

faveur de ces populations se poursuive, ayant conscience que certains déplacés s'établiront de manière définitive dans les zones urbaines, mais insistant sur la nécessité de veiller à assurer la sécurité dans les zones de retour,

[C]ondamnant fermement tous actes d'intimidation, menaces et attaques contre des réfugiés, rapatriés ou déplacés en [pays]...

Résolution 2112 (2013),  
sixième alinéa du  
préambule

[E]xprimant sa préoccupation face aux allégations de violations des droits de l'homme, notamment d'exécutions extrajudiciaires, de violences sur la personne de femmes, d'enfants et de journalistes, de détentions arbitraires et de violences sexuelles et sexistes fréquentes, en particulier dans les camps de déplacés...

Résolution 2102 (2013),  
neuvième alinéa du  
préambule

Exprime sa préoccupation face à l'insécurité dans les camps de déplacés et les établissements humains, condamne toutes violations des droits de l'homme et exactions commises contre des déplacés par toutes les parties, y compris les groupes armés et les milices, notamment les violences sexuelles, et demande que soit renforcée la protection des déplacés dans les camps ;

Résolution 2093 (2013),  
par. 28

Rappelle que le déplacement forcé de civils en période de conflit armé est prohibé et souligne à cet égard qu'il importe de respecter pleinement le droit international humanitaire et les autres dispositions du droit international applicables ;

Résolution 2093 (2013),  
par. 29

[C]ondamnant fermement tout acte d'intimidation, toute menace et toute attaque visant des réfugiés et des déplacés [dans le pays concerné]...

Résolution 2062 (2012),  
septième alinéa du  
préambule

Engage la communauté internationale à prêter appui et assistance aux États pour leur permettre de s'acquitter de leurs responsabilités en matière de protection des réfugiés et autres personnes protégées par le droit international humanitaire ;

Résolution 1674 (2006),  
par. 13

Note qu'en période de conflit armé, l'immense majorité des personnes déplacées et des membres d'autres groupes vulnérables sont des civils et, qu'à ce titre, ils ont droit à la protection offerte aux civils en vertu du droit international humanitaire existant ;

Résolution 1296 (2000),  
par. 3

#### Asile et non-refoulement

Le Conseil réaffirme l'importance du principe de non-refoulement et le droit des réfugiés de retourner librement [dans le pays concerné] et invite les pays voisins [du pays] à protéger tous ceux qui fuient la violence dans ce pays, y compris [personnes originaires d'une zone donnée de la région]. Il prie instamment tous les États Membres, compte tenu du principe de l'entraide, d'aider ces pays à porter assistance aux réfugiés et aux groupes touchés...

Déclaration du Président  
S/PRST/2013/15, seizième  
paragraphe

Prend note de la politique de coopération que pratiquent les États voisins, dont [liste des États concernés], en ouvrant leurs frontières aux réfugiés ..., et encourage ces États à maintenir cette politique et à contribuer, là où ils le peuvent, à la stabilisation de la situation ;

Résolution 2056 (2012),  
par. 15

Rappelant également que le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile, prévu à l'article 14 de la Déclaration universelle [des droits de l'homme], et l'obligation de non-refoulement par les États énoncée dans la Convention relative au statut des réfugiés adoptée le 28 juillet 1951, ainsi que dans son Protocole adopté le 31 janvier 1967 (« la Convention relative aux réfugiés et son Protocole »), et rappelant en outre que les protections offertes par la

Résolution 1624 (2005),  
septième alinéa du  
préambule



	<p>Convention relative au statut des réfugiés et son Protocole ne s'appliquent pas à une personne au sujet de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle est coupable d'agissements contraires aux buts et principes des Nations Unies,</p> <p>Le Conseil réaffirme le principe du non-refoulement des réfugiés énoncé dans les instruments internationaux pertinents, se félicite des efforts que les pays limitrophes [de l'État concerné] ont récemment accomplis à l'appui du rapatriement librement consenti des réfugiés [de ce pays] dans la sécurité et la dignité, et prie instamment ces États d'accueil de continuer à assurer une protection internationale aux réfugiés [de ce pays] qui en ont besoin. Il encourage la communauté internationale à apporter l'aide nécessaire à cet égard.</p> <p>Le Conseil est particulièrement préoccupé par le retrait du statut de réfugiés à de nombreux réfugiés originaires de [l'État voisin] ... qui sont en conséquence privés d'aide. À la suite des décisions prises par [l'État concerné] à cet égard, des dizaines de milliers de personnes pourraient être amenées à retourner contre leur gré dans une zone qui n'est ni sûre, ni prête à les accueillir. Le Conseil souligne l'importance du principe du non-refoulement énoncé dans la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés, à laquelle [l'État concerné] est partie. Il demande instamment [à l'État concerné] de continuer à accorder l'asile à tous les réfugiés, quelle que soit leur origine.</p>	<p>Déclaration du Président S/PRST/2000/12, septième paragraphe</p> <p>Déclaration du Président S/PRST/1995/49, deuxième paragraphe</p>	
<b>Caractère civil des camps de réfugiés et des lieux de rassemblement des déplacés</b>	[Le Conseil] demande à tous les acteurs de prendre les mesures appropriées et nécessaires pour assurer le respect des principes applicables à la protection des réfugiés et des obligations découlant du droit des réfugiés, notamment en ce qui concerne le caractère civil et humanitaire des camps de réfugiés.	Déclaration du Président S/PRST/2013/2, vingtième paragraphe	Voir aussi, par exemple, résolutions 1834 (2008), douzième alinéa du préambule ; 1778 (2007), douzième alinéa du préambule et par. 5 ; 1325 (2000), par. 12 ; 1286 (2000), par. 12 ; 1272 (1999), par. 12 ; et déclaration du Président S/PRST/1999/32, cinquième paragraphe.
	Demande à toutes les parties de respecter le caractère civil et humanitaire des camps de réfugiés et de déplacés...	Résolution 2076 (2012), par. 12	
	Encourage [la mission] et l'équipe de pays des Nations Unies à continuer d'aider le Gouvernement ... à empêcher les groupes armés de recruter des réfugiés et des enfants et à préserver le caractère civil des camps de réfugiés et des sites de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, en coordination avec [les forces nationales de sécurité] et la communauté humanitaire ;	Résolution 1923 (2010), par. 23	
	Exhorte toutes les parties aux conflits armés à respecter le caractère civil et humanitaire des camps et zones d'installation de réfugiés et à assurer la protection de tous les civils qui habitent dans ces camps, en particulier les femmes et les filles, contre toutes les formes de violence, dont les viols et les autres violences sexuelles, et à assurer aux organismes humanitaires un accès complet, en toute sécurité et sans entrave à ces camps et zones d'installation ;	Résolution 1889 (2009), par. 12	
	Soulignant la nécessité de respecter le droit international des réfugiés, de préserver le caractère civil et humanitaire des camps de réfugiés et des sites de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et de prévenir les recrutements, notamment d'enfants, qui pourraient intervenir dans ces camps et ces sites et alentour du fait de groupes armés,	Résolution 1861 (2009), treizième alinéa du préambule	
	Réaffirme qu'il faut garantir la sécurité et préserver le caractère civil des camps de réfugiés et de personnes déplacées, souligne la responsabilité qui incombe au	Résolution 1674 (2006), par. 14	

premier chef aux États à cet égard, et encourage le Secrétaire général, chaque fois que nécessaire et dans le contexte des opérations de maintien de la paix en cours et de leurs mandats respectifs, à faire tout ce qui est possible pour garantir la sécurité dans ces camps et aux alentours ainsi que la sécurité des personnes qui y vivent ;

Invite le Secrétaire général à appeler son attention sur les situations dans lesquelles réfugiés et personnes déplacées sont menacés de harcèlement ou se trouvent dans des camps exposés au risque d'infiltration par des éléments armés, et où une menace pèserait de ce fait sur la paix et la sécurité internationales, se déclare disposé, à cet égard, à examiner les situations considérées et, si nécessaire, à prendre les mesures voulues en vue d'aider à créer un climat de sécurité pour les civils mis en danger par des conflits, notamment en appuyant les États concernés...

Résolution 1296 (2000),  
par. 14

Note qu'un ensemble de mesures doivent être prises par la communauté internationale pour répartir la charge supportée par les États d'Afrique qui accueillent des réfugiés et pour appuyer les efforts qu'ils déploient pour assurer la sécurité et le caractère civil et humanitaire des camps et zones d'installation de réfugiés, notamment dans les domaines du maintien de l'ordre, du désarmement des éléments armés, de la répression du trafic d'armes dans les camps et les zones d'installation de réfugiés, de la séparation des réfugiés des personnes qui ne remplissent pas les conditions requises pour bénéficier de la protection internationale accordée aux réfugiés ou qui, pour d'autres motifs, n'ont pas droit à une protection internationale, et de la démobilisation et de la réinsertion des ex-combattants ;

Résolution 1208 (1998),  
par. 6

**Solutions durables, notamment retour volontaire, en toute sécurité et dans la dignité, et réintégration**

Souligne qu'il importe de trouver pour les réfugiés et les déplacés des solutions durables et dignes et d'assurer leur pleine participation à la préparation et à la mise en œuvre de ces solutions, exige que toutes les parties au conflit [dans la zone touchée] créent les conditions propices au retour librement consenti et durable, en toute sécurité et dans la dignité, des réfugiés et des personnes déplacées, ou à leur intégration locale, ... souligne le rôle essentiel du [mécanisme] qui permet d'évaluer dans quelle mesure ces retours sont effectivement volontaires et réalisés en connaissance de cause, et déplore vivement les obstacles bureaucratiques qui en réduisent l'efficacité et en sapent l'indépendance ;

Résolution 2113 (2013),  
par. 21

Préoccupé par la présence de mines et de restes explosifs de guerre dans [la zone touchée], qui crée des risques pour le retour des déplacés et pour les migrations,

Résolution 2104 (2013),  
vingt-sixième alinéa du préambule

[R]éaffirmant que toutes les parties ... devraient créer des conditions propices au retour librement consenti, durable, sûr et digne des réfugiés et des déplacés, ou à l'intégration locale des déplacés, accueillant avec satisfaction les engagements pris par le Gouvernement pour venir en aide aux déplacés, aux réfugiés et aux rapatriés, et l'encourageant à poursuivre ses efforts en la matière, et notant le rôle important que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés joue, conformément à son mandat, en continuant de prodiguer conseils et appui pour ce faire au Gouvernement, en coordination avec [la mission],

Résolution 2061 (2012),  
onzième alinéa du préambule

Se félicite ... des progrès réalisés dans la recherche de solutions durables et dignes au profit des réfugiés vivant en [pays voisin], et encourage un effort soutenu pour trouver

Résolution 1959 (2010),  
par. 14

Voir aussi, par exemple, résolutions 2063 (2012), par. 18 ; 2001 (2011), onzième alinéa du préambule ; 1959 (2010), par. 14 ; 1923 (2010), septième alinéa du préambule ; 1917 (2010), par. 38 et 39 ; 1895 (2009), huitième alinéa du préambule ; 1883 (2009), onzième alinéa du préambule ; 1826 (2008), par. 8 ; 1812 (2008), par. 18 ; 1716 (2006), par. 9 ; 1591 (2005), septième alinéa du préambule ; 1564 (2004), par. 6 ; 1556 (2004), dix-neuvième alinéa du préambule ; 1545 (2004), treizième alinéa du préambule ; 1494 (2003), par. 15 ; 1272 (1999), par. 12 ; 1096 (1997), par. 8 ; et déclaration du Président S/PRST/2013/2, dix-neuvième paragraphe.

	des solutions en ce qui concerne les derniers réfugiés [du pays concerné], conformément au droit international applicable ;	
	Demande à toutes les parties concernées de faire en sorte que tous les processus et accords de paix ainsi que les plans de redressement et de reconstruction au lendemain de conflit accordent une attention particulière aux besoins spécifiques des femmes et des enfants et prévoient des mesures de protection des civils, y compris ... iii) la création de conditions propices au retour volontaire et définitif, en toute sécurité et dans la dignité, des réfugiés et personnes déplacées...	Résolution 1674 (2006), par. 11
	Réaffirme que les changements démographiques découlant du conflit sont inacceptables, réaffirme également les droits inaliénables de tous les réfugiés et personnes déplacées qui ont été touchés par le conflit et souligne qu'ils ont le droit de retourner dans leurs foyers dans la sécurité et la dignité...	Résolution 1615 (2005), par. 18
	Note avec satisfaction que les parties ont affirmé leur attachement au droit qu'ont tous les réfugiés et personnes déplacées de regagner librement leurs lieux d'origine ou de se rendre dans d'autres lieux de leur choix ... en toute sécurité ..., et souligne qu'il importe de faciliter le retour ou la réinstallation des réfugiés et personnes déplacées, qui devraient s'effectuer graduellement et en bon ordre, grâce à des programmes progressifs et coordonnés qui tiennent compte de la nécessité d'assurer la sécurité ainsi que des logements et des emplois au niveau local...	Résolution 1088 (1996), par. 11
<b>Logement, terre et droits de propriété</b>	Demande instamment au Gouvernement [du pays concerné], avec l'appui de [la mission], ... de s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité, en particulier les effets que peut avoir le retour des déplacés et des réfugiés et les éventuelles tensions sociales découlant de litiges fonciers ;	Résolution 2053 (2012), par. 20
	Engage vivement les signataires [de l'accord de paix] à travailler ensemble pour une solution durable au problème du retour librement consenti, de la réinstallation, de la réintégration et de la sécurité des personnes déplacées, notamment en réglant les questions relatives à la propriété foncière, avec l'appui du système des Nations Unies, et à s'acquitter des engagements qu'ils ont pris en la matière en signant l'Accord ... et des obligations que leur impose le droit international ;	Résolution 1933 (2010), par. 14
	Gravement préoccupé de constater qu'en dépit de ses demandes précédentes, il n'y a eu que peu de progrès touchant la question du retour des [réfugiés du groupe ethnique minoritaire], le Conseil demande instamment [au Gouvernement] ... d'adopter une politique d'ensemble pour faciliter le retour des réfugiés ... à leurs foyers d'origine dans tout le pays. Il déplore que [l'État concerné] ne parvienne toujours pas à sauvegarder efficacement les droits de propriété des intéressés, et en particulier que nombre des [réfugiés du groupe ethnique minoritaire] rentrés dans les anciens secteurs n'aient pas pu reprendre possession de leurs biens. Il demande [à l'État concerné] d'appliquer immédiatement les procédures voulues à la question des droits de propriété et de mettre fin à toutes les formes de discrimination exercées à l'encontre de [la population minoritaire] en matière d'avantages sociaux et d'aide à la construction.	Déclaration du Président S/PRST/1996/48, quatrième paragraphe

	Réaffirme son adhésion aux principes établis selon lesquels toutes les déclarations faites et tous les engagements pris sous la contrainte, particulièrement ceux concernant la terre et la propriété, sont nuls et non avenue, et qu'il doit être permis à toutes les personnes déplacées de regagner paisiblement leurs foyers ;	Résolution 941 (1994), par. 3	
<b>Rôle des missions de maintien de la paix des Nations Unies, et des autres missions et intervenants concernés</b>	Prie [le Gouvernement du pays concerné] d'assurer la protection et le bien-être de toutes les personnes déplacées, y compris contre la violence et l'exploitation sexuelles, en veillant en particulier à ce que les droits fondamentaux des personnes déplacées [dans le pays] soient respectés en matière de réinstallation, et de mettre en œuvre un processus pleinement consultatif, en donnant des préavis et en proposant de nouveaux sites sûrs, sains et dotés des services de base et en faisant en sorte que les organisations humanitaires aient pleinement accès à ces populations, en toute sécurité et sans entrave ;	Résolution 2124 (2013), par. 21	Voir aussi, par exemple, résolutions 2100 (2013), par. 16 ; 1812 (2008), par. 18 ; 1778 (2007), par. 1 ; 1756 (2007), par. 2 ; 1674 (2006), par. 16 ; 1565 (2004), par. 5 ; 1545 (2004), par. 5 et 13 ; 1509 (2003), par. 6 ; 1419 (2002), par. 11 ; 1244 (1999), par. 11 ; et 1145 (1997), par. 13.
	Souligne que [la mission] doit continuer de faire pleinement usage de son mandat et de ses capacités, en accordant la priorité aux décisions concernant l'utilisation de ses capacités et de ses ressources, pour a) assurer la protection des civils dans l'ensemble de [la zone], notamment ... en sécurisant, par des patrouilles de police supplémentaires, les camps de déplacés, les zones adjacentes et les zones de retour, et en favorisant la mise en place et la formation d'une police de proximité dans les camps de déplacés et les zones de retour...	Résolution 2113 (2013), par. 4	
	[E]xige que toutes les parties au conflit [dans la zone touchée] créent les conditions propices au retour librement consenti et durable, en toute sécurité et dans la dignité, des réfugiés et des personnes déplacées, ou à leur intégration locale...	Résolution 2113 (2013), par. 21	
	Demande aux Gouvernements [des pays concernés] de continuer à resserrer leur coopération, en particulier s'agissant de la zone frontalière, y compris ... en appliquant une stratégie concernant leur frontière commune visant à favoriser ... le retour volontaire des réfugiés ;	Résolution 2066 (2012), par. 12	
	Encourage [la mission] à continuer d'aider le Gouvernement ... à offrir une protection adéquate à la population civile, en prêtant tout particulièrement attention aux besoins des déplacés et des autres catégories vulnérables, notamment les femmes et les enfants, y compris en mettant en place des dispositifs conjoints de police de proximité dans les camps et en renforçant les mécanismes de lutte contre les violences sexuelles et sexistes...	Résolution 2012 (2011), par. 15	
	Décide que [la mission] aura le mandat suivant, dans cet ordre de priorité :	Résolution 1925 (2010), par. 12, al. g	
	<i>Protection des civils</i>		
	...		
	g) Appuyer les efforts que déploie le Gouvernement ... de concert avec les partenaires internationaux et les pays voisins, pour créer des conditions qui permettent aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et aux réfugiés de rentrer chez eux librement, en toute sécurité et dans la dignité, ou de s'intégrer ou de se réinstaller volontairement sur place ;		

Décide de proroger ... la présence multidimensionnelle [dans les pays concernés] ... dont l'objectif est d'aider à créer les conditions de sécurité propices au retour librement consenti, sécurisé et durable des réfugiés et des personnes déplacées, y compris en contribuant à la protection des réfugiés, des personnes déplacées et des populations civiles en danger, en facilitant la fourniture de l'aide humanitaire dans [la région], et en créant les conditions propices à la reconstruction et au développement économique et social de ces zones ;

Résolution 1861 (2009),  
par. 1

Décide que [la mission] s'acquittera du mandat suivant dans [le pays], en liaison avec l'équipe de pays des Nations Unies...

Résolution 1861 (2009),  
par. 6, al. c et e

*Sécurité et protection des civils*

...

c) Assurer la liaison avec le Gouvernement [du pays concerné] et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour soutenir leurs efforts tendant à réinstaller les camps de réfugiés qui se trouvent à proximité de la frontière, et fournir à ce dernier un soutien logistique à cet effet, là où elle en a la possibilité et sur la base d'un remboursement des coûts ;

...

e) Appuyer les initiatives des autorités nationales et locales [du pays concerné] visant à apaiser les tensions locales et à promouvoir les efforts de réconciliation locale, pour améliorer le climat en vue du retour des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ;

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies ... décide de confier à [la mission] le mandat suivant :

Résolution 1542 (2004),  
par. 7, sect. III, al. b

...

b) Surveiller, en coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, la situation des droits de l'homme, notamment celle des réfugiés et des déplacés rentrés chez eux, et en rendre compte ;

Rappelle qu'il incombe particulièrement [au groupe de l'opposition] de protéger les rapatriés et de faciliter le retour de la population déplacée restante, et demande notamment [aux organismes des Nations Unies] de prendre de nouvelles mesures afin de créer des conditions favorables au retour des réfugiés et des personnes déplacées, ... afin d'améliorer les compétences et de renforcer l'autonomie des réfugiés et des personnes déplacées, en tenant pleinement compte de leur droit inaliénable de retourner dans leurs foyers dans la sécurité et la dignité ;

Résolution 1494 (2003),  
par. 15

**Mesures ciblées et progressives à adopter en réponse aux violations du droit international applicable aux déplacements forcés**

Décide que les mesures visées au paragraphe 3 ci-dessus s'appliquent aux personnes et, le cas échéant, aux entités ci-après, désignées par le Comité...

Résolution 2078 (2012),  
par. 4, al. e

e) Les personnes ou entités opérant [dans le pays concerné] qui commettent des actes de violence graves dirigés contre des enfants ou des femmes dans des situations de conflit armé, y compris les ... déplacements forcés ;

Encourage tous les États à communiquer au Comité, pour inscription sur sa liste, le nom des personnes ... [opérant dans le pays et commettant des violations graves du droit international impliquant ... des déplacements forcés] ainsi que celui de toutes entités appartenant à ces personnes ou entités, ou contrôlées directement ou indirectement par elles, ou des personnes ou entités agissant au nom ou sur les instructions de ces entités ;

Résolution 1952 (2010), par. 21

### C. Accès humanitaire et sûreté et sécurité des agents humanitaires

#### Condamnation des attaques contre les agents humanitaires et des obstacles à l'acheminement de l'aide et appel à la cessation des attaques et à la disparition des obstacles

[Le Conseil de sécurité] ... condamne tous les refus d'accès humanitaire et rappelle que le fait de priver arbitrairement des civils de biens indispensables à leur survie, notamment en entravant intentionnellement l'acheminement des secours, peut constituer une violation du droit international humanitaire.

Préoccupé par les menaces que le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre continuent de faire peser ... sur la sûreté et la sécurité des agents humanitaires et leur aptitude à fournir efficacement l'aide humanitaire,

[S]e déclare vivement préoccupé par le fait que l'accès aux populations dans les zones touchées par le conflit demeure difficile, déplore les restrictions plus sévères entravant l'accès des organisations humanitaires [à la zone], en conséquence de l'insécurité accrue, des agressions contre le personnel humanitaire, de l'interdiction d'accès imposée par les parties au conflit et des contraintes bureaucratiques imposées par les autorités [nationales], ... soulignant qu'il est nécessaire que des visas et des autorisations de voyage soient délivrés rapidement au personnel des organisations humanitaires...

Note avec préoccupation la persistance des attaques contre les agents de l'aide humanitaire, les condamne dans les termes les plus énergiques en faisant valoir qu'elles entravent les efforts faits pour venir en aide au peuple [du pays], et souligne que toutes les parties doivent garantir un accès illimité, sûr et sans entrave à tous les agents humanitaires, y compris au personnel des Nations Unies et au personnel associé, et respecter pleinement le droit international humanitaire applicable ;

Condamnant toutes les attaques lancées contre ... le personnel humanitaire, quels qu'en soient les auteurs, et insistant pour que les responsables de ces attaques soient traduits en justice,

Condamnant avec force les attaques contre les convois humanitaires, les obstacles mis à leur passage et toute mesure prise par quelque partie que ce soit, en particulier les groupes armés, en vue d'empêcher l'acheminement de l'aide humanitaire sur le territoire [du pays], et déplorant toute attaque menée contre le personnel humanitaire,

Préoccupé par les activités armées et le banditisme dans [les pays concernés], qui compromettent la sécurité de la population civile, la conduite des opérations humanitaires dans ces régions et la stabilité de ces pays et donnent lieu à de graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire,

Déclaration du Président S/PRST/2013/15, onzième paragraphe

Résolution 2117 (2013), neuvième alinéa du préambule

Résolution 2113 (2013), par. 16

Résolution 2096 (2013), par. 29

Résolution 2053 (2012), treizième alinéa du préambule

Résolution 2010 (2011), quatorzième alinéa du préambule

Résolution 1923 (2010), quatrième alinéa du préambule

Voir aussi, par exemple, résolutions 2109 (2013), treizième alinéa du préambule ; 2063 (2012), par. 14 ; 2041 (2011), quatorzième alinéa du préambule ; 2003 (2011), par. 15 ; 2002 (2011), onzième alinéa du préambule ; 1964 (2010), seizième alinéa du préambule ; 1935 (2010), par. 10 ; 1917 (2010), quinzième alinéa du préambule ; 1894 (2009), par. 16 ; 1840 (2008), par. 16 ; 1828 (2008), douzième alinéa du préambule et par. 8 ; 1780 (2007), par. 13 ; 1769 (2007), treizième alinéa du préambule et par. 14 ; et 1265 (1999), par. 8 et 9.

	<p>Se disant de nouveau gravement préoccupé par la détérioration de la situation humanitaire en [pays], condamnant les attaques et les entraves qui font obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire dans certaines zones et sont le fait de groupes armés en [pays], déplorant les attaques répétées contre le personnel humanitaire, condamnant avec la plus grande énergie tous actes de violence ou exactions commis contre des civils et des travailleurs humanitaires en violation du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme, et réaffirmant qu'il importe de lutter contre l'impunité,</p> <p>Condamne toute attaque contre le personnel ou les installations de [la mission] et exige qu'aucun acte d'intimidation ou de violence ne soit dirigé contre le personnel des Nations Unies et le personnel associé ou leurs installations, ni contre les autres acteurs occupés à des activités humanitaires, de développement ou de maintien de la paix ;</p>	<p>Résolution 1910 (2010), quatorzième alinéa du préambule</p> <p>Résolution 1892 (2009), par. 14</p>	
<b>Appel au respect du droit international humanitaire applicable et des principes humanitaires</b>	<p>Le Conseil demande à toutes les parties de respecter les principes directeurs des Nations Unies concernant l'aide humanitaire d'urgence, soulignant qu'il importe que cette aide soit fournie en fonction des besoins, sans préjugés ou motivations politiques.</p>	<p>Déclaration du Président S/PRST/2013/15, troisième paragraphe</p>	<p>Voir aussi, par exemple, résolutions 2109 (2013), par. 13 ; 2076 (2012), par. 11 ; 2075 (2012), par. 13 ; 2063 (2012), douzième alinéa du préambule ; 2053 (2012), par. 26 ; 2047 (2012), par. 11 ; 2032 (2011), par. 9 ; 2014 (2011), par. 10 ; 2010 (2011), treizième alinéa du préambule ; 2003 (2011), par. 15 ; 1828 (2008), par. 7 ; 1814 (2008), par. 12 ; 1794 (2007), par. 17 ; 1778 (2007), par. 17 ; 1769 (2007), par. 14 ; 1674 (2006), par. 8 et 22 ; 1574 (2004), par. 11 ; 1565 (2004), par. 20 et 21 ; 1545 (2004), par. 12 ; 1533 (2004), par. 5 ; 1509 (2003), sixième alinéa du préambule et par. 8 ; 1502 (2003), par. 4 ; 1497 (2003), par. 11 et 12 ; et déclaration du Président S/PRST/2013/2, treizième et quatorzième paragraphes.</p>
	<p>Le Conseil rappelle également que, selon le droit international humanitaire, les blessés et les malades doivent recevoir, dans toute la mesure possible et avec le moins de retard possible, les soins médicaux et l'attention qu'exige leur état, et que le personnel et les installations médicaux et humanitaires ainsi que les moyens de transport servant à l'acheminement de l'aide, doivent être respectés et protégés. À cet effet, il demande instamment que le personnel médical et les fournitures, en particulier les articles chirurgicaux et les médicaments, puissent arriver sans entrave dans toutes les régions du pays.</p>	<p>Déclaration du Président S/PRST/2013/15, dixième paragraphe</p>	
	<p>Demande ... à toutes les parties aux conflits armés à s'acquitter de l'obligation que leur impose le droit international humanitaire de respecter et de protéger le personnel, les installations et les secours humanitaires et de prendre des mesures pour éliminer les conséquences néfastes que le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre ont pour les agents humanitaires, ainsi que de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage sûr, rapide et libre des secours, du personnel et du matériel humanitaires ;</p>	<p>Résolution 2117 (2013), par. 14</p>	
	<p>[E]xhortant toutes les parties ... à faciliter d'urgence le libre accès du personnel humanitaire, en application du droit international, y compris les dispositions applicables du droit international humanitaire, et dans le respect des principes directeurs concernant l'aide humanitaire...</p>	<p>Résolution 2113 (2013), quatorzième alinéa du préambule</p>	
	<p>Prie le Secrétaire général, par l'intermédiaire de [son représentant spécial] ..., de continuer à diriger les opérations d'une [mission] intégrée, à coordonner toutes les activités menées par le système des Nations Unies [dans le pays concerné] et à aider la communauté internationale à agir dans la cohésion en vue d'instaurer une paix stable au [pays], tout en respectant les principes directeurs des Nations Unies concernant l'aide humanitaire, y compris l'humanité, l'impartialité, la neutralité et l'indépendance ;</p>	<p>Résolution 2109 (2013), par. 2</p>	

Soulignant la nécessité pour toutes les parties de défendre et de respecter les principes humanitaires d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance afin que l'aide humanitaire puisse continuer d'être fournie et en vue d'assurer la sécurité des civils qui la reçoivent et celle du personnel humanitaire travaillant au [pays], et insistant sur le fait qu'il importe que l'aide humanitaire soit fournie en fonction des besoins,

Résolution 2100 (2013),  
huitième alinéa du  
préambule

Engageant instamment toutes les parties intéressées, comme le prévoit le droit international humanitaire, notamment les Conventions de Genève de 1949 et le règlement annexé à la quatrième Convention de La Haye de 1907, à permettre aux agents humanitaires d'atteindre en toute liberté tous ceux qui ont besoin d'aide, à lui accorder, autant que possible, toutes facilités nécessaires à leurs opérations, et à favoriser la protection, la sécurité et la liberté de circulation des agents humanitaires, du personnel des Nations Unies et du personnel associé, ainsi que de leurs biens,

Résolution 2061 (2012),  
douzième alinéa du  
préambule

Exhorte fermement le [pays] et [les groupes armés] à accepter la proposition ... consistant à ouvrir aux agents humanitaires l'accès aux populations touchées dans les [zones], en garantissant au personnel des Nations Unies et aux autres agents humanitaires, un accès sûr, immédiat et sans entrave aux populations touchées par le conflit afin qu'ils puissent leur venir en aide et en autorisant l'acheminement de fournitures et de matériel, conformément au droit international, y compris les dispositions applicables du droit humanitaire, et dans le respect des principes directeurs concernant l'aide humanitaire d'urgence ;

Résolution 2046 (2012),  
par. 4

Réaffirme l'obligation pour toutes les parties d'appliquer pleinement les règles et principes du droit international humanitaire, en particulier ceux qui concernent la protection du personnel humanitaire, et prie en outre toutes les parties concernées de ménager au personnel humanitaire un accès immédiat, libre et sans entrave à toutes les personnes qui ont besoin d'assistance, conformément au droit international applicable ;

Résolution 1923 (2010),  
par. 22

Lance un appel pour que l'aide humanitaire, y compris les vivres, le carburant et les traitements médicaux, soit fournie et distribuée sans entrave dans [le territoire concerné] ;

Résolution 1860 (2009),  
par. 2

Se félicite des initiatives visant à créer et ouvrir des couloirs humanitaires et autres mécanismes permettant un acheminement ininterrompu de l'aide humanitaire ;

Résolution 1860 (2009),  
par. 3

Demande à toutes les parties concernées de faire en sorte que tous les processus et accords de paix ainsi que les plans de redressement et de reconstruction au lendemain de conflit ... prévoient des mesures de protection des civils, y compris ... la facilitation de l'assistance humanitaire...

Résolution 1674 (2006),  
par. 11

Appelle tous les États Membres à faire en sorte que tout le personnel puisse être acheminé [vers l'État touché] librement, sans entrave et sans perte de temps, ainsi que le matériel, les vivres, les fournitures et les autres biens, y compris les véhicules et pièces détachées, destinés à être utilisés par la seule [opération de maintien de la paix] et aux seules fins de l'exécution de son mandat ;

Résolution 1590 (2005),  
par. 8



	<p>Demande [à l'État touché] ... de faciliter l'acheminement des secours internationaux aux victimes de la catastrophe humanitaire au moyen d'un moratoire sur toutes les restrictions susceptibles de retarder la fourniture de l'aide humanitaire et l'accès aux populations touchées...</p> <p>Souligne qu'il est important que le personnel humanitaire ait accès librement et en toute sécurité aux civils en période de conflit armé, demande à toutes les parties concernées, y compris les États voisins, de coopérer pleinement avec le Coordonnateur des Nations Unies pour les affaires humanitaires et les organismes des Nations Unies afin d'assurer un tel accès, invite les États et le Secrétaire général à l'informer de tout refus délibéré d'accorder un tel accès en violation du droit international, lorsque ce refus peut menacer la paix et la sécurité internationales et, à cet égard, se déclare disposé à examiner de telles informations et, le cas échéant, à adopter les mesures appropriées ;</p> <p>Se déclare prêt à demander aux parties à un conflit, lorsqu'il y aura lieu, qu'elles prennent des dispositions spéciales pour répondre aux besoins des femmes, des enfants et des autres groupes vulnérables en matière de protection et d'assistance, notamment en prévoyant des « journées de vaccination » et en veillant à ce que la prestation des services de base nécessaires puisse être assurée en toute sécurité et sans entrave ;</p>	<p>Résolution 1556 (2004), par. 1</p> <p>Résolution 1296 (2000), par. 8</p> <p>Résolution 1296 (2000), par. 10</p>
<b>L'aide humanitaire et sa planification</b>	<p>Le Conseil exhorte tous les États Membres à répondre rapidement aux appels humanitaires des Nations Unies destinés à faire face aux besoins croissants des populations qui se trouvent en [pays], en particulier les personnes déplacées, et des réfugiés [du pays concerné] dans les pays voisins, et à veiller à ce que toutes les contributions annoncées soient versées. Il exhorte également tous les États Membres, agissant en coordination avec les institutions financières internationales et les organismes des Nations Unies, à offrir un appui accru pour compenser les incidences politiques, socioéconomiques et financières de plus en plus marquées de la crise des réfugiés sur les pays d'accueil.</p> <p>Réaffirme l'importance des opérations d'aide humanitaire, condamne la politisation, le mauvais usage et le détournement de cette aide et demande aux États Membres et à l'Organisation des Nations Unies de faire tout ce qui est possible pour atténuer les effets de ces pratiques en [pays] ;</p> <p>Constatant avec vive inquiétude que l'appel global des Nations Unies pour [le pays concerné] n'a pas été financé à 100 pour cent, soulignant la nécessité de mobiliser d'urgence des ressources en faveur des populations en détresse et invitant tous les États Membres à répondre aux appels globaux pour une assistance humanitaire en cours et à venir,</p> <p>Déclarant qu'il importe de remédier aux problèmes humanitaires que connaît le peuple [du pays], et soulignant qu'il faut qu'une action coordonnée continue d'être menée et que des ressources suffisantes y soient consacrées,</p> <p>Soulignant qu'il faut continuer à améliorer la portée, la qualité et la quantité de l'aide humanitaire, en assurant une coordination et un acheminement judicieux, efficaces</p>	<p>Déclaration du Président S/PRST/2013/15, dix-septième paragraphe</p> <p>Résolution 2060 (2012), par. 5</p> <p>Résolution 2010 (2011), quinzième alinéa du préambule</p> <p>Résolution 2001 (2011), dixième alinéa du préambule</p> <p>Résolution 1974 (2011), dix-neuvième alinéa du préambule</p>

et rapides de l'aide humanitaire grâce à une coordination accrue entre les organismes, fonds et programmes des Nations Unies sous l'autorité du Représentant spécial [du Secrétaire général] et entre l'Organisation des Nations Unies et d'autres donateurs, notamment dans les endroits qui en ont le plus besoin, et mettant l'accent à cet égard sur la nécessité pour tous, dans le contexte de l'aide humanitaire, de défendre et de respecter les principes humanitaires et les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance,

Se déclarant préoccupé par la baisse sensible du financement de l'action humanitaire et appelant tous les États Membres à répondre aux appels humanitaires globaux en cours et futurs,

[C]onstatant l'importance de la préparation de plans d'intervention,

Soulignant qu'il demeure important de fournir une aide humanitaire et au développement aux populations civiles dans l'ensemble du [pays], encourageant les efforts globaux déployés par l'Organisation des Nations Unies ..., y compris la nécessité d'accroître l'aide humanitaire et au développement ... ainsi que de poursuivre la coopération entre les [parties à l'accord de paix], l'Organisation des Nations Unies et les organisations humanitaires, et exhortant les donateurs à soutenir l'application de [l'accord de paix] et à honorer toutes les promesses faites en matière d'appui financier et matériel,

Se déclarant préoccupé par la baisse sensible du financement de l'action humanitaire pour [le pays concerné] et appelant tous les États Membres à répondre aux appels humanitaires globaux en cours et futurs,

Résolution 1964 (2010),  
dix-huitième alinéa du  
préambule

Résolution 1933 (2010),  
sixième alinéa du  
préambule

Résolution 1919 (2010),  
treizième alinéa du  
préambule

Résolution 1910 (2010),  
quinzième alinéa du  
préambule

**Rôle des missions de maintien de la paix et des autres missions et acteurs des Nations Unies**

Le Conseil exhorte les autorités ... à prendre immédiatement des mesures pour permettre l'intensification des opérations de secours humanitaires et à lever les obstacles administratifs et les autres entraves, notamment :

*a)* À autoriser rapidement d'autres organisations non gouvernementales nationales et internationales à mener des activités de secours humanitaires ;

*b)* À simplifier et à accélérer les procédures pour la mise en service d'autres centres humanitaires, pour l'entrée et la circulation du personnel et des convois humanitaires sur le territoire ..., en délivrant les visas et les autorisations selon des modalités prévisibles, pour l'importation de biens et de matériel, tels que le matériel de communication, les véhicules blindés de protection et le matériel médical et chirurgical nécessaires pour les opérations humanitaires ;

*c)* À faire sans tarder le nécessaire pour que l'aide humanitaire soit acheminée en toute sécurité et sans entrave aux populations dans le besoin par les moyens les plus efficaces, y compris en traversant les lignes de conflit et, le cas échéant, les frontières des pays voisins, conformément aux principes directeurs des Nations Unies pour l'aide humanitaire d'urgence ;

*d)* À accélérer l'approbation des projets humanitaires, y compris ceux qui sont prévus dans le plan d'aide humanitaire révisé pour [le pays concerné].

Déclaration du Président  
S/PRST/2013/15,  
treizième paragraphe

Voir aussi, par exemple, résolutions 2104 (2013), par. 14 ; 2093 (2013), par. 1 ; 2086 (2013), par. 8 ; 2073 (2012), par. 1 ; 2000 (2011), par. 7 ; 1996 (2011), par. 3 ; 1933 (2010), par. 16 ; 1894 (2009), par. 12 et 14 ; 1778 (2007), par. 6 ; 1772 (2007), par. 9, al. *d* ; 1769 (2007), par. 15 ; 1756 (2007), par. 2 ; 1701 (2006), par. 12 ; 1674 (2006), par. 16 ; 1590 (2005), par. 16 ; 1565 (2004), par. 4 et 5 ; 1542 (2004), par. 9 ; 1528 (2004), par. 6 ; 1509 (2003), par. 3, al. *k* ; 1502 (2003), par. 5, al. *a* ; et 1270 (1999), par. 14.

Le Conseil demande instamment à toutes les parties :  
...  
Déclaration du Président  
S/PRST/2013/15,  
quatorzième paragraphe

*b)* De démilitariser immédiatement les installations médicales, les écoles et les points de ravitaillement en eau, de s'abstenir de prendre des installations civiles pour cible et de s'entendre sur les modalités de trêves humanitaires, ainsi que sur les principaux itinéraires afin que ceux-ci puissent rapidement, sur notification des organismes humanitaires, être empruntés en toute sécurité et sans entrave par les convois humanitaires qui acheminent l'aide aux populations dans le besoin ;

*c)* De nommer des interlocuteurs habilités à traiter avec les intervenants humanitaires des questions d'ordre opérationnel et politique.

Décide ... de confier à [la mission] le mandat suivant : 2112 (2013), par. 6, al. *g*

...

*g)* *Appui à l'aide humanitaire*

– Faciliter, selon que de besoin, la liberté d'accès des organismes humanitaires et aider ceux-ci à apporter leur assistance aux populations vulnérables touchées par le conflit, notamment en créant des conditions de sécurité propices à la livraison de cette assistance ;

[L]e Conseil estime que les organismes humanitaires doivent constamment collaborer avec toutes les parties à un conflit armé à des fins humanitaires, notamment en menant des activités visant à faire respecter le droit international humanitaire. Il souligne qu'il faut veiller à simplifier et à accélérer les procédures applicables au personnel et aux secours humanitaires de sorte que l'aide soit fournie plus efficacement et rapidement aux civils sur le terrain. Le Conseil souligne l'importance d'un suivi et d'une analyse systématiques des obstacles à l'action humanitaire.

Déclaration du Président  
S/PRST/2013/2,  
dix-septième paragraphe

Décide d'autoriser le déploiement au [pays], pour une durée initiale d'une année, de la Mission internationale de soutien au [pays] sous conduite africaine, qui prendra toute mesure utile, dans le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme applicable et dans le respect le plus total de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'unité du [pays], pour accomplir les tâches suivantes :

Résolution 2085 (2012),  
par. 9, al. *e*

...

*e)* Aider les autorités [du pays concerné] à créer de bonnes conditions de sécurité pour l'acheminement de l'assistance humanitaire sous la direction de civils ..., agissant sur demande, dans les limites de ses capacités et en étroite coordination avec les acteurs du secteur humanitaire ;

Exprime son intention :

Résolution 1894 (2009),  
par. 15, al. *a* et *b*

*a)* De demander aux parties à un conflit armé de s'acquitter de l'obligation que leur impose le droit international humanitaire de tout faire pour protéger les civils et faciliter le passage sans obstacle ni contretemps des secours, du matériel et du personnel humanitaires ;

b) De donner pour mandat aux missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies de concourir lorsqu'il y a lieu à l'instauration des conditions dans lesquelles l'aide humanitaire peut être acheminée sans risque, sans retard et sans obstacle ;

Invite le Secrétaire général à poursuivre le contrôle et l'analyse systématiques des facteurs qui restreignent l'accès humanitaire et à lui présenter, le cas échéant, des observations et des recommandations sur ce point dans ses exposés et ses rapports sur des pays ;

Résolution 1894 (2009),  
par. 17

[S]ouligne en particulier que [la mission] est autorisée à prendre toutes mesures nécessaires pour assurer la sécurité des infrastructures essentielles et pour contribuer, sur demande, et dans la limite de ses moyens et du mandat actuel, à l'instauration des conditions de sécurité nécessaires à la fourniture de l'aide humanitaire ;

Résolution 1863 (2009),  
par. 2

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

Résolution 1861 (2009),  
par. 7, al. a, ii

a) Décide que [la mission] sera autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires, dans la limite de ses capacités et de sa zone d'opérations ..., pour s'acquitter des tâches suivantes, en liaison avec le Gouvernement [du pays concerné] :

...

ii) Faciliter la fourniture de l'aide humanitaire et le déplacement sans entrave du personnel humanitaire en contribuant à améliorer la sécurité dans la zone d'opérations ;

Réaffirme son appui à la contribution apportée par certains États à la protection des convois maritimes du Programme alimentaire mondial, demande aux États et aux organisations régionales, en coordonnant étroitement leur action entre eux, après avoir avisé au préalable le Secrétaire général, et à la demande [du Gouvernement], de prendre des mesures pour protéger les navires participant au transport et à l'acheminement de l'aide humanitaire ... et aux activités autorisées par l'Organisation des Nations Unies, demande aux pays fournissant des contingents [à la mission régionale de maintien de la paix], selon qu'il convient, d'assurer un appui à cet effet, et prie le Secrétaire général d'accorder son soutien à cette fin ;

Résolution 1814 (2008),  
par. 11

#### Responsabilité des attaques contre des travailleurs humanitaires

Condamnant toutes les attaques lancées contre les soldats de la paix de l'Organisation [des Nations Unies] et le personnel humanitaire, quels qu'en soient les auteurs, et insistant pour que les responsables de ces attaques soient traduits en justice,

Résolution 2053 (2012),  
treizième alinéa du préambule

Voir aussi, par exemple, résolutions 1991 (2011), onzième alinéa du préambule ; 1925 (2010), quatorzième alinéa du préambule ; 1674 (2006), par. 23 ; et 1265 (1999), par. 10.

Soulignant qu'il existe en droit international des règles prohibant les attaques dirigées sciemment et intentionnellement contre le personnel de mission d'assistance humanitaire ou de maintien de la paix entreprise conformément à la Charte [des Nations Unies] qui, dans les situations de conflit armé, constituent des crimes de guerre, et rappelant qu'il est impératif que les États mettent un terme à l'impunité des auteurs de ces attaques,

Résolution 1502 (2003),  
cinquième alinéa du préambule

Condamne énergiquement toutes les formes de violence, y compris, entre autres, l'assassinat, le viol et l'agression

Résolution 1502 (2003),  
par. 1 et 2

sexuelle, l'intimidation, le vol à main armée, l'enlèvement, la prise d'otage, le kidnapping, le harcèlement et l'arrestation et la détention illégales auxquels sont de plus en plus exposés ceux qui participent à des opérations humanitaires, ainsi que les attaques contre les convois humanitaires et les actes de destruction et de pillage de leurs biens ;

Demande instamment aux États de faire en sorte que les crimes perpétrés contre ces personnels ne demeurent pas impunis ;

Se déclare résolu à prendre les mesures requises pour assurer la sécurité du personnel humanitaire ainsi que du personnel des Nations Unies et du personnel associé, y compris, notamment :

Résolution 1502 (2003),  
par. 5, al. *a*

*a)* En priant le Secrétaire général de demander que figurent dans les accords sur le statut des forces, les accords sur le statut des missions et les accords de siège futurs et, le cas échéant, existants, négociés entre l'Organisation des Nations Unies et les pays hôtes, et en priant lesdits pays hôtes d'y faire figurer, sans oublier qu'il importe que les accords en question soient conclus sans retard, les dispositions clefs de la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé ..., notamment celles qui concernent la prévention des attaques contre le personnel des opérations des Nations Unies, le fait que de telles attaques sont des crimes punis par la loi et la poursuite ou l'extradition des contrevenants ;

**Sanctions ciblées et graduelles en cas de blocage de l'acheminement de l'aide et d'attaque du personnel humanitaire**

Prie instamment le Gouvernement ... de répondre aux demandes [du Comité chargé de contrôler l'application du régime de sanctions] s'agissant ... des enquêtes menées et des mesures prises suite aux attaques contre des membres du personnel ... d'organisations humanitaires ; et de la situation des populations civiles dans [certaines régions], dont l'accès a été refusé aux membres du Groupe [d'experts], à [la mission] ainsi qu'au personnel des organisations humanitaires et des mesures prises pour permettre régulièrement aux secours humanitaires d'accéder librement à ces zones ;

Résolution 2091 (2013),  
par. 11

Voir aussi, par exemple, résolutions 1894 (2009), par. 4 et 17 ; 1727 (2006), par. 12 ; 1296 (2000), par. 5 ; et 1265 (1999), par. 10.

Décide que les mesures [relatives à l'interdiction de voyager et au gel des avoirs financiers et des ressources économiques] s'appliquent à toutes personnes [et] ... entités que le Comité [des sanctions] aura désignées :

Résolution 2002 (2011),  
par. 1, al. *c*

...

*c)* Comme faisant obstacle à l'apport de l'aide humanitaire destinée à [pays], à l'accès à cette aide ou à sa distribution dans le pays ;

Se déclare résolu à prendre les mesures requises pour assurer la sécurité du personnel humanitaire ainsi que du personnel des Nations Unies et du personnel associé, y compris, notamment :

Résolution 1502 (2003),  
par. 5, al. *b*

...

*b)* En encourageant le Secrétaire général à porter à l'attention [du Conseil de sécurité], conformément aux prérogatives que lui reconnaît la Charte des Nations Unies, les situations dans lesquelles l'assistance humanitaire n'est pas fournie à cause d'actes de violence dirigés contre le personnel humanitaire, ainsi que le personnel des Nations Unies et le personnel associé ;

<b>Exceptions faites pour motifs humanitaires à des mesures de restriction imposées par l'Organisation des Nations Unies</b>	Décide que, jusqu'au [date], et sans préjudice des programmes d'aide humanitaire exécutés dans d'autres pays, les mesures imposées au [paragraphe de la résolution du Conseil interdisant que des ressources financières ou économiques soient mise à la disposition des personnes figurant sur la liste établie par le comité des sanctions concerné] ne s'appliquent pas aux fonds, autres avoirs financiers ou ressources économiques nécessaires pour assurer la livraison dans les délais prévus de l'aide humanitaire dont [le pays concerné] a besoin d'urgence par l'Organisation [des Nations Unies], ses institutions spécialisées ou programmes, les organisations humanitaires ayant le statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale qui fournissent une aide humanitaire et leurs partenaires d'exécution, y compris les organisations non gouvernementales financées aux niveaux bilatéral ou multilatéral participant à l'appel global des Nations Unies pour [le pays];	Résolution 2111 (2013), par. 22	
	Décide également que l'interdiction [concernant les vols dans l'espace aérien du pays] imposée [au paragraphe pertinent] ne s'appliquera pas aux vols dont le seul objectif est d'ordre humanitaire, comme l'acheminement d'une assistance, notamment de fournitures médicales, de denrées alimentaires, de travailleurs humanitaires et d'aide connexe, ou la facilitation de cet acheminement, ou encore l'évacuation d'étrangers de [pays]...	Résolution 1973 (2011), par. 7	
<b>D. Conduite des hostilités</b>			
<b>Condamnation des violations du droit international humanitaire applicable et du droit international des droits de l'homme et appel à leur arrêt</b>	Rappelant ... la déclaration de son Président, en date du 12 février 2013, dans laquelle il a ... condamné toutes les violations du droit international commises contre des civils, en particulier le fait de prendre délibérément pour cible des civils, les attaques aveugles ou disproportionnées et les actes de violence sexuelle et sexiste,	Résolution 2109 (2013), onzième alinéa du préambule	Voir aussi, par exemple, résolutions 2091 (2013), septième et huitième alinéas du préambule; 2069 (2012), vingt et unième alinéa du préambule; 2041 (2012), trente-troisième alinéa du préambule; 2010 (2011), par. 22; 1868 (2009), par. 12; 1806 (2008), par. 12; 1674 (2006), par. 26; 1574 (2004), par. 11; 1493 (2003), par. 8; 1468 (2003), par. 2; et 1296 (2000), par. 2 et 5.
	Demeurant très préoccupé par ... le niveau constamment élevé de la violence et des violations du droit international, condamnant en particulier les attaques dirigées contre la population civile, les violences sexuelles et sexistes généralisées, l'enrôlement et l'utilisation systématiques d'enfants par certaines parties au conflit, les déplacements massifs de population, les exécutions extrajudiciaires et les arrestations arbitraires...	Résolution 2098 (2013), seizième alinéa du préambule	
	Condamne avec la plus grande fermeté tous les attentats visant des civils et les forces [du pays] et internationales, qu'il s'agisse d'attentats commis à l'aide d'engins explosifs improvisés, d'attentats-suicides, d'assassinats ou d'enlèvements ..., et condamne en outre l'utilisation par les [groupes armés] de civils comme boucliers humains;	Résolution 2096 (2013), par. 28	
	Condamne fermement les violations persistantes du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme, notamment l'enrôlement et l'utilisation d'enfants, les meurtres et mutilations de civils, y compris d'enfants, les viols, l'asservissement sexuel et autres formes de violence sexuelle et sexiste, les enlèvements et le ciblage des minorités ethniques par des groupes armés...	Résolution 2088 (2013), par. 13	
	Exprimant sa profonde préoccupation devant l'insécurité grandissante dans certaines parties [de la région], notamment les violations du cessez-le-feu, les attaques	Résolution 2003 (2011), treizième alinéa du préambule	

	<p>par des groupes rebelles, le bombardement par le Gouvernement [du pays], les affrontements intertribaux, les attaques contre le personnel humanitaire et les Casques bleus, qui ont restreint l'accès humanitaire à des zones de conflit où se trouvent des populations civiles vulnérables, comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général ..., et le déplacement de dizaines de milliers de civils, et exhortant toutes les parties à cesser les hostilités, y compris toutes les violences contre des civils...</p> <p>Condamne toutes les violences et hostilités dirigées contre des civils ainsi que tous les actes de terrorisme ;</p> <p>Exigeant qu'il soit mis fin aux attaques contre les civils, d'où qu'elles viennent, notamment aux bombardements aériens et à l'utilisation de civils comme boucliers humains,</p> <p>Rappelle que le fait de prendre délibérément pour cible des civils et d'autres personnes protégées dans les conflits armés constitue une violation flagrante du droit international humanitaire, condamne de nouveau avec la plus grande fermeté ces pratiques et exige de toutes les parties qu'elles y mettent fin immédiatement ;</p>	<p>Résolution 1860 (2009), par. 5</p> <p>Résolution 1828 (2008), treizième alinéa du préambule</p> <p>Résolution 1674 (2006), par. 3</p>	
<p><b>Appel au respect du droit international humanitaire applicable et du droit international des droits de l'homme</b></p>	<p>Souligne qu'il importe que [la mission] respecte toutes les prescriptions qui lui sont applicables en vertu du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire et, en particulier, traite tous les détenus sous sa garde, y compris les combattants désengagés, dans le strict respect des prescriptions du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, notamment en les traitant avec humanité, et demande en outre à [la mission] de permettre l'accès aux détenus par un organe neutre et de mettre en place des instructions permanentes relatives au transfert des détenus, y compris des enfants, dont elle est venue à assumer la garde durant une opération militaire ;</p> <p>Le Conseil rappelle que toutes les obligations imposées par le droit international humanitaire doivent être respectées en toutes circonstances. Il rappelle, en particulier, l'obligation de faire la distinction entre civils et combattants, l'interdiction de mener des attaques aveugles ou des attaques contre les populations et les installations civiles et l'interdiction de recourir à des armes chimiques et à des armes, projectiles, matières et moyens de guerre qui sont de nature à infliger des blessures superflues ou des souffrances inutiles. Il exhorte toutes les parties à mettre fin immédiatement à toutes les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme et leur demande de respecter pleinement les obligations que leur impose le droit international humanitaire et de prendre toutes les mesures voulues pour protéger les civils, notamment de s'abstenir d'attaquer des installations civiles telles que centres médicaux, écoles et points de ravitaillement en eau, ainsi que d'éviter d'établir des positions militaires dans des zones habitées...</p> <p>[R]éaffirmant que tous les belligérants doivent prendre toutes les mesures possibles pour assurer la protection des civils, demandant à toutes les parties d'honorer les obligations que leur impose le droit international, notamment le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, et de prendre toute mesure utile pour assurer la protection des civils...</p>	<p>Résolution 2124 (2013), par. 12</p> <p>Déclaration du Président S/PRST/2013/15, neuvième paragraphe</p> <p>Résolution 2096 (2013), trentième alinéa du préambule</p>	<p>Voir aussi, par exemple, résolutions 2085 (2012), par. 9 ; 1974 (2011), vingt-troisième alinéa du préambule ; 1964 (2010), par. 15 ; 1806 (2008), par. 13 ; 1794 (2007), par. 7 ; 1776 (2007), douzième alinéa du préambule ; 1574 (2004), par. 11 ; 1564 (2004), dixième alinéa du préambule ; 1493 (2003), par. 8 ; et 1265 (1999), par. 4.</p>

	[S]ouligne la responsabilité qui incombe à toutes les parties en [pays] de s'acquitter de l'obligation à elles faite de protéger la population civile contre les effets des hostilités, en particulier en évitant toutes attaques sans discernement ou l'emploi excessif de la force, et insiste sur la nécessité de mettre fin à l'impunité, de défendre les droits de l'homme et de poursuivre en justice ceux qui commettent des crimes ;	Résolution 2093 (2013), par. 26
	[S]ouligne qu'il incombe à toutes les parties et à tous les groupes armés [dans l'État concerné] d'assurer la protection de la population civile du pays, conformément au droit international humanitaire, au droit international des droits de l'homme et au droit des réfugiés, en évitant en particulier toute attaque aveugle contre des zones peuplées ;	Résolution 1814 (2008), par. 17
	Affirmant qu'il importe que toutes les parties, y compris les forces étrangères, qui concourent au maintien de la sécurité et de la stabilité [dans l'État concerné], agissent dans le respect du droit international, y compris les obligations pertinentes découlant du droit international humanitaire, des droits de l'homme et des réfugiés, et coopèrent avec les organisations internationales compétentes ..., et soulignant que toutes les parties, y compris les forces étrangères, doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer la protection des civils touchés,	Résolution 1790 (2007), dix-huitième alinéa du préambule
	Exige de toutes les parties concernées qu'elles se conforment strictement aux obligations mises à leur charge par le droit international [humanitaire, des droits de l'homme et des réfugiés], en particulier celles découlant des Conventions de La Haye de 1899 et 1907 et des Conventions de Genève de 1949 et des Protocoles additionnels auxdites conventions, de 1977, ainsi qu'aux décisions du Conseil de sécurité ;	Résolution 1674 (2006), par. 6
<b>Appel à l'adoption de mesures spéciales visant à épargner les populations civiles</b>	[N]otant qu'il importe de faire continuellement le point des tactiques et procédures et de dresser, avec le Gouvernement [du pays concerné], après enquête, le bilan de toute intervention ayant causé des pertes civiles, ou dont le Gouvernement estime qu'elle appelle une investigation conjointe, ainsi que de continuer à coopérer avec les [forces de sécurité nationales] pour poursuivre l'institutionnalisation de la protection des civils, en particulier des femmes et des filles,	Résolution 2120 (2013), vingt-sixième alinéa du préambule
	Demande à la [mission] de tenir pleinement compte, en s'acquittant du mandat défini [dans telle ou telle disposition chargeant la mission d'appuyer activement les autorités nationales dans la lutte contre les groupes armés], de l'impératif de protéger les civils et de limiter les risques, tout particulièrement ceux auxquels sont exposés les femmes, les enfants et les personnes déplacées ainsi que les installations civiles, lorsqu'elle mène ces activités conjointement avec les [f]orces de défense et de sécurité [nationales], et d'observer strictement la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'Organisation des Nations Unies à des forces de sécurité non onusiennes ;	Résolution 2100 (2013), par. 26
	Autorise la [mission], par l'intermédiaire de sa composante militaire, en vue d'atteindre les objectifs	Résolution 2098 (2013), par. 12, al. a et b



énoncés [au paragraphe pertinent], à prendre toutes les mesures nécessaires pour s'acquitter des tâches ci-après...

a) *Protection des civils*

i) ... atténuer les risques auxquels sont exposés les civils avant, pendant et après toute opération militaire ;

...

b) *Neutralisation des groupes armés...*

En appui aux autorités [du pays concerné], sur la base des informations recueillies et analysées et compte dûment tenu de la nécessité de protéger les civils et de réduire les risques avant, pendant et après toute opération militaire, mener... des offensives ciblées ... dans le strict respect du droit international, y compris le droit international humanitaire, et de la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'Organisation des Nations Unies à des forces de sécurité non onusiennes...

[E]ngageant ardemment la [force militaire internationale] et les autres forces internationales à continuer de redoubler d'efforts pour prévenir les pertes civiles, notamment en s'attachant plus encore à protéger la population [du pays], cette protection étant considérée comme un élément central de leur mission, et notant qu'il importe de faire le point en permanence des tactiques et procédures et de dresser, avec le Gouvernement [du pays], après enquête, le bilan de toute intervention ayant causé des pertes civiles, ou dont le Gouvernement estime qu'elle appelle une investigation conjointe, ainsi que de continuer de coopérer avec les [forces de sécurité nationales] pour améliorer encore la protection des civils,

Résolution 2069 (2012),  
vingt-cinquième alinéa du  
préambule

**E. Armes légères et de petit calibre, mines et restes explosifs de guerre**

**Condamnation du  
trafic d'armes légères  
et de petit calibre**

Rappelant avec une vive inquiétude que le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre alimentent les conflits armés, ont toute une série de conséquences néfastes sur les droits de l'homme, la situation humanitaire, le développement et la situation socioéconomique, plus particulièrement sur la sécurité des civils dans les conflits armés, notamment les femmes et les filles, qui subissent plus que leur part de violence, et exacerbent les violences sexuelles et sexistes, ainsi que l'enrôlement et l'utilisation d'enfants par les parties aux conflits armés, en violation du droit international applicable,

Condamne les violations des mesures visées par [les résolutions pertinentes imposant un embargo sur les armes], et modifiées par ses résolutions ultérieures, qui, selon certaines informations, continueraient de se produire, et rappelle le mandat du Comité, défini dans [le paragraphe prévoyant des sanctions], qui est d'examiner les informations faisant état de violations ou du non-respect de ces mesures et d'y donner la suite qui convient ;

Toujours aussi gravement préoccupé par ... le fait que les armes en provenance de la région ou d'ailleurs continuent de proliférer, menaçant la paix, la sécurité et la stabilité des États de la région,

Résolution 2117 (2013),  
dixième alinéa du préambule

Voir aussi, par exemple, résolutions 2111 (2013), cinquième alinéa du préambule ; 2104 (2013), vingt-cinquième alinéa du préambule ; 2063 (2012), par. 20 ; 2040 (2012), neuvième alinéa du préambule ; 2021 (2011), sixième alinéa du préambule ; 2017 (2011), septième alinéa du préambule ; 1944 (2010), douzième alinéa du préambule ; 1919 (2010), par. 15 ; 1296 (2000), par. 21 ; 1265 (1999), par. 17.

Résolution 2095 (2013),  
par. 12

Résolution 2085 (2012),  
cinquième alinéa du  
préambule

	Condamnant la poursuite des mouvements d'armes illicites tant à l'intérieur qu'à destination [du pays] en violation des [résolutions prévoyant des sanctions], et se déclarant déterminé à continuer à surveiller attentivement l'application de l'embargo sur les armes et des autres mesures édictées par ses résolutions concernant [le pays concerné],	Résolution 2078 (2012), septième alinéa du préambule
	Note que l'accumulation excessive et l'effet déstabilisateur des armes légères et de petit calibre constituent un obstacle considérable à l'acheminement de l'aide humanitaire et risquent d'exacerber et de prolonger les conflits, de mettre les civils en danger et de compromettre la sécurité et la confiance indispensables pour assurer le retour de la paix et de la stabilité...	Résolution 1894 (2009), par. 29
	A conscience de l'incidence néfaste que la prolifération des armes, en particulier les armes légères, a sur la sécurité des civils, y compris les réfugiés et les autres groupes vulnérables, notamment les enfants, et, à cet égard, rappelle la résolution 1209 (1998) du 19 novembre 1998...	Résolution 1261 (1999), par. 14
<b>Appel au respect des mesures internationales relatives aux armes légères et de petit calibre</b>	Rappelle aux États Membres qu'ils ont l'obligation d'appliquer intégralement et efficacement les embargos sur les armes qu'il décrète et de prendre les mesures qui s'imposent, y compris sur les plans juridique et administratif, contre toute activité constituant une violation desdits embargos, y compris, comme le prévoient ses résolutions pertinentes, en coopérant avec toutes les entités compétentes des Nations Unies, en communiquant aux comités des sanctions concernés toutes les informations pertinentes concernant des allégations de violations des embargos sur les armes, en donnant suite aux informations crédibles pour prévenir la livraison, la vente, le transfert ou l'exportation d'armes légères et de petit calibre contrevenant aux embargos sur les armes qu'il décrète, en facilitant le plein accès du personnel qu'il désigne aux fins de l'exécution des mandats qu'il définit, et en appliquant les normes internationales pertinentes, telles que l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites ;	Résolution 2117 (2013), par. 2
	Exhorte les États à envisager de signer et de ratifier dans les meilleurs délais le Traité sur le commerce des armes et engage les États et les organisations intergouvernementales, régionales et sous-régionales en mesure de le faire à fournir une aide au renforcement des capacités pour permettre aux États parties d'honorer et de mettre en œuvre les obligations que leur fait le Traité ;	Résolution 2117 (2013), par. 19
	Engage le Gouvernement [du pays concerné] à renforcer, avec l'aide des partenaires internationaux au besoin et à sa demande, la sécurité, le contrôle comptable et la gestion des stocks d'armes et de munitions et à mettre en œuvre d'urgence un programme national de marquage des armes, en particulier des armes à feu de l'État, en se conformant aux normes établies par le Protocole de Nairobi pour la prévention, le contrôle et la réduction des armes légères dans la région des Grands lacs et la Corne de l'Afrique et le Centre régional sur les armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes ;	Résolution 2078 (2012), par. 12

	Soulignant qu'il importe que l'interdiction de la vente et de la fourniture d'armes et de matériels connexes imposée par [résolution imposant des sanctions] soit strictement respectée,	Résolution 2004 (2011), huitième alinéa du préambule
	Demande instamment aux États Membres, conformément au Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, de prendre des mesures efficaces, notamment par le biais de mesures de règlement des conflits et en formulant et appliquant une législation nationale, qui soient conformes à leurs obligations au regard des dispositions pertinentes du droit international, pour réprimer le commerce illicite d'armes légères à destination de parties à un conflit armé qui ne respectent pas intégralement les dispositions du droit international relatives aux droits et à la protection des enfants dans les conflits armés ;	Résolution 1460 (2003), par. 7
	Demande qu'une action internationale efficace soit menée en vue d'empêcher l'afflux illégal d'armes légères dans les zones de conflit ;	Résolution 1318 (2000), annexe, sect. VI
	Souligne qu'il est important que tous les États Membres, en particulier les États fabriquant ou commercialisant des armes, limitent ..., les transferts d'armes susceptibles de provoquer ou de prolonger des conflits armés ou d'aggraver les tensions et conflits existants...	Résolution 1209 (1998), par. 3
	[I]nsiste sur la nécessité de mettre en œuvre le Programme d'action [en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects] ainsi que l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre, afin d'accomplir de véritables progrès pour ce qui est de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères. Les États sont en particulier encouragés à améliorer la sécurité physique et la gestion des arsenaux, à détruire les armes légères en excédent et celles qui sont obsolètes, à veiller au marquage des armes légères au moment de leur fabrication et de leur importation, à resserrer les contrôles à l'exportation et aux frontières et à contrôler les activités de courtage.	Déclaration du Président S/PRST/2007/24, sixième paragraphe
<b>Rôle des missions de maintien de la paix des Nations Unies et des autres intervenants concernés dans la lutte contre le trafic d'armes légères et de petit calibre</b>	Prie également la [mission] de continuer d'aider les autorités [du pays] à maîtriser la circulation des armes de petit calibre, à créer un registre des armes, à revoir la législation en vigueur en matière d'importation et de détention d'armes, à réformer le régime des permis de port d'armes et à définir et à mettre en œuvre une doctrine nationale de police de proximité ;	Résolution 2119 (2013), par. 24
	[P]rie ... la [mission] de vérifier si des armes et du matériel connexe sont présents au [région], conformément à son mandat tel qu'il est défini [au paragraphe pertinent de la résolution du Conseil] et, dans ce contexte, de continuer à coopérer avec le Groupe d'experts créé par la [résolution pertinente] afin de faciliter son action...	Résolution 2113 (2013), par. 23
	Demande aux autorités [du pays concerné], aidées en cela par la [mission], conformément [au paragraphe pertinent], et les partenaires internationaux, de résoudre le problème de la prolifération et du trafic illicite d'armes légères conformément à la Convention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur les	Résolution 2100 (2013), par. 28

armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes et au Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, de sorte à assurer de façon sûre et efficace la gestion, l'entreposage et la sécurité de leurs stocks d'armes légères et la collecte ou la destruction des stocks excédentaires et des armes saisies, non marquées ou détenues illicitement, et souligne une nouvelle fois, qu'il importe d'appliquer intégralement la [résolution pertinente] ;

Engage le Gouvernement [du pays concerné] à renforcer, avec l'aide des partenaires internationaux au besoin et à sa demande, la sécurité, le contrôle comptable et la gestion des stocks d'armes et de munitions et à mettre en œuvre d'urgence un programme national de marquage des armes, en particulier des armes à feu de l'État, en se conformant aux normes établies par le Protocole de Nairobi pour la prévention, le contrôle et la réduction des armes légères dans la région des Grands lacs et la Corne de l'Afrique et le Centre régional sur les armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes ;

Résolution 2078 (2012),  
par. 12

[P]rie la [mission] d'observer tout passage de personnel et d'armes et de matériel connexe par la frontière avec le [pays concerné] et de faire rapport à ce sujet ;

Résolution 2057 (2012),  
par. 6

Décide que [la mission] s'acquittera du mandat suivant :

Résolution 2000 (2011),  
par. 7, al. c et d

**Protection et sécurité**

...

*c) Surveillance de l'embargo sur les armes*

- Surveiller l'application [de l'embargo sur les armes imposé par la disposition pertinente], en coopération avec le Groupe d'experts ... créé par la [résolution pertinente], notamment en inspectant, s'ils le jugent nécessaire et le cas échéant sans préavis, toutes les armes et munitions et tout matériel connexe, où qu'ils se trouvent...
- Recueillir, selon qu'il convient, les armes et tout matériel connexe introduits en [pays] en violation [de l'embargo sur les armes imposé par la disposition pertinente], et de les éliminer le cas échéant ;

*d) Collecte des armes*

- Continuer d'aider les autorités nationales ... à rassembler, enregistrer, mettre en lieu sûr et éliminer ces armes de manière appropriée, et à détruire les restes explosifs de guerre, le cas échéant...
- Aider le Gouvernement, en coordination avec d'autres partenaires, à élaborer et mettre en œuvre des programmes communautaires de collecte d'armes, qui doivent établir un lien entre la réduction de la violence et la réconciliation des communautés ;
- Veiller, en coordination avec le Gouvernement, à ce que les armes rassemblées ne soient pas dispersées ou réutilisées dans un cadre autre que la stratégie globale de sécurité nationale...

Note les effets préjudiciables de la prolifération des armes, en particulier les armes légères, sur la sécurité des civils, laquelle attise les conflits armés, encourage la

Résolution 1919 (2010),  
par. 15

	[mission] à poursuivre ses efforts afin de fournir une assistance [aux pouvoirs publics de la région] en ce qui concerne le processus de désarmement civil, notamment en renforçant la capacité des autorités locales de décourager les conflits intercommunautaires et en surveillant les initiatives de désarmement civil forcé afin d'éviter que les opérations de désarmement n'exacerbent l'insécurité [dans la région];		
<b>Mesures ciblées et graduelles de lutte contre le trafic d'armes légères et de petit calibre</b>	<p>Constatant que les embargos sur les armes qu'il a décrétés contribuent grandement à combattre le transfert illicite d'armes légères et de petit calibre, atténuer l'intensité des conflits et créer des conditions propices à un règlement pacifique des situations qui menacent la paix et la sécurité internationales ou y portent atteinte, et constatant également le rôle de ces embargos dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix après les conflits, le désarmement, la démobilisation et la réintégration, et la réforme du secteur de la sécurité,</p> <p>Décide ... que l'embargo sur les armes ne s'appliquera pas à la fourniture de matériel non létal visant seulement à permettre aux forces de sécurité [nationales] de maintenir l'ordre en n'ayant recours à la force que de façon appropriée et proportionnée sous réserve de l'approbation préalable du Comité [des sanctions];</p> <p>Souligne qu'il est parfaitement prêt à imposer des sanctions ciblées à l'encontre de personnes qu'aura désignées le Comité [des sanctions] et dont on aura établi notamment qu'elles :</p> <p>...</p> <p>f) Agissent en violation des mesures imposées par [paragraphe imposant l'embargo sur les armes];</p> <p>Décide que tous les États Membres doivent prendre immédiatement les mesures nécessaires pour empêcher la vente ou la fourniture à [pays], par leurs nationaux ou de leur territoire ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, d'armements et de matériel connexe de tous types</p> <p>– armes et munitions, véhicules et matériels militaires, équipements paramilitaires et pièces détachées correspondantes –, ainsi que toute assistance technique ou de formation, et toute aide financière ou autre en rapport avec les activités militaires ou la fourniture, la fabrication, l'entretien ou l'utilisation de ces articles, qu'ils proviennent ou non de leur territoire;</p> <p>Décide que tous les États doivent prendre les mesures déjà prévues [dans les résolutions du Conseil imposant des sanctions visant certains groupes armés illégaux] à l'égard des personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés...</p> <p>c) Empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects à ces personnes, groupes, entreprises et entités, à partir de leur territoire ou par leurs ressortissants établis hors de leur territoire, ou au moyen de navires ou d'aéronefs sous leur pavillon, d'armements et de matériels connexes de tous types, y compris les armes et les munitions, les véhicules et l'équipement militaires, l'équipement paramilitaire et les pièces de rechange pour les armes et matériels susmentionnés, ainsi que de conseils, d'une assistance ou d'une formation techniques portant sur des activités militaires;</p>	<p>Résolution 2117 (2013), douzième alinéa du préambule</p> <p>Résolution 1946 (2010), par. 5</p> <p>Résolution 1946 (2010), par. 6, al. f</p> <p>Résolution 1907 (2009), par. 5</p> <p>Résolution 1904 (2009), par. 1, al. c</p>	<p>Voir aussi, par exemple, résolutions 1907 (2009), par. 12; et 1521 (2003), par. 2, al. a.</p>

	<p>[R]éaffirme qu'il a l'intention d'envisager d'imposer, par des résolutions visant spécialement tel ou tel pays, des mesures ciblées et calibrées, dont l'interdiction d'exporter ou de livrer des armes légères et d'autres matériels militaires et de l'assistance militaire, à l'encontre de parties à des conflits armés dont le Conseil [de sécurité] est saisi qui violeraient les dispositions du droit international relatives aux droits et à la protection des enfants en période de conflit armé ;</p> <p>Se déclare prêt à envisager de prendre des dispositions, conformément à la Charte des Nations Unies, pour régler la question des liens qui existent entre les conflits armés et le terrorisme, la contrebande de minéraux précieux, le trafic des armes légères et d'autres activités criminelles, qui sont susceptibles de prolonger ces conflits ou d'en aggraver les conséquences pour les populations civiles, enfants compris ;</p>	<p>Résolution 1612 (2005), par. 9</p> <p>Résolution 1379 (2001), par. 6</p>
<p><b>Coopération régionale et internationale aux fins de la lutte contre le trafic d'armes légères et de petit calibre</b></p>	<p>Demande à tous les États Membres, en particulier aux États de la région, agissant à titre national ou dans le cadre d'organismes ou d'accords régionaux, afin de garantir la stricte application de l'embargo sur les armes établi par [les dispositions de la résolution pertinente], de faire inspecter sur leur territoire, y compris dans leurs ports maritimes et aéroports et en haute mer, les navires et aéronefs en provenance ou à destination de [pays], si l'État concerné dispose d'informations autorisant raisonnablement à penser qu'il y a à bord des articles dont la fourniture, la vente, le transfert ou l'exportation sont interdits par [le paragraphe de la résolution pertinente] ..., y compris des mercenaires armés, prie tous les États de pavillon ou d'immatriculation de ces navires et aéronefs de coopérer à toutes inspections et autorise les États Membres à prendre toutes mesures dictées par la situation existante pour procéder à ces inspections ;</p>	<p>Résolution 1973 (2011), par. 13</p>
	<p>Encourage une coopération accrue entre tous les États, en particulier ceux de la région, la [mission] et le Groupe d'experts [qui informe le comité des sanctions], et encourage en outre toutes les parties et tous les États à faire en sorte que les personnes et entités relevant de leur juridiction ou de leur contrôle coopèrent avec le Groupe d'experts [qui informe le comité des sanctions] ;</p>	<p>Résolution 1952 (2010), par. 17</p>
	<p>Demande instamment dans ce contexte à toutes les parties [du pays] et à tous les États, en particulier ceux de la région, d'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– La sécurité des membres du Groupe d'experts [qui informe le comité des sanctions] ;</li> <li>– L'accès libre et immédiat du Groupe d'experts [qui informe le comité des sanctions], en particulier aux personnes, documents et lieux, aux fins de l'exécution de son mandat ;</li> </ul>	<p>Résolution 1946 (2010), par. 16</p>
	<p>Prie instamment tous les États, les organismes compétents des Nations Unies, [l'organisation régionale concernée] et les autres parties intéressées de coopérer pleinement avec le Comité et le Groupe d'experts [qui informe le comité des sanctions], en particulier en leur fournissant toutes informations à leur disposition sur l'application des mesures résultant des [résolutions imposant les sanctions] ;</p>	<p>Résolution 1945 (2010), par. 5</p>
	<p>Prie le Gouvernement de [l'État concerné] et les gouvernements de tous les États, en particulier ceux de la région, la Mission de l'Organisation des Nations Unies</p>	<p>Résolution 1896 (2009), par. 10</p>

	<p>[dans l'État concerné] et le Groupe d'experts de coopérer intensément, notamment en échangeant des informations sur les livraisons d'armes, les itinéraires empruntés et les mines stratégiques dont on sait qu'elles sont aux mains de groupes armés ou exploitées par eux, les vols en provenance de la région ... à destination [de l'État concerné] et les vols en provenance [de l'État concerné] à destination de la région ..., l'exploitation illégale et le trafic de ressources naturelles et les activités des personnes et entités désignées par le Comité [des sanctions] en application du paragraphe 4 de la résolution 1857 (2008) ;</p> <p>Exige de toutes les parties et tous les États qu'ils veillent à ce que les personnes et entités relevant de leur juridiction ou de leur contrôle coopèrent avec le Groupe d'experts et demande à cet égard à tous les États d'informer le Comité de la désignation d'un point focal en vue de renforcer la coopération et l'échange d'informations avec le Groupe d'experts ;</p> <p>[E]ngage les pays de la région à renforcer leur coopération avec le Comité du Conseil de sécurité et le Groupe d'experts ... pour mettre en œuvre l'embargo sur les armes en [pays] et à combattre le trafic transfrontalier d'armes de petit calibre et d'armes légères illicites et de ressources naturelles illicites ainsi que les déplacements transfrontaliers de combattants, et exige de nouveau des [États de la région] qu'ils prennent des dispositions pour que leurs territoires respectifs ne servent pas à faciliter les activités des groupes armés présents dans la région ;</p> <p>Prie le Secrétaire général de veiller à ce que ses [Représentants spéciaux pour les pays voisins] coordonnent les activités de [leurs missions respectives], partagent les informations militaires à leur disposition, en particulier sur les mouvements transfrontaliers d'éléments armés et sur les trafics d'armes, et mettent en commun leurs moyens logistiques et administratifs, sous réserve que cela ne porte pas préjudice à la capacité d'exercice de leurs mandats respectifs, en vue d'assurer à ces opérations la plus grande efficacité et d'en réduire les coûts ;</p>	<p>Résolution 1896 (2009), par. 12</p> <p>Résolution 1653 (2006), par. 16</p> <p>Résolution 1545 (2004), par. 20</p>	
<b>Lutte contre les mines et les restes explosifs de guerre</b>	<p>Se déclarant préoccupé par la grave menace que les mines antipersonnel, restes de guerre et engins explosifs improvisés peuvent représenter pour la population civile et soulignant qu'il faut s'abstenir d'utiliser des armes et dispositifs interdits par le droit international,</p> <p>Note à cet égard qu'il peut notamment confier les responsabilités suivantes aux missions de maintien de la paix multidimensionnelles :</p> <p>...</p> <p>d) Mettre en place des moyens d'intervention rapide dans le domaine de la lutte contre les mines et offrir aux autorités nationales qui le demandent des services consultatifs et des activités de formation adaptés à leurs besoins pour les aider à réduire les risques, à prêter assistance aux victimes, à déminer et à gérer et détruire les stocks ;</p> <p>Exige [des gouvernements concernés] qu'ils facilitent le déploiement du personnel du Service de la lutte antimines des Nations Unies afin que le personnel [en mission] puisse se déplacer librement et que les mines qui se trouvent dans [la région] puissent être détectées et neutralisées ;</p>	<p>Résolution 2096 (2013), trente et unième alinéa du préambule</p> <p>Résolution 2086 (2013), par. 8, al. d</p> <p>Résolution 2075 (2012), par. 12</p>	<p>Voir aussi, par exemple, résolutions 2104 (2013), vingt-sixième alinéa du préambule ; et 1986 (2011), quinzième alinéa du préambule.</p>

Exige [des pays concernés] qu'ils facilitent le déploiement du personnel du Service de la lutte antimines des Nations Unies, ainsi que la détection et l'enlèvement des mines se trouvant dans [la région] ;	Résolution 2047 (2012), par. 10
Notant que [le pays concerné] a ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions,	Résolution 2011 (2011), vingt-deuxième alinéa du préambule
Se félicite des résultats obtenus à ce jour dans l'exécution du Programme de lutte antimines pour [le pays concerné] et encourage le Gouvernement [du pays], avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies et de toutes les autres parties intéressées, à poursuivre son action en vue de détruire les mines antipersonnel, les mines antichars et les restes explosifs de guerre, et de réduire ainsi les menaces qu'ils font peser sur la vie humaine et sur la paix et la sécurité dans le pays ; et exprime la nécessité de fournir une aide en vue de soigner les victimes et d'assurer leur réadaptation et leur réintégration économique et sociale, s'agissant notamment des personnes handicapées ;	Résolution 1917 (2010), par. 19
[E]ngage les parties à des conflits armés à prendre toutes les précautions possibles pour protéger les populations civiles, notamment les enfants, des effets des mines et des restes explosifs de guerre, et, à cet égard, engage la communauté internationale à appuyer les efforts que font les pays pour détruire les mines et autres restes explosifs de guerre et à les aider à soigner les victimes et assurer leur réadaptation et leur réinsertion économique et sociale, s'agissant notamment des personnes handicapées ;	Résolution 1894 (2009), par. 29
Note avec satisfaction la contribution que la [mission de maintien de la paix] continue d'apporter aux opérations de déminage..., souhaite que l'Organisation des Nations Unies continue d'offrir une assistance au Gouvernement [du pays concerné] en matière d'action antimines, en l'aidant à continuer de mettre en place une capacité nationale dans ce domaine et à exécuter des activités de déminage d'urgence..., remercie les pays donateurs qui soutiennent ces efforts au moyen de contributions en espèces et en nature et souhaite que d'autres contributions internationales soient apportées, prend note du fait que le Gouvernement [du pays concerné] et la [mission de maintien de la paix] ont reçu communication de cartes et d'informations sur l'emplacement de mines et insiste sur la nécessité de communiquer au Gouvernement [du pays concerné] et à la [mission de maintien de la paix] toutes cartes et informations complémentaires à ce sujet ;	Résolution 1525 (2004), par. 9
Le Conseil exprime la préoccupation des plus profondes que lui inspire la présence dans [la région du pays concerné] d'un nombre très élevé d'engins non explosés, y compris de munitions à dispersion. Il déplore que depuis la cessation des hostilités, ces munitions aient tué ou blessé des dizaines de civils ainsi que plusieurs démineurs. Il appuie dans ce contexte la demande du Secrétaire général tendant à ce [que la partie au conflit] communique à l'Organisation des Nations Unies des renseignements détaillés sur l'usage par lui de bombes à sous-munitions [sur le territoire du pays concerné].	Déclaration du Président S/PRST/2007/12, treizième paragraphe



F. Respect du droit, responsabilité et état de droit			
<b>Diffusion du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, et formation à ces disciplines</b>	Se félicite que [la mission] et les [forces armées] continuent de coopérer et mènent des activités conjointes et demande aux [forces armées] de respecter pleinement le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et le droit international des réfugiés et, dans ce contexte, rappelle qu'il importe d'assurer aux organismes chargés de la sécurité et du respect de la loi une formation aux droits de l'homme, à la protection de l'enfance et à la constatation des violences sexuelles et sexistes ;	Résolution 2112 (2013), par. 24	Voir aussi, par exemple, résolutions 2053 (2012), douzième alinéa du préambule ; et 1265 (1999), huitième alinéa du préambule et par. 5.
	Demande instamment aux États Membres et aux organisations régionales et internationales de fournir aux [forces de défense et de sécurité] un soutien coordonné sous forme d'aide, de compétences spécialisées, de formation, y compris en matière de droits de l'homme et de droit international humanitaire, et de renforcement des capacités, en concordance avec les impératifs intérieurs...	Résolution 2085 (2012), par. 7	
	Se déclarant favorable aux dispositions prises pour doter [la mission] de moyens, de capacités et de compétences suffisants pour lui permettre de mener, dans le domaine des droits de l'homme, des activités de promotion, de protection et de surveillance,	Résolution 2066 (2012), neuvième alinéa du préambule	
	[R]appelle qu'il importe d'assurer aux organismes chargés de la sécurité et du respect de la loi une formation aux droits de l'homme, à la protection de l'enfance et aux violences sexuelles et sexistes ;	Résolution 2062 (2012), par. 17	
	Lance un nouvel appel aux États qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils envisagent de signer ou de ratifier les instruments pertinents du droit international humanitaire, des droits de l'homme et du droit des réfugiés, ou d'y adhérer, et de prendre les mesures législatives, judiciaires et administratives voulues pour s'acquitter des obligations que leur imposent ces instruments ;	Résolution 1894 (2009), par. 5	
	Demande à toutes les parties concernées : <div style="margin-left: 20px;">a) De diffuser aussi largement que possible l'information concernant le droit international humanitaire, le droit des droits de l'homme et le droit des réfugiés ;</div> <div style="margin-left: 20px;">b) D'offrir une formation aux fonctionnaires, aux membres des forces armées et des groupes armés, aux personnes qui travaillent avec les forces armées, aux membres de la police civile et au personnel de maintien de l'ordre, ainsi qu'aux magistrats et aux juristes, et de sensibiliser la société civile et la population civile au droit international humanitaire, au droit des droits de l'homme et au droit des réfugiés, ainsi qu'à la protection, aux besoins particuliers et aux droits fondamentaux des femmes et des enfants en période de conflit, afin que les instruments en question soient effectivement et pleinement respectés ;</div> <div style="margin-left: 20px;">...</div> <div style="margin-left: 20px;">d) De demander, le cas échéant, aux missions de maintien de la paix et autres missions des Nations Unies, ainsi qu'aux équipes de pays des Nations Unies et au Comité international de la Croix-Rouge, et, selon qu'il convient, à d'autres membres du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge,</div>	Résolution 1894 (2009), par. 7, al. a, b et d	

d'apporter un appui en matière de formation et de sensibilisation dans le domaine du droit international humanitaire, du droit des droits de l'homme et du droit des réfugiés ;

**Mesures progressives  
ciblées de promotion  
du respect du droit**

Déplore que certains individus ayant des liens avec le Gouvernement ... et des groupes armés [dans la région] continuent de commettre des actes de violence contre des civils, d'entraver le processus de paix et d'ignorer ses exigences, exprime son intention d'imposer des sanctions ciblées à l'encontre des personnes et entités qui répondent aux critères de désignation énoncés [dans les dispositions pertinentes de la résolution imposant des sanctions, notamment celles qui sont responsables des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme ou d'autres atrocités], et encourage le Groupe, agissant en coordination avec la médiation conjointe Union africaine-Organisation des Nations Unies, à communiquer au Comité, s'il l'estime nécessaire, les noms des personnes, des groupes ou des entités répondant aux critères de désignation ;

Décide que les mesures [interdiction de voyager et gel des avoirs] énoncées dans [les dispositions de la résolution pertinente] s'appliquent à toutes les personnes ... et que [les dispositions pertinentes] de ladite résolution [s'appliquent] à toutes les entités que le Comité aura désignées :

...

*d)* Comme étant responsables, en tant que dirigeants politiques ou militaires, du recrutement ou de l'utilisation d'enfants dans les conflits armés [dans le pays], en violation du droit international applicable ;

*e)* Comme étant responsables de violations du droit international applicable [dans le pays concerné] commises contre des civils, y compris des enfants ou des femmes, en période de conflit armé, telles que meurtres et mutilations, violences sexuelles ou sexistes, attaques d'écoles ou d'hôpitaux, et enlèvements et déplacements forcés ;

Souligne qu'il est tout à fait prêt à imposer des sanctions ciblées à l'encontre de personnes que le Comité [des sanctions] aura désignées ... et dont on aura établi notamment qu'elles :

*a)* Menacent le processus de paix et de réconciliation nationale [dans le pays concerné], notamment en entravant la mise en œuvre du processus de paix résultant de [l'accord politique pertinent] ;

*b)* S'attaquent à [la mission], aux [forces armées nationales] qui la soutiennent, au Représentant spécial du Secrétaire général [dans le pays] ou font obstacle à leur action ;

*c)* Sont responsables d'obstacles à la liberté de circulation de [la mission] et des forces ... qui la soutiennent ;

*d)* Sont responsables de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire perpétrées [dans le pays] ;

*e)* Incitent publiquement à la haine et à la violence ;

*f)* Agissent en violation des mesures imposées [au paragraphe imposant un embargo sur les armes] ;

Résolution 2091 (2013),  
par. 7

Voir aussi, par exemple, résolutions 2100 (2013), par. 6 ; 2035 (2012), par. 9 ; 1988 (2011), par. 1 ; 1975 (2011), par. 12 ; 1970 (2011), par. 9 ; 1946 (2010), par. 6 ; 1727 (2006), par. 12.

Résolution 2002 (2011),  
par. 1, al. *d* et *e*

Résolution 1980 (2011),  
par. 10

	<p>Décide ... que tous les États Membres doivent geler immédiatement tous les fonds, autres avoirs financiers et ressources économiques se trouvant sur leur territoire, qui sont en la possession ou sous le contrôle direct ou indirect des individus ou entités désignés dans [l'annexe à la résolution imposant les sanctions] ou [désignés par le comité des sanctions et qui ordonnent, contrôlent ou dirigent de toute autre manière la commission de violations graves des droits de l'homme contre des personnes se trouvant dans le pays concerné ou sont complices en la matière, y compris en préparant, commandant, ordonnant ou conduisant des attaques, en violation du droit international, notamment des bombardements aériens, contre des populations ou des installations civiles, ou en étant complices en la matière, ou tout individu ou entité qui agit pour le compte ou sur les ordres de ceux-ci, en leur nom ou sur leurs instructions], et décide en outre que tous les États Membres doivent veiller à empêcher que leurs nationaux ou aucune personne ou entité se trouvant sur leur territoire ne mettent à la disposition des individus ou entités désignés dans [l'annexe à la résolution imposant les sanctions] ou des individus désignés par le Comité des fonds, avoirs financiers ou ressources économiques ;</p> <p>[T]ous les États prendront les mesures nécessaires pour empêcher l'entrée ou le passage en transit sur leur territoire de toutes les personnes désignées par le [comité des sanctions]...</p>	<p>Résolution 1970 (2011), par. 17</p> <p>Résolution 1807 (2008), par. 9</p>	
<b>Responsabilité</b>	<p>Réaffirmant que tous les auteurs de [violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme commises dans le pays] doivent en répondre et que certains de ces actes pourraient constituer des crimes au regard du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, auquel [le pays] est partie, et rappelant à cet égard la déclaration faite par le Procureur de la Cour le [date],</p> <p>[S]oulignant qu'il importe d'enquêter sur [les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire] qui seraient le fait de toutes les parties, quel que soit le statut ou l'appartenance politique des auteurs, y compris pendant la crise..., réaffirmant que les auteurs de telles violations doivent en répondre et être traduits en justice, peu importe leur appartenance politique, les droits des détenus étant respectés..., et demandant instamment au Gouvernement ... de multiplier et d'accélérer ses efforts au service de la lutte contre l'impunité,</p> <p>Se déclarant gravement préoccupé par ... l'incapacité des autorités de contraindre les responsables [des violations des droits de l'homme] à répondre de leurs actes,</p> <p>[E]xigeant que les responsables de violations du droit humanitaire international ou d'atteintes aux droits de l'homme, selon le cas, y compris celles qui prennent la forme de violences et de sévices à l'égard d'enfants ainsi que les actes de violence sexuelle et sexiste, soient rapidement appréhendés et traduits en justice, et répondent de leurs actes,</p> <p>Exhortant le Gouvernement ... à honorer tous ses engagements, y compris ... de faire le nécessaire pour amener les auteurs de violations graves du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, quels qu'ils soient, à répondre de leurs actes,</p>	<p>Résolution 2121 (2013), cinquième alinéa du préambule</p> <p>Résolution 2112 (2013), onzième alinéa du préambule</p> <p>Résolution 2109 (2013), neuvième alinéa du préambule</p> <p>Résolution 2098 (2013), dix-neuvième alinéa du préambule</p> <p>Résolution 2091 (2013), dix-septième alinéa du préambule</p>	<p>Voir aussi, par exemple, résolutions 2113 (2013), vingt et unième alinéa du préambule ; 2111 (2013), sixième alinéa du préambule ; 2102 (2013), par. 8 ; 2078 (2012), dixième alinéa du préambule et par. 19 ; 2071 (2012), quatorzième alinéa du préambule ; 2067 (2012), dix-septième alinéa du préambule et par. 15 ; 2027 (2011), par. 10 ; 2000 (2011), quinzième alinéa du préambule ; 1975 (2011), onzième alinéa du préambule ; 1959 (2010), par. 11 ; 1952 (2010), par. 12 ; 1906 (2009), par. 3 ; 1902 (2009), onzième alinéa du préambule et par. 18 ; 1863 (2009), dixième alinéa du préambule ; 1828 (2008), huitième alinéa du préambule ; 1826 (2008), neuvième alinéa du préambule ; 1816 (2008), par. 11 ; 1769 (2007), douzième alinéa du préambule ; 1674 (2006), par. 8 et 11 ; 1591 (2005), cinquième alinéa du préambule ; 1577 (2004), par. 2 ; 1565 (2004), par. 19 ; 1564 (2004), neuvième alinéa du préambule et par. 7 ; 1556 (2004), dixième alinéa du préambule et par. 6 ; 1479 (2003), par. 8 ; 1468 (2003), par. 2 ; 1296 (2000), par. 17 ; 1291 (2000), par. 15 ; 1289 (2000), par. 17 ; et déclaration du Président S/PRST/2013/2, huitième paragraphe.</p>

Rappelant ... ses résolutions réaffirmant qu'il ne peut y avoir de paix sans justice, rappelant combien il lui importe que cesse l'impunité et que les auteurs des crimes commis [dans le pays/la zone] soient traduits en justice...

Résolution 2063 (2012),  
cinquième alinéa du  
préambule

Affirme que tous les auteurs de violations des droits de l'homme doivent répondre de leurs actes, et souligne que les violations des droits de l'homme qui auraient été commises doivent faire l'objet d'une enquête approfondie menée en toute indépendance et impartialité, dans le respect des normes internationales, afin qu'elles ne restent pas impunies et que leurs auteurs répondent de leurs actes ;

Résolution 2051 (2012),  
par. 7

Demande aux autorités [du pays concerné] de combattre l'impunité et d'amener à répondre de leurs actes tous les auteurs de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris celles commises par des groupes armés illégaux ou des éléments des Forces de sécurité [nationales] ;

Résolution 1996 (2011),  
par. 13

[S]oulignant que les auteurs d'attaques, y compris aériennes et navales, dirigées contre la population civile, ou leurs complices doivent répondre de leurs actes,

Résolution 1973 (2011),  
quatorzième alinéa du  
préambule

[E]ngage le Gouvernement [du pays concerné] à assurer l'application intégrale de sa « politique de tolérance zéro » en ce qui concerne les manquements à la discipline et les violations des droits de l'homme, notamment les actes de violence sexuelle et sexiste, commis par des éléments [des forces armées], et demande en outre instamment que toutes violations ainsi dénoncées donnent lieu à une enquête approfondie, avec l'appui de [la mission], et que tous les auteurs de telles violations soient traduits en justice dans le cadre d'une procédure solide et indépendante ;

Résolution 1906 (2009),  
par. 11

Se déclare fermement opposé à ce que les auteurs de violations graves du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme jouissent de l'impunité et souligne, à cet égard, que les États sont tenus de se conformer aux obligations qui leur incombent en matière de lutte contre l'impunité et de prendre des mesures concrètes pour asseoir le principe de la responsabilité en menant des enquêtes approfondies et en poursuivant les auteurs de crimes de guerre, de génocides, de crimes contre l'humanité et d'autres violations graves du droit international humanitaire afin de prévenir les violations, d'éviter qu'elles ne se reproduisent et de promouvoir une paix durable, la justice, la vérité et la réconciliation ;

Résolution 1894 (2009),  
par. 10

Demande à nouveau aux autorités [nationales] de mettre un terme à l'impunité, y compris en traduisant en justice sans délai les auteurs de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et de tenir compte, lorsqu'elles choisissent les candidats aux fonctions officielles, y compris les postes clefs dans les forces armées, la police nationale et les autres services de sécurité, de la détermination des actions passées de ceux-ci en ce qui concerne le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme ;

Résolution 1756 (2007),  
par. 12

Condamne avec force les violences faites aux civils d'une manière systématique, y compris les tueries, ainsi que les autres atrocités et violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, en particulier la violence sexuelle contre les femmes et les filles, souligne la nécessité de traduire en justice les responsables,

Résolution 1493 (2003),  
par. 8

	notamment au niveau du commandement, et prie instamment toutes les parties, y compris [l'État concerné], de prendre toutes les dispositions nécessaires pour prévenir de nouvelles violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, en particulier celles commises contre des civils ;		
	Réaffirme que toutes les parties au conflit sont tenues de se conformer aux obligations que leur impose le droit international humanitaire, en particulier les Conventions de Genève du 12 août 1949, et que tous ceux qui commettent ou ordonnent la commission de graves violations des conventions en portent individuellement la responsabilité ;	Résolution 1193 (1998), par. 12	
<b>Création de mécanismes juridictionnels ad hoc et de commissions d'enquête</b>	Soulignant l'importance que revêt la justice transitionnelle dans la réconciliation durable de l'ensemble de la population du [pays concerné], prenant note du projet de loi portant sur la Commission Vérité et réconciliation, proposé par le Gouvernement ... au Parlement le [date], et rappelant, à cet égard, l'engagement pris par le Gouvernement de mettre en place des mécanismes de justice transitionnelle, conformément aux résultats des consultations nationales de ..., à sa résolution [pertinente] et à [l'accord pertinent],	Résolution 2090 (2013), onzième alinéa du préambule	Voir aussi, par exemple, résolutions 2112 (2013), par. 16 ; 2097 (2013), huitième alinéa du préambule ; 2027 (2011), par. 12 ; 2014 (2011), septième alinéa du préambule ; 1948 (2010), par. 3 ; 1902 (2009), par. 17 ; 1888 (2009), huitième alinéa du préambule ; 1674 (2006), par. 7 ; et déclaration du Président S/PRST/2013/2, huitième et neuvième paragraphes.
	Engage instamment le Gouvernement [national] à adopter une législation sur la justice transitionnelle afin de concourir sans nouveaux retards à la réconciliation ;	Résolution 2051 (2012), par. 10	
	Se déclarant préoccupé par les violences survenues le [date] et se félicitant de la création par le Gouvernement ... d'une commission indépendante spéciale chargée d'enquêter sur ces incidents et d'établir les faits et circonstances dans le cadre d'une procédure indépendante et impartiale respectant les normes internationales, le but étant d'amener quiconque est responsable à répondre de ses actes,	Résolution 2025 (2011), onzième alinéa du préambule	
	Engage toutes les parties à coopérer pleinement avec la commission d'enquête internationale indépendante chargée par le Conseil des droits de l'homme le [date] d'enquêter sur les faits et circonstances entourant les allégations de graves violations des droits de l'homme perpétrées en [pays] ..., et prie le Secrétaire général de lui communiquer ce rapport, ainsi qu'à d'autres organismes internationaux compétents ;	Résolution 1975 (2011), par. 8	
	Décide que tous les États coopéreront sans réserve avec le [mécanisme spécial] ... et légiféreront en conséquence selon leur droit interne pour donner effet aux dispositions de la résolution [créant le mécanisme spécial] et au Statut du Mécanisme, y compris l'obligation à eux faite de satisfaire aux demandes d'assistance et d'exécuter les ordonnances émises par le Mécanisme en vertu de son Statut ;	Résolution 1966 (2010), par. 9	
	Rappelle que le respect du principe de la responsabilité des auteurs de ... crimes graves doit être garanti grâce à l'adoption de mesures internes et au renforcement de la coopération internationale ayant pour objet d'appuyer les mécanismes nationaux et appelle l'attention sur tous les mécanismes de justice et de réconciliation qui doivent être envisagés, dont les tribunaux pénaux nationaux, internationaux et « mixtes » et les commissions Vérité et réconciliation, ainsi que les programmes nationaux visant à offrir réparation aux victimes et à réformer les institutions, et souligne le rôle qu'il a à jouer pour ce qui est de mettre fin à l'impunité ;	Résolution 1894 (2009), par. 11	

	<p>Prie le Secrétaire général de créer rapidement une commission internationale d'enquête pour rechercher immédiatement les informations faisant état de violations du droit international humanitaire et des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme par toutes les parties, pour déterminer également si des actes de génocide ont eu lieu et pour identifier les auteurs de ces violations afin de s'assurer que les responsables aient à répondre de leurs actes, demande à toutes les parties de coopérer pleinement avec cette commission...</p> <p>Souligne qu'il incombe aux États de mettre fin à l'impunité et de poursuivre les personnes qui sont responsables de génocide, de crimes contre l'humanité et de violations graves du droit international humanitaire, affirme la possibilité de recourir à cette fin à la Commission internationale d'établissement des faits, créée en vertu de l'article 90 du Protocole I additionnel aux Conventions de Genève...</p> <p>Décide par la présente résolution, comme suite à la demande qu'il a reçue du Gouvernement [du pays], de créer un tribunal international chargé uniquement de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du [pays] et les citoyens [du pays] présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre les [dates]...</p> <p>Décide par la présente résolution de créer un tribunal international dans le seul but de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire [du pays] entre les [dates]...</p>	<p>Résolution 1564 (2004), par. 12</p> <p>Résolution 1265 (1999), par. 6</p> <p>Résolution 955 (1994), par. 1</p> <p>Résolution 827 (1993), par. 2</p>	
<p><b>Renvoi à la Cour pénale internationale de situations impliquant des actes de génocide, des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre, et coopération avec la Cour</b></p>	<p>[E]ngageant le Gouvernement ... à continuer de coopérer étroitement avec la Cour pénale internationale,</p> <p>Rappelant, à ce sujet, que tous les auteurs d'actes [de violence commis en violation du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme] doivent en répondre et que certains des actes mentionnés [dans la résolution pertinente] peuvent constituer des crimes au regard du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, et notant que le ..., les autorités [du pays concerné] ont saisi la Cour pénale internationale de la situation au [pays] depuis le [date] et que le [date], la Procureure a ouvert une enquête sur les crimes commis sur le territoire du [pays] depuis [date],</p> <p>Le Conseil note que les actions et les poursuites engagées devant la Cour pénale internationale, en application du Statut de Rome, et devant les tribunaux spéciaux, les tribunaux « mixtes » et les chambres spécialisées des juridictions nationales ont permis de renforcer la lutte contre l'impunité des auteurs des crimes internationaux les plus graves et la répression de ces infractions. À cet égard, il rappelle qu'il a sensibilisé les États à l'importance qu'il y a à coopérer avec la Cour et ces tribunaux conformément aux obligations respectives qui leur incombent, et affirme sa volonté de voir donner efficacement suite à ses décisions en la matière. Il entend continuer à lutter fermement contre l'impunité et attire par ailleurs l'attention sur les divers mécanismes d'administration de la justice et de réconciliation, dont les commissions Vérité et</p>	<p>Résolution 2101 (2013), seizième alinéa du préambule</p> <p>Résolution 2100 (2013), dixième alinéa du préambule</p> <p>Déclaration du Président S/PRST/2013/2, neuvième paragraphe</p>	<p>Voir aussi, par exemple, résolutions 2112 (2013), treizième alinéa du préambule; 2098 (2013), vingtième alinéa du préambule; 2095 (2013), sixième alinéa du préambule et par. 4; 1991 (2011), par. 19; 1970 (2011), par. 4; et 1906 (2009), dixième alinéa du préambule.</p>

réconciliation, les programmes nationaux d'indemnisation et les réformes institutionnelles et juridiques, y compris les garanties de non-répétition. Il réaffirme qu'il est prêt à adopter des mesures appropriées à l'encontre de ceux qui violent le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme.

Souligne combien il importe que le Gouvernement [du pays concerné] s'emploie activement à poursuivre les responsables des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis dans le pays et combien la coopération à l'échelon régional s'impose dans ce domaine, notamment celle que le Gouvernement entretient avec la Cour pénale internationale, et encourage [la mission] à user de ses pouvoirs actuels pour aider le Gouvernement à cette fin ;

Résolution 2078 (2012),  
par. 19

Décide ... que les autorités [du pays concerné] doivent coopérer pleinement avec la Cour pénale internationale et le Procureur et leur apporter toute l'assistance voulue, en application de [la résolution renvoyant la situation à la Cour] et, tout en reconnaissant que le Statut de Rome de la Cour n'impose aucune obligation aux États qui n'y sont pas parties, demande instamment à tous les États et à toutes les organisations régionales et internationales concernées de coopérer pleinement avec la Cour et le Procureur ;

Résolution 1970 (2011),  
par. 5

Saluant l'engagement pris par le Gouvernement [du pays concerné] d'amener les auteurs des atrocités commises dans le pays à répondre de leurs actes, prenant note de la coopération du Gouvernement avec la Cour pénale internationale et soulignant combien il importe de s'employer activement à poursuivre les auteurs des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis dans le pays et de coopérer à l'échelon régional à cette fin,

Résolution 1925 (2010),  
douzième alinéa du  
préambule

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

Résolution 1593 (2005),  
sixième alinéa du  
préambule et par. 1 à 3

Décide de déférer au Procureur de la Cour pénale internationale la situation...

Décide ... que le Gouvernement [du pays concerné] et toutes les autres parties au conflit ... doivent coopérer pleinement avec la Cour pénale internationale et le Procureur et leur apporter toute l'assistance nécessaire conformément à la présente résolution et, tout en reconnaissant que le Statut de Rome de la Cour n'impose aucune obligation aux États qui n'y sont pas parties, demande instamment à tous les États et à toutes les organisations régionales et internationales concernées de coopérer pleinement ;

Invite la Cour et [les organisations régionales pertinentes] à examiner ensemble des modalités pratiques susceptibles de faciliter les travaux du Procureur et de la Cour, et notamment à envisager que les procédures se tiennent dans la région, ce qui contribuerait à la lutte que la région mène contre l'impunité ;

#### Restauration de l'état de droit

Se déclarant vivement préoccupé par la situation qui règne [dans le pays concerné] sur le plan de la sécurité, qui se caractérise par un effondrement total de l'ordre public et par l'absence de l'état de droit, et se déclarant en outre profondément préoccupé par les incidences de l'instabilité de ce pays sur la région ... et au-delà, et soulignant à cet égard la nécessité d'une intervention rapide,

Résolution 2121 (2013),  
troisième alinéa du  
préambule

Voir aussi, par exemple, résolutions 2116 (2013), par.19 ; 2070 (2012), vingt-cinquième alinéa du préambule ; 2067 (2012), par. 11 ; 2066 (2012), par. 8 et 18 ; 2012 (2011), vingt et unième et vingt-troisième alinéas du

Soulignant, dans ce contexte, combien il importe que le Gouvernement ... progresse encore dans l'action qu'il mène pour éliminer l'impunité, renforcer les institutions judiciaires, reconstruire et réformer le secteur pénitentiaire, et améliorer le respect de la légalité et des droits de l'homme en [pays], y compris à l'égard des femmes et des filles ... et se félicitant, à cet égard, du plan de la Police nationale et des objectifs qui y sont énoncés au sujet du renforcement des activités de formation relatives aux droits de l'homme, notamment à la problématique hommes-femmes...	Résolution 2120 (2013), vingt-huitième alinéa du préambule	préambule; 1917 (2010), par. 33; 1906 (2009), par. 3; 1896 (2009), onzième alinéa du préambule; 1892 (2009), septième et neuvième alinéas du préambule; et 1868 (2009), quinzième alinéa du préambule et par. 23.
Souligne de nouveau qu'il importe que toutes les institutions [nationales] et tous les autres intervenants mettent rapidement à exécution [les programmes de justice nationaux] dans leur intégralité et de façon suivie et coordonnée afin d'instituer dans les meilleurs délais une justice équitable et transparente, de mettre fin à l'impunité et de consolider l'état de droit dans l'ensemble du pays;	Résolution 2041 (2012), par. 37	
Conscient que le renforcement des organismes nationaux de défense des droits de l'homme, le respect des droits de l'homme et de la légalité, la lutte contre la criminalité et la violence sexuelle et sexiste et les efforts faits pour mettre fin à l'impunité sont essentiels pour garantir l'état de droit et la sécurité en [pays],	Résolution 2012 (2011), dix-huitième alinéa du préambule	
Engage le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de restaurer et de renforcer les institutions compétentes, notamment l'appareil judiciaire, les services de police et les services pénitentiaires, ainsi qu'à garantir la protection des droits de l'homme et à veiller à ce que tous les auteurs d'exactions et de violations des droits de l'homme en [pays] aient à répondre de leurs actes;	Résolution 2000 (2011), par. 10	
Se félicite des mesures prises pour réformer les institutions chargées du maintien de l'ordre, prie [la mission] de continuer à fournir l'appui nécessaire à cet égard et encourage les autorités [du pays concerné] à tirer pleinement parti de cet appui, tout spécialement pour la modernisation des principales lois et l'exécution du plan de réforme de la justice, à prendre les mesures nécessaires, y compris des nominations, pour permettre le bon fonctionnement des juridictions supérieures, et à chercher des solutions au problème des détentions préventives prolongées et de la surpopulation carcérale, en prêtant une attention particulière au sort des enfants;	Résolution 1892 (2009), par. 15	
[I]nvite [le pays concerné], aidé en cela par la communauté internationale, à continuer d'œuvrer à instituer une justice équitable et transparente, notamment en remettant sur pied et en réformant le système pénitentiaire, afin de consolider l'état de droit dans l'ensemble du pays et de mettre fin à l'impunité...	Résolution 1746 (2007), par. 13	
Exhortant [le pays concerné] à opérer, en coordination avec la communauté internationale, une réforme d'ensemble de l'appareil policier, judiciaire et pénitentiaire, à promouvoir et à défendre les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et à mettre fin à l'impunité,	Résolution 1702 (2006), neuvième alinéa du préambule	
Demande à toutes les parties concernées de faire en sorte que tous les processus et accords de paix ainsi que les plans de redressement et de reconstruction au lendemain de conflit ... prévoient des mesures de protection des civils, y compris ... v) le rétablissement de l'état de droit...	Résolution 1674 (2006), par. 11	



**Désarmement,  
démobilisation  
et réintégration**

Exige que tous les éléments [du groupe armé] et tous les autres groupes armés déposent immédiatement les armes, et les prie instamment de participer aux programmes de désarmement, démobilisation et réintégration, ou aux programmes de désarmement, démobilisation, réinstallation ou rapatriement et réintégration ;

Résolution 2121 (2013),  
par. 8

Voir aussi, par exemple, résolutions 2101 (2013), huitième alinéa du préambule ; 2088 (2013), par.12 ; 2062 (2012), sixième alinéa du préambule ; 2031 (2011), par. 7 ; 1991 (2011), par. 15.

[D]emande instamment au Gouvernement de lancer sans tarder l'opération de désarmement et de démobilisation de [nombre] ex-combattants d'ici à la fin de [année] et [d'achever l'opération d'ici à telle année] ... et, à cet égard, souligne la nécessité de trouver des solutions propices à l'intégration socioéconomique durable des ex-combattants, notamment des combattantes, et encourage en outre l'équipe de pays des Nations Unies à faciliter la planification et l'exécution de programmes d'appui à cette opération, en consultation avec [la mission] et le Gouvernement et en étroite collaboration avec tous les partenaires internationaux ;

Résolution 2112 (2013),  
par. 11

Souligne qu'il faut de toute urgence faire des progrès dans l'action menée pour faire face à la menace que posent les groupes armés étrangers et nationaux, notamment en favorisant l'avancement de la procédure de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réinstallation et de réintégration, prie instamment la communauté internationale et les donateurs d'appuyer le Gouvernement de [pays] et [la mission] dans les activités de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réinstallation et de réintégration, demande au Gouvernement [du pays concerné] et aux États voisins de continuer à se mobiliser en faveur de ces activités et exhorte le Gouvernement à avancer dans l'exécution du programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration des derniers éléments armés [du pays] dans [les régions touchées], avec l'appui de [la mission] ;

Résolution 2053 (2012),  
par. 22

[S]oulignant ... qu'il est urgent pour la stabilisation à long terme [du pays concerné] de mettre en œuvre une réforme globale du secteur de la sécurité et de parvenir selon le cas au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration des membres des groupes armés [nationaux] et au désarmement, à la démobilisation, au rapatriement, à la réinstallation et à la réintégration des groupes armés étrangers, considérant qu'il faut instaurer les conditions de sécurité indispensables à un développement économique durable et soulignant l'importance du concours des partenaires internationaux dans tous ces domaines,

Résolution 1925 (2010),  
quatrième alinéa du  
préambule

[S]oulignant ... qu'il importe, pour la stabilisation à long terme [du pays concerné], de désarmer, démobiliser, réinstaller, selon le cas, et réinsérer de façon permanente les membres de groupes armés [nationaux] et étrangers, et soulignant également l'importance de la contribution apportée par les partenaires internationaux dans ce domaine,

Résolution 1906 (2009),  
troisième alinéa du  
préambule

[D]emande instamment aux parties ... de faire des progrès supplémentaires dans les processus de réunification et de désarmement, et encourage les donateurs de la communauté internationale à continuer de leur apporter leur soutien, selon que de besoin ;

Résolution 1880 (2009),  
par. 13

<b>Réforme du secteur de la sécurité</b>	Décide que, jusqu'au [date], l'embargo sur les armes visant [le pays concerné] ne s'appliquera pas aux livraisons d'armes ou de matériel militaire ni aux activités de conseil, d'assistance ou de formation destinées exclusivement au développement des Forces de sécurité [du pays] ou à la sécurité du peuple [du pays], sauf s'il s'agit d'articles répertoriés [dans l'annexe de la résolution] ;	Résolution 2111 (2013), par. 6	Voir aussi, par exemple, résolutions 2121 (2013), par. 17 ; 2120 (2013), douzième alinéa du préambule ; 2112 (2013), neuvième et dixième alinéas du préambule ; 2103 (2013), par. 9 ; 2093 (2013), douzième alinéa du préambule ; 2076 (2012), par. 17 ; 2069 (2012), douzième alinéa du préambule et par. 4 et 6 ; 2031 (2011), par. 9 ; 2030 (2011), par. 5 ; 2000 (2011), neuvième alinéa du préambule ; 1991 (2011), par. 2 ; 1974 (2011), vingt-deuxième alinéa du préambule ; 1959 (2010), par. 8 ; 1949 (2010), septième alinéa du préambule ; 1925 (2010), par. 5 ; 1906 (2009), troisième alinéa du préambule et par. 3 et 4 ; 1896 (2009), dixième alinéa du préambule ; et 1872 (2009), neuvième alinéa du préambule.
	Réaffirme qu'il importe de rendre le secteur de la sécurité [du pays concerné] plus fonctionnel, professionnel et responsable, dans un cadre global, par le biais de procédures d'agrément appropriées et d'efforts de formation, d'encadrement, d'équipement et de responsabilisation, à l'intention tant des femmes que des hommes, afin d'accélérer la réalisation de l'objectif consistant à constituer des forces de sécurité [nationales] autosuffisantes et ethniquement équilibrées, qui assurent le maintien de la sécurité et de l'état de droit dans tout le pays, et souligne l'importance de l'engagement à long terme pris par la communauté internationale d'assurer, au-delà de [année], une force de sécurité nationale ... fonctionnelle, professionnelle et pérenne ;	Résolution 2096 (2013), par. 24	
	Soulignant l'importance de renforcer les capacités des Forces de sécurité du Gouvernement ... et réaffirmant à cet égard qu'il importe de reconstituer, de former, d'équiper et d'entretenir les forces de sécurité [nationales] pour contribuer à la stabilité et à la sécurité à long terme du pays, exprimant son soutien à la mission de formation de [l'organisation internationale] en cours et aux autres programmes de renforcement des capacités et soulignant qu'il importe que la communauté internationale apporte un soutien accru qui soit coordonné, arrive en temps utile et s'inscrive dans la durée,	Résolution 2093 (2013), sixième alinéa du préambule	
	Souligne l'importance de la réforme du secteur de la sécurité et demande instamment à tous les partenaires internationaux de continuer, de concert avec [la mission], à aider le [pays concerné] à professionnaliser les services nationaux de sécurité et de police et à renforcer leurs capacités, en particulier dans les domaines du suivi des violations des droits de l'homme, de la formation en matière de droits de l'homme et de lutte contre la violence sexuelle et sexiste et de la promotion d'un contrôle et d'un suivi civils robustes, en vue de consolider la gouvernance du secteur de la sécurité ;	Résolution 2090 (2013), par. 11	
	Souligne qu'il importe pour [le pays concerné] de se doter d'une stratégie globale de réforme du secteur de la sécurité qui mette l'accent sur la professionnalisation des organes chargés du secteur de la sécurité, y compris les organes de contrôle, et qui aide à garantir la cohérence et l'efficacité et à éviter les chevauchements et les lacunes, engage parallèlement le Gouvernement [du pays] à nouer un nouveau partenariat stratégique avec [la mission] en ce qui concerne la réforme du secteur de la sécurité pour recenser les priorités de chaque composante du secteur et trouver de nouvelles façons pour [la mission] d'aider les autorités [nationales] à renforcer les capacités de l'armée, de la police, de l'appareil judiciaire et d'autres institutions chargées de la sécurité afin de mieux asseoir l'autorité de l'État, et prie le Secrétaire général de rendre compte de ces priorités et moyens dans une annexe à son rapport de [date du rapport] ;	Résolution 2053 (2012), par. 9	



Autorise [la mission], par l'intermédiaire de sa composante militaire, en vue d'atteindre les objectifs énoncés au [paragraphe pertinent], à prendre toutes les mesures nécessaires pour s'acquitter des tâches ci-après en ayant recours à ses forces régulières ou à sa brigade d'intervention, selon qu'il conviendra :

Résolution 2098 (2013),  
par. 12, al. *d*

...

*d) Appui aux procédures judiciaires nationales et internationales*

Appuyer et travailler avec le Gouvernement ... pour arrêter et traduire en justice les personnes responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis dans le pays, y compris en coopération avec les États de la région et la Cour pénale internationale ;

Demande à [la mission], dans la mesure où cela est compatible avec ses attributions et responsabilités, de continuer à appuyer les efforts déployés aux niveaux national et international pour traduire en justice les auteurs de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises [dans le pays], quels que soient leur statut ou leur appartenance politique ;

Résolution 2062 (2012),  
par. 13

Engage le Gouvernement [du pays] à ratifier et à appliquer les principaux traités et conventions internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment ceux consacrés aux femmes et aux enfants, aux réfugiés et aux apatrides, et prie [la mission], avec d'autres acteurs du système des Nations Unies, de conseiller et d'aider le Gouvernement dans ce domaine ;

Résolution 2057 (2012),  
par. 13

Demande à [la mission] de continuer à pourvoir à titre provisoire au maintien de l'ordre et à la sécurité publique dans les districts et les services où la [police nationale] doit encore reprendre sa mission première de maintien de l'ordre, et dès lors que celle-ci assumera à nouveau la responsabilité principale de ces activités, à lui fournir un appui opérationnel...

Résolution 1969 (2011),  
par. 8

Demande que [la mission] concentre l'appui qu'[elle] fournira au Gouvernement [du pays] sur les actions suivantes :

Résolution 1959 (2010),  
par. 3, al. *a* et *c*

*a)* Renforcer l'indépendance, les capacités et les cadres juridiques des institutions nationales de base, notamment judiciaires et parlementaires, conformément aux normes et principes internationaux ;

...

*c)* Appuyer la lutte contre l'impunité, notamment par la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle ..., et fournir à ces mécanismes un appui opérationnel ;

Décide que [la mission] aura le mandat suivant, dans cet ordre de priorité :

Résolution 1925 (2010),  
par. 12, al. *c*, *d*, *l*, *o* et *p*

*Protection des civils*

...

*c)* Soutenir l'action que mène le Gouvernement [du pays] pour protéger les civils contre les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, y compris toutes les formes de violence sexuelle et sexiste,

pour promouvoir et protéger les droits de l'homme et pour lutter contre l'impunité, y compris en appliquant sa politique de « tolérance zéro » en ce qui concerne les manquements à la discipline et les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire commis par des éléments des forces de sécurité, en particulier les éléments qui y sont nouvellement intégrés ;

d) Appuyer l'action menée aux niveaux national et international pour que les auteurs de ces violations soient traduits en justice, notamment en mettant en place des cellules d'appui aux poursuites judiciaires pour aider les autorités ... chargées de la justice militaire à poursuivre les personnes arrêtées par [les forces militaires] ;

...

*Stabilisation et consolidation de la paix*

l) Soutenir, en tenant pleinement compte du rôle prépondérant du Gouvernement [du pays concerné] et agissant en étroite coopération avec les autres partenaires internationaux, l'action que mènent les autorités [nationales] pour renforcer et réformer les institutions de sécurité et l'appareil judiciaire ;

...

o) Élaborer et exécuter, en étroite consultation avec les autorités [nationales] ... un programme pluriannuel des Nations Unies pour l'appui à la justice axé sur le développement de l'appareil de justice pénale – police, justice et prisons – dans les régions en conflit et la mise en place d'une capacité centrale d'appui stratégique au programme...

p) Appuyer, en étroite coopération avec d'autres partenaires internationaux, l'action que mène le Gouvernement [du pays] pour renforcer l'autorité de l'État sur le territoire libéré des groupes armés grâce au déploiement de [forces nationales de police] formées et mettre en place des organes garants de l'état de droit et des administrations territoriales...

Demande à [la mission] de continuer à contribuer ... à la promotion et à la défense des droits de l'homme dans [le pays], en prêtant une attention particulière aux actes de violence commis contre les enfants et les femmes, à surveiller et aider à enquêter sur les violations des droits de l'homme pour mettre fin à l'impunité ... et prie le Secrétaire général de continuer à rendre compte dans ses rapports au Conseil des progrès faits dans ce domaine ;

Résolution 1880 (2009),  
par. 26

Décide que [la mission de maintien de la paix], conformément à son mandat actuel ... aidera au rétablissement et au maintien de l'état de droit, de la sécurité publique et de l'ordre public, apportera aide et conseils aux [autorités nationales], en consultation avec les parties prenantes concernées, pour le contrôle, la réorganisation et le renforcement du secteur de la justice, notamment en fournissant une assistance technique en vue d'examiner toutes les lois pertinentes, en mettant à disposition des spécialistes, en définissant et mettant en œuvre rapidement les mesures à prendre pour lutter contre la surpopulation carcérale et la détention provisoire prolongée, et en assurant la coordination et la planification de ces activités, et invite le Gouvernement [du pays concerné] à tirer pleinement parti de cette assistance ;

Résolution 1702 (2006),  
par. 14

	Souligne l'importance de la police civile en tant que composante des opérations de maintien de la paix, apprécie le rôle de la police pour ce qui est d'assurer la sécurité et le bien-être des civils, et reconnaît à cet égard qu'il est nécessaire de renforcer la capacité de l'Organisation des Nations Unies de déployer rapidement des policiers civils qualifiés et bien entraînés ;	Résolution 1265 (1999), par. 15	
<b>Rôle des missions de maintien de la paix des Nations Unies et des autres intervenants concernés dans les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration et dans les réformes du secteur de la sécurité</b>	<p>Décide de confier à [la mission] le mandat suivant : ...</p> <p>c) <i>Programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration et collecte des armes</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Aider le Gouvernement..., en étroite coordination avec d'autres partenaires bilatéraux et internationaux, à élaborer et à mettre en œuvre sans plus tarder le nouveau programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants et de démantèlement des milices et groupes d'autodéfense, compte tenu des droits et des besoins des différentes catégories de personnes à désarmer, démobiliser et réintégrer, notamment les enfants et les femmes ;</li> <li>– Aider à l'enregistrement et à la sélection des ex-combattants et contribuer à évaluer et vérifier la fiabilité des listes d'ex-combattants ;</li> <li>– Concourir au désarmement et au rapatriement des éléments armés étrangers, selon qu'il convient en coopération avec [une mission du pays voisin] et les équipes de pays des Nations Unies dans la région ;</li> <li>– Aider les autorités nationales, notamment [l'institution compétente], à rassembler, à enregistrer, à sécuriser et à éliminer ces armes de manière appropriée, et à détruire les restes explosifs de guerre, le cas échéant, conformément à [la résolution pertinente] ;</li> <li>– Veiller, en coordination avec le Gouvernement..., à ce que les armes rassemblées ne soient pas dispersées ou réutilisées dans un cadre autre que la stratégie globale de sécurité nationale...</li> </ul> <p>d) <i>Reconstitution et réforme des institutions garantes de la sécurité</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Aider le Gouvernement ... à mettre en œuvre, sans tarder et en étroite coordination avec les autres partenaires internationaux, sa stratégie globale de sécurité nationale ;</li> <li>– Aider le Gouvernement ... à pourvoir, en veillant notamment à la claire répartition des tâches et des responsabilités, à la coordination efficace, à la transparence et à l'harmonisation des efforts de tous les partenaires internationaux concourant à la réforme du secteur de la sécurité ;</li> <li>– Conseiller le Gouvernement..., selon qu'il convient, sur la réforme du secteur de la sécurité et l'organisation de la future armée nationale, faciliter, dans la limite de ses ressources actuelles, à la demande du Gouvernement et en étroite coopération avec les autres partenaires internationaux, la formation aux droits de l'homme, à la protection de l'enfance et à la protection contre la violence sexuelle et sexiste à l'intention des institutions chargées de la sécurité et de l'application des lois, ainsi que le renforcement des capacités par des</li> </ul>	Résolution 2112 (2013), par. 6, al. c et d	Voir aussi, par exemple, résolutions 2121 (2013), par. 10 ; 2112 (2013), par. 8, 11 et 12 ; 2109 (2013), par. 24 ; 2100 (2013), par. 22 et 23 ; 2085 (2012), par. 8 et 9 ; 2053 (2012), par. 8 à 11 et 22 ; 2040 (2012), par. 6 ; 2030 (2011), par. 6 ; 2027 (2011), par. 6 ; 2012 (2011), par. 9 ; 2000 (2011), par. 7, al. e et f ; 1996 (2011), par. 3 ; 1991 (2011), par. 11 et 12 ; 1964 (2010), par. 6, 8, 11 et 12 ; et 1880 (2009), par. 27.

programmes d'assistance technique, de colocalisation et de mentorat destinés aux agents de police, aux gendarmes et au personnel judiciaire et pénitentiaire, et contribuer au rétablissement de leur présence sur tout le territoire du [pays] et les aider à se doter d'un mécanisme viable d'agrément du personnel appelé à intégrer les institutions chargées du secteur de la sécurité ;

Autorise [la mission], par l'intermédiaire de sa composante civile, à contribuer, en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies ..., à la réalisation des tâches suivantes :

...

d) Prêter bons offices, conseils et concours au Gouvernement ... en vue de l'élaboration d'un plan unique global de désarmement, de démobilisation et de réintégration et de désarmement, de démobilisation, de réintégration, et de réinstallation ou de rapatriement pour les combattants étrangers et [nationaux] qui ne sont pas soupçonnés de génocide, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de violations flagrantes des droits de l'homme, y compris les membres des [forces armées nationales], et appuyer, selon qu'il conviendra, la mise en œuvre de ce plan ;

...

f) Prêter bons offices, conseils et concours au Gouvernement ... pour la réforme de la police, notamment en contribuant, conformément à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'Organisation des Nations Unies à des forces de sécurité non onusiennes, à la formation de bataillons de la Police nationale...

[D]emande instamment à tous les partenaires internationaux de continuer, de concert avec [la mission], à aider le Gouvernement [du pays] à professionnaliser les services nationaux de sécurité et de police et à renforcer leurs capacités, en particulier dans les domaines du suivi des violations des droits de l'homme, de la formation en matière de droits de l'homme et de lutte contre la violence sexuelle et sexiste et de la promotion d'un contrôle et d'un suivi civils robustes, en vue de consolider la gouvernance du secteur de la sécurité ;

Exhorte le Gouvernement [national] à concevoir et à exécuter rapidement un programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration, à définir des critères d'admission clairs et rigoureux, à créer une nouvelle base de données sécurisée et transparente, à mettre en place une autorité centrale chargée de superviser tous les éléments du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration et à trouver des solutions propices à l'intégration socioéconomique durable des ex-combattants, et engage en outre l'équipe de pays des Nations Unies à faciliter la planification et l'exécution de programmes d'appui à ce processus, en consultation avec le Gouvernement et en étroite collaboration avec tous les partenaires internationaux ;

Réaffirme l'importance que continuent de revêtir l'examen et la réforme par le Gouvernement [du pays concerné] du secteur de la sécurité dans [le pays], en particulier la

Résolution 2098 (2013),  
par. 15, al. d et f

Résolution 2090 (2013),  
par. 11

Résolution 2062 (2012),  
par. 7

Résolution 2037 (2012),  
par. 4

nécessité de bien délimiter les rôles et missions respectifs des [forces nationales de sécurité du pays], de renforcer les cadres juridiques et d'améliorer le contrôle exercé par les autorités civiles sur ces deux institutions chargées de la sécurité ainsi que leur responsabilisation, appuie l'action menée par la Représentante spéciale du Secrétaire général pour promouvoir la professionnalisation du secteur de la sécurité et demande à [la mission] de continuer d'appuyer les efforts que le Gouvernement déploie à cet égard, comme il l'a sollicité ;

Réaffirme que toutes reconfigurations futures de [la mission] seront fonction de l'évolution de la situation sur le terrain et de la réalisation des objectifs que le Gouvernement [du pays] et la [mission] auront à atteindre, à savoir :

...

b) Renforcer les moyens dont dispose le Gouvernement ... pour protéger efficacement la population en le dotant de forces de sécurité professionnelles, responsables et durables appelées à prendre progressivement les fonctions de [la mission] en matière de sécurité ;

Invite [la mission], agissant dans le respect de son mandat et dans les limites des effectifs de police civile autorisés, à continuer d'aider les parties à [l'accord de paix] à instaurer l'état de droit, à réorganiser les services de police et les services pénitentiaires dans tout [le pays], notamment dans [la région concernée du pays], et à aider à la formation de la police civile et du personnel pénitentiaire ;

Encourage [la mission] à collaborer étroitement avec les forces armées [nationales] ... afin de relancer le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et à contribuer au désarmement volontaire et à la collecte et à la destruction d'armes dans le cadre de la mise en œuvre des plans de désarmement, de démobilisation et de réintégration ..., à assurer l'exécution, dans les délais requis, des programmes de réintégration durable, ce qui contribuera à promouvoir un appui financier continu et renforcé de la part des donateurs pour la phase de réintégration, et à coordonner son action avec les autorités locales et avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, initiatives qui renforcent le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration par la création de possibilités économiques pour les personnes réintégrées, exhorte par ailleurs les donateurs à donner suite aux demandes d'assistance en faveur de l'opération de désarmement, de démobilisation et de réintégration, en particulier s'agissant de cette dernière phase, et demande aux donateurs d'honorer tous les engagements qu'ils ont pris, en matière d'assistance et les obligations qu'ils ont contractées à cet effet, et prend note dans ce contexte de la nécessité d'aider également les victimes dans les communautés touchées par les conflits ;

Prie le Secrétaire général de continuer à aider le Gouvernement [du pays concerné] à mettre sur pied les institutions de sécurité transitoires, y compris la Force de police nationale et la Force de sécurité nationale, et à élaborer une stratégie de sécurité nationale qui tienne compte du respect de l'état de droit et de la protection des droits de l'homme et qui comprenne des plans en matière

Résolution 1991 (2011),  
par. 4, al. b

Résolution 1919 (2010),  
par. 17

Résolution 1919 (2010),  
par. 18

Résolution 1910 (2010),  
par. 12



de désarmement, de démobilisation et de réintégration, de capacités judiciaires et pénitentiaires, ainsi que le cadre juridique et politique, assorti de mécanismes de gouvernance, de surveillance et de contrôle, qui gouvernera le fonctionnement de ses forces de sécurité ;

Prie également [la mission] de dispenser une formation militaire, y compris dans le domaine des droits de l'homme, du droit international humanitaire, de la protection de l'enfance et de la prévention de la violence sexiste et sexuelle, aux [forces armées] ..., dans le cadre général des actions menées par la communauté internationale pour soutenir la réforme du secteur de la sécurité ;

Résolution 1906 (2009),  
par. 31

Demande ... à [la mission] ... de continuer ... à aider le Gouvernement [du pays concerné] à rétablir partout dans [le pays] une présence policière civile, l'autorité de la justice et l'état de droit ainsi qu'à le conseiller pour la réorganisation des services de sécurité intérieure ;

Résolution 1880 (2009),  
par. 27

## G Médias et information

### Protection des journalistes

Lance un appel pour que soient pleinement respectés et protégés les droits de l'homme et libertés fondamentales, y compris ceux des défenseurs des droits de l'homme, ainsi que le droit international humanitaire sur tout le territoire [du pays], se félicite que les médias libres ... se développent, mais constate avec préoccupation que la liberté des médias continue de faire l'objet de restrictions et les journalistes d'être la cible d'attaques...

Résolution 2096 (2013),  
par. 42

Voir aussi, par exemple, résolution 1738 (2006), onzième alinéa du préambule.

Le Conseil se déclare profondément préoccupé ... par les actes de violence contre les journalistes, les professionnels des médias et le personnel associé, en particulier les attaques délibérées perpétrées en violation du droit international humanitaire, et demande à toutes les parties aux conflits armés de mettre fin à cette pratique. Il rappelle à cet égard que les journalistes, les professionnels des médias et le personnel associé affecté à des missions professionnelles dangereuses dans des zones de conflit armé doivent être considérés comme des civils et être respectés et protégés comme tels, sous réserve que ceux-ci ne se livrent à aucune activité qui remette en cause leur statut de civil. Le Conseil exige à nouveau de toutes les parties à un conflit armé de s'acquitter pleinement de l'obligation à elles faite par le droit international d'assurer la protection des civils en période de conflit armé, notamment des journalistes, des professionnels des médias et du personnel associé.

Déclaration du Président  
S/PRST/2013/2, seizième  
paragraphe

Rappelle ... que le Gouvernement ... a pour obligation de protéger les journalistes, de prévenir les actes de violence perpétrés à leur encontre et de mettre fin à l'impunité des auteurs de tels actes ;

Résolution 2093 (2013),  
par. 30

Condamne l'utilisation de la [chaîne de télévision nationale] et d'autres médias pour inciter à la discrimination, à l'hostilité, à la haine et à la violence, y compris contre [la mission concernée des Nations Unies], ainsi que les actes d'intimidation et de violence à l'encontre de journalistes, et demande la levée de toutes les restrictions imposées à l'exercice du droit à la liberté d'expression dans [le pays concerné] ;

Résolution 1975 (2011),  
par. 9

Condamnant également les actes de violence et d'intimidation que les autorités [du pays concerné] commettent contre les journalistes, les professionnels des

Résolution 1973 (2011),  
sixième alinéa du préambule

	<p>médias et le personnel associé et engage vivement celles-ci à respecter les obligations mises à leur charge par le droit international humanitaire, comme indiqué dans la [résolution pertinente],</p> <p>Condamne les attaques délibérément perpétrées contre des journalistes, des professionnels des médias et le personnel associé visés en qualité en période de conflit armé, et demande à toutes les parties de mettre fin à ces pratiques ;</p> <p>Rappelle ... que les journalistes, les professionnels des médias et le personnel associé qui accomplissent des missions professionnelles périlleuses dans des zones de conflit armé doivent être considérés comme des personnes civiles et doivent être respectés et protégés en tant que tels, à la condition qu'ils n'entreprennent aucune action qui porte atteinte à leur statut de personnes civiles, et sans préjudice du droit des correspondants de guerre accrédités auprès des forces armées de bénéficier du statut de prisonnier de guerre prévu au paragraphe 4 de l'article 4.A de la troisième Convention de Genève du 12 août 1949 ;</p> <p>Rappelle ... que le matériel et les installations des médias sont des biens de caractère civil et, en tant que tels, ne doivent être l'objet ni d'attaque ni de représailles, tant qu'ils ne constituent pas des objectifs militaires ;</p> <p>Demande instamment aux États et à toutes les autres parties à un conflit armé de tout faire pour empêcher que des violations du droit international humanitaire soient commises contre des civils, y compris des journalistes, des professionnels des médias et le personnel associé ;</p>	<p>Résolution 1738 (2006), par. 1</p> <p>Résolution 1738 (2006), par. 2</p> <p>Résolution 1738 (2006), par. 3</p> <p>Résolution 1738 (2006), par. 6</p>	
<b>Lutte contre l'incitation à la violence</b>	<p>Décide que les [États concernés] prendront les mesures suivantes avec effet immédiat, sauf stipulation contraire énoncée ci-après :</p> <p>...</p> <p>vi) Mettre immédiatement fin à toute propagande hostile et aux déclarations incendiaires dans les médias...</p> <p>Condamnant sans ambiguïté tous les actes et propos provocateurs de toute partie qui constituent des incitations à la discrimination, à l'hostilité, à la haine et à la violence,</p> <p>Souligne qu'il est parfaitement prêt à imposer des sanctions ciblées à l'encontre de personnes qu'aura désignées le Comité [des sanctions] ... et dont on aura établi notamment qu'elles :</p> <p>...</p> <p>e) Incitent publiquement à la haine et à la violence ;</p> <p>Demande instamment à tous les [citoyens de l'État concerné] de s'abstenir d'appeler à la haine, à l'intolérance et à la violence, constate avec intérêt que, dans son rapport ..., le Secrétaire général l'a encouragé à imposer des sanctions ciblées contre ceux qui, dans les médias, avivent les tensions politiques et incitent à la violence, et se dit une fois encore tout à fait prêt à imposer des mesures ciblées ..., notamment contre les personnes dont il serait établi qu'elles ont menacé le processus de paix et de réconciliation nationale dans [le pays concerné] ou incité publiquement à la haine et à la violence ;</p>	<p>Résolution 2046 (2012), par. 1, al. vi</p> <p>Résolution 1975 (2011), huitième alinéa du préambule</p> <p>Résolution 1946 (2010), par. 6, al. e</p> <p>Résolution 1933 (2010), par. 10</p>	<p>Voir aussi, par exemple, résolutions 1962 (2010), par. 12 ; et 1727 (2006), par. 12.</p>

	<p>Réaffirme qu'il condamne toutes les incitations à la violence contre des civils en période de conflit armé, réaffirme en outre que tous ceux qui incitent à la violence doivent être traduits en justice, conformément au droit international applicable, et se déclare disposé, lorsqu'il autorise le déploiement d'une mission, à envisager, le cas échéant, des mesures à prendre à l'égard des médias qui incitent au génocide, à des crimes contre l'humanité et à des violations graves du droit international humanitaire ;</p> <p>Décide ... que tous les États prendront, pendant une période de douze mois, les mesures nécessaires pour empêcher l'entrée ou le passage en transit sur leur territoire de toutes les personnes ... qui font peser une menace sur le processus de paix et de réconciliation nationale dans [le pays concerné], [notamment] de toute autre personne qui incite publiquement à la haine et à la violence ..., étant entendu qu'aucune des dispositions du présent paragraphe ne peut contraindre un État à refuser à ses propres nationaux l'entrée sur son territoire ;</p> <p>Réaffirme qu'il condamne toutes les incitations à la violence contre des civils dans des situations de conflit armé, réaffirme également que tous ceux qui incitent à la violence ou la provoquent d'une autre manière doivent être traduits en justice, et se déclare disposé, lorsqu'il autorise le déploiement d'une mission, à envisager, le cas échéant, des mesures à prendre à l'égard des médias incitant au génocide, à des crimes contre l'humanité et à des violations graves du droit international humanitaire ;</p>	<p>Résolution 1738 (2006), par. 4</p> <p>Résolution 1572 (2004), par. 9</p> <p>Résolution 1296 (2000), par. 17</p>
<b>Bonne gestion de l'information concernant le conflit</b>	<p>Demande instamment à toutes les parties concernées, en période de conflit armé, de respecter l'indépendance professionnelle et les droits des journalistes, des professionnels des médias et du personnel associé, qui sont des civils ;</p> <p>Déclare que les missions de maintien de la paix des Nations Unies devraient comprendre, selon qu'il conviendra, une composante chargée des médias, qui puisse diffuser des informations sur le droit international humanitaire et les droits de l'homme, en particulier l'éducation pour la paix et la protection des enfants, et qui diffuse également des informations objectives sur les activités de l'Organisation des Nations Unies, et déclare en outre que, le cas échéant, les opérations régionales de maintien de la paix devraient être encouragées à se doter de telles composantes chargées des médias ;</p>	<p>Résolution 1738 (2006), par. 8</p> <p>Résolution 1296 (2000), par. 18</p>
<b>II. Problèmes spécifiques en matière de protection discutés lors des débats du Conseil de sécurité sur les enfants touchés par les conflits armés</b>		
<b>Condamnation et appel à la cessation des violations du droit international dont sont victimes les enfants</b>	<p>Se déclarant gravement préoccupé par le nombre élevé de pertes civiles enregistré [dans le pays concerné], en particulier parmi les femmes et les enfants, qui, pour une part de plus en plus grande, sont causées par ... des groupes armés..., condamnant avec la plus grande fermeté les nombreux attentats dirigés contre des écoles, y compris le fait qu'elles sont incendiées et contraintes de fermer, leur utilisation par des groupes armés, les enlèvements et assassinats de membres du personnel éducatif et les actes d'intimidation dirigés contre eux, en particulier les attentats perpétrés par des groupes armés, y compris [le groupe armé], qui visent à faire obstacle à la scolarisation des filles, et se félicitant, à cet égard, que [le groupe armé] ait été inscrit sur la liste figurant dans l'annexe I du rapport sur le sort des enfants en temps de</p>	<p>Résolution 2120 (2013), vingt-quatrième alinéa du préambule</p> <p>Voir aussi, par exemple, résolutions 2095 (2013), septième alinéa du préambule ; 2068 (2012), septième alinéa du préambule ; 2060 (2012), septième alinéa du préambule ; 2057 (2012), par. 10 ; 2051 (2012), par. 8 ; 2041 (2012), par. 32 ; 2012 (2011), par. 16 ; 1998 (2011), par. 1 ; 1964 (2010), par. 16 ; 1944 (2010), par. 14 ; 1892 (2009), par. 19 ; 1882 (2009), par. 1 ; 1840 (2008), par. 21 ; 1806 (2008), par. 14 ; 1780 (2007), par. 17 ; 1539 (2004), par. 1 ; et 1493 (2003), par. 13.</p>

conflit armé que le Secrétaire général lui a présenté en application de sa résolution 2068 (2012), condamnant également l'accroissement du nombre d'assassinats de femmes et de filles...

Exige de toutes les parties qu'elles mettent immédiatement fin ... à toutes les violations et exactions commises à l'encontre d'enfants en violation du droit international applicable (enrôlement, utilisation, meurtre et mutilation, enlèvement et attaques contre des écoles et des hôpitaux)...

Résolution 2109 (2013),  
par. 14

Exprime sa profonde préoccupation devant l'enrôlement et l'utilisation d'enfants par les forces [antigouvernementales] [dans le pays concerné] ainsi que devant le meurtre et les mutilations d'enfants du fait du conflit, condamne à nouveau fermement l'enrôlement et l'utilisation d'enfants soldats en violation du droit international applicable, ainsi que toutes autres formes de violations et tous autres sévices exercés sur des enfants en temps de conflit armé, en particulier les attaques contre les écoles et les établissements d'enseignement et de santé et l'utilisation d'enfants pour des attentats-suicides, et demande que les responsables soient traduits en justice ;

Résolution 2096 (2013),  
par. 32

Prenant note avec une grande préoccupation de la persistance des violations graves des droits de l'homme et du droit humanitaire perpétrées contre des civils [dans cette zone du pays], y compris ... l'enrôlement et l'utilisation généralisés d'enfants soldats auxquels se sont livrés [ces groupes armés],

Résolution 2078 (2012),  
neuvième alinéa du  
préambule

Se déclarant gravement préoccupé par le nombre élevé de pertes civiles [dans le pays concerné], en particulier parmi ... les enfants, dont la majorité de plus en plus forte est causée par [les groupes armés], condamnant avec la plus grande fermeté les nombreuses attaques dirigées contre des écoles, y compris le fait qu'elles soient incendiées et contraintes de fermer, leur utilisation par des groupes armés ainsi que les actes d'intimidation, les enlèvements et les assassinats dont fait l'objet le personnel éducatif, en particulier les attaques menées par les groupes armés, y compris [nom des groupes], contre l'éducation des filles, et se félicitant, à cet égard, que [le groupe armé] ait été inscrit sur la liste figurant dans l'annexe du rapport du Secrétaire général sur les enfants et le conflit armé [dans le pays concerné] conformément à sa résolution 1998 (2011)...

Résolution 2069 (2012),  
vingt-quatrième alinéa du  
préambule

Condamne fermement toutes les violations du droit international applicable concernant l'enrôlement et l'utilisation d'enfants par des parties à un conflit armé ainsi que leur enrôlement de nouveau, les meurtres et les mutilations d'enfants, les viols et autres formes de violences sexuelles dont ils sont victimes, les enlèvements, les attaques contre des écoles et/ou des hôpitaux et le refus d'accès humanitaire par les parties à un conflit armé, et exige que toutes les parties concernées mettent immédiatement fin à de telles pratiques et prennent des mesures spéciales pour protéger les enfants ;

Résolution 2068 (2012),  
par. 2

Se déclarant profondément préoccupé par les attaques et les menaces d'attaques qui, en violation du droit international applicable, visent des écoles et/ou des hôpitaux et les personnes protégées qui leur sont liées, ainsi que par la fermeture des écoles et des hôpitaux en temps de conflit armé du fait d'attaques et de menaces

Résolution 1998 (2011),  
onzième alinéa du  
préambule

	d'attaques, et demandant à toutes les parties à des conflits armés de mettre immédiatement fin à ces attaques et menaces,		
	[C]ondamne avec fermeté les formes persistantes de discrimination et de violence dont sont victimes les femmes et les filles, en particulier la violence visant à empêcher les filles d'aller à l'école...	Résolution 1868 (2009), par. 29	
	Condamne fermement le recrutement et l'emploi d'enfants soldats par les parties à un conflit armé en violation des obligations internationales mises à leur charge, ainsi que toutes autres violations et tous autres sévices commis sur la personne d'enfants en période de conflit armé ;	Résolution 1612 (2005), par. 1	
<b>Appel au respect du droit international applicable et du droit relatif aux droits de l'homme</b>	Exige de tous les groupes armés, notamment [liste de groupes armés], qu'ils empêchent l'enrôlement et l'utilisation d'enfants, demande aux groupes armés concernés, en particulier [noms de groupes armés], d'appliquer immédiatement les dispositions des plans d'action signés avec la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé en [date], et exige en outre de toutes les parties qu'elles protègent et traitent comme des victimes les enfants qui ont été libérés ou séparés des forces armées et des groupes armés, et souligne la nécessité d'accorder une attention particulière à la protection, à la libération et à la réintégration de tous les enfants associés à des groupes armés ;	Résolution 2088 (2013), par. 14	Voir aussi, par exemple, résolutions 2088 (2013), onzième alinéa du préambule ; 1998 (2011), par. 4 ; 1923 (2010), par. 24 ; 1906 (2009), par. 15 ; 1479 (2003), par. 15 ; et 1296 (2000), par. 10.
	... Le Conseil demande à toutes les parties aux conflits armés de mettre fin [aux attaques contre des écoles, aux menaces et attaques visant des enseignants et d'autres personnes protégées en rapport avec des écoles, et à l'utilisation des écoles à des fins militaires] et de s'abstenir d'attaquer des enseignants et d'autres personnes protégées en rapport avec des écoles, sous réserve que ceux-ci ne se livrent à aucune activité qui remette en cause leur statut de civil.	S/PRST/2013/2 (2013), quinzième paragraphe	
	Demandant à toutes les parties à des conflits armés de respecter strictement les obligations qui leur incombent en vertu du droit international pour la protection des enfants dans les conflits armés, notamment celles qui résultent de la Convention relative aux droits de l'enfant et de son Protocole facultatif concernant la participation d'enfants à des conflits armés, ainsi que des Conventions de Genève du 12 août 1949 et de leurs Protocoles additionnels de 1977,	Résolution 1998 (2011), troisième alinéa du préambule	
	Rappelant que le droit international humanitaire assure aux femmes et aux enfants, en période de conflit armé, une protection générale parce qu'ils font partie de la population civile, et une protection spéciale parce qu'ils peuvent se trouver particulièrement exposés,	Résolution 1960 (2010), dixième alinéa du préambule	
	Exige ... que tous les groupes armés ... arrêtent immédiatement de recruter et d'utiliser des enfants et libèrent tous les enfants associés avec eux ;	Résolution 1794 (2007), par. 3	
	Demande ... à toutes les parties concernées de respecter les obligations internationales à elles faites concernant la protection des enfants touchés par les conflits armés ainsi que les engagements concrets qu'elles ont pris envers le Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et d'autres organismes des Nations Unies	Résolution 1612 (2005), par. 15	

	et de coopérer pleinement avec les missions de maintien de la paix et les équipes de pays des Nations Unies ... pour assurer le suivi et l'exécution de ces engagements ;	
	[D]emande une nouvelle fois aux parties à des conflits armés [citées dans le rapport du Secrétaire général] qui ne l'ont pas encore fait d'élaborer et d'exécuter des plans d'action concrets assortis d'échéances pour mettre un terme au recrutement et à l'utilisation d'enfants en violation du droit international applicable et pour lutter contre les autres violations et sévices visant les enfants, en étroite collaboration avec le [Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés], le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et les équipes spéciales de pays des Nations Unies chargées de la surveillance et de la communication de l'information.	Déclaration du Président S/PRST/2008/6, dix-huitième paragraphe
<b>Responsabilité des auteurs de violations graves du droit dont les victimes sont des enfants</b>	<p>Le Conseil souligne en outre que les actions et les poursuites engagées devant le système de justice pénale internationale, les tribunaux spéciaux, les tribunaux mixtes et les chambres spécialisées des juridictions nationales ont permis de renforcer la lutte contre l'impunité des auteurs de génocides, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et d'autres crimes odieux commis sur la personne d'enfants, et la répression de ces infractions. Il souligne à cet égard la contribution de la Cour pénale internationale, conformément au principe de la complémentarité avec les juridictions nationales tel qu'énoncé dans le Statut de Rome, pour ce qui est d'amener les responsables de ces crimes à répondre de leurs actes. À cet égard, le Conseil redit qu'il importe que les États coopèrent avec ces cours et tribunaux conformément aux obligations qu'ils ont souscrites en la matière.</p> <p>Demandant que tous les auteurs de ces actes, notamment les personnes responsables de violences contre des enfants et d'actes de violence sexuelle, soient appréhendés et traduits en justice et qu'ils répondent des violations du droit international applicable qu'ils ont commises,</p> <p>Soulignant qu'il convient de traduire en justice les personnes qui auraient commis des crimes contre des enfants en période de conflit armé, en ayant recours aux systèmes judiciaires nationaux et, le cas échéant, aux mécanismes de justice internationale et aux juridictions pénales mixtes, l'objectif étant de mettre un terme à l'impunité,</p> <p>Constate avec une profonde inquiétude que certaines parties persistent à commettre des violations et des sévices sur la personne d'enfants en temps de conflit armé, au mépris flagrant de ses résolutions portant sur la question, et à cet égard :</p> <p>a) Demande aux États Membres concernés de traduire en justice les responsables de telles violations en ayant recours à leur système judiciaire national et, le cas échéant, aux mécanismes de justice internationale ;</p> <p>b) Réaffirme qu'il est disposé à adopter des mesures ciblées et graduelles contre quiconque persiste dans ces actes, en tenant compte des dispositions pertinentes des résolutions 1539 (2004), 1612 (2005), 1882 (2009) et 1998 (2011) ;</p> <p>Prie les États Membres concernés de prendre des mesures décisives et immédiates contre les auteurs de violations et de sévices persistants sur la personne d'enfants en temps</p>	<p>Déclaration du Président S/PRST/2013/8, quinzième paragraphe</p> <p>Résolution 2078 (2012), dixième alinéa du préambule</p> <p>Résolution 2068 (2012), dixième alinéa du préambule</p> <p>Résolution 2068 (2012), par. 3</p> <p>Résolution 1998 (2011), par. 11</p> <p>Voir aussi, par exemple, résolutions 2098 (2013), dix-neuvième alinéa du préambule ; 2067 (2012), par.18 ; 2062 (2012), huitième alinéa du préambule ; 1998 (2011), huitième alinéa du préambule et par.11 ; et déclaration du Président S/PRST/2010/10.</p>

de conflit armé et les prie en outre de traduire en justice les responsables de telles violations interdites en vertu du droit international applicable, y compris en ce qui concerne le recrutement et l'emploi d'enfants, les meurtres et mutilations, le viol et d'autres formes de violence sexuelle, les attaques contre des écoles et/ou des hôpitaux, les attaques ou menaces d'attaque contre des personnes protégées liées aux écoles et/ou aux hôpitaux, en ayant recours à leur système judiciaire national et, le cas échéant, à des mécanismes de justice internationale et des juridictions pénales mixtes, l'objectif étant de mettre fin à l'impunité de ceux qui commettent des crimes à l'encontre des enfants ;

**Rôle des missions de maintien de la paix des Nations Unies et des autres missions et autres intervenants**

Exige ... de tous les groupes armés, en particulier [nom de groupe], qu'ils empêchent le recrutement et l'emploi d'enfants, exige en outre de toutes les parties qu'elles protègent et traitent comme des victimes les enfants qui ont été libérés ou séparés des forces armées et des groupes armés, et souligne qu'une attention particulière doit être apportée à la protection, à la libération et à la réintégration de tous les enfants associés à des groupes armés ;

Exige également que les parties au conflit cessent immédiatement toutes les violations et les sévices sur la personne d'enfants et prie le Secrétaire général d'assurer *a)* le suivi continu de la situation des enfants et l'établissement des rapports à ce sujet, notamment dans le cadre des rapports visés au paragraphe [numéro du paragraphe] de la présente résolution, en renforçant la coopération avec les organismes de protection de l'enfance, et *b)* la poursuite du dialogue avec les parties au conflit en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans d'action assortis d'un échéancier destinés à mettre un terme à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants et aux autres violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme dont sont victimes les enfants ;

[P]rie en outre le Secrétaire général de renforcer la protection des enfants dans le cadre des activités menées par le système des Nations Unies [dans le pays concerné], notamment en continuant à déployer au sein de la [mission] des conseillers pour la protection de l'enfance, et de veiller à suivre en permanence la situation des enfants et à établir régulièrement des rapports sur la question, et se félicite des travaux de l'Équipe spéciale de surveillance et d'information créée en [date] ;

Le Conseil rappelle que les conseillers pour la protection de l'enfance jouent un rôle important dans les missions de maintien de la paix, les missions de consolidation de la paix et les missions politiques déployées conformément aux résolutions du Conseil visant tel ou tel pays et conformément à la Directive relative à la protection, aux droits et au bien-être des enfants touchés par les conflits armés du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat, et entend à cet égard renforcer les dispositions de protection de l'enfance de tous les mandats des missions de maintien de la paix, des missions de consolidation de la paix et des missions politiques pertinentes des Nations Unies, notamment en prévoyant le déploiement systématique de conseillers pour la protection de l'enfance.

Résolution 2121 (2013), par. 15

Résolution 2113 (2013), par. 26

Résolution 2109 (2013), par. 17

Déclaration du Président S/PRST/2013/8, dix-huitième paragraphe

Voir aussi, par exemple, résolutions 2068 (2012), quatrième et huitième alinéas du préambule ; 2063 (2012), par. 22 ; 2057 (2012), par. 12 ; 2003 (2011), par. 23 ; 2000 (2011), par. 7 ; 1998 (2011), par. 14 ; 1923 (2010), par. 23 ; 1917 (2010), par. 22 ; 1882 (2009), par. 11 et 12 ; 1828 (2008), par. 14 ; 1806 (2008), par. 14 ; 1780 (2007), par. 17 ; 1612 (2005), par. 12 et 18 ; 1565 (2004), par. 5, al. g ; 1509 (2003), par. 3 ; 1460 (2003), par. 15 ; 1296 (2000), par. 9 ; et 1265 (1999), par. 13.

Décide ... d'assigner à la Mission le mandat suivant : Résolution 2102 (2013),  
par. 2, al. *d* et *e*

...

*d)* Concourir à donner au Gouvernement ... les  
moyens de :

...

*ii)* Promouvoir la protection de l'enfance et mettre  
en œuvre les plans d'action en faveur des enfants  
touchés par les conflits armés signés par le  
Gouvernement..., notamment en mettant à sa  
disposition des conseillers pour la protection de  
l'enfance ;

...

*e)* Surveiller et concourir à toutes enquêtes et  
mesures de prévention, et lui signaler :

...

*ii)* Toutes violences ou exactions commises sur la  
personne d'enfants [nationalité] ;

[D]emande à la [mission] de veiller à ce qu'il soit tenu  
compte de la protection des enfants dans toutes ses  
opérations et tous les aspects stratégiques de son action... Résolution 2098 (2013),  
par. 12, al. *a*, *iii*

Rappelle le paragraphe 16 de sa résolution 1379 (2001) et  
prie le Secrétaire général de mentionner également dans  
les annexes à ses rapports sur le sort des enfants en temps  
de conflit armé les parties à un conflit armé qui, en  
violation du droit international applicable : Résolution 1998 (2011),  
par. 3

*a)* Se livrent à des attaques répétées contre des  
écoles et/ou des hôpitaux ;

*b)* Se livrent à des attaques ou à des menaces  
d'attaques répétées contre des personnes protégées liées  
aux écoles et/ou aux hôpitaux, en période de conflit armé,  
en ayant présents à l'esprit les autres violations et sévices  
commis sur la personne d'enfants, et note que le présent  
paragraphe s'applique aux situations répondant aux  
critères énoncés au paragraphe 16 de sa résolution  
1379 (2001) ;

[A]utorise en conséquence la [mission] à s'acquitter des  
tâches suivantes : Résolution 1996 (2011),  
par. 3, al. *c*, *v*

...

*v)* En favorisant l'instauration d'un environnement  
protecteur pour les enfants touchés par le conflit armé,  
par le biais d'un mécanisme de suivi et de  
constatation ;

Encourage la [mission] à continuer d'échanger avec le  
Groupe d'experts [qui informe le comité des sanctions]  
toutes informations utiles, notamment sur le recrutement  
et l'utilisation d'enfants et sur les cas dans lesquels des  
femmes et des enfants ont été pris pour cible dans les  
conflits armés ; Résolution 1952 (2010),  
par. 13

Souligne qu'il incombe aux équipes spéciales de pays des  
Nations Unies chargées de la surveillance et de la  
communication des informations et aux équipes de pays  
des Nations Unies, comme prévu dans leurs mandats  
respectifs, de veiller à ce qu'il soit effectivement donné  
suite aux résolutions du Conseil sur les enfants et les Résolution 1882 (2009),  
par. 8



conflits armés, de suivre les progrès accomplis et d'en rendre compte au Secrétaire général en étroite coopération avec sa Représentante spéciale pour les enfants et les conflits armés, et de veiller à ce qu'une réponse concertée soit apportée aux questions relatives aux enfants et aux conflits armés ;

Prie le Secrétaire général d'inclure d'une manière plus systématique dans ses rapports sur les enfants et les conflits armés des informations spécifiques concernant l'application des recommandations du Groupe de travail [du Conseil de sécurité sur les sort des enfants en temps de conflit armé] ;

Résolution 1882 (2009),  
par. 9

Prie de nouveau le Secrétaire général de veiller à ce que la question des enfants et des conflits armés soit traitée expressément dans tous ses rapports consacrés à la situation dans un pays donné, et entend prêter toute l'attention voulue aux informations qui y figurent, notamment en ce qui concerne l'application de ses résolutions pertinentes et des recommandations du Groupe de travail [sur le sort des enfants en temps de conflit armé], lorsqu'il examine celles de ces situations dont il est saisi ;

Résolution 1882 (2009),  
par. 10

Demande au Secrétaire général de continuer à prendre les mesures nécessaires, notamment, le cas échéant, par faire en sorte que le mécanisme de surveillance et de communication des informations fonctionne à sa pleine capacité – pour permettre une diffusion rapide des informations concernant toutes les violations et sévices commis sur la personne d'enfants et une réaction efficace à cet égard, et pour veiller à ce que les informations recueillies et communiquées par le mécanisme soient précises, objectives, fiables et vérifiables ;

Résolution 1882 (2009),  
par. 17

Salue les initiatives prises récemment par des organisations et des accords régionaux et sous-régionaux pour protéger les enfants en période de conflit armé et les encourage à : continuer de faire une place à la protection des enfants dans leurs activités de sensibilisation, leurs politiques et leurs programmes ; mettre au point des mécanismes d'examen par les pairs, de suivi et de communication de l'information ; instituer des mécanismes de protection des enfants au sein de leurs secrétariats ; affecter à leurs opérations de paix et à leurs opérations sur le terrain des spécialistes de la protection de l'enfance, et prévoir des activités de formation dans ce domaine ; prendre des initiatives aux niveaux régional et sous-régional pour mettre un terme aux activités dangereuses pour les enfants en période de conflit, notamment leur recrutement et leur enlèvement à travers les frontières, le trafic d'armes légères et le commerce illicite des ressources naturelles, en arrêtant et en faisant appliquer des directives concernant les enfants en période de conflit armé ;

Résolution 1612 (2005),  
par. 13

Demande instamment à toutes les parties concernées, y compris les États Membres, les organismes des Nations Unies et les institutions financières, d'appuyer le développement et le renforcement des capacités des institutions nationales et des réseaux locaux de la société civile en matière de sensibilisation du public, de protection et de réadaptation des enfants touchés par un conflit armé, en vue d'assurer la viabilité à long terme des initiatives locales de protection de l'enfance ;

Résolution 1612 (2005),  
par. 17

Le Conseil réaffirme qu'il importe que toutes les parties concernées, y compris les gouvernements et la communauté des donateurs, accordent une plus grande attention aux effets à long terme des conflits armés sur les enfants et aux entraves à leur pleine réadaptation et réinsertion dans leur famille et leur communauté, notamment en répondant à la nécessité d'assurer des soins de santé appropriés, en améliorant leur échange d'informations sur les programmes et les pratiques optimales, et en veillant à ce que des ressources financières et autres et une assistance technique suffisantes soient disponibles pour soutenir les stratégies ou plans d'action nationaux relatifs à la protection des enfants et à leur bien-être, et les programmes communautaires, en gardant à l'esprit les Principes directeurs relatifs aux enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés (Principes de Paris) de façon à assurer la pérennité et le succès des programmes élaborés aux fins de la réadaptation, de la réhabilitation et de la réinsertion de tous les enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés.

Déclaration du Président  
S/PRST/2008/28, dixième  
paragraphe

**Plans d'action et  
engagements  
spécifiques assortis  
d'échéances**

Se félicite également de la signature, le [date], par les autorités [nationales] et l'Organisation [des Nations Unies], d'un plan d'action pour mettre fin aux meurtres et aux mutilations d'enfants, premier du genre à être signé, engage les autorités [nationales] à mettre résolument en œuvre ce plan d'action, de même que celui du [date] sur l'enrôlement et l'utilisation d'enfants soldats...

Résolution 2067 (2012),  
par. 17

Voir aussi, par exemple, résolutions 2113 (2013), par. 26; 2098 (2013), par. 22; 2093 (2013), par. 32; 2088 (2013), par. 14; 2053 (2012), onzième alinéa du préambule; 1991 (2011), par. 16; 1974 (2011), par. 23; 1935 (2010), par. 19; 1882 (2009), par. 5 et 13; et 1612 (2005), par. 7.

Prie le Secrétaire général d'assurer *a*) le suivi continu de la situation des enfants et l'établissement des rapports à ce sujet, visés au [paragraphe pertinent] de la présente résolution, en étroite coopération avec les organismes de protection de l'enfance et *b*) la poursuite du dialogue avec les parties au conflit en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans d'action assortis d'un échéancier destinés à mettre un terme à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants soldats et aux autres violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme dont sont victimes les enfants;

Résolution 2063 (2012),  
par. 22

Se félicite également de la signature, le [date], par le Gouvernement [du pays concerné] d'un nouveau plan d'action visant à mettre fin à l'enrôlement d'enfants, dans lequel est réaffirmé l'engagement à libérer tous les enfants enrôlés dans [forces de sécurité nationales], prend note des mesures adoptées par le Gouvernement pour mettre en œuvre ce nouveau plan d'action, engage à en poursuivre la mise en œuvre, prie la [mission] de conseiller et d'aider le Gouvernement dans ce domaine...

Résolution 2057 (2012),  
par. 12

Rappelle les conclusions concernant les enfants et les conflits armés en [pays concerné] approuvées par le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés, demande à toutes les parties de mettre fin aux violations graves et aux exactions commises contre les enfants en [pays], engage le Gouvernement ... à élaborer et à mettre en œuvre un plan d'action concret assorti d'un calendrier pour mettre un terme à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants, prie le Secrétaire général de poursuivre le dialogue avec le Gouvernement ... à cet égard, et prie de nouveau le Secrétaire général de renforcer la composante protection de l'enfance [de la mission] et de continuer à suivre la situation des enfants en [pays] et à en rendre compte;

Résolution 2010 (2011),  
par. 24

Tout en notant que certaines parties à un conflit armé ont répondu à son appel tendant à les voir élaborer et appliquer des plans d'action concrets et assortis d'échéances pour mettre fin au recrutement et à l'emploi d'enfants en violation du droit international applicable :

Résolution 1998 (2011),  
par. 6, al. *a* à *d*

a) Réitère son appel aux parties à un conflit armé énumérées dans les listes figurant dans les annexes au rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé qui ne l'ont pas encore fait à élaborer et appliquer, sans retard, des plans d'action pour mettre fin au recrutement et à l'emploi d'enfants et aux meurtres et mutilations d'enfants en violation du droit international applicable, ainsi qu'aux viols et autres violences sexuelles commis sur la personne d'enfants ;

b) Demande aux parties qui, s'étant donné un plan d'action, ont depuis été inscrites sur les listes en raison de multiples violations d'élaborer et d'appliquer des plans d'action distincts, s'il y a lieu, pour mettre fin aux meurtres et mutilations d'enfants, aux attaques répétées contre des écoles et/ou des hôpitaux, aux attaques ou menaces d'attaque répétées contre des personnes protégées liées aux écoles et/ou aux hôpitaux, en violation du droit international applicable, ainsi qu'aux viols et autres violences sexuelles commis sur la personne d'enfants ;

c) Demande à toutes les parties énumérées dans les listes figurant dans les annexes au rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé qui commettent, en violation du droit international applicable, des attaques répétées contre des écoles et/ou des hôpitaux, des attaques ou menaces d'attaque répétées contre des personnes protégées liées aux écoles et/ou aux hôpitaux, en période de conflit armé, d'élaborer sans délai des plans d'action concrets assortis d'échéances pour mettre fin à ces violations et sévices ;

d) Prie toutes les parties énumérées dans les listes figurant dans les annexes au rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé de lutter contre tous les autres sévices et violations commis sur la personne d'enfants et de prendre des engagements et des mesures spécifiques à cet égard ;

Demande au Gouvernement [du pays concerné] et aux [forces armées] de renouveler le plan d'action que ces dernières ont signé avec l'Organisation des Nations Unies ... pour mettre fin au recrutement et à l'emploi d'enfants soldats, et qui a expiré en [date], prie la [mission] de conseiller et d'aider le Gouvernement dans ce domaine et prie le Secrétaire général de renforcer la protection des enfants à l'occasion des activités du système des Nations Unies en [pays] et de veiller à suivre en permanence la situation des enfants et à établir régulièrement des rapports sur la question ;

Résolution 1996 (2011),  
par. 10

Décide que [la mission] aura le mandat suivant...

Résolution 1925 (2010),  
par. 12, al. *e*

e) Collaborer étroitement avec le Gouvernement ... pour s'assurer de la réalisation de ses engagements ayant pour but d'empêcher que des sévices graves ne soient infligés à des enfants, en particulier de la finalisation du plan d'action visant à ce que les enfants qui se trouvent dans les rangs des [forces armées] soient libérés et qu'il n'y ait pas de nouveaux recrutements, avec l'appui du

	<p>mécanisme de surveillance et de communication de l'information ;</p> <p>Se félicite du plan d'action adopté par [le groupe armé] pour libérer tous les enfants encore associés à ses forces d'ici à la fin de [l'année] et, afin d'atteindre cet objectif, demande l'application, dans les délais voulus, des dispositions de ce plan ;</p> <p>Encourage, dans ce contexte, les États Membres à chercher, en étroite consultation avec les équipes spéciales de pays des Nations Unies chargées de la surveillance et de la communication des informations et les équipes de pays des Nations Unies, des moyens de faciliter l'élaboration et l'application de plans d'action assortis d'échéances ainsi que l'examen et la surveillance par l'équipe spéciale des Nations Unies au niveau des pays des obligations et engagements concernant la protection des enfants dans les conflits armés ;</p>	<p>Résolution 1919 (2010), par. 19</p> <p>Résolution 1882 (2009), par. 6</p>	
Programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion en faveur des enfants	<p>Décide de confier à la [mission] le mandat suivant...</p> <p>v) Aider les autorités de transition [du pays concerné] à arrêter et exécuter des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants et de démantèlement des milices et des groupes d'autodéfense, conformément aux objectifs de réconciliation et compte tenu des besoins propres aux enfants démobilisés ;</p>	<p>Résolution 2100 (2013), par. 16, al. a, v</p>	
	<p>Souligne que des programmes effectifs de désarmement, démobilisation et réinsertion en faveur des enfants et fondés sur les meilleures pratiques dégagées par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et d'autres acteurs compétents en matière de protection de l'enfance, y compris l'Organisation internationale du Travail, sont essentiels pour le bien-être de tous les enfants qui, en violation du droit international applicable, ont été recrutés ou employés par des forces et groupes armés, et constituent un facteur critique pour la paix durable et la sécurité, et prie instamment les gouvernements et les donateurs de veiller à doter ces programmes communautaires de ressources et d'un financement opportuns, soutenus et suffisants ;</p>	<p>Résolution 1998 (2011), par. 18</p>	
	<p>[Prie la [mission], conformément à son mandat et en coordination avec les parties concernées, et en veillant particulièrement à la protection, à la libération et à la réintégration dans leur famille des enfants servant dans les rangs des forces et groupes armés, de renforcer son appui au Conseil national pour la coordination du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration et aux Commissions ... de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et de surveiller le processus de réintégration ;</p>	<p>Résolution 1919 (2010), par. 19</p>	
Formation du personnel des missions de maintien de la paix	<p>Prie également [la mission] de dispenser une formation militaire, y compris dans le domaine des droits de l'homme, du droit international humanitaire, de la protection de l'enfance et de la prévention de la violence sexiste et sexuelle, aux [forces armées] ... dans le cadre général des actions menées par la communauté internationale pour soutenir la réforme du secteur de la sécurité ;</p>	<p>Résolution 1906 (2009), par. 31</p>	<p>Voir aussi, par exemple, résolution 1265 (1999), par. 14.</p>
	<p>Réaffirme qu'il importe d'assurer le respect des dispositions pertinentes du droit international humanitaire</p>	<p>Résolution 1296 (2000), par. 19</p>	

et du droit relatif aux droits de l'homme et aux réfugiés, ainsi que de dispenser au personnel affecté aux activités de rétablissement, de maintien et de renforcement de la paix la formation voulue dans ce domaine, en ce qui concerne notamment les dispositions se rapportant aux enfants et à la parité entre les sexes, la négociation et la communication, les spécificités culturelles, la coordination entre civils et militaires et le doigté en matière de prévention du VIH/sida et des autres maladies transmissibles, prie le Secrétaire général de diffuser des directives à cet effet et de veiller à ce que le personnel des Nations Unies reçoive la formation requise, et demande instamment aux États Membres concernés de diffuser, selon qu'il y aura lieu et autant que faire se pourra, des instructions à cet effet et de prévoir un volet approprié dans leurs programmes de formation du personnel appelé à prendre part à des activités analogues ;

<b>Les enfants et les processus de paix</b>	<p>Le Conseil rappelle qu'il importe d'appeler l'attention des forces armées et des groupes armés sur la question de la protection des enfants lors de négociations de paix et engage les États Membres, les entités des Nations Unies et les autres parties concernées à veiller à faire une place dans toutes négociations et tous accords de paix à des dispositions de protection de l'enfance, envisageant notamment la libération et la réintégration d'enfants précédemment associés à des forces armées ou à des groupes armés.</p> <p>Demande aux États Membres, aux entités des Nations Unies, notamment la Commission de consolidation de la paix, et aux autres parties concernées de veiller à ce qu'une place soit faite à la protection, aux droits, au bien-être et à l'autonomisation des enfants touchés par des conflits armés dans tous les processus de paix et à voir accorder la priorité aux questions relatives aux enfants touchés par un conflit armé à l'occasion de la planification, des programmes et stratégies de redressement et de reconstruction au lendemain de tout conflit ;</p> <p>Engage toutes les parties concernées à veiller à ce que la protection des enfants fasse partie intégrante de la mise en œuvre de [l'accord de paix], et prie le Secrétaire général de suivre en permanence la situation des enfants, de faire rapport sur cette situation et de poursuivre ses contacts avec les parties au conflit pour qu'elles préparent des plans d'action assortis d'échéances visant à mettre fin au recrutement et à l'emploi d'enfants soldats et autres violations dont les enfants sont les victimes ;</p>	<p>Déclaration du Président S/PRST/2013/8, seizième paragraphe</p> <p>Résolution 1998 (2011), par. 19</p> <p>Résolution 1769 (2007), par. 17</p>	<p>Voir aussi, par exemple, résolutions 1882 (2009), par. 15 ; 1826 (2008), par. 6 ; 1674 (2006), par. 11 ; et 1612 (2005), par. 14.</p> <p>Voir aussi, par exemple, résolutions 2078 (2012), par. 4 ; 1998 (2011), par. 9 ; et 1807 (2008), par. 9, 11 et 13, al. <i>d</i> et <i>e</i>.</p>
<b>Adoption progressive de mesures ciblées en réaction aux violations des obligations à l'égard des enfants prévues par le droit international humanitaire et le droit relatif aux droits de l'homme</b>	<p>Constate avec une profonde inquiétude que certaines parties persistent à commettre des violations et des sévices sur la personne d'enfants en temps de conflit armé, au mépris flagrant de ses résolutions portant sur la question, et à cet égard :</p> <p>...</p> <p><i>b)</i> Réaffirme qu'il est disposé à adopter des mesures ciblées et graduelles contre quiconque persiste dans ces actes, en tenant compte des dispositions pertinentes des résolutions 1539 (2004), 1612 (2005), 1882 (2009) et 1998 (2011) ;</p> <p>Décide que les mesures [interdiction de voyager et gel des avoirs] énoncées [dans la résolution pertinente]</p>	<p>Résolution 2068 (2012), par. 3, al. <i>b</i></p> <p>Résolution 2002 (2011), par. 1, al. <i>d</i> et <i>e</i></p>	

s'appliquent à toutes personnes que le Comité aura désignées, et les dispositions des paragraphes [de la résolution concernée] à toutes entités que le Comité aura désignées :

...

d) Comme étant responsables, en tant que dirigeants politiques ou militaires, du recrutement ou de l'utilisation d'enfants dans les conflits armés en [pays], en violation du droit international applicable ;

e) Comme étant responsables de violations du droit international applicable en [pays] commises contre des civils, y compris des enfants ou des femmes en période de conflit armé, telles que meurtres et mutilations, violences sexuelles ou sexistes, attaques d'écoles ou d'hôpitaux et enlèvements et déplacements forcés ;

Réaffirme qu'il est déterminé à assurer le respect de ses résolutions concernant les enfants et les conflits armés et, à cet égard :

Résolution 1882 (2009), par. 7

a) Se félicite des activités qu'a menées le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés et des recommandations qu'il a formulées, conformément au paragraphe 8 de sa résolution 1612 (2005), et l'invite à continuer de lui présenter régulièrement des rapports ;

b) Demande un renforcement des communications entre le Groupe de travail et les comités des sanctions concernés du Conseil de sécurité, notamment grâce à l'échange d'informations pertinentes sur les violations et les sévices commis sur la personne d'enfants dans des conflits armés ;

c) Réaffirme son intention de prendre des mesures contre les auteurs persistants de violations conformément au paragraphe 9 de sa résolution 1612 (2005) ;

[P]rie le Secrétaire général de mentionner également dans les annexes à ses rapports sur les enfants et les conflits armés les parties à un conflit armé qui, en violation du droit international applicable, commettent systématiquement des meurtres et mutilations d'enfants et des viols et autres formes de violence sexuelle contre des enfants, dans des situations de conflit armé, avec rappel des autres violations et sévices commis sur la personne d'enfants, et note que le présent paragraphe s'applique aux situations répondant aux critères énoncés au paragraphe 16 de sa résolution 1379 (2001) ;

Résolution 1882 (2009), par. 3

### III. Problèmes spécifiques en matière de protection discutés lors des débats du Conseil de sécurité sur les femmes touchées par les conflits armés

**Condamner et demander que cessent les violations dont sont victimes les femmes et les filles**

Se déclarant profondément préoccupé par le fait que, dans les situations de conflit armé et d'après-conflit, les femmes sont exposées à toutes sortes de menaces et de violations des droits de l'homme, constatant que les femmes et les filles particulièrement vulnérables ou défavorisées risquent d'être précisément visées et davantage exposées à la violence et considérant à cet égard que des efforts plus énergiques s'imposent pour que la justice transitionnelle couvre toutes les violations des droits de l'homme dont les femmes sont victimes et tienne compte des effets différents que ces violations ont pour les femmes et les filles, de même que

Résolution 2122 (2013), septième alinéa du préambule

Voir aussi, par exemple, résolutions 1974 (2011), par. 36 ; 1960 (2010), par. 3 ; 1917 (2010), par. 35 ; 1820 (2008), huitième alinéa du préambule ; et 1806 (2008), par. 28.

les déplacements forcés, les disparitions forcées et la destruction des infrastructures civiles,

S'inquiétant qu'il soit encore fait état, notamment dans le rapport du Secrétaire général [rapport], de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris sur la personne de femmes et d'enfants, et de la multiplication des violences sexuelles, en particulier d'actes attribués à des hommes armés, soulignant qu'il importe d'enquêter sur ces violations et ces exactions qui seraient le fait de toutes les parties, quel que soit le statut ou l'appartenance politique des auteurs, ..., réaffirmant que les auteurs de telles violations doivent en répondre et être traduits en justice, peu importe leur appartenance politique, les droits des détenus étant respectés ..., et demandant instamment au Gouvernement ... de multiplier et d'accélérer ses efforts au service de la lutte contre l'impunité,

Résolution 2112 (2013),  
onzième alinéa du  
préambule

Constate qu'en dépit des progrès accomplis sur la voie de l'égalité des sexes il est nécessaire de redoubler d'efforts, y compris en ce qui concerne des objectifs mesurables et orientés sur l'action, pour garantir les droits des femmes et des filles et faire en sorte que toutes les femmes et les filles [dans le pays concerné] soient protégées contre la violence et les mauvais traitements et bénéficient d'une égale protection devant la loi et de l'égalité d'accès à la justice, condamne fermement les formes de discrimination et de violence dont sont victimes les femmes et les filles, en particulier la violence visant à empêcher les filles d'aller à l'école, et souligne qu'il importe d'appliquer ses résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009), 1889 (2009) et 1960 (2010) en prenant note des principaux engagements y énoncés et de s'assurer que les femmes qui fuient les violences conjugales puissent trouver un refuge sûr ;

Résolution 2096 (2013),  
par. 43

Condamne fermement les violations persistantes du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme, notamment ... les viols, l'asservissement sexuel et autres formes de violence sexuelle et sexiste ... par des groupes armés, en particulier [liste des groupes armés], qui menacent la population ainsi que la paix et la stabilité [dans le pays concerné] et dans la sous-région...

Résolution 2088 (2013),  
par. 13

Rappelant ses résolutions 1325 (2000) ..., 1820 (2008) ..., 1888 (2009) ..., 1889 (2009) ... et 1960 (2010) ... sur les femmes et la paix et la sécurité, s'inquiétant de l'incidence élevée des cas de violence sexuelle et sexiste, se félicitant que la [mission] et le Gouvernement ... continuent d'œuvrer à promouvoir et à protéger les droits des civils, en particulier des femmes et des enfants, et réaffirmant qu'il importe que les missions créées par le Conseil de sécurité disposent de compétences techniques suffisantes et dispensent une formation appropriée en ce qui concerne la problématique hommes-femmes,

Résolution 2008 (2011),  
quinzième alinéa du  
préambule

Exige de toutes les parties ... qu'elles mettent immédiatement fin à toutes formes de violence et d'atteinte aux droits de l'homme commises contre la population civile dans [le pays], en particulier les actes de violence sexiste, y compris le viol et autres atteintes sexuelles, ... conformément aux engagements précis et assortis de délais pris en vertu de la résolution 1960 (2010)...

Résolution 1996 (2011),  
par. 9

	<p>Condamne fermement toutes les violations du droit international commises à l'encontre des femmes et des filles pendant et après les conflits armés, exige que toutes les parties cessent immédiatement de commettre de tels actes, et souligne la responsabilité qui incombe à tous les États de mettre un terme à l'impunité et de poursuivre en justice les auteurs d'actes de violence de toute nature commis contre des femmes et des filles dans les conflits armés, notamment le viol et les autres actes de violence sexuelle ;</p> <p>Se déclarant de nouveau profondément préoccupé de ce que, bien qu'il ait maintes fois condamné la violence contre les femmes et les enfants, et notamment toutes les formes de violence sexuelle en période de conflit armé, et bien qu'il ait appelé toutes les parties à des conflits armés à mettre fin immédiatement à de tels actes, ceux-ci persistent et, dans certains cas, sont devenus systématiques ou se sont généralisés,</p>	<p>Résolution 1889 (2009), par. 3</p> <p>Résolution 1888 (2009), troisième alinéa du préambule</p>	
<p><b>Demander le respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme applicables</b></p>	<p>Demande à toutes les parties... de donner des instructions précises au sujet de la violence sexuelle, conformément à sa résolution 1960 (2010), engage les parties au conflit à favoriser l'accès immédiat des victimes de violence sexuelle aux services disponibles, encourage les donateurs à aider à accroître les services destinés à répondre à leurs besoins et se félicite des engagements pris pour prévenir et combattre la violence sexuelle, notamment [document et date, conclu] entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement [du pays concerné] ainsi que d'autres parties au conflit ;</p> <p>Rappelant que tous les États ou entités non étatiques parties à un conflit doivent s'acquitter pleinement des obligations que leur impose le droit international applicable, qui proscribit notamment toutes les formes de violence sexuelle,</p> <p>Rappelant que le droit international humanitaire assure aux femmes et aux enfants, en période de conflit armé, une protection générale parce qu'ils font partie de la population civile, et une protection spéciale parce qu'ils peuvent se trouver particulièrement exposés,</p> <p>Demande à toutes les parties à un conflit armé de respecter pleinement le droit international applicable aux droits et à la protection des femmes et petites filles, en particulier en tant que personnes civiles, notamment les obligations qui leur incombent en vertu des Conventions de Genève de 1949 et des Protocoles additionnels y afférents de 1977, de la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et de son Protocole additionnel de 1967, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1979 et de son Protocole facultatif de ... 1999, ainsi que de la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989 et de ses deux Protocoles facultatifs du ... 2000, et de tenir compte des dispositions pertinentes du Statut de Rome de la Cour pénale internationale ;</p>	<p>Résolution 2088 (2013), par. 15</p> <p>Résolution 1960 (2010), quatrième alinéa du préambule</p> <p>Résolution 1960 (2010), dixième alinéa du préambule</p> <p>Résolution 1325 (2000), par. 9</p>	<p>Voir aussi, par exemple, résolutions 2121 (2013), par. 16 ; 2046 (2012), par. 7 ; 2040 (2012), par. 3 ; 1889 (2009), par. 2 ; et 1888 (2009), sixième et dixième alinéas du préambule.</p>
<p><b>Rôle des femmes dans la prévention et le règlement des conflits</b></p>	<p>Demande instamment aux États Membres, aux entités des Nations Unies et aux organisations intergouvernementales, régionales et sous-régionales de prendre d'autres mesures pour faciliter la participation pleine et véritable des femmes à tous les processus d'élaboration, de planification et de mise en œuvre des</p>	<p>Résolution 2117 (2013), par. 12</p>	<p>Voir aussi, par exemple, résolutions 2122 (2013), treizième alinéa du préambule ; 2112 (2013), douzième alinéa du préambule ; 2086 (2013), douzième alinéa du préambule ; 2067 (2012), par. 8 ; 2062 (2012),</p>



politiques visant à combattre et à éliminer le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre sous tous leurs aspects et, à cet égard, demande à tous ceux qui participent à la planification des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration et de réforme du secteur de la sécurité et de la justice de prendre en considération les besoins particuliers des femmes et des enfants associés à des forces armées ou à des groupes armés, avec la participation des femmes, et d'assurer notamment leur plein accès à ces programmes, grâce à des consultations avec la société civile, y compris les organisations de femmes, selon qu'il conviendra ;

Insistant sur le rôle important que les femmes jouent dans la prévention et le règlement des conflits et la consolidation de la paix, comme le reconnaissent les résolutions 1325 (2000) ..., 1820 (2008) ..., 1888 (2009) ... et 1889 (2009) ..., se félicitant de l'œuvre accomplie par la mission à cet égard et soulignant que la perspective d'égalité entre les sexes doit enrichir la mise en œuvre de tous les aspects du mandat de [la mission],

[R]appelle que les femmes jouent un rôle crucial dans le processus de paix, comme l'affirment sa résolution 1325 (2000) et ses autres résolutions sur la question, redit par conséquent qu'il est nécessaire qu'elles participent pleinement, effectivement et sur un pied d'égalité à toutes les étapes des processus de paix, et demande instamment qu'elles soient associées à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de lendemain de conflit afin que leur optique et leurs besoins soient pris en compte...

Se félicitant de la représentation accrue des femmes au Parlement, saluant l'action menée à cette fin par les autorités [nationales] et soulignant la nécessité que les femmes soient davantage associées à la prise des décisions qui intéressent la prévention et le règlement des conflits,

Réaffirme le rôle crucial joué par les femmes dans la prévention et le règlement des conflits, les négociations de paix, la consolidation de la paix, le maintien de la paix, l'action humanitaire et la reconstruction après les conflits, et souligne que l'Organisation et l'Union africaine doivent veiller à ce que les questions liées à la participation des femmes et à la prise en compte de la problématique hommes-femmes soient pleinement intégrées dans tous les efforts menés par les deux organisations pour assurer la paix et la sécurité, notamment grâce à la création des capacités nécessaires ;

Exhorte les États Membres et les organisations internationales et régionales à prendre de nouvelles mesures pour renforcer la participation des femmes à tous les stades des processus de paix, notamment ceux du règlement des conflits, de la planification de l'après-conflit et de la consolidation de la paix après un conflit, en encourageant les femmes à participer à la prise de décisions politiques et économiques dès le début des processus de relèvement, notamment en leur confiant des postes de responsabilité et en facilitant leur participation à la planification et à la gestion de l'aide, en soutenant les organisations féminines et en luttant contre les préjugés sur la capacité des femmes à participer sur un pied d'égalité à la vie sociale ;

treizième alinéa du préambule ; 2061 (2012), neuvième alinéa du préambule ; 2041 (2012), par. 14 ; 2009 (2011), par. 3 ; 1935 (2010), par. 3 ; 1889 (2009), par. 8 ; 1888 (2009), treizième et quatorzième alinéas du préambule et par. 16 ; 1880 (2009), douzième alinéa du préambule ; 1826 (2008), par. 6 ; 1674 (2006), par. 11 ; et 1325 (2000), par. 1 et 15.

Résolution 2103 (2013), seizième alinéa du préambule

Résolution 2096 (2013), par. 14

Résolution 2067 (2012), quatorzième alinéa du préambule

Résolution 2033 (2012), par. 12

Résolution 1889 (2009), par. 1

Engage les États Membres sortant d'un conflit, en consultation avec la société civile, y compris les organisations féminines, à recenser de façon détaillée les besoins et les priorités des femmes et des filles et à élaborer, pour répondre à ces besoins et priorités et conformément à leur système juridique, des stratégies concrètes qui prévoient notamment des mesures visant à assurer aux femmes et aux filles une sécurité physique accrue et de meilleures conditions socioéconomiques, en faisant fond sur l'éducation, des activités productrices de revenus et l'accès aux services de base, en particulier les services de santé, y compris la santé sexuelle et procréative et les droits en matière de procréation et la santé mentale, ainsi que sur des services de police et une administration de la justice sensibles à la problématique hommes-femmes et sur le renforcement de la participation des femmes et des filles à la prise de décisions à tous les niveaux ;

Résolution 1889 (2009),  
par. 10

Soulignant qu'il importe d'affronter les problèmes de violence sexuelle dès le début des processus de paix et des efforts de médiation, afin de protéger les populations à risque et de promouvoir une stabilité complète, s'agissant en particulier des accords antérieurs au cessez-le-feu prévoyant l'accès des organisations humanitaires et le respect des droits de l'homme, des cessez-le-feu et leur surveillance, des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration et des dispositifs de réforme du secteur de la sécurité, de la justice et des réparations, et du relèvement et du développement au lendemain des conflits,

Résolution 1888 (2009),  
douzième alinéa du  
préambule

Demande à toutes les parties concernées de veiller à ce que la protection des femmes et des enfants soit assurée dans la mise en œuvre de [l'accord de paix] ainsi que dans les phases de reconstruction et de relèvement après conflit, moyennant notamment la poursuite de la surveillance et de la communication de l'information sur la situation des femmes et des enfants, à ce que des enquêtes soient menées sur tous les cas de violence présumés et à ce que les responsables soient traduits en justice ;

Résolution 1880 (2009),  
par. 14

Demande instamment au Secrétaire général et à ses Envoyés spéciaux d'inviter les femmes à participer aux débats sur la prévention et le règlement des conflits, le maintien de la paix et de la sécurité et la consolidation de la paix au lendemain de conflits, et encourage toutes les parties à ces débats à faciliter la participation pleine et sur un pied d'égalité des femmes à la prise de décisions ;

Résolution 1820 (2008),  
par. 12

Demande à tous les intéressés, lors de la négociation et de la mise en œuvre d'accords de paix, d'adopter une démarche soucieuse d'équité entre les sexes, en particulier :

Résolution 1325 (2000),  
par. 8

a) De tenir compte des besoins particuliers des femmes et des petites filles lors du rapatriement et de la réinstallation et en vue du relèvement, de la réinsertion et de la reconstruction après les conflits ;

b) D'adopter des mesures venant appuyer les initiatives de paix prises par des groupes locaux de femmes et les processus locaux de règlement des différends, et faisant participer les femmes à tous les mécanismes de mise en œuvre des accords de paix ;

c) D'adopter des mesures garantissant la protection et le respect des droits fondamentaux des femmes et des petites filles, en particulier dans les domaines de la constitution, du système électoral, de la police et du système judiciaire ;

**Condamner et demander que cessent les violences sexuelles**

Conscient de l'ampleur des défis qui restent à relever dans tous les secteurs, y compris la persistance des crimes violents, notamment l'incidence élevée des cas de violence sexuelle et sexiste, en particulier sur la personne d'enfants, rappelant ses résolutions 1325 (2000) ..., 1820 (2008) ..., 1888 (2009) ..., 1889 (2009) ..., 1960 (2010) ... et 2106 (2013) ... relatives à la question des femmes et de la paix et de la sécurité,

Exige à nouveau de toutes les parties à des conflits qu'elles mettent immédiatement et totalement fin à tous actes de violence sexuelle, et leur demande de prendre et de tenir des engagements précis et assortis de délais pour lutter contre la violence sexuelle, engagements qui doivent comprendre notamment la publication par les voies hiérarchiques d'instructions claires interdisant la violence sexuelle et définissant les sanctions encourues en cas d'infractions, l'interdiction de la violence sexuelle dans les codes de conduite, les manuels de campagne à l'intention des contingents et du personnel de police et autres documents semblables, et de prendre et de tenir des engagements précis pour qu'il soit enquêté au plus vite sur les violations qui auraient été commises, et demande en outre à toutes les parties à des conflits armés de coopérer avec le personnel concerné des missions des Nations Unies pour qu'il puisse s'assurer du respect des engagements pris, et de désigner, le cas échéant, un représentant de haut niveau chargé de veiller à leur mise en œuvre ;

Se disant vivement préoccupé par les informations faisant état de violences sexuelles commises durant le conflit [dans le pays concerné] contre des femmes, des hommes et des enfants, y compris dans les établissements pénitentiaires et les centres de détention...

Condamne fermement les ... viols et autres agressions sexuelles dont sont fréquemment victimes les femmes et les filles...

Exige de toutes les parties qu'elles mettent immédiatement fin à toutes les formes de violence et d'atteinte aux droits de l'homme commises contre la population civile [dans le pays concerné], en particulier aux actes de violence sexiste (viol et autres atteintes sexuelles)...

Condamne la persistance des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire contre des civils signalées dans différentes parties du pays, notamment les nombreux actes de violence sexuelle commis en toute impunité, demande à toutes les parties [dans le pays], avec l'appui continu de [la mission], d'assurer la protection des civils, en particulier des femmes, des enfants et des personnes déplacées, souligne que les auteurs d'infractions doivent être traduits en justice et demande à toutes les parties de prendre les mesures voulues pour s'abstenir de toutes formes de violence sexuelle, les prévenir et en protéger les civils...

Résolution 2116 (2013), quatorzième alinéa du préambule

Résolution 2106 (2013), par. 10

Résolution 2095 (2013), septième alinéa du préambule

Résolution 2070 (2012), par. 18

Résolution 2057 (2012), par. 10

Résolution 1962 (2010), par. 9

Voir aussi, par exemple, résolutions 2116 (2013), par. 10 ; 2112 (2013), par. 17 ; 2109 (2013), par. 14 ; 2098 (2013), dix-neuvième alinéa du préambule ; 2066 (2012), dixième alinéa du préambule ; 2063 (2012), par. 21 ; 2062 (2012), huitième alinéa du préambule ; 2040 (2012), septième alinéa du préambule ; 2035 (2012), huitième alinéa du préambule ; 2010 (2011), par. 25 ; 2009 (2011), cinquième alinéa du préambule ; 1960 (2010), troisième alinéa du préambule et par. 1 et 2 ; 1944 (2010), douzième alinéa du préambule et par. 14 ; et 1938 (2010), seizième alinéa du préambule.

Exige que les parties au conflit prennent immédiatement les mesures nécessaires pour protéger les populations civiles, notamment les femmes et les enfants, contre toutes les formes de violence sexuelle, conformément à la résolution 1820 (2008)...

Résolution 1935 (2010),  
par. 18

Exige de toutes les parties à des conflits armés qu'elles prennent immédiatement les mesures voulues pour protéger les civils, y compris les femmes et les enfants, contre toutes formes de violence sexuelle, notamment en imposant des sanctions disciplinaires militaires appropriées et en observant le principe de la responsabilité du supérieur hiérarchique, entraînant les soldats à respecter l'interdiction formelle de toutes formes de violence sexuelle contre des civils, en dénonçant les préjugés qui alimentent la violence sexuelle et en veillant à ce que la composition des forces armées et des forces de sécurité nationales soit contrôlée de manière à ce que soient exclus tous candidats qui auraient commis de graves violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, y compris des actes de violence sexuelle ;

Résolution 1888 (2009),  
par. 3

**Rôle des missions de maintien de la paix des Nations Unies et autres missions et intervenants concernés**

[S]e félicitant de l'engagement pris par le Gouvernement ... d'élaborer et d'exécuter le Plan d'action national visé dans sa résolution 1325 (2000) et de recenser de nouveaux moyens de promouvoir la participation des femmes au processus de paix et de réconciliation ..., de la présentation par le Gouvernement de son premier rapport d'étape sur l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et de l'action menée pour accélérer la pleine mise en œuvre du Plan d'action national en faveur des femmes [dans le pays], intégrer ses objectifs dans les programmes prioritaires nationaux et élaborer une stratégie visant à faire appliquer intégralement la loi sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes,

Résolution 2120 (2013),  
vingt-cinquième alinéa du préambule

Exige que les parties au conflit mettent fin immédiatement à tous les actes de violence sexuelle et leur demande de prendre et de tenir des engagements précis et assortis de délais pour lutter contre cette violence, conformément à la résolution 2106 (2013) ; et demande à [la mission] de signaler les cas de violence sexuelle et sexiste et d'évaluer les progrès accomplis dans l'élimination de ces violences, y compris par la nomination de conseillers pour la protection des femmes dans des délais appropriés ; note l'inclusion de la protection des femmes et des enfants contre les violences sexuelles et sexistes dans la stratégie de protection des civils à l'échelle de la mission mentionnée au paragraphe [numéro du paragraphe] de la présente résolution, et prie le Secrétaire général de veiller à ce que [la mission] applique les dispositions pertinentes de la résolution 1325 (2000) et des résolutions connexes sur les femmes et la paix et la sécurité, y compris celles qui visent à promouvoir la participation des femmes à tous les stades des processus de paix, en particulier au règlement des conflits, à la planification du relèvement et à la consolidation de la paix après un conflit, notamment les organisations féminines de la société civile, et grâce à la nomination de conseillers pour l'égalité des sexes, et de faire figurer des informations à ce sujet dans le rapport qu'il lui présentera ;

Résolution 2113 (2013),  
par. 25

Voir aussi, par exemple, résolutions 2122 (2013), par. 2 et 5 ; 2116 (2013), par. 10 et 12 ; 2109 (2013), par. 40 ; 2106 (2013), par. 6, 7 et 12 ; 2100 (2013), par. 16 et 25 ; 2098 (2013), dix-huitième alinéa du préambule et par. 12, al. a, iii ; 2093 (2013), par. 14 et 27 ; 2086 (2013), par. 8 et 12 ; 2066 (2012), par. 11 ; 2037 (2012), par. 17 ; 2003 (2011), par. 22 ; 1996 (2011), par. 24 ; 1960 (2010), cinquième alinéa du préambule ; 1945 (2010), par. 4 ; 1944 (2010), par. 12 ; 1906 (2009), par. 18 ; 1889 (2009), quatorzième alinéa du préambule ; 1888 (2009), par. 12 ; 1828 (2008), par. 15 ; 1794 (2007), par. 18 ; 1674 (2006), par. 19 ; 1590 (2005), par. 15 ; 1565 (2004), par. 5, al. g ; 1528 (2004), par. 6, al. n ; 1325 (2000), par. 5 et 7 ; 1265 (1999), par. 13 ; et déclaration du Président S/PRST/2007/40.

Décide ... de confier à [la mission] le mandat suivant : Résolution 2112 (2013),  
par. 6, al. f

...

*f) Appui au respect du droit international  
humanitaire et du droit international des droits de  
l'homme*

- Concourir à la promotion et à la protection des droits de l'homme [dans le pays concerné], en prêtant une attention particulière aux violations et atteintes graves commises sur la personne d'enfants et de femmes, notamment la violence sexuelle et sexiste, en étroite coordination avec l'Expert indépendant nommé en application de la résolution [cote de la résolution] du Conseil des droits de l'homme...

...

- Soutenir le Gouvernement ... en ce qu'il fait pour combattre la violence sexuelle et sexiste, notamment en aidant à arrêter une stratégie multisectorielle sous appropriation [nationale] en coopération avec les entités parties à la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit ;
- Assurer une protection particulière aux femmes touchées par le conflit armé, notamment en déployant des conseillers pour la protection des femmes, le but étant de mettre en place des compétences spécialisées et d'organiser une formation en matière de problématique hommes-femmes, selon qu'il convient et dans les limites des ressources disponibles, conformément aux résolutions [cote des résolutions]...

Prie le Secrétaire général et les entités compétentes des Nations Unies d'aider les autorités nationales, avec la participation effective des femmes, à s'attaquer de front au problème de la violence sexuelle : Résolution 2106 (2013),  
par. 16

*a) Dans le cadre des processus de démobilisation, de désarmement et de réintégration, y compris, notamment, en mettant en place des mécanismes de protection des femmes et des enfants dans les sites de cantonnement et des civils à proximité de ces sites ainsi que dans les communautés qu'ils réintègrent, et en offrant des services psychologiques et un soutien à la réintégration aux femmes et aux enfants qui étaient associés à des groupes armés ainsi qu'aux ex-combattants ;*

*b) Dans le cadre des processus et dispositifs de réforme du secteur de la sécurité, notamment en offrant une formation appropriée au personnel de sécurité, en encourageant l'intégration d'un plus grand nombre de femmes dans ce secteur et en veillant, par des procédures d'agrément efficaces, à ce que ceux qui ont commis des actes de violence sexuelle ou en sont responsables en soient exclus ;*

*c) Dans le cadre des réformes judiciaires, notamment en procédant à une réforme des lois et politiques relatives à la violence sexuelle, en assurant la formation de professionnels de la justice et de la sécurité dans le domaine de la violence sexuelle et sexiste et*

l'intégration d'un plus grand nombre de femmes cadres dans ces secteurs, et en instituant des procédures judiciaires qui tiennent compte des besoins particuliers, notamment de protection, des témoins et des personnes ayant subi des violences sexuelles en période de conflit armé et d'après conflit, et de leurs proches ;

Décide ... d'assigner à [la mission] le mandat suivant :

Résolution 2102 (2013),  
par. 2, al. *d* et *e*

...

*d)* Concourir à donner au Gouvernement [du pays concerné] les moyens de :

*i)* Promouvoir le respect des droits de l'homme et l'autonomisation des femmes, notamment en mettant à sa disposition des conseillers pour la problématique hommes-femmes et pour les droits de l'homme ;

...

*iii)* Prévenir les violences sexuelles et sexistes liées aux conflits, notamment en mettant à sa disposition des conseillers pour la protection des femmes ;

...

*e)* Surveiller et concourir à toutes enquêtes et mesures de prévention, et lui signaler :

...

*iii)* Toutes violences ou exactions commises sur la personne de femmes, y compris toutes formes de violences sexuelles ou sexistes commises en temps de conflit armé ;

[E]ncourage tous les acteurs du Gouvernement, de la communauté internationale et de la société civile à redoubler d'efforts pour ... mieux donner suite aux plaintes pour viol et améliorer l'accès à la justice des victimes de viol et d'autres crimes sexuels ;

Résolution 2070 (2012),  
par. 18

Encourage le Secrétaire général à fournir dans ses rapports annuels présentés en application des résolutions 1820 (2008) et 1888 (2009) des informations détaillées sur les parties à un conflit armé qui sont soupçonnées d'avoir, selon toute probabilité, commis des viols ou d'autres formes de violences sexuelles, ou d'en être responsable, et à annexer à ces rapports la liste des parties qui sont soupçonnées sérieusement de se livrer systématiquement au viol ou à d'autres formes de violence sexuelle, ou d'en être responsable, dans des situations de conflit armé dont le Conseil est saisi, et exprime son intention d'utiliser cette liste pour mieux cibler l'action de l'Organisation à l'encontre de ces parties, y compris, au besoin, les mesures prises dans le cadre des procédures mises en place par les comités des sanctions compétents ;

Résolution 1960 (2010),  
par. 3

Prie le Secrétaire général d'établir des arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information sur la violence sexuelle liée aux conflits, notamment le viol dans les situations de conflit armé et d'après conflit ou dans d'autres situations auxquelles s'applique la résolution [sur les femmes et la paix et la sécurité], selon que de besoin, en tenant compte des spécificités de chaque pays, afin d'assurer une démarche cohérente et coordonnée sur le terrain, et engage aussi le Secrétaire

Résolution 1960 (2010),  
par. 8

général à nouer des contacts avec des acteurs des Nations Unies, des institutions nationales, des organisations issues de la société civile, des prestataires de soins médicaux et des associations de femmes pour améliorer la collecte de données et l'analyse d'incidents, de tendances et de comportements systématiques relatifs au viol et à d'autres formes de violence sexuelle, afin de l'aider dans son examen des dispositions à prendre, y compris l'adoption de mesures ciblées et graduelles, étant entendu que doivent être pleinement respectées l'intégrité et la spécificité du mécanisme de surveillance et de communication des informations sur les enfants et les conflits armés qu'il a créé par ses résolutions [consacrées à cette question] ;

Prie le Secrétaire général d'établir des directives et des stratégies qui permettent aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies concernées, dans le respect de leur mandat, de mieux protéger les civils, y compris les femmes et les filles, contre toutes formes de violence sexuelle et de lui faire systématiquement dans ses rapports écrits sur tel ou tel conflit des observations sur la protection des femmes et des filles et des recommandations dans ce sens ;

Prie le Secrétaire général et les organismes concernés des Nations Unies, entre autres, d'établir, en consultant le cas échéant les organisations de femmes et les organisations dirigées par des femmes, des mécanismes qui permettent de soustraire les femmes et les filles à la violence, y compris en particulier la violence sexuelle, dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées gérés par les Nations Unies ou alentour et à l'occasion de toutes opérations de désarmement, de démobilisation et de réintégration soutenues par l'Organisation des Nations Unies et entreprise de réforme des secteurs de la justice et de la sécurité ;

Exhorte toutes les parties concernées, y compris les États Membres, les organismes des Nations Unies et les institutions financières, à appuyer le développement et le renforcement des capacités des institutions nationales, en particulier de l'appareil judiciaire et du système de santé, ainsi que des réseaux locaux de la société civile afin d'apporter durablement une aide aux victimes de violence sexuelle dans les situations de conflit armé ou postérieures aux conflits ;

Engage les organismes régionaux et sous-régionaux compétents, en particulier, à envisager d'arrêter et de conduire des politiques, actions, et activités de mobilisation en faveur des femmes et des filles touchées par la violence sexuelle dans les conflits armés ;

Demande de même instamment au Secrétaire général de chercher à accroître le rôle et la contribution des femmes dans les opérations des Nations Unies sur le terrain, en particulier en qualité d'observateurs militaires, de membres de la police civile, de spécialistes des droits de l'homme et de membres d'opérations humanitaires ;

Résolution 1820 (2008),  
par. 9

Résolution 1820 (2008),  
par. 10

Résolution 1820 (2008),  
par. 13

Résolution 1820 (2008),  
par. 14

Résolution 1325 (2000),  
par. 4

**Stratégies générales et engagements assortis de délais**

Exige que les parties au conflit mettent fin immédiatement à tous les actes de violence sexuelle et leur demande de prendre et de tenir des engagements précis et assortis de délais pour lutter contre cette violence, conformément à la résolution 2106 (2013) ; ... note l'inclusion de la protection des femmes et des enfants contre les violences sexuelles et sexistes dans la stratégie de protection des civils à l'échelle de la mission mentionnée au [paragraphe concerné] de la présente résolution...

Résolution 2113 (2013),  
par. 25

Voir aussi, par exemple, résolutions 2112 (2013), par. 6 ; 2109 (2013), par. 14 ; 2088 (2013), par. 15 ; 2065 (2012), neuvième alinéa du préambule ; 1996 (2011), par. 9 ; 1889 (2009), par. 4 ; 1885 (2009), quatorzième alinéa du préambule ; 1881 (2009), par. 14 ; et 1880 (2009), par. 16.

Exige à nouveau de toutes les parties à des conflits armés qu'elles mettent immédiatement et totalement fin à tous actes de violence sexuelle, et leur demande de prendre et de tenir des engagements précis et assortis de délais pour lutter contre la violence sexuelle, engagements qui doivent comprendre notamment la publication par les voies hiérarchiques d'instructions claires interdisant la violence sexuelle et définissant les sanctions encourues en cas d'infractions, l'interdiction de la violence sexuelle dans les codes de conduite, les manuels de campagnes à l'intention des contingents et du personnel de police et autres documents semblables, et de prendre et de tenir des engagements précis pour qu'il soit enquêté au plus vite sur les violations qui auraient été commises, et demande en outre à toutes les parties à des conflits armés de coopérer avec le personnel concerné des missions des Nations Unies pour qu'il puisse s'assurer du respect des engagements pris, et de désigner, le cas échéant, un représentant de haut niveau chargé de veiller à leur mise en œuvre ;

Résolution 2106 (2013),  
par. 10

[l'insiste sur le fait que la [mission] doit aider le Gouvernement [du pays concerné] à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie nationale de prévention et de répression des violences sexuelles et sexistes ;

Résolution 2102 (2013),  
par. 8

Décide que [la mission] s'acquittera du mandat suivant :

Résolution 2000 (2011),  
par. 7, al. g

#### Protection et sécurité

g) *Appui à la promotion et à la protection des droits de l'homme*

...

- Soutenir les efforts du Gouvernement [du pays concerné] pour combattre la violence sexuelle et sexiste, notamment en contribuant à l'élaboration d'une stratégie multisectorielle prise en charge par [le pays] en coopération avec les entités associées à la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit, nommer des conseillers pour la protection des femmes et garantir l'existence de compétences et l'organisation d'une formation concernant la problématique hommes-femmes, le cas échéant et dans les limites des ressources disponibles, conformément aux résolutions 1888 (2009), 1889 (2009) et 1960 (2010) ;

Demande aux parties à des conflits armés de prendre et de tenir des engagements précis et assortis de délais de lutter contre la violence sexuelle, engagements qui doivent notamment comprendre la diffusion par les voies hiérarchiques d'ordres clairs interdisant la violence sexuelle et l'interdiction de celle-ci dans les codes de conduite, les manuels de campagne militaires et autres documents semblables, et demande également à ces parties de prendre et de tenir des engagements précis relatifs au lancement à brève échéance d'enquêtes sur les violations présumées, afin que les auteurs de forfaits aient à rendre compte de leurs actes ;

Résolution 1960 (2010),  
par. 5

Prie le Secrétaire général de suivre et de surveiller la tenue de tels engagements par les parties à des conflits armés dont le Conseil est saisi, pour lesquelles le viol et d'autres formes de violence sexuelle sont des formes de comportement systématiques et de l'en informer régulièrement dans ses rapports et exposés sur la question ;

Résolution 1960 (2010),  
par. 6



<b>Formation du personnel des missions de maintien de la paix</b>	Engage les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ... à fournir à tous les membres des contingents et du personnel de police une formation qui les aidera à s'acquitter de leurs fonctions, et engage les entités des Nations Unies à élaborer des directives et des modules de formation adaptés, notamment des modules sur la prévention de la violence sexuelle et fondée sur le sexe s'appuyant sur l'analyse de situations concrètes et devant servir à la formation préalable au déploiement ;	Résolution 2122 (2013), par. 9	Voir aussi, par exemple, résolutions 2066 (2012), dixième alinéa du préambule ; 1960 (2010), par. 15 ; 1898 (2009), par. 10 ; 1325 (2000), par. 6 ; 1296 (2000), par. 19 ; et 1265 (1999), par. 14.
	Réaffirme qu'il importe que le personnel des missions qu'il a créées conformément à ses résolutions 1325 (2000), 1820 (2008) et 2106 (2013) connaisse bien les questions liées à la problématique hommes-femmes et y soit dûment formé...	Résolution 2109 (2013), par. 40	
	Considère que les forces de maintien de la paix des Nations Unies peuvent aider à prévenir la violence sexuelle et, à cet égard, demande que toutes les formations dispensées avant le déploiement et sur le théâtre des opérations aux forces des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police comportent un volet consacré à la violence sexuelle et sexiste, qui tienne également compte des besoins particuliers des enfants, et engage les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police à recruter et à déployer un plus grand nombre de femmes dans les opérations de paix ;	Résolution 2106 (2013), par. 14	
	[P]rie également [le Secrétaire général] de continuer d'insérer des directives sur les moyens de combattre la violence sexuelle dans le cadre de la formation dispensée aux militaires et policiers avant leur déploiement et lorsqu'ils arrivent sur le terrain, d'aider les missions à arrêter des procédures adaptées à chaque situation pour combattre la violence sexuelle sur le terrain et de prêter un appui technique aux pays fournisseurs de contingents et de forces de police pour leur permettre d'inclure dans la formation dispensée aux militaires et policiers avant leur déploiement et lorsqu'ils arrivent sur le terrain des orientations sur les moyens de combattre la violence sexuelle ;	Résolution 1960 (2010), par. 16	
	Prie également le Secrétaire général de veiller à prêter une assistance technique aux pays fournissant des effectifs militaires et de police à la [mission], avant le déploiement et sur le théâtre des opérations, pour notamment donner des directives et dispenser une formation aux personnels militaires et de police sur la protection des civils en cas de menace immédiate et les mesures à prendre, notamment en ce qui concerne les droits fondamentaux, la violence sexuelle et la problématique hommes-femmes ;	Résolution 1906 (2009), par. 13	
	Prie le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Conseil de sécurité, le Comité spécial des opérations de maintien de la paix et son groupe de travail, et les États concernés, le cas échéant, d'établir et d'exécuter des programmes de formation appropriés à l'intention de tout le personnel de maintien de la paix et de tout le personnel humanitaire déployé par l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de missions décidées par le Conseil, pour les aider à mieux prévenir et constater la violence sexuelle et d'autres formes de violence contre les civils et à mieux y faire face ;	Résolution 1820 (2008), par. 6	
	Encourage les pays qui fournissent des contingents et du personnel de police à examiner, en consultation avec le Secrétaire général, les mesures qu'ils pourraient prendre	Résolution 1820 (2008), par. 8	

	pour mieux sensibiliser leurs personnels affectés à des opérations de maintien de la paix des Nations Unies à la nécessité de protéger les civils, y compris les femmes et les enfants, pour les y préparer et pour prévenir la violence sexuelle contre les femmes et les filles pendant et après un conflit, notamment en déployant, chaque fois que possible, un plus grand nombre de femmes soldats ou agents de police ;		
<b>Adoption progressive de mesures ciblées en réaction aux violations des obligations à l'égard des femmes découlant du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme</b>	Prie instamment les comités des sanctions, se fondant sur les critères de qualification pertinents et se conformant aux dispositions de la résolution 1960 (2010), d'imposer des sanctions ciblées contre quiconque commet ou fait commettre des violences sexuelles en période de conflit, et réaffirme son intention d'envisager, lorsqu'il adoptera des sanctions ciblées dans des situations de conflit armé ou les reconduira, d'y intégrer, le cas échéant, des critères de qualification des viols et autres violences sexuelles graves ;	Résolution 2106 (2013), par. 13	Voir aussi, par exemple, résolutions 1820 (2008), par. 5 ; et 1807 (2008), par. 13, al. <i>e</i> .
	Décide que les mesures visées au paragraphe [paragraphe concerné] ci-dessus [restriction des déplacements et gel des avoirs] s'appliquent aux personnes et, le cas échéant, aux entités ci-après désignées par le Comité...	Résolution 2078 (2012), par. 4, al. <i>e</i>	
	<i>e</i> ) Les personnes ou entités opérant en [pays] qui commettent des actes de violence graves dirigés contre des enfants ou des femmes dans des situations de conflit armé, y compris les meurtres et mutilations, les violences sexuelles, les enlèvements et les déplacements forcés ;		
	[T]ous les États prendront les mesures nécessaires pour empêcher l'entrée ou le passage en transit sur leur territoire de toutes les personnes désignées par le [comité des sanctions]...	Résolution 1807 (2008), par. 9	
	Décide ... que tous les États devront, pendant toute la durée d'application des mesures ..., geler immédiatement les fonds, autres avoirs financiers et ressources économiques se trouvant sur leur territoire à compter de la date d'adoption de la présente résolution, qui sont en la possession ou sous le contrôle direct ou indirect des personnes ou entités que le [comité des sanctions] aura identifiées ..., ou qui sont détenus par des entités qui sont en la possession ou sous le contrôle direct ou indirect de celles-ci ou de toute personne ou entité agissant pour le compte ou sur les ordres de celles-ci..., et décide que tous les États doivent veiller à ce que leurs nationaux ou quiconque sur leur territoire ne mettent à la disposition de ces personnes ou entités aucuns fonds, avoirs financiers ou ressources économiques, ou n'en permettent l'utilisation à leur profit ;	Résolution 1807 (2008), par. 11	
<b>Responsabilité des auteurs de violences sexuelles</b>	Demande à toutes les parties au conflit armé qui sévit en [pays], y compris les éléments [du groupe armé], d'interdire expressément la violence sexuelle, et demande également à ces parties de prendre des engagements précis, et de les respecter, pour que, lorsqu'il est fait état d'exactions, des enquêtes soient ouvertes dans les meilleurs délais afin que les auteurs soient amenés à répondre de leurs actes, conformément à sa résolution 1960 (2010), et de permettre aux victimes de violences sexuelles d'accéder immédiatement aux services disponibles ;	Résolution 2121 (2013), par. 16	Voir aussi, par exemple, résolutions 2122 (2013), par.12 ; 2106 (2013), par. 18 ; 2078 (2012), dixième alinéa du préambule ; 1902 (2009), par. 19 ; 1591 (2005), dixième alinéa du préambule ; 1493 (2003), par. 8 ; et 1468 (2003), par. 2.

Rappelant que diverses infractions de violence sexuelle sont visées dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale et dans les statuts des tribunaux pénaux internationaux spéciaux,

Résolution 2106 (2013),  
neuvième alinéa du  
préambule

Note que la violence sexuelle peut constituer un crime contre l'humanité ou un élément constitutif du crime de génocide, rappelle une fois encore que le viol et les autres violences sexuelles graves commises en période de conflit armé sont des crimes de guerre, demande aux États Membres de s'acquitter des obligations qui leur incombent en la matière et de continuer à lutter contre l'impunité, en menant des enquêtes et en engageant des poursuites contre les personnes relevant de leur juridiction qui sont responsables de tels crimes, encourage les États Membres à inclure l'ensemble des crimes de violence sexuelle dans leur législation pénale afin que les auteurs de tels crimes puissent être poursuivis, et considère que la réalisation d'enquêtes efficaces et l'établissement de preuves documentaires dans les cas de violences sexuelles commises en période de conflit armé sont déterminants pour traduire en justice les auteurs de tels actes et assurer l'accès aux tribunaux de ceux qui ont subi de telles violences ;

Résolution 2106 (2013),  
par. 2

Demande de nouveau au Gouvernement [du pays concerné] de continuer à lutter contre la violence sexuelle et sexuelle, en coordination avec la [mission], de continuer à lutter contre l'impunité des auteurs de ces crimes et de fournir aux victimes réparation, appui et protection, y compris grâce au renforcement des capacités de la police dans ce domaine et de la sensibilisation à la législation nationale existante sur la violence sexuelle ;

Résolution 2066 (2012),  
par. 9

S'inquiétant qu'il soit encore fait état de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, commises notamment contre des femmes et des enfants, y compris une multiplication des violences sexuelles, en particulier celles attribuées à des hommes armés, soulignant qu'il importe d'enquêter sur ces violations et ces exactions qui auraient été commises par toutes les parties, quels que soient leur statut ou leur appartenance politique, y compris durant la [crise ou événement concerné], notamment..., réaffirmant que les auteurs de telles violations doivent en répondre et notant les engagements pris dans ce sens par [les autorités concernées],

Résolution 2062 (2012),  
huitième alinéa du  
préambule

Réaffirmant que, comme le veut le principe de la responsabilité du supérieur hiérarchique, les dirigeants civils et les chefs militaires doivent ... lutter contre l'impunité des auteurs de tels actes et ... les amener à en répondre, et que l'inaction peut donner à penser qu'ils tolèrent les actes de violence sexuelle en période de conflit,

Résolution 1960 (2010),  
cinquième alinéa du  
préambule

Affirmant que, comme le veut le principe de la responsabilité du supérieur hiérarchique, les dirigeants civils et les chefs militaires doivent manifester la ferme intention et la volonté politique de prévenir les actes de violence sexuelle, ainsi que de lutter contre l'impunité des auteurs de tels actes et de les amener à en répondre, et que l'inaction peut donner à penser qu'ils tolèrent les actes de violence sexuelle en période de conflit,

Résolution 1888 (2009),  
onzième alinéa du  
préambule

Fait observer que le viol et d'autres formes de violence sexuelle peuvent constituer un crime de guerre, un crime contre l'humanité ou un élément constitutif du crime de

Résolution 1820 (2008),  
par. 4

génocide, souligne qu'il est nécessaire d'exclure les crimes de violence sexuelle du bénéfice des mesures d'amnistie prises dans le cadre de processus de règlement de conflits, et demande aux États Membres de s'acquitter de l'obligation à eux faite de poursuivre les auteurs de tels actes et de veiller à ce que toutes les victimes de violences sexuelles, en particulier les femmes et les filles, bénéficient d'une protection égale devant la loi et d'un accès égal à la justice, et souligne qu'il importe de mettre un terme à l'impunité des auteurs de ces actes dans le cadre d'une logique générale de quête de paix durable, de justice, de vérité et de réconciliation nationale ;

Condamnant en particulier les violences sexuelles commises par [les milices et groupes armés ainsi que par des éléments des forces militaires et policières nationales] et d'autres services de sécurité et de renseignement, soulignant que [l'État concerné] doit, en coopération avec [la mission de maintien de la paix] et les autres parties prenantes concernées, impérativement mettre fin à ces violences et traduire en justice leurs auteurs ainsi que les officiers supérieurs dont ils relèvent, et appelant les États Membres à apporter leur aide à cet égard et à continuer de fournir l'assistance voulue, notamment médicale et humanitaire, aux victimes,

Résolution 1794 (2007),  
quatorzième alinéa du  
préambule

**Exploitation et  
atteintes sexuelles**

Se félicite des efforts déployés par la [mission] pour mettre en œuvre la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et veiller à ce que son personnel se conforme strictement au code de conduite de l'Organisation des Nations Unies, prie le Secrétaire général de continuer à prendre toutes les dispositions nécessaires à cet égard et à le tenir informé, et demande instamment aux pays qui fournissent des contingents de prendre des mesures préventives et disciplinaires pour que ces actes fassent l'objet d'enquêtes en bonne et due forme et soient dûment sanctionnés toutes les fois que leur personnel serait en cause ;

Résolution 2084 (2012),  
par. 4

Voir aussi, par exemple, résolutions 2075 (2012), par. 15 ; 2070 (2012), par. 19 ; 2064 (2011), par. 9 ; 1996 (2011), par. 28 ; 1840 (2008), par. 22 ; 1674 (2006), par. 20 ; 1565 (2004), par. 25 ; 1460 (2003), par. 10 ; et 1436 (2002), par. 15.

Rappelant ses résolutions ... sur les femmes et la paix et la sécurité, ... conscient des défis qui restent à relever en ce qui concerne la question cruciale de la violence sexiste et de l'exploitation et des atteintes sexuelles, et appelant les États Membres à apporter un soutien accru à l'action gouvernementale,

Résolution 1938 (2010),  
seizième alinéa du  
préambule

Prie ... le Secrétaire général de poursuivre jusqu'à leur terme les enquêtes sur les cas d'exploitation et de violence sexuelles qui auraient été commis par des membres du personnel civil et militaire de [la mission], et de prendre les mesures appropriées prévues dans la circulaire du Secrétaire général sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels ;

Résolution 1906 (2009),  
par. 12

Prie ... le Secrétaire général de continuer, en redoublant d'efforts, d'appliquer la politique de tolérance zéro de l'exploitation et de la violence sexuelles dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, et exhorte les pays qui fournissent des effectifs militaires et de police à prendre les mesures préventives qui s'imposent, notamment en menant, avant les déploiements et sur le théâtre des opérations, des actions de sensibilisation et en prenant d'autres mesures, pour amener leurs personnels mis en cause à répondre pleinement de tous leurs actes ;

Résolution 1820 (2008),  
par. 7

Prie le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour que [la mission de maintien de la paix] se conforme strictement à la politique de tolérance zéro des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des abus sexuels, notamment en élaborant des stratégies et des mécanismes appropriés pour prévenir, identifier et sanctionner toute conduite répréhensible, y compris l'exploitation et les abus sexuels, et en améliorant la formation du personnel afin de prévenir tous manquements au code de conduite de l'Organisation des Nations Unies et d'en assurer le strict respect, et de prendre toutes autres mesures nécessaires, conformément à sa circulaire sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels, et de l'en tenir informé, et demande instamment aux pays fournisseurs de contingents de prendre les mesures préventives appropriées, notamment en organisant une formation de sensibilisation avant déploiement et ... après déploiement, et en prenant des mesures disciplinaires ou autres pour s'assurer que les membres de leur contingent qui se seraient rendus coupables de tels actes en répondent pleinement ;

Résolution 1769 (2007),  
par. 16

---

## ARMES DE PETIT CALIBRE<sup>233</sup>

### Décisions

À sa 7036<sup>e</sup> séance, le 26 septembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Allemagne, du Costa Rica, de la Côte d'Ivoire, de l'Espagne, du Japon, du Libéria, de la Lituanie, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de la Sierra Leone, de la Slovénie, de la Suisse, du Timor-Leste et de la Trinité-et-Tobago à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Armes de petit calibre

« Les conséquences du transfert illicite, de l'accumulation déstabilisatrice et du détournement des armes légères et de petit calibre pour la paix et la sécurité internationales

« Rapport du Secrétaire général sur les armes légères (S/2013/503)

« Lettre, en date du 6 septembre 2013, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2013/536) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Christine Beerli, Vice-Présidente du Comité international de la Croix-Rouge.

### Résolution 2117 (2013) du 26 septembre 2013

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* qu'en vertu de la Charte des Nations Unies il a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et notant l'importance des armes légères et de petit calibre, armes les plus fréquemment utilisées dans la plupart des conflits armés récents,

---

<sup>233</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 1999 des résolutions et décisions sur cette question.

*Rappelant également* les déclarations de son Président en date des 24 septembre 1999<sup>234</sup>, 31 août 2001<sup>235</sup>, 31 octobre 2002<sup>236</sup>, 19 janvier 2004<sup>237</sup>, 17 février 2005<sup>238</sup>, 29 juin 2007<sup>239</sup>, 14 janvier 2009<sup>240</sup> et 19 mars 2010<sup>241</sup>, et les autres résolutions qu'il a adoptées sur la question, notamment la résolution 1196 (1998) du 16 septembre 1998, ainsi que les déclarations de son Président concernant les armes légères et de petit calibre,

*Soulignant* que le droit de légitime défense, individuelle ou collective, consacré par l'Article 51 de la Charte, et les exigences légitimes de tous les pays en matière de sécurité doivent être pleinement pris en compte, et conscient que les armes légères et de petit calibre sont vendues, fabriquées et conservées par les États pour des raisons légitimes liées à la sécurité, à des activités sportives ou au commerce,

*Vivement préoccupé* par le fait que le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre dans de nombreuses régions du monde continuent de menacer la paix et la sécurité internationales, causent d'importantes pertes en vie humaines, contribuent à l'instabilité et à l'insécurité, et continuent de compromettre l'aptitude du Conseil à s'acquitter efficacement de sa responsabilité principale, qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales,

*Sachant* que les risques découlant du transfert illicite, de l'accumulation déstabilisatrice et du détournement d'armes légères et de petit calibre peuvent varier selon les circonstances nationales, régionales et sous-régionales, et préconisant l'adoption de mesures qui répondent aux besoins et problèmes existants,

*Constatant* l'importance du renforcement des capacités pour lutter contre les menaces découlant du transfert illicite, de l'accumulation déstabilisatrice et du détournement d'armes légères et de petit calibre, notamment en Afrique, saluant les efforts que les États et les organisations internationales, régionales et sous-régionales ont faits pour s'attaquer à ce fléau, et préconisant instamment que ces efforts soient soutenus,

*Soulignant* qu'il importe d'aider les États Membres, ainsi que les organisations intergouvernementales, régionales et sous-régionales, à renforcer les capacités dont elles disposent pour prévenir et combattre le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre,

*Rappelant avec préoccupation* les rapports étroits qui existent entre le terrorisme international, la criminalité transnationale organisée, le trafic de drogues, le blanchiment de l'argent, d'autres transactions financières illicites, le courtage illicite d'armes légères et de petit calibre et le trafic d'armes, et le lien entre l'exploitation illégale des ressources naturelles, le commerce illicite de ces ressources et la prolifération et le trafic d'armes, qui alimentent et exacerbent de nombreux conflits,

*Préoccupé* par les menaces que le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre continuent de faire peser sur la sécurité des soldats de la paix des Nations Unies et leur aptitude à exécuter les mandats de maintien de la paix, et sur la sûreté et la sécurité des agents humanitaires et leur aptitude à fournir efficacement l'aide humanitaire,

*Rappelant avec une vive inquiétude* que le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre alimentent les conflits armés, ont toute une série de conséquences néfastes sur les droits de l'homme, la situation humanitaire, le développement et la situation socioéconomique, plus particulièrement sur la sécurité des civils dans les conflits armés, notamment les femmes et les filles qui subissent plus que leur part de violence, et exacerbent les violences sexuelles et sexistes, ainsi que l'enrôlement et l'utilisation d'enfants par les parties aux conflits armés, en violation du droit international applicable,

*Notant* que la présente résolution porte sur le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre, y compris en ce qui concerne les embargos sur les armes qu'il a décrétés,

---

<sup>234</sup> S/PRST/1999/28.

<sup>235</sup> S/PRST/2001/21.

<sup>236</sup> S/PRST/2002/30.

<sup>237</sup> S/PRST/2004/1.

<sup>238</sup> S/PRST/2005/7.

<sup>239</sup> S/PRST/2007/24.

<sup>240</sup> S/PRST/2009/1.

<sup>241</sup> S/PRST/2010/6.

*Constatant* que les embargos sur les armes qu'il a décrétés contribuent grandement à combattre le transfert illicite d'armes légères et de petit calibre, atténuer l'intensité des conflits et créer des conditions propices à un règlement pacifique des situations qui menacent la paix et la sécurité internationales ou y portent atteinte, et constatant également le rôle de ces embargos dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix après les conflits, le désarmement, la démobilisation et la réintégration, et la réforme du secteur de la sécurité,

*Conscient* qu'assurer de façon efficace la sécurité physique et la gestion des stocks d'armes légères et de petit calibre et de munitions contribue grandement à prévenir le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre, conformément aux normes internationales et régionales, notamment par l'application de directives volontaires telles que les Directives techniques internationales sur les munitions établies dans le cadre du programme de gestion des connaissances *SaferGuard* de l'Organisation des Nations Unies et les normes internationales sur le contrôle des armes légères, qui régissent les pratiques de gestion des stocks d'armes et de munitions,

*Soulignant* qu'il importe de lutter contre le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre dans le cadre de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix après les conflits et, à cet égard, soulignant également qu'il importe d'établir des stratégies globales internationales, régionales et nationales de désarmement, de démobilisation et de réintégration qui tiennent compte des aspects politiques, sociaux et économiques, du développement et de la sécurité, ainsi que des besoins particuliers des enfants et des femmes, et prévoient la participation pleine et entière des femmes à toutes les activités de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité, conformément à sa résolution 1325 (2000) du 31 octobre 2000,

*Soulignant également* qu'il incombe aux États de prévenir les menaces que font peser sur la paix et la sécurité internationales, le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre et les effets dévastateurs qu'ont ceux-ci sur les civils en période de conflit armé,

*Constatant* que le détournement d'armes légères et de petit calibre a entraîné des crimes graves et réaffirmant par conséquent les dispositions pertinentes du Document final du Sommet mondial de 2005<sup>242</sup> concernant la protection des civils en période de conflit armé, plus particulièrement les paragraphes 138 et 139, qui portent sur la responsabilité de protéger les populations contre le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité,

*Notant avec satisfaction* les efforts faits par les États Membres et les organisations intergouvernementales, régionales et sous-régionales pour faire face aux menaces pesant sur la paix et la sécurité internationales du fait du transfert illicite, de l'accumulation déstabilisatrice et du détournement d'armes légères et de petit calibre, et notant le rôle important que joue la société civile pour ce qui est d'appuyer ces efforts,

*Soulignant* à cet égard l'importance de la coopération, de la coordination et du partage de l'information entre ceux qui s'occupent de la lutte contre les menaces pesant sur la paix et la sécurité internationales du fait du transfert illicite, de l'accumulation déstabilisatrice et du détournement d'armes légères et de petit calibre,

*Considérant* le rôle important et central de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles additionnels y relatifs<sup>243</sup>, dont le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects<sup>244</sup> et de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites<sup>245</sup>, instruments essentiels pour la lutte contre le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre,

---

<sup>242</sup> Résolution 60/1 de l'Assemblée générale.

<sup>243</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, 2237, 2241 et 2326, n° 39574.

<sup>244</sup> *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects*, New York, 9-20 juillet 2001 (A/CONF.192/15), chap. IV, par. 24.

<sup>245</sup> Voir décision 60/519 de l'Assemblée générale et A/60/88 et Corr.1 et 2, annexe.

*Saluant* l'adoption du Traité sur le commerce des armes<sup>246</sup>, prenant note de la signature et de la ratification de ce Traité par quelques États et se réjouissant de l'importante contribution qu'il peut apporter sur les plans de la paix, de la sécurité et de la stabilité internationales et régionales, de la réduction des souffrances humaines et de la coopération,

*Accueillant avec satisfaction* la coopération accrue entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), notamment l'accord complémentaire de 2009 entre INTERPOL et le Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les accords individuels entre INTERPOL et ses comités des sanctions, qui mettent à la disposition de l'Organisation des Nations Unies et des États Membres, aux fins d'une mise en œuvre plus efficace des embargos sur les armes qu'il décrète, de meilleurs outils facultatifs, notamment des outils d'identification des armes et de partage de l'information,

*Accueillant également avec satisfaction* le rapport intitulé « Armes légères » que le Secrétaire général lui a présenté le 22 août 2013<sup>247</sup>,

*Déterminé* à continuer de prendre des mesures concrètes pour empêcher le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre, notamment pour appuyer d'autres efforts et processus en cours,

1. *Se félicite* des efforts que font les États Membres et les organisations régionales et sous-régionales pour lutter contre le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre, et préconise la mise en place ou le renforcement, le cas échéant, de mécanismes sous-régionaux et régionaux de coopération, de coordination et de partage de l'information, en particulier la coopération douanière transfrontalière et les réseaux d'échange d'informations, en vue de prévenir, de combattre et d'éliminer le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre ;

2. *Rappelle* aux États Membres qu'ils ont l'obligation d'appliquer intégralement et efficacement les embargos sur les armes qu'il décrète et de prendre les mesures qui s'imposent, y compris sur les plans juridique et administratif, contre toute activité constituant une violation desdits embargos, y compris, comme le prévoient ses résolutions pertinentes, en coopérant avec toutes les entités compétentes des Nations Unies, en communiquant aux comités des sanctions concernés toutes les informations pertinentes concernant des allégations de violations des embargos sur les armes, en donnant suite aux informations crédibles pour prévenir la livraison, la vente, le transfert ou l'exportation d'armes légères et de petit calibre contrevenant aux embargos sur les armes qu'il décrète, en facilitant le plein accès du personnel qu'il désigne aux fins de l'exécution des mandats qu'il définit, et en appliquant les normes internationales pertinentes, telles que l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites<sup>245</sup> ;

3. *Demande* aux États Membres soumis à un embargo sur les armes décrété par lui d'appliquer et de faire respecter cet embargo, notamment en empêchant le détournement d'armes qu'ils possèdent ou contrôlent grâce à une amélioration de la sécurité, de la transparence et de la gestion des stocks d'armes légères et de petit calibre, en renforçant la surveillance des armes légères et de petit calibre qui sont livrées dans le cadre de dérogations aux embargos sur les armes, en s'assurant que les armes légères et de petit calibre et les munitions saisies, confisquées ou remises sont enregistrées et détruites comme il convient, et en mettant en œuvre des programmes nationaux de marquage des armes conformément aux dispositions de l'Instrument ;

4. *Réaffirme* que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et les autres entités compétentes désignées par lui qui se trouvent sur le territoire d'un État Membre ou dans une région soumis à un embargo sur les armes qu'il a décrété peuvent, s'il le juge nécessaire, fournir au gouvernement hôte, au comité des sanctions et au groupe d'experts compétents les conseils techniques voulus pour les aider à appliquer l'embargo et à en surveiller le respect ;

5. *Réaffirme également* que ces opérations de maintien de la paix et entités compétentes qu'il désigne peuvent, s'il le juge nécessaire, aider les gouvernements hôtes qui en font la demande à renforcer les capacités dont ils disposent pour s'acquitter des obligations imposées par les instruments mondiaux et régionaux existants et pour

---

<sup>246</sup> Voir résolution 67/234 B de l'Assemblée générale.

<sup>247</sup> S/2013/503.



lutter contre le trafic d'armes légères et de petit calibre, notamment en mettant en place des programmes de collecte d'armes, de désarmement, de démobilisation et de réintégration, en améliorant la protection physique et les pratiques de gestion des stocks, ainsi que les capacités d'enregistrement et de traçage, en créant des dispositifs nationaux de contrôle des exportations et des importations, en améliorant la sécurité des frontières et en renforçant les institutions judiciaires et les organes chargés de veiller au respect de la loi ;

6. *Réaffirme en outre* qu'il est responsable de la surveillance de l'application des embargos sur les armes qu'il décrète, et réaffirme son intention de prendre les mesures qui s'imposent, selon qu'il conviendra, pour renforcer les mécanismes de surveillance de ces embargos, notamment en affectant auprès des missions des Nations Unies concernées du personnel ou des équipes chargés exclusivement de surveiller efficacement les embargos sur les armes ;

7. *Engage* les groupes d'experts et les missions de maintien de la paix, dans le cadre de leur mandat, et les autres entités compétentes des Nations Unies à échanger des informations sur les violations des embargos sur les armes qui pourraient avoir été commises, y compris sur les transferts illicites d'armes, le courtage illicite d'armes légères et de petit calibre, les activités financières illicites, les personnes soupçonnées de trafic et les filières que suit le trafic ;

8. *Prie* le Secrétaire général d'ordonner que tous les organismes compétents des Nations Unies exerçant des activités dans un État ou une région soumis à un embargo sur les armes apportent toute l'assistance possible au comité des sanctions, au groupe d'experts et à l'opération de maintien de la paix concernés et aux autres entités compétentes des Nations Unies aux fins de l'application et de la surveillance du respect de cet embargo ;

9. *Réaffirme* sa décision selon laquelle les États doivent mettre fin à l'approvisionnement en armes des terroristes, y compris en armes légères et de petit calibre, et demande à nouveau aux États de chercher les moyens d'intensifier et d'accélérer l'échange de données opérationnelles concernant le trafic d'armes, et d'améliorer la coordination des activités menées aux niveaux national, sous-régional, régional et international ;

10. *Invite instamment* les États Membres, les entités compétentes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales, régionales et sous-régionales en mesure de le faire à coopérer et à échanger, selon qu'il conviendra, des informations sur les personnes soupçonnées de trafic et les filières que suit le trafic, les transactions financières et les activités de courtage suspectes portant sur des armes légères ou de petit calibre et le détournement de telles armes, ainsi que d'autres informations ayant trait au transfert illicite, à l'accumulation déstabilisatrice ou au détournement d'armes légères et de petit calibre, avec les États qui pourraient être concernés et les entités compétentes des Nations Unies, y compris les groupes d'experts apportant leur assistance aux comités des sanctions et les opérations de maintien de la paix ;

11. *Demande* aux États Membres d'apporter leur appui aux activités de collecte d'armes et de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants, ainsi qu'aux programmes de protection physique et de gestion des stocks exécutés par des opérations de maintien de la paix des Nations Unies en application de leur mandat ;

12. *Demande instamment* aux États Membres, aux entités des Nations Unies et aux organisations intergouvernementales, régionales et sous-régionales de prendre d'autres mesures pour faciliter la participation pleine et véritable des femmes à tous les processus d'élaboration, de planification et de mise en œuvre des politiques visant à combattre et éliminer le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre sous tous leurs aspects et, à cet égard, demande à tous ceux qui participent à la planification des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration et de réforme du secteur de la sécurité et de la justice de prendre en considération les besoins particuliers des femmes et des enfants associés à des forces armées ou à des groupes armés, avec la participation des femmes, et d'assurer notamment leur plein accès à ces programmes, grâce à des consultations avec la société civile, y compris les organisations de femmes, selon qu'il conviendra ;

13. *Conscient* que le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre alimentent les conflits armés et compromettent la protection des civils, demande à nouveau que toutes les parties aux conflits armés respectent strictement les obligations que leur imposent le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et le droit international des réfugiés, et souligne qu'il faut que les parties fassent tout pour éviter de faire des victimes parmi les civils et respectent et protègent la population civile ;

14. *Demande* à cet égard à toutes les parties aux conflits armés de s'acquitter de l'obligation que leur impose le droit international humanitaire de respecter et de protéger le personnel, les installations et les secours humanitaires et de prendre des mesures pour éliminer les conséquences néfastes que le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre ont pour les agents humanitaires, ainsi que de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage sûr, rapide et libre des secours, du personnel et du matériel humanitaires ;

15. *Engage* les États Membres et les organisations intergouvernementales, régionales et sous-régionales en mesure de le faire d'offrir sur demande une aide à la sécurisation des stocks d'armes légères et de petit calibre des États, notamment sous la forme d'activités de formation dans les domaines de la protection physique et de la gestion des stocks, de la destruction selon des modalités appropriées des armes légères ou de petit calibre illicites ou mal sécurisées, compte tenu du rôle important que peut jouer l'assistance internationale pour ce qui est d'appuyer et de faciliter les initiatives menées aux niveaux local, national, régional et mondial en vue de prévenir et de combattre le transfert illicite, l'accumulation déstabilisatrice et le détournement d'armes légères et de petit calibre ;

16. *Engage* le Secrétaire général et les responsables des organisations intergouvernementales, régionales et sous-régionales à continuer de s'efforcer d'intensifier la coopération dans la lutte contre les menaces que posent les armes légères et de petit calibre pour la paix et la sécurité internationales ;

17. *Engage* tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et aux Protocoles additionnels y relatifs<sup>243</sup>, notamment le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, et à appliquer ces instruments ;

18. *Souligne* qu'il faut que les États appliquent intégralement et efficacement, aux niveaux national, régional et international, le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects<sup>244</sup> et l'Instrument, en s'attachant tout particulièrement à appliquer les mesures qu'ils prévoient en ce qui concerne la prévention du détournement de ces armes, afin de faire des progrès tangibles dans la prévention du trafic illicite d'armes légères et de petit calibre, la lutte contre ce trafic et son élimination ;

19. *Exhorte* les États à envisager de signer et de ratifier dans les meilleurs délais le Traité sur le commerce des armes<sup>246</sup> et engage les États et les organisations intergouvernementales, régionales et sous-régionales en mesure de le faire à fournir une aide au renforcement des capacités pour permettre aux États parties d'honorer et de mettre en œuvre les obligations que leur fait le Traité ;

20. *Prie* le Secrétaire général de continuer à lui présenter, tous les deux ans, un rapport sur les armes légères et de petit calibre, notamment sur l'application de la présente résolution, et affirme son intention d'examiner promptement ce rapport ;

21. *Décide* de demeurer saisi de la question.

*Adoptée à la 7036<sup>e</sup> séance  
par 14 votes contre zéro, avec une abstention  
(Fédération de Russie)*

---

## LES FEMMES ET LA PAIX ET LA SÉCURITÉ<sup>248</sup>

### Décisions

À sa 7044<sup>e</sup> séance, le 18 octobre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Arménie, de l'Autriche, du Bélarus, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Brésil, de la Bulgarie, du Canada, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de la Croatie, du Danemark, de l'Égypte, d'El Salvador, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la Géorgie, de la Grèce,

---

<sup>248</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2000 des résolutions et décisions sur cette question.

de la Hongrie, des Îles Marshall, des Îles Salomon, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irlande, de l'Islande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, de la Malaisie, du Mexique, du Monténégro, de la Namibie, de la Nouvelle-Zélande, du Nigéria, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République tchèque, de la Roumanie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande, du Timor-Leste, de la Turquie, de l'Uruguay et du Vietnam à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Les femmes et la paix et la sécurité

« Les femmes, l'état de droit et la justice transitionnelle dans les situations de conflit

« Lettre, en date du 3 octobre 2013, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2013/587) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive chargée de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes).

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Navanethem Pillay, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, à participer à la séance par visioconférence.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Brigitte Balipou, représentante du Groupe de travail des organisations non gouvernementales sur les femmes et la paix et la sécurité.

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, et à M. Tété António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Mari Skåre, Représentante spéciale du Secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord pour les femmes et la paix et la sécurité, et à M<sup>me</sup> Miroslava Beham, Conseillère principale de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour les questions de parité des sexes.

### **Résolution 2122 (2013) du 18 octobre 2013**

*Le Conseil de sécurité,*

*Réaffirmant* qu'il tient à ce que ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010 et 2106 (2013) du 24 juin 2013 et toutes les déclarations pertinentes de son Président continuent d'être appliquées et le soient intégralement, dans toute leur complémentarité,

*Rappelant* les engagements souscrits dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing<sup>249</sup>, réaffirmant les obligations des États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes<sup>250</sup> et à son Protocole facultatif<sup>251</sup>, et exhortant les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager de ratifier ces instruments ou d'y adhérer,

*Ayant à l'esprit* les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et le fait que la Charte lui confère la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et notant à cet égard que la présente résolution a pour objet de concrétiser les priorités adoptées en ce qui concerne les femmes et la paix et la sécurité,

---

<sup>249</sup> *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution I, annexes I et II.

<sup>250</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1249, n° 20378.

<sup>251</sup> *Ibid.*, vol. 2131, n° 20378.

*Réaffirmant* que l'autonomisation des femmes et des filles et l'égalité des sexes sont déterminants pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et soulignant que les obstacles qui continuent d'entraver l'application intégrale de la résolution 1325 (2000) ne pourront être éliminés que moyennant un engagement résolu en faveur de l'autonomisation et de la participation des femmes, ainsi que de l'exercice de leurs droits fondamentaux, dans le cadre d'initiatives concertées et grâce à des informations, des mesures et un appui cohérents visant à accroître la participation des femmes à la prise de décisions à tous les niveaux,

*Prenant note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général, en date du 4 septembre 2013<sup>252</sup>, et de l'adoption progressive de bonnes pratiques dans plusieurs domaines, dont la prévention et la protection, ainsi que de la place nettement accrue faite, dans les politiques et les activités opérationnelles, à la surveillance, à la prévention et à la répression des violences infligées aux femmes en période de conflit armé et au lendemain des conflits, mais demeurant profondément préoccupé par les lacunes qui subsistent dans la concrétisation des priorités relatives aux femmes et à la paix et à la sécurité, y compris en ce qui concerne la protection contre les violations des droits fondamentaux, les possibilités offertes aux femmes d'exercer des fonctions de direction, les ressources nécessaires pour répondre aux besoins des femmes et les aider à exercer leurs droits, et les capacités et l'engagement de tous ceux qui doivent concourir à l'application de la résolution 1325 (2000) et des résolutions ultérieures en faveur de la participation et de la protection des femmes,

*Se déclarant préoccupé* par la vulnérabilité accrue des femmes dans les situations de conflit armé et d'après-conflit, particulièrement de déplacement forcé, qui résulte de l'inégalité des droits en matière de nationalité, de l'application différente des lois régissant l'asile et des obstacles qui, dans de nombreux cas, entravent l'enregistrement et l'obtention de pièces d'identité,

*Se déclarant profondément préoccupé* par le fait que, dans les situations de conflit armé et d'après-conflit, les femmes sont exposées à toutes sortes de menaces et de violations des droits de l'homme, constatant que les femmes et les filles particulièrement vulnérables ou défavorisées risquent d'être précisément visées et davantage exposées à la violence, et considérant à cet égard que des efforts plus énergiques s'imposent pour que la justice transitionnelle couvre toutes les violations des droits de l'homme dont les femmes sont victimes et tienne compte des effets différents que ces violations ont pour les femmes et les filles, de même que les déplacements forcés, les disparitions forcées et la destruction des infrastructures civiles,

*Considérant* qu'il importe que les États Membres et les entités des Nations Unies cherchent à s'assurer que l'aide et le financement humanitaires couvrent tout l'éventail des services médicaux, juridiques et psychosociaux, ainsi que l'aide à la subsistance, dont les femmes ont besoin dans les situations de conflit armé ou d'après-conflit, et notant la nécessité de ménager un accès sans discrimination à l'ensemble des services de santé sexuelle et procréative, y compris en cas de grossesse résultant d'un viol,

*Réaffirmant sa ferme condamnation* de toutes les violations du droit international commises dans les situations de conflit armé ou d'après-conflit contre des civils, dont des femmes et des filles, ou les touchant directement, notamment les viols et autres formes de violence sexuelle ou fondée sur le sexe, les meurtres et mutilations, les entraves à l'aide humanitaire et les déplacements forcés de masse,

*Considérant* qu'il incombe au premier chef aux États de respecter et de faire respecter les droits fondamentaux de toutes les personnes présentes sur leur territoire et relevant de leur juridiction, conformément aux dispositions du droit international, et réaffirmant que c'est aux parties aux conflits armés que revient la responsabilité première d'assurer la protection des civils,

*Réaffirmant* que l'instauration d'une paix durable exige une approche intégrée qui se fonde sur la cohérence des activités menées dans les domaines de la politique, de la sécurité, du développement, des droits de l'homme, y compris en ce qu'ils ont trait à l'égalité entre les sexes, de l'état de droit et de la justice, et soulignant à cet égard l'importance de l'état de droit, élément clef de la prévention des conflits, du maintien de la paix, du règlement des conflits et de la consolidation de la paix,

*Conscient* qu'il faut qu'il accorde une attention plus systématique au respect des engagements pris en ce qui concerne les femmes et la paix et la sécurité dans son propre travail, notamment afin de renforcer la participation des

---

<sup>252</sup> S/2013/525.

femmes à la prévention et au règlement des conflits et à la consolidation de la paix, et notant à cet égard qu'il importe que des rapports sur les femmes et la paix et la sécurité soient présentés systématiquement et en temps voulu,

*Prenant note* des contributions capitales de la société civile, dont les organisations de femmes, à la prévention et au règlement des conflits et à la consolidation de la paix et soulignant à cet égard l'importance de la concertation et du dialogue entre les femmes et les décideurs nationaux et internationaux,

*Constatant* la nécessité de remédier aux lacunes des activités que mène le système des Nations Unies dans les domaines de la paix et de la sécurité, des droits de l'homme et du développement, et de resserrer les liens entre ces activités, afin de remédier, dans le cadre de l'entreprise de paix et de sécurité internationales, aux causes profondes des conflits armés et des menaces qui pèsent sur la sécurité des femmes et des filles,

*Considérant* que l'autonomisation économique des femmes contribue considérablement à la stabilisation des sociétés sortant d'un conflit armé, et se félicitant de la déclaration de la Commission de consolidation de la paix sur l'autonomisation économique des femmes aux fins de la consolidation de la paix, en date du 26 septembre 2013<sup>253</sup>,

*Prenant acte* de l'adoption du Traité sur le commerce des armes<sup>254</sup> et notant que, selon les dispositions du paragraphe 4 de l'article 7 de cet instrument, les États parties exportateurs doivent tenir compte du risque que des armes classiques ou des biens visés puissent servir à commettre des actes graves de violence fondés sur le sexe ou des actes graves de violence contre les femmes et les enfants, ou à en faciliter la commission,

*Se félicitant d'avance* de la réduction des violences faites aux femmes et aux filles dans les situations de conflit armé et d'après conflit qui peut être attendue de l'application du Traité sur le commerce des armes,

*Saluant* les efforts des États Membres et constatant les mesures prises par les organisations régionales et sous-régionales pour appliquer la résolution 1325 (2000) et les résolutions ultérieures sur les femmes et la paix et la sécurité aux niveaux régional, national et local, notamment pour élaborer des plans d'action et des dispositifs de mise en œuvre, et engageant les États Membres à poursuivre dans cette voie, notamment en intensifiant le suivi, l'évaluation et la coordination,

1. *Déclare* que la résolution 1325 (2000) doit être appliquée uniformément dans le cadre de ses propres travaux et entend prêter une attention accrue aux initiatives et à la participation des femmes dans le cadre du règlement des conflits et de la consolidation de la paix, notamment en suivant les progrès et en s'attaquant aux problèmes résultant de l'insuffisance quantitative et qualitative des renseignements et des travaux d'analyse concernant les effets des conflits armés sur les femmes et les filles, le rôle des femmes dans la consolidation de la paix et la place de la problématique hommes-femmes dans les processus de paix et le règlement des conflits ;

2. *Déclare également* qu'il doit disposer en temps voulu de renseignements et de travaux d'analyse concernant les effets des conflits armés sur les femmes et les filles, le rôle des femmes dans la consolidation de la paix et la place de la problématique hommes-femmes dans les processus de paix et le règlement des conflits pour les situations dont il est saisi et, par conséquent :

a) *Se félicite* que la Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive chargée de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), et la Secrétaire générale adjointe et Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit lui fassent davantage d'exposés périodiques sur les questions concernant les femmes et la paix et la sécurité ;

b) *Prie* le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques du Secrétariat ainsi que les hauts fonctionnaires compétents de lui présenter, à l'occasion de leurs exposés périodiques, des informations actualisées sur les questions concernant les femmes et la paix et la sécurité, notamment les questions d'application ;

c) *Prie* le Secrétaire général, ses envoyés spéciaux et ses représentants spéciaux auprès des missions des Nations Unies de lui communiquer, à l'occasion de leurs exposés périodiques, des renseignements actualisés sur les progrès accomplis en ce qui concerne la participation des femmes, notamment dans le cadre de consultations avec la société civile, en particulier les organisations féminines, aux débats consacrés à la prévention et au règlement des conflits, au maintien de la paix et de la sécurité et à la consolidation de la paix après les conflits ;

---

<sup>253</sup> PBC/7/OC/3.

<sup>254</sup> Voir résolution 67/234 B de l'Assemblée générale.

*d) Prie* le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques de faire figurer systématiquement dans les rapports qu'ils lui adressent des informations et des recommandations sur les femmes et la paix et la sécurité ;

*e) Invite* toutes les commissions des Nations Unies chargées d'enquêter sur les situations dont il est saisi à lui communiquer dans leurs exposés des informations relatives aux effets différents des conflits armés sur les femmes et les filles, et notamment à recommander des dispositions propres à faire prévaloir le principe de responsabilité et à promouvoir la justice et la protection des victimes durant et après les conflits armés et dans les situations de transition ;

3. *Entend* mettre davantage l'accent sur les questions relatives aux femmes et à la paix et à la sécurité dans le cadre des travaux qu'il mène dans tous les domaines thématiques pertinents inscrits à son programme de travail, notamment la protection des civils en période de conflit armé, la consolidation de la paix après les conflits, la promotion et le renforcement de l'état de droit dans le contexte des activités de maintien de la paix et de la sécurité internationales, la paix et la sécurité en Afrique, les menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme, et le maintien de la paix et de la sécurité internationales ;

4. *Réaffirme qu'il entend*, lorsqu'il créera ou reconduira des missions des Nations Unies, inclure dans leur mandat des dispositions sur la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans les situations de conflit ou d'après conflit et, éventuellement, prévoir la nomination de conseillers pour la problématique hommes-femmes, et déclare également son intention de prévoir des dispositions visant à favoriser la protection des femmes et leur participation pleine et entière aux préparatifs électoraux, aux processus politiques, aux programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration, aux réformes du secteur de la sécurité et de la justice et aux dispositifs de relèvement après les conflits lorsque ces tâches font partie du mandat de la mission ;

5. *Prie* les responsables des missions de maintien de la paix des Nations Unies d'évaluer les violations des droits de l'homme dont les femmes sont victimes en période de conflit armé ou au lendemain des conflits, et prie les missions de maintien de la paix, agissant dans les limites de leur mandat, de parer aux problèmes de sécurité et de protection que rencontrent les femmes et les filles en période de conflit armé et au lendemain des conflits ;

6. *Déclare* qu'il importe que ses membres aient des échanges, au Siège et sur le terrain, avec la société civile, notamment les organisations féminines, et s'engage à prévoir des séances de dialogue avec les femmes et les organisations féminines locales lors de ses visites périodiques dans les zones de conflit ;

7. *Sait* qu'il faut que les femmes participent plus encore à tous les débats portant sur la prévention et le règlement des conflits armés, le maintien de la paix et de la sécurité et la consolidation de la paix après les conflits, et que ces débats fassent une place plus grande encore aux questions relatives à la problématique hommes-femmes, et, à cet égard :

*a) Prie* les envoyés spéciaux et les représentants spéciaux du Secrétaire général dans les missions des Nations Unies d'organiser, le plus tôt possible après leur déploiement, des consultations périodiques avec des organisations de femmes, des dirigeantes et des groupes de femmes marginalisées sur les plans social ou économique ;

*b) Engage* les États Membres concernés à mettre au point des mécanismes de financement spécialisés en vue d'appuyer l'action et d'étoffer les moyens des organisations qui soutiennent le renforcement des capacités de direction des femmes et leur participation pleine et entière, à tous les niveaux, à la prise de décisions concernant la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000), notamment d'augmenter les contributions apportées aux organisations de la société civile locales ;

*c) Prie* le Secrétaire général de renforcer, chez les membres des délégations prenant part aux pourparlers de paix et ceux des équipes d'appui à la médiation, la connaissance des incidences de la problématique hommes-femmes sur la consolidation de la paix, en dotant toutes les équipes d'appui à la médiation de compétences relatives à la problématique hommes-femmes ou en mettant des spécialistes de la question à leur disposition, le prie également d'appuyer la nomination de femmes aux postes de médiateur des Nations Unies et à des postes de haut niveau dans les équipes de médiation des Nations Unies, et engage toutes les parties aux pourparlers de paix à faciliter la participation pleine et égale des femmes à la prise de décisions ;

8. *Souligne* qu'il importe que les États Membres qui organisent des élections et mènent des réformes constitutionnelles à l'issue d'un conflit poursuivent leurs efforts, avec l'appui des entités des Nations Unies, pour

que les femmes puissent participer pleinement, sur un pied d'égalité, à toutes les étapes des processus électoraux et note qu'une attention particulière doit être accordée à la sécurité des femmes avant et durant les élections ;

9. *Engage* les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à accroître le pourcentage de femmes militaires ou policières déployées dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et à fournir à tous les membres des contingents et du personnel de police une formation qui les aidera à s'acquitter de leurs fonctions, et engage les entités des Nations Unies à élaborer des directives et des modules de formation adaptés, notamment des modules sur la prévention de la violence sexuelle et fondée sur le sexe s'appuyant sur l'analyse de situations concrètes et devant servir à la formation préalable au déploiement ;

10. *Souligne* qu'il importe de poursuivre l'action menée pour éliminer les obstacles qui empêchent les femmes d'accéder à la justice dans les situations de conflit et d'après conflit, notamment de réformer le droit, la justice et le secteur de la sécurité et d'adopter d'autres mécanismes en tenant compte de la problématique hommes-femmes ;

11. *Exhorte* toutes les parties concernées, y compris les États Membres, les entités des Nations Unies et les institutions financières, à appuyer le développement et le renforcement des capacités des institutions nationales, en particulier de l'appareil judiciaire et du système de santé, ainsi que des réseaux locaux de la société civile, afin que les femmes et les filles puissent bénéficier d'une aide durable pendant et après les conflits armés ;

12. *Engage* les États Membres à s'acquitter des obligations qui leur incombent dans la lutte contre l'impunité, à procéder à des enquêtes approfondies et à poursuivre les auteurs de crimes de guerre, d'actes de génocide, de crimes contre l'humanité et d'autres violations graves du droit international humanitaire, et note que la lutte contre l'impunité pour les crimes les plus graves au regard du droit international qui ont été commis contre des femmes et des filles a été renforcée grâce aux travaux de la Cour pénale internationale, des tribunaux spéciaux et mixtes, et des chambres spécialisées des tribunaux nationaux ;

13. *Rappelle* les dispositions applicables du droit international concernant le droit à réparation à raison de violations des droits individuels ;

14. *Demande instamment* aux États Membres et aux entités des Nations Unies de faire en sorte que les femmes puissent participer pleinement et véritablement aux initiatives visant à combattre et éliminer le transfert illicite et le détournement d'armes légères et de petit calibre ;

15. *Déclare de nouveau* qu'il compte organiser en 2015 un examen de haut niveau visant à faire le bilan des progrès accomplis aux niveaux mondial, régional et national dans l'application de la résolution 1325 (2000), à renouveler les engagements et à surmonter les obstacles et les difficultés qui sont apparus dans la mise en œuvre de ladite résolution, souligne avec préoccupation qu'à moins d'un changement radical, les femmes et la perspective des femmes resteront sous-représentées dans la prévention et le règlement des conflits, la protection et la consolidation de la paix, engage les États Membres, les organisations régionales concernées et les entités des Nations Unies qui ont adopté des dispositifs et des plans d'appui à l'application de la résolution à commencer à examiner leurs plans et objectifs de mise en œuvre, et invite les États Membres à évaluer les progrès accomplis, à accélérer la mise en œuvre et à se préparer à arrêter de nouveaux objectifs avant la tenue de l'examen de haut niveau prévu pour 2015 ;

16. *Invite* le Secrétaire général à faire réaliser, en prélude à l'examen de haut niveau, une étude mondiale sur l'application de la résolution 1325 (2000), qui mette en évidence les bonnes pratiques, les défauts et difficultés de mise en œuvre, les nouvelles tendances et les axes d'intervention prioritaires, et l'invite également à lui rendre compte des résultats de l'étude dans son rapport annuel de 2015 et à les mettre à la disposition de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ;

17. *Entend* faire de l'exécution du mandat relatif aux femmes et à la paix et à la sécurité l'objectif de l'une de ses visites périodiques sur le terrain, en prélude à l'examen de haut niveau de 2015 ;

18. *Prie* le Secrétaire général de continuer à lui présenter des rapports annuels faisant le bilan des progrès accomplis dans l'application de la résolution 1325 (2000), de lui présenter son prochain rapport d'ici à octobre 2014 et d'y présenter des renseignements sur les progrès accomplis par rapport à toutes les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité, en mettant en évidence les défauts et difficultés de mise en œuvre ;

19. *Décide* de demeurer activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7044<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 7160<sup>e</sup> séance, le 25 avril 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, du Canada, de la Colombie, de la Croatie, des Émirats arabes unis, de l'Équateur (Ministre de la défense nationale), de l'Espagne, de l'Estonie, du Guatemala, de l'Indonésie, de l'Irlande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Liechtenstein, de la Malaisie, du Maroc, du Mexique, du Myanmar, de la Namibie, du Népal, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, des Pays-Bas, du Portugal, de la République arabe syrienne, de Sao Tomé-et-Principe, de la Serbie, de la Slovénie, du Soudan, de Sri Lanka, de la Suède, de la Suisse, de la Trinité-et-Tobago, de la Turquie, de l'Uruguay et du Viet Nam à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Les femmes et la paix et la sécurité

« Violences sexuelles en période de conflit

« Rapport du Secrétaire général sur les violences sexuelles liées aux conflits (S/2014/181) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M<sup>me</sup> Zainab Hawa Bangura, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Rhoda Misaka du Groupe de travail des organisations non gouvernementales sur les femmes et la paix et la sécurité.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tété António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, et à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

---

### EXPOSÉ DU PRÉSIDENT DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE<sup>255</sup>

#### Décision

À sa 7051<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 28 octobre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

À sa 7051<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 28 octobre 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Exposé du Président de la Cour internationale de Justice ».

Avec l'assentiment du Conseil et agissant en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, le Président a invité le juge Peter Tomka, Président de la Cour internationale de Justice, à participer à la séance.

Les membres du Conseil ont entendu un exposé du juge Tomka.

Les membres du Conseil et le juge Tomka ont eu un échange de vues.

---

<sup>255</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2000 des résolutions et décisions sur cette question.



**EXPOSÉ DU PRÉSIDENT EN EXERCICE DE L'ORGANISATION POUR  
LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE<sup>256</sup>**

**Décisions**

À sa 7117<sup>e</sup> séance, le 24 février 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Exposé du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Didier Burkhalter, Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et Président de la Confédération suisse.

---

**RENCONTRE ENTRE LE CONSEIL DE SÉCURITÉ ET LES PAYS QUI  
FOURNISSENT DES CONTINGENTS OU DU PERSONNEL DE POLICE,  
ORGANISÉE CONFORMÉMENT AUX SECTIONS A ET B DE  
L'ANNEXE II DE LA RÉOLUTION 1353 (2001)<sup>256</sup>**

**A. Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre**

**Décisions**

À sa 7097<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 21 janvier 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 21 janvier 2014, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 7097<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

Le Président du Conseil de sécurité a invité M<sup>me</sup> Lisa Bittenheim, Représentante spéciale du Secrétaire général à Chypre et Chef de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, à participer à la séance conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont entendu un exposé présenté par M<sup>me</sup> Bittenheim.

À sa 7223<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 23 juillet 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 23 juillet 2014, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001), le Conseil de sécurité a tenu sa 7223<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

Le Président du Conseil de sécurité a invité M<sup>me</sup> Lisa Bittenheim, Représentante spéciale du Secrétaire général à Chypre et Chef de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, à participer à la séance, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ou de personnel de police ont entendu un exposé de M<sup>me</sup> Bittenheim par visioconférence depuis Nicosie.

---

<sup>256</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2001 des résolutions et décisions sur cette question.

## **B. Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement**

### **Décisions**

À sa 7079<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 10 décembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 10 décembre 2013, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 7079<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement.

Le Président du Conseil de sécurité a invité M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, à participer à la séance, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ont entendu un exposé de M. Ladsous.

Les membres du Conseil, M. Ladsous et les représentants des pays qui fournissent des contingents participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

À sa 7200<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 17 juin 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 17 juin 2014, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001), le Conseil de sécurité a tenu sa 7200<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations chargée d'observer le désengagement.

Le Président du Conseil de sécurité a invité M<sup>me</sup> Izumi Nakamitsu, Directrice de la Division Asie et Moyen-Orient du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat, à participer à la séance, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ont entendu un exposé présenté par M<sup>me</sup> Nakamitsu.

Les membres du Conseil, M<sup>me</sup> Nakamitsu et les représentants des pays fournisseurs de contingents participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

## **C. Force intérimaire des Nations Unies au Liban**

### **Décision**

À sa 7018<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 14 août 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser sa Présidente à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 14 août 2013, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 7018<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban.

Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M<sup>me</sup> Susan Allee, Chef d'une équipe opérationnelle intégrée pour le Moyen-Orient et le Sahara occidental du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat.

Les membres du Conseil, M<sup>me</sup> Allee et les représentants des pays fournisseurs de contingents participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

**D. Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental**

**Décision**

À sa 7156<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 16 avril 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser sa Présidente à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 16 avril 2014, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 7156<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.

La Présidente du Conseil de sécurité a invité M. Wolfgang Weisbrod-Weber, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Sahara occidental et Chef de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, à participer à la séance, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont entendu un exposé présenté par M. Weisbrod-Weber.

**E. Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo**

**Décision**

À sa 7133<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 12 mars 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser sa Présidente à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 12 mars 2014, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 7133<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

La Présidente du Conseil de sécurité a invité M. Martin Kobler, Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, à participer à la séance, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont entendu un exposé présenté par M. Kobler.

Les membres du Conseil, M. Kobler et les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

**F. Mission des Nations Unies au Libéria**

**Décision**

À sa 7021<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 22 août 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser sa Présidente à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 22 août 2013, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 7021<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Mission des Nations Unies au Libéria.

Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M<sup>me</sup> Karin Landgren,

Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Libéria et Chef de la Mission des Nations Unies au Libéria, par visioconférence depuis Monrovia.

Les membres du Conseil, M<sup>me</sup> Landgren et les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

### **G. Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire**

#### **Décision**

À sa 7195<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 9 juin 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 9 juin 2014, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 7195<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire.

Le Président du Conseil de sécurité a invité M<sup>me</sup> Aïchatou Mindouadou, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire et Chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, à participer à la séance, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont entendu un exposé de M<sup>me</sup> Mindouadou par visioconférence depuis Abidjan (Côte d'Ivoire).

Les membres du Conseil, M<sup>me</sup> Mindouadou et les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

### **H. Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti**

#### **Décisions**

À sa 7023<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 26 août 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser sa Présidente à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 26 août 2013, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 7023<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par M<sup>me</sup> Sandra Honoré, Représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti et Chef de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

Les membres du Conseil, M<sup>me</sup> Honoré et les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

À sa 7135<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 14 mars 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser sa Présidente à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 14 mars 2014, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001), le Conseil de sécurité a tenu sa 7135<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti.

La Présidente du Conseil a invité M. Carl Alexandre, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour Haïti, à participer à la séance, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont entendu un exposé présenté par M. Alexandre.

Les membres du Conseil, M. Alexandre et les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

#### **I. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali**

##### **Décision**

À sa 7201<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 17 juin 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

Le 17 juin 2014, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001) du 13 juin 2001, le Conseil de sécurité a tenu sa 7201<sup>e</sup> séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali.

Le Président du Conseil de sécurité a invité M. Albert Koenders, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, à participer à la séance, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

Le Conseil et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police ont entendu un exposé présenté par M. Koenders.

Les membres du Conseil, M. Koenders et les représentants des pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police participant à la rencontre ont eu un échange de vues.

---

#### **MENACES CONTRE LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES RÉSULTANT D'ACTES DE TERRORISME<sup>256</sup>**

##### **Décision**

À sa 7086<sup>e</sup> séance, le 17 décembre 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme ».

#### **Résolution 2129 (2013) du 17 décembre 2013**

*Le Conseil de sécurité,*

*Réaffirmant* que le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations constitue l'une des menaces les plus graves pour la paix et la sécurité internationales et que tous les actes de terrorisme sont criminels et injustifiables, quels qu'en soient le mobile, le moment et les auteurs, et demeurant résolu à contribuer encore à améliorer l'efficacité de l'action d'ensemble menée contre ce fléau à l'échelle mondiale,

*Constatant avec préoccupation* que le terrorisme reste une grave menace pour la paix et la sécurité internationales, la jouissance des droits de l'homme et le développement économique et social de tous les États Membres et compromet la stabilité et la prospérité dans le monde, et que cette menace est devenue plus diffuse, les actes de terrorisme, y compris ceux inspirés par l'intolérance ou l'extrémisme, se multipliant dans diverses régions du monde, se déclarant déterminé à combattre cette menace, et soulignant qu'il faut veiller à ce que la lutte contre le terrorisme demeure une priorité à l'échelon international,

*Conscient* que les interventions militaires, les mesures répressives et les activités de renseignement ne suffiront pas à elles seules à vaincre le terrorisme, et insistant sur la nécessité d'adopter des mesures pour remédier aux conditions qui favorisent la propagation du terrorisme, comme le veut la première des cinq idées maîtresses de la

Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies<sup>257</sup>, notamment de développer l'action menée en vue de prévenir les conflits de longue durée ou de les régler par des moyens pacifiques, et sur la nécessité de promouvoir l'état de droit, la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la bonne gouvernance, la tolérance et l'ouverture afin de proposer une solution viable à ceux que leur situation expose au recrutement à des fins terroristes et à l'extrémisme qui mène à la violence,

*Estimant* que le développement, la sécurité et les droits de l'homme se renforcent mutuellement et doivent impérativement être pris en compte pour lutter efficacement contre le terrorisme sous tous ses aspects, et soulignant qu'un objectif premier de toute stratégie antiterroriste doit être d'instaurer durablement la paix et la sécurité,

*Réaffirmant* que les États Membres doivent veiller à ce que les mesures qu'ils prennent pour lutter contre le terrorisme soient conformes aux obligations que leur impose le droit international, en particulier le droit international des droits de l'homme, le droit des réfugiés et le droit international humanitaire, soulignant que les mesures antiterroristes efficaces et le respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de l'état de droit sont complémentaires et se renforcent mutuellement, et sont indispensables au succès de la lutte contre le terrorisme, et notant qu'il importe de respecter l'état de droit pour prévenir et combattre efficacement le terrorisme,

*Réaffirmant également* que le terrorisme ne peut et ne saurait être associé à aucune religion, nationalité, civilisation ni à aucun groupe,

*Soulignant* que la poursuite des efforts internationaux visant à favoriser le dialogue et l'entente entre les civilisations pour éviter que telle ou telle religion ou culture soit systématiquement attaquée, ainsi que le règlement des conflits régionaux persistants et de l'ensemble des problèmes mondiaux, notamment ceux de développement, contribueront à renforcer la lutte internationale contre le terrorisme,

*Constatant avec une vive préoccupation* que l'incitation au terrorisme inspirée par l'extrémisme et l'intolérance est un obstacle de plus en plus sérieux à la jouissance des droits de l'homme, entrave le développement social et économique de tous les États et compromet la stabilité et la prospérité mondiales,

*Condamnant fermement* les enlèvements et les prises d'otage commis par des groupes terroristes quelle qu'en soit la finalité, y compris pour obtenir des fonds ou des concessions politiques, vivement préoccupé par le fait que les enlèvements se multiplient, et soulignant qu'il faut d'urgence régler ce problème,

*Rappelant* sa résolution 2122 (2013) du 18 octobre 2013, et réaffirmant qu'il entend mettre davantage l'accent sur les questions relatives aux femmes et à la paix et à la sécurité dans le cadre des travaux qu'il mène dans tous les domaines thématiques pertinents inscrits à son programme de travail, y compris les menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme,

*Se déclarant préoccupé* par le lien qui existe, dans certains cas, entre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée et les activités illicites, telles que le trafic de drogues et d'armes et la traite d'êtres humains, et le blanchiment d'argent, et soulignant qu'il faut renforcer la coordination de l'action menée aux niveaux national, sous-régional, régional et international pour apporter une réponse mondiale plus énergique à ce grave problème et à la menace qu'il constitue pour la sécurité internationale,

*Rappelant* que les États Membres ont l'obligation de prévenir et de réprimer le financement des actes terroristes ainsi que d'ériger en infraction le fait, pour leurs ressortissants ou sur leur territoire, de procurer ou de réunir délibérément, directement ou indirectement, et par quelque moyen que ce soit, des fonds que l'on prévoit d'utiliser, ou dont on sait qu'ils seront utilisés, pour perpétrer des actes de terrorisme,

*Réaffirmant* que les États Membres ont l'obligation de geler sans attendre les fonds et autres avoirs financiers ou ressources économiques des personnes qui commettent ou tentent de commettre des actes de terrorisme, y participent ou les facilitent, des entités détenues ou contrôlées directement ou indirectement par ces personnes, et des personnes et entités agissant au nom ou sur instruction de ces personnes et entités, y compris les fonds provenant de biens détenus ou contrôlés directement ou indirectement par ces personnes et des personnes et entités associées et les fonds générés par ces biens,

---

<sup>257</sup> Résolution 60/288 de l'Assemblée générale.

*Réaffirmant également* que les États Membres ont l'obligation d'interdire à leurs ressortissants ou à toute personne ou entité se trouvant sur leur territoire de mettre tous fonds, avoirs financiers, ressources économiques, services financiers ou services connexes, directement ou indirectement, à la disposition de personnes qui commettent des actes de terrorisme, cherchent à commettre de tels actes, les facilitent ou y participent, d'entités détenues ou contrôlées directement ou indirectement par ces personnes et de personnes ou d'entités agissant en leur nom ou sur leurs instructions,

*Considérant* que les sanctions sont un outil important de lutte contre le terrorisme, soulignant que les résolutions sur la question doivent être mises en œuvre rapidement et efficacement, en particulier ses résolutions 1267 (1999) du 15 octobre 1999 et 1989 (2011) du 17 juin 2011, qui sont des instruments essentiels dans la lutte contre le terrorisme, et réaffirmant qu'il reste résolu à faire en sorte que soient instituées des procédures régulières et claires pour l'inscription de personnes et d'entités sur les listes des comités des sanctions et pour leur radiation, ainsi que pour l'octroi de dérogations pour raison humanitaire,

*Prenant note* des efforts considérables déployés pour lutter contre le financement du terrorisme par les entités des Nations Unies et d'autres organes et forums multilatéraux, notamment le Groupe d'action financière, et engageant la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme à coopérer étroitement avec ces entités,

*Rappelant* que les États Membres ont l'obligation d'empêcher les mouvements des groupes terroristes, notamment en procédant à des contrôles efficaces aux frontières et, dans ce contexte, d'échanger rapidement des informations et de resserrer la coopération entre autorités compétentes afin d'empêcher les mouvements de terroristes et de groupes terroristes à destination ou en provenance de leur territoire, la fourniture d'armes aux terroristes et les activités de financement en faveur de terroristes,

*Soulignant* que les sanctuaires offerts aux terroristes restent un motif de préoccupation majeur et que tous les États Membres doivent coopérer sans réserve à la lutte contre le terrorisme de façon à identifier toute personne qui appuie ou facilite le financement, la planification, la préparation ou la commission d'actes de terrorisme, y participe ou essaie d'y participer, ou offre sanctuaire, à la priver de sanctuaire et à la traduire en justice, par le jeu du principe juger ou extradier,

*S'inquiétant* de ce que, dans une société mondialisée, les terroristes et leurs partisans utilisent de plus en plus les nouvelles technologies de l'information et des communications, en particulier Internet, pour leurs activités de recrutement et d'incitation à commettre des actes de terrorisme, ainsi que pour le financement, la planification et la préparation de leurs actes, et soulignant qu'il faut que les États Membres coopèrent pour empêcher les terroristes d'exploiter la technologie, les moyens de communication et d'autres ressources pour inciter à l'appui au terrorisme, tout en agissant dans le respect des droits de l'homme et libertés fondamentales et des autres obligations que leur impose le droit international,

*Rappelant* qu'il a décidé que les États devaient faire en sorte que les terroristes ne soient plus approvisionnés en armes, y compris en armes légères et de petit calibre, et qu'il a demandé aux États de trouver des moyens de développer et d'accélérer l'échange de données opérationnelles concernant le trafic d'armes et de coordonner davantage l'action menée aux niveaux national, sous-régional, régional et international,

*Estimant* qu'il importe que les institutions pénales soient capables de prévenir et de combattre efficacement le terrorisme dans le respect de l'état de droit et soulignant qu'il faut que les États Membres coopèrent davantage entre eux et avec les entités et organes subsidiaires des Nations Unies en vue de renforcer leurs capacités, y compris en appuyant les efforts déployés pour concevoir et mettre en œuvre des pratiques de lutte contre le terrorisme fondées sur l'état de droit,

*Sachant* que les États Membres rencontrent des difficultés en ce qui concerne la prise en charge des terroristes en détention et les engageant à collaborer et à mettre en commun les bonnes pratiques pour ce qui est de la prise en charge des terroristes dans des lieux de détention sûrs, correctement administrés et dûment réglementés, où les droits de l'homme sont respectés, et de la conception de programmes de réhabilitation et de réinsertion des terroristes condamnés, prenant note de l'assistance technique apportée dans ces domaines aux États Membres intéressés par l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et d'autres organismes compétents des Nations Unies, et invitant les États Membres intéressés à solliciter l'aide de ces organismes,

*Prenant note* du travail accompli par le Forum mondial de lutte contre le terrorisme, en particulier la publication de plusieurs documents-cadres et de bonnes pratiques, y compris dans les domaines de la lutte contre

l'extrémisme violent, de la justice pénale, des enlèvements contre rançon, de l'aide aux victimes du terrorisme et de la police de proximité, qui vient compléter les activités menées dans ces domaines par les entités des Nations Unies qui luttent contre le terrorisme, et engageant la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme à continuer de collaborer avec le Forum mondial dans le cadre des activités qu'elle mène avec les États Membres en vue d'assurer la pleine application des résolutions 1373 (2001) du 28 septembre 2001 et 1624 (2005) du 14 septembre 2005,

*Considérant* que les États Membres doivent empêcher les terroristes d'utiliser à des fins illégales les organisations non gouvernementales, les organisations à but non lucratif et les organisations caritatives, et demandant à ces organisations de prévenir et de contrecarrer, selon qu'il conviendra, toute exploitation de leur statut par des terroristes, rappelant cependant qu'il importe de respecter pleinement les droits à la liberté d'expression et d'association des membres de la société civile et la liberté de religion ou de conviction, et prenant note des documents dans lesquels le Groupe d'action financière formule des recommandations et des orientations,

*Exprimant sa profonde solidarité* avec les victimes du terrorisme et leur famille, soulignant qu'il importe de venir en aide à ces victimes et de leur apporter, ainsi qu'à leur famille, le soutien dont elles ont besoin pour surmonter leur chagrin et leur douleur, conscient que les réseaux de victimes et de survivants jouent un rôle important dans la lutte contre le terrorisme, notamment parce qu'ils dénoncent avec courage les idéologies violentes et extrémistes, et saluant et encourageant à cet égard les efforts déployés et les activités menées dans ce domaine par les États Membres et le système des Nations Unies, notamment l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme,

*Demandant de nouveau* aux États Membres de coopérer davantage et de faire preuve de plus de solidarité, notamment dans le cadre de mécanismes et d'accords bilatéraux et multilatéraux de prévention et de répression des attentats terroristes, les invitant à renforcer la coopération aux niveaux régional et sous-régional, constatant également que la collaboration et les activités interrégionales de formation, s'adressant, notamment, aux professionnels des services de maintien de l'ordre et des secteurs judiciaire et pénitentiaire et à leurs collaborateurs, selon qu'il convient, présentent des avantages certains, et constatant qu'il importe qu'une collaboration étroite soit établie au sein de toutes les administrations publiques et entre ces administrations, ainsi qu'entre elles et les organisations internationales, aux fins de la lutte contre le terrorisme et l'incitation au terrorisme,

*Demandant de nouveau* à tous les États de devenir parties dès que possible aux conventions internationales de lutte contre le terrorisme et aux protocoles additionnels, qu'ils soient ou non parties à des conventions régionales sur la question, et de s'acquitter intégralement des obligations créées par les conventions auxquelles ils sont parties,

*Sachant* que le soutien des collectivités locales, du secteur privé, de la société civile et des médias est important pour sensibiliser l'opinion à la menace terroriste et y faire face plus efficacement,

*Rappelant* sa résolution 1373 (2001) par laquelle il a décidé de créer le Comité contre le terrorisme, et rappelant également sa résolution 1624 (2005) et ses autres résolutions relatives aux menaces que les actes de terrorisme font peser sur la paix et la sécurité internationales,

*Rappelant en particulier* ses résolutions 1535 (2004) du 26 mars 2004, 1787 (2007) du 10 décembre 2007, 1805 (2008) du 20 mars 2008 et 1963 (2010) du 20 décembre 2010, qui ont trait à la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, rappelant également le rôle crucial que jouent le Comité contre le terrorisme et sa Direction exécutive pour ce qui est de veiller à l'application intégrale de ses résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005), et soulignant qu'il importe de mener des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique afin que les États Membres et les organisations régionales et sous-régionales soient mieux à même de donner effet à ces résolutions,

*Soulignant* le rôle central que joue l'Organisation des Nations Unies dans la lutte mondiale contre le terrorisme et se félicitant que l'Assemblée générale ait adopté la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies le 8 septembre 2006, et accueillant favorablement les activités menées par l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme selon les dispositions de la résolution 64/235 de l'Assemblée générale, en date du 24 décembre 2009, pour assurer la coordination et la cohérence générales de l'action antiterroriste du système des Nations Unies, ainsi que le rôle crucial qu'elle joue pour ce qui est de promouvoir la Stratégie antiterroriste et de faire en sorte que les organes subsidiaires compétents du Conseil de sécurité participent pleinement, dans la limite de leur mandat, à ses travaux et à ceux de ses groupes de travail,



*Prenant note* des travaux que mène le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, qui fait partie du Bureau de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, conformément à la résolution 66/10 de l'Assemblée générale, en date du 18 novembre 2011, et de son rôle dans le renforcement des moyens dont disposent les États Membres,

1. *Souligne* que le but premier du Comité contre le terrorisme est d'assurer l'application intégrale de la résolution 1373 (2001) et rappelle le rôle décisif joué par la Direction exécutive du Comité s'agissant d'aider ce dernier à s'acquitter de son mandat ;

2. *Décide* que la Direction exécutive conservera jusqu'au 31 décembre 2017 son statut de mission politique spéciale agissant sous la direction générale du Comité contre le terrorisme, et décide aussi de procéder à un examen à mi-parcours avant le 31 décembre 2015 ;

3. *Accueille avec satisfaction* l'adoption du rapport que lui a présenté le Comité contre le terrorisme aux fins de l'examen général de l'action de sa Direction exécutive de 2011 à 2013<sup>258</sup>, et se félicite de sa qualité ;

4. *Souligne* le rôle essentiel de la Direction exécutive au sein du système des Nations Unies, s'agissant d'évaluer les problèmes et les tendances dans le contexte de l'application des résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005), et de partager l'information, selon qu'il convient, avec les organismes des Nations Unies chargés de la lutte contre le terrorisme et les organisations internationales, régionales et sous-régionales compétentes, se félicite de l'approche thématique et régionale adoptée par la Direction exécutive en vue de répondre aux besoins de chaque État Membre et de chaque région en la matière et, à cet égard, engage la Direction exécutive à promouvoir la coopération internationale et l'application des résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005) ;

5. *Demande* à la Direction exécutive de recenser, en consultation avec les partenaires concernés, les problèmes, tendances et faits nouveaux en rapport avec les résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005), en tenant compte de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies<sup>257</sup>, selon qu'il convient, à tous les niveaux, et de conseiller le Comité sur les mesures concrètes que les États Membres pourraient prendre pour appliquer les résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005) ;

6. *Rappelle* que, conformément à la résolution 1963 (2010), la Direction exécutive a présenté au Comité des études sur la mise en œuvre au niveau mondial des résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005), et lui demande d'établir, d'ici au 31 décembre 2015, des versions actualisées de ces rapports ;

7. *Engage* la Direction exécutive à coopérer avec les États Membres et les organisations régionales et sous-régionales, à leur demande, en vue d'évaluer l'état de l'application des résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005) et de les aider à formuler des stratégies nationales et régionales de lutte contre le terrorisme visant à renforcer l'application de ces résolutions, et de communiquer le résultat de ses évaluations et toute autre information, selon qu'il convient, aux entités compétentes de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme ;

8. *Souligne* qu'il importe que la Direction exécutive présente au Comité les rapports de pays en temps voulu, engage le Comité et sa Direction exécutive à dialoguer avec les États Membres, selon qu'il convient, après avoir adopté les rapports de pays pertinents, et invite la Direction exécutive à organiser des activités de suivi régulières avec les États Membres concernés, selon qu'il convient ;

9. *Demande* à la Direction exécutive de faire rapport au Comité ponctuellement, périodiquement ou à la demande de celui-ci, oralement ou par écrit, sur ses travaux, notamment sur ses missions dans les États Membres, ses évaluations, sa participation à des réunions internationales et régionales au nom du Comité, et sur ses autres activités, y compris au stade de la planification, et à effectuer une étude annuelle et des projections concernant les activités visant à promouvoir l'application des résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005) et la coopération dans ce domaine ;

10. *Demande également* à la Direction exécutive de divulguer, avec l'accord des États Membres concernés, les informations figurant dans les études et évaluations nationales relatives à la lutte antiterroriste, et lui demande également de divulguer, sous réserve de l'approbation du Comité, des renseignements sur les capacités régionales de lutte contre le terrorisme, selon qu'il convient ;

---

<sup>258</sup> S/2013/722, annexe.

11. *Engage* la Direction exécutive, agissant en étroite coopération avec les donateurs et les fournisseurs d'assistance technique bilatéraux et multilatéraux, notamment les organismes des Nations Unies chargés de la lutte contre le terrorisme, à continuer de collaborer avec les États Membres et les organisations régionales et sous-régionales, à leur demande et conformément aux résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005), pour faciliter la fourniture d'une assistance technique, notamment en encourageant le dialogue entre prestataires et bénéficiaires de l'aide au renforcement des capacités, et engage la Direction exécutive, selon qu'il convient, à évaluer l'incidence de ses activités liées au renforcement des capacités et à la coopération au titre de projets financés par des donateurs ;

12. *Engage également* la Direction exécutive, agissant en étroite coopération avec l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et ses groupes de travail concernés, de continuer à faire une large place à la résolution 1624 (2005) dans le dialogue qu'elle mène avec les États Membres, et à s'employer avec eux à élaborer, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international, des stratégies qui prévoient, entre autres, la lutte contre l'incitation aux actes de terrorisme motivés par l'extrémisme et l'intolérance, et à faciliter la fourniture d'une assistance technique pour l'application de la résolution, comme le prévoient celle-ci et la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies ;

13. *Réaffirme* que les États Membres doivent s'abstenir d'apporter quelque forme d'appui que ce soit, actif ou passif, aux entités ou personnes impliquées dans des actes de terrorisme, notamment en réprimant le recrutement de membres de groupes terroristes et en mettant fin à l'approvisionnement en armes des terroristes, et engage la Direction exécutive à continuer de tenir pleinement compte de cette obligation dans toutes ses activités ;

14. *Prend note* de l'évolution du lien qui existe entre le terrorisme et les technologies de l'information et des communications, en particulier Internet, et de l'usage qui est fait de ces technologies pour commettre des actes de terrorisme ou faciliter leur commission, notamment pour recruter, inciter à commettre, financer et planifier de tels actes, et demande à la Direction exécutive, agissant en consultation avec les États Membres, les organisations internationales, régionales et sous-régionales, le secteur public et les organisations de la société civile, de continuer à s'occuper de cette question et de conseiller le Comité sur les nouvelles mesures qui pourraient être prises ;

15. *Rappelle* l'adoption par le Forum mondial de lutte contre le terrorisme du Mémorandum d'Alger sur les bonnes pratiques en matière de prévention des enlèvements contre rançon par des terroristes et d'élimination des avantages qui en découlent, et engage la Direction exécutive à tenir compte de ce texte, selon qu'il convient, conformément à son mandat, notamment dans le cadre de ses activités de renforcement des capacités des États Membres ;

16. *Exprime sa profonde solidarité* avec les victimes du terrorisme et leur famille, et engage la Direction exécutive, en étroite coopération avec l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et ses groupes de travail compétents, à tenir compte du rôle important que peuvent jouer les réseaux de victimes et de survivants dans la lutte contre le terrorisme ;

17. *Prend note* des normes internationales détaillées énoncées dans les quarante recommandations révisées du Groupe d'action financière sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération, et engage la Direction exécutive à travailler en étroite collaboration avec le Groupe d'action financière, notamment dans le cadre du processus d'évaluations mutuelles du Groupe, en s'employant à promouvoir une application effective des recommandations relatives à la lutte contre le financement du terrorisme ;

18. *Engage* la Direction exécutive à poursuivre le dialogue avec les États Membres, avec leur accord, sous différentes formes, notamment aux fins d'envisager la prestation de conseils appropriés concernant l'élaboration de stratégies nationales globales et intégrées de lutte contre le terrorisme et de mécanismes de mise en œuvre de ces stratégies s'intéressant aux facteurs qui sous-tendent les activités terroristes, conformément aux obligations que leur impose le droit international, et en étroite coopération avec l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et ses groupes de travail, en vue d'assurer la cohérence et la complémentarité des efforts et d'éviter les doubles emplois ;

19. *Est conscient* des avantages que présente une approche globale de la prévention de la propagation du terrorisme et de l'extrémisme violent, conformément aux résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005) et, à cet égard, invite la Direction exécutive, selon qu'il convient et agissant en consultation avec les États Membres concernés, à approfondir le dialogue et à renforcer les partenariats avec les organisations internationales, régionales et sous-régionales, la société civile, les milieux universitaires et d'autres entités en vue de mener des travaux de recherche, de recueillir des informations et de recenser les pratiques optimales et, dans ce contexte, à appuyer les efforts

déployés par le Comité pour promouvoir l'application des résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005), et souligne l'importance du dialogue avec les organismes de développement ;

20. *Souligne* qu'il importe que la Direction exécutive, le Comité et les États Membres s'engagent dans un dialogue adapté, et encourage le Comité et sa Direction exécutive à continuer d'organiser des réunions auxquelles participent les responsables de la lutte antiterroriste des États Membres et des organisations internationales, régionales et sous-régionales compétentes, consacrées à un thème ou à une région en rapport avec la mise en œuvre des résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005) ;

21. *Rappelle* aux États Membres que l'efficacité de la lutte contre le terrorisme et le respect des droits de l'homme sont complémentaires, se renforcent mutuellement et constituent un aspect essentiel de la lutte antiterroriste, note l'importance du respect de l'état de droit pour l'efficacité de la lutte contre le terrorisme et encourage la Direction exécutive à renforcer ses activités dans ce domaine afin que toutes les questions liées aux droits de l'homme et à l'état de droit en rapport avec l'application des résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005) soient traitées de façon cohérente et impartiale, y compris, selon qu'il convient, lors de missions dans les pays organisées avec l'accord de l'État Membre concerné et dans le cadre de la prestation de services d'assistance technique ;

22. *Prie* le Comité contre le terrorisme de lui rendre compte oralement, par la voix de son Président, au moins une fois par an, de l'ensemble de ses activités et de celles de sa Direction exécutive, s'il y a lieu en même temps que les présidents du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) et du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004), annonce qu'il compte tenir des consultations au moins une fois par an sur les travaux du Comité contre le terrorisme, et prie par ailleurs le Comité de tenir des réunions périodiques, consacrées à une région ou à un thème donné, pour tous les États Membres ;

23. *Réaffirme* qu'il convient de renforcer la coopération actuelle entre le Comité contre le terrorisme, le Comité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) et le Comité créé par la résolution 1540 (2004), ainsi qu'avec leurs groupes d'experts respectifs, notamment par un échange accru et systématique d'informations, selon qu'il convient, et la coordination des séjours dans les pays, de la participation aux ateliers, des activités d'assistance technique, des relations avec les organisations et organismes internationaux, régionaux et sous-régionaux grâce notamment au partage des mêmes bureaux de liaison régionaux, selon qu'il convient et conformément à leurs mandats respectifs, et d'autres questions concernant les trois comités, exprime son intention de donner des directives aux comités dans les domaines d'intérêt commun afin de leur permettre de mieux coordonner leurs efforts dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, et souligne qu'il importe que la Direction exécutive et les entités de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme partagent les mêmes locaux et prennent les mesures nécessaires pour réaliser cet objectif ;

24. *Demande* à la Direction exécutive de renforcer sa coopération avec les comités créés par les résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011), 1988 (2011), 1373 (2001) et 1540 (2004) et leurs groupes d'experts respectifs ;

25. *Engage* la Direction exécutive à renforcer le dialogue et les échanges d'informations avec les envoyés spéciaux, le Département des affaires politiques et le Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat, y compris au stade de la planification des missions, selon qu'il convient, pour ce qui a trait à l'application des résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005) ;

26. *Se félicite* de la participation active de la Direction exécutive aux activités menées dans le cadre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, y compris dans le cadre de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et de ses groupes de travail, créée pour assurer la coordination et la cohérence générale de l'action antiterroriste menée par le système des Nations Unies, et l'engage à poursuivre dans cette voie ;

27. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7086<sup>e</sup> séance.*

#### Décision

À sa 7101<sup>e</sup> séance, le 27 janvier 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme ».

**Résolution 2133 (2014)**  
**du 27 janvier 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Réaffirmant* que le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations constitue une des menaces les plus graves contre la paix et la sécurité internationales et que tous les actes de terrorisme sont criminels et injustifiables, quels qu'en soient le mobile, le moment et les auteurs et réaffirmant également qu'il est impératif de combattre par tous les moyens, dans le respect de la Charte des Nations Unies, les menaces que les actes de terrorisme font peser sur la paix et la sécurité internationales,

*Rappelant* toutes ses résolutions et les déclarations de son Président concernant les menaces que les actes de terrorisme font peser sur la paix et la sécurité internationales,

*Réaffirmant* l'obligation faite aux États Membres de prévenir et de réprimer le financement des actes terroristes,

*Rappelant* les instruments internationaux de lutte contre le terrorisme, notamment la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme<sup>259</sup> et la Convention internationale contre la prise d'otages<sup>260</sup>,

*Condamnant fermement* les enlèvements et les prises d'otages perpétrés par des groupes terroristes quel qu'en soit le but, y compris celui d'obtenir des fonds ou des concessions politiques,

*Préoccupé* par la multiplication des enlèvements et des prises d'otages imputables à des groupes terroristes agissant dans le dessein d'obtenir des fonds ou des concessions politiques, en particulier celle des enlèvements commis par Al-Qaïda et les groupes qui lui sont associés, et soulignant que les rançons versées à des terroristes financent de futurs enlèvements et prises d'otages, multipliant ainsi le nombre des victimes et perpétuant le problème,

*Déterminé* à prévenir les enlèvements et prises d'otages perpétrés par des groupes terroristes et à faire en sorte que les otages soient libérés sains et saufs sans qu'il soit versé de rançon ou accordé quelque concession politique, et ce, dans le respect du droit international applicable, et prenant note à cet égard de l'œuvre accomplie par le Forum mondial de lutte contre le terrorisme, en particulier la publication par celui-ci de plusieurs documents-cadres et de bonnes pratiques, y compris en ce qui concerne les enlèvements contre rançon, qui vient compléter les activités menées dans ce domaine par les entités des Nations Unies qui luttent contre le terrorisme,

*Considérant* qu'il faut redoubler d'efforts pour soutenir les victimes et ceux qui sont touchés par les enlèvements contre rançon et prises d'otages perpétrés par des groupes terroristes et se soucier spécialement de protéger la vie des otages et des personnes victimes d'enlèvement, et réaffirmant que les États doivent veiller à ce que toutes mesures qu'ils prennent pour lutter contre le terrorisme soient conformes aux obligations que leur impose le droit international, en particulier le droit international des droits de l'homme, le droit des réfugiés et le droit international humanitaire, selon qu'il convient,

*Prenant note* de la décision issue du Sommet du Groupe des Huit tenu à Lough Erne les 17 et 18 juin 2013, de s'attaquer à la menace que sont les enlèvements contre rançon perpétrés par des terroristes, d'envisager les mesures de prévention que la communauté internationale pourrait adopter dans ce sens et d'encourager la poursuite de la réflexion par les experts, y compris dans le cadre du Groupe Lyon-Rome, le but étant de mieux cerner le problème, et prenant note également du paragraphe 225.6 du Document final<sup>261</sup> de la seizième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, dans lequel ceux-ci ont condamné les actes criminels que sont les prises d'otages accompagnées de la demande, par des groupes terroristes, de rançon et/ou de concessions politiques,

*Déterminé* à soutenir les efforts tendant à empêcher les terroristes d'avoir accès à des fonds et à des services financiers, notamment les travaux que mènent les organes des Nations Unies chargés de la lutte contre le terrorisme et le Groupe d'action financière pour renforcer la lutte contre le blanchiment de capitaux et les circuits de financement du terrorisme à l'échelle mondiale,

---

<sup>259</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2178, n° 38349.

<sup>260</sup> *Ibid.*, vol. 1316, n° 21931.

<sup>261</sup> S/2012/752, annexe I.

*S'inquiétant* que, dans une société mondialisée, les terroristes et leurs partisans utilisent de plus en plus les nouvelles technologies de l'information et des communications, en particulier Internet, aux fins de recrutement et d'incitation à commettre des actes de terrorisme, ainsi que de financement, de planification et de préparation de leurs activités,

*Rappelant* ses résolutions 1904 (2009) du 17 décembre 2009, 1989 (2011) du 17 juin 2011 et 2083 (2012) du 17 décembre 2012, qui confirment notamment que les prescriptions énoncées à l'alinéa *a* de leur paragraphe 1 visent également le paiement de rançons à des personnes, groupes, entreprises ou entités inscrits sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida,

*Réaffirmant* que les actes de terrorisme et les méthodes et pratiques terroristes sont contraires aux buts et principes des Nations Unies, de même que le fait de sciemment financer et de planifier des actes de terrorisme ou d'inciter à des actes de terrorisme,

1. *Réaffirme* sa résolution 1373 (2001) du 28 septembre 2001, dans laquelle il a décidé en particulier que tous les États doivent prévenir et réprimer le financement des actes de terrorisme et s'abstenir d'apporter quelque forme d'appui que ce soit, actif ou passif, aux entités ou personnes impliquées dans des actes de terrorisme, notamment en réprimant le recrutement de membres de groupes terroristes et en mettant fin à l'approvisionnement en armes des terroristes ;

2. *Réaffirme également* la décision qu'il a prise dans sa résolution 1373 (2001), à savoir que tous les États doivent interdire à leurs nationaux ou à toute personne ou entité se trouvant sur leur territoire de mettre des fonds, avoirs financiers ou ressources économiques ou services financiers ou autres services connexes, directement ou indirectement, à la disposition de personnes qui commettent ou tentent de commettre des actes de terrorisme, les facilitent ou y participent, d'entités appartenant à ces personnes ou contrôlées, directement ou indirectement, par elles et de personnes et entités agissant pour le compte ou sur instruction de ces personnes ;

3. *Demande* à tous les États Membres d'empêcher les terroristes de profiter directement ou indirectement de rançons ou de concessions politiques, et de faire en sorte que les otages soient libérés sains et saufs ;

4. *Demande également* à tous les États Membres d'œuvrer en étroite coopération en présence d'enlèvements ou de prises d'otages commis par des groupes terroristes ;

5. *Réaffirme* la décision qu'il a prise dans sa résolution 1373 (2001), à savoir que tous les États doivent se prêter mutuellement la plus grande assistance à l'occasion d'enquêtes criminelles ou de poursuites pénales relatives au financement d'actes de terrorisme ou à l'appui à de tels actes ;

6. *Considère* qu'il est nécessaire pour les experts d'approfondir la réflexion sur les enlèvements contre rançon perpétrés par des terroristes et demande aux États Membres de poursuivre les débats d'experts au sein de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales ou régionales compétentes, notamment le Forum mondial de lutte contre le terrorisme, le but étant de dégager les mesures complémentaires que la communauté internationale pourrait prendre pour prévenir les enlèvements et empêcher les terroristes d'en profiter directement ou indirectement ou d'avoir recours aux enlèvements pour obtenir des fonds ou des concessions politiques ;

7. *Note* que les rançons versées à des groupes terroristes constituent l'une des sources de revenus qui viennent soutenir l'effort de recrutement mené par ces groupes, renforcer leur capacité opérationnelle d'organiser et de perpétrer des attentats terroristes, et encourager la pratique des enlèvements contre rançon ;

8. *Engage* le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) (le Comité contre le terrorisme) à tenir, avec l'aide de spécialistes de la question, une réunion extraordinaire à laquelle participeraient les États Membres et les organisations internationales et régionales compétentes afin de débattre des mesures visant à empêcher les groupes terroristes de perpétrer des enlèvements et des prises d'otages dans le but d'obtenir des fonds ou des concessions politiques, et demande au Comité contre le terrorisme de faire rapport au Conseil sur les résultats de cette réunion ;

9. *Rappelle* que le Forum mondial de lutte contre le terrorisme a adopté le Mémoire d'Alger sur les bonnes pratiques en matière de prévention des enlèvements contre rançon par des terroristes et d'élimination des avantages qui en découlent et engage la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme à en tenir compte, selon qu'il conviendra, dans le respect de son mandat, y compris pour ce qui est de faciliter le renforcement des capacités des États Membres ;

10. *Demande* à tous les États Membres d'encourager les partenaires du secteur privé à adopter ou à respecter les lignes directrices et bonnes pratiques applicables pour prévenir les enlèvements terroristes ou y faire face sans verser de rançon ;

11. *Demande également* à tous les États Membres de coopérer et d'engager un dialogue avec tous les organes des Nations Unies chargés de la lutte contre le terrorisme, selon qu'il conviendra, l'objectif étant de leur donner les moyens de lutter contre le financement du terrorisme, notamment lorsque les fonds proviennent de rançons ;

12. *Encourage* l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011), et le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011) et les autres organes des Nations Unies chargés de la lutte contre le terrorisme d'œuvrer en étroite coopération lorsqu'ils fournissent des renseignements sur les mesures prises par les États Membres sur la question ainsi que sur les tendances et l'évolution dans ce domaine ;

13. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7101<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 7198<sup>e</sup> séance, le 17 juin 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme ».

### Résolution 2160 (2014) du 17 juin 2014

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses précédentes résolutions sur le terrorisme international et la menace qu'il constitue pour l'Afghanistan, en particulier ses résolutions 1267 (1999) du 15 octobre 1999, 1333 (2000) du 19 décembre 2000, 1363 (2001) du 30 juillet 2001, 1373 (2001) du 28 septembre 2001, 1390 (2002) du 16 janvier 2002, 1452 (2002) du 20 décembre 2002, 1455 (2003) du 17 janvier 2003, 1526 (2004) du 30 janvier 2004, 1566 (2004) du 8 octobre 2004, 1617 (2005) du 29 juillet 2005, 1624 (2005) du 14 septembre 2005, 1699 (2006) du 8 août 2006, 1730 (2006) du 19 décembre 2006, 1735 (2006) du 22 décembre 2006, 1822 (2008) du 30 juin 2008, 1904 (2009) du 17 décembre 2009, 1988 (2011) et 1989 (2011) toutes deux du 17 juin 2011, 2082 (2012) du 17 décembre 2012 et 2083 (2012) toutes deux du 17 décembre 2012 et 2133 (2014) du 27 janvier 2014, ainsi que les déclarations de son Président sur la question,

*Rappelant également* ses résolutions antérieures dans lesquelles il a prorogé jusqu'au 17 mars 2015 le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan défini dans sa résolution 2145 (2014) du 17 mars 2014,

*Rappelant en outre* ses résolutions sur l'enrôlement et l'utilisation d'enfants dans les conflits armés, et se déclarant vivement préoccupé par l'état de la sécurité en Afghanistan, en particulier les violences terroristes que commettent les Taliban, Al-Qaïda et autres groupes extrémistes violents, les groupes armés illégaux, les criminels et les trafiquants de stupéfiants, ainsi que par les liens étroits entre activités terroristes et insurrectionnelles et drogues illégales, qui menacent la population locale, notamment les enfants, les forces nationales de sécurité et le personnel militaire et civil international,

*Saluant* le processus par lequel l'Afghanistan et ses partenaires régionaux et internationaux concluent des partenariats stratégiques à long terme et d'autres accords visant à assurer l'avènement d'un Afghanistan pacifique, stable et prospère,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de l'Afghanistan,

*Soulignant* qu'il est important qu'un processus politique sans exclusive vienne soutenir en Afghanistan l'entreprise de réconciliation de tous les citoyens,

*Reconnaissant* que l'état de sécurité a évolué en Afghanistan et que certains membres des Taliban ont rallié le Gouvernement afghan et rejeté l'idéologie terroriste d'Al-Qaïda et de ses partisans et soutiennent la recherche d'une solution pacifique au conflit qui perdure en Afghanistan,

*Reconnaissant également* que, malgré l'évolution de la situation et les progrès de la réconciliation, la situation en Afghanistan reste une menace contre la paix et la sécurité internationales, réaffirmant qu'il faut repousser cette menace par tous les moyens dans le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international, y compris le droit des droits de l'homme, le droit des réfugiés ou le droit humanitaire applicable, et insistant sur l'importance du rôle que l'Organisation des Nations Unies joue dans cette entreprise,

*Réaffirmant sa ferme volonté* de soutenir le Gouvernement afghan dans l'action qu'il mène pour faire avancer le processus de paix et de réconciliation, par l'intermédiaire notamment du Haut Conseil pour la paix et la mise en œuvre du Programme afghan pour la paix et la réintégration, conformément au communiqué de la Conférence de Kaboul, en date du 20 juillet 2010, et aux conclusions de la Conférence de Bonn<sup>262</sup> et dans le cadre de la Constitution afghane et des procédures qu'il a énoncées dans ses résolutions 1988 (2011) et 2082 (2012) et ses autres résolutions sur la question,

*Se félicitant* de la décision prise par certains membres des Taliban de se réconcilier avec le Gouvernement afghan, de n'entretenir aucun lien avec les organisations terroristes internationales, y compris Al-Qaida, de respecter la Constitution, y compris ses dispositions relatives aux droits de l'homme, notamment les droits de la femme, et de soutenir la recherche d'une solution pacifique au conflit qui perdure en Afghanistan, et exhortant toutes les personnes, tous les groupes et toutes les entreprises et entités réputés associés aux Taliban dans la menace qu'ils constituent pour la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan à accepter l'offre de réconciliation du Gouvernement,

*Se déclarant à nouveau vivement préoccupé* par l'état de la sécurité en Afghanistan, en particulier les violences terroristes que continuent de commettre les Taliban, Al-Qaida et autres groupes extrémistes violents, les groupes armés illégaux, les criminels, les terroristes et ceux qui se livrent au courtage illicite en armes et en matériel connexe et au trafic d'armes et à la production, au trafic ou au commerce de drogues illégales, ainsi que par les liens étroits entre activités terroristes et insurrectionnelles et drogues illégales, qui menacent la population locale, notamment les femmes, les enfants, les forces de sécurité nationales et le personnel militaire et civil international, y compris le personnel des organisations humanitaires et de développement,

*Soulignant* l'importance des opérations d'aide humanitaire et condamnant tous les actes et toutes les menaces de violence visant le personnel des Nations Unies et les acteurs humanitaires et toute politisation de l'aide humanitaire par les Taliban et les groupes ou personnes qui leur sont associés,

*Réaffirmant* la nécessité de faire en sorte que le régime de sanctions actuel concoure effectivement à la lutte contre l'insurrection et soutienne l'effort de promotion de la réconciliation que fait le Gouvernement afghan pour rétablir la paix, la stabilité et la sécurité dans le pays,

*Notant* que le Gouvernement afghan lui a demandé de soutenir la réconciliation nationale, notamment en radiant des listes de particuliers et d'entités visés par les régimes de sanctions de l'Organisation le nom de personnes qui se rallient et ont cessé de mener ou de soutenir des activités qui menacent la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan,

*Exprimant son intention* d'envisager de lever le moment venu les sanctions frappant ceux qui se rallient,

*Se félicitant* des exposés que le Président du Haut Conseil pour la paix a présentés au Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) en décembre 2012 et 2013, signe de la coopération étroite entre le Conseil de sécurité et les Afghans qui œuvrent pour la paix et la réconciliation nationale en Afghanistan,

*Insistant* sur le rôle central que l'Organisation continue de jouer en toute impartialité dans la promotion de la paix, de la stabilité et de la sécurité en Afghanistan, et exprimant sa gratitude et son ferme soutien au Secrétaire général et à son Représentant spécial pour l'Afghanistan pour ce qu'ils font afin d'accompagner les efforts de paix et de réconciliation du Haut Conseil pour la paix,

*Renouvelant son soutien* à la lutte contre la production illicite et le trafic de stupéfiants en provenance d'Afghanistan et de précurseurs chimiques à destination de ce pays dans les pays voisins, les pays situés sur les itinéraires de contrebande, les pays de destination et les pays qui fabriquent les précurseurs,

---

<sup>262</sup> S/2011/762, annexe.

*Rappelant* sa résolution 2133 (2014) et la publication par le Forum mondial de lutte contre le terrorisme du Mémoire d'Alger sur les bonnes pratiques en matière de prévention des enlèvements contre rançon par des terroristes et d'élimination des avantages qui en découlent, condamnant fermement les enlèvements et les prises d'otages perpétrés par des groupes terroristes quel qu'en soit le but, y compris celui d'obtenir des fonds ou des concessions politiques, déterminé à prévenir les enlèvements et prises d'otages perpétrés par des groupes terroristes et à faire en sorte que les otages soient libérés sains et saufs sans qu'il soit versé de rançon ou accordé quelque concession politique, et ce, dans le respect du droit international applicable, demandant à tous les États Membres d'empêcher les terroristes de profiter directement ou indirectement de rançons ou de concessions politiques, et de faire en sorte que les otages soient libérés sains et saufs, et réaffirmant qu'il faut que tous les États Membres œuvrent en étroite coopération en cas d'enlèvements ou de prises d'otages commis par des groupes terroristes,

*S'inquiétant* que, dans une société mondialisée, les terroristes et leurs partisans utilisent de plus en plus les nouvelles technologies de l'information et des communications, en particulier Internet, pour faciliter la commission d'actes de terrorisme ou pour recruter et inciter à commettre, financer et planifier de tels actes,

*Estimant* qu'il importe de publier la liste des personnes et des entités visées par les sanctions imposées en Afghanistan et contre les Taliban en dari et en pachto,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte,

## Mesures

1. *Décide* que tous les États prendront les mesures ci-après à l'encontre des personnes et entités qui, avant la date d'adoption de la résolution 1988 (2011), étaient désignées comme Taliban, ainsi que des autres personnes, groupes, entreprises et entités associés aux Taliban dans la menace qu'ils constituent pour la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan, désignés par le Comité du Conseil de sécurité créé en application du paragraphe 30 de la résolution 1988 (2011) (le Comité) (ci-après « la Liste ») :

*a)* Bloquer sans retard les fonds et autres avoirs financiers et ressources économiques des personnes, groupes, entreprises et entités en question, y compris les fonds provenant de biens leur appartenant ou contrôlés directement ou indirectement par eux ou par les personnes agissant pour leur compte ou sur leurs instructions, et veiller à ce que ni ces fonds, ni d'autres fonds, actifs ou ressources économiques ne soient mis à la disposition, directement ou indirectement, de ces personnes, groupes, entreprises et entités par leurs nationaux ou par des personnes se trouvant sur leur territoire ;

*b)* Empêcher l'entrée sur leur territoire ou le transit par leur territoire des personnes en question, étant entendu qu'aucune disposition du présent paragraphe n'oblige un État à refuser à ses propres nationaux l'entrée ou le séjour sur son territoire et que le présent paragraphe ne s'applique pas dans les cas où l'entrée ou le transit sont nécessaires à une procédure judiciaire ni lorsque le Comité détermine au cas par cas uniquement que l'entrée ou le transit se justifient, notamment quand il concourt directement à l'entreprise de réconciliation du Gouvernement afghan ;

*c)* Empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects aux personnes, groupes, entreprises et entités en question, à partir de leur territoire, ou par leurs nationaux se trouvant hors de leur territoire, ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, d'armes et de matériel connexes de tout type, y compris les armes et les munitions, les véhicules et le matériel militaires, l'équipement paramilitaire et les pièces de rechange pour le matériel susmentionné, ainsi que la fourniture de conseils techniques, d'assistance ou de formation en matière d'arts militaires ;

2. *Décide également* que les actes et activités indiquant qu'il y a lieu d'inscrire telle personne, tel groupe, telle entreprise ou telle entité sur la Liste en application du paragraphe 1 ci-dessus sont les suivants :

*a)* Le fait de concourir à financer, à organiser, à faciliter, à préparer ou à exécuter des actes ou activités sous le nom, pour le compte et à l'appui de ceux qui étaient précédemment désignés comme Taliban, ou de concert avec eux ;

*b)* Le fait de fournir, de vendre ou de transférer des armements ou du matériel connexe à ces personnes ;

*c)* Le fait de recruter pour le compte de ces personnes ; ou



d) Le fait de soutenir de toute autre manière les actes ou les activités des personnes précédemment désignées et des autres personnes, groupes, entreprises et entités associés aux Taliban dans la menace qu'ils constituent pour la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan ;

3. *Confirme* qu'il y a lieu d'inscrire sur la Liste toute personne ou tout groupe, toute entreprise ou entité qui est possédée ou contrôlée directement ou indirectement par toute personne, tout groupe, toute entreprise ou entité inscrits sur la Liste ou qui les soutiennent de quelque manière ;

4. *Constate* que les moyens de financement ou d'assistance dont il s'agit comprennent sans s'y limiter le produit d'activités criminelles, dont la culture, la production et le trafic de stupéfiants en provenance d'Afghanistan ou ayant transité par le pays et le trafic de leurs précurseurs à destination de l'Afghanistan, et insiste sur la nécessité d'empêcher les personnes ou entités qui sont associées aux Taliban dans la menace qu'ils constituent pour la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan de bénéficier directement ou indirectement d'activités interdites par la présente résolution, ainsi que de l'exploitation illégale des ressources naturelles du pays ;

5. *Confirme* que les prescriptions de l'alinéa a du paragraphe 1 ci-dessus visent tous les emplois de fonds ou autres avoirs financiers ou ressources économiques aux fins du voyage de toute personne inscrite sur la Liste, notamment pour financer les dépenses relatives au transport et au logement, et que ces fonds ou autres avoirs financiers ou ressources économiques liés au voyage ne peuvent être fournis qu'en application des procédures de dérogation définies aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1452 (2002), tels que modifiés par la résolution 1735 (2006), et au paragraphe 12 ci-dessous ;

6. *Confirme également* que les prescriptions de l'alinéa a du paragraphe 1 ci-dessus visent tous les types de ressources économiques et financières – y compris, mais sans s'y limiter, celles qui servent à financer l'hébergement de sites Web et d'autres services connexes – utilisées pour soutenir les personnes, groupes, entreprises et entités inscrits sur la Liste ainsi que les personnes, groupes, entreprises et entités associés aux Taliban dans la menace qu'ils constituent pour la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan ;

7. *Confirme en outre* que les prescriptions de l'alinéa a du paragraphe 1 ci-dessus visent également le paiement – direct ou indirect – de rançons à des personnes, groupes, entreprises ou entités inscrits sur la Liste, ou pour leur compte, quel que soit le mode de paiement de la rançon ou l'auteur du paiement ;

8. *Décide* que les États Membres pourront autoriser le versement à des comptes bloqués en vertu des dispositions du paragraphe 1 ci-dessus de tout paiement destiné à toute personne, tout groupe, toute entreprise ou toute entité inscrits sur la Liste étant entendu que tous les paiements resteront assujettis aux dispositions dudit paragraphe et resteront à ce titre bloqués ;

9. *Décide également* que les États, afin d'empêcher que ceux qui sont associés aux Taliban et autres personnes, groupes, entreprises et entités obtiennent, manipulent, stockent, utilisent ou cherchent à acquérir tous les types d'explosifs – militaires, civils ou improvisés – mais aussi les matières premières et les composants pouvant servir à la fabrication d'engins explosifs improvisés ou d'armes non conventionnelles, y compris mais pas seulement les substances chimiques, cordeaux détonants et poisons, devront prendre des mesures appropriées pour que leurs nationaux, les personnes relevant de leur juridiction et les sociétés créées sur leur territoire ou relevant de leur juridiction qui se livrent à la production, à la vente, à la fourniture, à l'achat, au transfert et au stockage de ces matières fassent preuve de vigilance, notamment en édictant de bonnes pratiques, et encourage les États Membres à échanger les informations, à forger des partenariats et à mettre en place des stratégies et capacités nationales pour lutter contre les engins explosifs improvisés ;

10. *Encourage* les États Membres à consulter la Liste lors de l'examen des demandes de visa ;

11. *Encourage également* les États Membres à communiquer rapidement l'information aux autres États, en particulier au Gouvernement afghan, lorsqu'ils détectent tout voyage qu'effectuent des personnes inscrites sur la Liste ;

### Déroptions

12. *Rappelle* qu'il a décidé que tous les États Membres pourront se prévaloir des dispositions organisant des dérogations aux mesures visées à l'alinéa a du paragraphe 1 ci-dessus, établies aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1452 (2002), tels que modifiés par la résolution 1735 (2006), et encourage les États Membres à les invoquer ;

13. *Souligne* l'importance d'un processus politique global en Afghanistan qui vienne promouvoir la paix et la réconciliation de tous les Afghans, invite le Gouvernement afghan, agissant en étroite coopération avec le Haut Conseil pour la paix, à soumettre pour examen au Comité les noms des personnes inscrites sur la Liste dont il estime qu'elles doivent se rendre dans tel ou tels lieux pour participer à des réunions organisées à l'appui de la paix et la réconciliation, et demande que, dans la mesure du possible, ces informations soient assorties des mentions suivantes :

- a) Le numéro du passeport ou du document de voyage de la personne concernée ;
- b) Le nom du ou des lieux où cette personne doit se rendre et la liste des points de transit éventuels ;
- c) La durée prévue du voyage, qui ne dépassera pas neuf mois ;

14. *Décide* que l'interdiction de voyager imposée à l'alinéa *b* du paragraphe 1 ci-dessus ne s'appliquera pas aux personnes visées par les dispositions de l'alinéa 13 ci-dessus dont le Comité aura déterminé, au cas par cas, que l'entrée ou le transit se justifient, décide également que toute dérogation accordée par le Comité n'excédera pas la durée requise et concernera uniquement la ou les destinations prévues, charge le Comité de se prononcer sur toutes nouvelles demandes de dérogation ainsi que sur les demandes tendant à renouveler des dérogations déjà accordées ou à en modifier les termes et sur les demandes des États Membres tendant à la révocation de dérogations accordées, dans les 10 jours suivant leur réception, et affirme que, nonobstant toute dérogation à l'interdiction de voyager, les personnes inscrites sur la Liste restent soumises aux autres mesures énoncées au paragraphe 1 de la présente résolution ;

15. *Prie* le Gouvernement afghan, par l'intermédiaire de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions, de communiquer au Comité, pour examen et évaluation, un rapport sur chaque voyage effectué dans le cadre d'une dérogation accordée, sans tarder à l'expiration de ladite dérogation, et engage les États Membres concernés à rendre compte au Comité, s'il y a lieu, des cas de non-respect ;

#### **Inscription sur la Liste**

16. *Engage* tous les États Membres, et en particulier le Gouvernement afghan, à communiquer au Comité, pour inscription sur la Liste, le nom des personnes, groupes, entreprises ou entités qui concourent d'une manière ou d'une autre à financer ou à soutenir des actes et activités visés au paragraphe 2 ci-dessus ;

17. *Réaffirme* que, lorsqu'ils proposent au Comité l'inscription de tout nom sur la Liste, les États Membres utiliseront la formule type et présenteront un exposé détaillé de l'affaire, comportant notamment les motifs justifiant l'inscription, et autant de renseignements que possible à son sujet, en particulier des informations permettant d'identifier précisément et formellement les personnes, groupes, entreprises et entités considérés et, dans la mesure du possible, les renseignements dont l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) a besoin pour émettre une Notice spéciale INTERPOL-Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, et décide que l'exposé détaillé de l'affaire pourra être distribué sur demande, sauf les passages que l'État auteur qualifiera de confidentiels, et qu'il pourra servir à rédiger l'exposé des motifs de l'inscription envisagé au paragraphe 20 ci-dessous ;

18. *Invite* les États Membres, conformément à leur législation nationale, à communiquer à INTERPOL, lorsqu'elles sont disponibles, les photographies et autres données biométriques des personnes concernées, afin qu'elles soient portées sur les Notices spéciales, et charge l'Équipe de surveillance de faire rapport au Comité sur les mesures supplémentaires qui pourraient être prises pour améliorer la qualité de la Liste des sanctions, notamment des informations d'identification, ainsi que sur les mesures à prendre pour faire en sorte que des Notices spéciales soient émises pour toutes les personnes, tous les groupes, toutes les entreprises et toutes les entités inscrits sur la Liste ;

19. *Charge* le Comité de mettre à jour, le cas échéant, la formule d'inscription type conformément aux dispositions de la présente résolution ;

20. *Charge également* le Comité, lorsqu'il ajoute un nom à la Liste, d'afficher sur son site Web, avec l'aide de l'Équipe de surveillance et en coordination avec l'État auteur de la demande, l'exposé des motifs de l'inscription ;

21. *Invite* tous les membres du Comité et de l'Équipe de surveillance à communiquer au Comité toutes les informations utiles qu'ils détiendraient concernant toute demande d'inscription présentée par un État Membre, qui

pourraient éclairer la décision du Comité sur la demande d'inscription et dont il pourrait tirer des éléments d'information supplémentaires aux fins de l'établissement de l'exposé des motifs envisagé au paragraphe 20 ci-dessus ;

22. *Prie* le Secrétariat de mettre en ligne sur le site Web du Comité toutes les informations utiles pouvant être rendues publiques, y compris l'exposé des motifs d'inscription, dès que tel ou tel nom est ajouté à la Liste, et prie le Secrétaire général de faire traduire dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, en temps voulu et avec exactitude, la liste de toutes les personnes et entités inscrites et les exposés des motifs d'inscription, et prend note du caractère exceptionnel de cette demande, qui vise à harmoniser les procédures de traduction mises en place par le Comité en vue de la publication des listes et des exposés des motifs d'inscription avec celles de ses autres comités des sanctions ;

23. *Demande instamment* aux États Membres qui envisagent de proposer l'inscription d'un nouveau nom sur la Liste de consulter le Gouvernement afghan avant de saisir le Comité afin de s'assurer que leur démarche va dans le sens de ses efforts de paix et de réconciliation, et les invite à prendre au besoin l'avis de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan ;

24. *Décide* qu'après publication et en tout état de cause dans les trois jours ouvrables suivant l'inscription de tout nom sur la Liste, le Comité en avisera le Gouvernement afghan, la Mission permanente de l'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies et la Mission permanente de l'État ou des États où la personne ou l'entité est censée se trouver et, s'il s'agit d'une personne ou d'une entité non afghane, l'État ou les États dont elle est réputée avoir la nationalité, et décide également que l'État ou les États concernés prendront toutes les mesures possibles, conformément à leur législation et à leurs pratiques internes, pour notifier promptement à la personne ou à l'entité concernée son inscription sur la Liste, ou l'en informer, et pour inclure dans la notification un résumé des motifs de l'inscription, un exposé des effets de l'inscription, ainsi qu'il ressort des résolutions pertinentes, les procédures du Comité concernant l'examen des demandes de retrait de la liste et les dispositions de la résolution 1452 (2002), telles que modifiées par la résolution 1735 (2006), concernant les dérogations éventuelles ;

### **Radiation de la Liste**

25. *Charge* le Comité de radier promptement de la Liste, en procédant au cas par cas, le nom des personnes et des entités qui ne remplissent plus les conditions d'inscription fixées au paragraphe 2 ci-dessus, et lui demande de prendre dûment en considération les demandes de radiation de personnes qui se sont ralliées, conformément au communiqué de la Conférence de Kaboul, en date du 20 juillet 2010, consacré au dialogue avec ceux qui renoncent à la violence, n'ont pas de lien avec des organisations terroristes internationales, dont Al-Qaïda, respectent la Constitution afghane, en particulier ses dispositions relatives aux droits de l'homme, notamment aux droits des femmes, et souhaitent participer à l'édification d'un Afghanistan pacifique, ainsi qu'aux principes et aux résultats détaillés découlant des conclusions de la Conférence de Bonn du 5 décembre 2011<sup>262</sup>, approuvés par le Gouvernement afghan et la communauté internationale ;

26. *Prie instamment* les États Membres de consulter le Gouvernement afghan avant de présenter toute demande de radiation de la Liste au Comité, l'idée étant qu'elle doit cadrer avec l'effort de paix et de réconciliation qu'a entrepris le Gouvernement ;

27. *Rappelle* qu'il a décidé que les personnes et entités sollicitant leur radiation de la Liste sans être patronnées par un État Membre présenteraient leurs demandes au point focal institué dans la résolution 1730 (2006) ;

28. *Invite* la Mission à soutenir et à faciliter la coopération entre le Gouvernement afghan et le Comité afin que celui-ci dispose de renseignements suffisants pour se prononcer sur les demandes de radiation, et charge le Comité d'examiner les demandes de radiation au regard des principes ci-après, toutes les fois qu'il y aurait lieu :

a) La demande de radiation concernant toute personne ralliée devrait si possible contenir une communication du Haut Conseil pour la paix, transmise par l'intermédiaire du Gouvernement afghan, confirmant que l'intéressé a le statut de personne ralliée selon les directives applicables ou, s'il s'agit d'une personne ralliée dans le cadre du Programme de renforcement de la paix, des pièces justifiant son ralliement à ce titre, et indiquer son adresse actuelle et les moyens de la joindre ;

b) La demande de radiation concernant toute personne investie de certaines charges dans le régime Taliban avant 2002 et qui ne répond plus aux conditions d'inscription sur la Liste visée au paragraphe 2 de la présente résolution devrait, dans la mesure possible, contenir une communication du Gouvernement afghan confirmant que l'intéressé n'apporte ni son soutien ni sa participation active à des agissements qui menacent la paix, la stabilité et la sécurité du pays, et indiquer son adresse actuelle et les moyens de le joindre ;

c) La demande de radiation concernant toute personne dont on a annoncé le décès doit comprendre un certificat de décès officiel émanant de l'État de nationalité, de l'État de résidence ou de l'État compétent ;

29. *Demande instamment* au Comité, lorsqu'il y a lieu, d'inviter un représentant du Gouvernement afghan à venir débattre avec lui les motifs de l'inscription ou de la radiation de personnes, groupes, entreprises ou entités donnés, notamment lorsqu'une demande présentée par le Gouvernement afghan a été mise en attente ou rejetée par le Comité ;

30. *Prie* tous les États Membres, mais en particulier le Gouvernement afghan, de communiquer au Comité toute nouvelle information dont ils auraient connaissance et selon laquelle le cas de telle personne, tel groupe, telle entreprise ou entité radié de la Liste devrait être examiné aux fins d'inscription sur la Liste en vertu des dispositions du paragraphe 1 de la présente résolution, et prie en outre le Gouvernement de communiquer chaque année au Comité un rapport sur la situation des personnes qui se seraient ralliées, et qui ont été radiées de la Liste par le Comité au cours de l'année précédente ;

31. *Charge* le Comité d'examiner rapidement toute information selon laquelle telle personne radiée de la Liste aurait repris les activités visées au paragraphe 2 de la présente résolution, notamment en se livrant à des actes incompatibles avec les conditions de réconciliation décrites au paragraphe 25 de la présente résolution, et prie le Gouvernement afghan ou d'autres États Membres, s'il y a lieu, de soumettre une demande de réinscription de la personne considérée sur la Liste ;

32. *Confirme* que le Secrétariat transmettra, dès que possible après que le Comité a pris la décision de radier tel ou tel nom de la Liste, ladite décision au Gouvernement afghan et à la Mission permanente d'Afghanistan pour information et qu'il devrait également notifier, dès que possible, la Mission permanente de l'État ou des États dans lesquels on est fondé à croire que la personne ou l'entité se trouve et, dans le cas de toute personne ou entité non afghane, le ou les États de nationalité, et rappelle qu'il a décidé que les États ayant ainsi reçu notification prendraient les mesures nécessaires, conformément à leur législation et à leurs pratiques internes, pour notifier promptement à la personne ou l'entité concernée le fait qu'elle a été radiée de la Liste, ou l'en informer ;

### **Révision et tenue à jour de la Liste**

33. *Est conscient* du fait que le conflit actuel en Afghanistan et l'urgence que le Gouvernement afghan et la communauté internationale attachent à une solution politique pacifique du conflit supposent de procéder rapidement et en temps voulu à toutes les modifications de la Liste, y compris l'ajout ou la radiation de noms de personnes et d'entités, exhorte le Comité à se prononcer rapidement sur toutes les demandes d'inscription et de radiation, prie le Comité de revoir périodiquement chacune des entrées de la Liste, y compris, selon qu'il convient, d'étudier la situation des personnes considérées comme ralliées, des personnes pour lesquelles les éléments d'identification sont insuffisants, des personnes présumées décédées et des entités qui n'existeraient plus ou dont la disparition a été confirmée, charge le Comité de revoir et de modifier les directives applicables à ces révisions s'il y a lieu, et prie l'Équipe de surveillance de communiquer au Comité, tous les 12 mois, une liste établie en concertation avec les États à l'origine des inscriptions, les États de résidence, en particulier le Gouvernement, et les États de nationalité, d'établissement ou de constitution qui sont connus, regroupant :

a) La liste des personnes inscrites sur la Liste que le Gouvernement afghan considère ralliées, accompagnée de tous les documents utiles comme indiqué à l'alinéa *a* du paragraphe 28 ci-dessus ;

b) La liste des personnes et entités figurant sur la Liste et pour lesquelles celle-ci ne comporte pas les éléments d'identification nécessaires à l'application effective des mesures imposées ; et

c) La liste des personnes inscrites sur la Liste qui seraient décédées, assortie d'une évaluation des renseignements communiqués en application de l'alinéa *c* du paragraphe 28 ci-dessus et, dans la mesure du possible, d'informations sur les avoirs gelés, le lieu où ceux-ci pourraient se trouver et les noms des personnes ou entités qui pourraient recevoir des avoirs dégelés ;

34. *Charge* le Comité d'examiner si ces listes demeurent valides et d'en radier les personnes et entités dont l'inscription n'a plus de raison d'être ;

35. *Demande* à l'Équipe de surveillance de faire aussi régulièrement que nécessaire le point des renseignements figurant dans les Notices spéciales INTERPOL-Conseil de sécurité de l'Organisations des Nations Unies ;

36. *Confirme* qu'à l'exception des décisions prises en application du paragraphe 14 de la présente résolution, aucune question dont le Comité est saisi ne doit rester en suspens pendant plus de six mois, engage les membres du Comité à se prononcer dans un délai de trois mois et charge le Comité d'actualiser ses directives en conséquence ;

37. *Exhorte* le Comité à veiller à appliquer des procédures équitables et transparentes, et le charge d'actualiser ses directives dès que possible, en particulier s'agissant des activités visées aux paragraphes 18, 22, 33, 34, 35 et 36 de la présente résolution ;

38. *Engage* les États Membres et les organisations internationales concernées à envoyer des représentants rencontrer les membres du Comité afin d'échanger avec eux des informations et de débattre de toute question les intéressant ;

39. *Engage* tous les États Membres, en particulier les États qui sont à l'origine des inscriptions sur la Liste et les États de résidence, de nationalité, d'établissement ou de constitution, à communiquer au Comité des éléments d'identification et autres renseignements supplémentaires sur les personnes, groupes, entreprises ou entités inscrits sur la Liste, y compris des photographies et des données biométriques, s'ils disposent de telles informations et que leur droit interne le leur permet, et les pièces justificatives correspondantes, notamment des informations actualisées sur l'état opérationnel des entités, groupes et entreprises inscrits sur la Liste, sur les déplacements, l'incarcération ou le décès des personnes inscrites sur la Liste et sur tous autres faits nouveaux importants, dès que ces informations sont disponibles ;

#### **Coopération avec le Gouvernement afghan**

40. *Se félicite* que le Gouvernement afghan organise périodiquement des réunions d'information sur le contenu de la Liste et l'efficacité des sanctions ciblées pour ce qui est d'écarter les menaces contre la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan et de soutenir le processus de réconciliation conduit par les Afghans ;

41. *Encourage* la poursuite de la coopération entre le Comité, le Gouvernement afghan et la Mission, au moyen notamment de l'identification des personnes et entités qui participent au financement des actes ou activités énoncés au paragraphe 2 de la présente résolution ou qui appuient de tels actes ou activités, et de la communication d'informations détaillées à leur sujet, et souhaite que les représentants de la Mission continuent d'avoir la possibilité de prendre la parole devant le Comité ;

42. *Se félicite* que le Gouvernement afghan aspire à aider le Comité à coordonner les demandes d'inscription sur la Liste et les demandes de radiation de la Liste et à lui communiquer toutes les informations dont il a besoin ;

#### **Équipe de surveillance**

43. *Décide* que, pour aider le Comité à s'acquitter de son mandat, l'Équipe de surveillance de l'application des résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011), créée en application du paragraphe 7 de la résolution 1526 (2004), le secondera pendant une période de 30 mois à compter de la date d'expiration de son mandat actuel en juin 2015, dans le cadre du mandat ci-annexé, et prie le Secrétaire général de continuer de veiller à ce que l'Équipe de surveillance reçoive le soutien administratif et l'appui de fond dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat de façon effective, sûre et ponctuelle, compte tenu notamment des précautions à observer dans les situations à haut risque, sous la direction de son organe subsidiaire, le Comité ;

44. *Charge* l'Équipe de surveillance de réunir des informations sur les cas de non-respect des mesures imposées dans la présente résolution, dont elle tiendra le Comité informé, et de fournir aux États Membres, sur leur demande, une assistance en matière de renforcement des capacités, encourage les membres du Comité à chercher à remédier aux manquements à ces mesures et à porter ceux-ci à l'attention de l'Équipe de surveillance ou du Comité, et charge l'Équipe de surveillance d'adresser au Comité des recommandations sur les mesures à prendre pour faire respecter lesdites mesures ;

### Coordination et information

45. *Est conscient* de la nécessité de rester en relation avec ses différents comités, les organisations internationales et les groupes d'experts compétents, dont le Comité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011), le Comité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte contre le terrorisme (le Comité contre le terrorisme), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, le Comité créé par la résolution 1540 (2004) et le Groupe d'action financière, compte tenu notamment de la présence permanente dans la région d'Al-Qaida et de ses divers groupes affiliés, cellules, groupes dissidents ou groupes dérivés et de l'influence négative qu'ils exercent sur le conflit afghan ;

46. *Encourage* la Mission à aider le Haut Conseil pour la paix, à sa demande, à encourager les individus inscrits sur la Liste à se rallier ;

### Réexamen

47. *Décide* d'examiner l'application des mesures énoncées dans la présente résolution dans 18 mois et, le cas échéant, d'y apporter des ajustements afin d'appuyer la paix et la stabilité en Afghanistan ;

48. *Décide également* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7198<sup>e</sup> séance.*

### Annexe

Conformément au paragraphe 43 de la présente résolution, l'Équipe de surveillance est placée sous la direction du Comité, ses attributions étant les suivantes :

a) Présenter au Comité, par écrit, deux rapports détaillés et indépendants, le premier d'ici au 1<sup>er</sup> novembre 2014 et le second d'ici au 1<sup>er</sup> juin 2015, sur la façon dont les États Membres auront mis en œuvre les mesures énoncées au paragraphe 1 de la présente résolution, ces rapports devant comporter des recommandations précises visant à améliorer la mise en œuvre des mesures et présenter d'autres mesures envisageables ;

b) Aider le Comité à passer régulièrement en revue les noms inscrits sur la Liste, notamment en se rendant dans les États Membres au nom de celui-ci en tant qu'organe subsidiaire du Conseil de sécurité et en entretenant des contacts avec eux en vue d'étoffer le dossier du Comité sur les faits et circonstances entourant l'inscription d'un nom sur la Liste ;

c) Aider le Comité à assurer le suivi des demandes d'information adressées aux États Membres, y compris en ce qui concerne la mise en œuvre des mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution ;

d) Présenter au Comité pour examen et approbation, selon qu'il conviendra, un programme de travail détaillé dans lequel elle décrira les activités qu'elle prévoit de mener pour s'acquitter de sa mission, y compris les déplacements qu'elle envisage d'effectuer au nom du Comité ;

e) Réunir, pour le compte du Comité, des informations sur les cas signalés de non-respect des mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution, notamment, mais s'en s'y limiter, en compilant les informations obtenues auprès des États Membres, en prenant contact avec les parties concernées et en réalisant des études de cas, de sa propre initiative aussi bien qu'à la demande du Comité, et formuler des recommandations sur les cas de non-respect étudiés en vue de leur examen par le Comité ;

f) Présenter au Comité des recommandations de nature à aider les États Membres à appliquer les mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution et à préparer leurs propositions d'inscription sur la Liste ;

g) Aider le Comité à examiner les propositions d'inscription sur la Liste, notamment en compilant et en lui transmettant des informations relatives à l'inscription proposée et en établissant le projet d'exposé des motifs visé au paragraphe 20 de la présente résolution ;

h) Porter à l'attention du Comité tout fait nouveau ou digne d'intérêt qui puisse justifier une radiation de la Liste, par exemple la publication d'informations sur une personne décédée ;

i) Consulter les États Membres avant de se rendre dans certains d'entre eux dans le cadre de son programme de travail approuvé par le Comité ;

- j) Engager les États Membres à communiquer des noms et des éléments d'identification supplémentaires à faire figurer dans la Liste, conformément aux instructions du Comité;
- k) Consulter, selon que de besoin, le Comité, le Gouvernement afghan ou tout État Membre concerné aux fins de l'identification de personnes ou d'entités susceptibles d'être ajoutées à la Liste ou d'en être radiées;
- l) Présenter au Comité des éléments d'identification et autres renseignements complémentaires afin de l'aider à tenir la Liste à jour et à veiller à ce que les informations y figurant soient aussi exactes que possible;
- m) Réunir, évaluer et suivre l'information concernant l'application des mesures, en rendre compte et formuler des recommandations à ce sujet, effectuer des études de cas, s'il y a lieu, et étudier à fond toute autre question pertinente selon les instructions du Comité;
- n) Consulter les États Membres et d'autres organisations et organes compétents, y compris la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et d'autres organismes des Nations Unies, et mener un dialogue suivi avec leurs représentants à New York et dans les capitales, en tenant compte de leurs observations, notamment en ce qui concerne les questions qui pourraient être évoquées dans les rapports de l'Équipe de surveillance visés au paragraphe a de la présente annexe;
- o) Coopérer étroitement avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et engager un dialogue régulier avec les États Membres sur les liens entre le trafic de stupéfiants et les personnes, groupes, entreprises et entités qu'il y a lieu d'inscrire sur la Liste en application du paragraphe 1 de la présente résolution, et établir les rapports demandés par le Comité;
- p) Présenter au Comité, le 1<sup>er</sup> décembre 2014, un rapport écrit spécial établi selon que de besoin en concertation avec le Gouvernement afghan, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et les groupes d'experts des comités des sanctions où seront présentés des exemples de coopération entre des organisations criminelles, notamment les groupes qui pratiquent l'enlèvement contre rançon, les producteurs et vendeurs de stupéfiants, ainsi que celles d'entre elles qui exploitent illégalement des ressources naturelles en Afghanistan, y compris les pierres précieuses et semi-précieuses, et les personnes, groupes, entreprises et entités qu'il y a lieu d'inscrire sur la Liste en application du paragraphe 1 de la présente résolution;
- q) Consulter les services de renseignement et de sécurité des États Membres, y compris dans le cadre régional, afin de faciliter les échanges de renseignements et de faire mieux appliquer les mesures;
- r) Se concerter avec les représentants du secteur privé concernés, y compris les institutions financières, pour s'informer des modalités pratiques du gel des avoirs et élaborer des recommandations aux fins du renforcement de cette mesure;
- s) Coopérer étroitement avec le Comité des sanctions contre Al-Qaida faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) et les autres organes des Nations Unies chargés de la lutte contre le terrorisme pour fournir des informations sur les mesures prises par les États Membres en ce qui concerne les enlèvements et prises d'otage contre rançon et sur les tendances et l'évolution dans ce domaine;
- t) Consulter le Gouvernement afghan, les États Membres, les représentants du secteur privé concernés, y compris ceux des institutions financières et ceux des professions et entreprises non financières intéressées, et les organisations internationales compétentes, dont le Groupe d'action financière et ses organes régionaux, afin de faire connaître et de mieux comprendre les modalités pratiques du gel des avoirs et d'élaborer des recommandations aux fins du renforcement de cette mesure conformément à la recommandation 6 du Groupe d'action financière sur le gel des avoirs et aux directives connexes;
- u) Consulter le Gouvernement afghan, les États Membres, les représentants du secteur privé concernés et les autres organisations internationales, dont l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Association du transport aérien international et l'Organisation mondiale des douanes, en vue de faire connaître et de mieux comprendre les modalités pratiques de l'interdiction de voyager et du gel des avoirs et d'élaborer des recommandations aux fins du renforcement de ces mesures;
- v) Consulter le Gouvernement afghan, les États Membres, les organisations internationales et régionales et les représentants du secteur privé concernés au sujet de la menace que les engins explosifs improvisés font peser sur la paix, la sécurité et la stabilité en Afghanistan, en vue de faire connaître cette menace et de préconiser des mesures propres à la dissiper;

- w) Collaborer avec les organisations internationales et régionales compétentes afin de faire mieux connaître et respecter les mesures ;
- x) Coopérer avec INTERPOL et les États Membres afin de se procurer des photographies et une description physique des personnes inscrites sur la Liste et, si la législation nationale le permet, d'autres données biométriques et des éléments biographiques à inclure dans les Notices spéciales INTERPOL-Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, et afin également d'échanger des informations sur les nouvelles menaces ;
- y) Aider les autres organes subsidiaires du Conseil de sécurité et leurs groupes d'experts, à leur demande, à intensifier leur coopération avec INTERPOL, comme le prévoit la résolution 1699 (2006) ;
- z) Aider le Comité à fournir aux États Membres, sur leur demande, une assistance en matière de renforcement des capacités pour leur permettre de mieux mettre en œuvre les mesures ;
- aa) Faire rapport au Comité, à intervalles réguliers ou à sa demande, en présentant des communications orales ou écrites sur ses travaux, y compris sur les visites qu'elle a effectuées auprès d'États Membres et sur ses activités ;
- bb) Étudier la nature de la menace que les personnes, groupes, entreprises et entités associés aux Taliban font peser sur la paix, la stabilité et la sécurité de l'Afghanistan et les meilleurs moyens d'y faire face, notamment en instaurant des échanges avec des chercheurs, des établissements universitaires et des spécialistes, compte tenu des priorités établies par le Comité, et rendre compte à celui-ci de ses travaux ;
- cc) Réunir des informations, notamment auprès du Gouvernement afghan et des États Membres concernés, sur les voyages effectués dans le cadre des dérogations accordées, conformément aux paragraphes 13 et 14 de la présente résolution, et faire rapport au Comité, selon qu'il conviendra ;
- dd) S'acquitter de toute autre responsabilité que le Comité pourrait lui confier.

**Résolution 2161 (2014)**  
**du 17 juin 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions 1267 (1999) du 15 octobre 1999, 1333 (2000) du 19 décembre 2000, 1363 (2001) du 30 juillet 2001, 1373 (2001) du 28 septembre 2001, 1390 (2002) du 16 janvier 2002, 1452 (2002) du 20 décembre 2002, 1455 (2003) du 17 janvier 2003, 1526 (2004) du 30 janvier 2004, 1566 (2004) du 8 octobre 2004, 1617 (2005) du 29 juillet 2005, 1624 (2005) du 14 septembre 2005, 1699 (2006) du 8 août 2006, 1730 (2006) du 19 décembre 2006, 1735 (2006) du 22 décembre 2006, 1822 (2008) du 30 juin 2008, 1904 (2009) du 17 décembre 2009, 1988 (2011) et 1989 (2011) toutes deux du 17 juin 2011, 2083 (2012) du 17 décembre 2012 et 2133 (2014) du 27 janvier 2014, ainsi que les déclarations de son Président sur la question,

*Réaffirmant* que le terrorisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, constitue l'une des menaces les plus graves pour la paix et la sécurité et que tous les actes de terrorisme, quels qu'ils soient, sont criminels et injustifiables, quels qu'en soient le mobile, le moment et les auteurs, et condamnant une fois de plus catégoriquement le réseau Al-Qaida et autres personnes, groupes, entreprises et entités qui lui sont associés pour les multiples actes de terrorisme qu'ils ne cessent de perpétrer dans le but de provoquer la mort de civils innocents et d'autres victimes, de détruire des biens et de porter gravement atteinte à la stabilité,

*Réaffirmant également* que le terrorisme ne peut et ne saurait être associé à aucune religion, nationalité ou civilisation,

*Rappelant* la déclaration de son Président, en date du 15 janvier 2013, sur les menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme<sup>263</sup>, et celle, en date du 13 mai 2013, sur la paix et la sécurité en Afrique<sup>264</sup>,

*Réaffirmant* qu'il faut combattre par tous les moyens, dans le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international, notamment le droit des droits de l'homme, le droit des réfugiés ou le droit humanitaire applicable, les menaces que les actes de terrorisme font peser sur la paix et la sécurité internationales, et soulignant à cet égard l'importance du rôle que joue l'Organisation des Nations Unies dans la conduite et la coordination de cette lutte,

---

<sup>263</sup> S/PRST/2013/1.

<sup>264</sup> S/PRST/2013/5.



*Rappelant* sa résolution 2133 (2014) et l'adoption par le Forum mondial de lutte contre le terrorisme du Mémoire d'Alger sur les bonnes pratiques en matière de prévention des enlèvements contre rançon par des terroristes et d'élimination des avantages qui en découlent, condamnant fermement les enlèvements et les prises d'otages commis par des groupes terroristes, quel qu'en soit le but, y compris celui d'obtenir des fonds ou des concessions politiques, se déclarant déterminé à prévenir ces actes et à faire en sorte que les otages soient libérés en toute sécurité sans qu'il soit versé de rançon ou accordé quelque concession politique, conformément aux règles applicables du droit international, demandant à tous les États Membres d'empêcher les terroristes de profiter directement ou indirectement de rançons ou de concessions politiques, et de faire en sorte que les otages soient libérés sains et saufs, et réaffirmant qu'il faut que tous les États Membres œuvrent en étroite coopération en cas d'enlèvements ou de prises d'otages commis par des groupes terroristes,

*Insistant* sur le fait que le terrorisme ne peut être vaincu qu'à la faveur d'une démarche suivie et globale, fondée sur la participation et la collaboration actives de l'ensemble des États et organismes internationaux et régionaux, pour contrer, affaiblir, isoler et neutraliser la menace terroriste,

*Soulignant* que les sanctions sont un instrument important prévu par la Charte pour le maintien et le rétablissement de la paix et de la sécurité internationales et soulignant également à ce propos la nécessité d'une application rigoureuse des mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution, comme outil majeur de lutte contre le terrorisme,

*Rappelant* à tous les États qu'ils sont tenus de prendre les mesures énoncées au paragraphe 1 de la présente résolution concernant tous les individus, groupes, entreprises et entités inscrits sur la liste établie en application des résolutions 1267 (1999), 1333 (2000) et 1989 (2011) (la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaïda), quel qu'en soit l'État de nationalité ou de résidence,

*Priant instamment* tous les États Membres de participer activement à la tenue et à la mise à jour de la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaïda, en fournissant toutes informations supplémentaires utiles concernant les inscriptions en cours, en présentant des demandes de radiation le cas échéant et en identifiant et en désignant pour inscription sur cette Liste d'autres personnes, groupes, entreprises et entités justiciables des mesures envisagées au paragraphe 1 de la présente résolution,

*Rappelant* au Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) (le Comité) qu'il doit radier de la Liste, en toute célérité et au cas par cas, le nom des personnes, groupes, entreprises et entités qui ne rempliraient plus les critères établis dans la présente résolution,

*Considérant* les difficultés d'ordre juridique et autre auxquelles se heurte l'application des mesures prises par les États Membres conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la présente résolution, se félicitant des améliorations apportées aux procédures du Comité et de la qualité de la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaïda, et exprimant l'intention de continuer d'œuvrer à rendre ces procédures équitables et transparentes,

*Se félicitant* de la création du Bureau du Médiateur en application de la résolution 1904 (2009) et du renforcement de ses attributions découlant des résolutions 1989 (2011) et 2083 (2012), constatant que le Bureau a sensiblement contribué au renforcement de l'équité et de la transparence des procédures, et rappelant qu'il est fermement décidé à donner au Bureau les moyens de continuer à s'acquitter de ses fonctions en toute efficacité, conformément à son mandat,

*Accueillant avec satisfaction* les rapports semestriels que lui présente le Médiateur, y compris ceux des 21 janvier<sup>265</sup> et 21 juillet 2011<sup>266</sup>, 20 janvier<sup>267</sup> et 30 juillet 2012<sup>268</sup>, 31 janvier<sup>269</sup> et 31 juillet 2013<sup>270</sup> et 31 janvier 2014<sup>271</sup>,

---

<sup>265</sup> Voir S/2011/29.

<sup>266</sup> Voir S/2011/447.

<sup>267</sup> Voir S/2012/49.

<sup>268</sup> Voir S/2012/590.

<sup>269</sup> Voir S/2013/71.

<sup>270</sup> Voir S/2013/452.

<sup>271</sup> Voir S/2014/73.

*Se félicitant* du quatrième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies adoptée le 8 septembre 2006<sup>272</sup> auquel l'Assemblée générale a procédé en juin 2014, de la création de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme ayant vocation à assurer la coordination et la cohérence d'ensemble de l'action antiterroriste menée par le système des Nations Unies, et du rapport du Secrétaire général, en date du 14 avril 2014 sur les activités menées par le système des Nations Unies pour appliquer la Stratégie<sup>272</sup>,

*Se félicitant également* de la poursuite de la coopération entre le Comité et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, notamment en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités, et tous les autres organismes des Nations Unies, et encourageant une collaboration plus étroite entre ceux-ci et l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme en vue d'assurer la coordination et la cohérence d'ensemble de l'action antiterroriste menée par le système des Nations Unies,

*Considérant* qu'il faut prendre des mesures pour prévenir et réprimer le financement du terrorisme et des organisations terroristes, y compris celui tiré du produit de la criminalité organisée, notamment de la production illicite et du trafic de stupéfiants et de leurs précurseurs, et qu'il importe de poursuivre la coopération internationale à cette fin,

*Considérant également* que les États Membres doivent empêcher les terroristes d'utiliser à des fins illégales les organisations non gouvernementales, les organisations à but non lucratif et les organisations caritatives, et demandant à ces organisations de prévenir et de contrecarrer, selon qu'il conviendra, toute exploitation de leur statut par des terroristes, rappelant cependant qu'il importe de respecter pleinement les droits à la liberté d'expression et d'association des membres de la société civile et la liberté de religion ou de conviction, et prenant acte des documents dans lesquels le Groupe d'action financière formule des recommandations et des orientations,

*Rappelant* qu'il a décidé que les États devaient faire en sorte que les terroristes ne soient plus approvisionnés en armes, y compris en armes légères et de petit calibre, et qu'il a demandé aux États de trouver des moyens de développer et d'accélérer l'échange de données opérationnelles concernant le trafic d'armes et de coordonner davantage l'action menée aux niveaux national, sous-régional, régional et international,

*Se déclarant préoccupé* par le fait que, dans une société mondialisée, les terroristes et leurs partisans utilisent de plus en plus les nouvelles technologies de l'information et des communications, en particulier Internet, pour faciliter des actes de terrorisme, pour recruter et convaincre, ainsi que pour financer ou planifier des actes de terrorisme,

*Se déclarant préoccupé également* par l'afflux de recrues venant du monde entier dans les rangs d'Al-Qaïda et des groupes qui lui sont associés et par l'ampleur de ce phénomène, et rappelant que les États Membres ont l'obligation d'empêcher les mouvements des groupes terroristes, conformément au droit international applicable, notamment en procédant à des contrôles efficaces aux frontières et, dans ce contexte, d'échanger rapidement des informations et de resserrer la coopération entre autorités compétentes afin d'empêcher les mouvements de terroristes et de groupes terroristes à destination ou en provenance de leur territoire, la fourniture d'armes aux terroristes et les activités de financement en faveur de terroristes,

*Prenant note avec préoccupation* de la menace persistante que représentent pour la paix et la sécurité internationales Al-Qaïda et les autres personnes, groupes, entreprises et entités qui lui sont associés, et réaffirmant sa détermination à faire front à cette menace sous tous ses aspects,

*Relevant* qu'il peut arriver que des personnes, groupes, entreprises et entités remplissant les critères résultant du paragraphe 2 de la résolution 2082 (2012) du 17 décembre 2012 ou d'autres résolutions portant sanctions satisfassent également aux critères de désignation résultant du paragraphe 2 de la présente résolution,

*Notant* les efforts déployés par le Secrétariat pour harmoniser la présentation de l'ensemble des listes de sanctions établies par l'Organisation des Nations Unies afin d'en faciliter l'utilisation par les autorités nationales, et engageant le Secrétariat à continuer de s'employer, avec l'aide de l'Équipe de surveillance, si nécessaire, à appliquer le modèle de données approuvé par le Comité des sanctions contre Al-Qaïda,

---

<sup>272</sup> A/68/841.

*Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte,*

### **Mesures**

1. *Décide* que tous les États prendront les mesures résultant de l'alinéa *c* du paragraphe 8 de la résolution 1333 (2000), des paragraphes 1 et 2 de la résolution 1390 (2002) et des paragraphes 1 et 4 de la résolution 1989 (2011) concernant Al-Qaida et autres personnes, groupes, entreprises et entités qui lui sont associés :

#### *Gel des avoirs*

*a)* Bloquer sans retard les fonds et autres avoirs financiers ou ressources économiques des personnes, groupes, entreprises et entités en question, y compris les fonds provenant de biens leur appartenant ou contrôlés, directement ou indirectement, par eux ou par des personnes agissant pour leur compte ou sur leurs instructions, et veiller à ce que ni ces fonds, ni d'autres fonds, actifs ou ressources économiques ne soient mis à la disposition, directement ou indirectement, de ces personnes, groupes, entreprises et entités par leurs nationaux ou par des personnes se trouvant sur leur territoire ;

#### *Interdiction de voyager*

*b)* Empêcher l'entrée sur leur territoire ou le transit par leur territoire des personnes en question, étant entendu qu'aucune disposition du présent paragraphe n'oblige un État à refuser à ses propres nationaux l'entrée ou le séjour sur son territoire, et que le présent paragraphe ne s'applique pas dans les cas où l'entrée ou le transit sont nécessaires aux fins d'une procédure judiciaire ni lorsque le Comité détermine au cas par cas uniquement que l'entrée ou le transit se justifient ;

#### *Embargo sur les armes*

*c)* Empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects aux personnes, groupes, entreprises et entités en question, de leur territoire ou par leurs nationaux établis hors de leur territoire, ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, d'armements et de matériels connexes de tous types, y compris les armes et les munitions, les véhicules et le matériel militaires, l'équipement paramilitaire et les pièces de rechange des armes et matériels susmentionnés, ainsi que la fourniture de conseils techniques, d'assistance ou de formation en matière d'arts militaires ;

### **Critères d'inscription sur la Liste**

2. *Réaffirme* que les actes ou activités indiquant que telle personne, tel groupe, telle entreprise ou entité sont associés à Al-Qaida et remplissent les conditions pour être inscrits sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida sont les suivants :

*a)* Le fait de concourir à financer, à organiser, à faciliter, à préparer ou à exécuter des actes ou activités du réseau Al-Qaida, en association avec celui-ci, sous son nom ou pour son compte, ou le fait de les soutenir ;

*b)* Le fait de fournir, de vendre ou de transférer des armements et matériels connexes à Al-Qaida ;

*c)* Le fait de recruter pour le compte d'Al-Qaida ou de soutenir, de toute autre manière, des actes ou activités du réseau Al-Qaida ou de toute cellule, filiale ou émanation ou tout groupe dissident de celui-ci ;

3. *Note* que ce financement ou soutien peut consister notamment, mais sans s'y limiter, à utiliser le produit de la criminalité, dont la culture, la production et le commerce illicites de stupéfiants et de leurs précurseurs ;

4. *Confirme* que toute personne ou tout groupe, entreprise ou entité possédée ou contrôlée directement ou indirectement par quelque personne, groupe, entreprise ou entité associé à Al-Qaida, dont ceux inscrits sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida, qui soutiendrait de toute autre manière ces personnes, groupes, entreprises ou entités, pourra être inscrit sur la Liste ;

5. *Confirme également* que les prescriptions de l'alinéa *a* du paragraphe 1 ci-dessus visent tous les types de ressources économiques et financières – y compris, mais sans s'y limiter, celles qui servent à financer l'hébergement de sites Web et d'autres services connexes – utilisées pour soutenir le réseau Al-Qaida ainsi que les personnes, groupes, entreprises ou entités inscrits sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida ;

6. *Confirme en outre* que les prescriptions de l'alinéa *a* du paragraphe 1 ci-dessus visent les fonds, actifs ou ressources économiques qui pourraient être mis à la disposition, directement ou indirectement, des personnes inscrites sur la Liste pour financer leurs déplacements, y compris les dépenses encourues en ce qui concerne le transport et l'hébergement, et que ces fonds, actifs ou ressources économiques ne peuvent être fournis que dans le respect des procédures de dérogation prévues aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1452 (2002), telles que modifiées par la résolution 1735 (2006), et aux paragraphes 9 et 61 ci-dessous ;

7. *Confirme* que les prescriptions de l'alinéa *a* du paragraphe 1 ci-dessus visent également le paiement de rançons à des personnes, groupes, entreprises ou entités inscrits sur la Liste, quelles qu'en soient les modalités de versement et la provenance ;

8. *Réaffirme* que les États Membres pourront autoriser le versement aux comptes bloqués en vertu des dispositions du paragraphe 1 ci-dessus de tout paiement destiné à toute personne, tout groupe, toute entreprise ou entité inscrits sur la Liste, étant entendu que ces paiements resteront assujettis aux dispositions du paragraphe 1 ci-dessus et resteront gelés ;

9. *Encourage* les États Membres à se prévaloir des dispositions organisant des dérogations aux mesures visées à l'alinéa *a* du paragraphe 1 ci-dessus, qui résultent des paragraphes 1 et 2 de la résolution 1452 (2002), modifiées par la résolution 1735 (2006), confirme que les dérogations à l'interdiction de voyager doivent être présentées par des États Membres, des particuliers ou le Médiateur, selon le cas, y compris lorsque les personnes inscrites sur la Liste se déplacent afin d'accomplir des obligations religieuses, et prend note que le point focal créé par la résolution 1730 (2006) peut recevoir les demandes de dérogation présentées par toute personne, tout groupe, toute entreprise ou entité inscrits sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida ou en leur nom, ou par leur représentant ou leur successeur légal, demandes qu'il soumettra au Comité pour examen, conformément aux dispositions du paragraphe 62 ci-dessous ;

#### **Mise en œuvre des mesures**

10. *Réaffirme* combien il importe que tous les États définissent et au besoin adoptent des procédures adéquates pour assurer la pleine application, sous tous leurs aspects, des mesures décrites au paragraphe 1 ci-dessus, et engage vivement tous les États Membres à appliquer les normes internationales détaillées que constituent les quarante recommandations révisées du Groupe d'action financière sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération, notamment sa recommandation n° 6 sur les sanctions financières ciblées liées au terrorisme et au financement du terrorisme ;

11. *Prie avec insistance* les États Membres d'appliquer les dispositions de la note interprétative relative à la recommandation n° 6 du Groupe d'action financière et de prendre note, entre autres, des meilleures pratiques que celui-ci préconise pour l'application effective de sanctions financières ciblées contre le terrorisme et son financement, et prend note de la nécessité, pour ces États, de se doter de textes et de procédures juridiques appropriés qui leur permettent de donner effet aux sanctions financières ciblées en faisant application d'une norme de preuve dite des « motifs raisonnables » ou de « raisonabilité », non subordonnée à l'existence de poursuites pénales, et de recueillir ou solliciter autant d'informations que possible auprès de toutes les sources utiles ;

12. *Engage* les États Membres à prendre des mesures fermes et énergiques afin d'endiguer les flux de fonds et autres actifs et ressources économiques à destination des personnes et entités inscrites sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida, comme le prescrit l'alinéa *a* du paragraphe 1 et compte tenu des recommandations du Groupe d'action financière et des normes internationales destinées à prévenir le détournement des activités des organisations à but non lucratif, des systèmes officiels et parallèles de transfert de fonds et des mouvements transfrontières de devises, tout en s'employant à atténuer les effets sur les activités légales exercées par ces moyens ;

13. *Demande instamment* aux États Membres de faire en sorte que la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida soit connue du plus grand nombre, y compris les organismes nationaux concernés, le secteur privé et le public, afin d'assurer l'application effective des mesures énoncées au paragraphe 1 ci-dessus, et engage les États Membres à demander instamment que les organismes d'enregistrement des sociétés, des titres fonciers et autres organismes publics et privés concernés vérifient régulièrement leurs bases de données au regard de la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida, notamment celles dans lesquelles figurent des informations concernant la propriété en titre ou la propriété effective ;

14. *Décide* que pour empêcher Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises ou entités qui lui sont associés de se procurer, de manipuler, de stocker, d'utiliser ou de chercher à se procurer tous types d'explosifs, qu'il s'agisse d'explosifs militaires, civils ou improvisés, ainsi que des matières premières et des composants pouvant servir à fabriquer des engins explosifs improvisés ou des armes non classiques, y compris, mais sans s'y limiter, des produits chimiques ou des cordons détonants, ou des produits toxiques, les États Membres devront prendre les mesures voulues, y compris publier des règles de bonne pratique pour faire en sorte que leurs nationaux, les personnes relevant de leur juridiction et les sociétés constituées sur leur territoire ou relevant de leur juridiction qui se livrent à la production, à la vente, à la fourniture, à l'achat, au transfert et au stockage de ces articles fassent preuve de vigilance, et engage en outre les États Membres à échanger des informations, à mettre en place des partenariats, à définir des stratégies nationales et à renforcer les moyens aux fins de la lutte contre les engins explosifs improvisés ;

15. *Engage* les États Membres, agissant notamment par l'intermédiaire de leur mission permanente, et les organisations internationales compétentes, à tenir des discussions approfondies avec les membres du Comité sur toutes les questions qui les intéressent ;

16. *Demande instamment* à tous les États Membres de veiller, lorsqu'ils mettront en œuvre les mesures énoncées au paragraphe 1 ci-dessus, à ce que les passeports et autres documents de voyage faux, falsifiés, volés ou perdus soient dès que possible annulés et retirés de la circulation conformément aux lois et pratiques internes, et de communiquer les informations qu'ils possèdent sur ces documents aux autres États Membres en passant par la base de données d'INTERPOL ;

17. *Engage* les États Membres à communiquer au secteur privé, dans le respect de leurs droits et pratiques internes, les informations enregistrées dans leurs bases de données nationales concernant les pièces d'identité ou documents de voyage faux, falsifiés, volés ou perdus qui relèvent de leur compétence nationale et, s'il s'avère qu'une partie inscrite sur la Liste utilise une fausse identité, notamment en vue d'obtenir des fonds ou de faux documents de voyage, à en informer le Comité ;

18. *Engage* les États Membres qui délivrent des documents de voyage à des personnes inscrites sur la Liste à y mentionner, le cas échéant, l'interdiction de voyager dont le titulaire du document fait l'objet et les modalités de dérogation à cette interdiction ;

19. *Engage* les États Membres à consulter la Liste avant de décider de faire droit ou non aux demandes de visa, de façon à assurer la mise en œuvre effective de l'interdiction de voyager ;

20. *Engage également* les États Membres à échanger rapidement des informations avec d'autres États Membres, en particulier les États d'origine, de destination et de transit, lorsqu'ils constatent le déplacement des personnes inscrites sur la Liste ;

21. *Engage* les États demandant l'inscription d'une personne à faire savoir à l'Équipe de surveillance si un tribunal national ou toute autre instance compétente a été saisi de l'affaire et si une action en justice a été engagée, et à communiquer tous autres renseignements utiles lorsqu'ils soumettent le formulaire type de demande d'inscription sur la Liste ;

22. *Engage* tous les États Membres à désigner des points focaux nationaux chargés d'assurer la liaison avec le Comité et l'Équipe de surveillance concernant les questions liées à l'application des mesures prescrites au paragraphe 1 de la présente résolution et à l'évaluation de la menace que représentent Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui lui sont associés ;

23. *Engage également* tous les États Membres à faire rapport au Comité sur les obstacles à l'application des mesures visées au paragraphe 1 ci-dessus, en vue de faciliter la fourniture d'une assistance technique ;

## **Le Comité**

24. *Charge* le Comité de continuer de veiller à ce que les procédures d'inscription des personnes, groupes, entreprises et entités sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida et de radiation de la Liste, ainsi que d'octroi de dérogations prévues dans la résolution 1452 (2002) soient équitables et transparentes, et de continuer à revoir activement ses directives afin qu'elles aillent dans le sens de ces objectifs ;

25. *Charge également* le Comité de revoir ses directives dans les meilleurs délais pour tenir compte des dispositions de la présente résolution, en particulier des paragraphes 13, 14, 18, 19, 22, 34, 39, 44, 46, 51, 63, 64, 66 et 67 ;

26. *Prie* le Comité de lui rendre compte des informations qu'il aura recueillies sur les activités de mise en œuvre menées par les États Membres et de définir et de recommander des mesures propres à renforcer cette mise en œuvre ;

27. *Charge* le Comité de recenser tout cas de non-respect des mesures visées au paragraphe 1 ci-dessus et de décider pour chaque cas de la conduite à suivre, et prie le Président du Comité de lui rendre compte des activités menées par le Comité sur cette question dans les rapports périodiques qu'il lui présentera sur ses travaux en application du paragraphe 72 ci-dessous ;

28. *Confirme* qu'aucune question dont le Comité est saisi ne doit rester en suspens pendant plus de six mois, sauf si le Comité détermine au cas par cas que, en raison de circonstances extraordinaires, il lui faut davantage de temps pour examiner certaines questions, conformément à ses directives ;

29. *Prie* le Comité de fournir aux États Membres qui le demandent, par l'intermédiaire de l'Équipe de surveillance ou d'organismes spécialisés des Nations Unies, une assistance en matière de renforcement des capacités leur permettant de mettre en œuvre les mesures plus efficacement ;

### **Inscription sur la Liste**

30. *Engage* tous les États Membres à communiquer au Comité, aux fins d'inscription sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida, les noms de personnes, groupes, entreprises et entités qui concourent, par quelque moyen que ce soit, à financer ou soutenir des actes ou activités du réseau Al-Qaida, et de personnes, groupes, entreprises et entités associés à ce dernier ;

31. *Réaffirme* que les mesures envisagées au paragraphe 1 de la présente résolution se veulent préventives et indépendantes des règles pénales de droit interne ;

32. *Réaffirme également* que les États Membres doivent utiliser, lorsqu'ils proposent au Comité d'inscrire des noms sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida, le formulaire type prévu à cet effet et fournir un exposé des motifs, lequel doit comporter des raisons détaillées concernant la proposition d'inscription, autant de renseignements que possible au sujet de l'intéressé, en particulier des informations permettant d'identifier précisément et formellement les personnes, groupes, entreprises et entités considérés et, dans la mesure du possible, les renseignements dont INTERPOL a besoin pour faire paraître une Notice spéciale INTERPOL-Conseil de sécurité de l'organisation des Nations Unies, et décide que l'exposé des motifs pourra être divulgué sur demande, sauf les éléments qu'un État Membre jugerait confidentiels, et pourra servir à l'établissement du résumé des motifs d'inscription sur la Liste décrit au paragraphe 36 ci-dessous ;

33. *Réaffirme en outre* que les États Membres qui proposent l'inscription de tout nom, ainsi que ceux qui ont proposé des noms pour inscription sur la Liste avant l'adoption de la présente résolution, doivent préciser, le cas échéant, qu'ils ne souhaitent pas que le Comité ou le Médiateur divulguent leur statut d'État auteur de demandes d'inscription ;

34. *Engage* les États Membres à présenter, lorsqu'ils en disposent et dans le respect de leur droit interne, des photographies et les données biométriques des personnes concernées afin qu'elles puissent figurer sur les Notices spéciales INTERPOL-Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies ;

35. *Charge* le Comité de mettre à jour, s'il y a lieu, le formulaire type conformément aux dispositions de la présente résolution ; et charge en outre l'Équipe de surveillance d'indiquer au Comité les mesures supplémentaires qui pourraient être prises pour améliorer la qualité de la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida, notamment la qualité des informations permettant d'identifier les personnes, et les dispositions qui pourraient être adoptées pour que les personnes, groupes, entreprises et entités inscrits sur la Liste fassent tous l'objet de Notices spéciales INTERPOL-Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies ;

36. *Charge également* le Comité, lorsqu'il ajoute un nom à la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida, d'afficher sur son site Web, avec l'aide de l'Équipe de surveillance et en coordination avec l'État auteur de la demande, l'exposé des motifs de l'inscription ;

37. *Invite* les États Membres, les organisations et organismes internationaux compétents à porter toute décision et procédure judiciaire pertinentes à l'attention du Comité afin que celui-ci puisse en tenir compte lors de l'examen de la demande d'inscription correspondante ou de la mise à jour du résumé des motifs correspondant ;

38. *Demande* à tous les membres du Comité et à l'Équipe de surveillance de communiquer au Comité toutes les informations qu'ils détiendraient concernant telle demande d'inscription présentée par tel État Membre dont le Comité s'inspirerait pour se prononcer sur la demande d'inscription et dont il tirerait des éléments d'information supplémentaires aux fins de l'établissement du résumé des motifs décrit au paragraphe 36 ci-dessus ;

39. *Réaffirme* que, après publication, et en tout état de cause dans les trois jours ouvrables suivant l'inscription de tout nom sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida, le Secrétariat notifiera la Mission permanente du ou des États où l'on est fondé à croire que la personne ou l'entité se trouve et, dans le cas d'une personne, l'État de nationalité de l'intéressé (pour autant qu'il soit connu), prie le Secrétariat de publier sur le site Web du Comité tous les renseignements utiles pouvant être divulgués, notamment le résumé des motifs de l'inscription, dès qu'un nom est inscrit sur la Liste, prie le Secrétaire général de faire en sorte que l'ensemble des entrées et des résumés des motifs de l'inscription soient diffusés dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies en temps voulu et sans erreur, et prend note du caractère exceptionnel de cette demande, qui vise à harmoniser les procédures de traduction des listes et des résumés des motifs avec celles des autres comités des sanctions du Conseil de sécurité ;

40. *Réaffirme également* l'exigence faite aux États Membres de prendre toutes les mesures possibles, conformes à leurs lois et pratiques internes, pour aviser ou informer en temps voulu la personne ou l'entité concernée de l'inscription de son nom sur la Liste, en joignant à cet avis le résumé des motifs de l'inscription, une description des effets de l'inscription tels qu'ils résultent des résolutions pertinentes, les modalités d'examen par le Comité des demandes de radiation de la Liste, y compris la possibilité de soumettre les demandes au Médiateur conformément aux dispositions du paragraphe 43 de la résolution 2083 (2012) et de l'annexe II de la présente résolution, et les dispositions de la résolution 1452 (2002) organisant les dérogations, notamment la possibilité de soumettre ces demandes par l'intermédiaire du point focal, conformément aux paragraphes 9 et 62 de la présente résolution ;

#### **Examen des demandes de radiation – Médiateur/États Membres**

41. *Décide* de proroger le mandat du Bureau du Médiateur, créé par la résolution 1904 (2009), tel qu'il est défini dans les procédures énoncées à l'annexe II de la présente résolution, pour une période de 30 mois à compter de l'expiration du mandat actuel du Bureau du Médiateur, à savoir juin 2015, affirme que le Médiateur continuera de recevoir les demandes des personnes, groupes, entreprises ou entités souhaitant être radiés de la Liste, qu'il traitera en toute indépendance et impartialité et sans solliciter ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement, et affirme également que le Médiateur, agissant par l'intermédiaire de son Bureau, devra continuer de présenter au Comité des observations et une recommandation sur les suites à donner aux demandes de radiation, tendant soit à ce que le Comité maintienne l'inscription sur la Liste, soit à ce qu'il envisage de procéder à la radiation ;

42. *Rappelle* sa décision selon laquelle l'obligation faite aux États de prendre les mesures énoncées au paragraphe 1 de la présente résolution continue de leur incomber en ce qui concerne les personnes, groupes, entreprises ou entités que le Médiateur a recommandé, dans son rapport d'ensemble sur une demande de radiation présenté en application de l'annexe II de la présente résolution, de maintenir sur la Liste ;

43. *Rappelle également* sa décision selon laquelle l'obligation qui incombe aux États de prendre les mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution prend fin en ce qui concerne la personne, le groupe, l'entreprise ou l'entité que le Médiateur a recommandé d'envisager de radier, 60 jours après que le Comité a achevé d'examiner un rapport d'ensemble du Médiateur, comme prévu à l'annexe II de la présente résolution, notamment à l'alinéa h du paragraphe 7, à moins que le Comité n'ait décidé par consensus, avant l'expiration de ce délai, de maintenir les mesures visant l'intéressé, étant entendu que, dans les cas où il n'y a pas consensus, le Président, agissant à la demande d'un des membres du Comité, soumet la question de la radiation au Conseil, pour décision à prendre dans les 60 jours, et étant également entendu que, si une telle demande est déposée, l'obligation faite aux États de prendre les mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution continue de leur incomber pendant l'écoulement de ce délai en ce qui concerne la personne, le groupe, l'entreprise ou l'entité, jusqu'à ce que la question ait été tranchée par le Conseil ;

44. *Décide* que le Comité pourra, par consensus et au cas par cas, raccourcir la période de 60 jours visée au paragraphe 43 ci-dessus ;

45. *Réaffirme* que les mesures envisagées au paragraphe 1 de la présente résolution se veulent préventives et indépendantes des règles pénales de droit interne ;

46. *Prie* le Secrétaire général de renforcer encore les capacités du Bureau du Médiateur en le dotant de ressources qui lui permettent de pourvoir, s'il y a lieu, à ses besoins en services de traduction, afin qu'il soit toujours à même de s'acquitter de son mandat en toute indépendance, efficacité et diligence ;

47. *Prie instamment* les États Membres de communiquer toute information utile au Médiateur, y compris, s'il y a lieu, toute information confidentielle pertinente, les engage à communiquer rapidement toute information utile, se félicite de la mise en place par les États Membres de dispositifs nationaux de collaboration avec le Bureau du Médiateur en vue de faciliter les échanges d'informations confidentielles, engage les États Membres à se montrer plus coopératifs à cet égard, notamment en prenant des dispositions avec le Bureau concernant l'échange d'informations, et confirme que le Médiateur doit respecter toute règle de confidentialité fixée par l'État Membre dont émane telle information ;

48. *Demande* aux États Membres et aux organisations et organes internationaux concernés de pousser les personnes et entités qui envisagent de contester leur inscription sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida en passant par des instances judiciaires nationales ou régionales, ou qui ont déjà entrepris de le faire, à chercher à être radiées de la Liste en présentant une demande dans ce sens au Bureau du Médiateur ;

49. *Prend note* des normes internationales, notamment des meilleures pratiques du Groupe d'action financière en matière de sanctions financières ciblées, visées au paragraphe 12 de la présente résolution ;

50. *Rappelle* qu'il a décidé que, lorsque l'État qui est à l'origine d'une inscription présente une demande de radiation, l'obligation qui lui incombe de prendre les mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution prend fin, en ce qui concerne la personne, le groupe, l'entreprise ou l'entité concernée, lorsque 60 jours se sont écoulés, à moins que le Comité n'ait décidé par consensus, avant l'expiration de ce délai, de maintenir les mesures visant l'intéressé, étant entendu que, dans les cas où il n'y a pas consensus, le Président, agissant à la demande d'un des membres du Comité, soumet la question de la radiation au Conseil, pour décision à prendre dans les 60 jours, et étant également entendu que, si une telle demande est déposée, l'obligation faite aux États de prendre les mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution continue de leur incomber pendant l'écoulement de ce délai en ce qui concerne la personne, le groupe, l'entreprise ou l'entité, jusqu'à ce que la question ait été tranchée par le Conseil ;

51. *Décide* que le Comité pourra, par consensus et au cas par cas, raccourcir la période de 60 jours visée au paragraphe 50 ci-dessus ;

52. *Rappelle* sa décision selon laquelle, aux fins de la présentation d'une demande de radiation dans les conditions prévues au paragraphe 50 ci-dessus, il doit y avoir consensus entre tous les États qui ont été à l'origine de l'inscription, lorsqu'il y en a plusieurs, et rappelle également sa décision selon laquelle les coauteurs d'une demande d'inscription ne sont pas considérés comme étant à l'origine de la demande aux fins de l'application dudit paragraphe 50 ;

53. *Invite instamment* les États qui sont à l'origine d'une inscription à autoriser le Médiateur à révéler qui ils sont aux personnes et entités inscrites sur la Liste qui lui ont présenté une demande de radiation ;

54. *Charge* le Comité de continuer d'examiner, conformément aux directives régissant la conduite de ses travaux, les demandes des États Membres qui souhaitent que soient radiés de la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida des personnes, groupes, entreprises ou entités qui ne répondraient plus aux critères arrêtés dans les résolutions pertinentes et au paragraphe 2 de la présente résolution, et engage vivement les États Membres à indiquer les raisons qui motivent leurs demandes de radiation ;

55. *Engage* les États à soumettre des demandes de radiation pour les personnes dont le décès a été officiellement constaté, surtout dès lors qu'aucun avoir n'a été découvert, et pour les entités dont il a été rapporté ou confirmé qu'elles n'existent plus, et à prendre toutes les mesures voulues pour s'assurer que les avoirs ayant appartenu à ces personnes ou entités n'ont pas été et ne seront pas transférés ou distribués à d'autres personnes, groupes, entreprises ou entités inscrits sur la Liste ou sur toute autre liste du Conseil de sécurité relative à des sanctions ;



56. *Engage* les États Membres à garder à l'esprit, lorsqu'ils dégèlent pour raison de radiation les avoirs d'une personne décédée ou d'une entité dont il a été rapporté ou confirmé qu'elle a cessé d'exister, les obligations énoncées dans la résolution 1373 (2001) et, en particulier, à empêcher que les biens dégelés soient utilisés à des fins terroristes ;

57. *Réaffirme* que tout État Membre qui veut débloquer des avoirs gelés en conséquence de l'inscription d'Oussama ben Laden sur la Liste doit au préalable présenter au Comité une demande en ce sens, en lui donnant la garantie que les avoirs en question ne seront pas transférés, directement ou indirectement, à une personne, un groupe, une entreprise ou une entité inscrits sur la Liste et qu'ils ne serviront en aucune manière à des fins terroristes, conformément à sa résolution 1373 (2001), et décide également que ces avoirs ne peuvent être dégelés qu'à la condition qu'aucun membre du Comité ne soulève d'objection dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande, et souligne le caractère exceptionnel de la présente disposition, qui ne saurait être considéré comme un précédent ;

58. *Demande* au Comité de tenir dûment compte, lorsqu'il examine les demandes de radiation, de l'avis des États à l'origine des inscriptions et des États de résidence, de nationalité, d'établissement ou de constitution, ainsi que des autres États qu'il jugerait concernés, prie les membres du Comité qui s'opposent à une radiation d'en indiquer les raisons au moment où ils expriment leur opposition, et demande au Comité de faire connaître ses raisons aux États Membres et tribunaux et organes nationaux ou régionaux concernés, à leur demande et selon qu'il conviendra ;

59. *Engage* tous les États Membres, y compris les États à l'origine des inscriptions et les États de résidence, de nationalité, d'établissement ou de constitution à communiquer au Comité tous les renseignements présentant un intérêt pour son examen des demandes de radiation, et à rencontrer le Comité, s'il en fait la demande, pour donner leur avis sur les demandes de radiation, et engage le Comité à rencontrer, selon qu'il conviendra, les représentants d'organisations et d'organes nationaux ou régionaux qui disposent d'informations pertinentes se rapportant aux demandes de radiation ;

60. *Confirme* que, dans les trois jours suivant la radiation d'un nom de la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida, le Secrétariat notifiera la Mission permanente des États de résidence, de nationalité, d'établissement ou de constitution (pour autant que l'information soit connue), et décide que les États qui reçoivent une telle notification prendront les mesures nécessaires, dans le respect de leurs lois et pratiques internes, pour notifier ou annoncer promptement à la personne, au groupe, à l'entreprise ou à l'entité concernée la radiation de son nom ;

61. *Réaffirme* que, si le Médiateur n'est pas en mesure de s'entretenir avec un requérant dans le pays où il réside, il peut demander au Comité, pour autant que le requérant y consente, d'envisager d'accorder à ce dernier une dérogation à l'interdiction de voyager et au gel des avoirs prévus aux alinéas *a* et *b* du paragraphe 1 de la présente résolution à seule fin de permettre au requérant de payer ses frais de voyage et de se rendre dans un autre État pour la durée nécessaire à l'entretien uniquement, sous réserve que tous les États de transit et de destination ne s'y opposent pas, et charge le Comité de notifier sa décision au Médiateur ;

### Dérogations/Point focal

62. *Décide* que le point focal créé par la résolution 1730 (2006) est habilité à :

*a)* Recevoir toute demande de dérogation aux mesures énoncées à l'alinéa *a* du paragraphe 1 de la présente résolution émanant de personnes, de groupes, d'entreprises et d'entités inscrits sur la Liste, comme le prévoit la résolution 1452 (2002), à condition que la demande ait été préalablement soumise à l'État de résidence pour examen, décide en outre que le point focal transmettra ces demandes au Comité pour décision, charge le Comité de les examiner, en concertation, éventuellement, avec l'État de résidence et tout autre État concerné, et charge également le Comité de notifier sa décision à la personne, au groupe, à l'entreprise ou à l'entité en cause par l'intermédiaire du point focal ;

*b)* Recevoir toute demande de dérogation aux mesures énoncées à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de la présente résolution émanant de personnes inscrites sur la Liste et les transmettre au Comité afin qu'il détermine, au cas par cas, si l'entrée ou le transit sur le territoire d'un État se justifie, charge le Comité d'examiner les demandes en concertation avec les États de transit et de destination et tout autre État concerné, décide également que le Comité

n'accordera de dérogation aux mesures énoncées à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de la présente résolution que si les États de transit et de destination y consentent, et charge en outre le Comité de notifier sa décision à la personne intéressée par l'intermédiaire du point focal ;

63. *Décide également* que le point focal peut recevoir et transmettre au Comité pour examen, les communications adressées par :

*a)* Les personnes qui ont été radiées de la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida ;

*b)* Les personnes qui estiment avoir été soumises aux mesures visées au paragraphe 1 ci-dessus alors qu'il y avait erreur ou confusion sur la personne ou qu'elles ont été prises pour des personnes dont le nom est inscrit sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida ;

64. *Charge* le Comité, agissant avec l'aide de l'Équipe de surveillance et en consultation avec les États concernés, de répondre par l'intermédiaire du point focal aux communications visées à l'alinéa *b* du paragraphe 63 ci-dessus, selon qu'il convient, dans un délai de 60 jours ;

### **Révision et tenue de la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida**

65. *Engage* tous les États Membres, en particulier les États qui sont à l'origine des inscriptions sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida et les États de résidence, de nationalité, d'établissement ou de constitution à communiquer au Comité des éléments d'identification et d'autres renseignements supplémentaires, y compris, si possible et conformément à leur législation interne, des photographies et autres données biométriques, accompagnés des pièces justificatives correspondantes, sur les personnes, groupes, entreprises et entités inscrits sur la Liste, notamment des informations actualisées sur l'état opérationnel des entités, groupes et entreprises inscrits sur la Liste, sur les déplacements, l'incarcération ou le décès des personnes inscrites sur la Liste et sur tous autres faits nouveaux importants, dès que ces informations sont disponibles ;

66. *Prie* l'Équipe de surveillance de communiquer tous les 12 mois au Comité un document établi en consultation avec les États à l'origine des inscriptions et les États de résidence, de nationalité, d'établissement ou de constitution, si ceux-ci sont connus, qui contiendra :

*a)* La liste des personnes et entités figurant sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida et pour lesquelles celle-ci ne comporte pas les identifiants nécessaires à l'application effective des mesures imposées à leur rencontre ;

*b)* La liste des personnes inscrites sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida qui seraient décédées, assortie d'une évaluation des renseignements pertinents tels que la certification du décès et, autant que possible, l'état des avoirs gelés et le lieu où ils pourraient se trouver ainsi que le nom des personnes ou entités qui seraient en mesure de recevoir des avoirs dégelés ;

*c)* La liste des entités inscrites sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida qui auraient cessé d'exister ou dont la disparition a été dûment constatée, assortie d'une évaluation des renseignements pertinents ;

*d)* La liste de toutes les autres personnes ou entités figurant sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida dont le cas n'a pas été examiné lors de l'examen triennal, c'est-à-dire depuis trois ans ou plus ;

67. *Charge* le Comité de vérifier si ces inscriptions demeurent justifiées, et le charge également, s'il juge que tel n'est plus le cas, de radier de la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida les noms correspondants ;

### **Coordination et action de proximité**

68. *Charge* le Comité de continuer de coopérer avec les autres comités des sanctions qu'il a mis en place, en particulier celui créé en application de sa résolution 1988 (2011) ;

69. *Réaffirme* que le Comité, le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste (Comité contre le terrorisme) et le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004), ainsi que leurs groupes d'experts respectifs, doivent coopérer plus étroitement, notamment, s'il y a lieu, en intensifiant les échanges d'informations et en coordonnant les voyages qu'ils effectuent dans les pays dans

le cadre de leurs mandats respectifs, la facilitation et le suivi de l'assistance technique, les relations avec les organisations et organismes internationaux et régionaux et le traitement d'autres questions intéressant les trois comités, annonce qu'il compte donner des directives aux comités dans les domaines d'intérêt commun, afin de leur permettre de mieux coordonner leurs efforts et de faciliter cette coopération, et prie le Secrétaire général de prendre les dispositions voulues pour que les groupes puissent partager les mêmes locaux dès que possible ;

70. *Engage* l'Équipe de surveillance et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à poursuivre les activités qu'ils mènent en commun, en coopération avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et les experts du Comité créé par la résolution 1540 (2004), pour aider les États Membres à s'acquitter des obligations que leur imposent les résolutions pertinentes, y compris en organisant des ateliers régionaux et sous-régionaux ;

71. *Prie* le Comité d'envisager, le cas échéant, que son Président ou certains de ses membres se rendent dans tel ou tel pays pour l'aider à mettre en œuvre effectivement et pleinement les mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution, dans l'idée de pousser les États à se conformer pleinement aux dispositions de la présente résolution et des résolutions 1267 (1999), 1333 (2000), 1390 (2002), 1455 (2003), 1526 (2004), 1617 (2005), 1735 (2006), 1822 (2008), 1904 (2009), 1989 (2011), 2082 (2012), 2083 (2012) et 2133 (2014) ;

72. *Prie également* le Comité de lui rendre compte oralement, par la voix de son Président, de l'ensemble de ses activités et de celles de l'Équipe de surveillance, au moins une fois par an et, le cas échéant, en même temps que les Présidents du Comité contre le terrorisme et du Comité créé par la résolution 1540 (2004) présentent leurs propres rapports, déclare son intention de tenir au moins une fois par an des consultations sur les travaux du Comité eu égard aux rapports que le Président présente au Conseil, et prie en outre le Président de tenir périodiquement des réunions d'information à l'intention de tous les États Membres intéressés ;

### **Équipe de surveillance**

73. *Décide*, pour aider le Comité à remplir sa mission, et pour apporter un appui au Médiateur, de proroger le mandat des membres de l'Équipe de surveillance créée en application du paragraphe 7 de la résolution 1526 (2004), établie à New York, pour une nouvelle période de 30 mois à compter de l'expiration de son mandat actuel en juin 2015, étant entendu que l'Équipe restera sous la direction du Comité et aura les attributions définies à l'annexe I de la présente résolution, prie le Secrétaire général de prendre toutes les dispositions voulues à cette fin, et souligne qu'il importe de faire en sorte que l'Équipe de surveillance reçoive l'appui administratif qui lui permette de s'acquitter de son mandat efficacement, en temps voulu et en toute sécurité, notamment en ce qui concerne le devoir de protection dans les environnements à haut risque, sous la direction du Comité, organe subsidiaire du Conseil de sécurité ;

74. *Charge* l'Équipe de surveillance d'établir les cas de non-respect des mesures imposées dans la présente résolution et leur éventuelle récurrence, de recueillir des informations à ce sujet et d'en tenir le Comité informé, ainsi que d'apporter aux États Membres qui en font la demande une assistance en matière de renforcement des capacités, lui demande de collaborer étroitement avec les États de résidence, de nationalité, d'établissement ou de constitution et avec les États à l'origine de l'inscription et les autres États concernés, et les missions des Nations Unies compétentes, et la charge également d'adresser au Comité des recommandations sur les mesures propres à faire face à cette situation ;

75. *Charge* le Comité de tenir, avec l'assistance de l'Équipe de surveillance, des séances spéciales consacrées à des questions thématiques ou régionales importantes et aux problèmes que rencontrent les États Membres en termes de capacités, en concertation, selon qu'il conviendra, avec le Comité contre le terrorisme et sa Direction exécutive, l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et le Groupe d'action financière, afin de déterminer et de hiérarchiser les domaines dans lesquels il faut fournir aux États Membres une assistance technique pour qu'ils puissent appliquer plus efficacement les sanctions ;

### **Réexamen**

76. *Décide* d'examiner les mesures prescrites au paragraphe 1 de la présente résolution dans 18 mois, ou plus tôt si nécessaire, en vue de les renforcer éventuellement ;

77. *Décide également* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7198<sup>e</sup> séance.*

## Annexe I

Conformément au paragraphe 73 de la présente résolution, l'Équipe de surveillance est placée sous la direction du Comité, ses attributions étant les suivantes :

*a)* Présenter au Comité, par écrit, deux rapports détaillés et indépendants, le premier d'ici au 30 septembre 2014 et le second d'ici au 31 mars 2015, sur la façon dont les États Membres auront appliqué les mesures énoncées au paragraphe 1 de la présente résolution, ces rapports comportant des recommandations précises visant à améliorer l'application des mesures et présentant d'autres mesures envisageables ;

*b)* Aider le Médiateur à s'acquitter de son mandat, qui est défini à l'annexe II de la présente résolution, notamment en lui procurant des informations à jour sur les personnes, groupes, entreprises ou entités qui cherchent à être radiés de la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida ;

*c)* Aider le Comité à passer régulièrement en revue les noms figurant sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida, notamment en se rendant dans les États Membres au nom de celui-ci en tant qu'organe subsidiaire du Conseil de sécurité et en entretenant des contacts avec eux en vue d'étoffer le dossier du Comité sur les faits et circonstances entourant l'inscription d'un nom sur la Liste ;

*d)* Aider le Comité à assurer le suivi des demandes d'information adressées aux États Membres, y compris en ce qui concerne l'application des mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution ;

*e)* Présenter au Comité pour examen et approbation, selon qu'il conviendra, un programme de travail détaillé, dans lequel elle décrira les activités qu'elle prévoit de mener pour s'acquitter de ses responsabilités, y compris les déplacements qu'elle envisage d'entreprendre, en se coordonnant de près avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et le Groupe d'experts du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004), afin d'éviter les chevauchements et d'accroître les synergies ;

*f)* Collaborer étroitement et échanger des informations avec la Direction exécutive et le Groupe d'experts du Comité créé par la résolution 1540 (2004), en vue de recenser les domaines de convergence et de recoupement et de faciliter une coordination concrète entre les trois comités, y compris dans le domaine des rapports ;

*g)* Participer activement à toutes les activités menées dans le cadre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies<sup>273</sup> et soutenir ces activités, notamment au sein de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme créée pour assurer la coordination et la cohérence d'ensemble de l'action antiterroriste menée par le système des Nations Unies, en particulier par l'intermédiaire de ses groupes de travail compétents ;

*h)* Recueillir des informations, pour le compte du Comité, sur les cas de non-respect des mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution portés à sa connaissance, notamment en réunissant les informations obtenues auprès de toutes sources pertinentes, notamment des États Membres, en se mettant en rapport avec les parties concernées, en effectuant des études de cas, aussi bien de sa propre initiative qu'à la demande du Comité, et en présentant au Comité, en vue de leur examen par celui-ci, les cas de non-respect ainsi que des recommandations sur les mesures à prendre pour y faire face ;

*i)* Présenter au Comité des recommandations susceptibles d'aider les États Membres à appliquer les mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution et à préparer leurs propositions d'inscription sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida ;

*j)* Aider le Comité à examiner les propositions d'inscription sur la Liste, notamment en recueillant et en lui transmettant les informations relatives à l'inscription proposée et en établissant le projet de résumé des motifs visé au paragraphe 36 de la présente résolution ;

*k)* Se concerter avec le Comité ou les États Membres concernés, selon que de besoin, lorsqu'elle détermine que certaines personnes ou entités devraient être ajoutées à la Liste relatives aux sanctions contre Al-Qaida ou en être radiées ;

*l)* Porter à l'attention du Comité tout fait nouveau ou digne d'intérêt qui puisse justifier une radiation de la Liste, par exemple la publication d'informations sur une personne décédée ;

*m)* Consulter les États Membres avant de se rendre dans certains d'entre eux dans le cadre de son programme de travail approuvé par le Comité ;

---

<sup>273</sup> Résolution 60/288 de l'Assemblée générale.

- n)* Coordonner ses activités et coopérer avec le mécanisme national chargé de la lutte antiterroriste ou tout organe de coordination de cette nature établi dans l'État visité, selon qu'il conviendra ;
- o)* Coopérer étroitement avec les organes des Nations Unies chargés de la lutte contre le terrorisme en vue de fournir des informations sur les mesures prises par les États Membres pour faire face aux enlèvements et aux prises d'otages contre rançon commis par Al-Qaida ou des personnes, groupes, entreprises ou entités qui lui sont associés et sur les tendances et les faits nouveaux enregistrés dans ce domaine ;
- p)* Engager les États Membres à soumettre des noms et des renseignements d'identification complémentaires en vue de leur insertion dans la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida, selon les instructions du Comité ;
- q)* Présenter au Comité des renseignements d'identification complémentaires et d'autres éléments d'information pour l'aider à faire en sorte que la Liste soit aussi exacte et à jour que possible ;
- r)* Engager les États Membres à fournir à l'Équipe de surveillance, selon qu'il conviendra, les informations qui présentent un intérêt pour la mise en œuvre de son mandat ;
- s)* Étudier la nature évolutive de la menace que présente Al-Qaida et les mesures optimales permettant d'y faire face, y compris en établissant, dans la limite des ressources disponibles, un dialogue avec les chercheurs, les institutions universitaires et les experts concernés en consultation avec le Comité, au moyen d'un atelier annuel ou par tout autre moyen approprié, et faire rapport au Comité à ce sujet ;
- t)* Réunir, évaluer et suivre l'information concernant l'application des mesures, y compris de celle qui est visée à l'alinéa *a* du paragraphe 1 de la présente résolution en ce qui concerne la prévention du détournement d'Internet à des fins criminelles par Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui lui sont associés, en rendre compte et formuler des recommandations à ce sujet, effectuer des études de cas, s'il y a lieu, et étudier à fond toute autre question pertinente selon les instructions du Comité ;
- u)* Consulter les États Membres et les organisations compétentes, notamment dans le cadre d'un dialogue suivi avec leurs représentants à New York et dans les capitales, et tenir compte de leurs observations, notamment en ce qui concerne les questions qui pourraient être abordées dans les rapports de l'Équipe de surveillance visés au paragraphe *a* de la présente annexe, telles que les lacunes constatées et les difficultés rencontrées par les États dans l'application des dispositions de la présente résolution ;
- v)* Se concerter de manière confidentielle avec les services de renseignement et de sécurité des États Membres, notamment à l'occasion de réunions régionales, afin de faciliter l'échange d'informations et de renforcer l'application des mesures ;
- w)* Se concerter avec les représentants compétents du secteur privé, y compris les institutions financières et les entreprises et professions ne relevant pas du secteur financier, pour s'informer des modalités pratiques du gel des avoirs et élaborer des recommandations aux fins du renforcement de la mise en œuvre de cette mesure ;
- x)* Se concerter avec les représentants compétents du secteur privé, en coordination avec les autorités nationales, selon que de besoin, pour faire mieux connaître et mieux respecter l'interdiction de voyager et l'embargo sur les armes ;
- y)* Se concerter avec les représentants compétents d'organisations internationales, notamment l'Association du transport aérien international, l'Organisation de l'aviation civile internationale et l'Organisation mondiale des douanes, afin de faire mieux connaître et mieux respecter l'interdiction de voyager et l'embargo sur les armes ;
- z)* Collaborer avec les organisations internationales et régionales compétentes afin de faire mieux connaître et mieux respecter les mesures ;
- aa)* Aider le Comité à fournir aux États Membres, sur leur demande, une assistance en matière de renforcement des capacités leur permettant de mieux appliquer les mesures ;
- bb)* Collaborer avec INTERPOL et les États Membres en vue d'obtenir les photographies et, conformément aux législations nationales, les données biométriques des personnes inscrites sur la Liste afin qu'elles puissent éventuellement figurer sur les Notices spéciales INTERPOL-Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, et collaborer avec INTERPOL afin que les personnes, groupes, entreprises et entités inscrits sur la Liste fassent tous l'objet de telles Notices ;

cc) Aider les autres organes subsidiaires du Conseil et leurs groupes d'experts, à leur demande, à intensifier leur coopération avec INTERPOL, comme le prévoit la résolution 1699 (2006), et s'employer, en collaboration avec le Secrétariat, à harmoniser la présentation de l'ensemble des listes de sanctions établies par l'Organisation des Nations Unies afin d'en faciliter l'utilisation par les autorités nationales ;

dd) Faire rapport au Comité, à intervalles réguliers ou à sa demande, en présentant des communications orales ou écrites sur ses travaux, y compris sur les visites qu'elle a effectuées auprès d'États Membres et sur ses activités ;

ee) Faire régulièrement rapport au Comité, s'il y a lieu, sur les liens existant entre Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui peuvent être inscrits sur la Liste en application du paragraphe 1 de la résolution 2082 (2012) ou de toute autre résolution applicable ;

ff) S'acquitter de toute autre responsabilité que pourrait lui confier le Comité.

## Annexe II

Conformément au paragraphe 41 de la présente résolution, le Bureau du Médiateur est habilité à accomplir les tâches ci-après lorsqu'il reçoit une demande de radiation présentée par une personne, un groupe, une entreprise ou une entité inscrits sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida ou en leur nom ou par leur représentant ou leur successeur légal (le requérant).

Le Conseil de sécurité rappelle que les États Membres ne sont pas autorisés à présenter des demandes de radiation au Bureau du Médiateur au nom d'une personne, d'un groupe, d'une entreprise ou d'une entité.

### *Collecte d'informations (quatre mois)*

1. Lorsqu'il reçoit une demande de radiation, le Médiateur :

- a) Adresse au requérant un accusé de réception ;
- b) Informe le requérant de la procédure générale régissant le traitement des demandes ;
- c) Répond aux questions posées par le requérant concernant les procédures du Comité ;

d) Si la demande ne tient pas dûment compte des critères ayant présidé à l'inscription initiale, tels qu'énoncés au paragraphe 2 de la présente résolution, en informe le requérant et lui retourne sa demande afin qu'il la réexamine ;

e) Vérifie s'il s'agit d'une nouvelle demande et, s'il s'agit du renouvellement d'une demande qui lui a déjà été présentée et n'apporte aucune information supplémentaire, la renvoie au requérant, avec une explication appropriée, afin qu'il la réexamine.

2. Le Médiateur transmet immédiatement les demandes de radiation qui ne sont pas renvoyées au requérant aux membres du Comité, aux États à l'origine de l'inscription, aux États de nationalité, de résidence ou de constitution, aux organismes des Nations Unies compétents et à tous les autres États qu'il juge concernés. Il demande à ces États ou organismes de fournir, dans un délai de quatre mois, tout complément d'information utile concernant la demande de radiation. Il peut engager le dialogue avec ces États afin de déterminer :

a) S'ils estiment qu'il convient d'accéder à la demande de radiation ; et

b) Quelles informations, questions ou demandes de précisions ils souhaiteraient voir communiquées au requérant concernant la demande de radiation, notamment tout renseignement que celui-ci pourrait communiquer ou toute mesure qu'il pourrait prendre pour éclaircir la demande de radiation.

3. Lorsque tous les États à l'origine de l'inscription ont été consultés et approuvent la radiation du requérant, le Médiateur peut, le cas échéant, raccourcir la période de collecte d'informations.

4. Le Médiateur transmet immédiatement la demande de radiation à l'Équipe de surveillance, qui lui communique, dans un délai de quatre mois :

a) Toutes les informations dont elle dispose qui sont utiles aux fins de la demande de radiation, notamment les décisions et procédures de justice, les articles de presse et les renseignements que des États ou des organisations internationales concernées ont déjà communiqués au Comité ou à elle-même ;

b) Des évaluations factuelles des informations fournies par le requérant qui présentent un intérêt pour la demande de radiation ; et

c) Les questions ou les demandes de précisions qu'elle souhaiterait voir adressées au requérant concernant la demande de radiation.

5. À la fin de cette période de quatre mois, le Médiateur informe le Comité, par écrit, des progrès accomplis, notamment en précisant quels sont les États qui ont fourni des informations et toute difficulté notable à laquelle il s'est heurté. Il peut demander que la période soit prolongée une fois, de deux mois maximum, s'il juge qu'il faut plus de temps pour recueillir les informations, compte dûment tenu des demandes présentées par les États Membres qui souhaitent disposer de plus de temps pour fournir des renseignements.

*Concertation (deux mois)*

6. À la fin de la période de collecte d'informations, le Médiateur ouvre une période de concertation de deux mois, au cours de laquelle le dialogue peut être engagé avec le requérant. Ayant dûment examiné les demandes de temps supplémentaire, il peut prolonger cette période une fois, de deux mois maximum, s'il juge qu'il faut plus de temps pour mener la concertation et élaborer le rapport d'ensemble décrit au paragraphe 8 ci-dessous. Inversement, il peut raccourcir cette période s'il estime qu'il faut moins de temps.

7. Pendant la période de concertation, le Médiateur :

a) Peut, oralement ou par écrit, poser des questions au requérant ou lui demander de fournir des informations supplémentaires ou des précisions susceptibles d'aider le Comité à examiner la demande de radiation, et lui adresser toutes questions ou demandes d'informations reçues des États concernés, du Comité et de l'Équipe de surveillance ;

b) Demande au requérant de présenter une déclaration signée, dans laquelle il certifie ne pas entretenir de relations avec Al-Qaida ou toute cellule, filiale, émanation ou tout groupe dissident de cette organisation et s'engage à ne pas en avoir avec Al-Qaida à l'avenir ;

c) A un entretien avec le requérant, si possible ;

d) Transmet les réponses reçues du requérant aux États concernés, au Comité et à l'Équipe de surveillance et se met en rapport avec le requérant au sujet des réponses incomplètes que celui-ci a fournies ;

e) Assure la coordination avec les États concernés, le Comité et l'Équipe de surveillance pour tout complément d'information demandé au requérant ou toute réponse à lui adresser ;

f) Peut, durant la phase de collecte d'informations ou de concertation, communiquer aux États concernés les informations fournies par un État, y compris la position de ce dernier au sujet de la demande de radiation, si l'État en question donne son consentement ;

g) S'abstient, durant les phases de collecte d'informations et de concertation et lors de l'établissement du rapport, de divulguer des informations communiquées à titre confidentiel par un État sans le consentement exprès de celui-ci, donné par écrit ; et

h) Prend sérieusement en considération, durant la phase de concertation, l'avis des États à l'origine des inscriptions et d'autres États Membres qui fournissent des informations pertinentes, en particulier les États qui sont le plus touchés par les actes ou les liens ayant motivé les inscriptions initiales.

8. À la fin de la période de concertation visée ci-dessus, le Médiateur établit et communique au Comité, avec le concours de l'Équipe de surveillance, le cas échéant, un rapport d'ensemble contenant exclusivement :

a) Un résumé de toutes les informations dont il dispose au sujet de la demande de radiation, dans lequel il donne, le cas échéant, une indication des sources en respectant la confidentialité de certains des éléments qui lui ont été communiqués par les États Membres ;

b) Un exposé de ce qu'il a fait à propos de la demande de radiation, dans lequel il décrit notamment le dialogue engagé avec le requérant ; et

c) Les principaux arguments relatifs à la demande de radiation, formulés à l'intention du Comité à partir de l'analyse de toutes les informations dont il dispose et de sa recommandation, laquelle précise l'avis du Médiateur concernant l'inscription au moment de l'examen de la demande de radiation.

*Examen de la demande par le Comité*

9. Lorsque le Comité a eu 15 jours pour examiner le rapport d'ensemble dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, son Président inscrit la demande de radiation à son ordre du jour.

10. Lorsque le Comité examine la demande de radiation, le Médiateur présente lui-même le rapport d'ensemble et répond aux questions posées par les membres du Comité au sujet de la demande.

11. Le Comité achève l'examen du rapport d'ensemble dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle il en est saisi.

12. Lorsque le Comité a achevé l'examen du rapport d'ensemble, le Médiateur peut communiquer la recommandation à tous les États concernés.

13. Avec l'approbation du Comité, le Médiateur peut fournir à tout État à l'origine de l'inscription ou État de nationalité, de résidence ou de constitution qui en fait la demande un exemplaire du rapport d'ensemble assorti des corrections jugées nécessaires par le Comité et accompagné d'une notification confirmant que :

a) Toutes les décisions touchant à la divulgation des informations contenues dans les rapports d'ensemble du Médiateur, y compris le champ de ces informations, sont prises librement et au cas par cas par le Comité ;

b) Le rapport d'ensemble sert de base à la recommandation du Médiateur et n'est pas attribuable à l'un quelconque des membres du Comité ;

c) Le rapport d'ensemble et toutes les informations qui y figurent sont considérés comme strictement confidentiels et ne sont pas partagés avec le requérant ni tout autre État Membre sans l'approbation du Comité.

14. Lorsque le Médiateur recommande de maintenir l'inscription sur la Liste, l'obligation qu'ont les États de prendre les mesures énoncées au paragraphe 1 de la présente résolution continue de s'appliquer à l'égard de la personne, du groupe, de l'entreprise ou de l'entité concernés, à moins qu'un membre du Comité ne présente une demande de radiation que le Comité examinera conformément à ses procédures normales de décision par consensus.

15. Lorsque le Médiateur recommande au Comité d'envisager une radiation, l'obligation qu'ont les États de prendre les mesures énoncées au paragraphe 1 de la présente résolution prend fin, en ce qui concerne la personne, le groupe, l'entreprise ou l'entité concernés, 60 jours après que le Comité a achevé l'examen d'un rapport d'ensemble présenté par le Médiateur, conformément aux dispositions de la présente annexe, notamment l'alinéa *h* du paragraphe 7, à moins que le Comité n'ait décidé par consensus, avant l'expiration de ce délai, que l'obligation continue de s'appliquer à l'égard de l'intéressé, étant entendu que, dans les cas où il n'y a pas consensus, le Président, agissant à la demande d'un des membres du Comité, soumet la question de la radiation au Conseil, pour décision à prendre dans les 60 jours, et que, si une telle demande est déposée, l'obligation faite aux États de prendre les mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution continue de leur incomber pendant l'écoulement de ce délai en ce qui concerne la personne, le groupe, l'entreprise ou l'entité, jusqu'à ce que la question ait été tranchée par le Conseil.

16. À l'issue de la procédure exposée aux paragraphes 42 et 43 de la présente résolution, le Comité indique au Médiateur, dans les 60 jours, si les mesures visées au paragraphe 1 de la présente résolution sont maintenues ou non, en exposant les raisons de cette décision et en communiquant toute autre information utile à son sujet et, s'il y a lieu, un résumé actualisé des motifs ayant présidé à l'inscription sur la Liste, afin que le Médiateur transmette l'information au requérant. Le délai de 60 jours est applicable aux dossiers auxquels il n'a pas encore été donné suite par le Médiateur ou le Comité et commencera à s'appliquer à la date d'adoption de la présente résolution.

17. Après avoir reçu du Comité les informations visées au paragraphe 16 ci-dessus, si celles-ci révèlent que les mesures énoncées au paragraphe 1 de la présente résolution doivent être maintenues, le Médiateur adresse au requérant une lettre dont il a communiqué à l'avance le texte au Comité, dans laquelle :

a) Il l'informe de la suite donnée à sa demande ;



b) Il décrit, autant que possible et en s'inspirant du rapport d'ensemble qu'il a établi, la procédure et les éléments d'information factuels qu'il a recueillis et qui peuvent être divulgués ;

c) Il communique toutes autres informations que le Comité lui a fournies au sujet de sa décision en application du paragraphe 16 ci-dessus.

18. Dans toutes les communications avec le requérant, le Médiateur respecte le caractère confidentiel des délibérations du Comité et de ses propres communications avec les États Membres.

19. Le Médiateur pourra informer le requérant et les États concernés qui ne sont pas membres du Comité de l'état d'avancement de la procédure.

#### *Autres fonctions du Bureau du Médiateur*

20. Outre les tâches définies ci-dessus, le Médiateur :

a) Diffuse les informations qui peuvent être rendues publiques concernant les procédures du Comité, y compris les directives du Comité, les fiches d'information et d'autres documents établis par le Comité ;

b) Informe les personnes ou entités de leur inscription sur la Liste lorsque leur adresse est connue après que le Secrétariat a officiellement informé la mission permanente de l'État ou des États, conformément au paragraphe 39 de la présente résolution ;

c) Présente au Conseil de sécurité des rapports semestriels sur ses activités.

#### **Décisions**

À sa 7226<sup>e</sup> séance, le 28 juillet 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>274</sup> :

Le Conseil de sécurité rappelle ses résolutions 1267 (1999), 1373 (2001), 1989 (2011), 2129 (2013), 2133 (2014) et 2161 (2014), souligne que les États Membres ont l'obligation de prévenir et de réprimer le financement des actes terroristes, et se déclare vivement préoccupé par les informations selon lesquelles des groupes terroristes figurant sur la liste du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) concernant Al-Qaida et les personnes et entités qui lui sont associées, à savoir l'« État islamique d'Iraq et du Levant » et le « Front El-Nosra », se seraient emparés de gisements de pétrole et d'oléoducs en République arabe syrienne et en Iraq. Il souligne à ce sujet que toute transaction pétrolière avec ces entités est incompatible avec les résolutions du Conseil et que tous les États doivent faire en sorte que leurs nationaux et les autres personnes se trouvant sur leur territoire ne se livrent pas au commerce de pétrole avec ces entités.

Le Conseil réaffirme son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne et de l'Iraq et, à cet égard, condamne avec la plus grande fermeté toute participation, qu'elle soit directe ou indirecte, au commerce de pétrole provenant de la République arabe syrienne ou d'Iraq faisant intervenir des groupes terroristes. Il souligne qu'une telle participation constitue un soutien financier aux terroristes et peut conduire à l'inscription des intéressés sur les listes de personnes et entités visées par des sanctions si ces groupes sont considérés par le Comité comme associés à Al-Qaida.

Le Conseil note avec inquiétude que le contrôle de gisements de pétrole et d'infrastructures connexes par des organisations terroristes peut aider celles-ci à se procurer des ressources leur permettant de financer leurs activités de recrutement, notamment de combattants terroristes étrangers, et de renforcer leur capacité de planifier et d'exécuter des attaques terroristes.

---

<sup>274</sup> S/PRST/2014/14.

Le Conseil rappelle à tous les États qu'ils sont tenus de faire en sorte que leurs nationaux et les autres personnes se trouvant sur leur territoire ne se livrent pas à des transactions commerciales ou financières directes ou indirectes avec « l'État islamique d'Iraq et du Levant » et « le Front El-Nosra » ou à leur profit, en particulier si elles portent sur du pétrole en provenance de la République arabe syrienne ou d'Iraq.

Le Conseil souligne également qu'il importe que tous les États Membres respectent l'obligation qui leur est faite de s'assurer que leurs nationaux et les autres personnes se trouvant sur leur territoire ne fassent pas de dons à des personnes ou entités désignées par le Comité.

Le Conseil demande à tous les États Membres qui pourraient détenir des informations sur de telles activités de les porter à la connaissance du Comité et de collaborer étroitement avec le Conseil à ce sujet.

---

## **EXPOSÉS DES PRÉSIDENTS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ<sup>275</sup>**

### **Décisions**

À sa 7071<sup>e</sup> séance, le 27 novembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Autriche, de la Croatie, d'Israël, du Japon et de la République arabe syrienne à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Exposés des présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Gilles Marhic, chef du service juridique de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 7076<sup>e</sup> séance, le 9 décembre 2013, le Conseil a examiné la question intitulée « Exposés des présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité ».

À sa 7184<sup>e</sup> séance, le 28 mai 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Belgique, d'Israël, de la Jamaïque, du Japon, du Pakistan et de la République arabe syrienne à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Exposés des présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

---

## **LA SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE<sup>275</sup>**

### **Décisions**

À sa 7102<sup>e</sup> séance, le 27 janvier 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Côte d'Ivoire à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Côte d'Ivoire

« Trente-troisième rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2013/761) ».

---

<sup>275</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2002 des résolutions et décisions sur cette question.

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Aïchatou Mindaoudou Souleymane, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire et Chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, qui a participé à la séance par visioconférence.

À sa 7163<sup>e</sup> séance, le 29 avril 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Côte d'Ivoire à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Côte d'Ivoire

« Lettre, en date du 14 avril 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Vice-Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire (S/2014/266) ».

**Résolution 2153 (2014)  
du 29 avril 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures, en particulier les résolutions 1880 (2009) du 30 juillet 2009, 1893 (2009) du 29 octobre 2009, 1911 (2010) du 28 janvier 2010, 1933 (2010) du 30 juin 2010, 1946 (2010) du 15 octobre 2010, 1962 (2010) du 20 décembre 2010, 1975 (2011) du 30 mars 2011, 1980 (2011) du 28 avril 2011, 2000 (2011) du 27 juillet 2011, 2045 (2012) du 26 avril 2012, 2062 (2012) du 26 juillet 2012, 2101 (2013) du 25 avril 2013 et 2112 (2013) du 30 juillet 2013, et les déclarations de son Président concernant la situation en Côte d'Ivoire,

*Réaffirmant son ferme attachement* au respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de l'unité de la Côte d'Ivoire, et rappelant l'importance des principes de bon voisinage, de non-ingérence et de coopération régionale,

*Se félicitant* du rapport spécial du Secrétaire général en date du 24 décembre 2013<sup>276</sup> et prenant note du rapport de mi-mandat, en date du 11 octobre 2013<sup>277</sup>, et du rapport final, en date du 14 avril 2014, du Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, établi en application du paragraphe 19 de la résolution 2101 (2013) du Conseil<sup>278</sup>,

*Se félicitant également* des progrès accomplis dans le sens du rétablissement de la sécurité, de la paix et de la stabilité en Côte d'Ivoire, saluant les efforts que le Président et le Gouvernement ivoiriens continuent de déployer pour stabiliser la situation sur le plan de la sécurité, accélérer le relèvement économique du pays et renforcer la coopération internationale et régionale, notamment en resserrant la coopération avec les Gouvernements ghanéen et libérien, et demandant à toutes les parties prenantes nationales d'œuvrer ensemble à la consolidation des acquis et de s'attaquer aux causes profondes de tensions et de conflit,

*Constatant* que les mesures imposées par les résolutions 1572 (2004) du 15 novembre 2004, 1643 (2005) du 15 décembre 2005, 1975 (2011) et 1980 (2011), telles que modifiées par les résolutions qu'il a adoptées par la suite, continuent de contribuer à la stabilité en Côte d'Ivoire, notamment en faisant obstacle au transfert illicite d'armes légères et de petit calibre dans le pays, ainsi qu'en favorisant la consolidation de la paix au lendemain du conflit, le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et la réforme du secteur de la sécurité, et soulignant que, ces mesures ayant pour but d'accompagner le processus de paix dans le pays, il pourrait éventuellement modifier encore ou lever entièrement ou en partie celles qui subsistent, en fonction des progrès accomplis en ce qui concerne le désarmement, la démobilisation et la réintégration et la réforme du secteur de la sécurité, ainsi que la réconciliation nationale et la lutte contre l'impunité,

*Saluant* l'achèvement du cycle électoral résultant des Accords de Ouagadougou et l'annonce de la tenue d'élections présidentielles en octobre 2015, et engageant le Gouvernement ivoirien et l'opposition à s'acheminer

---

<sup>276</sup> S/2013/761.

<sup>277</sup> Voir S/2013/605.

<sup>278</sup> Voir S/2014/266.

résolument et de manière concertée vers la réconciliation politique et la réforme électorale pour garantir l'ouverture et la transparence du jeu politique,

*Se félicitant* des efforts déployés pour exécuter le programme de réforme du secteur de la sécurité et, notamment, de la coopération croissante entre le Conseil national de sécurité et les autorités locales, tout en s'inquiétant des retards survenus dans l'application de la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité, en particulier en dehors d'Abidjan, et souhaitant vivement que les efforts de réforme de ce secteur soient intensifiés, notamment par la mise en place d'une véritable structure hiérarchique et d'un système de justice militaire ainsi que par l'allocation de ressources budgétaires suffisantes,

*Se félicitant également* de l'amélioration générale de la situation en matière de sécurité et des efforts entrepris pour régler les problèmes d'insécurité, tout en déplorant les retards survenus dans la réforme du secteur de la sécurité et dans le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants, saluant l'action menée pour mieux contrôler et gérer les armements dans le cadre de la Commission nationale de lutte contre la prolifération et le trafic des armes légères et de petit calibre, avec l'appui de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, et soulignant qu'il importe de poursuivre les efforts dans ce domaine, rappelant la nécessité pour le Gouvernement ivoirien de veiller à allouer des ressources financières suffisantes et à offrir aux ex-combattants des perspectives viables de réintégration afin que le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration soit mené à bien en juin 2015 au plus tard,

*Réaffirmant* qu'il est urgent que le Gouvernement ivoirien forme et équipe ses forces de sécurité et, notamment, dote sa police et sa gendarmerie des armes et munitions nécessaires au maintien de l'ordre,

*Soulignant de nouveau* qu'il importe que le Gouvernement ivoirien soit en mesure d'apporter une réponse proportionnée aux menaces contre la sécurité de l'ensemble des citoyens de la Côte d'Ivoire, et demandant au Gouvernement de veiller à ce que ses forces de sécurité demeurent fidèles à l'obligation de respecter les droits de l'homme et le droit international applicable,

*Engageant* le Gouvernement ivoirien et le Groupe d'experts, initialement créé en application du paragraphe 7 de la résolution 1584 (2005) du 1<sup>er</sup> février 2005, à coopérer plus étroitement,

*Se félicitant* des efforts que le Secrétariat continue de déployer pour étoffer et améliorer le registre d'experts du Service du secrétariat des organes subsidiaires du Conseil de sécurité, compte tenu des indications données dans la note de son Président en date du 22 décembre 2006<sup>279</sup>,

*Saluant* les progrès accomplis par les autorités ivoiriennes dans la lutte contre les systèmes d'imposition illégale et prenant note de la diminution du nombre de postes de contrôle illégaux et des cas d'extorsion de fonds, en notant toutefois que les moyens et ressources sont insuffisants pour assurer le contrôle des frontières, en particulier dans l'ouest du pays,

*Notant* que, dans son communiqué final du 22 novembre 2013<sup>280</sup>, le Processus de Kimberley a reconnu que la Côte d'Ivoire avait satisfait aux exigences minimales de son système de certification<sup>281</sup>, l'encourageant à appliquer intégralement le plan d'action qu'elle a établi pour mettre en valeur son secteur du diamant conformément aux normes du Processus de Kimberley, notamment en participant à l'initiative du bassin du fleuve Mano, et se félicitant que la Côte d'Ivoire ait invité le Processus à effectuer une mission d'inspection six mois après la reprise des exportations licites de diamants bruts,

*Rappelant* ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010, 2106 (2013) du 24 juin 2013 et 2122 (2013) du 18 octobre 2013 sur les femmes et la paix et la sécurité, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011, 2068 (2012) du 19 septembre 2012 et 2143 (2014) du 7 mars 2014 sur la protection des enfants dans les conflits armés, et ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé,

---

<sup>279</sup> S/2006/997.

<sup>280</sup> A/68/649, pièce jointe.

<sup>281</sup> Voir A/57/489.

*Condamnant de nouveau fermement* toutes les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire en Côte d'Ivoire, et condamnant toutes les violences contre les civils, y compris les femmes, les enfants, les personnes déplacées et les étrangers, ainsi que toutes autres exactions ou atteintes aux droits de l'homme, soulignant que les auteurs de tels actes doivent être traduits en justice, devant des tribunaux internes ou internationaux, et engageant le Gouvernement ivoirien à continuer de coopérer étroitement avec la Cour pénale internationale,

*Se félicitant* à ce sujet du transfert à la Cour pénale internationale de l'ancien dirigeant des Jeunes patriotes, M. Charles Blé Goudé, et se félicitant également de l'action menée aux plans national et international pour traduire en justice les auteurs présumés de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits, et de violations du droit international humanitaire,

*Soulignant* qu'il importe de doter le Groupe d'experts de ressources suffisantes pour lui permettre de s'acquitter de son mandat,

*Considérant* que la situation en Côte d'Ivoire continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* que, jusqu'au 30 avril 2015, tous les États devront prendre les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture, la vente ou le transfert, directs ou indirects, d'armes et de matériel connexe à la Côte d'Ivoire, à partir de leur territoire ou par leurs nationaux, ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, que ces armes et ce matériel aient ou non leur origine sur leur territoire ;

2. *Décide également* que les fournitures de matériel non létal ainsi que toute assistance technique, formation ou aide financière destinées à permettre aux forces de sécurité ivoiriennes d'utiliser une force appropriée et proportionnée à la seule fin de maintenir l'ordre public ne nécessiteront plus de notification préalable au Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 1572 (2004) ;

3. *Note* que les mesures concernant les armes et le matériel létal connexe visées au paragraphe 1 ci-dessus ne s'appliquent plus ni à la fourniture de services de formation, de conseils, d'assistance technique ou financière et de compétences spécialisées en rapport avec les fonctions de sécurité et militaires, ni à la fourniture de matériel non létal, notamment de véhicules civils, aux forces de sécurité ivoiriennes ;

4. *Décide* que les mesures imposées en vertu du paragraphe 1 ci-dessus ne s'appliquent pas :

a) Aux fournitures destinées exclusivement à appuyer l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et les forces françaises qui la soutiennent, ou à être utilisées par celles-ci, et aux fournitures transitant par la Côte d'Ivoire qui sont destinées à appuyer des opérations de maintien de la paix des Nations Unies ou à être utilisées par celles-ci ;

b) Aux fournitures exportées temporairement en Côte d'Ivoire et destinées aux forces d'un État qui agit, conformément au droit international, exclusivement et directement pour faciliter l'évacuation de ses nationaux et des personnes envers lesquelles il a des responsabilités consulaires en Côte d'Ivoire, sur notification préalable au Comité du Conseil de sécurité créé en application du paragraphe 14 de la résolution 1572 (2004) ;

c) À la fourniture aux forces de sécurité ivoiriennes d'armes et de matériel létal exclusivement destinés à appuyer le processus ivoirien de réforme du secteur de la sécurité ou à être utilisés dans le cadre de ce processus, sur notification préalable au Comité, à l'exception des armes et du matériel létal connexe qui sont énumérés en annexe à la présente résolution et qui devront être approuvés au préalable par le Comité ;

5. *Décide également* que le Comité ajoutera des articles à la liste des armes et du matériel létal connexe énumérés en annexe à la présente résolution, en supprimera ou apportera des précisions, selon qu'il convient ;

6. *Décide en outre* que, pendant la période visée au paragraphe 1 ci-dessus, les autorités ivoiriennes notifieront au préalable au Comité tout envoi des articles visés à l'alinéa c du paragraphe 3 ci-dessus ou solliciteront l'accord préalable du Comité, selon qu'il conviendra, décide en outre que tout État Membre apportant une assistance peut, subsidiairement, faire cette notification ou cette demande au Comité après avoir informé le Gouvernement ivoirien de son intention de le faire ;

7. *Demande* au Gouvernement ivoirien de veiller à ce que les notifications et les demandes d'approbation adressées au Comité soient accompagnées de toutes les informations nécessaires, y compris l'utilisation à laquelle le matériel est destiné et l'utilisateur final, notamment l'unité destinataire prévue des forces de sécurité ivoiriennes ou le lieu d'entreposage prévu, les caractéristiques techniques, le nombre d'articles à expédier, les coordonnées du fabricant et du fournisseur, et la date de livraison, le mode de transport et l'itinéraire de transport envisagés ; souligne qu'il importe d'insister sur des explications détaillées concernant la manière dont le matériel demandé appuiera le processus de réforme du secteur de la sécurité ; et souligne également que ces notifications et demandes d'approbation doivent être accompagnées d'information concernant tout projet de transformation de matériel non létal en matériel létal ;

8. *Décide* que les autorités ivoiriennes présenteront au Comité, le 30 septembre 2014 et le 30 mars 2015 au plus tard, des rapports semestriels sur les progrès accomplis quant aux processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration et de la réforme du secteur de la sécurité ;

9. *Encourage* les autorités ivoiriennes à consulter l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, dans les limites de son mandat et de ses ressources, pour s'assurer que les notifications et demandes d'autorisation contiennent les informations requises ;

10. *Engage vivement* le Gouvernement ivoirien à autoriser le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire et l'Opération à avoir accès aux armes faisant l'objet de dérogations et au matériel létal au moment de l'importation de ces équipements et avant qu'ils ne soient livrés aux utilisateurs finaux, souligne que le Gouvernement ivoirien devra marquer les armes et les matériels connexes à leur entrée sur le territoire ivoirien, et l'engage à en tenir un registre, en portant une attention particulière aux armes légères et de petit calibre, en vue de renforcer le suivi et le contrôle de leur circulation ;

11. *Décide* d'examiner les mesures visées aux paragraphes ci-dessus au regard des progrès réalisés en matière de stabilisation dans l'ensemble du pays à la fin de la période visée au paragraphe 1 ci-dessus, en fonction des progrès accomplis en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration ainsi que de réforme du secteur de la sécurité, de réconciliation nationale et de lutte contre l'impunité ;

12. *Décide également* de reconduire jusqu'au 30 avril 2015 les mesures concernant les opérations financières et les voyages imposées aux paragraphes 9 à 12 de sa résolution 1572 (2004) et au paragraphe 12 de la résolution 1975 (2011), et souligne qu'il compte examiner l'utilité de maintenir sur la liste des personnes soumises à ces mesures le nom de celles qui s'emploient concrètement à promouvoir l'objectif de réconciliation nationale ;

13. *Décide en outre* de mettre fin, à compter de la date de l'adoption de la présente résolution, aux mesures interdisant l'importation par tout État des diamants bruts provenant de la Côte d'Ivoire, imposées au paragraphe 6 de la résolution 1643 (2005), compte tenu des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Système de certification du Processus de Kimberley<sup>281</sup> et dans la gouvernance de ce secteur ;

14. *Demande* à la Côte d'Ivoire de le tenir informé, par l'intermédiaire du Comité, de l'état d'avancement de l'exécution de son Plan d'action relatif aux diamants, y compris en ce qui concerne la répression de la contrebande, la mise en place du régime douanier et la déclaration des recettes financières tirées des diamants ; encourage la Côte d'Ivoire à accueillir dans les neuf mois qui suivront l'adoption de la présente résolution une mission d'évaluation du Processus de Kimberley qui comptera parmi ses membres un représentant du Groupe d'experts, et l'encourage également à continuer de participer aux activités régionales de coopération et de renforcement du système légal, telles que l'initiative du bassin du fleuve Mano ;

15. *Invite* le Système de certification du Processus de Kimberley, en particulier son Groupe de travail chargé du suivi et son Groupe de travail sur les statistiques, à lui transmettre selon qu'il conviendra, par l'intermédiaire du Comité et aux fins d'examen par le Groupe d'experts, si possible, toutes informations relatives au respect par la Côte d'Ivoire de ses obligations découlant du Système de certification, et encourage les donateurs à accompagner la Côte d'Ivoire dans son action en lui communiquant toutes informations utiles et en lui prêtant leur concours technique ;

16. *Demande* au Gouvernement ivoirien de prendre les dispositions nécessaires en vue d'appliquer les mesures imposées au paragraphe 1 ci-dessus, notamment en transposant les dispositions pertinentes dans sa législation nationale ;

17. *Demande* à tous les États Membres, en particulier ceux de la sous-région, d'appliquer intégralement les mesures énoncées aux paragraphes 1 et 6 ci-dessus ;

18. *Reste préoccupé* par l'instabilité qui règne dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, salue l'action coordonnée que mènent les autorités des pays voisins pour remédier à cette situation, en particulier s'agissant de la zone frontalière, et les encourage à poursuivre les efforts qu'elles déploient dans ce sens, y compris en renforçant le contrôle et l'échange d'informations et en menant des activités coordonnées, et en définissant et appliquant une stratégie concernant leur frontière commune en vue de favoriser, entre autres, le désarmement et le rapatriement d'éléments armés étrangers se trouvant des deux côtés de la frontière ;

19. *Encourage* l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et la Mission des Nations Unies au Libéria à continuer, dans la limite de leurs mandats, capacités et zones de déploiement respectifs, de coordonner étroitement l'assistance fournie aux Gouvernements ivoirien et libérien, respectivement, pour la surveillance de leur frontière, et se félicite du développement de la coopération entre le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire et le Groupe d'experts sur le Libéria créé en application du paragraphe 5 de la résolution 2128 (2013) du 10 décembre 2013 ;

20. *Exhorte* tous les combattants armés illégaux ivoiriens, y compris ceux se trouvant dans des pays voisins, à déposer immédiatement les armes, encourage l'Opération, dans les limites de son mandat, de ses capacités et des zones dans lesquelles elle est déployée, à continuer d'aider le Gouvernement ivoirien à collecter et à entreposer ces armes et à enregistrer toute information pertinente les concernant, et demande au Gouvernement, y compris à la Commission nationale de lutte contre la prolifération et le trafic des armes légères et de petit calibre, de veiller à ce que ces armes soient neutralisées ou ne soient pas distribuées illégalement, conformément à la Convention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes ;

21. *Rappelle* que, dans le cadre du respect de l'embargo sur les armes, l'Opération a pour mandat de collecter, selon qu'il convient, les armes et tout matériel connexe introduits en Côte d'Ivoire en violation des mesures imposées en vertu du paragraphe 1 de la présente résolution, et d'en disposer selon qu'il convient ;

22. *Déclare de nouveau* qu'il est nécessaire que les autorités ivoiriennes assurent le libre accès du Groupe d'experts, ainsi que de l'Opération et des forces françaises qui la soutiennent, aux matériel, sites et installations visés à l'alinéa *a* du paragraphe 2 de la résolution 1584 (2005), et à toutes les armes et munitions et tout matériel connexe de toutes les forces de sécurité armées, y compris les armes provenant de la collecte mentionnée au paragraphe 10 ou 11 ci-dessus, où qu'ils se trouvent et sans préavis le cas échéant, ainsi que le prévoient les résolutions 1739 (2007) du 10 janvier 2007, 1880 (2009), 1933 (2010), 1962 (2010), 1980 (2011), 2062 (2012) et 2112 (2013) ;

23. *Demande* à tous les États concernés, en particulier ceux de la sous-région, de coopérer pleinement avec le Comité, et autorise celui-ci à solliciter tout complément d'information qu'il juge nécessaire ;

24. *Décide* de proroger pour une période de 13 mois, jusqu'au 30 mai 2015, le mandat du Groupe d'experts défini au paragraphe 7 de sa résolution 1727 (2006) du 15 décembre 2006, et prie le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour soutenir le Groupe dans son action ;

25. *Réaffirme* que l'alinéa *b* du paragraphe 7 de sa résolution 1727 (2006) donne notamment pour mandat au Groupe d'experts de recueillir et d'analyser toutes informations pertinentes sur les sources de financement, y compris celles tirées de l'exploitation des ressources naturelles en Côte d'Ivoire, consacrées à l'acquisition d'armes et de matériels connexes ou se rapportant à des activités apparentées, et note qu'en application de l'alinéa *a* du paragraphe 12 de sa résolution 1727 (2006), les personnes dont il se sera avéré qu'elles menacent le processus de paix et de réconciliation nationale en Côte d'Ivoire en se livrant au trafic de ressources naturelles, notamment de diamants et d'or, pourront être désignées par le Comité ;

26. *Décide* que le Groupe d'experts rendra compte des activités des personnes visées par les sanctions et de toutes autres menaces persistantes à la paix et à la sécurité en Côte d'Ivoire, et demande au Groupe d'experts d'évaluer les effets des modifications dont il est décidé dans la présente résolution et de lui faire rapport à ce sujet ;

27. *Prie* le Groupe d'experts de présenter au Comité un rapport de mi-mandat le 15 octobre 2014 et de lui présenter le 15 avril 2015, après concertation avec le Comité, un rapport final sur l'application des mesures imposées au paragraphe 1 ci-dessus, aux paragraphes 9 et 11 de la résolution 1572 (2004), au paragraphe 12 de la résolution 1975 (2011) et au paragraphe 10 de la résolution 1980 (2011) ;

28. *Décide* que le rapport du Groupe d'experts visé à l'alinéa *e* du paragraphe 7 de la résolution 1727 (2006) peut comprendre, selon qu'il conviendra, toutes informations ou recommandations susceptibles d'aider le Comité à désigner de nouvelles personnes ou entités répondant aux critères énoncés aux paragraphes 9 et 11 de la résolution 1572 (2004) et au paragraphe 10 de la résolution 1980 (2011), et rappelle les conclusions du rapport du Groupe de travail officiel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions concernant les meilleures pratiques et méthodes<sup>279</sup>, dont les paragraphes 21, 22 et 23 du rapport, qui traitent des mesures susceptibles de clarifier les normes méthodologiques appliquées par les mécanismes de surveillance ;

29. *Prie* le Secrétaire général de lui communiquer, s'il y a lieu, par l'intermédiaire du Comité, les informations recueillies par l'Opération et, si possible, examinées par le Groupe d'experts concernant la fourniture à la Côte d'Ivoire d'armes et de matériel connexe ;

30. *Prie* le Gouvernement français de lui communiquer, s'il y a lieu, par l'intermédiaire du Comité, les informations recueillies par les forces françaises et, si possible, examinées par le Groupe d'experts concernant la fourniture à la Côte d'Ivoire d'armes et de matériel connexe ;

31. *Engage* les autorités ivoiriennes à participer au programme de mise en œuvre eu égard au Guide de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque, particulièrement en ce qui concerne l'or, et à prendre contact avec des organisations internationales en vue de profiter des enseignements tirés d'autres initiatives et pays qui se sont heurtés ou se heurtent à des problèmes similaires d'exploitation minière artisanale ;

32. *Demande* aux autorités ivoiriennes de continuer à prendre les mesures nécessaires pour démanteler les réseaux de taxation illégaux, notamment en procédant à des enquêtes pertinentes et approfondies, de réduire le nombre de postes de contrôle et d'enrayer les cas d'extorsion de fonds sur toute l'étendue du territoire, et leur demande également de prendre les mesures nécessaires pour continuer à rétablir et à renforcer les institutions concernées, et pour accélérer le déploiement d'agents de douane et de police des frontières, dans le nord, l'ouest et l'est du pays ;

33. *Demande* au Groupe d'experts d'évaluer l'efficacité des mesures prises en vue du contrôle des frontières dans la région, engage tous les États voisins à prendre conscience des efforts faits par la Côte d'Ivoire à cet égard et encourage l'Opération à continuer d'aider les autorités ivoiriennes, dans les limites de son mandat, à rétablir les activités normales de contrôle douanier et de police des frontières ;

34. *Demande instamment* à tous les États, aux organismes compétents des Nations Unies et aux autres organisations et parties intéressées de coopérer pleinement avec le Comité, le Groupe d'experts, l'Opération et les forces françaises, notamment en communiquant tous renseignements dont ils disposeraient sur d'éventuelles violations des mesures imposées aux paragraphes 1 à 3 ci-dessus, aux paragraphes 9 et 11 de la résolution 1572 (2004), au paragraphe 6 de la résolution 1643 (2005) et au paragraphe 12 de la résolution 1975 (2011), et demande au Groupe d'experts de coordonner ses activités, selon qu'il conviendra, avec tous les acteurs politiques et de s'acquitter de son mandat conformément au rapport du Groupe de travail officiel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions ;

35. *Prie* la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit de continuer à communiquer au Comité des informations sur ces questions, conformément au paragraphe 7 de la résolution 1960 (2010) et au paragraphe 9 de la résolution 1998 (2011) ;

36. *Demande instamment*, dans ce contexte, à toutes les parties ivoiriennes et à tous les États, en particulier ceux de la région, de garantir :

- La sécurité des membres du Groupe d'experts ;
- L'accès libre et immédiat du Groupe d'experts, en particulier aux personnes, documents et lieux, aux fins de l'exécution de son mandat ;

37. *Décide* de demeurer activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7163<sup>e</sup> séance.*



## Annexe

1. Armes, armes d'artillerie à tir direct et indirect et canons de calibre supérieur à 12,7 mm, leurs munitions et composants.
2. Grenades propulsées par fusée, roquettes, armes légères antichars, grenades à fusil et lance-grenades.
3. Missiles surface-air, y compris les systèmes portables de défense anti-aérienne (MANPADS); missiles surface-surface; et missiles air-surface.
4. Mortiers de calibre supérieur à 82 mm.
5. Armes antichars guidées, en particulier les missiles antichars guidés, leurs munitions et composants.
6. Aéronefs armés, y compris à voilure tournante ou fixe.
7. Véhicules militaires armés ou véhicules militaires équipés de point de montage d'armement.
8. Charges explosives ou dispositifs contenant des matières explosives, conçus à des fins militaires; mines et matériel connexe.
9. Dispositifs de vision nocturne et de tir nocturne.

## Décisions

Le 16 mai 2014, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>282</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 14 mai 2014, par laquelle vous faites part de votre intention de nommer le général de division Hafiz Masroor Ahmed (Pakistan) nouveau commandant de la Force de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire<sup>283</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil, qui en ont pris note.

À sa 7197<sup>e</sup> séance, le 16 juin 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Côte d'Ivoire à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Côte d'Ivoire

« Trente-quatrième rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2014/342) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M<sup>me</sup> Aïchatou Mindaoudou Souleymane, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire et Chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire.

À sa 7207<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Côte d'Ivoire à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Côte d'Ivoire

« Trente-quatrième rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2014/342) ».

## Résolution 2162 (2014) du 25 juin 2014

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures, en particulier les résolutions 2112 (2013) du 30 juillet 2013 et 2153 (2014) du 29 avril 2014, les déclarations de son Président concernant la situation en Côte d'Ivoire, les

---

<sup>282</sup> S/2014/355.

<sup>283</sup> S/214/354.

résolutions 2116 (2013) du 18 septembre 2013 et 2128 (2013) du 10 décembre 2013 sur la situation au Libéria, et la résolution 2100 (2013) du 25 avril 2013 sur la situation au Mali,

*Réaffirmant son ferme attachement* au respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de l'unité de la Côte d'Ivoire, et rappelant les principes de bon voisinage, de non-ingérence et de coopération régionale,

*Rappelant* que le Gouvernement ivoirien est responsable au premier chef du maintien de la paix, de la stabilité et de la protection de la population civile en Côte d'Ivoire,

*Se félicitant* que la Côte d'Ivoire ait ratifié la Convention relative au statut des apatrides de 1954<sup>284</sup> et la Convention sur la réduction des cas d'apatridie de 1961<sup>285</sup>, et prenne actuellement des mesures en vue de réviser sa législation relative à la nationalité, rappelant la décision du Secrétaire général concernant la recherche de solutions durables et se déclarant favorable à la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à trouver une solution durable au problème des personnes déplacées,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général en date du 15 mai 2014<sup>286</sup>,

*Se félicitant* des progrès accomplis en Côte d'Ivoire sur la voie de la réconciliation, de la stabilité et de la reprise économique, et rendant hommage au Président de la Côte d'Ivoire pour son rôle à cet égard,

*Se félicitant également* des améliorations notables de la situation en matière de sécurité en Côte d'Ivoire, notamment dans l'ouest du pays et le long de la frontière avec le Libéria, tout en condamnant les attaques lancées les 23 février et 15 mai 2014, conscient qu'il faut surmonter les difficultés qui subsistent et notant que la coopération se poursuit et s'intensifie entre l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et la Mission des Nations Unies au Libéria, et entre les Gouvernements ivoirien et libérien et d'autres pays de la sous-région, pour ce qui est de coordonner les activités, notamment celles liées à la sécurité, dans les zones frontalières de la sous-région,

*Demandant* à toutes les parties prenantes nationales, y compris les partis politiques, la société civile et les médias, d'œuvrer ensemble à la consolidation des acquis enregistrés à ce jour et de s'attaquer aux causes profondes des tensions et du conflit, liées notamment aux terres et à la nationalité, engageant le Gouvernement ivoirien à renforcer l'état de droit, ainsi que les réformes du cadre juridique établi pour les élections, dans la perspective de l'élection présidentielle qui doit se tenir en octobre 2015, prenant note à cet égard de l'adoption de la loi portant réforme de la Commission électorale indépendante, et se félicitant des premières mesures prises par le Gouvernement pour faciliter le déroulement d'élections justes, crédibles et transparentes, tout en insistant sur la nécessité de poursuivre les efforts dans ce domaine,

*Prenant note* de la lettre, en date du 18 juin 2014, adressée au Secrétaire général par le Gouvernement ivoirien pour solliciter une assistance éventuelle lors des élections,

*Se félicitant* de l'amélioration constante de la situation humanitaire, en particulier du fait que les réfugiés et la majorité des personnes déplacées par la crise qui a suivi les élections continuent de retourner de leur plein gré, en toute sécurité et de manière durable, sur leurs lieux d'origine en Côte d'Ivoire,

*Prenant note* du cadre de désarmement, de démobilisation et de réintégration adopté par l'Autorité du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration et de ce que plus de 30 000 ex-combattants ont pu être désarmés et démobilisés, tout en se déclarant préoccupé par le faible taux d'ex-combattants associés au gouvernement précédent ayant participé au programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration et par le fait que 43 000 ex-combattants sont toujours armés et au chômage,

*Se félicitant* des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie de réforme du secteur de la sécurité et soulignant qu'il importe que l'État prenne en charge cette question prioritaire tout comme les mesures visant à rétablir la confiance entre les forces de sécurité et en leur sein, ainsi qu'avec la population, avant l'élection présidentielle,

---

<sup>284</sup> Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 360, n° 5158.

<sup>285</sup> *Ibid.*, vol. 989, n° 14458.

<sup>286</sup> S/2014/342.

*Soulignant* qu'il importe de mettre en œuvre une stratégie de réconciliation nationale et de cohésion sociale, se félicitant à cet égard de la prorogation du mandat de la Commission Dialogue, vérité et réconciliation, et insistant sur la nécessité d'inclure tous les Ivoiriens dans le processus de réconciliation aux niveaux national et local,

*Réaffirmant* le rôle crucial des femmes dans le règlement des conflits et la consolidation de la paix, l'importance de leur pleine participation, dans des conditions d'égalité, à toutes les initiatives de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité et la part essentielle qu'elles prennent à la réparation du tissu social dans les pays se relevant d'un conflit, et soulignant qu'il importe de mettre en œuvre le plan d'action national ivoirien adopté en 2008, pour l'application de la résolution 1325 (2000) du 31 octobre 2000,

*S'inquiétant* de ce qu'il soit encore fait état, notamment dans le rapport du Secrétaire général, de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits ainsi que de violations du droit international humanitaire, y compris sur la personne de femmes et d'enfants, en particulier des cas de violence sexuelle, soulignant qu'il importe d'enquêter sur ces violations et atteintes présumées, y compris celles qui ont été commises pendant la crise postélectorale et sont le fait de toutes les parties, et d'en poursuivre les auteurs quel que soit leur statut ou leur appartenance politique,

*Se félicitant* du transfert à la Cour pénale internationale de l'ancien dirigeant des Jeunes patriotes, M. Charles Blé Goudé, et se félicitant également de l'action menée aux plans national et international pour traduire en justice les auteurs présumés de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits ainsi que de violations du droit international humanitaire, demandant instamment au Gouvernement ivoirien d'intensifier et d'accélérer les efforts qu'il déploie pour lutter contre l'impunité et d'assurer une justice équitable et indépendante sans discrimination, et engageant à cet égard le Gouvernement à continuer de coopérer étroitement avec la Cour,

*Se félicitant également* que le Gouvernement ivoirien ait entrepris de renforcer le dialogue politique avec l'opposition, notamment avec les partis politiques non représentés à l'Assemblée nationale, saluant la mission de bons offices menée par la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire, notamment pour faciliter le dialogue entre le Gouvernement et les partis politiques d'opposition, et remerciant l'Opération pour l'action qu'elle mène et pour sa contribution à tous les niveaux au maintien de la paix et de la sécurité en Côte d'Ivoire,

*Se déclarant préoccupé* par les informations faisant état de violations des droits de l'homme et d'atteinte à ces droits dans les centres de détention, invitant le Gouvernement ivoirien à veiller à ce que les conditions de détention soient conformes aux obligations contractées à l'échelon international et à prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les violations des droits de l'homme des détenus et les atteintes à ces droits et pour enquêter à leur sujet, et se félicitant du soutien apporté à cet égard par l'Union européenne et la France,

*Saluant* la contribution des pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police et des donateurs à l'Opération, soulignant qu'il importe de fournir des contingents militaires et du personnel de police dotés des compétences spécialisées et linguistiques voulues,

*Rappelant* qu'il entend envisager, comme indiqué dans sa résolution 2112 (2013), de réduire encore de deux bataillons l'effectif militaire en fonction de l'évolution des conditions de sécurité sur le terrain et de l'aptitude du Gouvernement ivoirien à se substituer progressivement à l'Opération dans sa mission de sécurité,

*Estimant* que l'embargo sur les armes, tel que défini dans la résolution 2153 (2014), continue de contribuer à la stabilité en Côte d'Ivoire, notamment en faisant obstacle au transfert illicite, à l'accumulation déstabilisatrice et au détournement d'armes légères et de petit calibre,

*Félicitant* l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest des efforts qu'elles déploient pour consolider la paix et la stabilité en Côte d'Ivoire, et les engageant à continuer d'aider les autorités ivoiriennes à surmonter les principales difficultés, en particulier les causes profondes du conflit et de l'insécurité dans la zone frontalière, y compris la circulation d'armes et d'éléments armés, et à promouvoir la justice et la réconciliation nationale,

*Considérant* que la situation en Côte d'Ivoire continue de mettre en péril la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

### Réconciliation nationale et cohésion sociale

1. *Se félicite* de la reprise du dialogue entre le Gouvernement ivoirien et l'opposition politique le 22 mai 2014, et demande à tous les partis politiques de jouer un rôle constructif et de concourir à la réconciliation ;
2. *Félicite* la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire pour sa mission de bons offices et son soutien politique, et demande que cette mission et ce soutien importants soient maintenus, dans la perspective en particulier de l'élection présidentielle qui aura lieu en octobre 2015, conformément à l'alinéa *b* du paragraphe 19 de la présente résolution ;
3. *Souligne* qu'il importe de mettre en œuvre une stratégie de réconciliation nationale et de cohésion sociale, en particulier dans la perspective de l'élection présidentielle d'octobre 2015, grâce à l'adoption de mesures concrètes propres à promouvoir la justice et la réconciliation à tous les niveaux et associant toutes les parties prenantes, et lance un appel en faveur d'un dialogue direct, ouvert et constructif entre le Gouvernement ivoirien et tous les partis politiques, y compris l'opposition, afin de faire progresser plus vite encore les réformes fondamentales concernant la nationalité et les terres, ainsi que le plan-cadre pour les élections ;
4. *Demande instamment* au Gouvernement ivoirien de prendre rapidement toutes les mesures requises pour établir, conformément au calendrier actuel, le cadre juridique de l'élection présidentielle d'octobre 2015, notamment la création de la Commission électorale indépendante, la mise à jour des listes électorales, l'établissement du cadre électoral et l'allocation de ressources budgétaires suffisantes, invite toutes les parties prenantes nationales à faciliter la création de conditions propices à la tenue d'une élection présidentielle libre, régulière, transparente et ouverte à tous, et à s'abstenir de tout acte susceptible d'inciter à la violence, y compris de tout propos haineux ;
5. *Affirme son intention* de revoir la liste des personnes visées par les mesures frappant les opérations financières et les voyages imposées aux paragraphes 9 à 12 de sa résolution 1572 (2004) du 15 novembre 2004 et au paragraphe 12 de la résolution 1975 (2011) du 30 mars 2011, à condition que les intéressés s'emploient concrètement à promouvoir l'objectif de la réconciliation nationale ;

### Désarmement, démobilisation et réintégration

6. *Demande* au Gouvernement ivoirien de mener à son terme le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration avant l'élection présidentielle de 2015, conformément à l'objectif annoncé par le Président de la Côte d'Ivoire consistant à enregistrer 74 000 ex-combattants, prie l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire de faciliter la mise en œuvre de ce processus, y compris en renforçant l'appui technique qu'elle apporte à l'Autorité du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration et en versant sans tarder des fonds au programme ivoirien de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et invite les États Membres et les organisations régionales et internationales à fournir des contributions financières pour répondre aux besoins du programme ;
7. *Engage* l'équipe de pays des Nations Unies à faciliter la planification et l'exécution des programmes d'appui à ce processus, en consultation avec l'Opération et les partenaires internationaux ;
8. *Demande instamment* au Gouvernement ivoirien de mettre en place un processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration transparent et ouvert à tous qui inclut les ex-combattants associés au gouvernement précédent, engage l'Autorité du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration à poursuivre ses efforts pour améliorer la collecte et l'élimination des armes et des munitions dans le cadre du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et réaffirme que le Gouvernement doit trouver des solutions propres à assurer durablement l'intégration socioéconomique des ex-combattants, y compris les ex-combattantes ;

### Réforme du secteur de la sécurité

9. *Demande* au Gouvernement ivoirien de hâter la mise en œuvre de la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité, adoptée en septembre 2012 et actualisée en 2014, pour mettre en place des forces de sécurité inclusives et comptables de leurs actes, notamment en instituant une véritable structure hiérarchique et un système de justice militaire et en allouant des ressources budgétaires suffisantes et durables ;

10. *Souligne* à cet égard qu'il importe d'accélérer le déploiement de la police et de la gendarmerie pour qu'elles prennent en charge les activités de maintien de l'ordre public actuellement assumées par les Forces républicaines de Côte d'Ivoire et par d'autres groupes, notamment en dotant la police et la gendarmerie des armes et munitions classiques nécessaires au maintien de l'ordre comme suite à la levée partielle de l'embargo sur les armes en application de la résolution 2153 (2014) ;

11. *Demande de nouveau* au Gouvernement ivoirien et à tous les partenaires internationaux, y compris aux entreprises privées qui apportent au Gouvernement une assistance dans la réforme du secteur de la sécurité, de se conformer aux dispositions de la résolution 2153 (2014) et de coordonner leur action en vue d'assurer la transparence et une claire répartition des tâches entre tous les partenaires internationaux ;

### **Droits de l'homme**

12. *Prie instamment* le Gouvernement ivoirien de s'employer le plus rapidement possible à faire traduire en justice, conformément à ses obligations internationales, tous les auteurs d'atteintes graves aux droits de l'homme ou de violations du droit international humanitaire – en particulier celles commises pendant la crise postélectorale ivoirienne et par la suite – quel que soit leur statut ou leur appartenance politique, et de faire en sorte que tous les détenus soient informés de leur statut de manière claire et transparente, et l'engage vivement à continuer de coopérer avec la Cour pénale internationale ;

13. *Souligne*, à cet égard, l'importance des travaux de la Commission nationale d'enquête et de la Commission Dialogue, vérité et réconciliation pour une réconciliation durable en Côte d'Ivoire, demande que toutes les investigations soient menées à bonne fin, invite le Gouvernement ivoirien à créer des conditions permettant au système judiciaire national de s'acquitter de sa mission en toute impartialité, crédibilité et transparence, dans le respect des normes internationales et, à cet égard, se félicite du renouvellement du mandat de la Cellule spéciale d'enquête et d'examen et engage le Gouvernement à continuer de concourir à l'efficacité des opérations de cette dernière ;

14. *Exhorte* le Gouvernement ivoirien à prendre des mesures concrètes et tangibles pour prévenir ou atténuer la violence intercommunautaire en cherchant à dégager un vaste consensus national sur la manière de régler efficacement les questions d'identité et de propriété foncière ;

15. *Se félicite* de la création d'une commission nationale des droits de l'homme, souligne l'importance de son indépendance et de sa conformité aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris)<sup>287</sup>, et demande à l'Opération de continuer à aider les autorités et institutions ivoiriennes à garantir les droits de l'homme de toutes les personnes ;

16. *Demande* aux auteurs de violences sexuelles et sexistes de mettre immédiatement fin à leurs agissements et demande également à l'Opération, dans la mesure compatible avec ses attributions et responsabilités, de continuer à appuyer les efforts déployés aux niveaux national et international pour traduire en justice les auteurs d'atteintes graves aux droits de l'homme et de violations du droit international humanitaire commises en Côte d'Ivoire, quel que soit leur statut ou leur appartenance politique ;

17. *Se félicite* que l'Opération et les Forces républicaines de Côte d'Ivoire continuent de coopérer et mènent des activités conjointes, demande à ces Forces de respecter strictement le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et le droit international des réfugiés et, dans ce contexte, rappelle qu'il importe d'assurer aux organismes chargés de la sécurité et du respect de la loi une formation aux droits de l'homme, à la protection de l'enfance et au problème des violences sexuelles et sexistes ;

### **Mandat de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire**

18. *Décide* de proroger jusqu'au 30 juin 2015 le mandat de l'Opération ;

---

<sup>287</sup> Résolution 48/134 de l'Assemblée générale, annexe.

19. *Décide également* de confier à l'Opération le mandat suivant :

*a) Protection des civils*

- Protéger la population civile du risque imminent d'atteinte à l'intégrité physique des personnes sans préjudice de la responsabilité principale des autorités ivoiriennes, dans les limites de ses moyens et de ses zones de déploiement, et engager l'Opération à adopter une position plus préventive et préemptive dans la mise en œuvre de ses priorités et dans la défense active de son mandat en s'appuyant sur les mesures positives prises jusqu'ici, sans préjudice des principes fondamentaux du maintien de la paix arrêtés d'un commun accord ;
- Appliquer la stratégie globale de protection des civils en coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies ;
- Collaborer étroitement avec les organismes humanitaires, en particulier dans les zones de tension et aux fins du rapatriement des personnes déplacées, pour recenser toutes menaces contre la population civile et rassembler des informations à ce sujet, et les porter à l'attention des autorités ivoiriennes s'il y a lieu ;

*b) Appui politique*

- Offrir ses bons offices et un appui politique aux autorités ivoiriennes dans l'action qu'elles mènent pour s'attaquer aux causes profondes du conflit et instaurer durablement la paix et la sécurité en Côte d'Ivoire, notamment dans les domaines prioritaires que sont la réforme du secteur de la sécurité et les processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et de réconciliation aux niveaux national et local ;
- Offrir ses bons offices aux autorités ivoiriennes pour les aider à préparer l'élection présidentielle prévue en 2015, notamment en facilitant le dialogue entre tous les acteurs politiques, y compris les représentants de la société civile et les partis politiques ;

*c) Menaces sécuritaires résiduelles et problèmes frontaliers*

- Aider, dans la limite de ses compétences, de ses capacités et de ses zones de déploiement, les autorités nationales à stabiliser la sécurité dans le pays, en veillant tout particulièrement à prêter son appui pour assurer la sécurité jusqu'à l'issue de l'élection présidentielle d'octobre 2015 ;
- Surveiller et décourager les activités des milices, mercenaires et autres groupes armés illégaux et, en exécution de son mandat de protection des civils, aider le Gouvernement ivoirien à faire face aux problèmes de sécurité aux frontières, notamment transfrontières et autres problèmes dans les zones frontalières, en particulier dans les zones limitrophes du Libéria et, à cette fin, établir une coordination étroite avec la Mission des Nations Unies au Libéria en vue d'approfondir la coopération entre missions, par exemple en organisant conjointement des patrouilles et des plans d'urgence, selon qu'il convient et en fonction de leurs mandats et moyens ;
- Assurer la liaison avec les Forces républicaines de Côte d'Ivoire en vue de favoriser la confiance mutuelle entre tous les éléments qui composent ces forces ;

*d) Programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration et collecte des armes*

- Aider le Gouvernement ivoirien, en étroite coordination avec d'autres partenaires bilatéraux et internationaux, à mettre en œuvre sans plus tarder le programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants et de démantèlement des milices et groupes d'autodéfense, compte tenu des droits et des besoins des différentes catégories de personnes à désarmer, démobiliser et réintégrer, notamment les enfants et les femmes ;
- Aider à l'enregistrement et à la sélection des ex-combattants et contribuer à évaluer et à vérifier la fiabilité des listes d'ex-combattants ;
- Concourir au désarmement et au rapatriement des éléments armés étrangers, selon qu'il convient, en coopération avec la Mission des Nations Unies au Libéria et les équipes de pays des Nations Unies dans la région ;

- Aider les autorités nationales, notamment la Commission nationale de lutte contre la prolifération et le trafic d'armes légères et de petit calibre, à rassembler, à enregistrer, à sécuriser et à éliminer ces armes, et à détruire les restes explosifs de guerre, le cas échéant, conformément à la résolution 2153 (2014) ;
  - Veiller, en coordination avec le Gouvernement ivoirien, à ce que les armes rassemblées ne soient pas dispersées ou réutilisées dans un cadre autre que la stratégie globale de sécurité nationale visée au point e ci-dessous ;
- e) *Reconstitution et réforme des institutions garantes de la sécurité*
- Aider le Gouvernement ivoirien à mettre en œuvre sa stratégie globale de sécurité nationale, sans tarder et en étroite coordination avec les autres partenaires internationaux ;
  - Aider le Gouvernement ivoirien à pourvoir à la coordination efficace, à la transparence et à l'harmonisation des efforts de tous les partenaires internationaux concourant à la réforme du secteur de la sécurité, en veillant notamment à la claire répartition des tâches et des responsabilités ;
  - Conseiller le Gouvernement ivoirien, selon qu'il convient, sur la réforme du secteur de la sécurité et l'organisation de la future armée nationale, faciliter dans la limite des ressources disponibles – à la demande du Gouvernement et en étroite concertation avec les autres partenaires internationaux – la formation aux droits de l'homme, à la protection de l'enfance et à la protection contre la violence sexuelle et sexiste à l'intention des institutions garantes de la sécurité et de l'application des lois, ainsi que le renforcement des capacités par des programmes d'assistance technique, de colocalisation et de mentorat destinés aux agents de police et aux gendarmes, contribuer au rétablissement de leur présence sur tout le territoire de la Côte d'Ivoire, favoriser la confiance au sein des institutions chargées de la sécurité et de l'application des lois et entre celles-ci, et appuyer la mise en place d'un mécanisme viable de sélection du personnel appelé à intégrer les institutions chargées du secteur de la sécurité ;
- f) *Surveillance de l'embargo sur les armes*
- Surveiller l'application des mesures imposées au paragraphe 7 de la résolution 1572 (2004), en coopération avec le Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire créé par la résolution 1584 (2005) du 1<sup>er</sup> février 2005, notamment en inspectant, s'ils le jugent nécessaire et, le cas échéant, sans préavis, toutes armes et munitions et tout matériel connexe, où qu'ils se trouvent, conformément à la résolution 2153 (2014) ;
  - Recueillir, selon qu'il convient, les armes et tout matériel connexe introduits en Côte d'Ivoire en violation des mesures imposées au paragraphe 7 de la résolution 1572 (2004), et les éliminer le cas échéant ;
  - Aider le Gouvernement ivoirien, à sa demande et dans les limites des ressources dont il dispose, à faire en sorte que les notifications et les demandes d'approbation qu'il présente contiennent les informations requises visées au paragraphe 7 de la résolution 2153 (2014), conformément au paragraphe 9 de ladite résolution ;
- g) *Appui au respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme*
- Concourir à la promotion et à la protection des droits de l'homme en Côte d'Ivoire, en prêtant une attention particulière aux graves violations et sévices à l'encontre d'enfants et de femmes, notamment des cas de violence sexuelle et sexiste, en étroite coordination avec l'expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire, nommé en application du paragraphe 9 de la résolution 17/21 du Conseil des droits de l'homme en date du 17 juin 2011<sup>288</sup> ;
  - Suivre la situation des droits de l'homme et du droit humanitaire, aider à enquêter et faire rapport au Conseil sur les atteintes et violations en la matière, notamment à l'encontre d'enfants, conformément

---

<sup>288</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-sixième session, Supplément n° 53 (A/66/53), chap. I.

aux résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011, 2068 (2012) du 19 septembre 2012 et 2143 (2014) du 7 mars 2014, afin de les prévenir et de mettre fin à l'impunité ;

- Communiquer au Conseil le nom de tous les auteurs avérés de violations graves des droits de l'homme et tenir le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) régulièrement informé de tout fait nouveau à cet égard, selon qu'il convient ;
- Soutenir le Gouvernement ivoirien en ce qu'il fait pour combattre la violence sexuelle et sexiste, notamment en aidant à arrêter une stratégie multisectorielle propre à la Côte d'Ivoire, en coopération avec les entités parties à la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit ;
- Assurer une protection particulière aux femmes touchées par le conflit armé, le but étant de mettre en place des compétences spécialisées et d'organiser une formation en matière de problématique hommes-femmes, selon qu'il convient et dans les limites des ressources disponibles, conformément aux résolutions 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010 et 2106 (2013) du 24 juin 2013 ;

*h) Appui à l'aide humanitaire*

- Faciliter, selon que de besoin, la liberté d'accès des organismes humanitaires et aider ceux-ci à apporter leur aide aux populations vulnérables touchées par le conflit, notamment en créant des conditions de sécurité propices à l'acheminement de cette assistance ;
- Aider les autorités ivoiriennes à organiser le retour librement consenti, sûr et durable des réfugiés et des déplacés, en coopération avec les organisations humanitaires compétentes, et à créer les conditions de sécurité propices à ce retour ;

*i) Information*

- Continuer d'utiliser les moyens de radiodiffusion de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, par le biais d'ONUCI-FM, pour concourir à l'action générale menée pour instaurer un climat de paix, jusqu'à l'élection présidentielle d'octobre 2015 ;
- Surveiller tous faits publics d'incitation à la haine, à l'intolérance et à la violence, communiquer au Conseil de sécurité le nom de toutes personnes tenues pour être à l'origine d'actes de violence politique et tenir le Comité créé par la résolution 1572 (2004) informé de tout fait nouveau à cet égard, selon qu'il conviendra ;

*j) Protection du personnel des Nations Unies*

- Protéger le personnel, les installations et le matériel des Nations Unies et veiller à la sécurité et à la liberté de circulation du personnel des Nations Unies ;

20. *Autorise* l'Opération à utiliser tous les moyens nécessaires pour accomplir son mandat, dans la limite de ses capacités et dans ses zones de déploiement ;

21. *Décide* que la protection des civils doit rester la priorité de l'Opération, conformément à l'alinéa *a* du paragraphe 19 ci-dessus, et décide également que l'Opération doit privilégier davantage la fourniture d'appui au Gouvernement ivoirien en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration, de collecte d'armes et de réforme du secteur de la sécurité, en application des alinéas *d* et *e* du paragraphe 19 de la présente résolution, l'objectif étant de transférer progressivement au Gouvernement la mission de sécurité de l'Opération ;

22. *Prie* l'Opération de veiller à ce que tout appui fourni à des forces de sécurité autres que celles de l'Organisation des Nations Unies soit strictement conforme à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de l'appui fourni par l'Organisation à des forces de sécurité non onusiennes<sup>289</sup> ;

---

<sup>289</sup> S/2013/110, annexe.



### Structure de la Force

23. *Rappelle*, comme il l'a affirmé dans sa résolution 2112 (2013), son intention d'envisager une réduction supplémentaire de deux bataillons et décide que le personnel en tenue de l'Opération sera composé d'un effectif maximum de 5 437 militaires, soit 5 245 membres des contingents et officiers d'état-major et 192 observateurs militaires, d'ici au 30 juin 2015 ;

24. *Décide* de fixer à 1 500 agents l'effectif autorisé de la composante de police de l'Opération et décide également de maintenir les huit agents des douanes précédemment autorisés ;

25. *Affirme son intention* d'envisager de réduire encore les effectifs de l'Opération, de revoir son mandat et d'y mettre éventuellement fin après l'élection présidentielle d'octobre 2015, en fonction des conditions de sécurité sur le terrain et de l'aptitude du Gouvernement ivoirien à assumer la mission de sécurité de l'Opération ;

26. *Prend note* de la reconfiguration de la présence militaire de l'Opération visant à concentrer ses ressources dans les zones à haut risque, comme il l'a décidé dans sa résolution 2112 (2013), se déclare favorable au nouveau concept d'opérations axé sur la mobilité de la composante militaire de l'Opération, et prie l'Opération de poursuivre la mise à jour de sa configuration à cet égard après la réduction supplémentaire de son personnel militaire, en vue de regrouper ses installations et ses bases, en se concentrant sur l'ouest et les zones à haut risque selon qu'il convient, en optant pour une plus grande mobilité et en renforçant sa capacité d'appréciation de la situation et ses moyens d'alerte rapide ;

27. *Prie* l'Opération de circonscrire son action et de continuer à rationaliser les activités de toutes ses composantes – militaire, police et civile – afin de progresser dans l'exécution des tâches énoncées au paragraphe 19 ci-dessus, et de tenir pleinement compte de la réduction des effectifs de la composante militaire et du mandat décidée dans la résolution 2112 (2013) et la présente résolution sur la structure de la mission, et entend maintenir activement à l'étude les besoins et la composition des composantes de l'Opération ;

### Forces françaises

28. *Décide* de proroger jusqu'au 30 juin 2015 l'autorisation qu'il a donnée aux forces françaises de soutenir l'Opération dans la limite de leurs moyens et dans leurs zones de déploiement ;

29. *Exhorte* toutes les parties à concourir pleinement à l'action de l'Opération et des forces françaises qui la soutiennent, notamment en assurant leur sûreté, leur sécurité et leur liberté de mouvement et en leur donnant un accès libre et immédiat à l'ensemble du territoire ivoirien, pour leur permettre d'accomplir pleinement leur mandat ;

### Coopération régionale et intermissions

30. *Demande* aux Gouvernements ivoirien et libérien de continuer à renforcer leurs liens de coopération, en particulier concernant la région frontalière, notamment en intensifiant les contrôles et le partage de l'information, et en coordonnant leur action, et d'appliquer la stratégie commune concernant la frontière, notamment pour concourir au désarmement et au rapatriement des éléments armés étrangers de part et d'autre de la frontière et au rapatriement librement consenti et sûr des réfugiés et de s'attaquer aux causes profondes des conflits et des tensions ;

31. *Affirme* l'importance des mécanismes de coopération entre missions au moment où l'Opération et la Mission des Nations Unies au Libéria réduisent leurs effectifs, réaffirme les dispositions du cadre de coopération entre missions énoncées dans sa résolution 1609 (2005) du 24 juin 2005 et rappelle qu'il a fait sienne, dans sa résolution 2062 (2012) du 26 juillet 2012, la recommandation du Secrétaire général qui consiste à transférer de la Mission à l'Opération trois hélicoptères armés, qui seront utilisés en Côte d'Ivoire et au Libéria le long de leur frontière commune et au-delà, et décide que tous les hélicoptères militaires polyvalents de la Mission et de l'Opération seront utilisés dans les deux pays en vue de faciliter des interventions rapides et la mobilité sans que cela porte atteinte aux domaines de compétence de l'une ou l'autre mission ;

32. *Accueille favorablement* la proposition formulée par le Secrétaire général dans son rapport du 15 mai 2014<sup>286</sup> de créer, pour une période initiale d'un an, dans le cadre des mécanismes de coopération entre l'Opération et la Mission et dans les limites des effectifs militaires autorisés de l'Opération, une force d'intervention rapide pour exécuter le mandat de l'Opération visé au paragraphe 19 ci-dessus et pour apporter un appui à la Mission, comme prévu au paragraphe 33 ci-dessous, tout en déclarant que cette force continuera de relever principalement de l'Opération ;

33. *Autorise* le Secrétaire général à déployer cette force au Libéria pour renforcer temporairement la Mission, sous réserve de l'assentiment des pays fournisseurs de contingents concernés et du Gouvernement libérien, en cas de grave détérioration de la situation de la sécurité sur le terrain, dans l'unique objectif de permettre à la Mission d'accomplir son mandat, et souligne que cette force devrait s'attacher en priorité à mettre en œuvre en Côte d'Ivoire le mandat de l'Opération ;

34. *Prie* le Secrétaire général de prendre des mesures pour faire en sorte que cette force devienne pleinement opérationnelle dès que possible et au plus tard en mai 2015 ;

35. *Prie également* le Secrétaire général de l'informer immédiatement du déploiement éventuel de cette force au Libéria et d'obtenir son autorisation pour tout déploiement pour une période allant au-delà de 90 jours ;

36. *Demande* à toutes les entités des Nations Unies présentes en Côte d'Ivoire et au Libéria, y compris toutes les composantes de l'Opération et de la Mission, dans les limites de leur mandat, de leurs moyens et de leurs zones de déploiement, de renforcer l'appui qu'elles apportent pour stabiliser la région frontalière, notamment en resserrant leur coopération et en définissant une vision et un plan stratégiques communs pour épauler les autorités ivoiriennes et libériennes, et de concourir à la mise en œuvre des stratégies régionales en matière de sécurité, notamment celles de l'Union du fleuve Mano et de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest ;

37. *Se félicite* de la coopération entre l'Opération et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, et engage ces deux missions à continuer dans cette voie, comme l'autorise le paragraphe 14 de sa résolution 2100 (2013) ;

#### Rapports

38. *Prie* le Secrétaire général de le tenir régulièrement informé de la situation en Côte d'Ivoire et de l'exécution du mandat de l'Opération et de lui présenter un rapport à mi-parcours, au plus tard le 15 décembre 2014, et un rapport final, au plus tard le 15 mai 2015, concernant la situation sur le terrain et l'application de la présente résolution ;

39. *Décide* de demeurer saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7207<sup>e</sup> séance.*

---

### MISSION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ<sup>290</sup>

#### Décisions

Le 27 septembre 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>291</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que les membres du Conseil de sécurité ont décidé d'envoyer une mission en République démocratique du Congo, au Rwanda, en Ouganda et en Éthiopie du 3 au 9 octobre 2013. Le Conseiller Alexis Lamék, de la France, et l'Ambassadeur Mohammed Loulichki, du Maroc, conduiront conjointement la mission en République démocratique du Congo ; l'Ambassadrice Samantha Power, des États-Unis d'Amérique, conduira celle au Rwanda ; l'Ambassadeur Mark Lyall Grant, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, conduira celle en Ouganda ; et l'Ambassadeur Agshin Mehdiyev, de l'Azerbaïdjan, et l'Ambassadeur Eugène-Richard Gasana, du Rwanda, conduiront conjointement celle en Éthiopie. Les membres du Conseil sont convenus du mandat de la mission, qui figure en annexe à la présente lettre.

La mission se compose des membres suivants :

Argentine (Ambassadrice Maria Cristina Perceval)

Australie (Ambassadeur Gary Francis Quinlan)

---

<sup>290</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2003 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>291</sup> S/2013/579.

Azerbaïdjan (Ambassadeur Agshin Mehdiyev, cochef de mission)

Chine (Conseiller Zhao Yong)

États-Unis d'Amérique (Ambassadrice Samantha Power, cochef de mission)

Fédération de Russie (Ministre Petr Iliichev)

France (Conseiller Alexis Lamek, cochef de mission)

Guatemala (Ambassadeur Gert Rosenthal)

Luxembourg (Ambassadrice Sylvie Lucas)

Maroc (Ambassadeur Mohammed Loulichki, cochef de mission)

Pakistan (Ministre Asim Iftikar Ahmad)

République de Corée (Ambassadeur Sul Kyung-hoon)

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Ambassadeur Mark Lyall Grant, cochef de mission)

Rwanda (Ambassadeur Eugène-Richard Gasana, cochef de mission)

Togo (Ambassadeur Kodjo Menan)

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

## **Annexe**

### **Mandat de la mission du Conseil de sécurité en Afrique**

#### **I. Éléments concernant la région des Grands Lacs**

1. Rappeler l'attachement du Conseil de sécurité à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique de tous les États de la région, et souligner qu'il faut respecter strictement les principes de non-ingérence, de bon voisinage et de coopération régionale.
2. Engager tous les pays de la région à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays voisins, à ne pas s'ingérer dans leurs affaires intérieures, à s'abstenir d'offrir refuge aux personnes accusées de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme ou dont le nom figure sur les listes des personnes visées par les régimes de sanctions des Nations Unies, à promouvoir le principe de responsabilité, à ne pas tolérer la présence de groupes armés et à ne fournir aucune forme d'aide ou d'appui à ces groupes.
3. Affirmer que le Conseil appuie fermement l'amélioration des relations entre les pays de la région et encourager ces pays à continuer de renforcer leur coopération dans tous les domaines, en particulier sur les plans politique et économique et en matière de sécurité, afin d'assurer la stabilisation à long terme de la région des Grands Lacs.
4. Réaffirmer son appui à la mise en œuvre des engagements pris dans l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région<sup>292</sup>, laquelle est essentielle à l'instauration durable de la paix et de la sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo et la région des Grands Lacs, et demander à tous les signataires de s'acquitter rapidement, intégralement et de bonne foi de leurs engagements.
5. Réaffirmer que toutes les parties devraient contribuer à la stabilisation de l'est de la République démocratique du Congo, engager tous les pays de la région à œuvrer de concert à cette fin et rappeler qu'il

---

<sup>292</sup> S/2013/131, annexe.

importe d'appliquer intégralement les résolutions pertinentes du Conseil, notamment la résolution 2098 (2013), pour stabiliser la situation.

6. Réaffirmer son soutien au renforcement de la dynamique régionale, notamment grâce à l'établissement, le cas échéant, de projets économiques d'intérêt commun et à l'application des mesures propres à faciliter le commerce licite et à mettre fin au trafic des ressources naturelles, de façon à consolider la paix et la sécurité.

7. Souligner que le Conseil ne cesse de se préoccuper de la protection des civils, examiner la situation des personnes déplacées, promouvoir le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire, aborder la question de la violence sexuelle et renforcer la protection des enfants, et engager les parties et les gouvernements intéressés à veiller à ce que les auteurs de violations graves des droits de l'homme et du droit humanitaire soient traduits en justice.

8. Affirmer que la violence sexuelle, utilisée ou commanditée comme méthode ou tactique de guerre dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre des populations civiles, peut considérablement exacerber et prolonger les conflits armés et compromettre le rétablissement de la paix et de la sécurité internationales, souligner à ce propos que des mesures efficaces visant à prévenir et à réprimer ces actes contribuent de manière importante au maintien de la paix et de la sécurité internationales et insister sur le fait qu'il est essentiel d'associer les femmes à toutes les mesures de prévention et de protection.

**Éléments supplémentaires concernant la République démocratique du Congo** (*mission dirigée conjointement par le Maroc et la France*)

9. Déclarer qu'il incombe au premier chef au Gouvernement de la République démocratique du Congo de consolider la paix et la stabilité, de promouvoir le relèvement et le développement du pays et de protéger les civils, et exprimer le soutien constant du Conseil à cet égard.

10. Exprimer de nouveau la vive inquiétude que lui inspirent la précarité de la situation en matière de sécurité et la crise humanitaire dans l'est de la République démocratique du Congo en raison des activités de déstabilisation actuellement menées par le Mouvement du 23 mars, les Forces démocratiques de libération du Rwanda et d'autres groupes armés congolais et étrangers, et exiger de ces éléments qu'ils mettent immédiatement fin à toutes les formes de violence et aux activités de déstabilisation et que leurs membres soient immédiatement et définitivement démobilisés et déposent leurs armes.

11. Demander à toutes les autorités congolaises de s'acquitter intégralement et de bonne foi des engagements qu'elles ont pris dans l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération, et, en particulier, de redoubler d'efforts pour réformer le secteur de la sécurité, consolider l'autorité de l'État, progresser sur la voie de la décentralisation et promouvoir le programme de réconciliation, de tolérance et de démocratisation.

12. Se déclarer favorable à la mise en place d'un mécanisme de contrôle national par le Président de la République démocratique du Congo, conformément à la demande formulée dans l'Accord-cadre et dans la résolution 2098 (2013), et inviter les autorités congolaises à assurer la transparence et l'efficacité de ce mécanisme.

13. Réaffirmer le soutien du Conseil à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, et recevoir des informations sur l'application de la résolution 2098 (2013), en particulier sur la reconfiguration de la Mission et le déploiement de la brigade d'intervention et sur l'exécution d'une feuille de route décrivant le transfert des tâches dans toute la mesure possible à l'équipe de pays des Nations Unies, ainsi que sur la menace que font peser sur la stabilité de la région les groupes armés, notamment le Mouvement du 23 mars, les Forces démocratiques de libération du Rwanda et l'Alliance des forces démocratiques-Armée nationale de libération de l'Ouganda.

14. Obtenir des informations actualisées sur les opérations militaires conjointes des Forces armées de la République démocratique du Congo et de la Mission contre le Mouvement du 23 mars et d'autres groupes armés, et demander de nouvelles informations sur la manière dont la Mission se propose de s'acquitter de son mandat consistant à neutraliser tous les groupes armés conformément à la résolution 2098 (2013), et de mener les futures activités de désarmement, de démobilisation, de rapatriement, de réinsertion et de réinstallation, et réaffirmer que toutes les opérations militaires devraient être conformes au droit international humanitaire, au droit international des droits de l'homme et au droit international des réfugiés et prévoir les mesures voulues

pour protéger les civils. Tirer de l'expérience acquise par la Mission des enseignements qui pourront éclairer les membres du Conseil sur les opérations de maintien de la paix actuelles et futures.

15. Réaffirmer que le Conseil ne cesse de se préoccuper de la protection des civils, examiner la mise en œuvre de la résolution 2098 (2013), examiner la situation des personnes déplacées, protéger et promouvoir les droits de l'homme et le droit international humanitaire et traiter des questions relatives à la violence sexuelle et à la protection des enfants, notamment grâce à la mise en œuvre du plan d'action pour la protection des enfants dans les conflits armés, signé en 2012 par le Gouvernement de la République démocratique du Congo.

16. Assurer la pleine participation des femmes au règlement du conflit et aux processus de paix, et réaffirmer qu'elle a conscience de l'interdépendance des questions touchant la protection efficace des civils, l'atténuation et l'élimination de la menace que représentent les groupes armés et la mise en œuvre d'une réforme complète du secteur de la sécurité, en particulier en ce qui concerne la sélection et l'évaluation des troupes intégrées aux forces armées congolaises.

17. Rappeler qu'il importe au plus haut point de lutter contre l'impunité, surtout dans l'est de la République démocratique du Congo, en veillant à ce que les auteurs de crimes et d'atrocités soient traduits en justice.

**Éléments supplémentaires concernant le Rwanda** (*mission dirigée par les États-Unis d'Amérique*)

18. Examiner les sujets de préoccupation du Rwanda dans la région, notamment les Forces démocratiques de libération du Rwanda, et la façon dont ces questions peuvent être abordées dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriales de l'ensemble des États de la région des Grands Lacs.

19. Réaffirmer l'appui à la mise en œuvre des engagements pris dans le contexte de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération et appeler tous les signataires à respecter leurs engagements de bonne foi.

20. Examiner le sort des réfugiés de la République démocratique du Congo que les groupes armés ont obligés à fuir.

21. Réaffirmer que toutes les parties doivent contribuer à stabiliser l'est de la République démocratique du Congo, encourager les autorités rwandaises et congolaises à collaborer, en coopération avec l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, à assurer la pleine neutralisation, le désarmement et la démobilisation des groupes armés de la région et faire en sorte qu'ils cessent de bénéficier d'un appui, dans le cadre d'une approche multidimensionnelle s'alignant sur l'Accord-cadre, et rappeler l'importance d'une pleine application des résolutions pertinentes du Conseil permettant de stabiliser la situation.

22. Examiner le renforcement de la dynamique régionale, notamment grâce à la création de dividendes de paix et à la mise en place, le cas échéant, de projets économiques d'intérêt commun.

23. Étudier avec le Gouvernement rwandais les modalités selon lesquelles le Gouvernement, l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations internationales peuvent collaborer pour remédier d'urgence à la situation des ex-combattants du Mouvement du 23 mars se trouvant dans l'est du Rwanda depuis mars 2013, notamment les individus désignés par le Conseil, et s'assurer qu'ils sont démobilisés de façon permanente et conformément au droit international pertinent, une attention spéciale étant accordée aux enfants et aux femmes parmi eux.

**Éléments supplémentaires concernant l'Ouganda** (*mission dirigée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*)

24. Réaffirmer l'appui du Conseil à l'amélioration des relations entre les pays de la région, les encourager à renforcer leur coopération dans tous les domaines et examiner les efforts régionaux déployés à cet égard.

25. Examiner les sujets de préoccupation de l'Ouganda dans la région, notamment l'Alliance des Forces démocratiques, et la façon dont ces questions peuvent être abordées dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'ensemble des États de la région des Grands Lacs.

26. Souligner l'appui du Conseil aux mesures prises contre les groupes armés dans la région, notamment l'Armée de résistance du Seigneur.

**II. Union africaine** (*mission dirigée conjointement par l'Azerbaïdjan et le Rwanda*)

27. Renforcer le partenariat et la coopération entre l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies grâce à un échange de vues sur les questions intéressant tant le Conseil de sécurité de l'Organisation que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, conformément à la résolution 2033 (2012).

28. Échanger des vues et trouver les moyens de renforcer et de soutenir les moyens de prévention des conflits de l'Union africaine.

29. Échanger des vues sur les situations intéressant tant le Conseil de sécurité que le Conseil de paix et de sécurité, à savoir :

- a) La situation dans la région des Grands Lacs ;
- b) La situation au Soudan et au Soudan du Sud ;
- c) La situation en Somalie ;
- d) La situation en République centrafricaine ;
- e) La situation dans la région du Sahel.

À sa 7045<sup>e</sup> séance, le 21 octobre 2013, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Mission du Conseil de sécurité

« Exposé de la mission du Conseil de sécurité en Afrique (3 au 9 octobre 2013) ».

Le 30 janvier 2014, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>293</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que les membres du Conseil de sécurité ont décidé de dépêcher au Mali, du 31 janvier au 3 février 2014, une mission qui sera conduite par l'Ambassadeur Gérard Araud, de la France, et le Ministre Conseiller Bante Mangaral, du Tchad. Les membres du Conseil sont convenus du mandat de la mission, qui figure en annexe à la présente lettre.

La mission sera composée comme suit :

Argentine (Deuxième Secrétaire Marcos Stancanelli)

Australie (Ambassadeur Gary Francis Quinlan)

Chili (Conseiller Hugo Ignacio Llanos Mardones)

Chine (Conseiller Shen Bo)

États-Unis d'Amérique (Ambassadrice Samantha Power)

Fédération de Russie (Ministre Petr Ilichev)

France (Ambassadeur Gérard Araud)

Jordanie (Ministre Mahmoud Hmoud)

Lituanie (Ambassadrice Raimonda Murmokaitė)

Luxembourg (Ambassadrice Sylvie Lucas)

Nigéria (Ambassadeur Usman Sarki)

République de Corée (Ambassadeur Oh Joon)

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Ambassadeur Peter Wilson)

---

<sup>293</sup> S/2014/72.

Rwanda (Ambassadeur Eugène-Richard Gasana)

Tchad (Ministre Conseiller Bante Mangaral)

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

## **Annexe**

### **Mandat de la mission du Conseil de sécurité au Mali**

1. Saluer le plein rétablissement de la gouvernance démocratique et de l'ordre constitutionnel au Mali, après le bon déroulement en 2013 d'élections présidentielle et législatives pacifiques et transparentes, avec l'appui de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali; consulter les autorités nouvellement nommées et élues.
2. Saluer les premiers efforts déployés par le Gouvernement malien pour lancer une série de consultations nationales sur la situation dans le nord du Mali et encourager l'adoption de nouvelles mesures afin de consolider la stabilité, de faire progresser la réconciliation nationale, de favoriser la cohésion sociale et de remédier aux causes profondes des crises qui secouent le Mali de manière récurrente; évaluer les progrès accomplis à l'échelle nationale et locale pour atténuer et prévenir les conflits, notamment de la part des partenaires locaux, et dans le cadre du dialogue national et du processus de réconciliation, y compris par l'implication de la société civile.
3. Réitérer l'appel urgent du Conseil en faveur de l'ouverture d'un processus de négociation crédible ouvert à toutes les communautés du nord du Mali, afin de parvenir à un règlement politique durable de la crise et d'assurer la paix et la stabilité à long terme dans tout le pays, dans le respect de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'État malien, comme prévu dans l'Accord préliminaire de Ouagadougou en date du 18 juin 2013.
4. Rappeler l'appel lancé par le Conseil à tous les signataires de l'Accord préliminaire et aux groupes armés du nord du Mali qui ont rompu tout lien avec les organisations terroristes et ont accepté l'Accord sans condition pour qu'ils en appliquent pleinement et rapidement les dispositions, y compris en ce qui concerne le cantonnement des groupes armés, le rétablissement progressif de l'administration de l'État sur l'ensemble du territoire et le lancement de pourparlers de paix crédibles et sans exclusive.
5. Réitérer le plein appui du Conseil à la facilitation d'un processus sans exclusive grâce aux bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali et en étroite coordination avec la communauté internationale, notamment l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne, conformément au paragraphe 4 de la résolution 2100 (2013) du Conseil, en vue de la restauration de la paix et de la sécurité sur l'ensemble du territoire national du Mali, dans le cadre d'un accord global de sortie de crise.
6. Réitérer l'appel lancé par le Conseil à toutes les parties maliennes concernées pour qu'elles s'entendent sans plus tarder sur des mesures concrètes afin de procéder au cantonnement des groupes armés, étape essentielle sur la voie d'un processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration efficace, dans le cadre d'un règlement de paix global; évaluer la façon dont la Mission peut encore faciliter le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration.
7. Réaffirmer l'appui du Conseil à la Mission et être tenu au courant de l'application de la résolution 2100 (2013), en particulier du déploiement opérationnel de la Mission pour stabiliser les principales agglomérations, notamment dans le nord du Mali, et appuyer le rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays et la promotion de l'état de droit et la protection des droits de l'homme.
8. Réitérer la préoccupation du Conseil face à la précarité des conditions de sécurité et être tenu au courant de l'évolution de la situation, en particulier dans le nord du Mali, et de la menace que représentent les groupes terroristes pour la stabilité régionale; obtenir des mises à jour sur l'exécution du mandat de la Mission à l'appui du Gouvernement malien, la protection des civils et la stabilisation des principales agglomérations, en particulier dans le nord du Mali, et, dans ce contexte, écarter les menaces et prendre activement des dispositions afin d'empêcher le retour d'éléments armés dans ces zones, et contribuer à la création d'un

environnement sûr qui permette l'acheminement, encadré par des civils, de l'aide humanitaire dans des conditions de sécurité, conformément aux principes directeurs de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la fourniture d'une aide humanitaire d'urgence; recevoir des mises à jour sur la coopération de toutes les parties avec la Mission, en vue de garantir sa sûreté et sa sécurité; être tenu au courant de l'appui fourni à la Mission par les forces françaises en cas de grave menace imminente.

9. Renouveler l'appel du Conseil au maintien de la tutelle et du contrôle civils sur les forces de défense et de sécurité maliennes comme un élément essentiel de la réforme globale du secteur de la sécurité et, à cet égard, encourager le Gouvernement malien à continuer d'accomplir des progrès et évaluer la contribution de la Mission et d'autres donateurs internationaux, notamment de l'Union européenne, dans le cadre de la politique européenne commune de sécurité et de défense et de la mission de formation de l'Union européenne au Mali.

10. Souligner que le Conseil s'inquiète toujours de la protection des civils, de l'importance de la lutte contre l'impunité et de la nécessité d'aborder la question de la violence sexuelle et de renforcer la protection des enfants; défendre le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire, encourager le Gouvernement malien à faire en sorte que ceux qui se sont rendus coupables d'infractions et d'atteintes graves aux droits de l'homme soient rapidement traduits en justice, et à continuer de coopérer avec la Cour pénale internationale.

11. Souligner que les auteurs de violence sexuelle doivent répondre de leurs actes et insister sur l'entière participation des femmes, de manière concrète et sur un pied d'égalité avec les hommes, à un stade précoce de la phase de stabilisation, y compris à la réforme du secteur de la sécurité et aux opérations de désarmement, de démobilisation et de réintégration, ainsi qu'au dialogue politique national et aux consultations électorales, compte tenu de la résolution 1325 (2000) du Conseil; souligner de nouveau que les auteurs de violations et de sévices sur la personne d'enfants doivent répondre de leurs actes et veiller à ce que la question de la protection des enfants reçoive l'attention qu'elle mérite dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité et des efforts de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

12. Souligner que le Gouvernement malien doit continuer de s'employer à régler les problèmes humanitaires, y compris la crise alimentaire, et trouver des solutions durables aux problèmes des réfugiés et des déplacés, y compris par l'instauration de conditions propices à leur retour librement consenti et durable, en toute sécurité et dignité.

13. Réitérer l'appel lancé par le Conseil à tous les organismes compétents des Nations Unies et à la communauté internationale pour qu'ils soutiennent encore davantage les efforts déployés par le Gouvernement pour venir en aide aux populations touchées, en particulier les femmes et les enfants, et qu'ils appuient l'offre de services de base à la population, en particulier dans le nord du Mali; encourager la communauté internationale à coordonner les mesures prises pour répondre aux besoins immédiats et à long terme de la population malienne, notamment dans le cadre de la conférence internationale de haut niveau des donateurs qui s'est tenue à Bruxelles le 5 février 2014 à l'appui du développement du Mali, en consultation avec le Gouvernement; réitérer l'appel lancé par le Conseil à la communauté internationale pour que soit comblé le déficit de financement dans le cadre de l'appel humanitaire global.

14. Féliciter le Gouvernement malien qui assumera la présidence, pendant les deux prochaines années, de la plateforme de coordination, comme décidé lors de la réunion ministérielle sur la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel tenue à Bamako le 5 novembre 2013; réitérer l'appel lancé par le Conseil aux États du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb pour qu'ils renforcent la coopération interrégionale afin d'élaborer des stratégies efficaces et sans exclusive qui permettent de relever les défis transnationaux dans la région du Sahel, et de lutter contre les activités terroristes et la criminalité transnationale organisée dans la région; réaffirmer la volonté du Conseil de faire face à la situation complexe qui règne au Sahel sur le plan de la sécurité et d'un point de vue politique, et qui est intrinsèquement liée aux questions humanitaires et aux problèmes de développement.

À sa 7120<sup>e</sup> séance, le 26 février 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Mission du Conseil de sécurité

« Exposé de la mission du Conseil de sécurité au Mali (31 janvier au 3 février 2014) ».



**PROMOTION ET RENFORCEMENT DE L'ÉTAT DE DROIT DANS LE CADRE DES  
ACTIVITÉS DE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES<sup>294</sup>**

**Décisions**

À sa 7113<sup>e</sup> séance, le 19 février 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, du Bangladesh, de la Belgique, du Botswana, du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica, de la Croatie, de Cuba (Premier Vice-Ministre des affaires étrangères), de l'Équateur, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Géorgie, du Guatemala, de l'Indonésie, d'Israël, du Japon, du Kazakhstan, de la Lettonie (Ministre des affaires étrangères), du Liechtenstein, de la Malaisie, du Mexique, de la Namibie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Ouganda, du Pakistan, des Pays-Bas, du Pérou, des Philippines, de la Pologne, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République démocratique du Congo, de la République de Moldova, de la République islamique d'Iran, du Sénégal, de la Slovaquie, de la Slovénie, de Sri Lanka, de la Suède, de la Suisse, de la Tunisie, de la Turquie, de l'Uruguay et du Zimbabwe à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Promotion et renforcement de l'état de droit dans le cadre des activités de maintien de la paix et de la sécurité internationales

« Rapport du Secrétaire général sur l'évaluation de l'efficacité de la contribution du système des Nations Unies à l'instauration de l'état de droit en période et au lendemain de conflits (S/2013/341)

« Lettre, en date du 3 février 2014, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de la Lituanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/75) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ioannis Vrailas, Chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, conformément à son Règlement intérieur provisoire et à sa pratique antérieure, d'adresser une invitation à l'Observateur permanent de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À sa 7115<sup>e</sup> séance, le 21 février 2014, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Promotion et renforcement de l'état de droit dans le cadre des activités de maintien de la paix et de la sécurité internationales

« Rapport du Secrétaire général sur l'évaluation de l'efficacité de la contribution du système des Nations Unies à l'instauration de l'état de droit en période et au lendemain de conflit (S/2013/341)

« Lettre, en date du 3 février 2014, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de la Lituanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/75) ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>295</sup> :

Le Conseil de sécurité réaffirme la déclaration faite par son Président le 19 janvier 2012<sup>296</sup> et estime toujours que l'état de droit doit être universellement instauré et respecté, et souligne l'importance cruciale qu'il attache à la promotion de la justice et de l'état de droit, facteurs indispensables à la coexistence pacifique et à la prévention des conflits armés.

Le Conseil réaffirme en outre son attachement au droit international et à la Charte des Nations Unies, ainsi qu'à l'instauration d'un ordre international fondé sur l'état de droit et le droit international, qui sont essentiels à la coopération entre les États face à leurs défis communs, et contribuent ainsi au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

---

<sup>294</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2003 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>295</sup> S/PRST/2014/5.

<sup>296</sup> S/PRST/2012/1.

Le Conseil rappelle la déclaration de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international, qui s'est tenue le 24 septembre 2012<sup>297</sup>.

Le Conseil souligne que l'instauration d'une paix durable exige l'adoption d'une approche intégrée fondée sur la cohérence des activités menées dans les domaines de la politique, de la sécurité, du développement, des droits de l'homme, y compris l'égalité des sexes, de l'état de droit et de la justice. À cet égard, il fait ressortir l'importance de l'état de droit en tant qu'élément clef de la prévention des conflits, du maintien de la paix, du règlement des conflits et de la consolidation de la paix.

Le Conseil réaffirme qu'il incombe aux autorités nationales au premier chef de définir leurs priorités et stratégies aux fins de la consolidation de la paix au lendemain de tout conflit et, à cet égard, réitère que l'appropriation nationale, la responsabilité et la volonté politique, ainsi que les efforts concertés des gouvernements et de la communauté internationale, sont indispensables pour bâtir une paix durable.

Le Conseil souligne l'importance de l'appui au renforcement des institutions garantes de l'état de droit que les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales mandatées pour ce faire fournissent au pays hôte en coordination avec les entités compétentes des Nations Unies, chacune dans le respect de son mandat. À cet égard, le Conseil rappelle sa résolution 2086 (2013), dans laquelle il a noté que les missions de maintien de la paix multidimensionnelles peuvent être chargées de fournir un tel appui en aidant les autorités nationales à définir, en matière d'état de droit, les grandes priorités et stratégies qui permettent de répondre aux besoins de la police, des institutions judiciaires et du système pénitentiaire, compte tenu des liens qui existent entre ces éléments, le but étant que les États soient mieux à même d'assumer les fonctions critiques dans ces domaines, apportant ainsi une contribution essentielle à la consolidation de la paix et à l'élimination de l'impunité.

Le Conseil, en ce qui concerne les activités menées dans le domaine de l'état de droit qui peuvent faire partie du mandat d'opérations de maintien de la paix et de missions politiques spéciales :

- Réaffirme qu'il est résolu à donner des mandats clairs, crédibles et réalistes ;
- Souligne que l'appui au renforcement des institutions du pays hôte garantes de l'état de droit doit être envisagé selon le contexte de chaque pays ;
- Souligne l'importance d'une approche globale de la réforme du secteur de la sécurité, qui vienne renforcer l'état de droit, grâce notamment à l'établissement de systèmes judiciaires et pénitentiaires indépendants, et réaffirme que pour être efficace toute réforme du secteur de la sécurité doit tendre à mettre en place un secteur de la sécurité professionnel, efficace et responsable, placé sous la tutelle civile d'un gouvernement démocratique ;
- Note le rôle important que les composantes police des opérations de maintien de la paix peuvent jouer dans le renforcement de l'état de droit en temps de conflit et au lendemain de conflits, par exemple en fournissant un appui opérationnel à la police nationale et aux autres entités chargées du maintien de l'ordre et en appuyant la réforme, la restructuration et la reconstruction de ces entités, notamment grâce à la fourniture d'une assistance technique, à la colocalisation et à des programmes de formation et de mentorat ;
- Souligne qu'il importe que les structures et les activités des Nations Unies ayant trait à l'état de droit ne fassent pas double emploi et ne se chevauchent pas, et qu'il importe également d'améliorer la façon dont la coordination est assurée ;
- Appelle l'attention sur la responsabilité des responsables de missions des Nations Unies s'agissant de guider et de superviser les activités des Nations Unies en matière d'état de droit et de coordonner l'appui fourni aux pays par l'Organisation sur le terrain ;
- Souligne que les processus de planification des activités des missions relatives à l'état de droit que les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales ont pour mandat d'exécuter devraient tenir pleinement compte de la nécessité d'appuyer les efforts déployés au niveau national pour mettre en place des institutions garantes de l'état de droit, en tenant compte des besoins spécifiques du pays hôte ;

---

<sup>297</sup> Résolution 67/1 de l'Assemblée générale.

- Souligne l'importance des partenariats et de la coopération avec les États Membres et des partenaires aux niveaux sous-régional, régional et international pour l'exécution des activités dans le domaine de l'état de droit, et leur demande de promouvoir la cohérence et la coordination de leurs plans et programmes concernant la consolidation de la paix avec ceux des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales, ainsi qu'avec l'ensemble des entités des Nations Unies sur le terrain ;
- Souligne en outre que la gestion de la transition d'une opération de maintien de la paix ou d'une mission politique spéciale dans le contexte des activités qu'elle mène en matière d'état de droit devrait être fondée sur une analyse effectuée en temps utile et en concertation avec le pays hôte de toute l'assistance au-delà de la durée de son mandat pour permettre aux acteurs de la consolidation de la paix et du développement de procéder à la planification stratégique et à la mobilisation de fonds nécessaires, en étroite partenariat avec les autorités nationales, et de transférer aussi rapidement que possible les compétences et les connaissances spécialisées aux responsables et experts du pays hôte pour assurer une transition réussie et durable.

Le Conseil prend note de la politique de tolérance zéro du Secrétaire général dans le domaine de l'exploitation et de la violence sexuelles, ainsi que de la politique de diligence voulue dans le domaine des droits de l'homme, dans le contexte de la fourniture d'appui par l'Organisation des Nations Unies à des forces de sécurité non onusiennes<sup>298</sup>, au regard des activités des Nations Unies relatives à l'état de droit.

Le Conseil se dit à nouveau inquiet de la situation des groupes vulnérables en proie à un conflit armé, notamment les femmes, les enfants et les déplacés. Il est particulièrement préoccupé par les actes de violence sexuelle et sexiste et les violations et sévices commis sur la personne d'enfants en temps de conflit armé. Il est conscient qu'il importe d'éliminer l'impunité des auteurs de tels actes grâce au renforcement des capacités de la police, de l'appareil judiciaire et du système pénitentiaire, et d'intégrer la protection des femmes et des enfants dans tous les programmes touchant à l'état de droit, y compris à la faveur de la réforme de la justice et de la formation en matière de violence sexuelle et sexiste et de protection de l'enfance. Il rappelle à cet égard ses résolutions 1325 (2000), 1612 (2005), 1820 (2008), 1882 (2009), 1888 (2009), 1889 (2009), 1960 (2010), 1998 (2011), 2068 (2012), 2106 (2013) et 2122 (2013). Le Conseil réaffirme qu'il entend, lorsqu'il créera ou reconduira des missions des Nations Unies, insérer dans leur mandat des dispositions sur la protection de l'enfance et la promotion de l'égalité des sexes, et l'autonomisation des femmes en période ou au lendemain de conflits et prévoir la nomination de conseillers pour la protection de l'enfance et la problématique hommes-femmes, ainsi que des dispositions visant à protéger les droits de l'enfant et à favoriser l'accès et la participation pleine et entière des femmes à la justice, à la faveur de la réforme du droit, de la justice et du secteur de la sécurité, et de l'ouverture des processus de relèvement au lendemain de conflits.

Le Conseil note avec préoccupation les obstacles que constituent la criminalité transnationale organisée, notamment le trafic d'armes et de drogues, la traite d'êtres humains et la piraterie et le vol à main armée commis en mer, ainsi que le terrorisme pour la sécurité des pays figurant parmi ceux dont il s'occupe au titre de la liste des questions dont il est saisi, y compris les États sortant d'un conflit. Il encourage les entités des Nations Unies, y compris au moyen des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales, lorsque ces tâches font partie de leur mandat, et les États Membres, à coordonner leurs mesures de lutte contre ces menaces par la définition de normes nationales et internationales applicables, des efforts internationaux de renforcement des capacités à long terme et des initiatives régionales.

Le Conseil réaffirme sa ferme opposition à l'impunité des violations graves du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Il rappelle que les États sont tenus de se conformer aux obligations qui leur incombent en matière de lutte contre l'impunité, de mener des enquêtes approfondies et de poursuivre les auteurs de crimes de guerre, de génocide et de crimes contre l'humanité afin de prévenir ces crimes, d'éviter qu'ils ne se reproduisent et de promouvoir une paix durable, la justice, la vérité et la réconciliation. Il se félicite des efforts concertés menés aux plans national et international à cette fin.

Le Conseil prend note de la contribution des systèmes nationaux de justice à la lutte contre l'impunité des auteurs de violations graves du droit international humanitaire et des droits de l'homme, et souligne qu'il

---

<sup>298</sup> S/2013/110, annexe.

importe de renforcer les dispositifs nationaux d'établissement des responsabilités dans le respect des garanties prévues par la loi et des droits de la défense, y compris les dispositifs nationaux d'enquête, de poursuite et de protection des témoins dans les pays sortant d'un conflit. Le Conseil insiste également sur le fait que les organismes et accords régionaux et sous-régionaux peuvent aider à amener les auteurs de ces crimes à en répondre, en aidant à renforcer les capacités des systèmes judiciaires nationaux.

Le Conseil souligne que les actions et les poursuites engagées devant le système de justice pénale internationale, les tribunaux spéciaux, les tribunaux mixtes et les chambres spécialisées des juridictions nationales ont permis de renforcer la lutte contre l'impunité des auteurs de génocides, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et d'autres crimes odieux. Il prend note à cet égard de la contribution de la Cour pénale internationale, conformément au principe de complémentarité avec les juridictions nationales tel qu'énoncé dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale<sup>299</sup>, pour ce qui est d'amener les responsables de ces crimes à répondre de leurs actes. Il redit qu'il importe que les États coopèrent avec ces cours et tribunaux conformément aux obligations qu'ils ont souscrites en la matière. Il entend continuer de lutter fermement contre l'impunité et, s'il y a lieu, de demander des comptes par les moyens appropriés. Il note les dernières directives en date du Secrétaire général concernant les contacts avec les personnes sous le coup d'un mandat d'arrêt ou d'une citation à comparaître de la Cour pénale internationale<sup>300</sup>.

Le Conseil relève que le Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat et le Programme des Nations Unies pour le développement ont été désignés pour constituer la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires.

Le Conseil prend acte du rapport du Secrétaire général sur l'évaluation de l'efficacité de la contribution du système des Nations Unies à l'instauration de l'état de droit en période et au lendemain de conflit<sup>301</sup> et des recommandations qui y figurent.

---

## RÉGION DE L'AFRIQUE CENTRALE<sup>302</sup>

### Décisions

À sa 7065<sup>e</sup> séance, le 20 novembre 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Région de l'Afrique centrale

« Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et sur les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur (S/2013/671) ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Abou Moussa, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale.

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation à M. Francisco Madeira, Envoyé spécial de l'Union africaine pour l'Armée de résistance du Seigneur.

À sa 7066<sup>e</sup> séance, le 25 novembre 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Région de l'Afrique centrale

« Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et sur les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur (S/2013/671) ».

---

<sup>299</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2187, n° 38544.

<sup>300</sup> S/2013/210, annexe.

<sup>301</sup> S/2013/341.

<sup>302</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2003 des résolutions et décisions sur cette question.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>303</sup> :

Le Conseil de sécurité condamne de nouveau fermement les attaques épouvantables, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, ainsi que les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme perpétrés par l'Armée de résistance du Seigneur. Il condamne également l'enrôlement et l'utilisation d'enfants dans le conflit armé, les meurtres et les mutilations, les viols, l'esclavage sexuel et les autres violences sexuelles et les enlèvements qui lui sont imputables. Il exige de l'Armée de résistance du Seigneur qu'elle mette immédiatement fin à toutes ses attaques et lui demande instamment de libérer tous ceux qu'elle a enlevés, et de désarmer et de démobiliser ses éléments. Il accueille avec satisfaction ce qui a été fait récemment pour mettre fin aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité commis par l'Armée de résistance du Seigneur en Afrique centrale et se dit de nouveau résolu à tenir le cap jusqu'à ce qu'il soit mis fin une fois pour toutes à la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur.

Le Conseil salue les efforts diplomatiques menés par le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, M. Abou Moussa, et par l'Envoyé spécial de l'Union africaine pour l'Armée de résistance du Seigneur, M. Francisco Madeira, pour renforcer la coopération régionale et faciliter d'autres opérations de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine dans la région. Il demande instamment au Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, conformément à son rôle de coordination, ainsi qu'aux missions politiques et aux missions de maintien de la paix des Nations Unies dans la région et aux autres présences des Nations Unies de redoubler d'efforts pour mettre en œuvre la Stratégie régionale des Nations Unies visant à contrer l'Armée de résistance du Seigneur et à remédier aux effets de ses activités (Stratégie des Nations Unies)<sup>304</sup>, s'il y a lieu et dans les limites de leur mandat et de leurs moyens. Il encourage le Secrétaire général à tirer au mieux parti de l'action du Bureau dans ce domaine, notamment en employant son personnel et en apportant un soutien à la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur. Il demande également à la communauté internationale d'apporter toute l'assistance possible à la mise en œuvre de la Stratégie des Nations Unies. À cet égard, il prend note de la réunion du Groupe de travail international sur l'Armée de résistance du Seigneur, coprésidée par l'Union européenne et par les États-Unis d'Amérique, qui s'est tenue à Bruxelles le 4 octobre 2013.

Le Conseil réitère son soutien sans réserve à l'Initiative de coopération régionale de l'Union africaine pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur et salue les progrès importants accomplis par la Force régionale d'intervention de l'Union africaine. Il se félicite en particulier que celle-ci ait renforcé son action contre les camps de l'Armée de résistance du Seigneur ces derniers mois, ce qui a ébranlé la structure de commandement de l'Armée de résistance du Seigneur et entamé ses activités. Il engage tous les gouvernements de la région à tenir les engagements qu'ils ont pris dans le cadre de l'Initiative et à donner à leurs forces de sécurité les moyens de base dont elles ont besoin. Il encourage les États voisins à coopérer avec la Force régionale d'intervention afin de mettre fin à la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur. Il encourage également tous les États de la région à prendre des mesures pour empêcher l'Armée de résistance du Seigneur d'agir en toute impunité sur leur territoire. Il note qu'il importe de continuer à apporter un soutien international aux activités de la Force régionale d'intervention, à ses moyens logistiques et à son quartier général. Il souligne que toutes les opérations militaires menées contre l'Armée de résistance du Seigneur doivent l'être dans le respect du droit international applicable, y compris le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et le droit international des réfugiés, et de façon à réduire au minimum le risque de causer du tort aux civils dans ces régions.

Le Conseil se félicite de ce qui est fait pour arrêter une stratégie renforcée, globale et véritablement régionale pour faire face à la situation humanitaire, notamment venir en aide aux victimes de violences sexuelles et d'autres attaques, et souhaite que davantage de progrès soient faits en ce sens.

Le Conseil souligne qu'il incombe au premier chef aux États de la région où sévit l'Armée de résistance du Seigneur de protéger les civils. À ce sujet, il se félicite que la République démocratique du

---

<sup>303</sup> S/PRST/2013/18.

<sup>304</sup> S/2012/481, annexe.

Congo, le Soudan du Sud, l'Ouganda et la République centrafricaine aient pris des mesures, en coordination avec l'Union africaine, pour mettre un terme à la menace que constitue l'Armée de résistance du Seigneur, et les exhorte, ainsi que les autres pays de la région, à faire davantage.

Le Conseil se dit gravement préoccupé par le fait que l'instabilité persistante et le vide sécuritaire de plus en plus marqué en République centrafricaine continuent de nuire aux opérations de lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur et de contribuer au renforcement de l'Armée de résistance du Seigneur dans le pays. Il note également avec préoccupation que les attaques de l'Armée de résistance du Seigneur en République centrafricaine auraient été commises hors de la zone d'opérations principale de la Force régionale d'intervention. À ce sujet, il insiste sur la nécessité de renforcer la coordination et l'échange d'informations entre le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, la Force régionale d'intervention et la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine en matière de protection des civils et de lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur.

Le Conseil accueille avec satisfaction l'action menée contre l'Armée de résistance du Seigneur par la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo. Il engage la Mission à poursuivre et à renforcer sa campagne contre l'Armée de résistance du Seigneur, notamment en se donnant les moyens d'intervenir en présence de menaces imminentes contre des civils, en dispensant une formation aux membres des Forces armées de la République démocratique du Congo et en renforçant leurs capacités, en apportant son soutien au Centre conjoint du renseignement et des opérations et en exécutant des programmes robustes de désarmement, démobilisation, réintégration, et réinstallation ou rapatriement afin de susciter de nouvelles défections dans les rangs de l'Armée de résistance du Seigneur.

Le Conseil note que la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud ont pour mandat d'aider à protéger les civils dans les secteurs où sévit l'Armée de résistance du Seigneur et d'appuyer le désarmement et la démobilisation de ses combattants, ainsi que leur réintégration dans leur pays. Il engage les deux Missions à resserrer leurs liens de coopération avec la Force régionale d'intervention afin de coordonner les activités, les patrouilles et les stratégies de protection des civils. Il encourage la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud à fournir le soutien logistique nécessaire à la Force régionale d'intervention, dans les limites de leur mandat et de leurs moyens, et à coopérer étroitement avec elle pour faire face aux menaces prévisibles concernant la protection des civils. Il note également que l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine sont chargés de coopérer et de partager sans tarder les informations concernant la menace que fait peser l'Armée de résistance du Seigneur sur la région. Le Conseil souligne que, dans l'esprit de la Stratégie des Nations Unies, il faut améliorer la coordination transfrontière, moyennant notamment l'adoption de procédures communes et le partage rapide de l'information entre les missions et entre toutes les autres parties prenantes dans la région, pour que les mouvements de l'Armée de résistance du Seigneur et les menaces d'attaques imminentes puissent être mieux anticipés.

Le Conseil prend note des informations laissant présumer que l'Armée de résistance du Seigneur disposerait d'une base dans l'enclave contestée de Kafia Kinga, zone limitrophe de la République centrafricaine située à la charnière entre le Soudan du Sud et le Soudan. Il prend note également des informations selon lesquelles l'Armée de résistance du Seigneur se serait livrée à des attaques et à des enlèvements dans l'État de l'Équatoria occidentale (Soudan du Sud) et des informations selon lesquelles l'Armée de résistance du Seigneur aurait repris ses activités dans les régions du Bas-Uélé et du Haut-Uélé en République démocratique du Congo.

Le Conseil engage l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale à œuvrer de concert, notamment en procédant à des évaluations conjointes sur le terrain, pour mieux cerner les capacités et les zones d'opérations actuelles de l'Armée de résistance du Seigneur, et à enquêter sur ses réseaux logistiques et éventuelles sources de soutien militaire et de financement illicite, y compris sa participation présumée au braconnage d'éléphants et aux activités de contrebande connexes. Il note que, dans son dernier rapport sur le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique

centrale et l'Armée de résistance du Seigneur<sup>305</sup>, le Secrétaire général a conclu que le braconnage, qui s'est intensifié, est un facteur d'insécurité en République centrafricaine et dans toute la région et sert à financer des réseaux criminels transnationaux et des groupes rebelles armés, dont l'Armée de résistance du Seigneur.

Le Conseil demande instamment à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, au Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et aux autres acteurs des Nations Unies dans la zone où sévit l'Armée de résistance du Seigneur de continuer à collaborer avec les forces régionales, les acteurs internationaux et les organisations non gouvernementales, s'il y a lieu, afin de promouvoir une approche commune s'agissant des défections et de l'appui aux activités de désarmement, de démobilisation, de réintégration, et de réinstallation ou de rapatriement dans l'ensemble de la zone où l'Armée de résistance du Seigneur est présente. Il souligne l'importance des programmes d'appui à la libération, au retour et à la réintégration des enfants enlevés par l'Armée de résistance du Seigneur, en particulier ceux qui ont pour objet de faciliter l'accueil de ces enfants par les communautés.

Le Conseil encourage la Force régionale d'intervention de l'Union africaine à poursuivre ses interventions pour lutter contre tous les groupes de l'Armée de résistance du Seigneur, tout en collaborant avec l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales afin d'établir des points de ralliement sûrs pour ceux qui font défection et de fournir des informations en vue d'aider les membres de l'Armée de résistance du Seigneur qui souhaitent véritablement être démobilisés et désarmés. Il prend note des informations indiquant que de petits groupes de combattants de l'Armée de résistance du Seigneur en République centrafricaine ont manifesté la volonté de déposer les armes et de se rendre. À cet égard, il prie instamment le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine de coopérer avec les autorités de transition de la République centrafricaine pour faire en sorte que toutes les mesures prises pour encourager les défections dans les rangs de l'Armée de résistance du Seigneur respectent les procédures de désarmement, de démobilisation, de rapatriement ou de réinstallation et de réintégration de l'Organisation des Nations Unies en ce qui a trait à l'Armée de résistance du Seigneur.

Le Conseil se félicite des efforts déployés par les donateurs internationaux pour fournir une aide humanitaire aux zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud. Il rappelle à toutes les parties qu'elles sont tenues de permettre un accès sûr et sans entrave aux organisations humanitaires pour qu'elles puissent venir en aide à la population civile, conformément aux dispositions applicables du droit international humanitaire et aux principes directeurs des Nations Unies concernant l'aide humanitaire. Il invite les donateurs à accroître le financement des projets humanitaires et de relèvement rapide prévus dans la Stratégie des Nations Unies. Il se déclare préoccupé par le fait que de nombreux acteurs humanitaires quittent les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur en République démocratique du Congo et par le fait que de nombreuses communautés vivant dans des zones où l'Armée de résistance du Seigneur est présente en République centrafricaine et en République démocratique du Congo ne bénéficient pas d'une aide humanitaire régulière, à cause notamment de la faiblesse des infrastructures, et encourage les Nations Unies et les donateurs internationaux à redoubler d'efforts pour créer des conditions propices à ce que les cargaisons, le matériel et le personnel humanitaires puissent être acheminés plus aisément et en temps utile.

Le Conseil demande de nouveau la mise en œuvre rapide et intégrale des conclusions formulées par son Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé concernant la situation des enfants victimes de l'Armée de résistance du Seigneur et le conflit armé<sup>306</sup>. À cet égard, il engage les pays dans lesquels sévit l'Armée de résistance du Seigneur qui ne l'ont pas encore fait à arrêter des procédures opérationnelles permanentes régissant la prise en charge des enfants rescapés de l'Armée de résistance du Seigneur et leur remise à des organismes civils de protection de l'enfance.

Le Conseil rappelle que les mandats d'arrêt décernés par la Cour pénale internationale à l'encontre de M. Joseph Kony, de M. Okot Odhiambo et de M. Dominic Ongwen, notamment pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, y compris des meurtres, des viols et l'enrôlement d'enfants, n'ont pas encore été

---

<sup>305</sup> S/2013/671.

<sup>306</sup> S/AC.51/2013/1.

exécutés, et demande à tous les États de coopérer avec les autorités nationales compétentes et la Cour, conformément à leurs obligations respectives, à mettre ces mandats à exécution et à traduire les responsables en justice.

Le Conseil prie le Secrétaire général de le tenir informé des nouvelles activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, de l'état de la mise en œuvre de la Stratégie régionale des Nations Unies visant à contrer l'Armée de résistance du Seigneur et à remédier aux effets de ses activités et des activités menées à cet égard par les différentes missions déployées dans la région et d'autres entités compétentes des Nations Unies, notamment dans un rapport unique sur le Bureau et l'Armée de résistance du Seigneur devant lui être présenté le 15 mai 2014 au plus tard.

Le 13 février 2014, la Présidente du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>307</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que la lettre en date du 10 février 2014, dans laquelle vous proposez de proroger de 18 mois, jusqu'au 31 août 2015, le mandat du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale<sup>308</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité. Ils prennent note de la proposition qui y figure.

Le 29 avril 2014, la Présidente du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>309</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 25 avril 2014, dans laquelle vous faites part de votre intention de nommer M. Abdoulaye Bathily (Sénégal) votre Représentant spécial pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale<sup>310</sup>, a été portée à la connaissance des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note.

À sa 7171<sup>e</sup> séance, le 12 mai 2014, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Région de l'Afrique centrale

« Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et sur les zones où sévit l'Armée de résistance du Seigneur (S/2014/319) ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Abou Moussa, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>311</sup> :

Le Conseil de sécurité exprime sa préoccupation face à la détérioration de la sécurité dans certaines parties d'Afrique centrale relevant de la responsabilité du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, en particulier la crise en République centrafricaine dont l'impact régional ne cesse de grandir, ainsi que la menace terroriste, y compris l'extension des activités terroristes de Boko Haram aux pays de la sous-région. Il demeure également préoccupé par l'insécurité maritime dans le golfe de Guinée, le commerce illicite d'espèces sauvages et la criminalité transnationale organisée.

Le Conseil rend hommage à M. Abou Moussa (Tchad), Représentant spécial sortant du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, pour le rôle de chef de file qu'il a joué au service de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits dans la région d'Afrique centrale ainsi que pour les importants résultats enregistrés par le Bureau durant son mandat et se félicite de la désignation de M. Abdoulaye Bathily (Sénégal) comme nouveau Représentant spécial et Chef du Bureau.

---

<sup>307</sup> S/2014/104.

<sup>308</sup> S/2014/103.

<sup>309</sup> S/2014/307.

<sup>310</sup> S/2014/306.

<sup>311</sup> S/PRST/2014/8.



Le Conseil condamne de nouveau fermement les attaques inqualifiables, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, ainsi que les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme perpétrés par l'Armée de résistance du Seigneur, y compris l'enrôlement et l'utilisation d'enfants en période de conflit armé, les meurtres, les mutilations, les viols, l'esclavage sexuel, les autres violences sexuelles et les enlèvements qui lui sont imputables. Il exige de l'Armée de résistance du Seigneur qu'elle mette immédiatement fin à toutes ses attaques et lui demande instamment de libérer tous ceux qu'elle a enlevés, et de désarmer et de démobiliser ses éléments. Il accueille avec satisfaction ce qui a été fait récemment pour mettre fin aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité commis par l'Armée de résistance du Seigneur en Afrique centrale et se dit de nouveau résolu à tenir le cap jusqu'à ce qu'il soit mis fin une fois pour toutes à la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur.

Le Conseil salue les efforts diplomatiques menés par M. Abou Moussa, Représentant spécial sortant, et par M. Francisco Madeira, Envoyé spécial de l'Union africaine pour l'Armée de résistance du Seigneur, pour renforcer la coopération régionale et faciliter d'autres opérations de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine dans la région. Il demande instamment au Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, dans l'exercice de sa vocation de coordination, ainsi qu'aux missions politiques et missions de maintien de la paix des Nations Unies dans la région et aux autres présences des Nations Unies de redoubler d'efforts pour mettre en œuvre la Stratégie régionale des Nations Unies visant à contrer l'Armée de résistance du Seigneur et à remédier aux effets de ses activités (Stratégie des Nations Unies)<sup>304</sup>, s'il y a lieu et dans les limites de leur mandat et de leurs moyens. Il encourage le Secrétaire général à tirer au mieux parti de l'action du Bureau, notamment en employant son personnel et en apportant un soutien à la lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur.

Le Conseil réitère son soutien sans réserve à l'Initiative de coopération régionale de l'Union africaine pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur et salue les progrès non négligeables accomplis par la Force régionale d'intervention de l'Union africaine. Il note en particulier la mort annoncée à la fin de 2013 du commandant en second de l'Armée de résistance du Seigneur, M. Okot Odhiambo, inculpé par la Cour pénale internationale, et la capture du commandant de rang intermédiaire, M. Charles Okello, en avril 2014. Il se félicite que la Force régionale d'intervention de l'Union africaine ait renforcé son action contre les camps de l'Armée de résistance du Seigneur ces derniers mois, ce qui a ébranlé la hiérarchie de l'Armée de résistance du Seigneur et conduit à plusieurs défections notables de combattants de l'Armée de résistance du Seigneur et au sauvetage de femmes et d'enfants de ses rangs. Il craint que l'Armée de résistance du Seigneur n'exploite les faiblesses de sécurité pouvant résulter de l'aggravation de l'instabilité au Soudan du Sud. Il exhorte tous les gouvernements de la région à tenir les engagements qu'ils ont pris dans le cadre de l'Initiative de coopération régionale de l'Union africaine pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur et à donner à leurs forces de sécurité les moyens de base dont elles ont besoin. À cet égard, il se félicite des décisions adoptées récemment dans le cadre de l'Initiative de coopération régionale de l'Union africaine pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur de tenir des réunions trimestrielles et un sommet réunissant ses États membres. Il note qu'il importe que la Force régionale d'intervention continue de bénéficier du soutien de la communauté internationale au titre de ses opérations, de ses moyens logistiques et à de son quartier général. À ce propos, le Conseil accueille avec satisfaction le soutien consultatif et logistique que continuent d'apporter les États-Unis d'Amérique et le financement que fournit l'Union européenne. Il souligne que toutes les opérations militaires menées contre l'Armée de résistance du Seigneur doivent l'être dans le respect du droit international applicable, y compris le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et le droit international des réfugiés, le tout étant de réduire au minimum le risque de causer du tort aux civils dans ces régions et de tenir compte de l'association d'enfants avec l'Armée de résistance du Seigneur. Il encourage de nouveau l'affectation de conseillers à la protection de l'enfance auprès de la Force régionale d'intervention.

Le Conseil encourage vivement les États voisins à coopérer avec la Force régionale d'intervention de l'Union africaine afin de mettre fin à la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur. Il encourage également tous les États de la région à prendre des mesures pour empêcher l'Armée de résistance du Seigneur d'agir en toute impunité sur leur territoire. Il prend note de ce que, selon le rapport du Secrétaire général sur le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et sur les zones où sévit l'Armée de

résistance du Seigneur<sup>312</sup>, des dirigeants de l'Armée de résistance du Seigneur seraient basés dans le nord-est de la République centrafricaine et de ce que, d'après des sources dignes de foi, M. Joseph Kony, le chef, et de hauts commandants de l'Armée de résistance du Seigneur seraient retournés récemment chercher un sanctuaire dans les secteurs sous contrôle soudanais de l'enclave de Kafia Kingi. Le Conseil demeure préoccupé par le fait que l'instabilité et le vide sécuritaire en République centrafricaine continuent de nuire aux opérations de lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur. Il note également avec préoccupation les informations faisant état d'attaques de l'Armée de résistance du Seigneur et d'échanges entre l'Armée de résistance du Seigneur et d'autres groupes armés hors de la zone d'opérations principale de la Force régionale d'intervention en République centrafricaine. À cet égard, il insiste sur la nécessité de renforcer la coordination et l'échange d'informations entre la Force régionale d'intervention et la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, ainsi qu'avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, en matière de protection des civils, de surveillance du respect des droits de l'homme et de lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur, le cas échéant.

Le Conseil se félicite des mesures prises pour permettre d'envisager la situation humanitaire selon une approche d'ensemble améliorée et plus régionale embrassant l'assistance aux victimes de violences sexuelles et d'autres atteintes, et exhorte à aller encore de l'avant dans ce sens.

Le Conseil souligne qu'il incombe au premier chef aux États de la région où sévit l'Armée de résistance du Seigneur de protéger les civils. Il salue l'action que mènent la République démocratique du Congo, le Soudan du Sud, l'Ouganda et la République centrafricaine, en coordination avec l'Union africaine, pour mettre fin à la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur, les engage vivement à persévérer dans cet effort et exhorte les autres pays de la région à faire de même.

Le Conseil se félicite de l'action menée contre l'Armée de résistance du Seigneur par la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo. Il note que la République démocratique du Congo reste en proie aux attaques de l'Armée de résistance du Seigneur, même si les violences commises par ce groupe armé dans le pays ont globalement diminué. Dans ce contexte, il encourage la Mission à poursuivre et à renforcer sa campagne contre l'Armée de résistance du Seigneur, en étroite collaboration avec la Force régionale d'intervention de l'Union africaine, notamment en se donnant les moyens d'intervenir en cas de menaces imminentes contre les civils, en renforçant et en coordonnant les patrouilles, en dispensant une formation aux membres des Forces armées de la République démocratique du Congo et en renforçant leurs capacités, en apportant son soutien au Centre conjoint du renseignement et des opérations, et en mettant en œuvre le programme de désarmement, de démobilisation, de rapatriement ou de réinstallation, et de réintégration afin de provoquer de nouvelles défections dans les rangs de l'Armée de résistance du Seigneur.

Le Conseil exhorte les missions des Nations Unies et de l'Union africaine dans la région, notamment la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine à poursuivre leur lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur. Le Conseil note que l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine sont chargées, l'une de coopérer et de partager sans tarder toutes informations relatives à la menace que fait peser l'Armée de résistance du Seigneur sur la région, l'autre de coordonner ses opérations avec celles de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine pour lutter contre l'Armée de résistance du Seigneur et d'échanger toutes informations utiles avec elle et les organisations non gouvernementales engagées dans la lutte contre la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur. À cet égard, il engage ces missions à recueillir des informations sur les mouvements de l'Armée de résistance du Seigneur et à les partager avec les partenaires concernés en vue de renforcer la coopération transfrontalière, ainsi qu'à se doter d'instructions permanentes dans le but de mieux anticiper les mouvements et les attaques imminentes de l'Armée de résistance du Seigneur.

---

<sup>312</sup> S/2014/319.

Le Conseil exhorte vivement à nouveau l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale à continuer d'œuvrer ensemble, notamment en procédant à des évaluations conjointes sur le terrain, à mieux cerner les capacités et les zones d'opérations actuelles de l'Armée de résistance du Seigneur, et à enquêter sur ses réseaux logistiques et ses éventuelles sources de soutien militaire et de financement illicite, y compris sa participation présumée au braconnage d'éléphants et aux activités de contrebande connexes. Il est préoccupé par les liens entre le trafic d'espèces sauvages et les groupes armés dans la sous-région, dont l'Armée de résistance du Seigneur, et salue à cet égard les efforts que le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale fait pour aider les pays de la sous-région à arrêter ensemble des solutions face à cette situation.

Le Conseil demande instamment à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et aux autres acteurs des Nations Unies dans toute zone où sévit l'Armée de résistance du Seigneur de continuer d'œuvrer avec les forces régionales, les autorités nationales, les acteurs internationaux et les organisations non gouvernementales, s'il y a lieu, à arrêter une approche commune pour susciter des défections et appuyer les activités de désarmement, de démobilisation, de réinstallation ou de rapatriement, et de réintégration dans l'ensemble de la zone où sévit l'Armée de résistance du Seigneur. Il souligne l'importance de programmes d'appui à la libération, au retour et à la réintégration des enfants enlevés par l'Armée de résistance du Seigneur, en particulier ceux qui ont pour objet de faciliter l'accueil de ces enfants par les communautés. Il se réjouit de la défection en décembre 2013 de 19 membres de l'Armée de résistance du Seigneur, dont 9 combattants, la plus importante en plus de cinq ans.

Le Conseil encourage la Force régionale d'intervention de l'Union africaine à poursuivre ses opérations contre tous les groupes de l'Armée de résistance du Seigneur, tout en collaborant avec l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales afin d'élargir la couverture des points de ralliement sûrs pour ceux qui font défection et la diffusion d'informations par radio, tracts et autres moyens à l'intention des membres de l'Armée de résistance du Seigneur qui souhaitent véritablement être démobilisés et désarmés.

Le Conseil se félicite des efforts déployés par les donateurs internationaux pour fournir une aide humanitaire aux populations victimes de l'Armée de résistance du Seigneur en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud. Il invite de nouveau toutes les parties à ménager un accès en toute sécurité et liberté aux organisations humanitaires, conformément aux dispositions applicables du droit international humanitaire et aux principes directeurs des Nations Unies concernant l'aide humanitaire.

Le Conseil constate le net recul du nombre, de l'intensité et de la violence des attaques, meurtres et enlèvements perpétrés par l'Armée de résistance du Seigneur et que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat a revu fortement à la baisse son estimation du nombre de personnes déplacées par la menace que représente l'Armée de résistance du Seigneur, de 420 000 en mars 2013 à 160 000 en mars 2014. Il invite les donateurs à accroître le financement des projets de relèvement rapide destinés à aider les populations touchées à rétablir la stabilité et à retrouver leurs moyens d'existence à mesure que s'éloigne la menace de l'Armée de résistance du Seigneur. Il demande au Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale de collaborer avec l'Union africaine, la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et autres organismes internationaux spécialisés à l'élaboration d'un cadre de développement dans lequel s'inscrirait l'action internationale en faveur de la stabilisation à long terme des zones où sévissait l'Armée de résistance du Seigneur au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo et en République centrafricaine, notamment par la mise en œuvre de projets et programmes de relèvement rapide visant à renforcer la cohésion des communautés.

Le Conseil demande à nouveau de mettre rapidement en œuvre l'ensemble des conclusions formulées par le Groupe de travail sur le sort des enfants en temps de conflit armé concernant la situation des enfants victimes de l'Armée de résistance du Seigneur et le conflit armé<sup>306</sup>. À cet égard, il engage les pays dans lesquels sévit l'Armée de résistance du Seigneur qui ne l'ont pas encore fait à arrêter des procédures opérationnelles permanentes pour la prise en charge des enfants rescapés de l'Armée de résistance du Seigneur et leur remise à des organismes civils de protection de l'enfance.

Le Conseil rappelle que les mandats d'arrêt décernés par la Cour pénale internationale contre les chefs de l'Armée de résistance du Seigneur, dont M. Kony, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité

(meurtres, viols, traitements cruels, attaques dirigées intentionnellement contre les populations civiles, enrôlement forcé d'enfants) n'ont pas encore été exécutés, et appelle tous les États à coopérer avec les autorités nationales compétentes et la Cour, conformément à leurs obligations respectives, afin de mettre ces mandats à exécution et de traduire les responsables en justice.

Le Conseil prie le Secrétaire général de le tenir informé des activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, de l'état d'avancement de l'évaluation de la zone d'opérations de l'Armée de résistance du Seigneur et de ses réseaux logistiques et de soutien, ainsi que des activités menées par les différentes missions dans la région et par les autres organismes compétents des Nations Unies dans la mise en œuvre de la Stratégie, notamment dans un rapport unique sur le Bureau et l'Armée de résistance du Seigneur devant lui être présenté le 15 novembre 2014 au plus tard.

---

## NON-PROLIFÉRATION DES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE<sup>313</sup>

### Décisions

À sa 7169<sup>e</sup> séance, le 7 mai 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, du Bangladesh, du Bélarus, du Brésil, du Burkina Faso, du Canada, de la Colombie, de Cuba, du Danemark, de l'Espagne, de la Finlande, du Guatemala, de l'Inde, de l'Iraq, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de la Malaisie, du Maroc, du Mexique, de la Mongolie, du Monténégro, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, des Pays-Bas, du Pérou, des Philippines, de la Pologne, de la République arabe syrienne, de la République islamique d'Iran, de la République populaire démocratique de Corée, de la Roumanie, de la Serbie, de la Slovénie, de la Suisse, de la Trinité-et-Tobago, de la Turquie et de l'Ukraine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Non-prolifération des armes de destruction massive

« Commémoration du dixième anniversaire de la résolution 1540 (2004) et suite à donner

« Lettre, en date du 2 mai 2014, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/313) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Jacek Bylica, Conseiller principal et Envoyé spécial pour la non-prolifération et le désarmement du Service européen d'action extérieure de l'Union européenne.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>314</sup> :

Le Conseil de sécurité, réuni à l'occasion du dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1540 (2004), réaffirme que la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques et de leurs vecteurs fait peser une menace contre la paix et la sécurité internationales.

Le Conseil demeure gravement préoccupé par la menace du terrorisme et le risque de voir des acteurs non étatiques se procurer des armes et leurs vecteurs, en mettre au point, se livrer à leur trafic ou en faire usage.

Le Conseil, considérant qu'il est nécessaire que tous les États prennent d'urgence des mesures effectives supplémentaires pour empêcher la prolifération des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou de leurs vecteurs, réaffirme que les États doivent prendre des mesures effectives pour empêcher des acteurs non étatiques, de se procurer des armes de destruction massive ou leurs vecteurs et mettre en place des dispositifs

---

<sup>313</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2004 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>314</sup> S/PRST/2014/7.

internes de contrôle destinés à prévenir leur prolifération. Il demande à tous les États de redoubler d'efforts pour appliquer la résolution 1540 (2004) en centrant ceux-ci sur les domaines où les mesures prises sont susceptibles d'être renforcées, en vue de parvenir à l'application intégrale de la résolution d'ici à 2021.

Le Conseil se félicite de la contribution faite par le Comité du Conseil de sécurité créé en vertu de la résolution 1540 (2004) et, rappelant la résolution 1977 (2011) qui a prorogé de 10 ans le mandat du Comité, réaffirme à celui-ci son appui constant.

Le Conseil charge le Comité de suivre de près l'application de la résolution 1540 (2004) et demande instamment à tous les États de tenir le Comité informé des mesures qu'ils auraient prises ou qu'ils entendent prendre pour faire appliquer ladite résolution. Il demande en particulier à tous les États qui n'ont pas encore présenté leur premier rapport sur l'application de la résolution 1540 (2004) de le faire sans tarder, pour répondre à l'objectif que s'est fixé le Comité de faire établir des rapports par tous les États.

Le Conseil recommande au Comité d'envisager de formuler une stratégie en vue de l'application intégrale de la résolution 1540 (2004) et d'incorporer cette stratégie à l'Examen complet de l'application de la résolution 1540 (2004), qui doit être présenté au Conseil avant décembre 2016.

Le Conseil rappelle qu'il a décidé que tous les États Membres devaient immédiatement l'informer de toute violation de la résolution 1540 (2004), y compris de l'acquisition par des acteurs non étatiques d'armes chimiques, de leurs vecteurs et d'éléments connexes, afin qu'il puisse prendre les mesures nécessaires.

Le Conseil considère que nombre d'États ont encore besoin d'une assistance pour appliquer la résolution 1540 (2004), et il souligne la nécessité de renforcer l'aide fournie dans ce domaine. Il encourage et soutient le renforcement des capacités nationales, régionales et sous-régionales comme moyen d'appuyer l'application de la résolution 1540 (2004).

Le Conseil réaffirme qu'il convient de renforcer la coopération actuelle entre le Comité et d'autres comités compétents, le cas échéant.

Le Conseil reconnaît qu'il importe de lutter contre les menaces nucléaires, chimiques et biologiques dans le cadre de la résolution 1540 (2004). À cet égard, il réaffirme la nécessité d'empêcher que les acteurs non étatiques aient accès aux armes nucléaires, chimiques et biologiques, aux matériels connexes et à leurs vecteurs, ou bénéficient dans ce domaine d'une assistance ou d'un financement. Le Conseil souligne la nécessité pour le Comité de coordonner ses travaux en matière de non-prolifération avec d'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales.

Le Conseil note que, dans le communiqué qui a été publié le 25 mars 2014 à l'issue du Sommet de La Haye sur la sécurité nucléaire, la contribution significative de l'Organisation des Nations Unies au renforcement de la sécurité nucléaire a été reconnue, notamment le travail entrepris par le Comité.

Le Conseil encourage le Comité à tirer parti, selon qu'il jugera bon, de toute expertise utile, offerte notamment par la société civile, l'industrie et le secteur privé, avec, le cas échéant, l'assentiment de l'État concerné.

---

## **RAPPORTS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR LE SOUDAN ET LE SOUDAN DU SUD<sup>315</sup>**

### **Décisions**

À sa 7022<sup>e</sup> séance, le 23 août 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Soudan et du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan ».

---

<sup>315</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2004 des résolutions et décisions sur cette question. Conformément à la note du Président du Conseil de sécurité, en date du 11 novembre 2013 (S/2013/657), la question « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan » s'intitule désormais « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>316</sup> :

Le Conseil de sécurité exprime son soutien continu aux efforts menés par l'Union africaine pour permettre au Soudan et au Soudan du Sud d'exécuter les accords bilatéraux qui les lient et de s'acquitter des obligations résultant de la feuille de route de l'Union africaine<sup>317</sup> et de la résolution 2046 (2012) du Conseil. Le Conseil rappelle à cet égard le communiqué adopté par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine à sa réunion ministérielle tenue le 29 juillet 2013, le communiqué adopté le 22 juillet 2013 par l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement et les dispositifs proposés par le Président Thabo Mbeki, qui préside le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, dans la lettre qu'il a adressée le 9 juin 2013 au Président Omar el-Béchir et au Président Salva Kiir. Le Conseil se félicite également de la prorogation du mandat du Groupe de mise en œuvre.

Le Conseil se déclare profondément préoccupé par les obstacles qui continuent d'entraver l'application des accords de coopération du 27 septembre 2012<sup>318</sup> et demande instamment à toutes les parties 1) d'exécuter pleinement et immédiatement les accords de coopération et les autres accords applicables ; 2) de recourir effectivement au mécanisme conjoint et aux autres dispositifs créés à cette fin ; 3) de coopérer avec le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement ; et 4) de s'abstenir de tout acte qui irait à l'encontre de ces objectifs.

Le Conseil rappelle que dans sa résolution 2046 (2012) il interdit notamment aux deux États de soutenir des groupes rebelles hostiles à l'autre État et rappelle également les accords conclus à cette fin entre le Soudan et le Soudan du Sud. Le Conseil se félicite de la création et de l'entrée en fonctions du Mécanisme ad hoc d'enquête chargé de faire la lumière sur les allégations relatives à un tel soutien, ainsi que de la volonté manifestée par les deux Gouvernements d'accepter les conclusions du Mécanisme.

Le Conseil se réjouit de la création de l'Équipe technique du Programme frontière de l'Union africaine chargée de déterminer définitivement sur le terrain la ligne médiane de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, et rappelle que cette ligne ne préjuge en rien du statut juridique actuel et futur de la frontière, des négociations en cours sur le statut des zones frontalières contestées et revendiquées et de la démarcation de la frontière. Le Conseil se félicite de la volonté manifestée par les deux Gouvernements d'accepter les conclusions de l'Équipe technique.

Le Conseil exhorte les Gouvernements soudanais et sud-soudanais à entretenir le dialogue pour faire en sorte que le pétrole en provenance du Soudan du Sud continue d'être acheminé, et demande instamment au Gouvernement soudanais de suspendre toute action qui viserait à interrompre l'acheminement du pétrole sud-soudanais, afin de permettre à ces mécanismes de mener à bien leurs travaux.

Le Conseil souscrit aux appels lancés aux parties par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine pour qu'elles concourent pleinement à l'enquête de la Commission d'enquête conjointe de la zone d'Abyei sur le meurtre d'un soldat de la paix de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei et du chef suprême de la communauté ngok dinka.

Le Conseil se dit de nouveau gravement préoccupé par la situation très instable qui règne dans la zone d'Abyei et souligne que les parties doivent mettre en œuvre immédiatement les dispositions en suspens de l'Accord concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei en date du 20 juin 2011<sup>319</sup>, en particulier pour régler le différend portant sur le Conseil de la zone d'Abyei et créer immédiatement l'Administration de la zone d'Abyei et le Service de police d'Abyei. Le Conseil rappelle qu'il a décidé dans sa résolution 2046 (2012) que les parties devaient reprendre immédiatement les négociations, sous les auspices du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, afin de parvenir à un accord sur le statut final de la zone d'Abyei. À cet égard, le Conseil demande que des mesures soient prises

---

<sup>316</sup> S/PRST/2013/14.

<sup>317</sup> Voir S/2012/298, pièce jointe 3.

<sup>318</sup> Voir S/2012/733, annexe, et S/2012/753, annexe.

<sup>319</sup> Voir S/2011/384, annexe.

rapidement pour désarmer les communautés dans la zone d'Abyei conformément à la décision prise par le Comité mixte de contrôle d'Abyei de faire d'Abyei une zone exempte d'armes, ce dont le Conseil s'est félicité dans sa résolution 2104 (2013).

Le Conseil demande au Gouvernement soudanais et au Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord de cesser les hostilités et d'engager des pourparlers directs en vue de mettre fin au conflit qui sévit au Kordofan méridional et au Nil Bleu. Il exhorte également toutes les parties à s'abstenir de tout acte de violence à l'encontre de la population civile, à garantir aux organismes humanitaires un accès en toute liberté et sécurité afin d'assurer pleinement et rapidement l'acheminement de l'aide humanitaire à tous les civils ayant besoin d'urgence d'une assistance, conformément aux dispositions applicables du droit international, notamment du droit international humanitaire et aux principes des Nations Unies régissant l'aide humanitaire, et à respecter pleinement le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire. Il souligne à cet égard que les auteurs de violations du droit international humanitaire et d'infractions et d'atteintes au droit des droits de l'homme doivent répondre de leurs actes.

À sa 7048<sup>e</sup> séance, le 23 octobre 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

« Rapport du Secrétaire général sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (S/2013/607) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Mohamed Ibn Chambas, Représentant spécial conjoint Union africaine-Organisation des Nations Unies pour le Darfour et Chef de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, qui a participé à la séance par visioconférence.

À sa 7062<sup>e</sup> séance, le 18 novembre 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

« Rapport du Secrétaire général sur le Soudan du Sud (S/2013/651) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Hilde Johnson, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Soudan du Sud et Chef de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud.

À sa 7067<sup>e</sup> séance, le 25 novembre 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Soudan et du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

« Rapport du Secrétaire général sur la situation à Abyei (S/2013/577) ».

#### **Résolution 2126 (2013) du 25 novembre 2013**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant la situation au Soudan et au Soudan du Sud, notamment les résolutions 1990 (2011) du 27 juin 2011, 2024 (2011) du 14 décembre 2011, 2032 (2011) du 22 décembre 2011, 2046 (2012) du 2 mai 2012, 2047 (2012) du 17 mai 2012, 2075 (2012) du

16 novembre 2012 et 2104 (2013) du 29 mai 2013, les déclarations de son Président, en date des 31 août 2012<sup>320</sup> et 23 août 2013<sup>316</sup>, ainsi que ses déclarations à la presse des 18 juin, 21 et 28 septembre 2012 et 6 mai et 14 juin 2013,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale du Soudan et du Soudan du Sud, ainsi qu'aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et rappelant l'importance des principes de bon voisinage, de non-ingérence et de coopération régionale,

*Déclarant de nouveau* que les frontières territoriales des États ne sauraient être modifiées par la force et que les différends territoriaux doivent être réglés exclusivement par des moyens pacifiques,

*Affirmant* que la mise en œuvre intégrale et immédiate de tous les éléments encore en suspens de l'Accord de paix global du 9 janvier 2005<sup>321</sup> est pour lui une priorité,

*Réaffirmant* ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009, relatives à la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012 relatives au sort des enfants en temps de conflit armé, sa résolution 1502 (2003) du 26 août 2003 relative à la protection du personnel humanitaire et du personnel des Nations Unies, et ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010 et 2122 (2013) du 18 octobre 2013 sur les femmes et la paix et la sécurité,

*Rappelant* les engagements pris par le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais dans l'Accord conclu le 20 juin 2011 entre le Gouvernement de la République du Soudan et le Mouvement populaire de libération du Soudan concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei<sup>319</sup>, l'Accord conclu le 29 juin 2011 entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement du Sud-Soudan sur la sécurité des frontières et le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité, et l'Accord conclu le 30 juillet 2011 entre le Gouvernement du Soudan et le Gouvernement du Soudan du Sud concernant la Mission d'appui à la surveillance de la frontière<sup>322</sup>, ainsi que les accords du 27 septembre 2012 concernant les mécanismes de coopération et de sécurité<sup>318</sup>, la décision prise le 8 mars 2013 par le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité et le tableau récapitulatif des accords adopté le 12 mars 2013<sup>323</sup>, auxquels ont souscrit le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais à Addis-Abeba sous les auspices du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine,

*Soulignant* qu'il importe que les femmes participent pleinement à la mise en œuvre de tous accords et, plus généralement, à la prévention et au règlement du conflit et à la consolidation de la paix,

*Exprimant sa pleine adhésion* aux efforts que déploie l'Union africaine concernant la situation entre le Soudan et le Soudan du Sud en vue d'apaiser les tensions et de favoriser la reprise des négociations sur les relations postsécession et la normalisation des relations, rappelant à cet égard les communiqués du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en date des 24 avril<sup>317</sup> et 24 octobre 2012, ainsi que des 25 janvier, 7 mai, 29 juillet, 23 septembre et 26 octobre 2013, la déclaration à la presse du Conseil de paix et de sécurité du 6 novembre 2013 et la déclaration de la Présidente de la Commission de l'Union africaine en date du 28 octobre 2013,

*Se félicitant* de la mission que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a effectuée à Abyei les 5 et 6 novembre 2013 et de son engagement constant dans la recherche d'une solution durable, de nature à permettre aux communautés d'Abyei de coexister dans la paix, remerciant le Gouvernement soudanais, le Gouvernement sud-soudanais et la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei d'avoir facilité cette mission, déplorant vivement la manifestation violente du 5 novembre 2013 et le fait que des membres de la tribu ngok dinka aient tenté de pénétrer par la force dans les locaux du siège de la Force, et se félicitant qu'une réunion avec la délégation du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine ait permis de trouver une issue pacifique au mouvement de contestation,

---

<sup>320</sup> S/PRST/2012/19.

<sup>321</sup> S/2005/78, annexe.

<sup>322</sup> S/2011/510, annexe.

<sup>323</sup> S/2013/168, annexe.



*Se félicitant également* des efforts que le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais déploient pour démilitariser la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, y compris la zone dite des 14 miles, et mettre en œuvre le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, conformément à sa résolution 2046 (2012) et à la feuille de route du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en date du 24 avril 2012<sup>317</sup>,

*Soulignant* qu'il importe d'établir et de maintenir une surveillance effective dans le cadre du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière dans la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, y compris dans la zone dite des 14 miles,

*Insistant* sur le fait que les deux pays auront beaucoup à gagner à faire preuve de retenue et à emprunter la voie du dialogue et non à recourir à la violence et à la provocation,

*Reconnaissant* l'importance des récents entretiens entre le Président el-Béchir et le Président Kiir pour la poursuite du dialogue, rappelant sa résolution 2046 (2012) dans laquelle il a décidé que les parties devaient reprendre immédiatement les négociations, sous les auspices du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, en vue de parvenir à un accord sur le statut final d'Abyei, appelant toutes les parties à participer de façon constructive au processus, conduit sous la médiation du Groupe de mise en œuvre, en vue de parvenir à un accord final sur le statut de la zone d'Abyei, et soulignant que les parties doivent appliquer immédiatement les dispositions en suspens de l'Accord du 20 juin 2011, en particulier pour régler le différend portant sur le Conseil de la zone d'Abyei et créer immédiatement l'Administration de la zone d'Abyei et le Service de police d'Abyei,

*Saluant* le concours que continuent de prêter aux parties le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, y compris son Président, le Président Thabo Mbeki, les anciens Présidents Abdulsalami Abubakar et Pierre Buyoya, le Premier Ministre éthiopien, M. Hailemariam Desalegn, qui assure la présidence de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud, M. Haile Menkerios, et la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, dirigée par le général de corps d'armée Yohannes Gebremeskel Tesfamariam,

*Saluant également* les efforts que déploie la Force pour s'acquitter de son mandat, notamment les activités qu'elle mène pour faciliter des migrations pacifiques dans toute la zone d'Abyei, et exprimant sa profonde reconnaissance aux pays qui fournissent des contingents,

*Constatant avec satisfaction* que la sécurité et la stabilité se sont améliorées dans la zone d'Abyei depuis le déploiement de la Force, et déterminé à prévenir la résurgence d'actes de violence contre des civils et de déplacements de civils et les conflits intercommunautaires,

*Se déclarant résolu* à faire en sorte que le futur statut d'Abyei soit le résultat de négociations menées entre les parties, conformément à l'Accord global de paix, et non d'actions unilatérales de l'une ou l'autre partie,

*Gravement préoccupé* par l'absence d'administration publique et d'état de droit dans la zone d'Abyei, due aux retards répétés dans la mise en place de l'Administration, du Conseil et de la police de la zone d'Abyei, y compris d'une unité spéciale chargée de traiter les questions relatives à la migration des populations nomades, entités essentielles pour le maintien de l'ordre et la prévention des conflits intercommunautaires dans cette zone,

*Notant avec préoccupation* la persistance du danger de violences intercommunautaires dans la zone d'Abyei, y compris les tensions qui empêchent le personnel soudanais de la Force et d'autres organismes de retourner à Abyei,

*Notant* que le report systématique de la mise en place des institutions temporaires et de la détermination du statut définitif d'Abyei contribue aux tensions dans la région, soulignant qu'il importe que toutes les parties s'abstiennent de toute mesure unilatérale qui envenimerait les relations intercommunautaires dans la zone d'Abyei, et s'inquiétant de ce que le Conseil de paix et de sécurité a appelé, dans sa déclaration à la presse du 6 novembre 2013, « la décision de la tribu ngok dinka d'organiser un référendum unilatéral », en violation des accords signés entre les deux parties, et malgré les appels à la modération lancés par la communauté internationale, y compris le Conseil de sécurité, le Conseil de paix et de sécurité, le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais,

*Sachant* qu'il importe que l'assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies dans la région le soit dans la cohérence,

*Saluant et appuyant* les efforts que déploie l'Organisation pour sensibiliser le personnel de maintien de la paix à la question de la prévention et de la maîtrise du VIH/sida et d'autres maladies transmissibles à l'occasion de toutes les opérations de maintien de la paix,

*Soulignant* qu'il est nécessaire de s'assurer du respect des droits de l'homme, notamment de constater toute forme de violence sexuelle ou sexiste et toute violation ou atteinte commise sur la personne d'enfants, constatant qu'aucun fait nouveau n'est à signaler quant à la concrétisation de la surveillance du respect des droits de l'homme dans la zone d'Abyei, et se disant à nouveau préoccupé par le fait que les parties ne coopèrent pas avec le Secrétaire général dans ce domaine,

*Soulignant également* qu'il est urgent de faciliter la fourniture de l'aide humanitaire à tous les groupes de population de la zone d'Abyei qui en ont besoin,

*Affirmant* qu'il importe que les déplacés rentrent chez eux de leur plein gré, en toute sécurité et en bon ordre et se réintègrent véritablement, et que la paix et l'ordre règnent pendant la saison des migrations dans le respect des parcours migratoires traditionnels qui mènent du Soudan au Soudan du Sud à travers Abyei, et exhortant la Force à prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité dans la zone d'Abyei conformément à son mandat,

*Conscient* des effets néfastes de la prolifération des armes pour la sécurité des civils,

*Préoccupé* par la présence de mines et de restes explosifs de guerre dans la zone d'Abyei, qui crée des risques pour le retour des déplacés et pour les migrations,

*Constatant* que la situation qui règne à Abyei et le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud continue de menacer gravement la paix et la sécurité internationales,

*Se félicitant* des mesures prises par la Force pour s'acquitter efficacement de son mandat, notamment par la prévention des conflits, la médiation et la dissuasion,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 31 mai 2014 le mandat de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei énoncé au paragraphe 2 de la résolution 1990 (2011), tel que modifié par la résolution 2024 (2011) et le paragraphe 1 de la résolution 2075 (2012), et, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, décide également de proroger jusqu'au 31 mai 2014 le mandat de la Force énoncé au paragraphe 3 de la résolution 1990 (2011), et précise qu'aux fins du paragraphe 1 de la résolution 2024 (2011) l'appui opérationnel fourni au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière sera étendu aux Comités ad hoc, au besoin et si demande en est faite par consensus au sein des mécanismes concernés, dans la limite des moyens existants de la Force et au sein de sa zone d'opérations ;

2. *Prend note* du déploiement, en octobre 2013, du premier groupe de 117 membres des contingents autorisés par la résolution 2104 (2013) et demande instamment qu'il soit procédé au déploiement, dans les meilleurs délais, du restant des forces autorisées, afin de permettre à la Force d'assurer la protection voulue au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et d'apporter au Mécanisme tout l'appui dont il a besoin pour mener, sans retard, de vastes opérations dans la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, et prie le Secrétaire général de le tenir pleinement informé de l'état d'avancement du déploiement à l'occasion de ses rapports périodiques ;

3. *Salue* les efforts sérieux et soutenus faits pour rendre pleinement opérationnel le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et invite le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais à tirer le meilleur parti dudit Mécanisme, du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité et des autres mécanismes conjoints convenus en y ayant recours en temps utile pour garantir la sécurité et la transparence de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, y compris la zone dite des 14 miles ;

4. *Se réjouit* de la création de l'Équipe technique du Programme frontière de l'Union africaine chargée de déterminer définitivement sur le terrain la ligne médiane de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, et rappelle que cette ligne ne préjuge en rien du statut juridique actuel et futur de la frontière, des négociations en cours sur le statut des zones frontalières contestées et revendiquées et de la démarcation de la frontière, et se félicite de la volonté manifestée par les deux Gouvernements d'accepter les conclusions de l'Équipe technique ;

5. *Précise* que, pour s'acquitter de son mandat de protection des civils résultant du paragraphe 3 de la résolution 1990 (2011), la Force prendra les mesures nécessaires pour protéger les civils sous la menace imminente d'actes de violence physique, quels qu'en soient les auteurs ;

6. *Se félicite* que les militaires soudanais et les militaires et policiers sud-soudanais aient été retirés de la zone d'Abyei, conformément à sa résolution 2046 (2012), exige à nouveau du Gouvernement soudanais qu'il transfère immédiatement et sans condition préalable la police du pétrole de Diffra hors de la zone d'Abyei, et réaffirme que, conformément à ses résolutions pertinentes, en particulier les résolutions 1990 (2011) et 2046 (2012), la zone d'Abyei doit être démilitarisée, toutes les forces, autres que celles de la Force et du Service de police d'Abyei, ainsi que les éléments armés des populations locales, devant s'en retirer ;

7. *Exige de nouveau* du Soudan et du Soudan du Sud qu'ils entreprennent sans délai la mise en place de l'Administration et du Conseil de la zone d'Abyei, notamment en débloquent l'impasse autour de la composition du Conseil, et créent le Service de police d'Abyei, appelé à assumer les fonctions de police dans toute la zone d'Abyei, y compris protéger les infrastructures pétrolières, conformément aux engagements qu'ils ont souscrits dans l'Accord concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei en date du 20 juin 2011<sup>319</sup> ;

8. *Invite instamment* le Soudan et le Soudan du Sud à relancer immédiatement les travaux du Comité mixte de contrôle d'Abyei afin d'aller progressivement de l'avant dans la mise en œuvre de l'Accord du 20 juin 2011 et des décisions du Comité mixte ;

9. *Appuie* la décision du Comité mixte de contrôle d'Abyei, en date du 3 mai 2013, relative au statut d'Abyei en tant que zone exempte d'armes, relève que, dans son communiqué du 7 mai 2013, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine s'est dit préoccupé par les informations selon lesquelles plusieurs groupes de population vivant à Abyei seraient lourdement armés, rappelle qu'aux termes de l'Accord du 20 juin 2011, la zone d'Abyei devrait être une zone exempte d'armes où seule la Force serait autorisée à porter des armes, et demande donc instamment aux deux Gouvernements de prendre toutes les mesures nécessaires pour procéder à la démilitarisation effective d'Abyei, y compris en mettant en place des programmes de désarmement si besoin est ;

10. *Demande* à la Force, agissant dans les limites de son mandat et de ses capacités, de mener des enquêtes, de rassembler des informations et de rendre compte des mouvements d'armes à destination d'Abyei et de la présence d'armes à Abyei, et prie le Secrétaire général de l'en tenir informé à l'occasion de ses rapports périodiques ;

11. *Demande instamment* aux deux Gouvernements d'entreprendre immédiatement de mettre en œuvre des mesures de confiance entre les différentes communautés concernées de la zone d'Abyei, notamment à la faveur de processus de réconciliation à l'échelon local, et exhorte toutes les communautés d'Abyei à faire preuve de la plus grande retenue dans tous leurs échanges et à s'abstenir de tout acte ou discours provocateur de nature à entraîner des affrontements violents, ou de toute nouvelle activité unilatérale ;

12. *Demande* à la Force de poursuivre les négociations avec le Comité mixte de contrôle d'Abyei et les tribus misseriya et ngok dinka en vue de la mise en place de stratégies et de mécanismes de contrôle propres à garantir le respect plein et entier du statut d'Abyei comme zone exempte d'armes par l'ensemble des parties concernées, tout en accordant la priorité à l'élimination sans délai des armes lourdes ou collectives, ainsi que des grenades à tube, et engage le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais, le Comité mixte et les tribus misseriya et ngok dinka à collaborer pleinement avec la Force à cet égard ;

13. *Invite* toutes les parties à donner pleinement suite aux conclusions et recommandations issues de l'enquête de la Commission d'enquête conjointe de la zone d'Abyei sur le meurtre d'un soldat de la paix de la Force et du Chef suprême de la communauté ngok dinka ;

14. *Entend réexaminer*, selon que de besoin, le mandat de la Force en vue de restructurer éventuellement la mission en fonction de la façon dont le Soudan et le Soudan du Sud appliqueront les décisions résultant de la résolution 2046 (2012) et s'acquitteront des engagements qu'ils ont souscrits dans les Accords des 20 et 29 juin 2011, 30 juillet 2011<sup>322</sup> et 27 septembre 2012<sup>318</sup>, notamment ceux touchant le retrait de toutes les forces de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, l'opérationnalisation complète du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et des comités spéciaux ainsi que l'achèvement de la démilitarisation de la zone d'Abyei ;

15. *Prend note* du texte dans lequel le Secrétaire général a réexaminé la configuration de la Force au regard de la résolution 2104 (2013) et analysé les risques et les menaces auxquels elle faisait face et le dispositif et le plafond des troupes dont elle avait besoin pour s'acquitter de son mandat<sup>324</sup>;

16. *Demande* à tous les États Membres, en particulier au Soudan et au Soudan du Sud, de garantir la libre circulation, sans entrave ni retard, à destination et en provenance d'Abyei et dans toute la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, de tout le personnel de la Force ainsi que de l'ensemble des matériel, vivres, fournitures et autres biens, y compris les véhicules, les aéronefs et les pièces de rechange, destinés à l'usage officiel et exclusif de la Force;

17. *Demande de nouveau* au Soudan et au Soudan du Sud d'apporter tout leur soutien aux organismes des Nations Unies, notamment de délivrer rapidement des visas au personnel militaire, au personnel de police et au personnel civil des Nations Unies, y compris le personnel humanitaire, sans considération de nationalité, de faciliter l'installation de bases et l'octroi d'autorisations de vol et de fournir un soutien logistique, et invite toutes les parties à s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu des accords sur le statut des forces;

18. *Est conscient* du manque d'infrastructures essentielles dont souffre le personnel de maintien de la paix de la Force, prend note des mesures prises pour y remédier et exhorte le Secrétaire général à continuer de prendre les mesures à sa disposition pour régler la situation et permettre ainsi à la Force d'être mieux en mesure de s'acquitter de son mandat;

19. *Exige* du Gouvernement soudanais et du Gouvernement sud-soudanais qu'ils continuent de faciliter le déploiement du personnel du Service de la lutte antimines de l'ONU afin de permettre au personnel du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière de se déplacer librement et que les mines qui se trouvent dans la zone d'Abyei et la zone frontalière démilitarisée et sécurisée puissent être détectées et neutralisées;

20. *Exige* de toutes les parties concernées qu'elles ménagent pleinement aux agents humanitaires un accès sûr et sans entrave aux populations civiles qui ont besoin d'aide et leur accordent toutes les facilités nécessaires à leurs activités, conformément au droit international, y compris le droit international humanitaire applicable, et aux principes directeurs des Nations Unies concernant l'assistance humanitaire;

21. *Prie* le Secrétaire général de pourvoir à la surveillance effective du respect des droits de l'homme et d'en rendre compte dans ses rapports au Conseil, et demande de nouveau au Gouvernement soudanais et au Gouvernement sud-soudanais d'apporter au Secrétaire général leur plein concours à cette fin, notamment en délivrant des visas au personnel des Nations Unies concerné;

22. *Prie également* le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires pour que la Force applique pleinement la politique de tolérance zéro adoptée par l'Organisation des Nations Unies en matière d'exploitation et de violence sexuelles et de l'informer de tous actes de cette nature;

23. *Souligne* que la poursuite de la coopération entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais est essentielle à la paix, à la sécurité et à la stabilité, ainsi qu'à l'avenir de leurs relations;

24. *Prie* le Secrétaire général de continuer à l'informer tous les 90 jours des progrès de la mise en œuvre du mandat de la Force et de porter immédiatement à son attention toute violation grave des accords susmentionnés;

25. *Prend note* de l'action que mène le Secrétaire général pour assurer une coopération étroite entre les entités des Nations Unies présentes dans la région, notamment la Force, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, et son Envoyé spécial pour le Soudan et le Soudan du Sud, et le prie de continuer à assurer une telle coopération;

26. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7067<sup>e</sup> séance.*

---

<sup>324</sup> S/2013/577, annexe III.

### Décisions

À sa 7080<sup>e</sup> séance, le 11 décembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Fatou Bensouda, Procureure de la Cour pénale internationale.

À sa 7091<sup>e</sup> séance, le 24 décembre 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

« Lettre, en date du 23 décembre 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2013/758) ».

### Résolution 2132 (2013) du 24 décembre 2013

*Le Conseil de sécurité,*

*Se disant profondément alarmé et préoccupé* par la détérioration rapide de la sécurité et de la crise humanitaire au Soudan du Sud du fait du différend politique opposant les dirigeants politiques du pays et des violences qui en ont résulté, imputables à ces derniers,

*Rappelant* ses déclarations à la presse des 17 et 20 décembre 2013 et ses précédentes résolutions 1996 (2011) du 8 juillet 2011, 2046 (2012) du 2 mai 2012, 2057 (2012) du 5 juillet 2012 et 2109 (2013) du 11 juillet 2013, et prenant note de la lettre, en date du 23 décembre 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général<sup>325</sup>,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale du Soudan du Sud,

*Condamnant* les combats et les violences ciblées dirigées contre les populations civiles et certains groupes ethniques et autres communautés dans l'ensemble du pays qui ont fait des centaines de morts et de blessés et provoqué le déplacement de dizaines de milliers de personnes,

*Condamnant également* les violations des droits de l'homme et les exactions qui auraient été commises par toutes les parties, dont des groupes armés ou les forces de sécurité nationales, et soulignant que quiconque est responsable de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme doit en répondre,

*Se félicitant* du renforcement des moyens d'enquête de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud en matière de droits de l'homme avec l'appui du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme,

*Se félicitant également* de l'initiative prise par le Groupe ministériel de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine, en vue d'engager le dialogue et de servir de médiateur entre les principaux dirigeants, et exhortant toutes les parties à s'associer à cette initiative,

*Félicitant* la Mission des mesures diligentes qu'elle a prises en exécution de son mandat pour donner refuge dans ses locaux et porter autrement assistance aux civils pris dans les combats,

*Condamnant avec la plus grande fermeté* les attaques et menaces contre le personnel de la Mission et les installations des Nations Unies, exigeant de toutes les parties qu'elles respectent l'inviolabilité des locaux des

---

<sup>325</sup> S/2013/758.

Nations Unies et s'abstiennent de toute violence contre les civils qui y sont rassemblés et, à cet égard, condamnant à nouveau l'attaque perpétrée le 19 décembre 2013 contre le camp de la Mission à Akobo, qui a fait deux morts et un blessé parmi les soldats de la paix indiens et au moins une vingtaine de victimes parmi les personnes qui recherchaient la protection de la Mission,

*Estimant* que la situation au Soudan du Sud continue de menacer la paix et la sécurité internationales,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Demande* l'arrêt immédiat des hostilités et l'ouverture immédiate d'un dialogue ;
2. *Exige* de toutes les parties qu'elles coopèrent pleinement avec la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud à l'exécution de son mandat, en particulier en ce qui concerne la protection des civils, et souligne qu'aucune entrave à l'aptitude de la Mission à s'acquitter de son mandat et aucune attaque contre le personnel des Nations Unies ne seront tolérées ;
3. *Approuve* la recommandation du Secrétaire général tendant à voir temporairement accroître l'effectif global de la Mission aux fins de la protection des populations civiles et de la fourniture d'aide humanitaire ;
4. *Décide* en conséquence, vu l'urgence de la situation, que la Mission sera constituée d'une composante militaire comptant jusqu'à 12 500 hommes, tous grades confondus, et d'une composante de police, comprenant un nombre approprié d'unités de police constituées, comptant 1 323 hommes, et prie le Secrétaire général de garder en permanence à l'examen le nouveau niveau des effectifs militaires et de police de la Mission, de lui rendre compte des mesures prises pour donner suite à la présente résolution dans un délai de 15 jours et, ensuite, de lui faire rapport au moins tous les 30 jours ;
5. *Autorise* le Secrétaire général à prendre les mesures nécessaires pour favoriser la coopération entre missions et, en cas de besoin et après que le Conseil aura de nouveau examiné la question, pour procéder à la constitution de forces et de matériel complémentaires, et autorise, à hauteur du plafond des effectifs fixés au paragraphe 4 ci-dessus et à titre provisoire, le transfert de contingents, d'éléments habilitants et de multiplicateurs de force d'autres missions, en particulier de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et de la Mission des Nations Unies au Libéria, sous réserve de l'accord des pays fournisseurs de contingents et sans préjudice de l'exécution des mandats de ces missions des Nations Unies ;
6. *Exhorte* les États Membres concernés à faciliter le déploiement et le redéploiement de moyens depuis et vers la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, et engage tous les États Membres à participer à la mobilisation de contingents et de ressources menée par l'Organisation des Nations Unies ;
7. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7091<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

Le 30 décembre 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>326</sup> :

J'ai l'honneur de vous faire savoir que votre lettre du 28 décembre 2013, concernant la constitution de forces et de matériel complémentaires afin d'accroître temporairement l'effectif global de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud à hauteur du plafond des effectifs autorisés par la résolution 2132 (2013) du Conseil<sup>327</sup>, a été portée à l'attention des membres de celui-ci. Le Conseil prend note des informations figurant dans votre lettre ainsi que des modalités qui y sont proposées et insiste sur l'importance de consultations entre le Secrétariat et les pays fournisseurs de contingents qui sont concernés par ces mesures.

---

<sup>326</sup> S/2013/784.

<sup>327</sup> S/2013/776.

À sa 7100<sup>e</sup> séance, le 23 janvier 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

« Rapport du Secrétaire général sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (S/2014/26) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

À sa 7111<sup>e</sup> séance, le 13 février 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

« Lettre, en date du 7 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par la Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan (S/2014/87) ».

### **Résolution 2138 (2014) du 13 février 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président concernant le Soudan,

*Réaffirmant son attachement* à la cause de la paix dans tout le Soudan, à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale du pays et à la pleine mise en œuvre en temps voulu de la résolution 1591 (2005) du 29 mars 2005, et rappelant l'importance des principes de bon voisinage, de non-ingérence et de coopération dans les relations entre les États de la région,

*Réaffirmant* qu'il est nécessaire de mettre un terme à la violence et aux exactions qui perdurent au Darfour, et conscient que le conflit du Darfour ne peut être résolu par des moyens militaires et qu'une solution durable ne pourra être trouvée qu'à la faveur d'un processus politique sans exclusive, et notant, à ce propos, l'importance de mettre en œuvre le Document de Doha pour la paix au Darfour<sup>328</sup>,

*Constatant* les efforts que font le Gouvernement soudanais et toutes les parties au conflit pour parvenir à une solution globale et sans exclusive et, dans ce contexte, condamnant l'assassinat de M. Mohammed Bachar et des autres membres de son mouvement par le Mouvement pour la justice et l'égalité-faction Gibril Ibrahim, ainsi que tout acte de violence visant à saper les efforts de paix au Darfour,

*Exhortant* le Gouvernement soudanais, le Mouvement pour la libération et la justice et le Mouvement pour la justice et l'égalité-faction Mohammed Bachar à respecter les engagements qu'ils ont pris dans le Document de Doha pour la paix au Darfour et exhortant également toutes les parties, en particulier les autres mouvements armés qui ne l'ont pas signé, à s'engager immédiatement et sans conditions préalables à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement de paix global sur la base de ce document et à convenir d'un cessez-le-feu permanent dans les plus brefs délais,

*Rappelant* l'obligation faite à tous les acteurs armés de s'abstenir de tout acte de violence contre des civils, en particulier des groupes vulnérables comme les femmes et les enfants, de toute violation des droits de l'homme et atteinte à ces droits et de toute violation du droit international humanitaire, ainsi que la nécessité de résoudre d'urgence la crise humanitaire que vit la population du Darfour, notamment en garantissant aux organisations humanitaires et à leur personnel l'accès en toute sécurité, en temps opportun et sans entrave à toutes les zones, dans le respect des principes directeurs des Nations Unies relatifs à l'aide humanitaire et des dispositions pertinentes du droit international humanitaire,

---

<sup>328</sup> S/2011/449, pièce jointe 2.

*Se déclarant préoccupé* par les liens extérieurs, notamment militaires, entre des groupes armés non signataires au Darfour et des groupes extérieurs au Darfour, exigeant la cessation de tout appui militaire direct ou indirect à ces groupes, et condamnant les actes de tout groupe armé visant à renverser par la force le Gouvernement soudanais, notant qu'il n'existe pas de solution militaire au conflit au Soudan,

*Profondément préoccupé* par l'aggravation de la violence et de l'insécurité dans certaines parties du Darfour ces derniers mois, notamment par l'escalade des heurts intertribaux, déplorant vivement que ces heurts continuent de restreindre l'accès humanitaire aux zones de conflit où se trouvent des populations civiles vulnérables et constatant les efforts faits par les autorités soudanaises pour mettre fin aux affrontements intertribaux par la médiation,

*Exigeant* des parties au conflit qu'elles fassent preuve de retenue et cessent toutes activités militaires, y compris les bombardements aériens,

*Exigeant également* de toutes les parties au conflit armé qu'elles mettent immédiatement et totalement fin à tous les actes de violence sexuelle contre des civils, conformément aux résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010, 2106 (2013) du 24 juin 2013 et 2122 (2013) du 18 octobre 2013, au recrutement et à l'utilisation d'enfants en violation du droit international applicable, ainsi qu'aux autres graves violations et sévices commis sur la personne d'enfants, conformément aux résolutions 1261 (1999) du 25 août 1999, 1379 (2001) du 20 novembre 2001, 1539 (2004) du 22 avril 2004, 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011 et 2068 (2012) du 19 septembre 2012, et aux attaques aveugles perpétrées contre des civils, conformément aux résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009,

*Saluant* l'action menée par l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, la médiation conjointe de l'Union africaine et de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et les dirigeants de la région pour promouvoir la paix et la stabilité au Darfour, leur renouvelant son appui sans réserve, et déclarant qu'il soutient fermement le processus politique mené avec la médiation de l'Union africaine et de l'Organisation des Nations Unies,

*Réitérant* sa condamnation ferme des attaques dirigées contre l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et la demande qu'il a faite au Gouvernement soudanais d'enquêter sans tarder sur celles-ci afin d'en traduire les auteurs en justice, demandant une fois encore à toutes les parties au Darfour de coopérer pleinement avec l'Opération et renouvelant ses sincères condoléances aux gouvernements et aux familles des victimes,

*Réitérant également sa préoccupation* face aux répercussions négatives de la poursuite de la violence au Darfour sur la stabilité de l'ensemble du Soudan ainsi que de la région, se félicitant des bonnes relations entre le Soudan et le Tchad, et encourageant le Soudan, le Tchad et la République centrafricaine à continuer de coopérer en vue de parvenir à la paix et à la stabilité au Darfour et dans toute la région,

*Se déclarant inquiet* des risques que font peser sur la paix et la sécurité le transfert illicite, l'accumulation déstabilisante et le détournement d'armes légères et de petit calibre,

*Déplorant* les obstacles que le Gouvernement soudanais n'a cessé de mettre aux activités du Groupe d'experts sur le Soudan au cours de son mandat, notamment les entraves à la liberté de circulation des experts du Groupe et du personnel de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et les restrictions à l'accès des experts du Groupe aux zones de conflit armé et aux zones où il est fait état de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, tout en prenant note de l'amélioration des rapports entre le Gouvernement soudanais et le Groupe,

*Déplorant également* les incidents d'ingérence du Gouvernement soudanais dans les travaux du Groupe d'experts, y compris le refus d'entrée opposé à l'expert financier, décrits aux paragraphes 2, 18 et 21 du rapport final du Groupe d'experts en date du 22 janvier 2014<sup>329</sup>,

---

<sup>329</sup> Voir S/2014/87.



*Se félicitant* du renforcement de la coopération et des échanges d'informations entre l'Opération et le Groupe d'experts, conformément aux lignes directrices du Département des opérations de maintien de la paix et avec l'aide du coordonnateur de l'Opération,

*Saluant* les efforts déployés par le Secrétariat pour étoffer et améliorer le registre d'experts du Service du secrétariat des organes subsidiaires du Conseil de sécurité, compte tenu des indications données dans la note de son Président en date du 22 décembre 2006<sup>330</sup>,

*Rappelant* le rapport présenté le 22 janvier 2014 par le Groupe d'experts nommé par le Secrétaire général en application de l'alinéa *b* du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005), dont le mandat a été reconduit dans des résolutions adoptées par la suite, et exprimant l'intention d'examiner plus en détail, par l'intermédiaire du Comité du Conseil de sécurité créé en application de l'alinéa *a* du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005) (le Comité) les recommandations du Groupe d'experts et les mesures qui s'imposent,

*Soulignant* la nécessité de respecter les dispositions de la Charte des Nations Unies concernant les privilèges et immunités et la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies<sup>331</sup>, selon qu'elles sont applicables aux opérations des Nations Unies et à ceux qui y participent,

*Rappelant* à tous les États, en particulier à ceux de la région, les obligations énoncées dans les résolutions 1556 (2004) du 30 juillet 2004, 1591 (2005) et 1945 (2010) du 14 octobre 2010, en particulier celles qui ont trait aux armes et au matériel connexe,

*Exhortant* le Gouvernement soudanais à honorer tous ses engagements, y compris celui de lever l'état d'urgence au Darfour, de respecter la liberté d'expression et de faire le nécessaire pour amener les auteurs de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits et de violations du droit international humanitaire, quels qu'ils soient, à répondre de leurs actes,

*Notant* que les actes d'hostilité, de violence ou d'intimidation dirigés contre la population civile du Darfour, y compris les personnes déplacées, et les autres activités qui risqueraient de mettre en danger ou de remettre en cause l'engagement des parties en faveur d'une cessation complète et durable des hostilités seraient contraires au Document de Doha pour la paix au Darfour,

*Considérant* que la situation au Soudan continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte,

1. *Décide* de reconduire le mandat du Groupe d'experts sur le Soudan initialement constitué en application de la résolution 1591 (2005), mandat qu'il a déjà prorogé par ses résolutions 1651 (2005) du 21 décembre 2005, 1665 (2006) du 29 mars 2006, 1713 (2006) du 29 septembre 2006, 1779 (2007) du 28 septembre 2007, 1841 (2008) du 15 octobre 2008, 1891 (2009) du 13 octobre 2009, 1945 (2010), 1982 (2011) du 17 mai 2011, 2035 (2012) du 17 février 2012 et 2091 (2013) du 14 février 2013, pour une période de 13 mois, entend revoir ce mandat et prendre les mesures qui s'imposent concernant une éventuelle prorogation au plus tard 12 mois après l'adoption de la présente résolution, et prie le Secrétaire général de prendre aussi rapidement que possible les mesures administratives nécessaires, y compris des dispositions générales ;

2. *Prie* le Groupe d'experts de présenter au Comité un bilan à mi-parcours de ses travaux, le 31 juillet 2014 au plus tard, ainsi qu'un rapport final contenant ses conclusions et recommandations, le 17 janvier 2015 au plus tard ;

3. *Prie également* le Groupe d'experts de soumettre tous les trois mois au Comité des rapports actualisés sur ses activités, notamment ses visites, tous obstacles à l'exécution de son mandat et les violations des sanctions ;

4. *Prie en outre* le Groupe d'experts de rendre compte, dans les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus, de l'application et de l'efficacité du paragraphe 10 de la résolution 1945 (2010) ;

---

<sup>330</sup> S/2006/997.

<sup>331</sup> Résolution 22 A (I) de l'Assemblée générale.

### Embargo sur les armes

5. *Se déclare préoccupé* par le fait que la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects au Soudan d'une assistance et d'un appui techniques, notamment de services de formation, financiers ou autres, ainsi que la fourniture de pièces détachées, de systèmes d'armement et de matériel connexe, pourraient être mis à profit par le Gouvernement soudanais pour appuyer les moyens aériens utilisés en violation des résolutions 1556 (2004) et 1591 (2005), notamment les aéronefs identifiés par le Groupe d'experts, et prie instamment tous les États de tenir compte de ce risque à la lumière des mesures prévues par la résolution 1591 (2005) ;

6. *Demande* au Gouvernement soudanais de traiter la question du transfert illicite, de l'accumulation déstabilisante et du détournement d'armes légères et de petit calibre au Darfour, d'assurer de façon sûre et efficace la gestion, l'entreposage et la sécurité de ses stocks d'armes légères et de petit calibre et de collecter ou de détruire les armes et munitions excédentaires, saisies, non marquées ou détenues illicitement ;

7. *Se déclare préoccupé* par le fait que certains articles continuent d'être modifiés à des fins militaires et transférés au Darfour, et exhorte tous les États à tenir compte de ce risque compte tenu des mesures énoncées dans la résolution 1591 (2005) ;

### Application

8. *Condamne* la persistance des violations des mesures visées aux paragraphes 7 et 8 de la résolution 1556 (2004) et au paragraphe 7 de la résolution 1591 (2005), actualisées au paragraphe 9 de la résolution 1945 (2010) et au paragraphe 4 de la résolution 2035 (2012), et donne pour instruction au Comité de prendre, conformément à son mandat, des mesures efficaces face à ces violations ;

9. *S'inquiète* de ce que l'interdiction de voyager et le gel des avoirs visant des individus désignés ne sont pas appliqués par tous les États Membres, et prie le Comité d'intervenir efficacement en cas d'information faisant état de non-respect par les États Membres des dispositions du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005) et de la résolution 1672 (2006) du 25 avril 2006, y compris en se concertant avec toutes les parties concernées ;

10. *Réaffirme* que tous les États doivent prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'entrée sur leur territoire ou le passage en transit par leur territoire de toutes personnes désignées par le Comité, et demande au Gouvernement soudanais de renforcer la coopération et les échanges d'informations avec d'autres États à cet égard ;

11. *Exhorte* tous les États, notamment ceux de la région, à faire part au Comité des mesures qu'ils ont prises pour appliquer les dispositions imposées par les résolutions 1556 (2004) et 1591 (2005), y compris l'adoption de mesures ciblées ;

12. *Exprime son intention*, après la présentation du rapport à mi-parcours, de faire le point de l'application des mesures imposées par les résolutions 1591 (2005) et 1945 (2010), y compris des obstacles à leur application pleine et effective, de façon à en assurer pleinement le respect ;

13. *Déplore* que certains individus ayant des liens avec le Gouvernement soudanais et des groupes armés au Darfour continuent de commettre des actes de violence contre des civils, d'entraver le processus de paix et d'ignorer ses exigences, exprime son intention d'imposer des sanctions ciblées à l'encontre des personnes et entités qui répondent aux critères de désignation énoncés à l'alinéa c du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005), et encourage le Groupe d'experts, agissant en coordination avec la médiation conjointe de l'Union africaine et de l'Organisation des Nations Unies, à communiquer au Comité, s'il l'estime nécessaire, les noms des personnes, groupes ou entités répondant aux critères de désignation ;

14. *Prie* le Groupe d'experts de continuer à enquêter sur le financement et le rôle joué par les groupes armés, militaires et politiques, dans les attaques visant le personnel de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, et constate que les individus et entités qui planifient ou facilitent ces attaques, ou qui y participent, menacent la stabilité au Darfour et peuvent de ce fait répondre aux critères de désignation énoncés à l'alinéa c du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005) ;

15. *Salue* le travail accompli par le Comité, qui s'est appuyé sur les rapports du Groupe d'experts et des travaux accomplis dans d'autres instances, pour appeler l'attention sur les responsabilités des acteurs privés dans les zones touchées par les conflits ;

## Coopération

16. *Demande* au Gouvernement soudanais de lever toutes les restrictions et limitations et tous les obstacles bureaucratiques entravant les travaux du Groupe d'experts, notamment de délivrer en temps voulu des visas à entrées multiples à tous ses membres pour la durée du mandat du Groupe et de les exempter de permis de voyager pour se rendre au Darfour, et exhorte le Gouvernement soudanais à renforcer la coopération et l'échange d'informations avec le Groupe, et à lui permettre d'avoir accès librement et sans entrave à l'ensemble du Darfour ;

17. *Prie instamment* le Gouvernement soudanais de répondre aux demandes du Comité s'agissant des mesures mises en place pour protéger les civils dans diverses régions du Darfour, y compris celles qui sont le théâtre de nouveaux déplacements ; des enquêtes menées et des mesures prises pour que les auteurs de massacres de civils ainsi que de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits, ainsi que de violations du droit international humanitaire, répondent de leurs actes ; des enquêtes menées et des mesures prises suite aux attaques contre des membres du personnel de maintien de la paix et d'organisations humanitaires ; et de la situation des populations civiles dans des régions telles que l'est du Djebel Marra, dont l'accès a été refusé aux membres du Groupe d'experts, à l'Opération ainsi qu'au personnel des organisations humanitaires ; et des mesures prises pour permettre aux secours humanitaires d'avoir accès en temps opportun, en toute sécurité et sans entrave à ces régions, tout en respectant les principes directeurs des Nations Unies régissant l'aide humanitaire et les dispositions pertinentes du droit international humanitaire ;

18. *Prie instamment* tous les États, les organes compétents des Nations Unies, l'Union africaine et les autres parties concernées de coopérer pleinement avec le Comité et le Groupe, en particulier en leur communiquant toutes les informations dont ils pourraient disposer concernant l'application des mesures imposées par les résolutions 1556 (2004) et 1591 (2005) et de répondre rapidement aux demandes d'information ;

19. *Prie* le Groupe d'experts de continuer à coordonner, selon qu'il y a lieu, ses activités avec les opérations de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et les efforts menés au plan international pour favoriser un processus politique au Darfour, et d'évaluer dans son rapport à mi-parcours et son rapport final les progrès réalisés en vue de réduire les violations par toutes les parties des mesures imposées aux paragraphes 7 et 8 de la résolution 1556 (2004), au paragraphe 7 de la résolution 1591 (2005) et au paragraphe 10 de la résolution 1945 (2010), ainsi que les progrès réalisés en vue d'éliminer les obstacles au processus politique et les menaces à la stabilité au Darfour et dans la région ; les violations du droit international humanitaire, les violations des droits de l'homme et les atteintes aux droits de l'homme, notamment les attaques contre les populations civiles, les violences sexuelles ou sexistes et les graves violations et sévices commis contre des enfants, ainsi que d'autres violations des résolutions susmentionnées ; et de fournir au Comité des informations au sujet des personnes et entités qui répondent aux critères de désignation énoncés à l'alinéa c du paragraphe 3 de la résolution 1591 (2005) ;

20. *Réaffirme* que le Comité a pour mandat d'encourager le dialogue avec les États Membres intéressés, en particulier ceux de la région, notamment en invitant leurs représentants à rencontrer les membres du Comité pour débattre de l'application des mesures, et l'encourage à poursuivre son dialogue avec l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour ;

21. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7111<sup>e</sup> séance.*

## Décisions

À sa 7141<sup>e</sup> séance, le 18 mars 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

« Rapport du Secrétaire général sur le Soudan du Sud (S/2014/158) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, et à M<sup>me</sup> Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive chargée de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes).

À sa 7152<sup>e</sup> séance, le 3 avril 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

« Rapport spécial du Secrétaire général sur l'examen de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (S/2014/138) ».

**Résolution 2148 (2014)  
du 3 avril 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Réaffirmant* toutes ses résolutions antérieures et toutes les déclarations de son Président concernant la situation au Soudan et soulignant qu'il importe de s'y conformer pleinement,

*Réaffirmant également* son ferme attachement à la souveraineté, à l'unité, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Soudan et sa détermination à aider le Gouvernement soudanais, dans le plein respect de sa souveraineté, à relever les différents défis auxquels le pays fait face,

*Rappelant* l'importance des principes de règlement pacifique des différends internationaux, de bon voisinage, de non-ingérence et de coopération dans les relations entre États de la région,

*Rappelant également* sa résolution 2086 (2013) du 21 janvier 2013 et réaffirmant les principes fondamentaux du maintien de la paix, y compris le consentement des parties, l'impartialité et le non-recours à la force sauf en cas de légitime défense ou pour la défense du mandat, et conscient que le mandat de chaque mission de maintien de la paix est fonction des besoins et de la situation du pays concerné,

*Saluant* les efforts que fait l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour pour promouvoir la paix et la stabilité au Darfour, et lui renouvelant son soutien sans réserve,

*Profondément préoccupé* par la grave détérioration des conditions de sécurité au Darfour en 2013, avec la poursuite des affrontements entre le Gouvernement soudanais et les groupes rebelles armés et l'intensification de la violence intercommunautaire, notamment l'implication d'éléments d'unités paramilitaires et de milices tribales, qui est désormais la principale source de violence contre les civils et la première cause de déplacements de la population,

*Se disant préoccupé* par le grand nombre d'armes en circulation au Darfour et les risques que les munitions non explosées continuent de faire courir aux civils,

*Prenant note avec une vive inquiétude* des conséquences de la détérioration de la sécurité pour la population civile, notamment de la multiplication des déplacements de population en 2013 et de l'augmentation correspondante des besoins en matière d'assistance humanitaire et de protection, y compris ceux liés aux violences sexuelles et sexistes et aux violences commises sur la personne d'enfants, constatant que les acteurs humanitaires ont pu atteindre la majorité des personnes ayant besoin d'aide au Darfour en 2013, à l'exception notable des populations vulnérables se trouvant dans les zones de combat, comme dans la partie orientale du Djebel Marra, jugeant particulièrement préoccupantes à cet égard les informations faisant état d'une escalade de la violence au Darfour depuis février 2014, ce qui a provoqué le déplacement d'un grand nombre de civils, ainsi que le refus par les autorités soudanaises d'autoriser l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et les acteurs humanitaires à se rendre dans les régions touchées, et déplorant en outre l'insuffisance des fonds dont disposent les organismes humanitaires,

*Réitérant sa ferme condamnation* des attaques dirigées contre l'Opération et son appel au Gouvernement soudanais pour qu'il enquête rapidement sur ces attaques afin d'en traduire les auteurs en justice, et à toutes les parties au Darfour pour qu'elles coopèrent pleinement avec l'Opération,

*Rappelant* qu'il ne peut y avoir de solution militaire au conflit du Darfour et qu'un règlement politique ouvert à tous est essentiel au rétablissement de la paix, soulignant qu'il importe de s'attaquer à toutes les causes profondes du conflit dans la recherche d'une paix durable dont le peuple darfourien devrait tirer rapidement des bénéfices

réels, et réaffirmant à cet égard son appui au Document de Doha pour la paix au Darfour<sup>328</sup>, qui constitue une base solide pour le processus de paix au Darfour, et à sa mise en œuvre accélérée,

*Notant* que la capacité qu'a l'Opération de faciliter les progrès dans la mise en œuvre du Document de Doha pour la paix au Darfour est entamée par les retards pris par les parties signataires et par l'absence d'un règlement politique sans exclusive entre le Gouvernement soudanais et les mouvements non signataires, s'inquiétant de ce que la situation humanitaire et les conditions de sécurité, ainsi que le manque de moyens dont dispose l'Autorité régionale pour le Darfour, empêchent de passer de la phase des secours à celle de la stabilisation et du développement, invitant instamment les donateurs à honorer leurs promesses et à s'acquitter de leurs obligations dans les meilleurs délais, notamment à respecter les engagements pris à la conférence tenue à Doha en avril 2013, et affirmant que le développement peut favoriser une paix durable au Darfour,

*Se félicitant* des efforts que fait le Représentant spécial conjoint Union africaine-Nations Unies pour le Darfour, M. Mohamed Ibn Chambas, pour relancer le processus de paix, y compris en sollicitant à nouveau les mouvements non signataires, et demandant instamment que toutes les parties mettent fin immédiatement à toutes les violences et participent au processus de paix sans poser de condition préalable, en se fondant sur le Document de Doha pour la paix au Darfour, afin que la région puisse connaître une paix durable et stable,

*Encourageant* le Représentant spécial conjoint à poursuivre ses efforts en vue d'ouvrir davantage le processus politique, en s'inspirant du Cadre régissant la facilitation du processus de paix au Darfour par l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies<sup>332</sup>, et à coordonner son action avec celles du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud afin que tous trois harmonisent leur médiation tout en tenant compte de l'évolution de la situation au niveau national, saluant à cet égard l'annonce faite le 27 janvier 2014 par le Président Omar el-Béchir concernant un dialogue national, soulignant que les modalités de ce dialogue devraient permettre de se pencher sur les revendications légitimes du peuple du Darfour, espérant que de nouveaux progrès seront accomplis vers l'instauration d'un dialogue ouvert à tous, et soulignant qu'il importe que les femmes participent réellement à ce processus ainsi qu'à l'action en faveur de la paix au Darfour,

*Constatant* que les dispositifs locaux de règlement des différends jouent un rôle important dans la prévention et la résolution des conflits intercommunautaires, en particulier ceux qui portent sur les ressources naturelles, demandant que s'intensifient les efforts visant véritablement à prévenir les différends d'ordre local qui sont à l'origine de la violence, et les conséquences qu'ils ont pour les populations civiles locales, saluant les efforts déployés par les autorités soudanaises et les médiateurs locaux pour mettre fin aux affrontements intertribaux par la médiation, avec l'aide de l'Opération et de l'équipe de pays des Nations Unies, et les engageant vivement à poursuivre dans cette voie,

*Se félicitant* qu'au cours de l'année écoulée la coopération entre l'Opération et le Gouvernement soudanais ait permis à l'Opération de mieux exécuter son mandat, notamment grâce à l'octroi plus rapide de visas, mais déplorant vivement que les restrictions d'accès qui continuent d'être imposées et les retards pris pour dédouaner le matériel appartenant aux contingents entament considérablement l'efficacité de l'Opération, et, de même, déplorant vivement que l'acheminement de l'aide humanitaire soit entravé et retardé par les restrictions visant particulièrement les acteurs humanitaires, et que le manque de coopération du Gouvernement, notamment pour faciliter les déplacements, fasse sérieusement obstacle aux opérations de la Mission,

*Constatant avec une profonde préoccupation* que le manque de moyens opérationnels de certaines composantes militaires et unités de police nuit considérablement à la mobilité de la force, ainsi qu'à son efficacité et à son aptitude à prévenir les attaques et à y répondre avec fermeté,

*Considérant* qu'il faut mettre en place des structures de coordination et d'intégration efficaces au sein de l'Opération, et entre l'Opération et l'équipe de pays des Nations Unies, et souhaitant que soient élaborés rapidement et mis en œuvre une vision stratégique plus claire, des priorités et un système de planification stratégique et opérationnelle au niveau de l'Opération, et que soient améliorés le mécanisme d'alerte et d'intervention rapides et la coordination des activités de protection des civils avec l'équipe de pays des Nations Unies,

*Rappelant* le communiqué du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en date du 24 mars 2014,

---

<sup>332</sup> Voir S/2012/166.

1. *Accueille avec satisfaction et approuve* le rapport spécial du Secrétaire général sur l'examen de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, en date du 25 février 2014<sup>333</sup>, établi conformément à sa résolution 2113 (2013) du 30 juillet 2013, et les recommandations qui y figurent;
2. *Prend note* des ajustements aux critères et indicateurs concernant l'Opération que le Secrétaire général a proposés dans son rapport, et demande à celui-ci de continuer à affiner ces critères et indicateurs compte tenu des priorités stratégiques révisées de la Mission, et de les présenter dans son prochain rapport trimestriel;
3. *Souligne* que l'Union africaine joue un rôle important à l'appui de l'application des conclusions de l'examen de l'Opération, et salue l'action que continue de mener le Mécanisme conjoint d'appui et de coordination pour s'acquitter de tâches importantes comme la coordination, l'appui et la liaison;
4. *Approuve* les priorités stratégiques révisées de l'Opération qui portent sur la protection des civils, la facilitation de l'acheminement de l'aide humanitaire et la sécurité et la sûreté du personnel humanitaire; la médiation entre le Gouvernement et les mouvements armés non signataires sur la base du Document de Doha pour la paix au Darfour<sup>328</sup>, compte tenu de la démocratisation en cours du pays; et l'appui au règlement des conflits communautaires par la médiation, y compris grâce à l'adoption de mesures visant à s'attaquer aux causes profondes de ces conflits, en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies;
5. *Prie* l'Opération de cibler et de rationaliser ses activités, au niveau de ses composantes militaire, civile et de police, afin de progresser sur ces trois volets stratégiques prioritaires, constate que l'exécution de ces volets amènera à revoir le rang de priorité de certaines tâches, et prie le Secrétaire général d'évoquer ces tâches dans son prochain rapport périodique sur l'Opération;
6. *Note* que le Secrétaire général compte réduire rapidement les effectifs de la composante de police de l'Opération en vue d'améliorer son efficacité, demande à celui-ci de fournir, dans son prochain rapport, des informations détaillées et actualisées sur la mise en œuvre de cette réduction, et souligne à cet égard qu'il importe que cette composante soit dûment déployée, formée et dotée des moyens opérationnels voulus;
7. *Constate* que, compte tenu de l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité, l'Opération fait face à trois contraintes majeures dans l'accomplissement de son mandat, à savoir : la coopération et la collaboration avec le Gouvernement soudanais, le grave manque de moyens opérationnels de plusieurs contingents et unités de police, la nécessité d'améliorer les structures de coordination et d'intégration au sein de l'Opération et entre celle-ci et l'équipe de pays des Nations Unies;
8. *Prie* l'Opération de définir, compte tenu de ces contraintes, les mesures à prendre pour mettre en œuvre plus efficacement ses priorités stratégiques révisées, et prie le Secrétaire général de lui faire rapport à ce sujet dans les rapports périodiques sur l'Opération qu'il lui présentera;
9. *Se félicite* que l'Organisation des Nations Unies et les pays fournisseurs de contingents et d'unités de police prévoient de remédier au manque de moyens opérationnels de certains contingents et, notamment, que l'Union africaine et le Secrétariat de l'Organisation s'engagent davantage auprès de ces pays, et encourage l'Opération à adopter un dispositif davantage axé sur la prévention et l'anticipation dans l'exécution de ses tâches prioritaires et la défense active de son mandat, en s'appuyant sur les mesures positives déjà prises, sans préjudice des principes fondamentaux du maintien de la paix arrêtés d'un commun accord;
10. *Souligne* qu'il faut combler les lacunes de la structure opérationnelle et stratégique intégrée de l'Opération, invite l'Opération et l'équipe de pays des Nations Unies à mettre pleinement en œuvre la politique de l'Organisation en matière d'évaluation et de planification intégrées, notamment à mettre en place des mécanismes intégrés d'analyse, de planification, de coordination, d'évaluation et de décision communes, en particulier pour la planification des opérations conjointes (militaire et de police) visant à assurer la protection des civils, invite également le Secrétariat à aider l'Opération à s'acquitter de ces tâches, et prie le Secrétaire général d'indiquer les mesures prises à cet égard dans son prochain rapport périodique sur l'Opération;
11. *Prend note avec préoccupation* des lacunes stratégiques de l'Opération sur le plan de la mobilité, constate qu'elle continue d'avoir grand besoin de moyens aériens et autres, notamment d'hélicoptères de transport militaire, demande aux États Membres de redoubler d'efforts pour fournir des unités de transport aérien à

---

<sup>333</sup> S/2014/138.

l'Opération, et au Gouvernement soudanais de faciliter le déploiement du matériel déjà promis, et prie le Secrétaire général de l'informer régulièrement, dans ses rapports périodiques, des mesures qu'il prend pour mettre une force sur pied et des autres stratégies qui pourraient permettre de compenser ce manque critique de moyens militaires ;

12. *Demande instamment* à tous les acteurs concernés d'appliquer rapidement et pleinement les conclusions de l'examen de l'Opération, prie le Secrétaire général de faire figurer, dans son prochain rapport périodique au Conseil, des informations précises et des recommandations opérationnelles, selon le cas, sur l'efficacité par rapport au coût et la réduction des composantes militaire, civile et de police de l'Opération pour aider celle-ci à mettre en œuvre avec une efficacité optimale les priorités stratégiques révisées, et exprime son intention de procéder comme il se doit aux ajustements nécessaires ;

13. *Demande* à toutes les parties au Darfour d'éliminer tous les obstacles que rencontre l'Opération pour s'acquitter pleinement et dûment de son mandat et prie le Gouvernement soudanais de respecter sans réserve et sans délai les dispositions de l'accord sur le statut des forces, et de renforcer sa coopération avec l'Opération pour l'aider à s'acquitter de son mandat ;

14. *Souligne* qu'il importe de suivre et d'évaluer comme il se doit les résultats de l'Opération afin d'améliorer son efficacité, et attend avec intérêt de voir les progrès accomplis dans la mise en œuvre des conclusions de l'examen tels qu'ils ressortent des rapports périodiques du Secrétaire général ;

15. *Compte évaluer* les premiers résultats donnés par la mise en œuvre des conclusions de l'examen avant de renouveler le mandat de l'Opération en août 2014, et entend veiller à ce que le mandat de l'Opération reflète les priorités stratégiques révisées énoncées dans le rapport spécial du Secrétaire général ;

16. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7152<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 7159<sup>e</sup> séance, le 24 avril 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

« Rapport du Secrétaire général sur l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (S/2014/279) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

À sa 7168<sup>e</sup> séance, le 2 mai 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M<sup>me</sup> Navanethem Pillay, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, et à M. Adama Dieng, Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide.

À sa 7172<sup>e</sup> séance, le 12 mai 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud ».

Le 14 mai 2014, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>334</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 9 mai 2014 au sujet de l'examen préliminaire de la requête de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, qui demande l'appui de l'Organisation des

---

<sup>334</sup> S/2014/338.

Nations Unies pour le déploiement du Mécanisme de vérification et de surveillance<sup>335</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui ont pris note de l'information qui y figure et des intentions qui y sont formulées.

À sa 7182<sup>e</sup> séance, le 27 mai 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud ».

**Résolution 2155 (2014)  
du 27 mai 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions 1996 (2011) du 8 juillet 2011, 2046 (2012) du 2 mai 2012, 2057 (2012) du 5 juillet 2012, 2109 (2013) du 11 juillet 2013 et 2132 (2013) du 24 décembre 2013,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale du Soudan du Sud, et rappelant l'importance des principes de non-ingérence, de bon voisinage et de coopération régionale,

*Rappelant* sa résolution 2086 (2013) du 21 janvier 2013 et réaffirmant les principes fondamentaux du maintien de la paix, y compris le consentement des parties, l'impartialité et le non-recours à la force, sauf le cas de légitime défense ou pour la défense du mandat, et conscient que le mandat de chaque mission de maintien de la paix est déterminé en fonction des besoins et de la situation du pays concerné,

*Se disant profondément alarmé et préoccupé* par la détérioration rapide de la crise politique, sécuritaire et humanitaire au Soudan du Sud, découlant du différend politique au sein du Mouvement populaire de libération du Soudan et des violences qui en résultent du fait des dirigeants politiques et militaires du pays,

*Condamnant fermement* toutes les atteintes et violations des droits de l'homme, les violations du droit international humanitaire, notamment les exécutions extrajudiciaires, les violences ethniques, les actes de violence sexuelle ou sexiste, le viol, l'enrôlement et l'utilisation d'enfants, les disparitions forcées, les arrestations et détentions arbitraires, la violence visant à semer la terreur parmi la population civile et les attaques contre des écoles et des hôpitaux et contre des membres du personnel des missions de maintien de la paix, qui ont été signalées et qui continuent d'être commises par toutes les parties, dont des groupes armés et les forces de sécurité nationales, ainsi que les actes d'encouragement à commettre de telles violations et atteintes, et soulignant que quiconque est responsable de violations du droit international humanitaire, de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits doit répondre de ses actes et qu'il incombe au premier chef au Gouvernement sud-soudanais de protéger les civils se trouvant sur son territoire et sous sa juridiction, y compris contre d'éventuels crimes contre l'humanité et crimes de guerre,

*Se déclarant profondément préoccupé* par les déplacements massifs de population et l'aggravation de la crise humanitaire, soulignant que toutes les parties au conflit sont responsables des souffrances du peuple sud-soudanais et qu'il est nécessaire de répondre aux besoins fondamentaux de la population, saluant les efforts déployés par les organismes des Nations Unies à vocation humanitaire et les partenaires pour apporter un appui immédiat et coordonné à la population, demandant à toutes les parties au conflit d'autoriser et de faciliter pleinement l'accès du personnel, du matériel et des fournitures humanitaires en toute sécurité et sans entraves à tous ceux qui en ont besoin et l'acheminement rapide de l'aide humanitaire, en particulier aux déplacés et aux réfugiés, conformément aux dispositions applicables du droit international et aux principes directeurs des Nations Unies régissant l'aide humanitaire, condamnant toutes attaques contre le personnel et les installations humanitaires, et rappelant que mener des attaques contre le personnel humanitaire et priver des civils de biens indispensables à leur survie peuvent constituer des violations du droit international humanitaire,

---

<sup>335</sup> S/2014/337.



*Se félicitant* de l'initiative prise par l'Autorité intergouvernementale pour le développement, avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine, de créer un cadre de dialogue sur la politique et la sécurité, et exhortant toutes les parties à s'associer à cette initiative et à respecter les décisions prises par l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Autorité le 13 mars 2014,

*Saluant* la conclusion des Accords de cessation des hostilités et sur le statut des détenus, en date du 23 janvier 2014, sous l'égide de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, l'adoption par consensus de la Déclaration de principes entre les parties, la création du Mécanisme de surveillance et de vérification du cessez-le-feu, et la conclusion, le 9 mai 2014, de l'Accord sur la résolution de la crise au Soudan du Sud, tout en condamnant les violations répétées, par toutes les parties, de l'Accord de cessation des hostilités, qui sapent les efforts de paix,

*Exprimant sa profonde reconnaissance* aux Casques bleus de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et aux pays qui fournissent des contingents et du personnel de police pour les efforts qu'ils déploient en vue de protéger les civils sous la menace de violences physiques, y compris les ressortissants étrangers, et de stabiliser la situation sécuritaire, et remerciant les États Membres qui ont entrepris d'accélérer le déploiement de militaires et de policiers dès l'adoption de la résolution 2132 (2013),

*Prenant note avec intérêt* du rapport intermédiaire de la Mission, en date du 21 février 2014, et du rapport de celle-ci, en date du 8 mai 2014, sur la situation des droits de l'homme,

*Se déclarant profondément préoccupé* par le fait que, d'après le rapport de la Mission en date du 8 mai 2014, il existe des motifs raisonnables de croire que des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, y compris des exécutions extrajudiciaires, viols et autres actes de violence sexuelle, disparitions forcées et arrestations et détentions arbitraires, ont été commis au Soudan du Sud par toutes les parties au conflit,

*Soulignant* qu'il est urgent et impératif de mettre fin à l'impunité au Soudan du Sud et de traduire en justice les auteurs de tels crimes,

*Saluant* la tenue, le 12 mars 2014, de la réunion inaugurale de la Commission d'enquête de l'Union africaine pour le Soudan du Sud et l'ouverture de ses travaux, comme étapes décisives pour la conduite d'activités indépendantes et publiques de surveillance, d'enquête et d'établissement de rapports en matière de droits de l'homme,

*Condamnant fermement* la radiodiffusion de discours de haine et de messages incitant à commettre des violences sexuelles contre un groupe ethnique donné, qui pourrait amener à des violences massives et à exacerber le conflit, et demandant au Gouvernement sud-soudanais de prendre les mesures qui s'imposent pour prévenir de telles pratiques, engageant toutes les parties à s'abstenir d'y recourir et à œuvrer plutôt pour la promotion de la paix et de la réconciliation entre les communautés,

*Soulignant* que les obstacles qui continuent d'entraver l'application complète de la résolution 1325 (2000) du 31 octobre 2000 ne pourront être éliminés que moyennant un engagement résolu en faveur de l'autonomisation et de la participation des femmes, ainsi que de l'exercice des droits de l'homme par les femmes, dans le cadre d'initiatives concertées et grâce à des informations, des mesures et un appui cohérents visant à accroître la participation des femmes à la prise de décision à tous les niveaux,

*Exprimant sa vive préoccupation* face aux restrictions qui continuent d'entraver les mouvements et les activités de la Mission, condamnant fermement les attaques commises contre le personnel et les installations des Nations Unies par les forces gouvernementales, les forces de l'opposition et d'autres groupes, notamment la destruction, en décembre 2012, d'un hélicoptère des Nations Unies par l'Armée populaire de libération du Soudan, l'attaque d'avril 2013 contre un convoi des Nations Unies, l'attaque de décembre 2013 contre le camp de la Mission à Akobo et les attaques de 2014 contre le camp de la Mission à Bor, et demandant au Gouvernement sud-soudanais de mener à bien en toute diligence et de manière approfondie les enquêtes qu'il a ouvertes sur ces attaques et d'en poursuivre les responsables en justice,

*Se déclarant profondément préoccupé* par les menaces contre des installations et des sociétés pétrolières et leurs employés, et engageant vivement toutes les parties à garantir la sécurité de l'infrastructure économique,

*Rappelant* sa résolution 2117 (2013) du 26 septembre 2013 et exprimant sa vive préoccupation face à la menace que le transfert illicite, l'accumulation déstabilisante et le détournement d'armes légères et de petit calibre font peser sur la paix et la sécurité au Soudan du Sud,

*Prenant note avec une vive inquiétude* des informations données par le Service de la lutte antimines de l'ONU dans l'État du Jonglei en février 2014, selon lesquelles les parties au conflit font un usage aveugle d'armes à sous-munitions, et demandant instamment à toutes les parties de s'abstenir d'utiliser de telles armes à l'avenir,

*Saluant* l'initiative prise par l'Autorité intergouvernementale pour le développement de déployer le Mécanisme de surveillance et de vérification, demandant le redéploiement ou le retrait progressif des groupes armés et des forces alliées aux deux parties, conformément à l'Accord de cessation des hostilités en date du 23 janvier 2014, et mettant en garde contre les graves conséquences que la régionalisation du conflit pourrait entraîner,

*Réaffirmant* ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, sa résolution 1502 (2003) du 26 août 2003 relative à la protection du personnel des Nations Unies et du personnel humanitaire, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011, 2068 (2012) du 19 septembre 2012 et 2143 (2014) du 7 mars 2014 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010, 2106 (2013) du 24 juin 2013 et 2122 (2013) du 18 octobre 2013 sur les femmes et la paix et la sécurité, sa résolution 2150 (2014) du 16 avril 2014 sur la prévention et la lutte contre le génocide et sa résolution 2151 (2014) du 28 avril 2014 sur la réforme du secteur de la sécurité,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général en date du 6 mars 2014<sup>336</sup>, et des recommandations qui y figurent,

*Constatant* que la situation au Soudan du Sud continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Approuve* l'Accord de cessation des hostilités accepté et signé le 23 janvier 2014 par le Soudan du Sud et le Mouvement/l'Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition, et se félicite de la conclusion de l'Accord sur la résolution de la crise au Soudan du Sud signé le 9 mai 2014 par le Soudan du Sud et le Mouvement/l'Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition, demande aux deux parties d'appliquer immédiatement et intégralement les accords, et se déclare prêt à envisager de prendre les mesures appropriées contre ceux dont les agissements remettent en cause la paix, la stabilité et la sécurité au Soudan du Sud, y compris ceux qui font obstacle à l'application de ces accords;

2. *Demande instamment* aux parties de s'engager en faveur d'un dialogue national inclusif et ouvert à tous dans le but d'asseoir une paix durable, la réconciliation et la bonne gouvernance, en y assurant notamment la participation pleine et active de représentants des jeunes, des femmes, des diverses communautés et groupes confessionnels, de la société civile et des dirigeants du Mouvement populaire de Libération du Soudan précédemment détenus, encourage l'Autorité intergouvernementale pour le développement et l'Organisation des Nations Unies à continuer d'œuvrer à la conclusion d'un accord de paix entre les parties, et prie instamment ces parties à faire une place dans toutes négociations et tous accords de paix à des dispositions de protection de l'enfance;

3. *Décide* de proroger le mandat de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud jusqu'au 30 novembre 2014 et décide également que la Mission disposera, dans les limites de l'effectif maximum autorisé de 12 500 hommes prévu au paragraphe 8 de la présente résolution, d'une composante comprenant notamment trois bataillons, qui aura pour responsabilité supplémentaire de protéger le Mécanisme de surveillance et de vérification de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, comme prévu à l'alinéa *d* du paragraphe 4 ci-dessous, et de veiller à l'exécution du mandat général de la Mission défini aux alinéas *a* à *c* dudit paragraphe 4, conformément au paragraphe 5 ci-dessous;

---

<sup>336</sup> S/2014/158.

4. *Décide également* d'assigner à la Mission le mandat ci-après, et l'autorise à user de tous moyens nécessaires pour s'acquitter des tâches suivantes :

*a) Protection des civils :*

i) Protéger les civils sous la menace de violence physique, quelle qu'en soit la source, dans les limites de ses moyens et de ses zones de déploiement, particulièrement les femmes et les enfants, notamment en utilisant continuellement ses conseillers pour la protection de l'enfance et ses conseillers pour la protection des femmes;

ii) Dissuader de toute violence contre les civils, y compris les étrangers, en particulier en procédant à des déploiements préventifs et en patrouillant activement, en accordant une attention particulière aux civils déplacés, notamment ceux se trouvant dans des sites de protection et des camps de réfugiés, au personnel humanitaire et aux défenseurs des droits de l'homme, et en identifiant les menaces et attaques contre la population civile, notamment en consultant régulièrement la population civile et en œuvrant en étroite collaboration avec les organisations humanitaires, de défense des droits de l'homme et de développement, dans les zones à risque de conflit élevé, notamment, le cas échéant, les écoles, lieux de culte, hôpitaux et installations pétrolières, en particulier là où le Gouvernement sud-soudanais est incapable d'assurer une telle sécurité ou ne le fait pas ;

iii) Mettre en œuvre à l'échelle de la Mission une stratégie d'alerte rapide coordonnant la collecte, le contrôle, la vérification et la diffusion des informations, l'alerte rapide et les mécanismes de réaction, pour notamment parer à l'éventualité d'attaques futures contre le personnel et les installations des Nations Unies ;

iv) Préserver la sûreté et la sécurité publiques des sites de protection des civils de la Mission et à l'intérieur desdits sites ;

v) User de bons offices et de mesures de confiance et d'encouragement pour appuyer la stratégie de protection de la Mission, en particulier en ce qui concerne les femmes et les enfants, notamment en aidant à la réconciliation intercommunautaire dans les zones à haut risque de conflit, élément essentiel de l'édification de l'État à long terme ;

vi) Créer les conditions de sécurité propices à terme au retour volontaire en toute sécurité des personnes déplacées et des réfugiés, notamment, lorsque cela est compatible avec la politique de diligence voulue des Nations Unies en matière de droits de l'homme<sup>337</sup> et dans le strict respect de celle-ci, en surveillant les services de police, en veillant à ce qu'ils appliquent les normes internationales relatives aux droits de l'homme et en procédant avec eux à une coordination opérationnelle ciblée en matière de protection, le but étant de renforcer la protection des civils ;

*b) Surveillance et enquêtes en matière de droits de l'homme :*

i) Surveiller les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire et les atteintes à ces droits, enquêter sur toutes atteintes et violations, les constater et en rendre compte publiquement et régulièrement, notamment lorsqu'elles sont susceptibles de constituer des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre ;

ii) Suivre particulièrement les atteintes et violations commises contre des enfants et des femmes, y compris toutes formes de violence sexuelle et sexiste en période de conflit armé, enquêter sur celles-ci, les vérifier et en rendre compte spécifiquement et publiquement en accélérant la mise en œuvre des dispositifs de suivi, d'analyse et de communication de l'information sur la violence sexuelle liée aux conflits et en renforçant le mécanisme de surveillance et de communication de l'information concernant les violations graves commises contre les enfants ;

iii) Agir en coordination avec la Commission d'enquête de l'Union africaine pour le Soudan du Sud et lui apporter un concours technique, le cas échéant ;

*c) Instauration des conditions d'acheminement de l'aide humanitaire :*

i) Contribuer à créer les conditions propices à l'acheminement de l'aide humanitaire, notamment en aidant à créer les conditions de sécurité nécessaires et en usant de bons offices et de mesures de confiance et de

---

<sup>337</sup> S/2013/110, annexe.

facilitation, afin de permettre, conformément aux dispositions applicables du droit international et aux principes directeurs des Nations Unies concernant l'aide humanitaire, l'accès complet en toute sécurité et sans entraves du personnel de secours à tous ceux se trouvant dans le besoin au Soudan du Sud et l'acheminement rapide de l'aide humanitaire, en particulier aux personnes déplacées et aux réfugiés ;

ii) Garantir la sécurité et la liberté de mouvement du personnel des Nations Unies et du personnel associé, le cas échéant, et la sécurité des installations et du matériel nécessaire à l'exécution des tâches prescrites ;

d) *Appui à la mise en œuvre de l'accord de cessation des hostilités :*

i) Assurer la coordination voulue avec le Comité technique mixte, le Mécanisme de surveillance et de vérification et les équipes de surveillance et de vérification, selon qu'il conviendra ;

ii) Fournir au Mécanisme de surveillance et de vérification de l'Autorité intergouvernementale pour le développement des services de sécurité mobile et de sécurité des sites, conformément aux décisions prises par l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Autorité à ses réunions des 31 janvier et 13 mars 2014 ;

iii) Appuyer le Mécanisme de surveillance et de vérification dans l'exercice des fonctions qui lui sont assignées par l'accord de cessation des hostilités ;

5. *Souligne* que la protection des civils visée à l'alinéa a du paragraphe 4 ci-dessus doit être la priorité dans les décisions concernant l'utilisation des capacités et ressources disponibles de la Mission ;

6. *Prie* le Secrétaire général de continuer, par l'intermédiaire de son Représentant spécial pour le Soudan du Sud, à diriger les opérations d'une Mission intégrée, à coordonner toutes les activités du système des Nations Unies au Soudan du Sud et à appuyer une action internationale cohérente en vue d'instaurer la paix dans le pays ;

7. *Approuve* la recommandation faite par le Secrétaire général dans son rapport du 6 mars 2014<sup>336</sup> d'accroître l'effectif global de la Mission à l'appui de son mandat révisé, énoncé au paragraphe 4 de la présente résolution ;

8. *Décide* que la Mission sera constituée d'une composante militaire comptant jusqu'à 12 500 hommes, tous grades confondus, et d'une composante de police comprenant un nombre approprié d'unités de police constituées et comptant jusqu'à 1 323 hommes, et que la composante civile sera réduite conformément aux tâches décrites au paragraphe 4 de la présente résolution, prie le Secrétaire général de lui fournir, notamment dans ses rapports périodiques, des informations détaillées sur la constitution des forces, la restructuration de la force de la Mission, l'appui logistique et les éléments habilitants, et prie également le Secrétaire général d'examiner les besoins sur le terrain et d'établir, 120 jours après l'adoption de la présente résolution, une évaluation actualisée des opérations, du déploiement et des besoins futurs de la force ;

9. *Prie* la Mission de concentrer et de rationaliser les activités de ses composantes militaire, civile et de police afin d'aller de l'avant dans l'exécution des tâches décrites au paragraphe 4 de la présente résolution, reconnaît qu'il devra donc être mis fin à certaines tâches de la Mission et, à cet égard, prie le Secrétaire général de procéder à un examen complet des effectifs en juin 2014 et d'en rendre compte dans son prochain rapport périodique sur la Mission ;

10. *Exprime* l'intention de continuer à examiner activement les besoins des composantes de la Mission et leur composition, d'examiner le présent mandat et d'y apporter tout ajustement nécessaire à un stade approprié de la mise en œuvre par les parties d'un accord de paix crédible ;

11. *Autorise* le Secrétaire général à prendre, conformément au paragraphe 8 de la présente résolution, les mesures nécessaires pour procéder rapidement à la constitution de forces et de matériel et, si cela s'avère nécessaire, mettre fin à la coopération entre missions déjà autorisée par la résolution 2132 (2013) ;

12. *Prie* la Mission d'intensifier sa présence et de patrouiller plus activement dans les zones à risque de conflit élevé et à forte concentration de personnes déplacées, notamment dans le cadre de l'exécution de sa stratégie d'alerte rapide, et sur les principaux itinéraires de mouvements de population, et d'examiner périodiquement son déploiement géographique de manière à disposer ses forces au mieux pour protéger les civils, et prie le Secrétaire général de lui fournir dans ses rapports périodiques des informations actualisées sur ces examens ;

13. *Prie également* la Mission de continuer de veiller au plein respect de la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles et de tenir le Conseil pleinement informé des progrès de la Mission à cet égard, et prie instamment les pays fournisseurs de contingents

de prendre des mesures de prévention appropriées, notamment de dispenser une formation de sensibilisation avant déploiement et d'amener les membres de leurs contingents qui se rendraient coupables de tels actes à en répondre pleinement ;

14. *Engage* la Mission à appliquer pleinement la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme et prie le Secrétaire général de rendre compte des progrès accomplis en ce sens dans ses rapports au Conseil ;

15. *Condamne avec la plus grande fermeté* toutes attaques et menaces contre le personnel de la Mission et les installations des Nations Unies, notamment les violations de l'accord sur le statut des forces, souligne que de telles attaques peuvent constituer des crimes de guerre, exige de toutes les parties qu'elles respectent l'inviolabilité des locaux des Nations Unies et s'abstiennent immédiatement de toute violence contre les personnes qui y sont rassemblées, et souligne qu'aucune atteinte à la capacité de la Mission de mener à bien son mandat ni aucune attaque contre le personnel des Nations Unies ne seront tolérées ;

16. *Exige* du Gouvernement sud-soudanais et de toutes les parties concernées qu'elles coopèrent pleinement au déploiement et aux opérations de la Mission ainsi qu'à ses missions de surveillance, de vérification et d'établissement de rapports, notamment en garantissant la sûreté, la sécurité et l'entière liberté de circulation du personnel des Nations Unies et du personnel associé sur tout le territoire du Soudan du Sud, et demande en outre au Gouvernement d'assurer la liberté de circulation des personnes déplacées, notamment celles qui quittent des sites de protection des civils ou y entrent, et de continuer d'appuyer la Mission en lui attribuant des terrains pour ces sites ;

17. *Exige* de toutes les parties qu'elles permettent, conformément aux dispositions applicables du droit international et aux principes directeurs des Nations Unies concernant l'aide humanitaire, le plein accès en toute sécurité et liberté du personnel de secours, du matériel et des fournitures à tous ceux se trouvant dans le besoin, et l'acheminement rapide de l'aide humanitaire, en particulier aux personnes déplacées et aux réfugiés, et souligne que tout retour de personnes déplacées ou de réfugiés doit se faire volontairement, en connaissance de cause et dans la dignité et la sécurité ;

18. *Exige également* de toutes les parties qu'elles mettent immédiatement fin à toutes formes de violence et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment à la violence sexiste, aux viols et aux autres formes de violence sexuelle, et aux atteintes et violations commises sur la personne d'enfants en violation du droit international applicable, tels que l'enrôlement et l'utilisation, le meurtre et la mutilation, l'enlèvement d'enfants et les attaques contre les écoles et les hôpitaux, prie instamment le Gouvernement sud-soudanais d'appliquer pleinement et immédiatement son plan d'action destiné à faire cesser et prévenir l'enrôlement d'enfants, signé le 12 mars 2012, et les forces d'opposition d'honorer pleinement et immédiatement l'engagement pris de mettre un terme aux violations graves commises sur la personne d'enfants, signé le 10 mai 2014, et demande aux parties de souscrire expressément à l'engagement de combattre la violence sexuelle, dans des délais précis, conformément aux résolutions 1960 (2010) et 2106 (2013) ;

19. *Demande* au Gouvernement sud-soudanais de mener à bien en toute diligence et transparence les enquêtes sur les allégations de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits dans le respect des normes internationales, d'amener tous les responsables de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire à répondre de leurs actes, de garantir à toutes les victimes de violences sexuelles l'égalité de protection de la loi et l'égal accès à la justice, et de garantir l'égal respect des droits des femmes et des filles à l'occasion de ces procédures ;

20. *Souligne* qu'il importe que les femmes participent pleinement et effectivement, à tous les niveaux, à la mise en œuvre des accords et à la prévention et au règlement des conflits ainsi qu'à la consolidation de la paix plus généralement, engage toutes les parties à prendre des mesures pour assurer un rôle de premier plan et la participation pleine et effective des femmes dans les efforts de règlement des conflits et de consolidation de la paix, notamment en soutenant les organisations de femmes et en associant des spécialistes de l'égalité des sexes à toutes les négociations de paix, encourage les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police à entreprendre d'augmenter la proportion de femmes dans les composantes militaire, civile et de police de la Mission, et réaffirme qu'il importe de procurer à toutes les missions établies par le Conseil les compétences techniques et la formation appropriées en ce qui concerne l'égalité des sexes ;

21. *Condamne* les attaques contre les installations pétrolières, les compagnies pétrolières et leurs employés, ainsi que la poursuite des combats autour de ces installations, et prie instamment toutes les parties d'assurer la sécurité de leur infrastructure économique ;

22. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte de l'exécution du mandat de la Mission tous les 60 jours après l'adoption de la présente résolution ;

23. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7182<sup>e</sup> séance.*

### Décision

À sa 7186<sup>e</sup> séance, le 29 mai 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Soudan et du Soudan du Sud à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

« Rapport du Secrétaire général sur la situation à Abyei (S/2014/336) ».

### Résolution 2156 (2014) du 29 mai 2014

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions et les déclarations de son Président concernant la situation au Soudan et au Soudan du Sud, notamment ses résolutions 1990 (2011) du 27 juin 2011, 2024 (2011) du 14 décembre 2011, 2032 (2011) du 22 décembre 2011, 2046 (2012) du 2 mai 2012, 2047 (2012) du 17 mai 2012, 2075 (2012) du 16 novembre 2012, 2104 (2013) du 29 mai 2013 et 2126 (2013) du 25 novembre 2013, les déclarations de son Président, en date du 31 août 2012<sup>320</sup> et du 23 août 2013<sup>316</sup>, ainsi que ses déclarations à la presse des 18 juin 2012, 21 et 28 septembre 2012, 6 mai 2013, 14 juin 2013, 14 février 2014 et 17 mars 2014,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale du Soudan et du Soudan du Sud, ainsi qu'aux buts et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et rappelant l'importance des principes de bon voisinage, de non-ingérence et de coopération régionale,

*Déclarant à nouveau* que les frontières territoriales des États ne sauraient être modifiées par la force et que les différends territoriaux doivent être réglés exclusivement par des moyens pacifiques,

*Affirmant* que la mise en œuvre intégrale et immédiate de tous les éléments encore en suspens de l'Accord de paix global du 9 janvier 2005<sup>321</sup> est pour lui une priorité,

*Réaffirmant* ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 relatives à la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011, 2068 (2012) du 19 septembre 2012 et 2143 (2014) du 7 mars 2014 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, sa résolution 1502 (2003) du 26 août 2003 relative à la protection du personnel humanitaire et du personnel des Nations Unies et ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010, 2106 (2013) du 24 juin 2013 et 2122 (2013) du 18 octobre 2013 sur les femmes et la paix et la sécurité,

*Rappelant* les engagements pris par le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais dans l'Accord conclu le 20 juin 2011 entre le Gouvernement de la République du Soudan et le Mouvement populaire de libération du Soudan concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei<sup>319</sup>, l'Accord conclu le 29 juin 2011 entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement du Sud-Soudan sur la sécurité des frontières et le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité, l'Accord conclu le 30 juillet 2011 entre le Gouvernement du Soudan et le Gouvernement du Soudan du Sud concernant la Mission d'appui à la surveillance de la frontière<sup>322</sup>, ainsi que les Accords du 27 septembre 2012 concernant les mécanismes de coopération et de sécurité<sup>318</sup>, la décision prise le 8 mars 2013 par le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité et le tableau récapitulatif des accords adoptés le 12 mars 2013<sup>323</sup>, auxquels ont souscrit le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais à Addis-Abeba sous les auspices du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine,

*Soulignant* qu'il importe que les femmes participent pleinement à la mise en œuvre des accords et, plus généralement, à la prévention et au règlement des conflits et à la consolidation de la paix,

*Exprimant sa pleine adhésion* aux efforts que déploie l'Union africaine concernant la situation entre le Soudan et le Soudan du Sud en vue d'apaiser les tensions et de favoriser la reprise des négociations sur les relations post-sécession et la normalisation des relations, rappelant à cet égard les communiqués du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en date des 24 avril<sup>317</sup> et 24 octobre 2012, ainsi que des 25 janvier, 7 mai, 29 juillet, 23 septembre, 26 octobre et 12 novembre 2013, la déclaration à la presse du Conseil de paix et de sécurité du 6 novembre 2013 et la déclaration de la Présidente de la Commission de l'Union africaine en date du 28 octobre 2013,

*Prenant note avec préoccupation* de l'enlisement des efforts menés par le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais pour démilitariser la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, y compris la zone dite des 14 miles, et mettre en œuvre le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, conformément à sa résolution 2046 (2012) et à la feuille de route du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en date du 24 avril 2012<sup>317</sup>, du fait du désaccord continu du Soudan du Sud avec l'emplacement de la ligne médiane de la zone, et de la décision qu'il a prise le 22 novembre 2013 de suspendre temporairement sa participation au Mécanisme,

*Soulignant* qu'il importe d'établir et de maintenir une surveillance effective dans le cadre du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière dans la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, y compris dans la zone dite des 14 miles,

*Insistant* sur le fait que les deux pays auront beaucoup à gagner à faire preuve de retenue et à emprunter la voie du dialogue et non à recourir à la violence et à la provocation,

*Reconnaissant* l'importance des récents entretiens entre le Président Omar el-Béchir et le Président Kiir pour la poursuite du dialogue, rappelant sa résolution 2046 (2012) dans laquelle il a décidé que les parties devaient reprendre immédiatement les négociations, sous les auspices du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, en vue de parvenir à un accord sur le statut final d'Abyei, appelant toutes les parties à participer de façon constructive au processus, conduit sous la médiation du Groupe de mise en œuvre, en vue de parvenir à un accord final sur le statut de la zone d'Abyei, et soulignant que les parties doivent appliquer immédiatement les dispositions en suspens de l'Accord du 20 juin 2011, en particulier pour régler le différend portant sur le Conseil de la zone d'Abyei et créer immédiatement l'Administration de la zone d'Abyei et le Service de police d'Abyei,

*Saluant* le concours que continuent de prêter aux parties le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, y compris son Président, le Président Thabo Mbeki, les anciens Présidents Abdulsalami Abubakar et Pierre Buyoya, le Premier Ministre éthiopien, M. Hailemariam Desalegn, qui assure la présidence de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud, M. Haile Menkerios, et la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei, dirigée par le général de corps d'armée Yohannes Gebremeskel Tesfamariam,

*Saluant également* les efforts que déploie la Force pour s'acquitter de son mandat, notamment les activités qu'elle mène pour faciliter des migrations pacifiques dans toute la zone d'Abyei, et exprimant sa profonde reconnaissance aux pays qui fournissent des contingents,

*Notant avec préoccupation* la précarité actuelle de la situation sécuritaire dans la zone d'Abyei, reconnaissant que la Force a contribué à asseoir la paix et la stabilité depuis son déploiement, et déterminé à prévenir la résurgence d'actes de violence contre des civils et de déplacements de civils et les conflits intercommunautaires,

*Se déclarant résolu* à faire en sorte que le futur statut d'Abyei soit le résultat de négociations menées entre les parties, conformément à l'Accord de paix global, et non d'actions unilatérales de l'une ou l'autre partie,

*Gravement préoccupé* par l'absence d'administration publique et d'état de droit dans la zone d'Abyei, due aux retards répétés dans la mise en place de l'Administration, du Conseil et de la police de la zone d'Abyei, y compris d'une unité spéciale chargée de traiter les questions relatives à la migration des populations nomades, entités essentielles pour le maintien de l'ordre et la prévention des conflits intercommunautaires dans cette zone,

*Notant avec préoccupation* la persistance du danger de violences intercommunautaires dans la zone d'Abyei, y compris les tensions qui empêchent le personnel soudanais de la Force et d'autres organismes de retourner à Abyei,

*Notant* que le report systématique de la mise en place des institutions temporaires et de la détermination du statut définitif d'Abyei contribue aux tensions dans la région, soulignant qu'il importe que toutes les parties

s'abstiennent de toute mesure unilatérale qui envenimerait les relations intercommunautaires dans la zone d'Abyei, et se déclarant préoccupé par les répercussions durables qu'aura ce que le Conseil de paix et de sécurité a présenté dans sa déclaration à la presse du 6 novembre 2013 comme « la décision des Ngok Dinka d'organiser un référendum unilatéral »,

*Sachant* qu'il importe que l'assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies dans la région le soit dans la cohérence,

*Saluant et appuyant* les efforts que déploie l'Organisation des Nations Unies pour sensibiliser le personnel de maintien de la paix à la question de la prévention et de la maîtrise du VIH/sida et d'autres maladies transmissibles à l'occasion de toutes les opérations de maintien de la paix,

*Soulignant* qu'il est nécessaire de s'assurer du respect des droits de l'homme, notamment de constater toute forme de violence sexuelle ou sexiste et toute violation ou atteinte commise sur la personne d'enfants, constatant qu'aucun fait nouveau n'est à signaler quant à la concrétisation de la surveillance du respect des droits de l'homme dans la zone d'Abyei, et se disant à nouveau préoccupé par le fait que les parties ne coopèrent pas avec le Secrétaire général dans ce domaine,

*Soulignant également* qu'il est urgent de faciliter la fourniture de l'aide humanitaire à tous les groupes de population de la zone d'Abyei qui en ont besoin,

*Affirmant* qu'il importe que les déplacés rentrent chez eux de leur plein gré, en toute sécurité et en bon ordre et se réintègrent durablement, et que la paix et l'ordre règnent pendant la saison des migrations dans le respect des parcours migratoires traditionnels qui mènent du Soudan au Soudan du Sud à travers Abyei, et exhortant la Force à prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité dans la zone d'Abyei conformément à son mandat,

*Rappelant* sa résolution 2117 (2013) du 26 septembre 2013 et vivement préoccupé par le fait que le transfert illicite, l'accumulation déstabilisante et le détournement d'armes légères et de petit calibre menacent la paix et la sécurité à Abyei,

*Préoccupé* par la présence de mines et de restes explosifs de guerre dans la zone d'Abyei, qui crée des risques pour le retour des déplacés et pour les migrations,

*Se félicitant* des mesures prises par la Force pour s'acquitter efficacement de son mandat, notamment par la prévention des conflits, la médiation et la dissuasion,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général en date du 13 mai 2014<sup>338</sup>, notamment de l'analyse selon laquelle la situation politique et sécuritaire sur le terrain s'est gravement détériorée et pourrait devenir intenable pendant la prochaine saison sèche et le cycle des migrations de 2014-2015, ainsi que des recommandations qu'il contient,

*Constatant* que la situation qui règne à Abyei et le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud continue de menacer gravement la paix et la sécurité internationales,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 15 octobre 2014 le mandat de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei énoncé au paragraphe 2 de la résolution 1990 (2011), tel que modifié par la résolution 2024 (2011) et le paragraphe 1 de la résolution 2075 (2012), et, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, décide également de proroger jusqu'au 15 octobre 2014 le mandat de la Force énoncé au paragraphe 3 de la résolution 1990 (2011), et précise qu'aux fins du paragraphe 1 de la résolution 2024 (2011) l'appui opérationnel fourni au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière sera étendu aux Comités ad hoc, au besoin et si demande en est faite par consensus au sein des mécanismes concernés, dans la limite des moyens existants de la Force et au sein de sa zone d'opérations ;

2. *Accueille avec satisfaction* l'examen stratégique de la Force réalisé par l'Organisation des Nations Unies et les recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport du 13 mai 2014<sup>338</sup>, qui y préconise la reprise du dialogue entre les communautés et l'administration par les communautés, sous la supervision du Comité mixte de contrôle d'Abyei ; demande, à cet égard, aux communautés et aux Gouvernements soudanais et sud-soudanais de collaborer avec l'Organisation à cette fin, et souligne combien il importe que l'Union africaine prête son concours à ces efforts ;

---

<sup>338</sup> S/2014/336.



3. *Exige de nouveau* du Soudan et du Soudan du Sud qu'ils relancent immédiatement les travaux du Comité mixte de contrôle d'Abyei afin d'aller progressivement de l'avant dans la mise en œuvre de l'Accord concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei en date du 20 juin 2011<sup>319</sup> et des décisions du Comité mixte ;

4. *Exige de nouveau également* du Soudan et du Soudan du Sud qu'ils entreprennent sans délai de mettre en place l'Administration et le Conseil de la zone d'Abyei, notamment en débloquent l'impasse autour de la composition du Conseil, et créent le Service de police d'Abyei, appelé à assumer les fonctions de police dans toute la zone d'Abyei, y compris protéger les infrastructures pétrolières, conformément aux engagements qu'ils ont souscrits dans l'Accord du 20 juin 2011 ;

5. *Décide* de maintenir les effectifs autorisés par la résolution 2014 (2013) déjà déployés et que le restant des forces autorisées ne sera déployé qu'une fois que le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière sera réactivé et dès lors que le Secrétaire général le jugera opportun, afin de permettre à la Force d'assurer la protection voulue au Mécanisme et d'apporter au Mécanisme tout l'appui dont il a besoin pour mener, sans retard, de vastes opérations dans la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, et prie le Secrétaire général de le tenir pleinement informé de l'état d'avancement du déploiement à l'occasion de ses rapports périodiques ;

6. *Déplore* de voir piétiner les efforts menés pour que le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière soit pleinement opérationnel du fait du désaccord continu du Soudan du Sud avec l'emplacement de la ligne médiane de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée et de la décision qu'il a prise le 22 novembre 2013 de suspendre temporairement sa participation au Mécanisme, et invite le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais à tirer le meilleur parti du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité et des autres mécanismes conjoints convenus en y ayant recours en temps utile pour garantir la sécurité et la transparence de la zone, y compris la zone dite des 14 miles ;

7. *Invite instamment* à redoubler d'efforts en vue de déterminer définitivement sur le terrain la ligne médiane de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, et rappelle que cette ligne ne préjuge en rien du statut juridique actuel et futur de la frontière, des négociations en cours sur le statut des zones frontalières contestées et revendiquées et de la démarcation de la frontière ;

8. *Souligne* que pour s'acquitter de son mandat de protection des civils résultant du paragraphe 3 de la résolution 1990 (2011) la Force prendra les mesures nécessaires pour protéger les civils sous la menace imminente d'actes de violence physique, quels qu'en soient les auteurs ;

9. *Condamne* la présence de personnel armé de l'Armée populaire de libération du Soudan et de la Police nationale sud-soudanaise et des unités de la police du pétrole de Diffra dans la zone d'Abyei et le fait que les milices misseriya soient entrées à plusieurs reprises sur le territoire, exige de nouveau du Gouvernement sud-soudanais qu'il retire immédiatement et sans condition préalable tous les membres de ses services de sécurité de la zone d'Abyei et du Gouvernement soudanais qu'il retire aussi la police du pétrole de Diffra de la zone d'Abyei, et réaffirme que, conformément à ses résolutions pertinentes, en particulier les résolutions 1990 (2011) et 2046 (2012), la zone d'Abyei doit être démilitarisée, toutes les forces, autres que celles de la Force et du Service de police d'Abyei, ainsi que les éléments armés des populations locales devant s'en retirer ;

10. *Appuie* la décision du Comité mixte de contrôle d'Abyei, en date du 3 mai 2013, relative au statut d'Abyei en tant que zone exempte d'armes, relève que, dans son communiqué du 7 mai 2013, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine s'est dit préoccupé par les informations selon lesquelles plusieurs groupes de population vivant à Abyei seraient lourdement armés, rappelle qu'aux termes de l'Accord du 20 juin 2011, la zone d'Abyei devrait être une zone exempte d'armes où seule la Force serait autorisée à porter des armes, et, à cet égard, demande instamment aux deux Gouvernements de prendre toutes les mesures nécessaires pour procéder à la démilitarisation effective d'Abyei, y compris en mettant en place des programmes de désarmement, si besoin est ;

11. *Demande* à la Force, agissant dans les limites de son mandat et de ses moyens, de mener des enquêtes, de constater et de rendre compte des mouvements d'armes à destination d'Abyei et de la présence d'armes à Abyei, et prie le Secrétaire général d'en tenir le Conseil informé à l'occasion de ses rapports périodiques ;

12. *Demande instamment* aux deux Gouvernements d'entreprendre immédiatement de mettre en œuvre des mesures de confiance entre les différentes communautés concernées de la zone d'Abyei, notamment à la faveur de processus de réconciliation à l'échelon local et en prêtant appui à la Force pour la tenue d'une conférence pour la

paix réunissant les chefs traditionnels des Ngok Dinka et des Misseriya, et exhorte toutes les communautés d'Abyei à faire preuve de la plus grande retenue dans tous leurs échanges et à s'abstenir de tout acte ou discours provocateur de nature à entraîner des affrontements violents, ou de toute nouvelle activité unilatérale ;

13. *Demande* à la Force de poursuivre les négociations avec le Comité mixte et les tribus misseriya et ngok dinka, le but étant de mettre en place des stratégies et mécanismes de contrôle propres à garantir le respect plein et entier du statut d'Abyei comme zone exempte d'armes par l'ensemble des parties concernées, la priorité étant accordée à l'élimination sans délai des armes lourdes ou collectives, ainsi que des grenades à tube, et engage le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais, le Comité mixte et les tribus misseriya et ngok dinka à collaborer pleinement avec la Force à cet égard ;

14. *Invite* toutes les parties à donner pleinement suite aux conclusions et recommandations issues de l'enquête de la Commission d'enquête conjointe de la zone d'Abyei sur le meurtre d'un soldat de la paix de la Force et du Chef suprême de la communauté ngok dinka ;

15. *Entend* réexaminer, selon que de besoin, le mandat de la Force en vue de restructurer éventuellement la mission en fonction de la suite que le Soudan et le Soudan du Sud donneront aux prescriptions de la résolution 2046 (2012) et s'acquitteront des engagements qu'ils ont souscrits dans les accords des 20 et 29 juin et 30 juillet 2011<sup>322</sup> et du 27 septembre 2012<sup>318</sup>, notamment ceux touchant le retrait de toutes les forces de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, l'opérationnalisation complète du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et des comités spéciaux ainsi que l'achèvement de la démilitarisation de la zone d'Abyei ;

16. *Demande* à tous les États Membres, en particulier au Soudan et au Soudan du Sud, de garantir la libre circulation, sans entraves ni retard, à destination et en provenance d'Abyei et dans toute la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, de tout le personnel de la Force ainsi que de l'ensemble des matériel, vivres, fournitures et autres biens, y compris les véhicules, les aéronefs et les pièces de rechange destinés à l'usage officiel et exclusif de la Force ;

17. *Demande de nouveau* au Soudan et au Soudan du Sud d'apporter tout leur soutien aux organismes des Nations Unies, notamment de délivrer rapidement des visas au personnel militaire, au personnel de police et au personnel civil des Nations Unies, y compris le personnel humanitaire, sans considération de nationalité, de faciliter l'installation de bases et l'octroi d'autorisations de vol et de fournir un soutien logistique, et invite toutes les parties à s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de l'accord sur le statut des forces ;

18. *Est conscient* du manque d'infrastructures essentielles dont souffre le personnel de maintien de la paix de la Force, prend note des mesures prises pour y remédier et exhorte le Secrétaire général à continuer de prendre les mesures à sa disposition pour régler la situation et donner ainsi à la Force les moyens de s'acquitter de son mandat ;

19. *Exige* du Gouvernement soudanais et du Gouvernement sud-soudanais qu'ils continuent de faciliter le déploiement du personnel du Service de la lutte antimines de l'ONU afin de permettre au personnel du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière de se déplacer librement et que les mines qui se trouvent dans la zone d'Abyei et la zone frontalière démilitarisée et sécurisée puissent être détectées et neutralisées ;

20. *Exige* de toutes les parties concernées qu'elles ménagent pleinement aux agents humanitaires un accès sûr et sans entrave aux populations civiles qui ont besoin d'aide et leur accordent toutes facilités nécessaires à leurs activités, conformément au droit international, y compris le droit international humanitaire applicable, et aux principes directeurs concernant l'aide humanitaire ;

21. *Prie* le Secrétaire général de pourvoir à la surveillance effective du respect des droits de l'homme et d'en rendre compte dans ses rapports au Conseil, et demande de nouveau au Gouvernement soudanais et au Gouvernement sud-soudanais d'apporter au Secrétaire général leur plein concours à cette fin, notamment en délivrant des visas au personnel des Nations Unies concerné ;

22. *Prie également* le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires pour voir la Force appliquer pleinement la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et de la violence sexuelles et de l'informer de tous actes de cette nature ;

23. *Souligne* que la poursuite de la coopération entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais est essentielle à la paix, à la sécurité et à la stabilité, ainsi qu'à l'avenir de leurs relations ;

24. *Prie* le Secrétaire général de continuer à l'informer de l'état d'avancement de la mise en œuvre du mandat de la Force en lui présentant deux rapports, au plus tard le 30 juillet et le 30 septembre 2014, respectivement, et de porter immédiatement à son attention toute violation grave des accords susmentionnés ;

25. *Prend note* de l'action que mène le Secrétaire général pour assurer une coopération étroite entre les entités des Nations Unies présentes dans la région, notamment la Force, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud, l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, et son Envoyé spécial pour le Soudan et le Soudan du Sud, et le prie de continuer de pourvoir à cette coopération ;

26. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7186<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

Le 16 juin 2014, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>339</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 12 juin 2014, dans laquelle vous faites part de votre intention de nommer le général de corps d'armée Yohannes Gebremeskel Tesfamariam (Éthiopie) au poste de commandant de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud<sup>340</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil, qui en ont pris bonne note.

À sa 7199<sup>e</sup> séance, le 17 juin 2014, le Conseil a examiné la question intitulée « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud ».

À la même séance, le Conseil a décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M<sup>me</sup> Fatou Bensouda, Procureure de la Cour pénale internationale.

Le 22 juillet 2014, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>341</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 18 juillet 2014 concernant votre intention de désigner M<sup>me</sup> Ellen Margrethe Løj (Danemark) comme votre Représentante spéciale et Chef de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud<sup>342</sup> a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité qui en ont pris note.

---

## CONSOLIDATION DE LA PAIX APRÈS LES CONFLITS<sup>343</sup>

### Décisions

Le 24 janvier 2014, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>344</sup> :

J'ai l'honneur de me référer à la résolution 1646 (2005) du Conseil de sécurité, dans laquelle le Conseil a décidé, en application des dispositions de sa résolution 1645 (2005), que les membres permanents énumérés au paragraphe 1 de l'Article 23 de la Charte des Nations Unies seront membres du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix et qu'il choisira chaque année deux de ses membres élus pour faire également partie du Comité d'organisation.

J'ai donc l'honneur de vous informer qu'à l'issue de consultations, les membres du Conseil sont convenus que l'Argentine et le Tchad seront les deux membres élus du Conseil qui siégeront au Comité d'organisation pour un mandat d'un an, jusqu'à la fin de 2014.

À sa 7143<sup>e</sup> séance, le 19 mars 2014, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Consolidation de la paix après les conflits

« Rapport du Secrétaire général sur la consolidation de la paix au lendemain d'un conflit (S/2012/746) ».

---

<sup>339</sup> S/2014/414.

<sup>340</sup> S/2014/413.

<sup>341</sup> S/2013/517.

<sup>342</sup> S/2014/516.

<sup>343</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2005 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>344</sup> S/2014/50.

À la même séance, le Conseil a décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M<sup>me</sup> Helen Clark, Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement, et à M. Antonio de Aguiar Patriota, Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la Commission de consolidation de la paix.

À sa 7217<sup>e</sup> séance, le 15 juillet 2014, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Consolidation de la paix après les conflits

« Rapport de la Commission de consolidation de la paix sur les travaux de sa septième session (S/2014/67) ».

À la même séance, le Conseil a décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Vladimir Drobnyak, Représentant permanent de la Croatie auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité d'ancien Président de la Commission de consolidation de la paix.

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Antonio de Aguiar Patriota, Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président de la Commission de consolidation de la paix.

---

## LA SITUATION CONCERNANT L'IRAQ<sup>345</sup>

### Décisions

Le 1<sup>er</sup> août 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>346</sup> :

J'ai l'honneur de vous faire savoir que votre lettre du 30 juillet 2013 relative à votre intention de nommer M. Nickolay Mladenov (Bulgarie) votre Représentant spécial pour l'Iraq et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq<sup>347</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité. Ceux-ci prennent note de l'intention exprimée dans votre lettre.

À sa 7068<sup>e</sup> séance, le 25 novembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Iraq à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant l'Iraq

« Premier rapport du Secrétaire général soumis en application du paragraphe 4 de la résolution 2107 (2013) du Conseil de sécurité (S/2013/654)

« Premier rapport du Secrétaire général présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 2110 (2013) (S/2013/661) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Nickolay Mladenov, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq.

À sa 7093<sup>e</sup> séance, le 10 janvier 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Iraq à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation concernant l'Iraq ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>348</sup> :

Le Conseil de sécurité déplore très vivement les récents événements survenus dans les villes de Ramadi et de Fallouja dans la province d'Anbar en Iraq. Il condamne les attaques perpétrées par l'État islamique en

---

<sup>345</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2005 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>346</sup> S/2013/462.

<sup>347</sup> S/2013/461.

<sup>348</sup> S/PRST/2014/1.

Iraq et au Levant, groupe affilié à Al-Qaida, contre le peuple iraquien pour tenter de déstabiliser le pays et la région. Il reconnaît que les forces de sécurité irakiennes, la police locale et les tribus de la province d'Anbar font preuve d'un immense courage dans le combat qu'ils mènent pour infliger une défaite à l'État islamique en Iraq et au Levant dans leurs villes.

Le Conseil exhorte le peuple iraquien, notamment les tribus, les autorités locales et les forces de sécurité irakiennes dans la province d'Anbar, de poursuivre, d'élargir et de renforcer leur coopération en matière de lutte contre la violence et la terreur et souligne l'importance critique que revêtent la poursuite du dialogue national et le maintien de l'unité du pays. Il accueille avec satisfaction les observations formulées par le grand ayatollah Sistani accueillant les résidents déplacés d'Anbar à Najaf et Karbala ainsi que l'engagement pris par nombre de communautés sunnites, chiites et kurdes de pourvoir aux besoins des déplacés.

Le Conseil exprime son ferme appui aux efforts que continue de déployer le Gouvernement iraquien pour aider à assurer les besoins en matière de sécurité de la population iraquienne tout entière. À cet égard, il salue l'action des forces de sécurité et de police irakiennes, dont les membres sont ciblés et tués lors d'attaques perpétrées par les terroristes. Le Conseil se félicite que le Gouvernement se soit engagé à protéger la population civile à Fallouja et ailleurs et à lui fournir des secours humanitaires et l'encourage à continuer d'œuvrer de concert avec la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq et les organismes d'aide humanitaire pour en assurer l'acheminement. Il s'inquiète des effets de la violence sur les civils et préconise le libre passage des civils pris au piège dans les zones de conflit et le retour en toute sécurité chez eux des déplacés dès que la situation le permettra.

Le Conseil souligne l'importance cruciale que revêtent la poursuite du dialogue national et la préservation de l'unité du pays, le déroulement d'un processus politique sans exclusive, la tenue d'élections libres et régulières en avril 2014 et le droit de manifester pacifiquement comme le garantit la Constitution iraquienne. Il estime cela indispensable à l'adoption d'une position nationale commune contre le terrorisme et à la sécurité à long terme de l'Iraq.

Le Conseil réaffirme que les auteurs, organisateurs et commanditaires de ces actes de terrorisme inqualifiables et ceux qui les ont financés doivent être traduits en justice, et demande instamment à tous les États, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international et à ses résolutions pertinentes, de coopérer activement avec les autorités irakiennes à cette fin.

Le Conseil réaffirme que l'État islamique en Iraq et au Levant (QE.J.115.04) est assujéti à l'embargo sur les armes et au gel d'avoirs imposés par ses résolutions 1267 (1999) et 2083 (2012) et insiste sur l'importance de la mise en œuvre rapide et effective de ces mesures.

Le Conseil réaffirme qu'il faut lutter par tous les moyens, dans le respect de la Charte des Nations Unies, contre les menaces que les actes de terrorisme font peser sur la paix et la sécurité internationales et que tout acte de terrorisme est un crime injustifiable, quels qu'en soient les motifs, le lieu, le moment et l'auteur.

Il rappelle aux États qu'ils doivent veiller à ce que toutes les mesures qu'ils prennent pour combattre le terrorisme soient conformes à toutes leurs obligations au regard du droit international, en particulier du droit international des droits de l'homme, du droit international des réfugiés et du droit international humanitaire.

Le Conseil réaffirme son soutien en faveur de l'indépendance, de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Iraq. Il déclare à nouveau qu'aucun acte terroriste ne doit infléchir la poursuite de la paix, de la démocratie et de la reconstruction en Iraq, qui jouit du soutien du peuple et du Gouvernement irakiens ainsi que de la communauté internationale.

À sa 7149<sup>e</sup> séance, le 27 mars 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Iraq à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant l'Iraq

« Deuxième rapport du Secrétaire général présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 2110 (2013) (S/2014/190)

« Deuxième rapport du Secrétaire général présenté en application du paragraphe 4 de la résolution 2107 (2013) (S/2014/191) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Nickolay Mladenov, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq.

À sa 7224<sup>e</sup> séance, le 23 juillet 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Iraq à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation concernant l'Iraq

« Troisième rapport du Secrétaire général présenté en application du paragraphe 4 de la résolution 2107 (2013) (S/2014/480)

« Troisième rapport du Secrétaire général présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 2110 (2013) (S/2014/485) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Nickolay Mladenov, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, à participer à la séance par visioconférence.

À sa 7230<sup>e</sup> séance, le 30 juillet 2014, le Conseil a examiné la question intitulée :

« La situation concernant l'Iraq

« Troisième rapport du Secrétaire général présenté en application du paragraphe 4 de la résolution 2107 (2013) (S/2014/480)

« Troisième rapport du Secrétaire général présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 2110 (2013) (S/2014/485) ».

### **Résolution 2169 (2014) du 30 juillet 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* toutes ses résolutions antérieures concernant l'Iraq, en particulier les résolutions 1500 (2003) du 14 août 2003, 1546 (2004) du 8 juin 2004, 1557 (2004) du 12 août 2004, 1619 (2005) du 11 août 2005, 1700 (2006) du 10 août 2006, 1770 (2007) du 10 août 2007, 1830 (2008) du 7 août 2008, 1883 (2009) du 7 août 2009, 1936 (2010) du 5 août 2010, 2001 (2011) du 28 juillet 2011, 2061 (2012) du 25 juillet 2012 et 2110 (2013) du 24 juillet 2013, et la résolution 2107 (2013), en date du 27 juin 2013, sur la situation entre l'Iraq et le Koweït,

*Réaffirmant* l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de l'Iraq,

*Soulignant* l'importance que revêtent la stabilité et la sécurité de l'Iraq pour le peuple iraquien, la région et la communauté internationale,

*Exprimant sa profonde préoccupation* devant l'état actuel de la sécurité en Iraq à la suite de l'offensive de grande envergure lancée par des groupes terroristes, et tout particulièrement l'État islamique d'Iraq et du Levant, et des factions armées qui lui sont associées, qui a entraîné une intensification marquée des attaques, de grandes pertes en vies humaines, y compris des enfants, le déplacement de plus d'un million de civils irakiens et des menaces contre tous les groupes religieux et ethniques, condamnant les attaques commises par ces groupes terroristes et les factions armées qui leur sont associées, et tout particulièrement celles menées par l'État islamique d'Iraq et du Levant contre le peuple iraquien dans la province d'Anbar en janvier 2014 et dans la ville de Mossoul et d'autres secteurs en juin 2014, dans une tentative de déstabiliser le pays et la région, et redisant son attachement à la sécurité et à l'intégrité territoriale de l'Iraq,

*Notant* que l'avancée de l'État islamique d'Iraq et du Levant représente une grave menace pour l'intégrité territoriale de l'Iraq et son avenir, soulignant que la seule façon de la neutraliser est pour tous les Irakiens d'œuvrer ensemble pour répondre aux besoins sur les plans politique et de la sécurité, et que le seul moyen pour la direction politique iraquienne de mettre fin à l'instabilité à long terme sera de prendre des décisions qui unifieront le pays, et insistant sur le fait que la communauté internationale doit soutenir l'Iraq à cet égard,

*Demandant* à toutes les formations politiques de surmonter les divisions et d'œuvrer de concert sans attendre dans le cadre d'un processus politique sans exclusive visant à renforcer l'unité nationale, la souveraineté et l'indé-

pendance de l'Iraq, et aux dirigeants irakiens de s'employer, dans les meilleurs délais, à former un gouvernement qui incarne la volonté et la souveraineté de tous les groupes de la population irakienne et qui est susceptible de contribuer à la recherche d'une solution viable et durable aux problèmes actuels du pays, et se déclarant de nouveau convaincu que, grâce à ses institutions démocratiques, en coopération avec la société irakienne, l'Iraq peut s'attaquer aux défis auxquels est confronté le pays dans l'intérêt de tous les Irakiens,

*Soulignant* que tous les groupes de la population irakienne doivent participer au processus politique, à un dialogue politique ouvert à tous et à la vie économique et sociale en Iraq, s'abstenir de faire des déclarations et de commettre des actes qui pourraient aggraver les tensions, trouver une solution globale à la question d'une répartition équitable des ressources, veiller à la stabilité, mettre au point une solution juste et équitable pour régler la question des frontières intérieures contestées du pays, et œuvrer à l'unité nationale, et soulignant qu'il importe d'instaurer un processus politique ouvert à tous qui soit dirigé par les Irakiens, afin de renforcer le dialogue entre tous ceux qui veulent renoncer à la violence, n'ont aucun lien avec des organisations terroristes internationales, y compris l'État islamique d'Iraq et du Levant, et respectent la Constitution,

*Adressant à nouveau ses éloges* à la Haute Commission électorale indépendante irakienne, aux forces de sécurité irakiennes, ainsi qu'au peuple irakien, aux candidats et aux coalitions, pour le bon déroulement des élections législatives en dépit des problèmes de sécurité auxquels l'Iraq fait face,

*Encourageant* le Gouvernement irakien à continuer d'affermir la démocratie et l'état de droit, de renforcer la sécurité et l'ordre public, de combattre le terrorisme et la violence sectaire et de lutter contre l'incitation à la haine motivée par l'extrémisme et à l'intolérance dans tout le pays, et réaffirmant son appui au peuple et au Gouvernement irakiens, qui s'emploient à construire une nation sûre, stable, fédérale, unie et démocratique, fondée sur l'état de droit et le respect des droits de l'homme,

*Soulignant* qu'il faut poursuivre les efforts pour promouvoir la coopération internationale et régionale en vue de soutenir l'Iraq et d'empêcher les groupes terroristes, y compris ceux qui sont inscrits sur la Liste relative aux sanctions établie par le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011), et en particulier l'État islamique d'Iraq et du Levant, d'utiliser son territoire et celui des États voisins pour mener des actes de violence et d'autres actes illicites en vue de déstabiliser l'Iraq et la région, se déclarant à nouveau prêt à sanctionner d'autres personnes, groupes, entreprises et entités qui soutiennent l'État islamique d'Iraq et du Levant, se disant également gravement préoccupé par les rapports d'après lesquels des groupes terroristes inscrits par le Comité sur la Liste auraient accédé à des champs pétroliers et à des oléoducs en Iraq et s'en seraient emparés, condamnant fermement toute participation au commerce direct ou indirect de pétrole irakien aux côtés de ces groupes terroristes, et soulignant que cette participation équivaut à soutenir financièrement ces terroristes et expose ses auteurs au risque de se faire inscrire par le Comité sur sa Liste relative aux sanctions,

*Réaffirmant* qu'il importe que l'Organisation des Nations Unies, et en particulier la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, apporte conseils, soutien et aide au peuple, y compris la société civile, et au Gouvernement irakiens pour renforcer les institutions démocratiques, favoriser un dialogue politique ouvert à tous et la réconciliation nationale dans le respect de la Constitution, faciliter la concertation régionale, élaborer des processus acceptables pour le Gouvernement aux fins du règlement de la question des frontières intérieures contestées, venir en aide aux jeunes et aux groupes vulnérables, y compris les réfugiés et les déplacés, encourager la protection des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, des enfants et des jeunes, et des groupes vulnérables et promouvoir la réforme du droit et du système judiciaire, et soulignant qu'il importe que l'Organisation des Nations Unies, et tout particulièrement la Mission, donne la priorité aux conseils, au soutien et à l'aide à apporter au peuple, y compris la société civile, et au Gouvernement irakiens dans la poursuite de ces objectifs,

*Engageant instamment* le Gouvernement irakien à continuer de promouvoir et de protéger les droits de l'homme ainsi qu'à envisager de prendre des mesures supplémentaires pour prêter son appui à la Haute Commission indépendante des droits de l'homme dans l'exercice de son mandat,

*Saluant* les efforts que déploie le Gouvernement irakien pour promouvoir et protéger les droits fondamentaux des femmes et réaffirmant ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010, 2106 (2013) du 24 juin 2013 et 2122 (2013) du 18 octobre 2013 sur les femmes et la paix et la sécurité, rappelant qu'il faut assurer la participation pleine, effective et équitable des femmes, exhortant toutes les parties à protéger la population civile, et en particulier les femmes et les enfants, notamment au vu de la violence récente, exprimant sa vive préoccupation devant le recrutement et l'utilisation d'enfants par l'État islamique d'Iraq et du Levant et d'autres

groupes armés, en violation du droit international, réaffirmant le rôle clef que les femmes peuvent jouer dans la reconstitution du tissu social et soulignant qu'elles doivent participer pleinement à la vie politique, notamment au processus de paix et aux prises de décisions politiques et à l'élaboration de stratégies nationales pour que leurs points de vue soient pris en compte, et attendant avec intérêt l'application dans son intégralité du plan d'action national iraquien relatif à sa résolution 1325 (2000),

*Se déclarant gravement préoccupé* par le fait que plus d'un million de personnes cherchent refuge dans d'autres régions de l'Iraq, exprimant de nouveau sa gratitude aux communautés d'accueil, soulignant qu'il importe de remédier aux problèmes humanitaires que connaît le peuple iraquien, insistant sur la nécessité de continuer à planifier et à mettre en œuvre une action coordonnée et de fournir des ressources suffisantes pour y faire face, invitant les États Membres à prêter appui aux interventions humanitaires des Nations Unies en Iraq, en collaboration avec le Gouvernement iraquien, pour venir en aide à toutes les personnes touchées par le conflit en cours, et se félicitant des efforts déployés par les États Membres qui ont contribué à l'action humanitaire,

*Insistant* sur la souveraineté du Gouvernement iraquien, réaffirmant que toutes les parties devraient continuer à prendre toutes les mesures possibles et à mettre en œuvre les moyens voulus pour assurer la protection des civils touchés, notamment les enfants, les femmes et les membres de minorités religieuses et ethniques, et qu'elles devraient créer des conditions propices au retour librement consenti, durable, sûr et digne des réfugiés et des déplacés, ou à l'intégration locale des déplacés, accueillant avec satisfaction les engagements pris par le Gouvernement pour venir en aide aux déplacés, aux réfugiés et aux rapatriés, et incitant celui-ci à poursuivre les efforts engagés dans ce sens, notant le rôle important que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés joue, conformément à son mandat, en continuant de prodiguer conseils et appui en la matière au Gouvernement, en coordination avec la Mission, et invitant le Gouvernement à continuer de collaborer avec la Mission et les organisations humanitaires pour faire en sorte que l'aide humanitaire parvienne aux personnes qui en ont besoin,

*Engageant instamment* toutes les parties intéressées à respecter pleinement le droit international humanitaire, notamment les Conventions de Genève de 1949<sup>349</sup> et le règlement annexé à la quatrième Convention de La Haye de 1907, selon le cas, et à permettre au personnel humanitaire d'atteindre en toute liberté tous ceux qui ont besoin d'aide, à lui accorder, autant que possible, toutes les facilités nécessaires à ses opérations, et à favoriser la protection, la sécurité et la liberté de circulation du personnel humanitaire, du personnel des Nations Unies et du personnel associé, ainsi que de leurs biens, et à respecter et à protéger le personnel médical et les transports médicaux et les installations de santé,

*Considérant* qu'aujourd'hui la situation en Iraq est sensiblement différente de ce qu'elle était au moment de l'adoption, le 6 août 1990, de la résolution 661 (1990), et considérant en outre qu'il importe que ce pays retrouve la stature internationale qui était la sienne avant l'adoption de ladite résolution,

*Exprimant sa profonde reconnaissance* à tout le personnel des Nations Unies en Iraq pour l'action courageuse qu'il mène sans relâche, et saluant l'autorité et les bons offices dont le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, M. Nickolay Mladenov, a fait preuve,

1. *Décide* de proroger le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq jusqu'au 31 juillet 2015;

2. *Décide également* que, comme le Gouvernement iraquien l'a demandé et compte tenu de la lettre, en date du 20 juillet 2014, adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères iraquien<sup>350</sup>, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq et la Mission continueront d'exercer le mandat énoncé dans la résolution 2110 (2013), et rappelle les dispositions de la résolution 2107 (2013);

3. *Considère* qu'il est indispensable que la sécurité du personnel des Nations Unies soit assurée pour que la Mission puisse mener son action en faveur du peuple iraquien et demande au Gouvernement iraquien de continuer à appuyer la présence de l'Organisation des Nations Unies en Iraq dans le domaine de la sécurité et sur le plan logistique;

4. *Sait gré* aux États Membres de fournir à la Mission les moyens et le soutien dont elle a besoin sur les plans financier et logistique et dans le domaine de la sécurité pour s'acquitter de son mandat, et les prie de continuer à lui assurer des ressources et un appui suffisants;

---

<sup>349</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n<sup>os</sup> 970 à 973.

<sup>350</sup> S/2014/523, annexe.



5. *Entend* réexaminer le mandat de la Mission dans un délai de 12 mois, ou plus tôt si le Gouvernement iraquien en fait la demande ;
6. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte tous les trois mois des progrès accomplis par la Mission dans l'accomplissement de toutes les tâches dont elle est chargée ;
7. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7230<sup>e</sup> séance.*

---

## MENACES CONTRE LA PAIX ET LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES<sup>351</sup>

### Décisions

À sa 7155<sup>e</sup> séance, le 16 avril 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Allemagne, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, de la Bulgarie, du Canada, de Chypre, de la Croatie, du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, de la Lettonie, de Malte, du Maroc, du Monténégro, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Panama, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République tchèque, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Somalie, de la Suède, de la Suisse, du Togo et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Menaces contre la paix et la sécurité internationales

« Prévention et lutte contre le génocide

« Lettre, en date du 11 avril 2014, adressée au Secrétaire général par la Présidente du Conseil de sécurité (S/2014/265) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Colin Keating.

### Résolution 2150 (2014) du 16 avril 2014

*Le Conseil de sécurité,*

*Réaffirmant* la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>352</sup> et la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide<sup>353</sup>,

*Réaffirmant également* l'importance de la Convention comme outil international efficace de prévention et de répression du crime de génocide et soulignant que la Convention qualifie le crime de génocide de fléau odieux qui a infligé de grandes pertes à l'humanité et qu'il est nécessaire de renforcer la coopération internationale pour faciliter la prévention et la répression promptes du crime de génocide,

*Considérant* que c'est aux États qu'il incombe au premier chef de respecter et de garantir les droits de l'homme de leurs citoyens et de toutes personnes se trouvant sur leur territoire, comme le prescrit le droit international applicable,

*Reconnaissant* le rôle important joué par les accords régionaux et sous-régionaux pour ce qui est de prévenir toutes situations de nature à donner lieu à un génocide, à des crimes de guerre ou à des crimes contre l'humanité, et d'y faire face, et notant en particulier l'alinéa *h* de l'article 4 de l'Acte constitutif de l'Union africaine<sup>354</sup>,

---

<sup>351</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2005 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>352</sup> Résolution de l'Assemblée générale 217 A (III).

<sup>353</sup> Résolution de l'Assemblée générale 260 A (III), annexe.

<sup>354</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2158, n° 37733.

*Rappelant* le rôle important joué par les conseillers spéciaux du Secrétaire général pour la prévention du génocide et la responsabilité de protéger, qui accomplissent notamment une mission d'alerte rapide pour prévenir toutes situations susceptibles de déboucher sur un génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre ou un nettoyage ethnique,

*Rappelant également* que le Tribunal pénal international pour le Rwanda, créé par sa résolution 955 (1994) du 8 novembre 1994, a pour seule compétence de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et le 31 décembre 1994, et rappelant également que le génocide suppose l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel,

*Rappelant en outre* les conclusions du rapport final de la Commission d'experts constituée conformément à sa résolution 935 (1994) du 1<sup>er</sup> juillet 1994<sup>355</sup>, notamment celle selon laquelle « il existe des preuves accablantes attestant que des actes de génocide ont été commis à l'encontre du groupe tutsi », et constatant que des Hutus et d'autres personnes opposées au génocide ont aussi été tués pendant le génocide,

*Rappelant* que la Chambre d'appel du Tribunal a, le 16 juin 2006, dressé le constat judiciaire [ICTR-98-44-AR73(C)] concluant qu'il était « un fait de notoriété publique » qu'« entre le 6 avril 1994 et le 17 juillet 1994, un génocide a été commis au Rwanda contre le groupe ethnique tutsi », rappelant également que plus d'un million de personnes ont été tuées dans ce génocide, y compris des Hutus et d'autres personnes opposées au génocide, et prenant note en s'en inquiétant de toute forme de négation de ce génocide,

*Constatant avec préoccupation* que nombre de personnes soupçonnées de génocide continuent d'échapper à la justice, notamment les neuf fugitifs restants mis en accusation par le Tribunal,

*Réaffirmant sa ferme opposition* à l'impunité des violations graves du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, et soulignant à cet égard que les États sont tenus de s'acquitter de leurs obligations de mettre fin à l'impunité et, à cette fin, de mener des enquêtes complètes et de poursuivre quiconque est responsable de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre, et d'autres violations graves du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, afin d'en prévenir la répétition et d'œuvrer à asseoir durablement la paix, la justice, la vérité et la réconciliation,

*Soulignant* que les actions et poursuites engagées devant les juridictions pénales internationales, les tribunaux spéciaux, les tribunaux mixtes et les chambres spécialisées des juridictions nationales sont venues renforcer la lutte contre l'impunité du génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et d'autres crimes odieux, et permettre d'en amener les auteurs à répondre de leurs actes ; prenant note à cet égard de la contribution apportée par la Cour pénale internationale, conformément au principe de complémentarité avec les juridictions pénales nationales, tel que consacré par le Statut de Rome de la Cour<sup>356</sup>, pour amener les responsables de ces crimes à en répondre, et redisant qu'il importe que les États coopèrent avec ces juridictions conformément aux obligations qu'ils ont souscrites en la matière,

*Prenant acte* de la contribution du Tribunal à la lutte contre l'impunité et à l'évolution de la justice pénale internationale, s'agissant en particulier du crime de génocide,

*Constatant* que la poursuite des personnes responsables de génocide ou d'autres crimes internationaux graves devant les juridictions internes, y compris les tribunaux Gacaca du Rwanda, et le Tribunal, a contribué à l'entreprise de réconciliation nationale ainsi qu'au rétablissement et au maintien de la paix dans ce pays,

*Rappelant* que des dirigeants et des membres des Forces démocratiques de libération du Rwanda sont au nombre des auteurs du génocide perpétré en 1994 contre les Tutsis au Rwanda, au cours duquel des Hutus et d'autres personnes opposées au génocide ont également été tués, rappelant également que les Forces démocratiques de libération du Rwanda sont un groupe soumis à des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies, opérant en République démocratique du Congo, qui continuent de promouvoir et de commettre des tueries fondées sur des facteurs ethniques et d'autres massacres au Rwanda et en République démocratique du Congo, et soulignant combien il importe de neutraliser ce groupe, comme le prévoit la résolution 2098 (2013) du Conseil, en date du 28 mars 2013,

---

<sup>355</sup> S/1994/1405, annexe.

<sup>356</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2187, n° 38544.

*Rappelant également* que, le 23 décembre 2003, l'Assemblée générale a proclamé le 7 avril Journée internationale de réflexion sur le génocide de 1994 au Rwanda<sup>357</sup>,

*Soulignant* que toutes les formes d'éducation sont particulièrement importantes pour prévenir d'autres génocides à l'avenir,

1. *Demande* aux États de s'engager à nouveau à prévenir et à combattre le génocide et les autres crimes graves de droit international, réaffirme les paragraphes 138 et 139 du Document final du Sommet mondial de 2005<sup>358</sup> relatifs à la responsabilité de protéger les populations contre le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité, et souligne qu'il importe de tirer les leçons du génocide perpétré en 1994 contre les Tutsis au Rwanda, au cours duquel des Hutus et d'autres personnes opposées au génocide ont également été tués ;

2. *Condamne sans réserve* toute négation de ce génocide et prie instamment les États Membres d'élaborer des programmes éducatifs qui graveront dans l'esprit des générations futures les leçons du génocide, afin d'aider à empêcher que de tels actes se reproduisent ;

3. *Salue* les efforts déployés par les États Membres pour mener des enquêtes et poursuivre les personnes accusées de ce génocide, demande à tous les États de coopérer avec le Tribunal pénal international pour le Rwanda, le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux et le Gouvernement rwandais afin d'arrêter et de traduire en justice les neuf fugitifs restants mis en accusation par le Tribunal, et demande également aux États d'enquêter sur les faits, d'arrêter, de poursuivre ou d'extrader, conformément à leurs obligations internationales applicables, tous autres fugitifs accusés de génocide qui résident sur leur territoire, y compris les dirigeants des Forces démocratiques de libération du Rwanda ;

4. *Prie* le Secrétaire général d'assurer une meilleure coordination entre les mécanismes existants d'alerte rapide pour la prévention du génocide et d'autres crimes internationaux graves, afin d'aider à déceler les sources de tension et facteurs de risque, de les évaluer et d'agir en leur présence, ou d'identifier les populations vulnérables ;

5. *Demande* aux États qui ne l'ont pas encore fait d'envisager, à titre hautement prioritaire, de ratifier la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide<sup>359</sup> ou d'y adhérer et, au besoin, de promulguer une législation nationale afin de s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention.

*Adoptée à l'unanimité à la 7155<sup>e</sup> séance.*

---

## NON-PROLIFÉRATION<sup>359</sup>

### Décisions

À sa 7028<sup>e</sup> séance, le 5 septembre 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Non-prolifération

« Exposé du Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1737 (2006) ».

À sa 7082<sup>e</sup> séance, le 12 décembre 2013, le Conseil a examiné la question inscrite à l'ordre du jour de la 7028<sup>e</sup> séance.

À sa 7146<sup>e</sup> séance, le 20 mars 2014, le Conseil a également examiné la question inscrite à l'ordre du jour de la 7028<sup>e</sup> séance.

À sa 7193<sup>e</sup> séance, le 9 juin 2014, le Conseil a examiné la question intitulée « Non-prolifération ».

---

<sup>357</sup> Voir résolution de l'Assemblée générale 58/234.

<sup>358</sup> Résolution de l'Assemblée générale 60/1.

<sup>359</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2006 des résolutions et décisions sur cette question.

**Résolution 2159 (2014)  
du 9 juin 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures sur la question, dont les résolutions 1696 (2006) du 31 juillet 2006, 1737 (2006) du 23 décembre 2006, 1747 (2007) du 24 mars 2007, 1803 (2008) du 3 mars 2008, 1835 (2008) du 27 septembre 2008, 1887 (2009) du 24 septembre 2009, 1929 (2010) du 9 juin 2010, 1984 (2011) du 9 juin 2011, 2049 (2012) du 7 juin 2012 et 2105 (2013) du 5 juin 2013, ainsi que la déclaration de son Président en date du 29 mars 2006<sup>360</sup>, et en réaffirmant les dispositions,

*Rappelant également* la création, en application du paragraphe 29 de la résolution 1929 (2010), du Groupe d'experts sur la République islamique d'Iran, placé sous la supervision du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1737 (2006), chargé d'accomplir les tâches définies dans ledit paragraphe,

*Rappelant en outre* que le Groupe constitué par le Secrétaire général en application du paragraphe 29 de la résolution 1929 (2010) a publié son rapport de mi-mandat le 9 novembre 2013 et son rapport final le 5 juin 2014<sup>361</sup>,

*Rappelant* les normes méthodologiques applicables aux rapports des mécanismes de surveillance de l'application des sanctions, contenues dans le rapport du Groupe de travail officieux du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions<sup>362</sup>,

*Se félicitant* des efforts que fait le Secrétariat pour étoffer et améliorer le registre d'experts du Service du secrétariat des organes subsidiaires du Conseil de sécurité, compte tenu des indications données dans la note de son Président, en date du 22 décembre 2006<sup>362</sup>,

*Soulignant*, à cet égard, qu'il importe que le Groupe d'experts sur la République islamique d'Iran établisse en toute indépendance des évaluations, analyses et recommandations crédibles et étayées par des faits, conformément à son mandat, comme il est précisé au paragraphe 29 de la résolution 1929 (2010),

*Considérant* que la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs continue de menacer la paix et la sécurité internationales,

*Agissant* en vertu de l'Article 41 du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 9 juillet 2015 le mandat qu'il a confié au Groupe d'experts sur la République islamique d'Iran au paragraphe 29 de la résolution 1929 (2010), entend réexaminer le mandat du Groupe et faire le nécessaire concernant sa reconduction le 9 juin 2015 au plus tard, et prie le Secrétaire général de prendre les dispositions administratives voulues à cet effet;

2. *Demande* au Groupe de présenter au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1737 (2006), le 9 novembre 2014 au plus tard, un rapport de mi-mandat sur ses travaux et de lui présenter ce rapport, après en avoir discuté avec le Comité, le 9 décembre 2014 au plus tard, lui demande également de présenter au Comité, le 9 mai 2015 au plus tard, un rapport final contenant ses conclusions et recommandations, et lui demande en outre de lui présenter ce rapport, après en avoir discuté avec le Comité, le 9 juin 2015 au plus tard;

3. *Prie* le Groupe de soumettre un programme de travail au Comité 30 jours au plus tard après sa reconduction, invite le Comité à échanger régulièrement des vues au sujet de ce programme de travail et à entretenir des contacts réguliers avec le Groupe sur les travaux menés par celui-ci, et prie en outre le Groupe d'informer le Comité de toute mise à jour dudit programme;

4. *Entend* continuer à suivre les travaux du Groupe;

5. *Exhorte* tous les États, organismes des Nations Unies et autres intéressés à apporter leur entière coopération au Comité et au Groupe, en particulier à leur communiquer toutes informations dont ils disposeraient au sujet de l'application des mesures imposées par les résolutions 1737 (2006), 1747 (2007), 1803 (2008) et 1929 (2010);

6. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7193<sup>e</sup> séance.*

---

<sup>360</sup> S/PRST/2006/15.

<sup>361</sup> Voir S/2014/394, annexe.

<sup>362</sup> Voir S/2006/997.

### Décision

À sa 7211<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Non-prolifération

« Exposé du Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1737 (2006) ».

---

## CONSOLIDATION DE LA PAIX EN AFRIQUE DE L'OUEST<sup>363</sup>

### Décisions

À sa 7016<sup>e</sup> séance, le 14 août 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, la Présidente a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>364</sup>:

Le Conseil de sécurité réaffirme qu'il tient de la Charte des Nations Unies la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, sachant que l'élimination de la piraterie et des vols à main armée en mer incombe aux États au premier chef.

Le Conseil redit que c'est aux États de la région qu'il incombe au premier chef de lutter contre la menace de la piraterie et des vols à main armée dans le golfe de Guinée et de s'attaquer à leurs causes sous-jacentes, en étroite coopération avec les organisations de la région, ainsi que leurs partenaires.

Le Conseil réaffirme son attachement à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique des États concernés.

Le Conseil demeure vivement préoccupé par la menace que les actes de piraterie et les vols à main armée commis dans le golfe de Guinée font peser sur la navigation internationale, la sécurité et le développement économique des États de la région, la sécurité et le bien-être des gens de mer et d'autres personnes, ainsi que la sécurité des routes maritimes commerciales.

Le Conseil se déclare profondément préoccupé par le nombre et la violence des actes de piraterie et des vols à main armée qui auraient été commis dans le golfe de Guinée pendant le premier semestre de 2013.

Le Conseil rappelle que le droit international, tel que consacré dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982<sup>365</sup>, définit le cadre juridique des activités maritimes, y compris la lutte contre la piraterie et les vols à main armée en mer.

Le Conseil souligne qu'il est indispensable de coordonner les efforts au niveau régional pour définir une stratégie globale de lutte contre la menace que représentent les actes de piraterie et les vols à main armée en mer, en vue de prévenir et de déjouer ces activités criminelles, et note également qu'une assistance internationale s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie globale s'impose pour appuyer les efforts déployés aux niveaux national et régional et aider les États Membres à prendre les dispositions nécessaires face aux actes de piraterie et aux vols à main armée en mer, ainsi qu'aux activités illicites connexes.

Le Conseil souligne qu'il importe d'adopter, sous la conduite des pays de la région, une approche globale pour lutter contre la menace que représentent les actes de piraterie et les vols à main armée dans le

---

<sup>363</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2006 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>364</sup> S/PRST/2013/13.

<sup>365</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1834, n° 31363.

golfe de Guinée, ainsi que les activités criminelles connexes, et pour s'attaquer à leurs causes sous-jacentes. Il mesure les efforts que déploient les pays de la région en vue d'adopter, dans le respect du droit international, des mesures appropriées pour lutter contre la piraterie et les vols à main armée en mer et la criminalité transnationale organisée, notamment le trafic de stupéfiants, ainsi que d'autres mesures propres à améliorer la sûreté et la sécurité maritimes.

Le Conseil se félicite des initiatives déjà prises, en coopération avec l'Union africaine, par les États de la région et les organisations régionales, à savoir la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Commission du golfe de Guinée et l'Organisation maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, pour renforcer la sûreté et la sécurité dans le golfe de Guinée.

Le Conseil se félicite de la tenue du Sommet des chefs d'État et de gouvernement sur la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée, à Yaoundé les 24 et 25 juin 2013.

Le Conseil se félicite de l'adoption à cette occasion du Code de conduite relatif à la prévention et à la répression des actes de piraterie, des vols à main armée à l'encontre des navires et des activités maritimes illicites en Afrique de l'Ouest et du Centre, qui définit la stratégie régionale en matière de sécurité maritime et annonce la conclusion d'un instrument juridiquement contraignant. Il encourage à cet égard tous les États de la région à signer et à mettre en œuvre le Code de conduite aussitôt que possible et leur demande de prendre, au niveau national, de nouvelles mesures pour lutter efficacement contre la piraterie et les vols à main armée dans le golfe de Guinée.

Le Conseil se félicite également de l'adoption, par les chefs d'État et de gouvernement des pays du golfe de Guinée, d'une déclaration politique sur la sûreté et la sécurité maritimes et de l'adoption, par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la Commission du golfe de Guinée, d'un mémorandum d'accord sur la sûreté et la sécurité maritimes en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Le Conseil souligne la nécessité de coordonner les efforts aux niveaux national et régional en vue de mettre en œuvre la stratégie régionale de sûreté et de sécurité maritimes.

Le Conseil se félicite en outre de la décision de créer au Cameroun un centre de coordination inter-régional chargé de coordonner la mise en œuvre de la stratégie régionale de sûreté et de sécurité maritimes, qui devrait contribuer à la mise en place de mécanismes multinationaux et transrégionaux embrassant l'ensemble de la région du golfe de Guinée. À cet égard, le Conseil note avec satisfaction le concours prêté par l'Organisation maritime internationale aux États de la région et engage cette Organisation à continuer d'aider les États du golfe de Guinée.

Le Conseil renouvelle son appel aux États de la région pour qu'ils répriment la piraterie et le vol à main armée en mer dans leur droit pénal interne et poursuivent, dans le respect du droit international applicable, notamment du droit international des droits de l'homme, les auteurs d'actes de piraterie ou de vols à main armée en mer. Le Conseil réaffirme en outre qu'il faut diligenter sans tarder des enquêtes et des poursuites, conformément au droit international applicable, y compris le droit international des droits de l'homme, non seulement contre les suspects capturés en mer mais aussi contre quiconque incite à commettre de tels crimes ou les facilite intentionnellement, y compris les cerveaux des réseaux criminels de piraterie qui planifient, organisent, facilitent ou financent illégalement les attaques et en tirent un profit illicite.

Le Conseil exhorte les États et les organisations internationales, ainsi que le secteur privé, à mettre en commun, selon qu'il conviendra, tous éléments de preuve, informations et renseignements dont ils disposent aux fins de la répression des actes de piraterie et des vols à main armée en mer, et notamment de l'exercice de poursuites efficaces contre quiconque est soupçonné de ces actes ou de les avoir facilités, ceux qui sont condamnés de ce chef devant être incarcérés, et encourage les initiatives existantes ou nouvelles en la matière.

Le Conseil se félicite du concours que les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les organisations internationales apportent aux efforts déployés aux niveaux national et régional pour sécuriser les zones côtières du golfe de Guinée et pourvoir à la sûreté et la sécurité maritimes. Il engage les partenaires bilatéraux et internationaux à aider, sur demande, les États et les organisations régionales, compte tenu des

textes issus du Sommet de Yaoundé, de leur application et des mesures de suivi y relatives, à se donner les moyens de combattre la piraterie et les vols à main armée en mer dans la région, notamment d'effectuer des patrouilles en mer et de mener des opérations régionales dans le respect du droit international.

Le Conseil remercie le Secrétaire général du concours non négligeable qu'il a prêté, par l'intermédiaire du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, à l'organisation du Sommet de Yaoundé et de la réunion ministérielle préparatoire tenue au Bénin le 19 mars 2013. Le Conseil engage le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest à continuer d'aider les États et les organisations sous-régionales à mettre en œuvre les textes issus du Sommet, conformément à leurs mandats respectifs.

Le Conseil prie le Secrétaire général d'aider à mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre des textes issus du Sommet de Yaoundé, ainsi qu'au renforcement des capacités nationales et régionales, en étroite consultation avec les États du golfe de Guinée, ainsi qu'avec les organisations régionales et les autres entités des Nations Unies compétentes.

Le Conseil prie en outre le Secrétaire général de le tenir régulièrement informé, par l'intermédiaire du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, de la situation concernant la piraterie et les vols à main armée dans le golfe de Guinée, y compris des progrès réalisés dans la mise en œuvre des textes issus du Sommet de Yaoundé.

À sa 7087<sup>e</sup> séance, le 17 décembre 2013, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest

« Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (S/2013/732) ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Said Djinnit, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest.

Le 23 décembre 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>366</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 19 décembre 2013, concernant le mandat et les fonctions prévus pour le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest<sup>367</sup>, a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

Les membres du Conseil approuvent, comme vous l'avez recommandé dans votre douzième rapport sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest<sup>368</sup>, la prorogation du mandat de ce dernier pour une période supplémentaire de trois ans, allant du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2016. Ils vous prient de bien vouloir leur rendre compte, tous les six mois, de l'exécution de son mandat par le Bureau.

À sa 7213<sup>e</sup> séance, le 8 juillet 2014, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest

« Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (S/2014/442) ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Said Djinnit, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest.

---

<sup>366</sup> S/2013/759.

<sup>367</sup> S/2013/753.

<sup>368</sup> S/2013/732.

**NON-PROLIFÉRATION : RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE<sup>369</sup>**

**Décision**

À sa 7126<sup>e</sup> séance, le 5 mars 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée ».

**Résolution 2141 (2014)  
du 5 mars 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions sur la question, dont les résolutions 825 (1993) du 11 mai 1993, 1540 (2004) du 28 avril 2004, 1695 (2006) du 15 juillet 2006, 1718 (2006) du 14 octobre 2006, 1874 (2009) du 12 juin 2009, 1887 (2009) du 24 septembre 2009, 1928 (2010) du 7 juin 2010, 1985 (2011) du 10 juin 2011, 2050 (2012) du 12 juin 2012, 2087 (2013) du 22 janvier 2013, 2094 (2013) du 7 mars 2013, ainsi que les déclarations de son Président en date des 6 octobre 2006<sup>370</sup>, 13 avril 2009<sup>371</sup> et 16 avril 2012<sup>372</sup>,

*Rappelant également* la création, en application du paragraphe 26 de sa résolution 1874 (2009), du Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée, chargé d'exécuter, sous la direction du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), les tâches qui lui sont assignées audit paragraphe,

*Rappelant en outre* le rapport intérimaire établi par le Groupe d'experts nommé par le Secrétaire général en application du paragraphe 26 de la résolution 1874 (2009) et le rapport final du Groupe, en date du 3 mars 2014<sup>373</sup>,

*Rappelant* les normes méthodologiques applicables aux rapports des mécanismes de surveillance de l'application des sanctions, contenues dans le rapport du Groupe de travail officieux du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions<sup>374</sup>,

*Se félicitant* des efforts que fait le Secrétariat pour étoffer et améliorer le registre d'experts du Service du secrétariat des organes subsidiaires du Conseil de sécurité, compte tenu des indications données par le Président du Conseil dans la note du 22 décembre 2006<sup>374</sup>,

*Soulignant*, à cet égard, qu'il importe que le Groupe d'experts établisse en toute indépendance des évaluations, analyses et recommandations crédibles et étayées par des faits, conformément à son mandat, comme il est précisé au paragraphe 26 de la résolution 1874 (2009),

*Considérant* que la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques et de leurs vecteurs continue de menacer la paix et la sécurité internationales,

*Agissant* en vertu de l'Article 41 du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* de proroger jusqu'au 5 avril 2015 le mandat du Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée, tel que défini au paragraphe 26 de la résolution 1874 (2009) et modifié au paragraphe 29 de la résolution 2094 (2013), exprime son intention de revoir ce mandat et d'adopter des dispositions appropriées concernant une nouvelle prorogation au plus tard le 5 mars 2015, et prie le Secrétaire général de prendre les dispositions administratives requises à cette fin ;

2. *Demande* au Groupe d'experts de présenter au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), le 5 août 2014 au plus tard, un rapport de mi-mandat sur ses travaux, demande également au Groupe d'experts de lui présenter ce rapport, après en avoir débattu avec le Comité, le 5 septembre 2014 au plus tard, demande en outre au Groupe d'experts de présenter au Comité, le 5 février 2015 au plus tard, un rapport final comportant ses conclusions et recommandations, et demande enfin au Groupe d'experts de lui présenter ce rapport, après en avoir débattu avec le Comité, le 5 mars 2015 au plus tard ;

---

<sup>369</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2006 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>370</sup> S/PRST/2006/41.

<sup>371</sup> S/PRST/2009/7.

<sup>372</sup> S/PRST/2012/13.

<sup>373</sup> S/2014/147.

<sup>374</sup> Voir S/2006/997.



3. *Prie* le Groupe d'experts de soumettre un programme de travail au Comité 30 jours au plus tard après sa reconduction, invite le Comité à échanger régulièrement des vues concernant ce programme de travail et à entretenir des contacts réguliers avec le Groupe d'experts sur ses travaux, et prie également le Groupe d'experts d'informer le Comité de toute mise à jour dudit programme ;

4. *Exprime son intention* de continuer à suivre les travaux du Groupe d'experts ;

5. *Exhorte* tous les États, les organes des Nations Unies compétents et les autres parties intéressées à coopérer pleinement avec le Comité et le Groupe d'experts, en particulier en leur communiquant toutes informations dont ils pourraient disposer concernant la mise en œuvre des mesures imposées par les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013) et 2094 (2013) ;

6. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7126<sup>e</sup> séance.*

---

## MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES<sup>375</sup>

### A. La guerre, ses enseignements et la quête de la paix permanente

#### Décisions

À sa 7105<sup>e</sup> séance, le 29 janvier 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, du Bangladesh, de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, du Canada, de Cuba, de l'Espagne, de la Géorgie, du Guatemala, de l'Inde, de l'Irlande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Kenya, du Liechtenstein, de la Malaisie, du Monténégro, de la Namibie, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, des Pays-Bas, de la Pologne, de la République bolivarienne du Venezuela, de la République démocratique du Congo, de la République islamique d'Iran, de la République populaire démocratique de Corée, de la Roumanie, de Sao Tomé-et-Principe, de la Serbie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suisse, de la Turquie et du Viet Nam à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Maintien de la paix et de la sécurité internationales

« La guerre, ses enseignements et la quête de la paix permanente

« Lettre, en date du 14 janvier 2014, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/30) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

### B. Réforme du secteur de la sécurité : obstacles et possibilités

#### Décisions

À sa 7161<sup>e</sup> séance, le 28 avril 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afrique du Sud (Directrice générale adjointe du Ministère des relations internationales et de la coopération), de l'Algérie, de l'Autriche, de la Belgique, du Brésil, de Chypre, de la Croatie, du Danemark, de l'Égypte, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la Géorgie, de la Grèce, du Guatemala, de la Hongrie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irlande, de l'Italie, de l'Islande, du Japon, du Kazakhstan, de la Malaisie, de Malte, du Monténégro (Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et de

---

<sup>375</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2007 des résolutions et décisions sur cette question.

l'intégration européenne), de la Norvège (Vice-Ministre des affaires étrangères), de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République islamique d'Iran, de la République tchèque, de la République-Unie de Tanzanie, de la Roumanie, du Sénégal, de la Slovaquie (Secrétaire d'État du Ministère des affaires étrangères et européennes), de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse et de la Turquie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Maintien de la paix et de la sécurité internationales

« Réforme du secteur de la sécurité : obstacles et possibilités

« Rapport du Secrétaire général intitulé "Sécurité des États et des sociétés : renforcer l'appui global apporté par l'Organisation des Nations Unies à la réforme du secteur de la sécurité" (S/2013/480)

« Lettre, en date du 1<sup>er</sup> avril 2014, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente du Nigéria auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/238) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

### **Résolution 2151 (2014) du 28 avril 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Réaffirmant* que la Charte des Nations Unies lui assigne la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

*Soulignant* que la réforme du secteur de la sécurité au lendemain des conflits est cruciale du point de vue de la consolidation de la paix et de la stabilité, de la réduction de la pauvreté, de la promotion de l'état de droit et de la bonne gouvernance, de l'extension de l'autorité légitime de l'État et de la prévention de la reprise des conflits et soulignant également à cet égard que des institutions de sécurité qui soient professionnelles, efficaces et responsables et des institutions chargées de faire respecter la loi et de rendre la justice qui soient accessibles et impartiales sont tout aussi nécessaires pour jeter les bases de la paix et du développement durable,

*Rappelant* que le pays concerné a le droit souverain et la responsabilité première d'arrêter les modalités et les priorités nationales de la réforme du secteur de la sécurité, ledit pays devant s'approprier cette entreprise, qui doit répondre à ses besoins et à sa situation particulière, et préconisant le développement des compétences des pays en matière de réforme du secteur de la sécurité,

*Considérant* que la direction et la volonté politiques des autorités nationales sont critiques pour le progrès de la réforme de la sécurité et réaffirmant que les autorités nationales doivent jouer un rôle moteur dans l'élaboration d'un projet national inclusif de réforme du secteur de la sécurité et dans la coordination de l'exécution de ce projet et pour ce qui est de dégager des ressources nationales pour les institutions de sécurité nationales et de suivre les retombées de la réforme du secteur de la sécurité,

*Rappelant* les déclarations de son Président en date des 20 février 2007<sup>376</sup>, 12 mai 2008<sup>377</sup> et 12 octobre 2011<sup>378</sup>, et prenant note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général du 13 août 2013, intitulé « Sécurité des États et des sociétés : renforcer l'appui global apporté par l'Organisation des Nations Unies à la réforme du secteur de la sécurité »<sup>379</sup>,

*Rappelant également* les rapports du Comité spécial des opérations de maintien de la paix créé par l'Assemblée générale, qui donne au Secrétariat des directives concernant la réforme du secteur de la sécurité et l'élaboration d'une politique de l'Organisation en la matière,

*Se déclarant préoccupé* par l'éventail de difficultés que posent des institutions de sécurité faibles et dysfonctionnelles, qui empêchent notamment l'État d'assurer la sécurité publique et d'asseoir l'état de droit sur tout

---

<sup>376</sup> S/PRST/2007/3.

<sup>377</sup> S/PRST/2008/14.

<sup>378</sup> S/PRST/2011/19.

<sup>379</sup> S/2013/480.

le territoire, notant qu'il est important d'assurer une gouvernance et une tutelle appropriées du secteur de la sécurité pour veiller à ce que les institutions chargées de la sécurité soient capables de protéger la population, notant également que s'il n'est pas remédié aux carences qui existent sur le plan opérationnel et sur le plan de la responsabilité, les résultats obtenus grâce aux activités de maintien de la paix peuvent être compromis et les missions de maintien de la paix et missions politiques spéciales risquent de devoir revenir dans leurs anciennes zones d'opérations, et considérant que dans des pays sortant de conflits, des réformes efficaces du secteur de la sécurité ont grandement contribué à la stabilisation et la reconstruction,

*Réaffirmant* qu'un secteur de la sécurité efficace, professionnel et responsable, fonctionnant sans discrimination et dans le plein respect des droits de l'homme et de l'état de droit, est la clef de voûte de la paix et du développement durable, et est important pour la prévention des conflits,

*Rappelant* que l'essentiel de l'aide apportée par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité en application de mandats du Conseil de sécurité est fournie et destinée à des pays d'Afrique et que certains pays d'Afrique deviennent d'importants fournisseurs d'assistance de ce type,

*Notant* l'appui fourni par des acteurs bilatéraux, ainsi que par des acteurs régionaux, dont l'Union européenne, aux efforts de réforme du secteur de la sécurité et d'autres initiatives menées dans ce domaine, en particulier en Afrique, soulignant qu'il importe que les différents acteurs qui appuient les réformes du secteur de la sécurité au moyen de contributions bilatérales se coordonnent selon qu'il convient et soulignant le rôle essentiel que peuvent jouer les opérations de maintien de la paix et les missions politiques spéciales des Nations Unies dans le renforcement de cette coordination,

*Considérant* la réforme du secteur de la sécurité comme primordiale, en tant qu'élément clef des mandats des missions de maintien de la paix et des missions politiques spéciales, notant l'augmentation du nombre et de la complexité des mandats relatifs à la réforme du secteur de la sécurité qui sont confiés aux missions, soulignant qu'il importe que l'Organisation des Nations Unies aide les gouvernements qui en font la demande, selon qu'il convient, y compris au moyen de ses opérations de maintien de la paix et missions politiques spéciales, à mettre en place des institutions de sécurité accessibles et capables de s'adapter aux besoins de la population, et soulignant également le rôle important qui revient à la Commission de consolidation de la paix et au Fonds pour la consolidation de la paix pour ce qui est d'appuyer la réforme du secteur de la sécurité,

*Rappelant* le rôle important qu'a joué l'Organisation des Nations Unies en soutenant les pays dans les efforts qu'ils déploient pour se doter d'institutions de sécurité durables, et saluant les efforts que déploie l'Organisation, en particulier le Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat, dont le Groupe de la réforme du secteur de la sécurité et l'Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité, en vue de se doter d'une politique globale encore plus robuste dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité, moyennant l'élaboration de directives et le développement des capacités civiles, la mise en place de mécanismes de coordination, et la collaboration avec des organisations régionales et sous-régionales, en particulier l'Union africaine,

*Soulignant* l'importance d'une coordination étroite des différentes activités relatives à la réforme du secteur de la sécurité menées par l'Organisation des Nations Unies, au Siège et sur le terrain, en particulier entre les missions établies par le Conseil de sécurité et les équipes de pays des Nations Unies, selon qu'il convient, et engageant les diverses entités des Nations Unies dont le mandat s'étend à la réforme du secteur de la sécurité à faire usage des mécanismes de coordination existants, lorsqu'il y a lieu,

*Jugeant nécessaire* que l'Organisation des Nations Unies équilibre les activités qu'elle mène pour appuyer la réforme de certaines composantes du secteur de la sécurité, parmi lesquelles peuvent figurer la défense, la police, le système pénitentiaire, et les services des frontières et de l'immigration, et d'autres initiatives concernant l'ensemble du secteur et portant sur la gouvernance stratégique, la gestion et la tutelle, le but étant de les inscrire dans la durée compte tenu de la situation et des besoins particuliers du pays considéré,

*Réaffirmant* l'importance de l'état de droit, élément clef de la prévention des conflits, du maintien de la paix, du règlement des conflits et de la consolidation de la paix, réaffirmant également la déclaration de sa Présidente en date du 21 février 2014<sup>380</sup>, rappelant que la réforme du secteur de la sécurité doit s'inscrire dans le cadre de l'état de droit, et notant à cet égard la contribution importante que des services de police efficaces, professionnels et

---

<sup>380</sup> S/PRST/2014/5.

responsables, qui assurent la sécurité de la population, peuvent apporter à l'instauration de la confiance entre les autorités publiques et les collectivités et dans le rétablissement de l'état de droit dans les pays sortant de conflits,

*Réaffirmant sa volonté* de remédier aux effets des conflits armés sur les femmes et les enfants et rappelant ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010, 2106 (2013) du 24 juin 2013 et 2122 (2013) du 18 octobre 2013 sur les femmes et la paix et la sécurité, ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en temps de conflit armé, et ses résolutions 1261 (1999) du 25 août 1999, 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011, 2068 (2012) du 19 septembre 2012 et 2143 (2014) du 7 mars 2014 sur le sort des enfants en temps de conflit armé,

*Considérant* que la réforme du secteur de la sécurité est un élément essentiel des processus politiques des États sortant de conflits et du renforcement des institutions chargées de faire respecter l'état de droit,

*Conscient* des liens qui existent entre la réforme du secteur de la sécurité et d'autres éléments importants pour la stabilisation et la reconstruction, entre autres la justice transitionnelle, le désarmement, la démobilisation, la réinsertion et la réadaptation à long terme des ex-combattants, en particulier des femmes et des enfants, la gestion nationale des armes légères et de petit calibre, l'application des embargos sur les armes, la réduction de la violence armée et de la criminalité organisée et les mesures de lutte contre la corruption, la protection des civils, en particulier des femmes et des enfants, ainsi que l'égalité des sexes et les questions relatives aux droits de l'homme,

1. *Réaffirme* l'importance de la réforme du secteur de la sécurité pour la stabilité et la reconstruction des États qui sortent d'un conflit et décide de continuer, selon qu'il conviendra, d'inscrire, dans les mandats des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales des Nations Unies, des éléments de réforme du secteur de la sécurité et d'accorder à ces éléments le degré de priorité voulu;

2. *Réaffirme* l'importance cardinale de l'appropriation nationale des mécanismes de réforme du secteur de la sécurité, réaffirme également qu'il appartient au pays concerné de déterminer, le cas échéant, l'assistance à la réforme du secteur de la sécurité dont il a besoin, et considère qu'il importe de tenir compte du point de vue des pays hôtes dans l'élaboration des mandats des opérations de maintien de la paix et missions politiques spéciales des Nations Unies dans ce domaine;

3. *Encourage* les États Membres qui entreprennent de réformer le secteur de la sécurité à prendre l'initiative de définir un projet national associant toutes les parties et prenant en compte les besoins et les aspirations de la population, et note le rôle important qui revient à l'Organisation des Nations Unies, notamment à la Commission de consolidation de la paix, aux États Membres et aux organisations régionales et sous-régionales pour ce qui est d'assister les États à cet égard;

4. *Estime* que la réforme du secteur de la sécurité doit être complémentaire et adossée à des processus politiques nationaux d'envergure ouverts à toutes les composantes de la société, y compris à la participation de la société civile, venant jeter les fondements de la stabilité et de la paix à la faveur du dialogue national et de la réconciliation, et décide de lier la réforme du secteur de la sécurité à ces entreprises;

5. *Souligne* que la réforme du secteur de la sécurité est essentielle pour lutter contre l'impunité des violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits et des violations du droit international humanitaire, le cas échéant, et concourt à l'état de droit;

6. *Engage* les États Membres qui entreprennent de réformer le secteur de la sécurité à institutionnaliser la protection de l'enfance, notamment en l'incluant dans l'instruction militaire et des consignes, ainsi que des directives militaires, si nécessaire, et en mettant en place des groupes de la protection de l'enfance au sein des forces nationales de sécurité, des mécanismes efficaces de détermination de l'âge permettant de prévenir tout recrutement de mineurs, des dispositifs de contrôle permettant d'exclure des rangs des forces nationales de sécurité quiconque a exercé des sévices sur la personne d'enfants, et des mesures destinées à protéger les écoles et les hôpitaux contre toute attaque et à empêcher que les écoles soient utilisées à des fins militaires en violation du droit international applicable;

7. *Souligne* qu'il importe que la réforme du secteur de la sécurité prenne davantage en compte, entre autres activités, celles de maintien de l'ordre, de défense, de gestion des frontières et de maintien de leur sécurité, de maintien de la sûreté maritime et de protection civile, notamment en mettant en place des forces de police professionnelles, accessibles et responsables qui contribuent à renforcer la capacité d'adaptation de la population, ainsi que

les institutions de tutelle et d'administration, et insiste pour que les activités d'appui menées par les Nations Unies sur le terrain et au Siège soient intégrées à l'échelle du secteur et au niveau des différentes composantes ;

8. *Souligne également* qu'il importe que les organes compétents des Nations Unies qui entreprennent de planifier les activités prescrites aux missions en ce qui concerne la réforme du secteur de la sécurité attachent toute l'importance voulue à l'appui aux mesures nationales de réforme du secteur de la sécurité, tiennent compte des besoins particuliers du pays hôte et collaborent avec les autres acteurs internationaux et régionaux compétents qui fournissent une assistance aux autorités nationales en la matière ;

9. *Insiste* qu'il importe de contribuer plus activement aux initiatives globales visant à améliorer la gouvernance et l'efficacité générale du secteur de la sécurité et à consolider les fondements des institutions chargées de la sécurité dans chaque composante, notamment en favorisant la concertation sur la sécurité nationale, l'examen régulier du secteur de la sécurité nationale et l'évaluation de ses besoins, l'adoption d'une politique et d'une stratégie de sécurité nationale, d'une législation sur la sécurité nationale et de plans relatifs au secteur de la sécurité nationale, le contrôle des dépenses publiques consacrées au secteur de la sécurité et le contrôle, la gestion et la coordination des activités relatives à la sécurité nationale ;

10. *Souligne* que, pour gérer la transition d'une mission de maintien de la paix ou mission politique spéciale en ce qui concerne les activités relatives à la réforme du secteur de la sécurité, il faut d'abord évaluer, en temps utile et en concertation avec le pays hôte, l'assistance dont celui-ci aura besoin après l'expiration du mandat de la mission, afin de permettre aux acteurs de la consolidation de la paix et du développement de procéder à la planification stratégique nécessaire et de lever des fonds en conséquence, dans le cadre d'un partenariat étroit avec les autorités nationales, et de transférer au plus vite des compétences techniques aux responsables et experts du pays hôte, de sorte à assurer le succès durable de la transition ;

11. *Note* que l'Organisation des Nations Unies est particulièrement bien placée pour faciliter et coordonner des réformes prenant en compte l'ensemble du secteur, comme l'exigent certaines situations, et qu'elle a une vaste expérience et des avantages comparatifs en la matière, puisqu'elle travaille en étroite collaboration avec les acteurs internationaux et régionaux compétents, et engage les États Membres à rester mobilisés et à faciliter les débats sur les moyens de renforcer la stratégie de l'Organisation dans ce domaine crucial, y compris par l'intermédiaire du Comité spécial des opérations de maintien de la paix de l'Assemblée générale et de la Commission de consolidation de la paix ;

12. *Note également* que la Police des Nations Unies peut contribuer grandement, y compris en coordonnant l'assistance internationale, à faciliter la réforme des institutions nationales de police et à renforcer leurs capacités dans tous les domaines, en insistant sur l'action de proximité et en mettant notamment en place de puissants mécanismes de gouvernance, de tutelle et de responsabilisation dans le cadre d'un système judiciaire et pénitentiaire qui fonctionne ;

13. *Est conscient* que les opérations de maintien de la paix et missions politiques spéciales des Nations Unies pour ce mandatées et l'Équipe spéciale interinstitutions pour la réforme du secteur de la sécurité doivent contrôler et évaluer encore plus activement les initiatives de l'Organisation des Nations Unies en matière de réforme du secteur de la sécurité afin d'assurer l'efficacité, la coordination et la cohérence de l'appui que l'Organisation apporte aux autorités nationales ;

14. *Encourage* les États Membres à apporter une contribution volontaire aux mesures de réforme du secteur de la sécurité, notamment celles qui portent sur l'ensemble du secteur, compte tenu des priorités fixées par les autorités nationales ;

15. *Décide* de continuer de renforcer le rôle du Secrétariat en matière de réforme du secteur de la sécurité et prie à cet égard le Secrétaire général d'envisager les mesures ci-après compte tenu des mandats propres à chaque pays :

a) Consolider l'approche globale de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la réforme du secteur de la sécurité ;

b) Élaborer des directives supplémentaires à l'intention de certains fonctionnaires des Nations Unies, notamment les représentants et envoyés spéciaux du Secrétaire général, et aider les hauts responsables de l'Organisation concernés à comprendre comment mener à bien les activités prescrites en matière de réforme du secteur de la sécurité ;

c) Inciter les représentants et envoyés spéciaux du Secrétaire général à prendre en compte pleinement la portée stratégique de la réforme du secteur de la sécurité, notamment à l'occasion des missions de bons offices, s'il y a lieu ;

d) Inclure, dans les rapports qu'il lui fait périodiquement au sujet de telle ou telle opération établie par le Conseil, un point de l'état d'avancement de la réforme du secteur de la sécurité, selon qu'il convient, afin de lui permettre de mieux contrôler les activités relatives à la réforme du secteur de la sécurité ;

e) Continuer à élaborer des notes d'orientation techniques intégrées et les modules de formation correspondants, ainsi que d'autres outils, si nécessaire, afin de permettre aux organismes des Nations Unies de contribuer de manière cohérente et coordonnée à la réforme du secteur de la sécurité, et définir les modalités de l'assistance apportée collectivement aux autorités nationales aux fins de la mise en œuvre de la réforme ;

f) Veiller à ce que l'assistance liée à la réforme du secteur de la sécurité soit fournie compte tenu, le cas échéant, des embargos sur les armes décidés par le Conseil, y compris des dérogations qui pourraient avoir été accordées expressément pour soutenir la réforme du secteur de la sécurité ;

16. *Souligne* qu'il importe de nouer des partenariats et de coopérer avec les organisations et les accords régionaux et sous-régionaux visés au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies pour contribuer à la réforme du secteur de la sécurité et inciter les régions à s'investir davantage dans cette entreprise ;

17. *Engage* le Secrétaire général à continuer de promouvoir la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine conformément à l'accord-cadre relatif au programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine, qui vise à aider celle-ci à renforcer sur l'ensemble du continent des orientations en matière de réforme du secteur de la sécurité qui soient adossées à l'Architecture africaine de paix et de sécurité et viennent l'étayer, et encourage tous les partenaires à continuer d'aider l'Union africaine à se doter de moyens accrus à cette fin ;

18. *Rappelle* qu'il importe que les États Membres et les organisations régionales et sous-régionales partagent leurs expériences et leurs compétences en matière de réforme du secteur de la sécurité et, à cet égard, les encourage à approfondir les échanges et la coopération Sud-Sud ;

19. *Souligne* qu'il importe que les femmes soient pleinement mobilisées et participent à part entière, sur un pied d'égalité avec les hommes, à toutes les étapes de la réforme du secteur de la sécurité, compte tenu du rôle essentiel qu'elles jouent dans la prévention et le règlement des conflits et dans la consolidation de la paix, et qu'il importe de renforcer les mesures de protection des civils, notamment en formant le personnel de sécurité comme il se doit, en recrutant plus de femmes dans le secteur de la sécurité et en mettant en place des procédures de contrôle efficaces permettant d'exclure les auteurs de violences sexuelles du secteur de la sécurité ;

20. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7161<sup>e</sup> séance.*

## C. Questions d'ordre général

### Décision

À sa 7170<sup>e</sup> séance, le 8 mai 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Sénégal à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Maintien de la paix et de la sécurité internationales ».

### Résolution 2154 (2014) du 8 mai 2014

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* l'Article 24 de la Charte des Nations Unies, qui confie au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

*Considérant* que l'Organisation des Nations Unies a décerné des médailles à des hommes et à des femmes en tenue qui ont servi dans des opérations de l'Organisation sur le terrain, et rappelant sa résolution 1121 (1997) du

22 juillet 1997 instituant la médaille Dag Hammarskjöld afin d'honorer les personnes qui ont fait le sacrifice de leur vie dans des opérations de maintien de la paix sous le contrôle opérationnel et l'autorité de l'Organisation,

*Rappelant* les principes fondamentaux gouvernant les missions de maintien de la paix des Nations Unies ainsi que les autres principes applicables qui régissent les activités de l'Organisation des Nations Unies sur le terrain,

*Notant avec une profonde reconnaissance* l'action du capitaine Mbaye Diagne (Sénégal) de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda, qui a sauvé, sans arme et face à un danger extrême, la vie de centaines, voire d'un millier, de Rwandais lors du génocide de 1994 perpétré contre les Tutsis au Rwanda et au cours duquel des Hutus et d'autres personnes opposées au génocide ont également été tués,

*Constatant avec le plus profond regret* qu'après le décès du capitaine Diagne, la famille de celui-ci n'a jamais reçu de remerciements de la part du Siège de l'Organisation des Nations Unies pour les sacrifices que leur valeureux parent avait consentis,

*Rappelant* les nombreux actes de bravoure dont ont fait montre les militaires, les membres de la Police et du personnel civil des Nations Unies et du personnel associé en s'acquittant de leur mission ou de leurs fonctions, au péril de leur vie,

1. *Décide* d'instituer la « médaille capitaine Mbaye Diagne pour acte de courage exceptionnel » afin d'honorer les militaires, les membres de la Police et du personnel civil des Nations Unies et du personnel associé qui ont fait montre d'un courage exceptionnel et ont bravé des dangers extrêmes en s'acquittant de leur mission ou de leurs fonctions, au service de l'humanité et de l'Organisation des Nations Unies ;

2. *Prie* le Secrétaire général de faire établir, dans les six mois suivant l'adoption de la présente résolution, le dessin de la médaille, et de soumettre en temps voulu au Conseil de sécurité, les modalités de nomination et de sélection des récipiendaires, selon les critères énoncés au paragraphe précédent ;

3. *Demande* que la médaille soit présentée par le Secrétaire général au récipiendaire, ou à son parent le plus proche, à l'occasion d'une cérémonie à laquelle tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies seront invités ;

4. *Décide* que la première médaille pourra être décernée six mois après que les modalités de son attribution auront été arrêtées et que le Secrétariat sera chargé de la gestion administrative de la distinction.

*Adoptée à l'unanimité à la 7170<sup>e</sup> séance.*

---

## PAIX ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE<sup>381</sup>

### Décisions

À sa 7060<sup>e</sup> séance, le 15 novembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants du Burundi, de l'Éthiopie, du Gabon, du Ghana, du Kenya, de la Mauritanie, de Maurice, de la Namibie, de l'Ouganda et du Sénégal à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Paix et sécurité en Afrique

« Lettres identiques en date du 21 octobre 2013, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2013/624) ».

À la même séance, le Conseil a procédé à un vote sur le projet de résolution figurant dans le document S/2013/660. Les voix se sont réparties comme suit : 7 voix pour (Azerbaïdjan, Chine, Fédération de Russie, Maroc, Pakistan, Rwanda et Togo), zéro contre et 8 abstentions (Argentine, Australie, États-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Luxembourg, République de Corée et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). Le projet de résolution n'a pas été adopté faute d'avoir obtenu les neuf voix requises.

---

<sup>381</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2007 des résolutions et décisions sur cette question.

Le 26 novembre 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>382</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 19 novembre 2013<sup>383</sup> concernant la parution du rapport demandé dans la déclaration du Président du Conseil de sécurité en date du 13 mai 2013<sup>384</sup>, qui doit contenir une étude et une évaluation complètes du travail accompli par le système des Nations Unies pour aider les États et les entités régionales et sous-régionales en Afrique à combattre le terrorisme, a été portée à l'attention des membres du Conseil.

Les membres du Conseil ont noté que le rapport susmentionné paraîtrait avec un certain retard et attendent avec intérêt de le recevoir dans un délai aussi proche que possible de la date prévue.

À sa 7081<sup>e</sup> séance, le 12 décembre 2013, le Conseil a examiné la question intitulée « Paix et sécurité en Afrique ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jim Yong Kim, Président du Groupe de la Banque mondiale, à participer à la séance par visioconférence, à M. Romano Prodi, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel.

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation, à M. Tête António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, et à M. Michel Reveyrand-de Menthon, Représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>385</sup> :

Le Conseil de sécurité déclare de nouveau qu'il reste préoccupé par la situation alarmante qui règne dans la région du Sahel et réaffirme sa volonté de trouver une solution aux problèmes complexes d'ordre sécuritaire et politique de la région, lesquels sont étroitement liés aux questions humanitaires et de développement, ainsi qu'aux effets néfastes des changements climatique et écologique. Il condamne de nouveau fermement les attentats terroristes qui y ont été récemment perpétrés. Il condamne également fermement les atteintes aux droits de l'homme et les violences sur la personne de civils, notamment de femmes et d'enfants, qui sont commises dans la région par des groupes terroristes ou d'autres groupes extrémistes.

Le Conseil réaffirme son ferme attachement à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance politique et à l'unité des pays de la région du Sahel.

Le Conseil souligne qu'il importe de mener une action cohérente, globale et coordonnée embrassant les questions de gouvernance, de sécurité, de développement et de droits de l'homme, ainsi que les questions humanitaires, en vue de combattre les menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité dans la région du Sahel et de s'attaquer à leurs causes profondes, et prie de nouveau le Secrétaire général d'œuvrer rapidement à la mise en œuvre effective de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel<sup>386</sup>. Le Conseil insiste sur l'importance de la coordination de toutes les actions d'ordre politique et humanitaire ou en matière de sécurité et de développement menées dans l'ensemble de la région du Sahel.

Le Conseil se félicite de la convocation, par le Secrétaire général, d'une réunion de haut niveau sur la situation au Sahel, qui s'est tenue le 26 septembre 2013 en marge de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale. Il est reconnaissant au Secrétaire général et à son Envoyé spécial pour le Sahel de leur action et de ce qu'ils font à titre personnel pour mieux faire connaître les difficultés que connaît la région et mobiliser le soutien de la communauté internationale en sa faveur.

Le Conseil salue à cet égard la visite que le Secrétaire général et le Président du Groupe de la Banque mondiale ont effectuée ensemble dans le Sahel du 4 au 7 novembre 2013, avec la participation de l'Union

---

<sup>382</sup> S/2013/695.

<sup>383</sup> S/2013/694.

<sup>384</sup> S/PRST/2013/5.

<sup>385</sup> S/PRST/2013/20.

<sup>386</sup> S/2013/354, annexe.



africaine, de l'Union européenne et de la Banque africaine de développement, pour soutenir les pays de la région et la mise en œuvre de la Stratégie. Le Conseil se réjouit des annonces de concours financiers, qui viendraient soutenir les grandes priorités nationales et régionales de développement et permettre de s'attaquer aux problèmes complexes de sécurité, de stabilité et de résilience, propres à la région et demande aux partenaires régionaux, multilatéraux et bilatéraux de renforcer leur solidarité constante avec la région du Sahel et d'éviter les doubles emplois, en coordonnant efficacement leurs actions.

Le Conseil considère important de susciter l'appropriation nationale et régionale de la Stratégie et d'en assurer la mise en œuvre en étroite consultation avec les États Membres du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb, et avec les donateurs et partenaires régionaux et multilatéraux, notamment. Le Conseil se félicite à ce propos de la tenue à Bamako le 5 novembre 2013 de la réunion ministérielle sur la Stratégie, qui constitue une étape importante en la matière, et de l'appui sans réserve que les États Membres de la région apportent à la Stratégie.

Le Conseil prend note des conclusions issues de la réunion ministérielle, y compris la décision de créer une plateforme de coordination qui se réunirait deux fois par an sous la présidence du Mali au cours des deux prochaines années, ainsi que de la création annoncée d'un secrétariat technique souple pour appuyer les efforts de coordination de la région, coprésidé par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et la Commission de l'Union africaine, et qui comprendrait l'Union du Maghreb arabe, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Communauté des États sahélo-sahariens, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque islamique de développement, l'Union européenne et l'Organisation de la coopération islamique. Le Conseil engage tous les acteurs concernés, y compris les principaux donateurs bilatéraux, à rendre pleinement opérationnelle cette plateforme de coordination.

Le Conseil demande de nouveau aux États du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb d'intensifier la coopération et la coordination interrégionales dans l'optique de mettre au point des stratégies non exclusives et efficaces pour mener une lutte globale et intégrée contre les activités des groupes terroristes, prévenir la prolifération de toutes les armes et lutter contre la criminalité transnationale organisée dans la région du Sahel, y compris les activités illicites comme le trafic de drogues, et les liens de plus en plus étroits qu'elle a parfois avec le terrorisme. Le Conseil salue à cet égard la tenue à Rabat les 13 et 14 novembre 2013 de la deuxième Conférence ministérielle régionale sur la sécurité des frontières entre les États du Sahel et du Maghreb, et prend note des conclusions qui en sont issues<sup>387</sup>.

Le Conseil salue l'action que les États du Sahel et les organisations régionales compétentes continuent de mener pour faire face aux problèmes humanitaires de la région et renforcer la résilience. Il salue également l'appui fourni par certains pays de la région et d'autres donateurs et leur demande de continuer à aider les États du Sahel. Il se félicite des efforts que le Coordonnateur régional des secours humanitaires pour le Sahel déploie, avec le concours du Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat et d'autres acteurs et organismes humanitaires, pour continuer à appeler l'attention sur l'ampleur des difficultés auxquelles la région du Sahel doit faire face, fournir une aide humanitaire aux populations touchées et renforcer la résilience à l'échelle locale, nationale et régionale en vue d'atténuer les effets des catastrophes.

Le Conseil salue l'action menée en faveur des États de la région par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel, les Représentants spéciaux du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale ainsi que le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest, le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et d'autres organismes des Nations Unies qui œuvrent sur le terrain.

Le Conseil réaffirme qu'il importe que toutes les entités des Nations Unies qui concourent à la mise en œuvre de la Stratégie coordonnent leurs actions de manière à optimiser les synergies. Il se félicite à cet égard des travaux menés par le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest, en coordination avec le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel et les entités des Nations Unies compétentes qui œuvrent dans la région, pour créer un mécanisme de coordination efficace et détaillé qui permette aux organismes des Nations Unies mettant en œuvre la Stratégie de hiérarchiser leurs activités et de se coordonner.

---

<sup>387</sup> S/2013/707, annexe.

Le Conseil considère les sanctions comme un outil important de la lutte antiterroriste et insiste sur l'importance de la mise en œuvre rapide et effective des résolutions pertinentes, en particulier ses résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011), qui sont des instruments clés de la lutte contre le terrorisme. Il salue à ce propos l'initiative prise par le Comité des sanctions contre Al-Qaïda et son Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions de prendre contact avec les États du Sahel, du Maghreb et des régions voisines afin de réfléchir aux moyens qui permettraient de mettre le régime des sanctions au service des États touchés et de renforcer la contribution de ceux-ci, afin d'intégrer ces mesures aux dispositions prises aux niveaux national et régional pour lutter contre la menace d'Al-Qaïda dans la région.

Le Conseil salue l'action menée par le Comité contre le terrorisme et sa Direction exécutive pour ce qui est de veiller à l'application intégrale de ses résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005) et de faciliter la prestation d'une assistance technique aux États Membres, notamment ceux de la région, et salue également l'initiative qui a été prise d'organiser une séance extraordinaire avec les États Membres et les organisations sous-régionales, régionales et internationales sur l'amélioration de la coopération avec les États de la région du Sahel et de l'assistance technique qui leur est fournie afin de renforcer leurs capacités en matière de lutte mondiale contre le terrorisme, réunion qui s'est tenue au Siège de l'Organisation le 20 septembre 2013.

Le Conseil attend avec intérêt le rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la Stratégie, que le Secrétaire général devra lui présenter le 30 juin 2014 au plus tard.

À sa 7090<sup>e</sup> séance, le 18 décembre 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Côte d'Ivoire à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Paix et sécurité en Afrique

« La lutte contre le trafic de drogue au Sahel et en Afrique de l'Ouest

« Lettre, en date du 5 décembre 2013, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2013/728) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Yury Fedotov, Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et à M. Said Djinnit, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tété António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>388</sup> :

Le Conseil de sécurité réaffirme qu'il tient de la Charte des Nations Unies la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Conseil se déclare de plus en plus préoccupé par les graves menaces que font peser le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée sur la paix et la stabilité internationales en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel comme indiqué par la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel<sup>386</sup>. Il souligne que le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée, en particulier dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, viennent remettre en cause l'autorité des États, leur sécurité et leur stabilité, la bonne gouvernance, le développement social et économique ainsi que l'État de droit.

Le Conseil se déclare également très inquiet de la proximité de plus en plus étroite, dans certains cas, entre le trafic de drogue et d'autres formes de criminalité transnationale organisée dans la région, notamment le trafic d'armes et d'êtres humains, et le terrorisme, ainsi que de la violence croissante résultant des activités

---

<sup>388</sup> S/PRST/2013/22.

des organisations criminelles qui s'y livrent au trafic de drogue. Le Conseil souligne qu'il importe de renforcer la coopération et la coordination interrégionales afin de mettre au point des stratégies non sélectives et efficaces pour combattre de manière globale et intégrée la criminalité transnationale organisée, y compris le trafic d'armes et de drogue, et les activités des groupes terroristes.

Le Conseil prend note avec satisfaction du rapport établi par le Secrétaire général<sup>389</sup>, accueille favorablement les recommandations qui y sont formulées en application de la déclaration de son Président en date du 21 février 2012<sup>390</sup> en vue de combattre la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogue en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel et constate avec préoccupation que le trafic de cocaïne, de cannabis et d'héroïne continue de sévir dans la région, que la consommation locale de stupéfiants est en augmentation et que la production de drogues de synthèse commence à s'y développer.

Le Conseil réaffirme son ferme attachement à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à l'indépendance politique et à l'unité des pays de la région.

Le Conseil se félicite des initiatives et des mesures prises par les États de la région pour lutter contre la menace que représente le trafic de drogue, notamment la prolongation du Plan d'action de l'Union africaine sur la lutte contre la drogue (2013-2017) et du Plan d'action régional de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest visant à lutter contre les problèmes de plus en plus graves du trafic de drogue, de la criminalité organisée et de la toxicomanie en Afrique de l'Ouest (2008-2015), ainsi que de la mise en œuvre du Programme régional pour l'Afrique de l'Ouest exécuté par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et souligne que les États sont responsables au premier chef de la lutte contre le trafic de drogue. Il se dit satisfait du renforcement de la coopération entre la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté économique des États d'Afrique centrale et la Commission du golfe de Guinée, telle que définie dans la déclaration sur la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée, adoptée à Yaoundé le 25 juin 2013, en application de sa résolution 2039 (2012). Il accueille également avec satisfaction les initiatives tendant à améliorer la sécurité et la police des frontières dans les régions de l'Afrique du Nord et sahélo-saharienne, grâce à l'adoption du Plan d'action sur la sécurité des frontières lors de la première Conférence ministérielle régionale sur la sécurité des frontières, tenue à Tripoli les 11 et 12 mars 2012, ainsi que la création d'un centre de formation régional pour renforcer la sécurité aux frontières, pendant la deuxième Conférence ministérielle régionale, organisée à Rabat les 13 et 14 novembre 2013, et d'autres initiatives sous-régionales soutenues par l'Organisation des Nations Unies.

Le Conseil invite les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier ou à appliquer les conventions internationales en la matière, dont la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972<sup>391</sup>, la Convention sur les substances psychotropes de 1971<sup>392</sup>, la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988<sup>393</sup>, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée de 2000 et les Protocoles s'y rapportant<sup>394</sup>, et la Convention des Nations Unies contre la corruption de 2003<sup>395</sup>.

Le Conseil rappelle la Déclaration politique et le Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue<sup>396</sup>, et affirme à nouveau que la lutte contre le trafic de drogue doit être menée en parfaite conformité avec les buts et principes énoncés dans la Charte ainsi que les dispositions du droit international et de la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>397</sup>.

---

<sup>389</sup> S/2013/359.

<sup>390</sup> S/PRST/2012/2.

<sup>391</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 976, n° 14152.

<sup>392</sup> *Ibid.*, vol. 1019, n° 14956.

<sup>393</sup> *Ibid.*, vol. 1582, n° 27627.

<sup>394</sup> *Ibid.*, vol. 2225, 2237, 2241 et 2326, n° 39574.

<sup>395</sup> *Ibid.*, vol. 2349, n° 42146.

<sup>396</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2009, Supplément n° 8 (E/2009/28)*, chap. I, sect. C.

<sup>397</sup> Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale.

Le Conseil insiste sur l'importance qu'il y a à renforcer la coopération transrégionale et internationale sur la base d'une responsabilité commune et partagée afin de lutter contre le problème mondial de la drogue et les activités criminelles qui y sont liées et souligne que cela exige une démarche intégrée, pluridisciplinaire et équilibrée.

Le Conseil approuve la décision prise par les États de la région d'harmoniser leurs cadres juridiques nationaux et institutionnels de surveillance maritime et d'arrêter des procédures maritimes opérationnelles communes. Il se félicite aussi de la création de centres régionaux et interrégionaux d'échange d'informations et de coordination sur la façade atlantique, afin de faciliter les interceptions en mer. Il souligne la nécessité de renforcer la coopération transnationale entre les organes de répression, notamment en incorporant la sécurité maritime dans les réformes du secteur de la sécurité et en adoptant des accords bilatéraux et régionaux pour aider, dans le respect du droit international, à prendre des mesures pour lutter contre le trafic de drogue par mer et à poursuivre les personnes présumées coupables d'un tel trafic, appréhendées à la suite d'opérations d'interception en haute mer. Il compte sur le soutien continu de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des autres organisations internationales et régionales. À cet égard, il salue la contribution apportée par l'Union européenne et les États Membres, et demande que l'appui international aux mesures prises aux niveaux régional et national soit renforcé pour permettre d'améliorer la sécurité et la surveillance maritimes contre le trafic de drogue dans cette région. Le Conseil est également favorable à un soutien accru au Programme mondial de contrôle des conteneurs lancé conjointement par l'Office et l'Organisation mondiale des douanes pour améliorer l'efficacité de la police en mer et dans les ports secs.

Tout en réaffirmant que la sécurisation des frontières est la prérogative souveraine des États Membres, le Conseil invite tous les États Membres de l'Afrique de l'Ouest et de la région du Sahel à renforcer la gestion de leurs frontières de manière à juguler les menaces transnationales, comme le trafic de drogue. À cette fin, il encourage les États Membres et les organisations compétentes, s'il y a lieu, à intensifier la coopération et l'élaboration de stratégies pour lutter contre le trafic de drogue transfrontière et à aider les États Membres de la région qui en font la demande à se donner les moyens de sécuriser leurs frontières contre ce trafic, notamment en améliorant les systèmes nationaux et régionaux de collecte, d'analyse et de communication de renseignements criminels. Il encourage à entreprendre de nouvelles activités en faisant fond sur les conclusions de la Conférence des Nations Unies sur la coopération en matière de police des frontières au Sahel et au Maghreb, qui s'est tenue à Rabat du 13 au 15 mars 2013. Il salue les initiatives prises par les pays de la région pour rouvrir des postes de police des frontières à des endroits clés et effectuer des patrouilles conjointes. Il salue également les activités de renforcement des capacités menées au Niger et en Libye par l'Union européenne et l'invite à continuer de prêter son concours à cette entreprise.

Le Conseil se déclare préoccupé par les informations selon lesquelles le trafic de drogue emprunte de plus en plus la voie aérienne et se déclare favorable à ce qu'un appui soit apporté au Programme de communication aéroportuaire sous la direction de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, de l'Organisation mondiale des douanes et de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), et à ce que de nouvelles mesures soient prises pour renforcer les moyens de lutter contre la drogue.

Le Conseil demande aux pays de la région de continuer de s'entraider, dans toute la mesure possible, afin de prévenir le trafic de drogue et les actes de criminalité transnationale organisée qui y sont liés, d'enquêter et d'exercer des poursuites à leur sujet et de les réprimer, et de traduire en justice, dans le respect du droit international, quiconque finance, organise, appuie ou commet de tels actes. Il invite aussi les entités compétentes des Nations Unies, notamment la Commission de consolidation de la paix, et les organisations internationales et régionales compétentes à aider à renforcer les capacités des institutions nationales et régionales, en particulier celles chargées de faire respecter la loi, notamment en vue du renforcement de l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest, et celles des appareils judiciaires des pays de la région afin qu'ils puissent prévenir le trafic de drogue et les actes de criminalité transnationale qui y sont liés, enquêter et exercer des poursuites à leur sujet, traduire en justice et punir les responsables et pratiquer l'entraide judiciaire. Le Conseil souligne également l'importance qu'il y a à lutter contre la corruption, à promouvoir la transparence et à renforcer le respect du principe de responsabilité afin de combattre efficacement le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée dans la région.

Le Conseil souligne l'importance de la bonne gouvernance et la nécessité de lutter contre la corruption, le blanchiment d'argent et les flux financiers illicites, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption et des normes internationales détaillées que constituent les

quarante recommandations révisées du Groupe d'action financière sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération, en particulier à la faveur de l'adoption de mesures législatives et réglementaires qui permettent aux autorités nationales de geler, saisir, confisquer et administrer les avoirs des criminels pour lutter contre le trafic de drogue dans la région. Il engage également les pays de la région à intensifier leur coopération dans le cadre du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest.

Le Conseil engage les États à concourir à la lutte contre le problème de la drogue dans la région dans le cadre de stratégies nationales, régionales et internationales, à prendre des mesures efficaces qui mettent l'accent sur des substitutions saines, productives et gratifiantes à la consommation illicite de drogue et à promouvoir, mettre au point, examiner ou renforcer des programmes intégrés de réduction de la demande efficaces, détaillés et scientifiquement fondés, le but étant de promouvoir des habitudes saines et le bien-être social chez l'individu et au sein de la famille et de la collectivité et de réduire les méfaits de la toxicomanie pour l'individu et la société.

Le Conseil salue l'appui apporté par les acteurs bilatéraux et multilatéraux, notamment l'Union européenne, l'Union africaine, les organisations sous-régionales, dont la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et par INTERPOL, l'Organisation mondiale des douanes, l'Organisation maritime internationale et l'Organisation maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, ainsi que par les entités compétentes des Nations Unies, à la lutte contre le trafic de drogue dans la région. Il engage les États Membres à intensifier la coopération internationale et régionale selon le principe de la responsabilité commune et partagée et à renforcer leur coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'Organe international de contrôle des stupéfiants afin de lutter contre le trafic, la production et la demande illicites de drogues et de mettre à jour les tendances nouvelles du trafic de drogue.

Le Conseil préconise une collaboration accrue entre toutes les entités compétentes, notamment l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, le Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat, notamment la Division de la police, et le Programme des Nations Unies pour le développement, le but étant qu'elles se dotent d'un mécanisme de coordination efficace et détaillé qui leur permette de hiérarchiser les interventions et de coordonner la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, en particulier sur le plan de la sécurité. Il invite toutes les entités des Nations Unies présentes dans la région à faire une place à la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée dans leurs activités, conformément à leur mandat respectif, et à tirer activement parti de l'effet de synergie.

Le Conseil invite le Secrétaire général à retenir ces menaces parmi les facteurs pris en considération dans les stratégies de prévention des conflits, l'analyse des conflits, les évaluations consacrées aux missions intégrées, les activités de planification et l'appui à la consolidation de la paix et à envisager de faire figurer dans ses rapports une analyse du rôle joué par ces menaces dans les situations dont il est saisi. Il estime que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime doit le tenir informé des menaces que font peser le trafic de drogue et les actes de criminalité transnationale qui y sont liés, lorsqu'elles ont un rapport avec les situations dont il est saisi, notamment lorsqu'il examine les mandats des opérations de maintien de la paix et des missions politiques, et demande à l'Office et au Département des affaires politiques du Secrétariat de lui présenter, dans le cadre d'exposés réguliers, des informations sur les activités de l'Équipe spéciale des Nations Unies sur la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogue en tant que menaces pour la sécurité et la stabilité.

Le 30 avril 2014, la Présidente du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>398</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre du 28 avril 2014, dans laquelle vous faisiez part de votre intention de nommer M<sup>me</sup> Hiroute Guebre Sellassie (Éthiopie) Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Sahel et Chef du Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Sahel<sup>399</sup>, a été portée à la connaissance des membres du Conseil de sécurité, qui en ont pris note.

---

<sup>398</sup> S/2014/311.

<sup>399</sup> S/2014/310.

À sa 7203<sup>e</sup> séance, le 19 juin 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Paix et sécurité en Afrique

« Rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (S/2014/397) ».

À la même séance, le Conseil a décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M<sup>me</sup> Hiroute Guebre Sellassie, Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Sahel.

---

**COOPÉRATION ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
ET LES ORGANISATIONS RÉGIONALES ET SOUS-RÉGIONALES  
AUX FINS DU MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ  
INTERNATIONALES<sup>400</sup>**

**Décisions**

À sa 7015<sup>e</sup> séance, le 6 août 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite, de l'Arménie, du Botswana, du Brésil (Ministre des affaires étrangères), du Chili (Ministre des affaires étrangères), de la Colombie (Ministre des affaires étrangères), du Costa Rica, de Cuba (Ministre des affaires étrangères et Président *pro tempore* de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), de l'Égypte, de l'Équateur (Ministre des affaires étrangères et de la mobilité humaine), de l'État plurinational de Bolivie (Ministre des affaires étrangères), de l'Éthiopie, des Fidji, de la Géorgie, d'Haïti (Ministre des affaires étrangères), du Honduras, des Îles Salomon, de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon, du Kirghizistan, de la Lituanie, de la Malaisie, du Mexique, du Nigéria, de la Nouvelle-Zélande, de l'Ouganda, du Pérou (Ministre des affaires étrangères), du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République bolivarienne du Venezuela (Ministre des affaires étrangères et Président *pro tempore* du Marché commun du Sud), du Soudan, de la Thaïlande, de la Turquie, de l'Ukraine, de l'Uruguay (Ministre des affaires étrangères), et du Viet Nam à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales

« Lettre en date du 1<sup>er</sup> août 2013, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2013/446) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ahmed Fathalla, Observateur permanent de la Ligue des États arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies, et à M Ioannis Vrailas, chef adjoint de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. José Miguel Insulza, Secrétaire général de l'Organisation des États américains à participer à la séance.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>401</sup> :

Le Conseil de sécurité rappelle ses résolutions antérieures et les déclarations de son Président qui soulignent combien il importe d'établir des partenariats efficaces entre l'Organisation des Nations Unies et les organismes régionaux et sous-régionaux, conformément à la Charte des Nations Unies et aux textes pertinents des organismes régionaux et sous-régionaux.

---

<sup>400</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2007 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>401</sup> S/PRST/2013/12.

Le Conseil rappelle les buts et principes énoncés dans la Charte et réaffirme la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui incombe aux termes de celle-ci.

Le Conseil rappelle en outre que la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les accords et organismes régionaux et sous-régionaux s'agissant des questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales, dans la mesure où elles se prêtent à une action régionale, fait partie intégrante de la sécurité collective organisée par la Charte et peut améliorer la sécurité collective.

Le Conseil affirme de nouveau que la contribution de plus en plus étendue des organismes régionaux et sous-régionaux peut utilement compléter l'action menée par l'Organisation des Nations Unies en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales et souligne à cet égard que cette contribution doit obéir aux prescriptions du Chapitre VIII de la Charte, les organismes régionaux et sous-régionaux devant notamment, en tout temps, tenir le Conseil pleinement au courant des activités menées ou envisagées aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Conseil entend envisager de prendre d'autres mesures en vue de resserrer encore et mieux concrétiser, selon qu'il conviendra, la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organismes régionaux et sous-régionaux dans les domaines de l'alerte rapide en cas de conflit, de la prévention des conflits ainsi que de l'établissement, du maintien et de la consolidation de la paix, et de veiller à la cohérence, à la synergie et à l'efficacité collective de leurs efforts. À cet égard, il salue les initiatives de coopération étroite qui unissent déjà l'Organisation des Nations Unies et les organismes régionaux.

Le Conseil salue les efforts que fait le Secrétariat pour contribuer à la consolidation du partenariat avec les organismes régionaux et sous-régionaux et entend continuer d'élargir la concertation et la coopération, selon qu'il conviendra, avec les organismes régionaux compétents, comme il en a convenu dans la déclaration du 13 janvier 2010<sup>402</sup> et dans la note du 19 juillet 2006<sup>403</sup>, ainsi que dans les documents et notes connexes de son Président publiés ultérieurement.

Le Conseil considère que, connaissant bien leur région, les organismes régionaux et sous-régionaux sont bien placés pour appréhender les causes des conflits armés, ce qui peut être utile aux fins de la prévention ou du règlement de ces conflits.

Le Conseil souligne qu'il importe de mener une action internationale concertée face aux causes des conflits, mesure la nécessité d'arrêter des stratégies efficaces à long terme et souligne que tous les organes et institutions des Nations Unies doivent mettre en œuvre des stratégies préventives et prendre des mesures dans leurs domaines de compétence respectifs pour aider les États Membres et les organismes régionaux et sous-régionaux à éliminer la pauvreté, renforcer la coopération et l'aide au développement et promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Le Conseil réaffirme qu'il incombe à tous les États Membres de régler les différends et conflits par des moyens pacifiques, conformément à la Charte, et demande à la communauté internationale d'appuyer, selon qu'il conviendra, les efforts faits par les organismes régionaux et sous-régionaux en faveur du règlement pacifique des différends et de la prévention et du règlement des conflits conformément à la Charte des Nations Unies et à ses résolutions sur la question.

Le Conseil encourage à continuer d'associer les organismes régionaux et sous-régionaux compétents au règlement pacifique des différends, selon qu'il conviendra, notamment à la faveur d'activités de prévention des conflits, de renforcement de la confiance et de médiation, et souligne qu'il importe de tirer parti des capacités et potentialités des organismes régionaux et sous-régionaux à cet égard.

Le Conseil souligne l'intérêt qu'il y a à multiplier les partenariats efficaces avec les organismes régionaux et sous-régionaux compétents, le but étant de pouvoir intervenir dès l'origine de tous différends ou dès que surgit telles ou telles crises, et de renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la prévention des conflits.

---

<sup>402</sup> S/PRST/2010/1.

<sup>403</sup> S/2006/507.

Le Conseil mesure l'importance du rôle des bons offices du Secrétaire général qu'il encourage de continuer à recourir à la médiation aussi souvent que possible pour aider à régler tout conflit de manière pacifique, en œuvrant en étroite coordination, à cette fin, avec les organismes régionaux et sous-régionaux compétents, selon qu'il conviendra.

Le Conseil se félicite que les organismes régionaux et sous-régionaux continuent d'apporter leur concours non négligeable au maintien de la paix et qu'ils contribuent plus activement à prévenir et régler tout conflit par la médiation, conformément à la Charte et aux résolutions et décisions du Conseil.

Le Conseil considère qu'en déployant des opérations de maintien de la paix autorisées par lui, les organismes régionaux et sous-régionaux concourent au maintien de la paix et de la sécurité internationales conformément aux dispositions du Chapitre VIII de la Charte.

Le Conseil invite le Secrétariat et tous les organismes régionaux et sous-régionaux dotés de moyens de maintien de la paix à resserrer leur collaboration et à réfléchir à la façon de mettre celle-ci plus efficacement au service de l'exécution des mandats de l'Organisation des Nations Unies et de la réalisation de ses objectifs, afin d'établir un cadre cohérent aux fins du maintien de la paix.

Le Conseil souligne qu'il importe de nouer des partenariats et de coopérer avec les organismes et les accords régionaux et sous-régionaux compétents, ainsi qu'il est dit au Chapitre VIII de la Charte, pour appuyer les opérations de maintien de la paix, notamment en matière de protection des civils, compte tenu des mandats respectifs des opérations de maintien de la paix, ainsi que des activités de consolidation de la paix, et favoriser l'appropriation régionale et nationale.

Le Conseil apprécie le rôle que les organismes régionaux et sous-régionaux peuvent jouer dans toute entreprise de consolidation de la paix, de relèvement, de reconstruction et de développement au lendemain de conflits, et affirme l'importance des échanges et de la coopération entre les organismes et accords régionaux et sous-régionaux et la Commission de consolidation de la paix. Il engage cette dernière à continuer de travailler en étroite concertation avec les organismes et les accords régionaux et sous-régionaux, en vue d'arrêter des stratégies plus cohérentes et mieux intégrées en matière de consolidation de la paix et de relèvement au lendemain de conflits.

Le Conseil souligne la nécessité d'assurer une coopération étroite, notamment par l'intermédiaire de ses organes subsidiaires, avec les organismes régionaux et sous-régionaux, selon qu'il conviendra, pour améliorer dans la cohérence et l'efficacité la mise en œuvre de ses résolutions, notamment celles d'intérêt thématique visant les situations de conflit les plus diverses. À cet égard, le Conseil engage les organismes régionaux et sous-régionaux à apporter aux comités des sanctions de l'Organisation des Nations Unies et à leurs groupes d'experts toute la coopération qui leur est nécessaire pour mener à bien les activités prescrites par leurs mandats.

Le Conseil réaffirme le rôle crucial que les femmes jouent dans la prévention et le règlement des conflits, les négociations de paix, la consolidation de la paix, le maintien de la paix, l'action humanitaire et la reconstruction au lendemain de conflits, réaffirme également l'importance de la prévention de la violence sexuelle et de la protection contre ce type de violence en temps et au lendemain de conflit armé et souligne que l'Organisation des Nations Unies et les organismes régionaux et sous-régionaux doivent veiller à prendre pleinement en compte les questions liées à la participation des femmes et à la problématique hommes-femmes dans toute entreprise visant à assurer la paix et la sécurité, notamment en se dotant des moyens nécessaires.

Le Conseil salue la précieuse contribution des organismes et accords régionaux et sous-régionaux à la protection de l'enfance victime de conflits armés. À cet égard, il les encourage à continuer de faire une place à la protection de l'enfance dans leurs activités de sensibilisation, politiques, programmes et activités de planification des missions, ainsi qu'à former leur personnel, à affecter à leurs opérations de paix et à leurs opérations sur le terrain des spécialistes de la protection de l'enfance, et à instituer des mécanismes de protection de l'enfance au sein de leurs secrétariats, notamment en désignant des coordonnateurs chargés de ces questions.

Le Conseil souligne l'importance du rôle que les organismes régionaux et sous-régionaux ont à jouer dans la lutte contre le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre, ainsi que la nécessité de tenir compte, dans le mandat des opérations de maintien de la paix, selon qu'il conviendra, des instruments



régionaux qui permettent aux États d'identifier les armes légères illégales et d'en remonter la filière. Il encourage à créer ou, s'il y a lieu, à renforcer des mécanismes sous-régionaux ou régionaux de coopération, de coordination et de partage d'informations, en particulier les mécanismes de coopération douanière transfrontière et les réseaux d'échanges d'informations, en vue de prévenir, de combattre et d'éliminer le commerce transfrontière illicite d'armes légères.

Le Conseil encourage la coopération internationale et régionale en vue d'assurer le suivi de l'origine des armes légères et de leurs transferts et d'empêcher leur détournement, notamment au profit d'Al-Qaida et d'autres groupes terroristes. Il souligne l'importance des mesures prises par les États Membres et les organismes régionaux et sous-régionaux à cet égard. L'obligation faite aux États Membres de faire respecter les embargos sur les armes décrétés par le Conseil de sécurité devrait aller de pair avec une coopération internationale et régionale renforcée en matière d'exportations d'armes.

Le Conseil considère qu'il faut renforcer la coordination de l'action menée, aux niveaux national, sous-régional, régional et international, selon qu'il conviendra, de sorte que le monde puisse faire face plus vigoureusement au grave défi et à la menace que la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs fait peser sur la paix et la sécurité internationales.

Le Conseil est conscient de la nécessité de continuer à étudier, avec les organismes et accords internationaux, régionaux et sous-régionaux, la possibilité d'échanger des données et des enseignements tirés de l'expérience dans les domaines visés par la résolution 1540 (2004), de mettre en œuvre des programmes de nature à faciliter l'application de cette résolution et de recenser les domaines dans lesquels lesdits organismes et accords pourraient fournir une assistance, y compris en désignant un point de contact ou un coordonnateur pour l'application de la résolution 1540 (2004).

Le Conseil se félicite des efforts que font ses organes subsidiaires chargés de la lutte antiterroriste en vue d'encourager la coopération avec les organismes régionaux et sous-régionaux et prend note avec satisfaction des efforts faits par un nombre croissant d'organismes régionaux et sous-régionaux pour contrer le terrorisme. Il demande instamment à tous les organismes régionaux et sous-régionaux de gagner en efficacité dans leur action antiterroriste, dans le respect de leurs mandats respectifs et du droit international, notamment en se donnant les moyens d'aider les États Membres en ce qu'ils font pour faire face aux menaces contre la paix et la sécurité internationales nées du terrorisme.

Le Conseil note également avec satisfaction, à ce sujet, les activités que des entités des Nations Unies, dont la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, ont entreprises dans le domaine de l'assistance technique et de sa facilitation pour renforcer les capacités en coordination avec d'autres organismes internationaux, régionaux et sous-régionaux compétents pour aider les États Membres qui le demandent à appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies<sup>404</sup>, et engage la Direction exécutive et l'Équipe spéciale à veiller à cibler l'assistance et la facilitation de l'assistance qu'elles fournissent aux fins du renforcement des capacités.

Le Conseil rappelle que la justice et l'état de droit sont essentiels pour la promotion et le maintien de la paix, la stabilité et le développement dans le monde. Il souligne à cet égard que mettre fin à l'impunité est un élément essentiel des efforts que déploient les sociétés en proie à un conflit ou sortant d'un conflit pour tirer les leçons des crimes graves au regard du droit international commis dans le passé et pour empêcher que de tels crimes se reproduisent. Il insiste à ce sujet sur le fait que les organismes et accords régionaux et sous-régionaux peuvent aider à amener les auteurs de ces crimes à en répondre, en aidant à renforcer les capacités des systèmes judiciaires nationaux, selon qu'il convient, et en coopérant avec les mécanismes, cours et tribunaux internationaux, notamment la Cour pénale internationale.

Le Conseil considère qu'il importe de donner aux organismes régionaux et sous-régionaux, selon qu'il convient, les moyens de leur mission de prévention des conflits, de gestion des crises et de stabilisation au lendemain de conflits. Il souligne combien il importe que, de leur côté, ces organismes renforcent leurs

---

<sup>404</sup> Résolution 60/288 de l'Assemblée générale.

moyens de maintien de la paix et démultiplient l'appui qu'il reçoivent de la communauté internationale dans cette entreprise. Il invite tous les États Membres à renforcer, selon qu'il convient, leur contribution à ces efforts.

Le Conseil redit qu'il appartient aux organismes régionaux de mobiliser les ressources humaines, financières, logistiques et autres dont ils ont besoin, notamment auprès de leurs membres et de leurs partenaires. Il souligne la nécessité de rendre plus prévisible, durable et souple le financement des organismes régionaux lorsqu'ils entreprennent des missions de maintien de la paix sous mandat onusien, et se félicite à cet égard du précieux concours financier qu'ils reçoivent de leurs partenaires.

Le Conseil encourage les organismes et accords régionaux et sous-régionaux à resserrer et élargir leur coopération, notamment pour renforcer leurs capacités respectives, en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il insiste sur l'importance de l'appui politique et des compétences techniques des Nations Unies à cet égard.

Le Conseil prend note des efforts que le Secrétariat fait pour élargir, approfondir et renforcer les échanges, les consultations et la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organismes et accords régionaux et sous-régionaux, et souligne qu'il importe de redoubler d'efforts en ce sens.

Le Conseil encourage le Secrétariat, ainsi que les organismes et accords régionaux et sous-régionaux à continuer de réfléchir, selon qu'il convient, à des formules d'échanges d'informations sur leurs capacités respectives et les enseignements tirés du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et à continuer de recenser les pratiques optimales, en particulier dans les domaines de la médiation, des bons offices et du maintien de la paix. Il encourage également les organismes régionaux et sous-régionaux à renforcer la coopération et le dialogue entre eux à cet égard.

Le Conseil souligne l'importance qu'il attache au rôle des organismes et accords régionaux et sous-régionaux et à la coopération avec ceux-ci, conformément au Chapitre VIII de la Charte, en matière de prévention des conflits, de règlement des différends, de maintien et de consolidation de la paix, y compris la sauvegarde de l'ordre constitutionnel, la promotion des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit, et la lutte contre l'impunité. Le Conseil encourage la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organismes et accords régionaux et sous-régionaux dans divers domaines d'intérêt commun.

Le Conseil appelle à une coopération renforcée, entre l'Organisation des Nations Unies et les organismes et accords régionaux et sous-régionaux, au service d'un dialogue mondial, le but étant de promouvoir la tolérance et la paix et de favoriser une meilleure entente entre les pays, les cultures et les civilisations.

Le Conseil sait gré au Secrétaire général de ce qu'il fait pour lui rendre compte régulièrement dans les rapports qu'il lui présente des progrès accomplis dans le domaine de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organismes régionaux compétents, et le prie de continuer dans ce sens. Il le prie en outre de lui faire, dans son prochain rapport – prévu tous les deux ans – au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organismes régionaux et autres, des recommandations sur les moyens d'améliorer la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organismes et accords régionaux et sous-régionaux compétents.

À sa 7050<sup>e</sup> séance, le 28 octobre 2013, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales

« Renforcer le partenariat synergique entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la coopération islamique

« Lettre datée du 3 octobre 2013, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2013/588) ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ekmeleddin Ihsanoglu, Secrétaire général de l'Organisation de la coopération islamique.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>405</sup> :

Le Conseil de sécurité rappelle les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et réaffirme que celle-ci lui confie la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Conseil réaffirme que la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations et structures régionales et sous-régionales en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, menée conformément au Chapitre VIII de la Charte, peut améliorer la sécurité collective.

Le Conseil rappelle ses résolutions et les déclarations de son Président qui soulignent combien il importe d'établir, dans le respect de la Charte des Nations Unies et des textes constitutifs des organisations régionales et sous-régionales, des partenariats efficaces entre l'Organisation des Nations Unies et ces organisations.

Le Conseil remercie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, et le Secrétaire général de l'Organisation de la coopération islamique, M. Ekmeleddin Ihsanoglu, des exposés qu'ils lui ont présentés.

Le Conseil salue l'Organisation de la coopération islamique pour sa contribution active aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et l'engage à poursuivre sur cette voie aux fins de la réalisation des buts et principes consacrés par la Charte.

Le Conseil prend acte du dialogue continu qu'entretiennent l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la coopération islamique dans les domaines de l'instauration de la paix, de la diplomatie préventive et du maintien et de la consolidation de la paix. Il sait gré aux États membres de l'Organisation de la coopération islamique de faire preuve d'un engagement sans faille en faveur du maintien et de la consolidation de la paix, et notamment de fournir des contingents aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Le Conseil réaffirme son attachement à l'instauration d'une paix juste, durable et globale au Moyen-Orient et à un règlement global du conflit israélo-arabe, et rappelle à cet égard ses résolutions sur la question. Il note que l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la coopération islamique ont toutes deux pour objectif de promouvoir et de faciliter le règlement du conflit israélo-palestinien, de trouver une solution politique au conflit syrien, dans le droit fil du communiqué de Genève du 30 juin 2012<sup>406</sup>, et de favoriser le règlement d'autres conflits conformément à la Charte des Nations Unies et à ses résolutions pertinentes.

Le Conseil note qu'une réunion générale sur la coopération entre les secrétariats de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation de la coopération islamique et de leurs institutions spécialisées s'est tenue à Genève du 1<sup>er</sup> au 3 mai 2012. Il prend acte du fait que les représentants des deux organisations ont exprimé l'intention de renforcer la coopération dans les domaines d'intérêt commun, notamment la prévention des conflits et la médiation, les droits de l'homme, l'assistance humanitaire et les questions liées aux réfugiés, le dialogue interculturel et la lutte contre le terrorisme.

Le Conseil note que l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la coopération islamique sont toutes deux déterminées à favoriser un dialogue mondial visant à promouvoir la tolérance et la paix et les engage à coopérer plus encore afin d'améliorer la compréhension entre les pays, les cultures et les civilisations.

Le Conseil considère qu'il importe de renforcer la coopération avec l'Organisation de la coopération islamique en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Conseil prie le Secrétaire général de formuler, dans son prochain rapport – prévu tous les deux ans – sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et autres qu'il lui adressera, de même qu'à l'Assemblée générale, des recommandations sur les moyens de renforcer la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la coopération islamique.

---

<sup>405</sup> S/PRST/2013/16.

<sup>406</sup> Résolution 2118 (2013), annexe II.

À sa 7112<sup>e</sup> séance, le 14 février 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée :

« Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales

« Union européenne ».

À la même séance, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à la baronne Ashton, Haute-Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>407</sup> :

Le Conseil de sécurité, rappelant les buts et principes de la Charte, réaffirme qu'il tient de la Charte la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Conseil réaffirme que la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et des organismes ou accords régionaux et sous-régionaux en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, telle qu'envisagée au Chapitre VIII de la Charte, peut concourir à améliorer la sécurité collective.

Le Conseil remercie la baronne Ashton, Haute-Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, de son exposé, et salue l'importante contribution de l'Union européenne au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Conseil se félicite de la participation de l'Union européenne aux négociations et aux initiatives de médiation internationales, et notamment :

a) Le Conseil accueille avec satisfaction le plan d'action conjoint du 24 novembre 2013 adopté par l'Union européenne trois plus trois et la République islamique d'Iran, entré en vigueur le 20 janvier 2014, et note le rôle de coordination joué par l'Union européenne pour permettre de convenir de ce plan. Il insiste sur la nécessité de poursuivre l'action diplomatique afin de trouver une solution globale négociée qui garantirait que le programme nucléaire iranien sera exclusivement pacifique, conformément aux résolutions du Conseil ;

b) Le Conseil se félicite de l'importante contribution de l'Union européenne au développement économique et à la stabilisation de l'ouest des Balkans dans le but de promouvoir la démocratie, la prospérité économique, la stabilité et la coopération régionale, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil, et demande à toutes les parties de poursuivre dans la voie d'un dialogue constructif.

Le Conseil se félicite de l'approche globale de l'Union européenne du maintien de la paix et de la sécurité internationales et félicite cette dernière et ses États membres de leur attachement constant au maintien de la paix internationale, à la consolidation de la paix et à l'action humanitaire, ainsi que de leur soutien financier et logistique, notamment :

a) Le Conseil félicite l'Union européenne du rôle qu'elle joue dans la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes, notamment dans le cadre de l'opération Atalante et du renforcement des capacités de sécurité maritime régionales (EUCAP Nestor), et salue à cet égard l'action de la présidence du Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes. Il apprécie les efforts consentis par l'Union européenne dans le sens de la stabilisation de la Somalie, en particulier dans le cadre de la mission de formation de l'Union européenne en Somalie, et sa contribution non négligeable à la Mission de l'Union africaine en Somalie ;

b) Le Conseil se félicite du ferme engagement de l'Union européenne en faveur de la République centrafricaine, engagement dont témoignent son aide humanitaire, sa contribution financière au déploiement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine et sa décision d'établir une

---

<sup>407</sup> S/PRST/2014/4.

opération temporaire de soutien à la Mission. Le Conseil note l'importance de la mise en place de mécanismes de coordination entre le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine, la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine et l'opération militaire de l'Union européenne en République centrafricaine ;

c) Le Conseil remercie l'Union européenne du soutien qu'elle apporte aux objectifs et missions des Nations Unies au Mali et dans la région du Sahel, tels qu'énoncés dans la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel<sup>408</sup>, notamment grâce à l'action menée par la mission de formation de l'Union européenne au Mali en coopération avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, et salue ce qu'elle fait généralement dans la région dans le cadre de la Stratégie de l'Union européenne pour la sécurité et le développement au Sahel et de la mission EUCAP Sahel Niger.

Le Conseil note qu'il s'est instauré une vaste coopération entre l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies, notamment :

a) Le Conseil apprécie l'aide humanitaire non négligeable apportée par l'Union européenne aux populations touchées en République arabe syrienne et dans les pays voisins et remercie l'Union d'avoir opportunément fourni les moyens en nature nécessaires pour mettre rapidement sur pied la Mission conjointe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies chargée du démantèlement du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne. Le Conseil et l'Union réaffirment leurs objectifs communs consistant à promouvoir et faciliter le règlement politique du conflit syrien fondé sur l'application intégrale du Communiqué de Genève du 30 juin 2012<sup>406</sup> ;

b) Le Conseil note le rôle joué par l'Union européenne à la réunion des principaux responsables du Quatuor qui s'est tenue à Munich (Allemagne) le 1<sup>er</sup> février 2014 et réaffirme son attachement à une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient ;

c) Le Conseil salue la contribution de l'Union européenne à la promotion de la sécurité, de la gouvernance et du développement en Afghanistan, en particulier le concours qu'elle apporte à la création de la Police nationale afghane et des institutions de l'état de droit dans le cadre de la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan, et de la Force de gendarmerie européenne.

Le Conseil salue la contribution de l'Union européenne aux opérations des Nations Unies dans des domaines d'intérêt mutuel, en particulier :

a) Le Conseil se félicite de la poursuite de la coopération visant à renforcer l'action de l'Organisation des Nations Unies en faveur de la coopération pour le développement et de la promotion et de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

b) Le Conseil apprécie le concours précieux de l'Union européenne en matière de protection des civils en période de conflit armé, notamment ses initiatives de protection des femmes et des enfants touchés par des conflits armés, son engagement en faveur de la prévention et de la protection des victimes des violences sexuelles, et son soutien au rôle critique joué par les femmes dans toutes les initiatives en faveur de la paix et de la sécurité, en particulier celles tendant à prévenir et régler les conflits et à en atténuer l'impact ;

c) Le Conseil rappelle que la justice et l'état de droit sont essentiels pour la promotion et le maintien de la paix, la stabilité et le développement. Il souligne à cet égard que l'Union européenne peut contribuer à l'avènement de la justice en aidant à donner aux systèmes judiciaires nationaux les moyens de leur mission selon qu'il convient et en coopérant avec les mécanismes, cours et tribunaux internationaux, notamment la Cour pénale internationale.

Le Conseil se félicite de la coopération étroite qui s'est instaurée entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union européenne et invite les deux organisations à continuer de resserrer leurs liens institutionnels et leur partenariat stratégique, la Haute-Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité pouvant notamment être périodiquement invitée à faire des exposés au Conseil.

---

<sup>408</sup> S/2013/354, annexe.

## LA SITUATION EN LIBYE<sup>409</sup>

### Décisions

À sa 7031<sup>e</sup> séance, le 16 septembre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Libye

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (S/2013/516) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tarek Mitri, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye.

À sa 7059<sup>e</sup> séance, le 14 novembre 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M<sup>me</sup> Fatou Bensouda, Procureure de la Cour pénale internationale.

Le 27 novembre 2013, le Président du Conseil de sécurité a adressé la lettre suivante au Secrétaire général<sup>410</sup> :

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre en date du 21 novembre 2013 concernant la création d'une unité de gardes pour permettre l'exécution des tâches confiées à la Mission d'appui des Nations Unies en Libye<sup>411</sup> a été portée à l'attention du Conseil de sécurité, lequel a pris note des informations y figurant et des dispositions qui y sont proposées.

À sa 7075<sup>e</sup> séance, le 9 décembre 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tarek Mitri, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye.

À sa 7083<sup>e</sup> séance, le 16 décembre 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>412</sup> :

Le Conseil de sécurité réaffirme son ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de la Libye. Il constate avec une vive inquiétude la détérioration des conditions de sécurité et l'aggravation des dissensions politiques, qui menacent de compromettre la réalisation d'une transition démocratique qui réponde aux aspirations du peuple libyen.

Le Conseil réaffirme son soutien au peuple libyen et l'encourage à rester fermement attaché à consolider la démocratie et à bâtir un État stable et prospère reposant sur la réconciliation nationale, la justice, le respect des droits de l'homme et l'état de droit.

Le Conseil salue les efforts faits par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye et le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, M. Tarek Mitri, pour faciliter un dialogue national constructif qui soit dirigé par les Libyens et souhaite ardemment voir ce dialogue aller de l'avant. Il souligne combien il

---

<sup>409</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2011 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>410</sup> S/2013/705.

<sup>411</sup> S/2013/704.

<sup>412</sup> S/PRST/2013/21.

importe qu'il y ait un dialogue national unique ouvert à tous qui permette de dégager un consensus autour des priorités de la marche vers la démocratie en contribuant à ce que toutes les vues soient prises en considération comme il se doit en Libye.

Le Conseil redit son appui aux institutions politiques élues en Libye. Il note que l'adoption d'une constitution sera essentielle pour donner à la Libye le cadre dont elle a besoin pour se bâtir un avenir sûr et prospère et souligne l'importance et l'urgence que le processus constitutionnel aille de l'avant.

Le Conseil condamne énergiquement le meurtre de manifestants non armés à Tripoli le 15 novembre 2013, et souligne que toutes les parties doivent réprouver la violence à l'encontre de civils et respecter le droit de réunion pacifique qui appartient à tous les Libyens. Tout en prenant note du retrait de certains groupes armés de Tripoli, qui constitue une mesure encourageante, le Conseil demande qu'une stratégie nationale sans exclusive soit mise en œuvre d'urgence en vue de leur désarmement, leur démobilisation et leur réintégration à la vie civile ou de leur intégration dans des institutions militaires ou de sécurité de l'État. Le Conseil encourage la Mission à continuer de fournir une assistance et un appui techniques à la Libye en matière de démobilisation et de réintégration.

Le Conseil souligne qu'il faut d'urgence renforcer les institutions militaires et policières en Libye. Il soutient les efforts que font les forces de l'État pour rétablir la sécurité publique sur tout le territoire libyen et lutter contre la violence perpétrée par des groupes extrémistes, en particulier à Benghazi et à Derna, ce qui va dans le sens des besoins et des souhaits du peuple libyen. Il se dit préoccupé par le fait que certains groupes armés font usage de la force contre des institutions de l'État, y compris la saisie illégale d'installations énergétiques et la contrebande de ressources naturelles, demande instamment que le contrôle de toutes les installations revienne aux autorités compétentes, salue l'action menée par le Gouvernement libyen pour régler pacifiquement la question de l'interruption des exportations énergétiques de la Libye et encourage la poursuite des efforts dans ce sens.

Le Conseil se déclare préoccupé par la menace que font peser sur la stabilité la présence d'armes et de munitions non sécurisées en Libye et leur prolifération, notamment leur transfert à des groupes terroristes et extrémistes, demande au Gouvernement libyen de prendre des mesures concrètes pour contrôler les stocks d'armes et de munitions en Libye en veillant à ce qu'ils soient bien gérés et que les conditions d'entreposage ne présentent pas de danger et, s'il y a lieu, en éliminant effectivement les armes et le matériel connexe et en renforçant la sécurité aux frontières, et exhorte à cet égard les pays voisins à coopérer avec les autorités libyennes pour assurer la sécurité aux frontières. Le Conseil préconise une intensification des efforts internationaux et une meilleure coordination de la part des organismes des Nations Unies afin d'aider le Gouvernement dans cette entreprise.

Le Conseil condamne les mauvais traitements et les actes de torture, certains ayant entraîné la mort, qui ont cours dans des centres de détention illégaux en Libye. Il souligne que la pratique de la torture et des assassinats extrajudiciaires ne saurait être tolérée en Libye. Il se déclare vivement préoccupé par la pratique de la détention arbitraire en l'absence de procédure régulière, des milliers de personnes étant toujours détenues en marge de l'autorité de l'État, et demande de nouveau leur libération immédiate ou leur transfert dans des centres de détention qui relèvent de l'État. Le Conseil se réjouit de la loi sur la justice transitionnelle qui a été adoptée par le Congrès général national libyen et préconise sa pleine mise en œuvre. Profondément préoccupé par les violations des droits de l'homme et les exactions qui sont perpétrées, le Conseil demande aux autorités libyennes de faire enquête et de traduire en justice les auteurs de ces actes, notamment ceux commis sur la personne d'enfants.

Le Conseil demande à toutes les parties en Libye de soutenir la transition démocratique, en s'entendant notamment sur la voie à suivre dans l'immédiat, de participer au dialogue politique et de s'abstenir de recourir à la violence et à des actions de nature à remettre en cause la stabilité de l'État.

À sa 7130<sup>e</sup> séance, le 10 mars 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Libye

« Note de la Présidente du Conseil de sécurité (S/2014/106)

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (S/2014/131) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Tarek Mitri, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye.

À sa 7136<sup>e</sup> séance, le 14 mars 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation en Libye

« Note de la Présidente du Conseil de sécurité (S/2014/106)

« Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (S/2014/131) ».

### **Résolution 2144 (2014) du 14 mars 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions 1970 (2011) du 26 février 2011, 1973 (2011) du 17 mars 2011, 2009 (2011) du 16 septembre 2011, 2016 (2011) du 27 octobre 2011, 2017 (2011) du 31 octobre 2011, 2022 (2011) du 2 décembre 2011, 2040 (2012) du 12 mars 2012 et 2095 (2013) du 14 mars 2013, ainsi que la déclaration de son Président en date du 16 décembre 2013<sup>412</sup>,

*Réaffirmant son attachement indéfectible* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de la Libye,

*Réaffirmant* ses résolutions 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 sur la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011, 2068 (2012) du 19 septembre 2012 et 2143 (2014) du 7 mars 2014 sur le sort des enfants en temps de conflit armé, et ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010, 2106 (2013) du 24 juin 2013 et 2122 (2013) du 18 octobre 2013 sur les femmes et la paix et la sécurité,

*Exprimant l'espoir* que l'avenir de la Libye reposera sur la réconciliation nationale, la justice, le respect des droits de l'homme et l'état de droit,

*Soulignant* qu'il importe de favoriser la pleine et égale participation de toutes les composantes de la société libyenne, y compris les femmes, les jeunes et les minorités, au processus politique,

*Soulignant également* l'importance de s'entendre sur les prochaines étapes urgentes de la transition démocratique en Libye et réaffirmant, à ce propos, le caractère essentiel de la tenue d'élections crédibles, de la participation de tous en toute transparence à la rédaction de la constitution, et de l'instauration d'un dialogue national unique, transparent et sans exclusive,

*Saluant* l'action menée par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye et le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye pour favoriser un véritable dialogue national dirigé par les Libyens eux-mêmes et souhaitant ardemment voir ce dialogue aller de l'avant, et réaffirmant que l'Organisation des Nations Unies devrait coordonner les efforts déployés par la communauté internationale pour accompagner, dans le respect des principes d'appropriation nationale et de responsabilité nationale, le processus de transition et de renforcement des institutions dirigé par les Libyens eux-mêmes, le but étant de bâtir une Libye pacifique, démocratique, indépendante et unie,

*Se félicitant* de l'élection, le 20 février 2014, de l'Assemblée chargée de la rédaction de la constitution et invitant instamment les dirigeants politiques à achever la formation de cette Assemblée et à collaborer avec les minorités afin de garantir une véritable participation de celles-ci aux travaux de rédaction de la constitution,

*Constatant avec une vive inquiétude* la détérioration de la sécurité et l'exacerbation des dissensions politiques, et leur cortège d'enlèvements et d'assassinats, ainsi que les heurts violents opposant des groupes armés, en particulier dans l'est de la Libye et le long de ses frontières méridionales, ce qui menace de compromettre la réalisation d'une transition démocratique qui réponde aux aspirations du peuple libyen,



*Exprimant son soutien* à l'action menée par le Gouvernement libyen pour régler pacifiquement la question de l'interruption des exportations énergétiques et déclarant de nouveau que le contrôle de toutes les installations devrait revenir aux autorités compétentes,

*Rappelant* la décision qu'il a prise dans sa résolution 1970 (2011) de saisir le Procureur de la Cour pénale internationale de la situation en Libye et l'importance de la coopération pour amener à répondre de leurs actes les responsables de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris les auteurs d'attaques dirigées contre la population civile,

*Se disant vivement préoccupé* par le fait qu'il n'est pas organisé de procédure judiciaire pour les personnes détenues pour des raisons liées au conflit, y compris des enfants, dont beaucoup dans des conditions échappant toujours à l'autorité de l'État, et par les informations faisant état de violations des droits de l'homme et de violences dans les centres de détention, y compris de cas de torture et de violences sexuelles et sexistes, et soulignant, à ce propos, que toutes les parties en Libye doivent coopérer sans réserve avec la Mission sur toutes les questions ayant trait à la promotion et à la protection des droits de l'homme,

*Saluant* les mesures prises par le Gouvernement libyen concernant les droits de l'homme, y compris l'adoption d'une loi du 8 décembre 2013 sur la justice transitionnelle, d'une loi du 9 avril 2013 contre la torture et la discrimination et d'un décret du 19 février 2014 relatif au sort des victimes de viols et de violences,

*Réaffirmant* que le retour volontaire et durable, en toute sécurité, des réfugiés et des personnes déplacées sera un facteur important de consolidation de la paix en Libye,

*Se déclarant préoccupé* par la menace que font peser sur la stabilité du pays et de la région la présence d'armes et de munitions non sécurisées en Libye et leur prolifération, notamment leur transfert à des groupes terroristes et extrémistes violents, et soulignant qu'il importe de coordonner le soutien international apporté à la Libye et à la région face à cette menace,

*Sachant* à cet égard que l'embargo sur les armes qu'il a lui-même imposé peut grandement aider la Libye à lutter contre le transfert illicite d'armes légères et de petit calibre, et concourir de façon non négligeable à la consolidation de la paix au sortir du conflit, au désarmement, à l'entreprise de démobilisation et de réintégration, et à la réforme du secteur de la sécurité,

*Rappelant* à tous les États Membres les obligations résultant de ses résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011), modifiées par ses résolutions ultérieures, en particulier les obligations portant sur les armes et le matériel connexe de tous types,

*Soutenant* le Gouvernement libyen dans sa volonté de renforcer la sécurité régionale, saluant à ce propos le dialogue constant noué avec les pays de la région, ainsi que la tenue à Rabat les 13 et 14 novembre 2013, d'une conférence et les recommandations qui en sont issues sur les mesures à prendre en matière de sécurité des frontières, notamment la mise en œuvre du Plan d'action de Tripoli, et appuyant les nouveaux efforts menés dans le cadre de la Mission d'assistance de l'Union européenne pour une gestion intégrée des frontières en Libye en vue de renforcer les capacités des autorités libyennes à gérer les frontières,

*Se félicitant* de l'action coordonnée que la communauté internationale a menée à l'appui de la transition en Libye lors de la conférence tenue à Rome le 6 mars 2014 dans le prolongement de celle tenue à Paris le 12 février 2013, souscrivant aux priorités et recommandations arrêtées à ces réunions et appuyant leur mise en œuvre rapide,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général sur la Mission<sup>413</sup>, notamment de la recommandation tendant à ce que le mandat de la Mission soit prorogé de 12 mois,

*Prenant note* du rapport final du Groupe d'experts sur la Libye présenté en application de l'alinéa d du paragraphe 14 de la résolution 2095 (2013)<sup>414</sup> et des conclusions et recommandations qui y sont formulées,

*Se félicitant* des mesures prises par le Secrétariat pour étoffer et améliorer le registre d'experts du Service de secrétariat des organes subsidiaires du Conseil de sécurité compte tenu des indications résultant de la note du Président du Conseil du 22 décembre 2006<sup>415</sup>,

---

<sup>413</sup> S/2014/131.

<sup>414</sup> Voir S/2014/106, annexe.

<sup>415</sup> S/2006/997.

*Conscient* que la Charte des Nations Unies lui confie la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte,

1. *Soutient* l'instauration rapide d'un dialogue unique, transparent et sans exclusive en Libye et d'une procédure de rédaction de la constitution transparente et ouverte à tous, et redit la nécessité de placer la transition sous le signe de l'adhésion aux processus et institutions démocratiques, à la bonne gouvernance, à l'état de droit, à la réconciliation nationale et au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous en Libye ;

2. *Demande* au Gouvernement libyen de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, dont ceux des femmes, des enfants et des personnes appartenant à des groupes vulnérables, et de respecter les obligations qui lui sont faites par le droit international, notamment le droit des droits de l'homme, demande d'amener les auteurs de violations graves du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme, y compris les violences sexuelles et les atteintes et agressions sur la personne d'enfants, à en répondre, conformément aux normes internationales, et exhorte tous les États Membres à coopérer étroitement avec le Gouvernement pour l'aider à mettre fin à l'impunité de ces violations ;

3. *Demande également* au Gouvernement libyen de continuer à coopérer pleinement avec la Cour pénale internationale et la Procureure de la Cour et à leur apporter toute l'aide voulue, comme le prescrit la résolution 1970 (2011) ;

4. *Condamne* les mauvais traitements et les cas de torture, et actes de torture causant mort d'homme, commis dans des centres de détention en Libye, et demande au Gouvernement libyen de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour accélérer le cours de la justice, placer les détenus sous l'autorité de l'État et prévenir les violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits et mener des enquêtes s'il y a lieu, engage toutes les parties libyennes à coopérer avec le Gouvernement en ce qu'il fait à cet égard, demande la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées ou détenues arbitrairement en Libye, y compris les étrangers, et insiste sur le fait que c'est au Gouvernement qu'il incombe au premier chef de promouvoir et de protéger l'exercice des droits de l'homme par toutes personnes qui se trouvent en territoire libyen, en particulier les migrants africains et les autres étrangers ;

5. *Encourage* la Libye et les États voisins à continuer d'œuvrer à promouvoir la coopération régionale en vue de stabiliser la situation en Libye et d'empêcher des éléments de l'ancien régime libyen et des groupes extrémistes violents d'utiliser leur territoire pour planifier, financer ou commettre des actes de violence ou d'autres actes illégaux dans le but de déstabiliser la Libye et les États de la région, et note qu'une telle coopération contribuerait à la stabilité dans la région ;

#### **Mandat de l'Organisation des Nations Unies**

6. *Décide* de proroger jusqu'au 13 mars 2015 le mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, qui restera placée sous la conduite du Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, et décide en outre que, les principes de l'appropriation nationale étant scrupuleusement respectés, le mandat de la Mission en tant que mission politique spéciale intégrée consistera à accompagner le Gouvernement libyen en ce qu'il fait en vue :

a) De réaliser comme première priorité, la transition vers la démocratie, notamment en favorisant et en facilitant l'instauration d'un dialogue unique, transparent et ouvert à tous, la conduite de consultations électorales et l'élaboration, la rédaction et l'adoption de la nouvelle constitution libyenne et en offrant des conseils et une assistance technique en ce sens, en donnant à toutes les composantes de la société libyenne, en particulier aux femmes, aux jeunes et aux minorités, les moyens de leur autonomie et en favorisant leur participation à la vie politique, et en usant de ses bons offices pour promouvoir le règlement politique sans exclusive du conflit en Libye et instaurer un climat politique propice à l'intégration des ex-combattants dans les forces de sécurité libyennes ou à leur démobilisation et leur réintégration dans la vie civile ;

b) De promouvoir l'état de droit et d'assurer le respect et la protection des droits de l'homme, conformément aux obligations juridiques internationales faites à la Libye, en particulier ceux des femmes, des enfants et des personnes appartenant à des groupes vulnérables, dont les minorités et les migrants, notamment en aidant le Gouvernement libyen à garantir à tous les détenus, y compris les enfants, un traitement humain et respectueux de la légalité, à donner pleinement application à sa loi de justice transitionnelle et à opérer des réformes et à bâtir une justice indépendante et des institutions policières et pénitentiaires transparentes et responsables ;

c) De sécuriser les armes et le matériel connexe présents en Libye et d'empêcher leur prolifération en s'efforçant d'y avoir accès, en veillant à ce qu'ils soient gérés de manière appropriée et entreposés en toute sécurité et, s'il y a lieu, en les éliminant, d'appuyer les efforts cohérents déployés par les partenaires en ce sens, y compris en ce qui concerne la coordination et la facilitation d'une assistance internationale, et de renforcer les efforts déployés en vue d'assurer la sécurité aux frontières, d'établir des institutions libyennes compétentes et de coordonner efficacement l'action menée en matière de sécurité nationale ;

d) De renforcer les capacités de gouvernance, dans le cadre d'un effort international coordonné et en tirant parti des compétences spécifiques de l'équipe de pays des Nations Unies, en apportant un appui aux différents ministères, au Parlement national et aux autorités locales en vue d'améliorer les services fournis par le Gouvernement et de renforcer la transparence et la coordination au sein de celui-ci ;

### **Embargo sur les armes**

7. *Souligne* que les États Membres qui informent le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye de la fourniture, de la vente ou du transfert à la Libye d'armes et de matériel connexe, y compris les munitions et pièces détachées correspondantes, conformément aux dispositions de l'alinéa *a* du paragraphe 13 de la résolution 2009 (2011) modifiées par le paragraphe 10 de la résolution 2095 (2013), doivent veiller à ce que leur notification comprenne toutes les informations utiles ;

8. *Souligne également* que les armes et le matériel connexe, y compris les munitions et pièces détachées correspondantes, qui sont fournis, vendus ou transférés au Gouvernement libyen dans le cadre de l'assistance qui lui est prêtée en matière de sécurité ou de désarmement conformément aux dispositions de l'alinéa *a* du paragraphe 13 de la résolution 2009 (2011) modifiées par le paragraphe 10 de la résolution 2095 (2013), ne doivent pas être revendus ou transférés à des parties autres que l'utilisateur final ou mis à la disposition de celles-ci ;

9. *Exhorte* le Gouvernement libyen à continuer d'améliorer le contrôle des armes et du matériel connexe qui sont fournis, vendus ou transférés à la Libye conformément à l'alinéa *c* du paragraphe 9 de la résolution 1970 (2011) ou à l'alinéa *a* du paragraphe 13 de la résolution 2009 (2011) modifié par le paragraphe 10 de la résolution 2095 (2013), y compris en utilisant des certificats d'utilisateur final, et exhorte les États Membres et les organisations régionales à aider le Gouvernement à renforcer l'infrastructure et les mécanismes en place à l'heure actuelle à cette fin ;

10. *Condamne* les violations des mesures visées par les résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011), et modifiées par ses résolutions ultérieures, qui, selon certaines informations, continueraient de se produire, et rappelle le mandat du Comité, défini au paragraphe 24 de la résolution 1970 (2011), qui est d'examiner les informations faisant état de violations ou du non-respect de ces mesures et d'y donner la suite qui convient ;

### **Gel des avoirs**

11. *Donne pour instruction* au Comité, en consultation avec le Gouvernement libyen, de revoir continuellement les autres mesures imposées par les résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011), modifiées par la résolution 2009 (2011), s'agissant de la Libyan Investment Authority (Autorité libyenne d'investissement) et du Libyan Africa Investment Portfolio, et réaffirme sa décision selon laquelle le Comité doit, en consultation avec le Gouvernement, lever la désignation de ces entités dès que possible afin que les avoirs soient mis à la disposition du peuple libyen et utilisés à son profit ;

12. *Soutient* l'action menée par les autorités libyennes pour récupérer les fonds détournés sous le régime Kadhafi et, à cet égard, les engage, ainsi que les États Membres ayant gelé des avoirs en application des dispositions des résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011) modifiées par la résolution 2009 (2011), à se consulter au sujet des demandes de restitution de fonds détournés et autres questions touchant aux droits de propriété ;

### **Groupe d'experts**

13. *Décide* de proroger jusqu'au 13 avril 2015 le mandat du Groupe d'experts sur la Libye créé au paragraphe 24 de la résolution 1973 (2011) et modifié par la résolution 2040 (2012), entend revoir ce mandat et prendre les mesures qui s'imposent concernant son éventuelle prorogation au plus tard 12 mois après l'adoption de la présente résolution, et décide que le Groupe sera chargé de faire ce qui suit :

*a)* Aider le Comité à s'acquitter de son mandat, tel que défini au paragraphe 24 de la résolution 1970 (2011) ;

b) Réunir, examiner et analyser toutes informations provenant des États, d'organismes des Nations Unies compétents, d'organisations régionales et d'autres parties intéressées concernant l'application des mesures édictées dans les résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011), et modifiées par les résolutions 2009 (2011), 2040 (2012) et 2095 (2013), ainsi que par la présente résolution, en particulier les violations de leurs dispositions ;

c) Faire des recommandations sur les décisions que lui-même, le Comité, le Gouvernement libyen ou d'autres États pourraient envisager de prendre pour améliorer l'application des mesures pertinentes ;

d) Lui remettre un rapport d'activité au plus tard 180 jours après sa nomination et lui remettre, après concertation avec le Comité, un rapport final comportant ses conclusions et recommandations au plus tard le 10 mars 2015 ;

14. *Prie instamment* tous les États, les organismes compétents des Nations Unies, dont la Mission, et les autres parties intéressées de coopérer pleinement avec le Comité et avec le Groupe, en particulier en leur communiquant toutes informations à leur disposition sur l'application des mesures prescrites par les résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011), et modifiées par les résolutions 2009 (2011), 2040 (2012) et 2095 (2013), ainsi que par la présente résolution, en particulier les violations des dispositions de celles-ci ;

15. *Engage* le Groupe à poursuivre et à achever rapidement les enquêtes qu'il mène sur les violations des sanctions, notamment sur les transferts illicites d'armes et de matériel connexe à destination et en provenance de la Libye et sur les avoirs des personnes visées par le gel des avoirs prévu par les résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011), modifiées par les résolutions 2009 (2011), 2040 (2012) et 2095 (2013), ainsi que par la présente résolution, et invite la Mission et le Gouvernement libyen à aider le Groupe à enquêter en Libye, notamment en lui communiquant des renseignements, en facilitant ses déplacements et en lui donnant accès aux installations de stockage des armements, selon qu'il conviendra ;

16. *Invite* le Groupe à communiquer régulièrement au Comité des informations, y compris des éléments d'identification, accompagnées des pièces justificatives correspondantes, sur les personnes et entités visées par les mesures édictées aux paragraphes 15 ou 17 de la résolution 1970 (2011) ou au paragraphe 19 de la résolution 1973 (2011), notamment, le cas échéant, sur leurs activités, leurs déplacements et l'endroit où elles se trouvent, ainsi que tout renseignement selon lequel l'une de ces personnes pourrait être incarcérée ou décédée ;

#### **Présentation de rapports et réexamen**

17. *Exprime son intention* de revoir le mandat du Comité dans le cas où les mesures imposées par les résolutions 1970 (2011) et 1973 (2011), et modifiées par les résolutions 2009 (2011), 2040 (2012) et 2095 (2013) ainsi que par la présente résolution, seraient levées par une décision qu'il prendrait à l'avenir ;

18. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport tous les 90 jours sur la mise en œuvre de la présente résolution, y compris sur tous les éléments qui composent le mandat de la Mission ;

19. *Décide* de rester activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7136<sup>e</sup> séance.*

#### **Décision**

À sa 7142<sup>e</sup> séance, le 19 mars 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

#### **Résolution 2146 (2014) du 19 mars 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions 1970 (2011) du 26 février 2011, 1973 (2011) du 17 mars 2011, 2009 (2011) du 16 septembre 2011, 2016 (2011) du 27 octobre 2011, 2017 (2011) du 31 octobre 2011, 2022 (2011) du 2 décembre 2011, 2040 (2012) du 12 mars 2012, 2095 (2013) du 14 mars 2013 et 2144 (2014) du 14 mars 2014, ainsi que la déclaration de son Président en date du 16 décembre 2013<sup>412</sup>,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de la Libye,

*Rappelant* que les activités maritimes sont régies par le droit international, tel qu'il est codifié dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en date du 10 décembre 1982<sup>416</sup>,

*Soulignant* qu'il incombe au premier chef aux autorités libyennes de prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'exportation illicite de pétrole brut depuis la Libye et réaffirmant l'importance de fournir un appui international à cette dernière pour qu'elle puisse maintenir sa souveraineté sur son territoire et ses ressources,

*Prenant note* de la lettre du 10 mars 2014 que le Gouvernement libyen a adressée à sa Présidente et s'inquiétant de ce que l'exportation illicite de pétrole brut depuis la Libye affaiblit le Gouvernement et menace la paix, la sécurité et la stabilité du pays,

*Appuyant* l'action menée par le Gouvernement libyen pour lever, par des moyens pacifiques, les obstacles qui perturbent les exportations énergétiques du pays et réaffirmant que le contrôle de toutes les installations doit être retransféré aux autorités compétentes, se félicitant que le Gouvernement ait décidé de remédier aux problèmes de sécurité aux frontières, notamment par la mise en œuvre du Plan d'action de Tripoli, et notant l'importance de la Mission d'assistance de l'Union européenne pour une gestion intégrée des frontières, pour ce qui est de renforcer la gestion des frontières du pays,

*Considérant* que la situation en Libye continue de menacer la paix et la sécurité internationales,

*Agissant* au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Condamne* les tentatives d'exportation illicite de pétrole brut depuis la Libye ;
2. *Demande* au Gouvernement libyen, agissant sur la base de toute information relative à ces exportations ou tentatives d'exportation, de commencer par rapidement entrer en contact avec l'État du pavillon du navire concerné en vue de régler la question ;
3. *Prie* le Gouvernement libyen de nommer un référent qui sera chargé de faire la liaison avec le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye au sujet de l'application des mesures prévues dans la présente résolution, et d'en aviser ce dernier, et prie ledit référent de signaler au Comité tout navire transportant du pétrole brut illicitement exporté de Libye, en lui communiquant toute information pertinente dont il dispose, et de l'informer de toute mesure prise au titre du paragraphe 2 ci-dessus ;
4. *Charge* le Comité d'immédiatement porter à la connaissance des États Membres concernés les notifications qu'il recevra du référent désigné par le Gouvernement libyen ;
5. *Autorise* les États Membres à inspecter en haute mer les navires qui auraient été désignés par le Comité dans les conditions prévues au paragraphe 11 de la présente résolution, et les autorise également à prendre toutes les mesures dictées par les circonstances, dans le respect scrupuleux du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme, selon qu'il conviendra, pour procéder auxdites inspections et amener le navire à prendre les mesures voulues pour rendre le pétrole brut à la Libye, avec le consentement du Gouvernement libyen et en coordination avec lui ;
6. *Demande* que les États Membres cherchent à obtenir le consentement préalable de l'État du pavillon avant de prendre les mesures autorisées au paragraphe 5 ci-dessus ;
7. *Décide* que tout État Membre qui procède à une inspection en application du paragraphe 5 de la présente résolution devra présenter dans les meilleurs délais au Comité un rapport où il donnera toutes les précisions utiles sur l'inspection et indiquera notamment ce qu'il a fait pour obtenir le consentement de l'État du pavillon du navire ;
8. *Affirme* que l'autorisation donnée au paragraphe 5 de la présente résolution ne s'applique qu'aux inspections effectuées par des navires de guerre et des navires appartenant à un État ou exploités par cet État et utilisés exclusivement à des fins gouvernementales et non commerciales ;
9. *Affirme également* que l'autorisation donnée au paragraphe 5 de la présente résolution ne s'applique qu'aux navires désignés par le Comité conformément au paragraphe 11 de la présente résolution et n'a pas d'incidence sur les droits, obligations et responsabilités découlant pour les États Membres du droit international,

---

<sup>416</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1834, n° 31363.

notamment les droits et obligations résultant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer<sup>416</sup>, y compris le principe général de la juridiction exclusive de l'État du pavillon sur ses navires en haute mer, pour ce qui est de tout autre navire et de toute autre situation, et souligne en particulier que la présente résolution ne peut être considérée comme établissant une norme de droit international coutumier ;

10. *Décide* d'imposer les mesures ci-après aux navires désignés conformément au paragraphe 11 ci-dessous :

a) L'État du pavillon d'un navire désigné par le Comité conformément au paragraphe 11 ci-dessous prendra les mesures nécessaires pour enjoindre au navire de ne charger, transporter, ou décharger du pétrole brut libyen que sur instruction du référent du Gouvernement libyen ;

b) Tous les États Membres prendront les mesures nécessaires pour interdire aux navires désignés par le Comité conformément au paragraphe 11 d'entrer dans leurs ports, à moins que cette entrée ne soit nécessaire pour les besoins d'une inspection, en cas d'urgence ou en cas de retour en Libye ;

c) Tous les États Membres prendront les mesures nécessaires pour interdire la fourniture, par leurs nationaux ou à partir de leur territoire, de services de soutage, notamment l'approvisionnement en carburant ou en autres produits, et la prestation de tous autres services, aux navires désignés par le Comité conformément au paragraphe 11, sauf si ces services sont nécessaires à des fins humanitaires ou en cas de retour en Libye, auquel cas l'État Membre notifiera le Comité ;

d) Tous les États Membres veilleront à ce que leurs nationaux et les entités et les particuliers se trouvant sur leur territoire ne se livrent à aucune transaction financière afférente au pétrole brut libyen à bord des navires désignés par le Comité conformément au paragraphe 11 ;

11. *Décide également* que le Comité pourra désigner des navires auxquels s'appliqueront, en tout ou en partie, les mesures visées au paragraphe 10 ci-dessus, au cas par cas, pour une période de 90 jours renouvelable ;

12. *Décide en outre* que le Comité pourra mettre un terme à la désignation d'un navire à tout moment et déroger en tout ou en partie aux mesures imposées au paragraphe 10 de la présente résolution s'il y a lieu ;

13. *Rappelle* la création, en vertu des dispositions du paragraphe 24 de la résolution 1973 (2011), du Groupe d'experts sur la Libye, placé sous la direction du Comité et chargé d'accomplir les tâches définies dans ledit paragraphe, décide que ce mandat s'appliquera aux mesures imposées par la présente résolution et charge le Groupe de suivre l'application des mesures édictées dans la présente résolution ;

14. *Prie* le Secrétaire général, au vu de l'expansion du mandat du Groupe d'experts, de porter le nombre de ses membres à six, et de prendre les dispositions nécessaires, sur le plan financier et en matière de sécurité, pour en appuyer les travaux ;

15. *Décide* que les autorisations prévues et les mesures imposées par la présente résolution prendront fin un an après la date de son adoption, à moins qu'il ne décide de les proroger ;

16. *Décide également* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7142<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 7173<sup>e</sup> séance, le 13 mai 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M<sup>me</sup> Fatou Bensouda, Procureure de la Cour pénale internationale.

À sa 7194<sup>e</sup> séance, le 9 juin 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Tarek Mitri, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye.

À sa 7218<sup>e</sup> séance, le 17 juillet 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de la Libye (Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation en Libye ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Tarek Mitri, Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, à participer à la séance par visioconférence.

---

## LA SITUATION AU MALI<sup>417</sup>

### Décisions

À sa 7043<sup>e</sup> séance, le 16 octobre 2013, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Mali (Ministre de la réconciliation nationale et du développement des régions du Nord) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Mali

« Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali (S/2013/582) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Albert Koenders, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali.

À sa 7095<sup>e</sup> séance, le 16 janvier 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Côte d'Ivoire et du Mali à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Mali

« Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali (S/2014/1) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Albert Koenders, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali.

À sa 7099<sup>e</sup> séance, le 23 janvier 2014, le Conseil a examiné la question intitulée « La situation au Mali ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>418</sup> :

Le Conseil de sécurité réaffirme son ferme attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Mali.

Le Conseil se réjouit du bon déroulement des élections législatives qui se sont tenues dans la paix et la transparence les 24 novembre et 15 décembre 2013 et tient à en féliciter les autorités et le peuple maliens. Il salue les efforts déployés à titre d'appui à ces élections par les observateurs nationaux et internationaux et par les partenaires bilatéraux et internationaux. Il remercie la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali de l'appui qu'elle a prêté dans les domaines de la sécurité et de la logistique à cette occasion. Il souligne qu'après la réussite de l'élection présidentielle en juillet et août 2013, la tenue des élections législatives marque une nouvelle étape vers le rétablissement de la gouvernance démocratique et le plein retour de l'ordre constitutionnel au Mali.

Le Conseil félicite le Gouvernement malien d'avoir entrepris d'organiser une série de consultations nationales sur la situation dans le nord du pays en vue de promouvoir la bonne gouvernance, la réforme des institutions et le développement économique et social et de renforcer l'unité et la sécurité nationales. Il

---

<sup>417</sup> Le Conseil de sécurité a adopté pour la première fois en 2012 des résolutions et décisions sur cette question.

<sup>418</sup> S/PRST/2014/2.

l'encourage à continuer d'agir afin d'asseoir la stabilité, de promouvoir un dialogue national sans exclusive et la réconciliation et de favoriser la cohésion sociale. Il souligne la nécessité de s'attaquer aux causes profondes des crises récurrentes dont souffre le Mali, notamment aux problèmes ayant trait à la gouvernance, à la sécurité, au développement et au domaine humanitaire, et de tirer les enseignements des accords de paix antérieurs.

Le Conseil renouvelle son appel en faveur d'un processus de négociation crédible et sans exclusive, ouvert à toutes les communautés du nord du Mali, le but étant de parvenir à un règlement politique durable de la crise et d'instaurer la paix et la stabilité à long terme dans l'ensemble du pays, dans le respect de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'État malien. Il soutient pleinement le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali afin qu'il mette ses bons offices, en coordination étroite avec la communauté internationale, au service du rétablissement de la paix et de la sécurité sur l'ensemble du territoire national malien, dans le cadre d'un accord global mettant fin à la crise.

Rappelant sa résolution 2100 (2013), le Conseil demande à cet égard à tous les signataires de l'accord préliminaire de Ouagadougou du 18 juin 2013, ainsi qu'aux groupes armés du nord du Mali qui ont rompu tous liens avec des organisations terroristes et se sont engagés à respecter sans conditions les dispositions de l'accord, d'appliquer celles-ci intégralement et sans attendre, notamment en ce qui concerne le cantonnement des groupes armés, le rétablissement de l'administration de l'État dans tout le pays et la tenue urgente de pourparlers de paix ouverts à tous et crédibles.

Le Conseil renouvelle son exigence que les groupes armés au Mali déposent les armes et rejettent le recours à la violence. Il demande à toutes les parties maliennes intéressées d'arrêter d'un commun accord des mesures positives pour faire progresser le cantonnement des groupes armés, étape indispensable à toute opération de désarmement, de démobilisation et de réintégration efficace, dans le cadre d'un règlement de paix global. Le Conseil réaffirme son soutien à l'action de la Mission en faveur du renforcement des processus susmentionnés.

Le Conseil souligne qu'il faut garantir pleinement et effectivement, à un stade précoce de la phase de stabilisation, l'égalité de participation et de représentation des femmes à tous les niveaux, notamment leur participation à la réforme du secteur de la sécurité et aux opérations de désarmement, de démobilisation et de réintégration, ainsi qu'au dialogue politique national et aux consultations électorales.

Le Conseil se déclare préoccupé par la précarité de la sécurité dans le nord du Mali, notant à cet égard les faits récents d'où il ressort que les terroristes et d'autres groupes armés se réorganisaient et avaient rétabli une certaine capacité à mener des opérations. Il souligne qu'il incombe au premier chef au Gouvernement malien d'assurer la stabilité et la sécurité sur l'ensemble du territoire du Mali. Il insiste sur le fait qu'il importe de procéder sans plus attendre au déploiement opérationnel complet de la Mission afin de sécuriser les principales agglomérations et de protéger les civils, y compris les femmes et les enfants, spécialement dans le nord du pays, et de continuer d'aider à rétablir l'autorité de l'État dans l'ensemble du pays, ainsi qu'à promouvoir l'état de droit et la protection des droits de l'homme. Il engage tous les États Membres à concourir à achever à bref délai le déploiement de la Mission. Il demande instamment à toutes les parties au Mali de coopérer pleinement au déploiement et aux activités de la Mission, notamment en assurant la sûreté et la sécurité de celle-ci.

Le Conseil prend note de l'enquête ouverte par les autorités judiciaires maliennes à l'encontre de militaires, dont le général Amadou Haya Sanogo, et concernant des violences commises en 2012. Il souligne que la soumission des Forces de défense et de sécurité maliennes à la tutelle et au contrôle civils est un élément indispensable de la réforme générale du secteur de la sécurité et salue à cet égard la contribution des donateurs internationaux, notamment celle qu'apporte l'Union européenne par la voie de sa mission relevant de sa politique de sécurité et de défense commune, la Mission de formation de l'Union européenne au Mali.

Le Conseil rappelle que les auteurs de violations du droit international humanitaire et d'infractions ou d'atteintes au droit des droits de l'homme doivent répondre de leurs actes et, à cet égard, engage le Gouvernement malien à enquêter sur de tels actes et à traduire rapidement leurs auteurs en justice, ainsi qu'à continuer de coopérer avec la Cour pénale internationale. Il condamne énergiquement les violences sexuelles liées au conflit armé commises au Mali, notamment sur la personne d'enfants, salue l'action que déploie le Gouvernement pour voir instruire en priorité les affaires de violences sexuelles liées au conflit armé et l'encourage à entreprendre d'accélérer le retour des autorités judiciaires dans le nord.



Tout en notant que des milliers de réfugiés et de personnes déplacées ont regagné leur région d'origine, le Conseil félicite le Gouvernement malien des efforts qu'il déploie pour régler les problèmes humanitaires et lui demande de régler durablement le sort des réfugiés et des personnes déplacées, notamment en créant les conditions de leur retour durable librement consenti, dans la sécurité et la dignité. Le Conseil reste gravement préoccupé par l'ampleur de la crise alimentaire et demande à la communauté internationale d'accroître encore son aide aux populations touchées, en particulier les femmes et les enfants, et de combler le déficit de financement de l'appel global pour le Mali.

Le Conseil salue les efforts déployés par la communauté internationale ainsi que par le Gouvernement malien dans le cadre des engagements mutuels pris à la conférence intitulée « Ensemble pour le renouveau du Mali », tenue à Bruxelles le 15 mai 2013. Il demande à tous les organismes compétents des Nations Unies et à la communauté internationale de renforcer leur soutien au Gouvernement en ce qu'il fait pour mettre en œuvre ses plans de développement économique et social, notamment en prêtant leur concours à la fourniture de services essentiels à la population, en particulier dans le nord du Mali.

Le Conseil demande à la communauté internationale de continuer d'aider le peuple et le Gouvernement maliens à réaliser durablement la paix, la stabilité et la réconciliation au Mali, et le développement du pays.

Le Conseil exprime de nouveau la préoccupation que ne cesse de lui inspirer la situation alarmante dans la région du Sahel et réaffirme sa volonté constante de s'attaquer aux problèmes complexes d'ordre sécuritaire et politique de la région, qui sont liés aux enjeux humanitaires et du développement. À cet égard, il prie de nouveau le Secrétaire général d'œuvrer rapidement à la mise en œuvre effective de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel<sup>419</sup>.

À sa 7158<sup>e</sup> séance, le 23 avril 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Mali (Ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine et de la coopération internationale) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Mali

« Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali (S/2014/229) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Albert Koenders, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali.

À sa 7179<sup>e</sup> séance, le 20 mai 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Mali (Ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine et de la coopération internationale) à participer par visioconférence, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « La situation au Mali ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Albert Koenders, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, à participer à la séance par visioconférence.

À sa 7202<sup>e</sup> séance, le 18 juin 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Mali (Ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine et de la coopération internationale) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Mali

« Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali (S/2014/403) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

---

<sup>419</sup> S/2013/354, annexe.

À sa 7210<sup>e</sup> séance, le 25 juin 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant du Mali à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« La situation au Mali

« Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali (S/2014/403) ».

**Résolution 2164 (2014)  
du 25 juin 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures, en particulier les résolutions 2085 (2012) du 20 décembre 2012 et 2100 (2013) du 25 avril 2013, les déclarations de son Président en date des 12 décembre 2013<sup>420</sup> et 23 janvier 2014<sup>418</sup>, et ses déclarations à la presse en date des 23 avril, 20 mai et 11 juin 2014,

*Réaffirmant son ferme attachement* à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale du Mali,

*Réaffirmant* les principes fondamentaux du maintien de la paix, y compris ceux du consentement des parties, de l'impartialité et du non-recours à la force, sauf en cas de légitime défense ou de défense du mandat, et considérant que le mandat de chaque mission de maintien de la paix doit être adapté aux besoins et à la situation du pays concerné,

*Soulignant* la nécessité de s'attaquer aux causes profondes des crises récurrentes qui secouent le Mali, notamment aux problèmes ayant trait à la gouvernance, à la sécurité, au développement et à la situation humanitaire, et de tirer les enseignements des accords de paix antérieurs, et insistant sur le fait que, pour être durable, toute solution à la crise malienne, y compris tous les aspects du processus politique, en particulier le dialogue et la réconciliation dans le pays, doit être inspirée par les Maliens eux-mêmes,

*Se réjouissant* de la tenue de l'élection présidentielle et des élections législatives qui se sont déroulées dans le calme et la transparence, les 28 juillet et 11 août 2013, et les 24 novembre et 15 décembre 2013, et qui marquent une étape importante dans le rétablissement de la gouvernance démocratique et le retour complet de l'ordre constitutionnel au Mali, et félicitant les autorités et le peuple maliens de la façon dont ces élections ont été conduites,

*Se félicitant* de la signature, le 18 juin 2013, de l'accord préliminaire de Ouagadougou, qui réaffirme notamment la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'unité nationale et le caractère laïc de l'État malien, prévoit un cessez-le-feu immédiat et le lancement du processus de cantonnement et établit un cadre pour des pourparlers de paix ouverts à toutes les communautés du nord du Mali, mais déplorant que les parties à l'accord n'aient pas respecté le calendrier prévu pour le lancement de ces pourparlers,

*Saluant* les efforts déployés par tous les acteurs régionaux et internationaux, notamment ceux qui ont facilité les discussions avec les groupes armés ayant signé l'accord préliminaire de Ouagadougou ou y ayant adhéré, en vue de résoudre la crise au Mali, se félicitant, à cet égard, de l'action menée par l'Algérie pour contribuer au lancement de négociations crédibles sans exclusive, et par le Burkina Faso en tant que médiateur de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et exhortant tous ces acteurs à continuer de se coordonner pour consolider les acquis politiques et les progrès accomplis sur le plan de la sécurité au Mali, en collaboration étroite avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali,

*Se félicitant* que le Président malien ait nommé, le 23 avril 2014, un haut-représentant pour le dialogue inclusif intermalien, qui a commencé à tenir des consultations sur le processus de paix avec les acteurs nationaux et internationaux,

*Condamnant vigoureusement* les affrontements violents survenus à Kidal les 17 et 18 mai 2014, à l'occasion de la visite du Premier Ministre malien, qui ont causé la mort de membres des Forces de défense et de sécurité maliennes et de huit civils, dont six représentants de l'État, la prise inacceptable par des groupes armés, notamment le Mouvement national pour la libération de l'Azawad, de bâtiments administratifs, y compris celui du gouvernorat de Kidal, suivie de celle de plusieurs villes du nord du Mali, où des structures administratives parallèles auraient été

---

<sup>420</sup> S/PRST/2013/20.

illégalement établies, et la capture d'armes et de matériel appartenant aux Forces de défense et de sécurité maliennes, qui constituent une violation du cessez-le-feu prévu dans l'accord préliminaire de Ouagadougou, et les attaques menées contre le personnel de la Mission par les groupes armés, exprimant sa vive préoccupation concernant les événements survenus à Kidal et ailleurs dans le nord du Mali le 21 mai 2014, qui ont fait d'autres victimes et ont provoqué une détérioration des conditions de sécurité dans le nord du Mali, et demandant à nouveau à toutes les parties de faire preuve de retenue et de s'abstenir de tout nouvel acte de violence susceptible de mettre en danger la population civile,

*Se félicitant* de la signature de l'accord de cessez-le-feu du 23 mai 2014, conclu sous les auspices du Président de l'Union africaine et M. Mohammed Ould Abdel Aziz, Président de la Mauritanie, et du Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali, ainsi que de la tenue du Sommet de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, qui a eu lieu à Accra le 30 mai 2014, notant que les participants ont exprimé leur adhésion à l'accord de cessez-le-feu et demandé qu'une solution politique soit trouvée grâce au lancement de pourparlers de paix ouverts à tous et que les groupes armés se retirent immédiatement des bâtiments publics et des zones occupées, et retournent aux positions qui étaient les leurs avant le 17 mai, et se félicitant également de la signature, le 13 juin 2014, de l'accord sur les modalités d'application du cessez-le-feu,

*Demeurant préoccupé* par la précarité de la sécurité dans le nord du Mali et la poursuite, dans la région du Sahel, des activités menées par des organisations terroristes, telles qu'Al-Qaida au Maghreb islamique, Ansar Eddine, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest et Al Mourabitoune, qui constituent une menace pour la paix et la sécurité dans la région et ailleurs, et condamnant de nouveau fermement les atteintes aux droits de l'homme et les actes de violence commis sur la personne de civils, notamment des femmes et des enfants, dans le nord du Mali et dans la région, par des groupes terroristes,

*Soulignant* que le terrorisme ne peut être vaincu qu'à la faveur d'une démarche suivie et globale, fondée sur la participation et la collaboration actives de l'ensemble des États et organismes régionaux et internationaux, visant à contrer, affaiblir et isoler la menace terroriste, et réaffirmant que le terrorisme ne peut et ne saurait être associé à aucune religion, nationalité ou civilisation,

*Rappelant* que le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest, Al-Qaida au Maghreb islamique, Ansar Eddine et son dirigeant, Iyad ag Ghali, et Al-Mourabitoune sont inscrits sur la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida créée par le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011), et se déclarant à nouveau disposé à sanctionner, au titre du régime susmentionné et conformément aux critères arrêtés pour l'inscription sur la Liste, d'autres personnes, groupes, entreprises et entités qui ne rompraient pas tout lien avec Al-Qaida et les groupes qui lui sont associés, y compris Al-Qaida au Maghreb islamique, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest, Ansar Eddine et Al-Mourabitoune,

*Saluant* l'action que les forces françaises continuent de mener, à la demande des autorités maliennes, pour écarter la menace terroriste dans le nord du Mali,

*Prenant note avec une inquiétude croissante* de la dimension transnationale de la menace terroriste dans la région du Sahel et soulignant la nécessité d'une action régionale cohérente pour lutter contre cette menace,

*Se déclarant toujours préoccupé* par les graves menaces que représentent la criminalité transnationale organisée dans la région du Sahel et les liens qui se développent, dans certains cas, entre cette criminalité et le terrorisme, condamnant fermement les enlèvements et prises d'otages ayant pour but d'obtenir des fonds ou des concessions politiques, réaffirmant qu'il est résolu à empêcher les enlèvements et prises d'otages dans la région du Sahel, dans le respect du droit international applicable, rappelant sa résolution 2133 (2014) du 27 janvier 2014, dans laquelle il a notamment demandé à tous les États Membres d'empêcher les terroristes de profiter directement ou indirectement de rançons ou de concessions politiques, et de faire en sorte que les otages soient libérés sains et saufs et, à ce propos, prenant note du Mémoire d'Alger sur les bonnes pratiques en matière de prévention des enlèvements contre rançon par des terroristes et d'élimination des avantages qui en découlent publié par le Forum mondial de lutte contre le terrorisme,

*Demeurant gravement préoccupé* par l'ampleur de la crise alimentaire et humanitaire qui sévit dans la région du Sahel et par l'insécurité qui entrave l'accès humanitaire, que viennent aggraver la présence et les activités de groupes armés et de réseaux terroristes et criminels, et leurs activités, la présence de mines terrestres, ainsi que la poursuite de la prolifération d'armes en provenance de la région et d'ailleurs, qui menace la paix, la sécurité et la stabilité des États de la région,

*Soulignant* qu'il faut que toutes les parties défendent et respectent les principes humanitaires d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance afin que l'aide humanitaire puisse continuer d'être fournie et que la sécurité des civils qui la reçoivent et celle du personnel humanitaire travaillant au Mali puisse être assurée, et insistant sur le fait qu'il importe que l'aide humanitaire soit fournie en fonction des besoins,

*Condamnant fermement* toutes les violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits et toutes les violations du droit international humanitaire, y compris les exécutions extrajudiciaires, les arrestations et détentions arbitraires, et la violence sexuelle ou sexiste, ainsi que le meurtre, la mutilation, l'enrôlement et l'utilisation d'enfants, et les attaques contre des écoles et des hôpitaux, et demandant aux parties de mettre fin à ces violations et atteintes et de s'acquitter des obligations que leur impose le droit international applicable,

*Rappelant*, à ce sujet, que tous les auteurs de ces actes doivent en répondre et que certains des actes mentionnés au paragraphe précédent peuvent constituer des crimes au regard du Statut de Rome de la Cour pénale internationale<sup>421</sup>, notant que, les autorités de transition maliennes ayant saisi la Cour, le 13 juillet 2012, la Procureure a, le 16 janvier 2013, ouvert une enquête sur les crimes commis sur le territoire du Mali depuis janvier 2012, et rappelant qu'il importe que toutes les parties concernées prêtent leur concours à la Cour et lui apportent leur coopération,

*Soulignant* que c'est avant tout aux autorités maliennes qu'il incombe d'assurer la stabilité et la sécurité sur l'ensemble du territoire malien, également qu'il importe que les Forces de défense et de sécurité maliennes soient placées sous la tutelle et le contrôle d'une autorité civile, réaffirmant qu'il est essentiel d'assurer la formation, la consolidation et le redéploiement des Forces pour garantir la sécurité et la stabilité à long terme du pays et protéger le peuple malien, et soulignant qu'il importe que les Forces de défense et de sécurité maliennes soient entièrement responsables de la sécurité sur l'ensemble du territoire malien,

*Constatant* que la menace qui pèse sur la population civile dans le nord du Mali ne se limite pas aux grandes agglomérations mais touche également les zones rurales,

*Réaffirmant son ferme appui* au Représentant spécial du Secrétaire général et à la Mission, et se déclarant préoccupé par la lenteur du déploiement de celle-ci,

*Saluant* le rôle joué par l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et les pays voisins, et la contribution qu'ils apportent pour ce qui est de stabiliser le Mali et d'aider la Mission dans ses efforts de promotion d'un règlement politique,

*Saluant également* le rôle de la mission de formation de l'Union européenne au Mali, qui dispense une formation et des conseils aux Forces de défense et de sécurité maliennes en vue d'aider à asseoir l'autorité civile et le respect des droits de l'homme, et se félicitant que l'Union européenne ait décidé de créer la Mission de renforcement des capacités au Sahel Mali, chargée de prodiguer conseils stratégiques et formation à la police, la gendarmerie et la garde nationale maliennes,

*Encourageant* la communauté internationale à apporter un appui étendu pour favoriser le règlement de la crise malienne en menant une action coordonnée pour répondre aux besoins immédiats et à long terme dans les domaines de la sécurité, de la réforme de la gouvernance, du développement et de l'action humanitaire, se félicitant des contributions déjà versées au titre de l'appel global pour le Mali pour 2014 et exhortant les États Membres et autres donateurs à contribuer généreusement au financement des opérations humanitaires,

*Considérant* que la situation qui règne au Mali menace la paix et la sécurité internationales,

*Agissant* en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

### **Cadre pour la paix et la stabilité à long terme au Mali**

1. *Prie instamment* les autorités maliennes et les groupes armés qui ont signé l'accord préliminaire de Ouagadougou ou y ont adhéré de s'acquitter des engagements pris à ce titre et, à cet égard, prie également instamment les parties maliennes d'entreprendre de bonne foi et sans tarder un processus de négociation crédible et ouvert dans le respect de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale du Mali, et souligne que l'Accord constitue une base solide pour la paix et la stabilité à long terme au Mali ;

---

<sup>421</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2187, n° 38544.

2. *Exhorte* les signataires de l'accord de cessez-le feu du 23 mai 2014 à respecter pleinement cet accord et à en appliquer immédiatement les dispositions, notamment celles qui prévoient la libération des prisonniers et la création d'une commission d'enquête internationale, et à prendre des mesures favorisant la réconciliation nationale, et prie le Secrétaire général de faciliter la création rapide de ladite commission en consultation avec les parties ;

3. *Exhorte* en particulier les autorités maliennes à lancer sans tarder un processus de négociation crédible et ouvert avec les groupes armés qui ont signé l'accord préliminaire de Ouagadougou ou y ont adhéré et avec les groupes armés du nord du Mali qui ont rompu tous liens avec des organisations terroristes et se sont engagés à respecter sans conditions les dispositions de l'accord ;

4. *Exige de nouveau* de tous les groupes armés présents au Mali qu'ils déposent les armes, cessent immédiatement les hostilités et renoncent à la violence, et prie instamment tous les groupes armés qui ont rompu tous liens avec des organisations terroristes et reconnaissent sans conditions l'unité et l'intégrité territoriale de l'État malien d'entamer un dialogue sans exclusive ouvert à toutes les communautés du nord du Mali ;

5. *Prie instamment* tous les groupes armés présents au Mali de reprendre l'opération de cantonnement, appuyée et contrôlée par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, qui constitue une étape cruciale et concrète vers un processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration efficace, dans le cadre d'un règlement de paix global ;

6. *Exprime son ferme appui* au Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali qui joue un rôle clef dans les pourparlers de paix, et prie le Représentant spécial de poursuivre ses bons offices et sa participation active, notamment en coordonnant ses efforts avec ceux des autorités maliennes et en appuyant celles-ci, aux fins du lancement d'un processus sans exclusive ouvert à toutes les communautés du nord du Mali, comme le prévoient les sous-alinéas i et ii de l'alinéa b du paragraphe 13 de la présente résolution ;

7. *Demande instamment* aux parties à ces négociations de se concerter avec le Représentant spécial afin de parvenir à un règlement politique durable de la crise et au rétablissement de la paix et de la stabilité à long terme partout dans le pays, dans le respect de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'État malien ;

8. *Exhorte* les autorités maliennes à intensifier leur lutte contre l'impunité et, à cet égard, à amener tous les auteurs de violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits et de violations du droit international humanitaire à répondre de leurs actes, et à continuer de coopérer avec la Cour pénale internationale, en exécution des obligations souscrites par le Mali au titre du Statut de Rome de la Cour<sup>421</sup> ;

9. *Accueille avec satisfaction* la création de la Commission Vérité, justice et réconciliation, le 20 mars 2014, et demande aux autorités maliennes de prendre les mesures nécessaires pour garantir la neutralité, l'impartialité, la transparence et l'indépendance de la Commission et de permettre à celle-ci d'entamer ses travaux dès que possible pour le bien de tous les Maliens ;

10. *Souligne* qu'il importe que l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union européenne, les pays voisins du Mali et les autres acteurs clefs continuent à coordonner leur action en faveur d'une paix, d'une sécurité, d'une stabilité et d'une réconciliation durables dans ce pays, et demande à ces acteurs de coordonner les efforts qu'ils font dans ce sens avec le Représentant spécial et la Mission ;

#### **Mandat de la Mission**

11. *Décide* de proroger le mandat de la Mission jusqu'au 30 juin 2015, dans les limites de l'effectif maximum autorisé, soit 11 200 militaires, y compris l'effectif des bataillons de réserve pouvant être déployés rapidement à l'intérieur du pays, et 1 440 policiers ;

12. *Autorise* la Mission à utiliser tous les moyens nécessaires pour accomplir son mandat, dans les limites de ses capacités et dans ses zones de déploiement ;

13. *Décide* que le mandat de la Mission sera axé sur les tâches prioritaires suivantes :

a) *Sécurité, stabilisation et protection des civils*

i) Pour appuyer les autorités maliennes, stabiliser les principales agglomérations, notamment dans le nord du pays, et, dans ce contexte, écarter les menaces et prendre activement des dispositions pour empêcher le retour d'éléments armés dans ces zones ;

ii) Assurer, sans préjudice de la responsabilité des autorités maliennes, la protection des civils immédiatement menacés de violences physiques ;

iii) Assurer une protection particulière aux femmes et aux enfants touchés par le conflit armé, notamment en déployant des conseillers pour la protection des enfants et des conseillers pour la protection des femmes, et répondre aux besoins des victimes de violences sexuelles et sexistes liées au conflit ;

iv) Étendre sa présence, notamment grâce à des patrouilles de longue portée, dans la limite de ses capacités, dans le nord du pays, au-delà des principales agglomérations, en particulier dans les zones où les civils sont en danger ;

v) Appuyer l'application du cessez-le-feu et des mesures de confiance sur le terrain, conformément aux dispositions de l'accord préliminaire de Ouagadougou ;

vi) Renforcer sa coordination opérationnelle avec les Forces de défense et de sécurité maliennes, dans les limites de ses moyens et dans ses zones de déploiement, dans le cadre de l'accord préliminaire de Ouagadougou, sous réserve d'une évaluation des risques et en stricte conformité avec la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'Organisation des Nations Unies à des forces de sécurité non onusiennes<sup>422</sup> ;

*b) Appui au dialogue politique national et à la réconciliation nationale*

i) Se coordonner avec les autorités maliennes et les aider à engager un processus de négociation crédible et sans exclusive ouvert à toutes les communautés du nord du Mali, conformément aux paragraphes 6 et 7 de la présente résolution ;

ii) User de ses bons offices et de mesures de confiance et d'encouragement aux niveaux national et local pour prévoir, prévenir, atténuer et régler tout conflit, y compris en renforçant les capacités de négociation et en favorisant la participation de la société civile, dont les associations féminines ;

iii) Appuyer le cantonnement des groupes armés, étape essentielle vers la mise en place d'un processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration efficace dans le cadre d'un accord de paix global ;

iv) Aider les autorités maliennes, et coordonner les efforts internationaux, en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants et du démantèlement des milices et des groupes d'autodéfense, conformément aux dispositions de l'accord préliminaire de Ouagadougou et compte tenu des besoins propres aux enfants démobilisés ;

v) Concourir, dans les limites de ses moyens et dans ses zones de déploiement, à l'organisation d'élections locales transparentes, régulières, libres et ouvertes à tous, en apportant notamment l'aide logistique et technique voulue et en mettant en place des mesures de sécurité efficaces, dans le cadre d'un processus de décentralisation sans exclusive dirigé et maîtrisé par les autorités maliennes ;

vi) Concourir, dans la mesure du possible et du nécessaire et sans préjudice des responsabilités des autorités maliennes, à l'action que celles-ci mènent en vue de traduire en justice ceux qui ont commis au Mali des violations graves des droits de l'homme ou des atteintes graves à ces droits, ou des violations graves du droit international humanitaire, notamment des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, en tenant compte du fait que les autorités maliennes de transition ont saisi la Cour pénale internationale de la situation qui règne dans leur pays depuis janvier 2012 ;

vii) Appuyer les activités de la commission d'enquête internationale, comme le prévoient l'accord préliminaire de Ouagadougou et l'accord de cessez-le-feu du 23 mai 2014 ;

*c) Appui au rétablissement de l'autorité de l'État dans tout le pays, à la reconstruction du secteur de la sécurité malien, à la promotion et à la protection des droits de l'homme, et à l'aide humanitaire*

i) Aider les autorités maliennes à étendre et à rétablir l'administration de l'État dans tout le pays, en particulier dans le nord, conformément à l'accord préliminaire de Ouagadougou et à l'accord de cessez-le-feu du 23 mai 2014 ;

---

<sup>422</sup> S/2013/110, annexe.

- ii) Accompagner les efforts nationaux, et coordonner les efforts internationaux, visant à rebâtir le secteur de la sécurité malien, en particulier la police et la gendarmerie, grâce à une assistance technique, au renforcement des capacités et à des programmes de partage de locaux et de mentorat, ainsi que les secteurs de l'état de droit et de la justice, dans les limites de ses capacités et en étroite coordination avec les autres partenaires bilatéraux, donateurs et organismes internationaux menant des activités dans ces domaines, dont l'Union européenne, notamment en renforçant le partage d'informations et la planification stratégique commune entre tous les acteurs ;
- iii) Aider les autorités maliennes, par des activités de formation et d'autres formes d'appui, à procéder au retrait et à la destruction des mines et autres engins explosifs et à gérer les armes et les munitions ;
- iv) Aider les autorités maliennes dans leur entreprise de promotion et de défense des droits de l'homme ;
- v) Surveiller toutes violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits et toutes violations du droit international humanitaire commises sur le territoire national, concourir aux enquêtes et faire rapport à ce sujet au Conseil de sécurité et publiquement, selon qu'il conviendra, et contribuer aux activités de prévention de ces violations et atteintes ;
- vi) Surveiller particulièrement les violations des droits de l'homme et atteintes à ces droits commises sur la personne d'enfants, ainsi que les violations commises contre des femmes, y compris toutes formes de violences sexuelles liées au conflit armé, concourir aux enquêtes et lui rendre compte à ce sujet ;
- vii) Pour appuyer les autorités maliennes, contribuer à créer les conditions de sécurité indispensables à l'acheminement sûr de l'aide humanitaire sous la direction de civils, conformément aux principes humanitaires, et au retour volontaire, en toute sécurité et dans la dignité, ou à l'intégration locale ou à la réinstallation des déplacés et des réfugiés, en coordination étroite avec les acteurs humanitaires ;
- viii) Pour appuyer les autorités maliennes, contribuer à créer les conditions de sécurité indispensables à la mise en œuvre de projets visant à stabiliser le nord du Mali, y compris des projets à effet rapide ;

14. *Décide également* que le mandat de la Mission comprendra les tâches supplémentaires suivantes :

*a) Protection du personnel des Nations Unies*

Protéger le personnel, les installations et le matériel des Nations Unies et assurer la sécurité et la liberté de circulation du personnel des Nations Unies et du personnel associé ;

*b) Appui à la sauvegarde du patrimoine culturel*

Aider les autorités maliennes, dans la mesure du possible et du nécessaire, à protéger les sites culturels et historiques du pays contre toutes attaques, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ;

15. *Prie* la Mission de considérer l'égalité des sexes comme une question transversale touchant tous les aspects de son mandat, et d'aider les autorités maliennes à garantir la participation pleine et entière et la représentation des femmes à tous les niveaux et à un stade précoce de la phase de stabilisation, y compris dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité et des opérations de désarmement, de démobilisation et de réintégration, ainsi que du dialogue politique national, du processus de réconciliation et des élections ;

16. *Prie également* la Mission de tenir pleinement compte de la nécessité de protéger les civils et de limiter les risques, tout particulièrement ceux auxquels sont exposés les femmes, les enfants et les déplacés, ainsi que les installations civiles, lorsqu'elle mène des activités avec les Forces de défense et de sécurité maliennes pour s'acquitter du mandat défini aux paragraphes 13 et 14 de la présente résolution, et d'observer strictement la Politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme dans le contexte de la fourniture d'appui par l'Organisation des Nations Unies à des forces de sécurité non onusiennes ;

17. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que la Mission respecte à la lettre la politique de tolérance zéro de l'Organisation à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles, et de le tenir informé de tous cas de conduite répréhensible au regard de cette politique ;

18. *Prie* la Mission d'aider le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) et l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée en application de la résolution

1526 (2004) du 30 janvier 2004, dans les limites de ses capacités, dans ses zones de déploiement et sans préjudice de son mandat, notamment en leur communiquant tous éléments d'information sur la mise en œuvre des mesures visées au paragraphe 1 de la résolution 2161 (2014) du 17 juin 2014 ;

19. *Prie* le Secrétaire général d'étudier les effets sur l'environnement des activités menées par la Mission en exécution des tâches qui lui sont confiées et, à ce sujet, engage celle-ci à maîtriser ces effets, selon qu'il convient et conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux règles et règlements applicables de l'Organisation, et de conduire ses opérations précautionneusement dans le voisinage de sites culturels et historiques ;

20. *Encourage* la Mission à améliorer encore son interaction avec la population civile pour faire mieux connaître et comprendre son mandat et ses activités ;

### **Déploiement de la Mission**

21. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour permettre à la Mission d'atteindre sa pleine capacité opérationnelle le plus tôt possible dans le cadre de la nouvelle configuration de sa force, demande à cet égard aux États Membres de fournir des contingents et du personnel de police ayant les capacités et le matériel nécessaires, y compris les éléments habilitants voulus, pour que la Mission puisse s'acquitter de son mandat, et félicite les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police de la contribution qu'ils apportent sur ce plan ;

22. *Exhorte* toutes les parties maliennes à coopérer pleinement au déploiement et aux activités de la Mission, en assurant en particulier la sûreté, la sécurité et la liberté de circulation de celle-ci, en lui assurant un accès immédiat et sans entrave à l'ensemble du territoire malien, afin qu'elle puisse s'acquitter intégralement de son mandat, et souligne à cet égard qu'il importe d'aider la Mission à étendre sa présence dans le nord du Mali dans le cadre de la nouvelle configuration de sa force, comme le prévoit le sous-alinéa iv de l'alinéa a du paragraphe 13 de la présente résolution, dans des conditions de sécurité complexes marquées notamment par des menaces asymétriques ;

23. *Demande* aux États Membres, en particulier à ceux de la région, de garantir la libre circulation, sans entrave ni retard, à destination et en provenance du Mali, de l'ensemble du personnel, du matériel, des vivres et fournitures et autres biens, y compris les véhicules et les pièces détachées, destinés à l'usage exclusif et officiel de la Mission ;

24. *Prie* le Secrétaire général d'accélérer le décaissement des sommes inscrites au fonds d'affectation spéciale créé par la résolution 2085 (2012 aux fins de l'appui à la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine, notamment pour permettre la mise en place de la nouvelle configuration de la force de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, en consultation avec les donateurs ;

### **Coopération entre missions en Afrique de l'Ouest**

25. *Autorise* le Secrétaire général à prendre les mesures nécessaires pour assurer la coopération entre missions, notamment entre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, la Mission des Nations Unies au Libéria et l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, et le transfert à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali de contingents et de biens d'autres missions, sous réserve i) qu'il soit informé de ces transferts et en approuve notamment la composition et la durée, ii) que les pays fournisseurs de contingents donnent leur assentiment, et iii) que les conditions de sécurité dans les zones de déploiement des missions concernées permettent ces transferts et que l'exécution du mandat de ces missions ne soit pas compromise, l'encourage à cet égard à adopter des mesures supplémentaires pour renforcer la coopération entre les missions en Afrique de l'Ouest, dans la mesure du possible et du nécessaire, et le prie de lui faire rapport à ce sujet selon qu'il conviendra ;

### **Mandat des forces françaises**

26. *Autorise* l'armée française à user de tous moyens nécessaires, dans la limite de ses capacités et dans ses zones de déploiement, jusqu'à la fin du mandat confié à la Mission par la présente résolution, pour intervenir à l'appui d'éléments de la Mission en cas de danger grave et imminent, à la demande du Secrétaire général, et prie la France de lui rendre compte de l'application du présent mandat au Mali et de coordonner la présentation de cette information avec celle que communiquera le Secrétaire général suivant le paragraphe 33 de la présente résolution ;



### Contribution de l'Union européenne

27. *Invite* l'Union européenne, en particulier son Représentant spécial pour le Sahel et ses Missions de formation au Mali et de renforcement des capacités au Sahel Mali, à se coordonner étroitement avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali et les autres partenaires bilatéraux du Mali qui aident les autorités maliennes à réformer le secteur de la sécurité ;

### Obligations découlant du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme

28. *Exhorte* toutes les parties à s'acquitter des obligations que leur impose le droit international humanitaire pour ce qui est de respecter et de protéger le personnel, les installations et les secours humanitaires, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre et faciliter le libre passage des acteurs humanitaires, dans de bonnes conditions de sécurité et sans délai, des acteurs humanitaires afin que l'aide humanitaire puisse être apportée à tous ceux qui en ont besoin, tout en respectant les principes directeurs des Nations Unies concernant l'aide humanitaire et le droit international applicable ;

29. *Réaffirme* que c'est aux autorités maliennes qu'il incombe au premier chef de protéger les civils au Mali, rappelle ses résolutions 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1674 (2006) du 28 avril 2006, 1738 (2006) du 23 décembre 2006 et 1894 (2009) du 11 novembre 2009 relatives à la protection des civils en période de conflit armé, ses résolutions 1612 (2005) du 26 juillet 2005, 1882 (2009) du 4 août 2009, 1998 (2011) du 12 juillet 2011, 2068 (2012) du 19 septembre 2012 et 2143 (2014) du 7 mars 2014 relatives au sort des enfants en temps de conflit armé, et ses résolutions 1325 (2000) du 31 octobre 2000, 1820 (2008) du 19 juin 2008, 1888 (2009) du 30 septembre 2009, 1889 (2009) du 5 octobre 2009, 1960 (2010) du 16 décembre 2010, 2106 (2013) du 24 juin 2013 et 2122 (2013) du 18 octobre 2013 concernant les femmes et la paix et la sécurité, demande à la Mission et à toutes les forces militaires présentes au Mali d'en tenir compte et de se conformer aux dispositions du droit international humanitaire, du droit des droits de l'homme et du droit des réfugiés, et rappelle l'importance que revêt la formation à cet égard ;

### Coopération internationale concernant le Sahel

30. *Demande instamment* à tous les États Membres, en particulier aux États du Sahel et du Maghreb, de coordonner les efforts qu'ils déploient en vue d'écarter la grave menace que font peser sur la sécurité régionale et internationale les groupes terroristes qui traversent les frontières et cherchent refuge dans la région du Sahel, de coopérer et de se coordonner davantage aux fins de la mise au point de stratégies sans exclusives et efficaces devant permettre de mener une lutte globale et intégrée contre les activités des groupes terroristes, notamment Al-Qaïda au Maghreb islamique, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest, Ansar Eddine et Al Mourabitoune, et de prévenir leur expansion, ainsi que de contenir la prolifération de toutes armes et formes de criminalité organisée transnationale ;

31. *Prie de nouveau* le Secrétaire général d'œuvrer à la mise en œuvre rapide et effective de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel<sup>419</sup>, qui englobe les questions politiques, l'action humanitaire, la sécurité et le développement, se félicite à cet égard de la création d'une plateforme de coordination ministérielle devant tenir des réunions semestrielles et être placée sous la présidence du Mali pour la période 2013-2015, et prend note des conclusions issues de ses première et deuxième réunions, tenues à Bamako les 5 novembre 2013 et 16 mai 2014<sup>423</sup> ;

### Armes légères et de petit calibre

32. *Demande* aux autorités maliennes, aidées en cela par la Mission, conformément au paragraphe 13 de la présente résolution, et par les partenaires internationaux, de s'attaquer au problème de la prolifération et du trafic illicite d'armes légères et de petit calibre conformément à la Convention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes et au Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects<sup>424</sup>, de sorte à assurer de façon sûre et efficace la gestion, l'entreposage et la sécurité de leurs stocks d'armes

---

<sup>423</sup> Voir S/2013/748 et S/2014/390.

<sup>424</sup> *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects*, New York, 9-20 juillet 2001 (A/CONF.192/15), chap. IV, par. 24.

légères et de petit calibre, ainsi que la collecte et éventuellement la destruction des stocks excédentaires et des armes saisies, non marquées ou détenues illicitement, et souligne qu'il importe que ses résolutions 2017 (2011) du 31 octobre 2011 et 2117 (2013) du 26 septembre 2013 soient intégralement appliquées ;

### Rapports du Secrétaire général

33. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport dans les trois mois suivant l'adoption de la présente résolution, en particulier sur l'application de l'accord préliminaire de Ouagadougou, l'extension de la présence de la force de la Mission dans le nord du Mali, et les objectifs de référence devant être utilisés pour mesurer les progrès accomplis dans l'exécution des volets prioritaires du mandat de la Mission, définis au paragraphe 13 de la présente résolution, puis de lui communiquer tous les trois mois des informations sur l'application de la présente résolution, en particulier sur les progrès accomplis par rapport aux objectifs de référence ;

34. *Décide* de demeurer activement saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7210<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

À sa 7227<sup>e</sup> séance, le 28 juillet 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « La situation au Mali ».

À la même séance, à l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité, le Président a fait la déclaration suivante au nom du Conseil<sup>425</sup> :

Le Conseil de sécurité se félicite de l'ouverture des négociations intermaliennes à Alger le 16 juillet 2014, conformément à ses résolutions 2100 (2013) et 2164 (2014), à la déclaration de son Président en date du 23 janvier 2014<sup>418</sup> et à ses précédentes déclarations à la presse, ainsi qu'à l'accord préliminaire de Ouagadougou du 18 juin 2013, en vue d'un accord de paix global qui mette un terme à la crise.

Le Conseil se félicite du rôle de facilitation joué par l'Algérie, à la demande des autorités maliennes, dans le lancement de ces pourparlers de paix officiels et le rassemblement du Gouvernement malien et des groupes armés signataires de l'accord préliminaire de Ouagadougou. Le Conseil se félicite également de l'étroite coordination entre l'Algérie, le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Mali et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, l'Union africaine, l'équipe de médiation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union européenne et les autres partenaires régionaux et internationaux et les encourage à poursuivre ces efforts importants.

Le Conseil félicite les parties pour le dialogue constructif et les discussions tenus à Alger du 16 au 24 juillet 2014, qui les ont conduites à adopter par consensus la Feuille de route des négociations dans le cadre du processus d'Alger. Le Conseil leur demande de respecter pleinement les engagements énoncés dans la Feuille de route, y compris en participant aux pourparlers de paix de fond qui doivent s'ouvrir à Alger, le 17 août 2014. Le Conseil souligne qu'il importe que les négociations soient crédibles et ouvertes à toutes les communautés du nord du Mali, l'objectif étant de parvenir à un règlement politique durable de la crise et d'instaurer la paix et la stabilité à long terme dans l'ensemble du pays, dans le respect de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'État malien.

Le Conseil se dit à nouveau préoccupé par la précarité de la sécurité dans le nord du Mali et demande à toutes les parties de respecter immédiatement et pleinement l'accord de cessez-le-feu signé le 23 mai 2014 et la déclaration sur la cessation des hostilités signée à Alger le 24 juillet 2014. Le Conseil demande de nouveau à tous les groupes armés au Mali de cesser les hostilités sur le champ et de rejeter le recours à la violence.

Le Conseil demande à toutes les parties de mettre en œuvre toutes les mesures de confiance adoptées et renouvelle son appel en faveur de l'accélération du cantonnement des groupes armés, comme mesure pratique contribuant à un processus effectif de désarmement, de démobilisation et de réintégration, dans le cadre d'un règlement de paix global. Le Conseil se félicite de la création, sous l'égide de la Mission, d'une commission

---

<sup>425</sup> S/PRST/2014/15.

conjointe chargée de faciliter la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu et de la déclaration de cessation des hostilités. Le Conseil encourage le Secrétaire général à prendre des mesures supplémentaires pour permettre à la Mission d'atteindre sa pleine capacité opérationnelle le plus tôt possible, en particulier dans le cadre de la nouvelle configuration de sa force dans le nord du Mali.

Le Conseil réaffirme son plein soutien au rôle clef et à la participation active du Représentant spécial, notamment ses bons offices et son étroite coordination avec la communauté internationale, au service du rétablissement de la paix et de la sécurité sur l'ensemble du territoire national malien.

---

## QUESTIONS CONCERNANT L'UKRAINE

### **A. Lettre, en date du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136)**

#### **Décisions**

À sa 7123<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 28 février 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser sa Présidente à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

À sa 7123<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 28 février 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Lettre, en date du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136) ».

Conformément à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, la Présidente a invité le représentant de l'Ukraine à participer à la séance.

La Présidente, agissant en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, a également invité M. Oscar Fernandez-Taranco, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, à participer à la séance.

Le Conseil a entendu un exposé de M. Fernandez-Taranco.

Le Conseil a également entendu une déclaration du représentant de l'Ukraine.

À sa 7124<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> mars 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Ukraine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Lettre, en date du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136) ».

À sa 7125<sup>e</sup> séance, le 3 mars 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Ukraine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Lettre, en date du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Oscar Fernandez-Taranco, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques.

À sa 7131<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 10 mars 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser sa Présidente à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

À sa 7131<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 10 mars 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Lettre, en date du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136) ».

Conformément à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, la Présidente a invité le représentant de l'Ukraine à participer à la séance.

La Présidente, agissant en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, a également invité M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, à participer à la séance.

Le Conseil a entendu un exposé de M. Feltman.

Le Conseil a également entendu une déclaration du représentant de l'Ukraine.

Les représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des États-Unis d'Amérique, de la Lituanie, de la France, de la République de Corée, de l'Australie, de la Jordanie, de la Chine, du Chili, de l'Argentine, du Tchad, de la Fédération de Russie, du Rwanda, du Nigéria et du Luxembourg ont fait des déclarations.

À sa 7134<sup>e</sup> séance, le 13 mars 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Ukraine (Premier Ministre) à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Lettre, en date du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À sa 7138<sup>e</sup> séance, le 15 mars 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bulgarie, du Canada, de Chypre, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la Géorgie, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, du Liechtenstein, de Malte, du Monténégro, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République de Moldova, de la République tchèque, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Turquie et de l'Ukraine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Lettre, en date du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136) ».

À la même séance, le Conseil a procédé à un vote sur le projet de résolution figurant dans le document S/2014/189. Les voix se sont réparties comme suit : 13 voix pour (Argentine, Australie, Chili, États-Unis d'Amérique, France, Jordanie, Lituanie, Luxembourg, Nigéria, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda et Tchad), une abstention (Chine) et une voix contre (Fédération de Russie). Un membre permanent du Conseil ayant voté contre, le projet de résolution n'a pas été adopté.

À sa 7144<sup>e</sup> séance, le 19 mars 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Ukraine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Lettre, en date du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ivan Šimonović, Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme.

À sa 7157<sup>e</sup> séance, le 16 avril 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Ukraine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Lettre, en date du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ivan Šimonović, Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme.

À sa 7165<sup>e</sup> séance, le 29 avril 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Ukraine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Lettre, en date du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À sa 7185<sup>e</sup> séance, le 28 mai 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Ukraine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question

intitulée « Lettre, en date du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À sa 7205<sup>e</sup> séance, le 24 juin 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Ukraine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Lettre, en date du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Tayé-Brook Zerihoun, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques.

À la même séance, le Conseil a en outre décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Ivan Šimonović, Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme, qui a participé à la séance par visioconférence.

À sa 7219<sup>e</sup> séance, le 18 juillet 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de la Belgique, du Canada, de l'Indonésie, de la Malaisie, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, des Philippines, de l'Ukraine et du Viet Nam à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Lettre, en date du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, d'adresser une invitation à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

À sa 7221<sup>e</sup> séance, le 21 juillet 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Allemagne, de la Belgique, du Canada, de l'Indonésie, de l'Irlande, de l'Italie, de la Malaisie, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas (Ministre des affaires étrangères), des Philippines, de l'Ukraine et du Viet Nam à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Lettre, en date du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136) ».

### **Résolution 2166 (2014) du 21 juillet 2014**

*Le Conseil de sécurité,*

*Déplorant* qu'un avion civil effectuant un vol international, le vol MH17 de la compagnie Malaysia Airlines, ait été abattu le 17 juillet 2014 dans la province de Donetsk en Ukraine, ce qui a entraîné la mort des 298 passagers et membres d'équipage qui se trouvaient à bord,

*Réaffirmant* les règles du droit international interdisant les actes de violence qui menacent la sécurité de l'aviation civile internationale, et soulignant qu'il importe d'amener les auteurs de violations de ces règles à répondre de leurs actes,

*Rappelant* sa déclaration à la presse en date du 18 juillet 2014,

*Soulignant* qu'une enquête internationale exhaustive, minutieuse et indépendante doit être menée sur cet incident, conformément aux directives de l'aviation civile internationale, notant à cet égard le rôle crucial que joue l'Organisation de l'aviation civile internationale dans les enquêtes sur les accidents et les incidents d'aviation, et se félicitant que cette Organisation ait décidé de dépêcher une équipe pour travailler en coordination avec le Bureau national ukrainien d'enquête sur les incidents et accidents d'avions civils dans cette enquête, à la suite d'une demande d'assistance que l'Ukraine et d'autres parties lui ont adressée,

*Constatant avec une vive inquiétude* que des groupes armés présents en Ukraine ont empêché les services d'enquête habilités, la Mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe déployée en Ukraine et les représentants d'autres organisations internationales compétentes qui apportent leur

concours à l'enquête d'avoir un accès immédiat, en toute sécurité et sans restrictions, au lieu de l'accident et à la zone environnante, conformément aux procédures de l'Organisation de l'aviation civile internationale et à d'autres procédures établies,

1. *Condamne avec la plus grande fermeté* la destruction de l'appareil de la Malaysia Airlines affrété pour le vol MH17, survenue le 17 juillet 2014 dans la province de Donetsk en Ukraine et qui a entraîné la disparition tragique de 298 personnes ;

2. *Exprime à nouveau sa profonde sympathie et ses condoléances* aux familles des victimes de cette catastrophe, ainsi qu'aux peuples et aux gouvernements des pays d'origine des victimes ;

3. *Appuie* l'action entreprise en vue de la réalisation d'une enquête internationale exhaustive, minutieuse et indépendante sur l'incident, conformément aux directives de l'aviation civile internationale ;

4. *Apprécie* les efforts que l'Ukraine déploie actuellement, en coordination avec l'Organisation de l'aviation civile internationale et d'autres organisations et des experts internationaux, y compris les représentants des États d'occurrence, d'immatriculation, de conception, de construction et de l'exploitant, ainsi que les États ayant perdu des ressortissants qui se trouvaient à bord de l'appareil, en vue d'ouvrir une enquête internationale sur l'incident considéré, et engage tous les États à fournir une assistance pour les enquêtes civiles et judiciaires relatives à cet incident, si on la sollicite ;

5. *Se déclare vivement préoccupé* par les informations faisant état d'un accès insuffisant et limité au lieu de l'accident ;

6. *Exige* des groupes armés qui contrôlent le site de l'accident et la zone environnante qu'ils s'abstiennent de toute action susceptible de compromettre l'intégrité de ces lieux, notamment en se gardant de détruire, de déplacer ou de manipuler l'épave, du matériel, des débris, des effets personnels ou des dépouilles, et qu'ils donnent immédiatement aux services d'enquête habilités, à la Mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et aux représentants d'autres organisations internationales compétentes plein accès, en toute sécurité et sans entraves, aux lieux en question, conformément aux procédures de l'Organisation de l'aviation civile internationale et à d'autres procédures établies ;

7. *Exige également* la cessation immédiate de toutes les activités militaires, y compris celles menées par des groupes armés, dans le voisinage immédiat du lieu de l'accident pour que la sécurité et la protection de l'enquête internationale puissent être assurées ;

8. *Insiste* sur l'importance de la dignité, du respect et du professionnalisme dans le traitement et la récupération des corps des victimes, et demande à toutes les parties de faire en sorte que cette exigence soit immédiatement observée ;

9. *Demande* à tous les États et à tous les acteurs de la région de coopérer pleinement dans le cadre de l'enquête internationale sur l'incident, y compris s'agissant de l'accès immédiat et sans entrave au lieu de la catastrophe, comme indiqué au paragraphe 6 de la présente résolution ;

10. *Se félicite* à cet égard de la déclaration faite le 17 juillet 2014 par le Groupe de contact trilatéral composé de hauts représentants de l'Ukraine, de la Fédération de Russie et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, et demande instamment que les engagements énoncés dans cette déclaration soient honorés intégralement ;

11. *Exige* que l'on contraigne les responsables de l'incident à répondre de leurs actes et que tous les États s'associent pleinement aux efforts déployés pour établir les responsabilités ;

12. *Demande instamment* à toutes les Parties à la Convention relative à l'aviation civile internationale de se conformer scrupuleusement aux règles, normes et pratiques internationales applicables touchant la sécurité de l'aviation civile afin d'éviter que de tels incidents ne se reproduisent, et exige de tous les États et des autres acteurs qu'ils s'abstiennent de commettre des actes de violence dirigés contre des aéronefs civils ;

13. *Se réjouit* que le Secrétaire général ait offert la coopération pleine et entière de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de l'enquête susmentionnée, et le prie de déterminer les options possibles pour l'appui de l'Organisation à cette enquête et de lui faire rapport sur les faits nouveaux pertinents ;

14. *Décide* de rester saisi de la question.

*Adoptée à l'unanimité à la 7221<sup>e</sup> séance.*

**B. Lettre, en date du 13 avril 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/264)**

**Décisions**

À sa 7154<sup>e</sup> séance, le 13 avril 2014, le Conseil de sécurité a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Ukraine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Lettre, en date du 13 avril 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/264) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Oscar Fernandez-Taranco, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques.

À sa 7167<sup>e</sup> séance, le 2 mai 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter le représentant de l'Ukraine à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée « Lettre, en date du 13 avril 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/264) ».

À la même séance, le Conseil a également décidé d'adresser une invitation, en vertu de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, à M. Jeffrey Feltman, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

---

*Deuxième partie. Autres questions examinées  
par le Conseil de sécurité*

**DOCUMENTATION, MÉTHODES DE TRAVAIL ET PROCÉDURE  
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ**

**A. Mise en œuvre des dispositions de la note du Président  
du Conseil de sécurité (S/2010/507)**

**Décisions**

Le 28 août 2013, la Présidente du Conseil de sécurité a publié la note ci-après<sup>426</sup> :

1. Par une note de son Président, en date du 26 juillet 2010<sup>427</sup>, le Conseil de sécurité s'est engagé à prendre un certain nombre de mesures pour accroître l'efficacité et la transparence de ses travaux et renforcer les échanges et le dialogue avec les États non membres du Conseil et les autres organes de l'Organisation. Il a pris en considération les conseils particulièrement utiles que les États Membres ont formulés sur la manière de continuer à améliorer ce dialogue. La présente note fait fond sur les dispositions de la note du Président susmentionnée et d'autres notes comparables, dans le but de les compléter.

2. Les membres du Conseil sont déterminés à :

a) Faire une meilleure utilisation, selon qu'il conviendra, des séances publiques, des débats informels interactifs et des réunions organisées suivant la formule Arria ;

b) Garder à l'esprit l'importance de tenir des consultations informelles à un stade précoce, comme le prévoit la note du Président du 26 juillet 2010<sup>428</sup> ;

c) Être régulièrement en contact avec la Commission de consolidation de la paix. Le Président de la Commission et les présidents des formations pays de la Commission seront invités, selon qu'il conviendra, à participer aux séances du Conseil. Les membres du Conseil encouragent, en outre, la tenue d'échanges informels avec eux, selon qu'il conviendra, dans le cadre de dialogues interactifs informels ;

d) Encourager les organes subsidiaires à renforcer la transparence de leurs activités, y compris en organisant des séances d'information interactives sur les questions de fond à l'intention des États non membres du Conseil, avec l'accord de leurs membres, sachant que cela pourra renforcer la portée de leurs travaux ;

e) Encourager les organes subsidiaires à envisager d'autres moyens de permettre aux États non membres du Conseil de contribuer à leurs travaux ;

f) Faire fond sur les mesures convenues pour continuer à améliorer les consultations avec les pays qui fournissent des contingents ou des effectifs de police, compte tenu de l'importance de ces consultations ;

g) Continuer à intensifier les consultations et la coopération, selon qu'il conviendra, avec les organisations régionales et sous-régionales compétentes, comme le Conseil en est convenu dans les déclarations de son Président du 13 janvier 2010<sup>429</sup> et du 6 août 2013<sup>430</sup> et dans la note du Président du 26 juillet 2010, ainsi que dans les documents correspondants et les notes du Président ultérieurs ;

h) Continuer à donner à l'ensemble des membres de l'Organisation l'occasion d'exprimer leur point de vue sur les méthodes de travail du Conseil, y compris par l'organisation de débats publics sur la mise en œuvre de la note du Président du 26 juillet 2010, et les encourager à continuer à participer à ces débats ;

---

<sup>426</sup> S/2013/515.

<sup>427</sup> S/2010/507.

<sup>428</sup> Ibid., par. 43.

<sup>429</sup> S/PRST/2010/1.

<sup>430</sup> S/PRST/2013/12.



i) Examiner la pratique des séances récapitulatives et des séances d'information informelles, sachant que ces séances peuvent être organisées à l'initiative du Président du Conseil, comme indiqué dans la note du Président du 12 décembre 2012<sup>431</sup> ;

j) Continuer à examiner les méthodes de travail du Conseil afin d'en assurer l'efficacité et la cohérence.

À sa 7027<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 29 août 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser sa Présidente à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

À sa 7027<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 29 août 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité (S/2010/507) ».

En vertu de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, la Présidente du Conseil a invité les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, de l'Arménie, de l'Autriche, du Bahreïn, du Bélarus, de la Belgique, du Bénin, de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, de la Bulgarie, du Canada, du Chili, de Chypre, de la Colombie, du Costa Rica, de la Croatie, de Cuba, du Danemark, de l'Égypte, de l'Équateur, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'Éthiopie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran (République islamique d'), de l'Islande, du Japon, de la Lettonie, du Liban, du Liechtenstein, de la Lituanie, de Malte, du Mexique, de la Mongolie, du Nicaragua, du Nigéria, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de l'Oman, du Paraguay, des Pays-Bas, du Pérou, des Philippines, du Portugal, de la République arabe syrienne, de la Roumanie, de Sao Tomé-et-Principe, du Sénégal, de la Serbie, de Singapour, de la Slovaquie, de la Slovénie, du Soudan, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande, de la Turquie, de l'Uruguay, du Viet Nam et du Zimbabwe à participer à l'examen de la question.

La Présidente, agissant en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, a invité le représentant de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, le représentant de l'Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies et le représentant de l'Observateur permanent de l'Organisation internationale de la Francophonie auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la séance.

La Présidente a invité le représentant de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies et le représentant de l'État observateur du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la séance.

Les membres du Conseil ont eu un échange de vues.

Le 28 octobre 2013, le Président du Conseil de sécurité a publié la note ci-après<sup>432</sup> :

Les membres du Conseil de sécurité rappellent que les consultations entre le Conseil, le Secrétariat et les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police devraient renforcer la capacité du Conseil à prendre rapidement les décisions appropriées et efficaces dans l'exercice de ses responsabilités et rappellent également les fonctions que le Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix remplit conformément à la note du Président du Conseil de sécurité en date du 14 janvier 2002<sup>433</sup>.

À ce propos, les membres du Conseil réaffirment leur volonté de tirer pleinement parti des consultations actuellement prévues avec les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police, et de les améliorer, afin que le Conseil puisse prendre dûment en considération les opinions et les préoccupations de ces pays.

Les membres du Conseil conviennent que les mesures ci-après, qui complètent celles indiquées dans ses résolutions 1353 (2001) et 2086 (2013) et dans la note du Président en date du 26 juillet 2010<sup>427</sup>, servent l'objectif d'un renforcement des échanges et des consultations avec les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police :

---

<sup>431</sup> S/2012/922.

<sup>432</sup> S/2013/630.

<sup>433</sup> S/2002/56.

1. Avant la constitution d'une opération de maintien de la paix, le Secrétariat est encouragé à lancer un appel aussi large que possible à des contributions pour cette opération. Dès que des contributeurs potentiels auront été identifiés, il leur communiquera tous les renseignements voulus pour faciliter les décisions qu'ils seront amenés à prendre quant à leur participation à l'opération.

2. Le Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix continuera de tenir des réunions périodiques avec les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police au sujet des questions pertinentes.

3. Les membres du Conseil soulignent l'importance des consultations menées avec les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police, y compris à leur demande, sur des situations urgentes qui concernent leurs opérations, en particulier les aspects relatifs à la sûreté et à la sécurité de leur personnel en poste sur le terrain.

4. Les membres du Conseil mettent également l'accent sur l'importance des consultations avec les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police dans les cas de transition d'une opération de maintien de la paix à une opération de consolidation de la paix, et à l'occasion de changements importants dans une opération, tels qu'un retrait, une réduction des effectifs ou une clôture.

5. Pour ce qui est du renouvellement des mandats des opérations de maintien de la paix, le Secrétariat remettra aux pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police concernés une copie du rapport du Secrétaire général, autant que possible suffisamment à l'avance pour que les réunions avec ces pays puissent être préparées et tenues avant les débats des membres du Conseil.

6. Le Président du Conseil de sécurité fera rapport au Conseil sur les consultations avec les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police.

7. Le Conseil peut, s'il y a lieu, tenir des réunions informelles afin d'encourager un dialogue plus dynamique entre les membres du Conseil et les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police.

À sa 7052<sup>e</sup> séance, le 29 octobre 2013, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 37 de son Règlement intérieur provisoire, d'inviter les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, du Chili, du Costa Rica, de l'Égypte, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Hongrie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran (République islamique d'), de l'Irlande, de l'Italie, du Japon, du Liechtenstein, de la Malaisie, des Maldives, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, du Portugal, de Singapour, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Turquie, de l'Ukraine et de l'Uruguay à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

« Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité (S/2010/507)

« Méthodes de travail du Conseil de sécurité

« Lettre, en date du 16 octobre 2013, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2013/613) ».

À sa 7122<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 27 février 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

À sa 7122<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 27 février 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité (S/2010/507) ».

Le Président du Conseil de sécurité, agissant en vertu de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, a invité les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, de l'Arménie, de l'Autriche, de l'Azerbaïdjan, du Bahreïn, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Brésil, du Brunéi Darussalam, de la Bulgarie, du Canada, de Chypre, de la Colombie, de la Croatie, du Danemark, de l'Égypte, de l'Équateur, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'Éthiopie, de la Finlande, du Ghana, du Guatemala, de la Hongrie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran (République islamique d'), de l'Irlande, d'Israël, du Japon, du Kazakhstan, du Kenya, du Liban, du Liechtenstein, de la Malaisie, du Maroc, de la Mauritanie, du Mexique, de la Mongolie, de la Namibie, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, des Pays-Bas, du Pérou, des Philippines, de la Pologne, du Portugal, de la République arabe syrienne, de la République de Moldova, de la République tchèque, de la Roumanie, de la Serbie, de la Slovénie, de la

Somalie, du Soudan du Sud, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande, du Togo, de la Tunisie, de la Turquie, de l'Ukraine, de l'Uruguay et du Viet Nam à participer, sans droit de vote, à l'examen de la question.

Agissant en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, le Président a invité le représentant de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la séance.

Le Président a invité le représentant de l'État observateur du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la séance.

Les membres du Conseil ont eu un échange de vues.

À sa 7151<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 31 mars 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser sa Présidente à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

À sa 7151<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 31 mars 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité (S/2010/507) ».

La Présidente du Conseil de sécurité, agissant en vertu de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, a invité les représentants de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Azerbaïdjan, du Belize, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Brésil, du Brunéi Darussalam, de la Bulgarie, du Canada, de Chypre, de la Colombie, de la Croatie, de Cuba, du Danemark, de l'Égypte, de l'Espagne, de la Finlande, du Ghana, du Guatemala, de la Hongrie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran (République islamique d'), de l'Irlande, du Japon, de la Lettonie, du Liban, du Liechtenstein, de la Malaisie, de Malte, du Maroc, du Mexique, de la Mongolie, du Népal, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, des Pays-Bas, du Pérou, des Philippines, de la Pologne, du Portugal, de la République arabe syrienne, de la République tchèque, de la Roumanie, du Sénégal, de la Serbie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Somalie, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande, du Togo, de la Turquie, de l'Ukraine, du Viet Nam et du Zimbabwe à participer, sans droit de vote, à l'examen de la question.

La Présidente, agissant en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, a invité le représentant de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la séance.

Conformément au Règlement intérieur provisoire du Conseil et à la pratique établie, la Présidente a invité le représentant de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la séance.

Conformément au Règlement intérieur provisoire du Conseil et à la pratique établie, la Présidente a invité le représentant de l'État observateur du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la séance.

Les membres du Conseil ont eu un échange de vues.

Le 14 avril 2014, la Présidente du Conseil de sécurité a publié la note ci-après<sup>434</sup> :

Afin de donner suite aux mesures contenues dans la note du Président du Conseil de sécurité en date du 26 juillet 2010<sup>427</sup> et de renforcer l'efficacité et la transparence des travaux du Conseil ainsi que d'élargir la participation des membres du Conseil à l'élaboration et à la rédaction des textes, les membres du Conseil sont convenus de ce qui suit :

a) Sans préjudice des droits conférés par la Charte des Nations Unies et le Règlement intérieur provisoire du Conseil, les membres du Conseil ont recours, lorsqu'il y a lieu, à l'arrangement assoupli par lequel un ou plusieurs membres (dans des fonctions de « rédacteur ») entament et président le processus informel de rédaction. Ce dispositif non officiel permet de prendre rapidement des initiatives pour que le Conseil puisse agir tout en préservant un élément de continuité, de manière à renforcer l'efficacité de ses interventions ;

---

<sup>434</sup> S/2014/268.

b) Tout membre du Conseil de sécurité peut être rédacteur. Les membres sont donc invités à participer à la rédaction des documents du Conseil, notamment les résolutions, les déclarations du Président et les communiqués de presse ;

c) Les membres du Conseil affirment leur détermination à accroître la participation de tous les membres à la rédaction des documents du Conseil, y compris les résolutions, les déclarations du Président et les communiqués de presse. À cette fin, ils invitent les rédacteurs à échanger des informations et tenir des consultations avec tous les membres du Conseil, et cela le plus tôt possible dans le cadre de leur travail de rédaction ;

d) Les membres du Conseil entendent par ailleurs continuer de tenir des consultations informelles avec l'ensemble des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et consulter notamment ceux qui sont au premier chef intéressés, à savoir les pays directement impliqués ou spécifiquement touchés, les États voisins et ceux qui ont des contributions particulières à faire, ainsi que les organisations régionales et les Groupes des amis, lorsqu'ils rédigeront comme il conviendra les textes des résolutions, des déclarations du Président et des communiqués de presse.

À sa 7166<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 30 avril 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser sa Présidente à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

À sa 7166<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 30 avril 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité (S/2010/507) ».

La Présidente du Conseil de sécurité, agissant en vertu de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, a invité les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Azerbaïdjan, de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, de la Colombie, de la Croatie, de Cuba, du Danemark, de Djibouti, de l'Égypte, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la Grèce, du Guatemala, de la Hongrie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran (République islamique d'), de l'Irlande, du Japon, de la Lettonie, du Liban, du Liechtenstein, de la Malaisie, de Malte, du Maroc, de la Mauritanie, de la Namibie, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, des Pays-Bas, du Pérou, des Philippines, du Portugal, de la République arabe syrienne, de la République tchèque, de la Roumanie, de la Serbie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande, du Togo, de la Turquie, de l'Ukraine et du Zimbabwe à participer à la séance.

Conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, la Présidente a invité le représentant de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la séance.

Conformément au Règlement intérieur provisoire du Conseil et à la pratique établie, la Présidente a invité le représentant de l'État observateur de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la séance.

Conformément au Règlement intérieur provisoire du Conseil et à la pratique établie, la Présidente a invité le représentant de l'État observateur du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la séance.

Les membres du Conseil ont eu un échange de vues.

À sa 7189<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 29 mai 2014, le Conseil a décidé, en vertu de l'article 55 de son Règlement intérieur provisoire, d'autoriser son Président à publier le communiqué suivant, par l'intermédiaire du Secrétaire général :

À sa 7189<sup>e</sup> séance, tenue à huis clos le 29 mai 2014, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité (S/2010/507) ».

Le Président du Conseil de sécurité, agissant en vertu de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, a invité les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Allemagne, de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, du Brunéi Darussalam, de la Colombie, de Cuba, du Danemark, de l'Égypte, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la Grèce, du Guatemala, de la Hongrie, de l'Indonésie, de l'Iran (République islamique d'), de l'Irlande, du Japon, du Kazakhstan, de la Lettonie, du Liban, du Liechtenstein, de la

Malaisie, de Malte, du Maroc, du Mexique, du Myanmar, de la Namibie, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, des Pays-Bas, du Pérou, des Philippines, du Portugal, de la République arabe syrienne, de la Roumanie, de la Serbie, de Singapour, de la Slovaquie, de la Slovénie, de Sri Lanka, de la Suède, de la Suisse, du Tadjikistan, du Togo, du Turkménistan, de la Turquie et de l'Ukraine à participer, sans droit de vote, à l'examen de la question.

Conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, le Président a invité le représentant de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la séance.

Conformément au Règlement intérieur provisoire du Conseil et à la pratique établie, le Président a invité le représentant de l'État observateur du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies à participer à la séance.

Les membres du Conseil ont eu un échange de vues.

Le 5 juin 2014, le Président du Conseil de sécurité a publié la note ci-après<sup>435</sup> :

Les membres du Conseil de sécurité ont examiné les mesures concrètes ci-après qui, sans préjudice du rapport du Conseil prévu au paragraphe 3 de l'Article 24 de la Charte des Nations Unies et des rapports des organes subsidiaires du Conseil, et en sus des mesures énoncées dans la note du Président du Conseil de sécurité en date du 26 juillet 2010<sup>427</sup> et dans la note du Président en date du 17 décembre 2012<sup>436</sup>, pourraient contribuer à accroître encore l'efficacité des travaux du Conseil et à assurer la continuité de ceux de ses organes subsidiaires.

À cette fin, les membres du Conseil sont convenus des mesures concrètes suivantes.

La nomination rapide des présidents des organes subsidiaires est encouragée. À cette fin, les membres du Conseil entameront la procédure informelle de consultation visée dans la note du Président en date du 17 décembre 2012, dès que possible après chaque élection de membres du Conseil.

Sans préjudice du rapport annuel de chaque organe subsidiaire, les présidents des organes subsidiaires sont encouragés à remettre par écrit, aux membres du Conseil qui assumeront la présidence, un exposé informel des activités menées au cours de la présidence sortante et à tenir des réunions officieuses avec le président suivant, en tant que de besoin.

Cet exposé sera accompagné des documents adoptés au cours de la présidence sortante et de tous les documents officiels ou informations générales que le président sortant jugera utiles au nouveau Président, y compris les projets de documents en cours d'examen par l'organe subsidiaire. Ces documents ou informations n'étant peut-être pas accessibles au public, ils seront remis aux membres qui assumeront la présidence dès que possible une fois que les tours de présidence auront été établis, et pendant les six semaines précédant immédiatement le mandat pour les membres nouvellement élus, comme prévu à la section XIII de l'annexe à la note du Président en date du 26 juillet 2010.

Le Secrétariat pourra aider le Président sortant à préparer les informations générales, même si la responsabilité en incombe à la présidence.

Les Présidents sortants sont encouragés à tenir des réunions d'information avec les Présidents qui leur succéderont, notamment avec le concours du Secrétariat.

À sa 7231<sup>e</sup> séance, le 30 juillet 2014, le Conseil a examiné la question intitulée :

« Mise en œuvre des dispositions de la note du Président du Conseil de sécurité (S/2010/507)

« Lettre, en date du 22 juillet 2014, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Rwanda auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/526) ».

---

<sup>435</sup> S/2014/393.

<sup>436</sup> S/2012/937.

## B. Questions d'ordre général

### Décisions

Le 23 septembre 2013, le Président du Conseil de sécurité a publié la note ci-après<sup>437</sup> :

Conformément aux dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 4 de la note du Président du Conseil de sécurité en date du 30 octobre 1998<sup>438</sup> et à l'issue de consultations entre les membres du Conseil, il a été décidé d'élire les titulaires de la présidence et des vice-présidences des organes subsidiaires pour la période qui s'achèvera le 31 décembre 2013 :

*Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée*

Président : Oh Joon (République de Corée)

Vice-Présidents : Pakistan et Togo

*Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) concernant Al-Qaida et les personnes et entités qui lui sont associées*

Président : Gary Francis Quinlan (Australie)

Vice-Présidents : Fédération de Russie et Guatemala

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste*

Président : Mohammed Loulichki (Maroc)

Vice-Présidents : Fédération de Russie, France et Rwanda

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1518 (2003)*

Président : Kodjo Menan (Togo)

Vice-Président : République de Corée

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003) concernant le Libéria*

Président : Masood Khan (Pakistan)

Vice-Présidents : Luxembourg et Rwanda

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo*

Président : Agshin Mehdiyev (Azerbaïdjan)

Vice-Présidents : Maroc et Pakistan

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)*

Président : Oh Joon (République de Corée)

Vice-Présidents : Azerbaïdjan, Luxembourg et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

---

<sup>437</sup> S/2013/2/Rev.1.

<sup>438</sup> S/1998/1016.

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire*

Président : Gert Rosenthal (Guatemala)

Vice-Présidents : Australie et Rwanda

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan*

Présidente : María Cristina Perceval (Argentine)

Vice-Présidents : Australie et Azerbaïdjan

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1636 (2005)*

Président : Kodjo Menan (Togo)

Vice-Présidents : Australie et Azerbaïdjan

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006)*

Présidente : Sylvie Lucas (Luxembourg)

Vice-Présidents : Azerbaïdjan et Togo

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1737 (2006)*

Président : Gary Francis Quinlan (Australie)

Vice-Président : Togo

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye*

Président : Eugène-Richard Gasana (Rwanda)

Vice-Président : République de Corée

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011)*

Président : Gary Francis Quinlan (Australie)

Vice-Présidents : Fédération de Russie et Guatemala

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2048 (2012) concernant la Guinée-Bissau*

Président : Mohammed Loulichki (Maroc)

Vice-Président : Luxembourg

*Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix*

Président : Masood Khan (Pakistan)

Vice-Président : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

*Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique*

Président : Eugène-Richard Gasana (Rwanda)

Vice-Président : Togo

*Groupe de travail créé par la résolution 1566 (2004)*

Président : Mohammed Loulichki (Maroc)

Vice-Présidents : Fédération de Russie, France et Rwanda

*Groupe de travail sur les enfants dans les conflits armés*

Présidente : Sylvie Lucas (Luxembourg)

Vice-Président : Argentine

*Groupe de travail informel sur la documentation et les autres questions de procédure*

Présidente : María Cristina Perceval (Argentine)

Vice-Président : Pakistan

*Groupe de travail informel sur les tribunaux internationaux*

Président : Gert Rosenthal (Guatemala)

Vice-Président : Australie

Le 24 avril 2014, le Président du Conseil de sécurité a publié la note ci-après<sup>439</sup> :

Conformément aux dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 4 de la note du Président du Conseil de sécurité en date du 30 octobre 1998<sup>438</sup> et à l'issue de consultations entre les membres du Conseil, il a été décidé d'élire les titulaires de la présidence et des vice-présidences des organes subsidiaires pour la période qui s'achèvera le 31 décembre 2014 :

*Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée*

Président : Oh Joon (République de Corée)

Vice-Présidents : Jordanie et Tchad

*Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) concernant Al-Qaida et les personnes et entités qui lui sont associées*

Président : Gary Francis Quinlan (Australie)

Vice-Présidents : Chili et Fédération de Russie

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste*

Présidente : Raimonda Murmokaitė (Lituanie)

Vice-Présidents : Fédération de Russie, France et Rwanda

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1518 (2003)*

Président : Mahamat Zene Cherif (Tchad)

Vice-Président : République de Corée

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003) concernant le Libéria*

Président : Zeid Ra'ad Zeid Al-Husseini (Jordanie)

Vice-Présidents : Luxembourg et Rwanda

---

<sup>439</sup> S/2014/2/Rev.2. Publiée précédemment les 2 janvier et 25 mars 2014 dans les documents S/2014/2 et Add.1 et S/2014/2/Rev.1.



*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo*

Président : Zeid Ra'ad Zeid Al-Husseini (Jordanie)  
Vice-Présidents : Chili et Lituanie

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)*

Président : Oh Joon (République de Corée)  
Vice-Présidents : Luxembourg, Nigéria et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire*

Président : Cristián Barros (Chili)  
Vice-Présidents : Australie et Rwanda

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan*

Présidente : María Cristina Perceval (Argentine)  
Vice-Présidents : Australie et Nigéria

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1636 (2005)*

Président : Mahamat Zene Cherif (Tchad)  
Vice-Présidents : Australie et Lituanie

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006)*

Présidente : Sylvie Lucas (Luxembourg)  
Vice-Présidents : Jordanie et Tchad

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1737 (2006)*

Président : Gary Francis Quinlan (Australie)  
Vice-Président : Tchad

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye*

Président : Eugène-Richard Gasana (Rwanda)  
Vice-Président : République de Corée

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011)*

Président : Gary Francis Quinlan (Australie)  
Vice-Présidents : Chili et Fédération de Russie

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2048 (2012) concernant la Guinée-Bissau*

Présidente : U. Joy Ogwu (Nigéria)  
Vice-Président : Luxembourg

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2127 (2013) concernant la République centrafricaine*

Présidente : Raimonda Murmokaite (Lituanie)  
Vice-Président : Jordanie

*Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2140 (2014)*

Présidente : Raimonda Murmokaitė (Lituanie)

Vice-Président : Jordanie

*Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix*

Président : Eugène-Richard Gasana (Rwanda)

Vice-Président : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

*Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique*

Présidente : U. Joy Ogwu (Nigéria)

Vice-Président : Rwanda

*Groupe de travail créé par la résolution 1566 (2004)*

Présidente : Raimonda Murmokaitė (Lituanie)

Vice-Présidents : Fédération de Russie, France et Rwanda

*Groupe de travail sur les enfants dans les conflits armés*

Présidente : Sylvie Lucas (Luxembourg)

Vice-Président : Nigéria

*Groupe de travail informel sur la documentation et les autres questions de procédure*

Présidente : María Cristina Perceval (Argentine)

Vice-Président : Lituanie

*Groupe de travail informel sur les tribunaux internationaux*

Président : Cristián Barros (Chili)

Vice-Président : Australie

---

**EXAMEN DU PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ  
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**Décision**

À sa 7053<sup>e</sup> séance, le 30 octobre 2013, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Examen du projet de rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale ».

La décision prise par le Conseil a été reflétée dans la note ci-après du Président<sup>440</sup> :

À sa 7053<sup>e</sup> séance, tenue le 30 octobre 2013, le Conseil de sécurité a examiné son projet de rapport à l'Assemblée générale couvrant la période allant du 1<sup>er</sup> août 2012 au 31 juillet 2013. Il a adopté le projet de rapport sans le mettre aux voix.

---

<sup>440</sup> S/2013/635.

## Questions inscrites pour la première fois à l'ordre du jour du Conseil de sécurité entre le 1<sup>er</sup> août 2013 et le 31 juillet 2014

NOTE : Le Conseil de sécurité a pour pratique d'adopter à chaque séance un ordre du jour se fondant sur l'ordre du jour provisoire distribué à l'avance ; l'ordre du jour adopté à chaque séance tenue durant la période du 1<sup>er</sup> août 2013 au 31 juillet 2014 figure dans les procès-verbaux des 7015<sup>e</sup> à 7232<sup>e</sup> séances (S/PV.7015 à 7232).

La liste des questions ci-dessous indique les séances au cours desquelles le Conseil a décidé, durant cette période, d'inscrire à l'ordre du jour des questions qui n'y figuraient pas précédemment.

<i>Question</i>	<i>Séance</i>	<i>Date</i>
Lettre, en date du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136) .....	7123 <sup>e</sup>	28 février 2014
Lettre, en date du 13 avril 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/264) .....	7154 <sup>e</sup>	13 avril 2014
Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)		
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali .....	7201 <sup>e</sup>	17 juin 2014



## Répertoire des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité du 1<sup>er</sup> août 2013 au 31 juillet 2014

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Sujet</i>	<i>Page</i>
2115 (2013)	29 août 2013	La situation au Moyen-Orient.....	5
2116 (2013)	18 septembre 2013	La situation au Libéria.....	54
2117 (2013)	26 septembre 2013	Armes de petit calibre.....	301
2118 (2013)	27 septembre 2013	La situation au Moyen-Orient.....	8
2119 (2013)	10 octobre 2013	La question concernant Haïti.....	93
2120 (2013)	10 octobre 2013	La situation en Afghanistan.....	103
2121 (2013)	10 octobre 2013	La situation en République centrafricaine.....	151
2122 (2013)	18 octobre 2013	Les femmes et la paix et la sécurité.....	307
2123 (2013)	12 novembre 2013	La situation en Bosnie-Herzégovine.....	82
2124 (2013)	12 novembre 2013	La situation en Somalie.....	62
2125 (2013)	18 novembre 2013	La situation en Somalie.....	66
2126 (2013)	25 novembre 2013	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud.....	391
2127 (2013)	5 décembre 2013	La situation en République centrafricaine.....	156
2128 (2013)	10 décembre 2013	La situation au Libéria.....	58
2129 (2013)	17 décembre 2013	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme.....	317
2130 (2013)	18 décembre 2013	Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.....	89
2131 (2013)	18 décembre 2013	La situation au Moyen-Orient.....	21
2132 (2013)	24 décembre 2013	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud.....	397
2133 (2014)	27 janvier 2014	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme.....	324
2134 (2014)	28 janvier 2014	La situation en République centrafricaine.....	167
2135 (2014)	30 janvier 2014	La situation à Chypre.....	39
2136 (2014)	30 janvier 2014	La situation concernant la République démocratique du Congo.....	133
2137 (2014)	13 février 2014	La situation au Burundi.....	99
2138 (2014)	13 février 2014	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud.....	399
2139 (2014)	22 février 2014	La situation au Moyen-Orient.....	22
2140 (2014)	26 février 2014	La situation au Moyen-Orient.....	26
2141 (2014)	5 mars 2014	Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée.....	432
2142 (2014)	5 mars 2014	La situation en Somalie.....	74
2143 (2014)	7 mars 2014	Le sort des enfants en temps de conflit armé.....	189

**Répertoire des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité du 1<sup>er</sup> août 2013 au 31 juillet 2014**

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Sujet</i>	<i>Page</i>
2144 (2014)	14 mars 2014	La situation en Libye .....	456
2145 (2014)	17 mars 2014	La situation en Afghanistan.....	111
2146 (2014)	19 mars 2014	La situation en Libye .....	460
2147 (2014)	28 mars 2014	La situation concernant la République démocratique du Congo.....	139
2148 (2014)	3 avril 2014	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud .....	404
2149 (2014)	10 avril 2014	La situation en République centrafricaine .....	176
2150 (2014)	16 avril 2014	Menaces contre la paix et la sécurité internationales .....	425
2151 (2014)	28 avril 2014	Maintien de la paix et de la sécurité internationales : réforme du secteur de la sécurité – obstacles et possibilités .....	434
2152 (2014)	29 avril 2014	La situation concernant le Sahara occidental .....	45
2153 (2014)	29 avril 2014	La situation en Côte d'Ivoire .....	355
2154 (2014)	8 mai 2014	Maintien de la paix et de la sécurité internationales.....	438
2155 (2014)	27 mai 2014	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud .....	408
2156 (2014)	29 mai 2014	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud .....	414
2157 (2014)	29 mai 2014	La situation en Guinée-Bissau .....	197
2158 (2014)	29 mai 2014	La situation en Somalie .....	79
2159 (2014)	9 juin 2014	Non-prolifération.....	428
2160 (2014)	17 juin 2014	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme .....	326
2161 (2014)	17 juin 2014	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme .....	336
2162 (2014)	25 juin 2014	La situation en Côte d'Ivoire .....	361
2163 (2014)	25 juin 2014	La situation au Moyen-Orient.....	33
2164 (2014)	25 juin 2014	La situation au Mali .....	466
2165 (2014)	14 juillet 2014	La situation au Moyen-Orient.....	35
2166 (2014)	21 juillet 2014	Lettre, en date du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136).....	477
2167 (2014)	28 juillet 2014	Opérations de maintien de la paix des Nations Unies.....	48
2168 (2014)	30 juillet 2014	La situation à Chypre.....	42
2169 (2014)	30 juillet 2014	La situation concernant l'Iraq .....	422

## Projets de résolution examinés en séance officielle et non adoptés

<i>Projet de résolution</i>	<i>Sujet</i>	<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Page</i>
S/2013/660	Paix et sécurité en Afrique .....	7060 <sup>e</sup>	15 novembre 2013	439
S/2014/189	Lettre, en date du 28 février 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2014/136) .....	7138 <sup>e</sup>	15 mars 2014	476
S/2014/348	La situation au Moyen-Orient .....	7180 <sup>e</sup>	22 mai 2014	32





# Répertoire des déclarations faites par le Président du Conseil de sécurité du 1<sup>er</sup> août 2013 au 31 juillet 2014

<i>Date de la déclaration</i>	<i>Sujet</i>	<i>Page</i>
6 août 2013	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales (S/PRST/2013/12) .....	446
14 août 2013	Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest (S/PRST/2013/13) .....	429
23 août 2013	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan (S/PRST/2013/14) .....	390
2 octobre 2013	La situation au Moyen-Orient (S/PRST/2013/15) .....	17
28 octobre 2013	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales (S/PRST/2013/16) .....	451
14 novembre 2013	La situation concernant la République démocratique du Congo (S/PRST/2013/17) .....	130
25 novembre 2013	Région de l'Afrique centrale (S/PRST/2013/18) .....	381
9 décembre 2013	La situation en Guinée-Bissau (S/PRST/2013/19) .....	194
12 décembre 2013	Paix et sécurité en Afrique (S/PRST/2013/20) .....	440
16 décembre 2013	La situation en Libye (S/PRST/2013/21) .....	454
18 décembre 2013	Paix et sécurité en Afrique (S/PRST/2013/22) .....	442
10 janvier 2014	La situation concernant l'Iraq (S/PRST/2014/1) .....	420
23 janvier 2014	La situation au Mali (S/PRST/2014/2) .....	463
12 février 2014	Protection des civils en période de conflit armé (S/PRST/2014/3) .....	202
14 février 2014	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales (S/PRST/2014/4) .....	452
21 février 2014	Promotion et renforcement de l'état de droit dans le cadre des activités de maintien de la paix et de la sécurité internationales (S/PRST/2014/5) .....	377
26 mars 2014	La situation en Sierra Leone (S/PRST/2014/6) .....	127
7 mai 2014	Non-prolifération des armes de destruction massive (S/PRST/2014/7) .....	388
12 mai 2014	Région de l'Afrique centrale (S/PRST/2014/8) .....	384
22 mai 2014	La situation en Somalie (S/PRST/2014/9) .....	77
29 mai 2014	La situation au Moyen-Orient (S/PRST/2014/10) .....	32
25 juin 2014	La situation en Afghanistan (S/PRST/2014/11) .....	123
25 juin 2014	La situation en Afghanistan (S/PRST/2014/12) .....	124
28 juillet 2014	La situation au Moyen Orient, y compris la question palestinienne (S/PRST/2014/13) .....	4
28 juillet 2014	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme (S/PRST/2014/14) .....	353
28 juillet 2014	La situation au Mali (S/PRST/2014/15) .....	474